

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

LIBRARY OF PARLIAMENT

*S

KE

72

C36

33-2

C137-C139

C-137

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

C-137

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-137

PROJET DE LOI C-137

An Act to provide for incentives to assist in financing exploration for mineral resources and hydrocarbons in Canada and to amend the Canadian Exploration and Development Incentive Program Act

Loi établissant un programme de subvention en vue du financement de la recherche au Canada de ressources minérales et d'hydrocarbures et modifiant la Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur

First reading, June 27, 1988

Première lecture le 27 juin 1988

THE MINISTER OF STATE (FORESTRY AND MINES)

LE MINISTRE D'ÉTAT (FORÊTS ET MINES)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-137

PROJET DE LOI C-137

An Act to provide for incentives to assist in financing exploration for mineral resources and hydrocarbons in Canada and to amend the Canadian Exploration and Development Incentive Program Act

Loi établissant un programme de subvention en vue du financement de la recherche au Canada de ressources minérales et d'hydrocarbures et modifiant la Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canadian Exploration Incentive Program Act*.

1. *Loi sur le programme de stimulation 5 de l'exploration minière au Canada.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. In this Act, "eligible exploration expenses" means prescribed expenses described in section 4;

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"eligible exploration expenses"
«frais d'exploration admissibles»

«action accréditive» S'entend au sens de l'alinéa 66(15)d.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, compte non tenu de l'expression «à l'exclusion d'une action visée par règlement».

«action accréditive»
«flow-through share»

"flow-through share"
«action accréditive»

"flow-through share" has the meaning assigned by paragraph 66(15)(d.1) of the *Income Tax Act*, without reference to the expression "(other than a prescribed share)";

«corporation agréée» Corporation agréée par règlement ou précisée agréée conformément aux règles établies par règlement.

«corporation agréée»
«qualified corporation»

"incentive"
«subvention»

"incentive" means a payment under section 5;

«corporation d'exploration en commun» S'entend au sens de l'alinéa 66(15)g de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

«corporation d'exploration en commun»
«joint exploration corporation»

"incur"
«engagés»

"incur", in relation to an expense, includes be deemed by regulations made under paragraph 21(1) to incur the expense;

«émetteur» La corporation agréée visée au paragraphe 5(1).

«émetteur»
«issuing corporation»

"issuing corporation"
«émetteur»

"issuing corporation" means a qualified corporation described in subsection 5(1);

20

20

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to provide for incentives to assist in financing exploration for mineral resources and hydrocarbons in Canada and to amend the Canadian Exploration and Development Incentive Program Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi établissant un programme de subvention en vue du financement de la recherche au Canada de ressources minérales et d'hydrocarbures et modifiant la Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur».

CHAMP D'APPLICATION

3. La présente loi s'applique en tout ou en partie au Canada ou dans une province.

4. La présente loi s'applique aux frais réglementaires engagés — après le 30 septembre 1988 pour les hydrocarbures autres que le charbon et après le 31 décembre 1988 pour les ressources minérales — par une corporation agréée dans le cadre d'une convention écrite conclue entre elle et une autre personne par laquelle elle accepte de lui émettre des actions, des obligations ou d'autres titres financiers, pour la recherche et l'exploration de ressources minérales ou d'hydrocarbures en vertu de la Loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales et hydrocarbonées, ou d'autres lois, dans les zones maritimes ou d'autres zones de la mer territoriale de la province, ou dans les zones de la mer territoriale de la province, ou dans les zones de la mer territoriale de la province, ou dans les zones de la mer territoriale de la province.

APPLICATION

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

4. This Act applies in respect of prescribed expenses incurred (a) by a qualified corporation under an agreement in writing entered into between one or more persons and the qualified corporation pursuant to which that corporation agrees to issue flow-through shares, other than prescribed shares, to those persons, and (b) after (i) September 30, 1988 in exploring for any hydrocarbon other than coal, or (ii) December 31, 1988 in exploring for any mineral resource, in Canada or in the seabed or subsoil of those submarine areas that extend throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the

"joint exploration corporation" «corporation d'exploration en commun»	"joint exploration corporation" has the meaning assigned by paragraph 66(15)(g) of the <i>Income Tax Act</i> ;	«engagés» Vise également les frais réputés engagés au titre des règlements pris en application de l'alinéa 21I).	«engagés» "incur"
"Minister" «ministre»	"Minister" means such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by order of the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;	«formulaire» Formulaire déterminé par le ministre, y compris les renseignements à y porter.	«formulaire» French version only
"person" «personne»	"person" includes a partnership and a trustee in respect of a trust;	«frais d'exploration admissibles» Les frais réglementaires visés à l'article 4.	«frais d'exploration admissibles» "eligible exploration expenses"
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means (a) in the case of a form or the information to be given on a form, prescribed by the Minister, and (b) in any other case, prescribed by regulations made by the Governor in Council under section 21;	10 «loi de 1987» La <i>Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur</i> .	«loi de 1987» French version only
"qualified corporation" «corporation agréée»	"qualified corporation" means a corporation prescribed, or determined in accordance with prescribed rules, as being qualified.	«ministre» Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé, par décret du gouverneur en conseil, de l'application de la présente loi.	«ministre» "Minister"
		«personne» Vise également toute société et le fiduciaire d'une fiducie.	«personne» "person"
		«règlement» Texte d'application pris au titre de l'article 21 par le gouverneur en conseil.	«règlement» French version only
		«subvention» Subvention accordée au titre de l'article 5.	«subvention» "incentive"

APPLICATION

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

Eligible exploration expenses

4. This Act applies in respect of prescribed expenses incurred

(a) by a qualified corporation under an agreement in writing entered into between one or more persons and the qualified corporation pursuant to which that corporation agrees to issue flow-through shares, other than prescribed shares, to those persons; and

(b) after

(i) September 30, 1988 in exploring for any hydrocarbon other than coal, or

(ii) December 31, 1988 in exploring for any mineral resource,

in Canada or in the seabed or subsoil of those submarine areas that extend throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the

CHAMP D'APPLICATION

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté

4. La présente loi s'applique aux frais réglementaires engagés — après le 30 septembre 1988 pour les hydrocarbures autres que le charbon et après le 31 décembre 1988 pour les ressources minérales — par une corporation agréée dans le cadre d'une convention écrite conclue entre elle et une personne par laquelle elle accepte de lui émettre des actions accréditatives autres que des actions visées par règlement, pour la recherche de ces substances au Canada sur le sol ou dans le sous-sol des zones sous-marines qui s'étendent au-delà de la mer territoriale et sur tout le prolongement naturel du territoire terrestre du Canada, jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à deux cents milles marins des limites intérieures de la mer territoriale là où ce rebord se trouve à une distance inférieure, au sens de la *Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche*.

Frais d'exploration admissibles

inner limits of the territorial sea of Canada, as determined in accordance with the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*, whichever is the greater.

PART I

CANADIAN EXPLORATION INCENTIVES

Entitlement

5. (1) A qualified corporation that agrees to issue flow-through shares, other than prescribed shares, to one or more persons who are not related to the corporation (in this Act referred to as the "issuing corporation") is entitled, subject to the prescribed terms and conditions, to an incentive, to be paid by the Minister out of the Consolidated Revenue Fund, of 30 per cent of the amount determined in accordance with subsection (2) in respect of eligible exploration expenses incurred by

- (a) the issuing corporation;
- (b) a qualified corporation related to the issuing corporation (in this Part referred to as the "exploration corporation") under a flow-through share agreement respecting those expenses
 - (i) between the exploration corporation and the issuing corporation, or
 - (ii) that is one of a series of such agreements among the exploration corporation, the issuing corporation and other qualified corporations each of which is related to the exploration corporation and the issuing corporation; or
- (c) a joint exploration corporation to the extent that the expenses are renounced under subsection 66(10.1) of the *Income Tax Act* in favour of the issuing corporation, the exploration corporation or a qualified corporation referred to in subparagraph (b)(ii) where the joint exploration corporation is related to that issuing, exploration or qualified corporation and that corporation is a shareholder of the joint exploration corporation.

Limitation

(2) The amount referred to in subsection (1) is the amount calculated in accordance with the formula

PARTIE I

SUBVENTIONS À L'EXPLORATION MINIÈRE AU CANADA

Droit à la subvention

5. (1) La corporation agréée qui accepte d'émettre des actions accréditives autres que des actions visées par règlement à une ou plusieurs personnes qui ne lui sont pas liées — l'émetteur — a droit, aux conditions réglementaires, au versement par le ministre sur le Trésor d'une subvention équivalant à trente pour cent du montant déterminé conformément au paragraphe (2) relativement aux frais d'exploration engagés :

- a) par lui-même;
- b) par une corporation agréée et liée à lui — appelée dans la présente partie l'explorateur — au titre d'une convention portant sur des actions accréditives et conclue relativement à ces frais selon le cas :
 - (i) entre l'un et l'autre,
 - (ii) dans le cadre d'une série de telles conventions intervenues entre l'un et l'autre et d'autres corporations agréées, chacune étant liée avec ceux-ci;
- c) par une corporation d'exploration en commun liée à lui-même, à l'explorateur ou à la corporation agréée visée au sous-alinéa b)(ii), dont l'un ou l'autre est actionnaire, dans la mesure où l'un ou l'autre a bénéficié de la renonciation aux frais prévue au paragraphe 66(10.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

(2) Le montant mentionné au paragraphe (1) est établi selon la formule,

30 Plafond

AB + C1 - B) (montant des dépenses dans
la section 8)

AB + C1 - B

1. Le montant des dépenses admissibles
à la section 8 est le total des dépenses
admissibles mentionnées au paragraphe 12
2. Le montant payé à l'émission des
actions des sociétés admissibles, moins
des cotisations par règlement, des
cotisations qui ont été payées par
les sociétés admissibles et des cotisations
payées par les sociétés admissibles au
titre du paragraphe 13.

3. Le montant ne se trouve pas de l'art.
8.10
4. L'émission de nouvelles actions de la
société admissible est admissible si elle
est admissible au titre de l'art.
8.10. Les cotisations des sociétés admissibles
au titre de l'art. 8.10 sont admissibles, sans limitation.
5. L'émission de nouvelles actions de la
société admissible est admissible si elle
est admissible au titre de l'art. 8.10.
6. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.

7. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
8. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
9. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
10. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
11. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
12. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.

13. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
14. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
15. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
16. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
17. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
18. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
19. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.
20. Le montant des dépenses admissibles
est le montant des dépenses admissibles
mentionnées au paragraphe 12.

AB + C1 - B

where

A is the least of

(a) the amount of eligible exploration
expenses described in subsection (1), and
(b) the amount paid to the issuing corpo-
ration as consideration for the issuance of
flow-through shares other than pre-
scribed shares, by persons who are not
corporations that are related to the issuing
corporation, minus the amount by which
any such amount is to be reduced pursuant
to subsection (3).

B is

(a) where the issuing corporation does not
make an election under section 8, zero;
(b) where the issuing corporation elects
under section 8 to flow through all of the
monies to which it would otherwise be
entitled in respect of eligible exploration
expenses, one; and
(c) where the issuing corporation elects
under section 8 to flow through a fraction
only of the monies to which it would
otherwise be entitled in respect of those
expenses, that fraction; and

C is the least of

(a) the amount of eligible exploration
expenses described in subsection (1), and
(b) the amount determined in accordance
with the regulations in respect of the
amount paid to the issuing corporation as
consideration for the issuance of the flow-
through shares other than prescribed
shares, by persons who are not corpo-
rations that are related to the issuing corpo-
ration, minus the amount by which any
such amount so paid is to be reduced
pursuant to subsection (3).

(3) Where the holder of a flow-through
share other than a prescribed share of an
issuing corporation or a member of a part-
nership that holds such a share has, at the
prescribed time or at any time during the
prescribed period of time, a prescribed re-
lationship as prescribed in subsection (3)

AB + C(1 - B), chacun des éléments étant établi comme il suit :

AB + C(1 - B)

AB + C(1 - B)

where

A is the lesser of

- (a) the amount of eligible exploration expenses described in subsection (1), and
 (b) the amount paid to the issuing corporation as consideration for the issuance of the flow-through shares, other than prescribed shares, by persons who are not corporations that are related to the issuing corporation, minus the amount by which any such amount is to be reduced pursuant to subsection (3);

B is

- (a) where the issuing corporation does not make an election under section 8, zero,
 (b) where the issuing corporation elects under section 8 to flow through all of the incentives to which it would otherwise be entitled in respect of eligible exploration expenses, one, and
 (c) where the issuing corporation elects under section 8 to flow through a fraction only of the incentives to which it would otherwise be entitled in respect of those expenses, that fraction; and

C is the lesser of

- (a) the amount of eligible exploration expenses described in subsection (1), and
 (b) the amount determined in accordance with the regulations in respect of the amount paid to the issuing corporation as consideration for the issuance of the flow-through shares, other than prescribed shares, by persons who are not corporations that are related to the issuing corporation, minus the amount by which any such amount so paid is to be reduced pursuant to subsection (3).

A Le moindre des montants suivants :

- a) le montant des frais d'exploration admissibles mentionné au paragraphe (1);
 b) le montant payé à l'émetteur pour l'émission des actions accréditatives, autres que celles visées par règlement, par quiconque n'est pas une corporation liée à lui, moins le montant qui en est soustrait au titre du paragraphe (3).

B Selon le cas :

- a) l'émetteur ne se prévalant pas de l'article 8, zéro;
 b) l'émetteur passant, au titre de l'article 8, la totalité des subventions auxquelles il aurait droit à l'égard des frais d'exploration admissibles, un;
 c) l'émetteur passant, au titre de l'article 8, une fraction des subventions auxquelles il aurait droit à l'égard des frais d'exploration admissibles, cette fraction.

C Le moindre des montants suivants :

- a) le montant des frais d'exploration admissibles mentionné au paragraphe (1);
 b) le montant établi conformément au règlement relativement au montant payé à l'émetteur pour l'émission des actions accréditatives, autres que celles visées par règlement, par quiconque n'est pas une corporation liée à lui, moins le montant qui est soustrait du montant payé à l'émetteur au titre du paragraphe (3).

Reduction

(3) Where the holder of a flow-through share, other than a prescribed share, of an issuing corporation or a member of a partnership that holds such a share has, at the prescribed time or at any time during the prescribed period of time, a prescribed relationship or prescribed transaction with the

(3) Lorsque soit le détenteur d'actions accréditatives d'un émetteur, autres que celles visées par règlement, soit un membre d'une société détentrice de telles actions, au moment réglementaire ou à tel moment d'une période réglementaire, a un lien réglementaire avec l'émetteur, l'explorateur

Réduction du montant

ou une opération agréée visée au sous-alinéa (b)(ii) ou au paragraphe 200 de la Loi sur l'accès à l'information, ou autrement des montants payés à l'étranger visés aux alinéas (b) des paragraphes A et C du paragraphe (2).

(3) Il s'agit d'un membre d'une société détentrice de montants éligibles visés à l'alinéa (b) du paragraphe 200 de la Loi sur l'accès à l'information, si le montant payé à la société a concerné de ce fait.

(4) Dans les autres cas, le montant payé à l'étranger pour l'émission

issuing corporation, the exploration company or a qualified corporation referred to in paragraph (1)(b)(ii), the amount described in paragraph (b) of the article A in subsection (2) and in paragraph (b) of the variable C in that subsection shall be reduced

(a) in the case of a member of a partnership that holds such a share, by the amount determined in accordance with the regulations in respect of the amount paid to the partnership for the member's interest in it or

(b) in any other case, by the amount paid to the issuing corporation as consideration for the issuance of the flow-through share.

(5) Les montants éligibles visés à une sous-section des frais d'exploration admissibles engagés par une exploration ou une corporation d'exploration en vertu de la mesure ou il a droit à une subvention en vertu du paragraphe (1) à l'égard de ces frais.

(4) Neither an exploration corporation nor a joint exploration corporation is entitled to an incentive in respect of eligible exploration expenses incurred by it to the extent that the issuing corporation is entitled under subsection (1) to an incentive in respect of those expenses.

(6) La demande prévue soit de l'annexe 20 ou, soit, s'il le décide, d'une manière adéquate de la Loi sur l'accès à l'information, la demande et la décision sont établies au formulaire et selon les modalités réglementaires.

(5) An application must be made in the prescribed form and manner by the issuing corporation or, where the corporation so elects in the prescribed form and manner, on its behalf by a partnership to which the corporation agrees to issue flow-through shares.

(7) Il ne peuvent donner droit à une subvention les frais d'exploration admissibles engagés au cours d'une année civile par la corporation agréée dans la mesure où ces frais et des frais engagés, répétés engagés ou attribués dans le cadre du paragraphe (2), et qui sont conformes :

(1) A qualified corporation is not entitled to an incentive in respect of an eligible exploration expense incurred during a calendar year to the extent that the aggregate of that expense and any of the following expenses that are incurred, deemed to have been incurred or allocated as described in subsection (2) exceeds ten million dollars, namely,

(a) des frais admissibles auxquels la loi de 1987 s'applique et pour lesquels une demande faite au titre de la Loi sur l'accès à l'information;

(a) eligible expenses in respect of which the Canadian Exploration and Development Incentive Program Act applies and an application has been made and entered into under that Act; and

(b) des frais d'exploration admissibles pour lesquels une demande faite au titre de la Loi sur l'accès à l'information a été faite.

(b) eligible exploration expenses in respect of which an application has been made and entered into under this Act.

400

Application

Amount payable

issuing corporation, the exploration corporation or a qualified corporation referred to in subparagraph (1)(b)(ii), the amounts described in paragraph (b) of the variable A in subsection (2) and in paragraph (b) of the variable C in that subsection shall be reduced

(a) in the case of a member of a partnership that holds such a share, by the amount determined in accordance with the regulations in respect of the amount paid to the partnership for the member's interest in it; or

(b) in any other case, by the amount paid to the issuing corporation as consideration for the issuance of the flow-through share.

ou une corporation agréée visée au sous-alinéa (1)b)(ii) ou fait avec l'un ou l'autre une opération réglementaire, est soustrait des montants payés à l'émetteur visés aux alinéas b) des éléments A et C du paragraphe (2) :

a) s'il s'agit d'un membre d'une société détentrice, le montant réglementaire relatif au montant payé à la société à concurrence de sa part sociale;

b) dans les autres cas, le montant payé à l'émetteur pour l'émission.

No entitlement

(4) Neither an exploration corporation nor a joint exploration corporation is entitled to an incentive in respect of eligible exploration expenses incurred by it to the extent that the issuing corporation is entitled under subsection (1) to an incentive in respect of those expenses.

(4) Ne peuvent donner droit à une subvention les frais d'exploration admissibles engagés par un explorateur ou une corporation d'exploration en commun dans la mesure où il a droit à une subvention au titre du paragraphe (1) à l'égard de ces frais.

Idem

Application

(5) An application must be made in the prescribed form and manner by the issuing corporation or, where the corporation so elects in the prescribed form and manner, on its behalf by a partnership to which the corporation agrees to issue flow-through shares.

(5) La demande provient soit de l'émetteur, soit, s'il le décide, d'une société en faveur de qui il convient d'émettre des actions accréditives. La demande et la décision sont établies sur formulaire et selon les modalités réglementaires.

Demande

Annual expense limit

6. (1) A qualified corporation is not entitled to an incentive in respect of an eligible exploration expense incurred during a calendar year to the extent that the aggregate of that expense and any of the following expenses that are incurred, deemed to have been incurred or allocated as described in subsection (2) exceeds ten million dollars, namely,

(a) eligible expenses in respect of which the *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act* applies and an application has been made and entitlement exists under that Act; and

(b) eligible exploration expenses in respect of which an application has been made and entitlement exists under this Act.

6. (1) Ne peuvent donner droit à une subvention les frais d'exploration admissibles engagés au cours d'une année civile par la corporation agréée dans la mesure où est supérieur à dix millions de dollars le total de ces frais et des frais engagés, réputés engagés ou attribués dans le cadre du paragraphe (2), et qui sont eux-mêmes :

a) des frais admissibles auxquels la loi de 1987 s'applique et pour lesquels une demande faite au titre de la même loi a abouti à un droit à subvention;

b) des frais d'exploration admissibles pour lesquels une demande faite au titre de la présente loi a abouti à un droit à subvention.

Plafond annuel

40

Document de
loi

(1) Les frais liés au paragraphe (1) sont

- (a) engagés ou répétés engagés au cours de l'année civile par la corporation à l'égard de son activité à attribuer à un projet de loi de la loi de 1987;
- (b) engagés ou répétés engagés au cours de l'année civile par un associé de la corporation l'association existant au moment où les frais sont engagés ou répétés engagés, à l'exception de ceux l'associé étant une corporation d'exploration en commun, qui ont été attribués au titre de l'article 7 de la loi de 1987;
- (c) engagés ou répétés engagés au cours de l'année civile par une corporation d'exploration en commun et attribués au titre de l'article 7 de la loi de 1987 et de la loi de 1987.

(2) Les frais liés au paragraphe (1) sont

- (a) engagés ou répétés engagés au cours de l'année civile par une corporation d'exploration en commun et attribués au titre de l'article 7 de la loi de 1987 et de la loi de 1987;
- (b) engagés ou répétés engagés au cours de l'année civile par une corporation d'exploration en commun et attribués au titre de l'article 7 de la loi de 1987 et de la loi de 1987.

(3) Pour l'application du paragraphe (2) à

l'égard de frais d'exploration admissibles engagés par une corporation, le droit de 25 pour cent à une réduction pour les frais est attribué comme si l'explorateur et non l'association existant au moment où les frais sont engagés ou répétés engagés.

(4) Pour l'application du présent article

révisé, les règlements les frais répétés engagés au titre de règlement pris en application des articles 21(1), (2) ou (3) de la loi de 1987.

7. Pour l'application de la présente loi, 25 pour cent

est déduit de l'impôt sur le revenu d'une personne dans l'un des cas suivants :

(1) The eligible expenses and eligible exploration expenses referred to in subsection (1) are

- (a) those incurred or deemed to have been incurred during the calendar year by the corporation, other than those allocated by that corporation to a shareholder pursuant to section 7 of the Canadian Exploration and Development Incentive Program Act;
- (b) those incurred or deemed to have been incurred during the calendar year by any person with whom, at the time the person's expenses are incurred or deemed to be incurred, the corporation is associated, other than those that are so incurred or deemed to have been incurred by such a person who is a joint exploration corporation and are allocated pursuant to section 7 of the Canadian Exploration and Development Incentive Program Act; and
- (c) those that are incurred or deemed to have been incurred during the calendar year by a joint exploration corporation and are allocated pursuant to section 7 of the Canadian Exploration and Development Incentive Program Act to

(i) the corporation, or

(ii) any person with whom, at the time the joint exploration corporation's expenses are incurred or deemed to be incurred, the qualified corporation is associated.

(3) For the purpose of applying subsection

(2) in respect of an eligible exploration expense incurred by an exploration corporation, the entitlement of the issuing corporation to an incentive for the expense shall be determined as if the exploration corporation were the issuing corporation were the corporation mentioned in subsection (2).

(4) In this section, "deemed" includes

deemed by regulations made under paragraph 21(1), (2) or (3) of the Act or paragraph 20(2) or (3) of the Canadian Exploration and Development Incentive Program Act.

7. A corporation is associated with a person for the purpose of this Act if

it is associated with the person in any of the following cases:

Document de
loi

Document de
loi

Document de
loi

Document de
loi

			Description des frais
Idem	(2) The eligible expenses and eligible exploration expenses referred to in subsection (1) are	(2) Les frais visés au paragraphe (1) sont ceux :	
	(a) those incurred or deemed to have been incurred during the calendar year by the corporation, other than those allocated by that corporation to a shareholder pursuant to section 7 of the <i>Canadian Exploration and Development Incentive Program Act</i> ;	a) engagés ou réputés engagés au cours de l'année civile par la corporation, à l'exception de ceux qu'elle a attribués à un actionnaire au titre de l'article 7 de la loi de 1987;	
	(b) those incurred or deemed to have been incurred during the calendar year by any person with whom, at the time the person's expenses are incurred or deemed to be incurred, the corporation is associated, other than those that are so incurred or deemed to have been incurred by such a person who is a joint exploration corporation and are allocated pursuant to section 7 of the <i>Canadian Exploration and Development Incentive Program Act</i> ; and	b) engagés ou réputés engagés au cours de l'année civile par un associé de la corporation, l'association existant au moment où ils sont engagés ou réputés engagés, à l'exception de ceux, l'associé étant une corporation d'exploration en commun, qui ont été attribués au titre de l'article 7 de la loi de 1987;	
	(c) those that are incurred or deemed to have been incurred during the calendar year by a joint exploration corporation and are allocated pursuant to section 7 of the <i>Canadian Exploration and Development Incentive Program Act</i> to	c) engagés ou réputés engagés au cours de l'année civile par une corporation d'exploration en commun et attribués au titre de l'article 7 de la loi de 1987 soit à la corporation, soit à un associé de celle-ci, l'association existant au moment où les frais sont engagés ou réputés engagés.	
	(i) the corporation, or (ii) any person with whom, at the time the joint exploration corporation's expenses are incurred or deemed to be incurred, the qualified corporation is associated.		
Stacking	(3) For the purpose of applying subsection (2) in respect of an eligible exploration expense incurred by an exploration corporation, the entitlement of the issuing corporation to an incentive for the expense shall be determined as if the exploration corporation rather than the issuing corporation were the corporation mentioned in subsection (2).	(3) Pour l'application du paragraphe (2) à l'égard de frais d'exploration admissibles engagés par un explorateur, le droit de l'émetteur à une subvention pour les frais est établi comme si l'explorateur et non l'émetteur était la corporation visée au même paragraphe.	Précision
Definition of "deemed"	(4) In this section, "deemed" includes deemed by regulations made under paragraph 21(c), (d) or (h) of this Act or paragraph 20(b) or (d) of the <i>Canadian Exploration and Development Incentive Program Act</i> .	(4) Pour l'application du présent article, «réputés» vise également les frais réputés engagés au titre du règlement pris en application des alinéas 21c), d) ou h) de la présente loi ou 20b) ou d) de la loi de 1987.	Définition de «réputés»
Associated corporations	7. A corporation is associated with a person for the purposes of this Act if	7. Pour l'application de la présente loi, une corporation est l'associé d'une personne dans l'un des cas suivants :	Associés

et il est tenu de payer les dividendes et les intérêts sur les dividendes non payés.

2. Si un actionnaire ne reçoit pas de dividendes pendant un certain laps de temps, il a le droit de demander au directeur de la compagnie de lui en verser un. Le directeur a le pouvoir de le faire et les dividendes non payés sont considérés comme des dividendes en arriéré.

3. Si un actionnaire ne reçoit pas de dividendes pendant un certain laps de temps, il a le droit de demander au directeur de la compagnie de lui en verser un. Le directeur a le pouvoir de le faire et les dividendes non payés sont considérés comme des dividendes en arriéré.

4. Si un actionnaire ne reçoit pas de dividendes pendant un certain laps de temps, il a le droit de demander au directeur de la compagnie de lui en verser un. Le directeur a le pouvoir de le faire et les dividendes non payés sont considérés comme des dividendes en arriéré.

but the corporation and person are not to be treated as if they were partners in the business of the corporation.

2. If a shareholder does not receive dividends for a certain period, he has the right to demand that the director of the corporation pay them to him. The director has the power to do so and dividends not paid are treated as dividends in arrears.

3. If a shareholder does not receive dividends for a certain period, he has the right to demand that the director of the corporation pay them to him. The director has the power to do so and dividends not paid are treated as dividends in arrears.

4. If a shareholder does not receive dividends for a certain period, he has the right to demand that the director of the corporation pay them to him. The director has the power to do so and dividends not paid are treated as dividends in arrears.

5. (1) Une compagnie qui a des actions en circulation a le droit de demander au directeur de la compagnie de lui en verser un. Le directeur a le pouvoir de le faire et les dividendes non payés sont considérés comme des dividendes en arriéré.

6. (1) Une compagnie qui a des actions en circulation a le droit de demander au directeur de la compagnie de lui en verser un. Le directeur a le pouvoir de le faire et les dividendes non payés sont considérés comme des dividendes en arriéré.

7. (1) Une compagnie qui a des actions en circulation a le droit de demander au directeur de la compagnie de lui en verser un. Le directeur a le pouvoir de le faire et les dividendes non payés sont considérés comme des dividendes en arriéré.

5. (1) A qualified corporation that agrees to issue flow-through shares may elect in the prescribed form and manner to flow an amount not exceeding the amount of the dividends in respect of eligible expenses incurred in respect of the corporation's business as when the corporation would otherwise be entitled through to the persons to whom the flow-through shares are agreed to be issued or where those persons are participants in their business.

8. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

9. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

10. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

11. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

12. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

13. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

14. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

15. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

16. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

17. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

18. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

19. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

20. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

21. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

22. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

23. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

24. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

25. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

26. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

27. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

28. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

29. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

30. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

31. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

32. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

33. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

34. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

35. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

36. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

37. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

38. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

39. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

40. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

41. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

42. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

43. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

44. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

45. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

46. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

47. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

48. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

49. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

50. (1) La décision relative au développement d'une action est prise par le conseil d'administration de la compagnie.

(2) Where a corporation makes a election under subsection (1),

(a) notwithstanding section 5, the corporation is not and shall be deemed never to have been entitled to the amount;

(b) the following persons are beneficially entitled, subject to the prescribed terms and conditions, to the amount and the corporation is entitled only as trustee for those persons, namely,

(i) in respect of shares agreed to be issued to persons who are not participants in the business,

(ii) in respect of shares agreed to be issued to a person who is a participant in the business who, at the end of the fiscal period of the partnership in which the expense is incurred, are members of that partnership to the extent of their interest in it;

(c) the corporation or, where an election is made under subsection (1), the partner

(a) the corporation and person are associated within the meaning or meanings assigned to that word by the regulations; or

(b) the Minister determines that the corporation and person are, as of any time specified by the Minister, deemed to be associated and in writing advises them to that effect, where the Minister is satisfied

(i) that the separate existence of that corporation and person is not solely for the purpose of carrying on their businesses in the most effective manner, and

(ii) that one of the reasons for their separate existence is to increase the amount of incentives.

a) elles sont des associés selon le sens donné par règlement à «associé»;

b) le ministre les répute être des associés à partir du moment qu'il fixe et les en avise par écrit s'il est convaincu qu'elles n'ont pas d'existence autonome uniquement afin de mener leur entreprise de la manière la plus efficace et qu'un des motifs de leur existence autonome vise l'augmentation du montant des subventions auxquelles elles auraient droit par ailleurs.

Flow-through of incentives

8. (1) A qualified corporation that agrees to issue flow-through shares may elect in the prescribed form and manner to flow an amount not exceeding the amount of the incentives in respect of eligible exploration expenses to which the corporation would otherwise be entitled through to the persons to whom the flow-through shares are agreed to be issued or, where those persons are partnerships, to their members.

8. (1) Une corporation agréée qui convient d'émettre des actions accréditatives peut, sur formulaire et selon les modalités réglementaires, décider de passer un montant au plus égal à celui des subventions relatives aux frais d'exploration admissibles auxquelles elle aurait droit aux personnes en faveur de qui elle a convenu d'émettre les actions accréditatives ou, dans le cas d'une société, aux membres de celle-ci.

Option

Consequences of election

(2) Where a corporation makes an election under subsection (1),

(a) notwithstanding section 5, the corporation is not and shall be deemed never to have been entitled to the amount;

(b) the following persons are beneficially entitled, subject to the prescribed terms and conditions, to the amount and the corporation is entitled only as trustee for those persons, namely,

(i) in respect of shares agreed to be issued to persons who are not partnerships, those persons, and

(ii) in respect of shares agreed to be issued to a person who is a partnership, the persons who, at the end of the fiscal period of the partnership in which the expense is incurred, are members of that partnership, to the extent of their interests in it;

(c) the corporation or, where an election is made under subsection 5(5), the partner-

(2) La décision emporte les conséquences suivantes :

a) malgré l'article 5, la corporation ne peut avoir — et est réputée ne jamais avoir eu — droit au montant;

b) ont droit en pleine propriété au montant relatif aux actions objet de la convention d'émission, aux conditions réglementaires — la corporation n'agissant qu'à titre de fiduciaire — d'une part, les personnes en faveur de qui l'émission a été convenue et, d'autre part, s'il s'agit d'une société, les membres en titre de celle-ci à la fin de l'exercice de celle-ci au cours duquel les frais ont été engagés, dans la mesure de leur part sociale;

c) la corporation ou la société visée au paragraphe 5(5) est tenue de présenter la demande au ministre au nom de ces personnes;

d) le présent article n'a pas pour effet de faire réputer, pour l'application de l'arti-

Effet de la décision

10. Les subventions des crédits d'impôt...
11. Les subventions des crédits d'impôt...

10. An incentive due or becoming due to...
11. An incentive due or becoming due to...

12. Les subventions des crédits d'impôt...
13. Les subventions des crédits d'impôt...

12. Every beneficiary shall, in addition to...
13. Every beneficiary shall, in addition to...

PART II
MISE EN ŒUVRE

PART II
ADMINISTRATION AND
ENFORCEMENT

14. Pour l'application de la présente...
15. Pour l'application de la présente...

14. In this Part, "beneficiary" means, in...
15. In this Part, "beneficiary" means, in...

16. Les renseignements et documents...
17. Les renseignements et documents...

16. Records and information...
17. Records and information...

ship shall apply on behalf of the persons to the Minister for the amount; and

(d) nothing in this section shall be construed as deeming, for the purpose of applying section 6, expenses in respect of the amount to have been incurred by any of those persons rather than by the corporation that incurred them.

cle 6, les frais relatifs au montant engagés par ces personnes au lieu de la corporation.

Entitlement is property

9. Subject to Part IX of the *Financial Administration Act* and the regulations made under that Part, the entitlement of a qualified corporation to an incentive in respect of an eligible exploration expense is transferable and transmissible to another person, whether by way of assignment, bankruptcy, amalgamation, dissolution or winding-up or by any other means.

9. Sous réserve de la partie IX de la *Loi sur l'administration financière* et des règlements d'application de cette partie, le droit à la subvention pour des frais d'exploration admissibles est cessible.

Cessibilité

Crown debt

10. An incentive due or becoming due to which a qualified corporation is entitled under section 5 constitutes a Crown debt for the purposes of Part IX of the *Financial Administration Act*.

10. La subvention due ou exigible constitue une créance sur Sa Majesté pour l'application de la partie IX de la *Loi sur l'administration financière*.

Créance sur l'État

PART II

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

Interpretation

Definition of "beneficiary"

11. In this Part, "beneficiary" means, in relation to entitlement to or an application for an incentive for incurring an eligible exploration expense,

- (a) the applicant for or recipient of the incentive;
- (b) the issuing corporation;
- (c) a person to whom that corporation agrees to issue flow-through shares;
- (d) where the corporation agrees to issue flow-through shares to a partnership, its general partner and other members; and
- (e) any qualified corporation that incurs the expense and is related to the issuing corporation.

Records and Information

Information and documentation

12. Every beneficiary shall, in addition to the information and documentation included

PARTIE II

MISE EN ŒUVRE

Définition

11. Pour l'application de la présente partie, sont des ayants droit le demandeur ou bénéficiaire d'une subvention pour frais d'exploration admissibles, l'émetteur, la personne en faveur de qui cette corporation a convenu d'émettre des actions accréditives ou le gérant et les autres membres de la société à laquelle elle convient de les émettre, ainsi que toute corporation agréée qui engage des frais d'exploration admissibles et qui est liée à l'émetteur.

Définition de «ayant droit»

Renseignements et documents

12. Les ayants droit sont tenus de fournir, outre les renseignements et documents pré-

Renseignements et documents à fournir

tenus à l'égard de la subvention subvention-
ment ou vers la demande pour les permis de
exigés par le ministre pour la subvention et
détournent l'information à la subvention et
de vérifier l'exactitude et l'intégrité des
renseignements et documents fournis.

with the application or previously submitted
of that or any other beneficiary in relation to
the incentive referred to in the Minister's
addressed to other information and docu-
mentation may be required by the Minis-
ter in order to enable the Minister to accu-
rately determine the accuracy and comple-
teness of the information and documents pre-
viously sub-

17. (1) Il incombe à chaque agent d'un :

(a) de tenir au Canada, à son établisse-
ment ou en un autre lieu prévu par régle-
ment, les documents, dossiers et livres de
comptes liés au versement d'une subvention
et la forme présentée au ministre de
déterminer l'exactitude et l'intégrité
et de vérifier l'exactitude et l'intégrité
des renseignements et documents fournis;
15

17. (1) Every beneficiary shall

(a) keep such documents, records and
books of account at the beneficiary's place
of business or other prescribed place in
Canada as relate to that beneficiary's in-
come and containing such informa-
tion as will enable the Minister to accu-
rately determine the accuracy and comple-
teness of the information and documents pre-
viously the accuracy and completeness of
the information and documentation that
that or any other beneficiary submits to
the Minister in relation to the incentive;

(b) de conserver, sauf restriction con-
traire du ministre, ces documents, dossiers
et livres pendant six ans suivant la récep-
tion par celui-ci de la demande de subven-
tion à laquelle ils se rapportent;
(c) dans le cadre d'une vérification ou d'un
examen :

(b) unless otherwise authorized by the
Minister, retain every such document,
record or book of account until the expiry
of six years after the day the Minister
receives the application for the incentive to
which the document, record or book of
account relates; and
(c) for the purpose of an audit or exami-

(1) de mettre à toute heure disponibles
les documents, dossiers et livres à la
disposition des personnes autorisées à
cet effet par le ministre;

(1) make those documents, records and
books of account available at all reason-
able times to any person authorized by
the Minister for that purpose; and

(ii) de donner aux personnes autorisées
par le ministre à cet effet la vérification
ou l'examen de ces documents, dossiers
et livres à cette fin, sans que l'accès aux
dossiers, dossiers, documents et livres des
dossiers ne soit limité, et de fournir
tous renseignements nécessaires à l'examen
ou à la vérification, y compris ceux
appartenant à des tiers, auxquels il a
accès.

(ii) give all reasonable assistance to any
person authorized by the Minister to
carry out the audit or examination pro-
vide access to all relevant files, answer,
copies or in writing as required, all ques-
tions relating to the audit or examina-
tion and provide all information, docu-
mentation and copies required for the
purpose of the audit or examination,
including information, documentation or
copies to which the beneficiary has a
right of access but which belong to
another person.

(3) Lorsque a reçu d'une corporation
qui exerce un emploi dans la corporation 30 ans

(3) Where a corporation and any person
who exercises an employment from the corporation 30

Programme
de vérification
des lois

Programme
de vérification
des lois

with the application or previously submitted by that or any other beneficiary in relation to the incentive, submit to the Minister such additional or other information and documentation as may be required by the Minister in order to enable the Minister to ascertain entitlement to the incentive and to verify the accuracy and completeness of the information and documentation previously submitted.

sentés à l'égard de la subvention antérieurement ou avec la demande, ceux qui sont exigés par le ministre pour lui permettre de déterminer l'admissibilité à la subvention et de vérifier l'exactitude et l'intégralité des renseignements et documents déjà fournis.

10

Documents,
records and
books

13. (1) Every beneficiary shall

(a) keep such documents, records and books of account at the beneficiary's place of business or other prescribed place in Canada as relate to that beneficiary in such form and containing such information as will enable the Minister to ascertain entitlement to the incentive and to verify the accuracy and completeness of the information and documentation that that or any other beneficiary submits to the Minister in relation to the incentive;

(b) unless otherwise authorized by the Minister, retain every such document, record or book of account until the expiration of six years after the day the Minister receives the application for the incentive to which the document, record or book of account relates; and

(c) for the purpose of an audit or examination,

(i) make those documents, records and books of account available at all reasonable times to any person authorized by the Minister for that purpose, and

(ii) give all reasonable assistance to any person authorized by the Minister to carry out the audit or examination, provide access to all relevant sites, answer, orally or in writing as required, all questions relating to the audit or examination and provide all information, documentation and copies required for the purpose of the audit or examination, including information, documentation or copies to which the beneficiary has a right of access but which belong to another person.

35

40

45

Idem

(2) Where a corporation and any person who receives an amount from the corporation

13. (1) Il incombe à chaque ayant droit :

a) de tenir au Canada, à son établissement ou en un autre lieu prévu par règlement, les documents, dossiers et livres de comptabilité le concernant dont le contenu et la forme permettent au ministre de déterminer l'admissibilité à la subvention et de vérifier l'exactitude et l'intégralité des renseignements ou documents que tel des ayants droit lui fournit à l'égard de la subvention;

b) de conserver, sauf autorisation contraire du ministre, ces documents, dossiers et livres pendant six ans suivant la réception par celui-ci de la demande de subvention à laquelle ils se rapportent;

c) dans le cadre d'une vérification ou d'un examen :

(i) de mettre, à toute heure convenable, les documents, dossiers et livres à la disposition des personnes autorisées à cet effet par le ministre,

(ii) de donner aux personnes autorisées par le ministre à effectuer la vérification ou l'examen toute assistance raisonnable requise à cette fin, ainsi que l'accès aux lieux appropriés, de répondre aux questions indiquées concernant la vérification ou l'examen, oralement ou par écrit selon la demande qui lui est faite, et de fournir tous les renseignements, documents ou doubles nécessaires à l'examen ou à la vérification, y compris ceux, appartenant à des tiers, auxquels il a accès.

35

35

40

(2) Quiconque a reçu d'une corporation une somme entrant en ligne de compte dans

Documents,
dossiers et livres
à tenir

Idem

l'ordre de la répartition en tant qu'il est associé à celle-ci lors du paiement de la somme et pour permettre au ministre de déterminer l'admissibilité à la réduction et de vérifier l'exactitude et l'intégrité des renseignements qu'elle lui a fournis ;

v) de mettre à toute heure convenable, les documents, dossiers et livres de comptes liés utiles à la disposition des personnes autorisées par le ministre à effectuer la vérification ou l'examen toute autre mesure raisonnable requise à cette fin; ainsi que l'annexe 12

leurs rapports de la réponse aux questions concernant la vérification ou l'examen, notamment en ce qui concerne les demandes qui lui ont été faites et de fournir tous les renseignements documentaires ou autres documents nécessaires à l'examen ou à la vérification, y compris ceux appartenant à des tiers, auxquels il a accès.

any portion of which is or was related to the distribution of the incentive and, if the donee is not a person associated person, the person shall, for the purpose of enabling the Minister to ascertain entitlement to the incentive and to verify the accuracy and completeness of the information and documentation that the corporation submits to the Minister,

(v) make all documents, records and books of account related to the amount payable at all reasonable times to any person authorized by the Minister for the purpose of an audit or examination; and

(12) give all reasonable assistance to any person authorized by the Minister to carry out the audit or examination, provide access to all relevant files, answer orally or in writing as required, all questions relating to the audit or examination and provide all information, documentation and copies required for the purpose of the audit or examination, including information, documentation or copies to which the person has a right of access but which belong to another person.

2.2.2.2

2.2.2.2

14. Le ministre peut refuser les versements prévus au titre d'une réduction en cas de contrefaçon par un agent d'un tel versement ou en cas de fraude, ou refuser tout ou partie de ces versements.

15. Tout versement ou inducement en tant que tel versé sous des conditions suspensives sous le régime de la présente loi n'est pas éligible pour être reconnu comme un versement admissible aux fins de l'annexe 12.

16. Le ministre peut refuser les versements prévus au titre d'une réduction en cas de contrefaçon par un agent d'un tel versement ou en cas de fraude, ou refuser tout ou partie de ces versements.

14. Where a beneficiary in relation to an incentive has contravened or failed to comply with any provision of this Act or the regulations, the Minister may withhold in whole or in part or refuse to pay that incentive.

15. Where an incentive is paid to a qualified corporation, whether as a trustee or otherwise, and for any reason the corporation was not or is not entitled to the incentive or the amount of the incentive exceeds the amount to which the corporation was or is entitled, or where an incentive is paid in circumstances in which a term or condition has been imposed under the Act and that term or condition has not been met or has been contravened, the amount of the incentive or excess, as the case may be, together with interest determined in accordance with the regulations is a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such from the corporation in any court of competent jurisdiction or may be retained in

Withholding or refusal to pay incentive

Recovery

any portion of which is or was related to the determination of the incentive are, at the time the amount is paid, associated persons, the person shall, for the purposes of enabling the Minister to ascertain entitlement to the incentive and to verify the accuracy and completeness of the information and documentation that the corporation submits to the Minister,

(a) make all documents, records and 10 books of account related to the amount available at all reasonable times to any person authorized by the Minister for the purpose of an audit or examination; and

(b) give all reasonable assistance to any 15 person authorized by the Minister to carry out the audit or examination, provide access to all relevant sites, answer, orally or in writing as required, all questions relating to the audit or examination and 20 provide all information, documentation and copies required for the purpose of the audit or examination, including information, documentation or copies to which the person has a right of access but which 25 belong to another person.

l'octroi de la subvention est tenu, s'il était associé à celle-ci lors du paiement de la somme et pour permettre au ministre de déterminer l'admissibilité à la subvention et 5 de vérifier l'exactitude et l'intégralité des renseignements qu'elle lui a fournis :

a) de mettre, à toute heure convenable, les documents, dossiers et livres de comptabilité utiles à la disposition des personnes autorisées par le ministre à effectuer une 10 vérification ou un examen;

b) de donner aux personnes autorisées par le ministre à effectuer la vérification ou l'examen toute assistance raisonnable requise à cette fin, ainsi que l'accès aux 15 lieux appropriés, de répondre aux questions concernant la vérification ou l'examen, oralement ou par écrit selon la demande qui lui est faite, et de fournir tous les renseignements, documents ou 20 doubles nécessaires à l'examen ou à la vérification, y compris ceux, appartenant à des tiers, auxquels il a accès.

Disentitlement

Withholding or refusing to pay incentives

14. Where a beneficiary in relation to an incentive has contravened or failed to comply with any provision of this Act or the regulations, the Minister may withhold in whole or 30 in part or refuse to pay that incentive.

Recovery

15. Where an incentive is paid to a qualified corporation, whether as a trustee or otherwise, and for any reason the corporation was not or is not entitled to the incentive or 35 the amount of the incentive exceeds the amount to which the corporation was or is entitled, or where an incentive is paid in circumstances in which a term or condition has been imposed under this Act and that 40 term or condition has not been met or has been contravened, the amount of the incentive or excess, as the case may be, together with interest determined in accordance with the regulations, is a debt due to Her Majesty 45 in right of Canada and may be recovered as such from the corporation in any court of competent jurisdiction or may be retained in

Sanctions

14. Le ministre peut refuser les versements prévus au titre d'une subvention en cas 25 de contravention par un ayant droit à la présente loi ou à ses règlements, ou retenir tout ou partie de ces versements.

Non-versements

15. Tout trop-payé ou indu, ou tout montant versé alors que les conditions imposées 30 sous le régime de la présente loi n'ont pas été observées, peut être recouvré auprès de la corporation agréée qui l'a reçu en pleine propriété ou autrement, avec les intérêts réglementaires, à titre de créance de Sa 35 Majesté du chef du Canada devant tout tribunal compétent ou être déduit, en tout ou en partie, des versements qui lui sont éventuellement dus sous le régime de la présente loi. 40

Répétition de l'indu

whole or in part out of any amount payable to the corporation under this Act.

14. (1) Notwithstanding anything in this Act, where the Minister is of the opinion that a beneficiary has done any act or thing that lacks any substantial business purpose other than to increase the aggregate amount of an incentive or that increases improperly, unduly or artificially the amount of an incentive that would otherwise be paid, the Minister shall

(a) where an incentive has not yet been paid, refuse to pay it or reduce its amount by such amount as the Minister considers appropriate; or

(b) where it has been paid, notify the lending corporation in writing that the corporation is not entitled to the incentive or that its amount is reduced by such sum as specified in the notice as the Minister considers appropriate.

(2) Where the Minister, under paragraph (1)(b), notifies an lending corporation that it is not entitled to the incentive paid or that its amount is reduced by a sum specified in the notice, the incentive or the sum so specified, together with interest determined in accordance with the regulations, is a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such from that corporation, regardless of whether it received the incentive as a trustee, in any court of competent jurisdiction or may be retained in whole or in part out of any amount payable to it under this Act.

17. (1) Where, pursuant to section 12 or 16, a qualified corporation is indebted to Her Majesty in right of Canada in relation to an incentive, the following persons are jointly and severally indebted, together with the corporation, to Her Majesty in right of Canada to the extent of any incentive received by them, together with interest determined in accordance with the regulations, without thereby affecting the liability of the corporation pursuant to section 12 or 16:

(a) in the case of a corporation that is so indebted because the incentive was paid without the reduction provided for in sub-

16. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le ministre est d'avis de refuser la totalité ou une partie de la somme versée dans la mesure de l'incitation visée, soit après qu'elle a été versée, d'autre part, écrit, l'existence que celui-ci n'a pas droit à la subvention ou que celle-ci sera diminuée dans la mesure qu'il y a lieu et que l'incitation dans les circonstances est jugée d'un usage défectueux, à moins que le ministre n'ait d'avis que l'opération qui a été effectuée par le bénéficiaire est une augmentation de son état d'investissement ou qu'il est entaché d'un usage défectueux ou irrégulier de ce montant.

(2) Lorsque le ministre, en vertu du paragraphe (1)(b), informe une société d'investissement qu'elle n'est pas admissible à l'incitation ou que son montant est réduit, l'incitation ou la somme ainsi indiquée, avec les intérêts déterminés en vertu de la réglementation, constitue une dette due à Sa Majesté en vertu de la présente loi et peut être recouvrée de la société, sans égard à son statut, dans toute cour compétente, ou peut être retenue en totalité ou en partie, dans les circonstances prévues à la présente loi.

17. (1) Il y a solidarité entre une corporation qualifiée et les personnes visées aux articles 12 ou 16, de Sa Majesté en vertu de la présente loi, en ce qui concerne l'incitation versée à la corporation, et les personnes visées, conjointement avec la corporation, à l'égard de l'incitation versée, avec les intérêts déterminés en vertu de la réglementation, sans que cela affecte la responsabilité de la corporation en vertu de l'article 12 ou 16 :

(a) dans le cas d'une corporation qui est ainsi tenue responsable parce que l'incitation a été versée sans la réduction prévue dans la présente loi, sans que cela affecte la responsabilité de la corporation en vertu de l'article 12 ou 16 :

1708

1708

1708

whole or in part out of any amount payable to the corporation under this Act.

No incentive or reduced incentive

16. (1) Notwithstanding anything in this Act, where the Minister is of the opinion that a beneficiary has done any act or thing that lacks any substantial business purpose other than to increase the aggregate amount of an incentive or that increases improperly, unduly or artificially the amount of an incentive that would otherwise be paid, the Minister shall

(a) where an incentive has not yet been paid, refuse to pay it or reduce its amount by such amount as the Minister considers appropriate; or

(b) where it has been paid, notify the issuing corporation in writing that the corporation is not entitled to the incentive or that its amount is reduced by such sum specified in the notice as the Minister considers appropriate.

Recovery

(2) Where the Minister, under paragraph (1)(b), notifies an issuing corporation that it is not entitled to the incentive paid or that its amount is reduced by a sum specified in the notice, the incentive or the sum so specified, together with interest determined in accordance with the regulations, is a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such from that corporation, regardless of whether it received the incentive as a trustee, in any court of competent jurisdiction or may be retained in whole or in part out of any amount payable to it under this Act.

Liability of beneficiaries

17. (1) Where, pursuant to section 15 or 16, a qualified corporation is indebted to Her Majesty in right of Canada in relation to an incentive, the following persons are jointly and severally indebted, together with the corporation, to Her Majesty in right of Canada to the extent of any incentive received by them, together with interest determined in accordance with the regulations, without thereby affecting the liability of the corporation pursuant to section 15 or 16:

(a) in the case of a corporation that is so indebted because the incentive was paid without the reduction provided for in sub-

16. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le ministre est tenu 5 soit de refuser la subvention ou de la diminuer dans la mesure qu'il estime indiquée, soit, après qu'elle a été versée, d'aviser par écrit l'émetteur que celui-ci n'a pas droit à la subvention ou que celle-ci sera diminuée 5 dans la mesure qu'il précise et qu'il estime indiquée dans les circonstances s'il juge qu'un ayant droit a fait certains actes ou 10 opérations qui n'ont d'autre but principal que d'entraîner une augmentation du montant de la subvention ou qui ont entraîné une augmentation abusive ou artificielle de ce 15 montant.

Subvention nulle ou réduite

(2) Quand le ministre donne l'avis mentionné au paragraphe (1), le montant de la subvention, reçue en pleine propriété ou autrement, ou de la diminution, selon le cas, peut être recouvré auprès de l'émetteur, avec 20 les intérêts réglementaires, à titre de créance de Sa Majesté du chef du Canada devant tout tribunal compétent ou être déduit, en tout ou en partie, des versements qui lui sont éventuellement dus sous le régime de la pré- 25 sente loi.

Recouvrement

17. (1) Il y a solidarité entre une corporation agréée débitrice, au titre des articles 15 ou 16, de Sa Majesté du chef du Canada, au regard d'une subvention — à concurrence de 30 toute subvention reçue, ainsi que pour les intérêts réglementaires — et, d'une part, soit le membre d'une société détentrice d'actions accréditives, soit le détenteur lorsque la créance résulte du versement de la subven- 35 tion non diminué du montant prévu au paragraphe 5(3), malgré le fait que l'un ou l'autre avait, au moment réglementaire ou à tel moment d'une période réglementaire, un lien réglementaire avec une corporation mention- 40 née au même paragraphe ou fait avec elle

Détenteurs d'actions accréditives

une obligation réglementaire ou, à cette
part, chaque personnel autre qu'un associé,
en faveur de qui la corporation a consenti
d'émettre des actions accordées en vertu
d'un membre d'une société en faveur de qui la
corporation a consenti de les émettre.

section 5(1) even though a holder of a
flow-through share of the corporation or a
member of a partnership that holds such a
share had, at the prescribed time or after
time during the prescribed period of time,
a prescribed relationship or prescribed
transaction with a corporation referred to
in that subsection.

(e) in the case of a member of a part-
nership that holds such a share that 10
member or
(ii) in any other case, the shareholder
or

(f) in any other case,
(i) every person other than a partner- 15
ship, in whom flow-through shares of
the corporation were agreed to be
issued, and

(ii) every person who is a member of a
partnership to which flow-through 20
shares of the corporation were agreed to
be issued.

(5) A debt due to Her Majesty in right of
Canada pursuant to subsection (1) may be
recovered as such in any court of competent
jurisdiction or may be retained in whole or in
part out of any amount to which the person
who is so indebted is entitled under this Act.

18. (1) Interest referred to in section 15,
16 or 17 shall accrue in the prescribed cir-
cumstances and be computed in the pre-
scribed manner at the rate prescribed or in
accordance with the rules prescribed for
determining a rate.

(2) The Minister may direct that, notwith- 35
standing subsection (1) and the regulations,
interest not accrue for any period of time in
any particular case specified by the Minister.

19. (1) A civil proceeding for the recovery
of or a claim by way of deduction, set-off or
counter-claim in respect of a debt referred
to in section 15, 16 or 17 must be com-
menced or executed as the case may be,
within three years after the payment of the
debt.

(2) Subsection (1) does not apply where a
penalty in relation to an incentive has

(3) Ces montants peuvent être recouvrés
devant tout tribunal compétent ou être
débités, en tout ou en partie, des subdivisions
éventuellement dues au débiteur sous le 10
régime de la dette.

18. (1) Les intérêts prévus aux articles 15,
16 ou 17 courent dans les circonstances
réglementaires et se calculent selon les modes
réglementaires ainsi que selon le taux 15
réglementaire ou conformément aux règles
de détermination du taux pour l'éta-
blissement.

(2) Le ministre peut ordonner que, par
dérogation à paragraphes (1) et aux règles 30
mentionnés, les intérêts ne courent pas, pour la
période précisée, dans tel ou tel cas.

19. (1) Tout recours civil — demande
reconventionnelle, compensation — et toute
demande — par voie de déduction et exon- 25
ération — en vue de recouvrement d'une
créance visée aux articles 15, 16 ou 17 se
présente par tout acte ayant le caractère
d'un acte de la subdivision.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas 30
lorsqu'il s'agit d'une pénalité en relation à la

them

them

them

them

them

section 5(3) even though a holder of a flow-through share of the corporation or a member of a partnership that holds such a share had, at the prescribed time or at a time during the prescribed period of time, a prescribed relationship or prescribed transaction with a corporation referred to in that subsection,

(i) in the case of a member of a partnership that holds such a share, that 10 member, or

(ii) in any other case, the shareholder; or

(b) in any other case,

(i) every person, other than a partner-15 ship, to whom flow-through shares of the corporation were agreed to be issued, and

(ii) every person who is a member of a partnership to which flow-through 20 shares of the corporation were agreed to be issued.

une opération réglementaire, ou, d'autre part, chaque personne, autre qu'une société, en faveur de qui la corporation a convenu d'émettre des actions accréditatives et chaque 5 membre d'une société en faveur de qui la 5 corporation a convenu de les émettre.

Idem	<p>(2) A debt due to Her Majesty in right of Canada pursuant to subsection (1) may be recovered as such in any court of competent 25 jurisdiction or may be retained in whole or in part out of any amount to which the person who is so indebted is entitled under this Act.</p>	<p>(2) Ces montants peuvent être recouvrés devant tout tribunal compétent ou être 25 déduits, en tout ou en partie, des subventions éventuellement dues au débiteur sous le 10 régime de la présente loi.</p>	Recouvrement
Interest	<p>18. (1) Interest referred to in section 15, 16 or 17 shall accrue in the prescribed cir-30 cumstances and be computed in the prescribed manner at the rate prescribed or in accordance with the rules prescribed for determining a rate.</p>	<p>18. (1) Les intérêts prévus aux articles 15, 16 ou 17 courent dans les circonstances 30 réglementaires et se calculent selon les modalités réglementaires ainsi que selon le taux 15 réglementaire ou conformément aux règles de détermination du taux fixées par règlement.</p>	Intérêts
Idem	<p>(2) The Minister may direct that, notwith-35 standing subsection (1) and the regulations, interest not accrued for any period of time in any particular case specified by the Minister.</p>	<p>(2) Le ministre peut ordonner que, par 35 dérogation au paragraphe (1) et aux règle-20 ments, les intérêts ne courent pas, pour la période précisée, dans tel ou tel cas.</p>	Idem
Limitation period	<p>19. (1) A civil proceeding for the recovery of, or a claim by way of deduction, set-off or 40 counter-claim in respect of, a debt referred to in section 15, 16 or 17 must be commenced or asserted, as the case may be, within three years after the payment of the incentive.</p>	<p>19. (1) Tout recours civil — demande 40 reconventionnelle y comprise — et toute demande — par voie de déduction et com-25 pensation — visant le recouvrement d'une créance visée aux articles 15, 16 ou 17 se prescrivent par trois ans suivant le versement 45 de la subvention.</p>	Prescription
Exception	<p>(2) Subsection (1) does not apply where a beneficiary in relation to an incentive has</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas 30 lorsqu'un ayant droit a fait relativement à la</p>	Exception

2 renseignements ou documents en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

20. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (4), les renseignements et documents obtenus par le ministre dans le cadre de la présente loi ou par les personnes visées aux articles 4 et 5 sont privilégiés. Il est interdit à quiconque les divulguer sciemment, à l'exception de la divulguer en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

20. (1) Subject to subsections (2) and (4), information or documents obtained under the Act by the Minister or by a person referred to in any paragraph (4) or (5) is privileged and no person who obtains information or documentation under the Act shall knowingly disclose or knowingly allow to be disclosed any such information or documentation.

Commission de l'accès à l'information

Access to Information Act

21. (1) La Commission de l'accès à l'information est créée.

(2) Le ministre nomme le président de la Commission de l'accès à l'information et le ministre nomme le vice-président de la Commission de l'accès à l'information.

21. (1) Subject to subsection (2), the Minister shall appoint the Chairperson of the Access to Information Commission and the Minister shall appoint the Vice-Chairperson of the Access to Information Commission.

22. (1) La Commission de l'accès à l'information a pour mandat de promouvoir l'accès à l'information en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

(2) La Commission de l'accès à l'information a pour mandat de promouvoir l'accès à l'information en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

22. (1) The Commission shall have as its mandate to promote access to information under the Act.

(2) The Commission shall have as its mandate to promote access to information under the Act.

23. (1) La Commission de l'accès à l'information a pour mandat de promouvoir l'accès à l'information en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

(2) La Commission de l'accès à l'information a pour mandat de promouvoir l'accès à l'information en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

23. (1) The Commission shall have as its mandate to promote access to information under the Act.

(2) The Commission shall have as its mandate to promote access to information under the Act.

24. (1) La Commission de l'accès à l'information a pour mandat de promouvoir l'accès à l'information en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

(2) La Commission de l'accès à l'information a pour mandat de promouvoir l'accès à l'information en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

24. (1) The Commission shall have as its mandate to promote access to information under the Act.

(2) The Commission shall have as its mandate to promote access to information under the Act.

made any misrepresentation that is attributable to neglect, carelessness or wilful default or has committed any fraud in applying for or in submitting information or documentation in relation to the incentive.

subvention une présentation erronée des faits, par négligence, inattention ou omission volontaire, ou a commis quelque fraude en produisant la demande ou fournissant des renseignements ou documents concernant la subvention.

Disclosure of Information

Communication de renseignements

Privileged information and documentation

20. (1) Subject to subsections (3) and (4), information or documentation obtained under this Act by the Minister or by a person referred to in any of paragraphs (4)(a) to (e) is privileged and no person who obtains information or documentation under this Act shall knowingly disclose or knowingly allow to be disclosed any such information or documentation.

20. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), les renseignements et documents obtenus par le ministre dans le cadre de la présente loi ou par les personnes visées aux 10 alinéas (4)a) à e) sont protégés. Il est interdit à quiconque les obtient ainsi de, sciemment, les communiquer ou les laisser communiquer.

Renseignements et documents protégés

Idem

(2) Notwithstanding any other Act or law but subject to paragraph (3)(b), no person who obtains information or documentation under this Act shall be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to any information or documentation that is privileged under this Act or to produce any statement, document, writing or portion thereof containing any of that information or documentation.

(2) Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, mais sous réserve de l'alinéa 15 (3)b), il ne peut être exigé d'une personne qui obtient des renseignements ou des documents protégés dans le cadre de la présente loi de déposer en justice à leur sujet ni de produire tout ou partie des états, écrits ou 20 autres pièces les concernant.

Déposition en justice

Exceptions

(3) Information or documentation 25 obtained under this Act may be disclosed
(a) with the written consent of the person from whom it was obtained; or
(b) for the purposes of the administration or enforcement of this Act, legal proceedings related thereto or criminal proceedings under this Act or any other Act of Parliament.

(3) Les renseignements et documents protégés peuvent toutefois être communiqués :
a) soit sur autorisation écrite de la personne dont ils proviennent; 25
b) soit dans le cadre de l'application de la présente loi, des instances qui en découlent ou des poursuites pénales prévues par la présente loi ou une autre loi fédérale.

Exceptions

Idem

(4) The Minister may disclose information or documentation obtained under this Act to 35
(a) the Minister of Finance solely for the purposes of evaluating and formulating tax policy in relation to energy or mineral matters;
(b) the Minister of National Revenue 40 solely for the purposes of administering or enforcing the *Income Tax Act* or any other prescribed taxation Act of Parliament;
(c) the Chief Statistician of Canada for the purposes of the *Statistics Act*; 45

(4) Le ministre peut communiquer les renseignements et documents protégés : 30 Idem
a) au ministre des Finances, mais uniquement en vue de l'évaluation et de la formulation de la politique fiscale en matière d'énergie ou de ressources minérales; 35
b) au ministre du Revenu national mais uniquement en vue de l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou d'une autre loi fiscale fédérale prévue par règlement;
c) au statisticien en chef du Canada, en 40 vue de l'application de la *Loi sur la statistique*;

(d) any agency established under an Act of Parliament to which the Minister is, by that Act, required to make available statistics, information and documentation obtained by the Minister under that Act that relate to energy or mineral enterprises or corporations that control energy or mineral enterprises; or

(e) the Provincial Treasurer of Alberta solely for the purposes of administering or enforcing the *Alberta Corporate Income Tax Act*, chapter A-17 of the Revised Statutes of Alberta 1980, where the information or documentation relates to corporations engaged in exploring for hydrocarbons other than coal.

(5) The name of a recipient of an incentive and the aggregate of incentives received by the recipient in a twelve month period may be disclosed by the Minister in the annual report showing the operations of the Department of Energy, Mines and Resources for a fiscal year.

Disclosure of names of recipients

d) à un organisme constitué en vertu d'une loi fédérale exigeant que le ministre mette à la disposition de cet organisme les statistiques, renseignements et documents obtenus par le ministre dans le cadre de cette loi et relatifs à des entreprises énergétiques ou minières ou à des personnes morales qui contrôlent ces entreprises;

e) au trésorier de la province d'Alberta, mais uniquement dans le cadre de l'application de la loi intitulée *Alberta Corporate Income Tax Act*, chapitre A-17 des lois intitulées *Revised Statutes of Alberta 1980*, s'ils portent sur des corporations qui se livrent à la recherche d'hydrocarbures autres que le charbon.

(5) Le ministre peut divulguer dans le rapport d'activité annuel du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources relatif à un exercice le nom de celui qui reçoit une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

Divulgateion du nom

Regulations and Orders

Règlement

Regulations

21. The Governor in Council may make regulations

21. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlement

- (a) prescribing any matter or thing that is by this Act to be prescribed;
- (b) defining the word "hydrocarbon" and the expression "mineral resource";
- (c) specifying, for the purposes of this Act and the regulations, the time at which an eligible exploration expense shall be deemed to have been incurred;
- (d) providing for the election by a qualified corporation as to which eligible exploration expenses of a class specified in the regulations in respect of which a regulation made under paragraph (c) applies and specifying classes of eligible exploration expenses for that purpose;
- (e) prescribing circumstances in which eligible exploration expenses that are incurred do not, notwithstanding section 5, give rise to any entitlement to an incentive;
- (f) defining the words "associated" and "related", either generally or in respect of such time and circumstances as may be prescribed;

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- b) définir «hydrocarbures» et «ressources minérales»;
- c) préciser, pour l'application de la présente loi et de ses règlements, le moment où les frais d'exploration admissibles sont réputés avoir été engagés;
- d) régir le choix par une corporation agréée de tels des frais d'exploration admissibles d'une catégorie réglementaire à assujettir au règlement pris au titre de l'alinéa c) et, à ces fins, préciser des catégories de ces frais;
- e) fixer les cas où, par dérogation à l'article 5, des frais d'exploration admissibles ne donnent pas droit à une subvention;
- f) définir «associés» et «liés» soit généralement soit pour les moments et circonstances réglementaires;
- g) prévoir, sous réserve des exceptions réglementaires, qu'outre les personnes qui

25

40

45

ont un lien direct avec les dépenses engagées par les personnes qui ont été désignées en vertu de la présente loi.

(2) Les personnes qui ont des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une année d'imposition, et qui ont des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une autre année d'imposition, peuvent demander à ce que les dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours de ces deux années soient traitées comme si elles étaient des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une seule année d'imposition.

(3) Les personnes qui ont des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une année d'imposition, et qui ont des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une autre année d'imposition, peuvent demander à ce que les dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours de ces deux années soient traitées comme si elles étaient des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une seule année d'imposition.

(4) Les personnes qui ont des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une année d'imposition, et qui ont des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une autre année d'imposition, peuvent demander à ce que les dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours de ces deux années soient traitées comme si elles étaient des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une seule année d'imposition.

(5) Les personnes qui ont des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une année d'imposition, et qui ont des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une autre année d'imposition, peuvent demander à ce que les dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours de ces deux années soient traitées comme si elles étaient des dépenses admissibles au titre de l'exploration minière au Canada au cours d'une seule année d'imposition.

(c) including, subject to such exceptions as may be specified in the regulations, in addition to persons who have a relationship that is prescribed by the regulations, persons who do not deal with each other at arm's length have a prescribed relationship;

(3) various circumstances in which eligible exploration expenses incurred by corporations or persons of those expenses shall be deemed to have been incurred by other persons for the purpose of applying section 6;

(4) providing for the allocation by associated persons among themselves of eligible exploration expenses or eligible expenses in respect of which the Canadian Exploration and Development Incentive Program has applied that are incurred or deemed to have been incurred by or allocated pursuant to section 7 of the Canadian Exploration and Development Incentive Program Act to those persons for the purpose of applying section 6;

(5) specifying the time for making applications for incentives and the time limits within which an application may be made in order that a qualified corporation be eligible to receive an incentive and providing for the extension by the Minister of those time limits;

(6) providing for the manner in which and the persons to whom incentives shall be paid;

(7) providing

(i) that eligible exploration expenses of such classes as are specified therein shall be deemed to be incurred where eligible exploration expenses of such other classes as are specified therein are incurred; and

(ii) that the amount of the former shall be determined on the basis of an allowance expressed as a percentage of the amount of the latter;

(8) including notices to be submitted to the Minister by or on behalf of persons who have received incentives that are greater or less than the amounts to which they are entitled, specifying the time limits

20

21

22

23

24

25

26

- (g) providing, subject to such exceptions as may be specified in the regulations, that, in addition to persons who have a relationship that is prescribed by the regulations, persons who do not deal with each other at arm's length have a prescribed relationship; 5
- (h) prescribing circumstances in which eligible exploration expenses incurred by corporations or portions of those expenses shall be deemed to have been incurred by other persons for the purpose of applying section 6; 10
- (i) providing for the allocation by associated persons among themselves of eligible exploration expenses or eligible expenses in respect of which the *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act* applies that are incurred or deemed to have been incurred by or allocated pursuant to section 7 of the *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act* to those persons for the purpose of applying section 6; 20
- (j) specifying the times for making applications for incentives and the time limits within which an application must be made in order that a qualified corporation be eligible to receive an incentive and providing for the extension by the Minister of those time limits; 25
- (k) providing for the manner in which and the persons to whom incentives shall be paid; 30
- (l) providing 35
- (i) that eligible exploration expenses of such classes as are specified therein shall be deemed to be incurred where eligible exploration expenses of such other classes as are specified therein are incurred, and 40
- (ii) that the amount of the former shall be determined on the basis of an allowance expressed as a percentage of the amount of the latter; 45
- (m) requiring notices to be submitted to the Minister by or on behalf of persons who have received incentives that are greater or less than the amounts to which they are entitled, specifying the time limits 50
- ont un lien réglementaire, les personnes qui ont un lien de dépendance entre elles ont également un lien réglementaire;
- h) fixer les cas où des frais d'exploration admissibles engagés par des corporations, ou des fractions de ceux-ci, sont, pour l'application de l'article 6, réputés engagés par d'autres personnes; 5
- i) prévoir que divers associés peuvent, pour l'application de l'article 6, partager entre eux des frais d'exploration admissibles ou des frais admissibles auxquels la loi de 1987 s'applique et qu'ils ont, ou sont réputés avoir, engagés ou qui leur ont été attribués au titre de l'article 7 de la loi de 1987; 10
- j) préciser les intervalles et les délais à observer pour les demandes de subventions ainsi que les cas où le ministre peut accorder des prorogations; 20
- k) prévoir les modalités de versement de la subvention et les destinataires de celle-ci; 30
- l) prévoir que des frais d'exploration admissibles de telle catégorie mentionnée au règlement sont réputés engagés quand des frais de telle autre catégorie le sont et que leur total sera établi à titre de provision représentant un pourcentage des frais de l'autre catégorie; 35
- m) obliger les personnes qui ont reçu une subvention plus élevée ou moindre que celle à laquelle elles avaient droit d'en donner ou faire donner en leur nom avis au ministre, préciser les délais à observer pour donner avis et prévoir la prorogation de ces délais par le ministre; 40
- n) d'une façon générale, prendre toute mesure d'application de la présente loi. 45

the following shall be binding
...
(a) ...
(b) ...
(c) ...

...
(1) ...
(2) ...
(3) ...
(4) ...

...
(1) ...
(2) ...

...
(1) ...
(2) ...
(3) ...

...
(1) ...
(2) ...
(3) ...

...
(1) ...
(2) ...

...
(a) ...
(b) ...

...
(1) ...
(2) ...
(3) ...

...
(1) ...
(2) ...
(3) ...

...
(1) ...
(2) ...

...
(1) ...
(2) ...
(3) ...

...

...

...

...

...

...

...

...

within which those notices must be submitted and providing for the extension by the Minister of those time limits; and

(n) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

5

Variation of
Canadian
Exploration
Incentive
Program

22. (1) The Governor in Council may, by order made after December 31, 1990,

(a) provide that there is no entitlement to an incentive in respect of eligible exploration expenses incurred after the date of the order;

(b) vary the percentage set out in subsection 5(1) in respect of all eligible exploration expenses or of such classes of those expenses as are specified in the order; or

(c) amend section 6, effective January 1 in a calendar year, by striking out the figure set out therein and inserting in lieu thereof some other figure.

22. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret postérieur au 31 décembre 1990, prévoir que les frais d'exploration admissibles engagés après la date du décret ne peuvent donner droit à une subvention, modifier le pourcentage mentionné au paragraphe 5(1) à l'égard de tous les frais d'exploration admissibles, ou de telles catégories de ceux-ci mentionnées au décret, ou substituer, au 1^{er} janvier, tout autre chiffre à celui figurant à l'article 6.

Modification du
programme

Consequences
of variation

(2) Where an order is made under paragraph (1)(b) varying a percentage set out in subsection 5(1), the percentage as so varied shall be deemed to be substituted for the percentage that was applicable in respect of those expenses immediately before the variation.

(2) Le nouveau pourcentage est dès lors réputé substitué à l'ancien, à l'égard des frais d'exploration admissibles.

Effet

Publication of
proposed order

(3) A copy of each order that the Governor in Council proposes to make under subsection (1) shall be published in the *Canada Gazette* at least six months before the proposed effective date thereof.

(3) Chaque projet de décret est à publier dans la *Gazette du Canada* au moins six mois avant la date envisagée pour sa prise d'effet.

Publication du
projet de décret

Exception

(4) No proposed order that has been published pursuant to subsection (3) need again be published under that subsection, whether or not it has been altered or amended, unless the alteration or amendment would have the effect of

(a) reducing the figure set out in section 6 to a figure that is less than the figure set out in the proposed order so published; or

(b) reducing a percentage applicable in respect of eligible exploration expenses to a percentage that is less than the percentage that would have been applicable in respect of those expenses that is set out in the proposed order so published.

(4) N'est pas publié de nouveau le projet de décret qui l'a été dans les conditions prévues au paragraphe (3), même s'il a été modifié, sauf si la modification a pour effet de ramener le chiffre mentionné à l'article 6 ou tout pourcentage figurant dans le projet à un chiffre ou à un pourcentage inférieur à celui du projet.

Exception

Offences

Infractions et peines

Failure to comply

23. Subject to section 24, every person who contravenes or fails to comply with any provision of this Act or the regulations is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

23. Sous réserve de l'article 24, quiconque ne se conforme pas ou contrevient à la présente loi ou à ses règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

Cas d'inobservation

False information

24. Every person who, under this Act, submits any information or documentation, makes any statement or answers any question, whether in connection with an application or otherwise, knowing that the information, documentation, statement or answer is false or misleading or misrepresents or fails to disclose a material fact, is guilty of an offence and is liable

24. Quiconque, sous le régime de la présente loi, fournit des renseignements ou documents, fait une déclaration ou répond à une question sachant que les renseignements, les documents, la déclaration ou la réponse sont faux ou trompeurs, présente un fait important d'une manière erronée ou omet de le divulguer commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Faux renseignements

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines;

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both.

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

Officers, etc., of corporation

25. Where a corporation commits an offence under this Act, every director or officer of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

25. En cas de perpétration par une corporation d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourtent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la corporation ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Corporation et leurs dirigeants, etc.

Limitation period

26. Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may not be instituted more than five years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

26. Les poursuites pour infractions à la présente loi punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par cinq ans à compter de la perpétration.

Prescription

Appropriation

Affectation

Appropriation

27. (1) There is hereby appropriated for the purposes of this Act, in respect of the fiscal year ending on March 31, 1989, seventy million dollars to be paid out of the Consolidated Revenue Fund from time to time as required.

27. (1) Sont affectés à l'application de la présente loi, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1989, soixante-dix millions de dollars à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins.

Affectation

(17) Sont préférés sur les crédits que le Parlement peut affecter à ces fins les sommes additionnelles qui peuvent être levées par l'application de la présente loi.

(2) Additional sums referred for the purposes of this Act shall be paid out of moneys appropriated by Parliament for these purposes.

PARTIE III
MODIFICATIONS CORRELATIVES

PART II
RELATED AMENDMENTS

d. encouragement à l'exploration et à la mise en valeur

Exploration et mise en valeur de la mer

28. (1) La définition de «explorateur» dans la loi sur le programme d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur, est modifiée

28 (1) The definition "explorator" in the Exploration and Development Incentive Program Act is amended

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, en ordre alphabétique, de ce qui suit :

(2) Section 2 of the said Act is further amended by adding therein, in alphabetical order, the following definition:

«explorateur d'exploration en coopération», en ce qui a trait à l'article 2(1) de la

"joint exploration explorator", in the meaning assigned by paragraph

28 (1) de la même loi, est modifié

28 (1) of the said Act is amended

29. L'article 2 de la même loi est modifié et remplacé par ce qui suit :

29. Section 2 of the said Act is amended and the following substituted therefor:

(1) L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

(1) "qualified" person is not entitled to a payment in respect of eligible

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

29. L'explorateur d'exploration en coopération est une personne qui, au cours d'une

29. The person referred to in paragraph (1) of this section is a person who, during the

Idem

(2) Additional sums required for the purposes of this Act shall be paid out of moneys appropriated by Parliament for those purposes.

(2) Sont prélevées sur les crédits que le Parlement peut affecter à ces fins les sommes additionnelles qui peuvent être requises pour l'application de la présente loi.

Crédits supplémentaires

PART III

RELATED AMENDMENTS

1987, c. 18

Canadian Exploration and Development Incentive Program Act

28. (1) The definition "fiscal year" in section 2 of the *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act* is repealed.

(2) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"joint exploration corporation"
"corporation d'exploration en commun"

"joint exploration corporation" has the meaning assigned by paragraph 66(15)(g) of the *Income Tax Act*;"

29. Section 5 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Annual expense limit

"5. (1) A qualified person is not entitled to a payment in respect of an eligible expense incurred during a calendar year to the extent that the aggregate of that expense and any of the following expenses that are incurred, deemed to have been incurred or allocated as described in subsection (2) exceeds ten million dollars, namely,

(a) eligible expenses in respect of which an application has been made and entitlement exists under this Act; and

(b) eligible exploration expenses in respect of which the *Canadian Exploration Incentive Program Act* applies and an application has been made and entitlement exists under that Act.

Idem

(2) The eligible expenses and eligible exploration expenses referred to in subsection (1) are

(a) those incurred or deemed to have been incurred during the calendar year by the person, other than those allocated

PARTIE III

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur

1987, ch. 18

28. (1) La définition de «exercice», à l'article 2 de la *Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur*, est abrogée.

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«corporation d'exploration en commun»
S'entend au sens de l'alinéa 66(15)g) de la *Loi de l'impôt sur le revenu.*»

«corporation d'exploration en commun»
"joint exploration corporation"

29. L'article 5 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«5. (1) Ne peuvent donner droit à une subvention les frais admissibles engagés au cours d'une année civile par l'ayant droit dans la mesure où est supérieur à dix millions de dollars le total de ces frais et des frais engagés, réputés engagés ou attribués dans le cadre du paragraphe (2) et qui sont eux-mêmes :

Plafond annuel

a) des frais admissibles pour lesquels une demande faite au titre de la présente loi a abouti à un droit à subvention;

b) des frais d'exploration admissibles auxquels la *Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada* s'applique et pour lesquels une demande faite au titre de la même loi a abouti à un droit à subvention.

(2) Les frais visés au paragraphe (1) sont ceux :

Description des frais

a) engagés ou réputés engagés au cours de l'année civile par l'ayant droit, à l'exception de ceux attribués par ce dernier à l'actionnaire au titre de l'article 7;

EXPLANATORY NOTES

Canadian Exploration and Development Incentive Program Act

Clause 28: (1) This repeal is consequential on the change, proposed by clause 29, from a fiscal-year to a calendar-year basis for the annual expense limit of \$10,000,000.

The definition "fiscal year" reads as follows:

"fiscal year" means the period beginning on April 1 in one calendar year and ending on March 31 in the next calendar year;"

(2) New.

Clause 29: This amendment would

- (a) change the basis for the application of the annual expense limit of \$10,000,000 from the fiscal year to the calendar year, with a transitional provision for the period between January 1, 1989 and March 31, 1989;
- (b) provide that eligible exploration expenses under this Bill be counted against that limit;
- (c) clarify the time at which a person must be associated with another person in order for the latter's expenses to be counted against the former's limit;
- (d) exclude from expenses to be counted against a person's limit those incurred or deemed to have been incurred by an associated joint exploration corporation where those expenses are counted against a shareholder's limit;
- (e) clarify that regulations made under paragraph 20(b) apply in respect of joint exploration corporations; and
- (f) provide that the references to expenses deemed to have been incurred include those deemed under this Bill or under the *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act*.

Section 5 at present reads as follows:

"5. A person is not entitled to a payment in respect of an eligible expense incurred during a fiscal year to the extent that the aggregate of that expense and any of the following eligible expenses in respect of which an application has been made and entitlement exists under section 4 exceeds ten million dollars:

- (a) those incurred or deemed to have been incurred during the fiscal year by the person, other than those allocated by that person to a shareholder pursuant to section 7;
- (b) those incurred or deemed to have been incurred during the fiscal year by any person with whom the person is associated and those

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur

Article 28, (1). — Découle de la substitution, proposée par l'article 29, d'«année civile» à «exercice».

Texte de la définition d'«exercice» :

«exercice» La période commençant le 1^{er} avril et se terminant le 31 mars de l'année suivante.»

(2). — Nouveau.

Article 29. — Propose les changements suivants :

- a) substitution de l'année civile à l'exercice pour l'établissement du plafond de 10 millions de dollars, avec disposition transitoire visant la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1989;
- b) assujettissement à ce plafond des frais d'exploration admissibles;
- c) précision quant au moment de l'association;
- d) exclusion dans certains cas de frais engagés ou réputés engagés par une corporation d'exploration en commun;
- e) précision quant à l'application des règlements pris au titre de l'alinéa 20b) aux corporations d'exploration en commun;
- f) précision que toute mention de frais réputés engagés vise ceux réputés au titre de la loi de 1987 ou du projet.

Texte actuel de l'article 5 :

«5. Ne peuvent donner droit à une subvention les frais admissibles engagés au cours d'un exercice par l'ayant droit dans la mesure où est supérieur à dix millions de dollars le total de ces frais et des frais admissibles pour lesquels une demande faite au titre de l'article 4 a abouti à un droit à subvention et qui ont été eux-mêmes :

- a) engagés ou réputés engagés au cours de l'exercice par l'ayant droit, à l'exception de ceux attribués par ce dernier à l'actionnaire au titre de l'article 7;

by that person to a shareholder pursuant to section 7;

(b) those incurred or deemed to have been incurred during the calendar year by any person with whom, at the time that person's expenses are incurred or deemed to be incurred, the qualified person is associated, other than those that are so incurred or deemed to have been incurred by such a person who is a joint exploration corporation and are allocated pursuant to section 7;

(c) those that are incurred or deemed to have been incurred during the calendar year by a joint exploration corporation and are allocated pursuant to section 7 to

- (i) the qualified person, or
- (ii) any person with whom, at the time the joint exploration corporation's expenses are incurred or deemed to be incurred, the qualified person is associated; and

(d) in the case of the 1988 calendar year, those eligible expenses that would be described by any of paragraphs (a) to (c) but for the fact that they were incurred between January 1, 1989 and March 31, 1989, if

(i) they are incurred or deemed to have been incurred by or allocated pursuant to section 7 to a corporation

(A) that, within the twelve month period ending on May 3, 1988, incurred an eligible expense, or

(B) that results from the amalgamation or merger after May 3, 1988 of two or more such corporations or of such a corporation and one or more of its wholly owned subsidiary corporations, and

(ii) the corporation that incurs them or is deemed to have incurred them or to which they are allocated pursuant to section 7 elects in the prescribed form and manner to treat them as having been incurred in 1988 and provides evidence satisfactory to the Minister both of the existence of the prescribed circumstances and that

b) engagés ou réputés engagés au cours de l'année civile par un associé de l'ayant droit, l'association existant au moment où ils sont engagés ou réputés engagés, à l'exception de ceux, l'associé étant une corporation d'exploration en commun, qui sont attribués au titre de l'article 7;

c) engagés ou réputés engagés au cours de l'année civile par une corporation d'exploration en commun et attribués en application de l'article 7 à l'ayant droit ou à tout associé de celui-ci, l'association existant au moment où les frais sont engagés ou réputés engagés;

d) pour l'année civile 1988, les frais admissibles engagés dans le cadre des alinéas a), b) ou c), mais entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 1989, si à la fois :

(i) ils l'ont été, ou sont réputés l'avoir été, par une corporation, ou lui ont été attribués, au titre de l'article 7, qui, dans les douze mois précédant le 3 mai 1988, a engagé des frais admissibles et qui découle de la fusion, après cette même date, de telles corporations ou d'une telle corporation et d'une ou plusieurs de ses filiales à cent pour cent,

(ii) la corporation qui les engage, ou est réputée les avoir engagés, ou à qui ils ont été attribués au titre de l'article 7 choisit, sur formulaire et selon les modalités réglementaires, de les considérer comme engagés en 1988 et convainc le ministre, d'une part, que les circonstances réglementaires sont réalisées et, d'autre part, qu'il n'était pas pratique de les engager avant 1989 et que la somme des frais d'exploration admissibles auxquels la Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada s'applique et des frais admissibles — les uns et les autres étant susceptibles d'être engagés, réputés engagés, ou attribués en 1989 — est supérieure à dix millions.

allocated pursuant to section 7 to any person with whom the person is associated; and

(c) those incurred during the fiscal year by a joint exploration corporation (within the meaning assigned to that expression by paragraph 66(15)(g) of the *Income Tax Act*) of which the person is a shareholder that were allocated to the person pursuant to section 7."

b) engagés ou réputés engagés au cours de l'exercice par un associé de l'ayant droit et ceux attribués au titre de l'article 7 à un tel associé;

c) engagés au cours de l'exercice par une corporation d'exploration en commun — au sens de l'alinéa 66(15)(g) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* — dont l'ayant droit est un actionnaire, s'ils lui ont été attribués en application de l'article 7.»

(1) Au présent article, lorsque les dépenses sont attribuées à un associé d'une corporation d'exploration en commun, on doit, à moins que le présent article ne dispose autrement, les attribuer en vertu de l'article 7 de la Loi de l'impôt sur le revenu.

(2) Lorsque, au cours d'un exercice, une corporation d'exploration en commun a des dépenses engagées au titre de l'article 7 de la Loi de l'impôt sur le revenu, elle doit, à moins que le présent article ne dispose autrement, attribuer ces dépenses à un associé de la corporation en vertu de l'article 7 de la Loi de l'impôt sur le revenu.

(3) Elle a droit à une déduction de ces dépenses en vertu de l'article 66(15)(g) de la Loi de l'impôt sur le revenu.

(3) In this section "associated" includes a corporation which is controlled by (a) or (b) of this Act or paragraph 21(c), (d) or (A) of the *Canadian Income Tax Act*.

(4) Where a corporation makes an election under paragraph (2)(b), the eligible expenses in respect of which the election is made shall be deemed for the purpose of applying subsection (2) in the case of the 1989 calendar year, not to have been incurred in 1989.

(5) Where a joint exploration corporation incurs eligible expenses during a calendar year to a shareholder, it is entitled to a payment in respect of those eligible expenses to the extent that the shareholder would be entitled to a payment in respect of those eligible expenses during a calendar year.

(A) it was not practical to incur them before 1989, and
 (B) the aggregate of eligible exploration expenses in respect of which the *Canadian Exploration Incentive Program Act* applies and eligible expenses, which eligible exploration expenses and eligible expenses are likely to be incurred or deemed to be incurred by or allocated pursuant to section 7 to the corporation in 1989, exceeds ten million dollars.

Definition of "deemed"

(3) In this section, "deemed" includes deemed by regulations made under paragraph 20(b) or (d) of this Act or paragraph 21(c), (d) or (h) of the *Canadian Exploration Incentive Program Act*.

Consequences of election

(4) Where a corporation makes an election under subparagraph (2)(d)(ii), the eligible expenses in respect of which the election is made shall be deemed, for the purpose of applying subsection (2) in the case of the 1989 calendar year, not to have been incurred in 1989.

(3) Au présent article, «réputés» vise également les frais réputés engagés au titre du règlement pris en application des alinéas 20b) ou d) de la présente loi ou 21c), d) ou h) de la *Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada*.

Définition de «réputés»

(4) La décision faite au titre du sous-alinéa (2)d)(ii) emporte présomption du fait que les frais admissibles n'ont pas, pour l'application du sous-alinéa (2)d)(ii) à l'année civile 1989, été engagés en 1989.»

Effet de la décision

30. Section 7 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

30. L'article 7 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Joint exploration corporations

"7. (1) Notwithstanding section 4, a joint exploration corporation is not entitled to a payment in respect of eligible expenses incurred by it during a calendar year in respect of which the corporation has the right to make a renunciation under subsection 66(10.1) or (10.2) of the *Income Tax Act*, unless the corporation allocates to a shareholder eligible expenses in an amount equal to the amount that the corporation has so renounced or will so renounce in favour of that shareholder in respect of eligible expenses incurred during that calendar year.

"7. (1) Par dérogation à l'article 4, une corporation d'exploration en commun ne peut obtenir de subvention pour les frais admissibles qu'elle a engagés au cours d'une année civile et à l'égard desquels elle peut, conformément aux paragraphes 66(10.1) ou (10.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, renoncer que si elle attribue à un actionnaire des frais admissibles correspondant au montant auquel elle a ou aura renoncé en sa faveur à l'égard de frais admissibles engagés au cours de l'année.

Corporation d'exploration en commun

Application of annual expense limit

(2) Where a joint exploration corporation allocates eligible expenses incurred during a calendar year to a shareholder, the corporation is entitled to a payment in respect of those eligible expenses to the extent that the shareholder would be en-

(2) Elle a droit à une subvention à l'égard des frais admissibles qu'elle a engagés au cours d'une année civile et attribués à un actionnaire dans la mesure où il aurait droit à une subvention s'il avait engagé les frais au cours de l'année.»

Application du plafond

titled to a payment had that shareholder incurred during the calendar year the expenses allocated to that shareholder.”

31. (1) Subsection 8(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“8. (1) Where any persons have given consideration under agreements to which subsection 66(12.6) or (12.62) of the *Income Tax Act* applies for the issue of 10 shares or interests therein of a corporation that is a qualified person and the corporation has incurred, after the later of March 31, 1987 and the date the agreements were entered into, an eligible expense, the corporation may elect in the prescribed form and manner to flow the payment in respect of the eligible expense to which the corporation would otherwise be entitled through to the persons to whom the shares or interests are agreed to be issued or, where those persons are partnerships, to their members.”

(2) Paragraph 8(2)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the following persons are beneficially entitled, subject to the prescribed terms and conditions and on the requisition of the Minister, to the payment and 30 the corporation is entitled only as trustee for those persons, namely,

(i) in respect of shares or interests therein agreed to be issued to persons who are not partnerships, those persons, and

(ii) in respect of shares or interests therein agreed to be issued to a person who is a partnership, the persons who, at the end of the fiscal period of the 40 partnership in which the expense is incurred, are members of that partnership, to the extent of their interests in it;”

(3) Section 8 of the said Act is further 45 amended by adding thereto the following subsection:

31. (1) Le paragraphe 8(1) de la même loi 5 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«8. (1) Dès lors que, conformément aux conventions auxquelles les paragraphes 66(12.6) et (12.62) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, quelqu'un paye des actions, ou un droit sur celles-ci, d'une corporation — qui est un ayant droit — qui les émet en sa faveur et qui a engagé après la dernière des dates suivantes, soit 10 le 31 mars 1987, soit la date des conventions, des frais admissibles, la corporation peut, sur formulaire et selon les modalités réglementaires, décider de passer la subvention relative aux frais admissibles à 15 laquelle elle aurait droit aux personnes en faveur de qui elle a convenu d'émettre les actions, ou les droits sur celles-ci, ou dans le cas de sociétés, aux membres de celles-ci.» 20

(2) L'alinéa 8(2)b) de la même loi est 25 abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) ont droit en pleine propriété au montant relatif aux actions objet de la convention d'émission, aux conditions 25 réglementaires et après ordre de paiement du ministre — la corporation n'agissant qu'à titre de fiduciaire —, d'une part, les personnes en faveur de qui l'émission a été convenue et, d'autre 30 part, s'il s'agit d'une société, les membres en titre de celle-ci à la fin de l'exercice de celle-ci au cours duquel les frais ont été engagés, dans la mesure de leur part sociale;» 35

(3) L'article 8 de la même loi est modifié 50 par adjonction de ce qui suit :

Flow-through shares: post-1986 agreements

Actions accréditatives : conventions postérieures à 1986

(3) Pour l'application de la présente loi, les expressions visées également à l'article 14 ont le même sens que dans cet article.

Clause 31: (1) and (2) These amendments, which would add the underlined and sidelined words, would clarify entitlement in situations involving partnerships.

(3) In this section, "person" includes not only a person in respect of a trust but also a partnership.

Article 31, (1) et (2). — Ajoute les mots soulignés et clarifie l'application du droit à la subvention aux sociétés et à leurs membres.

10 Every applicant for and every recipient of a payment shall, in addition to the information and documents previously furnished by the applicant or recipient, submit to the Minister such additional or other information and documentation as may be required by the Minister in order to enable the Minister to ascertain the entitlement of the applicant or recipient to the payment and to verify the accuracy and completeness of the information and documentation previously furnished.

10 Every applicant for and every recipient of a payment shall, in addition to the information and documents previously furnished by the applicant or recipient, submit to the Minister such additional or other information and documentation as may be required by the Minister in order to enable the Minister to ascertain the entitlement of the applicant or recipient to the payment and to verify the accuracy and completeness of the information and documentation previously furnished.

37 (1) L'article 20(7) de la même loi est amendé par l'ajout des mots soulignés et de la phrase soulignée.

37 (1) Paragraph 20(7) of the said Act is amended by the following additions and the following words are added in italics:

37 (1) L'article 20(7) de la même loi est amendé par l'ajout des mots soulignés et de la phrase soulignée.

(A) providing for the allocation of eligible expenses of eligible exploration expenses in respect of which the Canadian Exploration Incentives Program Act applies that are incurred or deemed to have been incurred by or allocated pursuant to section 7 to those persons for the purpose of applying section 7.

(2) L'article 30 de la même loi est modifié par insertion, après l'article 1) de ce paragraphe

(2) Section 30 of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (1) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (1) thereof, the following paragraph:

(A) providing that in election that purports to have been made under subparagraph (2)(a)(ii) may be accepted by the Minister, even though no evidence satisfactory to the Minister is provided of a matter set out in that subparagraph, any election so accepted having the consequences stated in subparagraphs (2)(a)(i) and (4) and

(A) providing that in election that purports to have been made under subparagraph (2)(a)(ii) may be accepted by the Minister, even though no evidence satisfactory to the Minister is provided of a matter set out in that subparagraph, any election so accepted having the consequences stated in subparagraphs (2)(a)(i) and (4) and

(3) New. Les articles 5 et 7 de la même loi, modifiés par les articles 39 et 30 de la présente loi, s'appliquent, dans le cas de l'annexe civile

(3). — Nouveau. Sections 5 and 7 of the said Act, as amended by sections 39 and 30, respectively, apply in the case of the 1988 calendar year

Extended
meaning of
person

“(3) In this section, “person” includes not only a trustee in respect of a trust but also a partnership.”

«(3) Pour l'application du présent article, «personne» vise également le fiduciaire d'une fiducie et une société.»

Définition de
«personne»

32. Section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

32. L'article 12 de la même loi est abrogé 5 et remplacé par ce qui suit : 5

Information
and documenta-
tion

“12. Every applicant for and every recipient of a payment shall, in addition to the information and documentation included with the application or previously submitted by the applicant or recipient, 10 submit to the Minister such additional or other information and documentation as may be required by the Minister in order to enable the Minister to ascertain the entitlement of the applicant or recipient to 15 the payment and to verify the accuracy and completeness of the information and documentation previously submitted.”

«12. Les demandeurs et bénéficiaires de subventions sont tenus de fournir, outre les renseignements et documents présentés antérieurement ou avec leur demande, ceux qui sont exigés par le ministre pour 10 lui permettre de déterminer l'admissibilité de ces personnes, et de vérifier l'exactitude et l'intégralité des renseignements et documents qu'elles ont déjà fournis.»

Renseigne-
ments et
documents à
fournir

33. (1) Paragraph 20(f) of the said Act is repealed and the following substituted 20 therefor:

33. (1) L'alinéa 20f) de la même loi est 15 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(f) providing for the allocation by associated persons among themselves of eligible expenses or eligible exploration expenses in respect of which the 25 *Canadian Exploration Incentive Program Act* applies that are incurred or deemed to have been incurred by or allocated pursuant to section 7 to those persons for the purpose of applying sec- 30 tion 5;”

«f) prévoir que divers associés peuvent, pour l'application de l'article 5, partager entre eux des frais admissibles ou des 20 frais d'exploration admissibles auxquels 20 la *Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada s'applique et qu'ils ont, ou sont réputés avoir, engagés ou qui leur ont été 25 attribués;»*

(2) Section 20 of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (j) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph 35 (j) thereof, the following paragraph:

(2) L'article 20 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa j) de ce qui suit :

“(j.1) providing that an election that purports to have been made under sub-paragraph 5(2)(d)(ii) may be accepted by the Minister, even though no evi- 40 dence satisfactory to the Minister is provided of a matter set out in that sub-paragraph, any election so accepted having the consequences set out in sub- 45 sections 5(2) and (4); and”

«j.1) prévoir que la décision censée faite au titre du sous-alinéa 5(2)d)(ii) peut être acceptée par le ministre même si 30 aucun élément de preuve n'est déposé qui puisse le convaincre des faits qui y sont énoncés, la décision emportant, dès lors, les conséquences mentionnées aux paragraphes 5(2) et (4);» 35

Transitional

34. Sections 5 and 7 of the said Act, as enacted by sections 29 and 30, respectively, apply in the case of the 1988 calendar year

34. Les articles 5 et 7 de la même loi, édictés par les articles 29 et 30 de la présente loi, s'appliquent, dans le cas de l'année civile

Disposition
transitoire

Clause 32: This amendment would delete a reference to "such additional or other information and documentation as may be required under the regulations".

Section 12 at present reads as follows:

"12. Every applicant for and every recipient of a payment shall, in addition to the information and documentation included with the application or previously submitted by the applicant or recipient, submit to the Minister such additional or other information and documentation as may be required under the regulations or by the Minister in order to enable the Minister to ascertain the entitlement of the applicant or recipient to the payment and to verify the accuracy and completeness of the information and documentation previously submitted."

Clause 33: (1) This amendment would ensure that the allocations referred to therein are effective for the purposes of both Acts.

The relevant portion of section 20 at present reads as follows:

"20. The Governor in Council may make regulations

...

(f) providing for the allocation by associated persons of eligible expenses incurred or deemed to have been incurred by them or any of them among themselves for the purpose of applying section 5;"

(2) New.

Article 32. — Retire les mots suivants : «les règlements ou»

Texte actuel de l'article 12 :

«12. Les demandeurs et bénéficiaires de subventions sont tenus de fournir, outre les renseignements et documents présentés antérieurement ou avec leur demande, ceux qui sont exigés par les règlements ou le ministre pour permettre à celui-ci de déterminer l'admissibilité de ces personnes, ainsi que l'exactitude et l'intégralité des renseignements et documents qu'elles ont déjà fournis.»

Article 33, (1). — Prévoit que l'attribution qui y est mentionnée est visée par la loi et le projet.

Texte actuel du passage visé de l'article 20 :

«20. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

...

f) prévoir que divers associés peuvent, pour l'application de l'article 5, partager entre eux des frais qu'ils ont, ou sont réputés avoir, engagés;»

(2). — Nouveau.

as if each reference in those sections to "calendar year" were a reference to the period beginning on April 1, 1988 and ending on December 31, 1988.

1988, comme si la mention à ces articles d'année civile visait la période s'ouvrant au 1^{er} avril 1988 et se terminant au 31 décembre 1988.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO PROVIDE FOR INCENTIVES TO ASSIST
IN FINANCING EXPLORATION FOR MINERAL
RESOURCES AND HYDROCARBONS IN CANADA
AND TO AMEND THE CANADIAN EXPLORATION
AND DEVELOPMENT INCENTIVE PROGRAM ACT

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

APPLICATION

3. Binding on Her Majesty

4. Eligible exploration expenses

PART I

CANADIAN EXPLORATION INCENTIVES

5. Entitlement

6. Annual expense limit

7. Associated corporations

8. Flow-through of incentives

9. Entitlement is property

10. Crown debt

PART II

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

Interpretation

11. Definition of "beneficiary"

Records and Information

12. Information and documentation

13. Documents, records and books

Disentitlement

14. Withholding or refusing to pay incentives

15. Recovery

16. No incentive or reduced incentive

17. Liability of beneficiaries

18. Interest

19. Limitation period

TABLE ANALYTIQUE

LOI ÉTABLISSANT UN PROGRAMME DE
SUBVENTION EN VUE DU FINANCEMENT DE LA
RECHERCHE AU CANADA DE RESSOURCES
MINÉRALES ET D'HYDROCARBURES ET
MODIFIANT LA LOI SUR LE PROGRAMME
CANADIEN D'ENCOURAGEMENT À L'EXPLORATION
ET À LA MISE EN VALEUR

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

CHAMP D'APPLICATION

3. Obligation de Sa Majesté

4. Frais d'exploration admissibles

PARTIE I

SUBVENTIONS À L'EXPLORATION MINIÈRE AU
CANADA

5. Droit à la subvention

6. Plafond annuel

7. Associés

8. Option

9. Cessibilité

10. Créance sur l'État

PARTIE II

MISE EN ŒUVRE

Définition

11. Définition de «ayant droit»

Renseignements et documents

12. Renseignements et documents à fournir

13. Documents, dossiers et livres à tenir

Sanctions

14. Non-versements

15. Répétition de l'indu

16. Subvention nulle ou réduite

17. Détenteurs d'actions accréditées

18. Intérêts

19. Prescription

Disclosure of Information

- 20. Privileged information and documentation

Regulations and Orders

- 21. Regulations
- 22. Variation of Canadian Exploration Incentive Program

Offences

- 23. Failure to comply
- 24. False information
- 25. Officers, etc., of corporation
- 26. Limitation period

Appropriation

- 27. Appropriation

PART III

RELATED AMENDMENTS

Canadian Exploration and Development Incentive Program Act

- 28. to 33.
- 34. Transitional

Communication de renseignements

- 20. Renseignements et documents protégés

Règlement

- 21. Règlement
- 22. Modification du programme

Infractions et peines

- 23. Cas d'inobservation
- 24. Faux renseignements
- 25. Corporation et leurs dirigeants, etc.
- 26. Prescription

Affectation

- 27. Affectation

PARTIE III

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur

- 28. à 33.
- 34. Disposition transitoire

C-138

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

C-138

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-138

PROJET DE LOI C-138

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1989

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1989

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 27, 1988**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 27 JUIN 1988**

Two pages

This Act may be cited as the Appropriation Act No. 2, 1988-89.

Bill C-138
1988-89
page 138-139

Bill C-138
1988-89
page 138-139

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-138

PROJET DE LOI C-138

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1989

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1989

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency, the Right Honourable Jeanne Sauvé, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1989, and for other purposes connected with the public service of Canada: May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Considérant qu'il appert, du message de Son Excellence la très honorable Jeanne Sauvé, Gouverneur général du Canada, et du Budget des dépenses qui accompagne ledit message, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses de la fonction publique du Canada, afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 1989, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, et pour d'autres objets se rattachant à la fonction publique du Canada: Plaise en conséquence à Votre Majesté que soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Préambule

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 2, 1988-89*.

1. *Loi de crédits n° 2 de 1988-1989.*

Titre abrégé

\$29,659,981.-
040.93 granted
for 1988-89

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole twenty-nine billion, six hundred and fifty-nine million, nine hundred and eighty-one thousand, forty dollars and ninety-three and expenses of the public service of Canada from the 1st day of April, 1988 to the 31st

2. Sur le Trésor, il peut être payé et affecté une somme n'excédant pas en tout vingt-neuf milliards, six cent cinquante-neuf millions, neuf cent quatre vingt-un mille, quarante dollars et quatre-vingt-treize cents, pour subvenir aux diverses charges et dépenses de la fonction publique du Canada, depuis le 1^{er} avril 1988 jusqu'au 31 mars 1989, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

\$29,659,981.-
040.93 accordés
pour 1988-1989

day of March, 1989 not otherwise provided for, and being the aggregate of

(a) the total of amounts of the items set forth in the Main Estimates now before the House for the fiscal year ending the 31st day of March, 1989, as contained in the Schedule A of this Act less the amounts voted by *Appropriation Act No. 1, 1988-89*\$29,546,081,040.93

and
(b) the total amounts of the items set forth in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending the 31st day of March, 1989 as contained in Schedule B to this Act\$113,900,000.00

a) du total des montants des postes contenus à l'annexe A de la présente loi et énoncés au Budget des dépenses principal de l'exercice se terminant le 31 mars 1989, qui est actuellement devant la Chambre, 5 moins les montants votés par la *Loi de crédits n° 1 de 1988-1989* \$29,546,081,040.93

et
b) du total des montants des postes contenus à l'annexe B de la présente loi et énoncés au Budget des dépenses supplémentaire (A) de l'exercice se terminant le 31 mars 1989\$113,900,000.00

Purpose and effect of each item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

(2) The provisions of each item in the Schedules shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1988.

3. (1) Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation au titre d'un poste ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste et le paiement ou l'affectation de tout montant aux termes du poste ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou indiqués.

(2) Les dispositions de chaque poste des annexes sont censées avoir été édictées par le Parlement le 1^{er} avril 1988.

Objet et effet de chaque poste

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant y énoncé ou augmente le montant limite des engagements pouvant être pris en vertu d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de prendre un engagement en vertu du paragraphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le total de l'engagement qu'on se propose de prendre et de tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette autre loi n'excède pas le total de l'autorisation d'engagement énoncé dans ce poste ou calculé conformément au paragraphe (2).

Engagement

Idem

(2) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi impliquent qu'ils confèrent l'autorisation de dépenser des recettes, des engage-

Idem

10. L'annexe dans les délais visés à ce 10
 Budget, celui des recettes estimatives
 reçues ou, dans le cas d'un poste de
 versement, celui des recettes effectivement
 reçues, et le plan clévis des fonds montants
 affectés au poste ou des dépenses et
 du montant décaissé, ainsi qu'il est
 mentionné dans les délais visés à ce 10

in accordance with the terms of such item or
 provision up to an amount equal to the
 aggregate of
 (a) the amount of any appropriation in
 respect of that item or provision and
 (b) the amount of revenues actually
 received or, in the case of an item in the
 said Budget, the estimated revenues set
 out in the details related to such item,
 whichever is the greater.

11. A tout date antérieure à celle du dépôt
 des Comptes publics pour un exercice au
 Parlement, un crédit accordé par le Parlement
 et ou tout autre loi pour être imputé après le
 31 mars de l'exercice postérieur, il est
 accordé en vue d'apporter des comptes de
 Canada pour l'exercice en question des recti-
 fications qui ne représentent aucun paiement à
 prélever sur le Trésor.

11. At any time prior to the date on which
 the Public Accounts for a fiscal year are
 tabled in Parliament an appropriation grant
 tabled in Parliament or appropriation grant
 tabled in Parliament or other Act may be changed
 after the end of the fiscal year for which the
 appropriation is granted for the purpose of
 making adjustments in the accounts of
 Canada for the said fiscal year that do not
 require payments from the Consolidated
 Revenue Fund.

12. Il doit être tenu compte des montants
 payés ou affectés, soit en vertu de la pré-
 sente loi, dans les Comptes publics, confor-
 mément à l'article 25 de la Loi sur l'accès
 à l'information.

12. Amounts paid or applied under the au-
 thority of this Act shall be accounted for in
 the Public Accounts in accordance with ar-
 ticle 25 of the Access to Information Act.

1988-1989

1988-1989

1988-1989

1988-1989

in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

- (a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and
- (b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such items, whichever is the greater.

Appropriation charged

5. At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament an appropriation granted by this or any other Act may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

Accounts to be rendered R.S., c. F-10

6. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 55 of the *Financial Administration Act*.

ments peuvent être pris aux conditions de ce poste ou cette disposition jusqu'à concurrence du total obtenu par addition

- a) du montant éventuellement attribué pour ce poste ou cette disposition et
- b) du plus élevé des deux montants suivants: celui des recettes effectivement reçues ou, dans le cas d'un poste dudit Budget, celui des recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à ce poste.

5

10

5. À toute date antérieure à celle du dépôt des Comptes publics pour un exercice au Parlement, un crédit accordé par la présente loi ou toute autre loi peut être imputé après l'expiration de l'exercice pour lequel il est accordé en vue d'apporter aux comptes du Canada pour l'exercice en question des rectifications qui ne requièrent aucun paiement à prélever sur le Trésor.

Imputation de crédit

20

6. Il doit être rendu compte des montants payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 55 de la *Loi sur l'administration financière*.

Compte à rendre S.R., c. F-10

25

SCHEDULE A

Based on the Main Estimates 1988-89. The amount hereby granted is \$29,546,081,040.93 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule less the amount of \$11,452,962,802.07 voted on account of the said items by *Appropriation Act No. 1, 1988-89*.

SUMS granted to Her Majesty, by this Act for the financial year ending 31st March, 1989 and the purposes for which they are granted.

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	DEPARTMENT		
	MANAGEMENT AND ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Management and Administration—Program expenditures and contributions	56,435,200	
	AGRI-FOOD PROGRAM		
5	Agri-Food—Operating expenditures	490,331,000	
10	Agri-Food—Capital expenditures	79,290,000	
15	Agri-Food—The grants listed in the Estimates and contributions	412,274,000	
	CANADIAN FORESTRY SERVICE PROGRAM		
20	Canadian Forestry Service—Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year	82,237,000	
25	Canadian Forestry Service—Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property	10,430,000	
30	Canadian Forestry Service—The grants listed in the Estimates and contributions	133,889,000	
	GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM		
35	Grains and Oilseeds—Operating expenditures including authority to make payment of commissions for services provided in accordance with the <i>Western Grain Stabilization Act</i>	10,499,000	
40	Grains and Oilseeds—Canadian Grain Commission—Operating expenditures and contributions	43,015,000	
45	Grains and Oilseeds—The grants listed in the Estimates and contributions	297,476,000	
			1,615,876,200
	CANADIAN DAIRY COMMISSION		
50	Canadian Dairy Commission—Program expenditures		4,737,000

ANNEXE A

D'après le Budget des dépenses principal de 1988-1989. Le montant accordé par les présentes est de \$29,546,081,040.93 soit le total des postes dudit Budget que contient la présente annexe moins le montant de \$11,452,962,802.07 affecté au compte desdits postes par la *Loi de crédits n° 1 de 1988-1989*.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 1989 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION		
1	Gestion et administration—Dépenses du Programme et contributions	56,435,200	
	PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
5	Agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement	490,331,000	
10	Agro-alimentaire—Dépenses en capital	79,290,000	
15	Agro-alimentaire—Subventions inscrites au Budget et contributions	412,274,000	
	PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS		
20	Service canadien des forêts—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	82,237,000	
25	Service canadien des forêts—Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour les travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	10,430,000	
30	Service canadien des forêts—Subventions inscrites au Budget et contributions	133,889,000	
	PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
35	Céréales et oléagineux—Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation d'effectuer le paiement de commissions pour des services fournis conformément à la <i>Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest</i>	10,499,000	
40	Céréales et oléagineux—Commission canadienne des grains—Dépenses de fonctionnement et contributions	43,015,000	
45	Céréales et oléagineux—Subventions inscrites au Budget et contributions	297,476,000	
	COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
50	Commission canadienne du lait—Dépenses du Programme		4,737,000
			1,615,876,200

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	AGRICULTURE (Concluded)	\$	\$
	CANADIAN LIVESTOCK FEED BOARD		
55	Canadian Livestock Feed Board—Operating expenditures	1,675,000	
60	Canadian Livestock Feed Board—Contributions	18,100,000	
			19,775,000
	ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY		
1	Atlantic Canada Opportunities Agency—Operating expenditures	24,687,000	
5	Atlantic Canada Opportunities Agency—The grants listed in the Estimates and contributions	275,634,000	
L10	Loans in accordance with terms and conditions prescribed by regulations of the Governor in Council for the purpose of promoting the establishment, growth, efficiency and international competitiveness of Canadian industry or to assist them in their financial restructuring and to foster the expansion of Canadian trade to a person engaged or about to engage in a manufacturing, processing or service industry in the Cape Breton area	10,000,000	
			310,321,000
	COMMUNICATIONS		
	DEPARTMENT		
1	Communications—Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year	135,333,200	
5	Communications—Capital expenditures	16,173,000	
10	Communications—The grants listed in the Estimates and contributions	87,642,900	
15	Payments to the Canada Post Corporation for costs associated with cultural publication mailings	55,093,000	
L20	Loans to institutions and public authorities in Canada in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of Section 29 of the <i>Cultural Property Export and Import Act</i>	10,000	
			294,252,100
	CANADA COUNCIL		
25	Payments to the Canada Council within the meaning of Section 20 of the <i>Canada Council Act</i> , to be used for the general purposes set out in Section 8 of the Act		91,838,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AGRICULTURE (Fin)			
OFFICE CANADIEN DES PROVENDES			
55	Office canadien des provendes—Dépenses de fonctionnement	1,675,000	
60	Office canadien des provendes—Contributions	18,100,000	19,775,000
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
1	Agence de promotion économique du Canada atlantique—Dépenses de fonctionnement ...	24,687,000	
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique—Subventions inscrites au Budget et contributions	275,634,000	
L10	Prêts conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil afin de promouvoir l'établissement, la croissance, l'efficacité et la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne ou afin de l'aider dans sa restructuration financière et de favoriser l'expansion du commerce canadien aux personnes qui se sont lancées ou qui sont sur le point de se lancer dans les industries manufacturières, de transformation ou de services dans la région du Cap Breton	10,000,000	310,321,000
COMMUNICATIONS			
MINISTÈRE			
1	Communications—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	135,333,200	
5	Communications—Dépenses en capital	16,173,000	
10	Communications—Subventions inscrites au Budget et contributions	87,642,900	
15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	55,093,000	
L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins de l'article 29 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10,000	294,252,100
CONSEIL DES ARTS DU CANADA			
25	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi		91,838,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	COMMUNICATIONS (Continued)	\$	\$
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
30	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service	809,421,000	
35	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for working capital	4,000,000	
40	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for capital expenditures in providing a broadcasting service	93,751,000	
			907,172,000
	CANADIAN FILM DEVELOPMENT CORPORATION		
45	Payments to the Canadian Film Development Corporation to be used for the purposes set out in the <i>Canadian Film Development Corporation Act</i>		101,468,000
	CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION		
50	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission—Program expenditures		26,248,000
	NATIONAL ARCHIVES OF CANADA		
55	National Archives of Canada—Program expenditures and contribution		49,441,000
	NATIONAL ARTS CENTRE CORPORATION		
60	Payments to the National Arts Centre Corporation		17,570,000
	NATIONAL FILM BOARD		
65	National Film Board Revolving Fund—Operating loss, capital, the grants listed in the Estimates and contributions		65,902,000
	NATIONAL LIBRARY		
70	National Library—Program expenditures and the grants listed in the Estimates		33,466,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Suite)		
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	809,421,000	
35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000	
40	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	93,751,000	907,172,000
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE		
45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>		101,468,000
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—Dépenses du Programme		26,248,000
	ARCHIVES NATIONALES DU CANADA		
55	Archives nationales du Canada—Dépenses du Programme et contribution		49,441,000
	CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
60	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts		17,570,000
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions		65,902,000
	BIBLIOTHÈQUE NATIONALE		
70	Bibliothèque nationale—Dépenses du Programme et subventions inscrites au Budget		33,466,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	COMMUNICATIONS (Concluded)	\$	\$
	NATIONAL MUSEUMS OF CANADA		
75	National Museums of Canada—Operating expenditures, including an amount of \$2,045,000 for the purchase of objects for the collection of the Corporation in the 1988-89 and 1989-90 fiscal years and authority to spend revenue received during the year from the sale to the public of books, pamphlets, replicas and other material related to the purposes of the Corporation and the grant listed in the Estimates	64,433,000	
80	National Museums of Canada—Capital expenditures	29,156,000	
			93,589,000
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS		
	DEPARTMENT		
1	Consumer and Corporate Affairs—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	114,039,000	
5	Consumer and Corporate Affairs—Capital expenditures	5,590,000	
			119,629,000
	CANADA POST CORPORATION		
10	Payments to the Canada Post Corporation for special purposes		195,500,000
	COMPETITION TRIBUNAL		
15	Competition Tribunal—Program expenditures		1,774,000
	HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW COMMISSION		
20	Hazardous Materials Information Review Commission—Program expenditures		1,993,000
	STANDARDS COUNCIL OF CANADA		
25	Payments to the Standards Council of Canada within the meaning of Section 17 of the <i>Standards Council of Canada Act</i> to be used for the general purposes of Section 5 of the Act		7,498,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
COMMUNICATIONS (Fin)			
MUSÉES NATIONAUX DU CANADA			
75	Musées nationaux du Canada—Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de \$2,045,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1988-1989 et 1989-1990 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation et de la subvention inscrite au Budget	64,433,000	
80	Musées nationaux du Canada—Dépenses en capital	29,156,000	93,589,000
CONSOMMATION ET CORPORATIONS			
MINISTÈRE			
1	Consommation et Corporations—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	114,039,000	
5	Consommation et Corporations—Dépenses en capital	5,590,000	119,629,000
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES			
10	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales		195,500,000
TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE			
15	Tribunal de la concurrence—Dépenses du Programme		1,774,000
CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES			
20	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses—Dépenses du Programme		1,993,000
CONSEIL CANADIEN DES NORMES			
25	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la <i>Loi</i>		7,498,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION	\$	\$
	DEPARTMENT / COMMISSION		
	CORPORATE AND SPECIAL SERVICES PROGRAM		
1	Corporate and Special Services—Departmental Administration—Program expenditures ..	9,280,000	
5	Corporate and Special Services—Canada Employment and Immigration Commission— Program expenditures	32,312,000	
	EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM		
10	Employment and Insurance—Operating expenditures	58,326,000	
15	Employment and Insurance—The grants listed in the Estimates, contributions and pay- ments to provinces, municipalities, other public bodies, community organizations, private groups, corporations, partnerships and individuals, in accordance with agree- ments entered into between the Minister and such bodies in respect of projects undertaken by them for the purposes of providing employment to unemployed work- ers and contributing to the betterment of the community	1,475,389,000	
	IMMIGRATION PROGRAM		
20	Immigration—Operating expenditures	111,346,000	
25	Immigration — Contributions	69,836,000	
			1,756,489,000
	IMMIGRATION APPEAL BOARD		
30	Immigration Appeal Board—Program expenditures		10,627,000
	ENERGY, MINES AND RESOURCES		
	DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year	41,787,500	
	ENERGY PROGRAM		
5	Energy—Operating expenditures	92,094,000	
10	Energy—The grants listed in the Estimates and contributions	25,659,000	
15	Payments for the purposes of the <i>Canadian Exploration and Development Incentive Pro- gram Act</i>	259,000,000	
L20	Loans, in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council, to assist in financing regional electrical interconnections	9,053,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
EMPLOI ET IMMIGRATION			
MINISTÈRE / COMMISSION			
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX			
1	Services généraux et spéciaux— Administration centrale—Dépenses du Programme	9,280,000	
5	Services généraux et spéciaux—Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada— Dépenses du Programme	32,312,000	
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE			
10	Emploi et Assurance—Dépenses de fonctionnement	58,326,000	
15	Emploi et Assurance—Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	1,475,389,000	
PROGRAMME D'IMMIGRATION			
20	Immigration—Dépenses de fonctionnement	111,346,000	
25	Immigration—Contributions	69,836,000	
			1,756,489,000
COMMISSION D'APPEL DE L'IMMIGRATION			
30	Commission d'appel de l'immigration—Dépenses du Programme		10,627,000
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES			
MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
1	Administration—Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	41,787,500	
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE			
5	Énergie—Dépenses de fonctionnement	92,094,000	
10	Énergie—Subventions inscrites au Budget et contributions	25,659,000	
15	Paiements aux fins de la <i>Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur</i>	259,000,000	
L20	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	9,053,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	ENERGY, MINES AND RESOURCES (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	MINERALS AND EARTH SCIENCES PROGRAM		
25	Minerals and Earth Sciences—Operating expenditures	260,504,000	
30	Minerals and Earth Sciences—Capital expenditures	38,501,000	
35	Minerals and Earth Sciences—The grants listed in the Estimates and contributions	45,418,000	
			772,016,500
	ATOMIC ENERGY CONTROL BOARD		
40	Atomic Energy Control Board—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions		22,243,000
	ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED		
45	Payments to Atomic Energy of Canada Limited for operating and capital expenditures		141,997,000
	NATIONAL ENERGY BOARD		
50	National Energy Board—Program expenditures		21,746,000
	PETRO-CANADA INTERNATIONAL ASSISTANCE CORPORATION		
55	Payments to Petro-Canada International Assistance Corporation		60,500,000
	ENVIRONMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures and contributions	35,310,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE		
25	Minéraux et sciences de la Terre—Dépenses de fonctionnement	260,504,000	
30	Minéraux et sciences de la Terre—Dépenses en capital	38,501,000	
35	Minéraux et sciences de la Terre—Subventions inscrites au Budget et contributions	45,418,000	
			772,016,500
	COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE		
40	Commission de contrôle de l'énergie atomique—Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions		22,243,000
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE		
45	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		141,997,000
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
50	Office national de l'énergie—Dépenses du Programme		21,746,000
	LA CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE		
55	Paiements à La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale		60,500,000
	ENVIRONNEMENT		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du Programme et contributions	35,310,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	ENVIRONMENT (Concluded)	\$	\$
	ENVIRONMENTAL SERVICES PROGRAM		
5	Environmental Services—Operating expenditures including recoverable expenditures incurred in respect of the Prairie Provinces Water Board, the Qu'Appelle Basin Study Board, the St. John River Basin Board, and authority for the Minister to engage such consultants as may be required by the above Boards at such remuneration as the Boards may determine; recoverable expenditures incurred in respect of Regional Water Resources Planning Investigations and Water Resources Inventories, authority to make recoverable advances not exceeding the aggregate of the amount of the shares of the Provinces of Manitoba and Ontario of the cost of regulating the levels of Lake of the Woods and Lac Seul and the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of hydrometric surveys, and authority to spend revenue received during the year	319,241,000	
10	Environmental Services—Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property	47,416,000	
15	Environmental Services—The grants listed in the Estimates and contributions	23,623,000	
	PARKS PROGRAM		
20	Parks—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions; expenditures on other than federal property; expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance	214,606,000	
25	Parks—Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions toward the cost of undertakings carried out by those bodies; expenditures on other than federal property; and expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance ..	96,130,000	
30	Parks—National Battlefields Commission—Operating expenditures	1,765,000	
			738,091,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	ENVIRONNEMENT (Fin)		
	PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
5	Services de l'environnement—Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levés hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	319,241,000	
10	Services de l'environnement—Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	47,416,000	
15	Services de l'environnement—Subventions inscrites au Budget et contributions	23,623,000	
	PROGRAMME PARCS		
20	Parcs—Dépenses de fonctionnement, les subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	214,606,000	
25	Parcs—Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	96,130,000	
30	Parcs—La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement	1,765,000	
			738,091,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	EXTERNAL AFFAIRS	\$	\$
	DEPARTMENT		
	CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM		
1	Canadian Interests Abroad—Operating expenditures, including the payment of remuneration and other expenditures subject to the approval of the Governor in Council in connection with the assignment by the Canadian Government of Canadians to the staffs of international organizations, and authority to make recoverable advances in amounts not exceeding the amounts of the shares of such organizations of such expenses; authority for the appointment and fixing of salaries by the Governor in Council of High Commissioners, Ambassadors, Ministers Plenipotentiary, Consuls, Representatives on International Commissions, the staff of such officials and other persons to represent Canada in another country; expenditures in respect of the provision of office accommodation for the International Civil Aviation Organization; recoverable expenditures for assistance to and repatriation of distressed Canadian citizens and persons of Canadian domicile abroad, including their dependents; cultural relations and academic exchange programs with other countries	613,441,000	
5	Canadian Interests Abroad—Capital expenditures	94,843,000	
10	Canadian Interests Abroad—The grants listed in the Estimates, contributions, authority to make commitments for the current fiscal year not exceeding \$50,000,000, in respect of contributions to persons, groups of persons, councils and associations to promote the development of Canadian export sales and authority to pay assessments in the amounts and in the currencies in which they are levied, and authority to pay other amounts specified in the currencies of the countries indicated, notwithstanding that the total of such payments may exceed the equivalent in Canadian dollars, estimated as of October 1987, which is	194,092,356	
	WORLD EXHIBITIONS PROGRAM		
15	World Exhibitions—Program expenditures and contributions	3,313,000	905,689,356
	CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION		
20	Canadian Commercial Corporation—Program expenditures		18,651,000
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY		
25	Canadian International Development Agency—Operating expenditures and authority: (a) to engage persons for service in developing countries; and (b) to provide education or training for persons from developing countries; in accordance with the Technical Assistance Regulations made by Order in Council P.C. 1978-1268 of 20th April, 1978, as may be amended or any other regulations that may be made by the Governor in Council with respect to: (i) the remuneration payable to persons for service in developing countries, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto;		

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES EXTÉRIEURES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
1	Intérêts du Canada à l'étranger—Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays	613,441,000	
5	Intérêts du Canada à l'étranger—Dépenses en capital	94,843,000	
10	Intérêts du Canada à l'étranger—Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours, des engagements ne dépassant pas \$50,000,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1987 à	194,092,356	
	PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES		
15	Expositions internationales—Dépenses du Programme et contributions	3,313,000	
			905,689,356
	CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE		
20	Corporation commerciale canadienne—Dépenses du Programme		18,651,000
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25	Agence canadienne de développement international—Dépenses de fonctionnement et autorisation a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement; et b) de dispenser instruction et formation à des personnes des pays en développement, conformément au Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants adopté en vertu du décret en conseil CP 1978-1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne		

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	EXTERNAL AFFAIRS (Continued)	\$	\$
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY (Concluded)		
	(ii) the maintenance of persons from developing countries who are undergoing education or training, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto; and		
	(iii) the payment of special expenses directly or indirectly related to the service of persons in developing countries or the education or training of persons from developing countries	83,039,000	
30	Canadian International Development Agency—The grants and contributions listed in the Estimates and payments to international financial institutions in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Continuing Assistance Act</i> , provided that the amounts listed for contributions may be increased or decreased with the approval of the Treasury Board, for international development assistance, international humanitarian assistance and other specified purposes, in the form of cash payments or the provision of goods, commodities or services	1,988,200,000	
L35	The issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$246,700,000 in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Continuing Assistance Act</i> for the purpose of contributions to international financial institution fund accounts	1	
L40	In accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Continuing Assistance Act</i> : (a) the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes estimated at \$6,700,000 to the African Development Bank not to exceed the equivalent of US \$5,066,670	6,700,000	
			2,077,939,001
	INTERNATIONAL CENTRE FOR OCEAN DEVELOPMENT		
45	Payments to the International Centre for Ocean Development in accordance with the <i>International Centre for Ocean Development Act</i>		8,000,000
	INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE		
50	Payments to the International Development Research Centre		114,200,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES EXTÉRIEURES (Suite)		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (Fin)		
	(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; (ii) le soutien de personnes des pays en développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement	83,039,000	
30	Agence canadienne de développement international—Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'aide humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées et services	1,988,200,000	
L35	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$246,700,000 conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1	
L40	Conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> : a) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à \$6,700,000 à la Banque africaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de \$5,066,670 US	6,700,000	
			2,077,939,001
	CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS		
45	Paiements au Centre international d'exploitation des océans en vertu de la <i>Loi sur le Centre international d'exploitation des océans</i>		8,000,000
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
50	Versements au Centre de recherches pour le développement international		114,200,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EXTERNAL AFFAIRS (Concluded)		
	INTERNATIONAL JOINT COMMISSION		
55	International Joint Commission—Salaries and expenses of the Canadian Section, expenses of studies, surveys and investigations by the Commission under International References and expenses of the Commission under the Canada—United States Agreement on Great Lakes Water Quality		3,501,000
	FINANCE		
	DEPARTMENT		
	FINANCIAL AND ECONOMIC POLICIES PROGRAM		
1	Financial and Economic Policies—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year	48,041,000	
L5	Financial and Economic Policies—In accordance with the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i> : (a) Payment estimated at \$24,800,000 to the International Bank for Reconstruction and Development not to exceed the equivalent of US \$19,712,000 and; (b) Payment estimated at \$6,900,000 to the International Finance Corporation not to exceed the equivalent of US \$5,005,000	31,700,000	
L10	Financial and Economic Policies—In accordance with the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i> , the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$232,400,000 to the International Development Association		1
	CANADIAN IMPORT TRIBUNAL PROGRAM		
15	Canadian Import Tribunal—Program expenditures	2,184,000	
	SPECIAL PROGRAM		
20	Special Program—To extend the purposes of Finance Vote 22a, <i>Appropriation Act No. 9, 1966</i> , to authorize payment out of the Foreign Claims Fund of the expenses incurred in investigating and reporting on Canadian claims prior to agreements relating to the settlement of such claims being entered into with governments of other countries and to authorize a payment to the Foreign Claims Fund of	30,000	
L25	Advances in respect of a toll bridge across the harbour of Saint John, N.B. in accordance with terms and conditions set out in an agreement relating to the financing, construction and operation of the toll bridge entered into between Canada, New Brunswick, the City of Saint John and the Bridge Authority, approved by the Governor in Council:		

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES EXTÉRIEURES (Fin)			
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE			
55	Commission mixte internationale—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		3,501,000
FINANCES			
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES			
1	Politiques financières et économiques—Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	48,041,000	
L5	Politiques financières et économiques—Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> :		
	a) paiement évalué à \$24,800,000 à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de \$19,712,000 en dollars américains, et;		
	b) paiement évalué à \$6,900,000 à la Société financière internationale, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de \$5,005,000 en dollars américains	31,700,000	
L10	Politiques financières et économiques—Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser \$232,400,000 en faveur de l'Association internationale de développement		1
PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS			
15	Tribunal canadien des importations—Dépenses du Programme	2,184,000	
PROGRAMME SPÉCIAL			
20	Programme spécial—Pour étendre la portée du crédit 22a (Finances) de la <i>Loi des subside n° 9 de 1966</i> afin d'autoriser le prélèvement sur la Caisse des réclamations étrangères du montant des frais des enquêtes et des rapports relatifs aux réclamations canadiennes avant la conclusion d'ententes avec les gouvernements des autres pays concernant le règlement de ces réclamations et d'autoriser un paiement à la Caisse des réclamations étrangères de		30,000
L25	Avances à l'égard d'un pont à péage traversant le port de Saint John au Nouveau-Brunswick conformément aux conditions exposées dans une entente concernant le financement, la construction et l'exploitation du pont à péage, conclue entre le gouvernement fédéral, le gouvernement du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint John et l'Administration du pont du port de Saint John, approuvée par le gouverneur en conseil:		

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	FINANCE (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	SPECIAL PROGRAM (Concluded)		
	(a) to the Saint John Harbour Bridge Authority established by c. 150 of the Statutes of New Brunswick, 1961-62; or		
	(b) to a trustee for the holders of securities issued by the Authority; the total amount of advances for the fiscal year to be based on the difference for the year between the operating and financing costs of the toll bridge and the actual revenue of the Bridge Authority, as determined pursuant to the agreement, repayable if the actual revenue of the Bridge Authority for the fiscal year exceeds the amount of the operating and financing costs for such year	650,000	82,605,001
	AUDITOR GENERAL		
30	Auditor General—Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions		43,688,000
	OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS		
35	Office of the Superintendent of Financial Institutions—Program expenditures		1,843,000
	TARIFF BOARD		
40	Tariff Board—Program expenditures		2,430,000
	FISHERIES AND OCEANS		
1	Fisheries and Oceans—Operating expenditures, Canada's share of expenses of the International Fisheries Commissions, authority to provide free accommodation for the International Fisheries Commissions, authority to make recoverable advances in the amounts of the shares of the International Fisheries Commissions of joint cost projects	493,484,500	
5	Fisheries and Oceans—Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority for the purchase and disposal of commercial fishing vessels	128,409,000	
10	Fisheries and Oceans—The grants listed in the Estimates and contributions	18,738,500	640,632,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	FINANCES (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME SPÉCIAL (Fin)		
	a) à l'Administration du pont de Saint John dont la création est mentionnée dans les statuts du Nouveau-Brunswick de 1961-62, c. 150; ou		
	b) à un fiduciaire pour les détenteurs de valeurs émises par l'Administration; le montant total des avances pour l'exercice financier sera calculé d'après la différence pour l'année entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage et les recettes réelles de l'Administration du pont, tel que déterminé conformément à l'entente, et remboursable si les recettes réelles de l'Administration du pont pour l'exercice financier dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour une telle année	650,000	82,605,001
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
30	Vérificateur général—Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contributions		43,688,000
	BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
35	Bureau du Surintendant des institutions financières—Dépenses du Programme		1,843,000
	COMMISSION DU TARIF		
40	Commission du tarif—Dépenses du Programme		2,430,000
	PÊCHES ET OCÉANS		
1	Pêches et Océans—Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés	493,484,500	
5	Pêches et Océans—Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	128,409,000	
10	Pêches et Océans—Subventions inscrites au Budget et contributions	18,738,500	640,632,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
GOVERNOR GENERAL			
1	Governor General—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and expenditures incurred on behalf of former Governors General, including those incurred on behalf of their spouses, during their lifetimes and for a period of six months following their decease, in respect of the performance of activities which devolve upon them as a result of their having occupied the office of Governor General		6,814,000
INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT			
DEPARTMENT			
ADMINISTRATION PROGRAM			
1	Administration—Program expenditures	44,521,000	
INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM			
5	Indian and Inuit Affairs—Operating expenditures, and (a) expenditures on works, buildings and equipment on other than federal property; (b) recoverable expenditures under agreements entered into with the approval of the Governor in Council with provincial governments and local school boards in respect of social assistance to non-Indians residing on Indian reserves and the education in Indian schools of non-Indians; (c) authority for the Minister to enter into agreements with provincial governments, school boards and charitable and other organizations for the provision of support and maintenance of children; (d) authority to provide in respect of Indian and Inuit economic development activities, for the instruction and supervision of Indians and Inuit, the furnishing of materials and equipment, the purchase of finished goods and the sale of such finished goods; and (e) authority to sell electric power, fuel oil and services incidental thereto together with usual municipal services to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council and to provide the same to departments and agencies of the Government of Canada operating in Arctic Quebec.....	247,279,000	
10	Indian and Inuit Affairs—Capital expenditures, and (a) expenditures on buildings, works, land and equipment, the operation, control and ownership of which may be transferred to provincial governments on terms and conditions approved by the Governor in Council, or to Indian bands, groups of Indians or individual Indians at the discretion of the Minister, and such expenditures on other than federal property; (b) authority to make recoverable expenditures in amounts not exceeding the shares of provincial governments and local school boards of expenditures on roads and related works and on education, including the education in Indian schools, of non-Indians; and		

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL			
1	Gouverneur général—Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général		6,814,000
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN			
MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
1	Administration—Dépenses du Programme	44,521,000	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT			
5	Affaires indiennes et inuit—Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec.....	247,279,000	
10	Affaires indiennes et inuit—Dépenses en capital et a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; et		

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM (Concluded)		
	(c) authority for the construction and acquisition of housing for Indians and Inuit, for its occupation by Indians and Inuit, in return for such payments, if any as the Minister may fix, for its sale or rental to Indians and Inuit on terms and conditions and at cost or any lesser amount approved by the Governor in Council and for payment to Indians and Indian bands in the construction of housing and other buildings.....		
		20,292,000	
15	Indian and Inuit Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions	1,710,742,200	
L20	Loans to native claimants in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of defraying costs related to research, development and negotiation of claims	15,466,000	
L25	Loans to the Council of Yukon Indians for interim benefits to the Yukon Elders	1,172,000	
	NORTHERN AFFAIRS PROGRAM		
30	Northern Affairs—Operating expenditures and authority to make recoverable advances for services performed on behalf of the Government of the Northwest Territories	57,125,000	
35	Northern Affairs—Capital expenditures including authority to make expenditures and recoverable advances in respect of services provided and work performed on other than federal property; authority to make contributions towards construction done by local or private authorities	19,055,000	
40	Northern Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions	36,886,000	
	TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM		
45	Transfer Payments to the Territorial Governments—Transfer payments to the Government of the Yukon Territory listed in the Estimates	174,000,000	
50	Transfer Payments to the Territorial Governments—Transfer payments to the Government of the Northwest Territories listed in the Estimates	651,000,000	
			2,977,538,200
	NORTHERN CANADA POWER COMMISSION		
L55	Loans to the Northern Canada Power Commission for the purpose of capital expenditures in accordance with Section 15 of the <i>Northern Canada Power Commission Act</i>		24,534,000
	WESTERN DIVERSIFICATION OFFICE		
60	Western Diversification Office—Operating expenditures	17,269,000	
65	Western Diversification Office—The grants listed in the Estimates and contributions	279,427,000	
			296,696,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Fin)			
MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT (Fin)			
	c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	20,292,000	
15	Affaires indiennes et inuit—Subventions inscrites au Budget et contributions	1,710,742,200	
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	15,466,000	
L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon	1,172,000	
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD			
30	Affaires du Nord—Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	57,125,000	
35	Affaires du Nord—Dépenses en capital, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	19,055,000	
40	Affaires du Nord—Subventions inscrites au Budget et contributions	36,886,000	
PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX			
45	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget	174,000,000	
50	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget	651,000,000	
			2,977,538,200
COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN			
L55	Prêts à la Commission d'énergie du Nord canadien pour des dépenses en capital conformément à l'article 15 de la <i>Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien</i>		24,534,000
BUREAU DE LA DIVERSIFICATION DE L'OUEST			
60	Bureau de la diversification de l'Ouest—Dépenses de fonctionnement	17,269,000	
65	Bureau de la diversification de l'Ouest—Subventions inscrites au Budget et contributions	279,427,000	
			296,696,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	JUSTICE	\$	\$
	DEPARTMENT		
1	Justice—Operating expenditures	104,879,500	
5	Justice—The grants listed in the Estimates and contributions	226,461,650	
			331,341,150
	CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION		
10	Canadian Human Rights Commission—Program expenditures		10,419,000
	COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS		
15	Commissioner for Federal Judicial Affairs—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, remuneration, allowances and expenses for judges, including deputy judges of the Supreme Court of the Yukon Territory and the Supreme Court of the Northwest Territories, not provided for by the <i>Judges Act</i>	3,133,000	
20	Commissioner for Federal Judicial Affairs—Canadian Judicial Council—Operating expenditures	354,000	
			3,487,000
	FEDERAL COURT OF CANADA		
25	Federal Court of Canada—Program expenditures		11,814,000
	LAW REFORM COMMISSION OF CANADA		
30	Law Reform Commission of Canada—Program expenditures		4,455,000
	OFFICES OF THE INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONERS OF CANADA		
35	Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada—Program expenditures		4,390,000
	SUPREME COURT OF CANADA		
40	Supreme Court of Canada—Program expenditures		6,006,000
	TAX COURT OF CANADA		
45	Tax Court of Canada—Program expenditures		3,602,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1	Justice—Dépenses de fonctionnement	104,879,500	
5	Justice—Subventions inscrites au Budget et contributions	226,461,650	331,341,150
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10	Commission canadienne des droits de la personne—Dépenses du Programme		10,419,000
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
15	Commissaire à la magistrature fédérale—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i>	3,133,000	
20	Commissaire à la magistrature fédérale—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	354,000	3,487,000
	COUR FÉDÉRALE DU CANADA		
25	Cour fédérale du Canada—Dépenses du Programme		11,814,000
	COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA		
30	Commission de réforme du droit du Canada—Dépenses du Programme		4,455,000
	BUREAUX DU COMMISSAIRE À L'INFORMATION ET DU COMMISSAIRE À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
35	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada—Dépenses du Programme		4,390,000
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
40	Cour suprême du Canada—Dépenses du Programme		6,006,000
	COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT		
45	Cour canadienne de l'impôt—Dépenses du Programme		3,602,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
LABOUR			
DEPARTMENT			
1	Labour—Operating expenditures and the expenses of delegates engaged in activities related to Canada's role in international labour affairs	52,210,200	
5	Labour—The grants listed in the Estimates and contributions	9,658,000	61,868,200
CANADA LABOUR RELATIONS BOARD			
10	Canada Labour Relations Board—Program expenditures		6,377,000
CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY			
15	Canadian Centre for Occupational Health and Safety—Program expenditures		9,427,000
NATIONAL DEFENCE			
1	National Defence—Operating expenditures and authority for total commitments, subject to allotment by the Treasury Board, of \$25,599,070,578 for the purposes of Votes 1, 5 and 10 of the Department regardless of the year in which such commitments will come in course of payment (of which it is estimated that \$14,979,223,998 will come due for payment in future years), authority to make payments from any of the said Votes to provinces or municipalities as contributions toward construction done by those bodies, authority, subject to the direction of the Treasury Board, to make recoverable expenditures or advances from any of the said Votes in respect of materials supplied to or services performed on behalf of individuals, corporations, outside agencies, other government departments and agencies and other governments and authority to spend revenue, as authorized by Treasury Board, received during the year for the purposes of any of the said Votes	7,118,121,000	
5	National Defence—Capital expenditures	2,931,341,000	
10	National Defence—The grants listed in the Estimates, contributions for Emergency Preparedness purposes and contributions to the North Atlantic Treaty Organization military budgets, common infrastructure program and airborne early warning and control systems and, in accordance with Section 3 of the <i>Defence Appropriation Act, 1950</i> , the transfer of defence equipment and supplies and the provision of services and facilities for defence purposes	249,483,580	10,298,945,580

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRAVAIL		
	MINISTÈRE		
1	Travail—Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	52,210,200	
5	Travail—Subventions inscrites au Budget et contributions	9,658,000	61,868,200
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
10	Conseil canadien des relations du travail—Dépenses du Programme		6,377,000
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
15	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—Dépenses du Programme		9,427,000
	DÉFENSE NATIONALE		
1	Défense nationale—Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant \$25,599,070,578 aux fins des crédits 1 ^{er} , 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de \$14,979,223,998 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un quelconque ou l'autre desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel desdits crédits	7,118,121,000	
5	Défense nationale—Dépenses en capital	2,931,341,000	
10	Défense nationale—Subventions inscrites au Budget, contributions aux fins de la préparation d'urgence et contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	249,483,580	10,298,945,580

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE	\$	\$
	DEPARTMENT		
	DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Departmental Administration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan	61,534,000	
	HEALTH SERVICES AND PROMOTION PROGRAM		
5	Health Services and Promotion—Operating expenditures	35,473,000	
10	Health Services and Promotion—The grants listed in the Estimates and contributions	36,723,000	
	SOCIAL SERVICES PROGRAM		
15	Social Services—Operating expenditures	13,279,000	
20	Social Services—The grants listed in the Estimates and contributions; payments to provinces in accordance with agreements, approved by the Governor in Council, to be entered into between Canada and the provinces, and subject to such regulations as may be made in respect of payments by the Governor in Council, such payments being contributions towards the cost of services provided in the provinces to young offenders who were committed to the care of provincial authorities prior to the proclamation of the <i>Young Offenders Act</i> on April 2nd, 1984 and who are not dealt with under that Act, and who are under the jurisdiction of correctional authorities instead of child welfare authorities or under the care or custody of child welfare authorities but not subject to an order of the provincial secretary ordering that the young offenders be dealt with under the child welfare law of the province	125,688,000	
	MEDICAL SERVICES PROGRAM		
25	Medical Services—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	440,875,000	
30	Medical Services—Capital expenditures	28,365,000	
	HEALTH PROTECTION PROGRAM		
35	Health Protection—Operating expenditures and the grants listed in the Estimates	117,888,000	
40	Health Protection—Capital expenditures	21,491,000	
	INCOME SECURITY PROGRAM		
45	Income Security—Program expenditures including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan	61,975,000	
	FITNESS AND AMATEUR SPORT PROGRAM		
50	Fitness and Amateur Sport—Operating expenditures	7,476,000	
55	Fitness and Amateur Sport—Contributions	54,118,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL			
MINISTÈRE			
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE			
1	Administration centrale—Dépenses du Programme, les subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	61,534,000	
PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ			
5	Services et promotion de la santé—Dépenses de fonctionnement	35,473,000	
10	Services et promotion de la santé—Subventions inscrites au Budget et contributions	36,723,000	
PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX			
15	Services sociaux—Dépenses de fonctionnement	13,279,000	
20	Services sociaux—Subventions inscrites au Budget et contributions; autorisation d'effectuer des paiements aux provinces aux termes des accords approuvés par le gouverneur en conseil et devant être conclus entre le Canada et les provinces, et sous réserve des règlements pouvant être établis à l'égard des paiements par le gouverneur en conseil qui couvrent partiellement le coût des services offerts dans les provinces aux jeunes contrevenants qui étaient sous la garde des autorités provinciales avant la proclamation de la <i>Loi sur les jeunes contrevenants</i> le 2 avril 1984 et qui ne sont pas visés par cette Loi, et qui relèvent des autorités correctionnelles au lieu des autorités de l'aide à l'enfance ou sont sous la garde de ces dernières, mais ne sont pas assujettis à un décret du secrétaire provincial ordonnant que les jeunes délinquants soient traités en vertu de la loi de l'aide à l'enfance de la province en cause	125,688,000	
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX			
25	Services médicaux—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	440,875,000	
30	Services médicaux—Dépenses en capital	28,365,000	
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ			
35	Protection de la santé—Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget ...	117,888,000	
40	Protection de la santé—Dépenses en capital	21,491,000	
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU			
45	Sécurité du revenu—Dépenses du Programme y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	61,975,000	
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR			
50	Condition physique et sport amateur—Dépenses de fonctionnement	7,476,000	
55	Condition physique et sport amateur—Contributions	54,118,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE (Concluded)	\$	\$
	DEPARTMENT (Concluded)		
	XV OLYMPIC WINTER GAMES PROGRAM		
60	XV Olympic Winter Games—Program expenditures	1,927,000	1,006,812,000
	MEDICAL RESEARCH COUNCIL		
65	Medical Research Council—Operating expenditures	3,891,000	182,222,000
70	Medical Research Council—The grants listed in the Estimates	178,331,000	
	NATIONAL REVENUE		
	CUSTOMS AND EXCISE		
1	Customs and Excise—Operating expenditures	417,995,000	429,013,000
5	Customs and Excise—Capital expenditures	11,018,000	
	TAXATION		
10	Taxation—Operating expenditures, contributions and recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan and the Unemployment Insurance Act, 1971</i>	763,482,000	784,926,000
15	Taxation—Capital expenditures	21,444,000	
	PARLIAMENT		
	THE SENATE		
1	The Senate—Program expenditures including an allowance in lieu of residence to the Speaker of the Senate, the grants listed in the Estimates and contributions		21,213,000
	HOUSE OF COMMONS		
5	House of Commons—Program expenditures including allowances in lieu of residence to the Speaker of the House of Commons, and in lieu of an apartment to the Deputy Speaker of the House of Commons, payments in respect of the cost of operating Members' constituency offices, the grants listed in the Estimates and contributions ...		132,495,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL (Fin)			
MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DES XV ^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER			
60	XV ^{es} Jeux Olympiques d'hiver—Dépenses du Programme	1,927,000	1,006,812,000
CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES			
65	Conseil de recherches médicales—Dépenses de fonctionnement	3,891,000	182,222,000
70	Conseil de recherches médicales—Subventions inscrites au Budget	178,331,000	
REVENU NATIONAL			
DOUANES ET ACCISE			
1	Douanes et Accise—Dépenses de fonctionnement	417,995,000	429,013,000
5	Douanes et Accise—Dépenses en capital	11,018,000	
IMPÔT			
10	Impôt—Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i>	763,482,000	784,926,000
15	Impôt—Dépenses en capital	21,444,000	
PARLEMENT			
SÉNAT			
1	Sénat—Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, subventions inscrites au Budget et contributions		21,213,000
CHAMBRE DES COMMUNES			
5	Chambre des communes—Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le Vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au Budget et contributions		132,495,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	PARLIAMENT (Concluded)	\$	\$
	LIBRARY OF PARLIAMENT		
10	Library of Parliament—Program expenditures		11,466,000
	PRIVY COUNCIL		
	DEPARTMENT		
1	Privy Council—Program expenditures, including the operation of the Prime Minister's residence; the payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a Minister without Portfolio or a Minister of State who does not preside over a Ministry of State of a salary equal to the salary paid to Ministers of State who preside over Ministries of State under the Salaries Act, as adjusted pursuant to the <i>Senate and House of Commons Act</i> and pro rata for any period less than a year; the grant listed in the Estimates and contribution		41,418,000
	CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT		
5	Canadian Intergovernmental Conference Secretariat—Program expenditures		2,959,000
	CHIEF ELECTORAL OFFICER		
10	Chief Electoral Officer—Program expenditures		2,125,000
	COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES		
15	Commissioner of Official Languages—Program expenditures		10,191,000
	ECONOMIC COUNCIL OF CANADA		
20	Economic Council of Canada—Program expenditures		8,537,000
	PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS BOARD		
25	Public Service Staff Relations Board—Program expenditures		8,492,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	PARLEMENT (Fin)		
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10	Bibliothèque du Parlement—Dépenses du Programme		11,466,000
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1	Conseil privé—Dépenses du Programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Sénat et la Chambre des communes</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; subvention inscrite au Budget et contribution		41,418,000
	SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
5	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes—Dépenses du Programme		2,959,000
	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
10	Directeur général des élections—Dépenses du Programme		2,125,000
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES		
15	Commissaire aux langues officielles—Dépenses du Programme		10,191,000
	CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA		
20	Conseil économique du Canada—Dépenses du Programme		8,537,000
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
25	Commission des relations de travail dans la Fonction publique—Dépenses du Programme		8,492,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PRIVY COUNCIL (Concluded)		
	SECURITY INTELLIGENCE REVIEW COMMITTEE		
30	Security Intelligence Review Committee—Program expenditures		1,220,000
	PUBLIC WORKS		
	DEPARTMENT		
	ACCOMMODATION PROGRAM		
1	Accommodation—Operating expenditures including the provision on a recoverable basis of accommodation for the purposes of the <i>Canada Pension Plan Act</i> and the <i>Unemployment Insurance Act, 1971</i> and authority to spend revenue received during the year	579,083,000	
5	Accommodation—Capital expenditures including expenditures on works on other than federal property and authority to reimburse tenants of federal property for improvements authorized by the Minister	157,866,000	
10	Payments to Canada Museums Construction Corporation Inc. in respect of operating and capital expenditures for the construction of the National Gallery of Canada and the Canadian Museum of Civilization	57,759,000	
	GOVERNMENT REALTY ASSETS SUPPORT PROGRAM		
15	Government Realty Assets Support—Operating expenditures, and assistance to the Ottawa Civil Service Recreation Association in the form of maintenance services in respect of the W. Clifford Clark Memorial Centre in Ottawa and the grants listed in the Estimates and contributions, including grants to municipalities in accordance with the <i>Municipal Grants Act</i> in respect of taxation years ending on or before December 31, 1979; and (a) subject to terms and conditions approved by the Governor in Council, grants to municipalities in lieu of development and redevelopment taxes of general application that are imposed or levied by a municipality for financing the capital cost of services, where a benefit is derived by federal property; (b) grants to provinces, to be calculated in the same manner as grants to municipalities under the <i>Municipal Grants Act</i> , in respect of federal property situated therein, where a real estate tax has been imposed or levied on property by a province for a taxation year ending on or before December 31, 1979 to finance services that are ordinarily provided throughout Canada by municipalities; and (c) to authorize payments in respect of certain property prescribed as federal property for the 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 and 1979 tax years of municipalities...	37,308,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	CONSEIL PRIVÉ (Fin)		
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
30	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité—Dépenses du Programme		1,220,000
	TRAVAUX PUBLICS		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DU LOGEMENT		
1	Logement—Dépenses de fonctionnement, y compris la fourniture de locaux sur une base de recouvrement des frais, aux fins du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i> et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année	579,083,000	
5	Logement—Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre	157,866,000	
10	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée canadien des civilisations	57,759,000	
	PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE		
15	Soutien à la gestion immobilière fédérale—Dépenses de fonctionnement et aide à l'Association récréative du Service civil d'Ottawa sous forme de services d'entretien relativement au Centre commémoratif W. Clifford Clark et subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les subventions aux municipalités conformément à la <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i> relativement aux années d'imposition se terminant le ou avant le 31 décembre 1979; et a) sous réserve des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, subventions aux municipalités en remplacement des impôts d'application générale d'aménagement et de réaménagement qu'une municipalité impose ou prélève afin de financer le coût en capital des services, lorsque des biens du gouvernement fédéral en bénéficient; b) subventions aux provinces, devant être calculées de la même manière que les subventions aux municipalités aux termes de la <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i> , à l'égard de biens du gouvernement fédéral situés dans ces provinces, lorsqu'une taxe sur les biens immobiliers a été imposée ou prélevée sur des biens par une province relativement à une année d'imposition se terminant le ou avant le 31 décembre 1979 pour financer des services que les municipalités assurent ordinairement dans tout le Canada; et c) pour autoriser des paiements relativement à certains biens établis comme étant des biens fédéraux pour les années d'imposition 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 des municipalités	37,308,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PUBLIC WORKS (Continued)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	GOVERNMENT REALTY ASSETS SUPPORT PROGRAM (Concluded)		
20	Government Realty Assets Support—Capital expenditures	12,219,000	
25	Payments to Canada Lands Company (Mirabel) Limited for operating and capital expenditures	3,797,000	
30	Payments to Canada Lands Company (Le Vieux-Port de Montréal) Limited for operating and capital expenditures	7,800,000	
	MARINE TRANSPORTATION AND RELATED ENGINEERING WORKS PROGRAM		
35	Marine Transportation and Related Engineering Works—Program expenditures including expenditures on works on other than federal property	7,160,000	
	LAND TRANSPORTATION AND OTHER ENGINEERING WORKS PROGRAM		
40	Land Transportation and Other Engineering Works—Operating expenditures	29,176,000	
45	Land Transportation and Other Engineering Works—Capital expenditures including expenditures on works on other than federal property	21,261,000	
			913,429,000
	CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION		
50	To reimburse Canada Mortgage and Housing Corporation for the amounts of loans forgiven, grants, contributions and expenditures made, and losses, costs and expenses incurred under the provisions of the <i>National Housing Act</i> or in respect of the exercise of powers or the carrying out of duties or functions conferred on the Corporation pursuant to the authority of any Act of the Parliament of Canada other than the <i>National Housing Act</i> , in accordance with the Corporation's authority under the <i>Canada Mortgage and Housing Corporation Act</i>	1,703,497,000	
L55	Advances to Canada Mortgage and Housing Corporation for the acquisition, servicing, development, construction or improvement of land or buildings as provided by Section 55 of the <i>National Housing Act</i>	9,000,000	
L60	Advances to Canada Mortgage and Housing Corporation for loans approved under Section 37.1 of the <i>National Housing Act</i>	10,500,000	
			1,722,997,000
	NATIONAL CAPITAL COMMISSION		
65	Payment to the National Capital Commission for operating expenditures	53,793,000	
70	Payment to the National Capital Commission for capital expenditures and for contributions to local municipalities and other authorities in respect of the cost of projects of those municipalities or authorities	26,491,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRAVAUX PUBLICS (Suite)		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE (Fin)		
20	Soutien à la gestion immobilière fédérale—Dépenses en capital	12,219,000	
25	Paievements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	3,797,000	
30	Paievements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	7,800,000	
	PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE		
35	Transport maritime et travaux connexes de génie—Dépenses du Programme, y compris des dépenses pour des travaux sur des propriétés autres que fédérales	7,160,000	
	PROGRAMME DE LA VOIRIE ET DES AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE		
40	Voirie et autres travaux de génie—Dépenses de fonctionnement	29,176,000	
45	Voirie et autres travaux de génie—Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	21,261,000	
			913,429,000
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
50	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	1,703,497,000	
L55	Avances consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vue de l'acquisition, de la viabilisation, de l'aménagement, de la construction ou de l'amélioration de terrains ou de bâtiments, conformément à l'article 55 de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	9,000,000	
L60	Avances versées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour les prêts approuvés selon les dispositions de l'article 37.1 de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	10,500,000	
			1,722,997,000
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
65	Paievement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement	53,793,000	
70	Paievement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital et les contributions aux municipalités locales et autres autorités en ce qui concerne le coût des projets de ces municipalités ou autorités	26,491,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PUBLIC WORKS (Concluded)		
	NATIONAL CAPITAL COMMISSION (Concluded)		
75	Payment to the National Capital Commission for grants and contributions including contributions to local municipalities or authorities and other organizations to encourage bilingualism in the National Capital Region	11,977,000	
			92,261,000
	REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION		
	DEPARTMENT		
1	Regional Industrial Expansion—Operating expenditures	201,010,466	
5	Regional Industrial Expansion—Textile and Clothing Board—Operating expenditures	1,361,721	
10	Regional Industrial Expansion—The grants listed in the Estimates and contributions	1,084,590,000	
15	Payments to Canadian Patents and Development Limited	756,000	
L20	Authority, in accordance with terms and conditions prescribed by regulations of the Governor in Council, (a) to take, purchase, exercise, assign or sell, on behalf of Her Majesty in Right of Canada, a stock option in a company in connection with the provision of a loan, insurance of a loan, or contribution made to the company by Her Majesty under a program authorized by the Governor in Council where, in the opinion of the Minister, (i) it is necessary to take, purchase, exercise, assign or sell the stock option in order to permit Her Majesty in Right of Canada to benefit from the purchase; or (ii) it is necessary to take, purchase, exercise, assign or sell, the stock option in order to protect the Crown's interest in respect of a loan made or insured, or contribution made; and (b) to authorize the sale or other disposition of any capital stock so acquired	300,000	
L25	Loans in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council to persons engaged or about to engage in or assisting manufacturing, processing or service industries in Canada in order to promote the establishment, improvement, growth, efficiency or international competitiveness of such industries or to assist them in their financial restructuring	500,000	
			1,288,518,187
	CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION		
30	Payments to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation for capital expenditures, rehabilitating and developing its coal and railway operations	30,000,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	TRAVAUX PUBLICS (Fin)	\$	\$
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE (Fin)		
75	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et à d'autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la Capitale nationale	11,977,000	92,261,000
	EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		
	MINISTÈRE		
1	Expansion industrielle régionale—Dépenses de fonctionnement	201,010,466	
5	Expansion industrielle régionale—Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement	1,361,721	
10	Expansion industrielle régionale—Subventions inscrites au Budget et contributions	1,084,590,000	
15	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	756,000	
L20	Pour autoriser, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil, a) l'acquisition, l'achat, l'utilisation, la cession ou la vente, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, d'actions d'une société dans le cadre d'un prêt, d'une assurance-prêt ou d'une contribution accordée à cette société par Sa Majesté en vertu d'un programme autorisé par le gouverneur en conseil lorsque, de l'avis du ministre, (i) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces actions pour que Sa Majesté la Reine du chef du Canada puisse en profiter; ou (ii) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces actions pour préserver les intérêts de l'État dans le cadre d'un prêt versé ou assuré ou d'une contribution accordée; et b) la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis	300,000	
L25	Prêts, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil à toute personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer ou qui aide à une activité de fabrication ou de transformation ou à des industries de services au Canada afin d'y favoriser la mise sur pied, la modernisation, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité sur le plan international ou de les aider dans leur restructuration financière	500,000	1,288,518,187
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
30	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	30,000,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION (Concluded)		
	CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION (Concluded)		
35	Payments to the Cape Breton Development Corporation for the purposes of Section 22 and 23 of the <i>Cape Breton Development Corporation Act</i>	10,600,000	40,600,000
	FEDERAL BUSINESS DEVELOPMENT BANK		
40	Payments to the Federal Business Development Bank for the purposes of Sections 21, 22 and 23 of the <i>Federal Business Development Bank Act</i>		27,019,000
	INVESTMENT CANADA		
45	Investment Canada—Program expenditures		8,369,000
	SCIENCE AND TECHNOLOGY		
	MINISTRY OF STATE		
1	Science and Technology—Operating expenditures	14,022,500	
5	Science and Technology—The grants listed in the Estimates and contributions	22,276,000	36,298,500
	NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA		
10	National Research Council of Canada—Operating expenditures	221,637,000	
15	National Research Council of Canada—Capital expenditures	60,636,000	
20	National Research Council of Canada—The grants listed in the Estimates and contributions	124,507,000	406,780,000
	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL		
25	Natural Sciences and Engineering Research Council—Operating expenditures	13,082,000	
30	Natural Sciences and Engineering Research Council—The grants listed in the Estimates	340,471,000	353,553,000
	SCIENCE COUNCIL OF CANADA		
35	Science Council of Canada—Program expenditures		2,550,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE (Fin)		
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON (Fin)		
35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton aux fins des articles 22 et 23 de la <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i>	10,600,000	40,600,000
	BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT		
40	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la <i>Loi sur la Banque fédérale de développement</i>		27,019,000
	INVESTISSEMENT CANADA		
45	Investissement Canada—Dépenses du Programme		8,369,000
	SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
	MINISTÈRE D'ÉTAT		
1	Sciences et Technologie—Dépenses de fonctionnement	14,022,500	
5	Sciences et Technologie—Subventions inscrites au Budget et contributions	22,276,000	36,298,500
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
10	Conseil national de recherches du Canada—Dépenses de fonctionnement	221,637,000	
15	Conseil national de recherches du Canada—Dépenses en capital	60,636,000	
20	Conseil national de recherches du Canada—Subventions inscrites au Budget et contributions	124,507,000	406,780,000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
25	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Dépenses de fonctionnement	13,082,000	
30	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Subventions inscrites au Budget	340,471,000	353,553,000
	CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA		
35	Conseil des sciences du Canada—Dépenses du Programme		2,550,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	SECRETARY OF STATE	\$	\$
	DEPARTMENT		
1	Secretary of State—Operating expenditures	179,882,000	
5	Secretary of State—The grants listed in the Estimates and contributions	364,385,500	
			544,267,500
	ADVISORY COUNCIL ON THE STATUS OF WOMEN		
10	Advisory Council on the Status of Women—Program expenditures		3,241,000
	PUBLIC SERVICE COMMISSION		
15	Public Service Commission—Program expenditures		118,031,000
	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL		
20	Social Sciences and Humanities Research Council—Operating expenditures	5,255,000	
25	Social Sciences and Humanities Research Council—The grants listed in the Estimates	66,485,000	
			71,740,000
	STATUS OF WOMEN—OFFICE OF THE CO-ORDINATOR		
30	Status of Women—Office of the Co-ordinator—Program expenditures		2,917,000
	SOLICITOR GENERAL		
	DEPARTMENT		
1	Solicitor General—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions		24,664,000
	CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE		
5	Canadian Security Intelligence Service—Program expenditures		148,592,000
	CORRECTIONAL SERVICE		
10	Correctional Service—Penitentiary Service and National Parole Service—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions; and (a) authority to pay into the Inmate Welfare Fund revenue derived during the year from projects operated by inmates and financed by the said Fund;		

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SECRETARIAT D'ÉTAT			
MINISTÈRE			
1	Secrétariat d'État—Dépenses de fonctionnement	179,882,000	
5	Secrétariat d'État—Subventions inscrites au Budget et contributions	364,385,500	544,267,500
CONSEIL CONSULTATIF SUR LA SITUATION DE LA FEMME			
10	Conseil consultatif sur la situation de la femme—Dépenses du Programme		3,241,000
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE			
15	Commission de la Fonction publique—Dépenses du Programme		118,031,000
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES			
20	Conseil de recherches en sciences humaines—Dépenses de fonctionnement	5,255,000	
25	Conseil de recherches en sciences humaines—Subventions inscrites au Budget	66,485,000	71,740,000
CONDITION FÉMININE—BUREAU DE LA COORDONNATRICE			
30	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice—Dépenses du Programme		2,917,000
SOLLICITEUR GÉNÉRAL			
MINISTÈRE			
1	Solliciteur général—Dépenses du Programme, les subventions inscrites au Budget et contributions		24,664,000
SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ			
5	Service canadien du renseignement de sécurité—Dépenses du Programme		148,592,000
SERVICE CORRECTIONNEL			
10	Service correctionnel—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions; et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite caisse;		

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	SOLICITOR GENERAL (Concluded)	\$	\$
	CORRECTIONAL SERVICE (Concluded)		
	(b) authority to operate canteens in federal institutions and to deposit revenue from sales into the Inmate Welfare Fund;		
	(c) payments in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, to or on behalf of discharged inmates who suffer physical disability caused by participation in normal program activity in federal institutions, and to dependents of deceased inmates and ex-inmates whose death resulted from participation in normal program activity in federal institutions; and		
	(d) authority for the Minister, subject to the approval of the Governor in Council, to enter into an agreement with any province for the confinement in institutions of that province of any persons sentenced or committed to a penitentiary, for compensation for the maintenance of such persons and for payment in respect of the construction and related costs of such institutions	633,678,000	
15	Correctional Service—Penitentiary Service and National Parole Service—Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies	121,195,000	754,873,000
	NATIONAL PAROLE BOARD		
20	National Parole Board—Program expenditures		16,506,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE		
25	Law Enforcement—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions and authority to spend revenue received during the year	757,661,000	
30	Law Enforcement—Capital expenditures	107,270,000	864,931,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE EXTERNAL REVIEW COMMITTEE		
35	Royal Canadian Mounted Police External Review Committee—Program expenditures		911,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (Fin)		
	SERVICE CORRECTIONNEL (Fin)		
	<ul style="list-style-type: none"> b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements 	633,678,000	
15	Service correctionnel—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	121,195,000	754,873,000
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
20	Commission nationale des libérations conditionnelles—Dépenses du Programme		16,506,000
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
25	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	757,661,000	
30	Application de la loi—Dépenses en capital	107,270,000	864,931,000
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
35	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada—Dépenses du Programme		911,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
SUPPLY AND SERVICES			
DEPARTMENT			
1	Supply and Services—Program expenditures and contributions including: (a) recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan, the <i>Unemployment Insurance Act of 1971</i> , and the Supply Revolving Fund; (b) expenditures on behalf of government departments and agencies for Unsolicited Research and Development Proposals and authority to make commitments during the fiscal year of \$27,600,000 in respect of such proposals; and (c) authority to spend revenue received during the year.....	260,165,200	
5	Supply and Services—Capital expenditures	5,007,000	265,172,200
STATISTICS CANADA			
10	Statistics Canada—Program expenditures, the grants listed in the Estimates, and authority to spend revenue received during the year		196,904,000
TRANSPORT			
DEPARTMENT			
1	Transport—Operating expenditures, and (a) authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed on behalf of individuals, outside agencies and other governments, in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in navigation, including navigational aids, and shipping; (b) authority to make expenditures on other than federal property in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics; (c) authority for the payment of commissions for revenue collection pursuant to the <i>Aeronautics Act</i> ; (d) subject to paragraph (e), authority to spend revenue received during the year excluding that received from activities under the Surface Transportation Act; and (e) authority to spend revenue received during the year in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics of an amount equal in the opinion of the Minister of National Revenue, to the net amount received during the year from the air transportation tax payable under Part II of the <i>Excise Tax Act</i> minus the portion thereof credited to the Airports Revolving Fund.....	630,870,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES			
MINISTÈRE			
1	Approvisionnement et Services—Dépenses du Programme et contributions y compris: a) les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i> , du fonds renouvelable des approvisionnements; b) dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux pour les soumissions de recherche et de développement spontanées et autorisation de prendre durant l'exercice financier en cours des engagements d'un montant de \$27,600,000 à l'égard desdites soumissions; et c) autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	260,165,200	
5	Approvisionnement et Services—Dépenses en capital	5,007,000	
			265,172,200
STATISTIQUE CANADA			
10	Statistique Canada—Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget, et autorisation de dépenser les recettes de l'année		196,904,000
TRANSPORTS			
MINISTÈRE			
1	Transports—Dépenses de fonctionnement et a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; d) sous réserve de l'alinéa e), autorisation de dépenser les recettes de l'année, sauf celles provenant d'activités ayant lieu dans le cadre de l'activité des transports de surface; et e) autorisation de dépenser un montant de recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'année, de l'impôt à payer en vertu de la partie II de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> , moins la partie de cette somme qui est créditée au fonds renouvelable des aéroports	630,870,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT (Continued)		
	DEPARTMENT (Continued)		
5	Transport—Capital expenditures including contributions to provinces or municipalities, local or private authorities towards construction done by those bodies	606,917,000	
10	Transport—The grants listed in the Estimates and contributions including payments to supplement pension allowances under the <i>Intercolonial and Prince Edward Island Railway Employees' Provident Fund Act</i>	329,080,968	
15	Payment to the Canarctic Shipping Company Limited to be applied by the Company in the payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company during the calendar year 1988	4,751,000	
20	Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc. to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Corporation (exclusive of depreciation on capital structures and reserves) in the operation of the Jacques Cartier and Champlain Bridges, Montreal	7,693,000	
25	Payment to the Canada Ports Corporation for development of port facilities at the Port of Sept-Îles, Quebec	457,000	
30	Payments to Marine Atlantic Inc. for transportation activities including the following water transportation services pursuant to contracts with Her Majesty; (a) Newfoundland ferries and terminals; Newfoundland coastal service and terminals; Prince Edward Island ferries and terminals; Yarmouth, N.S.—The New England States, U.S.A. ferries and terminals; Digby—Saint John ferries and terminals; and (b) rail/water and narrow gauge/standard interface, ferries and terminals	133,185,000	
35	Payments to VIA Rail Canada Inc. in respect of the costs of the management of the Company, payments for capital purposes and payments for the provision of rail passenger services in Canada in accordance with contracts entered into pursuant to subparagraph (c) (i) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i> , and payments to a railway company for the prescribed portion of the costs incurred by the company for the provision of income maintenance benefits, layoff benefits, relocation expenses, early retirement benefits, severance benefits and other benefits to its employees where such costs are incurred as a result of the implementation of the provisions of the contract or discontinuance of a rail passenger service pursuant to subparagraph (c) (ii) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i>	611,925,000	
40	Payments to the St. Lawrence Seaway Authority in respect of an enhanced maintenance program for the Welland Canal including necessary capital expenditures	25,400,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Suite)		
	MINISTÈRE (Suite)		
5	Transports—Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales, des entrepreneurs privés	606,917,000	
10	Transports—Les subventions inscrites au Budget et les contributions, y compris les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévus dans la <i>Loi sur la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard</i>	329,080,968	
15	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la compagnie pour l'année civile 1988	4,751,000	
20	Paiement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal	7,693,000	
25	Paiement à la Société canadienne des ports pour le développement d'installations au port de Sept-Îles (Québec)	457,000	
30	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants: a) traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N. -É.) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États- Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint John et terminus; et b) jonction de transports ferroviaires et maritimes et jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, traversiers et terminus	133,185,000	
35	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus au sous-alinéa c) (i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977</i> portant affectation de crédits, et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire voyageurs, conformément au sous-alinéa c) (ii) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977</i> portant affectation de crédits	611,925,000	
40	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un programme d'entretien accru pour le canal Welland y compris des dépenses d'immobilisations nécessaires	25,400,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
45	Payments to reimburse, in accordance with regulations prescribed by the Governor in Council, Canadian National Railway Company for the prescribed portion of the costs incurred by it for benefits provided to its adversely affected employees in respect of changes of a permanent nature arising from the rationalization of railway operations provided by the Terra Transport Division of Canadian National Railway Company, in Newfoundland and implemented in accordance with government approved plans for the provision of Newfoundland transportation services	116,000	
L50	Loan to St. John's Port Corporation for port improvements	1,000,000	
			2,351,394,968
	CANADIAN AVIATION SAFETY BOARD		
55	Canadian Aviation Safety Board—Program expenditures		15,472,000
	CIVIL AVIATION TRIBUNAL		
60	Civil Aviation Tribunal—Program expenditures		1,008,000
	GRAIN TRANSPORTATION AGENCY ADMINISTRATOR		
65	Grain Transportation Agency Administrator—Operating expenditures	2,791,000	
70	Grain Transportation Agency Administrator—Contributions	16,582,000	
			19,373,000
	NATIONAL TRANSPORTATION AGENCY		
75	National Transportation Agency—Operating expenditures	37,585,000	
80	National Transportation Agency—Contributions	24,375,000	
			61,960,000
	NORTHERN PIPELINE AGENCY		
85	Northern Pipeline Agency—Program expenditures		356,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
45	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par elle relativement aux avantages accordés à ses employés qui sont affectés de façon défavorable par des changements permanents découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve	116,000	
L50	Prêt à la Société du port de St. John's pour des améliorations du port	1,000,000	2,351,394,968
	BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE		
55	Bureau canadien de la sécurité aérienne—Dépenses du Programme		15,472,000
	TRIBUNAL DE L'AVIATION CIVILE		
60	Tribunal de l'aviation civile—Dépenses du Programme		1,008,000
	ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN		
65	Administrateur de l'Office du transport du grain—Dépenses de fonctionnement	2,791,000	
70	Administrateur de l'Office du transport du grain—Contributions	16,582,000	19,373,000
	OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS		
75	Office national des transports—Dépenses de fonctionnement	37,585,000	
80	Office national des transports—Contributions	24,375,000	61,960,000
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
85	Administration du pipe-line du Nord—Dépenses du Programme		356,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	TREASURY BOARD	\$	\$
	SECRETARIAT		
	CENTRAL ADMINISTRATION OF THE PUBLIC SERVICE PROGRAM		
1	Central Administration of the Public Service—Program expenditures and the grants listed in the Estimates	63,184,000	
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
5	Government Contingencies—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes for payroll and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for including awards under the <i>Public Servants Inventions Act</i> and authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations	360,000,000	
10	Employment Initiatives—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes and to provide resources to cover costs in connection with the employment of persons and the summer employment of and summer activities for students ..	180,000,000	
	EMPLOYER CONTRIBUTIONS TO INSURANCE PLANS PROGRAM		
15	Government's contributions to surgical-medical and other insurance payments, premiums and taxes determined on such bases and paid in respect of such persons and their dependents as Treasury Board prescribes who are described in Finance Vote 124, <i>Appropriation Act No. 6, 1960</i> , Finance Vote 85a, <i>Appropriation Act No. 5, 1963</i> and Finance Vote 20b, <i>Appropriation Act No. 10, 1964</i> and Government's contribution to pension plans, death benefit plans, and social security programs, health and other insurance plans for employees engaged locally outside Canada, and to provide for the return to employees of their share of the premium reduction under subsection 64(4) of the <i>Unemployment Insurance Act, 1971</i>	300,422,000	
	TEMPORARY ASSIGNMENTS PROGRAM		
20	Temporary Assignments—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year	366,000	
			903,972,000
	COMPTROLLER GENERAL		
25	Comptroller General—Program expenditures		11,799,000
	PRIVATIZATION AND REGULATORY AFFAIRS		
30	Privatization and Regulatory Affairs—Program expenditures		17,487,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
CONSEIL DU TRÉSOR			
SECRETARIAT			
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE			
1	Administration centrale de la fonction publique—Dépenses du Programme et subventions inscrites au Budget	63,184,000	
PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE			
5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	360,000,000	
10	Projets de création d'emplois—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	180,000,000	
PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE			
15	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124(Finances) de la <i>Loi des subsides n° 6 de 1960</i> , au crédit 85a (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , et au crédit 20b (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 10 de 1964</i> , et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pouvoir pour le remboursement aux employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i>	300,422,000	
PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES			
20	Affectations temporaires—Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	366,000	
			903,972,000
CONTRÔLEUR GÉNÉRAL			
25	Contrôleur général—Dépenses du Programme		11,799,000
PRIVATISATION ET AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES			
30	Privatisation et affaires réglementaires—Dépenses du Programme		17,487,000

SCHEDULE A—Concluded

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
VETERANS AFFAIRS			
VETERANS AFFAIRS PROGRAM			
1	Veterans Affairs—Operating expenditures; upkeep of property, including engineering and other investigatory planning expenses that do not add tangible value to real property, taxes, insurance and maintenance of public utilities; to authorize, subject to the approval of the Governor in Council, necessary remedial work on properties constructed under individual firm price contracts and sold under the <i>Veterans' Land Act</i> , to correct defects for which neither the veteran nor the contractor can be held financially responsible, and such other work on other properties as may be required to protect the interest of the Director therein	332,968,200	
5	Veterans Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of Treasury Board	1,285,488,000	
CANADIAN PENSION COMMISSION PROGRAM			
10	Canadian Pension Commission—Program expenditures	3,560,000	
BUREAU OF PENSIONS ADVOCATES PROGRAM			
15	Bureau of Pensions Advocates—Program expenditures	5,122,000	
VETERANS APPEAL BOARD PROGRAM			
20	Veterans Appeal Board—Program expenditures	2,219,000	
			1,629,357,200
			40,999,043,843

ANNEXE A—Fin

N° du crédit	Service	Montant	Total
	AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	\$	\$
	PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
1	Affaires des anciens combattants—Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède	332,968,200	
5	Affaires des anciens combattants—Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1,285,488,000	
	PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS		
10	Commission canadienne des pensions—Dépenses du Programme	3,560,000	
	PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
15	Bureau de services juridiques des pensions—Dépenses du Programme	5,122,000	
	PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS		
20	Tribunal d'appel des anciens combattants—Dépenses du Programme	2,219,000	
			1,629,357,200
			40,999,043,843

SCHEDULE B

Based on the Supplementary Estimates (A), 1988-89. The amount hereby granted is \$113,900,000.00 being the total of the amount of the item in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUM granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1989, and the purpose for which it is granted.

Vote No.	Service	Amount	Total
	AGRICULTURE DEPARTMENT GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM	\$	\$
45a	Grains and Oilseeds—The grants listed in the Estimates	113,900,000	113,900,000

ANNEXE B

D'après le Budget des dépenses supplémentaire (A) de 1988-1989. Le montant accordé par les présentes est de \$113,900,000.00 soit le total du poste dudit Budget que contient la présente annexe.
SOMME accordée par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 1989 et fin à laquelle elle est accordée.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
45a	Céréales et oléagineux — Subventions inscrites au Budget	113,900,000	113,900,000

C-139

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

C-139

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-139

PROJET DE LOI C-139

An Act to amend the Income Tax Act, the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977 and certain related Acts

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et certaines lois connexes

First reading, June 30, 1988

Première lecture le 30 juin 1988

THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-139

BILL C-139

An Act to amend the Income Tax Act, the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977 and certain related Acts

Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et certaines lois connexes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

PART I

PARTIE I

INCOME TAX ACT

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

R.S. 1952, c. 148; 1970-71-72, c. 63; 1972, c. 9; 1973-74, cc. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, cc. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95; 1976-77, cc. 4, 10, 54; 1977-78, cc. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, c. 5; 1979, c. 5; 1980-81-82-83, cc. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140; 1984, cc. 1, 19, 31, 45; 1985, c. 45; 1986, cc. 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, cc. 45, 46

S.R. 1952, ch. 148; 1970-71-72, ch. 63; 1972, ch. 9; 1973-74, ch. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, ch. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95; 1976-77, ch. 4, 10, 54; 1977-78, ch. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, ch. 5; 1979, ch. 5; 1980-81-82-83, ch. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140; 1984, ch. 1, 19, 31, 45; 1985, ch. 45; 1986, ch. 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, ch. 45, ch. 46

1. (1) All that portion of subparagraph 6(1)(b)(vii) of the *Income Tax Act* preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1. (1) Le passage du sous-alinéa 5 6(1)(b)(vii) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* 5 qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Income Tax Act, the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977 and certain related Acts".

EXPLANATORY NOTES

These amendments would implement the Ways and Means Motion to amend the Income Tax Act, the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977 and certain related Acts notice of which was tabled in the House of Commons by the Minister of Finance on June 13, 1988.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et certaines lois connexes».

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi met en œuvre la résolution des voies et moyens visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et certaines lois connexes dont avis a été déposé par le ministre d'État (Finances) à la Chambre des communes le 13 juin 1988.

PART I

Income Tax Act

Clause 1: (1) The relevant portion of subparagraph 6(1)(b)(vii) at present reads as follows:

PARTIE I

Loi de l'impôt sur le revenu

Article 1, (1). — Texte actuel du passage visé du sous-alinéa 6(1)b)(vii) :

“(vii) allowances (not in excess of reasonable amounts) for travelling expenses (other than allowances for the use of a motor vehicle) received by an employee (other than an employee employed in connection with the selling of property or negotiating of contracts for his employer) from his employer for travelling away from”

«(vii) les allocations — n'excédant pas des montants raisonnables — pour frais de déplacement (à l'exception des allocations pour l'usage d'un véhicule à moteur) qu'un employé — dont l'emploi n'est pas relié à la vente de biens ou à la négociation de contrats pour son employeur — a reçues de son employeur pour voyager à l'extérieur :»

(2) Paragraph 6(1)(b) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subparagraph (vii) thereof, the following paragraph:

(2) L'alinéa 6(1)b) de la même loi est modifié par insertion, après le sous-alinéa (vii), de ce qui suit :

“(vii.1) allowances, (not in excess of reasonable amounts) for the use of a motor vehicle received by an employee (other than an employee employed in connection with the selling of property or negotiating of contracts for his employer) from his employer for travelling in the performance of the duties of his office or employment,”

«(vii.1) les allocations — n'excédant pas des montants raisonnables — pour l'usage d'un véhicule à moteur qu'un employé — dont l'emploi n'est pas relié à la vente de biens ou à la négociation de contrats pour son employeur — a reçues de son employeur pour voyager dans l'accomplissement des fonctions de sa charge ou de son emploi,»

(3) Paragraph 6(1)(b) of the said Act is further amended by adding thereto the following:

(3) L'alinéa 6(1)b) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

“and, for the purposes of subparagraphs (v), (vi) and (vii.1), an allowance received in the year by the taxpayer for use of a motor vehicle in connection with or in the course of his office or employment shall be deemed to be in excess of a reasonable amount

«pour l'application des sous-alinéas (v), (vi) et (vii.1), une allocation reçue dans l'année par le contribuable pour usage d'un véhicule à moteur dans l'accomplissement des fonctions de sa charge ou de son emploi est considérée comme excédant un montant raisonnable dans les cas suivants :

(x) where the measurement of the use of the vehicle for the purpose of the allowance is not based solely on the number of kilometres for which the motor vehicle is used in connection with or in the course of his office or employment, or

(x) l'usage du véhicule aux fins de l'allocation n'est pas uniquement évalué en fonction du nombre de kilomètres parcourus en utilisant le véhicule dans l'accomplissement des fonctions de la charge ou de l'emploi,

(xi) where the taxpayer both receives an allowance in respect of the use of the motor vehicle in connection with or in the course of his office or employment and is reimbursed in whole or in part for expenses in respect of the same use;”

(xi) le contribuable, à la fois, reçoit une allocation pour usage du véhicule à moteur dans l'accomplissement des fonctions de sa charge ou de son emploi et est remboursé de tout ou partie de ses dépenses pour le même usage;»

"(vii) allowances (not in excess of reasonable amounts) for travelling expenses received by an employee (other than an employee employed in connection with the selling of property or negotiating of contracts for his employer) from his employer if they were computed by reference to time actually spent by the employee travelling away from"

«(vii) les allocations (ne dépassant pas des sommes raisonnables) pour frais de déplacement qu'un employé (autre qu'une personne dont l'emploi est relié à la vente de biens ou à la négociation de contrats pour son employeur) a reçues de son employeur, si elles ont été calculées en fonction du temps qu'a véritablement passé l'employé à voyager à l'extérieur»

(2) and (3) New.

(2) et (3). — Nouveau.

[Faint, mostly illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]

[Faint, mostly illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]

(4) Subsections 6(2) to (2.2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(4) Les paragraphes 6(2) à (2.2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Reasonable standby charge

“(2) For the purposes of paragraph 5 (1)(e), a reasonable standby charge for an automobile for the aggregate number of days (in this subsection referred to as the “total available days”) in a taxation year during which the automobile is made available to a taxpayer or to a person 10 related to the taxpayer by the employer of the taxpayer or by a person related to the employer (both of whom are in this subsection referred to as the “employer”) shall be deemed to be the amount deter- 15 mined by the formula

«(2) Pour l'application de l'alinéa (1)e), la somme qui représente les frais raisonnables pour droit d'usage d'une automobile pendant le nombre total de jours d'une année d'imposition durant lesquels l'employeur d'un contribuable ou une personne liée à l'employeur a mis l'automobile à la 10 disposition du contribuable ou d'une personne qui lui est liée est réputée égale au montant calculé selon la formule suivante :

Frais raisonnables pour droit d'usage d'une automobile

$$\frac{A}{B} \times [2\% \text{ of } (C \times D) + \frac{2}{3} \times (E - F)]$$

$$\frac{A}{B} \times [2\% \times (C \times D) + \frac{2}{3} \times (E - F)]$$

where

où

A is the lesser of

15 A représente le moins élevé :

- (a) the aggregate number of 20 kilometres that the automobile is driven (otherwise than in connection with or in the course of the taxpayer's office or employment) during the total available days, and 25
- (b) the value determined for B for the year under this subsection in respect of the standby charge for the automobile during the total available 30 days,

a) du nombre total de kilomètres parcourus par l'automobile, autrement que dans l'accomplissement des fonctions de la charge ou de l'emploi du 20 contribuable, pendant le nombre total de jours ci-dessus;

b) du montant représenté par B;

except that the amount determined under paragraph (a) shall be deemed to be equal to the amount determined under paragraph (b) unless

toutefois, le nombre visé à l'alinéa a) est réputé égal au montant représenté par 25 B, sauf si l'employeur ou la personne liée à celui-ci exige du contribuable qu'il utilise l'automobile dans l'accomplissement des fonctions de sa charge ou de son emploi et si la totalité, ou presque, 30 de la distance parcourue par l'automobile pendant le nombre total de jours ci-dessus est parcourue dans l'accomplissement des fonctions de sa charge ou de son emploi; 35

(c) the taxpayer is required by the 35 employer to use the automobile in connection with or in the course of the office or employment, and

(d) all or substantially all of the distance travelled by the automobile in 40 the total available days is in connection with or in the course of the office or employment;

B le produit de 1 000 par le quotient obtenu en divisant par 30 le nombre total de jours ci-dessus, ce quotient étant, s'il est supérieur à un, arrêté au nombre entier, les résultats ayant cinq 40 ou moins en première décimale étant arrondis au nombre entier inférieur;

B is the product obtained when 1,000 is multiplied by the quotient obtained by 45 dividing the total available days by 30 and, if the quotient so obtained is not a

C le coût de l'automobile pour l'employeur ou pour la personne qui lui est liée si l'un ou l'autre est propriétaire de 45 l'automobile à un moment de l'année;

(4) Paragraphs 6(2) to (2.2) at present read as follows:

“(2) For the purposes of paragraph (1)(e) an amount that is a reasonable standby charge for the automobile for the aggregate number of days in a taxation year during which it was made available by an employer or by a person related to the employer shall be deemed to be the amount equal to the product obtained when

(a) where the employer or the person related to the employer owned the automobile at any time in the year, an amount in respect of its cost to the employer or to the person related to the employer equal to the percentage thereof obtained when 2% is multiplied by the quotient obtained when such of the aggregate number of days hereinbefore referred to as were days during which the employer or the person related to the employer owned the automobile is divided by 30 (except that if the quotient so obtained is not a full number and exceeds one it shall be taken to the nearest full number or, if there is no nearest full number, then to the full number next below it), or

(b) where the employer or the person related to the employer leased the automobile from a lessor at any time in the year, an amount equal to 2/3 of the amount by which the amounts payable by the employer or the person related to the employer to the lessor for the purpose of leasing an automobile for the aggregate number of days hereinbefore referred to exceeds the portion of those amounts that may reasonably be regarded as having been paid to the lessor in respect of all or part of the cost to him of insuring against

- (i) loss of, or damage to, the automobile, or
- (ii) liability resulting from the use of the automobile

is multiplied by the proportion that

(c) the lessor of

(i) the aggregate number of kilometers that the automobile was driven (otherwise than in the performance of the duties of the taxpayer's office or employment) in the year or portion thereof during which the automobile was made so available, and

(ii) the product obtained when 1,000 is multiplied by

- (A) the quotient obtained under paragraph (a), or
- (B) the amount that would be the quotient obtained under paragraph (b) if the calculation referred to in paragraph (a) were also applicable in computing the amount determined under paragraph (b)

as the case may be,

is of

(d) the amount determined under subparagraph (c)(ii)

and for the purposes of this subsection it shall be assumed, unless the taxpayer establishes otherwise in prescribed form, that the aggregate number of kilometres referred to in subparagraph (c)(i) is not less than the product obtained under subparagraph (c)(ii).

(2.1) Where in a taxation year a taxpayer was employed principally in selling automobiles and an automobile owned by his employer was made available to him in the year by his employer, the amount that would otherwise be determined under paragraph (2)(a) shall, at the option of the employer, be computed as if

(a) the reference therein to “2%” were read as a reference to “1 1/2%”; and

(b) the cost to the employer of the automobile were the quotient obtained by dividing

- (i) the cost to him of all new automobiles acquired by him in the year for sale in the course of this business

by

- (ii) the number of automobiles described in subparagraph (i).

(4). — Texte actuel des paragraphes 6(2) à (2.2) :

«(2) Aux fins de l'alinéa (1)e), une somme qui représente les frais raisonnables pour droit d'usage de l'automobile pendant le nombre total de jours dans l'année d'imposition durant lesquels un employeur ou une personne liée à l'employeur a rendu l'automobile disponible est réputée être le montant égal au produit obtenu quand,

a) lorsque l'employeur, ou la personne liée à l'employeur, est propriétaire de l'automobile à une date quelconque de l'année, une proportion du coût, pour l'employeur ou la personne liée à l'employeur, de cette automobile égale au pourcentage obtenu en multipliant 2 % par le quotient obtenu en divisant par 30 le nombre total de jours mentionné ci-dessus qui représentait des jours durant lesquels l'employeur, ou la personne liée à l'employeur, a été propriétaire de l'automobile (si le quotient ainsi obtenu est supérieur à 1 et n'est pas un nombre entier, il sera arrondi au nombre entier le plus rapproché, supérieur si la fraction dépasse un demi et inférieur dans les autres cas), ou

b) lorsque l'employeur, ou la personne liée à l'employeur, a loué l'automobile d'un locateur à une date quelconque de l'année, au montant égal à 2/3 de la fraction des sommes payables par l'employeur, ou la personne liée à l'employeur, au locateur pour la location de cette automobile pendant le nombre total de jours mentionné ci-dessus qui est en sus de la fraction de ces sommes qui peut raisonnablement être considérée comme ayant été payée au locateur à l'égard de la totalité ou d'une partie de ses frais d'assurance contre

- (i) la perte ou l'endommagement de cette automobile, ou
- (ii) la responsabilité découlant de l'utilisation de cette automobile

est multiplié par le rapport qui existe entre

c) le moins élevé des montants suivants :

(i) le nombre total de kilomètres que l'automobile a parcourus (autrement que dans l'exercice des fonctions de la charge ou de l'emploi du contribuable) dans l'année ou la partie de l'année dans laquelle l'automobile a ainsi été disponible, et

(ii) le produit obtenu en multipliant 1 000 par

(A) le quotient obtenu en vertu de l'alinéa a), ou

(B) le montant qui constituerait le quotient obtenu en vertu de l'alinéa b) si le calcul visé à l'alinéa a) s'appliquait également au calcul de la somme déterminée en vertu de l'alinéa b),

selon le cas,

et

d) la somme déterminée en vertu du sous-alinéa c)(ii)

et, aux fins du présent paragraphe, il est présumé, à moins que le contribuable n'établisse autrement selon le formulaire prescrit, que le nombre total de kilomètres visé au sous-alinéa c)(i) n'est pas inférieur au produit obtenu en vertu du sous-alinéa c)(ii).

(2.1) Lorsque, dans une année d'imposition, un contribuable a été employé principalement à vendre des automobiles et qu'une automobile appartenant à son employeur a été mise à sa disposition, par ce dernier, dans l'année, la somme qui serait par ailleurs déterminée en vertu de l'alinéa (2)a) est, au choix de l'employeur, calculée comme si

a) le pourcentage de «2 %» qui y figure était remplacé par le pourcentage de «1 1/2 %»; et

b) le coût, pour l'employeur, de l'automobile était le quotient obtenu en divisant

- (i) le coût pour lui, de toutes les nouvelles automobiles acquises par lui dans l'année pour être vendues dans le cadre de l'exploitation de son entreprise

par

- (ii) le nombre d'automobiles visées au sous-alinéa (i).

- whole number and exceeds one, by rounding it to the nearest whole number or, where that quotient is equidistant from two consecutive whole numbers, by rounding it to the lower thereof; 5
- C is the cost of the automobile to the employer where the employer owns the vehicle at any time in the year;
- D is the number obtained by dividing such of the total available days as are days when the employer owns the automobile by 30 and, if the quotient so obtained is not a whole number and exceeds one, by rounding it to the nearest whole number or, where that quotient is equidistant from two consecutive whole numbers, by rounding it to the lower thereof; 10
- E is the aggregate of all amounts that may reasonably be regarded as having been payable by the employer to a lessor for the purpose of leasing the automobile during such of the total available days as are days when the automobile is leased to the employer; 20 and
- F is the part of the amount determined for E that may reasonably be regarded as having been payable to the lessor in respect of all or part of the cost to the lessor of insuring against 30
- (a) loss of, or damage to, the automobile, or
 - (b) liability resulting from the use or operation of the automobile. 35
- D le quotient obtenu en divisant par 30 le nombre de jours où l'employeur ou la personne qui lui est liée est propriétaire de l'automobile, compris dans le nombre total de jours ci-dessus, ce quotient étant, s'il est supérieur à un, arrêté au nombre entier, les résultats ayant cinq ou moins en première décimale étant arrondis au nombre entier inférieur; 10
- E le total des montants qu'il est raisonnable de considérer comme payables à un locateur par l'employeur ou par la personne qui lui est liée, pour la location de l'automobile, pendant le nombre de jours où l'automobile est louée à l'employeur ou à la personne qui lui est liée, compris dans le nombre total de jours ci-dessus; 15
- F la partie du total représenté par E qu'il est raisonnable de considérer comme payable au locateur au titre de tout ou partie du coût, pour celui-ci, de l'assurance : 20
- a) contre la perte de l'automobile ou les dommages à celle-ci, 25
 - b) pour la responsabilité qui peut découler de son utilisation ou de son fonctionnement. 35

Automobile
salesman

- (2.1) Where in a taxation year
- (a) a taxpayer was employed principally in selling or leasing automobiles,
 - (b) an automobile owned by his employer was made available by his employer to him or to a person related to him, and 40
 - (c) the employer has acquired one or more automobiles,
- the amount that would otherwise be determined under subsection (2) as a reasonable standby charge shall, at the option of the employer, be computed as if 45
- (2.1) Lorsque, au cours d'une année d'imposition, l'emploi d'un contribuable consiste principalement à vendre ou à louer des automobiles et que l'employeur du contribuable a mis au cours de l'année à la disposition du contribuable ou d'une personne liée à celui-ci une automobile lui appartenant, et enfin que l'employeur a acquis une ou plusieurs automobiles au cours de l'année, la somme qui représente les frais raisonnables pour droit d'usage de l'automobile est, au choix de l'employeur et par dérogation au paragraphe (2), calculée comme si : 30
- Vendeur
d'automobiles

(2.2) Where an amount is determined under subparagraph (1)(e)(i) for an automobile in computing the income of a taxpayer for a taxation year and the taxpayer notifies his employer in writing before the end of the year that the amount of the benefit related to the operation of the automobile for the period in the year during which it was made available is to be determined under this subsection, the amount of such benefit shall, for the purposes of paragraph (1)(a), be deemed to be the amount, if any, by which

(a) one-half of the amount determined for the automobile under subparagraph (1)(e)(i) in respect of the taxpayer for the year exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount related to the operation of the automobile paid in the year to the employer or the person who made the automobile available by the taxpayer or by a person related to the taxpayer."

(2.2) Lorsqu'un montant est déterminé en vertu du sous-alinéa (1)e(i) relativement à une automobile dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition et que le contribuable remet à son employeur, avant la fin de l'année, un avis écrit du fait que le montant de l'avantage reliée à l'utilisation de l'automobile pour la période de l'année durant laquelle l'automobile a été mise à sa disposition doit être établi en vertu du présent paragraphe, le montant de l'avantage est réputé être, aux fins de l'alinéa (1)a, égal à l'excédent éventuel

a) de la moitié du montant déterminé relativement à l'automobile en vertu du sous-alinéa (1)e(i) à l'égard du contribuable pour l'année sur

b) le total de tous les montants dont chacun est un montant relatif à l'utilisation de l'automobile que le contribuable ou une personne qui lui est liée a payé à l'employeur ou à la personne qui a mis l'automobile à la disposition du contribuable ou de la personne qui lui est liée.»

(d) the reference in the formula therein to "2%" were read as a reference to "1 1/2%", and

(e) the cost to the employer of the automobile were the greater of

(i) the quotient obtained by dividing (A) the cost to him of all new automobiles acquired by him in the year for sale or lease in the course of his business

by (B) the number of automobiles described in clause (A), and

(ii) the quotient obtained by dividing (A) the cost to him of all automobiles acquired by him in the year for sale or lease in the course of his business

by (B) the number of automobiles described in clause (A).

a) d'une part, le pourcentage «2 %» qui figure à ce paragraphe était remplacé par le pourcentage «1 1/2 %»;

b) d'autre part, le coût, pour l'employeur, de l'automobile était le plus élevé :

(i) du quotient obtenu en divisant, par le nombre de nouvelles automobiles que l'employeur a acquises au cours de l'année en vue de les vendre ou de les louer dans le cadre de son entreprise, le coût de ces nouvelles automobiles pour l'employeur,

(ii) du quotient obtenu en divisant, par le nombre d'automobiles que l'employeur a acquises au cours de l'année en vue de les vendre ou de les louer dans le cadre de son entreprise, le coût de ces automobiles pour l'employeur.

Benefit re auto operation

(2.2) Where

(a) an amount is determined under subparagraph (1)(e)(i) for an automobile in computing the income of a taxpayer for a taxation year,

(b) the automobile is used primarily in the performance of the duties of the taxpayer's office or employment, and

(c) the taxpayer notifies his employer in writing before the end of the year that the amount of the benefit relating to the operation of the automobile for the period in the year during which it was made available is to be determined under this subsection,

the amount of the benefit relating to the operation of the automobile shall, for the purposes of paragraph (1)(a), be deemed to be the amount, if any, by which

(d) one half of the amount determined for the automobile under subparagraph (1)(e)(i) in respect of the taxpayer for the year

exceeds (e) the aggregate of all amounts related to the operation of the automobile paid in the year, by the taxpayer or by a

(2.2) Lorsqu'une somme est déterminée en application du sous-alinéa (1)e(i) pour droit d'usage d'une automobile aux fins du calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, que l'automobile sert principalement dans l'accomplissement des fonctions de la charge ou de l'emploi du contribuable et que le contribuable donne avis écrit à son employeur avant la fin de l'année que le montant de l'avantage relié au fonctionnement de l'automobile pour la période de l'année durant laquelle l'automobile a été mise à sa disposition ou à la disposition d'une personne qui lui est liée doit être déterminé en application du présent paragraphe, le montant de cet avantage est réputé être, pour l'application de l'alinéa (1)a), l'excédent éventuel :

Avantage relié à l'utilisation d'une automobile

a) de la moitié de la somme déterminée en application du sous-alinéa (1)e(i) pour droit d'usage de l'automobile quant au contribuable pour l'année

sur b) le total des montants reliés au fonctionnement de l'automobile payés au cours de l'année par le contribuable ou par une personne qui lui est liée, à l'em-

personnel ou la personne qui a mis l'automobile à sa disposition

person related to the taxpayer, to the employer or to the person who made the automobile available.

(2) Les paragraphes (1) et (4) s'appliquent 2 aux années d'imposition 1982 et suivantes.

(2) Subsections (1) to (4) are applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

même loi sans autre

(3) The word "employer" in subsection (1) of the said Act is to be construed as including the word "person" as the end of paragraph (4) of the said Act.

(3) Le paragraphe (1) de la Loi sur l'impôt sur le revenu s'applique également à l'année d'imposition 1982 et aux années suivantes.

(3) The word "employer" in paragraph (1) of the said Act is to be construed as including the word "person" as the end of paragraph (4) of the said Act.

(4) Les dépenses qu'il est permis de déduire en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'impôt sur le revenu sont les dépenses effectuées par le contribuable pour l'entretien et la réparation de son véhicule personnel, à l'exception des dépenses effectuées pour l'entretien et la réparation d'un véhicule appartenant à un employeur ou à une personne liée au contribuable.

(4) Where the taxpayer was employed in 1982, the amount of the deduction for the year for the maintenance and repair of the taxpayer's personal vehicle shall be reduced by the amount of the deduction for the year for the maintenance and repair of the employer's vehicle.

(5) Les dépenses qu'il est permis de déduire en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'impôt sur le revenu sont les dépenses effectuées par le contribuable pour l'entretien et la réparation de son véhicule personnel, à l'exception des dépenses effectuées pour l'entretien et la réparation d'un véhicule appartenant à un employeur ou à une personne liée au contribuable.

(5) Where the taxpayer was employed in 1982, the amount of the deduction for the year for the maintenance and repair of the taxpayer's personal vehicle shall be reduced by the amount of the deduction for the year for the maintenance and repair of the employer's vehicle.

(6) Les dépenses qu'il est permis de déduire en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'impôt sur le revenu sont les dépenses effectuées par le contribuable pour l'entretien et la réparation de son véhicule personnel, à l'exception des dépenses effectuées pour l'entretien et la réparation d'un véhicule appartenant à un employeur ou à une personne liée au contribuable.

(6) Where the taxpayer was employed in 1982, the amount of the deduction for the year for the maintenance and repair of the taxpayer's personal vehicle shall be reduced by the amount of the deduction for the year for the maintenance and repair of the employer's vehicle.

person related to the taxpayer, to the employer or to the person who made the automobile available.”

ployeur ou à la personne qui a mis l'automobile à sa disposition.»

(5) Subsections (1) to (4) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(5) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent 5 aux années d'imposition 1988 et suivantes.

2. (1) Paragraphs 8(1)(a), (k) and (l) of the said Act are repealed.

2. (1) Les alinéas 8(1)a), k) et l) de la 5 même loi sont abrogés.

(2) Subsection 8(1) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (n) thereof, 10 by adding the word “and” at the end of paragraph (o) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(2) Le paragraphe 8(1) de la même loi est 10 modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa n) et par adjonction de ce qui suit :

Musical
instrument
costs

“(p) where the taxpayer was employed in the year as a musician and as a term 15 of the employment was required to provide a musical instrument for a period in the year, an amount (not exceeding his income for the year from the employment, computed without reference to 20 this paragraph) equal to the aggregate of

«p) lorsque le contribuable occupe dans l'année un emploi de musicien et que ses conditions de travail prévoient qu'il doit fournir un instrument de musique pendant une période de l'année, le montant, 15 à concurrence du revenu qu'il tire de cet emploi pour l'année — calculé sans tenir compte du présent alinéa —, égal au total :

Instruments de
musique
propriété
d'employés

(i) amounts expended by him before the end of the year for the maintenance, rental and insurance of the 25 instrument for that period, except to the extent that the amounts are otherwise deducted in computing his income for any taxation year, and
(ii) such part of the capital cost to 30 him of the instrument as is allowed by regulation.”

(i) des dépenses qu'il effectue avant 20 la fin de l'année pour entretenir, louer et assurer l'instrument de musique pendant cette période, dans la mesure où ces dépenses ne sont pas déduites par ailleurs dans le calcul de son 25 revenu pour une année d'imposition, et
(ii) de la déduction pour amortissement de l'instrument de musique, pour le contribuable, autorisée par 30 règlement.»

(3) Subsection 8(3) of the said Act is repealed.

(3) Le paragraphe 8(3) de la même loi est abrogé.

(4) Paragraph 8(5)(b) of the said Act is 35 repealed and the following substituted therefor:

(4) L'alinéa 8(5)b) de la même loi est 35 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) for or under a fund or plan for annuities, insurance (other than professional or malpractice liability insurance 40 that is necessary to maintain a professional status recognized by statute) or similar benefits, or”

«b) pour une caisse ou un régime de rentes, d'assurance — sauf s'il s'agit de l'assurance-responsabilité professionnelle obligatoire pour la conservation d'un statut professionnel reconnu par la 40 loi — ou de prestations similaires, ou en vertu d'une telle caisse ou d'un tel régime, ou»

Clause 2: (1) Paragraphs 8(1)(a), (k) and (l) read as follows:

“(a) a single amount in respect of all offices and employments of the taxpayer, equal to the lesser of \$500 and 20% of the aggregate of

(i) his incomes for the year from all offices and employments (other than the office of a corporation director) before making any deduction under this section, and

(ii) all amounts included in computing his income for the year by virtue of paragraphs 56(1)(m) and (o);

...
(k) any amount payable by him as an employee's premium for the year under the *Unemployment Insurance Act, 1971*,

...
(l) any amount payable by him as an employee for the year as a contribution under the *Canada Pension Plan* or under a provincial pension plan as defined in section 3 of the *Canada Pension Plan*.”

(2) New.

(3) Subsection 8(3) reads as follows:

“(3) In computing a taxpayer's income for a taxation year, no amount is deductible under paragraph (1)(a)

(a) if any amount has been deducted under paragraph (1)(f) in computing his income for the year,

(a.1) if the taxpayer was in the year an incorporated employee and a specified shareholder of a corporation that has deducted an amount described in subparagraph 18(1)(p)(iii) in computing its income for its taxation year ending in the year,

(b) if the taxpayer was, at any time in the year, a member of the Senate or House of Commons of Canada, or

(c) in the case of a taxpayer to whom subsection 81(2) or (3) applies, except to the extent that the amount otherwise deductible under paragraph (1)(a) in computing his income for the year exceeds the amounts that, but for subsection 81(2) or (3), as the case may be, would be included in computing that income.”

Article 2, (1). — Texte des alinéas 8(1)a), k) et l) :

«a) un montant unique pour toutes les charges et tous les emplois remplis par le contribuable égal au moins élevé des deux montants suivants : 500 \$ ou 20 % du total constitué par

(i) ses revenus pour l'année tirés de toutes les charges et emplois (autre que la charge d'administrateur d'une corporation) établis avant toute déduction faite en vertu du présent article, et

(ii) toutes les sommes incluses dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des alinéas 56(1)m) et o) ;

...
k) toute somme due par le contribuable en sa qualité d'employé, à titre de prime annuelle, en vertu de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage* ;

...
l) toute somme due par le contribuable en sa qualité d'employé, au titre de cotisation annuelle, en vertu du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions ou de rentes qui cadre avec la définition qui en est donnée à l'article 3 du *Régime de pensions du Canada* ;»

(2). — Nouveau.

(3). — Texte du paragraphe 8(3) :

«(3) Lors du calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, aucune somme ne peut être déduite en vertu de l'alinéa (1)a)

a) si une somme quelconque a été déduite en vertu de l'alinéa (1)f) lors du calcul de son revenu pour l'année,

a.1) si le contribuable était, dans l'année, un employé constitué en corporation et un actionnaire désigné d'une corporation qui a déduit un montant visé au sous-alinéa 18(1)p)(iii) dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition se terminant dans l'année,

b) si le contribuable était, à une date quelconque de l'année, un membre du Sénat ou de la Chambre des communes du Canada, ou

c) dans le cas d'un contribuable auquel s'applique le paragraphe 81(2) ou (3), sauf dans la mesure où le montant déductible par ailleurs en vertu de l'alinéa (1)a) lors du calcul de son revenu pour l'année excède le montant qui, sans le paragraphe 81(2) ou (3), selon le cas, serait inclus dans le calcul de ce revenu.»

(5) Section 8 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

(5) L'article 8 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Certificate of employer

“(10) An amount otherwise deductible for a taxation year under paragraph (1)(f) or (h) or subparagraph (1)(i)(ii) or (iii) by a taxpayer shall not be deducted unless the taxpayer files with his return of income for the year a prescribed form signed by his employer certifying that the conditions set out in such provision were met in the year in respect of the taxpayer.

«(10) Un contribuable ne peut déduire un montant pour une année d'imposition en application de l'alinéa (1)f ou h) ou du sous-alinéa (1)i(ii) ou (iii) que s'il produit, en même temps que sa déclaration de revenu pour l'année, un formulaire prescrit, signé de son employeur, qui atteste que les conditions visées à cette disposition ont été remplies quant au contribuable au cours de l'année.

Attestation de l'employeur

Auto expense

(11) Where an individual is entitled to deduct an amount under paragraph (1)(f), (h) or (j) for a taxation year in respect of an automobile used and either owned or leased by the individual, there may be deducted, in lieu thereof, an amount determined in accordance with prescribed rules.”

(11) Le particulier qui a le droit de déduire un montant pour une année d'imposition en application de l'alinéa (1)f, h) 15 ou j) au titre d'une automobile dont il est propriétaire ou locataire et qu'il utilise peut déduire le montant prescrit à la place de ce montant.»

Dépenses concernant une automobile

(6) Subsections (1) to (3) and (5) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(6) Les paragraphes (1) à (3) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(7) Subsection (4) is applicable to the 1984 and subsequent taxation years.

(7) Le paragraphe (4) s'applique aux 25 années d'imposition 1984 et suivantes.

3. (1) Section 10 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

3. (1) L'article 10 de la même loi est 25 modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Certain non-deductible expenses included in cost of inventory

“(1.1) For the purposes of subsection (1), the cost to a particular taxpayer of 30 land that is described in the inventory of a business carried on by him shall include all amounts described in paragraph 18(2)(a) or (b) in respect of that land for which no deduction is permitted to him or, by reason 35 of subsection 18(3), to another taxpayer in respect of whom the particular taxpayer was a person, corporation or partnership described in clause 18(3)(b)(ii)(A), (B) or (C), where the amounts were not included 40 in the cost to that other taxpayer of property.”

«(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), le coût, pour un contribuable, d'un fonds de terre figurant dans l'inventaire 30 d'une entreprise exploitée par le contribuable comprend les montants visés aux alinéas 18(2)a) et b) concernant ce fonds de terre au titre desquels aucun montant n'est déductible par le contribuable ou, en appli- 35 cation du paragraphe 18(3), par un autre contribuable vis-à-vis duquel le contribuable était une personne, corporation ou société visée à la division 18(3)b)(ii)(A), (B) ou (C), si ces montants n'ont pas été 40 inclus dans le coût d'un bien pour cet autre contribuable.»

Coût d'un fonds de terre dans un inventaire

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

4. (1) Paragraph 12(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Reserve for doubtful debts

“(d) any amount deducted under paragraph 20(1)(l) as a reserve in computing the taxpayer’s income for the immediately preceding taxation year;

Reserve for guarantees, etc.

(d.1) any amount deducted under paragraph 20(1)(1.1) as a reserve in computing the taxpayer’s income for the immediately preceding taxation year;”

(2) Paragraph 12(1)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Bad debts recovered

“(i) any amount, other than an amount referred to in paragraph (i.1), received in the year on account of a debt or a loan or lending asset in respect of which a deduction for bad debts or uncollectable loans or lending assets had been made in computing the taxpayer’s income for a preceding taxation year;

Idem

(i.1) where an amount is received in the year on account of a debt in respect of which a deduction for bad debts under subsection 20(4.2) had been made in computing the taxpayer’s income for a preceding taxation year, that proportion of 3/4 of the amount that

(i) the amount that was deducted under subsection 20(4.2) in respect of that debt

is of

(ii) the aggregate of the amount that was so deducted under subsection 20(4.2) and the amount that was deemed to be an allowable capital loss under subsection 20(4.2) in respect of the debt;”

(3) Subparagraph 12(1)(o)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) a corporation, commission or association that is controlled by Her Majesty in right of Canada or a province or by an agent of Her Majesty in right of Canada or a province”

4. (1) L’alinéa 12(1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) toute somme déduite à titre de provision en application de l’alinéa 20(1)1) dans le calcul du revenu du contribuable pour l’année d’imposition précédente;

d.1) toute somme déduite à titre de provision en application de l’alinéa 20(1)1.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour l’année d’imposition précédente;»

(2) L’alinéa 12(1)i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«i) toute somme reçue dans l’année — sauf si elle est visée à l’alinéa i.1) — sur une créance, un prêt ou un titre de crédit qui a fait l’objet d’une déduction pour mauvaises créances ou pour prêts ou titres de crédit irrécouvrables dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d’imposition antérieure;

i.1) dans le cas où une somme est reçue au cours de l’année sur une créance qui a fait l’objet d’une déduction pour mauvaises créances en application du paragraphe 20(4.2) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d’imposition antérieure, le produit obtenu en multipliant les 3/4 de cette somme par le rapport entre, d’une part, le montant déduit en application du paragraphe 20(4.2) au titre de la créance et, d’autre part, le total du montant ainsi déduit et du montant réputé être une perte en capital déductible selon ce paragraphe 35 au titre de la créance;»

(3) Le sous-alinéa 12(1)o)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) par une corporation, une commission ou une association contrôlée par Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province ou par un mandataire de Sa Majesté du Canada ou d’une province»

Provision pour créances douteuses

Provision pour garanties

Mauvaises créances recouvrées

Idem

Clause 4: (1) and (2) These amendments would add the underlined and sidelined words.

Article 4, (1). — Texte actuel de l'alinéa 12(1)d) :

«d) toute somme déduite, à titre de provision pour créances douteuses, lors du calcul du revenu du contribuable pour l'année précédente;»

(2). — Adjonction d'un renvoi à l'alinéa 12(1)i.1), des mots soulignés et du passage marqué d'un trait vertical.

(3) Subparagraph 12(1)(o)(iii) at present reads as follows:

“(iii) a corporation, commission or association that is controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by Her Majesty in right of Canada or a province or by an agent of Her Majesty in right of Canada or a province”

(3). — Texte actuel du sous-alinéa 12(1)o)(iii) :

«(iii) par une corporation, commission ou association contrôlée directement ou indirectement, de quelque façon que ce soit, par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou par un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province»

(4) Paragraph 12(1)(t) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'alinéa 12(1)t) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Investment tax credit

“(t) the amount deducted under subsection 127(5) or (6) in respect of a property acquired or an expenditure made in a preceding taxation year in computing the taxpayer's tax payable for a preceding taxation year to the extent that it was not included in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year under this paragraph or is not included in an amount determined under paragraph 13(7.1)(e), subparagraph 13(21)(f)(vii), paragraph 37(1)(e) or subparagraph 53(2)(c)(vi), 53(2)(h)(ii) or 66.1(6)(b)(xi);”

«t) la somme déduite en application du paragraphe 127(5) ou (6) dans le calcul de l'impôt payable par le contribuable pour une année d'imposition antérieure au titre d'un bien acquis ou d'une dépense faite au cours d'une année d'imposition antérieure, dans la mesure où cette somme n'a pas été incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure en application du présent alinéa ou n'est pas incluse dans une somme déterminée en vertu de l'alinéa 13(7.1)e), du sous-alinéa 13(21)f)(vii), de l'alinéa 37(1)e) ou du sous-alinéa 53(2)c)(vi), 53(2)h)(ii) ou 66.1(6)b)(xi);»

Crédit d'impôt à l'investissement

(5) Subsection 12(1) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (w) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (x) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(5) Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa w) et par adjonction de ce qui suit :

Auto provided to partner

“(y) where the taxpayer is an individual who is a member of a partnership or an employee of a member of the partnership and the partnership makes an automobile available in the year to the taxpayer or to a person related to the taxpayer, an amount that would be included, by reason of paragraph 6(1)(e), in the income of the taxpayer for the year if the taxpayer were employed by the partnership.”

«y) si le contribuable est un particulier qui est un associé d'une société ou un employé d'un associé d'une société et si la société met, au cours de l'année, une automobile à sa disposition ou à la disposition d'une personne qui lui est liée, le montant qui serait inclus en application de l'alinéa 6(1)e) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année si celui-ci était employé par la société.»

Automobile fournie à un associé

(6) Subsection (1) is applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(6) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

(7) Subsection (2) is applicable after June 17, 1987 except that

(7) Le paragraphe (2) s'applique après le 17 juin 1987. Toutefois la fraction «3/4», à l'alinéa 12(1)i.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), est remplacée par la fraction «1/2» pour ce qui est des sommes reçues sur une créance qui résulte d'une disposition de biens effectuée :

- (a) in the case of a corporation, in respect of an amount received on account of a debt which arose as a result of a disposition of property occurring in a taxation year commencing before July, 1988, and
- (b) in any other case, in respect of an amount received on account of a debt

(4) Paragraph 12(1)(t) at present reads as follows:
 "(t) the amount deducted under subsection 127(5) or (6) in computing the taxpayer's tax payable for the year to the extent that it is not included in an amount determined under paragraph 13(7.1)(e), subparagraph 13(21)(f)(vii), paragraph 37(1)(e) or subparagraph 53(2)(c)(vi), 53(2)(h)(ii) or 66.1(6)(b)(xi);"

(4). — Texte actuel de l'alinéa 12(1)(t) :
 «t) la somme déduite en vertu du paragraphe 127(5) ou (6) dans le calcul de l'impôt payable par le contribuable pour l'année, dans la mesure où cette somme n'est pas incluse dans une somme déterminée en vertu de l'alinéa 13(7.1)e), du sous-alinéa 13(21)f)(vii), de l'alinéa 37(1)e) ou du sous-alinéa 53(2)c)(vi), 53(2)h)(ii) ou 66.1(6)b)(xi);

(5) New.

(5). — Nouveau.

which arose as a result of a disposition of property occurring in a fiscal period commencing before 1988,

the reference to "3/4" in paragraph 12(1)(i.1) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read as a reference to "1/2".

(8) Subsection (3) is applicable to taxation years commencing after 1988.

(9) Subsections (4) and (5) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

5. (1) Section 12.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"12.1 Notwithstanding any other provision of this Act, where in a taxation year a taxpayer receives an amount from the Government of Canada in respect of a Canada Savings Bond as a cash bonus that the Government of Canada has undertaken to pay (other than an amount of interest, bonus or principal agreed at the time of the issue of the bond to be paid under the terms of the bond), he shall, in computing his income for the year, include as interest in respect of the Canada Savings Bond 3/4 of the cash bonus so received."

(2) Subsection (1) is applicable with respect to amounts received in taxation years and fiscal periods ending after 1987, except that, for amounts received in taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the reference in section 12.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), to "3/4" shall be read as a reference to "2/3".

6. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 12.2 thereof, the following sections:

"12.3 Where a taxpayer has deducted an amount under subsection 20(26) in computing his income for his first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987, there shall be included in computing his income for each of his taxation years ending after 1988 and com-

a) au cours d'une année d'imposition commençant avant juillet 1988, dans le cas des corporations;

b) au cours d'un exercice financier commençant avant 1988, dans les autres cas.

(8) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition commençant après 1988.

(9) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

5. (1) L'article 12.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"12.1 Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, le contribuable qui, au cours d'une année d'imposition, reçoit du gouvernement du Canada, sur une obligation d'épargne du Canada, une prime en argent comptant que ce gouvernement s'est engagé à payer (en sus des intérêts, prime ou principal dont le paiement a été convenu à la date d'émission de l'obligation conformément aux conditions de celle-ci) doit inclure comme intérêts sur l'obligation, dans le calcul de son revenu pour l'année, les 3/4 de la prime en argent comptant ainsi reçue."

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux primes reçues au cours des années d'imposition et des exercices financiers qui se terminent après 1987. Toutefois, pour ce qui est des primes reçues au cours des années d'imposition et des exercices financiers se terminant après 1987 et avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée par la fraction «2/3» à l'article 12.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1).

6. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 12.2, de ce qui suit :

"12.3 Dans le cas où un contribuable déduit un montant en application du paragraphe 20(26) dans le calcul de son revenu pour sa première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987, le montant prescrit pour provision net pour l'année doit être inclus

Bonus on Canada Savings Bonds

Primes en argent comptant sur les obligations d'épargne du Canada

Net reserve inclusion

Inclusion du montant pour provision net

dans le cas où le revenu pour chacune des années d'imposition se terminant après 1988 et commençant par 1993

amount of his net rental income for the year.

12.4 Where in a taxation year a taxpayer disposes of a property that was a property described in an inventory of the taxpayer and in the year or a preceding taxation year an amount has been deducted under paragraph 20(1)(g) in computing his income in respect of the property, there shall be included in computing his income for the year from the business in which the

Article 5, (1). — Remplacement de «la moitié» par «les 3/4».

Clause 5: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under paragraph 20(1)(g) by the taxpayer in respect of the property in computing his income for the year or a preceding taxation year.

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount included under paragraph 12(1)(f) by the taxpayer in respect of the property in computing his income for the year or a preceding taxation year.

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

12.4 (1) Subsection 12(1) of the *Income Tax Act* and the following regulations shall be amended to read as follows:

(vi) in respect of a taxpayer's property of a taxpayer, the aggregate of all amounts included under paragraph 12(1)(f) by the taxpayer in respect of the property in computing his income for the year.

Article 6, (1). — Nouveau.

(2) Section 12 of the *Act* is amended by adding therein, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

12.4 Dans le cas où un contribuable dispose d'un bien décrit dans un inventaire de l'année ou d'une année précédente et où un montant a été déduit en vertu de l'article 20(1) g) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année précédente, l'impôt sur le revenu total pour l'année ou pour une année précédente doit inclure

le tiers des montants dont chacun représente un montant qui a été déduit en vertu de l'article 20(1) g) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année précédente.

le total des montants dont chacun représente un montant qui a été inclus en vertu de l'article 12(1) f) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année précédente.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition et aux exercices fiscaux commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987.

12.4 (1) Le paragraphe 12(1) de la Loi sur l'impôt sur le revenu et les règlements suivants de la Loi sur l'impôt sur le revenu sont modifiés de la manière suivante :

12.4 (1) Tout contribuable dont l'impôt sur le revenu pour une année d'imposition ou un exercice fiscal est déterminé en vertu de l'article 12(1) f) de la Loi sur l'impôt sur le revenu doit inclure

le tiers des montants dont chacun représente un montant qui a été déduit en vertu de l'article 20(1) g) de la Loi sur l'impôt sur le revenu dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année précédente.

(2) L'article 12 de la Loi sur l'impôt sur le revenu est modifié de la manière suivante :

(2) L'article 12 de la Loi sur l'impôt sur le revenu est modifié de la manière suivante :

(2) Section 12 of the *Act* is amended by adding therein, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

(2) Section 12 of the *Act* is amended by adding therein, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

(2) Section 12 of the *Act* is amended by adding therein, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

Bad debt inclusion

mencing before 1993, the prescribed amount of his net reserve inclusion for that year.

12.4 Where, in a taxation year, a taxpayer disposes of a property that was a property described in an inventory of the taxpayer and in the year or a preceding taxation year an amount has been deducted under paragraph 20(1)(p) in computing his income in respect of the property, there shall be included in computing his income for the year from the business in which the property was used or held, the amount, if any, by which

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under paragraph 20(1)(p) by the taxpayer in respect of the property in computing his income for the year or a preceding taxation year exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount included under paragraph 12(1)(i) by the taxpayer in respect of the property in computing his income for the year or a preceding taxation year.”

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

7. (1) Subsection 13(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**13.** (1) Where, at the end of a taxation year, the aggregate of all amounts determined under subparagraphs (21)(f)(iii) to (viii) in respect of a taxpayer's depreciable property of a particular prescribed class exceeds the aggregate of all amounts determined under subparagraphs (21)(f)(i) to (ii.2) in respect thereof, the excess shall be included in computing the taxpayer's income for the year.”

(2) Section 13 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

Recaptured depreciation

dans le calcul de son revenu pour chacune de ses années d'imposition se terminant après 1988 et commençant avant 1993.

12.4 Dans le cas où, au cours d'une année d'imposition, un contribuable dispose d'un bien figurant dans un de ses inventaires et où un montant est déduit au titre du bien en application de l'alinéa 20(1)p) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, l'excédent éventuel du total visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année tiré de l'entreprise dans laquelle le bien est utilisé ou détenu :

a) le total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable déduit au titre du bien en application de l'alinéa 20(1)p) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure;

b) le total des montants dont chacun représente une somme que le contribuable inclut au titre du bien en application de l'alinéa 12(1)i) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

7. (1) Le paragraphe 13(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**13.** (1) Tout contribuable doit inclure, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, l'excédent éventuel à la fin de l'année du total des sommes déterminées aux sous-alinéas (21)f)(iii) à (viii) sur le total des sommes déterminées aux sous-alinéas (21)f)(i) à (ii.2), concernant ses biens amortissables d'une catégorie prescrite.»

(2) L'article 13 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Inclusion des mauvaises créances

Récupération de l'amortissement

(1) Par dérogation au paragraphe (1), tout excédent à la fin d'une année d'imposition qui concerne un véhicule à moteur dont un contribuable est propriétaire est exclu de son revenu pour l'année.

(2) L'exclusion d'un véhicule au paragraphe (1) — tant si le véhicule est un véhicule que la distance parcourue par le véhicule au cours de la période où le contribuable est propriétaire est prescrite au paragraphe 10 — ne s'applique pas si le véhicule est une voiture de tourisme dont une société, une société ou une corporation est propriétaire et dont le coût pour un contribuable n'est pas de 30 000 \$ ou un montant inférieur.

(3) L'exclusion d'un véhicule au paragraphe (1) ne s'applique pas si le véhicule est un véhicule qui est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année et qui est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année et qui est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année.

(1) Where the excess amount determined at the end of a taxation year under that subsection in respect of

(2) a motor vehicle owned by a taxpayer or who is an individual, other than a trust, except where all or substantially all of the number travelled by the vehicle throughout the period that he owned it was for the purpose of earning income or

(3) a passenger vehicle having a cost to the taxpayer in excess of \$30,000 or such other amount as may be prescribed

(4) is excluded from the taxpayer's income for the year by reason of this section

(5) subsection (1) of the said Act is amended to read as follows:

(6) Where a motor vehicle is owned by a taxpayer and is included in a taxpayer's income for the year, it shall be included in the taxpayer's income for the year by reason of this section

Clause 7: (1) This amendment would add the underlined words and a reference to subparagraph 21(f)(ii.2).

Article 7, (1). — Texte actuel du paragraphe 13(1) :

«(1) Lorsque, à la fin d'une année d'imposition, le total des sommes déterminées conformément aux sous-alinéas (21)f(iii) à (viii) en ce qui concerne les biens amortissables d'une catégorie prescrite appartenant à un contribuable est supérieur au total des sommes déterminées conformément aux sous-alinéas (21)f(i) à (ii.1) en ce qui concerne ces biens, le contribuable doit inclure l'excédent dans le calcul de son revenu pour cette année d'imposition.»

(2) New.

(2) — Nouveau.

Idem

“(2) Notwithstanding subsection (1), where the excess amount determined at the end of a taxation year under that subsection is in respect of

(a) a motor vehicle owned by a taxpayer who is an individual, other than a trust, except where all or substantially all of the distance travelled by the vehicle throughout the period that he owned it was for the purpose of earning income, or

(b) a passenger vehicle, having a cost to a taxpayer in excess of \$20,000 or such other amount as may be prescribed, owned by a trust, partnership or corporation,

that excess amount shall not be included in computing the taxpayer's income for the year but shall be deemed, for the purposes of subparagraph (21)(f)(ii), to be an amount included in the taxpayer's income for the year by reason of this section.”

(3) Subsection 13(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(5) Where depreciable property of a taxpayer that was included in a prescribed class (hereinafter in this subsection referred to as the “former class”) has been transferred to another prescribed class (hereinafter in this subsection referred to as the “other class”), for purposes of determining the undepreciated capital cost to the taxpayer of depreciable property of the former class and of the other class at any time after the transfer

(a) the transferred property shall be deemed to be depreciable property of the other class acquired before that time and not depreciable property of the former class acquired before that time, and

(b) an amount equal to the greater of
 (i) the amount, if any, by which the capital cost to the taxpayer of the transferred property exceeds the undepreciated capital cost to him of depreciable property of the former class immediately before the transfer, and

«(2) Par dérogation au paragraphe (1), tout excédent à la fin d'une année d'imposition qui concerne un véhicule à moteur dont un contribuable qui est un particulier (à l'exclusion d'une fiducie) est propriétaire — sauf si la totalité, ou presque, de la distance parcourue par le véhicule tout au long de la période où le contribuable en est propriétaire est parcourue en vue de gagner un revenu — ou qui concerne une voiture de tourisme dont une fiducie, une société ou une corporation est propriétaire et dont le coût pour un contribuable dépasse 20 000 \$ ou tout autre montant qui peut être fixé par règlement ne doit pas être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année. Il est toutefois réputé, pour l'application du sous-alinéa (21)f)(ii), y être inclus par application du présent article.»

Restriction

(3) Le paragraphe 13(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5) Dans le cas où des biens amortissables d'un contribuable, qui faisaient partie d'une catégorie prescrite — appelée «ancienne catégorie» au présent paragraphe — sont transférés à une autre catégorie prescrite, les règles suivantes s'appliquent aux fins du calcul, à un moment donné après le transfert, de la fraction non amortie du coût en capital des biens amortissables, pour le contribuable, de l'ancienne catégorie et de l'autre catégorie :

Biens transférés

a) les biens transférés sont réputés être des biens amortissables de l'autre catégorie acquis avant ce moment et non des biens amortissables de l'ancienne catégorie acquis avant ce moment;

b) le plus élevé des montants suivants doit être inclus dans le calcul de l'amortissement total accordé au contribuable pour les biens de l'autre catégorie avant ce moment mais non dans le calcul de l'amortissement total accordé au contribuable pour les biens de l'ancienne catégorie avant ce moment :

Transferred property

25

50

(3) Subsection 13(5) at present reads as follows:

“(5) Where depreciable property of a taxpayer that was included in a prescribed class (hereinafter in this subsection referred to as the “former class”) has been transferred to another prescribed class (hereinafter in this subsection referred to as the “other class”), for the purposes of paragraph (21)(f)

(a) there shall be added to the capital cost to the taxpayer of depreciable property of the former class acquired before the transfer, the greater of

(i) the amount, if any, by which the capital cost to the taxpayer of the transferred property exceeds the undepreciated capital cost to him of depreciable property of the former class immediately before the transfer, and

(ii) the aggregate of all amounts that would have been allowed to the taxpayer in respect of the transferred property, if it had been a prescribed class, at the rate that was allowed to him in respect of property of the former class under regulations made under paragraph 20(1)(a) in computing income for the taxation years before the transfer; and

(b) there shall be added to the total depreciation allowed to the taxpayer for property of the other class the greater of the amounts determined under subparagraphs (a)(i) and (ii).”

(b) the aggregate of all amounts that would have been allowed for the tax- payer in respect of the transferred property under paragraph 20(1)(a) in computing his income for taxation years ending before the transfer had that property been the only property included in a separate prescribed class and had the rate allowed by the regu- lations made under paragraph 20(1)(a) in respect of that separate class been the effective rate that was reduced to the taxpayer under para- graph 20(1)(a) in respect of the former class for taxation years at the end of which the transferred property was included in the former class

shall be included in computing the total depreciation allowed to the taxpayer for property of the other class before the transfer and not included in computing the total depreciation allowed to the taxpayer for property of the former class

(3). — Texte actuel du paragraphe 13(5) :

«(5) Lorsque des biens amortissables d'un contribuable, qui étaient inclus dans une catégorie prescrite (appelée ci-après dans le présent paragraphe l'«ancienne catégorie»), ont été transférés dans une autre catégorie prescrite (appelée ci-après dans le présent paragraphe l'«autre catégorie»), il faut, aux fins de l'alinéa (21)f),

a) ajouter au coût en capital supporté par le contribuable pour des biens amortissables de l'ancienne catégorie acquis avant le transfert, le plus élevé des deux montants suivants :

(i) la fraction, si fraction il y a, du coût en capital supporté par le contribuable pour les biens transférés, qui est en sus de la fraction non amortie du coût en capital qu'il a supporté pour les biens amortissables de l'ancienne catégorie, existant immédiatement avant le transfert, ou

(ii) le total de toutes les sommes qui auraient été allouées au contribuable au titre des biens transférés, s'ils avaient fait partie d'une catégorie prescrite, au taux prévu pour lui, en ce qui concerne les biens de l'ancienne catégorie, en vertu des règlements établis en application de l'alinéa 20(1)a), dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures au transfert; et

(b) ajouter à l'amortissement total alloué au contribuable pour les biens de l'autre catégorie, la plus élevée des sommes déterminées conformément aux sous-alinéas a)(i) et (ii).»

(ii) the aggregate of all amounts that would have been deducted by the taxpayer in respect of the transferred property under paragraph 20(1)(a) in computing his income for taxation years ending before the transfer had that property been the only property included in a separate prescribed class and had the rate allowed by the regulations made under paragraph 20(1)(a) in respect of that separate class been the effective rate that was deducted by the taxpayer under paragraph 20(1)(a) in respect of the former class for taxation years at the end of which the transferred property was included in the former class

shall be included in computing the total depreciation allowed to the taxpayer for property of the other class before that time and not included in computing the total depreciation allowed to the taxpayer for property of the former class before that time."

(i) l'excédent éventuel du coût en capital des biens transférés pour le contribuable sur la fraction non amortie du coût en capital, pour lui, des biens amortissables de l'ancienne catégorie immédiatement avant le transfert,

(ii) le total des sommes que le contribuable aurait pu déduire en application de l'alinéa 20(1)a au titre des biens transférés dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition se terminant avant le transfert si les biens avaient été les seuls biens faisant partie d'une catégorie prescrite distincte et si le taux prévu pour cette catégorie distincte selon les règlements pris en application de cet alinéa avait été le taux réel déduit par le contribuable en application du même alinéa au titre de l'ancienne catégorie pour les années d'imposition à la fin desquelles les biens transférés faisaient partie de l'ancienne catégorie.»

(4) All that portion of subsection 13(7) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(7) For the purposes of paragraphs 8(1)(j) and (p), this section, section 20 and any regulations made under paragraph 20(1)(a), the following rules apply:

(a) where a taxpayer, having acquired property for the purpose of gaining or producing income, has commenced at a later time to use it for some other purpose, he shall be deemed to have disposed of it at that later time at its fair market value at that time;”

(5) All that portion of paragraph 13(7)(b) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) where a taxpayer, having acquired property for some other purpose, has commenced at a later time to use it for the purpose of gaining or producing

(4) Le passage du paragraphe 13(7) de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(7) Pour l'application des alinéas 8(1)(j) et p), du présent article, de l'article 20 et des règlements pris en application de l'alinéa 20(1)a), les règles suivantes s'appliquent :

a) le contribuable ayant acquis un bien en vue d'en tirer un revenu, qui commence, à une date postérieure, à l'utiliser à une autre fin est réputé en avoir disposé à cette date postérieure à sa juste valeur marchande à cette même date;»

(5) Le passage de l'alinéa 13(7)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) le contribuable ayant acquis un bien à une autre fin, qui commence, à une date postérieure, à l'utiliser en vue d'en tirer un revenu est réputé l'avoir acquis

Rules
applicable

Règles
applicables

(4) The relevant portion of subsection 13(7) at present reads as follows:

“(7) For the purposes of this section, section 20 and any regulations made under paragraph 20(1)(a), the following rules apply:

(a) where a taxpayer, having acquired property for the purpose of gaining or producing income therefrom or for the purpose of gaining or producing income from a business, has commenced at a later time to use it for some other purpose, he shall be deemed to have disposed of it at that later time at its fair market value at that time;”

(5) The relevant portion of paragraph 13(7)(b) at present reads as follows:

“(b) where a taxpayer, having acquired property for some other purpose, has commenced at a later time to use it for the purpose of gaining or producing income therefrom, or for the purpose of gaining or producing income from a business, he shall be deemed to have acquired it at that later time at a capital cost to him equal to the lessor of”

income shall be deemed to have acquired it at that later time at a capital cost to him equal to the lesser of

(b) where the taxpayer (B) of the said paragraph 13(7)(b) has acquired the property at a later time than the time at which the property was first acquired by the taxpayer (A) and the taxpayer (B) has commenced at a later time than the time at which the property was first acquired by the taxpayer (A) to use it for the purpose of gaining or producing income therefrom, or for the purpose of gaining or producing income from a business, he shall be deemed to have acquired it at that later time at a capital cost to him equal to the lesser of

(1) the fair market value of the property at that later time exceeds the aggregate of

(i) the cost to him of the property immediately before that later time, and

(ii) 4% of the amount deducted by him under section 110.6 in respect of the amount, if any, by which the fair market value of the property at that later time exceeds the cost to him of the property immediately before that later time.

(4). — Texte actuel du passage visé de l’alinéa 13(7) :

«(7) Pour l’application du présent article, de l’article 20 et des règlements pris sous le régime de l’alinéa 20(1)a), les règles suivantes s’appliquent :

a) le contribuable ayant acquis un bien en vue d’en tirer un revenu ou de tirer un revenu d’une entreprise, qui commence, à une date postérieure, à l’utiliser à une autre fin est réputé en avoir disposé à cette date à sa juste valeur marchande à cette même date;»

(5). — Texte actuel du passage visé de l’alinéa 13(7)b) :

«b) le contribuable ayant acquis un bien à une autre fin, qui commence, à une date postérieure, à l’utiliser en vue d’en tirer un revenu ou de tirer un revenu d’une entreprise est réputé l’avoir acquis à cette date postérieure à un coût en capital, pour lui, égal au moindre :»

income, he shall be deemed to have acquired it at that later time at a capital cost to him equal to the lesser of”

à cette date postérieure à un coût en capital, pour lui, égal au moindre :»

(6) Clause 13(7)(b)(ii)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) La division 13(7)b(ii)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(B) $\frac{3}{4}$ of the amount, if any, by which
 (I) the fair market value of the property at that later time 10
 exceeds the aggregate of
 (II) the cost to him of the property immediately before that later time, and
 (III) $\frac{4}{3}$ of the amount deducted 15
 by him under section 110.6 in respect of the amount, if any, by which the fair market value of the property at that later time exceeds the cost to him of the 20
 property immediately before that later time;”

«(B) des $\frac{3}{4}$ de l'excédent éventuel 5
 (I) de la juste valeur marchande du bien à cette date postérieure, sur le total :
 (II) du coût du bien pour le contribuable immédiatement avant 10
 cette date postérieure, et
 (III) des $\frac{4}{3}$ du montant déduit par le contribuable selon l'article 110.6 au titre de l'excédent éventuel de la juste valeur marchande 15
 du bien à cette date postérieure sur le coût du bien pour le contribuable immédiatement avant
 cette date postérieure;»

(7) Paragraph 13(7)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(7) L'alinéa 13(7)c) de la même loi est 20
 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(c) where property (other than a motor vehicle in respect of which section 67.3 applies) has, since it was acquired by a taxpayer, been regularly used in part for the purpose of gaining or producing income and in part for some other purpose, the taxpayer shall be deemed to have acquired, for the purpose of gaining or producing income, the proportion of the property that the use 35
 regularly made of the property for gaining or producing income is of the whole use regularly made of the property at a capital cost to him equal to the same proportion of the capital cost to him of 40
 the whole property; and, if the property has, in such a case, been disposed of, the proceeds of disposition of the proportion of the property deemed to have been acquired for gaining or producing 45
 income shall be deemed to be the same proportion of the proceeds of disposition of the whole property;”

«c) lorsque, depuis son acquisition par un contribuable, un bien — à l'exclusion d'un véhicule à moteur auquel l'article 67.3 s'applique — a été habituellement 25
 utilisé, en partie en vue d'en tirer un revenu et en partie à une autre fin, ce contribuable est réputé avoir acquis, en vue d'en tirer un revenu, la fraction du bien représentée par le rapport entre 30
 l'usage qui en est fait habituellement pour tirer un revenu et l'usage total habituel du bien, à un coût en capital, pour le contribuable, égal à la même fraction du coût en capital, pour lui, du 35
 bien entier; si, dans ce cas, le bien a fait l'objet d'une disposition, le produit de disposition de la fraction du bien réputée acquise pour tirer un revenu est réputé égal à la même fraction du pro-40
 duit de disposition du bien entier;»

(6) Clause 13(7)(b)(ii)(B) at present reads as follows:

“(B) 1/2 of the amount, if any, by which his proceeds of disposition of the property exceeds the cost to him of the property immediately before that later time to the extent that it can be established that no deduction under section 110.6 was claimed by him in respect of that amount;”

(6). — Texte actuel de la division 13(7)b(ii)(B) :

«(B) de la moitié de l'excédent éventuel du produit de disposition du bien pour lui sur le coût du bien pour lui immédiatement avant cette date postérieure, dans la mesure où il est établi qu'il n'a demandé aucune déduction en vertu de l'article 110.6 à l'égard de cette excédent;»

(7) Paragraph 13(7)(c) at present reads as follows:

“(c) where property has, since it was acquired by a taxpayer, been regularly used in part for the purpose of gaining or producing income therefrom or for the purpose of gaining or producing income from a business and in part for some other purpose, the taxpayer shall be deemed to have acquired, for the purpose of gaining or producing income, the proportion of the property that the use regularly made of the property for gaining or producing income is of the whole use regularly made of the property at a capital cost to him equal to the same proportion of the capital cost to him of the whole property; and, if the property has, in such a case, been disposed of, the proceeds of disposition of the proportion of the property deemed to have been acquired for gaining or producing income shall be deemed to be the same proportion of the proceeds of disposition of the whole property;”

(7). — Texte actuel de l'alinéa 13(7)c) :

«c) lorsque, depuis son acquisition par le contribuable, un bien a été habituellement utilisé, en partie en vue d'en tirer un revenu ou de tirer un revenu d'une entreprise et en partie à une autre fin, ce contribuable est réputé avoir acquis, en vue de tirer un revenu, la fraction du bien représentée par le rapport entre l'usage qui en est fait habituellement pour tirer un revenu et l'usage total habituel du bien, à un coût en capital, pour le contribuable, égal à la même fraction du coût en capital, pour lui, du bien entier; si, dans ce cas, le bien a fait l'objet d'une disposition, le produit de disposition de la fraction du bien réputée acquise pour tirer un revenu est réputé égal à la même fraction du produit de disposition du bien entier;»

(8) Clause 13(7)(d)(i)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(B) $\frac{3}{4}$ of the amount, if any, by which
 (I) the amount deemed under subparagraph 45(1)(c)(ii) to be his proceeds of disposition of the property in respect of the change exceeds the aggregate of
 (II) the cost to him of the property immediately before that time, and
 (III) $\frac{4}{3}$ of the amount deducted by him under section 110.6 in respect of the amount, if any, by which the amount determined under subclause (I) exceeds the cost to him of the property immediately before that time, and”

(9) Clause 13(7)(e)(i)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(B) $\frac{3}{4}$ of the amount, if any, by which
 (I) the transferor's proceeds of disposition of the property exceed the aggregate of
 (II) the cost or capital cost, as the case may be, to the transferor immediately before that time, and
 (III) $\frac{4}{3}$ of the amount deducted by any person under section 110.6 in respect of the amount, if any, by which the amount determined under subclause (I) exceeds the amount determined under subclause (II)”

(10) Clause 13(7)(e)(ii)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(B) $\frac{3}{4}$ of the amount, if any, by which the transferor's proceeds of disposition of the property exceed the cost or capital cost, as the case may be, to the transferor immediately before that time”

(8) La division 13(7)d)(i)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(B) des $\frac{3}{4}$ de l'excédent éventuel
 (I) du montant réputé par le sous-alinéa 45(1)c)(ii) être le produit de disposition du bien pour le contribuable en raison du changement d'usage,
 sur le total :
 (II) du coût du bien pour le contribuable immédiatement avant cette date, et
 (III) des $\frac{4}{3}$ du montant déduit par le contribuable selon l'article 110.6 au titre de l'excédent éventuel du montant visé à la subdivision (I) sur le coût du bien pour le contribuable immédiatement avant cette date.»

(9) La division 13(7)e)(i)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(B) des $\frac{3}{4}$ de l'excédent éventuel
 (I) du produit de disposition du bien pour l'auteur du transfert,
 sur le total :
 (II) du coût ou du coût en capital, selon le cas, du bien pour l'auteur du transfert immédiatement avant cette date, et
 (III) des $\frac{4}{3}$ du montant déduit par une personne selon l'article 110.6 au titre de l'excédent éventuel du montant visé à la subdivision (I) sur le montant visé à la subdivision (II).»

(10) La division 13(7)e)(ii)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(B) des $\frac{3}{4}$ de l'excédent éventuel du produit de disposition du bien pour l'auteur du transfert sur le coût ou le coût en capital, selon le cas, pour l'auteur du transfert immédiatement avant cette date.»

(8) Clause 13(7)(d)(i)(B) at present reads as follows:

“(B) 1/2 of the amount, if any, by which his proceeds of disposition of the property exceeds the cost to him of the property immediately before that time to the extent that it can be established that no deduction under section 110.6 was claimed by him in respect of that amount, and”

(8). — Texte actuel de la division 13(7)d(i)(B) :

«(B) de la moitié de l'excédent éventuel du produit de disposition du bien pour lui sur le coût du bien pour lui immédiatement avant cette date, dans la mesure où il est établi qu'il n'a demandé aucune déduction en vertu de l'article 110.6 à l'égard de cette excédent, et»

(9) Clause 13(7)(e)(i)(B) at present reads as follows:

“(B) 1/2 of the amount, if any, by which the transferor's proceeds of disposition of the property exceeds the cost or capital cost, as the case may be, to the transferor immediately before that time to the extent that it can be established that no deduction under section 110.6 was claimed by any person in respect of that amount”

(9). — Texte actuel de la division 13(7)e(i)(B) :

«(B) de la moitié de l'excédent éventuel du produit de disposition du bien pour l'auteur du transfert sur le coût ou coût en capital, selon le cas, du bien pour l'auteur du transfert immédiatement avant cette date, dans la mesure où il est établi que personne n'a demandé de déduction en vertu de l'article 110.6 à l'égard de cet excédent;»

(10) and (11) These amendments would substitute “3/4” for “1/2”.

(10) et (11). — Remplacement de «moitié» par «3/4».

(11) Subparagraph 13(7)(f)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) $\frac{3}{4}$ of the amount, if any, by which the corporation’s proceeds of disposition of the property exceed the capital cost to the corporation of the property at the time of the disposition.”

(12) Subsection 13(7) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

“(g) where the cost to a taxpayer of a passenger vehicle exceeds \$20,000 or such other amount as may be prescribed, the capital cost to the taxpayer of the vehicle shall be deemed to be \$20,000 or that other prescribed amount, as the case may be; and

(h) where a passenger vehicle is acquired by a taxpayer at any time from a person with whom the taxpayer does not deal at arm’s length, the capital cost at that time to the taxpayer of the vehicle shall be deemed to be the least of

- (i) the fair market value of the vehicle at that time,
- (ii) the amount that immediately before that time was the cost amount to that person of the vehicle, and
- (iii) \$20,000 or such other amount as may be prescribed.”

(13) Paragraph 13(7.1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) an amount described in paragraph 37(1)(d),”

(14) All that portion of subsection 13(7.1) of the said Act following paragraph (b.1) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“the capital cost of the property to the taxpayer at any particular time shall be deemed to be the amount, if any, by which the aggregate of

(11) Le sous-alinéa 13(7)f(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) des $\frac{3}{4}$ de l’excédent éventuel du produit de disposition du bien pour la corporation sur le coût en capital du bien pour la corporation à la date de la disposition.»

(12) Le paragraphe 13(7) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«g) si le coût d’une voiture de tourisme pour un contribuable est supérieur à 20 000 \$ ou à tout autre montant qui peut être fixé par règlement, le coût en capital de la voiture pour le contribuable est réputé être 20 000 \$ ou cet autre montant, selon le cas;

h) le coût en capital d’une voiture de tourisme pour un contribuable au moment où celui-ci l’acquiert d’une personne avec laquelle il a un lien de dépendance est réputé être le moins élevé :

- (i) de la juste valeur de la voiture à ce moment,
- (ii) du coût indiqué de la voiture pour cette personne juste avant ce moment,
- (iii) de 20 000 \$ ou de tout autre montant qui peut être fixé par règlement.»

(13) L’alinéa 13(7.1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 30

«a) un montant visé à l’alinéa 37(1)d),»

(14) Le passage du paragraphe 13(7.1) de la même loi qui suit l’alinéa b.1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«le coût en capital du bien, pour le contribuable, à un moment donné est réputé être l’excédent éventuel du total :

- c) du coût en capital du bien pour le contribuable, calculé sans tenir compte

(12) New.

a) si le bien a été reçu en cours d'une année d'imposition et qu'il n'est pas inclus dans le montant des montants déduits par le contribuable en application des paragraphes 13(1) et (2) pour l'année d'imposition se terminant à l'expiration de l'année d'imposition, le montant de l'aide qui se trouve en ce qui concerne le bien avant qu'il soit transféré à un autre contribuable n'est pas déductible.

(13) Paragraph 13(7.1)(a) at present reads as follows:

"(a) an amount authorized to be paid under an *Appropriation Act* and on terms and conditions approved by the Treasury Board in respect of scientific research and experimental development expenditures incurred for the purpose of advancing or sustaining the technological capability of Canadian manufacturing or other industry,"

(14) This amendment would add the underlined words.

13(7.1) (a) une somme dont le paiement est autorisé en vertu d'une Loi portant affectation de crédits, selon les modalités approuvées par le conseil du Trésor, au titre de dépenses engagées dans la recherche scientifique et le développement expérimental afin de relever ou de maintenir le niveau de compétence technologique de l'industrie manufacturière canadienne ou d'autres secteurs de l'industrie canadienne,

(12). — Nouveau.

(a) where the property was acquired in a taxation year ending before that time, all amounts deducted under subsection 13(2) or (3) by the taxpayer for a taxation year ending before that time, and

(b) the amount of assistance the taxpayer has received or is entitled, before that time, to receive

in respect of that property before the disposition thereof by the taxpayer.

(13). — Texte actuel de l'alinéa 13(7.1)a) :

«a) une somme dont le paiement est autorisé en vertu d'une Loi portant affectation de crédits, selon les modalités approuvées par le conseil du Trésor, au titre de dépenses engagées dans la recherche scientifique et le développement expérimental afin de relever ou de maintenir le niveau de compétence technologique de l'industrie manufacturière canadienne ou d'autres secteurs de l'industrie canadienne.»

(14). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 13(7.1) :

- «le coût en capital du bien supporté par le contribuable est réputé être l'excédent du total
- c) du coût en capital du bien pour le contribuable, calculé sans tenir compte du présent paragraphe et du paragraphe (7.4), et
- d) de la fraction, s'il en est, de l'aide qui a été remboursée par le contribuable en exécution d'une obligation de rembourser tout ou partie de l'aide, en ce qui concerne ce bien avant qu'il en dispose sur le total

(c) the capital cost thereof to the taxpayer, determined without reference to this subsection and subsection (7.4), and

(d) such part, if any, of the assistance as has been repaid by the taxpayer, pursuant to an obligation to repay all or any part of that assistance, in respect of that property before the disposition thereof by him and before that time

exceeds the aggregate of 10

(e) where the property was acquired in a taxation year ending before that time, all amounts deducted under subsection 127(5) or (6) by the taxpayer for a taxation year ending before that time, 15 and

(f) the amount of assistance the taxpayer has received or is entitled, before that time, to receive

in respect of that property before the disposition thereof by the taxpayer.” 20

(15) Subsection 13(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(9) In applying paragraphs (7)(a) to (d) in respect of a non-resident taxpayer, a reference to “gaining or producing income” in relation to a business shall be read as a reference to gaining or producing income from a business wholly carried on in Canada or such part of a business as is wholly carried on in Canada.” 30

(16) Subsection 13(11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 35

“(11) Any deduction made under subparagraphs 8(1)(j)(ii) or 8(1)(p)(ii) of this Act or subsection 11(11) of *The Income Tax Act*, chapter 52 of the *Statutes of Canada, 1948*, shall be deemed, for the purposes of this section to have been made under regulations made under paragraph 20(1)(a).” 40

(17) Paragraph 13(21)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 45

“(e) “total depreciation” allowed to a taxpayer before any time for property of

du présent paragraphe et du paragraphe (7.4), et

d) de la partie éventuelle de l'aide qui a été remboursée par le contribuable en exécution d'une obligation de rembourser tout ou partie de l'aide, en ce qui concerne ce bien avant qu'il en dispose et avant le moment donné, 5

sur le total :

e) si le bien a été acquis au cours d'une année d'imposition se terminant avant le moment donné, des montants déduits par le contribuable en application des paragraphes 127(5) et (6) pour toute année d'imposition se terminant avant le moment donné, et 10

f) du montant de l'aide que le contribuable a reçue ou a le droit, avant le moment donné, de recevoir, 15

en ce qui concerne le bien avant que le contribuable n'en dispose.» 20

(15) Le paragraphe 13(9) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(9) Pour l'application des alinéas (7)a à d) à un contribuable non résidant, les mots «tirer un revenu» sont remplacés, en ce qui concerne une entreprise, par les mots «tirer un revenu d'une entreprise exploitée entièrement au Canada ou de toute partie d'une entreprise exploitée entièrement au Canada.» 30

Sens de «tirer un revenu»

(16) Le paragraphe 13(11) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(11) Tout montant déduit en application des sous-alinéas 8(1)(j)(ii) ou p)(ii) de la présente loi ou du paragraphe 11(11) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, chapitre 52 des *Statuts du Canada de 1948*, est réputé, pour l'application du présent article, déduit selon les règlements pris en application de l'alinéa 20(1)a).” 40

Déduction relative à un bien utilisé dans l'accomplissement des fonctions

(17) L'alinéa 13(21)e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e) «amortissement total», s'agissant de l'amortissement total accordé à un con- 45

«amortissement total» «total depreciation»

Gaining or producing income

Deduction in respect of property used in performance of duties

“total depreciation” «amortissement total»

(15) Subsection 13(9) at present reads as follows:

“(9) In applying paragraphs (7)(a) to (d) in respect of a non-resident taxpayer, a reference to a “business” shall be read as a reference to a business wholly carried on in Canada or such part of a business as is wholly carried on in Canada.”

(16) Subsection 13(11) at present reads as follows:

“(11) Any deduction made under subparagraph 8(1)(j)(ii) of this Act or subsection 11(11) of *The Income Tax Act*, chapter 52 of the Statutes of Canada, 1948, shall be deemed, for the purposes of this section, to have been made under regulations made under paragraph 20(1)(a).”

(17) Paragraph 13(21)(e) at present reads as follows:

“(e) “total depreciation” allowed to a taxpayer before any time for property of a prescribed class means the aggregate of all amounts each of which is an amount allowed to the taxpayer in respect of property of that class under regulations made under paragraph 20(1)(a), or deductible under subsection 20(16), in computing income for taxation years ending before that time;”

e) de tous les montants déduits en vertu des paragraphes 127(5) ou (6), et
 f) du montant de l'aide que le contribuable a reçue ou a le droit de recevoir
 en ce qui concerne ce bien avant que le contribuable n'en dispose.»

(15). — Texte actuel du paragraphe 13(9) :

«(9) Dans l'application des alinéas (7)a) à d) à un contribuable non résidant, toute référence à une «entreprise» doit s'interpréter comme une référence à une entreprise exploitée entièrement au Canada ou à toute partie d'une entreprise qui est entièrement exploitée au Canada.»

(16). — Texte actuel du paragraphe 13(11) :

«(11) Toute déduction faite en vertu du sous-alinéa 8(1)j)(ii) de la présente loi ou du paragraphe 11(11) de la *Loi de l'impôt sur le revenu (1948)* est réputé, aux fins du présent article, avoir été faite en vertu des règlements établis en vertu de l'alinéa 20(1)a).»

(17). — Texte actuel de l'alinéa 13(21)e) :

«e) «amortissement total» permis à un contribuable avant une date donnée relativement aux biens d'une catégorie prescrite désigne le total de toutes les sommes que le contribuable a déduites et avait le droit de déduire au titre des biens de cette catégorie en vertu des règlements établis sous le régime de l'alinéa 20(1)a), ou qui sont déductibles en vertu du paragraphe 20(16), lors du calcul du revenu pour les années d'imposition se terminant avant cette date;»

a prescribed class means the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted, or that but for section 67.3 would have been deducted, by the taxpayer by reason of paragraph 20(1)(a) in respect of property of that class or an amount deducted under subsection 20(16), or that would have been so deducted but for subsection 20(16.1), in computing his income for taxation 10 years ending before that time;”

tribuable avant une date donnée pour les biens d'une catégorie prescrite, s'entend du total des montants dont chacun représente une déduction pour amortissement prise par le contribuable par application de l'alinéa 20(1)a pour les biens de cette catégorie — ou qui serait ainsi prise si ce n'était l'article 67.3 — ou un montant déduit en application du paragraphe 20(16) — ou qui serait déduit si ce n'était le paragraphe 20(16.1) —, dans le calcul du revenu du contribuable pour les années d'imposition se terminant avant cette date;»

(18) Subparagraph 13(21)(f)(vii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(18) Le sous-alinéa 13(21)f(vii) de la 15^e même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(vii) all amounts each of which is an amount deducted under subsection 127(5) or (6), in respect of a depreciable property of that class of the taxpayer, in computing the taxpayer's tax payable for a taxation year ending before that time and subsequent to the disposition of such property by him, and”

«(vii) des sommes dont chacune représente une somme déduite en application du paragraphe 127(5) ou (6), au titre d'un bien amortissable de cette catégorie, dans le calcul de l'impôt payable par celui-ci pour une année d'imposition se terminant avant cette date et après qu'il a disposé de ces biens, et»

(19) All that portion of subparagraph 13(21.1)(b)(ii) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(19) Le passage du sous-alinéa 13(21.1)b(ii) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(ii) 1/4 of the amount by which the greater of”

«(ii) de 1/4 de l'excédent du plus élevé des montants suivants :»

(20) Subsection (1) is applicable to the 1985 and subsequent taxation years.

(20) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1985 et suivantes.

(21) Subsections (2), (3), (12) and (17) are applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(21) Les paragraphes (2), (3), (12) et (17) s'appliquent aux années d'imposition et aux exercices financiers commençant après le 17 35 juin 1987 qui se terminent après 1987.

(22) Subsections (4), (5), (7) and (15) are applicable with respect to changes in use occurring after April, 1988.

(22) Les paragraphes (4), (5), (7) et (15) s'appliquent aux changements d'usage postérieurs à avril 1988.

(23) Subsections (6) and (8) to (10) are applicable to property acquired after May 22, 1985, other than property acquired before 1986 pursuant to an agreement entered into in writing before May 23, 1985, except that in applying clauses 13(7)(b)(ii)(B),

(23) Les paragraphes (6) et (8) à (10) s'appliquent aux biens acquis après le 22 mai 1985, à l'exclusion de ceux acquis avant 1986 conformément à une convention écrite conclue avant le 23 mai 1985. Toutefois, pour l'application des divisions 13(7)b(ii)(B), 13(7)d(i)(B), 13(7)e(i)(B) et

(18) Subparagraph 13(21)(f)(vii) at present reads as follows:

“(vii) all amounts each of which is an amount deducted under subsection 127(5) or (6), in respect of a depreciable property of that class of the taxpayer, before that time and subsequent to the disposition of such property by him, and”

(19) This amendment would substitute “1/4” for “1/2”.

(18). — Texte actuel du sous-alinéa 13(21)f(vii) :

«(vii) toutes les sommes dont chacune représente une somme déduite en vertu du paragraphe 127(5) ou (6) à l'égard d'un bien amortissable de cette catégorie du contribuable, avant cette date et après qu'il ait disposé de ces biens, et»

(19). — Remplacement de «moitié» par «1/4».

13(7)(e)(i)(B) and 13(7)(e)(ii)(B) of the said Act, as enacted by subsections (6) and (8) to (10),

(a) to acquisitions of property by a person or partnership in taxation years and fiscal periods ending before 1988, the references therein to "3/4" and "4/3 of" shall be read as references to "1/2" and "2 times", respectively;

(b) to acquisitions of property by an individual or a partnership in taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the references therein to "3/4" and "4/3" shall be read as references to "2/3" and "3/2", respectively;

(c) to acquisitions of property by a corporation in taxation years ending after 1987 and commencing before 1990 throughout which the corporation was a Canadian-controlled private corporation, the references therein to "3/4" shall, in respect of the corporation for the year, be read as references to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year; and

(d) to acquisitions of property by a corporation in taxation years ending after 1987 and commencing before 1990 where throughout the year the corporation was not a Canadian-controlled private corporation, the references therein to "3/4" shall, in respect of the corporation for the year, be read as references to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,

13(7)(e)(ii)(B) de la même loi, édictées par les paragraphes (6) et (8) à (10), aux acquisitions de biens :

a) par une personne ou une société au cours des années d'imposition et des exercices financiers qui se terminent avant 1988, les mentions «3/4» et «des 4/3» sont respectivement remplacées par les mentions «1/2» et «du double»;

b) par un particulier ou une société, au cours des années d'imposition et des exercices financiers qui se terminent après 1987 et avant 1990, les fractions «3/4» et «4/3» sont respectivement remplacées par les fractions «2/3» et «3/2»;

c) par une corporation, au cours des années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, si la corporation est tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année;

d) par une corporation, au cours des années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, si la corporation n'est pas tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieure à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année;

(iii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieure à 1989 et le nombre total de jours de l'année;

(24) La paragràphe (11) s'applique dans le cas où une personne ou un groupe de personnes acquiert le contrôle d'une corporation après le 1^{er} janvier 1987 et où, après le 31 juin 1987, une corporation devient exonérée de l'impôt en vertu de la partie I de la même loi sur les revenus imposables ou cesse de l'être. Toutefois, si le contrôle d'une corporation est acquis ou si une corporation devient exonérée de l'impôt en vertu de la partie I de la même loi, un cas de l'ÉTR, sur ses revenus imposables au cours d'une année d'imposition qui se termine après 1987 et commence avant 1990, la fraction (24) au sous-alinéa (11)(ii) de la même loi, édicté par le paragràphe (11), est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction 22 représentée par le total:

(a) si la corporation est tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien;

(i) du produit de (A) par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année;

(ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année;

(iii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année;

(b) si la corporation n'est pas tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien;

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année;

(ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after June 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

(24) Subsection (11) is applicable where control of a corporation is acquired by a person or group of persons after January 1, 1987 and where, after June 30, 1987, a corporation becomes or ceases to be exempt from tax under Part I of the Act on its taxable income, except that where control of a corporation is acquired or a corporation becomes or ceases to be exempt from tax under Part I of the Act on its taxable income in a taxation year ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to "1/2" in subsection (11)(ii) of the Act, as enacted by subsection (11), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(a) where the corporation is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year,

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year, and

(b) where the corporation is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year,

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before July 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are

(ii) that proportion of $\frac{2}{3}$ that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of $\frac{3}{4}$ that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

(24) Subsection (11) is applicable where control of a corporation is acquired by a person or group of persons after January 15, 1987 and where, after June 5, 1987, a corporation becomes or ceases to be exempt from tax under Part I of the Act on its taxable income, except that where control of a corporation is acquired or a corporation becomes or ceases to be exempt from tax under Part I of the Act on its taxable income in a taxation year ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to " $\frac{3}{4}$ " in subparagraph 13(7)(f)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (11), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(a) where the corporation is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year,

(i) that proportion of $\frac{1}{2}$ that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of $\frac{2}{3}$ that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of $\frac{3}{4}$ that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year, and

(b) where the corporation is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year,

(i) that proportion of $\frac{1}{2}$ that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of $\frac{2}{3}$ that the number of days in the year that are

(ii) du produit de $\frac{2}{3}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de $\frac{3}{4}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année.

(24) Le paragraphe (11) s'applique dans le cas où une personne ou un groupe de personnes acquiert le contrôle d'une corporation après le 15 janvier 1987 et où, après le 5 juin 1987, une corporation devient exonérée de l'impôt en vertu de la partie I de la même loi sur son revenu imposable, ou cesse de l'être. Toutefois, si le contrôle d'une corporation est acquis ou si une corporation devient exonérée de l'impôt en vertu de la partie I de la même loi, ou cesse de l'être, sur son revenu imposable au cours d'une année d'imposition qui se termine après 1987 et commence avant 1990, la fraction « $\frac{3}{4}$ », au sous-alinéa 13(7)f)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (11), est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

a) si la corporation est tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien :

(i) du produit de $\frac{1}{2}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de $\frac{2}{3}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de $\frac{3}{4}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année;

b) si la corporation n'est pas tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien :

(i) du produit de $\frac{1}{2}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année.

(iii) du produit de 1/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année.

(22) La phrase (11) s'applique aux dépenses faites après avril 1987.

(23) Les paragraphes (19), (16) et (18) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(24) Le paragraphe (19) s'applique aux années d'imposition et aux années (dans 12 mois qui se terminent après 1987, tantôt

(a) si le contribuable est un particulier ou une société pour l'application de son article 1431.1(b)(ii) de la même loi, ou

(b) si le contribuable est un particulier ou une société pour l'application de son article 1431.1(b)(ii) de la même loi, ou

(c) si le contribuable est un particulier ou une société pour l'application de son article 1431.1(b)(ii) de la même loi, ou

(d) si le contribuable est tout ou long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application de son article 1431.1(b)(ii) de la même loi, ou

(e) si le contribuable est tout ou long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application de son article 1431.1(b)(ii) de la même loi, ou

(f) si le contribuable est tout ou long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application de son article 1431.1(b)(ii) de la même loi, ou

(g) si le contribuable est tout ou long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application de son article 1431.1(b)(ii) de la même loi, ou

(h) si le contribuable est tout ou long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application de son article 1431.1(b)(ii) de la même loi, ou

(i) si le contribuable est tout ou long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application de son article 1431.1(b)(ii) de la même loi, ou

(ii) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are

(iii) that proportion of 1/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

(22) Subsection (11) is applicable with respect to expenditures made after April, 1987.

(23) Subsections (14), (16) and (18) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(24) Subsection (19) is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987, except that

(a) where the taxpayer is an individual or a partnership for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the reference to "19" in subparagraph (19)(a)(i) of the said Act as enacted by subsection (19) shall be read as a reference to "13";

(b) where the taxpayer is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to "14" in subparagraph (19)(a)(ii) of the said Act as enacted by subsection (19) shall be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 1/3 that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of 1/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year; and

(c) where the taxpayer is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year,

after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of $\frac{3}{4}$ that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year. 5

(25) Subsection (13) is applicable with respect to expenditures made after April, 1988.

(26) Subsections (14), (16) and (18) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years. 10

(27) Subsection (19) is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987, except that

(a) where the taxpayer is an individual or a partnership, for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the reference to " $\frac{1}{4}$ " in subparagraph 13(21.1)(b)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (19), shall be read as a reference to " $\frac{1}{3}$ "; 20

(b) where the taxpayer is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to " $\frac{1}{4}$ " in subparagraph 13(21.1)(b)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (19), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of 25

(i) that proportion of $\frac{1}{2}$ that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year, 35

(ii) that proportion of $\frac{1}{3}$ that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and 40

(iii) that proportion of $\frac{1}{4}$ that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year; and

(c) where the taxpayer is a corporation, that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, 45

(ii) du produit de $\frac{2}{3}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de $\frac{3}{4}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année. 5

(25) Le paragraphe (13) s'applique aux dépenses faites après avril 1988. 10

(26) Les paragraphes (14), (16) et (18) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes. 10

(27) Le paragraphe (19) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987. Toutefois : 15

a) si le contribuable est un particulier ou une société, pour l'application du sous-alinéa 13(21.1)b)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (19), aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987 et avant 1990, la fraction « $\frac{1}{4}$ » est remplacée par la fraction « $\frac{1}{3}$ »; 20

b) si le contribuable est tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même sous-alinéa aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction « $\frac{1}{4}$ » est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total : 30

(i) du produit de $\frac{1}{2}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année, 35

(ii) du produit de $\frac{1}{3}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année, 40

(iii) du produit de $\frac{1}{4}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année; 45

c) si le contribuable est une corporation qui n'est pas tout au long de son année d'imposition une corporation dont le con-

for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to "1/4" in subparagraph 13(21.1)(b)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (19), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

- (i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of 10 days in the year,
- (ii) that proportion of 1/3 that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and 15
- (iii) that proportion of 1/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

8. (1) Subsection 14(1) of the said Act is 20 repealed and the following substituted therefor:

"14. (1) Where, at the end of a taxation year, the aggregate of all amounts each of which is an amount determined in respect 25 of a business of a taxpayer under subparagraph (5)(a)(iv) (in this Act referred to as an "eligible capital amount") or (v) exceeds the aggregate of all amounts determined under subparagraphs (5)(a)(i) 30 to (iii.1) in respect of the business (which excess is in this subsection referred to as "the excess"),

- (a) in the case of a taxpayer (other than
 - (i) a corporation, 35
 - (ii) a partnership all the members of which were
 - (A) corporations,
 - (B) partnerships all the members of which were corporations, or 40
 - (C) partnerships described in this subparagraph, or
 - (iii) a partnership that was not a Canadian partnership throughout the year) 45
- who was resident in Canada throughout the year,
- (iv) the amount, if any, that is the lesser of

Inclusion in income from business

trôle est canadien, pour l'application du même sous-alinéa aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «1/4» est rem- placée, en ce qui concerne la corporation 5 pour l'année, par la fraction représentée par le total :

- (i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre 10 total de jours de l'année,
- (ii) du produit de 1/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année pos- térieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année, 15
- (iii) du produit de 1/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année pos- térieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année.

8. (1) Le paragraphe 14(1) de la même loi 20 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«14. (1) En cas d'excédent éventuel, à la fin d'une année d'imposition, du total des montants dont chacun représente un mon- tant déterminé en application du sous-ali- 25 néa (5)a(iv) — appelé «montant en immobilisations admissible» dans la pré- sente loi — ou un montant déterminé en application du sous-alinéa (5)a(v) sur le total des montants déterminés en applica- 30 tion des sous-alinéas (5)a(i) à (iii.1), au titre d'une entreprise d'un contribuable :

- a) s'il s'agit d'un contribuable — à l'exclusion :
 - (i) d'une corporation, 35
 - (ii) d'une société dont tous les asso- ciés sont soit des corporations, soit des sociétés dont tous les membres sont des corporations, soit des sociétés visées au présent sous-alinéa, 40
 - (iii) d'une société qui n'était pas une société canadienne tout au long de l'année —,
- qui a résidé au Canada tout au long de l'année : 45
- (iv) le montant éventuel qui est le moins élevé de cet excédent ou du montant déterminé en application du

Montant à inclure dans le calcul du revenu tiré d'une entreprise

Clause 8: (1) Subsection 14(1) at present reads as follows:

"14. (1) Where, at the end of a taxation year, the aggregate of all amounts each of which is an amount determined under subparagraph (5)(a)(iii) in respect of a business or an amount determined under subparagraph (5)(a)(iv) in respect of the business (the latter amount hereinafter referred to as an "eligible capital amount") exceeds the aggregate of all amounts determined under subparagraphs (5)(a)(i) and (ii) in respect of the business of the taxpayer, the excess shall be included in computing the taxpayer's income from that business for that taxation year."

Article 8, (1). — Texte actuel du paragraphe 14(1) :

«14. (1) Lorsque, à la fin d'une année d'imposition, le total des montants dont chacun est un montant déterminé en conformité du sous-alinéa (5)a(iii), au titre d'une entreprise ou un montant déterminé en vertu du sous-alinéa (5)a(iv) au titre de l'entreprise (ce dernier étant ci-après appelé «montant en immobilisations admissible») est supérieur au total des montants déterminés en conformité des sous-alinéas (5)a(i) et (ii) dans le cadre de l'entreprise d'un contribuable, l'excédent doit être inclus dans le calcul du revenu de ce contribuable tiré de cette entreprise pour l'année d'imposition.»

(A) the excess, and
 (B) the amount determined under subparagraph (5)(a)(v) at the end of the year in respect of the business

shall be included in computing the taxpayer's income from that business for the year, and

(v) the amount, if any, by which the excess exceeds the amount determined under subparagraph (iv) shall be deemed to be a taxable capital gain of the taxpayer from a disposition of capital property by him in the year and, for the purposes of section 110.6, that property shall be deemed to have been disposed of by him in the year; and

(b) in any other case, the excess shall be included in computing the taxpayer's income from that business for that year."

(2) Section 14 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

"(3) Notwithstanding any other provision of this Act, where at a particular time a person or partnership (in this subsection referred to as the "taxpayer") has, directly or indirectly, in any manner whatever, acquired an eligible capital property in respect of a business from an individual who disposed of the property to the taxpayer and with whom the taxpayer did not deal at arm's length, and the property that was disposed of was an eligible capital property of the individual, the eligible capital expenditure in respect of the business made by the taxpayer relating to the acquisition shall be deemed to be 4/3 of the amount, if any, by which

(a) the amount determined under subparagraph (5)(a)(iv) by the individual in respect of the disposition

(b) the amount, if any, determined under subparagraph (1)(a)(v) by the individual in respect of the disposition to

5

10

15

20

25

45

sous-alinéa (5)a)(v) à la fin de l'année au titre de l'entreprise doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable tiré de cette entreprise pour l'année, et

(v) la partie éventuelle de cet excédent qui dépasse le montant visé au sous-alinéa (iv) est réputée être un gain en capital imposable d'un contribuable tiré de la disposition par celui-ci d'un bien en immobilisation au cours de l'année et, pour l'application de l'article 110.6, ce bien est réputé avoir fait l'objet d'une disposition par le contribuable au cours de l'année;

b) dans les autres cas, cet excédent doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable tiré de cette entreprise pour l'année.»

5

10

15

20

(2) L'article 14 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(3) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, lorsqu'une personne ou une société acquiert, à un moment donné, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, un bien en immobilisation admissible, au titre d'une entreprise, d'un particulier avec lequel elle a un lien de dépendance qui a disposé du bien en sa faveur, et que le bien était un bien en immobilisation admissible du particulier, la dépense en immobilisations admissible, au titre de l'entreprise, que la personne ou la société a faite relativement à l'acquisition est réputée égale aux 4/3 de l'excédent éventuel

a) du total calculé par le particulier en application du sous-alinéa (5)a)(iv) au titre de la disposition,

b) sur le montant éventuel calculé par le particulier en application du sous-alinéa (1)a)(v) au titre de la disposition, dans la mesure où il est raisonnable de considérer que ce montant a été déduit par

Acquisition d'un bien en immobilisation admissible

Acquisition of eligible capital property

une personne en application de l'article 110-6.

the extent that the amount may be considered to have been claimed by any person as a deduction under section 110-6.

(3) L'article 110-6 de la loi sur le revenu est modifié par ce qui suit :

(3) Paragraph 110-6 of the Act is amended and the following substituted therefor:

1. Le montant cumulé des montants admissibles d'un contribuable au titre d'une entreprise de commerce au moment donné est l'excédent, au moment donné, du total des montants suivants :

(a) "cumulative eligible capital" of a taxpayer at any time in respect of a business of the taxpayer means the amount, if any, by which the aggregate of all eligible capital expenditures in respect of the business made or incurred by the taxpayer before that time and after his adjustment time exceeds the total of

(i) les 3/4 du total des dépenses en immobilisations admissibles, au titre de l'entreprise, faites au cours de la période d'imposition, avant ce moment donné et après le moment du rajustement applicable au contribuable au moment de l'ajustement des montants;

(ii) the aggregate of all amounts included by subparagraph (1)(a) to have been a taxable capital gain of the taxpayer from a disposition of capital property and all amounts included by paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time;

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(iii) the amount, if any, by which (A) the aggregate of all amounts deductible under paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before his adjustment time exceeds the total of

(i) les 3/4 du total des dépenses en immobilisations admissibles, au titre de l'entreprise, faites au cours de la période d'imposition, avant ce moment donné et après le moment du rajustement applicable au contribuable au moment de l'ajustement des montants;

(B) the aggregate of all amounts included under subsection (1) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before his adjustment time;

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(iv) the aggregate of all amounts each of which is 3/4 of the amount, if any, by which

(i) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(A) an amount which, as a result of a disposition occurring after the taxpayer's adjustment time and before that time, he has or may

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(B) the aggregate of all amounts included by subparagraph (1)(a) to have been a taxable capital gain of the taxpayer from a disposition of capital property and all amounts included by paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time;

(iii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(v) the aggregate of all amounts each of which is 3/4 of the amount, if any, by which

(i) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(A) the aggregate of all amounts deductible under paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before his adjustment time;

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(B) the aggregate of all amounts included under subsection (1) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time;

(iii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(iv) the aggregate of all amounts each of which is 3/4 of the amount, if any, by which

(i) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(A) an amount which, as a result of a disposition occurring after the taxpayer's adjustment time and before that time, he has or may

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(B) the aggregate of all amounts included by subparagraph (1)(a) to have been a taxable capital gain of the taxpayer from a disposition of capital property and all amounts included by paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time;

(iii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(v) the aggregate of all amounts each of which is 3/4 of the amount, if any, by which

(i) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(A) the aggregate of all amounts deductible under paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before his adjustment time;

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(B) the aggregate of all amounts included under subsection (1) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time;

(iii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(iv) the aggregate of all amounts each of which is 3/4 of the amount, if any, by which

(i) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(A) an amount which, as a result of a disposition occurring after the taxpayer's adjustment time and before that time, he has or may

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(B) the aggregate of all amounts included by subparagraph (1)(a) to have been a taxable capital gain of the taxpayer from a disposition of capital property and all amounts included by paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time;

(iii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(v) the aggregate of all amounts each of which is 3/4 of the amount, if any, by which

(i) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(A) the aggregate of all amounts deductible under paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before his adjustment time;

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(B) the aggregate of all amounts included under subsection (1) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time;

(iii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(iv) the aggregate of all amounts each of which is 3/4 of the amount, if any, by which

(i) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(A) an amount which, as a result of a disposition occurring after the taxpayer's adjustment time and before that time, he has or may

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(B) the aggregate of all amounts included by subparagraph (1)(a) to have been a taxable capital gain of the taxpayer from a disposition of capital property and all amounts included by paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time;

(iii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(v) the aggregate of all amounts each of which is 3/4 of the amount, if any, by which

(i) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(A) the aggregate of all amounts deductible under paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before his adjustment time;

(ii) le total des montants rajustés en vertu de l'article 110-6, à l'égard de l'entreprise, au moment de l'ajustement des montants;

(B) the aggregate of all amounts included under subsection (1) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time;

(2) New.

(2). — Nouveau.

the extent that the amount may reasonably be considered to have been claimed by any person as a deduction under section 110.6.”

(3) Paragraph 14(5)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) “cumulative eligible capital” of a taxpayer at any time in respect of a business of the taxpayer means the amount, if any, by which the aggregate of

(i) $\frac{3}{4}$ of the aggregate of all eligible capital expenditures in respect of the business made or incurred by the taxpayer before that time and after his adjustment time,

(ii) the aggregate of all amounts deemed by subparagraph (1)(a)(v) to have been a taxable capital gain of the taxpayer from a disposition of capital property and all amounts included by reason of paragraph (1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after the taxpayer's adjustment time,

(iii) $\frac{3}{2}$ of the amount, if any, of the taxpayer's cumulative eligible capital in respect of the business at his adjustment time, and

(iii.1) the amount, if any, by which
(A) the aggregate of all amounts deducted under paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before his adjustment time exceeds

(B) the aggregate of all amounts included under subsection (1) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before his adjustment time

exceeds the total of

(iv) the aggregate of all amounts each of which is $\frac{3}{4}$ of the amount, if any, by which

(A) an amount which, as a result of a disposition occurring after the taxpayer's adjustment time and before that time, he has or may

une personne en application de l'article 110.6.»

(3) L'alinéa 14(5)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) le montant cumulatif des immobilisations admissibles d'un contribuable, au titre d'une entreprise de celui-ci, à un moment donné est l'excédent éventuel du total des montants suivants :

(i) les $\frac{3}{4}$ du total des dépenses en immobilisations admissibles, au titre de l'entreprise, faites ou engagées par le contribuable avant ce moment donné et après le moment du rajustement applicable au contribuable,

(ii) le total des montants réputés par le sous-alinéa (1)a)(v) être des gains en capital imposables du contribuable tirés de la disposition de biens en immobilisation et des montants inclus par application de l'alinéa (1)b) dans le calcul du revenu que le contribuable a tiré de l'entreprise pour les années d'imposition se terminant avant ce moment donné et après le moment du rajustement qui lui est applicable,

(iii) les $\frac{3}{2}$ du montant cumulatif des immobilisations admissibles éventuel du contribuable au titre de l'entreprise prise au moment du rajustement qui est applicable au contribuable,

(iii.1) l'excédent éventuel
(A) du total des montants déduits en application de l'alinéa 20(1)b) dans le calcul du revenu que le contribuable a tiré de l'entreprise pour les années d'imposition se terminant avant le moment du rajustement qui lui est applicable

(B) sur le total des montants inclus en application du paragraphe (1) dans le calcul du revenu que le contribuable a tiré de l'entreprise pour les années d'imposition se terminant avant le moment du rajustement qui lui est applicable

sur le total des montants suivants :

“cumulative eligible capital”
«montant cumulatif des immobilisations admissibles»

5 «montant cumulatif des immobilisations admissibles»
“cumulative eligible capital”

(3) Paragraph 14(5)(a) at present reads as follows:

“(a) “cumulative eligible capital” of a taxpayer at any time in respect of a business means the amount by which the aggregate of

(i) 1/2 of the aggregate of the eligible capital expenditures in respect of the business made or incurred by the taxpayer before that time, and

(ii) all amounts included by virtue of subsection (1) in computing the taxpayer's income from the business for a taxation year ending prior to that time,

exceeds the aggregate of

(iii) all amounts each of which is an amount in respect of any taxation year of the taxpayer ending before that time, equal to the amount deducted under paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income for that year from the business, and

(iv) the aggregate of all amounts each of which is 1/2 of the amount, if any, by which

(A) an amount that, as a result of a transaction occurring after 1971, became payable to the taxpayer before that time in respect of a business carried on or formerly carried on by him where the consideration given by the taxpayer therefor was such that, if any payment had been made by the taxpayer after 1971 for that consideration, the payment would have been an eligible capital expenditure of the taxpayer in respect of the business,

exceeds

(B) any outlays and expenses to the extent that they were made or incurred by him for the purpose of giving that consideration; and”

(3). — Texte actuel de l'alinéa 14(5)a :

«a) «montant cumulatif des immobilisations admissibles» d'un contribuable, à une date quelconque, au titre d'une entreprise, désigne la fraction du total des montants suivants :

(i) la moitié du total des dépenses en immobilisations admissibles, au titre de l'entreprise, faites ou engagées par le contribuable avant cette date, et

(ii) toutes les sommes comprises en vertu du paragraphe (1) dans le calcul du revenu du contribuable, tiré de l'entreprise pour une année d'imposition se terminant avant cette date,

qui est en sus du total des montants suivants :

(iii) toutes les sommes dont chacune correspond à une année d'imposition du contribuable se terminant avant cette date et qui sont égales au montant déduit, en vertu de l'alinéa 20(1)b), dans le calcul du revenu tiré de l'entreprise, au cours de cette année, par le contribuable, et

(iv) le total des sommes dont chacune correspond à la moitié de la fraction, si fraction il y a,

(A) du montant qui, à la suite d'une opération effectuée après 1971, est devenu payable au contribuable avant cette date dans le cadre d'une entreprise qu'il exploite ou qu'il a exploitée, lorsque la contrepartie qu'il a donnée était telle que s'il avait effectué un paiement après 1971 pour cette contrepartie, ce paiement aurait représenté pour lui une dépense en immobilisations admissible au titre de l'entreprise,

qui est en sus de

(B) tous débours ou dépenses dans la mesure où le contribuable les a faits ou engagés pour donner cette contrepartie; et»

become entitled to receive, in respect of the business carried on or formerly carried on by him where the consideration given by him therefor was such that, if any payment had been made by him after 1971 for that consideration, the payment would have been an eligible capital expenditure of the taxpayer in respect of the business exceeds

(B) all outlays and expenses to the extent that they were not otherwise deductible in computing the taxpayer's income and were made or incurred by him for the purpose of giving that consideration, and

(v) the amount, if any, by which the total of

(A) the aggregate of all amounts deducted under paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after his adjustment time, and

(B) the amount, if any, by which

(I) the aggregate of all amounts deducted under paragraph 20(1)(b) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before his adjustment time exceeds

(II) the aggregate of all amounts included under subsection (1) in computing the taxpayer's income for taxation years ending before his adjustment time, exceeds

(C) the aggregate of all amounts included under subparagraph (1)(a)(iv) in computing the taxpayer's income from the business for taxation years ending before that time and after his adjustment time;"

(iv) le total des sommes dont chacune représente les 3/4 de l'excédent éventuel

(A) du montant que, par suite d'une disposition effectuée après le moment du rajustement applicable au contribuable et avant le moment donné, le contribuable est devenu ou peut devenir en droit de recevoir, au titre de l'entreprise qu'il exploite ou qu'il a exploitée, si la contrepartie qu'il en donne est telle que, s'il avait fait, pour cette contrepartie, un paiement après 1971, ce paiement aurait été pour le contribuable une dépense en immobilisations admissibles au titre de l'entreprise

(B) sur le total des débours faits et des dépenses engagées par le contribuable en vue de donner cette contrepartie, qui ne sont pas déductibles par ailleurs dans le calcul du revenu du contribuable,

(v) l'excédent éventuel du total :

(A) des montants déduits en application de l'alinéa 20(1)b) dans le calcul du revenu que le contribuable a tiré de l'entreprise pour les années d'imposition du contribuable se terminant avant le moment donné et après le moment du rajustement qui lui est applicable, et

(B) de l'excédent éventuel

(I) du total des montants déduits en application de l'alinéa 20(1)b) dans le calcul du revenu que le contribuable a tiré de l'entreprise pour les années d'imposition se terminant avant le moment du rajustement qui lui est applicable

(II) sur le total des montants inclus en application du paragraphe (1) dans le calcul du revenu du contribuable pour les années d'imposition se terminant avant le moment du rajustement applicable au contribuable

sur

(C) le total des montants inclus en application du sous-alinéa (1)a)(iv) dans le calcul du revenu que le contribuable a tiré de l'entreprise

(4) Subsection 14(5) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

“adjustment
time”
«moment du
rajustement»

“(c) “adjustment time” of a taxpayer in respect of a business is

- (i) in the case of a corporation formed as a result of an amalgamation occurring after June 30, 1988, the time immediately before the amalgamation,
- (ii) in the case of any other corporation, the time immediately after the commencement of its first taxation year commencing after June 30, 1988, and
- (iii) for any other taxpayer, the time immediately after the commencement of the taxpayer’s first fiscal period commencing after 1987 in respect of the business.”

(5) Subsection 14(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Exchange of
property

“(6) Where in a taxation year (in this subsection referred to as the “initial year”) a taxpayer has disposed of an eligible capital property (in this section referred to as his “former property”), if the taxpayer so elects under this subsection in his return of income under this Part for the year in which he acquires, as a replacement property for his former property, an eligible capital property (in this section referred to as a “replacement property”), such amount not exceeding the amount that would otherwise be included in the aggregate computed under subparagraph (5)(a)(iv) (if that subparagraph were read without reference to “ $\frac{3}{4}$ of”) in respect of a business as has been used by the taxpayer before the end of the first taxation year following the initial year to acquire the replacement property

(a) shall, subject to paragraph (b), not be included in the aggregate computed

pour les années d'imposition se terminant avant le moment donné et après le moment du rajustement qui lui est applicable;»

(4) Le paragraphe 14(5) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«c) le moment du rajustement applicable à un contribuable au titre d'une entreprise est :

«moment du
rajustement»
“adjustment
time”

- (i) si le contribuable est une corporation issue d'une fusion qui a lieu après juin 1988, le moment qui précède cette fusion,
- (ii) si le contribuable est une autre corporation, le moment qui suit le début de la première année d'imposition de la corporation, commençant après juin 1988,
- (iii) pour tout autre contribuable, le moment qui suit le début du premier exercice financier du contribuable commençant après 1987 au titre de l'entreprise.»

(5) Le paragraphe 14(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(6) Dans le cas où au cours d'une année d'imposition — appelée «année initiale» au présent paragraphe — un contribuable a disposé d'un bien en immobilisation admissible — appelé «ancien bien» au présent article —, et s'il en fait le choix dans sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année au cours de laquelle il acquiert, en remplacement de l'ancien bien, un bien en immobilisation admissible — appelé «bien de remplacement» au présent article —, le montant qui, d'une part, ne dépasse pas celui qui serait par ailleurs inclus dans le total déterminé en application du sous-alinéa (5)(a)(iv) — en faisant abstraction des mots «des $\frac{3}{4}$ de» — au titre d'une entreprise et, d'autre part, a été employé par le contribuable avant la fin de la première année d'imposition suivant l'année initiale pour acquérir le bien de remplacement :

Échange de
biens

(4) New.

(5) Subsection 14(6) at present reads as follows:

“(6) Where in a taxation year (in this subsection referred to as the “initial year”) an amount has become payable to a taxpayer in respect of a disposition of an eligible capital property (in this section referred to as his “former property”), if the taxpayer so elects under this subsection in his return of income under this Part for the year in which he acquires, as a replacement property for his former property, an eligible capital property (in this section referred to as a “replacement property”), such amount not exceeding the amount that would otherwise be included in the aggregate computed under subparagraph (5)(a)(iv) (if that subparagraph were read without reference to “1/2 of”) in respect of a business as has been used by the taxpayer before the end of the first taxation year following the initial year to acquire the replacement property

(a) shall, subject to paragraph (b), not be included in the aggregate computed under subparagraph (5)(a)(iv) for the purpose of determining the cumulative eligible capital of the taxpayer in respect of the business, and

(b) shall, to the extent of 1/2 thereof, be included in the aggregate computed under subparagraph (5)(a)(iv) for the purpose of determining the cumulative eligible capital of the taxpayer in respect of the business at a time that is the later of

- (i) the time the replacement property was acquired by the taxpayer, and
- (ii) the time the former property was disposed of by the taxpayer.”

(4). — Nouveau.

(5). — Texte actuel du paragraphe 14(6) :

«(6) Lorsque, au cours d'une année d'imposition (appelée dans le présent paragraphe l'«année initiale»), un montant est devenu payable à un contribuable au titre d'une disposition d'un bien en immobilisation admissible (appelé dans le présent article l'«ancien bien» du contribuable), si le contribuable exerce un choix, en vertu du présent paragraphe, dans sa déclaration de revenu exigée par la présente Partie, pour l'année au cours de laquelle il acquiert, en remplacement de son ancien bien, un bien en immobilisation admissible (appelé dans le présent article «bien de remplacement»), ce montant, qui ne dépasse pas celui qui serait par ailleurs inclus dans le total déterminé en vertu du sous-alinéa (5a)(iv) (si ce sous-alinéa est interprété sans l'expression «la moitié de») au titre d'une entreprise et qui a été employé par lui avant la fin de la première année d'imposition suivant l'année initiale pour acquérir le bien de remplacement

a) ne doit pas, sous réserve de l'alinéa b), être inclus dans le total déterminé en vertu du sous-alinéa (5a)(iv) aux fins du calcul du montant cumulatif des immobilisations admissibles du contribuable, au titre de l'entreprise, et

b) doit être inclus, jusqu'à concurrence de 1/2, dans le total déterminé en vertu du sous-alinéa (5a)(iv) aux fins du calcul du montant cumulatif des immobilisations admissibles du contribuable, au titre de l'entreprise, à la dernière des dates suivantes :

- (i) la date à laquelle le contribuable a acquis le bien de remplacement, et
- (ii) la date à laquelle le contribuable a disposé de l'ancien bien.»

under subparagraph (5)(a)(iv) for the purpose of determining the cumulative eligible capital of the taxpayer in respect of the business; and

(b) shall, to the extent of $\frac{3}{4}$ thereof, be included in the aggregate computed under subparagraph (5)(a)(iv) for the purpose of determining the cumulative eligible capital of the taxpayer in respect of the business at a time that is the later of

- (i) the time the replacement property was acquired by the taxpayer, and
- (ii) the time the former property was disposed of by the taxpayer.”

(6) Subsections (1) and (3) are applicable (a) in the case of a corporation, for taxation years commencing after June, 1988, and

(b) in any other case, for fiscal periods commencing after 1987,

except that, with respect to dispositions of property occurring on or before June 17, 1987 or after that date pursuant to the terms of an obligation entered into in writing on or before that date, clause 14(5)(a)(iv)(A) of the said Act, as enacted by subsection (3), shall be read as follows:

“(A) an amount which, as a result of a disposition occurring after 1971, became payable to the taxpayer before that time in respect of the business carried on or formerly carried on by him where the consideration given by him therefor was such that, if any payment had been made by him after 1971 for that consideration, the payment would have been an eligible capital expenditure of the taxpayer in respect of the business”

and, with respect to dispositions of property occurring after June 17, 1987, otherwise than pursuant to the terms of an obligation entered into in writing before June 18, 1987, and before paragraph 14(5)(a), as enacted

a) ne doit pas, sous réserve de l'alinéa b), être inclus dans le total déterminé en application du sous-alinéa (5)a)(iv) aux fins du calcul du montant cumulé des immobilisations admissibles du contribuable au titre de l'entreprise; et

b) doit être inclus, jusqu'à concurrence des $\frac{3}{4}$, dans le total déterminé en application du sous-alinéa (5)a)(iv) aux fins du calcul du montant cumulé des immobilisations admissibles du contribuable au titre de l'entreprise au dernier des moments suivants :

- (i) celui où le contribuable acquiert le bien de remplacement,
- (ii) celui où le contribuable a disposé de l'ancien bien.»

(6) Les paragraphes (1) et (3) s'appliquent :

a) aux années d'imposition qui commencent après juin 1988, dans le cas des corporations;

b) aux exercices financiers qui commencent après 1987, dans les autres cas.

Toutefois, en ce qui concerne les dispositions de biens effectuées soit au plus tard le 17 juin 1987, soit après cette date conformément à une obligation contractée par écrit au plus tard à cette date, la division 14(5)a)(iv)(A) de la même loi, édictée par le paragraphe (3), est remplacée par ce qui suit :

«(A) du montant qui, par suite d'une disposition effectuée après 1971, est devenu payable au contribuable avant cette date dans le cadre d'une entreprise qu'il exploite ou qu'il a exploitée, si la contrepartie qu'il en donne est telle que, s'il avait fait, pour cette contrepartie, un paiement après 1971, ce paiement aurait été pour le contribuable une dépense en immobilisations admissibles au titre de l'entreprise»

Pour ce qui est des dispositions de biens effectuées après le 17 juin 1987 — autrement que conformément à une obligation écrite contractée avant le 18 juin 1987 — et avant que l'alinéa 14(5)a), édicté par le paragraphe (3), n'entre en vigueur, la divi-

by subsection (3), comes into effect, clause 14(5)(a)(iv)(A) of the said Act shall be read as follows:

“(A) an amount which, as a result of a disposition occurring after 1971 and before that time, the taxpayer has or may become entitled to receive, in respect of a business carried on or formerly carried on by him where the consideration given by the taxpayer therefor was such that, if any payment had been made by the taxpayer after 1971 for that consideration, the payment would have been an eligible capital expenditure of the taxpayer in respect of the business,”

(7) Subsection (2) is applicable with respect to acquisitions of property after 1987, except that with respect to acquisitions by a taxpayer after 1987 and before the taxpayer's adjustment time in respect of the business in which the property is used, the reference to “4/3 of” in subsection 14(3) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read as a reference to “2 times”.

(8) Subsection (4) is applicable after June 17, 1987.

(9) Subsection (5) is applicable with respect to dispositions of eligible capital property occurring

(a) in the case of a corporation, in taxation years commencing after June, 1988, and

(b) in any other case, in fiscal periods commencing after 1987,

and, with respect to dispositions occurring

(c) in the case of a corporation, in the last taxation year of the corporation commencing before July, 1988, and

(d) in any other case, in the last fiscal period of the taxpayer commencing before 1988,

the reference to “1/2” in paragraph 14(6)(b) of the said Act, as it was before the enactment of subsection (5), shall be read as a reference to “3/4”.

sion 14(5)a)(iv)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

«(A) du montant que, par suite d'une disposition effectuée après 1971 et avant le moment donné, le contribuable est devenu ou peut devenir en droit de recevoir au titre d'une entreprise qu'il exploite ou qu'il a exploitée, si la contrepartie qu'il en donne est telle que, s'il avait fait, pour cette contrepartie, un paiement après 1971, ce paiement aurait été pour le contribuable une dépense en immobilisations admissibles au titre de l'entreprise»

(7) Le paragraphe (2) s'applique aux acquisitions de biens effectuées après 1987. Toutefois, pour l'application du paragraphe 14(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), aux acquisitions effectuées par un contribuable après 1987 et avant le moment du rajustement qui lui est applicable quant à l'entreprise dans laquelle le bien est utilisé, les mots «aux 4/3 de» sont remplacés par les mots «à deux fois».

(8) Le paragraphe (4) s'applique après le 17 juin 1987.

(9) Le paragraphe (5) s'applique aux dispositions de biens en immobilisations admissibles effectuées :

a) au cours des années d'imposition qui commencent après juin 1988, dans le cas des corporations;

b) au cours des exercices financiers qui commencent après 1987, dans les autres cas.

Pour ce qui est des dispositions effectuées au cours de la dernière année d'imposition d'une corporation qui commence avant juillet 1988 ou au cours du dernier exercice financier qui commence avant 1988 d'un autre contribuable et avant que le paragraphe 14(6) de la même loi, édicté par le paragraphe (5), n'entre en vigueur, la fraction «1/2» à l'alinéa 14(6)b) de la même loi est remplacée par la fraction «3/4».

9. (1) Subsection 15(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“15. (1) Where, in a taxation year, a benefit has been conferred on a shareholder, or on a person in contemplation of his becoming a shareholder, by a corporation otherwise than by

(a) the reduction of the paid-up capital, the redemption, cancellation or acquisition by the corporation of shares of its capital stock or on the winding-up, discontinuance or reorganization of its business, or otherwise by way of a transaction to which section 88 applies,

(b) the payment of a dividend,

(c) conferring on all owners of common shares of the capital stock of the corporation a right to buy additional shares thereof, or

(d) an action described in paragraph 84(1)(c.1), (c.2) or (c.3),

the amount or value thereof shall, except to the extent that it is deemed by section 84 to be a dividend, be included in computing the income of the shareholder for the year.”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to benefits conferred after June, 1988 and, in respect of actions occurring after 1987 and before July, 1988, paragraph 15(1)(g) of the said Act shall be read as follows:

“(g) an action described in paragraph 84(1)(c.1), (c.2) or (c.3),”

10. (1) Subsection 16(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“16. (1) Where, under a contract or other arrangement, an amount can reasonably be regarded as being in part interest or other amount of an income nature and in part an amount of a capital nature, the following rules apply:

(a) the part of the amount that can reasonably be regarded as interest shall, irrespective of when the contract or arrangement was made or the form or

9. (1) Le paragraphe 15(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«15. (1) La valeur de l'avantage qu'une corporation confère au cours d'une année d'imposition à un actionnaire ou à une personne en passe de le devenir doit être incluse dans le calcul du revenu de l'actionnaire pour l'année — sauf dans la mesure où cette valeur est réputée par l'article 84 constituer un dividende — si cet avantage est conféré autrement que :

a) par la réduction du capital versé, le rachat, l'annulation ou l'acquisition, par la corporation, d'actions de son capital-actions ou à la liquidation, cessation ou réorganisation de ses affaires, ou encore par une opération à laquelle l'article 88 s'applique;

b) par le paiement d'un dividende;

c) en conférant à tous les propriétaires d'actions ordinaires du capital-actions de la corporation le droit d'acheter d'autres actions de la corporation; ou

d) par une opération visée à l'alinéa 84(1)c.1), c.2) ou c.3).»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux avantages conférés après juin 1988 et, en ce qui concerne les opérations effectuées après 1987 et avant juillet 1988, l'alinéa 15(1)g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“(g) que par une opération visée à l'alinéa 84(1)c.1), c. 2) ou c.3).»

10. (1) Le paragraphe 16(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«16. (1) Les règles suivantes s'appliquent dans le cas où, selon un contrat ou un autre arrangement, il est raisonnable de considérer un montant, en partie comme des intérêts ou comme un autre montant ayant un caractère de revenu et en partie comme un montant ayant un caractère de capital :

a) la partie du montant qu'il est raisonnable de considérer comme des intérêts

Benefit conferred on shareholder

Avantages à des actionnaires

Income and capital combined

Revenu et capital réunis

Clause 9: (1) Subsection 15(1) at present reads as follows:

“15. (1) Where in a taxation year

(a) a payment has been made by a corporation to a shareholder otherwise than pursuant to a *bona fide* business transaction,

(b) funds or property of a corporation have been appropriated in any manner whatever to, or for the benefit of, a shareholder, or

(c) a benefit or advantage has been conferred on a shareholder by a corporation, otherwise than

(d) on the reduction of capital, the redemption, cancellation or acquisition by the corporation of shares of its capital stock or the winding-up, discontinuance or reorganization of its business, or otherwise by way of a transaction to which section 88 applies,

(e) by the payment of a dividend or a stock dividend,

(f) by conferring on all holders of common shares of the capital stock of the corporation a right to buy additional common shares thereof, or

(g) by an action described in paragraph 84(1)(c.1) or (c.2),

the amount or value thereof shall, except to the extent that it is deemed to be a dividend by section 84, be included in computing the income of the shareholder for the year.”

Clause 10: (1) Subsection 16(1) at present reads as follows:

“16. (1) Where a payment under a contract or other arrangement can reasonably be regarded as being in part a payment of interest or other payment of an income nature and in part a payment of a capital nature, the part of the payment that can reasonably be regarded as a payment of interest or other payment of an income nature shall, irrespective of when the contract or arrangement was made or the form of legal effect thereof, be included in computing the recipient's income from property for the taxation year in which it was received to the extent that it was not otherwise included in computing the recipient's income.”

Article 9, (1). — Texte actuel du paragraphe 15(1) :

«15. (1) Lorsque, au cours d'une année d'imposition,

a) un paiement a été fait à un actionnaire par une corporation autrement qu'en vertu d'une opération commerciale véritable,

b) des capitaux ou des biens d'une corporation ont été attribués, de quelque manière que ce soit, à un actionnaire ou doivent servir à son profit, ou

c) un avantage a été accordé à un actionnaire par une corporation, autrement

d) qu'à l'occasion de la réduction du capital, du rachat, de l'annulation ou de l'acquisition, par la corporation, d'actions de son capital-actions ou de la liquidation, de la cessation ou de la réorganisation de son entreprise, ou qu'au moyen d'une opération à laquelle l'article 88 s'applique,

e) que par le paiement d'un dividende ou d'un dividende en actions,

f) qu'en attribuant à tous les détenteurs d'actions ordinaires du capital-actions de la corporation le droit d'acheter d'autres actions ordinaires de cette corporation, ou

g) que par une opération visée à l'alinéa 84(1)c.1) ou c.2),

ou ce montant ou cette valeur est réputé constituer un dividende selon l'article 84, doit être inclus dans le calcul du revenu de l'actionnaire pour l'année.»

Article 10, (1). — Texte actuel du paragraphe 16(1) :

«16. (1) Lorsqu'un paiement visé par un contrat ou tout autre arrangement peut raisonnablement être considéré, en partie comme un paiement d'intérêts ou comme tout autre paiement ayant un caractère de revenu et en partie comme un paiement ayant un caractère de capital, la fraction du paiement qui peut raisonnablement être considérée comme un paiement d'intérêts ou comme tout autre paiement ayant un caractère de revenu doit, quelle que soit la date de la conclusion, la forme ou les effets juridiques du contrat ou de l'arrangement, être incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire, tiré de biens, pour l'année d'imposition dans laquelle elle a été reçue dans la mesure où elle n'a pas été par ailleurs incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire.»

legal effect thereof, be deemed to be interest on a debt obligation held by the person to whom the amount is paid or payable; and

(b) the part of the amount that can reasonably be regarded as an amount of an income nature (other than interest) shall, irrespective of when the contract or arrangement was made or the form or legal effect thereof, be included in the income of the taxpayer to whom the amount is paid or payable for the taxation year in which the amount was received or became due to the extent it has not otherwise been included in the taxpayer's income."

(2) Subsection (1) is applicable with respect to amounts paid or payable after June, 1988.

11. (1) Paragraph 18(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(e) an amount as, or on account of, a reserve, a contingent liability or amount or a sinking fund except as expressly permitted by this Part;"

(2) Subsection 18(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraph:

"(e.1) an amount in respect of claims that were received by an insurer before the end of the year under insurance policies and that are unpaid at the end of the year, except as expressly permitted by this Part;"

(3) Paragraph 18(1)(h) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(h) personal or living expenses of the taxpayer, other than travelling expenses incurred by the taxpayer while away from home in the course of carrying on his business;"

Unpaid claims
under insurance
policies

Personal and
living expenses

doit, quels que soient la date, la forme ou les effets juridiques du contrat ou de l'arrangement, être considérée comme des intérêts sur un titre de créance détenu par la personne à qui le montant est payé ou payable;

b) la partie du montant qu'il est raisonnable de considérer comme un autre montant ayant un caractère de revenu doit, quels que soient la date, la forme ou les effets juridiques du contrat ou de l'arrangement, être incluse dans le calcul du revenu du contribuable à qui le montant est payé ou payable pour l'année d'imposition au cours de laquelle le montant est reçu ou est devenu exigible dans la mesure où elle n'est pas par ailleurs incluse dans le calcul du revenu du contribuable.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants payés ou payables après juin 1988.

11. (1) L'alinéa 18(1)e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) un montant au titre d'une provision, d'une éventualité ou d'un fonds d'amortissement, sauf ce qui est expressément permis par la présente partie;»

(2) Le paragraphe 18(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa e), de ce qui suit :

«e.1) un montant au titre des réclamations soumises à un assureur avant la fin de l'année dans le cadre de polices d'assurance et non réglées à la fin de l'année, sauf ce qui est expressément permis par la présente partie;»

(3) L'alinéa 18(1)h) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«h) le montant des frais personnels ou des frais de subsistance du contribuable — à l'exception des frais de déplacement engagés par celui-ci dans le cadre de l'exploitation de son entreprise alors qu'il était absent de chez lui —;»

Réclamations
non réglées

Frais personnels
et frais de
subsistance

(4) Le sous-alinéa 18(1)(d) de la même loi est modifié par ce qui suit :

(5) Le paragraphe 18(1) de la même loi est modifié par suppression de mot « et » à la fin de l'alinéa (g) et par ajout de ce qui suit :

(6) Le paragraphe 18(1) de la même loi est modifié par ajout de ce qui suit :

Clause 11: (1) Paragraph 18(1)(e) at present reads as follows:

“(e) an amount transferred or credited to a reserve, contingent account or sinking fund except as expressly permitted by this Part;”

(2) New.

(3) Paragraph 18(1)(h) at present reads as follows:

“(h) personal or living expenses of the taxpayer except travelling expenses (including the entire amount expended for meals and lodging) incurred by the taxpayer while away from home in the course of carrying on his business;”

(4) Subparagraph 18(1)(d) of the said Act is amended and the following substituted therefor :

(5) Paragraph 18(1) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (g) thereof and by adding therein the following paragraph :

(6) Subsection 18(1) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (g) thereof and by adding therein the following paragraph :

Article 11, (1). — Texte actuel de l'alinéa 18(1)e) :

«e) une somme transférée ou créditée au compte d'une réserve, à un compte de prévoyance ou à une caisse d'amortissement, sauf ce qui est expressément permis par la présente Partie;»

(2). — Nouveau.

(3). — Texte actuel de l'alinéa 18(1)h) :

«h) le montant des frais personnels ou frais de subsistance du contribuable, sauf les frais de déplacement (y compris la somme intégrale dépensée pour les repas et le logement) engagés par le contribuable alors qu'il était absent de chez lui, dans le cadre de l'exploitation de son entreprise;»

(4) Subparagraph 18(1)(m)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) a corporation, commission or association that is controlled by Her Majesty in right of Canada or a province or by an agent of Her Majesty in right of Canada or a province”

(4) Le sous-alinéa 18(1)m(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) à une corporation, une commission ou une association contrôlée par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou par un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province»

(5) Subsection 18(1) of the said Act is further amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (p) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

“(r) an amount paid or payable by the taxpayer as an allowance for the use by an individual of an automobile to the extent that the amount exceeds an amount determined in accordance with prescribed rules, except where the amount so paid or payable is required to be included in computing the individual's income; and

(s) any loss, depreciation or reduction in the value or amortized cost of a loan or lending asset described in subparagraph 20(1)(l)(ii) of a taxpayer who was an insurer or whose ordinary business included the lending of money, acquired by the taxpayer in the ordinary course of his business of insurance or lending money and not disposed of by the taxpayer in the taxation year, except as expressly permitted by this Part.”

(5) Le paragraphe 18(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa p) et par adjonction de ce qui suit :

«r) tout montant payé ou payable par le contribuable à titre d'allocation pour usage d'une automobile par un particulier, dans la mesure où ce montant excède le montant prescrit, sauf si le montant ainsi payé ou payable doit être inclus dans le calcul du revenu du particulier;

s) le montant représentant une perte, une dépréciation ou une réduction de la valeur ou du coût amorti d'un prêt ou d'un titre de crédit visés au sous-alinéa 20(1)l(ii) qu'un contribuable — qui est un assureur ou dont l'entreprise habituelle consiste en partie à prêter de l'argent — a acquis dans le cours normal de ses affaires d'assurance ou de prêt d'argent et dont il n'a pas disposé au cours de l'année, sauf ce qui est expressément permis par la présente partie.»

(6) Subsection 18(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(2) Notwithstanding paragraph 20(1)(c), in computing the taxpayer's income for a particular taxation year from a business or property, no amount shall be deductible in respect of any expense incurred by the taxpayer in the year as, on account or in lieu of payment of, or in satisfaction of,

(a) interest on debt relating to the acquisition of land, or

(b) property taxes (not including income or profits taxes or taxes computed by reference to the transfer of prop-

(6) Le paragraphe 18(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Par dérogation à l'alinéa 20(1)c), dans le calcul du revenu qu'un contribuable tire d'une entreprise ou d'un bien pour une année d'imposition, un montant n'est déductible quant à une dépense engagée par le contribuable au cours de l'année au titre :

a) d'intérêts sur une dette concernant l'acquisition d'un fonds de terre, ou

b) d'impôts fonciers — à l'exclusion des impôts sur le revenu ou sur les bénéfiques et des impôts afférents au transfert de biens — payés ou payables par le contri-

Certain automobile expenses

Loans or lending assets

Limit on certain interest and property tax

Allocation pour usage d'une automobile

Prêts et titres de crédit

Restriction relative à certains intérêts et impôts fonciers

(4) Subparagraph 18(1)(m)(iii) at present reads as follows:

“(iii) a corporation, commission or association that is controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by Her Majesty in right of Canada or a province or by an agent of Her Majesty in right of Canada or a province”

(5) New.

(6) Subsection 18(2) at present reads as follows:

“(2) Notwithstanding paragraph 20(1)(c), in computing the taxpayer's income for a taxation year from a business or property, no deduction shall be made in respect of any amount paid or payable by the taxpayer in the year and after 1971 as, on account or in lieu of payment of, or in satisfaction of,

- (a) interest on borrowed money used to acquire land, or on an amount payable by him for land, or
- (b) property taxes (not including income or profits taxes or taxes computed by reference to the transfer of property) paid or payable by him in respect of land to a province or a Canadian municipality,

if, having regard to all the circumstances, including the cost to the taxpayer of the land in relation to his gross revenue, if any, therefrom for that or any previous year, the land cannot reasonably be considered to have been, in that year,

- (c) used in, or held in the course of, a business carried on in the year by the taxpayer, or
- (d) (Repealed by 1974-75-76, c. 26, S. 7(2)),
- (e) held primarily for the purpose of gaining or producing income of the taxpayer from the land for that year,

(4). — Texte actuel du sous-alinéa 18(1)(m)(iii) :

«(iii) à une corporation, commission ou association contrôlée directement ou indirectement, de quelque façon que ce soit, par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou par un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province»

(5). — Nouveau.

(6). — Texte actuel du paragraphe 18(2) :

«(2) Nonobstant l'alinéa 20(1)c), lors du calcul du revenu d'un contribuable tiré, pour une année d'imposition, d'une entreprise ou d'un bien, aucune déduction ne peut être effectuée relativement à toute somme payée ou payable par le contribuable dans l'année et après 1971, au titre ou en paiement intégral ou partiel

- a) d'intérêts sur de l'argent emprunté et utilisé pour acquérir un fonds de terre, ou sur une somme payable par lui relativement à un fonds de terre, ou
- b) d'impôts fonciers (non compris l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices ni l'impôt afférent au transfert de biens) payés ou payables par lui à une province ou à une municipalité canadienne, relativement à un fonds de terre,

si, compte tenu de toutes les circonstances, y compris le prix que le contribuable a payé pour le fonds de terre par rapport au revenu brut, si revenu brut il y a, qu'il en a tiré dans cette année ou dans toute année antérieure, le fonds de terre ne peut pas raisonnablement être considéré comme ayant été, dans l'année

- c) utilisé dans l'exploitation ou détenu dans le cadre d'une entreprise exploitée dans l'année par le contribuable, ou

erty) paid or payable by him in respect of land to a province or to a Canadian municipality,

unless having regard to all the circumstances (including the cost to the taxpayer of the land in relation to his gross revenue, if any, therefrom for the particular year or any preceding taxation year) the land can reasonably be considered to have been, in the year,

(c) used in the course of a business carried on in the particular year by the taxpayer, other than a business in the ordinary course of which land is held primarily for the purpose of resale or development, or

(d) held primarily for the purpose of gaining or producing income of the taxpayer from the land for the particular year,

except to the extent of the aggregate of

(e) the amount, if any, by which the taxpayer's gross revenue, if any, from the land for the particular year exceeds the aggregate of all amounts deducted in computing his income from the land for the year, and

(f) in the case of a corporation whose principal business is the leasing, rental or sale, or the development for lease, rental or sale, or any combination thereof, of real property owned by it, to or for a person with whom the corporation is dealing at arm's length, the corporation's base level deduction for the particular year."

(7) Section 18 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2.1) thereof, the following subsections:

"(2.2) For the purposes of this section, a corporation's base level deduction for a taxation year is the amount that would be the amount of interest, computed at the prescribed rate, for the year in respect of a loan of \$1,000,000 outstanding throughout the year, unless the corporation is associated in the year with one or more other corporations in which case, except as

buable sur un fonds de terre à une province ou à une municipalité du Canada,

que si, compte tenu de toutes les circonstances, y compris le coût du fonds de terre pour le contribuable en rapport avec les recettes brutes éventuelles qu'il en tire pour l'année donnée ou en a tirées pour une année d'imposition antérieure, il est raisonnable de considérer que le fonds est au cours de l'année donnée :

c) soit utilisé dans le cadre d'une entreprise que le contribuable exploite au cours de l'année donnée — à l'exclusion d'une entreprise dans le cours normal de laquelle le fonds est principalement détenu en vue de revente ou d'aménagement —,

d) soit principalement détenu afin que le contribuable tire un revenu du fonds pour l'année donnée,

sauf dans la mesure du total :

e) de l'excédent éventuel des recettes brutes éventuelles tirées du fonds par le contribuable pour l'année donnée sur le total des montants déduits dans le calcul du revenu qu'il tire du fonds pour l'année donnée, et

f) s'il s'agit d'une corporation dont l'entreprise principale consiste à louer, à vendre ou à faire de l'aménagement en vue de louer ou de vendre, des biens immeubles dont elle est propriétaire, à une personne avec laquelle elle n'a aucun lien de dépendance ou pour cette personne, de la déduction de base de la corporation pour l'année donnée.»

(7) L'article 18 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :

«(2.2) Pour l'application du présent article, la déduction de base d'une corporation pour une année d'imposition est le montant qui serait l'intérêt, calculé au taux prescrit, pour l'année sur un prêt de 1 000 000 \$ qui ne serait pas remboursé tout au long de l'année, sauf si la corporation est associée dans l'année à une ou à plusieurs autres corporations, auquel cas,

Base level deduction

Déduction de base

except to the extent that the taxpayer's gross revenue, if any, from the land for that year exceeds the aggregate of all other amounts deducted in computing his income from the land for that year."

d) (Abrogé par 1974-75-76, chap. 26, art. 7(2).)

e) détenu par le contribuable principalement en vue de tirer de ce fonds de terre un revenu pour cette année,

sauf dans la mesure où le revenu brut, si revenu brut il y a, tiré du fonds de terre dans cette année par le contribuable dépasse le total de toutes les autres sommes déduites lors du calcul du revenu qu'il a tiré du fonds de terre dans cette année.»

(7) New.

(7). — Nouveau.

(1.3) Notwithstanding any other provision of this section, (a) where a corporation (in this paragraph referred to as the "first corporation") has more than one taxation year ending in the same calendar year and is associated in two or more of those taxation years with another corporation that has a taxation year ending in that calendar year, the base level deduction for each corporation for that year in which it is associated with the other

(1.3) Notwithstanding any other provision of this section, (a) where a corporation (in this paragraph referred to as the "first corporation") has more than one taxation year ending in the same calendar year and is associated in two or more of those taxation years with another corporation that has a taxation year ending in that calendar year, the base level deduction for each corporation for that year in which it is associated with the other

otherwise provided in this section, its base level deduction for the year is nil.

Associated corporations

(2.3) Notwithstanding subsection (2.2), if all of the corporations that are associated with each other in a taxation year have filed with the Minister in prescribed form an agreement whereby, for the purposes of this section, they allocate an amount to one or more of them for the taxation year and the amount so allocated or the aggregate of the amounts so allocated, as the case may be, does not exceed \$1,000,000, the base level deduction for the year for each of the corporations is the base level deduction that would be computed under subsection (2.2) in respect of the corporation if the reference therein to \$1,000,000 were read as a reference to the amount so allocated to it.

Failure to file agreement

(2.4) If any of the corporations that are associated with each other in a taxation year has failed to file with the Minister an agreement as contemplated by subsection (2.3) within 30 days after notice in writing by the Minister has been forwarded to any of them that such an agreement is required for the purpose of any assessment of tax under this Part, the Minister shall, for the purpose of this section, allocate an amount to one or more of them for the taxation year, which amount or the aggregate of which amounts, as the case may be, shall equal \$1,000,000 and in any such case, the amount so allocated to any corporation shall be deemed to be an amount allocated to the corporation pursuant to subsection (2.3).

Special rules for base level deduction

(2.5) Notwithstanding any other provision of this section,

(a) where a corporation (in this paragraph referred to as the "first corporation") has more than one taxation year ending in the same calendar year and is associated in two or more of those taxation years with another corporation that has a taxation year ending in that calendar year, the base level deduction of the first corporation for each taxation year in which it is associated with the other

sauf disposition contraire au présent article, la déduction de base de la corporation est nulle.

(2.3) Par dérogation au paragraphe (2.2), si toutes les corporations qui sont associées entre elles dans une année d'imposition ont produit au ministre, sur le formulaire prescrit, un accord qui prévoit, pour l'application du présent article, la répartition entre elles ou l'attribution à l'une d'elles, pour l'année, d'un montant ne dépassant pas 1 000 000 \$, la déduction de base de chaque corporation pour l'année est calculée conformément au paragraphe (2.2) mais en remplaçant 1 000 000 \$ par le montant qui lui est ainsi attribué.

Corporations associées

(2.4) Si aucune des corporations associées entre elles dans une année d'imposition ne produit au ministre l'accord visé au paragraphe (2.3) dans les 30 jours suivant l'envoi par le ministre d'un avis écrit à l'une d'elles qu'un tel accord est nécessaire à l'établissement d'une cotisation pour l'impôt prévu à la présente partie, le ministre doit, pour l'application du présent article, répartir entre elles ou attribuer à l'une d'elles pour l'année le montant de 1 000 000 \$, auquel cas le montant ainsi attribué à chaque corporation est réputé l'être conformément au paragraphe (2.3).

Défaut d'accord

(2.5) Par dérogation aux autres dispositions du présent article :

Règles particulières

a) sous réserve de l'alinéa b), dans le cas où une corporation a plus d'une année d'imposition qui se termine au cours de la même année civile et où elle est associée, au cours d'au moins deux de ces années d'imposition, à une autre corporation ayant une année d'imposition qui se termine au cours de cette année civile, la déduction de base de la corporation pour chacune de ces années

d'imposition qui se termine au cours de cette année civile et en été est associée à l'autre corporation au cours de la déduction de base pour la première de ces années d'imposition — détermination sans tenir compte de l'article 61

b) la déduction de base d'une corporation qui est une année d'imposition de moins de 21 semaines est pour cette année calculée proportionnellement au nombre de jours de l'année qui s'écoulent à 365.

corporation ending in that calendar year is subject to the application of paragraph 61 as if the amount equal to the base level deduction for the first such tax year were determined without reference to paragraph 61 and

(b) where a corporation has a tax year that is less than 21 weeks the base level deduction for the year is that proportion of the base level deduction for the year determined without reference to the paragraph that the number of days in the year is to 365.

18) Les paragraphes 18(1) et 18(2) s'appliquent à une année d'imposition d'une corporation qui est une année d'imposition de moins de 21 semaines si elle est associée à une autre corporation au cours de la déduction de base pour la première de ces années d'imposition — détermination sans tenir compte de l'article 61

18(1) and 18(2) apply to a tax year of a corporation if that tax year is less than 21 weeks and the corporation is associated with another corporation in the year determined without reference to paragraph 61.

"associated with" means that the corporation is a subsidiary of the other corporation or that the other corporation is a subsidiary of the corporation.

b) associée sur une date déterminée l'acquisition d'un fonds de commerce

"(b) interest on debt relating to the acquisition of land" included

19) Par conséquent, si un fonds de commerce est acquis par une personne physique ou morale, le montant de la déduction de base pour l'année d'imposition de cette personne est déterminé en tenant compte de l'article 61.

19) Consequently, if a business is acquired by an individual or a corporation, the amount of the base level deduction for the tax year of that individual or corporation is determined without reference to paragraph 61.

(A) une autre personne avec laquelle le contribuable a un lien de dépendance

(B) une personne dont le contribuable est un actionnaire délégué

(C) une société qui a relevé au cours de l'année de la déduction de base en tant que contribuable au cours de l'année d'imposition

(A) another person with whom the taxpayer does not deal at arms length

(B) a corporation of which the taxpayer is a specified shareholder or

(C) a partnership of which the taxpayer's share of any income or loss is 10% or more.

20) Si un fonds de commerce est acquis par une personne physique ou morale, le montant de la déduction de base pour l'année d'imposition de cette personne est déterminé en tenant compte de l'article 61.

21) Si un fonds de commerce est acquis par une personne physique ou morale, le montant de la déduction de base pour l'année d'imposition de cette personne est déterminé en tenant compte de l'article 61.

20) If a business is acquired by an individual or a corporation, the amount of the base level deduction for the tax year of that individual or corporation is determined without reference to paragraph 61.

21) If a business is acquired by an individual or a corporation, the amount of the base level deduction for the tax year of that individual or corporation is determined without reference to paragraph 61.

22) Si un fonds de commerce est acquis par une personne physique ou morale, le montant de la déduction de base pour l'année d'imposition de cette personne est déterminé en tenant compte de l'article 61.

22) If a business is acquired by an individual or a corporation, the amount of the base level deduction for the tax year of that individual or corporation is determined without reference to paragraph 61.

corporation ending in that calendar year is, subject to the application of paragraph (b), an amount equal to its base level deduction for the first such taxation year determined without reference to paragraph (b), and

(b) where a corporation has a taxation year that is less than 51 weeks, its base level deduction for the year is that proportion of its base level deduction for the year determined without reference to this paragraph that the number of days in the year is of 365."

(8) All that portion of paragraph 18(3)(b) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(b) "interest on debt relating to the acquisition of land" includes"

"interest on debt relating to the acquisition of land"
«intérêts sur une dette concernant l'acquisition d'un fonds de terre»

d'imposition qui se termine au cours de cette année civile et où elle est associée à l'autre corporation est égale à sa déduction de base pour la première de ces années d'imposition — déterminée sans tenir compte de l'alinéa b) —;

b) la déduction de base d'une corporation qui a une année d'imposition de moins de 51 semaines est, pour cette année, calculée proportionnellement au nombre de jours de l'année par rapport à 365.»

(8) Le passage de l'alinéa 18(3)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) «intérêts sur une dette concernant l'acquisition d'un fonds de terre» comprend :»

«intérêts sur une dette concernant l'acquisition d'un fonds de terre»
"interest on debt relating to the acquisition of land"

(9) Subparagraph 18(3)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(ii) interest paid or payable in the year by a taxpayer in respect of borrowed money that may reasonably be considered (having regard to all the circumstances) to have been used to assist, directly or indirectly,

(A) another person with whom the taxpayer does not deal at arm's length,

(B) a corporation of which the taxpayer is a specified shareholder, or

(C) a partnership of which the taxpayer's share of any income or loss is 10% or more,

to acquire land to be used or held by that person, corporation or partnership otherwise than as described in paragraph 18(2)(c) or (d), except where the assistance is in the form of a loan to that person, corporation or partnership and a reasonable rate of

(9) Le sous-alinéa 18(3)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) les intérêts payés ou payables au cours de l'année par le contribuable sur de l'argent emprunté qui peut raisonnablement être considéré (compte tenu de toutes les circonstances) comme ayant été utilisé pour aider, directement ou indirectement :

(A) une autre personne avec laquelle le contribuable a un lien de dépendance,

(B) une corporation dont le contribuable est un actionnaire désigné, ou

(C) une société sur le revenu ou la perte de laquelle la part du contribuable est d'au moins 10 %,

à acquérir un fonds de terre qui sera utilisé ou détenu par cette personne, corporation ou société autrement que de la manière prévue aux alinéas (2)c) ou d), sauf lorsque l'aide prend

(8) The relevant portion of paragraph 18(3)(b) at present reads as follows:

“(b) “interest on borrowed money used to acquire land” includes”

(9) Subparagraph 18(3)(b)(ii) at present reads as follows:

“(ii) interest paid or payable in the year by a taxpayer in respect of borrowed money that may reasonably be considered (having regard to all the circumstances) to have been used to assist, directly or indirectly, another person with whom the taxpayer does not deal at arm’s length to acquire land to be used or held by that person, otherwise than as described in paragraph (2)(c) or (e), except where the assistance is in the form of a loan to that person and a reasonable rate of interest thereon in charged by the taxpayer.”

(8). — Texte actuel du passage visé de l’alinéa 18(3)(b) :
«b) «intérêts sur de l’argent emprunté et utilisé pour acquérir un fonds de terre» comprend»

(9). — Texte actuel du sous-alinéa 18(3)(b)(ii) :
«(ii) les intérêts payés ou payables au cours de l’année par le contribuable relativement à de l’argent emprunté qui peut raisonnablement être considéré (compte tenu de toutes les circonstances) comme ayant été utilisé pour aider directement ou indirectement une autre personne avec laquelle le contribuable a des liens de dépendance à acquérir un fonds de terre qui sera utilisé ou détenu par cette dernière, autrement que de la manière prévue aux alinéas (2)(c) ou e), sauf lorsque l’aide prend la forme d’un prêt sur lequel le contribuable exige un taux d’intérêt raisonnable.»

interest thereon is charged by the taxpayer.”

(10) All that portion of paragraph 18(3.1)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(a) no deduction shall be made in respect of any outlay or expense made or incurred by the taxpayer, other than an amount deductible by reason of paragraph 20(1)(a) or (aa), that may reasonably be regarded as a cost attributable to the period of the construction, renovation or alteration of a building and relating to the construction, renovation or alteration or a cost attributable to that period and relating to the ownership during that period, of land”

(11) Paragraph 18(3.1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the amount of such outlay or expense shall be included in computing the cost or capital cost, as the case may be, of the building to the taxpayer, to the person with whom the taxpayer does not deal at arm’s length, to the corporation of which the taxpayer is a specified shareholder or to the partnership of which the taxpayer’s share of any income or loss is 10% or more, as the case may be.”

(12) Paragraph 18(3.2)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) interest paid or payable by a taxpayer in respect of borrowed money that may reasonably be considered (having regard to all the circumstances) to have been used to assist, directly or indirectly,

(i) another person with whom the taxpayer does not deal at arm’s length,

la forme d’un prêt à cette personne, corporation ou société sur lequel le contribuable exige un taux d’intérêt raisonnable.»

(10) Le passage de l’alinéa 18(3.1)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) aucune déduction n’est faite à l’égard de quelque débours fait ou dépense engagée par le contribuable, à l’exception d’une somme déductible en application de l’alinéa 20(1)a) ou aa), qu’il est raisonnable de considérer comme un coût attribuable à la période de construction, de rénovation ou de transformation d’un bâtiment et lié à cette construction, cette rénovation ou cette transformation ou comme un coût attribuable à cette période et lié à la propriété, pendant cette période, d’un fonds de terre qui :»

(11) L’alinéa 18(3.1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) le montant d’un tel débours ou d’une telle dépense est inclus dans le calcul du coût ou du coût en capital, selon le cas, du bâtiment pour le contribuable, pour la personne avec laquelle le contribuable a un lien de dépendance, pour la corporation dont le contribuable est un actionnaire désigné ou pour la société sur le revenu ou la perte de laquelle la part du contribuable est d’au moins 10 %, selon le cas.»

(12) L’alinéa 18(3.2)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) les intérêts payés ou payables par le contribuable sur de l’argent emprunté qui peut raisonnablement être considéré (compte tenu de toutes les circonstances) comme ayant été utilisé pour aider, directement ou indirectement :

(i) une autre personne avec laquelle le contribuable a un lien de dépendance,

(10) The relevant portion of paragraph 18(3.1)(a) at present reads as follows:

“(a) no deduction shall be made in respect of any outlay or expense made or incurred by the taxpayer, other than an amount deductible by virtue of paragraph 20(1)(a) or (aa) or section 37 and 37.1, that may reasonably be regarded as a cost attributable to the period of the construction, renovation or alteration of a building and relating to the construction, renovation or alteration or a cost attributable to that period and relating to the ownership during that period, of land”

(11) Paragraph 18(3.1)(b) at present reads as follows:

“(b) the amount of such outlay or expense shall be included in computing the cost or the capital cost to the taxpayer of the land or building, as the case may be.”

(12) Paragraph 18(3.2)(b) at present reads as follows:

“(b) interest paid or payable by a taxpayer in respect of borrowed money that can reasonably be considered (having regard to all the circumstances) to have been used to assist, directly or indirectly,

(i) another person, or a partnership, with whom the taxpayer does not deal at arm's length, or

(ii) a corporation of which the taxpayer is a specified shareholder, to construct, renovate or alter a building or to purchase land, except where the assistance is in the form of a loan to that other person, partnership or corporation and a reasonable rate of interest thereon is charged by the taxpayer.”

(10). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 18(3.1)a) :

«a) aucune déduction n'est faite à l'égard de quelque débours ou dépense fait ou engagé par le contribuable, à l'exception d'une somme déductible en vertu de l'alinéa 20(1)a) ou aa) ou de l'article 37 ou 37.1, qu'il est raisonnable de considérer comme un coût se rapportant à la période de construction, rénovation ou transformation d'un bâtiment et lié à cette construction, rénovation ou transformation ou comme un coût se rapportant à cette période et lié à la propriété, pendant cette période, d'un fonds de terre qui»

(11). — Texte actuel de l'alinéa 18(3.1)b) :

«b) le montant d'un tel débours ou d'une telle dépense est inclus dans le calcul du coût ou du coût en capital, pour le contribuable, du fonds de terre ou du bâtiment, selon le cas.»

(12). — Texte actuel de l'alinéa 18(3.2)b) :

«b) les intérêts payés ou payables par le contribuable à l'égard d'argent emprunté qui peut raisonnablement être considéré (compte tenu de toutes les circonstances) comme ayant été utilisé pour aider, directement ou indirectement,

(i) une autre personne, ou une société, avec laquelle le contribuable a un lien de dépendance, ou

(ii) une corporation dont le contribuable est un actionnaire désigné,

à construire, rénover ou transformer un bâtiment ou à acheter un fonds de terre, sauf lorsque l'aide prend la forme d'un prêt, à cette autre personne, société ou corporation, sur lequel le contribuable exige un taux d'intérêt raisonnable.»

(ii) a corporation of which the taxpayer is a specified shareholder, or
 (iii) a partnership of which the taxpayer's share of any income or loss is 10% or more,

5

to construct, renovate or alter a building or to purchase land, except where the assistance is in the form of a loan to that other person, corporation or partnership and a reasonable rate of interest thereon is charged by the taxpayer."

(13) Subsection 18(3.4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Exceptions

"(3.4) Subsection (3.1) does not apply to prohibit a deduction in a taxation year of the specified percentage of any outlay or expense described in subsection (3.1) made or incurred before 1992 by

(a) a corporation whose principal business is throughout the year the leasing, rental or sale, or the development for lease, rental or sale, or any combination thereof, of real property owned by it to or for a person with whom the corporation is dealing at arm's length, or

(b) a partnership

(i) each member of which is a corporation described in paragraph (a), and
 (ii) the principal business of which is throughout the year the leasing, rental or sale, or the development for lease, rental or sale, or any combination thereof, of real property held by it, to or for a person with whom each member of the partnership is dealing at arm's length,

and for the purposes of this subsection, "specified percentage" means, in respect of an outlay or expense made or incurred in 1988, 80%, in 1989, 60%, in 1990, 40%, and in 1991, 20%."

(14) Subparagraph 18(5)(a)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

45

(ii) une corporation dont le contribuable est un actionnaire désigné, ou
 (iii) une société sur le revenu ou la perte de laquelle la part du contribuable est d'au moins 10 %,

5

à construire, à rénover ou à transformer un bâtiment ou à acheter un fonds de terre, sauf lorsque l'aide prend la forme d'un prêt à cette personne, corporation ou société sur lequel le contribuable exige un taux d'intérêt raisonnable.»

(13) Le paragraphe 18(3.4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exceptions

«(3.4) Le paragraphe (3.1) n'a pas pour effet de priver les corporations et sociétés suivantes de la déduction, au taux indiqué, pour une année d'imposition, au titre des débours faits avant 1992 et des dépenses engagées avant 1992 visés au paragraphe (3.1) :

20

a) la corporation dont l'entreprise principale consiste, tout au long de l'année, à louer, à vendre ou à faire de l'aménagement en vue de louer ou de vendre des biens immeubles dont elle est propriétaire, à une personne avec laquelle la corporation n'a aucun lien de dépendance ou pour cette personne;

b) la société :

(i) dont chaque membre est une corporation visée à l'alinéa a), et
 (ii) dont l'entreprise principale consiste, tout au long de l'année, à louer, à vendre ou à faire de l'aménagement en vue de louer ou de vendre des biens immeubles qu'elle détient, à une personne avec laquelle aucun membre de la société n'a de lien de dépendance ou pour cette personne.

30

35

Pour l'application du présent paragraphe, le taux indiqué est de 80 %, de 60 %, de 40 % ou de 20 % selon que les débours sont faits et les dépenses engagées en 1988, en 1989, en 1990 ou en 1991 respectivement.»

(14) Le sous-alinéa 18(5)a)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

45

(13) Subsection 18(3.4) at present reads as follows:

“(3.4) Subsection (3.1) does not apply to prohibit a deduction in a taxation year by

- (a) a corporation whose principal business was throughout the year the leasing, rental or sale, or the development for lease, rental or sale, or any combination thereof, of real property owned by it to or for a person with whom the corporation was dealing at arm's length; or

(b) a partnership

- (i) each member of which is a corporation described in paragraph (a), and
- (ii) the principal business of which was throughout the year the leasing, rental or sale, or the development for lease, rental or sale, or any combination thereof, of real property held by it, to or for a person with whom each member of the partnership was dealing at arm's length.”

(14) Subparagraph 18(5)(a)(ii) at present reads as follows:

“(ii) where the corporation is controlled by a non-resident life insurance corporation, the aggregate of all amounts each of which

(13). — Texte actuel du paragraphe 18(3.4) :

«(3.4) Le paragraphe (3.1) n'a pas pour effet de priver d'une déduction dans une année d'imposition

- a) une corporation dont l'entreprise principale était, tout au long de l'année, la location à bail, l'aménagement pour la location à bail ou la vente (ou une combinaison de ces activités) de biens immeubles dont elle était propriétaire à une personne avec laquelle la corporation n'avait aucun lien de dépendance, ou pour le compte d'une telle personne; ou

b) une société

- (i) dont chaque membre est une corporation visée à l'alinéa a), et
- (ii) dont l'entreprise principale était, tout au long de l'année, la location à bail, l'aménagement pour la location à bail ou la vente (ou une combinaison de ces activités) de biens immeubles qu'elle détenait à une personne avec laquelle aucun membre n'avait de lien de dépendance, ou pour le compte d'une telle personne.»

(14). — Texte actuel du sous-alinéa 18(5)a)(ii) :

«(ii) lorsque la corporation est contrôlée par une corporation d'assurance-vie non résidente, du total de toutes les sommes dont chacune représente une somme due à cette date à titre ou au titre

“(ii) where the corporation is controlled by a non-resident insurance corporation, the aggregate of all amounts each of which is an amount outstanding at the particular time as 5
or on account of a debt or other obligation to pay an amount to the non-resident insurance corporation where 10
the amount outstanding at the particular time has, in the non-resident insurance corporation’s taxation year that included the particular time, been included as property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of (within the meaning 15
assigned by paragraph 138(12)(l)) carrying on an insurance business in Canada.”

(15) Paragraph 18(9)(d) of the said Act is repealed and the following substituted 20
therefor:

“(d) for the purposes of paragraph (a), an outlay or expense shall be deemed not to include any payment referred to in clause 37(1)(a)(ii)(E).” 25

(16) Section 18 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

“(12) Notwithstanding any other provision of this Act, in computing an individual’s income from a business for a taxation year, 30

(a) no amount shall be deducted in respect of an otherwise deductible amount for any part (in this subsection 35
referred to as the “work space”) of a self-contained domestic establishment in which the individual resides, except to the extent that the work space is either
(i) the individual’s principal place of 40
business, or
(ii) used exclusively for the purpose of earning income from business and used on a regular and continuous basis for meeting clients, customers or 45
patients of the individual in respect of the business;

(b) where the conditions set out in subparagraph (a)(i) or (ii) are met, the

«(ii) dans le cas où la corporation est contrôlée par une corporation d’assurance non résidente, du total des sommes dont chacune représente une somme due à la date donnée au titre 5
d’une dette ou autre obligation de verser un montant à la corporation d’assurance non résidente si la somme due à cette date est incluse, dans l’année d’imposition de la corporation 10
d’assurance non résidente qui comprend cette date, en tant que biens utilisés ou détenus dans l’année (au sens de l’alinéa 138(12)l)) dans le cadre de l’exploitation d’une entre- 15
prise d’assurance au Canada.»

(15) L’alinéa 18(9)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) pour l’application de l’alinéa a), un débours ou une dépense est réputé ne 20
pas comprendre un paiement à une entité visée à la division 37(1)a)(ii)(E).»

(16) L’article 18 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(12) Nonobstant les autres dispositions 25
de la présente loi, dans le calcul du revenu d’un particulier tiré d’une entreprise pour une année d’imposition :

a) un montant n’est déductible pour la partie d’un établissement domestique 30
autonome où le particulier réside que si cette partie d’établissement :

(i) soit est son principal lieu d’affaires,

(ii) soit lui sert exclusivement aux 35
fins de tirer un revenu d’une entreprise et pour rencontrer des clients ou des patients sur une base régulière et continue dans le cadre de l’entreprise;

b) si une partie de l’établissement 40
domestique autonome où le particulier réside est son principal lieu d’affaires ou lui sert exclusivement aux fins de tirer un revenu d’une entreprise et pour rencontrer des clients ou des patients sur 45

is an amount outstanding at that time as or on account of a debt or other obligation to pay an amount to the life insurance corporation and such debt or other obligation has, by virtue of an election made under subsection 138(9), been included by the life insurance corporation in its taxation year that included the particular time as property held by it in the year in the course of carrying on an insurance business in Canada and the life insurance corporation has included the revenue therefrom in computing its income for the year from carrying on an insurance business in Canada,"

d'une dette ou autre obligation de verser un montant à la corporation d'assurance-vie, si cette dette ou autre obligation a, en vertu d'un choix effectué aux termes du paragraphe 138(9), été incluse par la corporation d'assurance-vie dans son année d'imposition qui comprend la date donnée en tant que bien détenu par elle dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada et si la corporation d'assurance-vie a inclus le revenu qui en a été tiré, le cas échéant, dans le calcul du revenu qu'elle a tiré pour l'année de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada;»

(15) This amendment would substitute a reference to clause 37(1)(a)(ii)(E) for the reference to subparagraph 37(1)(a)(vi).

(15). — Remplacement de «versement» par le passage souligné et remplacement du renvoi du sous-alinéa 37(1)(a)(vi) par un renvoi à la division 37(1)(a)(ii)(E).

(16) New.

(16). — Nouveau.

amount for the work space that is deductible in computing the individual's income from the business for a taxation year shall not exceed the individual's income from the business for the year, computed without reference to the amount; and

(c) any amount not deductible by reason only of paragraph (b) in computing the individual's income from the business for the immediately preceding taxation year shall be deemed to be an amount otherwise deductible that, subject to paragraphs (a) and (b), may be deducted for the year for the work space in respect of the business.

(13) Subject to subsection 138(5.2) and notwithstanding any other provision of this Act, where a taxpayer

(a) who was a resident of Canada at any time in a taxation year and whose ordinary business during that year included the lending of money, or

(b) who at any time in the year carried on a business of lending money in Canada

has sustained a loss on a disposition of property used or held in that business that is a share, or a loan, bond, debenture, mortgage, note, hypothec, agreement of sale or any other indebtedness, other than a property that is a capital property of the taxpayer, no amount shall be deducted in computing the income of the taxpayer from that business for the year in respect of the loss where

(c) during the period commencing 30 days before and ending 30 days after the disposition, the taxpayer or a person or partnership that does not deal at arm's length with the taxpayer acquired or agreed to acquire the same or identical property (in this subsection referred to as the "substituted property"), and

(d) at the end of the period described in paragraph (c), the taxpayer, person or partnership, as the case may be, owned or had a right to acquire the substituted property,

une base régulière et continue dans le cadre de l'entreprise, le montant déductible pour cette partie d'établissement ne peut dépasser le revenu du particulier tiré de cette entreprise pour l'année — calculé sans tenir compte de ce montant —;

c) tout montant qui, par le seul effet de l'alinéa b), n'est pas déductible pour une partie d'établissement domestique autonome dans le calcul du revenu d'entreprise du particulier pour l'année d'imposition précédente est déductible dans le calcul du revenu d'entreprise du particulier pour l'année, sous réserve des alinéas a) et b).

(13) Sous réserve du paragraphe 138(5.2) et nonobstant les autres dispositions de la présente loi, dans le cas où un contribuable — qui, à un moment donné d'une année d'imposition, réside au Canada et dont l'entreprise habituelle au cours de cette année consiste en partie à prêter de l'argent ou qui, à un moment donné de l'année, exploite une entreprise de prêt d'argent au Canada — subit une perte à la disposition d'un bien utilisé ou détenu dans le cadre de l'entreprise qui est une action, ou un prêt, une obligation, un *mortgage*, un billet, une hypothèque, un contrat de vente ou une autre dette mais qui n'est pas un bien en immobilisation du contribuable, aucun montant n'est déductible au titre de la perte dans le calcul de son revenu provenant de cette entreprise pour l'année si :

a) d'une part, au cours de la période commençant 30 jours avant et se terminant 30 jours après la disposition, le contribuable ou une personne ou société avec laquelle il a un lien de dépendance acquiert ou convient d'acquérir le même bien ou un bien identique — appelés «bien de remplacement» au présent paragraphe;

b) d'autre part, à la fin de cette période, le contribuable ou la personne ou société, selon le cas, est propriétaire du bien de remplacement ou a le droit de l'acquérir.

Perte superficielle

Superficial loss

and any such loss shall be added in computing the cost to the taxpayer, person or partnership, as the case may be, of the substituted property.”

Cette perte doit être ajoutée dans le calcul du coût du bien de remplacement pour le contribuable ou pour la personne ou société, selon le cas.»

(17) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after June, 1988.

(17) Le paragraphe (1) s'applique aux 5 années d'imposition qui commencent après juin 1988.

(18) Subsections (2) and (14) are applicable to taxation years commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(18) Les paragraphes (2) et (14) s'appliquent aux années d'imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 10 1987.

(19) Subsection (3) is applicable to 10 expenses incurred and amounts paid or payable after 1987.

(19) Le paragraphe (3) s'applique aux dépenses engagées et aux montants payés ou payables après 1987.

(20) Subsection (4) is applicable to taxation years commencing after 1988.

(20) Le paragraphe (4) s'applique aux 15 années d'imposition commençant après 1988.

(21) Paragraph 18(1)(r) of the said Act, 15 as enacted by subsection (5), is applicable with respect to allowances paid for use after 1987 of automobiles.

(21) L'alinéa 18(1)r) de la même loi, 20 édicté par le paragraphe (5), s'applique aux allocations payées pour usage d'une automobile après 1987.

(22) Paragraph 18(1)(s) of the said Act, 20 as enacted by subsection (5), and subsection 18(13) of the said Act, as enacted by subsection (16), are applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(22) L'alinéa 18(1)s) de la même loi, 25 édicté par le paragraphe (5), ainsi que le paragraphe 18(13) de la même loi, édicté par le paragraphe (16), s'appliquent aux années d'imposition et aux exercices financiers com- 25 mençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

(23) Subsection (6) is applicable to the 25 1988 and subsequent taxation years except that in respect of expenses incurred in respect of land that may reasonably be considered to be held, but not used, in the course of a business carried on in the year by the 30 taxpayer or land used in the course of a business in the ordinary course of which land is held primarily for the purpose of resale or development, for taxation years ending before 1992 that portion of subsection 18(2) 35 of the said Act following paragraph (d) thereof, as enacted by subsection (6), shall be read as follows:

(23) Le paragraphe (6) s'applique aux 30 années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est des dépenses engagées en ce qui concerne un fonds de terre qu'il est raisonnable de considérer comme détenu, mais non utilisé, dans le cadre d'une entreprise que le contribuable exploite dans l'année ou en ce qui concerne un fonds de terre 35 utilisé dans le cadre d'une entreprise dans le cours normal de laquelle il est principalement détenu en vue de revente ou d'aménagement, le passage du paragraphe 18(2) de la même loi qui suit l'alinéa d), édicté par le 40 paragraphe (6), est remplacé, pour les années d'imposition qui se terminent avant 1992, par ce qui suit :

“except to the extent of the aggregate of (e) the amount, if any, by which the 40 taxpayer's gross revenue, if any, from the land for the particular year exceeds the aggregate of all amounts deducted in computing his income from the land for the year, 45

«sauf dans la mesure du total :

e) de l'excédent éventuel des recettes 45 brutes éventuelles tirées du fonds par le contribuable pour l'année donnée sur le

total des montants indiqués dans le tableau de calcul pour l'année donnée.

(f) s'il s'agit d'une corporation dont l'activité principale consiste à louer à court terme des biens ou de louer des biens à long terme, elle est propriétaire à titre personnel de la déduction de base de la corporation pour l'année donnée, et

(g) de déterminer l'impôt de l'année donnée sur la base de la déduction de base de la corporation pour l'année donnée (et (f) pour déterminer les autres (e) et (f) pour l'année, le pourcentage indiqué s'entend du total :

(i) du produit de 100% par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1987 et antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année donnée,

(ii) du produit de 50% par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1987 et antérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année donnée,

(iii) du produit de 50% par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année donnée,

(iv) du produit de 40% par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1989 et antérieurs à 1991 et le nombre total de jours de l'année donnée,

(v) du produit de 30% par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1990 et antérieurs à 1992 et le nombre total de jours de l'année donnée,

(vi) du produit de 20% par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1991 et antérieurs à 1993 et le nombre total de jours de l'année donnée.

(34) Les paragraphes (7), (8) et (11) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et 1989.

(35) Les paragraphes (9) et (12) s'appliquent aux années d'imposition qui commencent après avril 1988.

(f) in the case of a corporation whose principal business is the leasing, rental or sale, or the development for lease (rental or sale or any combination thereof, of real property owned by it, or for a person with whom the corporation is dealing at arms length, the corporation's base level deduction for the particular year, and

(g) the specified percentage of the amount by which the aggregate of all such expenses incurred in the particular year exceeds the aggregate of the amounts determined under paragraphs (e) and (f) for the year,

and, for the purposes of paragraph (g), "specified percentage" means the aggregate of

(a) that proportion of 100% that the number of days in the particular year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(b) that proportion of 50% that the number of days in the particular year that are after 1987 and before 1989 is of the number of days in the year,

(c) that proportion of 50% that the number of days in the particular year that are after 1988 and before 1990 is of the number of days in the year,

(d) that proportion of 40% that the number of days in the particular year that are after 1989 and before 1991 is of the number of days in the year, and

(e) that proportion of 30% that the number of days in the particular year that are after 1990 and before 1992 is of the number of days in the year.

(34) Subsections (7), (8) and (11) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(35) Subsections (9) and (12) are applicable to taxation years commencing after April 1988.

(f) in the case of a corporation whose principal business is the leasing, rental or sale, or the development for lease, rental or sale, or any combination thereof, of real property owned by it, to or for a person with whom the corporation is dealing at arm's length, the corporation's base level deduction for the particular year, and (g) the specified percentage of the amount by which the aggregate of all such expenses incurred in the particular year exceeds the aggregate of the amounts determined under paragraphs (e) and (f) for the year,

and, for the purposes of paragraph (g), "specified percentage" means the aggregate of

(h) that proportion of 100% that the number of days in the particular year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(i) that proportion of 80% that the number of days in the particular year that are after 1987 and before 1989 is of the number of days in the year,

(j) that proportion of 60% that the number of days in the particular year that are after 1988 and before 1990 is of the number of days in the year,

(k) that proportion of 40% that the number of days in the particular year that are after 1989 and before 1991 is of the number of days in the year, and

(l) that proportion of 20% that the number of days in the particular year that are after 1990 and before 1992 is of the number of days in the year."

total des montants déduits dans le calcul du revenu qu'il tire du fonds pour l'année donnée,

f) s'il s'agit d'une corporation dont l'entreprise principale consiste à louer, à vendre ou à faire de l'aménagement en vue de louer ou de vendre, des biens immeubles dont elle est propriétaire, à une personne avec laquelle elle n'a aucun lien de dépendance ou pour cette personne, de la déduction de base de la corporation pour l'année donnée, et

g) du pourcentage indiqué de l'excédent du total des dépenses engagées au cours de l'année donnée sur le total des montants déterminés selon les alinéas e) et f) pour l'année, le pourcentage indiqué s'entendant du total :

(i) du produit de 100 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année donnée,

(ii) du produit de 80 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1987 et antérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année donnée,

(iii) du produit de 60 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année donnée,

(iv) du produit de 40 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1989 et antérieurs à 1991 et le nombre total de jours de l'année donnée,

(v) du produit de 20 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année donnée postérieurs à 1990 et antérieurs à 1992 et le nombre total de jours de l'année donnée.»

(24) Subsections (7), (8) and (11) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(25) Subsections (9) and (12) are applicable to taxation years commencing after April, 1988.

(24) Les paragraphes (7), (8) et (11) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et 45 suivantes.

(25) Les paragraphes (9) et (12) s'appliquent aux années d'imposition qui commencent après avril 1988.

(26) Subsection (10) is applicable in respect of buildings acquired by a taxpayer after 1989.

(26) Le paragraphe (10) s'applique aux bâtiments acquis par un contribuable après 1989.

(27) Subsection (13) is applicable with respect to outlays and expenses made or incurred after 1987.

(27) Le paragraphe (13) s'applique aux 5 débours faits et aux dépenses engagées après 1987.

(28) Subsection (15) is applicable in respect of payments to which paragraph 37(1)(a) of the said Act, as enacted by subsection 19(1) of this Act, is applicable.

(28) Le paragraphe (15) s'applique aux paiements auxquels l'alinéa 37(1)a) de la même loi, édicté par le paragraphe 19(1), 10 s'applique. 10

(29) Subsection 18(12) of the said Act, as enacted by subsection (16), is applicable to fiscal periods commencing after 1987.

(29) Le paragraphe 18(12) de la même loi, édicté par le paragraphe (16), s'applique aux exercices financiers qui commencent après 1987.

12. (1) Clause 19(5)(b)(v)(C) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

12. (1) La division 19(5)b)(v)(C) de la 15 même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(C) of which, if it is a corporation having share capital, at least 3/4 of the shares having full voting rights under all circumstances, and shares 20 representing in the aggregate at least 3/4 of the paid-up capital, are beneficially owned by Canadian citizens or by corporations other than corporations controlled by citi- 25 zens or subjects of a country other than Canada;”

«(C) dans laquelle des citoyens canadiens ou des corporations qui ne sont pas contrôlées par des 20 citoyens d'un pays étranger, ont le *beneficial ownership* des 3/4 au moins des actions donnant droit de vote en toutes circonstances, ou un droit de jouissance sur ces actions, 25 s'il s'agit d'une corporation ayant un capital-actions, et des actions représentant au moins les 3/4 du capital versé;»

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after 1988.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition commençant après 1988.

13. (1) Paragraph 20(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

13. (1) L'alinéa 20(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cumulative eligible capital amount

“(b) such amount as the taxpayer may claim in respect of a business, not exceeding 7% of his cumulative eligible 35 capital in respect of the business at the end of the year;”

«b) toute somme qu'un contribuable peut déduire au titre d'une entreprise, 35 mais ne dépassant pas 7 % du montant cumulatif des immobilisations admissibles au titre de l'entreprise à la fin de l'année;»

Montant cumulatif des immobilisations admissibles

(2) Paragraph 20(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 20(1)e) de la même loi est 40 abrogé et remplacé par ce qui suit :

Expenses re financing

“(e) such part of an amount that is not otherwise deductible in computing the income of the taxpayer and that is an

«e) la partie de toute dépense, qui n'est pas déductible par ailleurs dans le calcul du revenu du contribuable, engagée au

Frais d'émission ou de vente d'actions, d'unités ou de participations et frais d'emprunt

Clause 12: (1) Clause 19(5)(b)(v)(C) at present reads as follows:

“(C) of which, if it is a corporation having share capital, at least 3/4 of the shares having full voting rights under all circumstances, and shares representing in the aggregate at least 3/4 of the paid-up capital, are beneficially owned by Canadian citizens or by corporations other than corporations controlled directly or indirectly by citizens or subjects of a country other than Canada;”

Clause 13: (1) This amendment would substitute “a” for “any” and “7%” for “10%”.

(2) Paragraph 20(1)(e) at present reads as follows:

- “(e) an expense incurred in the year
 - (i) in the course of issuing or selling units of the taxpayer where the taxpayer is a unit trust, interests in a partnership or syndicate by the partnership or syndicate, as the case may be, or shares of the capital stock of the taxpayer, or

Article 12, (1). — Texte actuel de la division 19(5)(b)(v)(C) :

«(C) dans laquelle des citoyens canadiens ou des corporations qui ne sont contrôlées ni directement ni indirectement par des citoyens d'un pays étranger, ont le *beneficial ownership* des 3/4 au moins des actions donnant droit de vote en toutes circonstances, ou un droit de jouissance sur ces actions, s'il s'agit d'une corporation ayant un capital-actions, et des actions représentant au moins les 3/4 de son capital versé;»

Article 13, (1). — Remplacement de «10 %» par «7 %».

(2). — Texte actuel de l'alinéa 20(1)e) :

- «e) une dépense engagée dans l'année,
 - (i) à l'occasion de l'émission ou de la vente d'unités du contribuable lorsque le contribuable est une fiducie d'investissement à participation unitaire, de participation dans une société ou un syndicat par la société ou le syndicat, selon le cas, ou d'actions du capital-actions du contribuable, ou

expense incurred in the year or a preceding taxation year

(i) in the course of an issuance or sale of units of the taxpayer where the taxpayer is a unit trust, of interests in a partnership or syndicate by the partnership or syndicate, as the case may be, or of shares of the capital stock of the taxpayer, or

(ii) in the course of a borrowing of money used by the taxpayer for the purpose of earning income from a business or property (other than money used by the taxpayer for the purpose of acquiring property the income from which would be exempt)

(including a commission, fee or other amount paid or payable for or on account of services rendered by a person as a salesman, agent or dealer in securities in the course of the issuance, sale or borrowing, but not including any amount paid or payable as or on account of the principal amount of the indebtedness or as or on account of interest) that is the lesser of,

(iii) that proportion of 20% of the expense that the number of days in the year is of 365, and

(iv) the amount, if any, by which the expense exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deductible by the taxpayer in respect of the expense in computing his income for a preceding taxation year,

and, for the purposes of this paragraph,

(v) where in a taxation year all debt obligations in respect of a borrowing are settled or extinguished (otherwise than in a transaction made as part of a series of borrowings or other transactions and repayments), by the taxpayer for consideration that does not include any unit, interest, share or debt obligation of the taxpayer or any person with whom the taxpayer does not deal at arm's length or any partnership or trust of which the taxpayer or any person with whom the taxpayer does not deal at arm's length is a member or beneficiary, this para-

cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure :

(i) dans le cadre d'une émission ou vente d'unités du contribuable, si celui-ci est une fiducie d'investissement à participation unitaire, ou de participations dans une société ou un syndicat par cette société ou ce syndicat, ou encore d'actions du capital-actions du contribuable, ou

(ii) dans le cadre d'un emprunt d'argent que le contribuable utilise en vue de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien, sauf s'il s'agit d'argent utilisé par le contribuable en vue d'acquérir un bien dont le revenu serait exonéré,

— y compris les commissions, honoraires et autres montants payés ou payables au titre de services rendus par une personne en tant que vendeur, mandataire ou courtier en valeurs dans le cadre de l'émission, de la vente ou de l'emprunt, mais à l'exclusion des montants payés ou payables au titre du principal de la dette ou au titre des intérêts sur celle-ci — égale au moins élevé :

(iii) du produit de 20 % de la dépense par le rapport entre le nombre de jours de l'année et 365,

(iv) de l'excédent éventuel de la dépense sur le total des montants déductibles par le contribuable au titre de la dépense dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures;

toutefois :

(v) dans le cas où toutes les obligations découlant d'un emprunt sont réglées ou éteintes au cours d'une année d'imposition — autrement que dans le cadre d'une opération faisant partie d'une série d'emprunts ou d'autres opérations et remboursements — par le contribuable pour une contrepartie qui ne comprend pas d'unités, de participations, d'actions ou d'obligations du contribuable ou d'une personne ayant un lien de dépendance avec celui-ci ou d'une société ou fiducie dont le contribuable ou une telle

(ii) in the course of borrowing money used by the taxpayer for the purpose of earning income from a business or property (other than money used by the taxpayer for the purpose of acquiring property the income from which would be exempt), including a commission, fee or other amount paid or payable for or on account of services rendered by a person as a salesman, agent or dealer in securities in the course of issuing or selling the units, interests or shares or borrowing the money, but not including any amount paid or payable as or on account of the principal amount of the indebtedness or as or on account of interest;"

(ii) à l'occasion d'un emprunt d'argent utilisé par le contribuable en vue de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien (autre que l'argent utilisé par le contribuable pour acquérir un bien dont le revenu serait exonéré),

y compris une commission, des honoraires ou toute autre somme payés ou payables pour services rendus ou au titre de services rendus par une personne à titre de vendeur, d'agent ou de courtier en valeurs mobilières au cours de l'émission ou de la vente des unités, des participations ou des actions ou de l'emprunt de l'argent, mais à l'exclusion d'une somme payée ou payable à titre ou au titre du principal de la dette ou à titre ou au titre d'intérêts;»

10 (b) there may be deducted for a tax year any amount paid or payable for or on account of services rendered by a person as a salesman, agent or dealer in securities in the course of issuing or selling the units, interests or shares or borrowing the money, but not including any amount paid or payable as or on account of the principal amount of the indebtedness or as or on account of interest;

10 (b) there may be deducted for a tax year any amount paid or payable for or on account of services rendered by a person as a salesman, agent or dealer in securities in the course of issuing or selling the units, interests or shares or borrowing the money, but not including any amount paid or payable as or on account of the principal amount of the indebtedness or as or on account of interest;

and item 2

graph shall be read without reference to the words "the lesser of" and to subparagraph (iii), and

(vi) where a partnership has ceased to exist at any particular time in a fiscal period of the partnership,

(A) no amount may be deducted by the partnership under this paragraph in computing its income for the period, and

(B) there may be deducted for a taxation year ending at or after that time by any person or partnership that was a member of the partnership immediately before that time, that proportion of the amount that would, but for this subparagraph, have been deductible under this paragraph by the partnership in the fiscal period ending in the year had it continued to exist and had the partnership interest not been redeemed, acquired or cancelled, that the fair market value of such member's interest in the partnership immediately before that time is of the fair market value of all the interests in the partnership immediately before that time;

(e.1) an amount payable by the taxpayer (other than a payment that is contingent or dependent upon the use or production from property or is computed by reference to revenue, profit, cash flow, commodity price or any other similar criterion or by reference to dividends paid or payable to shareholders of any class of shares of the capital stock of a corporation) as a standby charge, guarantee fee, registrar fee, transfer agent fee, filing fee, service fee or any similar fee, that may reasonably be considered to relate solely to the year and that relates to money borrowed by the taxpayer and used by him for the purpose of earning income from a business or property (other than money used by the taxpayer for the purpose of acquiring property the income from which would be exempt);"

personne est respectivement un associé ou un bénéficiaire, la partie de la dépense visée au présent alinéa est égale à l'excédent éventuel de la dépense sur le total des montants déductibles par le contribuable au titre de la dépense dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures,

(vi) dans le cas où une société cesse d'exister à un moment d'un de ses exercices financiers :

(A) aucun montant n'est déductible par la société en application du présent alinéa dans le calcul de son revenu pour l'exercice financier,

(B) la personne ou société qui était un associé de la société immédiatement avant ce moment peut déduire, pour une année d'imposition se terminant à ce moment ou postérieurement, le produit du montant qui serait déductible par la société au cours de l'exercice financier se terminant dans l'année en application du présent alinéa si elle n'avait pas cessé d'exister et si la participation dans la société n'avait pas été rachetée, acquise ou annulée, par le rapport entre la juste valeur marchande de la participation de cet associé dans la société immédiatement avant ce moment et la juste valeur marchande de toutes les participations dans la société immédiatement avant ce moment;

e.1) un montant payable par le contribuable — sauf s'il s'agit d'un paiement qui est conditionnel à l'utilisation de biens ou qui dépend de la production provenant ou encore qui est calculé en fonction des recettes, des bénéfices, de la marge d'autofinancement, du prix des marchandises ou d'un critère semblable ou en fonction des dividendes versés ou payables aux actionnaires d'une catégorie d'actions du capital-actions d'une corporation — à titre de frais d'ouverture de crédit, de frais de garantie, d'honoraires de registraire, d'honoraires d'agent de transfert, de frais de dépôt de

Frais annuels

(3) Subparagraph 20(1)(f)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) in any other case, $\frac{3}{4}$ of the lesser of the amount so paid and the amount by which the lesser of the principal amount of the obligation and all amounts paid in the year or in any preceding taxation year in satisfaction of the principal amount there- of exceeds the amount for which the obligation was issued;”

(4) Paragraph 20(1)(k) of the said Act is repealed.

(5) Paragraph 20(1)(l) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(l) a reserve determined as the aggregate of

(i) a reasonable amount in respect of doubtful debts that have been included in computing the income of the taxpayer for that year or a preceding year, and

(ii) an amount in respect of doubtful loans or lending assets of a taxpayer who was an insurer or whose ordinary business included the lending of money, made or acquired by the taxpayer in the ordinary course of his business of insurance or the lending of money, equal to the aggregate of

(A) the prescribed reserve amount for the taxpayer for the year, and

(B) in respect of doubtful loans or lending assets for which an amount was not deducted for the year by reason of clause (A) (in this clause referred to as the “loans”), the lesser of

prospectus, de frais de service ou d'autres frais semblables, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant uniquement à l'année et qui se rapportent à de l'argent que le contribuable a emprunté et qu'il utilise en vue de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien, à l'exception d'argent qu'il utilise en vue d'acquérir un bien dont le revenu est exonéré;»

(3) Le sous-alinéa 20(1)f)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) dans les autres cas, $\frac{3}{4}$ du moins élevé soit de la somme ainsi payée, soit de l'excédent du moins élevé du principal du titre ou du total des sommes payées dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure en acquittement du principal du titre sur la somme pour laquelle le titre a été émis;»

(4) L'alinéa 20(1)k) de la même loi est abrogé.

(5) L'alinéa 20(1)l) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«l) la provision égale au total des montants suivants :

(i) un montant raisonnable au titre des créances douteuses incluses dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure,

(ii) un montant au titre des prêts et titres de crédit douteux qu'un contribuable — qui est un assureur ou dont l'entreprise habituelle consiste en partie à prêter de l'argent — consent ou acquiert dans le cours normal de ses affaires d'assurance ou de prêt d'argent, égal au total :

(A) du montant de provision prescrit pour le contribuable pour l'année,

(B) en ce qui concerne les prêts et titres de crédit douteux pour lesquels un montant n'a pas été déduit en application de la division (A) pour l'année — appelés «prêts» à la

Reserve for doubtful debts

Provision pour créances douteuses

(3) This amendment would substitute "3/4" for "1/2" and add the underlined word.

(4) Paragraph 20(1)(k) reads as follows:

"(k) such part of a payment

(i) repaying borrowed money used for the purpose of earning income from a business or property (other than borrowed money used to acquire property the income from which would be exempt), or

(ii) for property acquired for the purpose of gaining or producing income therefrom or for the purpose of gaining or producing income from a business (other than property the income from which would be exempt),

made by the taxpayer in the year as is by subsection 16(1) required to be included in computing the recipient's income for a taxation year;"

(5) Paragraph 20(1)(l) at present reads as follows:

"(l) a reasonable amount as a reserve for

(i) doubtful debts that have been included in computing the income of the taxpayer for that year or a previous year, and

(ii) doubtful debts arising from loans made in the ordinary course of business by a taxpayer part of whose ordinary business was the lending of money;"

(3). — Texte actuel du sous-alinéa 20(1)f(ii) :

«(ii) dans tous les autres cas, 1/2 de la moindre des deux sommes suivantes : la somme ainsi payée ou la fraction du principal du titre ou du total des sommes payées dans l'année ou dans toute année précédente en acquittement du principal de ce titre, le montant le moins élevé étant à retenir, qui est en sus de la somme pour laquelle le titre a été émis;»

(4). — Texte de l'alinéa 20(1)k) :

«k) la partie d'un paiement effectué

(i) en remboursement de l'argent emprunté et utilisé en vue de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien (à l'exception de l'argent emprunté et utilisé pour acquérir un bien dont le revenu serait exonéré d'impôt), ou

(ii) pour un bien acquis en vue d'en tirer un revenu ou de tirer un revenu d'une entreprise (à l'exception d'un bien dont le revenu serait exonéré d'impôt),

qu'a versée le contribuable pendant l'année et qui, en vertu du paragraphe 16(1), doit être incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour une année d'imposition;»

(5). — Texte actuel de l'alinéa 20(1)l) :

«l) un montant raisonnable à titre de provision pour

(i) les créances douteuses qui ont été incluses dans le calcul du revenu du contribuable pour cette année ou une année antérieure, et

(ii) les créances douteuses résultant de prêts consentis, dans le cours normal des affaires, par un contribuable, dont l'entreprise habituelle consistait en partie à prêter de l'argent;»

(I) a reasonable amount as a reserve for the loans in respect of the amortized cost of the loans to the taxpayer at the end of the year, and 5

(II) the product obtained when the aggregate of

1. that part of the reserve for the loans reported in the financial statements of the taxpayer 10 for the year that is in respect of the amortized cost to the taxpayer at the end of the year of the loans, and

2. the aggregate of all amounts 15 included in computing the taxpayer's income under subsection 12(3) for the year or a preceding taxation year to the extent that such amounts 20 reduced the part of the reserve referred to in sub-subclause 1

is multiplied by one minus the prescribed recovery rate,

or such lesser amount as the taxpayer 25 may claim where the lesser amount is the aggregate of a percentage of the amount determined under clause (A) and the same percentage of the amount determined under clause (B); 30

Reserve for
guarantees, etc.

(1.1) a reserve in respect of credit risks under guarantees, indemnities, letters of credit or other credit facilities, bankers' acceptances, interest rate or currency swaps, foreign exchange or other future 35 or option contracts, interest rate protection agreements, risk participations and other similar instruments or commitments issued, made or assumed by a taxpayer who was an insurer or whose 40 ordinary business included the lending of money in favour of persons with whom the taxpayer deals at arm's length in the ordinary course of his business of insurance or the lending of money, equal 45 to the lesser of

(i) a reasonable amount as a reserve for credit risk losses of the taxpayer expected to arise after the end of the year under or in respect of such 50 instruments or commitments, and

présente division—, du moins élevé :

(I) d'un montant raisonnable à titre de provision pour prêts, correspondant au coût amorti des 5 prêts pour le contribuable à la fin de l'année,

(II) du produit obtenu en multipliant le total des montants suivants par le résultat de un moins 10 le taux de recouvrement visé par règlement :

1. la partie de la provision pour prêts déclarée dans les états financiers du contribuable 15 pour l'année, qui correspond au coût amorti des prêts pour le contribuable à la fin de l'année,

2. le total des montants inclus 20 en application du paragraphe 12(3) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année et pour les années d'imposition antérieures, dans la mesure où 25 ces montants réduisent la partie de provision visée à la sous-subdivision 1;

toute provision que le contribuable demande et qui est inférieure à ce 30 montant doit être égale au total d'un pourcentage du montant calculé à la division (A) et du même pourcentage du montant calculé à la division (B);

1.1) la provision égale ou inférieure, 35 Provision pour garanties selon ce que le contribuable demande, au moins élevé des montants suivants pour les risques de crédit sur les effets et les engagements que le contribuable — qui est un assureur ou dont l'entreprise 40 habituelle consiste en partie à prêter de l'argent dans le cours normal de ses affaires d'assurance ou de prêt d'argent — émet, consent ou assume en faveur de personnes avec lesquelles il n'a aucun 45 lien de dépendance, notamment les garanties, indemnités, lettres de crédit et autres moyens de crédit, les acceptations bancaires, les opérations de troc de devises ou de taux d'intérêt, les opérations 50 de change ou autres contrats à terme ou

<p>(ii) the product obtained when the reserve for credit risk losses of the taxpayer expected to arise after the end of the year under or in respect of such instruments or commitments reported in the financial statements of the taxpayer for the year is multiplied by one minus the prescribed recovery rate, or such lesser amount as the taxpayer may claim;"</p>	5 10	<p>sur options, les ententes visant à garantir un taux d'intérêt, les participations aux risques : (i) un montant raisonnable à titre de provision pour les pertes sur risques de crédit que le contribuable s'attend à subir après la fin de l'année en rapport avec ces effets et ces engagements, (ii) le produit obtenu en multipliant la provision pour les pertes sur risques de crédit que le contribuable s'attend à subir après la fin de l'année en rapport avec ces effets et ces engagements, déclarée dans ses états financiers pour l'année, par le résultat de un moins le taux de recouvrement visé par règlement;»</p>	
<p>(6) Paragraph 20(1)(p) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>		<p>(6) L'alinéa 20(1)p) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	20
<p>Bad debts</p> <p>“(p) the aggregate of (i) all debts owing to the taxpayer that are established by him to have become bad debts in the year and that have been included in computing his income for the year or a preceding taxation year, and (ii) all amounts each of which is that part of the amortized cost to the taxpayer at the end of the year of a loan or lending asset made or acquired in the ordinary course of business by a taxpayer who was an insurer or whose ordinary business included the lending of money established by him to have become uncollectable in the year;”</p>	15 20 25 30	<p>«p) le total des montants suivants : (i) les créances du contribuable qu'il a établies comme étant devenues de mauvaises créances au cours de l'année et qui sont incluses dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, (ii) les montants dont chacun représente la partie du coût amorti, pour le contribuable, à la fin de l'année d'un prêt ou d'un titre de crédit qu'un contribuable — qui est un assureur ou dont l'entreprise habituelle consiste en partie à prêter de l'argent — a consenti ou acquis dans le cours normal de ses affaires, qu'il a établie comme étant devenue irrécouvrable au cours de l'année;»</p>	Créances irrécouvrables
<p>(7) Paragraph 20(1)(t) of the said Act is repealed.</p>		<p>(7) L'alinéa 20(1)t) de la même loi est abrogé.</p>	40
<p>(8) All that portion of paragraph 20(1)(z.1) of the said Act following subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:</p>	35	<p>(8) Le passage de l'alinéa 20(1)z.1) de la même loi qui suit le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	
<p>“to the extent of the amount thereof (or in the case of capital property, 3/4 of the amount thereof) that was not deductible by him under paragraph (z) in comput-</p>	40	<p>«jusqu'à concurrence de la somme (et, dans le cas de biens en immobilisation, des 3/4 de la somme) payée qui n'était pas déductible par lui en vertu de l'ali-</p>	

une année, l'année antérieure.

(5) The aggregate of debts owing to the taxpayer (p) the aggregate of debts owing to the taxpayer (i) that are established by him to have become bad debts in the year, and (ii) that have (excepted in the case of debts arising from loans made in the ordinary course of business by a taxpayer part of whose ordinary business was the lending of money) been included in computing his income for the year or a previous year;

(10) Paragraph 20(1)(p) at present reads as follows: (p) the aggregate of debts owing to the taxpayer (i) that are established by him to have become bad debts in the year, and (ii) that have (excepted in the case of debts arising from loans made in the ordinary course of business by a taxpayer part of whose ordinary business was the lending of money) been included in computing his income for the year or a previous year;

(6) Paragraph 20(1)(p) at present reads as follows: (p) the aggregate of debts owing to the taxpayer (i) that are established by him to have become bad debts in the year, and (ii) that have (excepted in the case of debts arising from loans made in the ordinary course of business by a taxpayer part of whose ordinary business was the lending of money) been included in computing his income for the year or a previous year;

(7) Paragraph 20(1)(t) reads as follows: (t) such amount in respect of expenditures on scientific research and experimental development as is permitted by section 37 or 37.1;

(8) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

une année, l'année antérieure.

(5) The aggregate of debts owing to the taxpayer (p) the aggregate of debts owing to the taxpayer (i) that are established by him to have become bad debts in the year, and (ii) that have (excepted in the case of debts arising from loans made in the ordinary course of business by a taxpayer part of whose ordinary business was the lending of money) been included in computing his income for the year or a previous year;

(10) Paragraph 20(1)(p) at present reads as follows: (p) the aggregate of debts owing to the taxpayer (i) that are established by him to have become bad debts in the year, and (ii) that have (excepted in the case of debts arising from loans made in the ordinary course of business by a taxpayer part of whose ordinary business was the lending of money) been included in computing his income for the year or a previous year;

(6). — Texte actuel de l'alinéa 20(1)p) : (p) le total des créances du contribuable (i) qu'il a prouvées être de mauvaises créances dans l'année, et (ii) qui (sauf dans le cas de créances résultant de prêts consentis dans le cours normal des affaires par un contribuable dont l'entreprise habituelle consistait en partie à prêter de l'argent) ont été incluses dans le calcul de son revenu pour cette année ou pour une année antérieure;»

(7). — Texte de l'alinéa 20(1)t) : (t) la somme qu'autorise l'article 37 ou 37.1 au titre des frais de recherche scientifique et de développement expérimental;»

(8). — Remplacement de «moitié» par «3/4» et adjonction des mots soulignés.

ing his income for any preceding taxation year;”

(9) All that portion of paragraph 20(1)(II) of the said Act following subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“as was paid in the year and as may reasonably be considered to be repayment of interest that was included in computing his income for the year or a 10 preceding taxation year;”

(10) Paragraph 20(1)(nn) of the said Act is repealed.

(11) Section 20 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately 15 after subsection 20(4.1) thereof, the following subsection:

Idem

“(4.2) Where an amount that was included in the calculation of a taxpayer’s cumulative eligible capital by reason of 20 clause 14(5)(a)(iv)(A) in respect of a disposition of eligible capital property by him is established by him to have become a bad debt in a taxation year, there shall be deducted in computing the income of the 25 taxpayer for the year

(a) the amount, if any, by which

(i) 3/4 of the total of

(A) the aggregate of all amounts each of which is such an amount 30 that was so established by him to be a bad debt in the year, and

(B) the aggregate of all amounts each of which is such an amount that was so established by him to be 35 a bad debt in a preceding taxation year,

exceeds the total of

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount determined 40 under subparagraph 14(1)(a)(v) in respect of the taxpayer for the year or a preceding taxation year, and in respect of which a deduction under section 110.6 may reasonably be con- 45 sidered to have been claimed, and

(iii) the aggregate of all amounts deducted by the taxpayer under this subsection in preceding taxation years

néa z) dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition antérieure;»

(9) Le passage de l’alinéa 20(1)(II) de la même loi qui suit le sous-alinéa (ii) est 5 abrogé et remplacé par ce qui suit :

«qui a été payée dans l’année et qui peut raisonnablement être considérée comme un remboursement d’intérêt inclus dans le calcul de son revenu pour l’année ou pour une année d’imposition antérieure;» 10

(10) L’alinéa 20(1)(nn) de la même loi est abrogé.

(11) L’article 20 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4.1), de ce qui suit :

5

10

15

«(4.2) Dans le cas où un contribuable établit qu’une somme, incluse dans le calcul de son montant cumulatif des immobilisations admissibles par application de la division 14(5)a)(iv)(A) au titre 20 de la disposition d’un bien en immobilisation admissible, est devenue une mauvaise créance au cours d’une année d’imposition, les règles suivantes s’appliquent :

Déduction pour créance irrécouvrable

a) le contribuable doit déduire dans le 25 calcul de son revenu pour l’année l’excédent éventuel

(i) des 3/4 du total :

(A) des sommes qu’il établit ainsi comme étant devenues de mauvai- 30 ses créances au cours de l’année,

(B) des sommes qu’il établit ainsi comme étant devenues de mauvaises créances au cours des années d’imposition antérieures, 35

sur le total :

(ii) des montants, déterminés au sous-alinéa 14(1)a)(v) quant au contribuable pour l’année et pour les années d’imposition antérieures, au 40 titre desquels il est raisonnable de considérer qu’une déduction a été demandée en application de l’article 110.6, et

(iii) des montants déduits par le con- 45 tribuable en application du présent

(9) The relevant portion of paragraph 20(1)(l) at present reads as follows:

"as was paid in the year and as may reasonably be considered to be a repayment of interest that was included in computing his income for the year or a preceding taxation year, but not exceeding, where the taxpayer is an individual (other than a trust that is not a testamentary trust), the amount by which the excess determined under paragraph 110.1(1)(b) in respect of the taxpayer for the year in which the interest was included in computing his income exceeds \$1,000;"

(10) Paragraph 20(1)(nn) reads as follows:

"(nn) the tax, if any, paid under Part VI by the taxpayer for the year; and"

(11) New.

(9). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 20(1)l) : «qui a été payée dans l'année et qui peut raisonnablement être considérée comme un remboursement d'intérêt qui a été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année ou une année d'imposition antérieure, mais sans dépasser, dans le cas où le contribuable est un particulier (à l'exception d'une fiducie qui n'est pas une fiducie testamentaire), la fraction de l'excédent déterminé pour le contribuable en vertu de l'alinéa 110.1(1)b) pour l'année au cours de laquelle l'intérêt a été inclus dans le calcul de son revenu qui est en sus de 1 000 \$;»

(10). — Texte de l'alinéa 20(1)nn) :

«nn) l'impôt éventuel payé par le contribuable en vertu de la partie VI pour l'année; et»

(11). — Nouveau.

and the amount, if any, by which
 (b) 3/4 of the amount determined under clause (a)(i)(A) for the year exceeds
 (c) the amount determined under paragraph (a) for the year shall be deemed to be an allowable capital loss of the taxpayer from a disposition of capital property by him in the year.”

(12) Paragraph 20(16)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) the aggregate of all amounts determined under subparagraphs 13(21)(f)(i) to (ii.2) in respect of a taxpayer’s depreciable property of a particular class exceeds the aggregate of all amounts determined under subparagraphs 13(21)(f)(iii) to (viii) in respect thereof, and”

(13) Section 20 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (16) thereof, the following subsection

“(16.1) Notwithstanding paragraph (16)(c), where the excess amount at the end of a taxation year determined under paragraph (16)(a) is in respect of
 (a) a motor vehicle owned by a taxpayer who is an individual, other than a trust, except where all or substantially all of the distance travelled by the vehicle throughout the period that he owned it was for the purpose of earning income from a business or property, or
 (b) a passenger vehicle, having a cost to a taxpayer in excess of \$20,000 or such other amount as may be prescribed, owned by a trust, partnership or corporation,
 that excess shall not be deducted in computing the taxpayer’s income for the year.”

(14) Section 20 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

“(26) In computing the income from a business of a taxpayer who is an insurer or

paragraphe pour les années d'imposition antérieures;

b) l'excédent éventuel des 3/4 du montant calculé à la division a)(i)(A) pour l'année sur le montant calculé à l'alinéa a) pour l'année est réputé être une perte en capital déductible du contribuable résultant de la disposition d'un bien en immobilisation au cours de l'année.»

(12) L'alinéa 20(16)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) le total des montants déterminés aux sous-alinéas 13(21)f(i) à (ii.2) est supérieur au total des montants déterminés aux sous-alinéas 13(21)f(iii) à (viii), au titre des biens amortissables d'une catégorie prescrite d'un contribuable, et»

(13) L'article 20 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (16), de ce qui suit :

«(16.1) Par dérogation à l'alinéa (16)c), l'excédent à la fin d'une année d'imposition, visé à l'alinéa (16)a), qui concerne un véhicule à moteur dont un contribuable qui est un particulier (à l'exclusion d'une fiducie) est propriétaire — sauf si la totalité, ou presque, de la distance parcourue par le véhicule tout au long de la période où le contribuable en est propriétaire est parcourue en vue de gagner un revenu d'entreprise ou de bien — ou qui concerne une voiture de tourisme dont une fiducie, une société ou une corporation est propriétaire et dont le coût pour un contribuable dépasse 20 000 \$ ou tout autre montant qui peut être fixé par règlement ne peut être déduit dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année.»

(14) L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(26) Le contribuable qui est un assureur ou dont l'entreprise habituelle con-

Perte finale

Déduction du redressement pour provision net

Idem

Deduction re net reserve adjustment

(12) Paragraph 20(16)(a) at present reads as follows:

“(a) the aggregate of all amounts determined under subparagraphs 13(21)(f)(i) to (ii.1) in respect of depreciable property of a particular prescribed class of a taxpayer exceeds the aggregate of all amounts determined under subparagraphs 13(21)(f)(iii) to (viii) in respect of depreciable property of that class of the taxpayer, and”

(13) and (14) New.

(12). — Texte actuel de l’alinéa 20(16)(a) :

«a) le total des montants déterminés en vertu des sous-alinéa 13(21)(f)(i) à (ii.1), à l’égard des biens amortissables d’une catégorie prescrite donnée qui appartiennent à un contribuable, est supérieur au total des montants déterminés en vertu des sous-alinéa 13(21)(f)(iii) à (viii), à l’égard des biens amortissables de cette catégorie qui appartiennent au contribuable, et»

(13) et (14). — Nouveau.

Loans, etc.,
acquired in
ordinary course
of business

whose business includes the lending of money for the taxpayer's first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987, there may be deducted an amount equal to his prescribed amount of net reserve adjustment or such lesser amount as the taxpayer may claim.

(27) For the purposes of computing a deduction under paragraph (1)(l), (l.1) or (p) from the income of a taxpayer for a taxation year who was an insurer or whose ordinary business included the lending of money, a loan or lending asset or an instrument or commitment described in paragraph (1)(l.1) acquired from a person with whom the taxpayer did not deal at arm's length for an amount equal to its fair market value shall be deemed to have been acquired by the taxpayer in the ordinary course of his business of insurance or the lending of money where

(a) the person from whom the loan or lending asset or instrument or commitment was acquired carried on the business of insurance or the lending of money; and

(b) the loan or lending asset was made or acquired or the instrument or commitment was issued, made or assumed by the person in the ordinary course of his business of insurance or the lending of money."

(15) Subsection (1) is applicable

(a) in the case of a corporation, for taxation years commencing after June, 1988; and

(b) in any other case, for fiscal periods commencing after 1987.

(16) Subsection (2) is applicable to expenses incurred after 1987 in respect of issuances, sales and borrowings occurring after 1987.

(17) Subsections (3) and (8) are applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987, except that

(a) where the taxpayer is an individual or a partnership, for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the references to "3/4" in subparagraph

siste en partie à prêter de l'argent peut déduire dans le calcul de son revenu tiré de son entreprise pour la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987 un montant égal ou inférieur au montant prescrit de redressement pour provision net.

(27) Aux fins du calcul du montant à déduire en application de l'alinéa (1)l, l.1) ou p) du revenu d'un contribuable qui est assureur ou dont l'entreprise habituelle consiste en partie à prêter de l'argent — pour une année d'imposition, un prêt ou un titre de crédit ou encore un effet ou engagement visé à l'alinéa (1)l.1) que le contribuable acquiert d'une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, pour un montant égal à sa juste valeur marchande, est réputé acquis par le contribuable dans le cours normal de ses affaires d'assurance ou de prêt d'argent si :

a) d'une part, la personne de qui le prêt ou le titre de crédit ou encore l'effet ou l'engagement a été acquis exploite des affaires d'assurance ou de prêt d'argent;

b) d'autre part, le prêt ou le titre de crédit a été consenti ou acquis, ou encore l'effet ou l'engagement a été émis, consenti ou assumé, par la personne dans le cours normal de ses affaires d'assurance ou de prêt d'argent.»

(15) Le paragraphe (1) s'applique :

a) aux années d'imposition qui commencent après juin 1988, dans le cas des corporations;

b) aux exercices financiers qui commencent après 1987, dans les autres cas.

(16) Le paragraphe (2) s'applique aux dépenses engagées après 1987 pour des émissions, des ventes et des emprunts effectués après 1987.

(17) Les paragraphes (3) et (8) s'appliquent aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987.

Toutefois :

a) si le contribuable est un particulier ou une société, pour l'application du sous-alinéa 20(1)f)(ii) et de l'alinéa 20(1)z.1) de

Prêts acquis
dans le cours
normal des
affaires

(1) l.1) (61)

Paragraphe

45

Émission de
valeurs mobilières
par emprunt

20(1)z.1)

20(1)(f)(ii) and paragraph 20(1)(z.1) of the said Act, as enacted by subsections (3) and (8), shall be read as references to "2/3";

(b) where the taxpayer is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the references to "3/4" in subparagraph 20(1)(f)(ii) and paragraph 20(1)(z.1) of the said Act, as enacted by subsections (3) and (8), shall, in respect of the corporation for the year, be read as references to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year; and

(c) where the taxpayer is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the references to "3/4" in subparagraph 20(1)(f)(ii) and paragraph 20(1)(z.1) of the said Act, as enacted by subsections (3) and (8), shall, in respect of the corporation for the year, be read as references to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (3) et (8), aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987 et avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée par la fraction «2/3»;

b) si le contribuable est tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application des mêmes sous-alinéa et alinéa aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année, et

(iii) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année;

c) si le contribuable est une corporation qui n'est pas tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application des mêmes sous-alinéa et alinéa aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année, et

(iii) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année.

(18) Subsection (4) is applicable with respect to amounts paid or payable after June, 1988.

(18) Le paragraphe (4) s'applique aux montants payés ou payables après juin 1988.

(19) Subsections (5), (6), (13) and (14) are applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(19) Les paragraphes (5), (6), (13) et (14) s'appliquent aux années d'imposition et aux exercices financiers commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

(20) Subsection (7) is applicable after December 15, 1987.

(20) Le paragraphe (7) s'applique après le 15 décembre 1987.

(21) Subsections (9) and (10) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(21) Les paragraphes (9) et (10) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et 10 suivantes.

(22) Subsection (11) is applicable with respect to dispositions of property occurring after June 17, 1987, other than dispositions pursuant to the terms of an obligation entered into in writing before June 18, 1987, except that

(22) Le paragraphe (11) s'applique aux dispositions de biens effectuées après le 17 juin 1987 autrement que conformément à une obligation contractée par écrit avant le 15 18 juin 1987. Toutefois, au paragraphe 20(4.2) de la même loi, édicté par le paragraphe (11), la mention «des 3/4» est remplacée par la mention «de la moitié» pour les dispositions de biens effectuées : 20

(a) in the case of a corporation, in respect of dispositions of property occurring in 20 taxation years commencing before July, 1988, and

a) au cours des années d'imposition qui commencent avant juillet 1988, dans le cas des corporations;

(b) in any other case, in respect of dispositions of property occurring in fiscal periods commencing before 1988, 25

b) au cours des exercices financiers qui commencent avant 1988, dans les autres 25 cas.

the references to "3/4" in subsection 20(4.2) of the said Act, as enacted by subsection (11), shall be read as references to "1/2".

(23) Subsection (12) is applicable to the 1985 and subsequent taxation years.

(23) Le paragraphe (12) s'applique aux 30 années d'imposition 1985 et suivantes.

14. (1) Section 26 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

14. (1) L'article 26 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 30

Banks

"26. (1) There shall be included in computing the income of a bank to which 35 the *Bank Act* or the *Quebec Savings Banks Act* applies for its first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987 the total of

«26. (1) Le total des montants suivants doit être inclus dans le calcul du revenu d'une banque à laquelle la *Loi sur les banques* ou la *Loi sur les banques d'épargne de Québec* s'applique pour sa première 35 année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987 :

(a) the aggregate of the specific provi- 40 sions of the bank, as determined, or as would be determined if such a determination were required, under the Minister's rules, as at the end of its immediately preceding taxation year, 45

a) le total des provisions spécifiques de la banque calculées à la fin de l'année d'imposition précédente selon les règles 40 du ministre ou qui le seraient si la banque y était tenue;

(b) the aggregate of the general provisions of the bank, as determined, or as

b) le total des provisions générales de la banque calculées à la fin de l'année

Banques

Clause 14: (1) Section 26 at present reads as follows:

"26. (1) There shall be included in computing the income for a taxation year of a bank to which the Bank Act or the Quebec Savings Banks Act applies, the amount by which the aggregate of the amounts that, at the end of the year, are set aside or reserved by way of write-down of the value of assets or appropriation to contingency reserves or contingent accounts for the purpose of meeting losses on loans, bad or doubtful debts, depreciation in the value of assets other than bank premises, or other contingencies, is, in the opinion of the Minister of Finance, having regard to all the circumstances, in excess of the reasonable requirements of the bank.

(2) In computing the income for a taxation year of a bank to which the Bank Act or the Quebec Savings Banks Act applies, no deduction may be made under paragraph 20(1)(l) or (p) or subsection 33(1) and, notwithstanding paragraphs 18(1)(a) and (b), there may be deducted the amount, if any, by which such amount

(a) as the bank may claim, not exceeding the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount set aside or reserved for the year or a preceding taxation year as or on account of the general appropriations of the bank, either by way of write-down of the value of assets or appropriation to any contin-

Article 14, (1). — Texte actuel de l'article 26 :

"26. (1) Doit être inclus dans le calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'une banque visée par la Loi sur les banques ou la Loi sur les banques d'épargne de Québec, la fraction du total des sommes qui, à la fin de l'année, sont mises de côté ou en réserve par voie de réduction de la valeur de l'actif ou d'affectation aux réserves pour éventualités ou aux comptes de prévoyance en vue de faire face aux pertes sur prêts, aux créances mauvaises ou douteuses, à la dépréciation de l'actif autre que les locaux de la banque, ou à d'autres éventualités, qui est en sus, de l'avis du ministre des Finances, des besoins raisonnables de la banque, eu égard à toutes les circonstances.

(2) Dans le calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'une banque visée par la Loi sur les banques ou la Loi sur les banques d'épargne de Québec, il ne peut être fait de déduction en vertu de l'alinéa 20(1)l) ou p) ou du paragraphe 33(1) et, par dérogation aux alinéas 18(1)a) et b), il peut être déduit l'excédent éventuel du montant

a) que la banque peut réclamer, sans dépasser l'excédent éventuel

(i) du total de tous les montants dont chacun représente un montant qui est mis de côté ou en réserve pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure à titre ou au titre des affectations générales de la banques, par voie de réduction de la valeur de l'actif ou d'affectation à une réserve pour éventualités ou à un

would be determined if such a determination were required, under the Minister's rules, as at the end of its immediately preceding taxation year,

(c) the amount, if any, by which
 (i) the amount of the special provision for losses on transborder claims of the bank, as determined, or as would be determined if such a determination were required, under the Minister's rules, that was deductible by the bank under subsection 26(2) in computing its income for its immediately preceding taxation year

exceeds
 (ii) that part of the amount determined under subparagraph (i) that was a realized loss of the bank for that immediately preceding taxation year, and

(d) the amount, if any, of the tax allowable appropriations account of the bank, as determined, or as would be determined if such a determination were required, under the Minister's rules, at the end of its immediately preceding taxation year.

Idem

(2) In computing the income for a taxation year of a bank to which the *Bank Act* or the *Quebec Savings Banks Act* applies, there may be deducted an amount not exceeding the aggregate of

(a) that part of the total of the amounts of the five-year average loan loss experiences of the bank, as determined, or as would be determined if such a determination were required, under the Minister's rules, for all taxation years before its first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987 that is specified by the bank for the year and was not deducted by the bank in computing its income for any preceding taxation year,

(b) that part of the total of the amounts transferred by the bank to its tax allowable appropriations account, as permitted under the Minister's rules, for all taxation years before its first taxation year that commences after June 17,

d'imposition précédente selon les règles du ministre ou qui le seraient si la banque y était tenue;

c) l'excédent éventuel :

(i) du montant de la provision spéciale pour pertes sur créances hors frontières de la banque calculée selon les règles du ministre — ou qui le serait si la banque y était tenue — qui est déductible par la banque en application du paragraphe 26(2) dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente,

(ii) sur la partie du montant visé au sous-alinéa (i) qui représente une perte subie de la banque pour l'année d'imposition précédente;

d) le solde éventuel du compte de provisions admissibles aux déductions d'impôt de la banque calculé à la fin de l'année d'imposition précédente selon les règles du ministre ou qui le serait si la banque y était tenue.

(2) Un montant ne dépassant pas le total des montants suivants est déductible dans le calcul du revenu pour une année d'imposition d'une banque à laquelle la *Loi sur les banques* ou la *Loi sur les banques d'épargne de Québec* s'applique :

a) la partie, précisée par la banque pour l'année et non déduite par elle dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, du total des moyennes sur cinq ans des pertes sur prêts de la banque calculées selon les règles du ministre — ou qui le seraient si la banque y était tenue — pour toutes les années d'imposition antérieures à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987;

b) la partie, précisée par la banque pour l'année et non déduite par elle dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, du total des montants que la banque a virés à son

gency reserve or contingent account for the purpose of meeting losses on loans, bad or doubtful debts, depreciation in the value of assets, other than depreciable property of the bank, or other contingencies

exceeds

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under this subsection in computing the income of the bank for a preceding taxation year; and

(b) as is, in the opinion of the Minister of Finance, having regard to all the circumstances, not in excess of the reasonable requirements of the bank.

exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under paragraph 20(10)(p) in computing the bank's income for the year or a preceding taxation year in respect of a debt owed to the bank that is included in the assets of the bank at the end of the year."

compte de prévoyance en vue de faire face aux pertes sur prêts, aux créances mauvaises ou douteuses, à la dépréciation de l'actif, sauf les biens amortissables de la banque, ou à d'autres éventualités,

sur

(ii) le total de tous les montants dont chacun représente un montant déduit en vertu du présent paragraphe lors du calcul du revenu de la banque pour une année d'imposition antérieure; et

b) qui, de l'avis du ministre des Finances, n'excède pas les besoins raisonnables de la banque, eu égard à toutes les circonstances;

sur le total des montants dont chacun représente un montant déduit en vertu de l'alinéa 20(1)p) dans le calcul du revenu de la banque pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure au titre d'une créance de la banque qui apparaît à son actif à la fin de l'année.»

1987 and ends after 1987 that is specified by the bank for the year and was not deducted by the bank in computing its income for any preceding taxation year,

(c) that part of the amount, if any, by which

(i) the amount of the special provision for losses on transborder claims, as determined, or as would be determined if such a determination were required, under the Minister's rules, that was deductible by the bank under subsection 26(2) in computing its income for its last taxation year before its first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987

exceeds

(ii) that part of the amount determined under subparagraph (i) that was a realized loss of the bank for that last taxation year

that is specified by the bank for the year and was not deducted by the bank in computing its income for any preceding taxation year,

(d) where the tax allowable appropriations account of the bank at the end of its last taxation year before its first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987, as determined, or as would be determined if such a determination were required, under the Minister's rules, is a negative amount, that part of such amount expressed as a positive number that is specified by the bank for the year and was not deducted by the bank in computing its income for any preceding taxation year, and

(e) that part of the total of the amounts calculated in respect of the bank for the purposes of the Minister's rules, or that would be calculated for the purposes of those rules if such a calculation were required, under Procedure 8 of the Procedures for the Determination of the Provision for Loan Losses as set out in Appendix 1 of those rules, for all tax-

compte de provisions admissibles aux déductions d'impôt, qui est autorisée par les règles du ministre, pour toutes les années d'imposition antérieures à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987;

c) la partie, précisée par la banque pour l'année et non déduite par elle dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, de l'excédent éventuel :

(i) du montant de la provision spéciale pour pertes sur créances hors frontières calculée selon les règles du ministre — ou qui le serait si la banque y était tenue — que la banque peut déduire en application du paragraphe 26(2) dans le calcul de son revenu pour la dernière année d'imposition antérieure à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987,

(ii) sur la partie du montant visé au sous-alinéa (i) qui représente une perte subie de la banque pour la dernière année d'imposition;

d) dans le cas où le compte de provisions admissibles aux déductions d'impôt de la banque à la fin de la dernière année d'imposition antérieure à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987 calculé selon les règles du ministre — ou qui le serait si la banque y était tenue — est un montant négatif, la partie de ce montant, exprimé de façon positive, précisée par la banque pour l'année et non déduite par elle dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure;

e) la partie, précisée par la banque pour l'année et non déduite par elle dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, du total des montants calculés quant à la banque — ou qui le seraient si la banque en était tenue — pour l'application des règles du ministre, à l'étape 8 de la Marche à suivre pour déterminer la provision pour pertes sur prêts, énoncée à l'annexe 1 de

tion years before its first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987 that is specified by bank for the year and was not deducted by the bank in computing its income for any preceding taxation year. 5

Write-offs and recoveries

(3) In computing the income of a bank to which the *Bank Act* or the *Quebec Savings Banks Act* applies, the following rules apply: 10

(a) any amount that was recorded by the bank as a realized loss or a write-off of an asset that was included by the bank in the calculation of an amount deductible under the Minister's rules, or 15 would have been included in the calculation of such an amount if such a calculation had been required, for any taxation year before its first taxation year that commences after June 17, 1987 and 20 ends after 1987, shall, for the purposes of paragraph 12(1)(i) and section 12.4, be deemed to have been deducted by the bank under paragraph 20(1)(p) in computing its income for the year for which 25 it was so recorded; and

(b) any amount that was recorded by the bank as a recovery of a realized loss or a write-off of an asset that was included by the bank in the calculation 30 of an amount deductible under the Minister's rules, or would have been included in the calculation of such an amount if such a calculation had been required, for any taxation year before its first 35 taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987 shall, for the purposes of section 12.4, be deemed to have been included by the bank under paragraph 12(1)(i) in com- 40 puting its income for the year for which it was so recorded.

Definition of "Minister's rules"

(4) For the purposes of this section, "Minister's rules" means the *Rules for the Determination of the Appropriations for 45 Contingencies of a Bank* issued under the authority of the Minister of Finance pursuant to section 308 of the *Bank Act* for the purposes of subsections 26(1) and (2) of the *Income Tax Act*." 50

ces règles, pour toutes les années d'imposition antérieures à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987.

(3) Les règles suivantes s'appliquent au calcul du revenu d'une banque à laquelle la *Loi sur les banques* ou la *Loi sur les banques d'épargne de Québec* s'applique : 5 Radiations et recouvrements

a) pour l'application de l'alinéa 12(1)i) et de l'article 12.4, le montant que la 10 banque inscrit comme perte subie ou radiation d'un élément d'actif et inclut dans le calcul d'un montant déductible selon les règles du ministre — ou inclurait dans ce calcul si elle y était tenue — 15 pour une année d'imposition antérieure à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987, est réputé déduit par la banque en application de l'alinéa 20 20(1)p) dans le calcul de son revenu pour l'année où il est ainsi inscrit;

b) pour l'application de l'article 12.4, le montant que la banque inscrit comme recouvrement d'une perte subie ou d'une 25 radiation d'un élément d'actif et inclut dans le calcul d'un montant déductible selon les règles du ministre — ou inclurait dans ce calcul si elle y était tenue — 30 pour toute année d'imposition antérieure à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987, est réputé inclus par la banque en application de l'alinéa 35 12(1)i) dans le calcul de son revenu 35 pour l'année où il est ainsi inscrit.

(4) Pour l'application du présent article, les règles du ministre s'entendent des *Règles de détermination des provisions pour éventualités d'une banque* publiées 40 sous l'autorité du ministre des Finances en application de l'article 308 de la *Loi sur les banques* aux fins des paragraphes

Règles du ministre

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

15. (1) All that portion of subsection 28(1) of the said Act following paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) with respect to a farming business, such amount, if any, as is specified by the taxpayer in respect of the business in his return of income under this Part for the year, not exceeding the amount, if any, by which

(i) the fair market value at the end of the year of inventory owned by him in connection with the business at that time

exceeds

(ii) the amount determined under paragraph (c) for the year,

(c) with respect to a farming business, the amount, if any, that is the lesser of

(i) the taxpayer's loss from the business for the year computed without reference to this paragraph and to paragraph (b), and

(ii) the value of inventory purchased by him that was owned by him in connection with the business at the end of the year, and

(d) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing his income for the year from the business by reason of subsection 13(1) or 14(1),

minus the aggregate of

(e) all amounts that

(i) were paid in the year, or are deemed by this Act to have been paid in the year, in the course of carrying on the business, and

(ii) were in payment of or on account of an amount that would, if the income from the business were not computed in accordance with the cash method, be deductible in computing

26(1) et (2) de la Loi de l'impôt sur le revenu.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

15. (1) Le passage du paragraphe 28(1) de la même loi qui suit l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) en ce qui concerne une entreprise agricole, du montant éventuel que le 10 contribuable indique quant à l'entreprise dans sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année, ne dépassant pas l'excédent éventuel :

(i) de la juste valeur marchande, à la 15 fin de l'année, des biens décrits à l'inventaire de l'entreprise, dont il est propriétaire à ce moment,

(ii) sur le montant calculé à l'alinéa c) pour l'année,

c) en ce qui concerne une entreprise agricole, du montant éventuel qui est le moins élevé :

(i) de la perte du contribuable résultant de l'entreprise pour l'année, calculée sans tenir compte du présent alinéa et de l'alinéa b),

(ii) de la valeur des biens décrits à l'inventaire de l'entreprise, qu'il a achetés et dont il est propriétaire à la 30 fin de l'année, et

d) du total des montants dont chacun représente un montant inclus en application du paragraphe 13(1) ou 14(1) dans le calcul du revenu que le contribuable 35 tire de l'entreprise pour l'année

moins le total des montants suivants :

e) les sommes qui sont :

(i) d'une part, payées au cours de l'année ou réputées l'être par la pré- 40 sente loi dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise,

(ii) d'autre part, versées au titre d'un montant qui serait déductible pour l'année ou pour une autre année d'im- 45 position dans le calcul du revenu de l'entreprise, si celui-ci n'était pas cal-

Clause 15: (1) The relevant portion of subsection 28(1) at present reads as follows:

“(b) such amount, if any, as may be specified by the taxpayer in respect of the business in his return of income under this Part for the year, not exceeding the fair market value at the end of the year of livestock (other than animals included in his basic herd within the meaning assigned by section 29) owned by him at that time in connection with the business

minus the aggregate of

(c) all amounts that

(i) were paid in the year, or are deemed by this Act to have been paid in the year, in the course of carrying on the business, and

(ii) were in payment of or on account of an amount that would, if the income from the business were not computed in accordance with the cash method, be deductible in computing income therefrom for that or any other year, and

(d) the amount, if any, specified by the taxpayer in respect of the business in accordance with paragraph (b) in his return of income under this Part filed for the immediately preceding taxation year;

and minus any deductions for the year permitted by paragraphs 20(1)(a) and (b).”

Article 15. (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 28(1) :

«b) de la somme, si somme il y a, que le contribuable peut spécifier relativement à l'entreprise dans la déclaration de ses revenus, en vertu de la présente Partie, pour l'année, jusqu'à concurrence de la juste valeur marchande, à la fin de l'année, des animaux de la ferme (autres que les animaux compris dans son troupeau de base, au sens que donne à cette expression l'article 29) qu'il possédait à ce moment dans le cadre de l'entreprise

moins le total formé

c) de toutes les sommes

(i) versées pendant l'année ou réputées, selon la présente loi, avoir été versées, pendant l'année, dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise, et

(ii) versées en paiement ou au titre d'un montant qui serait déductible, pour cette année ou toute autre année, lors du calcul du revenu de l'entreprise si ce revenu n'était pas calculé selon la méthode de comptabilité de caisse, et

d) de la somme spécifiée par le contribuable, le cas échéant, relativement à l'entreprise, conformément à l'alinéa b), dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente Partie pour l'année d'imposition précédente,

et moins toutes déductions permises pour l'année, par les alinéas 20(1)a) et b).»

income therefrom for that or any other taxation year,

(f) the aggregate of all amounts each of which is the amount, if any, included under paragraph (b) or (c) in computing his income from the business for the immediately preceding taxation year, and

(g) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted for the year as permitted under paragraph 20(1)(a) or (b) or subsection 20(16) or 24(1) in respect of the business.”

(2) Section 28 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsections:

Inventory

“(1.1) For the purposes of subsection (1), inventory owned in connection with a farming business means property that would have been included as inventory of the business if the income from the business had not been computed in accordance with the cash method, and includes livestock but does not include animals included in a taxpayer’s basic herd (within the meaning assigned by section 29).

Idem

(1.2) For the purposes of paragraph (1)(c) and notwithstanding section 10, inventory of a taxpayer shall be valued at any time at the lesser of the amount paid by the taxpayer at or before that time to acquire it (in this section referred to as its “cash cost”) and its fair market value, except that an animal (in this section referred to as a “specified animal”) that is a horse or, where the taxpayer so elects in respect thereof, is a bovine animal registered under the *Livestock Pedigree Act* shall be valued

(a) at any time in the taxation year in which it is acquired, at such amount as is designated by the taxpayer not exceeding its cash cost to the taxpayer and not less than 70% of its cash cost to the taxpayer; and

(b) at any time in any subsequent taxation year, at such amount as is design-

culé selon la méthode de comptabilité de caisse;

f) le total des montants dont chacun représente le montant éventuel qui est inclus en application de l’alinéa b) ou c) dans le calcul du revenu du contribuable tiré de l’entreprise pour l’année d’imposition précédente;

g) le total des montants dont chacun représente un montant déduit pour l’année quant à l’entreprise, comme le permet l’alinéa 20(1)a) ou b) ou le paragraphe 20(16) ou 24(1).»

(2) L’article 28 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Pour l’application du paragraphe (1), les biens décrits à l’inventaire d’une entreprise agricole, dont un contribuable est propriétaire, s’entendent des biens — y compris le bétail, mais à l’exclusion des animaux qui font partie du troupeau de base du contribuable, au sens de l’article 29 — qui seraient décrits à cet inventaire si le revenu tiré de l’entreprise n’était pas calculé selon la méthode de comptabilité de caisse.

Signification de «biens décrits à l’inventaire»

(1.2) Pour l’application de l’alinéa (1)c) et par dérogation à l’article 10, les biens décrits à l’inventaire d’un contribuable doivent être évalués à un moment donné au moins élevé du montant que le contribuable a payé pour les acquérir à ce moment ou avant — appelé «prix d’achat» au présent article — ou de leur juste valeur marchande; toutefois, la valeur d’un animal — appelé «animal déterminé» au présent article — qui est soit un cheval, soit un animal de race bovine enregistré en application de la *Loi sur la généalogie des animaux* pour lequel le contribuable a fait un choix, correspond :

Valeur de l’inventaire

a) à un moment de l’année d’imposition au cours de laquelle il est acquis, à un montant, indiqué par le contribuable, qui n’est ni supérieur à son prix d’achat pour le contribuable, ni inférieur à 70 % de ce prix;

Short fiscal period

nated by the taxpayer not exceeding its cash cost to the taxpayer and not less than 70% of its value determined under this subsection at the end of the preceding taxation year.

5

(1.3) For each taxation year that is less than 51 weeks, the reference in subsection (1.2) to "70" shall be read as a reference to the number determined by the formula

$$100 - (30 \times \frac{A}{365})$$

10

where

A is the number of days in the taxation year."

b) à un moment d'une année d'imposition ultérieure, à un montant, indiqué par le contribuable, qui n'est ni supérieur à son prix d'achat pour le contribuable, ni inférieur à 70 % de sa valeur déterminée en application du présent paragraphe à la fin de l'année d'imposition précédente.

5

(1.3) Pour chaque année d'imposition qui compte moins de 51 semaines, le nombre 70 au paragraphe (1.2) est remplacé par le nombre calculé selon la formule suivante :

Exercice de moins de douze mois

$$100 - (30 \times \frac{A}{365})$$

15

où

A représente le nombre de jours de l'année d'imposition.»

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to taxation years commencing after 1988 except that for a taxation year of a taxpayer commencing after 1988 and before 1995 in respect of a farming business that was carried on by him before 1989, paragraph 28(1)(c) of the said Act, as enacted by subsection (1),

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition commençant après 1988. Toutefois, pour les années d'imposition d'un contribuable commençant après 1988 et avant 1995 en ce qui concerne une entreprise agricole qu'il exploite avant 1989, l'alinéa 28(1)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (1) :

(a) shall, where the taxpayer so elects for the taxation year in the return of his income under Part I of the said Act for the 25 year, be read as follows:

a) est remplacé par ce qui suit, si le contribuable en fait le choix pour ces années d'imposition dans sa déclaration de revenu en vertu de la partie I de la même loi pour l'année :

“(c) the lesser of

(i) the taxpayer's loss from the business for the year computed without reference to this paragraph and to paragraph (b), and

(ii) the aggregate of

(A) the value at the end of the year of inventory purchased by him in taxation years commencing after 1988 that was owned by him in connection with the business at the end of the year, and

(B) the amount determined by the formula

40

$$\frac{(A \times B)}{7}$$

where

«c) du moins élevé :

(i) de la perte du contribuable résultant de l'entreprise pour l'année, calculée sans tenir compte du présent alinéa et de l'alinéa b),

(ii) du total

(A) de la valeur, à la fin de l'année, des biens décrits à l'inventaire de l'entreprise, qu'il a achetés au cours des années d'imposition commençant après 1988 et dont il est propriétaire à la fin de l'année, et

(B) du montant calculé selon la formule suivante :

45

$$\frac{(A \times B)}{7}$$

où

A is the number of taxation years of the business (not exceeding 6) commencing after 1988, and

B is the value (determined in accordance with subsection (1.2)) at the end of the year of inventory purchased by him that was owned by him in connection with the business at that time and at the beginning of the first taxation year of the business commencing after 1988 (in this paragraph referred to as the "particular year") which value, in the case of inventory that is a specified animal, shall be determined in accordance with subsection (1.2) as if the animal were acquired in the particular year for a cash cost equal to,

(I) in the case of an animal acquired in the taxation year immediately preceding the particular year, its cash cost otherwise determined,

(II) in the case of an animal acquired in one of the two taxation years immediately preceding the year referred to in subclause (I), 1/2 of its cash cost otherwise determined, and

(III) in any other case, 1/4 of its cash cost otherwise determined,

and for this purpose, where a taxpayer acquired a specified animal from a person with whom he was not dealing at arm's length, he shall be deemed to have acquired the animal at the time that it was acquired by that person, and"

and

(b) shall, in any other case, be read as follows:

"(c) the amount, if any, by which the lesser of

(i) the taxpayer's loss from the business for the year computed without reference to this paragraph and to paragraph (b), and

(ii) the value (determined in accordance with subsection (1.2)) at the end of the year of inventory purchased by

A représente le nombre d'années d'imposition de l'entreprise (ne dépassant pas six) commençant après 1988,

B la valeur à la fin de l'année (calculée conformément au paragraphe (1.2)) des biens décrits à l'inventaire de l'entreprise, qu'il a achetés et dont il est propriétaire à ce moment et au début de la première année d'imposition de l'entreprise commençant après 1988 — appelée «année donnée» au présent alinéa —, laquelle valeur, dans le cas d'un animal déterminé, est calculée conformément au paragraphe (1.2) comme si l'animal avait été acquis au cours de l'année donnée pour un prix d'achat égal :

(I) à son prix d'achat calculé par ailleurs, s'il a été acquis au cours de l'année d'imposition précédant l'année donnée,

(II) à la moitié de son prix d'achat calculé par ailleurs, s'il a été acquis au cours de l'une des deux années d'imposition précédant l'année visée à la subdivision (I),

(III) au quart de son prix d'achat calculé par ailleurs, dans les autres cas,

à cette fin, le contribuable qui acquiert un animal déterminé d'une personne avec laquelle il a un lien de dépendance est réputé l'avoir acquis au moment où cette personne l'a acquis, et»;

b) est remplacé par ce qui suit, dans les autres cas :

«c) de l'excédent éventuel du moins élevé

(i) de la perte du contribuable résultant de l'entreprise pour l'année, calculée sans tenir compte du présent alinéa et de l'alinéa b),

(ii) de la valeur à la fin de l'année (calculée conformément au paragraphe (1.2)) des biens décrits à l'inven-

him that was owned by him in connection with the business at that time, which value, in the case of inventory that is a specified animal acquired in any taxation year of the business commencing before 1989, shall be determined in accordance with subsection (1.2) as if the animal were acquired in the first taxation year of the business commencing after 1988 (in this paragraph referred to as the "particular year") for a cash cost equal to,

(A) in the case of an animal acquired in the taxation year immediately preceding the particular year, its cash cost otherwise determined,

(B) in the case of an animal acquired in one of the two taxation years immediately preceding the year referred to in clause (A), 1/2 of its cash cost otherwise determined, and

(C) in any other case, 1/4 of its cash cost otherwise determined,

exceeds

(iii) for taxation years commencing in 1989, \$15,000,

(iv) for taxation years commencing in 1990, \$12,500,

(v) for taxation years commencing in 1991, \$10,000,

(vi) for taxation years commencing in 1992, \$7,500,

(vii) for taxation years commencing in 1993, \$5,000, and

(viii) for taxation years commencing in 1994, \$2,500,

and where

(ix) such taxation year is less than 51 weeks, the amount referred to in subparagraph (iii), (iv), (v), (vi), (vii) or (viii), as the case may be, shall be read as that proportion of the amount determined thereunder that the number of days in the year is of 365, and

(x) a taxpayer acquired a specified animal from a person with whom he was not dealing at arms's length, he

taire de l'entreprise, qu'il a achetés et dont il est propriétaire à ce moment, laquelle valeur, dans le cas d'un animal déterminé acquis au cours d'une année d'imposition de l'entreprise commençant avant 1989, est calculée conformément au paragraphe (1.2) comme si l'animal avait été acquis au cours de la première année d'imposition de l'entreprise commençant après 1988 — appelée «année donnée» au présent alinéa — pour un prix d'achat égal :

(A) à son prix d'achat calculé par ailleurs, s'il a été acquis au cours de l'année d'imposition précédant l'année donnée,

(B) à la moitié de son prix d'achat calculé par ailleurs, s'il a été acquis au cours de l'une des deux années d'imposition précédant l'année visée à la division (A),

(C) au quart de son prix d'achat calculé par ailleurs, dans les autres cas,

sur

(iii) 15 000 \$, pour les années d'imposition commençant en 1989,

(iv) 12 500 \$, pour les années d'imposition commençant en 1990,

(v) 10 000 \$, pour les années d'imposition commençant en 1991,

(vi) 7 500 \$, pour les années d'imposition commençant en 1992,

(vii) 5 000 \$, pour les années d'imposition commençant en 1993,

(viii) 2 500 \$, pour les années d'imposition commençant en 1994,

par ailleurs,

(ix) dans le cas où une telle année d'imposition compte moins de 51 semaines, le montant visé au sous-alinéa (iii), (iv), (v), (vi), (vii) ou (viii), selon le cas, est remplacé par le produit obtenu en multipliant ce montant par le rapport entre le nombre de jours de l'année et 365, et

(x) le contribuable qui acquiert un animal déterminé d'une personne avec laquelle il a un lien de dépendance est réputé, pour l'application du sous-ali-

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

shall, for the purpose of subparagraph (ii), be deemed to have acquired the animal at the time that it was acquired by that person, and”

néa (ii), l'avoir acquis au moment où cette personne l'a acquis, et»

16. (1) Section 30 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

5 16. (1) L'article 30 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Improving land for farming

“30. Notwithstanding paragraphs 18(1)(a) and (b), there may be deducted in computing a taxpayer's income for a 10 taxation year from a farming business any amount paid by him before the end of the year for clearing land, levelling land or installing a land drainage system for the purposes of the business, to the extent that 15 such amount has not been deducted in a preceding taxation year.”

«30. Par dérogation aux alinéas 18(1)a et b), est déductible dans le calcul du 5 revenu qu'un contribuable tire d'une entreprise agricole pour une année d'imposition tout montant qu'il paye avant la fin de l'année pour le défrichage ou le nivellement de la terre ou l'installation d'un système de drainage, aux fins de l'entreprise, 10 dans la mesure où ce montant n'a pas été déduit pour une année d'imposition antérieure.» 15

5 Défrichage, nivellement et installation d'un système de drainage

(2) Subsection (1) is applicable with respect to amounts paid after 1987.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants payés après 1987.

17. (1) Clause 31(1)(a)(ii)(B) of the said 20 Act is repealed and the following substituted therefor:

17. (1) La division 31(1)a)(ii)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui 20 suit :

“(B) \$6,250, and ”

«(B) 6 250 \$, et»

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after 1988.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 25 années d'imposition commençant après 1988.

18. (1) Section 33 of the said Act is repealed.

18. (1) L'article 33 de la même loi est abrogé. 25

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987, except 30 that the repeal of subsection 33(2) of the said Act is applicable with respect to taxation years and fiscal periods after the first taxation year or fiscal period that commences after June 17, 1987 and ends after 35 1987.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987. Toutefois, l'abrogation du paragraphe 33(2) de la même loi, 30 effectuée par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers postérieurs à la première année d'imposition, ou au premier exercice financier, commençant après le 17 juin 1987 qui 35 se termine après 1987.

19. (1) All that portion of subsection 37(1) of the said Act preceding paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor: 40

19. (1) Le passage du paragraphe 37(1) de la même loi qui précède l'alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“37. (1) Where a taxpayer carried on a business in Canada in a taxation year and files with his return of income under this Part for the year a prescribed form con-

«37. (1) Le contribuable qui exploite 40 une entreprise au Canada au cours d'une année d'imposition peut, en produisant un formulaire prescrit contenant les rensei-

Recherches scientifiques et développement expérimental

Scientific research and experimental development

Clause 16: (1) Section 30 at present reads as follows:

“30. Notwithstanding paragraphs 18(1)(a) and (b), there may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year from a farming business any amount paid by him in the year for clearing land, levelling land or laying tile drainage for the purpose of carrying on the farming business.”

Clause 17: (1) This amendment would substitute “\$6,250” for “\$2,500”.

Clause 18: (1) Section 33 reads as follows:

“33. (1) In computing the income for a taxation year of a taxpayer whose business includes the lending of money on the security of a mortgage, hypothec or agreement of sale of real estate property, there may be deducted as a reserve, in lieu of any deduction under paragraph 20(1)(l), such amount as the taxpayer may claim not exceeding the lesser of

- (a) the aggregate of
 - (i) 1 1/2% of the lesser of
 - (A) the aggregate of
 - (I) each amount outstanding at the end of the year as or on account of the amortized cost of loans made by the taxpayer on the security of a mortgage, hypothec or agreement for sale of real property, or as or on account of the amortized cost of any such mortgage, hypothec or agreement for sale purchased by him,
 - (II) each amount due and unpaid at the end of the year as or on account of interest payable to the taxpayer under a mortgage, hypothec or agreement for sale of real property,
 - (III) each amount that has been taken into account in computing the income of the taxpayer for the year as or on account of the value of real property of the taxpayer that was included in the inventory of the taxpayer at the end of the year and that was acquired, by foreclosure or otherwise, after default made under a mortgage, hypothec or agreement for sale of real property (otherwise than as or on account of the

Article 16, (1). — Texte actuel de l'article 30 :

«30. Nonobstant les alinéas 18(1)a) et b), peut être déduite lors du calcul du revenu que tire un contribuable, pour une année d'imposition, d'une entreprise agricole, toute somme qu'il a dépensée pendant l'année pour le défrichage ou le nivellement de la terre ou l'installation de tuyaux de drainage, aux fins de l'exploitation de son entreprise agricole.»

Article 17, (1). — Remplacement de «2 500 \$» par «6 250 \$».

Article 18, (1). — Texte de l'article 33 :

«33. (1) Lors du calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'un contribuable dont l'entreprise comprend le prêt d'argent sur la garantie d'un *mortgage*, d'une hypothèque ou d'une convention de vente de biens immeubles, il peut être déduit à titre de réserve, au lieu de toute déduction prévue à l'alinéa 20(1)l), le montant que le contribuable peut réclamer et qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :

- a) le total constitué par
 - (i) 1 1/2 % du moins élevé des montants suivants :
 - (A) le total de
 - (I) chaque somme impayée à la fin de l'année à titre ou aux titres du coût amorti des prêts consentis par le contribuable sur la garantie d'un *mortgage*, d'une hypothèque ou d'une convention de vente de biens immeubles, ou à titre ou aux titres du coût amorti de tout *mortgage*, hypothèque ou convention de vente de ce genre qu'il a achetés,
 - (II) chaque somme due et impayée à la fin de l'année à titre ou au titre d'intérêts payables au contribuable en vertu d'un *mortgage*, d'une hypothèque ou d'une convention de vente de biens immeubles,
 - (III) chaque somme dont il a été tenu compte dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année à titre ou au titre de la valeur de biens immeubles du contribuable qui ont été inclus dans son inventaire à la fin de l'année et qui ont été acquis par foreclosure ou autrement, après manquement aux engagements résultant d'un *mortgage*, d'une hypothèque ou d'une conven-

taining prescribed information, there may be deducted in computing his income from the business for the year such amount as he may claim not exceeding the amount, if any, by which the aggregate of

(a) the aggregate of all amounts each of which is an expenditure of a current nature made by the taxpayer in the year or in a preceding taxation year ending after 1973

(i) on scientific research and experimental development carried on in Canada, directly undertaken by or on behalf of the taxpayer, and related to a business of the taxpayer in which he was actively engaged at the time the expenditure was made, or

(ii) by payments to

(A) an approved association that undertakes scientific research and experimental development,

(B) an approved university, college, research institute or other similar institution,

(C) a corporation resident in Canada and exempt from tax under paragraph 149(1)(j),

(D) a corporation resident in Canada, or

(E) an approved organization that makes payments to an association, institution or corporation described in any of clauses (A) to (C)

to be used for scientific research and experimental development carried on in Canada, related to a business of the taxpayer in which he was actively engaged at the time the payment was made, and provided that the taxpayer is entitled to exploit the results of such scientific research and experimental development, and

(b) the lesser of

(i) the aggregate of all amounts each of which is an expenditure of a capital nature made by the taxpayer in respect of property acquired that would be depreciable property of the taxpayer if this section were not applicable in respect of the property, other

gnements prescrits avec sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année, déduire dans le calcul du revenu qu'il tire de cette entreprise pour l'année un montant qui ne dépasse pas la fraction éventuelle du total des montants suivants :

a) le total des montants dont chacun représente une dépense de nature courante qu'il a faite au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure se terminant après 1973

(i) pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Canada directement par le contribuable ou pour son compte, en rapport avec une entreprise du contribuable dans laquelle il prenait une part active au moment où il a fait la dépense, ou

(ii) sous forme de paiement à l'une des entités suivantes :

(A) une association agréée qui effectue des recherches scientifiques et du développement expérimental,

(B) une université, un collège, un institut de recherches ou un autre établissement semblable agréés,

(C) une corporation résidant au Canada exonérée, par application de l'alinéa 149(1)j, de l'impôt prévu à la présente partie,

(D) une autre corporation résidant au Canada, ou

(E) une organisation agréée qui verse des fonds à une association, un établissement ou une corporation visés aux divisions (A) à (C),

devant servir à des recherches scientifiques et à du développement expérimental effectués au Canada en rapport avec une entreprise du contribuable dans laquelle il prenait une part active au moment du paiement, à condition que le contribuable soit en droit d'exploiter les résultats de ces recherches scientifiques et de ce développement expérimental,

b) le moins élevé des montants suivants :

value of real property in respect of which any amount for the year has been included under subclause (I) or (II)), and

(IV) where a taxpayer is a corporation licensed or otherwise authorized under the laws of Canada or a province to carry on in Canada the business of offering to the public its services as trustee, each amount outstanding at the end of the year as or on account of the amortized cost of a bond or debenture (other than a bond or debenture that matures within 1 year after that time) owned by the taxpayer at that time and held by it in respect of money received by it in trust for investment subject to a guarantee by it in respect of the repayment of the principal or the payment of interest, or both, and each amount due and unpaid as or on account of interest payable in respect of such bond or debenture to the corporation, and

(B) \$2,000,000,000, and

(ii) 1% of the amount, if any, by which the aggregate referred to in clause (i)(A) exceeds the amount referred to in clause (i)(B); and

(b) the amount, if any, deducted under this subsection as a reserve in computing the taxpayer's income for the immediately preceding taxation year plus 1/3 of the amount determined under paragraph (a);

but no deduction may be made under this subsection as a reserve in respect of loans made on the security of a mortgage or hypothec under the *National Housing Act* or any of the *Housing Acts* as defined in section 2 of the *Canada Mortgage and Housing Corporation Act* or in respect of a debt deducted as a bad debt under paragraph 20(1)(p) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year.

(2) There shall be included as income of a taxpayer for a taxation year from a business described in subsection (1), the amount deducted under that subsection as a reserve in computing his income therefrom for the immediately preceding year.

(3) In this section, "amortized cost" of a bond, debenture, mortgage, hypothec or agreement for sale at any time means the amount, if any, by which the aggregate of

(a) the cost to the taxpayer of acquiring the bond, debenture, mortgage, hypothec or agreement for sale, and

(b) the portion of the amount, if any, by which

(i) the principal amount of the bond, debenture, mortgage, hypothec or agreement for sale at the time it was acquired by the taxpayer

exceeds

(ii) the cost thereof to the taxpayer of acquiring it

that was included in computing the taxpayer's income for any taxation year ending at or before that time,

exceeds the aggregate of

(c) the portion of the amount, if any, by which

(i) the cost to the taxpayer of acquiring the bond, debenture, mortgage, hypothec or agreement for sale,

exceeds

(ii) the principal amount thereof at the time it was acquired by the taxpayer that was deducted in computing the taxpayer's income for any taxation year ending at or before that time, and

(d) the aggregate of all amounts that, before that time, the taxpayer became entitled to receive as or on account or in lieu of payment of or in satisfaction of the principal amount of the bond, debenture, mortgage, hypothec or agreement for sale."

tion de vente de biens immeubles (autrement qu'à titre ou qu'au titre de la valeur de biens immeubles relativement auxquels une somme quelconque a été incluse pour l'année en vertu de la sous-disposition (I) ou (II)), et,

(IV) lorsque le contribuable est une corporation autorisée, par voie de permis ou autrement, en vertu des lois du gouvernement du Canada ou d'une province, à exploiter au Canada une entreprise consistant à offrir ses services au public en tant que fiduciaire, chaque somme impayée à la fin de l'année à titre ou au titre du coût amorti d'une obligation (à l'exclusion des obligations venant à échéance dans l'année qui suit cette date) appartenant au contribuable à cette date et détenue par lui relativement à de l'argent qu'il a reçu en fiducie pour placement sous réserve d'une garantie du remboursement du principal ou du paiement des intérêts, ou de l'un et l'autre, qu'il a fournie, et de chaque somme due et impayée à titre ou au titre d'intérêts payables à la corporation en vertu de cette obligation, ou

(B) 2 000 000 000 \$, et

(ii) 1% de l'excédent, si excédent il y a, du total visé à la disposition (i)(A) sur la somme visée à la disposition (i)(B); et

b) le cas échéant, la somme déduite en vertu du présent paragraphe, à titre de réserve, lors du calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition précédente, en y ajoutant 1/3 du montant déterminé en vertu de l'alinéa a);

toutefois, aucune déduction ne peut être effectuée en vertu du présent paragraphe à titre de réserve pour des prêts consentis sur la garantie d'un *mortgage* ou d'une hypothèque en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* ou de l'un des lois sur l'habitation définies à l'article 2 de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* ou pour des créances déduites comme mauvaises créances en vertu de l'alinéa 20(1)p) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure.

(2) Il faut inclure à titre de revenu tiré, pour une année d'imposition, par un contribuable, d'une entreprise mentionnée au paragraphe (1), le montant déduit comme réserve en vertu de ce paragraphe lors du calcul du revenu qu'il a tiré de l'entreprise en question pour l'année précédente.

(3) Au présent article, «coût amorti» d'une obligation, d'un *mortgage*, d'une hypothèque ou d'une convention de vente à une date quelconque, désigne la fraction, si fraction il y a, du total

a) du coût d'acquisition pour le contribuable, de l'obligation, du *mortgage*, de l'hypothèque ou de la convention de vente, et

b) de la fraction de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du principal de l'obligation, du *mortgage*, de l'hypothèque ou de la convention de vente à la date de son acquisition par le contribuable

sur

(ii) son coût d'acquisition pour le contribuable

qui a été incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition se terminant à cette date ou avant,

qui est en sus

c) de la fraction de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du coût d'acquisition, pour le contribuable, de l'obligation, du *mortgage*, de l'hypothèque ou de la convention de vente,

sur

(ii) son principal à la date de son acquisition par le contribuable

qui a été déduite lors du calcul du revenu du contribuable pour quelque année d'imposition se terminant à cette date ou avant, et

than land or a leasehold interest in land) in the year or in a preceding taxation year ending after 1958 on scientific research and experimental development carried on in Canada, directly undertaken by or on behalf of the taxpayer, and related to a business of the taxpayer in which he was actively engaged at the time the expenditure was made, and

(ii) the undepreciated capital cost to the taxpayer of the property so acquired as of the end of the taxation year (before making any deduction under this paragraph in computing the income of the taxpayer for the taxation year).”

(2) Paragraph 37(1)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) the aggregate of all amounts each of which is an expenditure made by the taxpayer in the year or in a preceding taxation year ending after 1973 by way of repayment of amounts described in paragraph (d), and”

(3) Paragraph 37(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) the aggregate of all amounts each of which is the amount of any government assistance or non-government assistance (within the meanings assigned to those expressions by subsection 127(9)) in respect of an expenditure described in paragraph (a) or (b) that, at the time of filing of the return of income for the year, the taxpayer has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive;”

(i) le total des montants dont chacun représente une dépense en capital que le contribuable a faite au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure se terminant après 1958 quant à des biens acquis qui seraient, si le présent article ne s'y appliquait pas, des biens amortissables du contribuable — autres que des fonds de terre ou des droits de tenure à bail dans ces fonds —, pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Canada directement par le contribuable ou pour son compte, en rapport avec une entreprise du contribuable dans laquelle il prenait une part active au moment où il a fait la dépense,

(ii) la fraction non amortie du coût en capital des biens ainsi acquis, pour le contribuable, à la fin de l'année (avant toute déduction, prévue par le présent alinéa, dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année).»

(2) L'alinéa 37(1)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) le total des montants dont chacun représente une dépense que le contribuable a faite au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure se terminant après 1973 sous forme de remboursement de montants visés à l'alinéa d), et»

(3) L'alinéa 37(1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) du total des montants dont chacun représente une aide gouvernementale ou une aide non gouvernementale — au sens du paragraphe 127(9) — au titre d'une dépense visée à l'alinéa a) ou b) que, au moment de la production de sa déclaration de revenu pour l'année, le contribuable a reçue, a le droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir.»

Clause 19: (1) The relevant portion of subsection 37(1) at present reads as follows:

«37. (1) Where a taxpayer files with his return of income under this Part for a taxation year a prescribed form containing prescribed information, carried on a business in Canada and made expenditures in respect of scientific research and experimental development in the year, there may be deducted in computing his income for the year the amount, if any, by which the aggregate of

(a) such amounts as may be claimed by the taxpayer not exceeding all expenditures of a current nature made in Canada by the taxpayer in the year or in any previous taxation year ending after 1973

(i) on scientific research and experimental development related to the business and directly undertaken by or on behalf of the taxpayer,

(ii) by payments to an approved association that undertakes scientific research and experimental development related to the class of business of the taxpayer,

(iii) by payments to an approved university, college, research institute or other similar institution to be used for scientific research and experimental development related to the class of business of the taxpayer,

(iv) by payments to a corporation resident in Canada and exempt from tax under paragraph 149(1)(j),

(v) by payments to a corporation resident in Canada for scientific research and experimental development related to the business of the taxpayer, or

(vi) by payments to an approved organization that makes payments to an association, institution or corporation described in any of subparagraphs (ii) to (iv) to be used for scientific research and experimental development related to the class of business of the taxpayer, where the taxpayer is entitled to exploit the results of such scientific research and experimental development;

(b) such amount as may be claimed by the taxpayer not exceeding the lesser of

(i) the expenditures of a capital nature made in Canada (by acquiring property other than land) in the year and any previous year ending after 1958 on scientific research and experimental development relating to the business and directly undertaken by or on behalf of the taxpayer, and

(ii) the undepreciated capital cost to the taxpayer of the property so acquired as of the end of the taxation year (before making any deduction under this paragraph in computing the income of the taxpayer for the taxation year).»

d) du total des sommes que le contribuable, avant cette date, a acquis le droit de recevoir au titre ou en paiement intégral ou partiel du principal de l'obligation, du *mortgage*, de l'hypothèque ou de la convention de vente.»

Article 19, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 37(1) :

«37. (1) Lorsqu'un contribuable produit avec sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour une année d'imposition un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et qu'il a exploité une entreprise au Canada et a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental dans l'année, est déductible dans le calcul de son revenu pour l'année la fraction éventuelle du total

a) toute somme que peut réclamer le contribuable et qui ne dépasse pas le total des dépenses de nature courante faites au Canada par le contribuable durant l'année ou toute année d'imposition antérieure se terminant après 1973

(i) pour recherches scientifiques et développement expérimental se rapportant à l'entreprise du contribuable et effectués directement par lui ou pour son compte,

(ii) sous forme de paiements à une association agréée qui entreprend des recherches scientifiques et du développement expérimental en rapport avec la catégorie d'entreprise du contribuable,

(iii) sous forme de paiements à quelque université, collège, institut de recherches ou autre établissement semblable agréés, lesquels paiements doivent servir à des fins de recherches scientifiques et à du développement expérimental en rapport avec la catégorie d'entreprise du contribuable,

(iv) sous forme de paiements à une corporation résidant au Canada et exonérée d'impôt en vertu de l'alinéa 149(1)(j),

(v) sous forme de paiements à une corporation résidant au Canada, à des fins de recherches scientifiques et de développement expérimental en rapport avec l'entreprise du contribuable; ou

(vi) sous forme de paiements à un organisme agréé qui verse des fonds à une association, un établissement ou une corporation visés aux sous-alinéas (ii) à (iv), pour servir à des recherches scientifiques et du développement expérimental qui se rapportent à la catégorie d'entreprise du contribuable, lequel est par ailleurs en droit d'en utiliser les résultats;

b) toute somme que peut réclamer le contribuable et qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :

(i) les dépenses en immobilisations faites au Canada (du fait de l'acquisition de biens autres que des fonds de terre), dans l'année et dans toute année antérieure à celle-ci et close après 1958, pour recherches scientifiques et développement expérimental en rapport avec l'entreprise du contribuable et effectués directement par lui ou pour son compte, ou

(ii) la fraction non amortie du coût en capital, supporté par le contribuable, des biens ainsi acquis, à la fin de l'année d'imposition (avant que soit effectuée toute déduction, prévue par le présent alinéa, lors du calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition).»

(4) Paragraphs 37(1)(e) and (f) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(e) that part of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under subsection 127(5) in computing the tax otherwise payable by the taxpayer under this Part for a preceding taxation year that may reasonably be attributed to expenditures of a current nature made in a preceding taxation year that were qualified expenditures in respect of scientific research and experimental development for the purposes of section 127;

(f) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under this subsection in computing the taxpayer’s income for a preceding taxation year, except amounts described in subsection (6);”

(5) Paragraph 37(1)(h) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(h) where the taxpayer is a corporation control of which has been acquired by a person or group of persons before the end of the year, the amount determined for the year under subsection (6.1) with respect to the corporation.”

(6) Section 37 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

“(1.1) Notwithstanding paragraph (7)(e), for the purposes of subsection (1), where a taxpayer is a corporation, scientific research and experimental development, related to a business carried on by another corporation to which the taxpayer is related (otherwise than by reason of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) and in which that other corporation is actively engaged, at the time at which an expenditure or payment in respect of the scientific research and experimental development is made by the taxpayer, shall be considered to be related to a business in which the taxpayer is actively engaged at that time.”

Business of
related
corporations

(4) Les alinéas 37(1)e) et f) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«e) de la partie du total des montants déduits en application du paragraphe 127(5) dans le calcul de l’impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour les années d’imposition antérieures, qu’il est raisonnable d’attribuer à des dépenses de nature courante faites au cours des années d’imposition antérieures, qui sont, pour l’application de l’article 127, des dépenses admissibles pour recherches scientifiques et développement expérimental,

f) des montants déduits en application du présent paragraphe dans le calcul du revenu du contribuable pour les années d’imposition antérieures, à l’exception des montants visés au paragraphe (6),»

(5) L’alinéa 37(1)h) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«h) du montant calculé pour l’année selon le paragraphe (6.1) à l’égard du contribuable, si celui-ci est une corporation dont une personne ou un groupe de personnes a acquis le contrôle avant la fin de l’année.»

(6) L’article 37 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce 30 qui suit :

«(1.1) Pour l’application du paragraphe (1) et par dérogation à l’alinéa (7)e), les recherches scientifiques et le développement expérimental effectués en rapport avec une entreprise qu’exploite une corporation donnée à laquelle est lié, autrement qu’à cause d’un droit visé à l’alinéa 251(5)b), un contribuable qui est lui-même une corporation, et dans laquelle cette corporation donnée prend une part active au moment où le contribuable fait une dépense ou un paiement pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental sont considérés comme effectués en rapport avec une entreprise

Corporations
liées

(2) Paragraph 37(1)(c) at present reads as follows:

“(c) such amounts as may be claimed by the taxpayer not exceeding all expenditures in the year or in any previous taxation year ending after 1973 by way of repayment of amounts paid to the taxpayer under an *Appropriation Act* and on terms and conditions approved by the Treasury Board in respect of scientific research and experimental development expenditures incurred for the purpose of advancing or sustaining the technological capability of Canadian manufacturing or other industry, and”

(3) Paragraph 37(1)(d) at present reads as follows:

“(d) all amounts paid to him in the year or in any previous taxation year ending after 1973 under an *Appropriation Act* and on terms and conditions described in paragraph (c),”

(4) Paragraphs 37(1)(e) and (f) at present read as follows:

“(e) that portion of the aggregate of all amounts deducted under subsection 127(5) in computing the tax otherwise payable by the taxpayer under this Part for the year or any previous taxation year that may reasonably be attributed to expenditures of a current nature made in Canada in the year or in any previous taxation year that were qualified expenditures in respect of scientific research and experimental development within the meaning of paragraph 127(10.1)(c),

(f) all amounts deducted by virtue of this subsection and paragraph 20(1)(t) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year, except amounts described in subsection (6),”

(5) Paragraph 37(1)(h) at present reads as follows:

“(h) where the taxpayer is a corporation control of which has been acquired by a person or group of persons before the end of the year, the amount determined for the year under subsection (6.1) with respect to the corporation in respect of the business.”

(6) New.

(2). — Texte actuel de l'alinéa 37(1)c) :

«c) toute somme que peut réclamer le contribuable et qui ne dépasse pas le total des dépenses faites durant l'année ou toute année d'imposition antérieure se terminant après 1973 en remboursement des sommes versées au contribuable sous le régime d'une *Loi portant affectation de crédits*, et selon les modalités approuvées par le conseil du Trésor, pour les dépenses engagées dans la recherche scientifique et le développement expérimental afin de relever ou de maintenir le niveau de compétence technologique de l'industrie manufacturière canadienne ou d'autres secteurs de l'industrie canadienne, et»

(3). — Texte actuel de l'alinéa 37(1)d) :

«d) des sommes qui lui ont été versées pendant l'année ou au cours d'une année d'imposition antérieure se terminant après 1973 sous le régime d'une *Loi portant affectation de crédits* et selon les modalités visées à l'alinéa c),»

(4). — Texte actuel des alinéas 37(1)e) et f) :

«e) de la partie du total des montants déduits en vertu du paragraphe 127(5) dans le calcul de l'impôt par ailleurs payable par le contribuable en vertu de la présente Partie pour l'année ou toute année d'imposition antérieure, qui peut raisonnablement être attribuée aux dépenses courantes faites au Canada au cours de l'année ou de toute année d'imposition antérieure qui sont des dépenses admissibles afférentes à la recherche scientifique et au développement expérimental au sens de l'alinéa 127(10.1)c),

f) toutes les sommes déduites en vertu du présent paragraphe et de l'alinéa 20(1)t) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure, à l'exception des sommes visées au paragraphe (6),»

(5). — Texte actuel de l'alinéa 37(1)h) :

«h) du montant calculé pour l'année en ce qui concerne l'entreprise selon le paragraphe (6.1), dans le cas où le contribuable est une corporation dont une personne ou un groupe de personnes a acquis le contrôle avant la fin de l'année.»

(6). — Nouveau.

(7) Subsection 37(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Research
outside Canada

“(2) In computing the income of a taxpayer for a taxation year from a business of the taxpayer in which he was actively engaged, there may be deducted expenditures of a current nature made by him in the year

(a) on scientific research and experimental development carried on outside Canada, directly undertaken by or on behalf of the taxpayer, and related to the business; or

(b) by payments to an approved association, university, college, research institute or other similar institution to be used for scientific research and experimental development carried on outside Canada related to the business provided that the taxpayer is entitled to exploit the results of such scientific research and experimental development.”

(8) Subsection 37(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Idem

“(5) Where, in respect of an expenditure on scientific research and experimental development made by a taxpayer in a taxation year, an amount is otherwise deductible under this section and under section 110.1 or 118.1, no deduction may be made in respect of the expenditure under section 110.1 or 118.1 in computing the taxable income of, or the tax payable by, the taxpayer for any taxation year.”

(9) Subsection 37(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Expenditures of
a capital nature

“(6) An amount claimed under subsection (1) that may reasonably be considered to be in respect of a property described in paragraph (1)(b) shall, for the purpose of

dans laquelle le contribuable prend une part active à ce moment.»

(7) Le paragraphe 37(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(2) Sont déductibles, dans le calcul du revenu qu'un contribuable tire pour une année d'imposition d'une entreprise de celui-ci dans laquelle il prend une part active, les dépenses de nature courante que celui-ci a faites au cours de l'année :

5 Recherches
scientifiques et
développement
expérimental
effectués à
l'étranger

a) pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués à l'étranger directement par le contribuable ou pour son compte, en rapport avec l'entreprise; ou

b) sous forme de paiements à une association, une université, un collège, un institut de recherches ou un autre établissement semblable agréés, devant servir à des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués à l'étranger, en rapport avec l'entreprise, à condition que le contribuable soit en droit d'en exploiter les résultats.”

(8) Le paragraphe 37(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(5) Dans le cas où un montant est déductible par ailleurs en application à la fois du présent article et de l'article 110.1 ou 118.1 au titre d'une dépense faite par un contribuable pour des recherches scientifiques et du développement expérimental au cours d'une année d'imposition, aucune déduction ne peut être faite en application de l'article 110.1 ou 118.1 au titre de cette dépense dans le calcul du revenu imposable du contribuable ou de l'impôt payable par le contribuable pour une année d'imposition.»

Déduction au
titre de la
recherche et du
développement

(9) Le paragraphe 37(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(6) Pour l'application de l'article 13, la somme déduite en application du paragraphe (1) qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à un bien visé à

Dépenses en
capital

(7) Subsection 37(2) at present reads as follows:

“(2) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer who carried on business in Canada and made expenditures in the year in respect of scientific research and experimental development carried on outside Canada, all such expenditures of a current nature made in the year

(a) on scientific research and experimental development related to the business and directly undertaken by or on behalf of the taxpayer; or

(b) by payments to an approved association, university, college, research institute or other similar institution to be used for scientific research and experimental development related to the class of business of the taxpayer.”

(8) The amendment would add the underlined words and substitute references to sections 110.1 and 118.1 for the references to section 110.

(9) Subsection 37(6) at present reads as follows:

“(6) An amount claimed under paragraph (1)(b) in computing a deduction under that subsection shall, for the purpose of section 13, be deemed to be an amount allowed to the taxpayer in respect of the property acquired by the expenditures under regulations made under paragraph 20(1)(a), and for that purpose the property acquired by the expenditures shall be deemed to be of a separate prescribed class.”

(7). — Texte actuel du paragraphe 37(2) :

«(2) Lors du calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'un contribuable qui a exploité une entreprise au Canada et fait, au cours de l'année, des dépenses relatives à des recherches scientifiques et du développement expérimental poursuivis hors du Canada, il peut être déduit toutes les dépenses de nature courante de ce genre, engagées dans l'année

a) pour des recherches scientifiques et du développement expérimental en rapport avec l'entreprise et effectués directement par le contribuable ou pour son compte; ou

b) sous forme de paiements à quelque association, université, collège, institut de recherches ou autre établissement semblable agréés, lesquels paiements doivent servir à des recherches scientifiques et du développement expérimental en rapport avec la catégorie d'entreprise du contribuable.»

(8). — Texte actuel du paragraphe 37(5) :

«(5) Lorsque, relativement à une dépense faite par un contribuable pour des recherches scientifiques et du développement expérimental pendant une année d'imposition, une somme est déductible en vertu du présent article et de l'article 110, aucune déduction relative à cette dépense ne peut être faite, lors du calcul du revenu imposable de ce contribuable, pour une année d'imposition quelconque, en vertu de l'article 110.»

(9). — Texte actuel du paragraphe 37(6) :

«(6) Une somme réclamée en vertu de l'alinéa (1)b) lors du calcul d'une déduction en vertu de ce paragraphe est réputée être, aux fins de l'article 13, une somme allouée au contribuable en raison des biens acquis au moyen de ces dépenses, en vertu des règlements établis sous le régime de l'alinéa 20(1)a), et, à cette fin, les biens acquis au moyen de ces dépenses sont réputés constituer une catégorie prescrite distincte.»

section 13, be deemed to be an amount allowed to the taxpayer in respect of the property under regulations made under paragraph 20(1)(a), and for that purpose the property shall be deemed to be of a separate prescribed class.”

(10) All that portion of subsection 37(6.1) of the said Act preceding subparagraph (a)(ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Amount referred to in paragraph 37(1)(h)

“(6.1) Where a taxpayer is a corporation control of which was last acquired by a person or group of persons at any time (in this subsection referred to as “that time”) before the end of a taxation year of the corporation, the amount determined for the purposes of paragraph (1)(h) for the year with respect to the corporation is the amount, if any, by which

(a) the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts each of which is

(A) an expenditure described in paragraph (1)(a) or (c) that was made by the corporation before that time,

(B) the lesser of the amounts determined in respect of the corporation under subparagraphs (1)(b)(i) and (ii) immediately before that time, or

(C) an amount determined in respect of the corporation under paragraph (1)(c.1) for its taxation year ending immediately before that time

exceeds the aggregate of all amounts each of which is”

(11) All that portion of subparagraph 37(6.1)(b)(i) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(i) where the business to which the amounts described in clause (a)(i)(A), (B) or (C) may reasonably be considered to have been related was carried on by the corporation for profit or with a reasonable expecta-

l'alinéa (1)b) est réputée être accordée au contribuable au titre du bien par règlement pris en application de l'alinéa 20(1)a). A cette fin, le bien est réputé constituer une catégorie prescrite distincte.»

(10) Le passage du paragraphe 37(6.1) de la même loi qui précède le sous-alinéa a)(ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(6.1) Pour l'application de l'alinéa (1)h), le montant calculé pour une année d'imposition à l'égard d'un contribuable qui est une corporation dont une personne ou un groupe de personnes a acquis le contrôle à une date antérieure à la fin d'une année d'imposition de la corporation est l'excédent éventuel

a) de l'excédent éventuel

(i) du total des montants dont chacun représente :

(A) une dépense visée à l'alinéa (1)a) ou c) que la corporation a faite avant cette date,

(B) le moins élevé des montants déterminés à l'égard de la corporation selon les sous-alinéas (1)b)(i) et (ii) immédiatement avant cette date,

(C) un montant déterminé à l'égard de la corporation selon l'alinéa 30(1)c.1) pour l'année d'imposition de celle-ci se terminant immédiatement avant cette date,

sur le total des montants dont chacun représente :»

(11) Le passage du sous-alinéa 37(6.1)b)(i) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) si la corporation exploite tout au long de l'année, à profit ou dans une attente raisonnable de profit, l'entreprise à laquelle il est raisonnable de considérer que les montants visés aux divisions a)(i)(A), (B) ou (C) se rapportent, le total :»

(10) The relevant portion of subsection 37(6.1) at present reads as follows:

“(6.1) Where a taxpayer is a corporation control of which was last acquired by a person or group of persons at any time (in this subsection referred to as “that time”) before the end of a taxation year of the corporation, the amount determined for the purposes of paragraph (1)(h) for the year with respect to the corporation in respect of a business is the amount, if any, by which

(a) the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts determined in respect of the business each of which is

(A) an expenditure described in paragraph (1)(a) or (c) that was made by the corporation before that time,

(B) the lesser of the amounts determined in respect of the corporation under subparagraphs (1)(b)(i) and (ii) immediately before that time, or

(C) an amount determined in respect of the corporation under paragraph (1)(c.1) for its taxation year ending immediately before that time

exceeds the aggregate of all amounts determined in respect of the business each of which is”

(11) This amendment would add the underlined and sidelined words.

(10). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 37(6.1) :

«(6.1) Pour l'application de l'alinéa (1)h), le montant calculé en ce qui concerne une entreprise pour une année d'imposition dans le cas où le contribuable est une corporation dont une personne ou un groupe de personnes a acquis le contrôle pour la dernière fois à une date antérieure à la fin de l'année est l'excédent éventuel

a) de l'excédent éventuel

(i) du total des montants calculés en ce qui concerne l'entreprise, dont chacun représente :

(A) une dépense visée à l'alinéa (1)a) ou c) que la corporation a faite avant cette date,

(B) le moins élevé des montants calculés pour la corporation selon les sous-alinéas (1)b)(i) et (ii) immédiatement avant cette date,

(C) un montant calculé pour la corporation selon l'alinéa (1)c.1) pour l'année d'imposition de celle-ci se terminant immédiatement avant cette date,

sur le total des montants calculés en ce qui concerne l'entreprise, dont chacun représente :»

(11). — Texte actuel du passage visé du sous-alinéa 37(6.1)b)(i) :

«(i) si la corporation exploite l'entreprise à profit ou dans une attente raisonnable de profit tout au long de l'année, le total :»

tion of profit throughout the year, the aggregate of”

(12) Subsection 37(7) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c) thereof and by repealing paragraph (d) thereof and substituting the following therefor: 5

“(d) for greater certainty, references to scientific research and experimental development related to a business include 10 any scientific research and experimental development that may lead to or facilitate an extension of that business;”

(13) Subsection 37(7) of the said Act is further amended by adding thereto the following paragraph: 15

“(e) except in the case of a taxpayer that derives all or substantially all of his revenue from the prosecution of scientific research and experimental develop- 20 ment (including the sale of rights arising out of scientific research and experimental development carried on by him), the prosecution of scientific research and experimental development shall not be 25 considered to be a business of the taxpayer to which scientific research and experimental development is related; and”

(14) Subsection 37(7) of the said Act is 30 further amended by adding thereto the following paragraph:

“(f) notwithstanding paragraph (c), references to expenditures on or in respect of scientific research and experimental 35 development shall not include

(i) any capital expenditure made in respect of the acquisition of a building, other than a prescribed special-purpose building, including a lease- 40 hold interest therein,

(ii) any rental expense incurred in respect of a building other than a prescribed special-purpose building, and 45

(iii) payments made by a taxpayer to

(12) L’alinéa 37(7)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) il est précisé que les recherches scientifiques et le développement expérimental effectués en rapport avec une 5 entreprise comprennent les recherches scientifiques et le développement expérimental susceptibles de provoquer ou de faciliter la croissance de cette entreprise;» 10

(13) Le paragraphe 37(7) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«e) sauf si le contribuable obtient la totalité, ou presque, de ses recettes de la poursuite de recherches scientifiques et 15 de développement expérimental — y compris la vente de droits découlant des recherches scientifiques et du développement expérimental qu’il effectue —, leur poursuite n’est pas considérée 20 comme une entreprise du contribuable à laquelle ces recherches scientifiques et ce développement expérimental se rapportent;»

(14) Le paragraphe 37(7) de la même loi 25 est modifié par adjonction de ce qui suit :

«f) par dérogation à l’alinéa c), les dépenses afférentes aux recherches scientifiques et au développement expérimental ne comprennent pas : 30

(i) les dépenses en capital faites pour l’acquisition d’un bâtiment — sauf s’il s’agit d’un bâtiment destiné à une fin particulière visée par règlement —, y compris un droit de tenure à bail dans 35 ce bâtiment,

(ii) les frais de location engagés pour un bâtiment, sauf s’il s’agit d’un bâtiment destiné à une fin particulière visée par règlement, 40

(12) Paragraph 37(7)(d) at present reads as follows:

“(d) references to scientific research and experimental development relating to a business or class of business include any scientific research and experimental development that may lead to or facilitate an extension of that business or, as the case may be, business of that class.”

(13) and (14) New.

(12). — Texte actuel de l’alinéa 37(7)d) :

«d) les mentions de recherches scientifiques et de développement expérimental concernant une entreprise ou une catégorie d’entreprises, comprennent les recherches scientifiques et le développement expérimental susceptibles de provoquer ou de faciliter la croissance de cette entreprise ou, selon le cas, d’entreprises de cette catégorie.»

(13) et (14). — Nouveau.

(A) a corporation resident in Canada and exempt from tax under paragraph 149(1)(j), an approved research institute or an approved association, with which the taxpayer does not deal at arm's length, 5
 (B) a corporation other than a corporation referred to in clause (A), or
 (C) an approved university, college 10 or organization
 to be used for scientific research and experimental development
 (D) in the case of such a payment to a person described in clause (A) 15 or (B), to the extent that the amount of the payment may reasonably be considered to have been made to enable the recipient to acquire a building or a leasehold 20 interest in a building or to pay an amount in respect of the rental expense in respect of a building, and
 (E) in the case of a payment to a 25 person described in clause (C), to the extent that the amount of the payment may reasonably be considered to have been made to enable the recipient to acquire a 30 building, or a leasehold interest in a building, in which the taxpayer has, or may reasonably be expected to acquire, an interest."

(15) Subsection (1) is applicable with 35 respect to expenditures made after December 15, 1987, other than expenditures made after that date and before 1989

(a) pursuant to

- (i) an obligation entered into in writing 40 before December 16, 1987,
- (ii) the terms of a prospectus, preliminary prospectus, registration statement or offering memorandum filed before December 16, 1987 with a public au- 45 thority in Canada pursuant to and in accordance with the securities legislation of any province, or

(iii) les paiements, devant servir à des recherches scientifiques et à du développement expérimental, faits par un contribuable aux entités suivantes :

- (A) un institut de recherches agréé, 5 une association agréée ou une corporation résidant au Canada qui est exonérée, par application de l'alinéa 149(1)j), de l'impôt prévu à la présente partie, avec lesquels le 10 contribuable a un lien de dépendance, ou à une autre corporation, dans la mesure où il est raisonnable de considérer le paiement fait pour permettre à cette entité d'acquérir 15 un bâtiment ou un droit de tenure à bail dans ce bâtiment ou de payer un montant pour les frais de location relatifs à ce bâtiment,
- (B) une université, un collège ou 20 une organisation agréés, dans la mesure où il est raisonnable de considérer le paiement fait pour permettre à cette entité d'acquérir ce bâtiment, ou un droit de tenure à 25 bail dans ce bâtiment, dans lequel le contribuable a un droit ou dans lequel il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il en ait un.»

(15) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 dépenses faites après le 15 décembre 1987, à l'exclusion des dépenses faites après cette date et avant 1989 :

a) conformément :

- (i) à une obligation écrite contractée 35 avant le 16 décembre 1987,
- (ii) à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une déclaration d'enregistrement ou à une notice d'offre produits avant le 16 décembre 1987 auprès d'un 40 organisme public au Canada conformément à la législation provinciale sur les valeurs mobilières applicable,
- (iii) à une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres si : 45

(A) la notice d'offre a été distribuée aux personnes qui ont produit des chèques d'achat au lieu d'acheter les actions de la firme.

(B) la notice d'offre a été distribuée avant le 15 décembre 1987.

(C) les collecteurs de fonds des listes envoyées par l'offre ont été faites avant le 15 décembre 1987, et

(D) la vente des titres est terminée le 15 décembre 1987.

si les dépenses sont faites après le 15 décembre 1987 sans forme de paiement à titre encaissé au moment de la vente, tel qu'il est décrit par le paragraphe (1), et si les recherches scientifiques et le développement expérimental correspondant à ce paiement sont effectués avant 1989, et

b) à une autre date aux divisions 371(a)(ii)(A), (B) ou (C) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), dans le cadre d'une campagne publique de levée de fonds qui est lancée soit avant le 15 décembre 1987, soit après le 15 décembre 1987, conformément à un plan établi par le 15 décembre 1987, et dans le cas où l'objet est responsable de constituer des fonds destinés à financer l'acquisition par cette entité d'un bâtiment qu'elle a en construction le 15 décembre 1987 ou qui est en construction pour son compte à cette date, ou des biens nécessaires à l'aménagement de ce bâtiment pour répondre à la fin à laquelle ils sont destinés.

(16) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent à la notice d'offre en vertu de la loi du 15 décembre 1987.

(17) L'article 371(a) de la même loi s'applique aux dépenses effectuées par le contribuable au cours de l'année 1988 et subséquentes. Pour les années d'imposition 1988 et subséquentes, les dépenses d'imposition qui se terminent au

(16) the terms of an offering memorandum distributed as part of an offering of securities where

(A) the offering memorandum contained a complete or substantially complete description of the securities contemplated in the offering as well as the terms and conditions of the offering of the securities.

(B) the offering memorandum was distributed before December 15, 1987.

(C) collection in respect of the sale of the securities contemplated by the offering memorandum were made before December 15, 1987, and

(D) the sale of the securities was substantially in accordance with the offering memorandum.

and provided that, where the expenditure is made after December 15, 1987 by way of a payment made to an entity described in subparagraph 371(a)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), the scientific research and experimental development to be performed pursuant to that payment is so performed before 1989, and

(b) to an entity described in clause 371(a)(ii)(A), (B) or (C) of the said Act, as enacted by subsection (1), as part of a public fund raising campaign that commenced on or before December 15, 1987, or after that date pursuant to a written plan evidenced in writing on or before that date that may reasonably be considered to be for the purpose of funding the acquisition by the entity of a building which was under construction for or on behalf of the entity on December 15, 1987, 40 or of property necessary for the equipment of such a building for the purpose for which that building was intended.

(16) Subsections (2) and (3) are applicable with respect to expenditures made after the date of the offering memorandum issued on April 1988.

(17) Paragraph 371(a) of the said Act, as enacted by subsection (4), is applicable to the 1988 and subsequent taxation years and for taxation years ending after 1984 and 30-year periods of amortization that terminate on

(iii) the terms of an offering memorandum distributed as part of an offering of securities where

(A) the offering memorandum contained a complete or substantially complete description of the securities contemplated in the offering as well as the terms and conditions of the offering of the securities,

(B) the offering memorandum was distributed before December 16, 1987,

(C) solicitations in respect of the sale of the securities contemplated by the offering memorandum were made before December 16, 1987, and

(D) the sale of the securities was substantially in accordance with the offering memorandum,

and provided that, where the expenditure is made after December 15, 1987 by way of a payment made to an entity described in subparagraph 37(1)(a)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), the scientific research and experimental development to be performed pursuant to that payment is so performed before 1989; and

(b) to an entity described in clause 37(1)(a)(ii)(A), (B) or (C) of the said Act, as enacted by subsection (1), as part of a public fund raising campaign that commenced on or before December 15, 1987, or after that date pursuant to a settled plan evidenced in writing on or before that date, that may reasonably be considered to be for the purpose of funding the acquisition by the entity of a building which was under construction by or on behalf of the entity on December 16, 1987, or of property necessary for the equipment of such a building for the purpose for which that building was intended.

(16) Subsections (2) and (3) are applicable with respect to expenditures made after April, 1988.

(17) Paragraph 37(1)(e) of the said Act, as enacted by subsection (4), is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, and for taxation years ending after 1984 and

(A) la notice d'offre contient une description complète, ou presque, des titres envisagés par l'offre ainsi que les conditions de l'offre,

(B) la notice d'offre a été distribuée avant le 16 décembre 1987,

(C) des sollicitations de vente des titres envisagés par l'offre ont été faites avant le 16 décembre 1987, et

(D) la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre,

si les dépenses sont faites après le 15 décembre 1987 sous forme de paiements à une entité visée au sous-alinéa 37(1)a)(ii), édicté par le paragraphe (1), et si les recherches scientifiques et le développement expérimental correspondant à ce paiement sont effectués avant 1989; et

b) à une entité visée aux divisions 37(1)a)(ii)(A), (B) ou (C) de la même loi, édictées par le paragraphe (1), dans le cadre d'une campagne publique de levée de fonds qui est lancée soit avant le 16 décembre 1987, soit après le 15 décembre 1987 conformément à un plan établi par écrit avant le 16 décembre 1987, et dont il est raisonnable de considérer que l'objet consiste à financer l'acquisition par cette entité d'un bâtiment qu'elle a en construction le 16 décembre 1987 ou qui est en construction pour son compte à cette date, ou des biens nécessaires à l'aménagement de ce bâtiment pour répondre à la fin à laquelle celui-ci est destiné.

(16) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent aux dépenses faites après avril 1988.

(17) L'alinéa 37(1)e) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Pour les années d'imposition qui se terminent

après 1984 et avant 1988, la venue à l'abri- non 137(10)(c) et l'absence 137(1)(a) de la même loi, dans la section applicable avant l'entrée en vigueur du paragraphe (4), est remplacé par un renvoi à la définition de « dépense admissible» au paragraphe 137(9).	before 1985, the reference in paragraph 137(10)(c) to paragraph 137(1)(a) of the and Act as it was before the enactment of subsection (4) shall be read as "the defini- tion "qualified expenditure" in subsection 137(9)".
(18) L'alinéa 371(1) de la même loi adopté par le paragraphe (4), s'applique aux montants déduits dans le calcul de l'impôt pour les années d'imposition se terminant le 31 décembre 1987.	(18) Paragraph 371(1) of the said Act, as enacted by subsection (4), is applicable with respect to deductions claimed in com- puting income for taxation years ending after December 31, 1987.
(19) Le paragraphe 371(5) et (6) et (12) s'appliquent après le 31 décembre 1987.	(19) Subsections (5), (6) and (7) to (12) are applicable after December 31, 1987.
(20) Les paragraphes (7) et (13) s'appli- quent aux dépenses faites après le 31 décembre 1987, sauf s'il s'agit des dépenses 13 décembre 1987 et avant 1987.	(20) Subsections (7) and (13) are appli- cable with respect to expenditures made after December 31, 1987 other than expenditures made after that date and before 1987 pur- suant to
(a) est contrairement à une obligation écrite établie avant le 16 décembre 1987;	(a) an obligation entered into in writing before December 16, 1987.
(b) est contrairement à un prospectus ou prospectus présumé à une déclaration d'engagement ou à une notice d'offre produite avant le 16 décembre 1987, lorsque d'un organisme public au Canada confor- mément à la législation provinciale sur les valeurs mobilières applicable;	(b) the terms of a prospectus, preliminary prospectus, offering memorandum or registration statement filed before Decem- ber 16, 1987 with a public authority in Canada pursuant to and in accordance with the securities legislation of any provin-
(c) est contrairement à une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de vente de :	(c) the terms of an offering memorandum distributed as part of an offering of securi- ties when
(i) la notice d'offre contient une des- cription concise ou sommaire des titres ciblés par l'offre et que les condi- tions de l'offre;	(i) the offering memorandum contained a concise or substantially complete description of the securities offered and of the offering as well as the terms and conditions of the offering of the securities.
(ii) la notice d'offre a été distribuée avant le 16 décembre 1987;	(ii) the offering memorandum was dis- tributed before December 16, 1987.
(iii) les restrictions de vente des titres convoqués par l'offre ont été faites avant le 16 décembre 1987, et	(iii) solicitations in respect of the sale of the securities contemplated by the offer- ing memorandum were made before December 16, 1987, and
(iv) la venue des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre.	(iv) the sale of the securities was sub- stantially in accordance with the offer- ing memorandum.
(21) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition 1984 et suivantes.	(21) Subsection (4) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

before 1988, the reference to "paragraph 127(10.1)(c)" in paragraph 37(1)(e) of the said Act, as it was before the enactment of subsection (4), shall be read as "the definition "qualified expenditure" in subsection 127(9)".

(18) Paragraph 37(1)(f) of the said Act, as enacted by subsection (4), is applicable with respect to deductions claimed in computing income for taxation years ending after 10 December 15, 1987.

(19) Subsections (5), (6) and (9) to (12) are applicable after December 15, 1987.

(20) Subsections (7) and (13) are applicable with respect to expenditures made after 15 December 15, 1987 other than expenditures made after that date and before 1989 pursuant to

(a) an obligation entered into in writing before December 16, 1987; 20

(b) the terms of a prospectus, preliminary prospectus, offering memorandum or registration statement filed before December 16, 1987 with a public authority in Canada pursuant to and in accordance with the securities legislation of any province; or 25

(c) the terms of an offering memorandum distributed as part of an offering of securities where 30

(i) the offering memorandum contained a complete or substantially complete description of the securities contemplated in the offering as well as the terms and conditions of the offering of the securities, 35

(ii) the offering memorandum was distributed before December 16, 1987,

(iii) solicitations in respect of the sale of the securities contemplated by the offering memorandum were made before December 16, 1987, and 40

(iv) the sale of the securities was substantially in accordance with the offering memorandum. 45

(21) Subsection (8) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

après 1984 et avant 1988, le renvoi à «l'alinéa 127(10.1)c)», à l'alinéa 37(1)e) de la même loi, dans sa version applicable avant l'entrée en vigueur du paragraphe (4), est 5 remplacé par un renvoi à «la définition de «dépense admissible», au paragraphe 127(9)». 5

(18) L'alinéa 37(1)f) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), s'applique aux montants déduits dans le calcul du revenu pour les années d'imposition se terminant 10 après le 15 décembre 1987.

(19) Les paragraphes (5), (6) et (9) à (12) s'appliquent après le 15 décembre 1987.

(20) Les paragraphes (7) et (13) s'appliquent aux dépenses faites après le 15 décembre 15 15 décembre 1987, sauf si elles ont été faites après le 15 décembre 1987 et avant 1989 :

a) soit conformément à une obligation écrite contractée avant le 16 décembre 20 1987; 20

b) soit conformément à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une déclaration d'enregistrement ou à une notice d'offre produits avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation provinciale sur les valeurs mobilières applicable; 25

c) soit conformément à une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres si : 30

(i) la notice d'offre contient une description complète, ou presque, des titres envisagés par l'offre ainsi que les conditions de l'offre,

(ii) la notice d'offre a été distribuée 35 avant le 16 décembre 1987,

(iii) des sollicitations de vente des titres envisagés par l'offre ont été faites avant le 16 décembre 1987, et

(iv) la vente des titres est de façon 40 générale conforme à la notice d'offre.

(21) Le paragraphe (8) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(22) Subsection (14) is applicable with respect to

(a) buildings and leasehold interests acquired after 1987 other than a building or leasehold interest acquired before 1987

(b) interest in an obligation entered into in writing before June 18, 1987, or

(c) the continuation of which was continued before June 18, 1987 by an instrument of the taxpayer

(d) rental expenses incurred after 1987 other than such rental expenses incurred pursuant to a written lease agreement entered or entered into before June 18, 1987 by the taxpayer or a person with whom the taxpayer did not deal as arm's length at the time the lease was entered, extended or entered into and

(e) payments described in subparagraph (3)(V)(iii) of the said Act as amended by section 1447 made after December 31, 1987 other than payments made pursuant to an agreement entered into in writing before January 16, 1987 with a person with whom the taxpayer deals at arm's length.

(23) For the purposes of this Act:

(a) a taxpayer's taxable capital gain for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital gain for the year from the disposition of that property.

(b) a taxpayer's allowable capital loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital loss for the year from the disposition of that property, and

(c) a taxpayer's allowable business investment loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of his business investment loss for the year from the disposition of that property.

(24) For the purposes of this Act:

(a) a taxpayer's taxable capital gain for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital gain for the year from the disposition of that property.

(b) a taxpayer's allowable capital loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital loss for the year from the disposition of that property, and

(c) a taxpayer's allowable business investment loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of his business investment loss for the year from the disposition of that property.

(25) For the purposes of this Act:

(a) a taxpayer's taxable capital gain for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital gain for the year from the disposition of that property.

(b) a taxpayer's allowable capital loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital loss for the year from the disposition of that property, and

(c) a taxpayer's allowable business investment loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of his business investment loss for the year from the disposition of that property.

(26) For the purposes of this Act:

(a) a taxpayer's taxable capital gain for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital gain for the year from the disposition of that property.

(b) a taxpayer's allowable capital loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital loss for the year from the disposition of that property, and

(c) a taxpayer's allowable business investment loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of his business investment loss for the year from the disposition of that property.

(27) For the purposes of this Act:

(a) a taxpayer's taxable capital gain for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital gain for the year from the disposition of that property.

(b) a taxpayer's allowable capital loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of the capital loss for the year from the disposition of that property, and

(c) a taxpayer's allowable business investment loss for a taxation year from the disposition of any property is 3/4 of his business investment loss for the year from the disposition of that property.

Taxable capital
losses
allowable
business
investment

(22) Subsection (14) is applicable with respect to

(a) buildings and leasehold interests acquired after 1987 other than a building or leasehold interest acquired before 1990

(i) pursuant to an obligation entered into in writing before June 18, 1987, or

(ii) the construction of which was commenced before June 18, 1987 by or on behalf of the taxpayer;

(b) rental expenses incurred after 1987, other than such rental expenses incurred pursuant to a written lease agreement renewed, extended or entered into before June 18, 1987 by the taxpayer or a person with whom the taxpayer did not deal at arm's length at the time the lease was renewed, extended or entered into; and

(c) payments described in subparagraph 37(7)(f)(iii) of the said Act, as enacted by subsection (14), made after December 15, 1987 other than payments made pursuant to an agreement entered into in writing before December 16, 1987 with a person with whom the taxpayer deals at arm's length.

20. (1) Section 38 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“38. For the purposes of this Act,

(a) a taxpayer's taxable capital gain for a taxation year from the disposition of any property is $\frac{3}{4}$ of his capital gain for the year from the disposition of that property;

(b) a taxpayer's allowable capital loss for a taxation year from the disposition of any property is $\frac{3}{4}$ of his capital loss for the year from the disposition of that property; and

(c) a taxpayer's allowable business investment loss for a taxation year from the disposition of any property is $\frac{3}{4}$ of his business investment loss for the year from the disposition of that property.”

(22) Le paragraphe (14) s'applique :

a) aux bâtiments et droits de tenure à bail acquis après 1987, mais non à ceux acquis avant 1990 :

(i) conformément à une obligation écrite contractée avant le 18 juin 1987, ou

(ii) dont la construction par le contribuable ou pour son compte a commencé avant le 18 juin 1987;

b) aux frais de location engagés après 1987, mais non à ceux engagés par le contribuable conformément à un bail écrit renouvelé, prolongé ou conclu avant le 18 juin 1987 par le contribuable ou par une personne avec laquelle le contribuable a un lien de dépendance au moment du renouvellement, de la prolongation ou de la conclusion du bail;

c) aux paiements visés au sous-alinéa 37(7)(f)(iii) de la même loi, édicté par le paragraphe (14), faits après le 15 décembre 1987, mais non à ceux faits conformément à une convention écrite conclue avant le 16 décembre 1987 avec une personne avec laquelle le contribuable n'a aucun de lien de dépendance.

20. (1) L'article 38 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«38. Pour l'application de la présente loi :

a) le gain en capital imposable d'un contribuable, pour une année d'imposition, tiré de la disposition d'un bien est égal aux $\frac{3}{4}$ du gain en capital que le contribuable a réalisé, pour l'année, à la disposition du bien;

b) la perte en capital déductible d'un contribuable, pour une année d'imposition, résultant de la disposition d'un bien est égale aux $\frac{3}{4}$ de la perte en capital que le contribuable a subie, pour l'année, à la disposition du bien;

c) la perte déductible au titre d'un placement d'entreprise d'un contribuable, pour une année d'imposition, résultant de la disposition d'un bien est égale aux $\frac{3}{4}$ de la perte au titre d'un placement

Taxable capital gain and allowable capital loss

Sens de gain en capital imposable et de perte en capital déductible

Clause 20: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

Article 20, (1). — Remplacement de «Aux fins» par «Pour l'application» et de «la moitié» par «égal aux 3/4».

(1) Le présent article 20 a été ajouté à la Loi sur l'accès à l'information en 1987. L'objectif de cet article est de permettre aux personnes d'accéder à l'information détenue par les ministères et les organismes fédéraux. L'article 20 a été modifié en 1987 et 1988. L'objectif de cet amendement est de substituer "3/4" à "1/2" dans l'article 20(1).

(1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2" in section 20(1) of the Access to Information Act. The purpose of this amendment is to ensure that the Act applies to the same extent as it does in the case of the Access to Information Act.

(2) Le présent article 20 a été ajouté à la Loi sur l'accès à l'information en 1987. L'objectif de cet article est de permettre aux personnes d'accéder à l'information détenue par les ministères et les organismes fédéraux. L'article 20 a été modifié en 1987 et 1988. L'objectif de cet amendement est de substituer "3/4" à "1/2" dans l'article 20(2).

(2) This amendment would substitute "3/4" for "1/2" in section 20(2) of the Access to Information Act. The purpose of this amendment is to ensure that the Act applies to the same extent as it does in the case of the Access to Information Act.

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987, except that

(a) where the taxpayer is an individual or a partnership, for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the references to "3/4" in section 38 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as references to "2/3";

(b) where the taxpayer is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the references to "3/4" in section 38 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as references to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of $1/2$ that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of $2/3$ that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of $3/4$ that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year; and

(c) where the taxpayer is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the references to "3/4" in section 38 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as references to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of $1/2$ that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of $2/3$ that the number of days in the year that are

d'entreprise que ce contribuable a subie, pour l'année, à la disposition du bien.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987. Toutefois :

a) si le contribuable est un particulier ou une société, pour l'application de l'article 38 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987 et avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée par la fraction «2/3»;

b) si le contribuable est tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même article aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

(i) du produit de $1/2$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de $2/3$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de $3/4$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année;

c) si le contribuable est une corporation qui n'est pas tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même article aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

(i) du produit de $1/2$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de $2/3$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année pos-

after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of $\frac{3}{4}$ that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year. 5

21. (1) Clause 39(1)(a)(i.1)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(A) in the case of a gift to which 10 subsection 118.1(5) applies, within 15 months after the death of the taxpayer or such longer period as is reasonable in the circumstances, and” 15

(2) All that portion of paragraph 39(9)(b) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the amount, if any, by which the 20 total of

(i) the aggregate of all amounts each of which is twice the amount deducted by the taxpayer under section 110.6 in computing his taxable 25 income for a preceding taxation year ending before 1988,

(i.1) the aggregate of all amounts each of which is $\frac{3}{2}$ of the amount deducted by the taxpayer under section 30 110.6 in computing his taxable income for a preceding taxation year ending after 1987 and before 1990, and

(i.2) the aggregate of all amounts 35 each of which is $\frac{4}{3}$ of the amount deducted by the taxpayer under section 110.6 in computing his taxable income for a preceding taxation year ending after 1989 40

exceeds”

(3) All that portion of paragraph 39(10)(b) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor: 45

“(b) the amount, if any, by which the total of

térieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de $\frac{3}{4}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de 5 jours de l'année.

21. (1) La division 39(1)(a)(i.1)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(A) dans le cas d'un don auquel le 10 paragraphe 118.1(5) s'applique, dans les 15 mois du décès du contribuable ou tout délai supplémentaire raisonnable dans les circonstances,»

(2) Le passage de l'alinéa 39(9)(b) de la 15 même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(b) l'excédent éventuel du total :

(i) de l'ensemble des montants dont chacun représente le double du mon- 20 tant que le contribuable a déduit en application de l'article 110.6 dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure se terminant avant 1988, 25

(i.1) de l'ensemble des montants dont chacun représente les $\frac{3}{2}$ du montant que le contribuable a déduit en application de l'article 110.6 dans le calcul de son revenu imposable pour une 30 année d'imposition antérieure se terminant après 1987 et avant 1990, et

(i.2) de l'ensemble des montants dont chacun représente les $\frac{4}{3}$ du montant que le contribuable a déduit en appli- 35 cation de l'article 110.6 dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure se terminant après 1989 40

sur»

(3) Le passage de l'alinéa 39(10)(b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(b) l'excédent éventuel du total

Clause 21: (1) This amendment would substitute a reference to subsection 118.1(5) for the reference to subsection 110(2.1).

(2) and (3) These amendments would substitute "for a preceding taxation year ending before 1988" for "for taxation years preceding the year", and add the underlined and sidelined words.

Article 21, (1). — Remplacement du renvoi au paragraphe 110(2.1) par un renvoi au paragraphe 118.1(5).

(2) et (3). — Remplacement de «à l'année» par «se terminant avant 1988», et adjonction des mots «de l'ensemble» et du passage marqué d'un trait vertical.

(4)

(1) L'article 39 de la Loi de la taxe sur le revenu est modifié de la façon suivante :

(2) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(3) Le paragraphe (4) s'applique après la date du 17 mars 1987.

(1) Where an amount is included in a taxation year on account of a debt to the taxpayer referred to as the "rescued amount" in respect of which a deduction has been made under subsection 204(5) but the taxpayer has not made a corresponding deduction for a preceding taxation year, the amount, if any, by which 54% of the rescued amount exceeds the amount deducted under paragraph (1)(4), in respect of the rescued amount shall be deemed to be a taxable capital gain of the taxpayer from a disposition of capital property by him in the year and for the purposes of section 110.6, that property shall be deemed to have been disposed of by him in the year.

(2) Subsections (1) to (3) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(3) Subsection (4) is applicable after June 17, 1987.

(i) the aggregate of all amounts each of which is twice the amount designated by the trust under subsection 104(21.2) in respect of a beneficiary in its return of income for a preceding taxation year ending before 1988,

(i.1) the aggregate of all amounts each of which is 3/2 of the amount designated by the trust under subsection 104(21.2) in respect of a beneficiary in its return of income for a preceding taxation year ending after 1987 and before 1990, and

(i.2) the aggregate of all amounts each of which is 4/3 of the amount designated by the trust under subsection 104(21.2) in respect of a beneficiary in its return of income for a preceding taxation year ending after 1989

exceeds”

(i) de l'ensemble des montants dont chacun représente le double du montant qu'une fiducie a attribué à un bénéficiaire en application du paragraphe 104(21.2) dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition antérieure se terminant avant 1988,

(i.1) de l'ensemble des montants dont chacun représente les 3/2 du montant que la fiducie a attribué à un bénéficiaire en application du paragraphe 104(21.2) dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition antérieure se terminant après 1987 et avant 1990, et

(i.2) de l'ensemble des montants dont chacun représente les 4/3 du montant que la fiducie a attribué à un bénéficiaire en application du paragraphe 104(21.2) dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition antérieure se terminant après 1989

sur»

(4) Section 39 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(4) L'article 39 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Recovery of bad debt

“(11) Where an amount is received in a taxation year on account of a debt (in this subsection referred to as the “recovered amount”) in respect of which a deduction for bad debts under subsection 20(4.2) had been made in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year, the amount, if any, by which 3/4 of the recovered amount exceeds the amount determined under paragraph 12(1)(i.1) in respect of the recovered amount shall be deemed to be a taxable capital gain of the taxpayer from a disposition of capital property by him in the year and, for the purposes of section 110.6, that property shall be deemed to have been disposed of by him in the year.”

«(11) Dans le cas où une somme est reçue au cours d'une année d'imposition sur une créance qui a fait l'objet d'une déduction pour mauvaises créances en application du paragraphe 20(4.2) dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition antérieure, l'excédent éventuel des 3/4 de la somme ainsi reçue sur le montant calculé selon l'alinéa 12(1)i.1) au titre de cette somme est réputé être un gain en capital imposable du contribuable provenant de la disposition d'un bien en immobilisation au cours de l'année et, pour l'application de l'article 110.6, ce bien est réputé avoir fait l'objet d'une disposition par le contribuable au cours de l'année.»

Recouvrement d'une créance irrécouvrable

(5) Subsections (1) to (3) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(5) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(6) Subsection (4) is applicable after June 17, 1987.

(6) Le paragraphe (4) s'applique après le 17 juin 1987.

45 (1) La somme de 40(1)(b) de la loi sur l'impôt sur le revenu est modifiée par ce qui suit:

(i) sous réserve de paragraphes (ii) et (iii), le montant de la dette de l'individu en vertu de la disposition de la section 40(1)(b) de la loi sur l'impôt sur le revenu est le montant de la dette de l'individu en vertu de la disposition de la section 40(1)(a) de la loi sur l'impôt sur le revenu, moins le montant de la dette de l'individu en vertu de la disposition de la section 40(1)(c) de la loi sur l'impôt sur le revenu, et

(A) le montant admissible à titre de déduction à l'égard de la dette de l'individu en vertu de la disposition de la section 40(1)(b) de la loi sur l'impôt sur le revenu est le montant de la dette de l'individu en vertu de la disposition de la section 40(1)(a) de la loi sur l'impôt sur le revenu, moins le montant de la dette de l'individu en vertu de la disposition de la section 40(1)(c) de la loi sur l'impôt sur le revenu, et

(4) New.

46 (1) L'impôt sur le revenu est modifié par ce qui suit:

(a) l'acheteur de biens vendus est une corporation qui, immédiatement après la vente,

(A) était existante, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par le contribuable,

(B) était existante, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une personne ou une personne ou un groupe de personnes qui contrôlaient, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, le contribuable, ou

(C) contrôlait, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, le contribuable, ou

45 (1) Subparagraph 40(1)(b) of the Act is amended and the following substituted therefor:

(i) subject to subsection (1.1), such amount as may elige

(A) a taxable amount as a result of the disposition of the property of the taxpayer that is not due to him until after the end of the year in which the amount is determined under paragraph (i) in respect of the property and

(4). — Nouveau.

46 (1) The Act is amended and the following substituted therefor:

(a) the purchaser of the property sold is a corporation that, immediately after the sale,

(A) was controlled, directly or indirectly, in any manner whatsoever, by the taxpayer,

(B) was controlled, directly or indirectly, in any manner whatsoever, by a person or group of persons, or

(C) controlled the taxpayer, directly or indirectly, in any manner whatsoever, or

22. (1) Subparagraph 40(1)(a)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) subject to subsection (1.1), such amount as he may claim 5
 (A) in the case of an individual (other than a trust) in prescribed form filed with his return of income under this Part for the year, and 10
 (B) in any other case, in his return of income under this Part for the year,
 as a deduction, not exceeding the lesser of
 (C) a reasonable amount as a 15 reserve in respect of such of the proceeds of disposition of the property that are not due to him until after the end of the year as may reasonably be regarded as a portion 20 of the amount determined under subparagraph (i) in respect of the property, and
 (D) an amount equal to the product obtained when 1/5 of the amount 25 determined under subparagraph (i) in respect of the property is multiplied by the amount, if any, by which 4 exceeds the number of preceding taxation years of the tax- 30 payer ending after the disposition of the property; and”

(2) Subparagraph 40(2)(a)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) the purchaser of the property sold is a corporation that, immediately after the sale,
 (A) was controlled, directly or indirectly, in any manner whatever, 40 by the taxpayer,
 (B) was controlled, directly or indirectly, in any manner whatever, by a person or group of persons by whom the taxpayer was controlled, 45 directly or indirectly, in any manner whatever, or
 (C) controlled the taxpayer, directly or indirectly, in any manner

22. (1) Le sous-alinéa 40(1)a)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) sous réserve du paragraphe (1.1), le montant dont il peut demander la déduction, dans le cas d'un particulier — à l'exclusion d'une fiducie —, sur formulaire prescrit produit avec sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année et, 10 dans les autres cas, dans la déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année, sans excéder le moins élevé des montants suivants :

(A) un montant raisonnable à titre 15 de réserve à l'égard de toute partie du produit de disposition du bien, qui ne lui est due qu'après la fin de l'année et qu'il est raisonnable de considérer comme une partie du 20 montant déterminé en vertu du sous-alinéa (i) pour ce bien,
 (B) le produit de 1/5 de l'excédent déterminé en vertu du sous-alinéa (i) pour ce bien par l'excédent 25 éventuel, de 4 sur le nombre d'années d'imposition antérieures du contribuable qui se terminent après la date de la disposition du bien;»

(2) Le sous-alinéa 40(2)a)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) l'acheteur du bien vendu est une corporation qui, immédiatement après la vente,
 (A) était contrôlée, directement ou 35 indirectement, de quelque manière que ce soit, par le contribuable,
 (B) était contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une personne ou un 40 groupe de personnes qui contrôlait, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, le contribuable, ou
 (C) contrôlait, directement ou indi- 45 rectement, de quelque manière que

Clause 22: (1) Subparagraph 40(1)(a)(iii) at present reads as follows:

“(iii) subject to subsection (1.1), such amount as he may claim as a deduction, not exceeding the lesser of

(A) a reasonable amount as a reserve in respect of such of the proceeds of disposition of the property that are not due to him until after the end of the year as may reasonably be regarded as a portion of the amount determined under subparagraph (i) in respect of the property, and

(B) an amount equal to the product obtained when 1/5 of the amount determined under subparagraph (i) in respect of the property is multiplied by the amount, if any, by which 4 exceeds the number of preceding taxation years of the taxpayer ending after the disposition of the property; and”

(2) to (5) These amendments would add the underlined words.

Article 22, (1). — Texte actuel du passage visé du sous-alinéa 40(1)a(iii) :

«(iii) sous réserve du paragraphe (1.1), le montant dont il peut demander la déduction sans excéder le moindre des deux montants suivants :

(A) un montant raisonnable à titre de réserve à l'égard de toute partie du produit de disposition du bien, qui ne lui est due qu'après la fin de l'année et qu'il est raisonnable de considérer comme une partie du montant déterminée en vertu du sous-alinéa (i) pour ce bien.

(B) le produit de 1/5 de l'excédent déterminé en vertu du sous-alinéa (i) pour ce bien par l'excédent, s'il en est, de 4 sur le nombre d'années d'imposition antérieures du contribuable qui se terminent après la date de la disposition du bien;»

(2). — Adjonction des passages soulignés.

whatever, where the taxpayer is a corporation;»

(3) Paragraph 40(2)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(e) where the taxpayer is a corporation, its loss otherwise determined from the disposition of any property disposed of by it to

(i) a person by whom it was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, or

(ii) a corporation that was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by a person described in subparagraph (i),

is nil;”

(4) All that portion of paragraph 40(2)(h) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(h) where the taxpayer is a corporation, its loss otherwise determined from the disposition at any time in a taxation year of shares of the capital stock of a corporation (in this paragraph referred to as the “controlled corporation”) that was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by it at any time in the year, is its loss therefrom otherwise determined less the amount, if any, by which”

(5) All that portion of subsection 40(3) of the said Act following subparagraph (b)(ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“the amount of the excess shall be deemed to be a gain of the taxpayer for the year from a disposition at that time of that property and for the purposes of section 110.6, that property shall be deemed to have been disposed of by him in the year.”

(6) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(7) Subsections (2) to (4) are applicable with respect to dispositions after 1988.

ce soit, le contribuable, lorsque ce dernier est une corporation;»

(3) L'alinéa 40(2)e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) lorsque le contribuable est une corporation, sa perte, déterminée par ailleurs, résultant d'un bien dont il a disposé en faveur de l'une ou l'autre des personnes suivantes est nulle :

(i) une personne qui le contrôlait, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit,

(ii) une corporation contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une personne visée au sous-alinéa (i);»

(4) Le passage de l'alinéa 40(2)h) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«h) lorsque le contribuable est une corporation, sa perte, déterminée par ailleurs, résultant de la disposition, à une date quelconque d'une année d'imposition, d'actions du capital-actions d'une corporation (appelée «corporation contrôlée» au présent alinéa) qu'il contrôlait, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, à une date quelconque de l'année, est sa perte, déterminée par ailleurs, résultant de la disposition moins l'excédent éventuel»

(5) Le passage du paragraphe 40(3) de la même loi qui suit le sous-alinéa b)(ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«l'excédent est réputé être le gain du contribuable pour l'année, tiré de la disposition, à cette date, du bien, qu'il est réputé avoir effectuée au cours de l'année pour l'application de l'article 110.6.»

(6) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(7) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent aux dispositions effectuées après 1988.

(3). — Texte actuel de l'alinéa 40(2)e) :

«e) lorsque le contribuable est une corporation, sa perte, déterminée par ailleurs, provenant de la disposition de tout bien faite par elle en faveur

- (i) d'une personne par laquelle elle était contrôlée, ou
- (ii) d'une corporation qui était contrôlée par une personne visée au sous-alinéa (i).»

(4). — Remplacement de «provenant» par «résultant», de «s'il en est» par «éventuel» et adjonction du passage souligné.

(5). — Adjonction du passage souligné et marqué d'un trait vertical.

(b) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1985 et suivantes.

43-(1) Les paragraphes 41(1) et (2) s'appliquent au contribuable si, au cours de l'année d'imposition, il a disposé d'un bien en faveur

41. (1) Pour l'application de la présente partie, la perte déterminée par le contribuable d'une disposition de tout bien faite par elle en faveur d'une personne déterminée en vertu du paragraphe 10 (2), qu'il s'agisse d'une disposition de ce bien :

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition et aux années fiscales 1985 et suivantes, après 1987, lorsque :

(a) le contribuable ou un particulier ou une société pour laquelle il agit, au cours de l'année d'imposition, a disposé d'un bien en faveur d'une personne déterminée en vertu du paragraphe 10 (2), qu'il s'agisse d'une disposition de ce bien ;

(b) le contribuable ou un particulier ou une société pour laquelle il agit, au cours de l'année d'imposition, a disposé d'un bien en faveur d'une personne déterminée en vertu du paragraphe 10 (2), qu'il s'agisse d'une disposition de ce bien ;

(c) le contribuable ou un particulier ou une société pour laquelle il agit, au cours de l'année d'imposition, a disposé d'un bien en faveur d'une personne déterminée en vertu du paragraphe 10 (2), qu'il s'agisse d'une disposition de ce bien ;

(d) le contribuable ou un particulier ou une société pour laquelle il agit, au cours de l'année d'imposition, a disposé d'un bien en faveur d'une personne déterminée en vertu du paragraphe 10 (2), qu'il s'agisse d'une disposition de ce bien ;

(e) le contribuable ou un particulier ou une société pour laquelle il agit, au cours de l'année d'imposition, a disposé d'un bien en faveur d'une personne déterminée en vertu du paragraphe 10 (2), qu'il s'agisse d'une disposition de ce bien ;

(3) Subsection (2) applicable to the 1985 and subsequent taxation years.

(2) Subsection (1) applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987.

(a) where the taxpayer is an individual or a partnership, the taxpayer or the partner, as the case may be, disposed of property in the year or the period ending after 1987 and before 1990 in favour of a person determined under subsection 10(2) to be his or her property.

(b) where the taxpayer is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, after 1987 and commencing before 1990, the reference to "34" in subsection 41(1) of the Act shall be read as if it referred to the year or the period ending after 1987 and before 1990 in favour of a person determined under subsection 10(2) of the Act.

(c) where the taxpayer is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, after 1987 and before 1990, the reference to "34" in subsection 41(1) of the Act shall be read as if it referred to the year or the period ending after 1987 and before 1990 in favour of a person determined under subsection 10(2) of the Act.

(d) where the taxpayer is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, after 1987 and before 1990, the reference to "34" in subsection 41(1) of the Act shall be read as if it referred to the year or the period ending after 1987 and before 1990 in favour of a person determined under subsection 10(2) of the Act.

(8) Subsection (5) is applicable to the 1985 and subsequent taxation years.

23. (1) Subsection 41(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“41. (1) For the purposes of this Part, a taxpayer’s taxable net gain for a taxation year from dispositions of listed personal property is $\frac{3}{4}$ of the amount determined under subsection (2) to be his net gain for the year from dispositions of such property.”

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987, except that

(a) where the taxpayer is an individual or a partnership, for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the reference to “ $\frac{3}{4}$ ” in subsection 41(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to “ $\frac{2}{3}$ ”;

(b) where the taxpayer is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to “ $\frac{3}{4}$ ” in subsection 41(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of $\frac{1}{2}$ that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of $\frac{2}{3}$ that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of $\frac{3}{4}$ that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year; and

(c) where the taxpayer is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to “ $\frac{3}{4}$ ” in subsection 41(1) of the said Act,

(8) Le paragraphe (5) s’applique aux années d’imposition 1985 et suivantes.

23. (1) Le paragraphe 41(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«41. (1) Pour l’application de la présente partie, le gain net imposable qu’un contribuable tire, pour une année d’imposition, de la disposition de biens personnels désignés est égal aux $\frac{3}{4}$ du gain net, déterminé en application du paragraphe (2), qu’il tire pour l’année de la disposition de ces biens.»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987. Toutefois :

a) si le contribuable est un particulier ou une société, pour l’application du paragraphe 41(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux années d’imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987 et avant 1990, la fraction « $\frac{3}{4}$ » est remplacée par la fraction « $\frac{2}{3}$ »;

b) si le contribuable est tout au long de son année d’imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l’application du même paragraphe aux années d’imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction « $\frac{3}{4}$ » est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l’année, par la fraction représentée par le total :

(i) du produit de $\frac{1}{2}$ par le rapport entre le nombre de jours de l’année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l’année,

(ii) du produit de $\frac{2}{3}$ par le rapport entre le nombre de jours de l’année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l’année,

(iii) du produit de $\frac{3}{4}$ par le rapport entre le nombre de jours de l’année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l’année;

c) si le contribuable est une corporation qui n’est pas tout au long de son année d’imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l’application du même paragraphe aux années d’imposi-

Taxable net gain from disposition of listed personal property

5 Sens de gain net imposable tiré de la disposition de biens personnels désignés

Clause 23: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

Article 23, (1). — Texte actuel du paragraphe 41(1) :

«(1) Aux fins de la présente Partie, le gain net imposable tiré, pour une année d'imposition, par un contribuable, de la disposition de biens personnels désignés est égal à la moitié du gain net qu'il a tiré pour l'année de la disposition de ces biens, déterminé en vertu du paragraphe (2).»

Clause 24: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

Article 24, (1). — Texte actuel du paragraphe 42(1) :

Clause 25: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

Article 25, (1). — Texte actuel du paragraphe 43(1) :

Clause 26: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

Article 26, (1). — Texte actuel du paragraphe 44(1) :

Clause 27: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

Article 27, (1). — Texte actuel du paragraphe 45(1) :

as enacted by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

- (i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year, 5
- (ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and 10
- (iii) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in 15 the year.

24. (1) Section 42 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“42. In computing a taxpayer’s proceeds of disposition of any property for the purposes of this subdivision, there shall be included all amounts received or receivable by the taxpayer as consideration for warranties, covenants or other conditional or contingent obligations given or incurred by the taxpayer in respect of the disposition, and in computing the taxpayer’s income for the taxation year in which the property was disposed of and for each subsequent taxation year, any outlay or expense made or incurred by the taxpayer in any such year pursuant to or by reason of any such obligation shall be deemed to be a loss of the taxpayer for such year from a disposition of a capital property and for the purposes of section 110.6, that capital property shall be deemed to have been disposed of by him in such year.” 20 25 30 35

(2) Subsection (1) is applicable to the 1985 and subsequent taxation years. 40

25. (1) Paragraph 44(7)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the person to whom the former property of the taxpayer was disposed of 45

tion qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l’année, par la fraction représentée par le total : 5

- (i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l’année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l’année,
- (ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l’année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l’année, 10
- (iii) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l’année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l’année. 15

24. (1) L’article 42 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«42. Dans le calcul, pour l’application de la présente sous-section, du produit de disposition d’un bien pour un contribuable, doit être inclus le total des sommes reçues ou à recevoir par celui-ci en contrepartie de garanties qu’il a données ou de promesses ou autres obligations conditionnelles qu’il a contractées relativement à la disposition; et, dans le calcul du revenu du contribuable pour l’année d’imposition de la disposition du bien et pour chaque année d’imposition suivante, tout débours fait ou toute dépense engagée par le contribuable au cours d’une de ces années en exécution ou en vertu d’une telle obligation, est réputé être une perte subie par le contribuable pour cette année à la disposition d’un bien en immobilisation, qu’il est réputé avoir effectuée au cours de cette année pour l’application de l’article 110.6.» 20 25 30 35

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1985 et suivantes. 40

25. (1) L’alinéa 44(7)(b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(b) la personne en faveur de qui il a été disposé de l’ancien bien du contribuable 45

était une corporation qui immédiatement avant sa dissolution

(1) était contrôlée directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par le contribuable

(2) était contrôlée directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une personne ou un groupe de personnes par qui le contribuable était contrôlé, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, ou

(3) constituait le contribuable, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, lorsque le contribuable est une corporation.

Clause 24: (1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

was a corporation that immediately after the dissolution

(1) was controlled, directly or indirectly, in any manner whatsoever, by the taxpayer,

(2) was controlled, directly or indirectly, in any manner whatsoever, by a person or group of persons by whom the taxpayer was controlled, directly or indirectly, in any manner whatsoever,

(3) controlled the taxpayer, directly or indirectly, in any manner whatsoever, where the taxpayer is a corporation.

(2) Subsection (1) is applicable with respect to dispositions after 1972.

Article 24, (1). — Adjonction des mots soulignés et marqués d'un trait vertical.

(1) having acquired property for the purpose of gaining or producing income, has commenced at a later time to use it for some other purpose.

(2) Paragraph 45(1)(b) of the Act is amended to read as follows:

(b) a corporation controlled, directly or indirectly, by the taxpayer, immediately after the taxpayer's death, if the corporation has acquired property for the purpose of gaining or producing income, but the corporation has not, at the time of the taxpayer's death, commenced to use the property for that other purpose in the same proportion of the cost to him of the whole property; and if the taxpayer has, in such a case, been disposed of the proceeds of disposition of the property in a way that is not in the same proportion of the cost to him of the whole property; and if the taxpayer has, in such a case, been disposed of the proceeds of disposition of the property in a way that is not in the same proportion of the cost to him of the whole property.

Clause 25: (1) This amendment would add the underlined words.

Article 25, (1). — Adjonction des passages soulignés.

the whole property; and if the taxpayer has, in such a case, been disposed of the proceeds of disposition of the property in a way that is not in the same proportion of the cost to him of the whole property.

was a corporation that, immediately after the disposition,

(i) was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by the taxpayer,

(ii) was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by a person or group of persons by whom the taxpayer was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, 10 or

(iii) controlled the taxpayer, directly or indirectly in any manner whatever, where the taxpayer is a corporation.”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to dispositions after 1988.

26. (1) Subparagraphs 45(1)(a)(i) and (ii) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(i) having acquired property for some other purpose, has commenced at a later time to use it for the purpose of gaining or producing income, or

(ii) having acquired property for the purpose of gaining or producing income, has commenced at a later time to use it for some other purpose,”

(2) Paragraph 45(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) where property has, since it was acquired by a taxpayer, been regularly used in part for the purpose of gaining or producing income and in part for some other purpose, the taxpayer shall be deemed to have acquired, for that other purpose, the proportion of the property that the use regularly made of the property for that other purpose is of the whole use regularly made of the property at a cost to him equal to the same proportion of the cost to him of the whole property; and, if the property has, in such a case, been disposed of, the proceeds of disposition of the proportion

était une corporation qui, immédiatement après la disposition,

(i) était contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par le contribuable,

(ii) était contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une personne ou un groupe de personnes par qui le contribuable était contrôlé, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, ou

(iii) contrôlait le contribuable, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, lorsque le contribuable est une corporation.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions effectuées après 1988.

26. (1) Les sous-alinéas 45(1)a(i) et (ii) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(i) soit qui a acquis un bien à une autre fin et qui commence, à une date postérieure, à l'utiliser en vue de gagner un revenu,

(ii) soit qui a acquis un bien en vue de gagner un revenu et qui commence, à une date postérieure, à l'utiliser à une autre fin,»

(2) L'alinéa 45(1)b de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) lorsqu'un bien, depuis son acquisition par un contribuable, est utilisé habituellement en partie en vue de gagner un revenu et en partie à une autre fin, le contribuable est réputé avoir acquis, à cette autre fin, la fraction de ce bien représentée par le rapport entre l'usage qui en est fait habituellement à cette autre fin et l'usage total habituel de ce bien, à un coût, pour lui, égal à la même fraction du coût, pour lui, du bien entier; si, dans ce cas, le bien a fait l'objet d'une disposition, le produit de disposition de la fraction du bien réputée avoir été acquise à cette

Clause 26: (1) Subparagraphs 45(1)(a)(i) and (ii) at present read as follows:

- “(i) having acquired property for some other purpose, has commenced at a later time to use it for the purpose of gaining or producing income therefrom, or for the purpose of gaining or producing income from a business, or
- (ii) having acquired property for the purpose of gaining or producing income therefrom or for the purpose of gaining or producing income from a business, has commenced at a later time to use it for some other purpose.”

(2) Paragraph 45(1)(b) at present reads as follows:

“(b) where property has, since it was acquired by a taxpayer, been regularly used in part for the purpose of gaining or producing income therefrom or for the purpose of gaining or producing income from a business and in part for some other purpose, the taxpayer shall be deemed to have acquired, for that other purpose, the proportion of the property that the use regularly made of the property for that other purpose is of the whole use regularly made of the property at a cost to him equal to the same proportion of the cost to him of the whole property; and, if the property has, in such a case, been disposed of, the proceeds of disposition of the proportion of the property deemed to have been acquired for that other purpose shall be deemed to be the same proportion of the proceeds of disposition of the whole property; and”

Article 26, (1). — Texte actuel des sous-alinéas 45(1)a(i) et (ii) :

- «(i) soit qui a acquis un bien à une autre fin et qui commence, à une date postérieure, à l'utiliser en vue d'en tirer un revenu ou de tirer un revenu d'une entreprise,
- (ii) soit qui a acquis un bien en vue d'en tirer un revenu ou de tirer un revenu d'une entreprise et qui commence, à une date postérieure, à l'utiliser à une autre fin.»

(2). — Texte actuel de l'alinéa 45(1)b) :

«b) lorsqu'un bien, depuis son acquisition par un contribuable, est utilisé habituellement en partie en vue d'en tirer un revenu ou de tirer un revenu d'une entreprise et en partie à une autre fin, le contribuable est réputé avoir acquis, à cette autre fin, la fraction de ce bien représentée par le rapport entre l'usage qui en est fait habituellement à cette autre fin et l'usage total habituel de ce bien, à un coût, pour lui, égal à la même fraction du coût, pour lui, du bien entier; si, dans ce cas, le bien a fait l'objet d'une disposition, le produit de disposition de la fraction du bien réputée avoir été acquise à cette autre fin est réputé égal à la même fraction du produit de disposition du bien entier.»

of the property deemed to have been acquired for that other purpose shall be deemed to be the same proportion of the proceeds of disposition of the whole property; and”

5

(3) All that portion of paragraph 45(1)(c) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(c) where, at any time after a taxpayer has acquired property, there has been a change in the relation between the use regularly made by him of the property for gaining or producing income and the use regularly made of the property for 15 other purposes,”

(4) All that portion of subsection 45(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

20

“(3) Where at any time a property that was acquired by a taxpayer for the purpose of gaining or producing income ceases to be used for that purpose and becomes the principal residence of the taxpayer, 25 subsection (1) shall not apply to deem the taxpayer to have disposed of the property at that time and to have reacquired it immediately thereafter if he so elects by notifying the Minister in writing on or 30 before the earlier of”

(5) Subsection 45(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(4) Notwithstanding subsection (3), 35 an election described therein shall be deemed not to have been made in respect of a change in use of property if any deduction in respect of the property has been allowed for any taxation year ending 40 after 1984 and on or before the change in use under regulations made under paragraph 20(1)(a) to the taxpayer, his spouse or a trust under which he or his spouse is a beneficiary.”

45

(6) Subsections (1) to (4) are applicable with respect to changes in use occurring after April, 1988.

autre fin est réputé égal à la même fraction du produit de disposition du bien entier;»

(3) Le passage de l'alinéa 45(1)c) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est 5 abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(c) lorsque, à une date quelconque après l'acquisition d'un bien par un contribuable, le rapport entre l'usage que le contribuable fait habituellement de ce bien 10 en vue de gagner un revenu et l'usage habituel du bien à une autre fin change,»

(4) Le passage du paragraphe 45(3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et 15 remplacé par ce qui suit :

«(3) Par dérogation au paragraphe (1), le contribuable qui cesse à une date quelconque d'utiliser en vue de gagner un revenu un bien qu'il a acquis à cette fin 20 n'est pas réputé en avoir disposé à cette date et l'avoir acquis de nouveau aussitôt après si le bien devient la résidence principale du contribuable et si le contribuable en fait le choix par avis écrit au ministre 25 au plus tard au premier en date des jours suivants :»

(5) Le paragraphe 45(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) Par dérogation au paragraphe (3), 30 le choix qui y est prévu est réputé ne pas avoir été fait à l'égard d'un bien ayant fait l'objet d'un changement d'usage si un montant a été déduit à l'égard du bien, selon les règlements pris en application de 35 l'alinéa 20(1)a), par le contribuable, par son conjoint ou par une fiducie dont le contribuable ou son conjoint est bénéficiaire, pour une année d'imposition se terminant après 1984 et au plus tard à la date 40 du changement.»

(6) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent aux changements d'usage postérieurs à avril 1988.

Election re
principal
residence

Choix d'utiliser
un bien comme
résidence
principale

Where election
cannot be made

Choix exclu

(3) The relevant portion of subparagraph 45(1)(c) at present reads as follows:

“(c) where, at any time after a taxpayer has acquired property, there has been a change in the relation between the use regularly made by him of the property for gaining or producing income therefrom or income from a business and the use regularly made of the property for other purposes,

(i) if the use regularly made by him of the property for those other purposes has increased, he shall be deemed to have

(A) disposed of property at that time for proceeds equal to the proportion of the fair market value of the property at that time that the amount of the increase in the use regularly made by him of the property for those other purposes is of the whole use regularly made of the property, and

(B) immediately thereafter reacquired the property so disposed of at a cost equal to the proceeds referred to in clause (A), and”

(4) The relevant portion of subsection 45(3) at present reads as follows:

“(3) Where at any time a property that was acquired by a taxpayer for the purpose of gaining or producing income therefrom or for the purpose of gaining or producing income from a business ceases to be used for that purpose and becomes the principal residence of the taxpayer, subsection (1) shall not apply to deem the taxpayer to have disposed of the property at that time and to have reacquired it immediately thereafter if he so elects by notifying the Minister in writing on or before the earlier of”

(5) Subsection 45(4) at present reads as follows:

“(4) Notwithstanding subsection (3), an election described therein shall be deemed not to have been made in respect of a property if any deduction in respect thereof has been allowed for any taxation year ending after 1984 under paragraph 20(1)(a) or subsection 104(16) to the taxpayer, his spouse or trust under which his spouse is a beneficiary.”

(3). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 45(1)c) :

«c) lorsque, à une date quelconque après l'acquisition d'un bien par un contribuable, le rapport entre l'usage que le contribuable fait habituellement de ce bien en vue d'en tirer un revenu ou de tirer un revenu d'une entreprise et l'usage habituel du bien à une autre fin change,

(i) si l'usage que le contribuable fait habituellement du bien à cette autre fin a augmenté, le contribuable est réputé

(A) avoir disposé d'un bien à cette date pour un produit égal à la fraction de la juste valeur marchande qu'avait alors le bien, représentée par le rapport entre l'augmentation de l'usage que le contribuable fait habituellement du bien à cette autre fin et l'usage total habituel du bien, et

(B) avoir, aussitôt après, acquis de nouveau le bien dont il a ainsi été disposé, à un coût égal au produit visé à la division (A).»

(4). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 45(3) :

«(3) Lorsque, à une date quelconque, un contribuable a acquis un bien en vue d'en tirer un revenu ou de tirer un revenu d'une entreprise et que le bien cesse d'être utilisé à cette fin et devient la résidence principale du contribuable, le contribuable n'est pas réputé, en vertu du paragraphe (1), avoir disposé du bien à cette date et l'avoir acquis de nouveau aussitôt après, s'il en fait le choix par avis écrit au ministre au plus tard au premier en date des jours suivants :»

(5). — Texte actuel du paragraphe 45(4) :

«(4) Par dérogation au paragraphe (3), le choix qui y est prévu est réputé ne pas avoir été fait à l'égard d'un bien si une déduction à l'égard de celui-ci a été accordée, en vertu de l'alinéa 20(1)a) ou du paragraphe 104(16), au contribuable, à son conjoint ou à une fiducie dont son conjoint est bénéficiaire, pour une année d'imposition se terminant après 1984.»

(7) Subsection (5) is applicable in respect of a deduction allowed under regulations made under paragraph 20(1)(a) for a taxation year commencing after 1987.

(7) Le paragraphe (5) s'applique aux montants déduits selon les règlements pris en application de l'alinéa 20(1)a) de la même loi pour les années d'imposition qui commencent après 1987.

5

27. (1) Subsection 47(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

27. (1) Le paragraphe 47(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Where identical properties are bonds, etc.

“(2) For the purposes of subsection (1), where a group of identical properties referred to in that subsection is a group of 10 identical bonds, debentures, bills, notes or similar obligations issued by a debtor, subparagraph (1)(b)(ii) shall be read as follows:

«(2) Pour l'application du paragraphe (1), dans le cas où un groupe de biens identiques visés à ce paragraphe est un 10 groupe d'obligations, d'effets, de billets ou d'autres titres semblables émis par un débiteur, le sous-alinéa (1)b)(ii) est remplacé par ce qui suit :

Cas où les biens identiques sont des titres

“(ii) the quotient obtained when the 15 aggregate of the principal amounts of all such identical properties owned by the taxpayer immediately after the particular time is divided by the principal amount of the identical proper- 20 ty.””

«(ii) le quotient obtenu en divisant le 15 total du principal de tous ces biens identiques dont le contribuable est propriétaire immédiatement après la date donnée par le principal du bien 20 identique.»

20

(2) Subsection 47(3) of the said Act is repealed.

(2) Le paragraphe 47(3) de la même loi est abrogé.

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition et aux exercices financiers commençant après le 17 juin 1987 25 qui se terminent après 1987.

28. (1) All that portion of subsection 49(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following 30 substituted therefor:

28. (1) Le passage du paragraphe 49(3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Where option to acquire exercised

“(3) Where an option to acquire property is exercised so that property is disposed of by a taxpayer (in this subsection referred to as the “vendor”) or so that 35 property is acquired by another taxpayer (in this subsection referred to as the “purchaser”), for the purpose of computing the income of each such taxpayer the granting of the option and the exercise thereof shall 40 be deemed not to be dispositions of property and there shall be included”

«(3) Lorsqu'une option portant sur l'ac- 30 quisition d'un bien est levée, de sorte qu'un contribuable — appelé «vendeur» au présent paragraphe — dispose d'un bien ou qu'un autre contribuable — appelé «acheteur» au présent paragraphe — acquiert un 35 bien, aux fins du calcul du revenu de chacun de ces contribuables, l'octroi de l'option et sa levée sont réputés ne pas être des dispositions de bien et :»

Levée d'une option d'achat

(2) Paragraph 49(4)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 49(4)a) de la même loi est 40 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) an option granted by a taxpayer in a taxation year (in this subsection

«a) une option consentie par un contribuable dans une année d'imposition —

Clause 27: (1) Subsection 47(2) at present reads as follows:

“(2) For the purposes of subsection (1), where a group of identical properties referred to in that subsection is a group of identical obligations within the meaning of subsection (3), subparagraph (1)(b)(ii) shall be read as follows:

“(ii) the quotient obtained when the aggregate of the principal amounts of all such identical properties owned by the taxpayer immediately after the particular time is divided by the principal amount of the identical property.”

(2) Subsection 47(3) reads as follows:

“(3) For the purposes of this subdivision, one bond, debenture, bill, note or other similar obligation issued by a debtor is identical to another such obligation issued by that debtor if both are identical in respect of all rights (in equity or otherwise, either immediately or in the future and either absolutely or contingently) attaching thereto, except as regards the principal amount thereof.”

Clause 28: (1) The relevant portion of subsection 49(3) at present reads as follows:

“(3) Where an option to acquire property is exercised so that property is disposed of by a taxpayer (in this subsection referred to as the “vendor”) or so that property is acquired by another taxpayer (in this subsection referred to as the “purchaser”), for the purpose of computing the income of each such taxpayer (other than a vendor who is an individual) the granting of the option and the exercise thereof shall be deemed not to be dispositions of property and there shall be included”

(2) Paragraph 49(4)(a) at present reads as follows:

“(4) Where (a) an option (other than an option granted by an individual to acquire property) granted by a taxpayer in a taxation year (in this subsection referred to as the “initial year”) is exercised in a subsequent taxation year (in this subsection referred to as the “subsequent year”),”

Article 27, (1). — Texte actuel du paragraphe 47(2) :

«(2) Aux fins du paragraphe (1) lorsqu'un lot de biens identiques mentionné dans ce paragraphe est un lot de titres identiques au sens du paragraphe (3), le sous-alinéa (1)b)(ii) doit être interprété de la façon suivante :

«(ii) le quotient obtenu lorsque le total du principal de tous ces biens identiques appartenant au contribuable immédiatement après la date donnée est divisé par le principal du bien identique.»

(2). — Texte du paragraphe 47(3) :

«(3) Aux fins de la présente sous-section, une obligation, un effet, un billet ou un autre titre semblable émis par un débiteur, est identique à un autre titre émis par ce débiteur s'ils sont tous deux identiques en ce qui concerne tous les droits y afférents, sauf quant au montant du principal.»

Article 28, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 49(3) :

«(3) Lorsqu'une option portant sur l'acquisition d'un bien est levée, de sorte qu'un contribuable — appelé «vendeur» au présent paragraphe — dispose d'un bien ou qu'un autre contribuable — appelé «acheteur» au présent paragraphe — acquiert un bien, aux fins du calcul du revenu de chacun de ces contribuables (à l'exclusion d'un vendeur qui est un particulier), l'octroi de l'option et sa levée sont réputés ne pas être des dispositions de bien et :»

(2). — Texte actuel de l'alinéa 49(4)a) :

«a) une option (à l'exclusion d'une option consentie par un particulier pour acquérir un bien) consentie par un contribuable dans une année d'imposition — appelée «année initiale» au présent paragraphe — est levée dans une année d'imposition postérieure — appelée «année postérieure» au présent paragraphe —,»

referred to as the "initial year") is exercised in a subsequent taxation year (in this subsection referred to as the "subsequent year"),"

appelée «année initiale» au présent paragraphe — est levée dans une année d'imposition postérieure — appelée «année postérieure» au présent paragraphe —,»

5

(3) Subsections (1) and (2) are applicable with respect to dispositions of property under options exercised after 1987.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux dispositions de biens effectuées en levant des options après 1987.

29. (1) Paragraph 50(1)(b) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (i) thereof, by adding the word "or" at the end of subparagraph (ii) thereof and by adding thereto, immediately after subparagraph (ii) thereof, the following subparagraph:

29. (1) L'alinéa 50(1)b) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit : 10

“(iii) the corporation ceased to carry on all of its businesses and was insolvent during the year, and

«(iii) ou bien la corporation a cessé d'exploiter la totalité de ses entreprises et était insolvable au cours de l'année et :

(A) at the end of the year, the fair market value of the share is nil and it is reasonable to expect that the corporation will be dissolved or wound up and will not commence to carry on any business, and

(A) d'une part, à la fin de l'année, la juste valeur marchande de l'action est nulle et il est raisonnable de s'attendre à ce que la corporation soit dissoute ou liquidée et ne commence pas à exploiter une entreprise,

(B) the corporation did not commence to carry on any business in the year or within 24 months following the end of the year,”

(B) d'autre part, la corporation n'a pas commencé à exploiter une entreprise au cours de l'année ou des 24 mois suivant la fin de l'année,»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years and, where the taxpayer so advises the Minister of National Revenue in writing, to the 1985, 1986 or 1987 taxation year.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes et à l'année d'imposition 1985, 1986 ou 1987 si le contribuable en informe le ministre du Revenu national par écrit.

30. (1) Subsection 52(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

30. (1) Le paragraphe 52(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cost of right to receive from trust

“(6) Notwithstanding subsection (1), where a beneficiary under a trust acquires a right to enforce payment by the trust of an amount out of a capital gain or the income of the trust (determined without reference to the provisions of this Act) for the taxation year of the trust in which the right was acquired by him, for the purposes of this subdivision, the cost to him of

“(6) Pour l'application de la présente sous-section et par dérogation au paragraphe (1), dans le cas où le bénéficiaire d'une fiducie acquiert le droit d'exiger de celle-ci paiement d'une somme sur un gain en capital de la fiducie ou sur le revenu de la fiducie — calculé sans tenir compte de la présente loi — pour l'année d'imposition de la fiducie au cours de laquelle il

Coût d'un droit à paiement

35

35

acquired in debt is not to be treated as a debt for the purposes of this section.

(3) The provisions of this section shall apply to a trust in which the right to enforce payment of an amount by the unit trust out of its capital gains or income from property for its taxation year in which the right was acquired by him, notwithstanding subsection (1), he shall be deemed to have acquired the right at a cost to him equal to the amount that became so payable minus such portion of that amount as was deductible in computing his income by virtue of subsection 65(1) or 104(16)."

Clause 29: (1) New.

(1) Where a beneficiary under a unit trust has, after 1971, acquired a right to enforce payment of an amount by the unit trust out of its capital gains or income from property for its taxation year in which the right was acquired by him, notwithstanding subsection (1), he shall be deemed to have acquired the right at a cost to him equal to the amount that became so payable minus such portion of that amount as was deductible in computing his income by virtue of subsection 65(1) or 104(16)."

Clause 30: (1) Subsection 52(6) at present reads as follows:

"(6) Where a beneficiary under a unit trust has, after 1971, acquired a right to enforce payment of an amount by the unit trust out of its capital gains or income from property for its taxation year in which the right was acquired by him, notwithstanding subsection (1), he shall be deemed to have acquired the right at a cost to him equal to the amount that became so payable minus such portion of that amount as was deductible in computing his income by virtue of subsection 65(1) or 104(16)."

the right shall be deemed to be the amount that became so payable.

(1) Subsection (1) is applicable with respect to rights acquired in a trust in the 1972 and subsequent taxation years of the trust.

Article 29, (1). — Nouveau.

(1) Lorsque un bénéficiaire d'une fiducie d'investissement à participation unitaire a acquis, après 1971, le droit d'exiger que ladite fiducie paie une somme sur ses gains en capital ou son revenu de biens pour son année d'imposition au cours de laquelle ce droit a été acquis par le bénéficiaire, ce dernier est réputé, nonobstant le paragraphe (1), avoir acquis ce droit à un coût égal à la somme devenue ainsi payable moins la partie de cette somme qui était déductible lors du calcul de son revenu en vertu du paragraphe 65(1) ou 104(16)."

(2) Le paragraphe (1) de l'article 29 s'applique avec respect aux droits acquis dans une fiducie d'investissement à participation unitaire au cours de l'année d'imposition de la fiducie dans laquelle le droit d'exiger le paiement d'une somme a été acquis par le bénéficiaire, nonobstant le paragraphe (1), il est réputé avoir acquis ce droit à un coût égal à la somme devenue ainsi payable moins la partie de cette somme qui était déductible lors du calcul de son revenu en vertu du paragraphe 65(1) ou 104(16)."

Article 30, (1). — Texte actuel du paragraphe 52(6) :

«(6) Lorsqu'un bénéficiaire d'une fiducie d'investissement à participation unitaire a acquis, après 1971, le droit d'exiger que ladite fiducie paie une somme sur ses gains en capital ou son revenu de biens pour son année d'imposition au cours de laquelle ce droit a été acquis par le bénéficiaire, ce dernier est réputé, nonobstant le paragraphe (1), avoir acquis ce droit à un coût égal à la somme devenue ainsi payable moins la partie de cette somme qui était déductible lors du calcul de son revenu en vertu du paragraphe 65(1) ou 104(16).»

(6) Where a beneficiary under a unit trust has, after 1971, acquired a right to enforce payment of an amount by the unit trust out of its capital gains or income from property for its taxation year in which the right was acquired by him, notwithstanding subsection (1), he shall be deemed to have acquired the right at a cost to him equal to the amount that became so payable minus such portion of that amount as was deductible in computing his income by virtue of subsection 65(1) or 104(16)."

the right shall be deemed to be the amount that became so payable.”

acquiert le droit, le coût du droit, pour le bénéficiaire, est réputé égal à la somme devenue ainsi payable.»

(2) Subsection (1) is applicable with respect to rights acquired in a trust in the 1988 and subsequent taxation years of the trust.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux droits acquis dans une fiducie au cours des 5 années d'imposition 1988 et suivantes de la fiducie.

31. (1) All that portion of paragraph 53(1)(c) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

31. (1) Le passage de l'alinéa 53(1)c) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

“(c) where the property is a share of the capital stock of a corporation and the taxpayer has, after 1971, made a contribution of capital to the corporation otherwise than by way of a loan, by way of a disposition of shares of a foreign affiliate of the taxpayer to which subsection 85.1(3) or paragraph 95(2)(c) applies or, subject to subsection (1.1), a disposition of property in respect of which the taxpayer and the corporation have made an election under section 85, that proportion of such part of the amount of the contribution as cannot reasonably be regarded as a benefit conferred by the taxpayer on a person (other than the corporation) who was related to the taxpayer that”

«(c) lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation et que le contribuable a fait, après 1971, un apport en capital à la corporation — autrement que sous forme de prêt, que sous forme de disposition d'actions d'une corporation étrangère affiliée du contribuable à laquelle le paragraphe 85.1(3) ou l'alinéa 95(2)c) s'applique ou, sous réserve du paragraphe (1.1), que sous forme de disposition d'un bien à l'égard de laquelle le contribuable et la corporation ont fait un choix en vertu de l'article 85 —, la proportion de la partie de l'apport qui ne peut raisonnablement être considérée comme un avantage conféré par le contribuable à une personne — autre que la corporation — liée au contribuable, que»

(2) Subsection 53(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (d.1) thereof, the following paragraphs:

(2) Le paragraphe 53(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa d.1), de ce qui suit :

“(d.2) where the property is a unit in a mutual fund trust, any amount required by subsection 132.1(2) to be added in computing the adjusted cost base to the taxpayer of the unit;

«d.2) lorsque le bien est une unité dans une fiducie de fonds mutuels, tout montant à inclure, par application du paragraphe 132.1(2), dans le calcul du prix de base rajusté de l'unité pour le contribuable;

(d.3) where the property is a share of the capital stock of a corporation of which the taxpayer was, at any time, a specified shareholder, any expense incurred by the taxpayer in respect of land or a building of the corporation that was by reason of subsection 18(2) or (3.1) not deductible by the taxpayer in computing his income for any tax-

d.3) lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation dont le contribuable est, à une date donnée, un actionnaire désigné, toute dépense engagée par le contribuable au titre d'un fonds de terre ou d'un bâtiment de la corporation, qui, à cause du paragraphe 18(2) ou (3.1), n'était pas déductible

Clause 31: (1) The relevant portion of paragraph 53(1)(c) at present reads as follows:

“(c) where the property is a share of the capital stock of a corporation and the taxpayer has, after 1971, made a contribution of capital to the corporation otherwise than by way of a loan, by way of a disposition of shares of a foreign affiliate of the taxpayer to which subsection 85.1(3) or paragraph 95(2)(c) applies or, subject to subsection (1.1), a disposition of property in respect of which the taxpayer and the corporation have made an election under section 85, that proportion of such part of the amount of the contribution as cannot reasonably be regarded as a gift made to or for the benefit of any person (other than the corporation) who was related to the taxpayer that”

(2) New.

Article 31, (1). — Texte actuel du passage visé de l’alinéa 53(1)c) :

«c) lorsque le bien est une action du capital-actions d’une corporation et lorsque le contribuable a fait, après 1971, un apport en capital à la corporation, autrement que par un prêt, que par la disposition d’actions d’une corporation étrangère affiliée du contribuable à laquelle le paragraphe 85.1(3) ou l’alinéa 95(2)c) s’applique, ou, sous réserve du paragraphe (1.1), que par la disposition d’un bien à l’égard duquel le contribuable et la corporation ont fait un choix en vertu de l’article 85, la fraction de la partie du montant de l’apport qui ne peut raisonnablement être assimilée à un don fait à toute personne (autre que la corporation) liée au contribuable ou au profit de cette personne, que»

(2). — Nouveau.

tion year commencing before that time;”

(3) Clause 53(1)(e)(i)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(A) the fractions set out in subsection 14(5), paragraph 38(a) and subsection 41(1),”

(4) Subparagraph 53(1)(e)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) where the taxpayer has, after 1971, made a contribution of capital to the partnership otherwise than by way of loan, such part of the amount of the contribution as cannot reasonably be regarded as a benefit conferred on any other member of the partnership who was related to the taxpayer,”

(5) Paragraph 53(1)(e) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (ix) thereof, by adding the word “and” at the end of subparagraph (x) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

“(xi) of which the taxpayer’s share of any income or loss of the partnership was, at any time, 10% or more, any expense incurred by the taxpayer in respect of land or a building of the partnership that was by reason of subsection 18(2) or (3.1) not deductible by the taxpayer in computing his income for any taxation year commencing before that time;”

(6) Subparagraph 53(1)(h)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) interest on debt relating to the acquisition of land, or an amount payable by him for the land, or”

(7) All that portion of paragraph 53(1)(h) of the said Act following subparagraph (ii)

par le contribuable dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition commençant avant cette date;»

(3) La division 53(1)e)(i)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(A) de toute référence à une fraction au paragraphe 14(5), à l’alinéa 38a) et au paragraphe 41(1),»

(4) Le sous-alinéa 53(1)e)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) lorsque le contribuable a fait, après 1971, un apport de capital à cette société autrement que sous forme de prêt, la partie de l’apport qui ne peut raisonnablement être considérée comme un avantage conféré à un autre membre de la société qui était lié au contribuable,»

(5) L’alinéa 53(1)e) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (ix), par adjonction de ce mot à la fin du sous-alinéa (x) et par adjonction de ce qui suit :

«(xi) si la part du contribuable sur le revenu ou la perte de la société est d’au moins 10 % à une date donnée, toute dépense engagée par le contribuable au titre d’un fonds de terre ou d’un bâtiment de la société, qui, à cause du paragraphe 18(2) ou (3.1), n’était pas déductible par le contribuable dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition commençant avant cette date;»

(6) Le sous-alinéa 53(1)h)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) un intérêt sur une dette concernant l’acquisition d’un fonds de terre ou sur une somme qu’il doit payer pour le fonds de terre, ou»

(7) Le passage de l’alinéa 53(1)h) de la même loi qui suit le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Clause 53(1)(e)(i)(A) at present reads as follows:
“(A) the references in section 14, paragraph 38(a) and subsection 41(1) to “1/2,”

(3). — Texte actuel de la division 53(1)e(i)(A) :
«(A) des mots «la moitié du» figurant à l'article 14, à l'alinéa 38a) et au paragraphe 41(1),»

(4) This amendment would substitute the underlined words for “gift made to or for the benefit of”.

(4). — Remplacement de «en» par «de» et de «don fait» par «avantage conféré».

(5) New.

(5). — Nouveau.

(6) This amendment would substitute the underlined words for “borrowed money used to acquire the land”.

(6). — Remplacement de «l'argent emprunté et utilisé pour acquérir le» par les mots soulignés.

(7) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(7). — Remplacement de «vertu» par «application» et adjonction du passage marqué d'un trait vertical.

thereof is repealed and the following substituted therefor:

“to the extent that that amount was not deductible by reason of subsection 18(2) in computing his income from the land or from a business for any taxation year commencing before that time or, by reason of subsection 18(3), in computing the income of another taxpayer in respect of whom he was a person, corporation or partnership described in clause 18(3)(b)(ii)(A), (B) or (C), where that amount was not included in the cost to that other taxpayer of any property.”

«dans la mesure où cette somme n'était pas déductible, en application du paragraphe 18(2), dans le calcul du revenu qu'il a tiré du fonds de terre ou d'une entreprise pour toute année d'imposition commençant avant cette date ou, en application du paragraphe 18(3), dans le calcul du revenu d'un autre contribuable vis-à-vis duquel le contribuable était une personne, corporation ou société visées aux divisions 18(3)(b)(ii)(A), (B) ou (C), si cette somme n'était pas comprise dans le coût d'un bien pour l'autre contribuable;»

(8) Clause 53(2)(c)(i)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(A) the fractions set out in subsection 14(5) and paragraph 38(b),”

(8) La division 53(2)c(i)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(A) de toute référence à une fraction au paragraphe 14(5) et à l'alinéa 38b),»

(9) Subparagraph 53(2)(c)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) any amount deemed by subsection 110.1(4) or 118.1(8) to have been a gift made, or by subsection 127(4.2) to have been an amount contributed, by the taxpayer by reason of his membership in the partnership at the end of a fiscal period of the partnership ending before that time,”

(9) Le sous-alinéa 53(2)c(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) toute somme réputée être un don, selon le paragraphe 110.1(4) ou 118.1(8), ou une contribution, selon le paragraphe 127(4.2), fait par le contribuable du fait qu'il est associé de la société à la fin d'un exercice financier de la société se terminant avant cette date,»

(10) Paragraph 53(2)(c) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (viii) thereof, by adding the word “and” at the end of subparagraph (ix) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

“(x) any amount deductible by the taxpayer under subparagraph 20(1)(e)(vi) in respect of the partnership for a taxation year of the taxpayer ending at or after that time;”

(10) L'alinéa 53(2)c) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (viii), par adjonction de ce mot à la fin du sous-alinéa (ix) et par adjonction de ce qui suit :

«(x) une somme déductible par le contribuable en application du sous-alinéa 20(1)e)(vi) en rapport avec la société pour une année d'imposition du contribuable se terminant à cette date ou postérieurement;»

(11) All that portion of paragraph 53(2)(h) of the said Act preceding subpara-

(11) Le passage du paragraphe 53(2)h) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(8) Clause 53(2)(c)(i)(A) at present reads as follows:
“(A) the references in section 14 and paragraph 38(b) to “1/2”,”

(9) This amendment would substitute a reference to subsections 110.1(4) and 118.1(8) for the reference to subsection 110(5) and substitute “reason” for “virtue”.

(10) New.

(11) The relevant portion of paragraph 53(2)(h) at present reads as follows:

(8). — Texte actuel de la division 53(2)c(i)(A) :
«(A) des mots «la moitié du» figurant à l'article 14 et à l'alinéa 38b),»

(9). — Texte actuel du sous-alinéa 53(2)c(iii) :
«(iii) toute somme réputée, selon le paragraphe 110(5), avoir été un don ou selon le paragraphe 127(4.2) une contribution faite par le contribuable à titre de membre de la société à la fin d'un exercice financier de la société se terminant avant cette date.»

(10). — Nouveau.

(11). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 53(2)h) :

graph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(h) where the property is a capital interest of the taxpayer in a trust (other than an interest in a personal trust acquired by the taxpayer for no consideration or an interest of the taxpayer in a trust described in any of subparagraphs 108(1)(j)(ii) to (v)),

(i) any amount paid to the taxpayer by the trust after 1971 and before that time as a distribution or payment of capital by the trust (otherwise than as proceeds of disposition of the interest or part thereof), to the extent that such amount became payable before 1988,

(i.1) any amount that has become payable to the taxpayer by the trust after 1987 and before that time in respect of the interest (otherwise than as proceeds of disposition of the interest or part thereof), except to the extent of the portion thereof

(A) that was included in the taxpayer's income by reason of subsection 104(13) or from which an amount of tax was deducted under Part XIII by reason of paragraph 212(1)(c), or

(B) where the trust was resident in Canada throughout its taxation year in which the amount became payable

(I) that is equal to 1/3 of the amount designated by the trust under subsection 104(21) in respect of the taxpayer, or

(II) that was designated by the trust under subsection 104(20) in respect of the taxpayer,”

«h) lorsque le bien est une participation du contribuable au capital d'une fiducie — à l'exclusion d'une participation acquise par le contribuable à titre gratuit dans une fiducie personnelle ou d'une participation du contribuable dans une fiducie visée à l'un des sous-alinéas 108(1)(j)(ii) à (v) :

(i) toute somme payée au contribuable par la fiducie après 1971 et avant cette date lors d'une distribution ou d'un paiement de capital par la fiducie — exception faite du produit de disposition de la participation ou d'une partie de celle-ci — dans la mesure où cette somme est devenue payable avant 1988,

(i.1) toute somme devenue payable au contribuable par la fiducie après 1987 et avant cette date au titre de cette participation — exception faite du produit de disposition de la participation ou d'une partie de celle-ci — sauf dans la mesure où il s'agit de la partie de cette somme :

(A) qui a été incluse en application du paragraphe 104(13) dans le calcul du revenu du contribuable ou de laquelle un impôt a été déduit en vertu de la partie XIII par application de l'alinéa 212(1)c), ou

(B) si la fiducie réside au Canada tout au long de son année d'imposition au cours de laquelle la somme est devenue payable,

(I) qui est égale au tiers du montant attribué au contribuable par la fiducie en application du paragraphe 104(21), ou

(II) qui est attribuée au contribuable par la fiducie en application du paragraphe 104(20),»

(12) Clause 53(2)(k)(i)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(A) an amount described in paragraph 37(1)(d),”

(12) La division 53(2)(k)(i)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(A) une somme visée à l'alinéa 37(1)d),»

“(h) where the property is a capital interest in a trust that was purchased by the taxpayer or a unit of a unit trust,

(i) any amount paid to the taxpayer by the trust after 1971 and before that time as, on account or in lieu of payment of, or in satisfaction of a distribution or payment of capital, otherwise than as proceeds of disposition of the interest or unit, as the case may be, or of a part thereof,”

«h) lorsque le bien est une participation au capital d'une fiducie, qui a été achetée par le contribuable, ou une unité d'une fiducie d'investissement à participation unitaire,

(i) toute somme versée au contribuable par la fiducie après 1971 et avant cette date au titre ou en paiement intégral ou partiel d'une attribution ou d'un paiement de capital, autrement qu'à titre de produit de disposition de la participation ou de l'unité, selon le cas, ou d'une partie de celle-ci.»

(12) Clause 53(2)(k)(i)(A) at present reads as follows:

“(A) an amount authorized to be paid under an *Appropriation Act* and on terms and conditions approved by the Treasury Board in respect of scientific research and experimental development expenditures incurred for the purpose of advancing or sustaining the technological capability of Canadian manufacturing or other industry,”

(12). — Texte actuel de la division 53(2)k(i)(A) :

«(A) une somme dont le paiement est autorisé en vertu d'une *Loi portant affectation de crédits*, selon les modalités approuvées par le conseil du Trésor, au titre de dépenses engagées dans la recherche scientifique et le développement expérimental afin de relever ou de maintenir le niveau de compétence technologique de l'industrie manufacturière canadienne ou d'autres secteurs de l'industrie canadienne.»

(13) Subsections (1) and (4) are applicable with respect to contributions of capital occurring after June, 1988 in computing the adjusted cost base of property after June, 1988.

(14) Subsections (2), (3), (5), (7) and (8) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(15) Subsection (6) is applicable with respect to expenses incurred in the 1988 and subsequent taxation years.

(16) Subsection (9) applies with respect to gifts made and amounts contributed by partnerships in fiscal periods of partnerships ending after 1987.

(17) Subsection (10) is applicable after 1987.

(18) Subsection (11) is applicable with respect to amounts that become payable by trusts after 1987, except that

(a) with respect to amounts payable by trusts before 1990, the reference to "1/3" in subclause 53(2)(h)(i.1)(B)(I) of the said Act, as enacted by subsection (11), shall be read as a reference to "1/2"; and

(b) subparagraph 53(2)(h)(i.1) of the said Act, as enacted by subsection (11), shall not apply with respect to that portion of an amount that becomes payable in a taxation year of the trust ending before 1990 to a taxpayer by a trust (other than a unit trust) created before October 2, 1987, that may reasonably be considered to be out of an amount that has been deducted under subsection 20(16) of the said Act or regulations made under paragraph 20(1)(a) or subsection 65(1) of the said Act in computing the income of the trust for the year, where

(i) such portion is designated by the trust in respect of the taxpayer and not in respect of any other beneficiary under the trust and does not exceed the proportion of the aggregate of amounts that the trust so designates in respect of all beneficiaries for the year that

(A) the taxpayer's share of the income of the trust for the year computed without reference to this Act

(13) Les paragraphes (1) et (4) s'appliquent aux apports de capital effectués après juin 1988 aux fins du calcul du prix de base rajusté de biens après juin 1988.

(14) Les paragraphes (2), (3), (5), (7) et (8) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(15) Le paragraphe (6) s'applique aux dépenses engagées au cours des années d'imposition 1988 et suivantes.

(16) Le paragraphe (9) s'applique aux dons et contributions faits par les sociétés au cours des exercices financiers qui se terminent après 1987.

(17) Le paragraphe (10) s'applique après 1987.

(18) Le paragraphe (11) s'applique aux sommes devenues payables par une fiducie après 1987. Toutefois :

a) s'il s'agit de sommes payables par la fiducie avant 1990, les mots «au tiers» à la subdivision 53(2)(h)(i.1)(B)(I) de la même loi, édictée par le paragraphe (11), sont remplacés par les mots «à la moitié»;

b) le sous-alinéa 53(2)(h)(i.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (11), ne s'applique pas à la partie d'une somme devenue payable par une fiducie constituée avant le 2 octobre 1987 — qui n'est pas une fiducie d'investissement à participation unitaire — à un contribuable au cours d'une année d'imposition de la fiducie se terminant avant 1990, qu'il est raisonnable de considérer comme provenant d'un montant déduit dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année selon le paragraphe 20(16) de la même loi ou des règlements pris en application de l'alinéa 20(1)(a) ou du paragraphe 65(1) de la même loi, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) la fiducie attribue au contribuable et non à un autre bénéficiaire cette partie, qui ne peut dépasser le produit du total des montants qu'elle attribue ainsi à tous ses bénéficiaires pour l'année par le rapport entre, d'une part, la part du contribuable sur le revenu de la fiducie pour l'année calculé sans tenir compte

de la présente loi et à cette fin, la
règle de la présente loi s'applique
sans tenir compte de la présente loi.

(ii) aucune participation dans la fiduciaire
n'est émise avant le 31 de l'année et
après le 1^{er} octobre 1987, sauf si elle
est contractée avant le 31 de l'année
un prospectus est déposé à une date de
fin de l'investissement, à une date de

fin de l'investissement, à une date de
fin de l'investissement, à une date de
fin de l'investissement, à une date de
fin de l'investissement, à une date de
fin de l'investissement, à une date de
fin de l'investissement, à une date de

(iii) si le 31 de l'année d'investissement précède
la date de la date de la fiducie, l'année
de la fiducie est celle de l'année
1987, sauf si une convention écrite mentionne
autrement le 31 octobre 1987.

(19) La paragraph (11) s'applique aux
fiducies en vigueur avant 1987.

24.1. The following section
shall apply to the following section.

(1) The said section shall apply to the
following section.

(2) The said section shall apply to the
following section.

(3) The said section shall apply to the
following section.

(4) The said section shall apply to the
following section.

of
(3) the amount of the trust for the
year computed without reference to
the Act.

(4) no beneficial interest in the trust is
created before the end of the year and
after October 1, 1987 (other than bene-
fit to the terms of a prospectus pre-
sented to the public, registration statement,
offering memorandum or notice filed)

(5) before October 2, 1987 with a public
offering in Canada, where such docu-
ment was required by law to be filed
before trading in the securities can com-
mence, and

(6) there has not been a substantial
change in the individuals of the trust
before the end of the year and after
October 1, 1987 (other than as a conse-
quence of an agreement entered into in
writing before October 2, 1987).

(19) Subsection (1) is applicable with
respect to expenditures made after April
1988.

(20) The following section shall apply to the
following section.

(i) eligible capital property of a
trustee is not a part of a trust or
the beneficiaries for the purposes of the
Act, if it is not a part of the prop-
erty of an eligible capital company in
respect of a business.

(ii) the said section shall apply to the
following section.

(3) Subsection (1) is applicable after 1987.

(4) Subsection (2) applies to the 1988 and
subsequent taxation years.

(5) The said section shall apply to the
following section.

is of

(B) the income of the trust for the year computed without reference to this Act,

(ii) no beneficial interest in the trust is created before the end of the year and after October 1, 1987 (other than pursuant to the terms of a prospectus, preliminary prospectus, registration statement, offering memorandum or notice filed before October 2, 1987 with a public authority in Canada, where such document was required by law to be so filed before trading in the securities can commence), and

(iii) there has not been a substantial increase in the indebtedness of the trust before the end of the year and after October 1, 1987 (other than as a consequence of an agreement entered into in writing before October 2, 1987).

(19) Subsection (12) is applicable with respect to expenditures made after April, 1988.

32. (1) Paragraph 54(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“eligible capital property”
«bien en immobilisation admissible»

“(d) “eligible capital property” of a taxpayer means any property, a part of the consideration for the disposition of which would, if he disposed of the property, be an eligible capital amount in respect of a business;”

(2) Subparagraph 54(g)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) ordinarily inhabited in the year by the taxpayer, by the taxpayer’s spouse or former spouse or by a child of the taxpayer, or”

(3) Subsection (1) is applicable after June 17, 1987.

(4) Subsection (2) applies to the 1988 and subsequent taxation years.

33. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 54.1, the following section:

de la présente loi et, d’autre part, le revenu de la fiducie pour l’année calculé sans tenir compte de la présente loi,

(ii) aucune participation dans la fiducie n’est émise avant la fin de l’année et après le 1^{er} octobre 1987, sauf si elle l’est conformément à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une déclaration d’enregistrement, à une notice d’offre ou à un avis, dont la loi exige la production avant que les participations puissent être placées et qui sont produits avant le 2 octobre 1987 auprès d’un organisme public au Canada,

(iii) il n’y a pas d’augmentation importante de la dette de la fiducie avant la fin de l’année et après le 1^{er} octobre 1987, sauf si une telle augmentation résulte d’une convention écrite conclue avant le 2 octobre 1987.

(19) Le paragraphe (12) s’applique aux dépenses faites après avril 1988.

32. (1) L’alinéa 54d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) un bien en immobilisation admissible d’un contribuable s’entend d’un bien dont la disposition, s’il y avait disposition, aurait pour contrepartie partielle un montant en immobilisations admissibles au titre d’une entreprise;»

(2) Le sous-alinéa 54g)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) normalement habité dans l’année par le contribuable, par son conjoint ou ancien conjoint ou par un enfant du contribuable, ou»

(3) Le paragraphe (1) s’applique après le 17 juin 1987.

(4) Le paragraphe (2) s’applique aux années d’imposition 1988 et suivantes.

33. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l’article 54.1, de ce qui suit :

441. Dans le cas où une personne dispose de la totalité ou d'une partie de biens d'une nature déterminée, le montant de ces biens est admissible en tant qu'actif admissible en vertu de la section 109(1)(d) si, pendant l'année, le contribuable, son conjoint, son ancien conjoint ou un enfant du contribuable, a été à la charge de la personne qui dispose de ces biens.

(2) Le paragraphe (1) s'applique avec effet rétroactif à compter du 1987.

44. (1) Le paragraphe 34(1) s'applique avec effet rétroactif à compter du 1987.

(2) Le paragraphe 34(1) s'applique avec effet rétroactif à compter du 1987.

Clause 32: (1) Paragraph 54(d) at present reads as follows:

"(d) "eligible capital property" of a taxpayer means any property, 1/2 of any amount payable to the taxpayer as consideration for the disposition of which would, if he disposed of the property, be an eligible capital amount in respect of a business within the meaning given that expression in subsection 14(1);"

(2) Subparagraph 54(g)(i) at present reads as follows:

"(i) ordinarily inhabited in the year by the taxpayer, his spouse or former spouse, or a child of the taxpayer who, during the year, was dependent upon him for support and was a person described in subparagraph 109(1)(d)(i), (ii) or (iii), or"

Clause 33: (1) New.

441. Where a person has disposed of property that consisted of all or substantially all of the assets used in a business carried on by that person or a corporation for consideration that included shares of the corporation, the shares shall be deemed to be capital property of the person.

(2) Subsection (1) is applicable with respect to dispositions occurring after 1987.

44. (1) Subsection (1) of the said act is applicable with respect to dispositions occurring after 1987.

(2) Subsection (1) of the said act is applicable with respect to dispositions occurring after 1987.

Article 32, (1). — Texte actuel de l'alinéa 54d) :

«d) «biens en immobilisation admissibles» d'un contribuable signifie tous biens dont la disposition, s'il y avait disposition, se traduirait par le paiement au contribuable de toute somme dont la moitié constituerait le montant en immobilisations admissible à l'égard d'une entreprise, au sens donné à cette expression dans le paragraphe 14(1);»

(2). — Texte actuel du sous-alinéa 54g)(i) :

«(i) normalement habité dans l'année par le contribuable, par son conjoint ou ancien conjoint ou par un enfant du contribuable qui, pendant l'année, a été à la charge de celui-ci et était une personne visée au sous-alinéa 109(1)d)(i), (ii) ou (iii), ou»

Article 33, (1). — Nouveau.

Certain shares
deemed to be
capital property

“54.2 Where any person has disposed of property that consisted of all or substantially all of the assets used in an active business carried on by that person to a corporation for consideration that included shares of the corporation, the shares shall be deemed to be capital property of the person.”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to dispositions occurring after 1987.

34. (1) Subsection 55(1) of the said Act is repealed.

(2) Subparagraph 55(5)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) the amount, if any, by which
(A) the amount, if any, by which the aggregate of the capital gains of the corporation for the period exceeds the aggregate of the taxable capital gains of the corporation for the period

exceeds

(B) the amount, if any, by which the aggregate of the capital losses of the corporation for the period exceeds the aggregate of the allowable capital losses of the corporation for the period, and”

(3) Subparagraph 55(5)(b)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) the aggregate of all amounts each of which is an amount in respect of a business carried on by the corporation at any time in the period, equal to the amount, if any, by which the aggregate of

(A) where the period commenced before the corporation’s adjustment time (within the meaning assigned by subsection 14(5) and referred to in this subparagraph as the corporation’s “adjustment time”), the amount, if any, by which

(I) the aggregate of the amounts in respect of the business required to be included in the calculation of the corporation’s

“54.2 Dans le cas où une personne dispose de la totalité, ou presque, de l’actif qu’elle utilisait dans une entreprise qu’elle exploitait activement, en faveur d’une corporation, pour une contrepartie comprenant des actions de cette corporation, ces actions sont réputées être des biens en immobilisation de cette personne.»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux dispositions effectuées après 1987.

34. (1) Le paragraphe 55(1) de la même loi est abrogé.

(2) Le sous-alinéa 55(5)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) l’excédent éventuel
(A) de l’excédent éventuel du total des gains en capital de la corporation pour la période sur le total de ses gains en capital imposables pour la période,

sur

(B) l’excédent éventuel du total de ses pertes en capital pour la période sur le total de ses pertes en capital déductibles pour la période, et»

(3) Le sous-alinéa 55(5)b)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) du total des montants dont chacun représente un montant qui est, à l’égard d’une entreprise exploitée par la corporation au cours de la période, égal à l’excédent éventuel du total :

(A) si la période a commencé avant le moment du rajustement applicable à la corporation, au sens du paragraphe 14(5), de l’excédent éventuel

(I) du total des montants au titre de l’entreprise à inclure dans le calcul du montant cumulatif des immobilisations admissibles de la corporation en application du sous-alinéa 14(5)a)(iv) pour la

Actions
réputées biens
en immobilisa-
tion

Clause 34: (1) Subsection 55(1) reads as follows:

“55. (1) For the purposes of this subdivision, where the result of one or more sales, exchanges, declarations of trust, or other transactions of any kind whatever is that a taxpayer has disposed of property under circumstances such that he may reasonably be considered to have artificially or unduly

- (a) reduced the amount of his gain from the disposition,
- (b) created a loss from the disposition, or
- (c) increased the amount of his loss from the disposition,

the taxpayer's gain or loss, as the case may be, from the disposition of the property shall be computed as if such reduction, creation or increase, as the case may be, had not occurred.”

(2) Subparagraph 55(5)(b)(ii) at present reads as follows:

“(ii) 1/2 of the amount, if any, by which the aggregate of the capital gains of the corporation for the period exceeds the aggregate of its capital losses for the period, and”

(3) Subparagraph 55(5)(b)(iii) at present reads as follows:

“(iii) the aggregate of all amounts each of which is an amount in respect of a business carried on by the corporation at any time in the period, equal to the amount, if any, by which

(A) the aggregate of the eligible capital amounts (within the meaning assigned by subsection 14(1)) in respect of the business that became payable to the corporation in the period

exceeds the aggregate of

(B) the cumulative eligible capital of the corporation in respect of the business at the commencement of the period, and

(C) 1/2 of the aggregate of the eligible capital expenditures in respect of the business that were made or incurred by the corporation in the period;”

Article 34, (1). — Texte du paragraphe 55(1) :

«55. (1) Aux fins de la présente sous-section, lorsque les circonstances dans lesquelles ont été effectuées une ou plusieurs opérations de vente ou d'échange, ou autres transactions de quelque nature que ce soit, permettent de croire raisonnablement que le contribuable a disposé d'un bien de façon à artificiellement ou indûment

- a) réduire le montant de son gain résultant de la disposition,
- b) occasionner une perte résultant de la disposition, ou
- c) augmenter le montant de sa perte résultant de la disposition,

le gain ou la perte du contribuable, selon le cas, résultant de la disposition du bien, est calculée comme si une telle réduction, perte ou augmentation, selon le cas, ne s'était pas produite.»

(2). — Texte actuel du sous-alinéa 55(5)(b)(ii) :

«(ii) 1/2 de l'excédent éventuel du total des gains en capital de la corporation pour la période sur le total de ses pertes en capital pour la période, et»

(3). — Texte actuel du sous-alinéa 55(5)(b)(iii) :

«(iii) du total de tous les montants dont chacun représente un montant qui est, à l'égard d'une entreprise exploitée par la corporation à une date quelconque au cours de la période, égal à l'excédent éventuel

(A) du total des montants en immobilisations admissibles (au sens du paragraphe 14(1) à l'égard de l'entreprise qui sont devenus payables à la corporation au cours de la période

sur le total

(B) du montant cumulatif des immobilisations admissibles de la corporation à l'égard de l'entreprise au commencement de la période, et

(C) 1/2 du total des dépenses en immobilisations admissibles à l'égard de l'entreprise qui ont été faites ou engagées par la corporation au cours de la période;»

cumulative eligible capital by reason of subparagraph 14(5)(a)(iv) with respect to that portion of the period preceding its adjustment time 5

exceeds the aggregate of

(II) the cumulative eligible capital of the corporation in respect of the business at the commencement of the period, 10

(III) 1/2 of the aggregate of the eligible capital expenditures in respect of the business that were made or incurred by the corporation during that portion of the 15 period preceding its adjustment time, and

(IV) to the extent that the amount determined under subclause (I) exceeds the aggregate 20 of the amounts determined under subclauses (II) and (III), 1/2 of the aggregate of the eligible capital expenditures in respect of the business that were made or 25 incurred by the corporation during that portion of the period following its adjustment time,

(B) 1/3 of the aggregate of the amounts in respect of the business 30 required to be included in the calculation of the corporation's cumulative eligible capital by reason of subparagraph 14(5)(a)(iv) with respect to that 35 portion of the period following its adjustment time, and

(C) 1/3 of all amounts received in the period that were required to be included in the corporation's 40 income by reason of paragraph 12(1)(i.1)

exceeds the aggregate of

(D) where the period commenced after the corporation's adjustment 45 time, 1/3 of the cumulative eligible capital of the corporation in respect of the business at the commencement of the period,

(E) 1/4 of the aggregate of the 50 eligible capital expenditures in respect of the business made or

partie de la période qui précède le moment du rajustement applicable à la corporation

sur le total :

(II) du montant cumulatif des 5 immobilisations admissibles de la

corporation au titre de l'entreprise au début de la période,

(III) de la moitié du total des dépenses en immobilisations 10 admissibles au titre de l'entre-

prise faites ou engagées par la corporation au cours de la partie de la période qui précède le moment du rajustement applica- 15 ble à la corporation, et

(IV) dans la mesure où le total visé à la subdivision (I) dépasse le total des montants visés aux subdivisions (II) et (III), de la 20 moitié du total des dépenses en

immobilisations admissibles au titre de l'entreprise faites ou engagées par la corporation au cours de la partie de la période 25 qui suit le moment du rajustement applicable à la corporation,

(B) du tiers du total des montants au titre de l'entreprise à inclure dans le calcul du montant cumula- 30 tif des immobilisations admissibles de la corporation en application du sous-alinéa 14(5)a)(iv) pour la partie de la période qui suit le moment du rajustement applicable 35 à la corporation, et

(C) du tiers du total des montants reçus au cours de la période à inclure dans le calcul du revenu de la corporation en application de 40 l'alinéa 12(1)i.1)

sur le total des montants suivants :

(D) si la période a commencé après le moment du rajustement applica- 45 ble à la corporation, le tiers du montant cumulatif des immobilisations admissibles de la corporation au titre de l'entreprise au début de la période,

(E) le quart du total des dépenses 50 en immobilisations admissibles au titre de l'entreprise qui ont été

incurred by the corporation with respect to that portion of the period after its adjustment time and a portion of which were not included in subclause (A)(IV),

(F) where the period commenced before the corporation's adjustment time, 1/2 of the amount, if any, by which the aggregate of the amounts determined in respect of the corporation under subclauses (A)(II) and (III) exceeds the amount determined in respect of the corporation under subclause (A)(I), and

(G) 1/3 of all amounts deducted by the corporation under subsection 20(4.2) in respect of debts established by it to have become bad debts during the period;"

faites ou engagées par la corporation au cours de la partie de la période qui suit le moment du rajustement applicable à la corporation et dont une partie n'est pas incluse en application de la subdivision (A)(IV),

(F) si la période a commencé avant le moment du rajustement applicable à la corporation, la moitié de l'excédent éventuel du total des montants visés aux subdivisions (A)(II) et (III) sur le montant visé à la subdivision (A)(I),

(G) le tiers du total des montants déduits par la corporation en application du paragraphe 20(4.2) sur des créances établies par celle-ci comme étant devenues des mauvaises créances au cours de la période;»

(4) Subsection (1) is applicable with respect to transactions entered into on or after the day on which this Act is assented to other than

(a) transactions that are part of a series of transactions, determined without reference to subsection 248(10) of the said Act, commencing before the day on which this Act is assented to and completed before 1989; or

(b) any one or more transactions, one of which was entered into before April 13, 1988, that were entered into by a taxpayer in the course of an arrangement and in respect of which the taxpayer received from the Department of National Revenue, before April 13, 1988, a confirmation or opinion in writing with respect to the tax consequences thereof.

(5) Subsection (2) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(6) Subsection (3) is applicable after June 17, 1987 except that, with respect to amounts included in the calculation of a corporation's income by reason of paragraph 12(1)(i.1) or subsection 20(4.2) of the said Act, as enacted by subsections 4(2) and 13(11), respectively, of this Act, relating to an amount owing in respect of a disposition

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux opérations conclues à la date de sanction de la présente loi ou après cette date, à l'exclusion :

a) de celles qui font partie d'une série d'opérations — abstraction faite du paragraphe 248(10) de la même loi — commençant avant cette date et terminée avant 1989;

b) d'une ou plusieurs opérations — dont au moins une a été conclue avant le 13 avril 1988 — conclues par un contribuable dans le cadre d'un mécanisme et au titre desquelles il a reçu, par écrit, du ministère du Revenu national avant le 13 avril 1988 une confirmation ou un avis concernant ses attributs fiscaux à cet égard.

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(6) Le paragraphe (3) s'applique après le 17 juin 1987. Toutefois, les mots «tiers du» sont supprimés aux divisions 55(5)b)(iii)(C) et (G) de la même loi, édictées par le paragraphe (3), pour ce qui est d'un montant inclus dans le calcul du revenu d'une corporation en application de l'alinéa 12(1)i.1) ou du paragraphe 20(4.2) de la même loi, édic-

10. The first part of the article...

11. The second part of the article...

12. The third part of the article...

13. The fourth part of the article...

14. The fifth part of the article...

15. The sixth part of the article...

16. The seventh part of the article...

17. The eighth part of the article...

18. The ninth part of the article...

19. The tenth part of the article...

20. The eleventh part of the article...

21. The twelfth part of the article...

22. The thirteenth part of the article...

23. The fourteenth part of the article...

24. The fifteenth part of the article...

25. The sixteenth part of the article...

26. The seventeenth part of the article...

27. The eighteenth part of the article...

28. The nineteenth part of the article...

29. The twentieth part of the article...

30. The twenty-first part of the article...

31. The twenty-second part of the article...

32. The twenty-third part of the article...

33. The twenty-fourth part of the article...

34. The twenty-fifth part of the article...

35. The twenty-sixth part of the article...

36. The twenty-seventh part of the article...

37. The twenty-eighth part of the article...

38. The twenty-ninth part of the article...

39. The thirtieth part of the article...

40. The thirty-first part of the article...

41. The thirty-second part of the article...

42. The thirty-third part of the article...

43. The thirty-fourth part of the article...

44. The thirty-fifth part of the article...

45. The thirty-sixth part of the article...

46. The thirty-seventh part of the article...

47. The thirty-eighth part of the article...

48. The thirty-ninth part of the article...

49. The fortieth part of the article...

50. The forty-first part of the article...

51. The forty-second part of the article...

52. The forty-third part of the article...

53. The forty-fourth part of the article...

54. The forty-fifth part of the article...

55. The forty-sixth part of the article...

56. The forty-seventh part of the article...

57. The forty-eighth part of the article...

58. The forty-ninth part of the article...

59. The fiftieth part of the article...

60. The fifty-first part of the article...

61. The fifty-second part of the article...

62. The fifty-third part of the article...

63. The fifty-fourth part of the article...

64. The fifty-fifth part of the article...

65. The fifty-sixth part of the article...

66. The fifty-seventh part of the article...

67. The fifty-eighth part of the article...

68. The fifty-ninth part of the article...

69. The sixtieth part of the article...

70. The sixty-first part of the article...

71. The sixty-second part of the article...

72. The sixty-third part of the article...

73. The sixty-fourth part of the article...

74. The sixty-fifth part of the article...

75. The sixty-sixth part of the article...

76. The sixty-seventh part of the article...

77. The sixty-eighth part of the article...

78. The sixty-ninth part of the article...

79. The seventieth part of the article...

80. The seventy-first part of the article...

81. The seventy-second part of the article...

82. The seventy-third part of the article...

83. The seventy-fourth part of the article...

84. The seventy-fifth part of the article...

85. The seventy-sixth part of the article...

86. The seventy-seventh part of the article...

87. The seventy-eighth part of the article...

88. The seventy-ninth part of the article...

89. The eightieth part of the article...

of property occurring in a taxation year of the corporation commencing before July, 1988, clauses 55(5)(b)(iii)(C) and (G) of the said Act, as enacted by subsection (3), shall be read without reference to the expression "1/3 of".

35. (1) Paragraph 56(1)(c.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Idem
 "(c.1) any amount received by the taxpayer in the year, pursuant to an order made by a competent tribunal in accordance with the laws of a province, as an allowance payable on a periodic basis for the maintenance of the taxpayer, the children of the taxpayer or both the taxpayer and the children of the taxpayer if

- (i) the order was made
 (A) after February 10, 1988, or
 (B) before February 11, 1988 and the taxpayer and the person required to pay the amount jointly elected in writing before the end of the year to have this paragraph and paragraph 60(c.1) apply with respect to all such amounts, 20
 (ii) at the time the amount was received and throughout the remainder of the year, the taxpayer was living apart from the individual required to pay the amount, and 25
 (iii) the individual required to pay the amount is an individual of the opposite sex who 35
 (A) before the date of the order cohabited with the taxpayer in a conjugal relationship, or
 (B) is the natural parent of a child of the taxpayer;" 40

(2) Paragraph 56(1)(u) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Social assistance payments
 "(u) a social assistance payment made in the year 45
 (i) on the basis of a means, needs or income test, and
 (ii) in respect of the taxpayer or of a person who, at the time of the pay-

tés respectivement par les paragraphes 4(2) et 13(11), en rapport avec un montant dû au titre d'une disposition de biens effectuée au cours d'une année d'imposition de la corporation commençant avant juillet 1988. 5

35. (1) L'alinéa 56(1)c.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem
 «c.1) tout montant que le contribuable a reçu au cours de l'année en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent en conformité avec la législation d'une province, à titre d'allocation payable périodiquement pour subvenir aux besoins du contribuable, d'enfants de celui-ci ou à la fois du contribuable et d'enfants de celui-ci, si :

- (i) l'ordonnance a été rendue
 (A) soit après le 10 février 1988,
 (B) soit avant le 11 février 1988, si le contribuable et la personne tenue de payer le montant ont fait un choix conjoint par écrit avant la fin de l'année pour que le présent alinéa et l'alinéa 60c.1) s'appliquent au montant, 25
 (ii) à la date où le contribuable a reçu le montant et jusqu'à la fin de l'année, le contribuable vivait séparé du particulier tenu de payer le montant, et
 (iii) le particulier tenu de verser le 30
 montant est une personne de sexe opposé
 (A) qui, avant la date de l'ordonnance, vivait avec le contribuable dans une situation assimilable à une 35
 union conjugale, ou
 (B) qui est le père naturel ou la mère naturelle d'un enfant du contribuable;»

(2) L'alinéa 56(1)u) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«u) la prestation d'assistance sociale payée au cours de l'année, après examen des ressources, des besoins ou du revenu, à l'égard du contribuable ou d'une personne qui, au moment du paiement, est liée au contribuable ou est une personne 45

Prestation d'assistance sociale

Clause 35: (1) Paragraph 56(1)(c.1) at present reads as follows:

"(c.1) any amount received by the taxpayer in the year, pursuant to an order made in accordance with the laws of a province by a competent tribunal, as an allowance payable on a periodic basis for the maintenance of the taxpayer, children of the taxpayer, or both the taxpayer and children of the taxpayer if, at the time the payment was received and throughout the remainder of the year, the taxpayer was living apart from the person required to make the payment and was an individual within a prescribed class of persons described in the laws of the province;"

(2) Paragraph 56(1)(u) at present reads as follows:

"(u) a social assistance payment made on the basis of a means, needs or income test received in the year by

- (i) the taxpayer, other than a married taxpayer who resided with his spouse at the time the payment was received and whose income for the year is less than his spouse's income, or
- (ii) the spouse of the taxpayer with whom he resided at the time the payment was received if the spouse's income for the year is less than the taxpayer's income for the year;"

Article 35, (1). — Texte actuel de l'alinéa 56(1)c.1) :

«c.1) toute somme reçue dans l'année par le contribuable, en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent en conformité avec la loi d'une province, à titre d'allocation payable périodiquement pour subvenir aux besoins du contribuable, des enfants du contribuable, ou à la fois du contribuable et des enfants du contribuable, si, à la date où le paiement a été reçu et jusqu'à la fin de l'année, le contribuable vivait séparé de la personne tenue de faire le paiement et était un particulier appartenant à une catégorie de personnes prévue dans la loi de cette province;»

(2). — Texte actuel de l'alinéa 56(1)u) :

«u) un paiement d'assistance sociale effectué après examen des ressources, des besoins ou du revenu et reçu dans l'année par

- (i) le contribuable, à l'exclusion d'un contribuable marié qui résidait avec son conjoint au moment où le paiement a été reçu et dont le revenu pour l'année est inférieur à celui de son conjoint, ou
- (ii) le conjoint du contribuable avec lequel il résidait à la date où le paiement a été reçu si le revenu du conjoint pour l'année est inférieur à celui du contribuable pour l'année;»

ment, is related to the taxpayer or is a person in respect of whom any individual was entitled to receive a family allowance payment under the *Family Allowances Act, 1973*

and received by

(iii) the taxpayer, other than a married taxpayer who resides with his spouse at the time of the payment and whose income for the year is less than his spouse's income for the year, or

(iv) the spouse of the taxpayer with whom the taxpayer resides at the time of the payment if the spouse's income for the year is less than the taxpayer's income for the year;"

(3) Subsection 56(3) of the said Act is repealed.

(4) Section 56 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

"(4.1) Where an individual has loaned property, directly or indirectly by means of a trust or by any means whatever, to another individual with whom he was not dealing at arm's length and it may reasonably be considered that one of the main reasons for the loan was to reduce or avoid tax by causing income from the property or property substituted therefor to be included in the income of the other individual, any income for a taxation year from the property or from property substituted therefor that relates to the period or periods of the year throughout which the individual was resident in Canada and was not dealing at arm's length with the other individual, shall be deemed to be income of the individual and not of the other individual except to the extent that section 74.1 is otherwise applicable.

(4.2) Notwithstanding any other provision of this Act, subsection (4.1) does not apply to any income derived in a particular taxation year from loaned property or from property substituted therefor if

au titre de laquelle un particulier a le droit de recevoir une allocation familiale en application de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales* et reçue

(i) soit par le contribuable, à l'exclusion d'un contribuable marié qui habite avec son conjoint au moment du paiement et dont le revenu pour l'année est inférieur à celui de son conjoint pour l'année,

(ii) soit par le conjoint du contribuable avec qui il habite au moment du paiement, si le revenu du conjoint pour l'année est inférieur à celui du contribuable pour l'année;"

(3) Le paragraphe 56(3) de la même loi est abrogé.

(4) L'article 56 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

«(4.1) En cas de prêt d'un bien par un particulier, directement ou indirectement, par le biais d'une fiducie ou par tout autre moyen, à un autre particulier avec lequel le particulier a un lien de dépendance, et s'il est raisonnable de considérer qu'un des principaux motifs du prêt consiste à réduire ou à éviter l'impôt en faisant en sorte que le revenu provenant du bien ou d'un bien y substitué soit inclus dans le revenu de l'autre particulier, le revenu de cet autre particulier pour une année d'imposition provenant du bien ou d'un bien y substitué, qui se rapporte à la période ou aux périodes de l'année tout au long desquelles le particulier réside au Canada et a un lien de dépendance avec l'autre particulier, est considéré comme un revenu du particulier et non de l'autre particulier, sauf dans la mesure où l'article 74.1 s'applique par ailleurs.

(4.2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le paragraphe (4.1) ne s'applique pas au revenu provenant pour une année d'imposition d'un bien prêté ou d'un bien y substitué si :

a) le prêt porte intérêt à un taux égal ou supérieur au moins élevé :

Interest free or low interest loans

Loans for value

Prêt sans intérêt ou à intérêt faible

Prêt contre valeur

(3) Subsection 56(3) reads as follows:

"(3) For the purposes of this Part, a payment or transfer in a taxation year of property made to the taxpayer or some other person for the benefit of the taxpayer and other persons jointly or a profit made by the taxpayer and other persons jointly in a taxation year shall be deemed to have been received by the taxpayer in the year to the extent of his interest therein notwithstanding that there was no distribution or division thereof in that year."

(4) New.

(3). — Texte du paragraphe 56(3) :

«(3) Aux fins de la présente Partie, tout paiement ou transfert de biens fait, au cours d'une année d'imposition, au contribuable ou à toute autre personne au profit du contribuable et d'autres personnes ou tout bénéfice réalisé conjointement, au cours d'une année d'imposition, par le contribuable et d'autres personnes, est réputé avoir été reçu au cours de l'année par le contribuable jusqu'à concurrence de ce qui lui revient, bien qu'il n'y ait eu ni distribution ni partage de ses biens au cours de cette année.»

(4). — Nouveau.

(a) interest was charged on the loan at a rate equal to or greater than the lesser of

(i) the rate prescribed for the purposes of subsection 161(1) that was in effect at the time the loan was made, and

(ii) the rate that would, having regard to all circumstances, have been agreed on, at the time the loan was made, between parties dealing with each other at arm's length;

(b) the amount of interest that was payable in respect of the particular year in respect of the loan was paid not later than 30 days after the end of the particular year; and

(c) the amount of interest that was payable in respect of each taxation year preceding the particular year in respect of the loan was paid not later than 30 days after the end of each such taxation year.

(4.3) For the purposes of subsection (4.1), where at any time an individual has loaned property (in this subsection referred to as the "loaned property") either directly or indirectly, by means of a trust or by any other means whatever, to a person, and the loaned property or property substituted therefor is used

(a) to repay, in whole or in part, borrowed money with which other property was acquired, or

(b) to reduce an amount payable for other property,

there shall be included in computing the income from the loaned property, or from property substituted therefor, that is so used, that proportion of the income or loss, as the case may be, derived after that time from the other property or from property substituted therefor that the fair market value at that time of the loaned property, or property substituted therefor, that is used is of the cost to that person of the other property at the time of its acquisition, but for greater certainty nothing in this subsection shall affect the application of subsection (4.1) to any income or loss

(i) du taux prescrit, en application du paragraphe 161(1), qui est en vigueur au moment où le prêt est consenti,

(ii) du taux dont des parties n'ayant aucun lien de dépendance entre elles seraient convenues au moment où le prêt est consenti, compte tenu de toutes les circonstances;

b) les intérêts payables sur le prêt pour l'année sont payés au plus tard 30 jours après la fin de l'année; et

c) les intérêts payables sur le prêt pour chaque année d'imposition antérieure à l'année sont payés au plus tard 30 jours après la fin de cette année antérieure.

(4.3) Pour l'application du paragraphe (4.1), en cas de prêt d'un bien par un particulier, à une date quelconque, directement ou indirectement, par le biais d'une fiducie ou par tout autre moyen, à une personne, si le bien prêté ou un bien y substitué est utilisé :

a) soit pour rembourser tout ou partie de l'argent emprunté et utilisé pour acquérir un autre bien,

b) soit pour réduire un montant payable pour un autre bien,

est inclus dans le calcul du revenu provenant du bien prêté, ou du bien y substitué, ainsi utilisé, le produit obtenu en multipliant le revenu ou la perte, selon le cas, provenant après cette date de l'autre bien ou d'un bien y substitué, par le rapport entre la juste valeur marchande à cette date du bien prêté ou du bien y substitué, ainsi utilisé et le coût de l'autre bien pour cette personne à la date de son acquisition. Il est entendu toutefois que rien au présent paragraphe ne modifie l'application du paragraphe (4.1) à un revenu ou à une perte provenant de l'autre bien ou d'un bien y substitué.»

Repayment of existing indebtedness

Remboursement d'une dette

derived from the other property or from property substituted therefor.”

(5) Subsections 56(5) to (8) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Family allowances

“(5) An individual who is deemed by subsection (6) or (7) to have supported in a particular month of a taxation year a person in respect of whom

(a) a family allowance under the 10 *Family Allowances Act, 1973*, or

(b) an allowance under a law of a province that provides for payment of an allowance similar to the family allowance provided under the *Family Allowances Act, 1973*

is paid for the particular month shall include in computing his income for the year an amount equal to the aggregate of all amounts each of which is the amount of 20 such an allowance received by him or his spouse for a month of the year in which he is deemed to have supported the person.

Deemed support

(6) For the purposes of subsection (5), an individual shall be deemed to have supported a person in a particular month of a taxation year if

(a) the person is a child of, or is dependent for support in the particular month on, the individual or the individual's spouse; and 30

(b) where the individual is married at the end of the particular month,

(i) the individual's income for the year (computed without reference to 35 subsection (5) and section 63) exceeds that of the individual's spouse; and

(ii) the individual's spouse was not, by reason of a breakdown of the marriage, living separate and apart from 40 the individual at the end of the particular month and for a period of at least 90 days commencing in the year.

Idem

(7) For the purposes of subsection (5), where an allowance referred to in that 45 subsection is paid in respect of a person for a particular month of a taxation year and

(5) Les paragraphes 56(5) à (8) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 5 qui suit :

«(5) Tout particulier qui est réputé par le paragraphe (6) ou (7) subvenir, au 5 cours d'un mois donné d'une année d'imposition, aux besoins d'une personne pour laquelle une allocation familiale en vertu de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales* ou une allocation en vertu d'un texte 10 législatif provincial qui prévoit le versement d'une allocation semblable est versée pour le mois donné doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année une 15 somme égale au total des allocations ainsi reçues par le particulier et par son conjoint pour un mois de l'année au cours duquel le particulier est réputé subvenir aux besoins de la personne.

Allocations familiales

(6) Pour l'application du paragraphe 20 (5), le particulier est réputé subvenir aux besoins d'une personne au cours d'un mois donné d'une année d'imposition si les conditions suivantes sont réunies :

a) cette personne est un enfant du parti- 25 culier ou du conjoint du particulier ou quelqu'un aux besoins duquel le particulier ou le conjoint du particulier subvient au cours du mois donné;

b) si le particulier est marié à la fin du 30 mois donné;

(i) d'une part, son revenu pour l'année — calculé sans tenir compte du paragraphe (5) et de l'article 63 — est supérieur à celui de son conjoint, 35

(ii) d'autre part, le particulier et son conjoint ne vivaient pas séparés, pour cause d'échec du mariage, à la fin du mois donné et pendant une période d'au moins 90 jours commençant au 40 cours de l'année.

Idem

(7) Pour l'application du paragraphe 45 (5), dans le cas où une allocation visée à ce paragraphe est versée au titre d'une personne pour un mois donné d'une année 45

(5) Subsections 56(5) to (8) at present read as follows:

“(5) Subject to subsection (6), a taxpayer who is deemed by subsection (7) to have supported a child in a taxation year, in respect of whom

- (a) a family allowance under the *Family Allowances Act, 1973*, or
- (b) an allowance under a law of a province that provides for payment of an allowance similar to the family allowance provided under the *Family Allowances Act, 1973*

has been paid in a taxation year, shall include in computing his income for the taxation year an amount equal to the said allowance.

(6) Where, in respect of a particular child, an allowance, similar to the family allowance provided under the *Family Allowances Act, 1973*, is provided under the law of a province and the law of that province

- (a) imposes a tax upon the income of individuals, and
- (b) would not, if that child had no income, permit, in computing taxable income, a deduction for that child,

a taxpayer is not required, in computing his income for the year, to include any amount in respect of the allowance.

(7) For the purposes of subsection (5),

(a) a taxpayer who, in computing his taxable income for a taxation year, deducts an amount under section 109 in respect of a child in respect of whom an allowance described in subsection (5) has been paid in the taxation year, or

(b) if paragraph (a) does not apply, a taxpayer to whom an allowance described in subsection (5) has been paid in a taxation year in respect of a child,

shall be deemed to have supported the child in the taxation year.

(8) Notwithstanding subsection (5), where more than one taxpayer has, in computing his taxable income for a taxation year, made a deduction under section 109 in respect of a child in respect of whom an allowance described in subsection (5) has been paid in the taxation year, each such taxpayer shall include in computing his income for the taxation year that portion of the amount that, but for this subsection, he would be required by subsection (5) to include in computing his income in the taxation year in respect of that child that

(a) the amount of the deduction made by him under section 109 in respect of that child,

is of

(b) the aggregate of the deductions made by each of the said taxpayers under section 109 in respect of that child.”

(5). — Texte actuel des paragraphes 56(5) à (8) :

«(5) Sous réserve du paragraphe (6), un contribuable qui est réputé par le paragraphe (7) avoir, au cours de l'année d'imposition, subvenu aux besoins d'un enfant à l'égard duquel

a) une allocation familiale en vertu de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales*, ou

b) une allocation en vertu d'un texte législatif d'une province qui prévoit le versement d'une allocation semblable à l'allocation familiale prévue par la *Loi de 1973 sur les allocations familiales*,

a été payée au cours de l'année d'imposition, doit inclure dans son revenu lors du calcul de celui-ci pour l'année d'imposition, une somme égale à cette allocation.

(6) Lorsqu'une allocation semblable à l'allocation familiale prévue en vertu de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales* est prévue en vertu du droit d'une province à l'égard d'un enfant et que le droit de cette province

a) prescrit un impôt sur le revenu des particuliers, et

b) n'autoriserait pas, dans le calcul du revenu imposable de déduction pour cet enfant si celui-ci n'avait pas de revenu,

un contribuable n'a pas à inclure cette allocation dans son revenu lors du calcul de celui-ci pour l'année.

(7) Aux fins du paragraphe (5),

a) un contribuable qui, lors du calcul de son revenu imposable pour l'année d'imposition, déduit une somme visée à l'article 109 à l'égard d'un enfant pour lequel une allocation visée au paragraphe (5) a été payée au cours de cette année d'imposition, ou,

b) si l'alinéa a) ne s'applique pas, un contribuable auquel une allocation visée au paragraphe (5) a été payée, au cours d'une année d'imposition, à l'égard d'un enfant,

doit être réputé avoir subvenu aux besoins de l'enfant au cours de l'année d'imposition.

(8) Nonobstant le paragraphe (5), lorsque plus d'un contribuable ont, lors du calcul de leur revenu imposable pour une année d'imposition, effectué une déduction en vertu de l'article 109 à l'égard d'un enfant pour lequel une allocation visée au paragraphe (5) a été payée au cours de l'année d'imposition, chacun de ces contribuables doit inclure dans son revenu, lors du calcul de celui-ci pour l'année d'imposition, la partie de la somme que, n'eût été le présent paragraphe, il aurait été tenu en vertu du paragraphe (5), d'inclure dans son revenu pour l'année d'imposition, lors du calcul de celui-ci, à l'égard de cet enfant et qui est représentée par le rapport existant entre

a) le montant de la déduction qu'il a effectuée en vertu de l'article 109 à l'égard de cet enfant,

et

b) le montant global des déductions qu'a effectuées chacun desdits contribuables en vertu de l'article 109 à l'égard de cet enfant.»

no amount in respect of the allowance would, but for this subsection, be included in computing the income for the year of any individual, the individual to whom the allowance is paid shall be deemed to have supported the person in the particular month.”

d'imposition et où aucun montant au titre de l'allocation ne serait, sans le présent paragraphe, inclus dans le calcul du revenu d'un particulier pour l'année, le particulier à qui cette allocation a été versée est réputé subvenir aux besoins de la personne au cours du mois donné.»

(6) Section 56 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (11) thereof, the following subsection:

(6) L'article 56 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Definition of "allowance"

“(12) Subject to subsections 56.1(2) and 60.1(2), for the purposes of paragraphs (1)(b), (c) and (c.1) (hereinafter in this subsection referred to as the “former paragraphs”) and 60(b), (c) and (c.1) (hereinafter in this subsection referred to as the “latter paragraphs”), “allowance” does not include any amount that is received by a person, referred to in the former paragraphs as “the taxpayer” and in the latter paragraphs as “the recipient”, unless that person has discretion as to the use of the amount.”

«(12) Sous réserve des paragraphes 56.1(2) et 60.1(2) et pour l'application des alinéas (1)b), c) et c.1) et 60b), c) et c.1), un montant reçu par une personne — appelée «contribuable» aux alinéas (1)b), c) et c.1) et «bénéficiaire» aux alinéas 60b), c) et c.1) — ne constitue une allocation que si cette personne peut l'utiliser à sa discrétion.»

(7) Subsection (1) is applicable (a) with respect to orders made under the laws of Ontario, to the 1986 and subsequent taxation years, and (b) in any other case, to the 1988 and subsequent taxation years,

(7) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes en ce qui concerne les ordonnances rendues en conformité avec la législation de l'Ontario et aux années d'imposition 1988 et suivantes dans les autres cas. Toutefois, pour l'application du sous-alinéa 56(1)c.1)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux montants reçus en vertu d'ordonnances rendues après le 11 décembre 1979 en conformité avec la législation de l'Ontario, les dates du 10 février 1988 et du 11 février 1988 sont remplacées respectivement par les dates du 11 décembre 1979 et du 12 décembre 1979.

except that with respect to amounts received pursuant to orders made after December 11, 1979 under the laws of Ontario, in applying subparagraph 56(1)(c.1)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), the references therein to “February 10, 1988” and “February 11, 1988” shall be read as references to “December 11, 1979” and “December 12, 1979”, respectively.

(8) Subsection (2) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

(8) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes.

(9) Subsection (3) is applicable with respect to transactions entered into on or after the day on which this Act is assented to other than

(9) Le paragraphe (3) s'applique aux opérations conclues à la date de sanction de la présente loi ou après cette date, à l'exclusion :

(a) transactions that are part of a series of transactions, determined without reference to subsection 248(10) of the said Act,

a) de celles qui font partie d'une série d'opérations — abstraction faite du paragraphe 248(10) de la même loi — com-

commencing before the day on which this Act is assented to and completed before 1989; or

(b) any one or more transactions, one of which was entered into before April 13, 1988, that were entered into by a taxpayer in the course of an arrangement and in respect of which the taxpayer received from the Department of National Revenue, before April 13, 1988, a confirmation or opinion in writing with respect to the tax consequences thereof.

(10) Subsection (4) is applicable with respect to loans that are outstanding after 1988, except that, in the case of a loan outstanding on January 1, 1989, subsection 56(4.1) of the said Act, as enacted by subsection (4), does not apply to income relating to any period ending before 1989.

(11) Subsection (5) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(12) Subsection (6) is applicable, with respect to decrees, orders, judgments and written agreements made or entered into before March 28, 1986 or after 1987, to the 1986 and subsequent taxation years, except that, for the 1986 and 1987 taxation years, subsection 56(12) of the said Act, as enacted by subsection (6), shall be read as follows:

“(12) Subject to subsections 56.1(2) and 60.1(2), for the purposes of paragraphs (1)(b), (c) and (c.1), “allowance” does not include any amount that is received by a person referred to in those paragraphs as “the taxpayer” unless that person has discretion as to the use of the amount.”

36. (1) Subsection 56.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“56.1 (1) Where, after May 6, 1974, a decree, order, judgment or written agreement described in paragraph 56(1)(b), (c) or (c.1), or any variation thereof, has been made providing for the periodic payment of an amount

(a) to a taxpayer by a person who is

mençant avant cette date et terminée avant 1989;

b) d'une ou plusieurs opérations — dont au moins une a été conclue avant le 13 avril 1988 — conclues par un contribuable dans le cadre d'un mécanisme et au titre desquelles il a reçu, par écrit, du ministère du Revenu national avant le 13 avril 1988 une confirmation ou un avis concernant ses attributs fiscaux à cet égard.

(10) Le paragraphe (4) s'applique aux prêts non remboursés après 1988. Toutefois, s'il s'agit d'un prêt non remboursé le 1^{er} janvier 1989, le paragraphe 56(4.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), ne s'applique pas au revenu qui se rapporte à une période se terminant avant 1989.

(11) Le paragraphe (5) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(12) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes en ce qui concerne les arrêts, ordonnances et jugements rendus, et les accords écrits conclus, avant le 28 mars 1986 ou après 1987. Toutefois, pour les années d'imposition 1986 et 1987, le paragraphe 56(12) de la même loi, édicté par le paragraphe (6), est remplacé par ce qui suit :

«(12) Sous réserve des paragraphes 56.1(2) et 60.1(2) et pour l'application des alinéas (1)b), c) et c.1), un montant reçu par un contribuable visé à ces alinéas ne constitue une allocation que s'il peut l'utiliser à sa discrétion.»

36. (1) Le paragraphe 56.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“56.1 (1) Dans le cas où il intervient, après le 6 mai 1974, un arrêt, une ordonnance, un jugement ou un accord écrit visé à l'alinéa 56(1)b), c) ou c.1), ou une modification s'y rapportant, qui prévoit le paiement périodique d'un montant

a) soit à un contribuable par une personne qui est, selon le cas :

(1) le paiement d'un montant en vertu d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un accord écrit visé à l'alinéa 56(1)b), c) ou c.1), ou une modification s'y rattachant, prévoyant le versement périodique d'une certaine somme à un contribuable par une personne qui est son conjoint ou son ancien conjoint ou, si le montant a été payé en vertu d'une ordonnance établie conformément aux lois d'une province, un particulier appartenant à une catégorie prescrite de personnes prévue dans la loi de cette province ou au profit du contribuable ou d'enfants confiés à la garde du contribuable, cette somme ou toute partie de celle-ci est, lorsque payée, réputée, pour l'application des alinéas 56(1)b), c) et c.1), avoir été payée au contribuable et reçue par lui s'il vivait séparé de cette personne à la date du versement de cette somme et jusqu'à la fin de l'année où le versement a été effectué.

(1) the taxpayer's spouse or former spouse, or where the amount is paid pursuant to an order made by a competent tribunal after February 16, 1974, in accordance with the laws of a province, an individual in the appropriate category relationship or (B) is the natural parent of a child of the taxpayer or (C) for the benefit of the taxpayer shall have been in the custody of the taxpayer or both the taxpayer and those children. The amount or any part thereof, when paid, shall be deemed, for the purposes of paragraphs 56(1)(b), (c) and c.1), to have been paid to and received by the taxpayer."

Clause 36: (1) Subsection 56.1(1) at present reads as follows:

"56.1 (1) Where, after May 6, 1974, a decree, order, judgment or written agreement described in paragraph 56(1)(b), (c) or (c.1), or any variation thereof, has been made providing for the periodic payment of an amount to a taxpayer by a person who is his spouse, former spouse or, where the amount was paid pursuant to an order made in accordance with the laws of a province, an individual within a prescribed class of persons described in the laws of the province, or for the benefit of the taxpayer or children in the custody of the taxpayer, the amount or any part thereof, when paid, shall be deemed, for the purposes of paragraphs 56(1)(b), (c) or (c.1), to have been paid to and received by the taxpayer if, at the time the amount was paid and throughout the remainder of the year in which the amount was paid, the taxpayer was living apart from that person."

Article 36, (1). — Texte actuel du paragraphe 56.1(1) :

«56.1 (1) Quand, après le 6 mai 1974, il est intervenu un arrêt, une ordonnance, un jugement ou un accord écrit visé à l'alinéa 56(1)b), c) ou c.1), ou une modification s'y rattachant, prévoyant le versement périodique d'une certaine somme à un contribuable par une personne qui est son conjoint ou son ancien conjoint ou, si le montant a été payé en vertu d'une ordonnance établie conformément aux lois d'une province, un particulier appartenant à une catégorie prescrite de personnes prévue dans la loi de cette province ou au profit du contribuable ou d'enfants confiés à la garde du contribuable, cette somme ou toute partie de celle-ci est, lorsque payée, réputée, pour l'application des alinéas 56(1)b), c) et c.1), avoir été payée au contribuable et reçue par lui s'il vivait séparé de cette personne à la date du versement de cette somme et jusqu'à la fin de l'année où le versement a été effectué.»

(i) the taxpayer's spouse or former spouse, or
 (ii) where the amount is paid pursuant to an order made by a competent tribunal after February 10, 1988 in accordance with the laws of a province, an individual of the opposite sex who
 (A) before the date of the order cohabited with the taxpayer in a conjugal relationship, or
 (B) is the natural parent of a child of the taxpayer, or
 (b) for the benefit of the taxpayer, children in the custody of the taxpayer or both the taxpayer and those children,
 the amount or any part thereof, when paid, shall be deemed, for the purposes of paragraphs 56(1)(b), (c) and (c.1), to have been paid to and received by the taxpayer."

(2) Paragraph 56.1(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount (other than an amount to which paragraph 56(1)(b), (c) or (c.1) otherwise applies) paid by a person in a taxation year, pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal or pursuant to a written agreement, in respect of an expense (other than an expenditure in respect of a self-contained domestic establishment in which the person resides or an expenditure for the acquisition of tangible property that is not an expenditure on account of a medical or educational expense or in respect of the acquisition, improvement or maintenance of a self-contained domestic establishment in which the taxpayer described in subparagraph (i) or (ii) resides) incurred in the year or the immediately preceding taxation year for maintenance of a taxpayer who is
 (i) that person's spouse or former spouse, or

(i) le conjoint actuel ou ancien du contribuable,
 (ii) si le montant est payé en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent après le 10 février 1988 en conformité avec la législation d'une province, un particulier de sexe opposé
 (A) qui, avant la date de l'ordonnance, vivait avec le contribuable dans une situation assimilable à une union conjugale,
 (B) ou qui est le père naturel ou la mère naturelle d'un enfant du contribuable,

b) soit au profit du contribuable, d'enfants confiés à sa garde ou à la fois du contribuable et de tels enfants, tout ou partie du montant, une fois payé, est réputé, pour l'application des alinéas 56(1)b), c) et c.1), payé au contribuable et reçu par celui-ci.»

(2) L'alinéa 56.1(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) du total des montants dont chacun représente un montant, à l'exception d'un montant auquel l'alinéa 56(1)b), c) ou c.1) s'applique par ailleurs, payé par une personne au cours d'une année d'imposition en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou d'un accord écrit, au titre d'une dépense (sauf une dépense relative à un établissement domestique autonome que la personne habite ou une dépense pour l'acquisition de biens corporels qui n'est pas une dépense au titre de frais médicaux ou d'études ni une dépense en vue de l'acquisition, de la rénovation ou de l'entretien d'un établissement domestique autonome que le contribuable visé au sous-alinéa (i) ou (ii) habite) engagée au cours de l'année ou de l'année d'imposition précédente pour subvenir aux besoins d'un contribuable qui est, selon le cas :
 (i) le conjoint actuel ou ancien de cette personne,

(2) Paragraph 56.1(2)(a) at present reads as follows:

“(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount (other than an amount to which paragraph 56(1)(b), (c) or (c.1) otherwise applies) paid by a person in a taxation year, pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal or pursuant to a written agreement, in respect of an expense (other than an expenditure in respect of a self-contained domestic establishment of the person or an expenditure for the acquisition of tangible property that is not an expenditure on account of a medical or educational expense or in respect of the acquisition, improvement or maintenance of an owner-occupied home of a taxpayer described in subparagraph (i) or (ii)) incurred in the year or the immediately preceding taxation year for maintenance of a taxpayer who is

- (i) that person’s spouse or former spouse, or
 - (ii) where the amount was paid pursuant to an order made in accordance with the laws of a province, an individual within a prescribed class of persons described in the laws of the province,
- or for the maintenance of children of the taxpayer in the taxpayer’s custody, or both the taxpayer and such children, if at the time the expense was incurred and throughout the remainder of the year, the taxpayer was living apart from that person”

(2). — Texte actuel de l’alinéa 56.1(2)a :

«a) du total de tous les montants dont chacun est un montant (autre qu’un montant auquel l’alinéa 56(1)b), c) ou c.1) s’appliquerait par ailleurs) payé par une personne dans une année d’imposition, en vertu d’un arrêt, d’une ordonnance ou d’un jugement d’un tribunal compétent ou en vertu d’un accord écrit, au titre d’une dépense (autre qu’une dépense relative à un établissement domestique autonome de cette personne ou qu’une dépense pour l’acquisition de biens matériels qui n’est pas une dépense au titre de frais médicaux ou d’études ou une dépense qui se rapporte à l’acquisition, la rénovation ou l’entretien d’un logement de type propriétaire-occupant appartenant au contribuable visé au sous-alinéa (i) ou (ii) engagée dans l’année ou dans l’année d’imposition antérieure pour le soutien d’un contribuable qui est

- (i) le conjoint ou l’ancien conjoint de cette personne, ou,
- (ii) si le montant a été payé en vertu d’une ordonnance établie conformément aux lois d’une province, un particulier appartenant à une catégorie prescrite de personnes prévue dans les lois de cette province,

ou pour le soutien des enfants du contribuable dont il a la garde, ou du contribuable et de ces enfants, pourvu qu’au moment où la dépense a été engagée et tout le reste de l’année le contribuable ait vécu séparé de cette personne.»

(ii) where the amount is paid pursuant to an order made by a competent tribunal after February 10, 1988 in accordance with the laws of a province, an individual of the opposite sex who

- (A) before the date of the order cohabited with the person in a conjugal relationship, or
- (B) is the natural parent of a child of the person,

or for the maintenance of children in the taxpayer's custody or both the taxpayer and those children if, at the time the expense was incurred and throughout the remainder of the year, the taxpayer was living apart from that person"

(ii) si le montant est payé en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent après le 10 février 1988 en conformité avec la législation d'une province, un particulier de sexe opposé :

- (A) qui, avant la date de l'ordonnance, vivait avec la personne dans une situation assimilable à une union conjugale,
- (B) ou qui est le père naturel ou la mère naturelle d'un enfant de la personne,

ou pour subvenir aux besoins d'enfants confiés à la garde du contribuable ou aux besoins à la fois du contribuable et de tels enfants, si, au moment où la dépense a été engagée et tout au long du reste de l'année, le contribuable et la personne vivaient séparés.»

(3) Subparagraph 56.1(2)(b)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in the aggregate determined under paragraph (a) in respect of the acquisition or improvement of a self-contained domestic establishment in which the taxpayer resides, including any payment of principal or interest in respect of a loan made or indebtedness incurred to finance, in any manner whatever, such acquisition or improvement”

(4) Subsection 56.1(4) of the said Act is repealed.

(5) Subsections (1) and (2) are applicable (a) in respect of orders made under the laws of Ontario, to the 1986 and subsequent taxation years, and (b) in any other case, to the 1988 and subsequent taxation years,

except that, with respect to amounts received pursuant to orders made after May 6, 1974 under the laws of Ontario, in applying subparagraph 56.1(1)(a)(ii) of the said Act, as

(3) Le sous-alinéa 56.1(2)b(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) du total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le total calculé selon l'alinéa a) relativement à l'acquisition ou à l'amélioration d'un établissement domestique autonome dans lequel le contribuable habite, y compris un paiement de principal ou d'intérêts sur un emprunt ou une dette contracté en vue de financer, de quelque manière que ce soit, l'acquisition ou l'amélioration»

(4) Le paragraphe 56.1(4) de la même loi est abrogé.

(5) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1986 et suivantes en ce qui concerne les ordonnances rendues en conformité avec la législation de l'Ontario et aux années d'imposition 1988 et suivantes dans les autres cas. Toutefois, pour l'application du sous-alinéa 56.1(1)a)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux montants reçus en vertu d'ordonnances rendues après le 6 mai 1974 en conformité avec la législation de l'Ontario, la date du 10 février

(3) This amendment would substitute the underlined words for "an owner-occupied home".

(3). — Texte actuel du sous-alinéa 56.1(2)b(i) :

«(i) du total de tous les montants dont chacun est un montant inclus dans le total calculé à l'alinéa a) relativement à l'acquisition ou à l'amélioration d'un logement de type propriétaire-occupant du contribuable, y compris un paiement de principal ou d'intérêt sur un emprunt ou une dette contracté en vue de financer d'une façon ou d'une autre l'acquisition ou l'amélioration»

(4) Subsection 56.1(4) reads as follows:

(4). — Texte du paragraphe 56.1(4) :

"(4) For the purposes of this subsection and subsections (2) and 60.1(2),

«(4) Aux fins du présent paragraphe et des paragraphes (2) et 60.1(2),

(a) "owner-occupied home" of a taxpayer means a housing unit or a share of the capital stock of a cooperative housing corporation owned, whether jointly with another person or otherwise, in a taxation year by the taxpayer, if the housing unit was, or if the share was acquired for the sole purpose of acquiring the right to inhabit a housing unit owned by the corporation that was, inhabited by the taxpayer at any time in the year; and

a) un «logement de type propriétaire-occupant» d'un contribuable désigne un logement ou une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation qui appartenait au contribuable, conjointement avec une autre personne ou autrement, dans une année d'imposition, pourvu que ce logement ait été habité par le contribuable à une date quelconque dans l'année ou que l'acquisition de cette action n'ait eu pour seul objet l'acquisition du droit d'habiter un tel logement appartenant à la corporation et que le contribuable l'ait habité à une date quelconque de l'année; et

(b) "housing unit" includes the land subjacent to the housing unit and such portion of any immediately contiguous land as may reasonably be regarded as contributing to the taxpayer's use and enjoyment of the housing unit as a residence."

b) «logement» comprend le terrain sous-jacent au logement ainsi que la partie de tout terrain contigu qui peut raisonnablement être considéré comme contribuant à l'usage et à la jouissance du logement à titre de résidence par le contribuable.»

enacted by subsection (1), the reference therein to "February 10, 1988" shall be read as a reference to "May 6, 1974".

1988 est remplacée par la date du 6 mai 1974.

37. (1) All that portion of paragraph 59(3.3)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

37. (1) Le passage de l'alinéa 59(3.3)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(a) 33 1/3% of the aggregate of all amounts, each of which is the stated percentage of"

10

«a) 33 1/3 % du total des montants dont chacun représente le produit obtenu en multipliant par le pourcentage indiqué un des montants suivants :»

(2) All that portion of paragraph 59(3.3)(a) of the said Act following subparagraph (iii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage de l'alinéa 59(3.3)a) de la même loi qui suit le sous-alinéa (iii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"and in respect of which the consideration given by the taxpayer was a property (other than a share, depreciable property of a prescribed class or a Canadian resource property) or services the cost of which may reasonably be regarded as having been an expenditure that was added in computing the earned depletion base of the taxpayer or in computing the earned depletion base of a predecessor where the taxpayer is a successor corporation to the predecessor;"

15

«et dont le contrepartie donnée par le contribuable consistait en un bien (à l'exclusion d'une action, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite et d'un avoir minier canadien) ou en services, dont il est raisonnable de considérer le coût comme une dépense qui a été ajoutée dans le calcul de la base de la déduction pour épuisement gagné du contribuable ou de la base de la déduction pour épuisement gagné d'un prédécesseur lorsque le contribuable est une corporation remplaçante du prédécesseur;»

25

(3) All that portion of paragraph 59(3.3)(b) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

30

(3) Le passage de l'alinéa 59(3.3)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(b) 33 1/3% of the aggregate of all amounts, each of which is the stated percentage of an amount in respect of a disposition of depreciable property of a prescribed class (other than a disposition of such property that had been used by the taxpayer to any person with whom the taxpayer was not dealing at arm's length) of the taxpayer after December 11, 1979 and in the year, the capital cost of which was added in computing the earned depletion base of the taxpayer or of a person with whom he was not dealing at arm's length or in computing the earned depletion base of a predecessor where the taxpayer is a

35

«b) 33 1/3 % du total des montants dont chacun représente le produit obtenu en multipliant par le pourcentage indiqué un montant relatif à une disposition de biens amortissables d'une catégorie prescrite (à l'exclusion d'une disposition de tels biens qui avaient été utilisés par le contribuable en faveur de toute personne avec qui le contribuable avait un lien de dépendance) du contribuable dans l'année et après le 11 décembre 1979, dont le coût en capital a été ajouté dans le calcul de la base de la déduction pour épuisement gagné du contribuable ou d'une personne avec qui il avait un lien de dépendance ou de la base de la

40

Clause 37: (1) This amendment would add the underlined words.

(2) The relevant portion of paragraph 59(3.3)(a) at present reads as follows:

"and in respect of which the consideration given by the taxpayer was a property (other than a property disposed of by the taxpayer to any person with whom he was not dealing at arm's length, a share, depreciable property of a prescribed class or a Canadian resource property) or services the cost of which may reasonably be regarded as having been an expenditure that was added in computing the earned depletion base of the taxpayer or of a person with whom he was not dealing at arm's length or in computing the earned depletion base of a predecessor where the taxpayer is a successor corporation to the predecessor;"

(3) to (6) These amendments would add the underlined words.

Article 37, (1). — Remplacement de «tous les» par «des» et adjonction du passage souligné.

(2). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 59(3.3)a :

«et dont la contrepartie donnée par le contribuable consistait en un bien (à l'exclusion d'un bien dont le contribuable a disposé en faveur d'une personne avec qui il avait un lien de dépendance, d'une action, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite et d'un avoir minier canadien) ou en services, dont il est raisonnable de considérer le coût comme une dépense qui a été ajoutée dans le calcul de la base de la déduction pour épuisement gagné du contribuable ou d'une personne avec qui il avait un lien de dépendance ou de la base de la déduction pour épuisement gagné d'un prédécesseur lorsque le contribuable est une corporation remplaçante du prédécesseur.»

(3) à (5). — Adjonction des mots soulignés.

successor corporation to the predecessor, that is equal to the lesser of”

déduction pour épuisement gagné d'un prédécesseur lorsque le contribuable est une corporation remplaçante du prédécesseur, qui est égal au moindre des montants suivants :»

(4) All that portion of paragraph 59(3.3)(c) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le passage de l'alinéa 59(3.3)c) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(c) 33 1/3% of the aggregate of all amounts, each of which is an amount in respect of a disposition of depreciable property of a prescribed class that is bituminous sands equipment (other than a disposition of such property that had been used by the taxpayer to any person with whom the taxpayer was not dealing at arm's length) of the taxpayer after December 11, 1979 and before 1990 and in the year, the capital cost of which was added in computing the supplementary depletion base of the taxpayer or of a person with whom he was not dealing at arm's length or in computing the supplementary depletion base of a predecessor where the taxpayer is a successor corporation to the predecessor, that is equal to the lesser of”

«c) 33 1/3 % du total des montants dont chacun représente un montant relatif à une disposition de biens amortissables d'une catégorie prescrite qui sont du matériel d'exploitation de sables bitumineux (à l'exclusion d'une disposition de tels biens qui avaient été utilisés par le contribuable en faveur de toute personne avec qui le contribuable avait un lien de dépendance) du contribuable dans l'année, après le 11 décembre 1979 et avant 1990, dont le coût en capital a été ajouté dans le calcul de la base de la déduction supplémentaire pour épuisement du contribuable ou d'une personne avec qui il avait un lien de dépendance ou de la base de la déduction supplémentaire pour épuisement d'un prédécesseur lorsque le contribuable est une corporation remplaçante du prédécesseur, qui est égal au moindre des montants suivants :»

(5) All that portion of paragraph 59(3.3)(d) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(5) Le passage de l'alinéa 59(3.3)d) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(d) 50% of the aggregate of all amounts, each of which is an amount in respect of a disposition of depreciable property of a prescribed class that is enhanced recovery equipment (other than a disposition of such property that had been used by the taxpayer to any person with whom the taxpayer was not dealing at arm's length) of the taxpayer after December 11, 1979 and before 1990 and in the year, the capital cost of which was added in computing the supplementary depletion base of the taxpayer or of a person with whom he was not dealing at arm's length or in com-

«d) 50 % du total des montants dont chacun représente un montant relatif à une disposition de biens amortissables d'une catégorie prescrite qui sont du matériel amélioré de récupération (à l'exclusion d'une disposition de tels biens qui avaient été utilisés par le contribuable en faveur de toute personne avec qui le contribuable avait un lien de dépendance) du contribuable dans l'année, après le 11 décembre 1979 et avant 1990, dont le coût en capital a été ajouté dans le calcul de la base de la déduction supplémentaire pour épuisement du contribuable ou d'une personne avec qui il

puting the supplementary depletion base of a predecessor where the taxpayer is a successor corporation to the predecessor, that is equal to the lesser of”

avait un lien de dépendance ou de la base de la déduction supplémentaire pour épuisement d'un prédécesseur lorsque le contribuable est une corporation remplaçante du prédécesseur, qui est égal au moindre des montants suivants :

(6) Paragraphs 59(3.3)(e) and (f) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(6) Les alinéas 59(3.3)e) et f) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(e) 66 2/3% of the aggregate of all amounts, each of which is an amount that became receivable by the taxpayer after December 11, 1979 and before 1990 and in the year and in respect of which the consideration given by the taxpayer was a property (other than a share or a Canadian resource property) or services the cost of which may reasonably be regarded as having been an expenditure in connection with an oil or gas well in respect of which an amount was included in computing the taxpayer's frontier exploration base or in computing the frontier exploration base of a predecessor where the taxpayer is a successor corporation to the predecessor; and

«e) 66 2/3 % du total des montants dont chacun représente un montant devenu à recevoir par le contribuable dans l'année, après le 11 décembre 1979 et avant 1990, et dont la contrepartie donnée par le contribuable consistait en un bien (à l'exclusion d'une action et d'un avoir minier canadien) ou en services, dont il est raisonnable de considérer le coût comme une dépense relative à un puits de pétrole ou de gaz à l'égard duquel un montant a été ajouté dans le calcul de la base d'exploration frontalière du contribuable ou de la base d'exploration frontalière d'un prédécesseur lorsque le contribuable est une corporation remplaçante du prédécesseur; et

(f) 33 1/3% of the aggregate of all amounts, each of which is the stated percentage of an amount that became receivable by the taxpayer after April 19, 1983 and in the year and in respect of which the consideration given by the taxpayer was a property (other than a share, depreciable property of a prescribed class or a Canadian resource property) or services the cost of which may reasonably be regarded as having been an expenditure that was included in computing the mining exploration depletion base of the taxpayer or in computing the mining exploration depletion base of a specified predecessor of the taxpayer.”

f) 33 1/3 % du total des montants dont chacun représente le produit obtenu en multipliant par le pourcentage indiqué un montant devenu à recevoir par le contribuable dans l'année et après le 19 avril 1983 et dont la contrepartie donnée par le contribuable consistait en un bien (à l'exclusion d'une action, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite et d'un avoir minier canadien) ou en services, dont il est raisonnable de considérer le coût comme une dépense qui a été ajoutée dans le calcul de la base de la déduction d'épuisement pour exploration minière du contribuable ou de la base de la déduction d'épuisement pour exploration minière d'un prédécesseur spécifié du contribuable.»

(7) Subsection 59(3.4) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

(7) Le paragraphe 59(3.4) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

“stated percentage”
«pourcentage
indiqué»

“(b) “stated percentage” means

«b) «pourcentage indiqué» :

«pourcentage
indiqué»
“stated
percentage”

(6). — Texte actuel des alinéas 59(3.3)e) et f) :

e) 66 2/3 % du total des montants dont chacun représente un montant devenu à recevoir par le contribuable dans l'année et après le 11 décembre 1979 et dont la contrepartie donnée par le contribuable consistait en un bien (à l'exclusion d'une action et d'un avoir minier canadien) ou en services, dont il est raisonnable de considérer le coût comme une dépense relative à un puits de pétrole ou de gaz à l'égard duquel un montant a été ajouté dans le calcul de la base d'exploration frontalière du contribuable ou de la base d'exploration frontalière d'un prédécesseur lorsque le contribuable est une corporation remplaçante du prédécesseur; et

f) 33 1/3 % du total des montants dont chacun représente un montant devenu à recevoir par le contribuable dans l'année après le 19 avril 1983 et dont la contrepartie donnée par le contribuable consistait en un bien (à l'exclusion d'un bien dont le contribuable a disposé en faveur d'une personne avec qui il avait un lien de dépendance, d'une action, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite et d'un avoir minier canadien) ou en services, dont il est raisonnable de considérer le coût comme une dépense qui a été ajoutée dans le calcul de la base de la déduction d'épuisement pour exploration minière du contribuable ou d'une personne avec qui il avait un lien de dépendance ou de la base de la déduction d'épuisement pour exploration minière d'un prédécesseur spécifié du contribuable.»

(7) and (8) New.

(7) et (8). — Nouveau.

(i) in respect of an amount described in paragraph (3.3)(a) or (f) that became receivable by a taxpayer,
 (A) 100% where the amount became receivable before July, 1988,
 (B) 50% where the amount became receivable after June, 1988 and before 1990, and
 (C) 0% where the amount became receivable after 1989, and
 (ii) in respect of the disposition described in paragraph (3.3)(b) of a depreciable property of a taxpayer,
 (A) 100% where the property was disposed of before July, 1988,
 (B) 50% where the property was disposed of after June, 1988 and before 1990, and
 (C) 0% where the property was disposed of after 1989;”

(i) 100 %, 50 % ou 0 % respectivement, selon qu'il s'agit de multiplier ce pourcentage par un montant visé aux alinéas (3.3)a) ou f) qui devient à recevoir soit avant juillet 1988, soit après juin 1988 et avant 1990, soit après 1989, par un contribuable,
 (ii) 100 %, 50 % ou 0 % respectivement, selon qu'il s'agit de multiplier ce pourcentage par un montant relatif à une disposition de biens amortissables d'un contribuable visée à l'alinéa (3.3)b) qui est effectuée soit avant juillet 1988, soit après juin 1988 et avant 1990, soit après 1989;»

(8) Section 59 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3.4) thereof, the following subsection:

(8) L'article 59 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3.4), de ce qui suit :

Variation of stated percentage

“(3.5) Notwithstanding paragraph (3.4)(b), where
 (a) an amount became receivable by a taxpayer within 60 days after the end of 1989 in respect of a disposition of property or services, and
 (b) the person to whom the disposition was made is a corporation that, before the end of 1989, had issued, or had undertaken to issue, a flow-through share and the corporation renounces under subsection 66(12.66), effective on December 31, 1989, an amount in respect of Canadian exploration expenses that includes an expenditure in respect of the amount referred to in paragraph (a),
 the stated percentage in respect of the amount described in paragraph (a) shall be 50%.”

«(3.5) Par dérogation à l'alinéa (3.4)b), le pourcentage indiqué pour un montant qui devient à recevoir par un contribuable dans les 60 jours suivant la fin de 1989 au titre de la disposition de biens ou de services est de 50 % dans le cas où la personne en faveur de laquelle la disposition est effectuée est une corporation qui, avant la fin de 1989, émet ou propose d'émettre une action accréditive et qui, au 31 décembre 1989, renonce, en application du paragraphe 66(12.66), à des frais d'exploration au Canada qui comprennent une dépense au titre de ce montant.»

Variation du pourcentage indiqué

(9) Subsections (1) to (8) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(9) Les paragraphes (1) à (8) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

38. (1) Paragraph 60(c.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c.1) an amount paid by the taxpayer in the year, pursuant to an order made by a competent tribunal in accordance with the laws of a province, as an allowance payable on a periodic basis for the maintenance of the recipient thereof, children of the recipient, or both the recipient and children of the recipient if

(i) the order was made

(A) after February 10, 1988, or

(B) before February 11, 1988 and the taxpayer and the recipient jointly elected before the end of the year to have this paragraph and paragraph 56(1)(c.1) apply with respect to the payment,

(ii) at the time the payment was made and throughout the remainder of the year, the taxpayer was living apart from the recipient, and

(iii) the taxpayer required to pay the amount is an individual of the opposite sex who

(A) before the date of the order cohabited with the recipient in a conjugal relationship, or

(B) is the natural parent of a child of the recipient;”

(2) Paragraphs 60(e), (f), (g) and (h) of the said Act are repealed.

(3) Subsection (1) is applicable

(a) with respect to orders made under the laws of Ontario, to the 1986 and subsequent taxation years, and

(b) in any other case, to the 1988 and subsequent taxation years,

except that, with respect to amounts received pursuant to orders made after December 11, 1979 under the laws of Ontario, in applying subparagraph 60(c.1)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), the references therein to “February 10, 1988” and “February 11, 1988” shall be read as references to “December 11, 1979” and “December 12, 1979”, respectively.

38. (1) L'alinéa 60c.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c.1) une somme que le contribuable a payée au cours de l'année en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent en conformité avec la législation d'une province, à titre d'allocation payable périodiquement pour subvenir aux besoins du bénéficiaire, d'enfants de celui-ci ou à la fois du bénéficiaire et d'enfants de celui-ci si :

(i) l'ordonnance a été rendue :

(A) soit après le 10 février 1988,

(B) soit avant le 11 février 1988, si le contribuable et le bénéficiaire ont fait un choix conjoint par écrit avant la fin de l'année pour que le présent alinéa et l'alinéa 56(1)c.1) s'appliquent au paiement,

(ii) à la date du paiement et jusqu'à la fin de l'année, le contribuable vivait séparé du bénéficiaire, et

(iii) le contribuable tenu de payer le montant est un particulier de sexe opposé :

(A) qui, avant la date de l'ordonnance, vivait avec le bénéficiaire dans une situation assimilable à une union conjugale, ou

(B) qui est le père naturel ou la mère naturelle d'un enfant du bénéficiaire;»

(2) Les alinéas 60e), f), g) et h) de la même loi sont abrogés.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes en ce qui concerne les ordonnances rendues en conformité avec la législation de l'Ontario et aux années d'imposition 1988 et suivantes dans les autres cas. Toutefois, pour l'application du sous-alinéa 60c.1)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux sommes reçues en vertu d'ordonnances rendues après le 11 décembre 1979 en conformité avec la législation de l'Ontario, les dates du 10 février 1988 et du 11 février 1988 sont remplacées respectivement par les dates du 11 décembre 1979 et du 12 décembre 1979.

Idem

Clause 38: (1) Paragraph 60(c.1) at present reads as follows:

“(c.1) an amount paid by the taxpayer in the year, pursuant to an order made in accordance with the laws of a province by a competent tribunal, as an allowance payable on a periodic basis for the maintenance of the recipient thereof, children of the recipient, or both the recipient and children of the recipient if, at the time the payment was made and throughout the remainder of the year, he was living apart from the recipient who was an individual within a prescribed class of persons described in the laws of the province;”

(2) Paragraphs 60(e), (f), (g) and (h) read as follows:

“(e) where the taxpayer was during the year a student in full-time attendance at a university outside Canada in a course leading to a degree, the amount of any fees for his tuition paid to the university in respect of a period not exceeding 12 months commencing in the year and not included in the calculation of a deduction under this subsection for a previous year except any such fees

(i) paid in respect of a course of less than 13 consecutive weeks' duration,

(ii) paid on his behalf of his employer to the extent that the amount thereof exceeds an amount included in his income for the year in which such payment was made in respect of such payment; or

(iii) paid on his behalf by the employer of his parent, to the extent that the amount thereof is not included in computing the income of the parent by virtue of subparagraph 6(1)(b)(ix);

(f) where the taxpayer was during the year a student enrolled at an educational institution in Canada

(i) that is a university, college or other educational institution providing courses at a post-secondary school level,

Article 38, (1). — Texte actuel de l'alinéa 60c.1) :

«c.1) une somme payée dans l'année par le contribuable, en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent en conformité avec la loi d'une province, à titre d'allocation payable périodiquement pour subvenir aux besoins du bénéficiaire, d'enfants du bénéficiaire, ou à la fois du bénéficiaire et des enfants du bénéficiaire, si, à la date où le paiement a été effectué et jusqu'à la fin de l'année, le contribuable vivait séparé du bénéficiaire et si ce dernier était un particulier appartenant à une catégorie prescrite de personnes prévue dans la loi de cette province;»

(2). — Texte des alinéas 60e), f), g) et h) :

«e) lorsque le contribuable était au cours de l'année étudiant à plein temps dans une université située hors du Canada, où il poursuivait des études conduisant à un diplôme, le montant de ses frais de scolarité versés à l'université pour une période maximale de 12 mois commençant dans l'année et qui n'ont pas été inclus, en vertu du présent paragraphe, dans le calcul d'une déduction au titre d'une année précédente, à l'exception des frais

(i) payés pour des études d'une durée inférieure à 13 semaines consécutives,

(ii) payés en son nom par son employeur jusqu'à concurrence de l'excédent du montant ainsi payé sur la somme incluse à cet égard dans son revenu de l'année au cours de laquelle ce paiement a été fait, ou

(iii) payés en son nom par l'employeur de son père ou de sa mère, dans la mesure où le montant de ces frais n'est pas inclus, en vertu du sous-alinéa 6(1)b)(ix), dans le calcul du revenu de son père ou de sa mère;

f) lorsque le contribuable a été au cours de l'année inscrit dans un établissement d'enseignement situé au Canada et que cet établissement est

(4) Subsection (2) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

39. (1) Subsection 60.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

39. (1) Le paragraphe 60.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

Maintenance payments

“60.1 (1) Where, after May 6, 1974, a decree, order, judgment or written agreement described in paragraph 60(b), (c) or (c.1), or any variation thereof, has been made providing for the periodic payment 10 of an amount by a taxpayer

«60.1 (1) Dans le cas où il intervient, après le 6 mai 1974, un arrêt, une ordonnance, un jugement ou un accord écrit visé à l'alinéa 60b), c) ou c.1), ou une modification s'y rapportant, qui prévoit le paiement périodique d'un montant par un 10 contribuable :

5 Paiements d'entretien

(a) to a person who is

a) soit à une personne qui est, selon le cas :

(i) the taxpayer's spouse or former spouse, or

(i) le conjoint actuel ou ancien du contribuable, 15

(ii) where the amount is paid pursuant to an order made by a competent tribunal after February 10, 1988 in accordance with the laws of a province, an individual of the opposite sex who 20

(ii) si le montant est payé en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent après le 10 février 1988 en conformité avec la législation d'une province, un particulier de sexe opposé : 20

(A) before the date of the order cohabited with the taxpayer in a conjugal relationship, or

(A) qui, avant la date de l'ordonnance, vivait avec le contribuable dans une situation assimilable à une union conjugale, ou 25

(B) is the natural parent of a child of the taxpayer, or 25

(B) qui est le père naturel ou la mère naturelle d'un enfant du contribuable,

(b) for the benefit of the person or children in the custody of the person, or both the person and those children,

b) soit au profit de la personne, d'enfants confiés à sa garde ou à la fois de la 30 personne et de tels enfants,

the amount or any part thereof, when paid, shall be deemed, for the purposes of paragraphs 60(b), (c) and (c.1), to have been paid to and received by that person.” 30

tout ou partie du montant, une fois payé, est réputé, pour l'application des alinéas 60b), c) et c.1), payé à la personne et reçu par celle-ci.» 35

(2) Paragraph 60.1(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 60.1(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

35

“(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount (other than an amount to which paragraph 60(b), (c) or (c.1) otherwise applies) paid by a taxpayer in a taxation year, pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal or pursuant to a written agreement, in respect of an expense (other than an expenditure in respect of a self-contained domestic establishment 45

«a) du total des montants dont chacun représente un montant, à l'exception d'un montant auquel l'alinéa 60b), c) ou c.1) s'applique par ailleurs, payé par un contribuable au cours d'une année d'imposition en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou d'un accord écrit, 45 au titre d'une dépense (sauf une dépense relative à un établissement domestique

(ii) that is a school operated by or on behalf of Her Majesty in right of Canada or a province, a municipality in Canada, or a municipal or public body performing a function of government in Canada,

(iii) that is a high school or secondary school providing courses leading to a secondary school certificate or diploma that is a requirement for entrance to a college or university, or

(iv) that is certified by the Minister of Employment and Immigration to be an educational institution providing courses, other than courses designed for university credit, that furnish a person with skills for, or improve a person's skills in, an occupation,

the amount of any fees for his tuition paid to the educational institution in respect of a period not exceeding 12 months commencing in the year and not included in the calculation of a deduction under this section for a preceding taxation year, if such amount exceeds \$100 and, in the case of an educational institution described in subparagraph (iv), the student is enrolled therein in order to furnish him with skills for, or improve his skills in, an occupation, except to the extent that

(v) such amount was paid on his behalf by his employer and was not included in computing his income for the year in which such payment was made, or

(vi) such amount was included as part of an allowance received by his parent on his behalf from an employer and was not included in computing the income of his parent by virtue of subparagraph 6(1)(b)(ix);

(g) where the taxpayer resided during the whole of the year in Canada near the boundary between Canada and the United States of America, if

(i) he was during the year a student enrolled at an educational institution in the United States that is a university, college or other educational institution providing courses at a post-secondary school level, and

(ii) he commuted to that educational institution in the United States,

the amount of any fees for his tuition paid to the educational institution in respect of period not exceeding 12 months commencing in the year and not included in the calculation of a deduction under this section for a preceding taxation year, if such amount exceeds \$100, except to the extent that

(iii) such amount was paid on his behalf by his employer and was not included in computing his income for the year in which such payment was made, or

(iv) such amount was included as part of an allowance received by his parent on his behalf from an employer and was not included in computing the income of the parent by virtue of subparagraph 6(1)(b)(ix);

(h) an amount payable by the taxpayer in respect of self-employed earnings for the year as a contribution under the *Canada Pension Plan* or under a provincial pension plan as defined in section 3 of the *Canada Pension Plan*;

(i) une université, un collège ou tout autre établissement dispensant un enseignement de niveau post-secondaire,

(ii) une école relevant de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, d'une municipalité canadienne ou d'un organisme municipal ou public exerçant des fonctions gouvernementales ou administratives au Canada,

(iii) une école secondaire dispensant un enseignement conduisant au certificat ou au diplôme de fin d'études secondaires, qui est nécessaire pour entrer dans un collège ou dans une université, ou

(iv) reconnu par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration comme étant un établissement où est dispensé un enseignement (autre que la partie de celui-ci qui est dispensée aux fins de l'octroi de crédits universitaires) qui permet à une personne d'acquérir ou d'améliorer les connaissances nécessaires pour occuper un emploi,

le montant de ses frais de scolarité versés à l'établissement d'enseignement à l'égard d'une période maximale de 12 mois, commençant dans l'année, et qui n'ont pas été inclus, en vertu du présent article, dans le calcul d'une déduction pour une année d'imposition antérieure si ce montant dépasse 100 \$ et, dans le cas d'un établissement d'enseignement visé au sous-alinéa (iv), si l'étudiant y est inscrit pour suivre un enseignement lui permettant d'acquérir ou d'améliorer les connaissances nécessaires pour occuper un emploi, sauf dans la mesure où

(v) ce montant a été payé pour son compte par son employeur et n'as pas été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année dans laquelle ce paiement a été effectué, ou

(vi) ce montant a été inclus au titre des allocations reçues d'un employeur par son père ou sa mère pour son compte et n'a pas été inclus, en vertu du sous-alinéa 6(1)b)(ix), dans le calcul du revenu de son père ou de sa mère;

g) lorsque le contribuable a résidé au Canada pendant toute l'année près de la frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, si

(i) pendant l'année il était un étudiant inscrit dans un établissement d'enseignement aux États-Unis, qui est une université, un collège, ou un autre établissement d'enseignement donnant des cours à un niveau post-secondaire, et

(ii) faisant la navette entre sa résidence et l'établissement d'enseignement aux États-Unis,

le montant de ses frais de scolarité versés à l'établissement d'enseignement à l'égard d'une période maximale de 12 mois, commençant dans l'année, et qui n'ont pas été inclus dans le calcul d'une déduction, en vertu du présent article, pour une année d'imposition antérieure, si ce montant dépasse 100 \$, sauf dans la mesure où

(iii) ce montant a été payé pour son compte par son employeur et n'a pas été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année dans laquelle ce paiement a été effectué, ou

(iv) ce montant a été inclus au titre des allocations reçues d'un employeur par son père ou sa mère pour son compte et n'a pas été inclus, en vertu du sous-alinéa 6(1)b)(ix), dans le calcul du revenu de son père ou de sa mère;

h) une somme payable par le contribuable à l'égard de ses gains pour un travail à son compte pour l'année à titre de cotisation au *Régime de pensions du Canada* ou à un régime provincial de pensions défini à l'article 3 du (*Régime de pensions du Canada*);

in which the taxpayer resides or an expenditure for the acquisition of tangible property that is not an expenditure on account of a medical or educational expense or in respect of the acquisition, improvement or maintenance of a self-contained domestic establishment in which the person described in subparagraph (i) or (ii) resides) incurred in the year or the immediately preceding tax-
10 year for maintenance of a person who is

(i) the taxpayer's spouse or former spouse, or

(ii) where the amount is paid pursuant to an order made by a competent tribunal after February 10, 1988 in accordance with the laws of a province, an individual of the opposite sex who

(A) before the date of the order cohabited with the taxpayer in a conjugal relationship, or

(B) is the natural parent of a child of the taxpayer,

or for the maintenance of children in the person's custody or both the person and those children if, at the time the expense was incurred and throughout the remainder of the year, the taxpayer was living apart from that person"

(3) Subparagraph 60.1(2)(b)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in the aggregate determined under paragraph (a) in respect of the acquisition or improvement of a self-contained domestic establishment in which that person resides, including any payment of principal or interest in respect of a loan made or indebtedness incurred to finance, in any manner whatever, such acquisition or improvement"

autonome que le contribuable habite ou une dépense pour l'acquisition de biens corporels qui n'est pas une dépense au titre de frais médicaux ou d'études ni une dépense en vue de l'acquisition, de la rénovation ou de l'entretien d'un établissement domestique autonome que la personne visée au sous-alinéa (i) ou (ii) habite) engagée au cours de l'année ou de l'année d'imposition précédente pour subvenir aux besoins d'une personne qui est, selon le cas :

(i) le conjoint actuel ou ancien du contribuable,

(ii) si le montant est payé en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent après le 10 février 1988 en conformité avec la législation d'une province, un particulier de sexe opposé :

(A) qui, avant la date de l'ordonnance, vivait avec le contribuable dans une situation assimilable à une union conjugale,

(B) ou qui est le père naturel ou la mère naturelle d'un enfant du contribuable,

ou pour subvenir aux besoins d'enfants confiés à la garde de la personne ou aux besoins à la fois de la personne et de tels enfants, si, au moment où la dépense a été engagée et tout au long du reste de l'année, le contribuable et la personne vivaient séparés,»

(3) Le sous-alinéa 60.1(2)b(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) du total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le total calculé selon l'alinéa a) relativement à l'acquisition ou à l'amélioration d'un établissement domestique autonome dans lequel cette personne habite, y compris un paiement de principal ou d'intérêts sur un emprunt ou une dette contracté en vue de financer, de quelque manière que ce soit, l'acquisition ou l'amélioration»

Clause 39: (1) Subsection 60.1(1) at present reads as follows:

“60.1 (1) Where, after May 6, 1974, a decree, order, judgement or written agreement described in paragraph 60(b), (c) or (c.1), or any variation thereof, has been made providing for the periodic payment of an amount by a taxpayer to or for the benefit of a person who is his spouse, former spouse, or, where the amount was paid pursuant to an order made in accordance with the laws of a province, an individual within a prescribed class of persons described in the laws of the province, or for the benefit of children in the custody of such a person, the amount or any part thereof, when paid, shall be deemed, for the purposes of paragraphs 60(b), (c) and (c.1), to have been paid to and received by that person if, at the time the payment was received and throughout the remainder of the year in which the payment was received, the taxpayer was living apart from that person.”

(2) Paragraph 60.1(2)(a) at present reads as follows:

“(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount (other than an amount to which paragraph 60(b), (c) or (c.1) otherwise applies) paid by a taxpayer in a taxation year, pursuant to a decree, order or judgement of an competent tribunal or pursuant to a written agreement, in respect of an expense (other than an expenditure in respect of a self-contained domestic establishment of the taxpayer or an expenditure for the acquisition of tangible property that is not an expenditure on account of a medical or educational expense or in respect of the acquisition, improvement or maintenance of an owner-occupied home of a person described in subparagraph (i) or (ii)) incurred in the year or the immediately preceding taxation year for maintenance of a person who is

- (i) the taxpayer's spouse or former spouse, or
- (ii) where the amount was paid pursuant to an order made in accordance with the laws of a province, an individual within a prescribed class of persons described in the laws of the province, or for the maintenance of children of that person in that person's custody, or both that person and such children, if at the time the expense was incurred and throughout the remainder of the year, the taxpayer was living apart from that person,”

(3) This amendment would substitute the underlined words for “an owner-occupied home”.

Article 39, (1). — Texte actuel du paragraphe 60.1(1) :

«60.1 (1) Quand, après le 6 mai 1974, il est intervenu un arrêt, une ordonnance, un jugement ou un accord écrit visé à l'alinéa 60b), c) ou c.1), ou une modification s'y rattachant, prévoyant le versement périodique d'une certaine somme, par un contribuable, à une personne, ou au profit de celle-ci, qui est son conjoint, son ancien conjoint, ou, lorsque la somme a été versée en vertu d'une ordonnance établie conformément aux lois d'une province, un particulier appartenant à une catégorie prescrite de personnes prévue dans la loi de cette province, ou au profit des enfants dont la garde est confiée à une telle personne, cette somme ou une fraction de celle-ci, lorsque payée, est réputée, aux fins des alinéas 60b), c) et c.1), avoir été payée et reçue par cette personne si, à la date du paiement et jusqu'à la fin de l'année où le paiement a été reçu, le contribuable vivait séparé de cette personne.»

(2). — Texte actuel de l'alinéa 60.1(2)a) :

«a) du total de tous les montants dont chacun est un montant (autre qu'un montant auquel l'alinéa 60b), c) ou c.1) s'appliquerait par ailleurs) payé par un contribuable dans une année d'imposition, en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit, au titre d'une dépense (autre qu'une dépense relative à un établissement domestique autonome du contribuable ou qu'une dépense pour l'acquisition de biens matériels qui n'est pas une dépense au titre de frais médicaux ou d'études ou une dépense qui se rapporte à l'acquisition, la rénovation ou l'entretien d'un logement du type propriétaire-occupant appartenant à la personne visée au sous-alinéa (i) ou (ii)) engagée dans l'année ou dans l'année d'imposition antérieure pour le soutien d'une personne qui est

- (i) le conjoint ou l'ancien conjoint du contribuable, ou
- (ii) si le montant a été payé en vertu d'une ordonnance établie conformément aux lois d'une province, un particulier appartenant à une catégorie prescrite de personnes prévue dans les lois de cette province, ou pour le soutien des enfants de cette personne dont elle a la garde, ou de cette personne et de ces enfants, pourvu qu'au moment où la dépense a été engagée et tout le reste de l'année le contribuable ait vécu séparé de cette personne.»

(3). — Texte actuel du sous-alinéa 60.1(2)b)(i) :

«(i) du total de tous les montants dont chacun est un montant inclus dans le total calculé à l'alinéa a) relativement à l'acquisition ou à l'amélioration d'un logement de type propriétaire-occupant de cette personne y compris un paiement de principal ou d'intérêt sur un emprunt ou une dette contractée en vue de financer d'une façon ou d'une autre l'acquisition ou l'amélioration»

(4) Subsections (1) and (2) are applicable (a) with respect to orders made under the laws of Ontario, to the 1986 and subsequent taxation years, and

(b) in any other case, to the 1988 and subsequent taxation years,

except that, with respect to amounts paid pursuant to orders made after May 6, 1974 under the laws of Ontario, in applying subparagraph 60.1(1)(a)(ii) of the said Act, as 10 enacted by subsection (1), the reference therein to "February 10, 1988" shall be read as a reference to "May 6, 1974".

40. (1) All that portion of subsection 63(1) of the said Act preceding paragraph 15 (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Child care expenses
 "63. (1) Subject to subsection (2), where an individual who has an eligible child for a taxation year files with his 20 return of income (other than a return of income filed under subsection 70(2) or 104(23), paragraph 128(2)(e) or subsection 150(4)) under this Part for the year a prescribed form containing prescribed 25 information, there may be deducted in computing the income of the taxpayer for the year the aggregate of all amounts each of which is an amount paid in the year as or on account of child care expenses in 30 respect of an eligible child of the taxpayer for the year"

(2) Paragraph 63(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

35
 "(e) the lesser of
 (i) $\frac{2}{3}$ of the taxpayer's earned income for the year, and
 (ii) the aggregate of
 (A) the product obtained when 40 \$4,000 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year each of whom
 (I) is under 7 years of age at the end of the year, or 45
 (II) has a severe and prolonged mental or physical impairment that has been certified as such in

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1986 et suivantes en ce qui concerne les ordonnances rendues en conformité avec la législation de l'Ontario et 5 aux années d'imposition 1988 et suivantes 5 dans les autres cas. Toutefois, pour l'application du sous-alinéa 60.1(1)a(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux montants reçus en vertu d'ordonnances rendues après le 6 mai 1974 en conformité avec la 10 législation de l'Ontario, la date du 10 février 1988 est remplacée par la date du 6 mai 1974.

40. (1) Le passage du paragraphe 63(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est 15 abrogé et remplacé par ce qui suit :

Frais de garde d'enfants
 «63. (1) Sous réserve du paragraphe (2), dans le cas où un particulier qui a un enfant admissible pour une année d'imposition produit un formulaire prescrit conte- 20 nant les renseignements prescrits avec sa déclaration de revenu — à l'exclusion de celle produite en application du paragraphe 70(2) ou 104(23), de l'alinéa 128(2)e) ou du paragraphe 150(4) — en vertu de la 25 présente partie pour l'année, le total des montants dont chacun représente un montant payé dans l'année à titre de frais de garde d'enfants pour un enfant admissible du contribuable pour l'année est déducti- 30 ble dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année.»

(2) L'alinéa 63(1)e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

35
 «e) du moins élevé des montants sui- 35 vants :
 (i) les $\frac{2}{3}$ du revenu gagné du contribuable pour l'année,
 (ii) le total :
 (A) du produit obtenu en multi- 40 pliant 4 000 \$ par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année qui sont âgés de moins de 7 ans à la fin de l'année ou qui ont une déficience physique ou 45 mentale grave et prolongée, à condition qu'un médecin en titre ou,

Clause 40: (1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

Article 40, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 63(1) :

«63. (1) Sous réserve du paragraphe (2), il peut être déduit dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition le total des montants dont chacun représente un montant payé dans l'année à titre ou au titre de frais de garde d'enfants pour un enfant admissible du contribuable pour l'année»

(2) Paragraph 63(1)(e) at present reads as follows:

- “(e) the least of
 - (i) \$8,000
 - (ii) the product obtained when \$2,000 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year in respect of whom the child care expenses were incurred, and
 - (iii) 2/3 of the taxpayer's earned income for the year”

(2). — Texte actuel de l'alinéa 63(1)e) :

- «e) du moins élevé des montants suivants :
 - (i) 8 000 \$,
 - (ii) le produit de 2 000 \$ par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année pour lesquels les frais de garde d'enfants ont été supportés, ou
 - (iii) 2/3 du revenu gagné par le contribuable pour l'année»

prescribed form by a medical doctor or, where the impairment is an impairment of sight, by a medical doctor or an optometrist, where a copy of the certificate has been filed with the Minister, and

(B) the product obtained when \$2,000 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year (other than those referred to in clause (A))”

(3) Paragraph 63(2)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the product obtained when the aggregate of

(i) the product obtained when \$120 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year each of whom

(A) is under 7 years of age at the end of the year, or

(B) has a severe and prolonged mental or physical impairment that has been certified as such in prescribed form by a medical doctor or, where the impairment is an impairment of sight, by a medical doctor or an optometrist, where a copy of the certificate has been filed with the Minister, and

(ii) the product obtained when \$60 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year (other than those referred to in subparagraph (i))

is multiplied by the number of weeks in the year during which the child care expenses were incurred and throughout which the supporting person was

(iii) a person in full-time attendance at a designated educational institution (within the meaning assigned by subsection 118.6(1)),

(iv) a person certified by a medical doctor to be a person who

(A) by reason of mental or physical infirmity and confinement throughout a period of not less than weeks in the year to bed or to a

s’il s’agit d’une déficience visuelle, un médecin en titre ou un optométriste l’atteste sur formulaire prescrit et qu’une copie de l’attestation soit produite au ministre,

(B) du produit obtenu en multipliant 2 000 \$ par le nombre d’enfants admissibles du contribuable pour l’année, à l’exception des enfants visés à la division (A),»

(3) L’alinéa 63(2)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) le produit obtenu lorsque le total :

(i) du produit obtenu en multipliant 120 \$ par le nombre d’enfants admis-

sibles du contribuable pour l’année qui sont âgés de moins de 7 ans à la fin de l’année ou qui ont une déficience physique ou mentale grave et prolongée, à condition qu’un médecin

en titre ou, s’il s’agit d’une déficience visuelle, un médecin en titre ou un optométriste l’atteste sur formulaire prescrit et qu’une copie de l’attestation soit produite au ministre,

(ii) du produit obtenu en multipliant 60 \$ par le nombre d’enfants admissibles du contribuable pour l’année, à l’exception des enfants visés au sous-alinéa (i),

est multiplié par le nombre de semaines de l’année au cours desquelles les frais de garde d’enfants ont été engagés et tout au long desquelles la personne assumant les frais d’entretien était visée l’un ou plusieurs des sous-alinéas suivants :

(iii) une personne qui fréquente un établissement d’enseignement agréé au sens du paragraphe 118.6(1) comme étudiant à temps plein,

(iv) une personne qu’un médecin en titre atteste être quelqu’un qui, selon le cas :

(A) en raison d’une infirmité mentale ou physique et de l’obligation pendant au moins 2 semaines de l’année, de garder le lit, de demeu-

(3) Paragraph 63(2)(b) at present reads as follows:

“(b) the product obtained when the lesser of

- (i) \$240, and
- (ii) \$60 multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year in respect of whom the child care expenses were incurred

is multiplied by the number of weeks in the year during which the child care expenses were incurred and throughout which the supporting person was a person described in one or more of the following subparagraphs:

- (iii) a person in full-time attendance at a designated educational institution (within the meaning assigned by paragraph 110(9)(a)),
- (iv) a person certified by a qualified medical practitioner to be a person who

(A) by reason of mental or physical infirmity and confinement throughout a period of not less than 2 weeks in the year to bed, to a wheelchair or as a patient in a hospital, an asylum or other similar institution, was incapable of caring for children, or

(B) by reason of mental or physical infirmity, was in the year, and is likely to be for a long-continued period of indefinite duration, incapable of caring for children,

(v) a person confined to a prison or similar institution throughout a period of not less than 2 weeks in the year, or

(vi) a person living separate and apart from the taxpayer, throughout a period of not less than 90 days commencing in the year, by reason of a breakdown of their marriage or similar domestic relationship.”

(3). — Texte actuel de l'alinéa 63(2)b) :

«b) le produit du moins élevé des montants suivants :

- (i) 240 \$, ou
- (ii) 60 \$ multiplié par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année pour lesquels les frais de garde d'enfants ont été engagés

par le nombre de semaines de l'année au cours desquelles les frais de garde d'enfants ont été engagés et tout au long desquelles la personne assumant les frais d'entretien était visée dans un ou plusieurs des sous-alinéas suivants :

(iii) une personne qui fréquente à plein temps un établissement d'enseignement désigné (au sens de l'alinéa 110(9)a)),

(iv) une personne déclarée par un médecin qualifié comme une personne qui,

(A) en raison d'une infirmité mentale ou physique et de l'obligation, pendant au moins 2 semaines de l'année, de garder le lit, de demeurer dans un fauteuil roulant ou d'effectuer un séjour dans un hôpital, un asile ou tout autre établissement semblable, a été dans l'incapacité de s'occuper de ses enfants, ou

(B) en raison d'une infirmité mentale ou physique, a été dans l'année et sera vraisemblablement, pendant une longue période indéfinie, dans l'incapacité de s'occuper de ses enfants,

(v) une personne qui a effectué dans l'année un séjour d'au moins 2 semaines dans une prison ou une autre institution semblable, ou

(vi) une personne vivant séparée du contribuable, pendant une période d'au moins 90 jours commençant dans l'année, à la suite d'une rupture de leur mariage ou de leur vie commune.»

wheelchair or as a patient in a hospital, an asylum or other similar institution, was incapable of caring for children, or

(B) by reason of mental or physical infirmity, was in the year, and is likely to be for a long-continued period of indefinite duration, incapable of caring for children,

(v) a person confined to a prison or similar institution throughout a period of not less than 2 weeks in the year, or

(vi) a person who, by reason of a breakdown of his marriage or similar domestic relationship, was living separate and apart from the taxpayer at the end of the year and for a period of at least 90 days commencing in the year.”

(4) All that portion of paragraph 63(3)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(a) “child care expense” means an expense incurred in a taxation year for the purpose of providing in Canada, for an eligible child of a taxpayer, child care services including baby sitting services, day nursery services or services provided at a boarding school or camp if the services were provided”

(5) Clause 63(3)(a)(ii)(C) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(C) in respect of whom an amount is deducted under section 118 in computing the tax payable under this Part for the year by the taxpayer or by a supporting person of the child,”

(6) Subparagraphs 63(3)(a)(iii) and (iv) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

rer dans un fauteuil roulant ou d'effectuer un séjour dans un hôpital, un asile ou tout autre établissement semblable, a été dans l'incapacité de s'occuper de ses enfants,

(B) en raison d'une infirmité mentale ou physique, a été dans l'année et sera vraisemblablement, pendant une longue période indéfinie, dans l'incapacité de s'occuper de ses enfants,

(v) une personne qui a effectué dans l'année un séjour d'au moins 2 semaines dans une prison ou une autre institution semblable,

(vi) une personne qui, pour cause d'échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, vit séparée du contribuable à la fin de l'année et pendant une période d'au moins 90 jours commençant au cours de l'année.»

(4) Le passage de l'alinéa 63(3)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) «frais de garde d'enfants» s'entend des frais engagés au cours d'une année d'imposition dans le but de faire assurer au Canada la garde de tout enfant admissible du contribuable, en le confiant à des services de garde d'enfants, y compris des services de gardienne d'enfants ou de garderie ou encore des services assurés dans un pensionnat ou dans une colonie de vacances, si les services étaient assurés :»

(5) La division 63(3)a)(ii)(C) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(C) pour laquelle un montant est déduit en application de l'article 118 dans le calcul de l'impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année par le contribuable ou par la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant,»

(6) Les sous-alinéas 63(3)a)(iii) et (iv) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“child care expense”
«frais de garde d'enfants»

«frais de garde d'enfants»
“child care expense”

(4) This amendment would substitute "services provided" for "lodging" and add the underlined words.

(4). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 63(3)a) :

«a) «frais de garde d'enfants» signifie tous frais engagés dans le but de faire assurer au Canada la garde de tout enfant admissible du contribuable, en le confiant à des services de garde d'enfants, notamment à une gardienne d'enfants, à une garderie ou en le plaçant dans un pensionnat ou dans une colonie de vacances, si les services étaient assurés»

(5) Clause 63(3)(a)(ii)(C) at present reads as follows:
“(C) in respect of whom a deduction has been made under section 109 in computing the taxable income for the year of the taxpayer or of a supporting person of the child,”

(5). — Texte actuel de la division 63(3)a)(ii)(C) :

«(C) au titre de laquelle une déduction a été effectuée en vertu de l'article 109 dans le calcul du revenu imposable pour l'année du contribuable ou de la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant.»

(6) Subparagraphs 63(3)(a)(iii) and (iv) at present read as follows:

“(iii) any such expenses incurred in the year for a child's lodging at a boarding school or camp, to the extent that the aggregate

(6). — Texte actuel des sous-alinéas 63(3)a)(iii) et (iv) :

«(iii) tous frais de cette nature engagés dans l'année pour le placement d'un enfant dans un pensionnat ou une colonie de vacances, dans la mesure où leur total dépasse le produit obtenu en

“(iii) any such expenses paid in the year for a child’s attendance at a boarding school or camp to the extent that the aggregate thereof exceeds the product obtained when

(A) in the case of a child of the taxpayer who

(I) is under 7 years of age at the end of the year, or

(II) has a severe and prolonged mental or physical impairment that has been certified as such in prescribed form by a medical doctor or, where the impairment is an impairment of sight, by a medical doctor or an optometrist, where a copy of the certificate has been filed with the Minister,

\$120, and

(B) in any other case, \$60

is multiplied by the number of weeks in the year during which the child attended the school or camp, and

(iv) for greater certainty, any expenses described in subsection 118.2(2) and any other expenses that are paid for medical or hospital care, clothing, transportation or education or for board and lodging (except as otherwise expressly provided in this paragraph)”

«(iii) tous frais de cette nature payés au cours de l’année pour un enfant qui fréquente un pensionnat ou une colonie de vacances, dans la mesure où leur total dépasse le produit obtenu lorsqu’une des sommes suivantes est multipliée par le nombre de semaines de l’année pendant lesquelles l’enfant fréquente le pensionnat ou la colonie de vacances :

(A) 120 \$, s’il s’agit d’un enfant du contribuable qui est âgé de moins de 7 ans à la fin de l’année ou qui a une déficience physique ou mentale grave et prolongée, à condition qu’un médecin en titre ou, s’il s’agit d’une déficience visuelle, un médecin en titre ou un optométriste l’atteste sur formulaire prescrit et qu’une copie de l’attestation soit produite au ministre,

(B) 60 \$, dans les autres cas,

(iv) pour plus de précision, les frais médicaux visés au paragraphe 118.2(2) et les autres frais payés au titre des soins médicaux ou hospitaliers, de l’habillement, du transport, de l’éducation et de la pension et du logement (sauf dispositions contraires au présent alinéa),»

(7) Paragraph 63(3)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(7) L’alinéa 63(3)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“eligible child”
«enfant
admissible»

“(c) “eligible child” of a taxpayer for a taxation year means

(i) a child of the taxpayer or of the taxpayer’s spouse, or

(ii) a child in respect of whom the taxpayer deducted an amount under section 118 for the year

if, at any time during the year, the child

(iii) is under 14 years of age, or

(iv) is dependent on the taxpayer or on the taxpayer’s spouse and has a mental or physical infirmity;”

«c) «enfant admissible» d’un contribuable pour une année d’imposition s’entend soit d’un enfant du contribuable ou du conjoint de celui-ci, soit d’un enfant pour lequel le contribuable a déduit un montant pour l’année en application de l’article 118 si, à une date quelconque de l’année, l’enfant est soit âgé de moins de 14 ans, soit à la charge du contribuable ou du conjoint de celui-ci et a une infirmité mentale ou physique;»

«enfant
admissible»
“eligible child”

(8) Subparagraph 63(3)(d)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(8) Le sous-alinéa 63(3)d)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

thereof exceeds the product obtained when \$60 is multiplied by the number of weeks in the year during which the child was so lodged, and

(iv) for greater certainty, any expenses described in paragraph 110(1)(c) and any other expenses that are incurred for medical or hospital care, clothing, transportation or education or for board and lodging (except as otherwise expressly provided in this paragraph),”

multipliant 60 \$ par le nombre de semaines de l'année pendant lesquelles l'enfant a été ainsi placé, et

(iv) pour plus de précision, tous frais visés à l'alinéa 110(1)c) et tous autres frais engagés au titre des soins médicaux ou hospitaliers, de l'habillement, du transport, de l'éducation ou de la pension et du logement (sauf dispositions contraires contenues dans le présent alinéa),»

(7) Paragraph 63(3)(c) at present reads as follows:

“(c) “eligible child” of a taxpayer for a taxation year means

- (i) a child of the taxpayer or of his spouse, or
- (ii) a child in respect of whom the taxpayer deducted an amount under section 109 for the year,

if, at any time during the year, the child was under 14 years of age or was over 13 years of age and dependent on the taxpayer by reason of mental or physical infirmity; and”

(7). — Texte actuel de l'alinéa 63(3)c) :

- «c) «enfant admissible» d'un contribuable pour une année d'imposition désigne
 - (i) l'enfant du contribuable ou de son conjoint, ou
 - (ii) un enfant à l'égard duquel le contribuable a déduit un montant pour l'année en vertu de l'article 109,

si, à une date quelconque de l'année, l'enfant était âgé de moins de 14 ans ou était âgé de plus de 13 ans et était, en raison d'une infirmité physique ou mentale, à la charge du contribuable; et»

(8) This amendment would substitute a reference to section 118 for the reference to section 109.

(8). — Texte actuel du sous-alinéa 63(3)d)(iii) :

«(iii) un particulier qui a déduit un montant à l'égard de l'enfant pour l'année en vertu de l'article 109,»

“(iii) an individual who deducted an amount under section 118 for the year in respect of the child”

«(iii) un particulier qui, pour l'année, a déduit un montant pour l'enfant en application de l'article 118.»

(9) Subsections (1) to (8) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(9) Les paragraphes (1) à (8) s'appliquent 5 aux années d'imposition 1988 et suivantes. 5

41. (1) All that portion of section 63.1 of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

41. (1) Le passage de l'article 63.1 de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application to deemed residents

“63.1 Where a taxpayer is deemed by 10 section 250 to be resident in Canada throughout all or part of a taxation year, in applying sections 62 and 63 in respect of him for the period when he is so deemed to be resident in Canada, the following rules 15 apply:”

«63.1 Lorsque, en application de l'article 250, un contribuable est réputé résider 10 au Canada pendant tout ou partie d'une année d'imposition, les articles 62 et 63 lui sont applicables pour la période où il est ainsi réputé résider au Canada selon les 15 règles suivantes :»

Application aux personnes réputées résider au Canada

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

42. (1) Paragraph 66(12.66)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

42. (1) L'alinéa 66(12.66)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) the Canadian exploration expenses are expenses described in subparagraph 66.1(6)(a)(i), (ii.1) or (iii),”

«b) ces frais sont des dépenses visées au 20 sous-alinéa 66.1(6)a)(i), (ii.1) ou (iii);»

(2) Section 66 of the said Act is further 25 amended by adding thereto, immediately after subsection (12.73) thereof, the following subsections:

(2) L'article 66 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (12.73), de ce qui suit :

Late filed forms

“(12.74) A corporation or partnership may file with the Minister a document 30 referred to in subsection (12.68), (12.69) or (12.7) after the day on or before which the document is required to be filed under the applicable subsection and the document shall be deemed to have been filed on 35 the day on or before which it was required to be filed

«(12.74) Une corporation ou société 25 Documents produits en retard peut produire au ministre un document visé au paragraphe (12.68), (12.69) ou (12.7) après le jour où le document doit au plus tard être produit selon ce paragraphe. Les documents produits sont réputés l'être 30 le jour où ils devaient l'être au plus tard si les conditions suivantes sont réunies :

(a) if it is filed within 90 days after that day; and

a) ils sont produits dans les 90 jours suivant ce jour;

(b) if the corporation or partnership, as 40 the case may be, pays to the Receiver General at the time of filing a penalty in respect of the late filing.

b) la corporation ou société paye au 35 receveur général, au moment de la production du document, la pénalité visée au paragraphe (12.75).

Les documents produits dans ce délai sont réputés l'être le jour où ils devaient l'être 40 au plus tard.

Penalty

(12.75) For the purposes of subsection (12.74), the penalty in respect of the late 45

(12.75) Toute corporation ou société qui produit un document visé au paragraphe

Pénalité

Clause 41: (1) The relevant portion of section 63.1 at present reads as follows:

“63.1 Where a taxpayer is deemed by section 250 to be resident in Canada throughout a taxation year or during a part of a taxation year, in applying sections 60, 62 and 63 in respect of him during the period when he is so deemed to be resident in Canada, the following rules apply:

(a) paragraph 60(f) shall be read without reference to the words “in Canada”;

Clause 42: (1) Paragraph 66(12.66)(b) at present reads as follows:

“(b) the Canadian exploration expenses are expenses described in subparagraph 66.1(6)(a)(iii) incurred in respect of a mineral resource other than a bituminous sands deposit, an oil sands deposit or an oil shale deposit,”

(2) New.

Article 41, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 63.1 :

«63.1 Lorsqu'un contribuable est réputé, aux termes de l'article 250, être un résident du Canada pendant tout une année d'imposition ou pendant une partie d'une année d'imposition, les articles 60, 62 et 63 lui sont applicables à cette époque et les règles suivantes s'appliquent :

a) il ne doit pas être tenu compte, à l'alinéa 60f), des mots «au Canada»;

Article 42, (1). — Texte actuel de l'alinéa 66(12.66)b) :

«b) ces frais sont des dépenses visées au sous-alinéa 66.1(6)a)(iii), concernant une ressource minérale qui n'est ni un gisement de sables bitumineux, ni un gisement de sables pétrolifères, ni un gisement de schiste bitumineux;»

(2). — Nouveau.

filing of a document referred to in subsection (12.68), (12.69) or (12.7) is the lesser of

(a) \$15,000, and

(b) 1/4 of 1% of the maximum amount in respect of the Canadian exploration expenses, Canadian development expenses and Canadian oil and gas property expenses renounced, to be renounced, attributed or to be attributed as set out in the document.”

(3) Subparagraph 66(15)(e)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) subject to section 66.8, his share of the foreign exploration and development expenses incurred after 1971 by a partnership in a fiscal period thereof, if at the end of that period he was a member thereof, and”

(4) Subsection (1) is applicable with respect to expenses incurred after 1987, except that an amount in respect of oil or gas expenses renounced under subsection 66(12.66) of the said Act by a corporation on or before the day that is 30 days after the day this Act is assented to shall be deemed to have been renounced within 90 days after the end of 1987.

(5) Subsection (2) is applicable after March 19, 1987 except that, where the document was filed before July, 1988, subsection 66(12.74) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read without reference to paragraphs (a) and (b) thereof.

(6) Subsection (3) is applicable after June 17, 1987.

43. (1) Clause 66.1(6)(a)(ii.1)(D) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(D) there has been filed with the Minister, on or before the day that is 6 months after the end of the taxation year of the taxpayer in which the drilling of the well was commenced, a certificate issued by the Minister of Energy, Mines and

(12.68), (12.69) ou (12.7) dans le délai prévu au paragraphe (12.74) est passible d'une pénalité égale, sans être supérieure à 15 000 \$, à 0,25 % du montant maximal au titre des frais d'exploration au Canada, des frais d'aménagement au Canada et des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz auquel il est renoncé ou doit être renoncé ou qui sont attribués ou attribuables conformément à ce document.»

(3) Le sous-alinéa 66(15)e(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) sous réserve de l'article 66.8, sa part des frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger qu'une société a engagés après 1971 au cours d'un de ses exercices financiers, s'il en était un associé à la fin de cet exercice,»

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux frais engagés après 1987. Toutefois, un montant au titre de frais relatifs au pétrole et au gaz auxquels une corporation renonce, en application du paragraphe 66(12.66) de la même loi, au plus tard 30 jours après la date de sanction de la présente loi est réputé avoir fait l'objet d'une renonciation dans les 90 jours suivant la fin de 1987.

(5) Le paragraphe (2) s'applique après le 19 mars 1987. Toutefois, il n'est pas tenu compte des alinéas a) et b) du paragraphe 66(12.74) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), si les documents qui sont visés à ce paragraphe sont produits avant juillet 1988.

(6) Le paragraphe (3) s'applique après le 17 juin 1987.

43. (1) La division 66.1(6)a(ii.1)(D) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(D) que soit produite au ministre, au plus tard six mois après la fin de l'année d'imposition du contribuable dans laquelle le forage du puits a commencé, une attestation délivrée par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources por-

(3) This amendment would add a reference to section 66.8.

(3). — Adjonction d'un renvoi à l'article 66.8.

Clause 43: (1) Clause 66.1(6)(a)(ii.1)(D) at present reads as follows:

“(D) a certificate in prescribed form in respect of the well has been filed with the Minister on or before the day that is 60 days after the end of the calendar year in which the drilling of the well has commenced.”

Article 43, (1). — Texte actuel de la division 66.1(6)a(ii.1)(D) :

«(D) qu'une attestation concernant le puits, sur le formulaire réglementaire, soit produite au ministre au plus tard le 60^e jour suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle le forage du puits a commencé.»

Resources certifying that, on the basis of evidence submitted to him, he is satisfied that

- (I) the aggregate of expenses incurred and to be incurred in drilling and completing the well, in building a temporary access road to the well and in preparing the site in respect of the well will exceed \$5,000,000, and
 (II) the well will not produce, otherwise than for a specified purpose, within the period of 24 months commencing on the day on which the drilling of the well is completed,”

tant que, compte tenu des éléments de preuve qui lui ont été présentées, il est convaincu :

- (I) d'une part, que le total des dépenses engagées et à engager pour le forage ou l'achèvement du puits, la construction d'une route d'accès temporaire au puits et la préparation d'un emplacement pour le puits dépassera 5 000 000 \$,
 (II) d'autre part, que le puits ne produira pas de pétrole ou de gaz sinon à une fin admise dans la période de 24 mois commençant à la date où le forage du puits est terminé,»

(2) Subparagraph 66.1(6)(a)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) subject to section 66.8, his share of any expense referred to in any of subparagraphs (i), (i.1), (ii), (ii.1), (iii) or (iii.1) incurred by a partnership in a fiscal period thereof, if at the end of that period he was a member thereof, or”

(3) Subparagraph 66.1(6)(b)(xi) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(xi) that portion of the aggregate of all amounts deducted by the taxpayer under subsection 127(5) or (6) for a taxation year ending before that time that may reasonably be attributed to a qualified Canadian exploration expenditure (within the meaning assigned by subsection 127(9)) made in a preceding taxation year, or”

(4) Section 66.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

“(10) A certificate in respect of an oil or gas well issued by the Minister of Energy, Mines and Resources for the purposes of clause (6)(a)(ii.1)(D) shall be deemed never to have been issued and

(2) Le sous-alinéa 66.1(6)a)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) sous réserve de l'article 66.8, sa part d'une dépense visée à l'un des sous-alinéas (i), (i.1), (ii), (ii.1), (iii) ou (iii.1) qu'une société a engagée au cours d'un de ses exercices financiers, s'il en était un associé à la fin de cet exercice,»

(3) Le sous-alinéa 66.1(6)b)(xi) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(xi) la partie du total des montants déduits par le contribuable en application des paragraphes 127(5) ou (6) pour une année d'imposition se terminant avant cette date, qu'il est raisonnable d'attribuer à une dépense admissible d'exploration au Canada, au sens du paragraphe 127(9), faite au cours d'une année d'imposition antérieure, ou»

(4) L'article 66.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(10) L'attestation concernant un puits de pétrole ou de gaz délivrée par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour l'application de la division (6)a)(ii.1)(D) est réputée ne jamais avoir

Certificate
ceasing to be
valid

Attestation
invalide

(2) Subparagraph 66.1(6)(a)(iv) at present reads as follows:

“(iv) his share of any expense referred to in any of subparagraphs (i) to (iii.1) incurred by a partnership in a fiscal period thereof, if, at the end of that period he was a member thereof, or”

(3) Subparagraph 66.1(6)(b)(xi) at present reads as follows:

“(xi) that portion of the aggregate of all amounts deducted by the taxpayer under subsection 127(5) or (6) for the taxation year in which that time is included or any preceding taxation year, that may reasonably be attributed to a qualified Canadian exploration expenditure within the meaning assigned by subsection 127(9), or”

(4) New.

(2). — Texte actuel du sous-alinéa 66.1(6)a(iv) :

«(iv) sa part d'une dépense visée à l'un des sous-alinéas (i) à (iii.1) et engagée par une société durant un exercice financier de cette dernière si, à la fin de cet exercice financier, il en était membre.»

(3). — Texte actuel du sous-alinéa 66.1(6)b(xi) :

«(xi) la partie du total des montants déduits par le contribuable selon les paragraphes 127(5) et (6) pour l'année d'imposition qui comprend cette date et pour toute année d'imposition antérieure, qu'il est raisonnable d'attribuer à une dépense admissible d'exploration au Canada au sens du paragraphe 127(9), ou»

(4). — Nouveau.

never to have been filed with the Minister where

(a) the well produces, otherwise than for a specified purpose, within the period of 24 months commencing on the day on which the drilling of the well was completed; or

(b) in applying for the certificate, the applicant, in any material respect, provided any incorrect information or failed to provide information.”

(5) Subsections (1) and (4) are applicable after March 1987, except that a certificate referred to in clause 66.1(6)(a)(ii.1)(D) of the said Act, as enacted by subsection (1), that is filed with the Minister of National Revenue within 120 days after this Act is assented to shall be deemed to have been filed on or before the day that is 6 months after the end of the taxation year of the taxpayer in which the drilling of the well to which the certificate relates was commenced.

(6) Subsection (2) is applicable after June 17, 1987.

(7) Subsection (3) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

44. (1) Paragraph 66.2(5)(a) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subparagraph (ii) thereof, the following subparagraph:

“(ii.1) any expense incurred by him after 1987

(A) in sinking or excavating a mine shaft, main haulage way or similar underground work designed for continuing use, for a mine in a mineral resource in Canada built or excavated after the mine came into production, or

(B) in extending any such shaft, haulage way or work,”

(2) Subparagraph 66.2(5)(a)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) subject to section 66.8, his share of any expense referred to in any of subparagraphs (i) to (iii) incurred by a partnership in a fiscal period there-

été délivrée et ne jamais avoir été produite au ministre si, selon le cas :

a) le puits produit du pétrole ou du gaz, autrement qu'à une fin admise, dans les 24 mois commençant à la date où le forage du puits est terminé;

b) dans sa demande d'attestation, le contribuable fournit des renseignements faux ou ne fournit pas de renseignements, sur des points importants.»

(5) Les paragraphes (1) et (4) s'appliquent après mars 1987. Toutefois, l'attestation visée à la division 66.1(6)(a)(ii.1)(D) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), qui est produite au ministre du Revenu national dans les 120 jours suivant la date de sanction de la présente loi est réputée produite au plus tard six mois après la fin de l'année d'imposition du contribuable au cours de laquelle le forage du puits visé par l'attestation a commencé.

(6) Le paragraphe (2) s'applique après le 17 juin 1987.

(7) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

44. (1) L'alinéa 66.2(5)a) de la même loi est modifié par insertion, après le sous-alinéa (ii), de ce qui suit :

«(ii.1) une dépense engagée par le contribuable après 1987 en vue de creuser un puits de mine, une voie principale de roulage ou d'autres travaux souterrains semblables destinés à un usage continu, ou en vue de prolonger ceux-ci, creusés ou construits après l'entrée en production d'une mine située dans une ressource minérale au Canada,»

(2) Le sous-alinéa 66.2(5)a)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) sous réserve de l'article 66.8, sa part d'une dépense visée à l'un des sous-alinéas (i) à (iii) qu'une société a engagée au cours d'un de ses exercices

Clause 44: (1) New.

(2) This amendment would add a reference to section 66.8.

Article 44, (1). — Nouveau.

(2). — Adjonction d'un renvoi à l'article 66.8 et remplacement de «membre» par «un associé».

17 juin 1987

(3) Le paragraphe (1) s'applique après la date de l'adoption de la Loi.

(4) Le paragraphe (2) s'applique après le 17 juin 1987.

17 juin 1987

(1) Le paragraphe (1) s'applique après la date de l'adoption de la Loi.

(2) Le paragraphe (2) s'applique après le 17 juin 1987.

(3) Le paragraphe (3) s'applique après la date de l'adoption de la Loi.

(4) Le paragraphe (4) s'applique après le 17 juin 1987.

17, 1987

(1) Subsection (1) is applicable after June 17, 1987.

(2) Subsection (2) is applicable after June 17, 1987.

(3) Subsection (3) is applicable with respect to expenses incurred after 1987.

(4) Subsection (4) is applicable after June 17, 1987.

17, 1987

(1) The amendment is amended by 20 adding therein, immediately after section 66.7, the following section:

66.8 (1) Where a taxpayer is a limited partner of a partnership at the end of a fiscal period of the partnership the following rules apply:

(a) determine the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts each of which is the share of

(A) the Canadian oil and gas property expenses in the subsection referred to as "property expenses",

(B) the Canadian development expenses in the subsection referred to as "development expenses",

(C) the Canadian exploration expenses in the subsection referred to as "exploration expenses",

(D) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(E) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(F) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(G) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(H) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(I) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(J) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(K) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(L) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(M) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(N) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(O) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(P) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(Q) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(R) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(S) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(T) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(U) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(V) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(W) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(X) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

(Y) the Canadian exploration expenses referred to as "exploration expenses",

(Z) the Canadian development expenses referred to as "development expenses",

Document
de l'Assemblée
nationale

of, if, at the end of that period, he was a member thereof, or”

(3) Subsection (1) is applicable with respect to expenses incurred after 1987, other than amounts included in the capital cost of depreciable property.

(4) Subsection (2) is applicable after June 17, 1987.

45. (1) Subparagraph 66.4(5)(a)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) subject to section 66.8, his share of any expense referred to in subparagraph (i) incurred by a partnership in a fiscal period thereof, if at the end of that fiscal period he was a member thereof, or”

(2) Subsection (1) is applicable after June 17, 1987.

46. (1) The said Act is amended by 20 adding thereto, immediately after section 66.7, the following section:

“66.8 (1) Where a taxpayer is a limited partner of a partnership at the end of a fiscal period of the partnership, the following rules apply:

(a) determine the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts each of which is his share of

(A) the Canadian oil and gas property expenses (in this subsection referred to as “property expenses”),

(B) the Canadian development expenses (in this subsection referred to as “development expenses”),

(C) the Canadian exploration expenses (in this subsection referred to as “exploration expenses”), or

(D) the foreign exploration and development expenses (in this subsection referred to as “foreign expenses”),

incurred by the partnership in the fiscal period determined without reference to this subsection

financiers, s’il en était un associé à la fin de cet exercice.»

(3) Le paragraphe (1) s’applique aux dépenses engagées après 1987, à l’exclusion des montants inclus dans le coût en capital de biens amortissables.

(4) Le paragraphe (2) s’applique après le 17 juin 1987.

45. (1) Le sous-alinéa 66.4(5)a)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) sous réserve de l’article 66.8, sa part d’une dépense visée au sous-alinéa (i) qu’une société a engagée au cours d’un de ses exercices financiers, s’il en était un associé à la fin de cet exercice.»

(2) Le paragraphe (1) s’applique après le 17 juin 1987.

46. (1) La même loi est modifiée par 20 insertion, après l’article 66.7, de ce qui suit :

“66.8 (1) Les règles suivantes s’appliquent dans le cas où un contribuable est commanditaire ou assimilé d’une société à la fin d’un exercice financier de celle-ci :

a) il y a lieu de calculer l’excédent éventuel :

(i) du total des montants dont chacun représente sa part des frais suivants que la société a engagés au cours de l’exercice, calculée sans tenir compte du présent paragraphe :

(A) les frais à l’égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz,

(B) les frais d’aménagement au Canada,

(C) les frais d’exploration au Canada, ou

(D) les frais d’exploration et d’aménagement à l’étranger,

(ii) sur l’excédent éventuel

(A) de la fraction à risques, à la fin de l’exercice, de l’intérêt du contribuable dans la société

(B) sur le total :

Frais relatifs à des ressources d’un commanditaire ou assimilé

Resource expenses of limited partner

Clause 45: (1) This amendment would add a reference to section 66.8.

Clause 46: (1) New.

Article 45, (1). — Adjonction d'un renvoi à l'article 66.8 et remplacement de «membre» par «un associé».

Article 46, (1). — Nouveau.

(1) For the purpose of subparagraph (1)(a)(i), the amount by which a member's share of a class of expenses is reduced under paragraph (1)(A) in respect of a fiscal period in the tax year the partnership shall be added to the tax...

Amount in following line

exceeds

- (ii) the amount, if any, by which
(A) the taxpayer's at-risk amount
at the end of the fiscal period in
respect of the partnership

5

exceeds

- (B) the aggregate of
(I) the amount required by sub-
section 127(8) in respect of the
partnership to be added in com-
puting the investment tax credit
of the taxpayer in respect of the
fiscal period, and
(II) the taxpayer's share of any
losses of the partnership for the
fiscal period from a farming
business;

10

(b) the amount determined under para-
graph (a) shall be applied

- (i) first to reduce his share of prop-
erty expenses,
(ii) if any remains unapplied, then to
reduce his share of development
expenses,
(iii) if any remains unapplied, then to
reduce his share of exploration
expenses, and
(iv) if any remains unapplied, then to
reduce his share of foreign expenses,

20

incurred by the partnership in the fiscal
period; and

(c) for the purposes of subparagraph
53(2)(c)(ii), sections 66 to 66.7, subsec-
tion 96(2.1) and section 111, the tax-
payer's share of each class of expenses
described in subparagraph (a)(i)
incurred by the partnership in the fiscal
period shall be deemed to be the amount
by which the taxpayer's share of that
class of expenses as determined under
subparagraph (a)(i) exceeds the
amount, if any, that was applied under
paragraph (b) to reduce his share of
that class of expenses.

35

40

45

(2) For the purposes of subparagraph
(1)(a)(i), the amount by which a taxpay-
er's share of a class of expenses incurred
by a partnership is reduced under para-
graph (1)(b) in respect of a fiscal period of
the partnership shall be added to the tax-

50

(I) de la partie du montant déter-
minée à l'égard de la société pour
l'exercice à ajouter, en applica-
tion du paragraphe 127(8), dans
le calcul du crédit d'impôt à l'in-
vestissement du contribuable, et
(II) de la part, dont le contribu-
able est tenu pour l'exercice, des
pertes de la société provenant
d'une entreprise agricole;

5

10

b) l'excédent calculé à l'alinéa a) est
appliqué successivement en réduction de
sa part des frais à l'égard de biens cana-
diens relatifs au pétrole et au gaz, puis
des frais d'aménagement au Canada,
puis des frais d'exploration au Canada,
et enfin des frais d'exploration et d'amé-
nagement à l'étranger, que la société a
engagés au cours de l'exercice;

15

c) pour l'application du sous-alinéa
53(2)b)(ii), des articles 66 à 66.7, du
paragraphe 96(2.1) et de l'article 111, la
part qui revient au contribuable de
chaque catégorie de frais visés au sous-
alinéa a)(i) que la société a engagés au
cours de l'exercice est réputée égale à
l'excédent de la part qui revient au con-
tribuable des frais de cette catégorie, sur
l'excédent éventuel appliqué en réduction
de sa part des frais de cette catégo-
rie en application de l'alinéa b).

20

25

30

Expenses in
following fiscal
period

(2) Pour l'application du sous-alinéa
(1)a)(i), l'excédent appliqué en réduction
de la part d'un contribuable des frais d'une
catégorie qu'une société a engagés au
cours d'un exercice financier, en applica-
tion de l'alinéa (1)b), doit être ajouté à la

Frais engagés
au cours de
l'exercice
financier
suivant

35

payer's share, otherwise determined, of that class of expenses incurred by the partnership in the immediately following fiscal period of the partnership.

part du contribuable, déterminée par ailleurs, des frais de cette catégorie engagés par la société au cours de l'exercice financier suivant.

Interpretation

(3) In this section, 5
 (a) the expressions "at-risk amount" of a taxpayer in respect of a partnership and "limited partner" of a partnership have the meanings assigned by subsections 96(2.2) and (2.4), respectively, 10 except that, with respect to the definition of limited partner, the definition "exempt interest" in subsection 96(2.5) shall be read as though the reference therein to 15
 (i) "February 25, 1986" were a reference to "June 17, 1987",
 (ii) "February 26, 1986" were a reference to "June 18, 1987",
 (iii) "January 1, 1987" were a refer- 20
 ence to "January 1, 1988",
 (iv) "June 12, 1986" were a refer-
 ence to "June 18, 1987", and
 (v) "prospectus, preliminary prospec- 25
 tus or registration statement" were read as "prospectus, preliminary prospectus, registration statement, offering memorandum or notice that is required to be filed before any distribution of securities may commence"; 30
 and
 (b) a reference to a taxpayer who is a member of a particular partnership shall include a reference to another partnership that is a member of the particular 35
 partnership."

(3) Au présent article : 5 Précisions
 a) les expressions «fraction à risques» et «commanditaire ou assimilé» s'entendent respectivement au sens des paragraphes 96(2.2) et (2.4); toutefois, en rapport avec la définition de «commanditaire ou 10
 assimilé», les modifications suivantes sont apportées à la définition d'«intérêt exonéré» au paragraphe 96(2.5) :
 (i) la date du 25 février 1986 est 15
 remplacée par celle du 17 juin 1987,
 (ii) la date du 26 février 1986, par celle du 18 juin 1987,
 (iii) la date du 1^{er} janvier 1987, par celle du 1^{er} janvier 1988,
 (iv) la date du 12 juin 1986, par celle 20
 du 18 juin 1987,
 (v) la mention «un prospectus, un prospectus provisoire ou une déclaration d'enregistrement», à l'alinéa 96(2.5)b), est remplacée par la men- 25
 tion «un prospectus, un prospectus provisoire, une déclaration d'enregistrement, une notice d'offre ou un avis à produire avant le placement des titres»; 30
 (vi) la mention «le prospectus, le prospectus provisoire ou la déclaration d'enregistrement», dans le passage qui suit l'alinéa 96(2.5)c), est remplacée par la mention «le prospec- 35
 tus, le prospectus provisoire, la déclaration d'enregistrement, la notice d'offre ou l'avis».

b) un renvoi à un contribuable qui est un associé d'une société donnée com- 40
 prend un renvoi à une autre société qui est un associé de la société donnée.»

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after June 17, 1987.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui se terminent après le 17 juin 1987. 45

47. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 40 insertion, après l'article 67, de ce qui suit : 67 thereof, the following sections:

47. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 67, de ce qui suit :

Expenses for
food, etc.

“67.1 (1) For the purposes of this Act, other than sections 62, 63 and 118.2, an amount paid or payable in respect of the human consumption of food or beverages or the enjoyment of entertainment shall be deemed to be 80% of the lesser of

- (a) the amount actually paid or payable in respect thereof, and
- (b) an amount in respect thereof that would be reasonable in the circumstances.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply to an amount paid or payable by a person in respect of the consumption of food or beverages or the enjoyment of entertainment where the amount

- (a) is paid or payable for food, beverages or entertainment provided for, or in expectation of, compensation in the ordinary course of a business carried on by that person of providing the food, beverages or entertainment for compensation;
- (b) relates to a fund-raising event the primary purpose of which is to benefit a registered charity;
- (c) is an amount for which the person is compensated and the amount of the compensation is reasonable and specifically identified in writing to the person paying the compensation;
- (d) is required to be included in computing the income of an employee of the person or would be so required but for subparagraph 6(6)(a)(ii); or
- (e) is incurred by the person for food, beverages or entertainment generally available to all employees of the person at a particular location.

Fees for
convention, etc.

(3) For the purposes of this section, where a fee paid or payable for a conference, convention, seminar or similar event entitles the participant to food, beverages or entertainment (other than incidental beverages and refreshments made available during the course of meetings or receptions at the event) and a reasonable part of the fee, determined on the basis of

Frais de
représentation

«67.1 (1) Pour l'application de la présente loi, abstraction faite des articles 62, 63 et 118.2, un montant payé ou payable pour des aliments, des boissons ou des divertissements pris par des personnes est réputé correspondre à 80 % du moins élevé du montant réellement payé ou payable ou du montant qui serait raisonnable dans les circonstances.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au montant payé ou payable par une personne pour des aliments, des boissons ou des divertissements dans les cas suivants :

- a) le montant est payé ou payable pour des aliments, des boissons ou des divertissements fournis contre paiement ou en vue de l'obtention d'un bénéfice dans le cours normal d'une entreprise exploitée par cette personne qui consiste à fournir contre paiement ces aliments, ces boissons ou ces divertissements;
- b) le montant est payé ou payable dans le cadre d'une levée de fonds dont le principal objet est un objet charitable d'un organisme de charité enregistré;
- c) le montant est payé ou payable contre un paiement raisonnable indiqué de façon précise par écrit à la personne qui fait ce paiement;
- d) le montant doit être inclus dans le calcul du revenu d'un employé de la personne, ou le devrait sans le sous-alinéa 6(6)a(ii);
- e) le montant est engagé par la personne pour des aliments, des boissons et des divertissements qui sont offerts, de façon générale, à tous les employés de la personne à un endroit donné.

(3) Pour l'application du présent article, si les frais payés ou payables pour participer à une conférence, à un congrès, à un colloque ou à un événement semblable donnent au participant droit à des aliments, des boissons ou des divertissements — à l'exclusion des rafraîchissements offerts accessoirement lors de réunions ou réceptions tenues dans le cadre de l'événement

Frais de
congrès

the cost of providing the food, beverages and entertainment, is not identified in the account for the fee as compensation for the food, beverages and entertainment, \$50 or such other amount as may be prescribed shall be deemed to be the actual amount paid or payable in respect of food, beverages and entertainment for each day of the event on which food, beverages or entertainment is provided and, for the purposes of this Act, the fee for the event shall be deemed to be the actual amount of the fee minus the amount deemed by this subsection to be the actual amount paid or payable for the food, beverages and entertainment.

ment — et si une partie raisonnable de ces frais, calculée en fonction du coût de la fourniture des aliments, boissons et divertissements, n'est pas indiquée dans le compte de frais à titre de paiement pour ceux-ci, un montant de 50 \$, ou tout autre montant qui peut être fixé par règlement, est réputé être le montant réellement payé ou payable pour ceux-ci pour chaque jour de l'événement où ceux-ci sont fournis. Pour l'application de la présente loi, les frais de participation à l'événement sont réputés être les frais réels moins le montant réputé, par le présent paragraphe, être le montant réellement payé ou payable.

Interpretation

(4) For the purposes of this section,
 (a) no amount paid or payable for travel on an airplane, train or bus shall be considered to be in respect of food, beverages or entertainment consumed or enjoyed while travelling thereon; and
 (b) "entertainment" includes amusement and recreation.

(4) Pour l'application du présent article :

Interprétation

a) aucun montant payé ou payable pour un voyage à bord d'un avion, d'un train ou d'un autobus ne peut être considéré comme payé ou payable pour des aliments, des boissons ou des divertissements pris pendant le voyage;
 b) sont assimilés à des divertissements les loisirs et les amusements.

Interest on money borrowed for passenger vehicle

67.2 For the purposes of this Act, where in computing income for a taxation year an amount is otherwise deductible in respect of interest payable on borrowed money used to acquire, or an amount payable for the acquisition of, a passenger vehicle, the amount deductible shall not exceed the amount determined by the formula

67.2 Pour l'application de la présente loi, le montant déductible par ailleurs dans le calcul du revenu pour une année d'imposition, au titre des intérêts payables sur l'argent emprunté utilisé pour acquérir une voiture de tourisme ou sur un montant payable pour l'acquisition d'une voiture de tourisme, ne peut dépasser le montant calculé selon la formule suivante :

Intérêts sur l'argent emprunté pour une voiture de tourisme

$$\frac{A}{30} \times B$$

35

$$\frac{A}{30} \times B$$

35

where

A is \$250 or such other amount as may be prescribed; and
 B is the number of days in the year in respect of which the interest was payable.

où

A représente 250 \$ ou tout autre montant qui peut être fixé par règlement;
 B le nombre de jours de l'année où les intérêts sont payables.

Limitation re motor vehicle expenses

67.3 (1) Notwithstanding any other provision of this Act (other than subsections (2) and 8(11) and section 67.2), in computing the income of an individual

67.3 (1) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi (sauf les paragraphes (2) et 8(11) et l'article 67.2), le montant qu'un particulier — à l'exclusion

Limitation des frais concernant les véhicules à moteur

(other than a trust) for a taxation year no amount shall be deducted in respect of a motor vehicle (other than for parking) in excess of the amount determined by the formula

$$\frac{A}{B} \times [C + (\frac{D}{E} \times F)]$$

where

- A is the number of kilometres for which the vehicle was used in the year in connection with gaining or producing the individual's income while it was owned or leased by the individual; 10
- B is the total number of kilometres travelled by the motor vehicle in the year while it was owned or leased by the individual; 15
- C is the aggregate of the expenses incurred by the individual in the year for fuel for, and maintenance and repair of, the vehicle less the aggregate of all rebates, allowances (other than allowances to the extent that they are included in computing the individual's income) or reimbursements in respect thereof received by him or to which he is or may become entitled; 25
- D is the lesser of
- the value determined for A under this subsection for the year in respect of the vehicle, and 30
 - the product of 2,000 and the quotient obtained when the number of days in the year during which the vehicle was owned or leased by the individual and used in connection with gaining or producing the individual's income is divided by 30 (except that if the quotient so obtained is not a full number and exceeds one it shall be taken to the nearest full number or, if there is no nearest full number, then to the full number next below it); 35
- E is the lesser of
- the value determined for B under this subsection for the year in respect of the vehicle, and 45

d'une fiducie — peut déduire au titre d'un véhicule à moteur (sauf en ce qui concerne le stationnement du véhicule) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition ne peut dépasser le montant calculé selon la formule suivante : 5

$$\frac{A}{B} \times [C + (\frac{D}{E} \times F)]$$

où

- A représente le nombre de kilomètres d'utilisation du véhicule au cours de l'année afin de permettre au particulier de gagner un revenu alors qu'il était propriétaire ou locataire du véhicule; 10
- B le nombre total de kilomètres parcourus par le véhicule au cours de l'année alors que le particulier en était propriétaire ou locataire; 15
- C le total des frais que le particulier a engagés au cours de l'année pour le carburant, l'entretien et les réparations du véhicule moins le total des rabais, allocations (sauf dans la mesure où elles sont incluses dans le calcul du revenu du particulier) et remboursements reçus par le particulier à ce titre ou auxquels il a droit ou peut avoir droit; 25
- D le moins élevé :
- du nombre de kilomètres d'utilisation du véhicule au cours de l'année afin de permettre au particulier de gagner un revenu, 30
 - du produit de 2 000 par le quotient obtenu en divisant par 30 le nombre de jours de l'année au cours desquels le véhicule a été utilisé afin de permettre au particulier de gagner un revenu alors qu'il était propriétaire ou locataire du véhicule, ce quotient étant, s'il est supérieur à un, arrêté au nombre entier, les résultats ayant cinq ou moins en première décimale étant arrondis au nombre entier inférieur; 35
- E le moins élevé :
- du nombre total de kilomètres parcourus par le véhicule au cours de l'an- 45

10
 20
 30
 40
 50
 60
 70
 80
 90
 100
 110
 120
 130
 140
 150
 160
 170
 180
 190
 200

21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100

130

(d) the product of 2,000 and the quotient obtained when the number of days in the year during which the vehicle was owned or leased by the individual is divided by 30 (except that if the quotient so obtained is not a full number and exceeds one it shall be taken to the nearest full number or, if there is no nearest full number, then to the full number next below it); and

F is the aggregate of

(e) the expenses incurred by the individual in the year for

(i) licensing or registration of the vehicle, and

(ii) insurance against loss of or damage to the vehicle and liability resulting from its use or operation,

(f) where the vehicle was leased by the individual from a lessor, the cost to the individual of leasing it in the year,

(g) any allowance in respect of the capital cost to the individual of the vehicle as may be allowed under paragraph 20(1)(a), except that where the vehicle is a passenger vehicle, paragraphs 13(7)(g) and (h) apply in determining for the purpose of this paragraph its capital cost or cost, as the case may be, to the individual, and

(h) interest payable in respect of the year on borrowed money used to acquire, or an amount payable for the acquisition of, the vehicle.

(2) Notwithstanding any other provision of this Act, where

(a) a taxpayer leases a passenger vehicle from a lessor in a taxation year, and

(b) in computing the taxpayer's income for the year an amount may be deducted in respect of the vehicle,

in determining the amount that may be so deducted, the cost to the taxpayer of leasing the vehicle shall not exceed the lesser of

(c) the amount determined by the formula

née alors que le particulier en était propriétaire ou locataire,

b) du produit de 2 000 par le quotient obtenu en divisant par 30 le nombre de jours de l'année au cours desquels le particulier était propriétaire ou locataire du véhicule, ce quotient étant, s'il est supérieur à un, arrêté au nombre entier, les résultats ayant cinq ou moins en première décimale étant arrondis au nombre entier inférieur;

F le total :

a) des frais que le particulier a engagés au cours de l'année pour l'immatriculation du véhicule et pour l'assurance contre la perte du véhicule, les dommages à celui-ci et la responsabilité résultant de son utilisation ou de son fonctionnement,

b) du coût pour le particulier de la location du véhicule au cours de l'année en tant que preneur,

c) de toute déduction pour amortissement du véhicule accordée au particulier par application de l'alinéa 20(1)a), sauf s'il s'agit d'une voiture de tourisme auquel cas les alinéas 13(7)g) et h) s'appliquent pour déterminer le coût en capital ou le coût de l'automobile pour le particulier aux fins du présent alinéa,

d) des intérêts payables pour l'année sur l'argent emprunté utilisé pour acquérir le véhicule ou sur un montant payable pour l'acquisition du véhicule.

(2) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, dans le cas où un contribuable loue, en tant que preneur, une voiture de tourisme au cours d'une année d'imposition et peut déduire un montant au titre de la voiture dans le calcul de son revenu pour l'année, le coût pour le contribuable de la location de la voiture ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants aux fins du calcul du montant ainsi déductible :

a) le montant calculé selon la formule suivante :

Limitation re
cost of leasing
passenger
vehicle

Limitation du
coût de location
d'une voiture de
tourisme

$$\left(\frac{A \times B}{30}\right) - C - D - E$$

where

- A is \$600 or such other amount as may be prescribed,
- B is the number of days before the end of the year during which the vehicle was leased by the taxpayer from the lessor,
- C is the aggregate of all amounts deducted in computing the taxpayer's income for preceding taxation years in respect of the lease of the vehicle,
- D is the amount of interest that would be earned on that part of the total of all refundable amounts paid by or on behalf of the taxpayer in respect of the lease that exceeds \$1,000 if interest were
- (i) payable on the refundable amounts at the prescribed rate that would be applicable if the amounts were amounts payable under this Act, and
 - (ii) computed for the period in the year during which the refundable amounts are outstanding, and
- E is the aggregate of all reimbursements receivable by the taxpayer in respect of the lease of the vehicle during the year; and
- (d) the amount determined by the formula

$$\left(\frac{A \times B}{.85C}\right) - D - E$$

where

- A is the aggregate of the actual lease charges payable to the lessor by the taxpayer for the lease of the vehicle during the year,
- B is \$20,000 or such other amount as may be prescribed,

$$\left(\frac{A \times B}{30}\right) - C - D - E$$

où

- A représente 600 \$ ou tout autre montant qui peut être fixé par règlement;
- B le nombre de jours avant la fin de l'année pendant lesquels le contribuable loue la voiture;
- C le total des montants déduits au titre de la location de la voiture dans le calcul du revenu du contribuable pour les années d'imposition antérieures;
- D les intérêts qui seraient gagnés sur la partie, excédant 1 000 \$, de tous les montants remboursables payés par le contribuable ou en son nom pour la location de la voiture, si ces intérêts étaient :
- (i) payables sur les montants remboursables au taux prescrit qui s'appliquerait si les montants étaient payables en vertu de la présente loi, et
 - (ii) calculés pour la période de l'année où les montants remboursables sont impayés;
- E le total des remboursements à recevoir par le contribuable pour la location de la voiture au cours de l'année;
- b) le montant calculé selon la formule suivante :

$$\left(\frac{A \times B}{0,85C}\right) - D - E$$

où

- A représente le total des frais réels payables par le contribuable pour la location de la voiture au cours de l'année;
- B 20 000 \$ ou tout autre montant qui peut être fixé par règlement;
- C le plus élevé de 23 529 \$ — ou de tout autre montant qui peut être fixé par règlement — ou du total :
- (i) du prix courant de la voiture conseillé par le fabricant,

- C is the greater of \$23,529 (or such other amount as may be prescribed) and the aggregate of
 - (i) the manufacturer's list price for the vehicle, and
 - (ii) the provincial sales tax, if any, that would have been payable by a purchaser of the vehicle if it had been purchased at the manufacturer's list price for the vehicle at the time the first lease of the vehicle was entered into and in the province under the laws of which the vehicle was registered for the greatest part of the year,
- D is the amount of interest that would be earned on that part of the total of all refundable amounts paid by or on behalf of the taxpayer in respect of the lease that exceeds \$1,000 if interest were
 - (i) payable on the refundable amounts at the prescribed rate that would be applicable if the amounts were amounts payable under this Act, and
 - (ii) computed for the period in the year during which the refundable amounts are outstanding, and
- E is the aggregate of all reimbursements receivable by the taxpayer in respect of the lease of the vehicle during the year.

(ii) de la taxe provinciale sur les ventes éventuelle qui aurait été payable par un acheteur de la voiture s'il l'avait achetée au prix courant conseillé par le fabricant au moment où le premier contrat de location de la voiture a été conclu et s'il l'avait achetée dans la province en application des lois de laquelle elle a été immatriculée pendant la plus grande partie de l'année;

D les intérêts qui seraient gagnés sur la partie, excédant 1 000 \$, de tous les montants remboursables payés par le contribuable ou en son nom pour la location de la voiture, si ces intérêts étaient :

- (i) payables sur les montants remboursables au taux prescrit qui s'appliquerait si les montants étaient payables en vertu de la présente loi, et
- (ii) calculés pour la période de l'année où les montants remboursables sont impayés;

E le total des remboursements à recevoir par le contribuable pour la location de la voiture au cours de l'année.

67.4 Where a person owns or leases a motor vehicle jointly with one or more other persons, the reference in paragraph 13(7)(g) to the amount of \$20,000, in section 67.2 to the amount of \$250 and in section 67.3 to the amounts of \$20,000, \$23,529 and \$600 shall be read as a reference to that proportion of each of those amounts or such other amounts as may be prescribed for the purposes thereof that the fair market value of his interest in the vehicle is of the fair market value of the interests in the vehicle of all such persons."

67.4 Si une personne, conjointement avec une ou plusieurs autres personnes, loue un véhicule à moteur ou en est propriétaire le montant de 20 000 \$ à l'alinéa 13(7)g) et de 250 \$ à l'article 67.2 et les montants de 20 000 \$, 23 529 \$ et 600 \$ à l'article 67.3 sont remplacés par le produit obtenu en multipliant chacun de ces montants, ou tout autre montant qui peut être fixé par règlement pour l'application de ces dispositions, par le rapport entre la juste valeur marchande du droit de la personne dans le véhicule et la juste valeur marchande du droit de l'ensemble des personnes dans le véhicule.»

Propriété ou location conjointe

More than one owner or lessor

(2) Subsections 67.1(1), (2) and (4) of the said Act, as enacted by subsection (1), are

(2) Les paragraphes 67.1(1), (2) et (4) de la même loi, édictés par le paragraphe (1),

applicable with respect to amounts incurred after June 17, 1987 in respect of food and beverages consumed and entertainment enjoyed after 1987.

s'appliquent aux montants engagés après le 17 juin 1987 pour les aliments, les boissons et les divertissements pris après 1987.

(3) Subsection 67.1(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable with respect to amounts incurred after June, 1988.

(3) Le paragraphe 67.1(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux montants engagés après juin 1988.

(4) Sections 67.2, 67.3 and 67.4 of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(4) Les articles 67.2, 67.3 et 67.4 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux années d'imposition et aux exercices financiers commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

48. (1) Section 68 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

48. (1) L'article 68 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Allocation of amounts in consideration for disposition of property

«68. Where an amount received or receivable from a person can reasonably be regarded as being in part the consideration for the disposition of a particular property of a taxpayer or as being in part consideration for the provision of particular services by a taxpayer,

«68. Dans le cas où il est raisonnable de considérer que le montant reçu ou à recevoir d'une personne est en partie la contrepartie de la disposition d'un bien donné d'un contribuable ou en partie la contrepartie de la prestation de services donnés par un contribuable,

Contrepartie mixte

(a) the part of the amount that can reasonably be regarded as being the consideration for the disposition shall be deemed to be proceeds of disposition of the particular property irrespective of the form or legal effect of the contract or agreement, and the person to whom the property was disposed of shall be deemed to have acquired it for an amount equal to that part; and

a) la partie du montant qu'il est raisonnable de considérer comme la contrepartie de cette disposition est réputée être le produit de disposition du bien donné, quels que soient la forme et les effets juridiques du contrat ou de la convention, et la personne qui a acquis le bien à la suite de cette disposition est réputée l'acquérir pour un montant égal à cette partie;

(b) the part of the amount that can reasonably be regarded as being consideration for the provision of particular services shall be deemed to be an amount received or receivable by the taxpayer in respect of those services irrespective of the form or legal effect of the contract or agreement, and that part shall be deemed to be an amount paid or payable to the taxpayer by the person to whom the services were rendered in respect of those services."

b) la partie du montant qu'il est raisonnable de considérer comme la contrepartie de la prestation de services donnés est réputée être un montant reçu ou à recevoir par le contribuable pour ces services, quels que soient la forme et les effets juridiques du contrat ou de la convention, et être un montant payé ou payable au contribuable par la personne à qui ces services ont été rendus.»

(2) Subsection (1) is applicable with respect to amounts received or receivable after June, 1988 otherwise than pursuant to

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants reçus ou à recevoir après juin 1988, autrement que conformément à une convention conclue par écrit avant mai 1988.

Clause 48: (1) Section 68 at present reads as follows:

"68. Where an amount can reasonably be regarded as being in part the consideration for the disposition of any property of a taxpayer and as being in part consideration for something else, the part of the amount that can reasonably be regarded as being the consideration for such disposition shall be deemed to be proceeds of disposition of that property irrespective of the form or legal effect of the contract or agreement; and the person to whom the property was disposed of shall be deemed to have acquired the property at the same part of that amount."

Article 48, (1). — Texte actuel de l'article 68 :

"68. Lorsqu'une somme peut raisonnablement être considérée comme étant en partie la contrepartie de la disposition de tout bien d'un contribuable, et comme étant en partie la contrepartie de quelque chose d'autre, la partie de la somme qui peut raisonnablement être considérée comme étant la contrepartie de cette disposition est réputée être le produit de disposition de ce bien, quelle que soit la forme ou les effets juridiques du contrat ou de la convention; et la personne qui a acquis le bien à la suite de sa disposition est réputée l'avoir acquis à un prix égal à la même partie de cette somme."

agreements entered into in writing before May, 1988.

49. (1) Paragraph 69(6)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) a corporation, commission or association that is controlled by Her Majesty in right of Canada or a province or by an agent of Her Majesty in right of Canada or a province”

(2) Paragraph 69(7)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) a corporation, commission or association that is controlled by Her Majesty in right of Canada or a province or by an agent of Her Majesty in right of Canada or a province”

(3) Paragraph 69(13)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) in the case of eligible capital property, an amount equal to $\frac{4}{3}$ of the cost amount to the corporation of such property immediately before the amalgamation or merger; and”

(4) Subsections (1) and (2) are applicable to taxation years commencing after 1988.

(5) Subsection (3) is applicable with respect to an amalgamation or merger of a corporation occurring after the commencement of its first taxation year commencing after June, 1988.

50. (1) Subsection 70(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“70. (1) In computing the income of a taxpayer for the taxation year in which he died,

(a) an amount of interest, rent, royalty, annuity (other than an amount with respect to an interest in an annuity contract to which paragraph 148(2)(b) applies), remuneration from an office or

49. (1) L'alinéa 69(6)(c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(c) d'une corporation, d'une commission ou d'une association qui est contrôlée par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou par un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province»

(2) L'alinéa 69(7)(c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(c) d'une corporation, d'une commission ou d'une association qui est contrôlée par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou par un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province»

(3) L'alinéa 69(13)(b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(b) aux $\frac{4}{3}$ du coût indiqué du bien pour la corporation immédiatement avant la fusion ou l'unification, dans le cas d'un bien en immobilisation admissible;»

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition commençant après 1988.

(5) Le paragraphe (3) s'applique aux fusions et aux unifications de corporations qui ont lieu après le début de leur première année d'imposition commençant après juin 1988.

50. (1) Le paragraphe 70(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«70. (1) Dans le calcul du revenu d'un contribuable pour l'année d'imposition dans laquelle il est décédé :

a) une somme représentant des intérêts, loyers, redevances, rentes, rémunérations d'une charge ou d'un emploi, ou toute autre somme payable périodiquement (autre qu'un montant à l'égard

Clause 49: (1) Paragraph 69(6)(c) at present reads as follows:

“(c) a corporation, commission or association that is controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by Her Majesty in right of Canada or a province or by an agent of Her Majesty in right of Canada or a province”

(2) Paragraph 69(7)(c) at present reads as follows:

“(c) a corporation, commission or association that is controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by Her Majesty in right of Canada or a province or by an agent of Her Majesty in right of Canada or a province”

(3) This amendment would substitute “4/3” for “twice”.

Clause 50: (1) Subsection 70(1) at present reads as follows:

“70. (1) In computing the income of a taxpayer for the taxation year in which he died, an amount of interest, rent, royalty, annuity (other than an amount with respect to an interest in an annuity contract to which paragraph 148(2)(b) applies), remuneration from an office or employment, or other amount payable periodically, that was not paid before his death, shall be deemed to have accrued in equal daily amounts in the period for or in respect of which the amount was payable, and the value of the portion thereof so deemed to have accrued to the day of death shall be included in computing the taxpayer's income for the year in which he died.”

Article 49, (1). — Texte actuel de l'alinéa 69(6)c :

«c) d'une corporation, commission ou association qui est contrôlée, directement ou indirectement, de quelque façon que ce soit, par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou par un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province»

(2). — Texte actuel de l'alinéa 69(7)c :

«c) d'une corporation, commission ou association qui est contrôlée directement ou indirectement, de quelque façon que ce soit, par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou par un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province»

(3). — Remplacement de «au double» par «aux 4/3».

Article 50, (1). — Texte actuel du paragraphe 70(1) :

“70. (1) Dans le calcul du revenu d'un contribuable pour l'année d'imposition dans laquelle il est décédé, une somme représentant des intérêts, loyers, redevances, rentes, rémunérations d'une charge ou d'un emploi, ou toute autre somme payable périodiquement (autre qu'un montant à l'égard d'une participation dans un contrat de rente auquel l'alinéa 148(2)(b) s'applique), qui n'a pas été payée avant son décès, est réputée s'être accumulée en sommes quotidiennes égales pendant la période à l'égard de laquelle la somme était payable, et la valeur de la partie de ces sommes ainsi réputées s'être accumulées jusqu'au jour du décès doit être incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année dans laquelle il est décédé.»

employment, or other amount payable periodically, that was not paid before his death, shall be deemed to have accrued in equal daily amounts in the period for or in respect of which the amount was payable, and the value of the portion thereof so deemed to have accrued to the day of death shall be included in computing the taxpayer's income for the year in which he died; and

(b) paragraph 12(1)(t) shall be read as follows:

“(t) the amount deducted under subsection 127(5) or (6) in computing the taxpayer's tax payable for the year or a preceding taxation year to the extent that it was not included in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year under this paragraph or is not included in an amount determined under paragraph 13(7.1)(e), subparagraph 13(21)(f)(vii), paragraph 37(1)(e) or subparagraph 53(2)(c)(vi), 53(2)(h)(ii) or 66.1(6)(b)(xi);”

(2) Paragraph 70(2)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) subject to sections 114.2 and 118.12, that other person were entitled to the deductions to which the taxpayer was entitled under sections 110, 118 to 118.7 and 118.9 for the year in computing his taxable income or tax payable under this Part, as the case may be, for the year.”

(3) Paragraphs 70(5.1)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(a) the taxpayer shall be deemed to have disposed, immediately before his death, of the property and to have received proceeds of disposition therefor in respect of a business carried on by

d'une participation dans un contrat de rente auquel l'alinéa 148(2)b) s'applique), qui n'a pas été payée avant son décès, est réputée s'être accumulée en sommes quotidiennes égales pendant la période à l'égard de laquelle la somme était payable, et la valeur de la partie de ces sommes ainsi réputées s'être accumulées jusqu'au jour du décès doit être incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année dans laquelle il est décédé;

b) l'alinéa 12(1)t) est remplacé par ce qui suit :

«t) la somme déduite en application du paragraphe 127(5) ou (6) dans le calcul de l'impôt payable par le contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure dans la mesure où cette somme n'a pas été incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure en application du présent alinéa ou n'est pas incluse dans une somme déterminée en vertu de l'alinéa 13(7.1)e), du sous-alinéa 13(21)f)(vii), de l'alinéa 37(1)e) ou du sous-alinéa 53(2)c)(vi), 53(2)h)(ii) ou 66.1(6)b)(xi);»

(2) L'alinéa 70(2)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) que, sous réserve des articles 114.2 et 118.12, cette autre personne eût droit aux déductions auxquelles le contribuable avait droit en application des articles 110, 118 à 118.7 et 118.9 pour l'année dans le calcul de son revenu imposable ou de son impôt payable en vertu de la présente partie, selon le cas, pour l'année.»

(3) Les alinéas 70(5.1)a) et b) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«a) le contribuable est réputé avoir disposé du bien immédiatement avant son décès et en avoir reçu un produit de disposition, au titre d'une entreprise qu'il exploitait, égal aux 4/3 du montant

(2) Paragraph 70(2)(c) at present reads as follows:

“(c) subject to section 114.2, that other person were entitled to the deductions to which the taxpayer was entitled under sections 109 to 110.2 for the year in computing his taxable income for the year.”

(2). — Texte actuel de l’alinéa 70(2)c :

«c) que cette autre personne eût droit, sous réserve de l’article 114.2, aux déductions auxquelles le contribuable avait droit en vertu des articles 109 à 110.2 pour l’année dans le calcul de son revenu imposable pour l’année.»

(3) Paragraphs 70(5.1)(a) and (b) at present read as follows:

“(a) the taxpayer shall be deemed to have disposed, immediately before his death, of the property and to have received proceeds of disposition therefor in respect of a business carried on by him equal to two times the cumulative eligible capital in respect of the business at that time; and

(b) the person who has so acquired the property shall be deemed to have acquired a capital property, immediately after the death of the taxpayer, at a cost equal to the proceeds of disposition referred to in

(3). — Texte actuel des alinéas 70(5.1)a) et b) :

«a) le contribuable est réputé avoir disposé du bien immédiatement avant son décès et en avoir reçu du fait de la disposition, à l’égard d’une entreprise qu’il exploitait, un produit égal à deux fois le montant cumulatif des immobilisations admissibles afférentes à l’entreprise à cette date; et

b) la personne qui a ainsi acquis le bien est réputée avoir acquis un bien en immobilisation immédiatement après le décès du contribuable, à un coût égal au produit de disposition mentionné à l’alinéa a) sauf que lorsqu’elle continue d’exploiter l’entreprise antérieurement

him equal to $\frac{4}{3}$ of the cumulative eligible capital in respect of the business at that time; and

(b) the person who has so acquired the property shall be deemed to have acquired a capital property, immediately after the death of the taxpayer, at a cost equal to the proceeds of disposition referred to in paragraph (a), except that, where the person continues to carry on the business previously carried on by the taxpayer, the person shall be deemed to have acquired an eligible capital property and to have made an eligible capital expenditure at a cost equal to the aggregate of

- (i) the proceeds of disposition referred to in paragraph (a), and
- (ii) the amount, if any, determined under subparagraph 14(5)(a)(v) in respect of the business of the taxpayer at that time

and, for the purposes of determining at any time the person's cumulative eligible capital in respect of the business, an amount equal to the amount determined under subparagraph (ii) shall be added to the amount otherwise determined under clause 14(5)(a)(v)(A)."

(4) Subparagraph 70(10)(a)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(iii) a person who, at any time before he attained the age of 19 years, was wholly dependent on the taxpayer for support and of whom the taxpayer had, at that time, in law or in fact, the custody and control;"

(5) Subsection (1) is applicable after 1987.

(6) Subsections (2) and (4) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(7) Subsection (3) is applicable with respect to acquisitions occurring as a consequence of the death of a taxpayer after the commencement of the first fiscal period of the taxpayer's business commencing after 1987.

cumulatif des immobilisations admissibles au titre de l'entreprise à ce moment;

b) la personne qui a acquis le bien est réputée avoir acquis un bien en immobilisation juste après le décès du contribuable à un coût égal au produit de disposition visé à l'alinéa a), sauf que, si elle continue d'exploiter l'entreprise antérieurement exploitée par le contribuable, elle est réputée avoir acquis un bien en immobilisation admissible et avoir fait une dépense en immobilisations admissible à un coût égal au total :

- (i) du produit de disposition visé à l'alinéa a), et
- (ii) de l'excédent éventuel, visé au sous-alinéa 14(5)a)(v), au titre de l'entreprise du contribuable à ce moment;

pour calculer le montant cumulatif des immobilisations admissibles de la personne à un moment donné au titre de l'entreprise, un montant égal au montant visé au sous-alinéa (ii) doit être ajouté au montant calculé par ailleurs en application de la division 14(5)a)(v)(A).»

(4) Le sous-alinéa 70(10)a)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) une personne qui, avant d'atteindre l'âge de 19 ans, était entièrement à la charge du contribuable et dont le contribuable avait alors la garde et la surveillance en droit ou de fait;»

(5) Le paragraphe (1) s'applique après 1987.

(6) Les paragraphes (2) et (4) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(7) Le paragraphe (3) s'applique aux acquisitions par suite du décès d'un contribuable survenu après le début du premier exercice financier commençant après 1987 d'une entreprise du contribuable.

paragraph (a) except that, where the person continues to carry on the business previously carried on by the taxpayer, the person shall be deemed to have acquired an eligible capital property (within the meaning of paragraph 54(d)) and to have made an eligible capital expenditure (within the meaning of paragraph 14(5)(b)) at a cost equal to those proceeds."

exploitée par le contribuable, elle est réputée avoir acquis un bien en immobilisation admissible (au sens de l'alinéa 54d)) et avoir fait une dépense en immobilisation admissible (au sens de l'alinéa 14(5)(b)) à un coût égal à ces produits.»

(4) This amendment would substitute "19" for "21".

(4). — Remplacement de «21» par «19», de «à cette date» par «alors» et de «contrôle» par «surveillance».

51. (1) All that portion of subparagraph 72(2)(b)(ii) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) for the purpose of computing the transferee’s income for his first taxation year ending after the death of the taxpayer and any subsequent taxation year, be deemed to have been”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years in respect of properties disposed of after 1984.

52. (1) Clause 73(3)(b.1)(ii)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(B) 4/3 of the taxpayer’s cumulative eligible capital in respect of the business immediately before the time of the transfer,”

(2) Paragraph 73(3)(d.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d.1) where the property transferred was eligible capital property of the taxpayer, the child shall be deemed to have acquired a capital property, immediately after the transfer, at a cost equal to the proceeds of disposition determined under paragraph (b.1), except that, where the child continues to carry on the business previously carried on by the taxpayer, his spouse or any of his children, he shall be deemed to have acquired an eligible capital property and to have made an eligible capital expenditure at a cost equal to the aggregate of (i) the proceeds of disposition referred to in paragraph (b.1), and (ii) the amount, if any, by which (A) the amount, if any, determined under subparagraph 14(5)(a)(v) in respect of the business of the taxpayer immediately before the time of the transfer exceeds (B) the amount, if any, included in the income of the taxpayer

51. (1) Le passage du sous-alinéa 72(2)b(ii) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) aux fins du calcul du revenu du bénéficiaire du transfert pour sa première année d'imposition se terminant après le décès du contribuable et pour toute année d'imposition ultérieure, réputée avoir été :»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes pour ce qui est des biens dont il est disposé après 1984.

52. (1) La division 73(3)b.1(ii)(B) de la 15 même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(B) 4/3 du montant cumulatif des immobilisations admissibles du contribuable au titre de l'entreprise immédiatement avant le transfert,»

(2) L'alinéa 73(3)d.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d.1) lorsque le bien transféré était un bien en immobilisation admissible du contribuable, l'enfant est réputé avoir acquis un bien en immobilisation, immédiatement après le transfert, à un coût égal au produit de disposition visé à l'alinéa b.1), sauf si l'enfant continue à exploiter l'entreprise antérieurement exploitée par le contribuable, par son conjoint ou par un de ses enfants, auquel cas il est réputé avoir acquis un bien en immobilisation admissible et avoir fait une dépense en immobilisations admissible à un coût égal au total : (i) du produit de disposition visé à l'alinéa b.1), et (ii) de l'excédent éventuel de l'excédent éventuel, visé au sous-alinéa 14(5)a(v), au titre de l'entreprise du contribuable immédiatement avant le transfert, sur l'excédent éventuel inclus dans le calcul du revenu du contribuable en application du sous-alinéa 14(1)a(iv) par suite de la disposition;

Clause 51: (1) The relevant portion of subparagraph 72(2)(b)(ii) at present reads as follows:

“(ii) for the purpose of computing the transferee’s income for his first taxation year ending after the death of the taxpayer and any subsequent taxation year, be deemed, except for the purposes of section 3 as it applies for the purposes of section 110.6, to have been”

Article 51, (1). — Texte actuel du passage visé du sous-alinéa 72(2)b(ii) :

«(ii) aux fins du calcul du revenu du bénéficiaire du transfert pour sa première année d'imposition se terminant après le décès du contribuable et pour toute année d'imposition ultérieure, réputée avoir été, sauf pour l'application de l'article 3 tel qu'il s'applique à l'article 110.6.»

Clause 52: (1) This amendment would substitute “4/3 of” for “2 times”.

Article 52, (1). — Remplacement de «deux fois le» par «4/3 du».

(2) This amendment would add the underlined and sidelined words.

(2). — Remplacement de «déterminé en vertu de» par «visé à» et adjonction des mots soulignés et du passage marqué d'un trait vertical.

by reason of subparagraph 14(1)(a)(iv) as a result of the disposition,

and, for the purposes of determining at any time the child's cumulative eligible capital in respect of the business, an amount equal to the amount determined under subparagraph (ii) shall be added to the amount otherwise determined under clause 14(5)(a)(v)(A); and"

pour calculer le montant cumulatif des immobilisations admissibles de l'enfant à un moment donné au titre de l'entreprise, un montant égal au montant visé au sous-alinéa (ii) doit être ajouté au montant calculé par ailleurs en application de la division 14(5)a)(v)(A);»

(3) Subsections (1) and (2) are applicable with respect to transfers occurring after the commencement of the first fiscal period commencing after 1987 of a taxpayer's business.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux transferts effectués après le début du premier exercice financier commençant après 1987 d'une entreprise du contribuable.

53. (1) Subsection 74.2(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

53. (1) Le paragraphe 74.2(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Deemed gain or loss

"(2) Where an individual is deemed under subsection (1), subsection 74(2) or section 75.1 to have a taxable capital gain or allowable capital loss for a taxation year,

«(2) Lorsqu'un particulier est réputé, selon le paragraphe (1) ou 74(2) ou l'article 75.1, avoir un gain en capital imposable ou une perte en capital déductible pour une année d'imposition,

(a) for the purposes of sections 3 and 111, as they apply for the purposes of section 110.6, such portion of the gain or loss as may reasonably be considered to relate to the disposition of a property by another person in the year shall be deemed to arise from the disposition of that property by the individual in the year; and

a) pour l'application des articles 3 et 111 tels qu'ils s'appliquent à l'article 110.6, la partie du gain ou de la perte qu'il est raisonnable de considérer comme liée à la disposition d'un bien par une autre personne dans l'année est réputée provenir de la disposition du bien par le particulier dans l'année;

(b) for the purposes of section 110.6, that property shall be deemed to have been disposed of by the individual in the year."

b) pour l'application de l'article 110.6, le particulier est réputé avoir effectué cette disposition dans l'année.»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1985 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1985 et suivantes.

54. (1) Paragraph 74.4(2)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

54. (1) Le sous-alinéa 74.4(2)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(f) 5/4 of all taxable dividends received (other than dividends deemed by section 84 to have been received) by the individual in the year on shares that were received from the corporation as consideration for the transfer or as repayment for the loan that were excluded consideration at the time the

«(ii) et des 5/4 de tous les dividendes imposables reçus par le particulier au cours de l'année — sauf les dividendes réputés reçus en vertu de l'article 84 — sur les actions reçues de la corporation en contrepartie du transfert ou en remboursement du prêt qui sont, à la date de réception des dividendes, une contre-

Clause 53: (1) Subsection 74.2(2) at present reads as follows:

“(2) For the purposes of sections 3 and 111 as they apply for the purposes of section 110.6, where an individual is deemed under subsection (1), subsection 74(2) or section 75.1 to have a taxable capital gain or allowable capital loss for a taxation year, such portion of the gain or loss as may reasonably be considered to relate to the disposition of a property by another person in the year shall be deemed to arise from the disposition of that property by the individual in the year.”

Clause 54: (1) This amendment would substitute “5/4” for “4/3”.

Article 53, (1). — Texte actuel du paragraphe 74.2(2) :

«(2) Pour l'application des articles 3 et 111 tels qu'ils s'appliquent à l'article 110.6, lorsqu'un particulier est réputé, selon le paragraphe (1) ou 74(2) ou l'article 75.1, avoir réalisé un gain en capital imposable ou avoir subi une perte en capital déductible pour une année d'imposition, la partie du gain ou de la perte qu'il est raisonnable de considérer comme liée à la disposition d'un bien par une autre personne dans l'année est réputée provenir de la disposition de ce bien par le particulier dans l'année.»

Article 54, (1). — Remplacement de «4/3» par «5/4».

dividends were received or on shares substituted therefor that were excluded consideration at that time.”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to taxable dividends received in the 1988 and subsequent taxation years.

55. (1) Paragraph 82(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) where the taxpayer is an individual, other than a trust that is a registered charity, $\frac{1}{4}$ of the aggregate of all amounts described in paragraph (a) received by him in the year from taxable Canadian corporations.”

(2) Subsection 82(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(2) Where by reason of subsection 56(4) or (4.1) or sections 74 to 75 there is included in computing a taxpayer’s income for a taxation year a dividend received by another person, for the purposes of this Act, the dividend shall be deemed to have been received by the taxpayer.”

(3) Subsection 82(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) Where the amount that would, but for this subsection, be deductible under subsection 118(1) by reason of paragraph (a) thereof in computing a taxpayer’s tax payable under this Part for a taxation year is less than the amount that would be so deductible if no amount were required by subsection (1) to be included in computing the income for the year of the taxpayer’s spouse and the taxpayer so elects in his return of income for the year under this Part, all amounts described in paragraph (1)(a) received in the year from taxable Canadian corporations by the taxpayer’s spouse shall be deemed to have been so received by the taxpayer and not by the spouse.”

partie exclue ou sur des actions y substituées qui sont, à cette date, une contrepartie exclue.»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux dividendes imposables reçus au cours des années d’imposition 1988 et suivantes.

55. (1) L’alinéa 82(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) du quart du total des sommes visées à l’alinéa a) qu’il a reçues dans l’année de corporations canadiennes imposables, lorsque le contribuable est un particulier — autre qu’une fiducie qui est un organisme de charité enregistré.»

(2) Le paragraphe 82(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Le dividende reçu par une personne, qui est inclus en application du paragraphe 56(4) ou (4.1) ou des articles 74 à 75 dans le calcul du revenu d’un contribuable — autre que cette personne — pour une année d’imposition, est réputé reçu par le contribuable pour l’application de la présente loi.»

(3) Le paragraphe 82(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Lorsque le montant qui, sans le présent paragraphe, serait déductible en application du paragraphe 118(1) à cause de l’alinéa 118(1)a) dans le calcul de l’impôt payable par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d’imposition est inférieur au montant qui serait ainsi déductible si aucun montant ne devait être inclus, en application du paragraphe (1), dans le calcul du revenu du conjoint du contribuable pour l’année et lorsque le contribuable en fait le choix dans sa déclaration de revenu pour l’année en vertu de la présente partie, tous les montants visés à l’alinéa (1)a) qui ont été reçus au cours de l’année de corporations canadiennes imposables, par le conjoint du contribuable, sont réputés avoir été reçus par le conjoint et non par son conjoint.»

Certain dividends received by taxpayer

Dividends received by spouse

Dividendes réputés reçus par le contribuable

Dividendes reçus par le conjoint

Clause 55: (1) This amendment would substitute "1/4" for "1/3".

(2) Subsection 82(2) at present reads as follows:

"(2) Where, by virtue of subsection 56(4) or sections 74 to 75, there is included in computing a taxpayer's income for a taxation year a dividend received by some other person, for the purposes of this section and sections 112 and 121, the dividend shall be deemed to have been received by the taxpayer."

(3) Subsection 82(3) at present reads as follows:

"(3) Where the amount that would, but for this subsection, be deductible under paragraph 109(1)(a) from a taxpayer's income for a taxation year is less than the amount that would be deductible under that paragraph from his income for the year if no amount were required by subsection (1) to be included in computing his spouse's income for the year and the taxpayer so elects in his return of income for the year under this Part, all amounts described in paragraph (1)(a) received in the year from taxable Canadian corporations by the taxpayer's spouse shall be deemed to have been so received by the taxpayer and not by his spouse."

Article 55, (1). — Remplacement de «du tiers» par «du quart».

(2). — Texte actuel du paragraphe 82(2) :

«(2) Le dividende reçu par une personne, qui est inclus en vertu du paragraphe 56(4) ou des articles 74 à 75 dans le calcul du revenu d'un contribuable autre que cette personne pour une année d'imposition, est réputé reçu par le contribuable pour l'application du présent article et des articles 112 et 121.»

(3). — Texte actuel du paragraphe 82(3) :

«(3) Lorsque le montant qui serait, sans le présent paragraphe, déductible, aux termes de l'alinéa 109(1)a), du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition est inférieur au montant qui serait déductible, aux termes du même alinéa, de son revenu pour l'année si aucun montant ne devait être inclus, en vertu du paragraphe (1), dans le calcul du revenu du conjoint du contribuable pour l'année et lorsque le contribuable en fait le choix dans sa déclaration de revenu pour l'année en vertu de la présente partie, tous les montants visés à l'alinéa (1)a) et reçus dans l'année par le conjoint du contribuable de corporations canadiennes imposables sont réputés avoir été reçus par le contribuable et non par son conjoint.»

(4) Subsection (1) is applicable with respect to taxable dividends received in taxation years ending after 1987.

(5) Subsection (2) is applicable to dividends received after June 18, 1987.

(6) Subsection (3) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

56. (1) Section 83 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsections:

“(2.1) Notwithstanding subsection (2), where a dividend that, but for this subsection, would be a capital dividend is paid on a share of the capital stock of a corporation and the share (or another share for which the share was substituted) was acquired by the holder thereof in a transaction or as part of a series of transactions one of the main purposes of which was to receive the dividend,

(a) the dividend shall, for the purposes of this Act (other than for the purposes of Part III and computing the capital dividend account of the corporation), be deemed to be received by the shareholder and paid by the corporation as a taxable dividend and not as a capital dividend; and

(b) paragraph (2)(b) does not apply in respect of the dividend.

(2.2) Subsection (2.1) does not apply in respect of a particular dividend, in respect of which an election is made under subsection (2), paid on a share of the capital stock of a particular corporation to an individual where it is reasonable to consider that all or substantially all of the capital dividend account of the particular corporation immediately before the particular dividend became payable consisted of amounts other than any amount

(a) added thereto under subparagraph 89(1)(b)(ii) in respect of a dividend received on a share of the capital stock of another corporation which share (or another share for which the share was substituted) was acquired by the particular corporation in a transaction or as

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes imposables reçus au cours des années d'imposition qui se terminent après 1987.

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux dividendes reçus après le 18 juin 1987.

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

56. (1) L'article 83 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(2.1) Par dérogation au paragraphe (2), le dividende versé par une corporation sur une action de son capital-actions qui serait, sans le présent paragraphe, un dividende en capital est réputé, pour l'application de la présente loi — à l'exception de la partie III et sauf pour calculer le compte de dividende en capital de la corporation — reçu par l'actionnaire et versé par la corporation comme dividende imposable, et non comme dividende en capital et l'alinéa (2)b), ne s'applique pas à ce dividende si l'actionnaire a acquis l'action — ou une action qui lui est substituée — par une opération, ou dans le cadre d'une série d'opérations, dont un des principaux objets consistait à recevoir ce dividende.

(2.2) Le paragraphe (2.1) ne s'applique pas au dividende qu'une corporation verse à un particulier sur une action de son capital-actions et qui fait l'objet d'un choix en vertu du paragraphe (2), s'il est raisonnable de considérer que la totalité, ou presque, du compte de dividende en capital de la corporation juste avant que le dividende ne soit devenu payable consistait en montants qui n'étaient :

a) ni une somme ajoutée à ce compte en application du sous-alinéa 89(1)b)(ii) au titre d'un dividende reçu sur une action du capital-actions d'une autre corporation, si la corporation a acquis l'action — ou une action qui lui est substituée — par une opération, ou dans le cadre d'une série d'opérations, dont un des

Restriction

Cas de non-application du paragraphe (2.1) (dividende versé à un particulier)

Idem

Application of subsection (2.1)

part of a series of transactions one of the main purposes of which was that the particular corporation receive the dividend, but not in respect of a dividend where it is reasonable to consider that the purpose of paying the dividend was to distribute an amount that was received by the other corporation and included in computing the other corporation's capital dividend account by reason of subparagraph 89(1)(b)(iv);

(b) added thereto under paragraph 87(2)(z.1) as a result of an amalgamation or winding-up or a series of transactions including the amalgamation or winding-up that would not have been so added had the amalgamation or winding-up occurred or the series of transactions been commenced after 4:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987;

(c) added thereto at a time when the particular corporation was controlled, directly or indirectly, in any manner whatever, by one or more non-resident persons; or

(d) in respect of a capital gain from a disposition of a property by the particular corporation or another corporation that may reasonably be considered as having accrued while the property (or another property for which it was substituted) was a property of a corporation that was controlled, directly or indirectly, in any manner whatever, by one or more non-resident persons.

Idem

(2.3) Subsection (2.1) does not apply in respect of a dividend, in respect of which an election is made under subsection (2), paid on a share of the capital stock of a corporation where it is reasonable to consider that the purpose of paying the dividend was to distribute an amount that was received by the corporation and included in computing its capital dividend account by reason of subparagraph 89(1)(b)(iv).

Idem

(2.4) Subsection (2.1) does not apply in respect of a particular dividend, in respect of which an election is made under subsection (2), paid on a share of the capital

principaux objets consistait pour la corporation à recevoir ce dividende, sauf s'il est raisonnable de considérer que l'objet du versement du dividende consistait à distribuer un montant reçu par l'autre corporation et inclus dans le calcul du compte de dividende en capital de cette autre corporation en application du sous-alinéa 89(1)b)(iv);

b) ni des montants qui ont été ajoutés à ce compte en application de l'alinéa 87(2)z.1) par suite d'une fusion, d'une liquidation ou d'une série d'opérations dont la fusion ou la liquidation faisait partie et qui n'auraient pas été ajoutés si la fusion ou la liquidation avait eu lieu, ou la série avait commencé, après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987;

c) ni des montants ajoutés à ce compte alors qu'une ou plusieurs personnes non résidentes contrôlaient la corporation, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit;

d) ni un montant au titre d'un gain en capital réalisé à la disposition d'un bien par la corporation ou par une autre corporation, qu'il est raisonnable de considérer comme s'étant accumulé alors que le bien — ou un bien qui lui est substitué — appartenait à une corporation qu'une ou plusieurs personnes non résidentes contrôlaient, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit.

(2.3) Le paragraphe (2.1) ne s'applique pas au dividende versé par une corporation sur une action de son capital-actions qui fait l'objet d'un choix en vertu du paragraphe (2), s'il est raisonnable de considérer que l'objet du versement du dividende consistait à distribuer un montant reçu par la corporation et inclus dans le calcul de son compte de dividende en capital en application du sous-alinéa 89(1)b)(iv).

Idem (distribution du produit d'une police d'assurance-vie)

(2.4) Le paragraphe (2.1) ne s'applique pas au dividende qu'une corporation donnée verse sur une action de son capital-actions à une corporation qui lui est liée

Idem (dividende versé à une corporation liée)

stock of a particular corporation to a corporation (in this subsection referred to as the "related corporation") related (otherwise than by reason of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) to the particular corporation where it is reasonable to consider that all or substantially all of the capital dividend account of the particular corporation immediately before the particular dividend became payable consisted of amounts other than any amount

(a) added thereto under subparagraph 89(1)(b)(ii) in respect of a dividend received on a share of the capital stock of another corporation if it is reasonable to consider that any portion of the capital dividend account of that other corporation immediately before that dividend became payable consisted of amounts added thereto under paragraph 87(2)(z.1) or subparagraph 89(1)(b)(ii) as a result of a transaction or a series of transactions that would not have been so added had the transaction occurred or the series of transactions been commenced after 4:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987;

(b) that represented the capital dividend account of a corporation before it became related to the related corporation;

(c) added thereto at a time when the particular corporation was controlled, directly or indirectly, in any manner whatever, by one or more non-resident persons;

(d) in respect of a capital gain from a disposition of a property by the particular corporation or another corporation that may reasonably be considered as having accrued while the property (or another property for which it was substituted) was a property of a corporation that was controlled, directly or indirectly, in any manner whatever, by one or more non-resident persons; or

(e) in respect of a capital gain from a disposition of a property (or another property for which it was substituted) that may reasonably be considered as

autrement qu'à cause d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b), et qui fait l'objet d'un choix en vertu du paragraphe (2), s'il est raisonnable de considérer que la totalité, ou presque, du compte de dividende en capital de la corporation donnée juste avant que le dividende ne soit devenu payable consistait en montants qui n'étaient :

a) ni une somme ajoutée à ce compte en application du sous-alinéa 89(1)b)(ii) au titre d'un dividende reçu sur une action du capital-actions d'une autre corporation, s'il est raisonnable de considérer qu'une partie du compte de dividende en capital de cette autre corporation juste avant que ce dernier dividende ne soit devenu payable consistait en sommes qui ont été ajoutées à ce compte en application de l'alinéa 87(2)z.1) ou du sous-alinéa 89(1)b)(ii) par suite d'une opération ou d'une série d'opérations et qui n'auraient pas été ainsi ajoutées si l'opération avait eu lieu, ou la série avait commencé, après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987;

b) ni le montant du compte de dividende en capital d'une corporation avant qu'elle ne devienne liée à la corporation liée;

c) ni des montants ajoutés à ce compte alors qu'une ou plusieurs personnes non résidentes contrôlaient la corporation donnée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit;

d) ni un montant au titre d'un gain en capital réalisé à la disposition d'un bien par la corporation donnée ou par une autre corporation, qu'il est raisonnable de considérer comme s'étant accumulé alors que le bien — ou un bien qui lui est substitué — appartenait à une corporation qu'une ou plusieurs personnes non résidentes contrôlaient, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit;

e) ni un montant au titre d'un gain en capital réalisé à la disposition d'un bien — ou d'un bien qui lui est substitué — qu'il est raisonnable de considérer

...dans le cas où le capital est...

...with the property of the...

2 (3) Le paragraphe (1) s'applique aux actions...

(3) Subsection (1) is applicable with...

27 (1) Le paragraphe (1) de la section 27...

27 (1) Subsection (1) of the said section...

28 (1) Dans le cas où le capital est...

(1) Where the corporation is a corpo-...

30 (3) L'article 28 de la même loi est...

(3) Section 28 of the said Act is...

32 (4) Dans le cas où le capital est...

(4) Where at any time after...

...to be held...

having accrued while the property or the other property was a property of a person that was not related to the related corporation.”

comme s'étant accumulé alors que le bien ou le bien qui lui est substitué appartenait à une personne qui n'était pas liée à la corporation liée.»

(2) Subsection (1) is applicable with respect to dividends paid after 4:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes versés après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987.

57. (1) Subsection 84(1) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (c.1) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (c.2) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (c.2) thereof, the following paragraph:

57. (1) Le paragraphe 84(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa c.1), par adjonction de ce mot à la fin de l'alinéa c.2) et par insertion, après l'alinéa c.2), de ce qui suit :

“(c.3) where the corporation is a corporation other than an insurance corporation or a bank to which the *Bank Act* or the *Quebec Savings Banks Act* applies, any action by which it converts any of its contributed surplus that arose on the issuance, after March 31, 1977, of shares of a class of its capital stock (other than an issuance to which section 51, 66.3, 84.1, 85, 85.1, 86 or 87, subsection 192(4.1) or 194(4.1) or section 212.1 applied) into paid-up capital in respect of shares of that class of its capital stock,”

«c.3) lorsque la corporation n'est ni une corporation d'assurance, ni une banque à laquelle la *Loi sur les banques* ou la *Loi sur les banques d'épargne de Québec* s'applique, par une opération au moyen de laquelle elle convertit un surplus d'apport provenant de l'émission, après le 31 mars 1977, d'actions d'une catégorie de son capital-actions — à l'exclusion d'une émission à laquelle l'article 51, 66.3, 84.1, 85, 85.1, 86 ou 87, le paragraphe 192(4.1) ou 194(4.1) ou l'article 212.1 s'applique — en capital versé au titre des actions de cette catégorie.»

(2) Section 84 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4.1) thereof, the following subsections:

(2) L'article 84 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4.1), de ce qui suit :

“(4.2) Where, at any time after November 16, 1978, the paid-up capital in respect of a term preferred share owned by a shareholder that is

«(4.2) Dans le cas où, à un moment donné après le 16 novembre 1978, le capital versé au titre d'une action privilégiée à terme dont l'actionnaire est soit une institution financière désignée, soit une société ou fiduciaire dont une institution financière désignée ou une personne qui lui est liée est respectivement un associé ou un bénéficiaire, est réduit autrement que par rachat, acquisition ou annulation de l'action ou que par une opération visée au paragraphe (2) ou (4.1), le montant reçu par l'actionnaire lors de la réduction du capital versé au titre de l'action est réputé être un dividende reçu à ce moment donné par l'ac-

Dividende réputé sur action privilégiée à terme

Deemed dividend on term preferred share

- (a) a specified financial institution, or
- (b) a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related thereto was a member or a beneficiary,

was reduced otherwise than by way of a redemption, acquisition or cancellation of the share or of a transaction described in subsection (2) or (4.1), the amount received by the shareholder on the reduction of the paid-up capital in respect of the

...dans le cas où, à un moment donné après 1987, le capital versé au titre d'une action du capital-actions d'une corporation démontre qu'il est...

...shall be deemed to be a dividend received by the shareholder at that time unless the share was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the shareholder.

(4.3) Where at any time after 1987 the grand-up capital in respect of a share of the capital stock of a particular corporation...

Article 57, (1) et (2). — Nouveau.

Clause 57: (1) and (2) New.

(1) ...dans le cas où, à un moment donné après 1987, le capital versé au titre d'une action du capital-actions d'une corporation démontre qu'il est...

(1) ...shall be deemed to be a dividend received by the shareholder at that time unless the share was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the shareholder.

(2) ...dans le cas où, à un moment donné après 1987, le capital versé au titre d'une action du capital-actions d'une corporation démontre qu'il est...

(2) ...shall be deemed to be a dividend received by the shareholder at that time unless the share was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the shareholder.

(3) ...dans le cas où, à un moment donné après 1987, le capital versé au titre d'une action du capital-actions d'une corporation démontre qu'il est...

(3) ...shall be deemed to be a dividend received by the shareholder at that time unless the share was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the shareholder.

(4) ...dans le cas où, à un moment donné après 1987, le capital versé au titre d'une action du capital-actions d'une corporation démontre qu'il est...

(4) ...shall be deemed to be a dividend received by the shareholder at that time unless the share was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the shareholder.

(5) ...dans le cas où, à un moment donné après 1987, le capital versé au titre d'une action du capital-actions d'une corporation démontre qu'il est...

(5) ...shall be deemed to be a dividend received by the shareholder at that time unless the share was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the shareholder.

(6) ...dans le cas où, à un moment donné après 1987, le capital versé au titre d'une action du capital-actions d'une corporation démontre qu'il est...

(6) ...shall be deemed to be a dividend received by the shareholder at that time unless the share was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the shareholder.

11-10-74

11-10-74

share shall be deemed to be a dividend received by the shareholder at that time unless the share was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the shareholder.

5

(4.3) Where at any time after 1987 the paid-up capital in respect of a share of the capital stock of a particular corporation owned

(a) by a shareholder that is another corporation to which subsection 112(2.2) or (2.4) would, if the particular corporation were a taxable Canadian corporation, apply to deny the deduction under subsection 112(1) or (2) or 138(6) of a dividend received on the share, or

(b) by a partnership or trust of which such other corporation is a member or beneficiary, as the case may be,

20

was reduced otherwise than by way of a redemption, acquisition or cancellation of the share or of a transaction described in subsection (2) or (4.1), the amount received by the shareholder on the reduction of the paid-up capital in respect of the share shall be deemed to be a dividend received by the shareholder at that time.”

(3) Paragraph 84(6)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) in respect of any transaction or event, to the extent that subsection (1) is applicable in respect of that transaction or event; and”

35

(4) Subsection (1) is applicable to actions occurring after 1987.

(5) Subsection (2) is applicable with respect to reductions of paid-up capital occurring after 1987.

40

(6) Subsection (3) is applicable to transactions and events occurring after April, 1988.

58. (1) Paragraph 84.1(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

45

tionnaire, sauf si l'action n'a pas été acquise dans le cours normal de l'entreprise exploitée par l'actionnaire.

(4.3) Dans le cas où, à un moment donné après 1987, le capital versé au titre d'une action du capital-actions d'une corporation donnée dont est propriétaire :

Dividende
réputé sur
action garantie

5

a) soit un actionnaire qui est une autre corporation qui, à cause du paragraphe 112(2.2) ou (2.4) et si la corporation donnée était une corporation canadienne imposable, n'aurait pas le droit de déduire, en application du paragraphe 112(1) ou (2) ou 138(6), un dividende reçu sur l'action,

15

b) soit une société ou une fiducie dont l'autre corporation est un associé ou un bénéficiaire, selon le cas,

est réduit autrement que par rachat, acquisition ou annulation de l'action ou que par une opération visée au paragraphe (2) ou (4.1), le montant reçu par l'actionnaire lors de la réduction du capital versé au titre de l'action est réputé être un dividende reçu à ce moment donné par l'actionnaire.»

(3) L'alinéa 84(6)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) à une opération ou à un événement, dans la mesure où le paragraphe (1) s'y s'applique; ni»

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux opérations qui ont lieu après 1987.

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux réductions du capital versé effectuées après 1987.

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux opérations et événements qui ont lieu après avril 1988.

58. (1) L'alinéa 84.1(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17/4/77

total des montants suivants :

(i) le montant qui serait le prix de base rajusté de l'action pour le contribuable s'il n'était pas venu compter dans le paragraphe 84(1) et (7) des Régles 10 de 1971 concernant l'ajout des dividendes à l'impôt sur le revenu;

(ii) le total des montants dont le contribuable a reçu des dividendes en vertu de l'article 83(1) en vertu de la loi, et pour lequel il n'a pas fait de demande en vertu de l'article 83(1) en vertu de la loi.

the amount that would be the adjusted cost base to him if the new Tax Application Rules, 1971 were applied without reference to subsection 84(1) and (7) thereof; and

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount received by the taxpayer after 1971 and before the time as a dividend on the share and in respect of which the taxpayer has made a demand under subsection 83(1).

(3) This amendment would substitute "to the extent that" for "if".

(3). — Texte actuel de l'alinéa 84(6)a) :
 «a) à une opération ou à un événement auxquels s'applique le paragraphe (1); ni»

Clause 58: (1) Paragraph 84.1(2)(a) at present reads as follows:

Article 58, (1). — Texte actuel de l'alinéa 84.1(2)a) :
 «a) dans le cas où une action dont dispose un contribuable a été acquise par celui-ci avant 1972 ou était une action substituée à une telle action, le prix de base rajusté de l'action pour le contribuable est

“(a) where a share disposed of by the taxpayer was acquired by him before 1972 or was a share substituted for such a share, the adjusted

“(a) where a share disposed of by a taxpayer was acquired by him before 1972, the adjusted cost base to the taxpayer of the share at any time shall be deemed to be the aggregate of

- (i) the amount that would be its adjusted cost base to him if the *Income Tax Application Rules, 1971* were read without reference to subsections 26(3) and (7) thereof, and
- (ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount received by the taxpayer after 1971 and before that time as a dividend on the share and in respect of which the corporation that paid the dividend has made an election under subsection 83(1);”

(2) All that portion of paragraph 84.1(2)(a.1) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(a.1) where a share disposed of by a taxpayer was acquired by him after 1971 from a person with whom he was not dealing at arm’s length, was a share substituted for such a share or was a share substituted for a share owned by the taxpayer at the end of 1971, the adjusted cost base to the taxpayer of the share at any time shall be deemed to be the amount, if any, by which its adjusted cost base to him, otherwise determined, exceeds the aggregate of

- (i) where the share or a share for which the share was substituted was owned at the end of 1971 by the taxpayer or a person with whom the taxpayer did not deal at arm’s length, the amount in respect of such share equal to the amount, if any, by which

(A) the fair market value of the share or the share for which it was substituted, as the case may be, on valuation day (within the meaning assigned by section 24 of the *Income Tax Application Rules, 1971*)

exceeds the aggregate of

«a) dans le cas où une action dont dispose un contribuable a été acquise par celui-ci avant 1972, le prix de base rajusté de l’action pour le contribuable à un moment donné est réputé égal au total des montants suivants :

(i) le montant qui serait le prix de base rajusté de l’action pour le contribuable s’il n’était pas tenu compte des paragraphes 26(3) et (7) des *Règles de 1971 concernant l’application de l’impôt sur le revenu*,

(ii) le total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable a reçu, après 1971 et avant ce moment, à titre de dividende sur l’action, et pour lequel la corporation qui a versé le dividende a fait le choix prévu au paragraphe 83(1);»

(2) Le passage de l’alinéa 84.1(2)a.1) de 20 la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a.1) dans le cas où une action dont dispose un contribuable a été acquise par celui-ci après 1971 d’une personne avec qui il avait un lien de dépendance ou était une action substituée à une telle action ou encore était une action substituée à une action dont le contribuable était propriétaire à la fin de 1971, le prix de base rajusté de l’action pour le contribuable à un moment donné est réputé égal à l’excédent éventuel du prix de base rajusté de l’action pour le contribuable, déterminé par ailleurs, sur le total des montants suivants :

(i) si l’action ou une action y substituée était, à la fin de 1971, la propriété du contribuable ou d’une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance, le montant au titre de cette action égal à l’excédent éventuel

(A) de la juste valeur marchande de l’action ou de l’action y substituée, selon le cas, au jour de l’évaluation — au sens de l’article 24 des *Règles de 1971 concernant l’application de l’impôt sur le revenu* —

cost base to the taxpayer of the share shall be deemed to be the amount that would be its adjusted cost base to him if the *Income Tax Application Rules, 1971* were read without reference to subsections 26(3) and (7) thereof;"

réputé être le montant qui serait le prix de base rajusté de l'action pour le contribuable s'il n'était pas tenu compte des paragraphes 26(3) et (7) des *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu*;

(2) The relevant portion of paragraph 84.1(2)(a.1) at present reads as follows:

(2). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 84.1(2)a.1) :

"(a.1) where a share disposed of by the taxpayer was acquired by him after 1971 from a person with whom he was not dealing at arm's length, or was a share substituted for such a share, the adjusted cost base to the taxpayer of the share shall be deemed to be the amount, if any, by which its adjusted cost base to him, otherwise determined, exceeds the aggregate of

«a.1) dans le cas où une action dont dispose le contribuable a été acquise par celui-ci après 1971 d'une personne avec qui il avait un lien de dépendance ou était une action substituée à une telle action, le prix de base rajusté de l'action pour le contribuable est réputé être l'excédent éventuel du prix de base rajusté de l'action pour le contribuable, déterminé par ailleurs, sur le total des montants suivants :

(i) where the share or a share for which the share was substituted was owned at the end of 1971 by a person with whom the taxpayer did not deal at arm's length, the amount in respect of such share equal to the amount, if any, by which the share's fair market value on valuation day (within the meaning assigned by section 24 of the *Income Tax Application Rules, 1971*) exceeds the actual cost (within the meaning assigned by subsection 26(13) of those Rules) of the share, on January 1, 1972, to that person, and"

(i) si l'action ou une action à laquelle l'action a été substituée appartenait à la fin de 1971 à une personne avec qui le contribuable avait un lien de dépendance, le montant au titre de cette action égal à l'excédent de la juste valeur marchande de l'action au jour de l'évaluation (au sens de l'article 24 des *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu*) sur le coût effectif (au sens du paragraphe 26(13) des mêmes règles) de l'action pour cette personne le 1^{er} janvier 1972.»

(B) the actual cost (within the meaning assigned by subsection 26(13) of those Rules) of the share or the share for which it was substituted, as the case may be, on January 1, 1972, to the taxpayer or the person with whom he did not deal at arm's length, and
 (C) the aggregate of all amounts each of which is an amount received by the taxpayer or the person with whom he did not deal at arm's length after 1971 and before that time as a dividend on the share or the share for which it was substituted and in respect of which the corporation that paid the dividend has made an election under subsection 83(1), and”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable in respect of dispositions made after May 22, 1985.

59. (1) All that portion of subsection 85(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“85. (1) Where a taxpayer has, in a taxation year, disposed of any of his property that was eligible property to a taxable Canadian corporation for consideration that includes shares of the capital stock of the corporation, if the taxpayer and the corporation have jointly elected in prescribed form and in accordance with subsection (6), the following rules apply:”

(2) All that portion of paragraph 85(1)(c.1) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(c.1) where the property was inventory or capital property (other than depreciable property of a prescribed class) of the taxpayer or a property (other than a capital property or an inventory) of the taxpayer that is a security or debt obligation used in the year in, or held in the year in the course of, carrying on the business of insurance or lending money,

sur le total :

(B) du coût effectif — au sens du paragraphe 26(13) des mêmes règles — de l'action ou de l'action y substituée, selon le cas, pour le contribuable ou pour cette personne le 1^{er} janvier 1972, et
 (C) du total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable ou cette personne a reçu, après 1971 et avant ce moment, à titre de dividende sur l'action ou sur l'action y substituée, et pour lequel la corporation qui a versé le dividende a fait le choix prévu au paragraphe 83(1),»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux dispositions effectuées après le 22 mai 1985.

59. (1) Le passage du paragraphe 85(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«85. (1) Lorsqu'un contribuable a disposé, au cours d'une année d'imposition, d'un bien admissible en faveur d'une corporation canadienne imposable et pour une contrepartie comprenant des actions du capital-actions de la corporation, et que le contribuable et la corporation en ont fait le choix sur le formulaire prescrit conformément au paragraphe (6), les règles suivantes s'appliquent :»

(2) Le passage de l'alinéa 85(1)c.1) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c.1) lorsque le bien consistait en biens d'un inventaire ou en un bien en immobilisation du contribuable (sauf un bien amortissable d'une catégorie prescrite) ou consistait en un bien du contribuable qui est une valeur ou un titre de créance (à l'exception d'un bien en immobilisation et des biens d'un inventaire) utilisé ou détenu dans l'année dans le cadre de

Transfer of property to corporation by shareholders

Transfert d'un bien par un actionnaire à une corporation

Clause 59: (1) The relevant portion of subsection 85(1) at present reads as follows:

"85. (1) Where a taxpayer has after May 6, 1974 disposed of any of his property that was a capital property (other than real property, an interest therein or an option in respect thereof, owned by a non-resident person), a Canadian resource property, a foreign resource property, an eligible capital property or an inventory (other than real property) to a taxable Canadian corporation for consideration that includes shares of the capital stock of the corporation, if the taxpayer and the corporation have jointly so elected in prescribed form and within the time referred to in subsection (6), the following rules apply:"

(2) This amendment would add the underlined and side-lined words.

Article 59, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 85(1) :

«85. (1) Lorsqu'un contribuable a disposé, après le 6 mai 1974, en faveur d'une corporation canadienne imposable et pour une contrepartie comprenant des actions du capital-actions de la corporation, d'un bien lui appartenant qui était un bien en immobilisation (à l'exclusion d'un bien immeuble, d'un droit sur un tel bien et d'une option s'y rapportant, appartenant à une personne non résidente), un avoir minier canadien, un avoir minier étranger, un bien en immobilisation admissible ou les biens d'une inventaire (à l'exclusion des biens immeubles), et que le contribuable et la corporation ont fait un choix conjointement à cet égard selon le formulaire prescrit et dans le délai prévu au paragraphe (6), les règles suivantes s'appliquent :»

(2). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 85(1)c.1) :

«c.1) lorsque le bien figurait dans un inventaire ou était un bien en immobilisation (autre qu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite) du contribuable et que la somme convenue entre le contribuable et la corporation dans l'option qu'ils ont prise relativement au bien est inférieure au moins élevé des montants suivants :»

and the amount that the taxpayer and the corporation have agreed on in their election in respect of the property is less than the lesser of”

(3) Subparagraph 85(1)(d)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) 4/3 of the taxpayer’s cumulative eligible capital in respect of the business immediately before the disposition,”

(4) Paragraph 85(1)(e.2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(e.2) where the fair market value of 15 the property immediately before the disposition exceeds the greater of

(i) the fair market value, immediately after the disposition, of the consideration received by the taxpayer 20 for the property disposed of by him, and

(ii) the amount that the taxpayer and the corporation have agreed on in their election in respect of the prop- 25 erty, determined without reference to this paragraph, and it is reasonable to regard any part of such excess as a benefit that the taxpayer desired to have conferred on a person related to 30 the taxpayer, the amount that the taxpayer and the corporation have agreed on in their election in respect of the property shall, irrespective of the amount actually so agreed on by 35 them, be deemed (except for the purposes of paragraphs (g) and (h)) to be an amount equal to the aggregate of the amount referred to in subparagraph (ii) and that part of such 40 excess.”

(5) Subsection 85(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (e.3) thereof, the following paragraph:

“(e.4) where

l’exploitation d’affaires d’assurance ou de prêt d’argent et que la somme convenue entre le contribuable et la corporation dans le choix qu’ils ont fait relativement au bien est inférieure au moins 5 élevé des montants suivants :»

(3) Le sous-alinéa 85(1)d)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) 4/3 du montant cumulatif des immobilisations admissibles du contri- 10 buable au titre de l’entreprise immédiatement avant la disposition,»

(4) L’alinéa 85(1)e.2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e.2) en cas d’excédent de la juste 15 valeur marchande du bien immédiatement avant la disposition sur le plus élevé des montants suivants :

(i) la juste valeur marchande, immédiatement après la disposition, de la 20 contrepartie reçue par le contribuable pour le bien dont il a disposé,

(ii) la somme convenue entre le contribuable et la corporation, dans leur choix, relativement au bien, détermi- 25 née sans égard au présent alinéa,

s’il est raisonnable de considérer une partie de cet excédent comme un avantage que le contribuable a voulu conférer à une personne qui lui est liée, la 30 somme convenue entre le contribuable et la corporation, dans leur choix, relativement au bien, est, quelle que soit la somme effectivement convenue, réputée — sauf pour l’application des alinéas g) 35 et h) — être le total de la somme effectivement convenue et de cette partie de l’excédent;»

(5) Le paragraphe 85(1) de la même loi est modifié par insertion, après l’alinéa e.3), 40 de ce qui suit :

«e.4) si le bien est un bien amortissable d’une catégorie prescrite du contribua-

(3) This amendment would substitute "4/3 of" for "2 times".

(4) Paragraph 85(1)(e.2) at present reads as follows:

"(e.2) where the fair market value of the property at the time of the disposition exceeds the greater of

(i) the fair market value at the time of the disposition of the consideration received by the taxpayer for the property disposed of by him, and

(ii) the amount that the taxpayer and the corporation have agreed upon in their election in respect of the property, determined without reference to this paragraph,

and it is reasonable to regard any portion of such excess as a gift made by the taxpayer to or for the benefit of any other shareholder of the corporation, the amount that the taxpayer and the corporation have agreed upon in their election in respect of the property shall, irrespective of the amount actually so agreed upon by them, be deemed (except for the purposes of paragraphs (g) and (h) to be an amount equal to the aggregate of

(iii) the amount referred to in subparagraph (ii), and

(iv) the portion of such excess that may reasonably be regarded as a gift made by the taxpayer to or for the benefit of any other shareholder of the corporation;"

(5) and (6) New.

(3). — Remplacement de «2 fois le» par «4/3 du» et de «relativement à» par «au titre de».

(4). — Texte actuel de l'alinéa 85(1)e.2 :

«e.2) lorsque la juste valeur marchande du bien à la date de la disposition est supérieure au plus élevé des montants suivants :

(i) la juste valeur marchande, à la date de la disposition, de la contrepartie reçue par le contribuable pour le bien dont il a disposé, ou

(ii) la somme convenue entre le contribuable et la corporation, dans leur choix, relativement au bien, déterminée sans égard au présent alinéa,

et qu'il est raisonnable de considérer toute partie de cet excédent comme un don fait par le contribuable à un autre actionnaire de la corporation ou en sa faveur, la somme convenue entre le contribuable et la corporation, dans leur choix, relativement au bien, est, quel qu'en soit le montant effectivement convenu ainsi entre eux, (sauf aux fins des alinéas g) et h)) réputée être le total

(iii) de la somme visée au sous-alinéa (ii), et

(iv) de la partie de cet excédent qui peut raisonnablement être considérée comme un don fait par le contribuable à un autre actionnaire de la corporation ou en sa faveur;»

(5) et (6). — Nouveau.

- (i) the property is depreciable property of a prescribed class of the taxpayer and is a passenger vehicle the cost to the taxpayer of which was more than \$20,000 or such other amount as may be prescribed, and 5
- (ii) the taxpayer and the corporation do not deal at arm's length,

the amount that the taxpayer and the corporation have agreed on in their election in respect of the property shall be deemed to be an amount equal to the undepreciated capital cost to the taxpayer of the class immediately before the disposition, except that, for the purposes of subsection 6(2), the cost to the corporation of the vehicle shall be deemed to be an amount equal to its fair market value immediately before the disposition;" 20

(6) Section 85 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

“(1.1) For the purposes of subsection (1), “eligible property” means 25

- (a) a capital property (other than real property, an interest therein or an option in respect thereof, owned by a non-resident person); 30
- (b) a capital property that is real property, an interest therein or an option in respect thereof, owned by a non-resident insurer where such property and the property received as consideration for such property are property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of (within the meaning assigned by paragraph 138(12)(l)), carrying on an insurance business in 40 Canada;
- (c) a Canadian resource property;
- (d) a foreign resource property;
- (e) an eligible capital property;
- (f) an inventory (other than real property); or 45
- (g) a property (other than a capital property or an inventory) that is a security or debt obligation used by the tax-

ble et une voiture de tourisme dont le coût, pour le contribuable, est supérieur à 20 000 \$ ou au montant qui peut être fixé par règlement et si le contribuable et la corporation ont un lien de dépendance, la somme convenue entre le contribuable et la corporation dans leur choix relativement au bien est réputée être un montant égal à la fraction non amortie du coût en capital de la catégorie, pour le contribuable, juste avant la disposition; toutefois, pour l'application du paragraphe 6(2), le coût de la voiture pour la corporation est réputé égal à sa juste valeur marchande juste avant la disposition;» 15

(6) L'article 85 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), «bien admissible» s'entend : 20

- a) d'un bien en immobilisation — à l'exception d'un bien immeuble, d'un droit sur un tel bien et d'une option s'y rapportant, dont une personne non résidente est propriétaire —;
- b) d'un bien en immobilisation qui est un bien immeuble, un droit sur un tel bien ou une option s'y rapportant, dont un assureur non résidant est propriétaire, si ce bien et celui reçu en contrepartie de ce bien sont des biens utilisés par lui pendant l'année ou détenus par lui pendant l'année dans le cadre de (au sens de l'alinéa 138(12)l)) l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada; 35
- c) d'un avoir minier canadien;
- d) d'un avoir minier étranger;
- e) d'un bien en immobilisation admissible; 40
- f) des biens d'un inventaire, à l'exception des biens immeubles;
- g) d'un bien qui est une valeur ou un titre de créance — à l'exception d'un

“eligible property”
«bien admissible»

«bien admissible»
“eligible property”

payer in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on the business of insurance or lending money.”

bien en immobilisation et des biens d'un inventaire — que le contribuable utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'affaires d'assurance ou de prêt d'argent.»

5

(7) Paragraph 85(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(7) L'alinéa 85(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) a partnership has disposed of any partnership property that was a capital property (other than real property, an interest therein or an option in respect thereof, owned by a partnership that was not a Canadian partnership at the time of the disposition), a Canadian resource property, a foreign resource property, an eligible capital property, an inventory (other than real property) or a property (other than a capital property or an inventory) that is a security or debt obligation used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on the business of insurance or lending money to a taxable Canadian corporation for consideration that includes shares of the capital stock of the corporation, and”

«(a) une société a disposé, en faveur d'une corporation canadienne imposable et pour une contrepartie comprenant des actions du capital-actions de cette corporation, d'un de ses biens qui était un bien en immobilisation (à l'exclusion d'un bien immeuble, d'un droit sur un tel bien et d'une option s'y rapportant, dont était propriétaire une société qui n'était pas une société canadienne à la date de la disposition), un avoir minier canadien, un avoir minier étranger, un bien en immobilisation admissible, les biens d'un inventaire (à l'exclusion des biens immeubles) ou un bien qui est une valeur ou un titre de créance — à l'exception d'un bien en immobilisation et des biens d'un inventaire — qu'elle utilisait ou détenait dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'affaires d'assurance ou de prêt d'argent, et»

(8) All that portion of paragraph 85(4)(b) of the said Act immediately preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(8) Le passage de l'alinéa 85(4)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30

“(b) in computing the adjusted cost base to the taxpayer of all shares of any particular class of the capital stock of the corporation owned by him immediately after the disposition, there shall be added, in the case of capital property, the amount that is equal to, and in the case of eligible capital property, $\frac{4}{3}$ of the amount that is equal to, that proportion of the amount, if any, by which”

«(b) il faut, pour calculer le prix de base rajusté, pour le contribuable, de toutes les actions d'une catégorie déterminée du capital-actions de la corporation qui lui appartenaient immédiatement après la disposition, ajouter, dans le cas d'un bien en immobilisation, la fraction, et dans le cas d'un bien en immobilisation admissible, les $\frac{4}{3}$ de la fraction du montant éventuel»

40

(9) Subsections (1), (2), (6) and (7) are applicable to dispositions of property occurring after 1986.

(9) Les paragraphes (1), (2), (6) et (7) s'appliquent aux dispositions effectuées après 1986.

(10) Subsections (3) and (8) are applicable

(10) Les paragraphes (3) et (8) s'appliquent :

45

(7) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(7). — Remplacement de «appartenant à» par «dont était propriétaire» et adjonction des mots soulignés et du passage marqué d'un trait vertical.

(8) This amendment would substitute "4/3 of" for "twice".

(8). — Remplacement de «deux fois» par «les 4/3 de».

(a) in the case of a corporation, with respect to dispositions by it of property occurring after the commencement of its first taxation year commencing after June, 1988; and

(b) in any other case, with respect to dispositions of property in respect of a business occurring after the commencement of the first fiscal period commencing after 1987 of the business.

(11) Subsection (4) is applicable with respect to dispositions occurring after June, 1988.

(12) Subsection (5) is applicable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

60. (1) Subparagraph 85.1(2)(b)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) controlled the purchaser, or”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to exchanges occurring after 1988.

61. (1) Clause 87(2)(d)(ii)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(A) there shall be added to the capital cost to the new corporation of depreciable property of the class acquired before that time the cost amount, immediately before the amalgamation, to a predecessor corporation of each property included in that class by the new corporation,”

(2) Subsection 87(2) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (e.1) thereof, the following paragraph:

“(e.2) where any property that is a security or debt obligation (other than a capital property or an inventory) of a predecessor corporation used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on the business of insurance or lending money in the taxation year ending immediately before the

a) aux dispositions de biens effectuées par des corporations après le début de leur première année d'imposition commençant après juin 1988;

b) dans les autres cas, aux dispositions de biens concernant une entreprise effectuées après le début du premier exercice financier de l'entreprise commençant après 1987.

(11) Le paragraphe (4) s'applique aux dispositions effectuées après juin 1988.

(12) Le paragraphe (5) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

60. (1) Le sous-alinéa 85.1(2)(b)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) contrôlaient l'acheteur, ou»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux échanges qui ont lieu après 1988.

61. (1) La division 87(2)(d)(ii)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(A) le coût indiqué, pour une corporation remplacée immédiatement avant la fusion, de chaque bien inclus dans cette catégorie par la nouvelle corporation doit être ajouté au coût en capital pour ce-le-ci de biens amortissables de cette catégorie acquis avant cette date.»

(2) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa e.1), de ce qui suit :

«e.2) dans le cas où la nouvelle corporation a acquis d'une corporation remplacée un bien qui est une valeur ou un titre de créance — à l'exception d'un bien en immobilisation et des biens d'un inventaire — que cette dernière utilisait ou détenait dans le cadre de l'exploitation d'affaires d'assurance ou de prêt d'ar-

Clause 60: (1) Subparagraph 85.1(2)(b)(i) at present reads as follows:

“(i) controlled, directly or indirectly in any manner whatever, the purchaser, or”

Clause 61: (1) Clause 87(2)(d)(ii)(A) at present reads as follows:

“(A) there shall be added to the capital cost to the new corporation of depreciable property of that class acquired before that time the undepreciated capital cost to each of the predecessor corporations of property of that class immediately before the amalgamation.”

(2) and (3) New.

Article 60, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 85.1(2)(b)(i) :

«(i) contrôlaient, directement ou indirectement, de quelque façon que ce soit, l'acheteur, ou»

Article 61, (1). — Texte actuel de la division 87(2)d)(ii)(A) :

«(A) il faut ajouter au coût en capital supporté par la nouvelle corporation pour les biens amortissables de cette catégorie, acquis avant cette date, la fraction non amortie du coût en capital supporté, immédiatement avant la fusion, par chacune des corporations remplacées pour les biens de cette catégorie.»

(2) et (3). — Nouveau.

amalgamation has been acquired by the new corporation from the predecessor corporation, the cost of the property to the new corporation shall be deemed to be the amount that was the cost amount thereof to the predecessor corporation immediately before the amalgamation;"

(3) Subsection 87(2) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (f) thereof, the following paragraph:

Idem

“(f.1) notwithstanding paragraph (f), for the purposes of computing the cumulative eligible capital of the new corporation at any time in respect of a business, where the last taxation year of a predecessor corporation commenced before July, 1988 and the predecessor corporation carried on a business that is carried on by the new corporation, 3/2 of the amount of the cumulative eligible capital of the predecessor corporation immediately before the amalgamation in respect of that business shall be added to the amount determined under subparagraph 14(5)(a)(i) in respect thereof;”

(4) Paragraph 87(2)(g.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Continuation

“(g.1) for the purposes of sections 12.3 and 12.4, subsection 20(26) and section 26, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;”

(5) Paragraph 87(2)(h) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Debts

“(h) for the purpose of computing a deduction from the income of the new corporation for a taxation year under paragraph 20(1)(l), (l.1) or (p)

(i) any debt owing to a predecessor corporation that was included in computing the income of the predecessor corporation for its last taxation year or a preceding taxation year,

gent dans l'année d'imposition se terminant avant la fusion, le coût du bien pour la nouvelle corporation est réputé être le coût indiqué de ce bien pour la corporation remplacée immédiatement avant la fusion;»

(3) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié, par insertion après l'alinéa f), de ce qui suit :

«f.1) par dérogation à l'alinéa f), aux fins du calcul du montant cumulatif des immobilisations admissibles de la nouvelle corporation à un moment donné au titre d'une entreprise, si la dernière année d'imposition d'une corporation remplacée a commencé avant juillet 1988 et si celle-ci exploitait une entreprise que la nouvelle corporation exploite, les 3/2 du montant cumulatif des immobilisations admissibles de la corporation remplacée immédiatement avant la fusion au titre de l'entreprise doivent être ajoutés au montant déterminé en application du sous-alinéa 14(5)a)(i) au titre de l'entreprise;»

(4) L'alinéa 87(2)g.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«g.1) pour l'application des articles 12.3 et 12.4, du paragraphe 20(26) et de l'article 26, la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;»

(5) L'alinéa 87(2)h) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«h) pour calculer le montant à déduire en application de l'alinéa 20(1)l), l.1) ou p) dans le calcul du revenu de la nouvelle corporation pour une année d'imposition :

(i) toute créance d'une corporation remplacée incluse dans le calcul de son revenu pour sa dernière année d'imposition ou pour une année d'imposition antérieure,

Continuation

Créances

(4) This amendment would add a reference to sections 12.3 and 12.4 and to subsection 20(26).

(4). — Adjonction d'un renvoi aux articles 12.3 et 12.4 et au paragraphe 20(26).

(5) Paragraph 87(2)(h) at present reads as follows:

“(h) for the purpose of computing a deduction from the income of the new corporation for a taxation year under paragraph 20(1)(l) or (p) or section 33, where any debt owing to a predecessor corporation

- (i) that was included in computing the income of the predecessor corporation for its last taxation year or a previous taxation year, or
- (ii) that arose from a loan made in the ordinary course of business by the predecessor corporation, part of whose ordinary business was the lending of money,

has, by virtue of the amalgamation, been acquired by the new corporation, the amount thereof shall be deemed to be a debt owing to the new corporation that was included in computing the income of the new corporation for a previous taxation year or that arose from a loan so made by it, as the case may be;”

(5). — Texte actuel de l'alinéa 87(2)h :

«h) aux fins du calcul du montant à déduire du revenu de la nouvelle corporation pour une année d'imposition en vertu de l'alinéa 20(1)l) ou p) ou de l'article 33, lorsqu'une créance d'une corporation remplacée

- (i) qui a été incluse dans le calcul du revenu de la corporation remplacée pour sa dernière année d'imposition ou pour une année d'imposition antérieure, ou
- (ii) a résulté d'un prêt consenti par la corporation remplacée dans le cours normal de l'exploitation de son entreprise qui consistait en partie à prêter de l'argent,

a, du fait de la fusion, été acquise par la nouvelle corporation, cette créance est réputée être une créance de la nouvelle corporation, qui a été incluse dans le calcul du revenu de la nouvelle corporation pour une année d'imposition antérieure ou qui a résulté d'un prêt ainsi consenti par elle, selon le cas;»

(ii) where a predecessor corporation was an insurer or a corporation the ordinary business of which included the lending of money, any loan or lending asset made or acquired by the predecessor corporation in the ordinary course of its business of insurance or the lending of money, or
 (iii) where a predecessor corporation was an insurer or a corporation the ordinary business of which included the lending of money, any instrument or commitment described in paragraph 20(1)(l.1) that was issued, made or assumed by the predecessor corporation in the ordinary course of its business of insurance or the lending of money,

and that by reason of the amalgamation, has been acquired by the new corporation, shall be deemed to be a debt owing to the new corporation that was included in computing its income for a preceding taxation year, a loan or lending asset made or acquired or an instrument or commitment that was issued, made or assumed by the new corporation in a preceding taxation year in the ordinary course of its business of insurance or the lending of money, as the case may be;"

(6) Paragraph 87(2)(j.6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(j.6) for the purposes of paragraphs 12(1)(t) and (x), subsections 13(7.1) and 13(7.4), subparagraph 13(21)(f)(ii.2), subsection 13(24), paragraphs 20(1)(e) and (hh) and 37(1)(c), subparagraphs 53(2)(c)(vi) and (h)(ii), paragraph 53(2)(s), subsections 53(2.1) and 66(11.4), subparagraph 66.1(6)(b)(xi) and subsection 66.7(11) the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;"

(7) Subsection 87(2) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (j.8) thereof, the following paragraph:

(ii) tout prêt ou titre de crédit qu'une corporation remplacée — qui est un assureur ou dont l'entreprise habituelle consiste en partie à prêter de l'argent — a consenti ou acquis dans le cours normal de ses affaires d'assurance ou de prêt d'argent,

(iii) tout effet ou engagement visé à l'alinéa 20(1)l.1) qu'une corporation remplacée — qui est un assureur ou une corporation dont l'entreprise habituelle consiste en partie à prêter de l'argent — a émis, consenti ou assumé dans le cours normal de ses affaires d'assurance ou de prêt d'argent,

et que la nouvelle corporation a acquis en raison de la fusion, est réputé être, selon le cas, une créance de la nouvelle corporation incluse dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, un prêt ou un titre de crédit consenti ou acquis ou un effet ou engagement émis, consenti ou assumé, par la nouvelle corporation dans une année d'imposition antérieure dans le cours normal de ses affaires d'assurance ou de prêt d'argent;»

(6) L'alinéa 87(2)j.6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«j.6) pour l'application des alinéas 12(1)t) et x), des paragraphes 13(7.1) et (7.4), du sous-alinéa 13(21)f)(ii.2), du paragraphe 13(24), des alinéas 20(1)e) et hh) et 37(1)c), des sous-alinéas 53(2)c)(vi) et h) (ii), de l'alinéa 53(2)s), des paragraphes 53(2.1) et 66(11.4), du sous-alinéa 66.1(6)b)(xi) et du paragraphe 66.7(11), la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;»

(7) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa j.8), de ce qui suit :

Continuing corporation

Continuation

12(1)(t) pour calculer le montant déductible de la nouvelle déduction en vertu de l'article 122.2, celle-ci est répartie sur la même période que les autres déductions qui ont été prises en compte dans le calcul de la déduction.

12(1)(t) pour l'application de l'article 122.2, la nouvelle déduction est répartie sur la même période que les autres déductions qui ont été prises en compte dans le calcul de la déduction.

12(1)(t) pour l'application de l'article 122.2, la nouvelle déduction est répartie sur la même période que les autres déductions qui ont été prises en compte dans le calcul de la déduction.

12(1)(t) pour l'application de l'article 122.2, la nouvelle déduction est répartie sur la même période que les autres déductions qui ont été prises en compte dans le calcul de la déduction.

12(1)(t) pour l'application de l'article 122.2, la nouvelle déduction est répartie sur la même période que les autres déductions qui ont été prises en compte dans le calcul de la déduction.

(6) This amendment would add a reference to paragraph 12(1)(t), subsection 13(7.1), to paragraphs 20(1)(e) and 37(1)(c), to subparagraphs 53(2)(c)(vi) and (h)(ii) and to subparagraph 66.1(6)(b)(xi).

12(1)(t) pour l'application de l'article 122.2, la nouvelle déduction est répartie sur la même période que les autres déductions qui ont été prises en compte dans le calcul de la déduction.

12(1)(t) pour l'application de l'article 122.2, la nouvelle déduction est répartie sur la même période que les autres déductions qui ont été prises en compte dans le calcul de la déduction.

(7) New.

12(1)(t) for the purpose of determining the amount deductible by the new corporation for any taxation year under section 122.2, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as the predecessor corporation, and a continuation of each predecessor corporation.

12(1)(t) for the purpose of determining the amount deductible by the new corporation for any taxation year under section 122.2, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation.

12(1)(t) for the purpose of determining the amount deductible by the new corporation for any taxation year under section 122.2, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation.

12(1)(t) for the purpose of determining the amount deductible by the new corporation for any taxation year under section 122.2, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation.

12(1)(t) for the purpose of determining the amount deductible by the new corporation for any taxation year under section 122.2, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation.

(6). — Adjonction d'un renvoi à l'alinéa 12(1)t), au paragraphe 13(7.1), aux alinéas 20(1)e) et 37(1)c), aux sous-alinéas 53(2)c)(vi) et h)(ii) et au sous-alinéa 66.1(6)b)(xi).

12(1)(t) pour l'application de l'article 122.2, la nouvelle déduction est répartie sur la même période que les autres déductions qui ont été prises en compte dans le calcul de la déduction.

12(1)(t) pour l'application de l'article 122.2, la nouvelle déduction est répartie sur la même période que les autres déductions qui ont été prises en compte dans le calcul de la déduction.

(7). — Nouveau.

Idem	“(j.9) for the purposes of determining the amount deductible by the new corporation for any taxation year under section 125.2, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;”	«j.9) pour calculer le montant déductible par la nouvelle corporation en application de l'article 125.2, celle-ci est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;»	Idem
------	---	--	------

(8) Paragraph 87(2)(v) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	(8) L'alinéa 87(2)v) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
--	--

Gifts	“(v) for the purposes of section 110.1, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation with respect to gifts;”	«v) pour l'application de l'article 110.1, la nouvelle corporation est réputée, en ce qui concerne les dons, être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;»	Dons
-------	--	---	------

(9) Paragraph 87(2)(z.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	(9) L'alinéa 87(2)z.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
--	--

Capital dividend account	“(z.1) for the purpose of computing at any particular time after the amalgamation the capital dividend account of a new corporation that has been a private corporation continuously from the time of the amalgamation to the particular time, there shall be added the amount of the capital dividend account of each predecessor corporation immediately before the amalgamation, except that the amount of the capital dividend account of any predecessor corporation immediately before the amalgamation shall be deemed to be nil where, had a dividend been paid by the predecessor corporation immediately before the amalgamation and an election been made under subsection 83(2) in respect of that dividend, subsection 83(2.1) would have applied to deem all or any portion of the dividend to be a taxable dividend;”	«z.1) le montant du compte de dividende en capital de chaque corporation remplacée immédiatement avant la fusion doit être ajouté dans le calcul, à un moment postérieur à la fusion, du compte de dividende en capital de la nouvelle corporation qui a été une corporation privée sans interruption depuis la fusion jusqu'à ce moment; toutefois, ce montant est réputé nul dans le cas où le paragraphe 83(2.1) se serait appliqué pour réputer tout ou partie d'un dividende comme dividende imposable si le dividende avait été versé par la corporation remplacée immédiatement avant la fusion et s'il avait fait l'objet d'un choix en vertu du paragraphe 83(2);»	Compte de dividende en capital
--------------------------	--	---	--------------------------------

(10) Subsection 87(2) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (z.1) thereof, the following paragraph:	(10) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa z.1), de ce qui suit :
---	--

Application of Part III	“(z.2) for the purposes of Part III, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;”	«z.2) pour l'application de la partie III, la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;»	Application de la partie III
-------------------------	---	---	------------------------------

(8) This amendment would substitute a reference to section 110.1 for the reference to paragraphs 110(1)(a), (b) and (b.1).

(9) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(8). — Remplacement du renvoi aux alinéas 110(1)a, b) et b.1) par un renvoi à l'article 110.1 et remplacement de «la continuer» par «en être la continuation».

(9). — Texte actuel de l'alinéa 87(2)z.1 :

«z.1) aux fins du calcul, à une date donnée après la fusion, du montant du compte de dividende en capital ou du compte de dividende en capital d'assurance-vie d'une nouvelle corporation qui a été une corporation privée sans interruption depuis la fusion jusqu'à la date donnée, il faut ajouter le montant du compte de dividende en capital ou du compte de dividende en capital d'assurance-vie, selon le cas, de chaque corporation remplacée immédiatement avant la fusion;»

(10) New.

(10). — Nouveau.

(11) Paragraph 87(2)(aa) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Refundable
dividend tax on
hand

“(aa) in the case of a new corporation that has been a private corporation continuously from the time of the amalgamation to the end of any taxation year, for the purposes of computing the refundable dividend tax on hand (within the meaning assigned by subsection 129(3)), of the new corporation at the end of the taxation year, where a predecessor corporation had refundable dividend tax on hand immediately before the amalgamation, the amount by which the refundable dividend tax on hand at that time exceeds any dividend refund (within the meaning assigned by subsection 129(1)) of the predecessor corporation for its taxation year ending immediately before the amalgamation shall be added to the aggregate determined under subsection 129(3) from which the new corporation’s dividend refunds are to be subtracted, except that the amount to be added to the aggregate determined under subsection 129(3) shall be deemed to be nil where, had a dividend been paid by the predecessor corporation immediately before the amalgamation, subsection 129(1.2) would have applied to deem the dividend not to be a taxable dividend.”

(11) L’alinéa 87(2)aa) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«aa) dans le cas d’une nouvelle corporation qui a été une corporation privée sans interruption depuis la fusion jusqu’à la fin d’une année d’imposition, aux fins du calcul de l’impôt en main, remboursable au titre de dividendes, (au sens du paragraphe 129(3)) de la nouvelle corporation à la fin de l’année d’imposition, lorsqu’une corporation remplacée avait en main, immédiatement avant la fusion, un impôt remboursable au titre de dividendes, la fraction de l’impôt en main, remboursable au titre de dividendes, qui, à cette date, excède tout remboursement au titre de dividendes (au sens du paragraphe 129(1)) de la corporation remplacée pour son année d’imposition se terminant immédiatement avant la fusion, doit être ajoutée au total, calculé selon le paragraphe 129(3), duquel les remboursements de la nouvelle corporation au titre de dividendes doivent être soustraits; toutefois le montant à ajouter à ce total est réputé nul dans le cas où le paragraphe 129(1.2) se serait appliqué pour réputer un dividende comme n’étant pas un dividende imposable si le dividende avait été versé par la corporation remplacée immédiatement avant la fusion;»

Impôt en main
remboursable
au titre de
dividendes

(12) Paragraph 87(2)(kk) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Idem

“(kk) for the purposes of paragraph 40(2)(h),
(i) where a corporation was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by a predecessor corporation immediately before the amalgamation and has, by reason of the amalgamation, become controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by the new corporation, the new corporation shall be deemed to have acquired control of the corporation so controlled at the time control

(12) L’alinéa 87(2)kk) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«kk) pour l’application de l’alinéa 40(2)h) :

(i) lorsqu’une corporation était contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une corporation remplacée, immédiatement avant la fusion, et est devenue contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, à cause de la fusion, par la nouvelle corporation, cette dernière est réputée avoir acquis le contrôle de la corporation ainsi contrôlée au moment où le

Idem

(11) This amendment would add the underlined and sidelined words.

(11). — Remplacement de «déterminé en vertu du» par «calculé selon le», et adjonction des mots soulignés et du passage marqué d'un trait vertical.

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200

101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200

(12) This amendment would add the underlined and sidelined words and substitute "reason" for "virtue".

(12). — Adjonction des mots soulignés et du passage marqué d'un trait vertical, et remplacement de «la nouvelle corporation» par «celle-ci».

201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300

201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300

thereof was acquired by the predecessor corporation, and
 (ii) where a predecessor corporation was immediately before the amalgamation controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by a corporation that, immediately after the amalgamation, controlled, directly or indirectly in any manner whatever, the new corporation, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;”

contrôle de la corporation a été acquis par la corporation remplacée, et
 (ii) lorsqu'une corporation remplacée était, immédiatement avant la fusion, contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une corporation qui, immédiatement après la fusion, contrôlait, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, la nouvelle corporation, celle-ci est réputée être la même corporation que chacune des corporations remplacées et est réputée être la continuation de chacune d'elles;»

(13) Subsection 87(2) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (pp) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

(13) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Tax on taxable preferred shares

“(rr) for the purposes of subsections 112(2.9), 191(4), and 191.1(2) and (4), the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation, and

«rr) pour l'application des paragraphes 112(2.9), 191(4) et 191.1(2) et (4), la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;

Impôt concernant les actions privilégiées imposables

Transferred liability for Part VI.1 tax

(ss) for the purposes of section 191.3, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation.”

ss) pour l'application de l'article 191.3, la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation.»

Transfert de l'impôt prévu par la partie VI.1

(14) Subsection 87(2.2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(14) Le paragraphe 87(2.2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Amalgamation of insurance corporations

“(2.2) Where there has been an amalgamation of two or more corporations and one or more of the predecessor corporations was an insurance corporation, the new corporation shall, notwithstanding subsection (2), be deemed, for the purposes of paragraphs 12(1)(d), (e), (i) and (s) and 20(1)(l), (l.1), (p) and (jj) and 20(7)(c), sections 33, 138, 138.1, 140, 142 and 148 and Part XII.3 to be the same corporation as, and a continuation of, each such predecessor corporation.”

«(2.2) En cas de fusion de deux ou plusieurs corporations dont une ou plusieurs étaient des corporations d'assurance, la nouvelle corporation est, par dérogation au paragraphe (2), réputée, pour l'application des alinéas 12(1)d), e), i) et s), 20(1)l), l.1), p) et jj) et 20(7)c), des articles 33, 138, 138.1, 140, 142 et 148 et de la partie XII.3, être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation.»

Fusion de corporations d'assurance

(15) Section 87 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately

(15) L'article 87 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4.1), de ce qui suit :

(13) New.

(14) Subsection 87(2.2) at present reads as follows:

"(2.2) Where there has been an amalgamation of two or more life insurance corporations after 1977, the new corporation shall be deemed, for purposes of section 138, to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation except that this subsection shall in no respect affect the determination of

- (a) the fiscal period of the new corporation or any of its predecessors; or
- (b) the taxable income of, or the tax payable under this Act by, any predecessor corporation."

(15) New.

after subsection (4.1) thereof, the following subsections:

(4.2) Where there has been an amalgamation or merger of two or more corporations after November 17, 1986, and a share of any class of the capital stock of the new corporation (in this subsection referred to as the "new share") was issued to a shareholder in consideration for the disposition of a share by that shareholder of any class of the capital stock of a predecessor corporation (in this subsection referred to as the "exchanged share") and the terms and conditions of the new share were the same as or substantially the same as the terms and conditions of the exchanged share for the purpose of applying the provisions of this subsection, subsections 113(2.2) and (2.4), Parts IV.1 and VI.1, section 248 and the definition "grandfathered share", "grandfathered share", "grandfathered share" and "grandfathered share" in subsection 248(1) of the new share, the following rules apply:

(13). — Nouveau.

(14). — Texte actuel du paragraphe 87(2.2) :

«(2.2) Lorsque, après 1977, il y a eu fusion de deux ou plusieurs corporations d'assurance-vie, la nouvelle corporation est réputée, aux fins de l'article 138, être la même corporation que chacune des corporations remplacées et est réputée assurer la continuation de chacune d'elles; toutefois, le présent paragraphe n'influence aucunement la détermination

- a) de l'exercice financier de la nouvelle corporation ou de celui des corporations qu'elle a remplacées; ou
- b) du revenu imposable des corporations remplacées ou de l'impôt qu'elles doivent payer en vertu de la présente loi.»

(15). — Nouveau.

after subsection (4.1) thereof, the following subsections:

Idem

“(4.2) Where there has been an amalgamation or merger of two or more corporations after November 27, 1986 and a share of any class of the capital stock of the new corporation (in this subsection referred to as the “new share”) was issued to a shareholder in consideration for the disposition of a share by that shareholder of any class of the capital stock of a predecessor corporation (in this subsection referred to as the “exchanged share”) and the terms and conditions of the new share were the same as, or substantially the same as, the terms and conditions of the exchanged share, for the purposes of applying the provisions of this subsection, subsections 112(2.2) and (2.4), Parts IV.1 and VI.1, section 258 and the definitions “grandfathered share”, “short-term preferred share”, “taxable preferred share” and “taxable RFI share” in subsection 248(1) to the new share, the following rules apply:

(a) the new share shall be deemed to have been issued at the time the exchanged share was issued;

(b) where the exchanged share was a share described in paragraph (a), (b), (c) or (d) of the definition “grandfathered share” in subsection 248(1), the new share shall be deemed to be the same share as the exchanged share for the purposes of that definition;

(c) the new share shall be deemed to have been acquired by the shareholder at the time the exchanged share was acquired by the shareholder;

(d) the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation; and

(e) an election made under subsection 191.2(1) by a predecessor corporation with respect to the class of shares of its capital stock to which the exchanged share belonged shall be deemed to be an election made by the new corporation with respect to the class of shares of its

«(4.2) En cas de fusion ou d'unification de deux ou plusieurs corporations après le 27 novembre 1986, si une action d'une catégorie du capital-actions de la nouvelle corporation — appelée «nouvelle action» au présent paragraphe — est émise à un actionnaire en contrepartie de la disposition par cet actionnaire d'une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation remplacée — appelée «action échangée» au présent paragraphe — et si les caractéristiques de la nouvelle action sont les mêmes ou essentiellement les mêmes que celles de l'action échangée, pour l'application à la nouvelle action du présent paragraphe, des paragraphes 112(2.2) et (2.4), des parties IV.1 et VI.1 et de l'article 258, ainsi que des définitions d'«action de régime transitoire», d'«action particulière à une institution financière», d'«action privilégiée à court terme» et d'«action privilégiée imposable» au paragraphe 248(1) :

a) la nouvelle action est réputée émise au moment où l'action échangée a été émise;

b) si l'action échangée était une action visée à l'un des alinéas a) à d) de la définition d'«action de régime transitoire» au paragraphe 248(1), la nouvelle action est réputée être la même action que l'action échangée aux fins de cette définition;

c) l'actionnaire est réputé avoir acquis la nouvelle action au moment où il a acquis l'action échangée;

d) la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;

e) tout choix fait par une corporation remplacée en application du paragraphe 191.2(1) en ce qui concerne la catégorie d'actions de son capital-actions dont l'action échangée faisait partie est réputé être un choix fait par la nouvelle corporation en ce qui concerne la catégorie d'actions de son capital-actions dont la nouvelle action fait partie.

Actions échangées après le 27 novembre 1986

Exchanged Rights

capital stock to which the new share belongs.

(4.3) Where there has been an amalgamation or merger of two or more corporations after June 18, 1987 and a right listed on a prescribed stock exchange to acquire a share of any class of the capital stock of the new corporation (in this subsection referred to as the "new right") was acquired by a shareholder in consideration for the disposition of a right described in paragraph (d) of the definition "grandfathered share" in subsection 248(1) to acquire a share of any class of the capital stock of a predecessor corporation (in this subsection referred to as the "exchanged right"), the new right shall be deemed to be the same right as the exchanged right for the purposes of paragraph (d) of the definition "grandfathered share" in subsection 248(1) where the terms and conditions of the new right were the same as, or substantially the same as, the terms and conditions of the exchanged right and the terms and conditions of the share receivable upon an exercise of the new right were the same as, or substantially the same as, the terms and conditions of the share that would have been received upon an exercise of the exchanged right."

(16) Subsection (1) is applicable with respect to amalgamations occurring after 1987.

(17) Subsections (2) and (14) are applicable to amalgamations occurring after December 15, 1987.

(18) Subsection (3) is applicable with respect to amalgamations occurring after June, 1988.

(19) Subsections (4) and (5) are applicable to taxation years commencing after June 17, 1987 that end after 1987 of corporations formed as a result of amalgamations.

(20) Subsection (6) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that, with respect to amalgamations occurring before 1988, the reference to "paragraphs 20(1)(e) and (hh)" in paragraph 87(2)(j.6) of the said Act, as enacted by

(4.3) En cas de fusion ou d'unification de deux ou plusieurs corporations après le 18 juin 1987, si un droit, coté à une bourse de valeurs visée par règlement, permettant d'acquérir une action d'une catégorie du capital-actions de la nouvelle corporation — appelé «nouveau droit» au présent paragraphe — est acquis par un actionnaire en contrepartie de la disposition d'un droit, visé à l'alinéa d) de la définition d'«action de régime transitoire», au paragraphe 248(1), permettant d'acquérir une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation remplacée — appelé «droit échangé» au présent paragraphe —, si les caractéristiques du nouveau droit sont les mêmes ou essentiellement les mêmes que les caractéristiques du droit échangé et enfin, si les caractéristiques de l'action à recevoir sur exercice du nouveau droit sont les mêmes ou essentiellement les mêmes que les caractéristiques de l'action qui aurait été reçue sur exercice du droit échangé, le nouveau droit est réputé être le même droit que le droit échangé pour l'application de l'alinéa d) de la définition d'«action de régime transitoire», au paragraphe 248(1).»

(16) Le paragraphe (1) s'applique aux fusions qui ont lieu après 1987.

(17) Les paragraphes (2) et (14) s'appliquent aux fusions qui ont lieu après le 15 décembre 1987.

(18) Le paragraphe (3) s'applique aux fusions qui ont lieu après juin 1988.

(19) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent aux années d'imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987 des corporations issues de fusions.

(20) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application de l'alinéa 87(2)(j.6) de la même loi, édicté par le paragraphe (6), aux fusions qui ont lieu avant 1988, il est fait abstraction, à cet alinéa, du renvoi à l'alinéa

Droits échangés

subsection (6), shall be read as a reference to "paragraph 20(1)(hh)".

(21) Subsection (7) is applicable with respect to amalgamations occurring and windings-up commencing after 1987.

(22) Subsection (8) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(23) Subsections (9) and (11) are applicable with respect to amalgamations and windings-up occurring after 4 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987.

(24) Subsection (10) is applicable to amalgamations occurring after April, 1988.

(25) Subsection (12) is applicable to taxation years commencing after 1988.

(26) Subsection (13) is applicable to amalgamations and windings-up occurring after June 18, 1987.

(27) Subsection 87(4.2) of the said Act, as enacted by subsection (15), is applicable to amalgamations and mergers occurring after November 27, 1986.

(28) Subsection 87(4.3) of the said Act, as enacted by subsection (15), is applicable to amalgamations and mergers occurring after June 18, 1987.

62. (1) All that portion of subparagraph 88(1)(d)(i.1) of the said Act preceding clause (A) is repealed and the following substituted therefor:

"(i.1) the aggregate of all amounts each of which is an amount in respect of any share of the capital stock of the subsidiary disposed of by the parent on the winding-up or in contemplation of the winding-up, equal to the aggregate of all amounts received by the parent or by a corporation with which the parent was not dealing at arm's length in respect of"

(2) Paragraph 88(1)(e.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(e.1) the subsidiary may, for the purposes of computing its income for its taxation year during which its assets were transferred to, and its obligations

20(1)e) de la même loi, édicté par le paragraphe 13(2).

(21) Le paragraphe (7) s'applique aux fusions qui ont lieu après 1987 et aux liquidations qui commencent après 1987. 5

(22) Le paragraphe (8) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(23) Les paragraphes (9) et (11) s'appliquent aux fusions et aux liquidations qui ont lieu après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987.

(24) Le paragraphe (10) s'applique aux fusions qui ont lieu après avril 1988.

(25) Le paragraphe (12) s'applique aux années d'imposition commençant après 1988. 15

(26) Le paragraphe (13) s'applique aux fusions et aux liquidations qui ont lieu après le 18 juin 1987.

(27) Le paragraphe 87(4.2) de la même loi, édicté par le paragraphe (15), s'applique aux fusions et aux unifications qui ont lieu après le 27 novembre 1986. 20

(28) Le paragraphe 87(4.3) de la même loi, édicté par le paragraphe (15), s'applique aux fusions et aux unifications qui ont lieu après le 18 juin 1987. 25

62. (1) Le passage du sous-alinéa 88(1)d)(i.1) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 30

«(i.1) du total des montants dont chacun se rapporte à une action du capital-actions de la filiale dont la corporation mère a disposé lors de la liquidation ou en vue de la liquidation, égal au total des montants reçus par la corporation mère ou par une corporation avec laquelle la corporation mère avait un lien de dépendance, à l'égard de» 40

(2) L'alinéa 88(1)e.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e.1) la filiale peut, aux fins du calcul de son revenu pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère, et ses

13. Les amendements proposés par l'alinéa 1) et l'alinéa 2) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère. Les amendements proposés par l'alinéa 1) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère.

14. Les amendements proposés par l'alinéa 1) et l'alinéa 2) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère. Les amendements proposés par l'alinéa 1) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère.

15. Les amendements proposés par l'alinéa 1) et l'alinéa 2) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère. Les amendements proposés par l'alinéa 1) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère.

16. Les amendements proposés par l'alinéa 1) et l'alinéa 2) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère. Les amendements proposés par l'alinéa 1) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère.

Clause 62: (1) and (2) These amendments would add the underlined words.

Article 62, (1). — Remplacement de «toutes les sommes» par «des montants», de «chacune» par «chacun», et adjonction du passage souligné.

17. Les amendements proposés par l'alinéa 1) et l'alinéa 2) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère. Les amendements proposés par l'alinéa 1) de l'article 62 ont pour objet de modifier le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère.

(2). — Texte actuel de l'alinéa 88(1)e.1) :
 «e.1) la filiale peut, aux fins du calcul de son revenu pour son année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère lors de la liquidation, réclamer la déduction d'une réserve qui aurait été admise en vertu de la présente Partie, si les biens n'avaient pas été transférés à la corporation mère lors de la liquidation et nonobstant toute autre disposition de la présente Partie, aucune somme ne peut être incluse, pour toute réserve ainsi réclamée, dans le calcul du revenu de la filiale pour l'année d'imposition suivant celle au cours de laquelle ses biens ont été transférés à la corporation mère;»

were assumed by, the parent on the winding-up, claim any reserve that would have been allowed under this Part if its assets had not been transferred to, or its obligations had not been assumed by, the parent on the winding-up and notwithstanding any other provision of this Part, no amount shall be included in respect of any reserve so claimed in computing the income of the subsidiary for its taxation year, if any, following the year in which its assets were transferred to or its obligations were assumed by the parent;”

obligations assumées par celle-ci, à la liquidation, déduire la réserve qu'elle aurait pu déduire en application de la présente partie si ses biens n'avaient pas été transférés à la corporation mère, ni ses obligations assumées par celle-ci, à la liquidation; nonobstant les autres dispositions de la présente partie, aucune somme n'est à inclure, au titre d'une réserve ainsi déduite, dans le calcul du revenu de la filiale pour son année d'imposition qui suit éventuellement celle où ses biens ont été transférés à la corporation mère ou ses obligations assumées par celle-ci;»

(3) All that portion of paragraph 88(1)(e.2) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le passage de l'alinéa 88(1)e.2) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e.2) paragraphs 87(2)(c), (d.1), (e.1), (e.2), (g) to (l), (l.3) to (u), (x), (y.1), (z.1), (z.2), (cc), (ll) to (nn), (pp) and (rr), subsection 87(6) and, subject to section 78, subsection 87(7) apply to the winding-up as if the references therein to”

«e.2) les alinéas 87(2)c), d.1), e.1), e.2), g) à l), l.3) à u), x), y.1), z.1), z.2), cc), ll) à nn), pp) et rr), le paragraphe 87(6) et, sous réserve de l'article 78, le paragraphe 87(7) s'appliquent à la liquidation, avec les modifications suivantes :»

(4) All that portion of paragraph 88(1)(e.5) of the said Act following subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le passage de l'alinéa 88(1)e.5) de la même loi qui suit le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“shall, if the parent has been a private corporation continuously from the time of the winding-up to the end of the taxation year, be added to the aggregate determined under subsection 129(3) from which the parent's dividend refunds are to be subtracted, except that the amount to be added to the aggregate determined under subsection 129(3) shall be deemed to be nil where, had a dividend been paid by the subsidiary immediately before the winding-up, subsection 129(1.2) would have applied to deem the dividend not to be a taxable dividend.”

«est ajoutée, si la corporation mère a été une corporation privée sans interruption depuis la date de la liquidation jusqu'à la fin de l'année d'imposition, au total, calculé selon le paragraphe 129(3), dont sont déduits les remboursements au titre de dividendes de la corporation mère; toutefois, le montant à ajouter à ce total est réputé nul dans le cas où le paragraphe 129(1.2) se serait appliqué pour réputer un dividende comme n'étant pas un dividende imposable si le dividende avait été versé par la filiale immédiatement avant la liquidation;»

(5) Paragraph 88(1)(e.6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5) L'alinéa 88(1)e.6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) This amendment would add a reference to paragraphs 87(2)(e.2), (z.2) and (rr).

(3). — Adjonction d'un renvoi aux alinéas 87(2)e.2), z.2) et rr).

(4) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(4). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 88(1)e.5) :

«est ajoutée, si la corporation mère a été une corporation privée sans interruption de la date de la liquidation à la fin de l'année d'imposition, au total, déterminé en vertu du paragraphe 129(3), dont sont déduits les remboursements au titre de dividendes de la corporation mère;»

(5) Paragraph 88(1)(e.6) at present reads as follows:

“(e.6) where a subsidiary has made a gift in a taxation year (in this section referred to as the “gift year”), for the purposes of computing the amount deductible under paragraphs 110(1)(a), (b) and (b.1) by

(5). — Texte actuel de l'alinéa 88(1)e.6) :

«e.6) lorsqu'une filiale a fait un don dans une année d'imposition (appelée au présent article l'«année du don»), aux fins du calcul du montant déductible en vertu des alinéas 110(1)a), b) et b.1) par la

“(e.6) where a subsidiary has made a gift in a taxation year (in this section referred to as the “gift year”), for the purposes of computing the amount deductible under section 110.1 by the parent for its taxation years ending after the subsidiary was wound up, the parent shall be deemed to have made a gift in each of its taxation years in which a gift year of the subsidiary ended equal to the amount, if any, by which the aggregate of all gifts made by the subsidiary in the gift year exceeds the aggregate of all amounts deducted by the subsidiary under paragraph 110(1)(a), (b) or (b.1) or section 110.1 in respect of such gifts;”

(6) Subsection 88(1) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (e.8) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (f) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(g) where the subsidiary was an insurance corporation,

(i) for the purposes of paragraphs 12(1)(d), (e), (i) and (s) and 20(1)(l), (l.1), (p) and (jj) and 20(7)(c), sections 33, 138, 138.1, 140, 142 and 148 and Part XII.3, the parent shall, notwithstanding paragraph (e.2), be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, the subsidiary, and

(ii) for the purpose of determining the amount of the gross investment revenue required to be included under subsection 138(9) in the income of the subsidiary and the parent and the amount of gains and losses of the subsidiary and the parent from property used by them in the year or held by them in the year in the course of carrying on an insurance business in Canada

(A) the subsidiary and the parent shall, in addition to their normal taxation years, be deemed to have had a taxation year ending immediately before the time when the property of the subsidiary was

«e.6) lorsqu’une filiale a fait un don au cours d’une année d’imposition — appelée «année du don» au présent article —, la corporation mère est réputée, aux fins du calcul du montant déductible par celle-ci en application de l’article 110.1 pour ses années d’imposition se terminant après la liquidation de la filiale, avoir fait un don, dans chacune de ses années d’imposition où s’est terminée une année du don de la filiale, égal à l’excédent éventuel du total des dons faits par la filiale dans l’année du don sur le total des montants déduits par la filiale en application de l’alinéa 110(1)a, b) ou b.1) ou de l’article 110.1 à l’égard de ces dons;»

(6) Le paragraphe 88(1) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«g) si la filiale est une corporation d’assurance :

(i) la corporation mère est, par dérogation à l’alinéa e.2), réputée, pour l’application des alinéas 12(1)d), e), i) et s), 20(1)l), l.1), p) et jj) et 20(7)c), des articles 33, 138, 138.1, 140, 142 et de la partie XII.3, être la même corporation que la filiale et en être la continuation,

(ii) aux fins du calcul des revenus bruts de placements à inclure en application du paragraphe 138(9) dans le revenu de la filiale et de la corporation mère et des gains et pertes de la filiale et de la corporation mère résultant de biens qu’elles utilisent ou détiennent dans l’année dans le cadre de l’exploitation d’une entreprise d’assurance au Canada :

(A) la filiale et la corporation mère sont réputées avoir, outre leur année d’imposition normale, une année d’imposition se terminant immédiatement avant le moment où les biens de la filiale ont été transférés à la corporation mère, et les obligations de la filiale assumées

the parent for its taxation years ending after the subsidiary was wound up,

(i) the parent shall be deemed to have made a gift in each of its taxation years in which a gift year of the subsidiary ended equal to the amount, if any, by which the aggregate of all gifts made by the subsidiary in the gift year exceeds the aggregate of all amounts deducted by the subsidiary under paragraph 110(1)(a), (b), or (b.1) in respect of such gifts, and

(ii) the amount of the excess determined under subparagraph (i) shall be deemed not to have been deductible in any taxation year of the parent ending on or before the day the subsidiary was wound up;"

(6) New.

corporation mère pour son année d'imposition se terminant après la liquidation de la filiale,

(i) la corporation mère est réputée avoir fait un don, dans chacune de ses années d'imposition où s'est terminée une année du don de la filiale, égal à l'excédent éventuel du total des dons faits par la filiale dans l'année du don sur le total des montants déduits par la filiale en vertu de l'alinéa 110(1)(a), (b) ou b.1) à l'égard de ces dons, et)

(ii) le montant de l'excédent visé au sous-alinéa (i) est réputé ne pas avoir été déductible dans toute année d'imposition de la corporation mère se terminant au plus tard à la date de la liquidation de la filiale;"

(6). — Nouveau.

transferred to, and the obligations of the subsidiary were assumed by, the parent on the winding-up, and (B) for the taxation years of the subsidiary and the parent following the time referred to in clause (A), the property transferred to, and the obligations assumed by, the parent on the winding-up shall be deemed to have been transferred or assumed, as the case may be, on the last day of the taxation year ending immediately before that time and the parent shall be deemed to be the same corporation as and a continuation of the subsidiary with respect to that property, those obligations and the insurance businesses carried on by the subsidiary.”

(7) All that portion of paragraph 88(1.1)(e) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(e) where at any time control of the parent or subsidiary has been acquired by a person or group of persons, no amount in respect of the subsidiary’s non-capital loss or farm loss for a taxation year ending before that time is deductible in computing the taxable income of the parent for a particular taxation year ending after that time, except that such portion of the subsidiary’s non-capital loss or farm loss as may reasonably be regarded as its loss from carrying on a business and, where a business was carried on by the subsidiary in that year, such portion of the non-capital loss as may reasonably be regarded as being in respect of an amount deductible under paragraph 110(1)(k) in computing its taxable income for the year is deductible”

(8) All that portion of subsection 88(1.3) preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

par la corporation mère, à la liquidation,

(B) pour les années d'imposition de la filiale et de la corporation mère suivant le moment visé à la division (A), les biens transférés à la corporation mère, et les obligations assumées par celle-ci, à la liquidation sont réputés transférés ou assumées, selon le cas, le dernier jour de l'année d'imposition se terminant immédiatement avant ce moment et la corporation mère est réputée être la même corporation que la filiale, et en être la continuation, en ce qui concerne ces biens, ces obligations et les entreprises d'assurance exploitées par la filiale.»

(7) Le passage de l'alinéa 88(1.1)e) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) en cas d'acquisition, à une date donnée, du contrôle de la corporation mère ou de la filiale par une personne ou un groupe de personnes, aucun montant n'est déductible au titre d'une perte autre qu'une perte en capital ou d'une perte agricole subie par la filiale pour une année d'imposition se terminant avant cette date, dans le calcul du revenu imposable de la corporation mère pour une année d'imposition donnée se terminant après cette date, à l'exception de la fraction de cette perte qu'il est raisonnable de considérer comme résultant de l'exploitation d'une entreprise et, si la filiale exploitait une entreprise au cours de cette année, de la fraction de la perte autre qu'une perte en capital qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à un montant déductible en application de l'alinéa 110(1)k) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, qui sont déductibles»

(8) Le passage du paragraphe 88(1.3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Computation of income and tax of parent

“(1.3) For the purpose of paragraphs (1)(e.3), (e.6) and (e.7), subsections (1.1) and (1.2), section 110.1, subsections 111(1) and (3) and Part IV, where a parent corporation has been incorporated or otherwise formed after the end of an expenditure year, gift year, foreign tax year or loss year, as the case may be, of a subsidiary of the parent, for the purpose of computing the taxable income of, and the tax payable under this Part and Part IV by, the parent for any taxation year,”

«(1.3) Pour l'application des alinéas (1)e.3, e.6 et e.7), des paragraphes (1.1) et (1.2), de l'article 110.1, des paragraphes 111(1) et (3) et de la partie IV, lorsqu'une corporation mère a été constituée en corporation ou autrement créée après la fin d'une année d'impôt étranger, d'une année de la dépense, d'une année de perte ou d'une année du don, selon le cas, d'une de ses filiales, aux fins du calcul du revenu imposable de la corporation mère et de son impôt payable en vertu de la présente partie et de la partie IV pour une année d'imposition,»

Calcul du revenu et de l'impôt à payer de la corporation mère

(9) Paragraph 88(2)(a) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (iv) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

(9) L'alinéa 88(2)a) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (iv) et par adjonction de ce qui suit :

“(vi) in calculating the income of the corporation for the taxation year so deemed to have ended, paragraph 12(1)(t) shall be read as follows:

«(vi) aux fins du calcul du revenu de la corporation pour l'année d'imposition ainsi réputée s'être terminée, l'alinéa 12(1)t) est remplacé par ce qui suit :

“(t) the amount deducted under subsection 127(5) or (6) in computing the taxpayer's tax payable for the year or a preceding taxation year to the extent that it was not included in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year under this paragraph or is not included in an amount determined under paragraph 13(7.1)(e), subparagraph 13(21)(f)(vii), paragraph 37(1)(e), or subparagraph 53(2)(c)(vi), 53(2)(h)(ii) or 66.1(6)(b)(xi);” and”

“(t) la somme déduite en application du paragraphe 127(5) ou (6) dans le calcul de l'impôt payable par le contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure dans la mesure où cette somme n'a pas été incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure en application du présent alinéa ou n'est pas incluse dans une somme déterminée en vertu de l'alinéa 13(7.1)e), du sous-alinéa 13(21)f)(vii), de l'alinéa 37(1)e) ou du sous-alinéa 53(2)c)(vi), 53(2)h)(ii) ou 66.1(6)b)(xi);” et »

(10) Subsection (1) is applicable to windings-up commencing after June, 1988.

(10) Le paragraphe (1) s'applique aux liquidations commençant après juin 1988.

(11) Subsections (2) and (6) are applicable to windings-up commencing after December 15, 1987.

(11) Les paragraphes (2) et (6) s'appliquent aux liquidations commençant après le 15 décembre 1987.

(12) Subsection (3) is applicable to windings-up ending after June 18, 1987 except that

(12) Le paragraphe (3) s'applique aux liquidations se terminant après le 18 juin 1987. Toutefois :

(a) in applying paragraph 88(1)(e.2) of the said Act, as enacted by subsection (3), to windings-up commencing before December 16, 1987, it shall be read with-

a) pour l'application de l'alinéa 88(1)e.2) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), aux liquidations commençant avant le 16 décembre 1987, il est fait abstraction, à

45

111(1) and (3) and Part IV, where a parent corporation has been incorporated or otherwise formed after the end of a foreign tax year, gift year or loss year, as the case may be, of a subsidiary of the parent, for the purpose of computing the taxable income of, and the tax payable under this Part and Part IV by, the parent for any taxation year,"

de la Partie IV, lorsqu'une corporation mère a été constituée en corporation ou autrement créée après la fin d'une année d'impôt étranger, d'une année de perte ou d'une année de don, selon le cas, d'une de ses filiales, aux fins du calcul de son revenu imposable et de son impôt à payer en vertu de la présente Partie et de la Partie IV pour toute année d'imposition.»

(9) New.

(9). — Nouveau.

out reference to "(e.2)" and "(z.2)" therein, and

(b) in applying paragraph 88(1)(e.2) of the said Act, as enacted by subsection (3), to windings-up commencing before May, 1988, it shall be read without reference to "(z.2)" therein.

(13) Subsection (4) is applicable with respect to windings-up occurring after 4 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987.

(14) Subsection (5) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(15) Subsection (7) is applicable with respect to non-capital losses and farm losses for the 1988 and subsequent taxation years.

(16) Subsection (8) is applicable to taxation years ending after May 23, 1985, except that in the application of subsection 88(1.3) of the said Act, as amended by subsection (8),

(a) to taxation years ending before 1988, the reference therein to "section 110.1" shall be read as a reference to "paragraphs 110(1)(a), (b) and (b.1)"; and

(b) to taxation years ending before 1989, the references therein to "(1)(e.3)" and "expenditure year" shall be read as references to "(1)(e.3), (e.4)" and to "expenditure year, employment year" respectively.

(17) Subsection (9) is applicable after 1987.

63. (1) Subparagraph 89(1)(b)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) the amount, if any, by which

(A) the aggregate of all amounts each of which is the amount if any, by which

(I) the amount of a capital gain of the corporation realized in the period commencing on the first day of the first taxation year commencing after the time the corporation last became a private

cet alinéa, des renvois aux alinéas 87(2)e.2) et z.2) de la même loi, et

b) pour l'application de l'alinéa 88(1)e.2) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), aux liquidations commençant avant mai 1988, il est fait abstraction, à cet alinéa, du renvoi à l'alinéa 87(2)z.2) de la même loi.

(13) Le paragraphe (4) s'applique aux liquidations qui ont lieu après 16 heures, 10 heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987.

(14) Le paragraphe (5) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(15) Le paragraphe (7) s'applique aux pertes autres que les pertes en capital et aux pertes agricoles pour les années d'imposition 1988 et suivantes.

(16) Le paragraphe (8) s'applique aux années d'imposition qui se terminent après le 23 mai 1985. Toutefois, pour l'application du paragraphe 88(1.3) de la même loi, modifié par le paragraphe (8) :

a) aux années d'imposition qui se terminent avant 1988, la mention «de l'article 110.1» est remplacée par la mention «des alinéas 110(1)a, b) et b.1)»;

b) aux années d'imposition qui se terminent avant 1989, les mentions «(1)e.3)» et «année de la dépense» sont respectivement remplacées par les mentions «(1)e.3), e.4)» et «année de la dépense, d'une année du crédit.»

(17) Le paragraphe (9) s'applique après 1987.

63. (1) Le sous-alinéa 89(1)b)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) de l'excédent éventuel

(A) du total des montants dont chacun représente l'excédent éventuel

(I) d'un gain en capital réalisé par la corporation, au cours de la période commençant le premier jour de la première année d'imposition qui a commencé après la date à laquelle la corporation est

Clause 63: (1) Subparagraph 89(1)(b)(i) at present reads as follows:

"(i) 1/2 of the amount, if any, by which

(A) the amount, if any, by which

(I) the aggregate of the capital gains of the corporation for the period commencing on the first day of the first taxation year commencing after the time the corporation last became a private corporation and ending after 1971, and ending immediately before the particular time,

exceeds

(II) the aggregate of all amounts each of which is the portion of a capital gain referred to in subclause (I) from the disposition by it of a property, other than a designated property, that may reasonably be regarded as having accrued while the property, or a property for which it was substituted, was a

Article 63, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 89(1)b(i) :

«(i) de la moitié de la fraction, si fraction il y a,

(A) de la fraction, si fraction il y a,

(I) du total des gains en capital de la corporation, pour la période commençant le premier jour de la première année d'imposition qui a commencé après la date à laquelle la corporation est devenue une corporation privée pour la dernière fois et qui s'est terminée après 1971, et se terminant immédiatement avant la date donnée,

qui est en sus

(II) du total de tous les montants dont chacun représente la fraction d'un gain en capital visé à la sous-disposition (I) tiré de la disposition par la corporation d'un bien, autre qu'un bien désigné, qui peut raisonnablement être considérée comme

corporation and ending after 1971, and ending immediately before the particular time

exceeds the aggregate of

(II) the portion of the capital gain referred to in subclause (I) that is the corporation's taxable capital gain, and

(III) the portion of the amount, if any, by which the amount determined under subclause (I) exceeds the amount determined under subclause (II) from the disposition by it of a property, other than a designated property, that may reasonably be regarded as having accrued while the property, or a property for which it was substituted,

1. was a property of a corporation (other than a private corporation, an investment corporation, a mortgage investment corporation or a mutual fund corporation),

2. where, after November 26, 1987, the property became a property of a Canadian-controlled private corporation (otherwise than by reason of a change in the residence of one or more shareholders of the corporation), was a property of a corporation controlled directly or indirectly in any manner whatever by one or more non-resident persons, or

3. where, after November 26, 1987, the property became a property of a private corporation that was not exempt from tax under this Part on its taxable income, was a property of a corporation exempt from tax under this Part on its taxable income,

exceeds

(B) the aggregate of all amounts each of which is the amount, if any, by which

devenue en dernier une corporation privée et qui s'est terminée après 1971, et se terminant immédiatement avant la date donnée,

sur le total

(II) du gain en capital imposable de la corporation correspondant,

(III) de la partie de l'excédent éventuel du montant calculé à la subdivision (I) sur le montant calculé à la subdivision (II), provenant de la disposition d'un bien par la corporation, autre qu'un bien désigné, qu'il est raisonnable de considérer comme s'étant accumulée alors que le bien, ou un bien qui lui est substitué

1. soit appartenait à une corporation — autre qu'une corporation privée, une corporation de placements, une corporation de placements hypothécaires ou une corporation de fonds mutuels —,

2. soit appartenait à une corporation contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes non résidentes, si le bien est devenu, après le 26 novembre 1987, un bien d'une corporation privée dont le contrôle est canadien — autrement qu'à cause d'un changement de résidence d'un ou de plusieurs actionnaires de la corporation —,

3. soit appartenait à une corporation exonérée de l'impôt prévu à la présente partie sur son revenu imposable, si le bien est devenu, après le 26 novembre 1987, un bien d'une corporation privée qui n'était pas exonérée de l'impôt prévu à la présente partie sur son revenu imposable

sur

(B) le total des montants dont chacun représente l'excédent éventuel

property of a corporation other than a private corporation, an investment corporation, a mortgage investment corporation or a mutual fund corporation

exceeds

(B) the amount, if any, by which

(I) the aggregate of the capital losses of the corporation for that period,

exceeds

(II) the aggregate of all amounts each of which is the portion of a capital loss referred to in subclause (I) from the disposition by it of a property, other than a designated property, that may reasonably be regarded as having accrued while the property, or a property for which it was substituted, was a property of a corporation other than a private corporation, an investment corporation, a mortgage investment corporation or a mutual fund corporation,"

s'étant accumulée alors que le bien, ou le bien qui lui est substitué, appartenait à une corporation autre qu'une corporation privée, une corporation de placements, une corporation de placements hypothécaires ou une corporation de fonds mutuels

qui est en sus

(B) de la fraction, si fraction il y a,

(I) du total des pertes en capital de la corporation pour cette période

qui est en sus

(II) du total de tous les montants dont chacun représente la fraction d'une perte en capital visée à la sous-disposition (I) résultant de la disposition par la corporation d'un bien, autre qu'un bien désigné, qui peut raisonnablement être considérée comme s'étant accumulée alors que le bien, ou le bien qui lui est substitué, appartenait à une corporation autre qu'une corporation privée, une corporation de placements, une corporation de placements hypothécaires ou une corporation de fonds mutuels.»

(I) the amount of a capital loss of the corporation realized in that period

exceeds the aggregate of

(II) the part of the capital loss referred to in subclause (I) that is the corporation's allowable capital loss, and

(III) the portion of the amount, if any, by which the amount determined under subclause (I) exceeds the amount determined under subclause (II) from the disposition by it of a property, other than a designated property, that may reasonably be regarded as having accrued while the property, or a property for which it was substituted,

1. was a property of a corporation (other than a private corporation, an investment corporation, a mortgage investment corporation or a mutual fund corporation),

2. where, after November 26, 1987, the property became a property of a Canadian-controlled private corporation (otherwise than by reason of a change in the residence of one or more shareholders of the corporation), was a property of a corporation controlled directly or indirectly in any manner whatever by one or more non-resident persons, or

3. where, after November 26, 1987, the property became a property of a private corporation that was not exempt from tax under this Part on its taxable income, was a property of a corporation exempt from tax under this Part on its taxable income,"

(I) d'une perte en capital subie par la corporation au cours de cette période

sur le total

(II) de la perte en capital déductible de la corporation correspondante,

(III) de la partie de l'excédent éventuel du montant calculé à la subdivision (I) sur le montant calculé à la subdivision (II), provenant de la disposition d'un bien par la corporation, autre qu'un bien désigné, qu'il est raisonnable de considérer comme s'étant accumulée alors que le bien, ou un bien qui lui est substitué

1. soit appartenait à une corporation — autre qu'une corporation privée, une corporation de placements, une corporation de placements hypothécaires ou une corporation de fonds mutuels —,

2. soit appartenait à une corporation contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes non résidentes, si le bien est devenu, après le 26 novembre 1987, un bien d'une corporation privée dont le contrôle est canadien — autrement qu'à cause d'un changement de résidence d'un ou de plusieurs actionnaires de la corporation —,

3. soit appartenait à une corporation exonérée de l'impôt prévu à la présente partie sur son revenu imposable, si le bien est devenu, après le 26 novembre 1987, un bien d'une corporation privée qui n'était pas exonérée de l'impôt prévu à la présente partie sur son revenu imposable,»

(2) Subparagraph 89(1)(b)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le sous-alinéa 89(1)(b)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(iii) all amounts each of which is an amount in respect of a business carried on by the corporation at any time in the period, equal to the amount, if any, by which the aggregate of

(A) where the period commenced before the corporation’s adjustment time (within the meaning assigned by subsection 14(5) and referred to in this subparagraph as the corporation’s “adjustment time”), the amount, if any, by which

(I) the aggregate of the amounts in respect of the business required to be included in the calculation of the corporation’s cumulative eligible capital by virtue of subparagraph 14(5)(a)(iv) with respect to that portion of the period preceding its adjustment time

exceeds the aggregate of

(II) the cumulative eligible capital of the corporation in respect of the business at the commencement of the period, and

(III) 1/2 of the aggregate of the eligible capital expenditures in respect of the business that were made or incurred by the corporation during that portion of the period preceding its adjustment time,

(B) 1/3 of the aggregate of the amounts in respect of the business required to be included in the calculation of the corporation’s cumulative eligible capital by reason of subparagraph 14(5)(a)(iv) with respect to that portion of the period following its adjustment time, and

(C) 1/3 of all amounts received in the period that were required to be included in the corporation’s income by reason of paragraph 12(1)(i.1)

exceeds the aggregate of

(D) where the period commenced after the corporation’s adjustment time, 1/3 of its cumulative eligible

«(iii) des sommes dont chacune représente une somme au titre d’une entreprise exploitée par la corporation au cours de la période, égale à l’excédent éventuel du total

(A) si la période a commencé avant le moment du rajustement applicable à la corporation, au sens du paragraphe 14(5), de l’excédent éventuel

(I) du total des montants au titre de l’entreprise à inclure dans le calcul du montant cumulatif des immobilisations admissibles de la corporation en application du sous-alinéa 14(5)a)(iv) pour la partie de la période qui précède le moment du rajustement applicable à la corporation

sur le total

(II) du montant cumulatif des immobilisations admissibles de la corporation au titre de l’entreprise au début de la période, et

(III) de la moitié du total des dépenses en immobilisations admissibles au titre de l’entreprise faites ou engagées par la corporation au cours de la partie de la période qui précède le moment du rajustement applicable à la corporation,

(B) du tiers du total des montants au titre de l’entreprise à inclure dans le calcul du montant cumulatif des immobilisations admissibles de la corporation en application du sous-alinéa 14(5)a)(iv) pour la partie de la période qui suit le moment du rajustement applicable à la corporation, et

(C) du tiers du total des montants reçus au cours de la période à inclure dans le calcul du revenu de la corporation en application de l’alinéa 12(1)i.1),

sur le total

(D) si la période a commencé après le moment du rajustement applicable à la corporation, du tiers du montant cumulatif des immobilisa-

“(iii) all amounts each of which is an amount in respect of a business carried on by the corporation at any time in the period, equal to the amount, if any, by which

(A) the aggregate of the eligible capital amounts (within the meaning assigned by subsection 14(1)) in respect of the business that became payable to the corporation in the period exceeds the aggregate of

(B) the cumulative eligible capital of the corporation in respect of the business at the commencement of the period, and

(C) 1/2 of the aggregate of the eligible capital expenditures in respect of the business that were made or incurred by the corporation in the period.”

(A) du total des montants en immobilisations admissibles (au sens donné à cette expression par le paragraphe 14(1)) relatifs à l'entreprise et qui sont devenus payables à la corporation dans la période

qui est en sus du total formé

(B) du montant cumulatif des immobilisations admissibles de la corporation relativement à l'entreprise au début de la période, et

(C) de 1/2 des dépenses en immobilisations admissibles relatives à l'entreprise qui ont été faites ou engagées par la corporation dans la période.»

(C) This section applies to the extent that the amount of the eligible capital amounts in respect of the business that became payable to the corporation in the period exceeds the aggregate of

(C) where the particular time is after March 31, 1977, an amount equal to the paid up capital in respect of that class of shares at the particular time computed without

the amount of the eligible capital amounts in respect of the business that became payable to the corporation in the period exceeds the aggregate of

(C) where the particular time is after March 31, 1977, an amount equal to the paid up capital in respect of that class of shares at the particular time computed without

the amount of the eligible capital amounts in respect of the business that became payable to the corporation in the period exceeds the aggregate of

(C) where the particular time is after March 31, 1977, an amount equal to the paid up capital in respect of that class of shares at the particular time computed without

capital in respect of the business at the commencement of the period,
 (E) 1/4 of the aggregate of the eligible capital expenditures in respect of the business made or incurred by the corporation with respect to that portion of the period after its adjustment time,
 (F) where the period commenced before the corporation's adjustment time, 1/2 of the amount, if any, by which the aggregate of the amounts determined in respect of the corporation under subclauses (A)(II) and (III) exceeds the amount determined in respect of the corporation under subclause (A)(I), and
 (G) 1/3 of all amounts deducted by the corporation under subsection 20(4.2) in respect of debts established by it to have become bad debts during the period,"

tions admissibles de la corporation au titre de l'entreprise au début de la période,
 (E) du quart du total des dépenses en immobilisations admissibles au titre de l'entreprise faites ou engagées par la corporation au cours de la partie de la période qui suit le moment du rajustement applicable à la corporation,
 (F) si la période a commencé avant le moment du rajustement applicable à la corporation, de la moitié de l'excédent éventuel du total des montants visés aux subdivisions (A)(II) et (III) sur le total visé à la subdivision (A)(I),
 (G) du tiers du total des montants déduits par la corporation en application du paragraphe 20(4.2) sur des créances établies par celle-ci comme étant devenues de mauvaises créances au cours de la période.»

(3) Clause 89(1)(c)(ii)(C) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) La division 89(1)c(ii)(C) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(C) where the particular time is after March 31, 1977, an amount equal to the paid-up capital in respect of that class of shares at the particular time, computed without reference to the provisions of this Act except subsections 66.3(2) and (4), sections 84.1 and 84.2, subsections 85(2.1), 85.1(2.1), 87(3), 87(9), 138(11.7), 192(4.1) and 194(4.1) and section 212.1, and”

«(C) lorsque la date donnée tombe après le 31 mars 1977, une somme égale au capital versé à la date donnée au titre de cette catégorie d'actions calculé sans tenir compte des dispositions de la présente loi, à l'exception des paragraphes 66.3(2) et (4), des articles 84.1 et 84.2, des paragraphes 85(2.1), 85.1(2.1), 87(3) et (9), 138(11.7), 192(4.1) et 194(4.1) et de l'article 212.1, et»

(4) All that portion of paragraph 89(1)(f) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le passage de l'alinéa 89(1)f) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“private corporation”
 «corporation privée»

“(f) “private corporation” at any particular time means a corporation that, at the particular time, was resident in Canada, was not a public corporation, and was not controlled by one or more public corporations and for greater certainty for the purposes of determining,

«f) «corporation privée» s'entend d'une corporation qui, à une date donnée, réside au Canada, n'est pas une corporation publique et n'est pas contrôlée par une ou plusieurs corporations publiques; il est entendu qu'afin de déterminer, à une date donnée, quand une corporation

«corporation privée»
 “private corporation”

est devenue une corporation privée pour la dernière fois.

at any particular time when a corporation was last became a private corporation.

(3) L'ajout de la référence au paragraphe 138(11.7) est ajouté au paragraphe 89(1) de la Loi.

138(11.7) is added to paragraph 89(1) of the Act.

(11.7) Lorsque, à une date donnée, postérieurement au 31 mai 1977, une corporation n'est pas une corporation publique, elle est considérée comme une corporation privée si elle a été contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes ou sociétés qui sont des personnes ou sociétés résidentes au Canada, à la date donnée, ou si elle a été contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes ou sociétés qui sont des personnes ou sociétés résidentes au Canada, à la date donnée, ou si elle a été contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes ou sociétés qui sont des personnes ou sociétés résidentes au Canada, à la date donnée.

(11.7) Where at any particular time after March 31, 1977 a corporation that was at a previous time a private corporation was controlled directly or indirectly in any manner whatever by one or more non-resident persons or companies or Canadian-controlled private corporation (otherwise than by reason of a change in the residence of one or more of its shareholders), in computing the corporation's capital dividend account at and after the particular time there shall be deducted the amount of the corporation's capital dividend account immediately before the particular time.

(3) L'ajout de la référence au paragraphe 138(11.7) de la Loi est ajouté au paragraphe 89(1) de la Loi.

(3) Section 89 of the Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1), the following:

(3) This amendment would add a reference to subsection 138(11.7).

(3). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 138(11.7).

(11.7) Lorsque, à une date donnée, postérieurement au 30 novembre 1987, une corporation n'est pas une corporation publique, elle est considérée comme une corporation privée si elle a été contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes ou sociétés qui sont des personnes ou sociétés résidentes au Canada, à la date donnée, ou si elle a été contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes ou sociétés qui sont des personnes ou sociétés résidentes au Canada, à la date donnée, ou si elle a été contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes ou sociétés qui sont des personnes ou sociétés résidentes au Canada, à la date donnée.

(11.7) Where at any particular time after November 30, 1987 a corporation that was at a previous time a private corporation was controlled directly or indirectly in any manner whatever by one or more non-resident persons or companies or Canadian-controlled private corporation (otherwise than by reason of a change in the residence of one or more of its shareholders), in computing the corporation's capital dividend account at and after the particular time there shall be deducted the amount of the corporation's capital dividend account immediately before the particular time.

(4) The relevant portion of paragraph 89(1)(f) at present reads as follows:

"(f) "private corporation" at any particular time means a corporation that, at the particular time, was resident in Canada, was not a public corporation, and was not controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by one or more public corporations; and for greater certainty for the purposes of determining, at any particular time, when a corporation last became a private corporation,"

(4). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 89(1)(f) :

«f) «corporation privée», à une date donnée, signifie une corporation qui, à la date donnée, résidait au Canada, n'était pas une corporation publique et n'était pas contrôlée, directement ni indirectement, de quelque façon que ce fût, par une ou plusieurs corporations publiques; et, pour plus de précision, aux fins de déterminer, à une date donnée, la date à laquelle une corporation est devenue une corporation privée pour la dernière fois.»

(11.7) Lorsque, à une date donnée, postérieurement au 31 mai 1977, une corporation n'est pas une corporation publique, elle est considérée comme une corporation privée si elle a été contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes ou sociétés qui sont des personnes ou sociétés résidentes au Canada, à la date donnée, ou si elle a été contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes ou sociétés qui sont des personnes ou sociétés résidentes au Canada, à la date donnée, ou si elle a été contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes ou sociétés qui sont des personnes ou sociétés résidentes au Canada, à la date donnée.

(11.7) Where at any particular time after May 31, 1977 a corporation that was at a previous time a private corporation was controlled directly or indirectly in any manner whatever by one or more non-resident persons or companies or Canadian-controlled private corporation (otherwise than by reason of a change in the residence of one or more of its shareholders), in computing the corporation's capital dividend account at and after the particular time there shall be deducted the amount of the corporation's capital dividend account immediately before the particular time.

at any particular time, when a corporation last became a private corporation,”

(5) Subsection 89(1.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(1.1) Where at any particular time after March 31, 1977 a corporation that was, at a previous time, a private corporation controlled directly or indirectly in any manner whatever by one or more non-resident persons becomes a Canadian-controlled private corporation (otherwise than by reason of a change in the residence of one or more of its shareholders), in computing the corporation’s capital dividend account at and after the particular time there shall be deducted the amount of the corporation’s capital dividend account immediately before the particular time.”

(6) Section 89 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1.1) thereof, the following subsection:

“(1.2) Where at any particular time after November 26, 1987 a corporation ceases to be exempt from tax under this Part on its taxable income, in computing the corporation’s capital dividend account at and after the particular time there shall be deducted the amount of the corporation’s capital dividend account (computed without reference to this subsection) immediately after the particular time.”

(7) Subsection (1) is applicable in taxation years ending after November 26, 1987, except that sub-subclauses 89(1)(b)(i)(A)(III)2. and 3. and 89(1)(b)(i)(B)(III)2. and 3., as enacted by subsection (1), are applicable with respect to dispositions occurring after November 26, 1987.

(8) Subsection (2) is applicable after June 17, 1987 except that, with respect to amounts included in the calculation of a corporation’s income by reason of paragraph 12(1)(i.1) or subsection 20(4.2) of the said Act, as enacted by subsections 4(2) and

est devenue une corporation privée pour la dernière fois,»

(5) Le paragraphe 89(1.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(1.1) Lorsque, à une date donnée postérieure au 31 mars 1977, une corporation qui était, à une date antérieure, une corporation privée contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une ou plusieurs personnes non résidentes devient une corporation privée dont le contrôle est canadien — autrement qu’à cause d’un changement de résidence d’un ou de plusieurs de ses actionnaires —, le montant de son compte de dividende en capital immédiatement avant la date donnée doit être déduit dans le calcul de son compte de dividende en capital à la date donnée et après cette date.»

(6) L’article 89 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

«(1.2) Lorsque, à une date donnée postérieure au 26 novembre 1987, une corporation cesse d’être exonérée de l’impôt prévu à la présente partie sur son revenu imposable, le montant de son compte de dividende en capital immédiatement après la date donnée — calculé sans égard au présent paragraphe — doit être déduit dans le calcul de son compte de dividende en capital à la date donnée et après cette date.»

(7) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition se terminant après le 26 novembre 1987. Toutefois, les sous-subdivisions 89(1)(b)(i)(A)(III)2. et 3. et 89(1)(b)(i)(B)(III)2. et 3., édictées par le paragraphe (1), s’appliquent aux dispositions effectuées après le 26 novembre 1987.

(8) Le paragraphe (2) s’applique après le 17 juin 1987. Toutefois, les mots «tiers du» sont supprimés aux divisions 89(1)(b)(iii)(C) et (G) de la même loi, édictées par le paragraphe (2), pour ce qui est d’un montant inclus dans le calcul du revenu d’une corpo-

Capital dividend account where control acquired

5 Compte de dividende en capital d’une corporation privée contrôlée

Capital dividend account of tax-exempt corporation

5 Compte de dividende en capital d’une corporation cessant d’être exonérée d’impôt

(5) This amendment would substitute "at and" for "at any time".

(5). — Remplacement de «du» par «de son» et remplacement de «de la corporation à une date quelconque postérieure à la date donnée» par le passage souligné.

(6) New.

(6). — Nouveau.

13(11) respectively of this Act, relating to an amount owing in respect of a disposition of property occurring in a taxation year of the corporation commencing before July, 1988, clauses 89(1)(b)(iii)(C) and (G) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read without reference to the words "1/3 of".

(9) Subsection (3) is applicable after December 15, 1987.

(10) Subsection (4) is applicable to taxation years commencing after 1988.

(11) Subsection (5) is applicable after 4 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987.

(12) Subsection (6) is applicable after 15 November 26, 1987.

64. (1) Paragraphs 92(1)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(a) there shall be added any amount 20 required to be included in respect of that share by reason of subsection 91(1) or (3) in computing his income for the year or any preceding taxation year (or that would have been so required to be 25 included but for subsection 56(4.1) and sections 74 to 75); and

(b) there shall be deducted in respect of that share

(i) any amount deducted by him by 30 reason of subsection 91(2) or (4), and
(ii) any dividend received by him before that time to the extent of the amount deducted by him in respect thereof by reason of subsection 91(5) 35

in computing his income for the year or any preceding taxation year (or that would have been deductible by him but for subsection 56(4.1) and sections 74 to 75)." 40

(2) Subsection (1) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

65. (1) Paragraphs 94(5)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

ration en application de l'alinéa 12(1)i.1) ou du paragraphe 20(4.2) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes 4(2) et 13(11), se rapportant à un montant dû au 5 titre d'une disposition de biens effectuée au 5 cours d'une année d'imposition de la corporation commençant avant juillet 1988.

(9) Le paragraphe (3) s'applique après le 15 décembre 1987.

(10) Le paragraphe (4) s'applique aux 10 années d'imposition commençant après 1988.

(11) Le paragraphe (5) s'applique après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987.

(12) Le paragraphe (6) s'applique après le 15 26 novembre 1987.

64. (1) Les alinéas 92(1)a) et b) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«a) d'une part, est ajoutée toute somme 20 relative à l'action, à inclure en vertu du paragraphe 91(1) ou (3) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure (ou qui serait à inclure dans ce 25 calcul n'eussent été le paragraphe 56(4.1) et les articles 74 à 75);

b) d'autre part, sont déduits relative- ment à l'action

(i) toute somme qu'il a déduite en 30 vertu du paragraphe 91(2) ou (4), et
(ii) tout dividende qu'il a reçu avant cette date, jusqu'à concurrence du montant qu'il a déduit relativement à ce dividende en vertu du paragraphe 35 91(5),

dans le calcul de son revenu pour une année ou pour une année d'imposition antérieure (ou qui auraient été déductibles par lui n'eussent été le paragraphe 40 56(4.1) et les articles 74 à 75).»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes.

65. (1) Les alinéas 94(5)a) et b) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 45 qui suit :

... (a) there shall be added any amount deducted by him by reason of subsection 91(2) or (4) in computing his income for the year or any preceding taxation year (or that would have been so deducted by him but for subsection 26(4.1) and section 74 to 75) in respect of that interest and

(b) there shall be deducted any amount deducted by him by reason of subsection 91(2) or (4) in computing his income for the year or any preceding taxation year (or that would have been so deducted by him but for subsection 26(4.1) and section 74 to 75) in respect of that interest.

(2) Subsection (1) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

... (a) there shall be added any amount deducted by him by reason of subsection 91(2) or (4) in computing his income for the year or any preceding taxation year (or that would have been so deducted by him but for subsection 26(4.1) and section 74 to 75) in respect of that interest and

(b) there shall be deducted any amount deducted by him by reason of subsection 91(2) or (4) in computing his income for the year or any preceding taxation year (or that would have been so deducted by him but for subsection 26(4.1) and section 74 to 75) in respect of that interest.

(2) Subsection (1) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

Clause 64: (1) This amendment would substitute "reason" for "virtue" and add references to subsection 56(4.1).

Article 64, (1). — Adjonction de renvoi au paragraphe 56(4.1).

... (a) the amount of the interest ...

(i) the aggregate of all amounts determined under paragraph 37(1)(a) in respect of the partnership at the end of the year exceeds

(ii) the aggregate of all amounts determined under paragraph 37(1)(a) in respect of the partnership at the end of the year

... (a) the amount of the interest ...

(i) the aggregate of all amounts determined under paragraph 37(1)(a) in respect of the partnership at the end of the year exceeds

(ii) the aggregate of all amounts determined under paragraph 37(1)(a) in respect of the partnership at the end of the year

Clause 65: (1) This amendment would add references to subsection 56(4.1) and substitute "reason" for "virtue".

Article 65, (1). — Adjonction de renvoi au paragraphe 56(4.1).

“(a) there shall be added any amount required by subsection 91(1) or (3) to be included in computing his income for the year or any preceding taxation year (or that would have been so required to be included but for subsection 56(4.1) and sections 74 to 75) in respect of that interest; and

(b) there shall be deducted any amount deducted by him by reason of subsection 91(2) or (4) in computing his income for the year or any preceding taxation year (or that would have been so deductible by him but for subsection 56(4.1) and sections 74 to 75) in respect of that interest.”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

66. (1) All that portion of paragraph 95(1)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(a) “controlled foreign affiliate”, at any time, of a taxpayer resident in Canada means a foreign affiliate of the taxpayer that was, at that time, controlled by”

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after 1988.

67. (1) Subsection 96(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraph:

“(e.1) the amount, if any, by which (i) the aggregate of all amounts determined under paragraphs 37(1)(a) to (c.1) in respect of the partnership at the end of the taxation year exceeds (ii) the aggregate of all amounts determined under paragraphs 37(1)(d) to (g) in respect of the partnership at the end of the year were deducted under subsection 37(1) by the partnership in computing its income for the year;”

«a) d'une part, est ajoutée toute somme relative à cette participation, à inclure en vertu du paragraphe 91(1) ou (3) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure (ou qui serait à inclure dans ce calcul n'eussent été le paragraphe 56(4.1) et les articles 74 à 75);

b) d'autre part, est déduite toute somme relative à cette participation, qu'il a déduite en vertu du paragraphe 91(2) ou (4) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure (ou qui serait déductible par lui n'eussent été le paragraphe 56(4.1) et les articles 74 à 75).»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes.

66. (1) Le passage de l'alinéa 95(1)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) «corporation étrangère affiliée contrôlée» s'entend d'une corporation étrangère affiliée d'un contribuable résidant au Canada qui, à une date donnée, est contrôlée par»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après 1988.

67. (1) Le paragraphe 96(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa e), de ce qui suit :

«e.1) l'excédent éventuel (i) du total des montants déterminés aux alinéas 37(1)a) à c.1) quant à la société à la fin d'une année d'imposition sur (ii) le total des montants déterminés aux alinéas 37(1)d) à g) quant à la société à la fin de l'année est déduit, en application du paragraphe 37(1), par la société dans le calcul de son revenu pour l'année;»

“controlled foreign affiliate”
«corporation étrangère affiliée contrôlée»

«corporation étrangère affiliée contrôlée»
“controlled foreign affiliate”

Clause 66: (1) The relevant portion of paragraph 95(1)(a) at present reads as follows:

“(a) “controlled foreign affiliate”, at any time, of a taxpayer resident in Canada means a foreign affiliate of the taxpayer that was, at that time, controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by “

Article 66, (1). — Texte actuel du passage visé de l’alinéa 95(1)a :

«a) «corporation étrangère affiliée contrôlée», à une date quelconque, par un contribuable résidant au Canada, désigne une corporation étrangère affiliée du contribuable qui était, à cette date, contrôlée directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par»

Clause 67: (1) New.

Article 67, (1). — Nouveau.

(2) Paragraph 96(1)(g) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 96(1)g) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(g) the amount, if any, by which
 (i) the loss of the partnership for a taxation year from any source or sources in a particular place, exceeds
 (ii) in the case of a specified member of the partnership in the year, the amount, if any, deducted by the partnership by virtue of section 37 in calculating its income for the taxation year from that source or sources in the particular place, as the case may be, and
 (iii) in any other case, nil
 were the loss of the taxpayer from that source or from sources in that particular place, as the case may be, for the taxation year of the taxpayer in which the partnership's taxation year ends, to the extent of the taxpayer's share thereof.”

«g) la perte du contribuable — à concurrence de la part dont il est tenu — résultant d'une source ou de sources situées dans un endroit donné, pour l'année d'imposition du contribuable dans laquelle l'année d'imposition de la société se termine, équivalait à l'excédent éventuel :
 (i) de la perte de la société, pour une année d'imposition, résultant de cette source ou de ces sources,
 sur
 (ii) dans le cas d'un associé déterminé de la société dans l'année, le montant éventuellement déduit par la société en application de l'article 37 dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition provenant de cette source ou de ces sources,
 (iii) dans les autres cas, zéro.»

(3) Section 96 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1.6) thereof, the following subsections:

(3) L'article 96 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1.6), de ce qui suit :

Gains and losses

“(1.7) Notwithstanding section 38 or subsection (1), where in a particular taxation year of a taxpayer (other than an individual who is not a testamentary trust) commencing before 1990, the taxpayer is a member of a partnership with a fiscal period ending in the particular year, the amount of its taxable capital gain (other than that part of the amount that can be attributed to an amount deemed under subsection 14(1) to be a taxable capital gain of the partnership) allowable capital loss or allowable business investment loss for the particular year determined in respect of the partnership shall be the amount determined by the formula

“(1.7) Par dérogation à l'article 38 et au paragraphe (1), la part d'un contribuable — à l'exclusion d'un particulier qui n'est pas une fiducie testamentaire — qui, au cours d'une année d'imposition commençant avant 1990, est membre d'une société dont l'exercice financier se termine au cours de cette année, sur le gain en capital imposable — sauf la partie de ce gain qui est attribuable à un montant réputé par le paragraphe 14(1) être un gain en capital imposable de la société —, la perte en capital déductible ou la perte déductible au titre d'un placement d'entreprise de la société pour l'année est calculée selon la formule suivante :

Gain en capital imposable et perte en capital déductible d'une corporation membre d'une société

$$A \times \frac{B}{C}$$

45

$$A \times \frac{B}{C}$$

45

where

où

(2) Paragraph 96(1)(g) at present reads as follows:

“(g) the amount of the loss of the partnership for a taxation year from any source or from sources in a particular place where the loss of the taxpayer from that source or from sources in that particular place, as the case may be, for the taxation year of the taxpayer in which the partnership's taxation year ends, to the extent of the taxpayer's share thereof.”

(2). — Texte actuel de l'alinéa 96(1)g) :

«g) le montant de la perte de la société, pour une année d'imposition, afférente à une source quelconque ou à des sources situées dans un endroit donné, constituait la perte du contribuable, découlant de cette source ou de sources situées dans cet endroit donné, selon le cas, pour l'année d'imposition du contribuable au cours de laquelle l'année d'imposition de la société se termine, jusqu'à concurrence de la part du contribuable.»

(3) New.

(3). — Nouveau.

B la fraction qui serait utilisée pour l'application de l'article 98 pour l'année en question si on avait un gain en capital pour l'année.

C la fraction utilisée pour l'application de l'article 98 pour l'exercice financier de la société.

(1) l'application du paragraphe 96(1) et des articles 94.1 et 94.2, les 20

B is the fraction that would be used under section 98 for the particular year in respect of the taxpayer if he had a capital gain for the particular year, and

C is the fraction that was used under section 98 for the fiscal period of the partnership.

(1) For the purposes of subsection 96(1) and sections 94.1 and 94.2, where an individual has transferred or loaned property, either directly or indirectly, by means of a trust or by any other means, to a person and the property or property substituted therefor is included in a partnership, the partnership's share of the amount of any income or loss of the partnership for a fiscal period in which the person was a specified member of the partnership shall be deemed to be income or loss, as the case may be, from the property or substituted property.

(2) Subsection 96(1.2) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

A is the amount of the taxpayer's taxable capital gain (other than that part of the amount that can be attributed to an amount deemed under subsection 14(1) to be a taxable capital gain of the partnership) allowable capital loss or allowable business investment loss, as the case may be, for the particular year otherwise determined under this section in respect of the partnership;

B is the fraction that would be used under section 38 for the particular year in respect of the taxpayer if he had a capital gain for the particular year; and

C is the fraction that was used under section 38 for the fiscal period of the partnership.

(1.8) For the purposes of subsection 56(4.1) and sections 74.1 and 74.3, where an individual has transferred or loaned property, either directly or indirectly, by means of a trust or by any other means whatever, to a person and the property or property substituted therefor is an interest in a partnership, the person's share of the amount of any income or loss of the partnership for a fiscal period in which the person was a specified member of the partnership shall be deemed to be income or loss, as the case may be, from the property or substituted property."

(4) Paragraph 96(2.1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the aggregate of all amounts each of which is his share of the amount of any loss of the partnership, determined in accordance with subsection (1), for a fiscal period of the partnership ending in the taxation year from a business (other than a farming business) or from property"

(5) Subsection 96(2.2) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

A représente la part du contribuable déterminée par ailleurs en application du présent article sur le gain en capital imposable — sauf la partie de ce gain qui est attribuable à un montant réputé par le paragraphe 14(1) être un gain en capital imposable de la société —, la perte en capital déductible et la perte déductible au titre d'un placement d'entreprise, selon le cas, de la société,

B la fraction qui serait utilisée pour l'application de l'article 38 pour l'année en ce qui concerne le contribuable si celui-ci avait un gain en capital pour l'année,

C la fraction utilisée pour l'application de l'article 38 pour l'exercice financier de la société.

(1.8) Pour l'application du paragraphe 56(4.1) et des articles 74.1 et 74.3, lorsqu'un particulier transfère ou prête un bien, directement ou indirectement, par le biais d'une fiducie ou par tout autre moyen, à une personne et que le bien, ou un bien qui y est substitué, est une participation dans une société, la part de la personne sur le revenu ou la perte de la société pour un exercice financier au cours duquel la personne est un associé désigné de la société est réputée être un revenu ou une perte, selon le cas, résultant du bien ou du bien qui y est substitué.»

(4) L'alinéa 96(2.1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) du total des montants dont chacun représente la part, dont il est tenu, d'une perte de la société résultant d'une entreprise — à l'exclusion d'une entreprise agricole — ou d'un bien, calculée conformément au paragraphe (1), pour un exercice financier de la société se terminant dans l'année,»

(5) Le paragraphe 96(2.2) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa a) et par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

Loan of property

Prêt d'un bien

2 (b) (1) si cette date tombe sur la dernière date de l'année fiscale de la société, du moment que le montant de la dette est inclus dans le calcul de la dette pour cet exercice.

10 (b) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition des sociétés qui se terminent après le 15 décembre 1987. Toutefois, ils ne s'appliquent pas, dans le cas où un contribuable a acquis un intérêt dans une société :

- 11 (a) soit avant le 15 décembre 1987, ou
- 12 (b) soit après le 15 décembre 1987 et avant le 15 décembre 1988 conformément à un prospectus provincial ou fédéral, à moins qu'il n'y ait eu un prospectus provincial ou fédéral d'accompagnement ou à une notice d'accompagnement avant le 15 décembre 1987, ou
- 13 (c) soit après le 15 décembre 1987 et avant le 15 décembre 1988 dans le cadre d'une offre de vente en vertu d'une loi provinciale ou fédérale.

(4) This amendment would add the underlined words.

- (a) la notice d'offre a été distribuée avant le 15 décembre 1987,
- (b) des sollicitations de vente des titres ont été faites par l'offre ainsi que les conditions de vente des titres ont été distribuées avant le 15 décembre 1987, et
- (c) le texte des titres est de nature générale conforme à la notice d'offre.

(5) New.

40 (b) (1) si cette date tombe sur la dernière date de l'année fiscale de la société, du moment que le montant de la dette est inclus dans le calcul de la dette pour cet exercice.

2 (b) (1) where the particular time is the end of the fiscal period of the partnership, the amount related to in subparagraph 231(1)(a) in respect of the partner for that fiscal period.

10 (b) Subsections (1) and (2) are applicable for taxation years of partnerships ending after December 15, 1987 except that where a partner acquired a partnership interest before December 16, 1987, or after December 16, 1987,

- (a) pursuant to an obligation in writing entered into before December 16, 1987,
- (b) and before June 1, 1988 pursuant to the terms of a prospectus, preliminary prospectus registration statement or offering memorandum filed before December 16, 1987 with a public authority in Canada pursuant to and in accordance with the securities legislation of any province, or
- (c) and before June 1, 1988 as part of an offering of securities where
- (i) the offering was made pursuant to the terms of an offering memorandum which contained a complete or substantially complete description of the security, the terms and conditions of the offering as well as the terms and conditions of the offering of the securities,
- (ii) the offering memorandum was distributed

(4). — Texte actuel de l'alinéa 96(2.1)a) :

«a) du total des montants dont chacun représente la part, dont il est tenu, d'une perte de la société résultant d'une entreprise non agricole ou d'un bien pour un exercice financier de la société se terminant dans l'année.»

(5). — Nouveau.

40 (b) (1) si cette date tombe sur la dernière date de l'année fiscale de la société, du moment que le montant de la dette est inclus dans le calcul de la dette pour cet exercice.

“(b.1) where the particular time is the end of the fiscal period of the partnership, the amount referred to in subparagraph 53(1)(e)(viii) in respect of the taxpayer for that fiscal period”

5

«b.1) si cette date donnée est la dernière de l'exercice financier de la société, du montant visé au sous-alinéa 53(1)e)(viii) à l'égard du contribuable pour cet exercice.»

5

(6) Subsections (1) and (2) are applicable for taxation years of partnerships ending after December 15, 1987 except that, where a taxpayer acquired a partnership interest before December 16, 1987, or after December 15, 1987

(a) pursuant to an obligation in writing entered into before December 16, 1987,

(b) and before June, 1988 pursuant to the terms of a prospectus, preliminary prospectus, registration statement or offering memorandum filed before December 16, 1987 with a public authority in Canada pursuant to and in accordance with the securities legislation of any province, or

(c) and before June, 1988 as part of an offering of securities where

(i) the offering was made pursuant to the terms of an offering memorandum which contained a complete or substantially complete description of the securities contemplated in the offering as well as the terms and conditions of the offering of the securities,

(ii) the offering memorandum was distributed before December 16, 1987,

(iii) solicitations in respect of the sale of the securities contemplated by the offering memorandum were made before December 16, 1987, and

(iv) the sale of the securities was substantially in accordance with the offering memorandum

subsections (1) and (2) shall not apply in respect of the taxpayer to expenditures made by the partnership

(d) before December 16, 1987, or

(e) after December 15, 1987 and before 1989 pursuant to

(i) an obligation in writing entered into by the partnership before December 16, 1987,

(6) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition des sociétés qui se terminent après le 15 décembre 1987. Toutefois, ils ne s'appliquent pas, dans le cas où un contribuable a acquis un intérêt dans une société :

a) soit avant le 16 décembre 1987,

b) soit après le 15 décembre 1987 conformément à une obligation écrite contractée avant le 16 décembre 1987,

c) soit après le 15 décembre 1987 et avant juin 1988 conformément à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une déclaration d'enregistrement ou à une notice d'offre produits avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada selon la législation provinciale sur les valeurs mobilières applicable,

d) soit après le 15 décembre 1987 et avant juin 1988 dans le cadre d'une offre de titres si :

(i) l'offre est faite conformément à une notice d'offre où figurent une description complète, ou presque, des titres envisagés par l'offre ainsi que les conditions de l'offre,

(ii) la notice d'offre a été distribuée avant le 16 décembre 1987,

(iii) des sollicitations de vente des titres envisagés par l'offre ont été faites avant le 16 décembre 1987, et

(iv) la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre,

pour ce qui est des dépenses faites par la société soit avant le 16 décembre 1987, soit après le 15 décembre 1987 et avant 1989 conformément à une obligation écrite contractée par la société avant le 16 décembre 1987 ou conformément à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une déclaration d'enregistrement ou à une notice d'offre produits avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada selon la législation

- (ii) the terms of a prospectus, preliminary prospectus, registration statement or offering memorandum filed before December 16, 1987 with a public authority in Canada pursuant to and in accordance with the securities legislation of any province, or 5
- (iii) the terms of an offering memorandum described in paragraph (c) and pursuant to which securities were 10 distributed.
- (7) Subsection 96(1.7) of the said Act, as enacted by subsection (3), is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987. 5
- (8) Subsection 96(1.8) of the said Act, as enacted by subsection (3), is applicable to the 1989 and subsequent taxation years otherwise than with respect to income of a partnership that may reasonably be con- 20 sidered to relate to a period before 1989.
- (9) Subsection (4) is applicable after December 15, 1987. 15
- (10) Subsection (5) is applicable after June 17, 1987. 15
- 68.** (1) All that portion of subsection 98(1) of the said Act following subparagraph (c)(ii) thereof is repealed and the following substituted therefor: 20
- “the amount of the excess shall be deemed 30 to be a gain of the taxpayer for the year from a disposition at that time of that interest and, for the purposes of section 110.6, that interest shall be deemed to have been disposed of by him in the year.” 35
- (2) Subsection (1) is applicable to the 1985 and subsequent taxation years. 30
- 69.** (1) Subparagraph 98.1(1)(d)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 40
- “(i) by reason of paragraph (b), he shall, except for the purposes of subsections 110.1(4), 118.1(8) and 127(4.2), be deemed not to be a member of the partnership, and” 45
- provinciale sur les valeurs mobilières applicable, ou encore conformément à la notice d'offre visée à l'alinéa d) conformément à laquelle les titres ont été placés.
- (7) Le paragraphe 96(1.7) de la même loi, 5 édicté par le paragraphe (3), s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987.
- (8) Le paragraphe 96(1.8) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), s'applique aux 10 années d'imposition 1989 et suivantes, mais non en ce qui concerne le revenu d'une société qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à une période antérieure à 1989. 15
- (9) Le paragraphe (4) s'applique après le 15 décembre 1987.
- (10) Le paragraphe (5) s'applique après le 25 17 juin 1987.
- 68.** (1) Le passage du paragraphe 98(1) 20 de la même loi qui suit le sous-alinéa c)(ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- «l'excédent est réputé être un gain du contribuable pour l'année, tiré de la disposition, à cette date, de cette participation, 25 que le contribuable est réputé avoir effectuée au cours de l'année pour l'application de l'article 110.6.»
- (2) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1985 et suivantes.
- 69.** (1) Le sous-alinéa 98.1(1)d)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui 40 suit :
- «(i) par l'effet de l'alinéa b), il est, 35 sauf aux fins des paragraphes 110.1(4), 118.1(8) et 127(4.2), réputé ne pas être membre de la société, et»

Clause 68: (1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

Clause 69: (1) This amendment would substitute "reason" for "virtue" and substitute a reference to subsections 110.1(4) and 118.1(8) for the reference to subsection 110(5).

Article 68, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 98(1) :

«l'excédent est réputé être un gain tiré par le contribuable, pour l'année, de la disposition à cette date de cette participation.»

Article 69, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 98.1d(i) :

«(i) en vertu de l'alinéa b), il est, sauf pour les fins des paragraphes 110(5) et 127(4.2), réputé ne pas être membre de la société, et»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

70. (1) Paragraph 100(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) $\frac{3}{4}$ of such portion of his capital gain for the year therefrom as may reasonably be regarded as attributable to increases in the value of any partnership property of the partnership that is capital property other than depreciable property,”

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987, except that

(a) where the taxpayer is an individual or a partnership, for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the reference to “ $\frac{3}{4}$ ” in paragraph 100(1)(a) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to “ $\frac{2}{3}$ ”;

(b) where the taxpayer is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to “ $\frac{3}{4}$ ” in paragraph 100(1)(a) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of $\frac{1}{2}$ that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of $\frac{2}{3}$ that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of $\frac{3}{4}$ that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year; and

(c) where the taxpayer is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

70. (1) L'alinéa 100(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) $\frac{3}{4}$ de la partie de son gain en capital tiré de cette source, pour l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme attribuable à l'augmentation de valeur de tout bien de la société qui est un bien en immobilisation, sauf un bien amortissable,»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987. Toutefois :

a) si le contribuable est un particulier ou une société, pour l'application de l'alinéa 100(1)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987 et avant 1990, la fraction « $\frac{3}{4}$ » est remplacée par la fraction « $\frac{2}{3}$ »;

b) si le contribuable est tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même alinéa aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction « $\frac{3}{4}$ » est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total

(i) du produit de $\frac{1}{2}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de $\frac{2}{3}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de $\frac{3}{4}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année;

c) si le contribuable est une corporation qui n'est pas tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même alinéa aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commen-

Clause 70: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

Article 70, (1). — Remplacement de «1/2 de la fraction» par «3/4 de la partie», de «peut raisonnablement être» par «il est raisonnable» et de «autre que» par «sauf».

... la fraction 1/2 est remplacée par la fraction 3/4. ...

... of the said "3/4" in paragraph 100(1)(a) of the said Act as enacted by subsection (1), shall in ...

... 1/2" ...

... the said Act preceding paragraph (a) ...

... la fin de l'année ...

... the end of the year ...

... la fin de l'année ...

... the end of the year ...

... la fin de l'année ...

... the end of the year ...

... la fin de l'année ...

... the end of the year ...

“3/4” in paragraph 100(1)(a) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

- (i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,
- (ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and
- (iii) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

71. (1) All that portion of section 101 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“101. Where a taxpayer was a member of a partnership at the end of a taxation year of the partnership in which the partnership disposed of land used in a farming business of the partnership, there may be deducted in computing the taxpayer’s income for his taxation year in which the taxation year of the partnership ended, 3/4 of the aggregate of amounts each of which is an amount in respect of that taxation year of the taxpayer or any preceding taxation year of the taxpayer ending after 1971, equal to the taxpayer’s loss, if any, for the year from the farming business, to the extent that such loss”

(2) Subparagraph 101(d)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) 4/3 of the amount of the taxpayer’s taxable capital gain from the disposition of the land.”

(3) Subsection (1) is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987, except that

cent avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l’année, par la fraction représentée par le total

- (i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l’année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l’année,
- (ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l’année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l’année,
- (iii) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l’année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l’année.

71. (1) Le passage de l’article 101 de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«101. Lorsque, à la fin d’une année d’imposition d’une société, un contribuable en est membre et qu’au cours de cette année la société dispose d’un fonds de terre utilisé dans une exploitation agricole de la société, les 3/4 du total des montants dont chacun représente la perte éventuelle du contribuable résultant de l’exploitation agricole pour l’année d’imposition du contribuable au cours de laquelle l’année de la société se termine ou pour une année d’imposition antérieure du contribuable se terminant après 1971, sont déductibles dans le calcul du revenu du contribuable pour l’année de celui-ci au cours de laquelle l’année de la société se termine dans la mesure où cette perte : »

(2) Le sous-alinéa 101d)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) des 4/3 du gain en capital imposable du contribuable, tiré de la disposition du fonds de terre.»

(3) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987. Toutefois :

Disposition of farmland by partnership

Disposition d’un fonds de terre utilisé dans une exploitation agricole d’une société

Clause 71: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

(2) This amendment would substitute "4/3" for "2 times".

Article 71, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 101 :

«101. Lorsqu'un contribuable faisait partie d'une société à la fin de l'année d'imposition de la société durant laquelle la société a disposé d'un fonds de terre utilisé dans une exploitation agricole de cette société, il peut être déduit lors du calcul du revenu du contribuable pour son année d'imposition durant laquelle a pris fin l'année d'imposition de la société, la moitié du total des sommes dont chacune est une somme afférente à cette année d'imposition du contribuable ou à toute année d'imposition antérieure du contribuable qui se termine après 1971, total qui est égal à la perte subie par le contribuable, si perte il y a eu, pour l'année, résultant de l'exploitation agricole, dans la mesure où cette perte»

(2). — Remplacement de «du double du montant» par «des 4/3».

(a) where the taxpayer is an individual or a partnership, for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the reference to "3/4" in section 101 of the said Act, as amended by subsection (1), shall be read as a reference to "2/3";

(b) where the taxpayer is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to "3/4" in section 101 of the said Act, as amended by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year; and

(c) where the taxpayer is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to "3/4" in section 101 of the said Act, as amended by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of 3/4 that the number of days in the year are after 1989 is of the number of days in the year.

a) si le contribuable est un particulier ou une société, pour l'application de l'article 101 de la même loi, modifié par le paragraphe (1), aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987 et avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée par la fraction «2/3»;

b) si le contribuable est tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même article aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année;

c) si le contribuable est une corporation qui n'est pas tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même article aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année.

(4) Subsection (2) is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987, except that

(a) where the taxpayer is an individual or a partnership, for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the reference to "4/3" in subparagraph 101(d)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read as a reference to "3/2";

(b) where the taxpayer is a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to "4/3" in subparagraph 101(d)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the aggregate of

(i) that proportion of 2 that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 3/2 that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(iii) that proportion of 4/3 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year; and

(c) where the taxpayer is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the reference to "4/3" in subparagraph 101(d)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of 2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 3/2 that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987. Toutefois :

a) si le contribuable est un particulier ou une société, pour l'application du sous-alinéa 101d)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), aux années d'imposition et exercices financiers qui se terminent après 1987 et avant 1990, la fraction «4/3» est remplacée par la fraction «3/2»;

b) si le contribuable est tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même sous-alinéa aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «4/3» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par le total

(i) du produit de 2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 3/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de 4/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de 30 jours de l'année;

c) si le contribuable est une corporation qui n'est pas tout au long de son année d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même sous-alinéa aux années d'imposition qui se terminent après 1987 et commencent avant 1990, la fraction «4/3» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total

(i) du produit de 2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 3/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

that the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983 if the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984.

75. If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(1) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(2) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(3) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(4) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(5) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(6) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(7) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(8) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(9) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(10) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(11) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

(12) If the number of days in 1983 is greater than the number of days in 1984, the portion of the trust is treated as if it were a trust for the year 1983.

Capital account
Trust account
Trust account

(iii) that proportion of 4/3 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

(iii) du produit de 4/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année.

72. (1) Subsection 104(3) of the said Act is repealed.

72. (1) Le paragraphe 104(3) de la même loi est abrogé.

(2) Paragraph 104(6)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 104(6)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) in any other case, such amount as the trust may claim not exceeding such part of the amount that, but for this subsection, subsection (12) and, where the trust is a trust described in paragraph (4)(a), subsections (4), (5), (5.2) and 107(4), would be its income for the year as became payable in the year to a beneficiary or was included in computing the income of a beneficiary for the year by reason of subsection 105(2).”

«(b) dans les autres cas, le montant dont la fiducie demande la déduction et qui ne peut dépasser la partie, devenue payable à un bénéficiaire au cours de l'année ou incluse en application du paragraphe 105(2) dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire pour l'année, du revenu de la fiducie pour l'année calculé sans tenir compte du présent paragraphe, du paragraphe (12) et, s'il s'agit d'une fiducie visée à l'alinéa (4)a), sans tenir compte des paragraphes (4), (5), (5.2) et 107(4).»

(3) Subsections 104(7) and (7.1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(3) Les paragraphes 104(7) et (7.1) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Non-resident beneficiary

“(7) No deduction may be made under subsection (6) in computing the income for a taxation year of a trust in respect of such part of an amount that would otherwise be its income for the year as became payable in the year to a beneficiary who was, at any time in the year, a designated beneficiary of the trust (as that expression applies for the purposes of section 210.3) unless, throughout the year, the trust was resident in Canada.”

“(7) Un montant n'est déductible en application du paragraphe (6) dans le calcul du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition, relativement à la partie devenue payable au cours de l'année, sur le revenu de la fiducie calculé par ailleurs pour l'année, à quiconque est, à un moment de l'année, bénéficiaire étranger ou assimilé de la fiducie au sens de l'article 210.3, que si la fiducie a résidé au Canada tout au long de l'année.”

Déduction admise sous condition en cas de bénéficiaires non résidents

Capital interest greater than income interest

(7.1) Where it is reasonable to consider that one of the main purposes for the existence of any term, condition, right or other attribute of an interest in a trust (other than a personal trust) is to give a beneficiary a percentage interest in the property of the trust that is greater than his percentage interest in the income of the trust, no amount may be deducted under paragraph (6)(b) in computing the income of the trust.”

(7.1) Aucun montant n'est déductible en application de l'alinéa (6)b) dans le calcul du revenu d'une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle s'il est raisonnable de considérer qu'un des principaux objets d'une condition, d'un droit ou d'une autre caractéristique attaché à une participation dans la fiducie consiste à donner à un bénéficiaire une quote-part des biens de la fiducie supérieure à sa quote-part du revenu de la fiducie.»

Déduction non admise

(4) Subsection 104(8) of the said Act is repealed.

(4) Le paragraphe 104(8) de la même loi est abrogé.

Clause 72: (1) Subsection 104(3) reads as follows:

“(3) No deduction may be made under section 109 from the income of a trust.”

(2) Paragraph 104(6)(b) at present reads as follows:

“(b) in any other case, such part of the amount that would, but for this subsection, subsection (12) and, where the trust is a trust described in paragraph (4)(a), subsections (4), (5) and 107(4), be its income for the year as was payable in the year to a beneficiary or was included in computing the income of a beneficiary for the year by virtue of subsection 105(2).”

(3) Subsections 104(7) and (7.1) at present read as follows:

“(7) No deduction may be made under subsection (6) in computing the income for a taxation year of a trust in respect of such part of an amount that would otherwise be its income for the year as was payable in the year to a person who, at the time such part of that amount became so payable, was not resident in Canada, unless, at that time, the trust was resident in Canada.

(7.1) Where it is reasonable to consider that one of the main purposes for the existence of any term, condition, right or other attribute of an interest in a trust (other than a testamentary trust or a trust no beneficial interest in which was acquired for consideration payable directly or indirectly to the trust or to any person who has made a contribution to the trust by way of transfer, assignment or other disposition of property) is to give a beneficiary a percentage interest in the property of the trust that is greater than his percentage interest in the income of the trust, no amount may be deducted under paragraph (6)(b) in computing the income of the trust.”

(4) Subsection 104(8) reads as follows:

“(8) Notwithstanding subsection (6), where an amount in respect of the income for a taxation year of a trust (other than a mutual fund

Article 72, (1). — Texte du paragraphe 104(3) :

«(3) Nulle déduction ne peut être opérée en vertu de l'article 109 sur le revenu d'une fiducie.»

(2). — Texte actuel de l'alinéa 104(6)b) :

«b) dans les autres cas, la partie de la somme qui serait son revenu pour l'année sans le présent paragraphe et le paragraphe (12) et, s'il s'agit d'une fiducie visée à l'alinéa (4)a), sans les paragraphes (4), (5) et 107(4), partie qui était payable dans l'année à un bénéficiaire ou a été incluse dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire pour l'année en vertu du paragraphe 105(2).»

(3). — Texte actuel des paragraphes 104(7) et (7.1) :

«(7) Aucune déduction ne peut être opérée en vertu du paragraphe (6) lors du calcul du revenu d'une fiducie, pour une année d'imposition, relativement à la partie d'une somme qui constituerait par ailleurs son revenu de l'année, partie qui était payable dans l'année à une personne qui, à la date où cette partie est devenue ainsi payable, ne résidait pas au Canada, à moins que la fiducie n'ait alors résidé au Canada.

(7.1) Aucun montant n'est déductible selon l'alinéa (6)b) dans le calcul du revenu d'une fiducie s'il est raisonnable de considérer qu'un des principaux objets d'une condition, d'un droit ou d'une autre caractéristique attaché à une participation dans la fiducie est de donner à un bénéficiaire une quote-part des biens de la fiducie qui soit supérieure à sa quote-part du revenu de la fiducie. Le présent paragraphe ne vise ni une fiducie testamentaire ni une fiducie dont les participations sont acquises sans contrepartie payable directement ou indirectement à la fiducie ou à une personne qui fournit un apport à celle-ci sous forme de transfert, cession ou autre disposition de biens.»

(4). — Texte actuel du paragraphe 104(8) :

«(8) Nonobstant le paragraphe (6), lorsqu'une somme à l'égard du revenu, pour une année d'imposition d'une fiducie (à l'exclusion d'une

(5) Subsection 104(13) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5) Le paragraphe 104(13) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Income of beneficiary

“(13) There shall be included in computing the income for a taxation year of a beneficiary under a trust such of the following amounts as are applicable:

(a) in the case of a trust (other than a trust referred to in subparagraph 108(1)(j)(ii)) that was resident in Canada throughout its particular taxation year that ended in the year, such part of the amount that, but for subsections (6) and (12), would be the trust's income for the particular year as became payable in the particular year to the beneficiary;

(b) in the case of a trust governed by an employee benefit plan to which the beneficiary has contributed as an employer, such part of the amount that, but for subsections (6) and (12), would be the income of the trust for its particular taxation year that ended in the year as was paid in the particular year to the beneficiary; and

(c) in the case of a trust (other than a trust referred to in paragraph (a) or subparagraph 108(1)(j)(ii)), all amounts that became payable in the year by the trust to the beneficiary in respect of his interest in the trust, otherwise than

- (i) as proceeds of disposition of the beneficiary's interest or part thereof,
- or
- (ii) an amount paid as a distribution of capital by a personal trust.

(13.1) Where a trust, in its return of income under this Part for a taxation year throughout which it was resident in Canada and not exempt from tax under Part I by reason of subsection 149(1), designates an amount in respect of a beneficiary under the trust, not exceeding the amount determined by the formula

$$\frac{A}{B} \times (C - D - E)$$

Amounts deemed not paid

Revenu des bénéficiaires

«(13) Les montants applicables suivants doivent être inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire d'une fiducie pour une année d'imposition :

a) si la fiducie — à l'exclusion de celle visée au sous-alinéa 108(1)(j)(ii) — a résidé au Canada tout au long d'une année d'imposition donnée qui se termine au cours de l'année, la partie, devenue payable au bénéficiaire au cours de l'année donnée, du revenu de la fiducie pour l'année donnée calculé sans tenir compte des paragraphes (6) et (12);

b) si la fiducie est régie par un régime de prestations aux employés auquel le bénéficiaire a cotisé comme employeur, la partie, payée au bénéficiaire au cours de l'année donnée, du revenu de la fiducie pour l'année donnée qui se termine au cours de l'année calculé sans tenir compte des paragraphes (6) et (12);

c) si la fiducie n'est pas visée à l'alinéa a) ou au sous-alinéa 108(1)(j)(ii), tous les montants devenus payables par la fiducie au cours de l'année au bénéficiaire au titre de sa participation dans la fiducie sauf s'il s'agit :

- (i) soit du produit de disposition de la participation du bénéficiaire ou d'une partie de celle-ci,
- (ii) soit de montants payés lors d'une distribution de capital par une fiducie personnelle.

(13.1) Le montant qu'une fiducie attribue à un bénéficiaire dans sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada et n'était pas, par application du paragraphe 149(1), exonérée de l'impôt prévu à la partie I, et qui ne dépasse pas le montant calculé selon la formule suivante est réputé, pour l'application des paragraphes (13) et 105(2), ne pas être payé ni être devenu payable au cours de l'année au

Exception

trust) is payable to a beneficiary (in this section referred to as a "designated beneficiary") under the trust who, at the time the amount became so payable, was

- (a) a non-resident person,
- (b) a non-resident-owned investment corporation, or
- (c) a trust resident in Canada, other than
 - (i) a trust referred to in subsection 149(1), or
 - (ii) a trust all of the beneficiaries under which, throughout the period beginning on May 6, 1974 and ending at the time the amount became so payable, were resident in Canada,

the amount deductible under subsection (6) shall not exceed the amount, if any, by which

- (d) the aggregate of all amounts each of which is
 - (i) such part of the amount that would be the income of the trust for the taxation year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) as is payable in the taxation year to a beneficiary under the trust, or
 - (ii) an amount paid by the trust in the taxation year to the extent it was included in computing the income of a beneficiary under the trust by virtue of subsection 105(2)

exceeds the aggregate of

- (e) where the trust is a trust described in paragraph (4)(a), that proportion of the amount, if any, by which

- (i) the amount included in computing the income of the trust for the taxation year by virtue of a deemed disposition after November 12, 1981 under subsection (4), (5) or 107(4)

exceeds

- (ii) the amount, if any, by which

- (A) the amount that would be the income of the trust for the taxation year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a)

exceeds

- (B) the aggregate of all amounts each of which is

(I) such part of the amount that would be the income of the trust for the taxation year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) as is payable in the year to a beneficiary under the trust,

(II) an amount in respect of the accumulating income of the trust for the taxation year that is included in computing the income of a preferred beneficiary under the trust by virtue of subsection (14), or

(III) an amount paid by the trust in the taxation year to the extent it was included in computing the income of a beneficiary under the trust by virtue of subsection 105(2),

that

- (iii) the amount determined under subclause (ii)(B)(I)

is of

- (iv) the amount determined under clause (ii)(B), and

- (f) that proportion of the amount, if any, by which

(i) the designated income of the trust for the taxation year (other than any designated income that arose by virtue of a deemed disposition after November 12, 1981 under subsection (4), (5) or 107(4) where the trust is a trust described in paragraph (4)(a), or any designated income that arose by virtue of a disposition before November 13, 1981 where the trust is a testamentary trust)

fiducie de fonds mutuels) est payable à un bénéficiaire (appelé dans le présent article un «bénéficiaire désigné») de la fiducie qui, à la date où cette somme est devenue ainsi payable, était

- a) une personne non résidente,
- b) une corporation de placements appartenant à des non-résidents, ou
- c) une fiducie résidant au Canada autre
 - (i) qu'une fiducie visée au paragraphe 149(1), ou
 - (ii) qu'une fiducie dont tous les bénéficiaires, tout au long de la période commençant le 6 mai 1974 et se terminant à la date où la somme est devenue ainsi payable, étaient des personnes résidant au Canada,

la somme déductible en vertu du paragraphe (6) ne doit pas dépasser la fraction, si fraction il y a,

- d) du total de tous les montants dont chacun représente
 - (i) la fraction du montant qui constituerait le revenu de la fiducie pour l'année d'imposition si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins de l'alinéa 20(1)a, et qui est payable dans l'année d'imposition à un bénéficiaire de la fiducie, ou
 - (ii) un montant payé par la fiducie dans l'année d'imposition dans la mesure où il était inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire de la fiducie en vertu du paragraphe 105(2)

qui est en sus du total,

- e) lorsque la fiducie est une fiducie visée à l'alinéa (4)a, de la partie de la fraction, si fraction il y a,

- (i) du montant inclus dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année d'imposition à cause d'une disposition réputée, en vertu du paragraphe (4), (5) ou 107(4), effectuée après le 12 novembre 1981,

qui est en sus

- (ii) de la fraction, si fraction il y a,

- (A) du montant qui constituerait le revenu de la fiducie pour l'année d'imposition si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins de l'alinéa 20(1)a)

qui est en sus

- (B) du total de tous les montants dont chacun représente

(I) la fraction du montant qui constituerait le revenu de la fiducie pour l'année d'imposition si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins de l'alinéa 20(1)a, et qui est payable dans l'année à un bénéficiaire de la fiducie,

(II) un montant à l'égard du revenu accumulé de la fiducie pour l'année d'imposition, et qui est inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire privilégiée de la fiducie en vertu du paragraphe (14), ou

(III) un montant payé par la fiducie dans l'année d'imposition, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire de la fiducie en vertu du paragraphe 105(2),

représentée par le rapport existant entre

- (iii) le montant déterminé en vertu de la disposition (ii)(B)(I)

et

- (iv) le montant déterminé en vertu de la disposition (ii)(B), et

- f) de la partie de la fraction, si fraction il y a,

- (i) du revenu désigné de la fiducie pour l'année d'imposition (à l'exception d'un revenu désigné résultant d'une disposition réputée, en vertu du paragraphe (4), (5) ou 107(4), effectuée après le 12

where

- A is the beneficiary's share of the income of the trust for the year computed without reference to this Act, 5
- B is the aggregate of all amounts each of which is a beneficiary's share of the income of the trust for the year computed without reference to this Act,
- C is the aggregate of all amounts each of 10 which is an amount that, but for this subsection or subsection (13.2), would be included in computing the income of a beneficiary under the trust by reason of subsection (13) or 105(2) for the 15 year,
- D is the amount deducted under subsection (6) in computing the income of the trust for the year, and
- E is equal to the amount determined by 20 the trust for the year and used as the value of C for the purposes of the formula in subsection (13.2) or, if no amount is so determined, nil, the amount so designated shall be deemed, 25 for the purposes of subsections (13) and 105(2), not to have been paid or to have become payable in the year to or for the benefit of the beneficiary or out of income of the trust. 30

bénéficiaire ou à son profit ou ne pas provenir du revenu de la fiducie :

$$\frac{A}{B} \times (C - D - E) \quad 5$$

où

- A représente la part du bénéficiaire sur le revenu de la fiducie pour l'année calculé sans tenir compte de la présente loi, 10
- B le total des parts de tous les bénéficiaires sur le revenu de la fiducie pour l'année calculé sans tenir compte de la présente loi, 15
- C le total des montants inclus — abstraction faite du présent paragraphe et du paragraphe (13.2) — en application des paragraphes (13) et 105(2) dans le calcul du revenu de tous les bénéficiaires de la fiducie pour l'année, 20
- D le montant déduit en application du paragraphe (6) dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année,
- E le montant calculé par la fiducie pour 25 l'année et représenté par C au paragraphe (13.2) ou, à défaut de ce montant, zéro.

Idem

(13.2) Where a trust, in its return of income under this Part for a taxation year throughout which it was resident in Canada and not exempt from tax under Part I by reason of subsection 149(1), 35 designates an amount in respect of a beneficiary under the trust, not exceeding the amount determined by the formula

$$\frac{A}{B} \times C \quad 40$$

where

- A is the amount designated by the trust for the year in respect of the benefici- 45 ary under subsection (21);
- B is the aggregate of all amounts each of which has been designated for the year

(13.2) Dans le cas où une fiducie attri- Réduction bue un montant à un bénéficiaire dans sa 30 déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada et n'était pas, par application du paragraphe 149(1), exonérée de l'impôt 35 prévu à la partie I, qui ne dépasse pas le montant calculé selon la formule suivante :

$$\frac{A}{B} \times C \quad 40$$

où

- A représente le montant attribué au bénéficiaire par la fiducie pour l'année en application du paragraphe (21), 45

exceeds

(ii) the amount, if any, by which

(A) the amount determined under subparagraph (e)(ii)

exceeds

(B) the amount determined under subparagraph (e)(i)

that

(iii) the aggregate of amounts each of which is such part of the amount that would be income of the trust for the taxation year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) as is payable in the year to a designated beneficiary under the trust

is of

(iv) the amount determined under clause (e)(ii)(B)."

(5) Subsection 104(13) at present reads as follows:

"(13) Such part of the amount that would be the income of a trust for a taxation year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a)

(a) as was paid in the year to a person who has contributed to the plan as an employer, shall, in the case of a trust governed by an employee benefit plan, be included in computing the income of that person; and

(b) as was payable in the year to a beneficiary shall, in any case other than that of a trust governed by an employee benefit plan, be included in computing the income of the person to whom it so became payable whether or not it was paid to him in that year and shall not be included in computing his income for a subsequent year in which it was paid."

novembre 1981 s'il s'agit d'une fiducie visée à l'alinéa (4)a), et d'un revenu désigné résultant d'une disposition effectuée avant le 13 novembre 1981 s'il s'agit d'une fiducie testamentaire)

qui est en sus

(ii) de la fraction, si fraction il y a,

(A) du montant déterminé en vertu du sous-alinéa e)(ii)

qui est en sus

(B) du montant déterminé en vertu du sous-alinéa e)(i)

représentée par le rapport existant entre

(iii) le total des montants dont chacun représente la fraction du montant qui constituerait le revenu de la fiducie pour l'année d'imposition si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins de l'alinéa 20(1)a) et qui est payable dans l'année à un bénéficiaire désigné de la fiducie

et

(iv) le montant déterminé en vertu de la disposition e)(ii)(B).»

(5). — Texte actuel du paragraphe 104(13) :

«(13) La partie de la somme qui constituerait le revenu d'une fiducie pour une année d'imposition si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou d'une règlement établi aux fins de l'alinéa 20(1)a),

a) qui, dans le cas d'une fiducie régie par un régime de prestations aux employés, a été payée dans l'année à une personne qui a contribué au régime à titre d'employeur, doit être incluse dans le calcul du revenu de cette personne; et

b) qui, dans tous les cas, sauf celui d'une fiducie régie par un régime de prestations aux employés, était payable dans l'année à un bénéficiaire, doit être incluse dans le calcul du revenu de la personne à qui elle est devenue ainsi payable, qu'elle lui ait été versée ou non au cours de cette année, et ne doit pas être incluse dans le calcul de son revenu pour une année subséquente dans laquelle elle a été versée.»

in respect of a beneficiary of the trust under subsection (21); and

C is the amount determined by the trust and used in computing all amounts each of which is designated by the trust for the year under this subsection, not exceeding the amount by which

(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount that, but for this subsection or subsection (13.1), would be included in computing the income of a beneficiary under the trust by reason of subsection (13) or 105(2) for the year

exceeds

(ii) the amount deducted under subsection (6) in computing the income of the trust for the year,

the amount so designated shall

(a) for the purposes of subsection (13) and 105(2) (except in the application of subsection (13) for the purposes of subsection (21)), be deemed not to have been paid or to have become payable in the year to or for the benefit of the beneficiaries or out of income of the trust, and

(b) except for the purposes of subsection (21) as it applies for the purposes of subsections (21.1) and (21.2), reduce the amount of the taxable capital gains of the beneficiary otherwise included in computing the beneficiary's income for the year by reason of subsection (21)."

(6) Subsections 104(16), (17), (17.1) and (17.2) of the said Act are repealed.

(7) Subsection 104(18) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(18) Where all or any part of the income of a trust for a taxation year has not become payable in the year and was held in trust for a minor whose right there-to has vested and the only reason that it has not become payable in the year was that the beneficiary was a minor, it shall, for the purposes of subsections (6) and

B le total des montants attribués à tous les bénéficiaires de la fiducie pour l'année en application du paragraphe (21),

C le montant déterminé par la fiducie, qui entre dans le calcul de tous les montants qu'elle a attribués pour l'année en application du présent paragraphe et qui ne dépasse pas l'excédent

(i) du total des montants qui, abstraction faite du présent paragraphe et du paragraphe (13.1), seraient inclus dans le calcul du revenu de tous les bénéficiaires de la fiducie pour l'année en application du paragraphe (13) ou 105(2), (ii) sur le montant déduit en application du paragraphe (6) dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année,

le montant ainsi attribué

a) d'une part, est réputé, pour l'application des paragraphes (13) et 105(2), sauf pour l'application du paragraphe (13) au paragraphe (21), ne pas être payé ni être devenu payable au cours de l'année au bénéficiaire ou à son profit ou ne pas provenir du revenu de la fiducie

b) d'autre part, réduit, sauf pour l'application du paragraphe (21) aux paragraphes (21.1) et (21.2), le montant des gains en capital imposables du bénéficiaire inclus par ailleurs en application du paragraphe (21) dans le calcul du revenu de celui-ci pour l'année.»

(6) Les paragraphes 104(16), (17), (17.1) et (17.2) de la même loi sont abrogés.

(7) Le paragraphe 104(18) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(18) Tout ou partie du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition, qui n'était pas devenu payable dans l'année pour la seule raison que le bénéficiaire était mineur et qui était détenu en fiducie pour le compte de ce mineur y ayant un droit acquis, est réputé lui être devenu payable dans l'année pour l'application des paragraphes (6) et (13).»

Fiducie au profit d'un mineur

Trust for minor

(6) Subsections 104(16), (17), (17.1) and (17.2) read as follows:

“(16) A beneficiary under a trust may deduct from the amount that would otherwise be his income from the trust by virtue of subsection (13) or (14), as the case may be, such part of the amount that would otherwise be deductible from the income of the trust for the year under subsection 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) as the trust may determine; and any amount deductible under this subsection for a taxation year shall be deducted from the amount that the trust would otherwise be able to deduct under subsection 20(16) or under those regulations but shall, for the purposes of section 13, be deemed to have been allowed to the trust under those regulations in computing its income for the year.

(17) Where an amount is payable in a taxation year by a trust to a beneficiary under the trust, no part of that amount shall be deemed, for the purpose of subsections (6) and (13), to be payable out of an amount deductible in computing the income of the trust for the year under

(6). — Texte des paragraphes 104(16), (17), (17.1) et (17.2) :

«(16) Le bénéficiaire d'une fiducie peut déduire du montant qui, par ailleurs, constituerait son revenu de la fiducie, en vertu des paragraphes (13) ou (14), selon le cas, la partie du montant qui serait par ailleurs déductible du revenu de la fiducie pour l'année, en vertu du paragraphe 20(16) ou des règlements établis en vertu de l'alinéa 20(1)a), que la fiducie peut déterminer; et toute somme déductible en vertu du présent paragraphe pour une année d'imposition doit être déduite du montant que la fiducie pourrait par ailleurs déduire en vertu du paragraphe 20(16) ou de ces règlements, mais est réputée, aux fins de l'article 13, avoir été permise à la fiducie, selon ces règlements, lors du calcul de son revenu pour l'année.

(17) Lorsqu'une somme est, dans une année d'imposition, payable par une fiducie à un bénéficiaire de la fiducie, aucune partie de cette somme n'est réputée, aux fins des paragraphes (6) et (13), être payable sur un montant déductible lors du calcul du revenu de la fiducie pour l'année, d'après les règlements établis en vertu du paragraphe 65(1),

(13) be deemed to have become payable to the minor in the year.”

(8) Subsection 104(19) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Taxable
dividends

“(19) Such portion of a taxable dividend received by a trust in a taxation year throughout which it was resident in Canada on a share of the capital stock of a taxable Canadian corporation as

(a) may reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to be part of the amount that, by reason of subsection (13) or (14) or section 105, as the case may be, was included in computing the income for a particular taxation year of a beneficiary under the trust, and

(b) was not designated by the trust in respect of any other beneficiary there-
under

shall, if so designated by the trust in respect of the beneficiary in the return of its income for the year under this Part, be deemed, for the purposes of this Act, other than Part XIII, not to have been received by the trust and to be a taxable dividend on the share received by the beneficiary in the particular year from the corporation.”

(9) Subsection 104(20) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Designation in
respect of
non-taxable
dividends

“(20) Such portion of the aggregate of all amounts each of which is the amount of a dividend (other than a taxable dividend) paid on a share of the capital stock of a corporation resident in Canada to a trust during a taxation year of the trust throughout which the trust was resident in Canada as may reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to be part of an amount that became payable in the year of a particular beneficiary under the trust, shall be designated by the trust in respect

(8) Le paragraphe 104(19) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

«(19) La partie d'un dividende imposable qu'une fiducie reçoit au cours d'une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada sur une action du capital-actions d'une corporation canadienne imposable et qu'elle attribue à un de ses bénéficiaires dans sa déclaration de revenu pour l'année en vertu de la présente partie est réputée, pour l'application de la présente loi, à l'exception de la partie XIII, ne pas être reçue par la fiducie et constituer un dividende imposable sur l'action reçu de la corporation par le bénéficiaire au cours d'une année d'imposition donnée si :

Dividende
réputé reçu par
un bénéficiaire

5

a) d'une part, il est raisonnable de considérer, compte tenu de toutes les circonstances, y compris les conditions de l'acte de fiducie, que cette partie entre dans le montant inclus en application du paragraphe (13) ou (14) ou de l'article 105, selon le cas, dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée;

b) d'autre part, la fiducie n'attribue cette partie à aucun autre de ses bénéficiaires.»

(9) Le paragraphe 104(20) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(20) Pour l'application de la subdivision 53(2)h(i.1)(B)(II), de l'alinéa 107(1)c) et des paragraphes 112(3.2) et (4.3), une fiducie doit attribuer à un bénéficiaire, dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada, la fraction du total des montants dont chacun représente un dividende autre qu'un dividende imposable qui lui a été versé au cours de l'année sur une action du capital-actions d'une corporation qui réside au Canada, s'il est raisonnable de considérer que cette fraction — compte tenu de

Attribution de
dividendes non
imposables

35

40

45

regulations made under subsection 65(1) except such part thereof as the trust designates as being so payable.

(17.1) No effect shall be given to a determination or designation under subsection (16) or (17) or 127(7) or (15) by a testamentary trust or a trust no beneficial interest in which was acquired for consideration payable directly or indirectly to the trust or to any person who has made a contribution to the trust by way of transfer, assignment or other disposition of property in respect of a taxation year of the trust if, as a result of such determination or designation, the amount that any beneficiary of the trust is entitled to deduct in computing his income under regulations made under paragraph 20(1)(a) or subsection 65(1) or to add in computing his investment tax credit or employment tax credit (within the meaning assigned by subsection 127(16)) for any period during which he is beneficially interested in the trust is greater than the proportion of the aggregate of amounts available to be so determined or designated by the trust in respect of the period that

(a) the beneficiary's share of the amount that would be the total income of the trust for the period if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under subsection 65(1) or paragraph 20(1)(a) for any taxation year of the trust ending in or coinciding with the period

is of

(b) the amount that would be the total income of the trust for the period if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under subsection 65(1) or paragraph 20(1)(a) for any taxation year of the trust ending in or coinciding with the period.

(17.2) No effect shall be given to a determination or designation under subsection (16) or (17) by a trust (other than a trust described in subsection 17.1) in respect of a taxation year of the trust unless an amount is so determined or designated in respect of the year for each beneficiary of the trust and the amount in respect of each such beneficiary is equal to the proportion of the aggregate of amounts that the trust so determines or designates for all beneficiaries in respect of the year, that

(a) the beneficiary's share of the amount that would be the income of the trust for the year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) or subsection 65(1) for the taxation year

is of

(b) the amount that would be the income of the trust for the year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) or subsection 65(1) for the taxation year."

(7) Subsection 104(18) at present reads as follows:

"(18) Where all or any part of the income of a trust for a taxation year was not payable in the year and was held in trust for a minor whose right thereto had vested and the only reason that it was not payable in the year was that the beneficiary was a minor, it shall, for the purposes of subsections (6) and (13), be considered to have been payable to the minor in the year."

sauf la partie de ce montant que la fiducie désigne comme étant ainsi payable.

(17.1) Le paragraphe (16) ou (17) ou 127(7) ou (15) n'a aucun effet, en ce qui concerne le montant qu'une fiducie testamentaire — ou une fiducie dont les participations sont acquises sans contrepartie payable directement ou indirectement à la fiducie ou à une personne qui fournit un apport à celle-ci sous forme de transfert, cession ou autre disposition de biens — attribuée à un bénéficiaire, ou détermine ou désigne à son égard, pour une année d'imposition de la fiducie, si le montant que tout bénéficiaire a le droit de déduire dans le calcul de son revenu en vertu d'un règlement pris en application de l'alinéa 20(1)a) ou du paragraphe 65(1) ou d'ajouter dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement ou de son crédit d'impôt à l'emploi au sens du paragraphe 127(16) pour toute période où il est bénéficiaire de la fiducie est supérieur au produit du total des montants que la fiducie peut attribuer, déterminer ou désigner ainsi pour la période par le rapport entre

a) la part du montant appartenant au bénéficiaire qui constituerait le revenu total de la fiducie pour la période si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins du paragraphe 65(1) ou de l'alinéa 20(1)a) pour une année d'imposition de la fiducie se terminant dans la période ou coïncidant avec la période

et

b) le montant qui constituerait le revenu total de la fiducie pour la période si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins du paragraphe 65(1) ou de l'alinéa 20(1)a) pour une année d'imposition de la fiducie se terminant dans la période ou coïncidant avec la période.

(17.2) Le paragraphe (16) ou (17) n'a d'effet, en ce qui concerne le montant qu'une fiducie non visée au paragraphe (17.1) attribue à chaque bénéficiaire, ou détermine ou désigne à son égard, pour une année d'imposition de la fiducie, que si ce montant est égal au produit du total des montants que la fiducie attribue à tous ses bénéficiaires, ou détermine ou désigne à leur égard, pour l'année par le rapport entre :

a) la part revenant au bénéficiaire de ce que serait le revenu de la fiducie pour l'année si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou d'un règlement pris en application de l'alinéa 20(1)a) ou du paragraphe 65(1),

et

b) ce que serait le revenu de la fiducie pour l'année si aucune de ces déductions n'était faite.»

(7). — Texte actuel du paragraphe 104(18) :

«(18) Tout ou partie du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition, qui n'était pas payable dans l'année pour la seule raison que le bénéficiaire était mineur et qui était détenu en fiducie pour le compte de ce mineur y ayant un droit acquis, est considéré comme lui ayant été payable dans l'année pour l'application des paragraphes (6) et (13).»

of the particular beneficiary in the return of the trust's income for the year for the purposes of subclause 53(2)(h)(i.1)(B)(II), paragraph 107(1)(c) and subsections 112(3.2) and (4.3).”

toutes les circonstances, y compris les conditions de l'acte de fiducie — fait partie d'une somme qui est devenue payable au bénéficiaire dans l'année.»

(10) All that portion of subsection 104(21) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(10) Le passage du paragraphe 104(21) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Taxable capital gains

“(21) Such portion of the net taxable capital gains of a trust for a taxation year throughout which it was resident in Canada as”

«(21) Pour l'application des articles 3 et 111, mais non tels qu'ils s'appliquent à l'article 110.6, la fraction des gains en capital imposables nets d'une fiducie, pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada, que la fiducie attribue à un bénéficiaire donné dans sa déclaration de revenu pour l'année en vertu de la présente partie est réputée être un gain en capital imposable, pour l'année, du bénéficiaire donné réalisé à la disposition par celui-ci d'un bien en immobilisation, à condition :»

Gain en capital réputé réalisé par le bénéficiaire

(11) Subsection 104(21.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(11) Le paragraphe 104(21.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Beneficiary's taxable capital gain

“(21.1) Notwithstanding section 38 or subsection (21), where in a particular taxation year, commencing before 1990, of a taxpayer (other than an individual who is not a testamentary trust) the taxpayer is a beneficiary of a trust with a taxation year ending in the particular year, the amount (other than that part of the amount that can be attributed to an amount deemed under subsection 14(1) to be a taxable capital gain of the trust) deemed by subsection (21) to be a taxable capital gain of the taxpayer for the particular year in respect of the trust shall be the amount determined by the formula

“(21.1) Par dérogation à l'article 38 et au paragraphe (21), le montant réputé par le paragraphe (21) être un gain en capital imposable d'un contribuable — à l'exclusion d'un particulier qui n'est pas une fiducie testamentaire — pour une année d'imposition donnée, commençant avant 1990, du contribuable, quant à une fiducie dont le contribuable est bénéficiaire et dont l'année d'imposition se termine au cours de l'année donnée — sauf la partie du montant qui est attribuable à un montant réputé par le paragraphe 14(1) être un gain en capital imposable de la fiducie — est calculé selon la formule suivante :

Gain en capital imposable et perte en capital déductible d'une corporation bénéficiaire d'une fiducie

$$A \times \frac{B}{C}$$

$$A \times \frac{B}{C}$$

where

A is the amount, if any, by which the amount (other than that part of the amount that can be attributed to an amount deemed under subsection 14(1)

où

A représente l'excédent éventuel du montant — sauf la partie du montant qui est attribuable à un montant réputé par le paragraphe 14(1) être un gain en

(8) Subsection 104(19) at present reads as follows:

“(19) Such portion of the aggregate of taxable dividends received by a trust in a taxation year on shares of the capital stock of a taxable Canadian corporation as

(a) may reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to be part of the amount that, by virtue of subsection (13) or (14) or section 105, as the case may be, was included in computing the income for the year of a particular beneficiary under the trust, and

(b) was not designated by the trust in respect of any other beneficiary thereunder,

shall, if so designated by the trust in respect of the particular beneficiary in the return of its income for the year under this Part, be deemed, for the purposes of this Act, other than Part XIII, to be a taxable dividend received by the particular beneficiary in the year from the corporation, and not to be a taxable dividend received by the trust from the corporation.”

(9) Subsection 104(20) at present reads as follows:

“(20) Where an amount has, in a taxation year, become payable by a trust to a particular beneficiary thereunder, such portion thereof as

(a) may reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to have derived from an amount received by the trust in the year as, on account or in lieu of payment of, or in satisfaction of, a dividend on a share of the capital stock of a corporation resident in Canada other than a taxable dividend, and

(b) was not designated by the trust in respect of any other beneficiary thereunder,

shall, if so designated by the trust in respect of the particular beneficiary in its return of income for the year under this Part, not be included in computing the income of the particular beneficiary for the year.”

(10) This amendment would add the underlined and sidelined words.

(11) Subsection 104(21.1) at present reads as follows:

“(21.1) Such portion of the amount, if any, deemed by virtue of subsection (21) to be a taxable capital gain for a taxation year of a particular beneficiary under a trust, other than a mutual fund trust, from the disposition of capital property as is designated in respect of the particular beneficiary by the trust in its return of income for that taxation year under this Part for the purposes of computing the amount deductible under section 110.1 by the particular beneficiary for the year, shall, for the purposes of that section, be deemed to be a taxable capital gain for the year of the particular beneficiary from the disposition of Canadian securities and not to be a taxable capital gain of the trust from the disposition of Canadian securities to the extent that the portion so designated does not exceed the amount, if any, by which

(8). — Texte actuel du paragraphe 104(19) :

«(19) La partie du total des dividendes imposables, payés sur des actions du capital-actions d'une corporation canadienne imposable et reçus par un fiduciaire dans une année d'imposition, qui

a) peut raisonnablement être considérée (compte tenu de toutes les circonstances, y compris les modalités de l'accord de fiducie) comme faisant partie de la somme qui, en vertu du paragraphe (13) ou (14) ou de l'article 105, selon le cas, a été incluse dans le calcul du revenu, pour l'année, d'un bénéficiaire donné de la fiducie, et

b) n'a pas été attribuée par la fiducie à aucun autre de ses bénéficiaires,

est réputée, si la fiducie l'a ainsi attribuée au bénéficiaire donné dans la déclaration du revenu de celui-ci pour l'année en vertu de la présente loi (sauf en vertu de la Partie XIII), constituer un dividende imposable reçu par le bénéficiaire donné, dans l'année, de la corporation et ne pas être un dividende imposable reçu par la fiducie, de la corporation.»

(9). — Texte actuel du paragraphe 104(20) :

«(20) Lorsqu'une somme est devenue, dans une année d'imposition, payable par une fiducie à un bénéficiaire particulier de cette fiducie, la partie de cette somme qui

a) peut raisonnablement être considérée (eu égard à toutes les circonstances, y compris les modalités de la fiducie), comme ayant été tirée d'une somme reçue par la fiducie dans l'année, au titre ou en paiement intégral ou partiel d'un dividende sur une action du capital-actions d'une corporation qui réside au Canada, autre qu'un dividende imposable, et

b) n'a pas été attribuée par la fiducie à aucun autre bénéficiaire de celle-ci,

ne doit pas, si elle est ainsi attribuée par la fiducie au bénéficiaire particulier dans sa déclaration de revenu pour l'année, en vertu de la présente Partie, être incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire particulier pour l'année.»

(10). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 104(21) :

«(21) Pour l'application des articles 3 et 111, mais non tels qu'ils s'appliquent à l'article 110.6, est réputée être un gain en capital imposable d'un bénéficiaire donné d'une fiducie pour une année d'imposition sur la disposition par lui d'un bien en immobilisation la fraction des gains en capital imposables nets, pour l'année, de la fiducie que celle-ci a attribuée à ce bénéficiaire donné dans la déclaration du revenu de la fiducie pour l'année en vertu de la présente partie, à condition :»

(11). — Texte actuel du paragraphe 104(21.1) :

«(21.1) La partie du montant, s'il en est, réputé représenter, en vertu du paragraphe (21), un gain en capital imposable, pour une année d'imposition, d'un bénéficiaire donné d'une fiducie, à l'exception d'une fiducie de fonds mutuels, tiré de la disposition d'un bien en immobilisation, partie que la fiducie a attribuée au bénéficiaire donné dans sa déclaration de revenu pour cette année d'imposition en vertu de la présente partie aux fins du calcul du montant déductible par le bénéficiaire donné pour l'année en vertu de l'article 110.1, est réputée, pour l'application de cet article, représenter un gain en capital imposable du bénéficiaire donné pour l'année tiré de la disposition de titres canadiens, et non pas un gain en capital imposable de la fiducie tiré de la disposition de titres canadiens, dans la mesure où la partie ainsi attribuée ne dépasse pas l'excédent, s'il en est,

to be a taxable capital gain of the trust) deemed by subsection (21) to be the taxpayer's taxable capital gain for the particular year in respect of the trust exceeds the amount (other than that part of the amount that can be attributed to an amount deemed under subsection 14(1) to be a taxable capital gain of the trust) designated by the trust for the particular year in respect of the taxpayer under subsection (13.2);

- B is the fraction that would be used under section 38 for the particular year in respect of the taxpayer if he had a capital gain for the particular year; and
- C is the fraction that is used under section 38 for the year of the trust."

(12) Paragraphs 104(21.2)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(a) the trust shall in its return of income for the designation year designate an amount in respect of its eligible taxable capital gains for the designation year in respect of the beneficiary equal to the amount determined in respect of the beneficiary under each of subparagraphs (b)(i), (ii) and (iii); and

(b) the beneficiary shall, for the purposes of sections 3, 74.3 and 111 as they apply for the purposes of section 110.6, be deemed to have a taxable capital gain for the year

- (i) from the disposition of capital property that is qualified farm property of the beneficiary equal to the amount determined by the formula

$$(A \times \frac{B}{C}) \times \frac{D}{G} \quad 40$$

- (ii) from the disposition of capital property that is a qualified small business corporation share of the beneficiary equal to the amount determined by the formula

$$(A \times \frac{B}{C}) \times \frac{E}{G} \quad 45$$

capital imposable de la fiducie — réputé par le paragraphe (21) être le gain en capital imposable du contribuable pour l'année donnée quant à la fiducie sur le montant — sauf cette même partie — attribué au contribuable par la fiducie pour l'année donnée en application du paragraphe (13.2),

- B la fraction qui serait utilisée pour l'application de l'article 38 pour l'année en ce qui concerne le contribuable s'il avait un gain en capital pour l'année donnée,
- C la fraction utilisée pour l'application de l'article 38 pour l'année de la fiducie.»

(12) Les alinéas 104(21.2)a) et b) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«a) d'une part, la fiducie doit, dans sa déclaration de revenu pour l'année d'attribution, attribuer au bénéficiaire, au titre des gains en capital imposables admissibles de la fiducie pour l'année d'attribution, le montant calculé selon chacun des sous-alinéas b)(i), (ii) et (iii);

b) d'autre part, pour l'application des articles 3, 74.3 et 111 tels qu'ils s'appliquent à l'article 110.6, le bénéficiaire est réputé avoir un gain en capital imposable pour l'année sur la disposition d'un bien en immobilisation, égal au montant calculé selon la formule applicable suivante :

- (i) s'il s'agit d'un bien agricole admissible :

$$(A \times \frac{B}{C}) \times \frac{D}{G} \quad 35$$

- (ii) s'il s'agit d'une action admissible de petite entreprise :

$$(A \times \frac{B}{C}) \times \frac{E}{G} \quad 45$$

(a) the aggregate of taxable capital gains of the trust for the year from the disposition of Canadian securities exceeds the aggregate of

(b) the allowable capital losses of the trust for the year from the disposition of Canadian securities,

(c) that portion of the amount, if any, deducted under paragraph 111(1)(b) from the income of the trust for the year that may reasonably be regarded as attributable to the disposition of Canadian securities, and

(d) the amounts designated under this subsection by the trust for the year in respect of other beneficiaries of the trust,

and, for the purposes of this subsection, "Canadian securities" has the meaning assigned by subsection 110.1(6)."

(12) Paragraphs 104(21.2)(a) and (b) at present read as follows:

"(a) the trust shall in its return of income for the designation year designate an amount in respect of its eligible taxable capital gains for the designation year in respect of the beneficiary equal to the amount determined in respect of the beneficiary under paragraph (b); and

(b) the beneficiary shall, for the purposes of sections 3, 74.3 and 111 as they apply for the purposes of section 110.6, be deemed to have a taxable capital gain for the year from the disposition by him in the year of capital property equal to the amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C}$$

where

A is the eligible taxable capital gains of the trust for the designation year,

B is the designated amount, and

C is the net capital gains of the trust for the designation year."

a) du total des gains en capital imposables de la fiducie pour l'année, tirés de la disposition de titres canadiens

sur le total

b) des pertes en capital déductibles de la fiducie pour l'année, résultant de la disposition de titres canadiens,

c) de la partie du montant, s'il en est, déduit en vertu de l'alinéa 111(1)b) du revenu de la fiducie pour l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à la disposition de titres canadiens, et

d) des montants attribués en vertu du présent paragraphe pour l'année aux autres bénéficiaires de la fiducie par celle-ci;

pour l'application du présent paragraphe, «titres canadiens» s'entend au sens du paragraphe 110.1(6).»

(12). — Texte actuel des alinéas 104(21.2)a) et b) :

«a) d'une part, la fiducie doit, dans sa déclaration de revenu pour l'année d'attribution, attribuer au bénéficiaire, au titre des gains en capital imposables admissibles de la fiducie pour l'année d'attribution, le montant calculé selon l'alinéa b) à l'égard du bénéficiaire;

b) d'autre part, pour l'application des articles 3, 74.3 et 111 tels qu'ils s'appliquent à l'article 110.6, le bénéficiaire est réputé avoir un gain en capital imposable pour l'année sur la disposition d'un bien en immobilisation qu'il a effectuée dans l'année, égal au montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

où

A représente les gains en capital imposables admissibles de la fiducie pour l'année d'attribution;

B représente le montant attribué;

C représente les gains en capital imposables nets de la fiducie pour l'année d'attribution.»

and

(iii) from the disposition of capital property, other than properties referred to in subparagraphs (i) or (ii), equal to the amount determined by the formula

$$\left(A \times \frac{B}{C}\right) \times \frac{F}{G}$$

where

- A is the eligible taxable capital gains of the trust for the designation year,
- B is the amount, if any, by which the designated amount exceeds the amount designated in respect of the beneficiary for the designation year under subsection (13.2),
- C is the net taxable capital gains of the trust for the designation year,
- D is the amount, if any, that would be determined in respect of the trust for the designation year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified farm properties of the trust disposed of by it after 1984,
- E is the amount, if any, that would be determined in respect of the trust for the designation year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified small business corporation shares of the trust, other than qualified farm property, disposed of by it after June 17, 1987,
- F is the amount, if any, that would be determined in respect of the trust for the designation year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were properties disposed of by it after 1984, other than qualified farm properties and other than qualified small

(iii) s'il s'agit d'un autre bien en immobilisation :

$$\left(A \times \frac{B}{C}\right) \times \frac{F}{G}$$

où

- A représente les gains en capital imposables admissibles de la fiducie pour l'année d'attribution,
- B l'excédent éventuel du montant attribué sur le montant attribué au bénéficiaire pour l'année d'attribution en application du paragraphe (13.2),
- C les gains en capital imposables nets de la fiducie pour l'année d'attribution,
- D l'excédent éventuel qui serait calculé quant à la fiducie pour l'année d'attribution en application de l'alinéa 3b) en ce qui concerne les gains en capital et les pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles de la fiducie dont celle-ci aurait disposé après 1984,
- E l'excédent éventuel qui serait calculé quant à la fiducie pour l'année d'attribution en application de l'alinéa 3b) en ce qui concerne les gains en capital et les pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des actions admissibles de petite entreprise de la fiducie — sauf s'il s'agit de biens agricoles admissibles — dont la fiducie aurait disposé après le 17 juin 1987,
- F l'excédent éventuel qui serait calculé quant à la fiducie pour l'année d'attribution en application de l'alinéa 3b) en ce qui concerne les gains en capital et les pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa avaient fait l'objet d'une disposition par la fiducie après 1984 et n'étaient ni des biens agricoles admissibles, ni des actions admissibles de petite entreprise dont la fiducie aurait disposé après le 17 juin 1987,

business corporation shares disposed of by it after June 17, 1987, and
 G is the aggregate of the amounts used for D, E and F under this paragraph in respect of the beneficiary for the year,
 and for the purposes of section 110.6, those capital properties shall be deemed to have been disposed of by the beneficiary in the year.”

G le total des montants représentés par D, E et F en ce qui concerne le bénéficiaire pour l'année.
 Pour l'application de l'article 110.6, le bénéficiaire est réputé avoir disposé de ces biens en immobilisation dans l'année.»

(13) All that portion of paragraph 104(22)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(13) Le passage de l'alinéa 104(22)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) such portion of the income of a trust for a taxation year throughout which it was resident in Canada (before making any deduction under subsection (6) or (12)) from sources in a foreign country as”

«a) la partie du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada calculé sans tenir compte des paragraphes (6) et (12) et tiré de sources situées dans un pays étranger, qui»

(14) Subparagraph 104(23)(d)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(14) Le sous-alinéa 104(23)d)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(iv) subject to sections 114.2 and 118.12, that other person were entitled to the deductions to which the individual was entitled under sections 110, 118 to 118.7 and 118.9 for the period in computing his taxable income or tax payable under this Part, as the case may be, for the period; and”

«(iv) que, sous réserve des articles 114.2 et 118.12, cette autre personne eût droit aux déductions auxquelles le particulier avait droit en application des articles 110, 118 à 118.7 et 118.9 pour cette période dans le calcul de son revenu imposable ou de son impôt payable en vertu de la présente partie, selon le cas, pour cette période;»

(15) Subsections 104(24), (25) and (25.1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(15) Les paragraphes 104(24), (25) et (25.1) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Amount payable

“(24) For the purposes of subparagraph 53(2)(h)(i.1) and subsections (6), (7), (13) and (20), an amount shall be deemed not to have become payable to a beneficiary in a taxation year unless it was paid in the year to him or he was entitled in the year to enforce payment thereof.”

«(24) Pour l'application du sous-alinéa 53(2)h(i.1) et des paragraphes (6), (7), (13) et (20), un montant n'est réputé être devenu payable par une fiducie au cours d'une année d'imposition que si la fiducie l'a payé au cours de l'année à la personne à laquelle il était payable ou que si cette personne avait le droit au cours de l'année d'en exiger le paiement.»

Somme devenue payable

(16) Subsection 104(26) of the said Act is repealed.

(16) Le paragraphe 104(26) de la même loi est abrogé.

(13) This amendment would add the underlined words.

(14) Subparagraph 104(23)(d)(iv) at present reads as follows:

“(iv) subject to section 114.2, that other person were entitled to the deductions to which the individual was entitled under sections 109 to 110.2 for the period in computing his taxable income for the period; and”

(15) Subsections 104(24), (25) and (25.1) at present read as follows:

“(24) For the purposes of subsections (6), (7), (8), (13), (20), (25) and 212(11.1), an amount shall not be considered to be payable in a taxation year unless it was paid in the year to the person to whom it was payable or he was entitled in that year to enforce payment thereof.

(25) Such portion of

(a) where subsection (8) is applicable with respect to a particular trust, the amount, if any, referred to in paragraph (e) thereof, or

(b) where subsection (8) is not applicable with respect to a particular trust, the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is an amount described in subsection (13) exceeds the amount deductible pursuant to subsection (6)

as

(c) may reasonably be considered to be part of the amount that by virtue of subsection (13) was included in computing the income for a taxation year of a particular beneficiary under the particular trust, and

(13). — Texte actuel du passage visé de l’alinéa 104(22)a) :

«a) la partie du revenu d’une fiducie, pour une année d’imposition, tiré (avant toute déduction en vertu du paragraphe (6) ou (12)) de sources situées dans un pays étranger, qui»

(14). — Texte actuel du sous-alinéa 104(23)d)(iv) :

«(iv) que cette autre personne eût droit, sous réserve de l’article 114.2, aux déductions auxquelles le particulier avait droit en vertu des articles 109 à 110.2, pour cette période dans le calcul de son revenu imposable pour cette période;»

(15). — Texte actuel des paragraphes 104(24), (25) et (25.1) :

«(24) Aux fins des paragraphes (6), (7), (8), (13), (20), (25) et 212(11.1), une somme n’est considérée comme payable dans une année d’imposition que si elle a été versée, dans l’année, à la personne à laquelle elle était payable ou si cette personne avait le droit d’en exiger le paiement dans l’année.

(25) La fraction,

a) lorsque le paragraphe (8) s’applique à une fiducie donnée, du montant, si montant il y a, visé à son alinéa e), ou

b) lorsque le paragraphe (8) ne s’applique pas à une fiducie donnée, de l’excédent, si excédent il y a, du total de tous les montants dont chacun représente un montant visé au paragraphe (13) sur le montant déductible en vertu du paragraphe (6)

qui

c) peut raisonnablement être considérée comme faisant partie du montant qui a été, en vertu du paragraphe (13), inclus dans le calcul

(17) All that portion of subsection 104(27) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Part of income included in beneficiary's income

“(27) Such portion of any amount that would otherwise be included under subparagraph 56(1)(a)(i) in computing the income of a testamentary trust for a taxation year throughout which it was resident in Canada”

(18) All that portion of subsection 104(27) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“shall, if so designated by the trust in respect of the particular beneficiary in the return of its income for the year under this Part, be deemed, for the purposes of subsections 118(3) and (7) (where the particular beneficiary was the spouse of the individual upon and in consequence of whose death the trust arose), this subsection and paragraph 60(j), to be included in computing the income for the year of the particular beneficiary by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) and not to be included in computing the income of the trust for the year.”

(19) Subsection 104(29) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Amounts deemed payable to beneficiaries

“(29) Where a trust, in its return of income under this Part for a taxation year throughout which it was resident in Canada, designates an amount not exceeding the proportion of the amount, if any, by which

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount that would, but for paragraph 18(1)(l.1) or (m), be deductible in computing the income of the trust for the year or that is required to be included in computing its income for the year by reason of paragraph 12(1)(o) or subsection 69(6) or (7) exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount deductible in computing the income of the trust for the

(17) Le passage du paragraphe 104(27) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(27) La fraction de tout montant qui serait par ailleurs inclus en application du sous-alinéa 56(1)a(i) dans le calcul du revenu d'une fiducie testamentaire pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada, qui”

(18) Le passage du paragraphe 104(27) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«est, si la fiducie l'attribue ainsi au bénéficiaire donné dans sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année, et du présent paragraphe ainsi que pour l'application des paragraphes 118(3) et (7) lorsque la fiducie a débuté au décès du particulier dont le bénéficiaire donné était le conjoint ou par suite de ce décès, être incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire donné pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a(i) et non dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année.»

(19) Le paragraphe 104(29) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(29) Pour l'application du présent article, tout montant qu'une fiducie attribue dans sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada est réputé être devenu payable au cours de l'année par celle-ci à ses bénéficiaires selon la part — raisonnable compte tenu de la part de chacun sur le revenu de la fiducie pour l'année calculé sans tenir compte de la présente loi — attribuée à chacun par la fiducie dans sa déclaration de revenu et incluse dans le calcul du revenu de chacun pour l'année, si ce montant ne dépasse pas le produit de l'excédent éventuel

a) du total des montants dont chacun représente un montant qui, si ce n'était

Revenu des fiducies testamentaires réputé inclus dans le revenu des bénéficiaires

Distribution réputée

(d) was not designated by the particular trust in respect of any other beneficiary

shall, if so designated by the particular trust in respect of the particular beneficiary, in the return of its income for the year under this Part, be deemed, for the purposes of subsection (13), not to have been payable in the year to the particular beneficiary.

(25.1) Such portion of the amount referred to in paragraph (8)(f)

(a) as may reasonably be considered to be part of the amount that by virtue of subsection (13) was included in computing the income for a taxation year of a particular designated beneficiary under the trust, and

(b) as was not designated by the trust in respect of any other designated beneficiary under the trust

shall, if so designated by the trust in respect of the particular designated beneficiary in the return of its income for the year under this Part, be deemed, for the purposes of subsection (13), not to have been payable in the year to the particular designated beneficiary.”

(16) Subsection 104(26) reads as follows:

“(26) Such portion of the amount, if any, determined in respect of a trust for a taxation year under paragraph 110.1(1)(b) if that paragraph were read without reference to subparagraphs (ii) to (iii.2) and clause (iv)(B) thereof and if subsection 110.1(1) were read without reference to the words “(other than a trust that is not a testamentary trust within the meaning assigned by paragraph 108(1)(i))” as

(a) may reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to be part of the amount that, by virtue of subsection (13) or (14) or section 105, as the case may be, was included in computing the income for the taxation year of a particular beneficiary under the trust, and

(b) was not designated by the trust in respect of any other beneficiary thereunder shall, if so designated by the trust in respect of the particular beneficiary in the return of its income for the year under this Part, be deemed to be interest for the year of the particular beneficiary and not to be interest of the trust.”

(17) This amendment would substitute “under” for “by virtue of” and add the underlined words.

(18) This amendment would substitute a reference to subsections 118(3) and (7) for the reference to section 110.2 and substitute “reason” for “virtue”.

du revenu pour une année d'imposition d'un bénéficiaire donné de la fiducie donnée, et

d) n'a pas été attribuée par la fiducie donnée à l'égard d'aucun autre bénéficiaire de la fiducie

est réputée, si elle est attribuée par la fiducie au bénéficiaire donné dans la déclaration de revenu de celle-ci pour l'année en vertu de la présente Partie, aux fins du paragraphe (13), ne pas avoir été payable dans l'année au bénéficiaire donné.

(25.1) La fraction du montant visé à l'alinéa (8)f)

a) qui peut raisonnablement être considérée comme faisant partie du montant qui a été, en vertu du paragraphe (13), inclus dans le calcul du revenu pour une année d'imposition d'un bénéficiaire désigné donné de la fiducie, et

b) qui n'a pas été attribuée par la fiducie à l'égard d'aucun autre bénéficiaire désigné de la fiducie

est réputée, si elle est attribuée par la fiducie au bénéficiaire désigné donné dans la déclaration de revenu de celle-ci pour l'année en vertu de la présente Partie, aux fins du paragraphe (13), ne pas avoir été payable dans l'année au bénéficiaire désigné donné.»

(16). — Texte du paragraphe 104(26) :

«(26) La fraction éventuelle déterminée à l'égard d'une fiducie pour une année d'imposition en vertu de l'alinéa 110.1(1)b), sans tenir compte des sous-alinéas 110.1(1)b)(ii) à (iii.2) et de la division 110.1(1)b)(iv)(B) ni des mots «à l'exclusion d'une fiducie qui n'est pas une fiducie testamentaire au sens de l'alinéa 108(1)i)» au paragraphe 110.1(1), qui

a) peut raisonnablement être considérée (eu égard à toutes les circonstances, y compris les modalités de l'accord de fiducie) comme faisant partie du montant qui, en vertu des paragraphes (13) ou (14) ou de l'article 105, selon le cas, a été inclus dans le calcul du revenu pour l'année d'imposition d'un bénéficiaire donnée de la fiducie, et qui

b) n'a été attribuée par la fiducie à aucun autre bénéficiaire de la fiducie,

est réputée, si elle est ainsi attribuée par la fiducie, dans la déclaration de revenu pour l'année établie par la fiducie en vertu de la présente Partie, au bénéficiaire donné, être de l'intérêt, pour l'année, du bénéficiaire donné et non de l'intérêt de la fiducie.»

(17). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 104(27) :

«(27) La fraction de tout montant qui serait par ailleurs inclus dans le calcul du revenu d'une fiducie testamentaire pour une année d'imposition en vertu du sous-alinéa 56(1)a)(i) qui»

(18). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 104(27) :

«est réputé, aux fins de l'article 110.2 (lorsque la fiducie a été créée lors du décès ou par suite du décès du particulier dont le bénéficiaire donnée était le conjoint), du présent paragraphe et de l'alinéa 60j) si elle est ainsi attribuée par la fiducie, dans la déclaration de son revenu pour l'année en vertu de la présente Partie, au bénéficiaire donné, être incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire donné pour l'année en vertu du sous-alinéa 56(1)a)(i) et ne pas être ainsi incluse dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année.»

year under paragraph 20(1)(v.1) or that would, but for section 80.2, be included in computing its income for the year,

that

(c) the aggregate of all amounts each of which is a part of the income of the trust for the year computed without reference to the provisions of this Act (in this subsection referred to as the "trust-purpose income" for the year) that was payable in the year to a beneficiary of the trust or was included in computing the income of a beneficiary of the trust for the year by virtue of subsection 105(2)

is of

(d) the trust-purpose income of the trust for the year,

such designated amount shall, for the purposes of this section, be deemed to have become payable by the trust to particular beneficiaries of the trust in the year in such proportions as are designated by the trust in that return of income, provided that such proportions are reasonable having regard to the shares of the trust-purpose income of the trust for the year included in computing their incomes for the year.

Tax under Part XII.2

(30) For the purposes of this Part, there shall be deducted in computing the income of a trust for a taxation year the tax paid by the trust for the year under Part XII.2.

Idem

(31) The amount in respect of a taxation year of a trust that is deemed under subsection 210.2(3) to have been paid by a beneficiary under the trust on account of his tax under this Part shall, for the purposes of subsection (13), be deemed to be an amount in respect of the income of the trust for the year that has become payable by the trust to the beneficiary at the end of the year."

(20) Subsections (1), (4), (12), (14), (16) and (18) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years and, in applying paragraph 104(21.2)(b) of the said Act for

les alinéas 18(1)l.1) ou m), serait déductible dans le calcul de son revenu pour l'année ou qui doit être inclus en application de l'alinéa 12(1)o) ou des paragraphes 69(6) ou (7) dans le calcul de son revenu pour l'année

sur

b) le total des montants dont chacun représente un montant qui est déductible en application de l'alinéa 20(1)v.1) dans le calcul de son revenu pour l'année ou qui, si ce n'était l'article 80.2, serait inclus dans le calcul de son revenu pour l'année

par le rapport entre :

15

c) d'une part, le total des montants dont chacun représente la partie, payable au cours de l'année à un bénéficiaire ou incluse en application du paragraphe 105(2) dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire pour l'année, du revenu de la fiducie pour l'année calculé sans tenir compte de la présente loi,

d) d'autre part, le revenu de la fiducie pour l'année calculé sans tenir compte de la présente loi.

(30) Pour l'application de la présente partie, l'impôt payé par une fiducie en application de la partie XII.2 pour une année d'imposition doit être déduit dans le calcul de son revenu pour l'année.

Impôt prévu à la partie XII.2

(31) Pour l'application du paragraphe (13), le montant qui, par rapport à une année d'imposition d'une fiducie, est réputé par le paragraphe 210.2(3) payé par le bénéficiaire de la fiducie au titre de son impôt payable en vertu de la présente partie est réputé être un montant devenu payable par la fiducie au bénéficiaire à la fin de l'année sur le revenu de la fiducie pour l'année.»

Idem

(20) Les paragraphes (1), (4), (12), (14), (16) et (18) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes. Pour son application aux années d'imposition se terminant après

(19) Subsection 104(29) at present reads as follows:

“(29) Where a trust, in its return of income under this Part for a taxation year, designates an amount not exceeding the proportion of the amount, if any, by which

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount that would, but for paragraph 18(1)(l.1) or (m), be deductible in computing the income of the trust for the year or that is required to be included in computing its income for the year by virtue of paragraph 12(1)(o) or subsection 69(6) or (7)

exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount deductible in computing the income of the trust for the year under paragraph 20(1)(v.1) or that would, but for section 80.2, be included in computing its income for the year,

that

(c) the aggregate of all amounts each of which is a part of the income of the trust for the year computed without reference to the provisions of this Act (in this subsection referred to as the “trust-purpose income” for the year) that was payable in the year to a beneficiary of the trust or was included in computing the income of a beneficiary of the trust for the year by virtue of subsection 105(2)

is of

(d) the trust-purpose income for the year,

such designated amount shall, for the purposes of this section, be deemed to have been payable by the trust to particular beneficiaries of the trust in the year in such proportions as are designated by the trust in that return of income, provided that such proportions are reasonable having regard to the shares of the trust-purpose income of the trust for the year included in computing their incomes for the year.”

(19). — Texte actuel du paragraphe 104(29) :

«(29) Lorsqu'une fiducie, dans sa déclaration de revenu en vertu de la présente Partie pour une année d'imposition, désigne un montant qui ne dépasse pas la fraction de l'excédent, s'il y a lieu,

a) du total de tous les montants dont chacun est un montant qui, si ce n'était de l'alinéa 18(1)l.1), ou m), serait déductible dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année ou qui doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'alinéa 12(1)o) ou du paragraphe 69(6) ou (7)

sur

b) le total des montants dont chacun est un montant déductible dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année en vertu de l'alinéa 20(1)v.1) ou qui, si ce n'était l'article 80.2, serait inclus dans le calcul de son revenu pour l'année,

que représente

c) le total de tous les montants dont chacun est une partie du revenu de la fiducie pour l'année, calculé sans égard aux dispositions de la présente loi (dans le présent paragraphe appelé «revenu aux fins de la fiducie» pour l'année), qui était payable dans l'année à un bénéficiaire de la fiducie ou qui a été inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire de la fiducie pour l'année en vertu du paragraphe 105(2)

par rapport

d) au revenu aux fins de la fiducie pour l'année,

ce montant désigné doit, aux fins du présent article, être considéré comme ayant été payable par la fiducie à des bénéficiaires donnés de la fiducie dans l'année, selon les parts désignées par la fiducie dans cette déclaration de revenu à l'égard de chacun, pourvu que ces parts soient raisonnables compte tenu de la part de chacun du revenu aux fins de la fiducie pour l'année qui est incluse dans le calcul de son revenu pour l'année.»

taxation years ending after 1984 and before 1988, it shall be read as follows:

“(b) the beneficiary shall, for the purposes of sections 3, 74.3 and 111 as they apply for the purposes of section 110.6, be deemed to have a taxable capital gain for the year from the disposition by him in the year of capital property equal to the amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C}$$

where

A is the eligible taxable capital gains of 15 the trust for the designation year,

B is the designated amount, and

C is the net taxable capital gains of the trust for the designation year,

and for the purposes of section 110.6, those 20 capital properties shall be deemed to have been disposed of by the beneficiary in the year.”

(21) Subsection (2), subsection 104(7) of the said Act, as enacted by subsection (3), 25 subsections 104(13.1) and (13.2) of the said Act as enacted by subsection (5), subsections (6), (7), (9), (10), (13), (15), (17) and (19) are applicable to taxation years of trusts commencing after 1987.

(22) Subsection 104(7.1) of the said Act, as enacted by subsection (3), is applicable to the 1986 and subsequent taxation years of a trust, other than a trust created before 35 November 27, 1985 in which no beneficial interest is issued after 5:00 p.m. Eastern Standard Time on November 26, 1985 (unless the interest is issued on account of a distribution of the income of the trust in accordance with the terms of the trust in 40 effect on November 26, 1985).

(23) Subsection 104(13) of the said Act, as enacted by subsection (5), is applicable

1984 et avant 1988, l'alinéa 104(21.2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

«b) d'autre part, pour l'application des articles 3, 74.3 et 111 tels qu'ils s'appliquent à l'article 110.6, le bénéficiaire est 5 réputé avoir un gain en capital imposable pour l'année sur la disposition d'un bien en immobilisation qu'il a effectuée dans l'année, égal au montant calculé selon la formule suivante : 10

$$A \times \frac{B}{C}$$

où

A représente les gains en capital imposables admissibles de la fiducie pour l'année d'attribution;

B le montant attribué;

C les gains en capital imposables nets 20 de la fiducie pour l'année d'attribution,

et, pour l'application de l'article 110.6, ces biens en immobilisation sont réputés avoir fait l'objet d'une disposition par le 25 bénéficiaire au cours de l'année.»

(21) Le paragraphe (2), le paragraphe 104(7) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), les paragraphes 104(13.1) et (13.2) de la même loi, édictés par le paragraphe (5), 30 ainsi que les paragraphes (6), (7), (9), (10), (13), (15), (17) et (19) s'appliquent aux 30 années d'imposition de fiducies qui commencent après 1987.

(22) Le paragraphe 104(7.1) de la même 35 loi, édicté par le paragraphe (3), s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes des fiducies. Il ne s'applique toutefois aux fiducies constituées avant le 27 novembre 1985 dans lesquelles aucune participation 40 n'est émise après 17 heures, heure normale de l'Est, le 26 novembre 1985, que si une participation est émise dans le cadre d'une distribution du revenu de la fiducie conformément aux conditions de la fiducie en 45 vigueur le 26 novembre 1985.

(23) Le paragraphe 104(13) de la même loi, édicté par le paragraphe (5), s'applique

aux montants des versements payables au cours des années d'imposition de l'étranger qui commencent après 1987.

(24) Le paragraphe (18) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Pour ce qui est de l'application du paragraphe (18) de la même loi, édicté par la Loi de 1987, aux années d'imposition de l'étranger (18), aux années d'imposition de l'étranger commençant avant 1988, il est fait référence à ce paragraphe, dans la mesure où il s'agit de l'année qui a été choisie au Canada.

(25) Le paragraphe (11) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987.

(26) Le paragraphe (10) de l'article 127 s'applique au cas où l'impôt est payé par un particulier.

(27) Le paragraphe (10) de l'article 127 s'applique au cas où l'impôt est payé par un particulier.

(28) L'impôt payé par une personne ou un particulier est déductible, indépendamment de l'année d'imposition, de l'année d'imposition de l'étranger, dans la mesure où le contribuable a payé l'impôt dans l'année qui précède celle de l'imposition.

(29) L'impôt payé par une personne ou un particulier est déductible, indépendamment de l'année d'imposition, de l'année d'imposition de l'étranger, dans la mesure où le contribuable a payé l'impôt dans l'année qui précède celle de l'imposition.

(30) L'impôt payé par une personne ou un particulier est déductible, indépendamment de l'année d'imposition, de l'année d'imposition de l'étranger, dans la mesure où le contribuable a payé l'impôt dans l'année qui précède celle de l'imposition.

(31) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui commencent après 1987.

(32) Le paragraphe (1) de l'article 127 s'applique au cas où l'impôt est payé par un particulier.

(33) Le paragraphe (1) de l'article 127 s'applique au cas où l'impôt est payé par un particulier.

with respect to amounts that become payable in taxation years of foreign countries after 1987.

(24) Subsection (18) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in applying subsection 104(19) of the said Act, as amended by subsection (8) to taxation years of foreign countries beginning before 1988, subsection 104(19) of the said Act, as amended, shall be read without reference to the words "throughout which it was resident in Canada."

(25) Subsection (11) is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987.

(26) Subsection (10) of section 127 applies to the case where the tax is paid by an individual.

(27) Subsection (10) of section 127 applies to the case where the tax is paid by an individual.

(28) The tax paid by an individual or other person is deductible, regardless of the year of taxation, of the year of taxation of the foreign country, in the amount that the individual has paid in the year immediately preceding the year of taxation.

(29) The tax paid by an individual or other person is deductible, regardless of the year of taxation, of the year of taxation of the foreign country, in the amount that the individual has paid in the year immediately preceding the year of taxation.

(30) The tax paid by an individual or other person is deductible, regardless of the year of taxation, of the year of taxation of the foreign country, in the amount that the individual has paid in the year immediately preceding the year of taxation.

(31) Subsection (1) applies to taxation years beginning after 1987.

(32) Subsection (1) of section 127 applies to the case where the tax is paid by an individual.

(33) Subsection (1) of section 127 applies to the case where the tax is paid by an individual.

(34) Subsection (1) of section 127 applies to the case where the tax is paid by an individual.

(35) Subsection (1) of section 127 applies to the case where the tax is paid by an individual.

with respect to amounts that become payable in taxation years of trusts commencing after 1987.

aux montants devenus payables au cours des années d'imposition de fiducies qui commencent après 1987.

(24) Subsection (8) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in applying subsection 104(19) of the said Act, as enacted by subsection (8), to taxation years of trusts commencing before 1988, subsection 104(19) of the said Act, as so enacted, shall be read without reference to the words "throughout which it was resident in Canada".

(24) Le paragraphe (8) s'applique aux 5 années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application du paragraphe 104(19) de la même loi, édicté par le paragraphe (8), aux années d'imposition de fiducies commençant avant 1988, il est fait abstraction, à ce paragraphe, des mots «tout au long de laquelle elle a résidé au Canada».

(25) Subsection (11) is applicable to taxation years and fiscal periods ending after 1987.

(25) Le paragraphe (11) s'applique aux années d'imposition et aux exercices financiers qui se terminent après 1987.

73. (1) Subsection 105(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

73. (1) Le paragraphe 105(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Benefits under trust

“105. (1) The value of all benefits to a taxpayer during a taxation year from or under a trust, irrespective of when created, shall, subject to subsection (2), be included in computing his income for the year except to the extent that the value

«105. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la valeur de tous les avantages conférés à un contribuable pendant une année d'imposition par une fiducie ou en vertu d'une fiducie, indépendamment de quand celle-ci a été constituée, doit être incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, sauf dans la mesure où la valeur des avantages :

Avantages provenant de fiducies

(a) is otherwise required to be included in computing his income for a taxation year, or

25

(b) has been deducted under paragraph 53(2)(h) in computing the adjusted cost base of his interest in the trust or would be so deducted if that paragraph

a) doit être incluse par ailleurs dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition; ou

(i) applied in respect of the taxpayer's interest in the trust, and
(ii) were read without reference to clause (i.1)(B) thereof.”

35

b) a été déduite en application de l'alinéa 53(2)h) dans le calcul du prix de base rajusté de la participation du contribuable dans la fiducie ou l'aurait été si cet alinéa s'était appliqué à cette participation et s'il n'avait pas été tenu compte de la division 53(2)h)(i.1)(B).»

25

(2) Subsection (1) is applicable with respect to benefits received from trusts in taxation years of the trusts commencing after 1987.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux avantages reçus de fiducies au cours de leurs années d'imposition qui commencent après 1987.

74. (1) All that portion of subsection 106(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

74. (1) Le passage du paragraphe 106(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Income interest in trust

“106. (1) Where an amount in respect of a taxpayer's income interest in a trust has been included in computing his income

«106. (1) Lorsqu'une somme relative à la participation d'un contribuable au revenu d'une fiducie est incluse en applica-

Participation au revenu d'une fiducie

45

Clause 73: (1) Subsection 105(1) at present reads as follows:

"105. (1) The value of all benefits (other than a distribution or payment of capital) to a taxpayer during a taxation year from or under a trust, contract, arrangement or power of appointment, irrespective of when made or created, shall, subject to subsection (2), be included in computing his income for the year."

Clause 74: (1) The relevant portion of subsection 106(1) at present reads as follows:

"106. (1) Where an amount in respect of a taxpayer's income interest in a trust has been included in computing his income for a taxation year by virtue of subsection (2) or 104(13), except to the extent that an amount in respect thereof has been deducted in computing the taxpayer's taxable income pursuant to subsection 112(1), 110.1(1) or 138(6), there may be deducted in computing his income for the year the lesser of"

Article 73, (1). — Texte actuel du paragraphe 105(1) :

"105. (1) La valeur de tous les avantages (autres qu'une attribution ou un paiement de capital), qu'un contribuable a reçus, pendant une année d'imposition, d'une fiducie ou en exécution d'une fiducie, d'un contrat, d'une entente ou d'un pouvoir de désignation, indépendamment de la date à laquelle ils ont été faits ou créés, est incluse dans le calcul de son revenu pour l'année, sous réserve des dispositions du paragraphe (2)."

Article 74, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 106(1) :

"106. (1) Lorsqu'une somme relative à la participation d'un contribuable au revenu d'une fiducie est incluse en vertu du paragraphe (2) ou 104(13) dans le calcul du revenu de ce contribuable pour une année d'imposition, la moins élevée des deux sommes suivantes est déductible dans ce calcul, sauf dans la mesure où une somme relative à cette participation est déjà déduite dans le calcul du revenu imposable du contribuable conformément au paragraphe 112(1), 110.1(1) ou 138(6) :"

for a taxation year by reason of subsection (2) or 104(13), except to the extent that an amount in respect thereof has been deducted in computing the taxpayer's taxable income pursuant to subsection 112(1) or 138(6), there may be deducted in computing his income for the year the lesser of"

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

75. (1) Paragraph 107(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) where the trust is a personal trust, for the purposes of computing his taxable capital gain, if any, from the disposition of the interest or part thereof, as the case may be, the adjusted cost base to him thereof immediately before the disposition shall be deemed to be an amount equal to the greater of the adjusted cost base to him thereof otherwise determined immediately before that time and the cost amount to him thereof immediately before that time,"

(2) All that portion of subsection 107(2) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(2) Where at any time any property of a personal trust or a prescribed trust has been distributed by the trust to a taxpayer who was a beneficiary under the trust in satisfaction of all or any part of his capital interest in the trust, the following rules apply:"

(3) Section 107 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

"(2.1) Where at any time any property of a trust has been distributed by the trust to a beneficiary under the trust in satisfaction of all or any part of his capital interest in the trust or in satisfaction of a right described in subsection 52(6) and subsection (2) is not applicable in respect of the

tion du paragraphe (2) ou 104(13) dans le calcul du revenu de ce contribuable pour une année d'imposition, la moins élevée des deux sommes suivantes est déductible dans ce calcul, sauf dans la mesure où une somme relative à cette participation a déjà été déduite dans le calcul du revenu imposable du contribuable conformément au paragraphe 112(1) ou 138(6) :»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 10 années d'imposition 1988 et suivantes.

75. (1) L'alinéa 107(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) pour calculer son gain en capital imposable éventuel provenant de la disposition de la participation, s'il s'agit d'une participation dans une fiducie personnelle, le prix de base rajusté de celle-ci, pour lui, immédiatement avant la disposition, est réputé égal au plus élevé des deux montants suivants : le prix de base rajusté de celle-ci, pour lui, déterminé par ailleurs, immédiatement avant cette date ou le coût indiqué de celle-ci, pour lui, immédiatement avant cette date.»

(2) Le passage du paragraphe 107(2) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Les règles suivantes s'appliquent dans le cas où, à une date donnée, une fiducie personnelle ou une fiducie visée par règlement distribue des biens à un contribuable bénéficiaire, en règlement de tout ou partie de la participation de celui-ci au capital de la fiducie :»

(3) L'article 107 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(2.1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, les règles suivantes s'appliquent dans le cas où le paragraphe (2) ne s'applique pas à une distribution de biens effectuée à une date donnée, par une fiducie à un bénéficiaire, en règlement de tout ou partie de la parti-

Capital interest distribution by personal or prescribed trust

Other distributions

Distribution par les fiducies personnelles ou visées par règlement en règlement de la participation au capital

Distribution de capital par les fiducies commerciales

Clause 75: (1) This amendment would add the underlined words.

(2) This amendment would substitute the underlined words for "trust".

(3) and (4) New.

Article 75, (1). — Texte actuel de l'alinéa 107(1)a :

«a) pour calculer son gain en capital imposable, si gain il y a, réalisé en disposant de la participation ou de cette partie de cette dernière, selon le cas, le prix de base rajusté de celle-ci, pour lui, immédiatement avant la disposition, est réputé égal au plus élevé des deux montants suivants : le prix de base rajusté de celle-ci, pour lui, déterminé par ailleurs, immédiatement avant cette date ou le coût indiqué de celle-ci, pour lui, immédiatement avant cette date.»

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 107(2) :

«(2) Lorsque, à une date quelconque, des biens d'une fiducie ont été attribués par cette dernière à un contribuable, qui en était un bénéficiaire, en paiement de la totalité ou d'une partie de sa participation au capital de la fiducie, les règles suivantes s'appliquent :»

(3) et (4). — Nouveau.

distribution, notwithstanding any other provision of this Act, the following rules apply:

- (a) the trust shall be deemed to have disposed of the property for proceeds equal to its fair market value at that time;
- (b) the beneficiary shall be deemed to have acquired the property at a cost equal to that fair market value; and
- (c) the beneficiary shall be deemed to have disposed of the interest or part thereof in the trust or the right, as the case may be, for proceeds of disposition equal to the cost at which he is deemed by paragraph (b) to have acquired the property.”

icipation de celui-ci au capital de la fiducie ou en règlement d'un droit visé au paragraphe 52(6) :

- a) la fiducie est réputée disposer des biens pour un produit égal à leur juste valeur marchande à cette date;
- b) le bénéficiaire est réputé acquérir les biens à un coût égal à cette juste valeur marchande;
- c) le bénéficiaire est réputé disposer de tout ou partie de sa participation dans la fiducie ou du droit, selon le cas, pour un produit de disposition égal au coût auquel il est réputé, par l'alinéa b), acquérir les biens.»

(4) Section 107 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4) thereof, the following subsection:

(4) L'article 107 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Where subsection 75(2) applicable to trust

“(4.1) Where any property of a personal trust or a prescribed trust is distributed by the trust to a taxpayer who was a beneficiary under the trust in satisfaction of all or any part of his capital interest in the trust and

- (a) subsection 75(2) was applicable at any time in respect of any property of the trust,
- (b) the taxpayer was a person other than
 - (i) the person from whom the trust directly or indirectly received the property, or property for which the property was substituted, or
 - (ii) an individual in respect of whom subsection 73(1) would be applicable on the transfer of capital property from the person described in subparagraph (i), and
- (c) the person described in subparagraph (b)(i) was alive at the time the property was distributed,

notwithstanding paragraphs (2)(a) to (c), the rules described in paragraphs (4)(d) to (f) apply.”

«(4.1) Par dérogation aux alinéas (2)a) à c), les règles prévues aux alinéas (4)d) à f) s'appliquent lorsqu'une fiducie personnelle ou une fiducie visée par règlement distribue un de ses biens à un contribuable bénéficiaire, en règlement de tout ou partie de la participation de celui-ci au capital de la fiducie, et que les conditions suivantes sont réunies :

- a) le paragraphe 75(2) s'applique aux biens de la fiducie à une date donnée;
- b) le contribuable est une personne :
 - (i) autre qu'une personne de qui la fiducie reçoit, directement ou indirectement, le bien ou un bien qui lui est substitué,
 - (ii) autre qu'un particulier auquel le paragraphe 73(1) serait applicable au transfert d'un bien en immobilisation de la personne visée au sous-alinéa (i);
- c) la personne visée au sous-alinéa b)(i) est en vie au moment où le bien est distribué.»

Cas d'application du paragraphe 75(2) à une fiducie

(5) All that portion of subsection 107(5) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(5) Le passage du paragraphe 107(5) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Distribution to non-resident

“(5) Where subsection (2) is applicable in respect of the distribution by a trust of any property (other than a Canadian resource property or property that is or would, if at no time in the taxation year of the trust in which it was so distributed the trust had been resident in Canada, be taxable Canadian property) to a non-resident taxpayer (including a partnership other than a Canadian partnership) who was a beneficiary under the trust, notwithstanding paragraphs (2)(a) to (c), the following rules apply:”

«(5) Par dérogation aux alinéas (2)a) à c), les règles suivantes s'appliquent dans le cas où le paragraphe (2) s'applique à une distribution par une fiducie de biens qui ne sont ni des avoirs miniers canadiens, ni des biens canadiens imposables, ni des biens qui seraient des biens canadiens imposables si la fiducie n'avait résidé au Canada à aucun moment de l'année d'imposition au cours de laquelle elle distribue les biens, à un contribuable bénéficiaire qui ne réside pas au Canada ou à une société bénéficiaire qui n'est pas une société canadienne :»

Distribution de capital par les fiducies personnelles à des bénéficiaires non résidents

(6) Subsection (1) is applicable in respect of dispositions after 1987 other than a disposition of an interest in a trust, the units of which were listed on October 1, 1987 on a prescribed stock exchange, before the earlier of

(6) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions de participations effectuées après 1987, à l'exclusion des dispositions de participations dans des fiducies, dont les unités sont cotées avant le 2 octobre 1987 à une bourse de valeurs visée par règlement, effectuées avant le premier en date des jours suivants :

- (a) January 1, 1990, and
(b) any date after October 1, 1987 on which a beneficial interest in the trust is issued.

- a) le 1^{er} janvier 1990;
b) le jour, postérieur au 1^{er} octobre 1987, où une participation dans la fiducie est émise.

(7) Subsection (2) is applicable with respect to distributions after 1987 other than a distribution by a trust, the units of which were listed on October 1, 1987 on a prescribed stock exchange, before the earlier of

(7) Le paragraphe (2) s'applique aux distributions effectuées après 1987, à l'exclusion des distributions par des fiducies, dont les unités sont cotées avant le 2 octobre 1987 à une bourse de valeurs visée par règlement, effectuées avant le premier en date des jours suivants :

- (a) January 1, 1990, and
(b) any date after October 1, 1987 on which a beneficial interest in the trust is issued.

- a) le 1^{er} janvier 1990;
b) le jour, postérieur au 1^{er} octobre 1987, où une participation dans la fiducie est émise.

(8) Subsections (3) and (5) are applicable with respect to distributions of properties by trusts after 1987.

(8) Les paragraphes (3) et (5) s'appliquent aux distributions de biens effectuées par les fiducies après 1987.

(9) Subsection (4) is applicable with respect to distributions of properties by trusts after 1988.

(9) Le paragraphe (4) s'applique aux distributions de biens effectuées par les fiducies après 1988.

(5) The relevant portion of subsection 107(5) at present reads as follows:

“(5) Where subsection (2) is applicable in respect of the distribution by a trust of any property of the trust to a non-resident taxpayer who was a beneficiary under the trust and the property was not taxable Canadian property or property that would be taxable Canadian property if at no time in the taxation year of the trust in which it was so distributed the trust had been resident in Canada, notwithstanding paragraphs (2)(a) to (c), the following rules apply:”

(5). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 107(5) :

«(5) Lorsque le paragraphe (2) s'applique à des biens de fiducie, attribués par cette dernière à un contribuable non résidant, bénéficiaire en vertu de cette fiducie, et que les biens n'étaient pas des biens canadiens imposables ou des biens qui seraient des biens canadiens imposables si la fiducie n'avait, à aucun moment de l'année d'imposition de la fiducie durant laquelle les biens furent ainsi attribués, résidé au Canada, nonobstant les alinéas (2a) à c), les règles suivantes s'appliquent :»

76. (1) Paragraph 108(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“accumulating income”
«revenu accumulé»

“(a) “accumulating income” of a trust for a taxation year means the amount that would, but for subsection 104(12) and, where the trust is a trust described in paragraph 104(4)(a), subsections 104(4), (5), (5.2) and 107(4), be its income for the year;”

(2) All that portion of paragraph 108(1)(c) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“capital interest”
«participation au capital»

“(c) “capital interest” of a taxpayer in a trust means

(i) in the case of a personal trust or a prescribed trust, a right (whether immediate or future and whether absolute or contingent) of the taxpayer as a beneficiary under the trust to, or to receive, all or any part of the capital of the trust, and”

(3) All that portion of paragraph 108(1)(d) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“cost amount”
«coût indiqué»

“(d) notwithstanding the definition of “cost amount” in subsection 248(1), “cost amount” to a taxpayer at any time of a capital interest or part thereof, as the case may be, in a trust (other than a trust that is a foreign affiliate of the taxpayer) means,”

(4) Paragraph 108(1)(d.1) of the said Act is repealed.

(5) Paragraph 108(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“income interest”
«participation au revenu»

“(e) “income interest” of a taxpayer in a trust means a right (whether immediate or future and whether absolute or contingent) of the taxpayer as a

76. (1) L’alinéa 108(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) «revenu accumulé» s’agissant du revenu accumulé d’une fiducie pour une année d’imposition, s’entend du revenu de la fiducie pour l’année calculé sans tenir compte du paragraphe 104(12) et, s’il s’agit d’une fiducie visée à l’alinéa 104(4)a), sans tenir compte des paragraphes 104(4), (5), (5.2) et 107(4);»

«revenu accumulé»
“accumulating income”

(2) L’alinéa 108(1)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) «participation au capital» s’agissant de la participation d’un bénéficiaire au capital d’une fiducie, s’entend :

«participation au capital»
“capital interest”

(i) dans le cas d’une fiducie personnelle ou d’une fiducie visée par règlement, d’un droit, immédiat ou futur, conditionnel ou non, du bénéficiaire de la fiducie à tout ou partie du capital de la fiducie ou à recevoir tout ou partie du capital de la fiducie,
(ii) dans les autres cas, d’un droit du bénéficiaire de la fiducie;»

(3) Le passage de l’alinéa 108(1)d) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) «coût indiqué» lorsqu’il s’agit du coût indiqué, à une date donnée, de tout ou partie d’une participation d’un contribuable au capital d’une fiducie — qui n’est pas une corporation étrangère affiliée du contribuable —, s’entend, par dérogation à la définition de «coût indiqué» au paragraphe 248(1) :»

«coût indiqué»
“cost amount”

(4) Le sous-alinéa 108(1)d.1) de la même loi est abrogé.

(5) L’alinéa 108(1)e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) «participation au revenu» s’agissant de la participation d’un bénéficiaire au revenu d’une fiducie, s’entend du droit, immédiat ou futur, conditionnel ou non,

«participation au revenu»
“income interest”

Clause 76: (1) Paragraph 108(1)(a) at present reads as follows:

“(a) “accumulating income” of a trust for a taxation year means the amount that, but for subsections 104(8) and (12), would be its income for the year less, where the trust is a trust described in paragraph 104(4)(a), such amount, if any, as is included in computing the income of the trust for the taxation year by virtue of a deemed disposition after November 12, 1981 under subsection 104(4), (5), or 107(4);”

(2) The relevant portion of paragraph 108(1)(c) at present reads as follows:

“(c) “capital interest” of a taxpayer in a trust means

(i) in the case of a testamentary trust or a trust no beneficial interest in which was acquired for consideration payable directly or indirectly to the trust or to any person who has made a contribution to the trust by way of a transfer, assignment or other disposition of property, a right (whether immediate or future and whether absolute or contingent) of the taxpayer as a beneficiary under the trust to, or to receive, all or any part of the capital of the trust, and

(ii) in any other case, a right of the taxpayer as a beneficiary under the trust,”

(3) The relevant portion of paragraph 108(1)(d) at present reads as follows:

“(d) “cost amount” of any capital interest or part thereof, as the case may be, of a taxpayer in any trust (other than a trust that is a foreign affiliate of the taxpayer) at any time means,”

(4) Paragraph 108(1)(d.1) reads as follows:

“(d.1) “designated income” of a trust for a taxation year means the amount that would, but for subsections 20(16), 104(6) and (12) and 105(2) and any regulations made under paragraph 20(1)(a), be the income of the trust for the taxation year determined under section 3 if

(i) it had not income other than incomes from real properties in Canada, incomes from timber resource properties, incomes from Canadian resource properties, incomes from businesses carried on in Canada and taxable capital gains from dispositions described in subparagraph (ii),

Article 76, (1). — Texte actuel de l’alinéa 108(1)a) :

«a) «revenu accumulé» d’une fiducie pour une année d’imposition s’entend du montant qui, sans les paragraphes 104(8) et (12), représenterait son revenu pour l’année moins, s’il s’agit d’une fiducie visée à l’alinéa 104(4)a), le montant éventuel inclus dans le calcul du revenu de la fiducie pour l’année d’imposition à cause d’une disposition réputée, en vertu du paragraphe 104(4), (5) ou 107(4), effectuée après le 12 novembre 1981;»

(2). — Texte actuel de l’alinéa 108(1)c) :

«c) «participation au capital» s’entend :

(i) du droit — immédiat ou futur, absolu ou conditionnel — d’un contribuable en tant que bénéficiaire d’une fiducie à tout ou partie du capital de celle-ci ou de recevoir ce tout ou cette partie, s’il s’agit d’une fiducie testamentaire ou d’une fiducie dont les participations sont acquises sans contrepartie payable directement ou indirectement à la fiducie ou à une personne qui fournit un apport à celle-ci sous forme de transfert, cession ou autre disposition de biens,

(ii) d’un droit du contribuable en tant que bénéficiaire de la fiducie, dans les autres cas;»

(3). — Texte actuel du passage visé de l’alinéa 108(1)d) :

«d) «coût indiqué» d’une participation au capital d’une fiducie ou d’une partie de cette participation, selon le cas, (à l’exclusion d’une fiducie qui est une corporation étrangère affiliée du contribuable) pour un contribuable, à une date quelconque, signifie,»

(4). — Texte du sous-alinéa 108(1)d.1) :

«d.1) «revenu désigné» d’une fiducie pour une année d’imposition désigne la somme qui, sans les paragraphes 20(16), 104(6) et (12) et 105(2) ou tous règlements établis en vertu de l’alinéa 20(1)a), serait le revenu de la fiducie pour l’année d’imposition déterminé aux termes de l’article 3 si

(i) elle n’avait d’autre revenu que ceux provenant de biens immeubles situés au Canada, d’avoirs forestiers, d’avoirs miniers canadiens, d’entreprises qu’elle exploite au Canada et que des gains en capital imposables provenant de dispositions visées au sous-alinéa (ii),

beneficiary under a personal trust to, or to receive, all or any part of the income of the trust;”

du bénéficiaire d'une fiducie personnelle à tout ou partie du revenu de la fiducie ou à recevoir tout ou partie du revenu de la fiducie;»

(6) Subsection 108(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (g) thereof, the following paragraphs:

(6) Le paragraphe 108(1) de la même loi 5 est modifié par insertion, après l'alinéa g), de ce qui suit :

“qualified farm property”
«bien agricole admissible»

“(g.1) “qualified farm property” of an individual has the meaning assigned by subsection 110.6(1);

«g.1) «bien agricole admissible» s'entend au sens du paragraphe 110.6(1);

«bien agricole admissible»
“qualified farm property”

“qualified small business corporation share”
«action admissible de petite entreprise»

(g.2) “qualified small business corporation share” of an individual has the meaning assigned by subsection 110.6(1);”

g.2) «action admissible de petite entreprise» s'entend au sens du paragraphe 110.6(1);»

«qualified farm property”
admissible de petite entreprise»
“qualified small business corporation share”

(7) All that portion of paragraph 108(1)(j) the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(7) Le passage de l'alinéa 108(1)j) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

“trust”
«fiducie»

“(j) “trust” includes an inter vivos trust and a testamentary trust but, in subsections 104(4), (5), (5.2), (12), (14) and (15), does not include a unit trust and in subsections 104(4), (5), (5.2), (12), (13.1), (13.2), (14) and (15) and sections 105 to 107, does not include” 25

«j) «fiducie» comprend tant la fiducie non testamentaire que la fiducie testamentaire, mais, aux paragraphes 104(4), (5), (5.2), (12), (14) et (15), ne comprend pas une fiducie d'investissement à participation unitaire et aux paragraphes 104(4), (5), (5.2), (12), (13.1), (13.2), (14) et (15) ainsi qu'aux articles 105 à 107, ne comprend pas :»

«fiducie»
“trust”

(8) Subsection 108(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(8) Le paragraphe 108(3) de la même loi 25 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Meaning of
“income” of
trust

“(3) For the purposes of paragraph (1)(e), the income of a trust is its income 30 computed without reference to the provisions of this Act and, for the purposes of subparagraphs 70(6)(b)(i), 73(1)(c)(i) and 104(4)(a)(iii), the income of a trust is its income computed without reference to 35 the provisions of this Act, minus any dividends included therein

«(3) Pour l'application de l'alinéa (1)e), le revenu d'une fiducie est son revenu calculé sans égard aux dispositions de la présente loi et, pour l'application des sous-alinéas 70(6)b(i), 73(1)c(i) et 104(4)a(iii), le revenu d'une fiducie est son revenu calculé sans égard aux dispositions de la présente loi moins les dividendes inclus dans ce revenu soit qui, à cause 35 de l'article 83, ne sont pas inclus dans le calcul du revenu de la fiducie aux fins des autres dispositions de la présente loi, soit qui sont visés au paragraphe 131(1), soit auxquels le paragraphe 131(1) s'applique 40 à cause du paragraphe 130(2).»

Signification de
«revenu d'une fiducie»

(a) that are amounts not included by reason of section 83 in computing the income of the trust for the purposes of 40 the other provisions of this Act;

(b) that are described in subsection 131(1); or

(c) to which subsection 131(1) applies by reason of subsection 130(2).” 45

(ii) the only taxable capital gains and allowable capital losses referred to in paragraph 3(b) were from dispositions of property that would have been taxable Canadian property if at no time in the year the trust had been resident in Canada, and

(iii) the only losses referred to in paragraph 3(d) were losses from real properties in Canada, losses from timber resource properties and losses from businesses carried on in Canada;”

(5) Paragraph 108(1)(e) at present reads as follows:

“(e) “income interest” of a taxpayer in a trust means a right (whether immediate or future and whether absolute or contingent) of the taxpayer as a beneficiary under a trust referred to in subparagraph (c)(i) to, or to receive, all or any part of the income of the trust;”

(6) New.

(7) The relevant portion of paragraph 108(1)(j) at present reads as follows:

“(j) “trust” includes an *inter vivos* trust and a testamentary trust but, in subsections 104(4), (5), (12), (14) and (15) and sections 105 to 107, does not include

(i) a unit trust;”

(8) Subsection 108(3) at present reads as follows:

“(3) For the purposes of subparagraphs 70(6)(b)(i), 73(1)(c)(i) and 104(4)(a)(iii), the income of a trust is its income computed without reference to the provisions of this Act, minus any dividends otherwise included therein that are described in section 83 or subsection 131(1) or to which subsection 131(1) applies by virtue of subsection 130(2), and, for the purposes of paragraph 108(1)(e), the income of a trust is its income computed without reference to the provisions of this Act.”

(ii) les seuls gains en capital imposables et les seules pertes en capital déductibles mentionnés à l’alinéa 3b) provenaient de dispositions de biens qui auraient été des biens canadiens imposables si la fiducie n’avait, à aucun moment au cours de l’année, résidé au Canada, et

(iii) les seules pertes mentionnées à l’alinéa 3d) étaient des pertes provenant de biens immobiliers situés au Canada, d’avoirs forestiers et d’entreprises qu’elle exploite au Canada;»

(5). — Texte actuel de l’alinéa 108(1)e) :

«e) «participation au revenu» s’entend du droit — immédiat ou futur, absolu ou conditionnel — d’un contribuable, en tant que bénéficiaire d’une fiducie visée au sous-alinéa c)(i), à tout ou partie du revenu de cette fiducie ou de recevoir ce tout ou cette partie;»

(6). — Nouveau.

(7). — Texte actuel du passage visé de l’alinéa 108(1)j) :

«j) «fiducie» comprend une fiducie non testamentaire et une fiducie testamentaire, mais, aux paragraphes 104(4), (5), (12), (14) et (15), et aux articles 105 à 107, ne comprend pas

(i) une fiducie d’investissement à participation unitaire.»

(8). — Texte actuel du paragraphe 108(3) :

«(3) Aux fins des sous-alinéas 70(6)b)(i), 73(1)c)(i) et 104(4)a)(iii), le revenu d’une fiducie est son revenu calculé sans égard aux dispositions de la présente loi, moins tous dividendes y inclus par ailleurs qui sont visés à l’article 83 ou au paragraphe 131(1) ou auxquels s’applique le paragraphe 131(1) en vertu du paragraphe 130(2), et, aux fins de l’alinéa 108(1)e), le revenu d’une fiducie est son revenu calculé sans égard aux dispositions de la présente loi.»

(9) All that portion of subsection 108(5) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“but, for greater certainty, nothing in this subsection shall affect the application of subsection 56(4.1) and sections 74 to 75.”

(10) Subsections (1) and (7) are applicable to taxation years of trusts commencing after 1987.

(11) Subsections (2) and (5) are applicable in respect of interests created or materially altered after January 31, 1987 that were acquired after 10:00 p.m. Eastern Standard Time on February 6, 1987.

(12) Subsections (3) and (4) are applicable after 1987.

(13) Subsection (6) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(14) Subsection (8) is applicable with respect to dividends paid after 4 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987.

(15) Subsection (9) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

77. (1) Section 109 of the said Act is repealed.

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

78. (1) Paragraphs 110(1)(a), (b), (b.1) and (c) of the said Act are repealed.

(2) All that portion of paragraph 110(1)(d) of the said Act following subparagraph (iv) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“an amount equal to $\frac{1}{4}$ of the amount of the benefit deemed by subsection 7(1) to have been received by the taxpayer in the year in respect of the share or the transfer or other disposition of the rights under the agreement;”

(3) All that portion of paragraph 110(1)(d.1) of the said Act following subparagraph (iii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(9) Le passage du paragraphe 108(5) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«il est entendu cependant que rien au présent paragraphe ne modifie l'application du paragraphe 56(4.1) et des articles 74 à 75.»

(10) Les paragraphes (1) et (7) s'appliquent aux années d'imposition de fiducies qui commencent après 1987.

(11) Les paragraphes (2) et (5) s'appliquent aux participations émises ou modifiées de façon importante après janvier 1987 qui ont été acquises après 22 heures, heure normale de l'Est, le 6 février 1987.

(12) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent après 1987.

(13) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(14) Le paragraphe (8) s'applique aux dividendes versés après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987.

(15) Le paragraphe (9) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes.

77. (1) L'article 109 de la même loi est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

78. (1) Les alinéas 110(1)a), b), b.1) et c) de la même loi sont abrogés.

(2) Le passage de l'alinéa 110(1)d) de la même loi qui suit le sous-alinéa (iv) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«un montant égal à $\frac{1}{4}$ de la valeur de l'avantage réputé reçu, en application du paragraphe 7(1), par le contribuable au cours de l'année au titre de l'action ou au titre du transfert ou d'une autre forme de disposition des droits en vertu de la convention;»

(3) Le passage de l'alinéa 110(1)d.1) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(9) This amendment would add a reference to subsection 56(4.1).

(9). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 56(4.1).

Clause 77: (1) Section 109 reads as follows:

“**109.** (1) For the purpose of computing the taxable income of an individual for a taxation year, there may be deducted such of the following amounts as are applicable:

(a) in the case of an individual who, during the year, was a married person who supported his spouse, an amount equal to the aggregate of

- (i) \$1,600, and
- (ii) \$1,400 less the amount, if any, by which the spouse's income for the year or, where the individual was living apart from his spouse at the end of the year by reason of a breakdown of their marriage, the spouse's income for the year while married, exceeds \$200;

(b) in the case of an individual not entitled to a deduction under paragraph (a) who, during the year,

- (i) was an unmarried person or a married person who neither supported nor lived with his spouse and was not supported by his spouse, and
- (ii) whether by himself or jointly with one or more other persons, maintained a self-contained domestic establishment (in which the individual lived) and actually supported therein a person who, during the year, was

(A) except in the case of a child of the individual, resident in Canada,

(B) wholly dependent for support on the taxpayer, or the taxpayer and such person or persons, as the case may be, and

Article 77, (1). — Texte de l'article 109 :

«**109.** (1) Aux fins du calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, il peut être déduit celles des sommes suivantes qui sont appropriées :

a) dans le cas d'un particulier qui, pendant l'année, était une personne mariée subvenant aux besoins de son conjoint, une somme égale au total de

- (i) 1 600 \$, et
- (ii) 1 400 \$ moins l'excédent éventuel du revenu du conjoint pour l'année ou, si le particulier et son conjoint vivaient séparément à la fin de l'année pour cause d'échec du mariage, du revenu du conjoint pour l'année pendant le mariage, sur 200 \$;

b) dans le cas d'un particulier qui n'a pas droit à une déduction aux termes de l'alinéa a), qui, durant l'année, était

- (i) une personne mariée qui ne subvenait pas aux besoins de son conjoint, ne vivait pas avec lui et n'était pas à sa charge ou une personne non mariée, et
- (ii) qui, seul ou conjointement avec une ou plusieurs autres personnes, tenait un établissement domestique autonome (où ce particulier vivait) et y subvenait effectivement aux besoins d'une personne qui, durant l'année,

(A) sauf dans le cas d'un enfant du particulier, résidait au Canada,

(B) était entièrement à la charge du contribuable, ou du contribuable et d'une ou de ces personnes, selon le cas, et

“an amount equal to $\frac{1}{4}$ of the amount of the benefit;”

(4) Paragraph 110(1)(d.2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d.2) where the taxpayer has, under paragraph 35(1)(d), included an amount in his income for the year in respect of a share received after May 22, 1985, an amount equal to $\frac{1}{4}$ of that amount unless that amount is exempt from income tax in Canada by reason of a provision contained in a tax convention or agreement with another country that has the force of law in Canada;”

(5) Paragraph 110(1)(d.3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d.3) where the taxpayer has, under subsection 147 (10.4), included an amount in computing his income for the year, an amount equal to $\frac{1}{4}$ of that amount;”

(6) Paragraphs 110(1)(e) and (e.1) of the said Act are repealed.

(7) Subparagraph 110(1)(f)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) a social assistance payment made on the basis of a means, needs or income test by a registered charity or under a program (other than a prescribed program) provided for by an Act of the Parliament of Canada or a law of a province where the payment is received by the individual in respect of whom the social assistance was provided or by a person who, at the time the payment was made, resided with the individual,”

(8) Paragraphs 110(1)(g) and (h) of the said Act are repealed.

(9) Subsection 110(1) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (i) thereof, by adding the word “and” at the end of para-

«d.1) $\frac{1}{4}$ de la valeur de l'avantage dans le cas où le contribuable :»

(4) L'alinéa 110(1)d.2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d.2) $\frac{1}{4}$ de la somme qu'un contribuable a incluse en application de l'alinéa 35(1)d), le cas échéant, dans le calcul de son revenu pour l'année au titre d'une action qu'il a reçue après le 22 mai 1985, sauf si cette somme est exonérée de l'impôt sur le revenu au Canada à cause d'une disposition de quelque convention ou accord fiscal conclu avec un autre pays et qui a force de loi au Canada;»

(5) L'alinéa 110(1)d.3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d.3) $\frac{1}{4}$ de l'excédent que le contribuable a inclus en application du paragraphe 147(10.4), le cas échéant, dans le calcul de son revenu pour l'année;»

(6) Les alinéas 110(1)e) et e.1) de la même loi sont abrogés.

(7) Le sous-alinéa 110(1)f)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) une prestation d'assistance sociale versée, compte tenu des ressources, des besoins ou des revenus, par un organisme de charité enregistré ou dans le cadre d'un programme, sauf un programme visé par règlement, établi par une loi fédérale ou provinciale, si la prestation est reçue par le particulier au titre duquel elle a été versée ou par une personne qui, au moment du versement, habitait avec le particulier.»

(8) Les alinéas 110(1)g) et h) de la même loi sont abrogés.

(9) Le paragraphe 110(1) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Idem

5 Actions de prospecteur ou de commanditaire en prospection

15

Actions d'employeur

Prospector's and grubstaker's shares

Employer's shares

(C) connected, by blood relationship, marriage or adoption, with the taxpayer, or the taxpayer and such person or persons, as the case may be,

an amount equal to the aggregate of

(iii) \$1,600, and

(iv) \$1,400 less the amount, if any, by which the income for the year of the dependant person exceeds \$200;

(c) in the case of an individual not entitled to a deduction under paragraph (a) or (b), \$1,600;

(d) for each dependant of the individual for the year, an amount equal to,

(i) if the dependant has not attained the age of 18 years before the end of the year, the amount, if any, by which

(A) 12 times the family allowance payable for a month in the year under subsection 3(1) of the *Family Allowances Act, 1973* in respect of a child

exceeds

(B) 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the dependant exceeds the amount by which \$1,600 exceeds twice the amount determined under clause (A) for the year, and

(ii) if the dependant has attained the age of 18 years before the end of the year,

(A) in the case of a person dependent on the individual by reason of mental or physical infirmity, \$550 less the amount, if any, by which the income for the year of the dependant exceeds \$1,050, and

(B) in any other case, the amount, if any, by which

(I) twice the amount determined under clause (i)(A) for the year

exceeds

(II) 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the dependant exceeds the amount by which \$1,600 exceeds twice the amount determined under subclause (I) for the year,

but not exceeding, where the dependant is, in respect of the individual or his spouse, a person referred to in subparagraph (6)(b)(iii) or (iv), the amounts expended by the individual during the year for the support of that dependant;

(e) (Repealed by 1986, c.6, S.54(3).)

(f) (Repealed by 1986, c.6, S.54(3).)

(g) (Repealed by 1986, c.6, S.54(3).)

(h) in the case of an individual who, before the end of the year, has attained the age of 65 years, \$1,000; and

(i) (Repealed by 1976-77, c.4, S.42(2).)

(2) For the purpose of a deduction under paragraph (1)(b), the following rules apply:

(a) no deduction may be made under that paragraph by an taxpayer in respect of more than one person;

(b) where a taxpayer is entitled to a deduction under that paragraph in respect of any person described therein neither the taxpayer nor any other taxpayer is entitled to a deduction under paragraph (1)(d) in respect of that person; and

(c) no more than one taxpayer is entitled to a deduction under that paragraph in respect of the same person or the same domestic establishment, and in the event of failure on the part of two or more taxpayers otherwise entitled to a deduction under that paragraph to agree as to the taxpayer by whom the deduction may be made, no deduction thereunder may be made by either or any of them.

(C) était unie au contribuable, ou au contribuable et à une ou ces personnes, selon le cas, par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption,

une somme égale au total de

(iii) 1 600 \$, et

(iv) 1 400 \$ moins l'excédent éventuel du revenu, pour l'année, de cette personne à charge sur 200 \$;

c) dans le cas d'un particulier n'ayant pas droit à une déduction en vertu de l'alinéa a) ou de l'alinéa b), 1 600 \$;

d) pour chaque personne à charge du particulier pour l'année :

(i) si la personne à charge n'atteint pas l'âge de 18 ans avant la fin de l'année, l'excédent éventuel

(A) de 12 fois l'allocation familiale payable pour un mois de l'année à l'égard d'un enfant, selon le paragraphe 3(1) de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales*

sur

(B) la moitié de l'excédent éventuel du revenu de la personne à charge pour l'année sur l'excédent de 1 600 \$ sur le double du montant calculé selon la division (A) pour l'année,

(ii) si la personne à charge a atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année,

(A) 550 \$ moins l'excédent éventuel du revenu de la personne à charge pour l'année sur 1 050 \$, dans le cas où elle est à la charge du particulier à cause d'un infirmité mentale ou physique,

(B) dans les autres cas, l'excédent éventuel

(I) du double du montant calculé selon la division (i)(A) pour l'année

sur

(II) la moitié de l'excédent éventuel du revenu de la personne à charge pour l'année sur l'excédent de 1 600 \$ sur le double du montant calculé selon la subdivision (I) pour l'année;

toutefois, si la personne à charge est, par rapport au particulier ou à son conjoint, une personne visée au sous-alinéa (6)b)(iii) ou (iv), le montant déductible en vertu du présent alinéa ne peut dépasser les dépenses faites par le particulier pendant l'année pour assurer l'entretien de cette personne à charge;

e) (Abrogé par 1986, chap. 6, art. 54(3).)

f) (Abrogé par 1986, chap. 6, art. 54(3).)

g) (Abrogé par 1986, chap. 6, art. 54(3).)

h) dans le cas d'un particulier qui, avant la fin de l'année, a atteint l'âge de 65 ans, 1 000 \$; et

i) (Abrogé par 1976-77, chap. 4, art. 42(2).)

(2) Aux fins d'une déduction visée à l'alinéa (1)b), les règles suivantes s'appliquent :

a) aucune déduction ne peut être faite par un contribuable en vertu de cet alinéa à l'égard de plus d'une personne;

b) lorsqu'un contribuable a droit à une déduction en vertu de cet alinéa à l'égard d'une personne qui y est visée, ni lui ni un autre contribuable n'a droit à une déduction en vertu de l'alinéa (1)d) à l'égard de cette personne;

c) un contribuable au plus a droit à une déduction en vertu de cet alinéa en ce qui concerne la même personne ou le même établissement domestique, et, dans le cas où deux ou plusieurs contribuables ayant droit par ailleurs à une déduction en vertu de cet alinéa ne s'entendent pas quant au contribuable qui peut faire la déduction, aucune déduction en vertu de cette disposition ne peut être faite par l'un ou l'autre ou qu'un seul d'entre eux.

Part VI.1 tax	graph (j) thereof and by adding thereto the following paragraph:	5	«k) 5/2 de l'impôt payable pour l'année par le contribuable en application du paragraphe 191.1(1).»	Impôt prévu à la partie VI.1
	(10) Subsections 110(1.1), (1.2) and (1.3) of the said Act are repealed.		(10) Les paragraphes 110(1.1), (1.2) et (1.3) de la même loi sont abrogés.	5
	(11) Subsection 110(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	10	(11) Le paragraphe 110(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Charitable gifts	“(2) Where an individual is, during a taxation year, a member of a religious order and has, as such, taken a vow of perpetual poverty, he may deduct in computing his taxable income for the year an amount equal to the aggregate of his superannuation or pension benefits and his earned income for the year (<u>within the meaning assigned</u> by section 63) if, of his income, that amount is paid <u>in the year</u> to the order.”	15	“(2) <u>Le particulier qui est, au cours d'une année d'imposition, membre d'un ordre religieux et a, comme tel, prononcé des vœux de pauvreté perpétuelle peut déduire dans le calcul de son revenu imposable pour l'année une somme égale au total de ses prestations de retraite ou d'autres pensions et de son revenu gagné pour l'année, au sens de l'article 63, si cette somme a été versée, sur son revenu, à l'ordre au cours de l'année.</u> »	Déduction pour dons applicable aux religieux
	(12) Subsections 110(2.1) to (9) of the said Act are repealed.		(12) Les paragraphes 110(2.1) à (9) de la même loi sont abrogés.	20
	(13) Subsections (1), (6), (8), (10), (11) and (12) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.	25	(13) Les paragraphes (1), (6), (8), (10), (11) et (12) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.	
	(14) Subsection (2) is applicable in respect of shares acquired or rights in respect of shares transferred or otherwise disposed of after 1987, except that in applying paragraph 110(1)(d) of the said Act, as enacted by subsection (2), to shares acquired or rights in respect of shares transferred or otherwise disposed of after 1987 and before 1990, the reference therein to “1/4” shall be read as a reference to “1/3”.	30	(14) Le paragraphe (2) s'applique aux actions acquises après 1987 et aux droits sur des actions transférés ou faisant l'objet d'une autre disposition après 1987. Toutefois, pour l'application de l'alinéa 110(1)d) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), aux actions acquises après 1987 et avant 1990 et aux droits sur des actions transférés ou faisant l'objet d'une autre disposition après 1987 et avant 1990, la fraction «1/4» est remplacée par la fraction «1/3».	25
	(15) Subsections (3) and (4) are applicable to shares disposed of or exchanged after 1987 except that in applying paragraphs 110(1)(d.1) and (d.2) of the said Act, as enacted by subsections (3) and (4), to shares disposed of or exchanged after 1987 and before 1990, the references therein to “1/4” shall be read as references to “1/3”.	40	(15) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent aux actions qui font l'objet d'une disposition ou d'un échange après 1987. Toutefois, pour l'application des alinéas 110(1)d.1) et d.2) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (3) et (4), aux actions qui font l'objet d'une disposition ou d'un échange après 1987 et avant 1990, la fraction «1/4» est remplacée par la fraction «1/3».	35

(3) (Repealed by 1985, c.45, S.53(3).)

(4) Where a taxpayer is entitled to a deduction in computing his income for a taxation year under paragraph 60(b), (c) or (c.1) in respect of a payment for the maintenance of a spouse or child, the spouse or child shall, for the purposes of this section, be deemed not to be the spouse or child of the taxpayer.

(5) Where more than one taxpayer is, in respect of a taxation year, entitled to deduct an amount under paragraph (1)(d) in respect of the same dependant, the aggregate of all amounts deductible for the year by those taxpayers in respect of that dependant shall not exceed the maximum amount that would be deductible under that paragraph for the year by any one of those taxpayers in respect of that dependant if that taxpayer were the only taxpayer entitled to deduct an amount under that paragraph in respect of that dependant and where the taxpayers cannot agree as to what portion of the amount each can deduct, the Minister may fix the portions.

(6) For the purposes of paragraph (1)(d) and subsection (5), "dependant" of an individual for a taxation year means a person who, during the year, was

- (a) dependent upon the individual for support;
- (b) in respect of the individual or his spouse,
 - (i) his child or grandchild,
 - (ii) his niece or nephew, if resident in Canada,
 - (iii) his brother or sister, if resident in Canada, or
 - (iv) his parent, grandparent, aunt or uncle, if resident in Canada; and
- (c) either
 - (i) under 21 years of age, or
 - (ii) 21 years of age or over and
 - (A) dependent by reason of mental or physical infirmity, or
 - (B) a person referred to in paragraph (b) (other than subparagraph (iv) thereof) in full-time attendance at a school or university."

Clause 78: (1), (6) and (8) Paragraphs 110(1)(a), (b), (b.1), (c), (e), (e.1), (g) and (h) read as follows:

"(a) the aggregate of gifts made by the taxpayer in the year (and in the 5 immediately preceding taxation years to the extent of the amount thereof that was not deducted in computing the taxable income of the taxpayer for any preceding taxation year) to

- (i) registered charities,
- (ii) registered Canadian amateur athletic associations,
- (iii) housing corporations resident in Canada and exempt from tax under this Part by paragraph 149(1)(i),
- (iv) Canadian municipalities,
- (v) the United Nations or agencies thereof,
- (vi) universities outside Canada prescribed to be universities the student body of which ordinarily includes students from Canada, and
- (vii) charitable organizations outside Canada to which Her Majesty in right of Canada has made a gift during the taxpayer's taxation year or the 12 months immediately preceding that taxation year,

not exceeding 20% of the income of the taxpayer for the year computed without reference to subsection 137(2), if payment of the

(3) (Abrogé par 1985, chap. 45, art. 53(3).)

(4) Lorsque, en vertu de l'alinéa 60b), c) ou c.1), un contribuable a droit à une déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, relativement à un paiement effectué en vue de l'entretien d'un conjoint ou d'un enfant, le conjoint ou l'enfant, aux fins du présent article, est réputé ne pas être le conjoint ou l'enfant du contribuable.

(5) Lorsque plus d'un contribuable a droit, pour une année d'imposition, de déduire une somme en vertu de l'alinéa (1)d) à l'égard de la même personne à charge, le total des montants déductibles pour l'année par ces contribuables à l'égard de cette personne ne peut dépasser le maximum qui serait déductible par un de ces contribuables à l'égard de cette personne en vertu de cet alinéa pour l'année s'il était le seul contribuable en droit de déduire un montant à l'égard de cette personne en vertu de cet alinéa; lorsque les contribuables ne peuvent s'entendre sur la partie de cette somme que chacun d'eux peut déduire, le ministre peut en fixer le montant.

(6) Pour l'application de l'alinéa (1)d) et du paragraphe (5), «personne à charge» d'un particulier pour une année d'imposition s'entend d'une personne qui répond, au cours de cette année, aux conditions suivantes :

- a) son entretien est assuré par le particulier;
- b) elle est, par rapport au particulier ou à son conjoint,
 - (i) son enfant ou petit-enfant,
 - (ii) sa nièce ou son neveu, s'ils résident au Canada,
 - (iii) son frère ou sa soeur, s'ils résident au Canada,
 - (iv) son père, sa mère, son grand-père, sa grand-mère, son oncle ou sa tante, s'ils résident au Canada;
- c) elle est âgée
 - (i) soit de moins de 21 ans,
 - (ii) soit de 21 ans ou plus et elle est :
 - (A) à charge à cause d'une infirmité mentale ou physique, ou
 - (B) une personne visée à l'alinéa b) — abstraction faite du sous-alinéa (iv) — qui fréquente l'école ou l'université à plein temps.»

Article 78, (1), (6) et (8). — Texte des alinéas 110(1)a), b), b.1), c), e), e.1), g), et h) :

«a) le total des dons que le contribuable a faits dans l'année (et dans les cinq années d'imposition précédentes, dans la mesure où le montant de ces dons n'a pas été déduit dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure),

- (i) à des organismes de charité enregistrés,
- (ii) à des associations canadiennes enregistrées de sport amateur,
- (iii) à des corporations de logement résidant au Canada et exonérées de l'impôt prévu par la présente Partie en raison de l'alinéa 149(1)i),
- (iv) aux municipalités canadiennes,
- (v) aux Nations unies ou à ses organismes,
- (vi) aux universités à l'extérieur du Canada, reconnues comme étant des universités qui comptent d'ordinaire, parmi leurs étudiants, des étudiants venant du Canada, et
- (vii) à des oeuvres de charité à l'extérieur du Canada auxquelles Sa Majesté du chef du Canada a fait un don au cours de l'année d'imposition du contribuable ou des douze mois précédant cette année d'imposition,

sans dépasser 20 % du revenu du contribuable pour l'année, calculé sans égard au paragraphe 137(2), si la preuve du versement des

(16) Subsection (5) is applicable to shares disposed of or exchanged after 1987, other than shares acquired on terminations of interests in deferred profit sharing plans occurring before May 24, 1985, except that in applying paragraph 110(1)(d.3) of the said Act, as enacted by subsection (5), to shares disposed of or exchanged after 1987 and before 1990, the reference therein to "1/4" shall be read as a reference to "1/3".

(17) Subsection (7) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

(18) Subsection (9) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years except that in the application of paragraph 110(1)(k) of the said Act, as enacted by subsection (9), to taxation years ending before July, 1988 the reference therein to "5/2 of" shall be read as a reference to "2 times".

79. (1) Section 110.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Deduction for gifts

"110.1 (1) For the purpose of computing the taxable income of a corporation for a taxation year, there may be deducted such of the following amounts as are applicable:

Charitable gifts

- (a) the aggregate of gifts made by the corporation in the year (and in the immediately preceding taxation years to the extent of the amount thereof that was not deducted in computing its taxable income for any preceding taxation year) to
 - (i) registered charities,
 - (ii) registered Canadian amateur athletic associations,
 - (iii) housing corporations resident in Canada and exempt from tax under this Part by paragraph 149(1)(i),
 - (iv) Canadian municipalities,
 - (v) the United Nations or agencies thereof,
 - (vi) universities outside Canada prescribed to be universities the student body of which ordinarily includes students from Canada, and

(16) Le paragraphe (5) s'applique aux actions qui font l'objet d'une disposition ou d'un échange après 1987, à l'exception des actions acquises à la cessation de droits dans des régimes de participation différée aux bénéficiaires ayant lieu avant le 24 mai 1985. Toutefois, pour l'application de l'alinéa 110(1)d.3) de la même loi, édicté par le paragraphe (5), aux actions qui font l'objet d'une disposition ou d'un échange après 1987 et avant 1990, la fraction «1/4» est remplacée par la fraction «1/3».

(17) Le paragraphe (7) s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes.

(18) Le paragraphe (9) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application de l'alinéa 110(1)k) de la même loi, édicté par le paragraphe (9), aux années d'imposition se terminant avant juillet 1988, la mention «5/2 de» à cet alinéa 20 est remplacée par «deux fois».

79. (1) L'article 110.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«110.1 (1) Les montants suivants sont déductibles dans le calcul du revenu imposable d'une corporation pour une année d'imposition :

Déductions pour dons applicables aux personnes morales

- a) le total, sans dépasser 20 % du revenu de la corporation pour l'année — calculé en faisant abstraction du paragraphe 137(2) —, des dons que la corporation a faits au cours de l'année, et au cours des cinq années d'imposition précédentes dans la mesure où ils n'ont pas déjà été déduits dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure :

Dons de charité

- (i) à des organismes de charité enregistrés,
- (ii) à des associations canadiennes enregistrées de sport amateur,
- (iii) à des corporations d'habitation résidant au Canada et exonérées, par application de l'alinéa 149(1)i), de l'impôt payable en vertu de la présente partie,
- (iv) à des municipalités du Canada,

amounts given is proven by filing receipts with the Minister that contain prescribed information;

(b) the aggregate of gifts made by the taxpayer in the year (and in the 5 immediately preceding taxation years, to the extent of the amount thereof that was not deducted in computing the taxable income of the taxpayer for any preceding taxation year) to Her Majesty in right of Canada and Her Majesty in right of the provinces, not exceeding the amount remaining, if any, when the amount deducted for the year under paragraph (a) is deducted from the income of the taxpayer for the year, if payment of the amounts given is proven by filing receipts with the Minister that contain prescribed information;

(b.1) the aggregate of gifts of objects that the Canadian Cultural Property Export Review Board has determined meet all of the criteria set out in paragraphs 23(3)(b) and (c) of the *Cultural Property Export and Import Act*, which gifts were not deducted under paragraph (a) or (b) and were made by the taxpayer in the year (and in the 5 immediately preceding taxation years, to the extent of the amount thereof that was not deducted under this Act in computing the taxable income of the taxpayer for any preceding taxation year) to institutions or public authorities in Canada that were, at the time the gifts were made, designated under subsection 26(2) of that Act either generally or for a purpose related to those objects, not exceeding the amount remaining, if any, when the amounts deducted for the year under paragraphs (a) and (b) are deducted from the income of the taxpayer for the year, if payment of the amounts given is proven by filing receipts with the Minister that contain prescribed information;

(c) an amount equal to that portion of medical expenses in excess of 3% of the taxpayer's income for the year paid either by the taxpayer or his legal representative,

(i) in the event of the death of the taxpayer in the year, within any period of 24 months that included the day of death, or

(ii) in any other case, within any period of 12 months ending in the year if the amount was not included in the calculation of a deduction for medical expenses under this Act for a preceding taxation year, payment of the expenses is proven by filing receipts with the Minister and the payment was made

(iii) to a medical practitioner, dentist or nurse qualified to practise under the laws of the place where the expenses were incurred or a public or licensed private hospital in respect of a birth in the family of, illness of or operation on the taxpayer, his spouse or any dependant in respect of whom he may make a deduction from income under section 109 for the year in which the expense was incurred,

(iv) as remuneration for one full-time attendant upon, or for the full-time care in a nursing home of, a person who is the taxpayer, his spouse or any such dependant and who has a severe and prolonged mental or physical impairment that is certified as such in prescribed form by a medical doctor licensed to practise under the laws of a province of Canada or of the place where the person resides,

(iv.1) as remuneration for one full-time attendant upon an individual who was the taxpayer, his spouse or any such dependant (which individual is referred to in this subparagraph as the "cared-for person") in a self-contained domestic establishment in which the cared-for person lived, if

(A) the cared-for person is, and has been certified by a qualified medical practitioner to be, a person who, by reason of physical or mental infirmity, is and is likely to be for a long-continued period of indefinite duration dependent on others for his personal

sommes est établie par la remise au Ministre des reçus qui contiennent les renseignements exigés;

b) le total des dons que le contribuable a faits dans l'année (et dans les cinq années d'imposition précédentes, dans la mesure où le montant de ces dons n'a pas été déduit dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure) à Sa Majesté du chef du Canada et à Sa Majesté du chef des provinces, jusqu'à concurrence du restant éventuel après que le montant déduit pour l'année en vertu de l'alinéa a) a été déduit du revenu du contribuable pour l'année, à condition que le versement de ces dons soit prouvé par la production auprès du ministre de reçus où figurent les renseignements prescrits;

b.1) le total des dons d'objets qui, selon la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels, satisfont aux critères prévus aux alinéas 23(3)b) et c) de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, dont le montant n'a pas été déduit en vertu de l'alinéa a) ou b) et que le contribuable a faits dans l'année (et dans les cinq années d'imposition précédentes, dans la mesure où le montant de ces dons n'a pas été déduit en vertu de la présente loi dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure), à des établissements ou organismes publics au Canada qui étaient alors désignés, en vertu du paragraphe 26(2) de cette loi, à des fins générales ou à une fin liée à ces objets, jusqu'à concurrence du restant éventuel après que les montants déduits pour l'année en vertu des alinéas a) et b) ont été déduits du revenu du contribuable pour l'année, à condition que le versement de ces dons soit prouvé par la production auprès du ministre de reçus où figurent les renseignements prescrits;

c) un montant égal à la partie des frais médicaux qui dépasse 3 % du revenu du contribuable pour l'année, si ces frais ont été payés par le contribuable ou par son représentant légal,

(i) au cours d'une période de 24 mois comprenant le jour du décès, en cas de décès du contribuable dans cette année,

(ii) au cours d'une période de 12 mois se terminant dans l'année, dans les autres cas,

que le montant n'ait pas déjà été inclus dans le calcul d'une déduction pour frais médicaux en vertu de la présente loi pour une année d'imposition antérieure, que le paiement des frais soit prouvé par la production de reçus auprès du ministre et que le paiement ait été fait

(iii) à un médecin, un dentiste ou une garde-malade ayant les qualités requises pour exercer sous le régime des lois de l'endroit où les frais ont été engagés, ou à un hôpital public, ou à un hôpital privé autorisé, en ce qui concerne toute naissance dans la famille du contribuable, ou relativement à une maladie ou à une intervention chirurgicale subie par le contribuable, son conjoint ou toute personne à charge à l'égard de laquelle il peut faire une déduction sur le revenu en vertu de l'article 109, pour l'année dans laquelle la dépense a été engagée,

(iv) à titre de rémunération d'un préposé à plein temps ou de frais dans une maison de santé ou de repos pour le séjour à plein temps d'une personne qui est le contribuable, son conjoint ou une personne à charge susvisée et qu'un médecin titulaire d'un permis d'exercice conforme à la législation provinciale applicable au Canada ou à celle de là où la personne réside atteste, sur formulaire prescrit, avoir une déficience mentale ou physique grave et prolongée,

(iv.1) à titre de rémunération d'un préposé à plein temps aux soins d'une personne qui était le contribuable, son conjoint ou toute autre personne à charge (personne appelée dans le présent sous-alinéa la «personne qui reçoit des soins») dans un établissement privé autonome où vivait la personne qui reçoit des soins, si

(vii) charitable organizations outside Canada to which Her Majesty in right of Canada has made a gift during the corporation's taxation year or the 12 months immediately preceding that taxation year, 5

not exceeding 20% of its income for the year computed without reference to subsection 137(2);

Gifts to Her Majesty

(b) the aggregate of gifts made by the corporation in the year (and in the 5 immediately preceding taxation years to the extent of the amount thereof that was not deducted in computing its taxable income for any preceding taxation year) to Her Majesty in right of Canada and Her Majesty in right of the provinces, not exceeding the amount remaining, if any, when the amount deducted for the year under paragraph (a) by the corporation is deducted from its income for the year; and 20

Gifts to institutions

(c) the aggregate of gifts (other than gifts in respect of which amounts are or were deducted under paragraph (a) or (b)) of objects that the Canadian Cultural Property Export Review Board has determined meet all of the criteria set out in paragraphs 23(3)(b) and (c) of the *Cultural Property Export and Import Act*, which gifts were made by the corporation in the year (and in the 5 immediately preceding taxation years to the extent of the amount thereof not deducted under this Act in computing its taxable income for any preceding taxation year) to institutions or public authorities in Canada that were, at the time the gifts were made, designated under subsection 26(2) of that Act either generally or for a purpose related to those objects, not exceeding the amount remaining, if any, when the amounts deducted for the year under paragraphs (a) and (b) by the corporation are deducted from its income for the year. 45

(v) à l'Organisation des Nations Unies ou aux organisations qui lui sont reliées,

(vi) à des universités situées à l'étranger, visées par règlement, qui comprennent d'ordinaire, parmi leurs étudiants, des étudiants venant du Canada, 5

(vii) à des œuvres de charité situées à l'étranger auxquelles Sa Majesté du chef du Canada a fait un don au cours de l'année de la corporation ou au cours des douze mois précédant cette année;

b) le total des dons que la corporation a faits au cours de l'année, et au cours des cinq années d'imposition précédentes dans la mesure où ils n'ont pas déjà été déduits dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure, à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, sans dépasser le revenu éventuel de la corporation pour l'année qui reste quand un montant est déduit pour l'année en application de l'alinéa a); 15 Dons à l'État

c) le total des dons — à l'exclusion de ceux pour lesquels des montants sont déduits ou l'ont été en application de l'alinéa a) ou b) — d'objets : 30

Dons d'objets culturels à des administrations

(i) qui, selon la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels, sont conformes aux critères énoncés aux alinéas 23(3)b) et c) de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, et 35

(ii) que la corporation a faits au cours de l'année, et au cours des cinq années d'imposition précédentes dans la mesure où ils n'ont pas été déduits en vertu de la présente loi dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure, à des établissements ou des administrations au Canada qui, au moment du don, étaient désignés, en application du paragraphe 26(2) de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, à des fins générales ou à une fin particulière liée aux objets, sans dépasser le revenu éventuel de la 45

needs and care and who, as a result thereof, requires a full-time attendant,

(B) the attendant was not

(I) a person in respect of whom the taxpayer or the taxpayer's spouse has made a deduction from income under section 109 for the taxation year in which the remuneration was paid, or

(II) at the time the remuneration was paid, under 21 years of age and connected with the taxpayer or the taxpayer's spouse by blood relationship, marriage or adoption, and

(C) each receipt filed with the Minister to prove payment of the remuneration contains the Social Insurance Number of the person who issued the receipt,

(v) for the full-time care in a nursing home of the taxpayer, his spouse or any such dependant, who has been certified by a qualified medical practitioner to be a person who, by reason of lack of normal mental capacity, is and in the foreseeable future will continue to be dependent on others for his personal needs and care,

(vi) for the care, or the care and training, at a school, institution or other place of the taxpayer, his spouse or any such dependant, who has been certified by an appropriately qualified person to be an individual who, by reason of a physical or mental handicap, requires the equipment, facilities or personnel specially provided by that school, institution or other place for the care, or the care and training, of individuals suffering from the handicap suffered by that individual,

(vii) (Repealed by 1986, c.6, S.55(2).)

(viii) for transportation by ambulance to or from a public or licensed private hospital for the taxpayer, his spouse or any such dependant,

(viii.1) to a person engaged in the business of providing transportation services, to the extent that the payment was made for the transportation of

(A) an individual who was the taxpayer, his spouse or any such dependant (which individual is referred to in this subparagraph as the "patient"), and

(B) one individual who accompanied the patient, where the patient was, and has been certified by a qualified medical practitioner to be, incapable of travelling without the assistance of an attendant,

from the locality where the patient was dwelling to a place, not less than 40 kilometres from that locality, where medical services are normally provided, or from that place to that locality, if

(C) substantially equivalent medical services were not available in that locality,

(D) the route travelled by the patient was, having regard to the circumstances, a reasonably direct route, and

(E) the patient travelled to that place to obtain medical services for himself and it was reasonable, having regard to the circumstances, for the patient to travel to that place to obtain those services,

(viii.2) for reasonable travelling expenses incurred in respect of an individual who was a patient described in clause (viii.1)(A) and one individual who was his attendant within the requirements of clause (viii.1)(B) to obtain medical services in a place that is not less than 80 kilometres from the locality where the patient was dwelling if the circumstances described in clauses (viii.1)(C), (D) and (E) apply,

(ix) for or in respect of an artificial limb, iron lung, rocking bed for poliomyelitis victims, wheel chair, crutches, spinal brace, brace for a limb, ilioostomy or colostomy pad, cloth diapers or disposable

(A) un médecin ayant les qualifications requises pour pratiquer a certifié que la personne qui reçoit des soins est une personne qui, en raison d'une infirmité physique ou mentale, est et sera vraisemblablement, pour une période prolongée d'une durée indéterminée, à la charge d'autres personnes pour ses besoins et ses soins personnels et qui, par conséquent, a besoin de la présence d'un préposé à temps plein,

(B) le préposé n'était pas

(I) une personne à l'égard de laquelle le contribuable ou son conjoint a effectué une déduction en vertu de l'article 109 sur le revenu de l'année d'imposition au cours de laquelle la rémunération a été versée, ou

(II) n'avait pas atteint, lorsque la rémunération a été versée, l'âge de 21 ans et n'était pas uni au contribuable ou au conjoint de celui-ci par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, et

(C) chacun des reçus remis au Ministre comme preuve du paiement de la rémunération indique le numéro d'assurance sociale de la personne qui a émis le reçu,

(v) à titre de frais dans une maison de santé ou de repos pour le séjour à plein temps du contribuable, de son conjoint ou d'une personne à charge susvisée, qu'un médecin habilité à exercer a reconnu comme une personne qui, faute d'une capacité mentale normale, dépend d'autrui pour ses besoins et soins personnels et continuera d'en dépendre ainsi dans un avenir prévisible,

(vi) pour le soin, ou le soin et la formation, dans une école, institution ou un autre endroit du contribuable, de son conjoint ou de toute personne à charge qui, selon une attestation d'une personne possédant la compétence voulue, est un particulier qui, en raison d'un handicap physique ou mental, a besoin d'équipement, d'appareils ou de personnel spécialisés fournis par cette école, institution ou autre endroit pour le soin ou le soin et la formation de personnes ayant un handicap semblable au sien,

(vii) (Abrogé par 1986, chap. 6, art. 55(2).)

(viii) pour le transport par ambulance du contribuable, de son conjoint ou de toute personne à charge susvisée, à destination ou en provenance d'un hôpital public ou d'un hôpital privé agréé,

(viii.1) à une personne exploitant une entreprise de transport, dans la mesure où ce paiement se rapportait au transport

(A) d'une personne qui était le contribuable, son conjoint ou toute personne à charge (personne appelée au présent sous-alinéa le «patient»), et

(B) d'une personne qui accompagnait le patient, lorsque ce dernier était, d'après le certificat d'un médecin ayant les qualifications requises pour pratiquer, incapable de voyager sans l'aide d'un préposé,

de la localité où résidait le patient à un lieu, situé à au moins 40 kilomètres de cette localité, où l'on prodigue habituellement des soins médicaux, ou de ce lieu à cette localité, si

(C) on ne peut obtenir de soins médicaux sensiblement équivalents dans cette localité,

(D) l'itinéraire emprunté par le patient était, eu égard aux circonstances, un itinéraire raisonnablement direct, et

(E) le patient s'est rendu en ce lieu afin d'obtenir pour lui-même des soins médicaux, et s'il était raisonnable, eu égard aux circonstances, que le patient se rende en ce lieu afin d'obtenir ces soins,

(viii.2) au titre des frais raisonnables de déplacement engagés à l'égard d'un particulier qui était un patient visé à la disposition (viii.1)(A) et d'un particulier qui était son préposé selon les

Proof of gift

(2) A gift shall not be included for the purpose of determining a deduction under subsection (1) unless the making of the gift is proven by filing with the Minister a receipt therefor that contains prescribed information. 5

corporation pour l'année qui reste quand des montants sont déduits pour l'année en application des alinéas a) et b).

(2) Pour inclure un don dans le calcul d'une déduction en application du paragraphe (1), son versement doit être attesté par reçu, contenant les renseignements prescrits, produit au ministre. 5 Versement des dons attesté par reçu

Gifts of capital property

(3) Where at any time
 (a) a corporation makes a gift of
 (i) capital property to a donee described in paragraph (1)(a) or (b), 10
 or
 (ii) in the case of a corporation not resident in Canada, real property situated in Canada to a prescribed donee who provides an undertaking, 15
 in a form satisfactory to the Minister, to the effect that such property will be held for use in the public interest, and
 (b) the fair market value of the property at that time exceeds its adjusted 20
 cost base to the corporation,

(3) En cas de don par une corporation 10 d'un bien dont la juste valeur marchande, au moment du don, dépasse le prix de base rajusté pour la corporation, le montant que la corporation indique dans sa déclaration de revenu produite conformément à l'article 150 pour l'année au cours de laquelle le don est fait et qui, au moment du don, n'est ni supérieur à la juste valeur marchande du bien ni inférieur à son prix de base rajusté pour la corporation est réputé 20 être à la fois le produit de disposition du bien pour la corporation et le montant du don fait par la corporation, à condition que le don soit attesté par un reçu, contenant les renseignements prescrits, produit au 25 ministre et que le bien soit :

such amount, not greater than the fair market value and not less than the adjusted cost base to the corporation of the property at that time, as is designated by 25
 the corporation in its return of income under section 150 for the year in which the gift is made shall, if payment thereof is proven by filing with the Minister a receipt containing prescribed information, be 30
 deemed to be its proceeds of disposition of the property and the amount of the gift made by the corporation.

- a) un bien en immobilisation donné à un donataire visé à l'alinéa (1)a) ou b);
- b) si la corporation ne réside pas au 30
 Canada, un bien immeuble situé au 30
 Canada donné à un donataire visé par règlement qui prend l'engagement, sous une forme que le ministre juge acceptable, que le bien sera détenu pour l'utiliser dans l'intérêt public. 35

Gifts made by partnership

(4) Where a corporation is, at the end of a fiscal period of a partnership, a member 35
 of the partnership, its share of any amount that would, if the partnership were a person, be a gift made by the partnership to any donee shall, for the purposes of this section, be deemed to be a gift made to 40
 that donee by the corporation in its taxation year in which the fiscal period of the partnership ends."

(4) Pour l'application du présent article, dans le cas où une corporation est un associé d'une société à la fin d'un exercice financier de celle-ci, sa part de tout montant qui, si la société était une personne, 40
 serait un don fait à un donataire par la société est réputée être un don fait à ce donataire par la corporation dans l'année d'imposition de la corporation au cours de laquelle l'exercice financier de la société se 45
 termine.»

Don par une société de personnes

briefs used by a person who is incontinent by reason of illness, injury or affliction, truss for hernia, artificial eye, laryngeal speaking aid, aid to hearing or artificial kidney machine for the taxpayer, his spouse or any such dependant,

(x) for eye glasses or other devices for the treatment or correction of a defect of vision, for the taxpayer, his spouse or any such dependant as prescribed by such a medical practitioner or an optometrist qualified to practise under the laws of the place where the expenses were incurred,

(xi) for an oxygen tent or other equipment necessary to administer oxygen or for insulin, oxygen, liver extract injectible for pernicious anaemia of vitamin B12 for pernicious anaemia, for use by the taxpayer, his spouse or any such dependant as prescribed by such a medical practitioner,

(xi.1) on behalf of an individual who was the taxpayer, his spouse or any such dependant, who was totally blind or profoundly deaf

(A) for a dog trained to guide or assist a blind or deaf person provided by a person or organization one of whose main purposes is the training of such dogs,

(B) for the care and maintenance of such a dog, including food and veterinarian care,

(C) for reasonable travelling expenses of the individual incurred in travelling to and from a school, institution or other place that trains blind or deaf persons in the handling of such dogs, and

(D) for reasonable board and lodging expenses of the individual incurred while he was required to live away from his ordinary place of residence because he was in full-time attendance at a school, institution or other place that trains blind or deaf persons in the handling of such dogs,

(xii) for any device or equipment, not described in any other subparagraph of this paragraph, of a prescribed kind, for use by the taxpayer, his spouse or any such dependant as prescribed by such a medical practitioner,

(xiii) for drugs, medicaments or other preparations or substances (except those described in subparagraph (xi)) manufactured, sold or represented for use in the diagnosis, treatment or prevention of a disease, disorder, abnormal physical state, or the symptoms thereof or in restoring, correcting or modifying an organic function, purchased for use by the taxpayer, his spouse or any such dependant as prescribed by such a medical practitioner or dentist and as recorded by a pharmacist licensed to practise under the laws of the place where the expenses were incurred,

(xiv) for laboratory, radiological or other diagnostic procedures or services together with necessary interpretations, for maintaining health, preventing disease or assisting in the diagnosis or treatment of any injury, illness or disability, for the taxpayer, his spouse or any such dependant as prescribed by such a medical practitioner or dentist,

(xv) to a person authorized under the laws of a province to carry on the business of a dental mechanic, for the making or repairing of an upper or lower denture, or for the taking of impressions, bite registrations and insertions in respect of the making, producing, constructing and furnishing of an upper or lower denture, for the taxpayer, his spouse or any such dependant, or

(xvi) as a premium, contribution or other consideration to a private health services plan in respect of one or more of the taxpayer, his spouse and any member of his household with whom he is connected by blood relationship, marriage or adoption;

(e) \$2,860 if

(i) the taxpayer has a severe and prolonged mental or physical impairment that has been certified as such in prescribed form by a

exigences de la disposition (viii.1)(B) pour obtenir des soins médicaux dans un lieu situé à au moins 80 kilomètres de la localité où résidait le patient, si les conditions visées aux dispositions (viii.1)(C), (D) et (E) sont applicables,

(ix) pour ou concernant un membre artificiel, un poumon d'acier, un lit berceur pour les personnes atteintes de poliomyélite, un fauteuil roulant, des béquilles, un corset dorsal, un appareil orthopédique pour un membre, un tampon d'iliosomie ou de colostomie, des couches de tissu ou des sous-vêtements jetables utilisés par une personne souffrant d'incontinence en raison d'une maladie, d'une blessure ou d'une infirmité, un bandage herniaire, un oeil artificiel, un appareil de prothèse vocale ou auditive ou un rein artificiel, pour le contribuable, son conjoint ou toute personne à charge susvisée,

(x) pour des lunettes ou autres dispositifs de traitement ou de correction des troubles de la vue, destinés au contribuable, à son conjoint ou à toute personne à charge susvisée, et prescrits par un médecin susmentionné ou un optométriste qualifié, autorisé à exercer sa profession par la législation du lieu où les frais ont été engagés,

(xi) pour une tente à oxygène ou tout autre équipement nécessaire à l'administration d'oxygène, pour de l'insuline, de l'oxygène, de l'extrait hépatique injectable pour le traitement de l'anémie pernicieuse ou pour des vitamines B12 pour le traitement de l'anémie pernicieuse, destinés au contribuable, à son conjoint ou à toute personne à charge susvisée et prescrits par un médecin susmentionné,

(xi.1) au nom d'un particulier qui était le contribuable, son conjoint ou toute autre personne à charge totalement aveugle ou profondément sourde

(A) pour un chien dressé pour guider ou aider une personne aveugle ou sourde, fourni par une personne ou une organisation dont l'un des buts principaux est le dressage de ces chiens,

(B) pour le soin et l'entretien d'un tel chien, y compris la nourriture et les soins de vétérinaire,

(C) pour les dépenses raisonnables de voyage d'un particulier engagées en faisant l'aller-retour de l'école, institution ou autre endroit qui forme les personnes aveugles ou sourdes dans la conduite de ces chiens, et

(D) pour des dépenses raisonnables de pension et de logement engagées lorsqu'il devait habiter loin de son lieu de résidence habituel parce qu'il assistait à plein temps à des cours donnés dans une école, une institution ou un autre endroit qui forme des personnes aveugles ou sourdes dans la conduite de ces chiens,

(xii) pour tout dispositif ou équipement d'un genre prescrit, non visé à tout autre sous-alinéa du présent alinéa, devant être utilisé par le contribuable, son conjoint ou toute personne à charge susvisée et prescrit par un médecin susmentionné,

(xiii) pour médicaments, produits pharmaceutiques et autres préparations ou substances (à l'exception de ceux visés au sous-alinéa (xi)) fabriqués, vendus ou offerts pour servir au diagnostic, au traitement ou à la prévention d'une maladie, d'une affection, d'un état physique anormal ou de leurs symptômes ou en vue de rétablir, de corriger ou de modifier une fonction organique, achetés en vue d'être utilisés par le contribuable, son conjoint ou toute personne à charge susvisée, prescrits par un médecin ou un dentiste susmentionné et enregistrés par un pharmacien autorisé à exercer sa profession par la législation du lieu où les frais ont été engagés,

(xiv) pour des analyses de laboratoire, des examens radiologiques, ou l'application d'autres méthodes de diagnostic ainsi que pour les interprétations nécessaires s'y rapportant, qui sont prescrits par un médecin ou un dentiste susmentionné et dont le but est de conser-

(2) Subsection (1) is applicable with respect to computations of taxable income for the 1988 and subsequent taxation years.

80. (1) Sections 110.2 and 110.3 of the said Act are repealed.

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, and paragraph 110.2(2)(c) of the said Act, as it applies to the 1986 and 1987 taxation years shall be read as follows:

“(c) had not attained the age of 60 years and, in computing his income for the year, has deducted no amount under paragraph 60(j) other than an amount

(i) in respect of an amount included in computing his income pursuant to subsection 147(10) and received in satisfaction of his rights and entitlements under a deferred profit sharing plan, or

(ii) in respect of an amount received out of or under a registered pension plan where the amount so received may reasonably be considered to be

(A) the refund of all or part of such portion of the aggregate of all amounts each of which was an additional voluntary contribution made by him before October 9, 1986 to a registered pension plan for his benefit in respect of services rendered by him before the year in which the contributions were made, as were not deducted under any provision of this Act in computing his income for any taxation year, or
(B) interest on the refund.”

81. (1) Subsection 110.4(1) of the said Act is repealed.

(2) All that portion of subsection 110.4(2) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Election “(2) Where an individual files with his return under this Part for a taxation year ending before 1998 and throughout which he was resident in Canada an election in prescribed form on or before the day on or before which he was, or would have been if

(2) Le paragraphe (1) s'applique au calcul du revenu imposable pour les années d'imposition 1988 et suivantes.

80. (1) Les articles 110.2 et 110.3 de la même loi sont abrogés.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour son application aux années d'imposition 1986 et 1987, l'alinéa 110.2(2)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

«c) n'a pas atteint l'âge de 60 ans et n'a pas déduit un montant en application de l'alinéa 60j) dans le calcul de son revenu pour l'année, sauf au titre :

(i) d'un montant inclus dans le calcul de son revenu conformément au paragraphe 147(10) et reçu en règlement de tous ses droits dans le cadre d'un régime de participation différée aux bénéfices,

(ii) d'un montant provenant d'un régime enregistré de pensions, dans le cas où le montant peut être raisonnablement tenu comme étant :

(A) soit le remboursement de tout ou partie de la partie des cotisations facultatives qu'il a versée à son profit avant le 9 octobre 1986 à un régime enregistré de pensions au titre de services qu'il a rendus l'année du versement des cotisations et qu'il n'a pas déduite en application de la présente loi dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition,

(B) soit des intérêts sur le remboursement.»

81. (1) Le paragraphe 110.4(1) de la même loi est abrogé.

(2) Le passage du paragraphe 110.4(2) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Le particulier qui produit au ministre, en même temps que sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour une année d'imposition se terminant avant 1998 et tout au long de laquelle il a résidé au Canada, un choix sur le formulaire

Choix

medical doctor licensed to practise under the laws of a province of Canada or of the place where the taxpayer resides,

(ii) the taxpayer has filed with the Minister the form prescribed for the purposes of subparagraph (i), and

(iii) no amount in respect of remuneration for an attendant, or care in a nursing home, by reason of the mental or physical impairment of the taxpayer is included by the taxpayer or any other person in calculating a deduction for medical expenses under this section for the year;

(e.1) where the taxpayer has claimed, in respect of a person resident in Canada at any time in the year who was entitled to a deduction for the year under paragraph (e), a deduction under

(i) paragraph 109(1)(b), or

(ii) paragraph 109(1)(d), where that person was his child or grandchild, or could have claimed such a deduction had that person no income for the year and where no amount in respect of remuneration for an attendant, or care in a nursing home, by reason of that person's mental or physical impairment, has been deducted under this section for the year by the taxpayer or any other person, the amount, if any, by which \$2,860 exceeds that person's taxable income for the year (computed before making any deduction under paragraph (e));

(g) \$50 multiplied by the number of months in the year during which the taxpayer was a student in full-time attendance at a designated educational institution and enrolled in a qualifying educational program at that institution if such enrollment is proven by filing with the Minister a certificate in prescribed form issued by the designated educational institution and containing prescribed information and, in respect of a designated educational institution described in clause (9)(a)(i)(B), the student is enrolled in the program to obtain or improve his skills in an occupation;

(h) where the taxpayer was the supporting individual for the year in respect of a student who was

(i) in full-time attendance at a designated educational institution and enrolled in a qualifying educational program at that institution, and

(ii) not an individual in respect of whom his spouse deducted an amount for that year under section 109 or 110.3,

the amount by which

(iii) \$50 multiplied by the number of months in the year during which the student was so in attendance and was so enrolled

exceeds

(iv) the amount, if any, of the taxable income for the year of the student computed before making any deduction under paragraph (g),

if such enrollment is proven by filing with the Minister a certificate in prescribed form issued by the designated educational institution and containing prescribed information and, in respect of a designated educational institution described in clause (9)(a)(i)(B), the student is enrolled in the program to obtain or improve his skills in an occupation;"

ver la santé, prévenir une maladie ou faciliter le diagnostic ou le traitement de toute blessure, maladie ou infirmité du contribuable, de son conjoint ou de toute personne à charge susvisée,

(xv) à une personne habilitée par la législation d'une province à exercer la profession de prothésiste dentaire, pour la fabrication ou réparation de dentiers ou pour la prise d'empreintes et la réalisation de mises en place en vue de la fabrication, production, construction et fourniture de dentiers, pour le contribuable, son conjoint ou une personne à charge susvisée,

(xvi) à un régime privé d'assurance-maladie, à titre de prime, contribution ou autre contrepartie à l'égard du contribuable, de son conjoint, d'un membre de son ménage avec qui le contribuable est uni par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption ou de plusieurs de ces personnes;

e) 2 860 \$,

(i) si un médecin titulaire d'un permis d'exercice conforme à la législation provinciale applicable au Canada ou à celle de là où le contribuable réside atteste, sur formulaire prescrit, que le contribuable a une déficience mentale ou physique grave et prolongée,

(ii) si le contribuable produit au ministre le formulaire visée au sous-alinéa (i), et

(iii) si aucun montant représentant une rémunération versée à un préposé ou des frais de séjour dans une maison de santé ou de repos, à cause de cette déficience, n'est inclus par le contribuable ou par une autre personne dans le calcul d'une déduction pour frais médicaux en vertu du présent article pour l'année;

e.1) l'excédent éventuel de 2 860 \$ sur le revenu imposable pour l'année (calculé sans tenir compte de l'alinéa e)) d'une personne qui réside au Canada à une date quelconque de l'année et qui avait droit à la déduction prévue à l'alinéa e) pour l'année, lorsque le contribuable a demandé pour l'année à l'égard de cette personne l'une ou l'autre des déductions suivantes ou aurait pu le faire si cette personne n'avait eu aucun revenu pour l'année, et que le contribuable ou une autre personne n'a déduit en vertu du présent article pour l'année aucun montant représentant une rémunération versée à un préposé ou des frais de séjour dans une maison de santé ou de repos à cause de la déficience mentale ou physique de cette personne :

(i) la déduction prévue à l'alinéa 109(1)b),

(ii) la déduction prévue à l'alinéa 109(1)d) à l'égard de son enfant ou petit-enfant;

g) la somme de 50 \$ multipliée par le nombre de mois de l'année durant lesquels le contribuable était un étudiant à plein temps dans un établissement d'enseignement désigné et était inscrit dans cet établissement à un programme de formation si cette inscription est attestée par la remise au Ministre d'un certificat délivré en la forme prescrite par l'établissement d'enseignement désigné et contenant les renseignements exigés et, à l'égard d'un établissement d'enseignement désigné visé à la disposition (9)a)(i)(B), l'étudiant est inscrit au programme pour acquérir ou améliorer les aptitudes nécessaires pour occuper un emploi;

h) lorsque le contribuable était le particulier assumant les frais d'entretien pendant l'année d'un étudiant

(i) fréquentant à plein temps un établissement d'enseignement désigné et inscrit dans cet établissement à un programme de formation, et

(ii) qui n'est pas un particulier pour qui son conjoint a déduit une somme pour cette année en vertu des articles 109 ou 110.3,

la fraction

(iii) de 50 \$ multipliée par le nombre de mois de l'année au cours desquels l'étudiant a ainsi fréquenté l'établissement et a été inscrit au programme,

tax had been payable under this Part by him for the year, required to file a return of income under this Part for the year, there shall be added in computing his taxable income for the year the amount, if any, by which”

prescrit, au plus tard à la date à laquelle il est tenu de produire cette déclaration ou en serait tenu s'il devait payer un impôt en vertu de la présente partie pour l'année, doit ajouter dans le calcul de son revenu imposable pour l'année l'excédent éventuel de»

(3) Subsection 110.4(3) of the said Act is repealed.

(3) Le paragraphe 110.4(3) de la même loi est abrogé.

(4) Subsections 110.4(4) to (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(4) Les paragraphes 110.4(4) à (6) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Death of a taxpayer

“(4) For the purposes of subsection (2), where an individual was resident in Canada throughout the period beginning on the first day of the taxation year in which he died and ending at the time of his death, he shall be deemed to have been resident in Canada throughout that year.

«(4) Pour l'application du paragraphe (2), le particulier qui a résidé au Canada tout au long de la période commençant le premier jour de l'année d'imposition où il est décédé et se terminant au moment de son décès est réputé avoir résidé au Canada tout au long de cette année d'imposition.

Décès du contribuable

Exception

(5) Subsection (2) does not apply with respect to a return of income filed under subsection 70(2) or 150(4) or paragraph 104(23)(d).”

(5) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à une déclaration de revenu produite en application du paragraphe 70(2) ou 150(4) ou de l'alinéa 104(23)d).»

Exception

(5) All that portion of subsection 110.4(6.1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(5) Le passage du paragraphe 110.4(6.1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Revocation of election

“(6.1) An election filed by an individual under subsection (2) for a taxation year may be revoked,”

«(6.1) Le choix produit par un particulier en application du paragraphe (2) pour une année d'imposition peut être révoqué.»

Choix révoicable

(6) Subsection 110.4(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) Le paragraphe 110.4(8) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Accumulated averaging amount

“(8) In this section and section 120.1, the accumulated averaging amount of an individual

«(8) Pour l'application du présent article et de l'article 120.1, le montant d'étalement accumulé d'un particulier

Montant d'étalement accumulé

(a) at the end of any taxation year before 1998 (other than a taxation year in which the individual dies) is the product obtained when

a) à la fin d'une année d'imposition antérieure à 1998 — sauf s'il s'agit de l'année d'imposition au cours de laquelle le particulier est décédé — est le produit obtenu en multipliant

(i) the amount, if any, by which (A) the individual's accumulated averaging amount at the end of the immediately preceding taxation year

(i) l'excédent éventuel du montant d'étalement accumulé du particulier à la fin de l'année d'imposition précédente sur le montant indiqué dans le choix que le particulier produit pour

exceeds

45

(2) This amendment would substitute "1/4" for "one-half".

(3) to (5) These amendments would substitute "1/4" for "1/2".

(7) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(9) New.

qui est en sus

(iv) du montant, si montant il y a, du revenu imposable de l'étudiant pour l'année, calculé avant toute déduction autorisée en vertu de l'alinéa g),

si cette inscription est attestée par la remise au Ministre d'un certificat délivré selon le formulaire prescrit par l'établissement d'enseignement désigné et contenant les renseignements exigés et, relativement à un établissement d'enseignement désigné visé à la disposition (9a)(i)(B), l'étudiant est inscrit au programme pour acquérir ou améliorer les aptitudes nécessaires pour occuper un emploi;»

(2). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 110(1)d) : «un montant égal à la moitié de l'avantage réputé, en vertu du paragraphe 7(1), avoir été reçu par le contribuable dans l'année à l'égard de l'action ou du transfert ou de toute autre forme de disposition des droits en vertu de l'entente;»

(3) à (5). — Remplacement de «la moitié» par «1/4».

(7). — Texte actuel du sous-alinéa 110(1)f)(iii) :

«(iii) une prestation d'assistance sociale versée, en tenant compte des ressources, des besoins ou des revenus, par un organisme de charité enregistré ou dans le cadre d'un programme (à l'exception d'un programme prescrit) établi par une loi du Parlement du Canada ou d'une province.»

(9). — Nouveau.

(B) the amount specified under subsection (2) by the individual in his election for the year

is multiplied by

(ii) the ratio (adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth or, where the ratio is equidistant from two consecutive one-thousandths, to the higher thereof) that the Consumer Price Index of the 12 month period that ended on the 30th day of September of that year bears to the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September of the immediately preceding year;

(b) at the end of the taxation year before 1998 and in which he dies is

(i) nil, where the individual's tax payable under this Part for the year is computed under section 119, or
(ii) the amount determined under paragraph (a) for the year, in any other case; and

(c) at any time after 1997 is nil."

(7) Subsections (1) to (4) and (6) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(8) Subsection (5) is applicable with respect to elections made for the 1988 and subsequent years.

82. (1) Paragraph (a) of the definition "annual gains limit" in subsection 110.6(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were properties disposed of by him after 1984"

(2) The definition "cumulative gains limit" in subsection 110.6(1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (c)

l'année en application du paragraphe (2),

(ii) par le rapport — rajusté de la manière prescrite et arrêté à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure — entre l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre de l'année et l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre de l'année précédente;

b) à la fin de l'année d'imposition antérieure à 1998 au cours de laquelle il est décédé, est nul si l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année est calculé en application de l'article 119 et est égal, sinon, au montant visé à l'alinéa a) pour l'année;

c) après 1997, est nul.»

(7) Les paragraphes (1) à (4) et (6) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(8) Le paragraphe (5) s'applique aux choix produits pour les années d'imposition 1988 et suivantes.

82. (1) L'alinéa a) de la définition de «plafond annuel des gains», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) de l'excédent qui serait calculé en application de l'alinéa 3b) à l'égard de ce particulier pour l'année en ce qui concerne les gains en capital et les pertes en capital, si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens dont ce particulier aurait disposé après 1984,»

(2) La définition de «plafond des gains cumulatifs», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

(10) Subsections 110(1.1), (1.2) and (1.3) read as follows:

“(1.1) Where, in the circumstances in which a person engaged in the business of providing transportation services is not readily available, a taxpayer makes use of a vehicle for a purpose described in subparagraph (1)(c)(viii.1), the taxpayer or his legal representatives shall be deemed to have paid to a person engaged in the business of providing transportation services, in respect of the operation of the vehicle, such amount as is reasonable in the circumstances.

(1.2) For the purposes of paragraphs (1)(a), (b) and (b.1), a gift made by an individual in the year of his death shall be deemed to have been made by him in the immediately preceding year to the extent that the amount thereof was not deducted in computing his taxable income for the taxation year in which he died.

(1.3) For the purposes of paragraphs (1)(c) and (e),

(a) a person shall be considered to have a severe and prolonged impairment only if by reason thereof he is markedly restricted in his activities of daily living and the impairment has lasted or can reasonably be expected to last for a continuous period of at least 12 months; and

(b) the Minister may obtain the advice of the Department of National Health and Welfare as to whether a person has a severe and prolonged impairment.”

(11) Subsection 110(2) at present reads as follows:

“(2) Where an individual was, during a taxation year, a member of a religious order and had, as such, taken a vow of perpetual poverty, he may, in lieu of the deduction permitted by paragraph (1)(a), deduct in computing his taxable income for the year an amount equal to the aggregate of his superannuation or pension benefits and his earned income for the year as defined by section 63 if, of his income, that amount has been paid to the order.”

(12) Subsections 110(2.1) to (9) read as follows:

“(2.1) Where a taxpayer who died after 1971 has, by his will, made a gift to a donee described in paragraph (1)(a), (b) or (b.1), the gift shall, for the purposes of this section, be deemed to have been made by the taxpayer in the taxation year in which he died.

(2.2) Where at any time after 1971

(a) a taxpayer has made, whether by his will or otherwise, a gift of

- (i) capital property to a donee described in paragraph (1)(a) or (b), or

- (ii) in the case of a taxpayer who is a non-resident person, real property situated in Canada to a prescribed donee who provides an undertaking, in a form satisfactory to the Minister, to the effect that such property will be held for use in the public interest, and

(b) the fair market value of the property at that time exceeded its adjusted cost base to the taxpayer,

such amount, not greater than the fair market value and not less than the adjusted cost base to the taxpayer of the property at that time, as is designated by the taxpayer or his legal representative in his return of income under section 150 for the year in which the gift was made shall, if payment thereof is proved by filing with the Minister a receipt containing prescribed information, be deemed to be the taxpayer's

(10). — Texte des paragraphes 110(1.1), (1.2) et (1.3) :

«110. (1.1) Lorsque, dans des circonstances où une personne exploitant une entreprise de transport n'est pas immédiatement disponible, un contribuable utilise un véhicule à une fin décrite au sous-alinéa (1)c)(viii.1), le contribuable ou ses représentants juridiques seront supposés avoir payé à une personne exploitant une entreprise de transport, pour le fonctionnement du véhicule, une somme jugée raisonnable dans les circonstances.

(1.2) Pour l'application des alinéas (1)a), b) et b.1), un particulier qui a fait un don dans l'année de son décès est réputé l'avoir fait l'année précédente, dans la mesure où le montant de ce don n'a pas été déduit dans le calcul de son revenu imposable pour l'année d'imposition où il est décédé.

(1.3) Pour l'application des alinéas 1c) et e) :

a) une personne n'est considérée comme ayant une déficience grave et prolongée que si, à cause de celle-ci, elle se trouve manifestement limitée dans ses activités de vie quotidienne et que si cette déficience dure au moins 12 mois d'affilée ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elle dure cette période;

b) le ministre peut obtenir l'avis du ministère de la Santé et du Bien-être social pour établir si une personne a une déficience grave et prolongée.»

(11). — Texte actuel du paragraphe 110(2) :

«(2) Lorsqu'un particulier a été, au cours d'une année d'imposition, membre d'un ordre religieux et a, comme tel, prononcé des voeux de pauvreté perpétuelle, il peut, en remplacement de la déduction permise par l'alinéa (1)a), déduire dans le calcul de son revenu imposable pour l'année une somme égale au total de ses prestations de retraite ou d'autres pensions et de son revenu gagné pour l'année, au sens de l'article 63, si cette somme a été versée à l'ordre sur son revenu.»

(12). — Texte des paragraphes 110(2.1) à (9) :

«(2.1) Lorsqu'un contribuable qui est décédé après 1971 a fait, par testament, un don à un donataire visé aux alinéas (1)a), b) ou b.1), il est réputé, aux fins du présent article, avoir fait ce don dans l'année d'imposition au cours de laquelle il est décédé.

(2.2) Lorsque, à une date quelconque après 1971,

a) un contribuable a fait don, par testament ou autrement,

- (i) d'un bien en immobilisation à un donataire visé à l'alinéa (1)a) ou b), ou

- (ii) dans le cas d'un contribuable qui est un non-résident, d'un bien immeuble situé au Canada, à un donataire prescrit qui promet dans une forme acceptable pour le Ministre, que ce bien sera conservé pour être utilisé dans l'intérêt public, et

b) la juste valeur marchande du bien à cette date dépassait son prix de base rajusté pour le contribuable,

un montant qui n'est pas supérieur à la juste valeur marchande du bien ni inférieur à son prix de base rajusté pour le contribuable, à cette date, et qui est désigné par le contribuable ou par son représentant légal dans la déclaration de revenu du contribuable exigée par l'article 150 pour l'année au cours de laquelle le don est fait, est réputé, si son paiement est prouvé par la production auprès du Ministre d'un reçu contenant les

thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(d) his cumulative net investment loss at the end of the year;”

«d) la perte nette cumulative sur placements du particulier à la fin de l'année.»

(3) The definition “qualified farm property” in subsection 110.6(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) La définition de «bien agricole admissible», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“qualified farm property”
«bien agricole admissible»

“qualified farm property” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any particular time means a property owned at that time by the individual, the spouse of the individual or a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of the individual or his spouse that is

«bien agricole admissible» S'agissant d'un bien agricole d'un particulier à un moment donné, à l'exception d'une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, l'un des biens suivants appartenant à ce moment donné au particulier, à son conjoint ou à une société dont une participation est une participation dans une société agricole familiale du particulier ou de son conjoint :

«bien agricole admissible»
“qualified farm property”

(a) real property used by

a) un bien immeuble utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada :

(i) the individual,

(i) soit par le particulier,

(ii) where the individual is a personal trust, a beneficiary referred to in paragraph 104(21.2)(b) of the trust,

(ii) soit, si le particulier est une fiducie personnelle, par un bénéficiaire de celle-ci visé à l'alinéa 104(21.2)b),

(iii) a spouse, child or parent of a person referred to in subparagraph (i) or (ii),

(iii) soit par le conjoint, un enfant, le père ou la mère d'un particulier visé au sous-alinéa (i) ou (ii),

(iv) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family farm corporation of an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii), or

(iv) soit par une corporation dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii),

(v) a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii),

(v) soit par une société dont une participation est une participation dans une société agricole familiale d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

in the course of carrying on the business of farming in Canada and, for the purposes of this definition, property will not be considered to have been used in the course of carrying on the business of farming in Canada at that time unless

pour l'application du présent alinéa, un bien immeuble n'est considéré comme utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada à un moment donné que si :

(vi) where the property is a property other than a property referred to in subparagraph (vii), the property or property for which the property was substituted was used by a person or partnership referred to in

(vi) dans le cas où le bien n'est pas visé au sous-alinéa (vii), le bien ou un bien qui lui est substitué est utilisé dans ce cadre par une personne ou société visée à l'un des sous-alinéas (i) à (v) ou par une

proceeds of disposition of the property and the amount of the gift made by the taxpayer.

(2.3) Where at any time after 1984

(a) an individual has made, whether by his will or otherwise, a gift of a work of art created by him that is property in his inventory to a donee described in paragraph (1)(a) or (b), and

(b) the fair market value of the work of art at that time exceeded its cost amount to him,

such amount, not greater than the fair market value and not less than the cost amount to the individual of the work of art at that time, as is designated by him or his legal representative in his return of income under section 150 for the year in which the gift was made shall, if the making of the gift is proved by filing with the Minister a receipt containing prescribed information, be deemed to be the individual's proceeds of disposition of the work of art and the amount of the gift made by him.

(3) Where a person resided during the whole of a taxation year in Canada near the boundary between Canada and the United States of America, if

(a) he commuted to his principal place of employment or business in the United States, and

(b) his chief source of income for the year was that employment or business,

a gift made by him in the year to a religious, charitable, scientific, literary or educational organization created or organized in or under the law of the United States that would be allowed as a deduction under the United States Internal Revenue Code shall, for the purpose of paragraph (1)(a), be deemed to have been made to a registered charity.

(4) For the purposes of paragraphs (1)(a), (b) and (b.1), no amount in respect of gifts made by the taxpayer in a taxation year shall be deducted until the amount deductible thereunder in respect of all gifts made by the taxpayer in all preceding taxation years has been deducted.

(5) Where a person was, at the end of a taxation year of a partnership, a member of the partnership, his share of any amount that would, if the partnership were a person, be a gift made by the partnership to any donee, shall, for the purposes of this section, be deemed to be a gift made by the taxpayer, in his taxation year in which the taxation year of the partnership ended, to that donee.

(6) For the purposes of paragraph (1)(c),

(a) any amount included in computing a taxpayer's income for a taxation year from an office or employment in respect of a medical expense described in any of subparagraphs (1)(c)(iii) or (xv) paid or provided by an employer at a particular time shall be deemed to be a medical expense paid by the taxpayer at that time; and

(b) there shall not be included as a medical expense of a taxpayer any expense for which the taxpayer or his legal representative has been or is entitled to be reimbursed, except to the extent that the amount thereof is required to be included in computing the taxpayer's income under this Part.

(6.1) (Repealed by 1985, c.45, S.54(8).)

(7) Where more than one taxpayer is, in respect of a taxation year, entitled to deduct an amount under paragraph (1)(e.2) in respect of the same person, the aggregate of all amounts deductible for the year by those taxpayers in respect of that person shall not exceed the amount that would be deductible under that paragraph for the year by any taxpayer in respect of that person if that taxpayer were the only taxpayer entitled to deduct an amount under that paragraph in respect of that person and where the taxpayers cannot agree as to what portion of the amount each can deduct, the Minister may fix the portions.

(8) In this section,

(a) "private health services plan" means

renseignements prescrits, constituer le produit que le contribuable a tiré de la disposition du bien et le montant du don fait par le contribuable.

(2.3) Lorsque, à une date postérieure à 1984,

a) un particulier fait don, par testament ou autrement, d'une oeuvre d'art qu'il a créée et qui est un bien décrit à son inventaire, à un donataire visé à l'alinéa (1)a) ou b), et

b) la juste valeur marchande de l'oeuvre d'art à cette date dépasse son coût indiqué pour le particulier,

le montant que le particulier ou son représentant légal désigne dans la déclaration de revenu du particulier produite conformément à l'article 150 pour l'année du don et qui ne peut être ni supérieur à la juste valeur marchande de l'oeuvre ni inférieur à son coût indiqué pour le particulier à cette date, est réputé être à la fois le produit de disposition de l'oeuvre d'art pour le particulier et le montant du don fait par le particulier si un reçu contenant les renseignements prescrits et qui prouve le don est produit auprès du ministre.

(3) Lorsqu'une personne a résidé au Canada pendant toute une année d'imposition, près de la frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique,

a) qu'elle a fait régulièrement la navette entre le lieu principal de son emploi ou de son entreprise aux États-Unis et sa résidence, et

b) que sa source principale de revenu pour l'année a été cet emploi ou cette entreprise,

tout don que cette personne a fait durant l'année à une organisation religieuse, scientifique, littéraire ou à caractère éducatif ou à une oeuvre de charité créée aux États-Unis ou régie par le droit des États-Unis et dont la déduction serait permise par le United States Internal Revenue Code, est, aux fins de l'alinéa (1)a), réputé avoir été fait à un organisme de charité enregistré.

(4) Aux fins des alinéas (1)a), b) et b.1), aucun montant à l'égard de dons faits par le contribuable dans une année d'imposition ne peut être déduit tant que n'a pas été déduit le montant déductible en vertu de chacun de ces alinéas et à l'égard de tous les dons qu'il a faits dans toutes les années d'imposition antérieures.

(5) Lorsqu'un contribuable était, à la fin d'une année d'imposition d'une société, membre de la société, sa part de tout montant qui, si la société était une personne, serait un don fait par la société à un donataire, est, aux fins du présent article, réputée être un don fait par le contribuable à ce donataire, au cours de l'année d'imposition du contribuable dans laquelle l'année d'imposition de la société a pris fin.

(6) Pour l'application de l'alinéa (1)c),

a) est réputé représenter des frais médicaux payés par un contribuable à une date donnée, un montant inclus dans le calcul du revenu du contribuable provenant d'une charge ou d'un emploi, pour une année d'imposition, au titre de frais médicaux, visés aux sous-alinéas (1)c)(iii) à (xv), payés ou fournis par un employeur à cette date;

b) sont exclus des frais médicaux d'un contribuable, les frais qui ont été remboursés au contribuable ou à son représentant légal ou au remboursement desquels le contribuable a droit, dans la mesure où le montant de ces frais ne doit pas être inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu de la présente partie.

(6.1) (Abrogé par 1985, chap. 45, art. 54(8).)

(7) Lorsque plus d'un contribuable a droit, pour une année d'imposition, de déduire une somme en vertu de l'alinéa (1)e.2) à l'égard de la même personne, le total des montants déductibles pour l'année par ces contribuables à l'égard de cette personne ne doit pas dépasser le montant qui serait déductible par un contribuable à l'égard de cette personne en vertu de cet alinéa pour l'année s'il était le seul contribuable en droit de déduire un montant à l'égard de cette personne en vertu de cet alinéa; lorsque les contribuables ne peuvent s'entendre sur la

any of subparagraphs (i) to (v) or by a personal trust from which the individual acquired the property in the course of carrying on the business of farming in Canada

(A) in the year the property was disposed of by the individual, or

(B) in at least five years during which the property was owned by an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii), by a personal trust from which the individual acquired the property or by a partnership referred to in subparagraph (v),

(vii) where the property is a property acquired by the individual or a partnership after June 17, 1987 otherwise than pursuant to an agreement in writing entered into on or before that date, the property or property for which the property was substituted was owned by an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii), by a personal trust from which the individual acquired the property or by a partnership referred to in subparagraph (v) throughout the period of at least 24 months immediately preceding that time and

(A) in at least 2 years while the property was so owned, the gross revenue of an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii) or of a personal trust from which the individual acquired the property from the farming business carried on in Canada in which he used the property and in which he or, where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust was actively engaged on a regular and continuous basis exceeded his income from all other sources for the year, or

(B) the property was used by a corporation referred to in subparagraph (iv) or a partnership referred to in subparagraph (v) in the course of carrying on the

fiducie personnelle de laquelle le particulier a acquis le bien :

(A) soit au cours de l'année où le particulier dispose du bien,

(B) soit pendant au moins cinq années, pendant lesquelles le bien appartient à un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii), à une fiducie personnelle de laquelle le particulier a acquis le bien ou encore à une société visée au sous-alinéa (v),

(vii) dans le cas où le particulier ou une société a acquis le bien après le 17 juin 1987 autrement que conformément à une convention écrite conclue avant le 18 juin 1987, le bien ou un bien qui lui est substitué appartient à un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii), à une fiducie personnelle de laquelle le particulier a acquis le bien ou encore à une société visée au sous-alinéa (v) tout au long des 24 mois précédant le moment donné; en pareil cas :

(A) soit les recettes brutes du particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii) ou d'une fiducie personnelle de laquelle le particulier a acquis le bien, provenant de l'entreprise agricole, dans laquelle il utilise le bien et prend une part active de façon régulière et continue, ou, si le particulier est une fiducie personnelle, dans laquelle un bénéficiaire de la fiducie prend une part active de façon régulière et continue, doivent dépasser, pendant au moins deux années alors que le bien lui appartient, son revenu de toutes autres sources pour l'année,

(B) soit le bien doit être utilisé par une corporation ou une société visées respectivement aux sous-alinéas (iv) et (v) dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise agricole tout au long d'une période d'au moins 24 mois pendant laquelle un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii)

- (i) a contract of insurance in respect of hospital expenses, medical expenses or any combination of such expenses, or
- (ii) a medical care insurance plan or hospital care insurance plan or any combination of such plans,

except any such contract or plan established by or pursuant to

- (iii) a law of a province that establishes a health care insurance plan in respect of which the province receives contributions from Canada for insured health services provided under the plan pursuant to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977*, or
 - (iv) an enactment of the Parliament of Canada that authorizes the provision of a medical care insurance plan or hospital care insurance plan for employees of Canada and their dependants and for dependants of members of the Royal Canadian Mounted Police and the regular force where such employees or members were appointed in Canada and are serving outside Canada;
- (b) "registered Canadian amateur athletic association" means an association that was created under any law in Canada, that is resident in Canada, and that

- (i) is a person described in paragraph 149(1)(I), and
- (ii) has, as its primary purpose and its primary function, the promotion of amateur athletics in Canada on a nation-wide basis, that has applied to the Minister in prescribed form for registration, that has been registered and whose registration has not been revoked under subsection 168(2); and

(c) "registered charity" at any time means

- (i) a charitable organization, private foundation or public foundation, within the meanings assigned by subsection 149.1(1), that is resident in Canada and was either created or established in Canada, or
- (ii) a branch, section, parish, congregation or other division of an organization or foundation described in subparagraph (i), that is resident in Canada and was either created or established in Canada and that receives donations on its own behalf,

that has applied to the Minister in prescribed form for registration and that is at that time registered as a charitable organization, private foundation or public foundation.

(8.1) Where a charity was a registered charity on February 15, 1984, the Minister may, by notice sent to the charity by registered mail before the end of its first taxation year that commenced after 1983, designate the charity to be a charitable organization, private foundation or public foundation and, from the day of mailing the notice, the charity shall be deemed to be registered as a charitable organization, private foundation or public foundation, as the case may be, for taxation years commencing after 1983 unless and until it is otherwise designated under subsection (8.2) or its registration is revoked under subsection 149.1(2), (3), (4), (4.1) or 168(2).

(8.2) Where a charity has been registered after February 15, 1984, or designated under subsection (8.1) or this subsection, the Minister may, by notice sent to the charity by registered mail, on his own initiative or on application made to him in prescribed form, designate the charity to be a charitable organization, private foundation or public foundation and the charity shall be deemed to be registered as a charitable organization, private foundation or public foundation, as the case may be, for taxation years commencing after the day of mailing of the notice unless and until it is otherwise designated under this subsection or its registration is revoked under subsection 149.1(2), (3), (4), (4.1) or 168(2).

(9) For the purposes of paragraphs (1)(g) and (h),

(a) "designated educational institution" means

partie de cette somme que chacun d'eux peut déduire, le ministre peut en fixer le montant.

(8) Dans le présent article,

a) «régime privé d'assurance-maladie» signifie

- (i) un contrat d'assurance relatif à des frais d'hospitalisation, à des frais médicaux ou à toute combinaison de ces deux catégories de frais, ou
 - (ii) un régime d'assurance-soins médicaux, un régime d'assurance-hospitalisation ou toute combinaison de ces deux régimes,
- exception faite de tout contrat ou régime de cette nature établi ou prévu par

(iii) une loi d'une province établissant un régime d'assurance-santé à l'égard duquel la province reçoit du Canada des contributions pour les services de santé assurés fournis dans le cadre de ce régime conformément à la *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé*, ou

(iv) un texte législatif du Parlement du Canada, autorisant l'établissement d'un régime d'assurance-soins médicaux ou d'un régime d'assurance-hospitalisation pour les employés du Canada et les personnes à leur charge ainsi que pour les personnes à la charge des membres de la Gendarmerie royale du Canada et de la force régulière, lorsque ces employés ou ces membres ont été engagés au Canada et servent hors du Canada;

b) «association canadienne enregistrée de sport amateur» signifie une association qui a été créée en vertu de toute loi en vigueur au Canada, qui réside au Canada, qui

- (i) est une personne visée à l'alinéa 149(1)I, et
- (ii) dont le but premier et la mission principale sont de promouvoir le sport amateur au Canada à l'échelle nationale, et

qui a déposé auprès du Ministre, dans le formulaire prescrit une demande d'enregistrement, qui a été enregistrée, enregistrement qui n'a pas été annulé en vertu des dispositions du paragraphe 168(2); et

c) «organisme de charité enregistré» à une date quelconque, désigne

(i) une oeuvre de charité, une fondation privée ou une fondation publique, au sens du paragraphe 149.1(1), dont la résidence est au Canada et qui a été créée ou établie,

(ii) toute division — annexe, section, paroisse, congrégation —, d'une oeuvre ou fondation visée au sous-alinéa (i), dont la résidence est au Canada et qui y a été créée ou établie, qui reçoit des dons en son nom propre,

qui a fait une demande d'enregistrement selon le formulaire prescrit auprès du Ministre et qui, à cette date, était enregistré comme oeuvre de charité, fondation privée ou fondation publique.

(8.1) Le Ministre peut, par avis expédié par poste recommandée, désigner comme oeuvre de charité, fondation privée ou fondation publique, tout organisme de charité qui était un organisme de charité enregistré le 15 février 1984. La désignation a lieu dans la première année d'imposition de l'organisme commençant après 1983 et, à compter de la date de la mise à la poste de l'avis, l'organisme de charité est réputé être enregistré comme oeuvre de charité, fondation privée ou fondation publique, selon le cas, pour les années d'imposition commençant après 1983 et jusqu'à désignation subséquente au titre du paragraphe (8.2) ou annulation au titre des paragraphes 149.1(2), (3), (4), (4.1) ou 168(2).

(8.2) Le Ministre, par avis expédié par poste recommandée, peut d'office ou sur demande — selon le formulaire prescrit — désigner comme oeuvre de charité, fondation privée ou fondation publique tout organisme de charité enregistré qui a été enregistré après le 15 février

business of farming in Canada throughout a period of at least 24 months during which time an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii) was actively engaged on a regular and continuous basis in the farming business in which the property was used,

(b) a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual or the individual's spouse,

(c) an interest in a family farm partnership of the individual or the individual's spouse, or

(d) an eligible capital property used by a person or partnership referred to in any of subparagraphs (a)(i) to (v) or by a personal trust from which the individual acquired the property in the course of carrying on the business of farming in Canada and, for the purpose of this definition, eligible capital property will not be considered to have been used in the course of carrying on the business of farming in Canada unless the conditions set out in subparagraph (a)(vi) or (vii), as the case may be, are met."

prend une part active de façon régulière et continue dans l'entreprise agricole;

b) une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du particulier ou de son conjoint;

c) une participation dans une société agricole familiale du particulier ou de son conjoint;

d) un bien en immobilisation admissible utilisé par une personne ou société ou par une fiducie personnelle de laquelle le particulier a acquis le bien visée à l'un des sous-alinéas a)(i) à (v) dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise agricole au Canada, un bien en immobilisation admissible n'étant considéré, pour l'application de la présente définition, comme ainsi utilisé que si les conditions visées au sous-alinéa a)(vi) ou (vii), selon le cas, sont remplies.»

(4) Subsection 110.6(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definitions:

"child"
«enfant»

"child" has the meaning assigned by paragraph 70(10)(a);

"cumulative net investment loss"

«perte nette cumulative sur placements»

"cumulative net investment loss" of an individual at the end of a taxation year means the amount, if any, by which

(a) the aggregate of all amounts each of which is the investment expense of the individual for the year or a preceding taxation year ending after 1987

exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is the investment income of the individual for the year or a preceding taxation year ending after 1987;

(4) Le paragraphe 110.6(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«action admissible de petite entreprise»
S'agissant d'une action admissible de petite entreprise d'un particulier (à l'exception d'une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle) à un moment donné, action du capital-actions d'une corporation :

«action admissible de petite entreprise»
«qualified small business corporation share»

a) qui, à ce moment donné, est une action du capital-actions d'une corporation exploitant une petite entreprise, dont le particulier, son conjoint ou une société liée au particulier est propriétaire;

b) qui, tout au long de la période de 24 mois qui précède le moment donné, n'est la propriété de nul autre que le particulier ou une personne ou société qui lui est liée; et

(i) an educational institution in Canada that is

(A) a university, college or other educational institution designated by the Lieutenant Governor in Council of a province as a specified educational institution under the *Canada Student Loans Act* or recognized by the Minister of Education of the Province of Quebec for the purposes of the *Student Loans and Scholarships Act* of the Province of Quebec, or

(B) certified by the Minister of Employment and Immigration to be an educational institution providing courses, other than courses designed for university credit, that furnish a person with skills for, or improve a person's skills in, an occupation,

(ii) a university outside Canada at which the student referred to in paragraph (1)(g) or (h), as the case may be, was enrolled in a course, of not less than 13 consecutive weeks duration, leading to a degree, or

(iii) if the student referred to in paragraph (1)(g) or (h), as the case may be, resided, during the whole of the year referred to therein, in Canada near the boundary between Canada and the United States, an educational institution in the United States to which he commuted that is a university, college or other educational institution providing courses at a post-secondary school level;

(b) "qualifying educational program" means a program of not less than 3 consecutive weeks duration that provides that each student taking the program spend not less than 10 hours per week on courses or work in the program and, in respect of a program at an institution described in clause (a)(i)(A), is a program at a post-secondary school level, but, in relation to any particular student, does not include any such program

(i) if the student received, from a person with whom he was dealing at arm's length, any allowance, benefit, grant or reimbursement for expenses in respect of the program, other than

(A) an amount received by the student as or on account of scholarship, fellowship or bursary, or a prize for achievement in a field of endeavour ordinarily carried on by him, or

(B) a benefit, if any, received by him by virtue of a loan made to him in accordance with the requirements of the *Canada Student Loans Act* or the *Student Loans and Scholarships Act* of the Province of Quebec, or

(ii) if the program was taken by the student

(A) during a period in respect of which he received income from an office or employment, and

(B) in connection with, or as part of the duties of, that office or employment; and

(c) "supporting individual" for a taxation year in respect of a student means an individual (in this paragraph referred to as a "relative" of the student) who was during the year

(i) the student's parent, grandparent, brother or sister, where the student was at any time in the year or a previous year a resident of Canada, or

(ii) the student's parent or grandparent, in any other case,

except that

(iii) no more than one relative of the student may be a supporting individual for the year in respect of the student, and

(iv) the supporting individual for the year in respect of the student shall be deemed to be,

(A) where only one relative of the student has deducted an amount from income for the year under section 109 in respect of the student, that relative,

1984 ou désigné au titre du paragraphe (8.1) ou du présent paragraphe et alors, l'organisme de charité est réputé être enregistré comme oeuvre de charité, fondation privée ou fondation publique, selon le cas, pour les années d'imposition commençant après la date de la mise à la poste de l'avis et jusqu'à désignation subséquente au titre du présent paragraphe ou annulation de l'enregistrement au titre des paragraphes 149.1(2), (3), (4), (4.1) ou 168(2).

(9) Aux fins des alinéas (1)g) et h)

a) «établissement d'enseignement désigné» signifie

(i) un établissement d'enseignement situé au Canada qui est

(A) une université, un collège ou un autre établissement d'enseignement désigné par le lieutenant gouverneur en conseil d'une province comme étant une institution d'enseignement spécifiée aux termes de la *Loi canadienne sur les prêts aux étudiants*, ou reconnu par le ministre de l'éducation de la province de Québec aux fins de la *Loi des prêts et bourses aux étudiants* de la province de Québec, ou

(B) reconnu par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration comme étant un établissement où est dispensé un enseignement (sauf la partie de celui-ci dispensée aux fins de l'octroi de crédits universitaires) qui permet à une personne d'acquérir ou d'améliorer les aptitudes nécessaires pour occuper un emploi,

(ii) une université située hors du Canada, dans laquelle l'étudiant mentionné à l'alinéa (1)g) ou h), selon le cas, était inscrit pour poursuivre des études d'une durée d'au moins 13 semaines consécutives conduisant à un diplôme, ou,

(iii) si l'étudiant mentionné à l'alinéa (1)g) ou h), selon le cas, a résidé au Canada pendant toute l'année y mentionnée, près de la frontière entre le Canada et les États-Unis, un établissement d'enseignement situé aux États-Unis et qui est une université, un collège ou un autre établissement d'enseignement donnant des cours à un niveau post-secondaire, si l'étudiant faisait la navette entre sa résidence et cet établissement;

b) «programme de formation» désigne un programme d'une durée non inférieure à 3 semaines consécutives, selon lequel chaque étudiant qui y participe doit consacrer 10 heures par semaine au moins à des cours ou à des travaux prévus au programme et, relativement à un programme d'une institution visée à la disposition a)(i)(A), un programme à un niveau post-secondaire, mais, pour un étudiant donné, ne comprend un tel programme

(i) si l'étudiant a reçu, d'une personne avec laquelle il traitait sans lien de dépendance, quelque allocation, prestation, subvention ou remboursement de frais concernant le programme, autres

(A) qu'une somme reçue par l'étudiant à titre ou au titre de bourse d'études, de bourse de perfectionnement (*fellowship*) ou de récompense couronnant une oeuvre remarquable réalisée dans son domaine d'activité habituel, ou

(B) une prestation reçue par lui, le cas échéant, au titre d'un prêt qui lui a été consenti en conformité des exigences de la *Loi canadienne sur les prêts aux étudiants* ou de la *Loi des prêts et bourses aux étudiants* de la province de Québec, ou

(ii) si l'étudiant a participé au programme

(A) pendant une période à l'égard de laquelle il a touché un revenu tiré d'une charge ou d'un emploi, et

(B) à l'occasion de cette charge ou de cet emploi ou dans le cadre des fonctions y afférentes; et

c) «particulier assumant les frais d'entretien» pour une année d'imposition en ce qui concerne un étudiant désigne un particulier (appelé au présent alinéa, «parent» de l'étudiant), qui était, durant l'année

“interest in a family farm partnership”
«participation dans une société agricole familiale»

“interest in a family farm partnership” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means an interest owned by the individual at that time in a partnership all or substantially all of the property of which was, at that time, property used by

- (a) the partnership,
- (b) the individual,
- (c) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust,
- (d) a spouse, child or parent of a person referred to in paragraph (b) or (c), or
- (e) a corporation, a share of the capital stock of which was a share of the capital stock of a family farm corporation of an individual referred to in paragraph (b), (c) or (d)

throughout a period of at least 24 months before that time in the course of carrying on the business of farming in Canada in which any individual referred to in paragraph (b), (c) or (d) was actively engaged on a regular and continuous basis;

“investment expense”
«frais de placement»

“investment expense” of an individual for a taxation year means the total of

- (a) the aggregate of all amounts each of which is an amount (other than an amount deducted under subsection 65(1), 66(4), 66.1(3), 66.2(2) or 66.4(2)) deducted in computing his income for the year from property, except to the extent that the amount was included in computing his investment expense for the year under paragraph (b), (c) or (e),
- (b) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under paragraph 20(1)(c), (d), (e), (f), (k) or (bb) in computing his income for the year from a partnership of which he was a specified member in the fiscal period of the partnership ending in the year,
- (c) the aggregate of
 - (i) all amounts each of which is an amount deducted in computing his income for the year as his share of 50

c) qui, tout au long de la partie de la période de 24 mois qui précède le moment donné, où l'action est la propriété du particulier ou d'une personne ou société qui lui est liée, est une action du capital-actions d'une corporation privée dont le contrôle est canadien et dont plus de 50 % de la juste valeur marchande de l'actif est attribuable à des éléments visés aux sous-alinéas (i) ou (ii) :

- (i) des éléments utilisés dans une entreprise que le corporation ou une corporation qui lui est liée exploite activement, principalement au Canada,
- (ii) des actions du capital-actions d'une ou de plusieurs corporations rattachées à la corporation — au sens du paragraphe 186(4), en supposant que ces corporations sont au moment donné des corporations payantes au sens du même paragraphe — ou d'obligations, d'effets, de billets, de *mortgages*, d'hypothèques ou de titres semblables émis par ces corporations, dans le cas où :

- (A) tout au long de la partie de la période de 24 mois qui précède le moment donné se terminant au moment où la corporation a acquis ces actions ou ces titres, nul autre que la corporation ou une personne ou société qui lui est liée n'en est propriétaire, et
- (B) tout au long de la partie de la période de 24 mois qui précède le moment donné, où ces actions ou ces titres sont la propriété de la corporation ou d'une personne ou société qui lui est liée, il s'agit d'actions ou de titres de corporations privées dont le contrôle est canadien et dont plus de 50 % de la juste valeur marchande de l'actif est attribuable à des éléments visés au sous-alinéa (i) ou (ii);

toutefois :

50

(B) where more than one relative of the student has made such a deduction, such one of those relatives as is designated in writing by the student, and

(C) where no relative of the student has made such a deduction, such one of his relatives as is designated in writing by the student.”

Clause 79: (1) Section 110.1 at present reads as follows:

“**110.1(1)** For the purpose of computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust that is not a testamentary trust within the meaning assigned by paragraph 108(1)(i)), there may be deducted an amount equal to the lesser of

- (a) \$1,000, and
- (b) the amount by which the aggregate of
 - (i) the amount of interest included in computing the taxpayer's income for the year, and
 - (ii) the taxpayer's grossed-up dividends for the year,
 - (iii) (Repealed by 1986, c.6, S.56(1).)
 - (iii.1) (Repealed by 1986, c.6, S.56(1).)
 - (iii.2) (Repealed by 1986, c.6, S.56(1).)

exceeds

(iv) the aggregate of amounts deducted by him in computing his income for the year as or on account of interest on borrowed money used, or on an amount payable for property acquired, for the purpose of earning

- (A) interest other than interest described in any of paragraphs (2)(a) to (j),

or

(B) taxable dividends from corporations resident in Canada other than corporations with which the taxpayer does not deal at arm's length.

(2) For the purposes of this section, interest shall not include any amount that is

- (a) interest from a source outside Canada;
- (b) an annuity payment
 - (i) under a registered retirement savings plan or under a plan referred to in subsection 146(12) as an “amended plan” to which paragraph (a) of that subsection applied before May 26, 1976,

(i) le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, le frère ou la sœur de l'étudiant lorsque celui-ci a résidé au Canada à une date quelconque dans l'année ou dans une année antérieure, ou

(ii) le père, la mère, le grand-père, la grand-mère dans tout autre cas sauf

(iii) qu'il ne peut y avoir plus d'un parent de l'étudiant qui soit un particulier assumant les frais d'entretien, pour l'année, en ce qui concerne l'étudiant, et

(iv) que le particulier assumant les frais d'entretien, pour l'année, en ce qui concerne l'étudiant, est réputé,

(A) lorsqu'un seul parent de l'étudiant a déduit une somme de son revenu pour l'année en vertu de l'article 109, en ce qui concerne l'étudiant, être ce parent,

(B) lorsque plus d'un parent de l'étudiant a effectué une telle déduction, être celui de ses parents qui est désigné par écrit par l'étudiant, et

(C) lorsque aucun parent de l'étudiant n'a fait une telle déduction, celui de ses parents qui est désigné par écrit par l'étudiant.”

Article 79, (1). — Texte actuel de l'article 110.1 :

«**110.1(1)** Aux fins du calcul du revenu imposable, pour une année d'imposition, d'un particulier (à l'exclusion d'une fiducie qui n'est pas une fiducie testamentaire au sens de l'alinéa 108(1)i) il peut être déduit une somme égale au moins élevé des montants suivants :

- a) 1 000 \$, ou
- b) la fraction du total
 - (i) du montant de l'intérêt inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, et
 - (ii) des dividendes majorés du contribuable pour l'année,
 - (iii) à (iii.2) (Abrogés par 1986, chap. 6, art. 56(1).)

qui est en sus

(iv) du total des montants qu'il a déduits dans le calcul de son revenu pour l'année en tant qu'intérêts ou à titre d'intérêts sur de l'argent emprunté et utilisé pour gagner, ou sur une somme payable pour des biens acquis pour gagner

(A) des intérêts autres que ceux visés à l'un des alinéas (1)a) à j), ou

(B) des dividendes imposables de corporations résidant au Canada autres que des corporations avec lesquelles le contribuable a un lien de dépendance.

(2) Aux fins du présent article, les intérêts ne comprennent pas

- a) l'intérêt tiré d'une source située à l'extérieur du Canada;
- b) un paiement de rente
 - (i) en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un régime désigné au paragraphe 146(12) comme un «régime modifié» auquel s'appliquait l'alinéa a) de ce paragraphe avant le 26 mai 1976,
 - (ii) en vertu d'un régime de participation différée aux bénéficiaires ou d'un régime visé au paragraphe 147(15) comme un «régime annulé», ou
 - (iii) en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite;

the amount of any loss of a partnership of which he was a specified member in the fiscal period of the partnership ending in the year, and

(ii) all amounts each of which is an amount deducted under paragraph 111(1)(e) in computing his taxable income for the year,

(d) 50% of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under subsection 66(4), 66.1(3), 66.2(2) or 66.4(2) in computing his income for the year in respect of expenses incurred and renounced under subsection 66(12.6), (12.62) or (12.64) by a corporation or incurred by a partnership of which he was a specified member in the fiscal period of the partnership in which the expense was incurred, and

(e) the aggregate of all amounts each of which is the amount of his loss for the year from

(i) property, or

(ii) renting or leasing a rental property (within the meaning assigned by subsection 1100(14) of the *Income Tax Regulations*) or a property described in Class 31 or 32 of Schedule II to the *Income Tax Regulations*

owned by him or by a partnership of which he was a member, except to the extent that the amount was included in computing his investment expense for the year under paragraph (c);

“investment income” of an individual for a taxation year means the total of

(a) the aggregate of all amounts included in computing his income for the year from property, including, for greater certainty, any amount included under subsection 13(1) in respect of a property the income from which would be income from property, except to the extent that the amount was included in computing his investment income for the year under paragraph (b) or (d),

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in

d) dans le cas où, pour une période donnée comprise dans la période de 24 mois se terminant au moment donné, la totalité, ou presque, de la juste valeur marchande de l'actif d'une corporation n'est pas attribuable à des éléments visés au sous-alinéa c)(i) ni à des actions ou titres de corporations visés à la division c)(ii)(B), la mention «plus de 50 %», à la division c)(ii)(B), est remplacée, pour cette période donnée, par la mention «la totalité, ou presque,» quant à d'autres corporations rattachées à la corporation — au sens du paragraphe 186(4) en supposant que ces autres corporations sont, au moment donné, des corporations payantes au sens du même paragraphe —;

e) l'action qui, au cours de la période de 24 mois se terminant au moment donné, remplace une autre action n'est censée remplir les conditions de la présente définition que si l'autre action, tout au long de la partie de cette période se terminant au moment du remplacement,

(i) n'est la propriété de nul autre qu'une personne ou société visée à l'alinéa b), et

(ii) est une action du capital-actions d'une corporation visée à l'alinéa c);

f) une action visée au sous-alinéa c)(ii) qui, au cours de la période de 24 mois se terminant au moment donné, remplace une autre action n'est censée remplir les conditions de ce sous-alinéa que si l'autre action, tout au long de la partie de cette période se terminant au moment du remplacement,

(i) n'est la propriété de nul autre qu'une personne ou société visée à la division c)(ii)(A), et

(ii) est une action du capital-actions d'une corporation visée à l'alinéa c).

«action du capital-actions d'une corporation agricole familiale» Action du capital-actions d'une corporation agricole familiale
 “share of the capital stock of a family farm corporation”

“investment income”
 «revenu de placements»

- (ii) under a deferred profit sharing plan or under a plan referred to in subsection 147(15) as a "revoked plan", or
 - (iii) under a registered retirement income fund;
 - (c) a payment
 - (i) under an income-averaging annuity contract, or
 - (ii) under a registered pension fund or plan;
 - (d) a royalty;
 - (e) exempt income;
 - (f) included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of paragraph 56(1)(q) or subsection 135(7) or 137(5);
 - (g) interest paid or payable to the taxpayer by a person with whom the taxpayer does not deal at arm's length;
 - (h) interest paid or payable to the taxpayer by a partnership of which the taxpayer is a member;
 - (i) pension income or qualified pension income within the meaning that would be assigned by section 110.2 if that section were read without reference to subsection (4) thereof; or
 - (j) interest included in computing the income of the taxpayer for the year to the extent of any amount claimed by him pursuant to subsection 20(14) in respect thereof.
- (3) For the purposes of this section, subject to subsection (2), interest included in computing a taxpayer's income for a taxation year shall be deemed to include
- (a) the amount by which the aggregate of all amounts each of which is an annuity payment included by virtue of paragraph 56(1)(d) in computing the taxpayer's income for the year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the capital element of the payment as determined or established under paragraph 60(a);
 - (b) the amount, if any, by which
 - (i) the aggregate of amounts each of which is an amount included by virtue of subsection 148(1) or (1.1) in computing the taxpayer's income for the year in respect of the disposition of an interest in a life insurance policy exceeds
 - (ii) the portion thereof arising from a disposition described in subparagraph 148(9)(c)(ii) in respect of that policy; and
 - (c) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing the taxpayer's income for the year by virtue of section 12.2 or paragraph 56(1)(d.1).
- (4) Where there is required to be included in computing a taxpayer's income for a taxation year by virtue of subsection 56(4) or sections 74 to 75 income of another person that is interest, the amount so included in the taxpayer's income shall, for the purposes of this section, be deemed to be interest included in computing his income for the year.
- (5) For the purposes of this section, grossed-up dividends of a taxpayer for a taxation year means the amount required by subsection 82(1) to be included in his income for the year, but does not include any such amount in respect of any dividend
- (a) received by the taxpayer from a corporation with which he does not deal at arm's length, or
 - (b) deemed by section 84 to have been received by the taxpayer.
- (6) (Repealed by 1986, c.6, S.56(4).)"

- c) un paiement
 - (i) en vertu d'un contrat de rente à versements invariables, ou
 - (ii) en vertu d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions;
 - d) une redevance;
 - e) un revenu exonéré d'impôt;
 - f) un montant inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en vertu de l'alinéa 56(1)q) ou du paragraphe 135(7) ou 137(5);
 - g) l'intérêt payé ou payable au contribuable par une personne avec laquelle celui-ci a un lien de dépendance;
 - h) l'intérêt payé ou payable au contribuable par une société dont celui-ci est membre;
 - i) un revenu de pensions ou revenu de pensions admissible au sens que lui donnerait l'article 110.2 s'il était interprété sans égard au paragraphe (4); ou
 - j) l'intérêt inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année jusqu'à concurrence de toute somme déduite par lui en conformité du paragraphe 20(14) relativement à cet intérêt.
- (3) Aux fins du présent article et sous réserve du paragraphe (2), l'intérêt compris dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition est réputé inclure
- a) l'excédent du total de toutes les sommes dont chacune représente un versement de rente inclus en vertu de l'alinéa 56(1)d) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année sur le total de toutes les sommes dont chacune représente l'élément du capital d'un tel versement de rente, tel que déterminé ou établi en vertu de l'alinéa 60a);
 - b) le montant de l'excédent, si excédent il y a,
 - (i) du total des montants dont chacun représente un montant inclus en vertu du paragraphe 148(1) ou (1.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année à l'égard de la disposition d'un intérêt dans une police d'assurance-vie sur
 - (ii) la partie de ce dernier montant tirée d'une disposition visée au sous-alinéa 148(9)c)(ii) à l'égard de cette police, et
 - c) le total de toutes les sommes dont chacune représente une somme incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en vertu de l'article 12.2 ou de l'alinéa 56(1)d.1).
- (4) Lorsque le revenu d'une personne qui consiste en intérêts doit être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable autre que cette personne pour une année d'imposition en vertu du paragraphe 56(4) ou des articles 74 à 75, le montant ainsi inclus dans le revenu du contribuable est réputé, pour l'application du présent article, consister en intérêts inclus dans le calcul de son revenu pour l'année.
- (5) Aux fins du présent article, le terme «dividendes majorés» d'un contribuable pour une année d'imposition désigne le montant qui doit être inclus, en vertu du paragraphe 82(1), dans son revenu pour l'année, mais ne comprend pas un tel montant relatif à un dividende
- a) reçu par le contribuable d'une corporation avec laquelle il a un lien de dépendance; ou
 - b) réputé reçu par le contribuable en vertu de l'article 84;
- (6) (Abrogé par 1986, chap. 6, art. 56(4).)»

computing the individual's income for the year as his share of the income of a partnership of which he was a specified member in the fiscal period of the partnership ending in the year, including, for greater certainty, his share of all amounts included under subsection 13(1) in computing the income of the partnership,

(c) 50% of all amounts included in computing his income for the year under subsection 59(3.2), and

(d) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing his income for the year from

(i) property, or

(ii) renting or leasing a rental property (within the meaning assigned by subsection 1100(14) of the *Income Tax Regulations*) or a property described in Class 31 or 32 of Schedule II to the *Income Tax Regulations*

owned by him or by a partnership in which he was a member, except to the extent that the amount was included in computing his investment income for the year under paragraph (b), including, for greater certainty, any amount included under subsection 13(1) in computing his income for the year in respect of rental property or in respect of a property the income from which would be income from property;

“qualified small business corporation share” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time (in this definition referred to as the “determination time”) means a share of the capital stock of a corporation that,

(a) at the determination time, is a share of the capital stock of a small business corporation owned by the individual, the individual's spouse or a partnership related to the individual, (b) throughout the 24 months immediately preceding the determination time, was not owned by anyone

tal-actions d'une corporation dont un particulier, à l'exception d'une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, est propriétaire à un moment donné, si, à ce moment, la totalité, ou presque, des biens dont la corporation est propriétaire sont :

a) soit des biens utilisés, tout au long de la période de 24 mois précédant ce moment :

(i) soit par la corporation,

(ii) soit par le particulier,

(iii) soit, si le particulier est une fiducie personnelle, par un bénéficiaire de celle-ci,

(iv) soit par le conjoint, un enfant, le père ou la mère d'un particulier visé au sous-alinéa (ii) ou (iii),

(v) soit par une société dont une participation est une participation dans une société agricole familiale d'un particulier visé au sous-alinéa (ii), (iii) ou (iv),

dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada dans laquelle un particulier visé au sous-alinéa (ii), (iii) ou (iv) prend une part active de façon régulière et continue;

b) soit des actions du capital-actions d'une ou plusieurs corporations dont la totalité, ou presque, des biens sont des biens visés à l'alinéa a) ou des obligations, effets, billets, *mortgages*, hypothèques ou titres semblables émis par une telle corporation;

c) soit des biens visés à l'un ou l'autre des alinéas a) ou b).

«enfant» S'entend au sens de l'alinéa 70(10)a).

«enfant»
“child”

«frais de placement» Le total des montants suivants applicable à un particulier pour une année d'imposition :

«frais de placement»
“investment expense”

a) le total des montants déduits dans le calcul du revenu du particulier pour l'année tiré de biens — à l'exception de ceux déduits en application des paragraphes 65(1), 66(4), 66.1(3), 66.2(2) et 66.4(2) — dans la mesure où ces montants ne sont pas inclus dans le calcul de ses frais de place-

“qualified small business corporation share”
«action admissible de petite entreprise»

Clause 80: (1) Sections 110.2 and 110.3 read as follows:

“**110.2** (1) For the purpose of computing the taxable income for a taxation year of an individual who, before the end of the year, has attained the age of 65 years, there may be deducted an amount equal to the lesser of

(b) his pension income received in the year.

(2) For the purpose of computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust or an individual referred to in subsection (1)) who before the end of the year

(a) had attained the age of 60 years,

(b) had received a disability pension or survivor's pension under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act,

or

(c) had not attained the age of 60 years, and has not deducted in computing his income for the year an amount under paragraph 60(j) (other than in respect of an amount included in computing his income pursuant to subsection 147(10), which amount was received in satisfaction of his rights and entitlements under a deferred profit sharing plan),

there may be deducted an amount equal to the lesser of

(d) \$1,000, and

(e) his qualified pension income received in the year.

(3) For the purposes of this section, subject to subsection (4),

(a) “pension income” received by a taxpayer in a taxation year means the aggregate of

(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount received by him in the year

(A) as a payment in respect of a life annuity out of or under a superannuation or pension fund or plan,

(B) that is an annuity payment under a registered retirement savings plan, under a plan referred to in subsection 146(12) as an “amended plan” or under an annuity in respect of which an amount is included in computing the taxpayer's income by virtue of paragraph 56(1)(d.2),

(C) that is a payment out of or under a registered retirement income fund,

(D) that is

(I) an annuity payment under a deferred profit sharing plan or under a plan referred to in subsection 147(15) as a “revoked plan”, or

(II) a payment described in subparagraph 147(2)(k)(v), or

(E) that is the amount by which any annuity payment included in computing the taxpayer's income for the year by virtue of paragraph 56(1)(d) exceeds the capital element of that payment as determined or established under paragraph 60(a), if before the end of the year the taxpayer has attained the age of 65 years, unless the taxpayer has elected in his return of income under this Part for the year for the purposes of subsection 110.1(1) to include all such amounts as interest in computing his income for the year, and

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing the taxpayer's income for the year by virtue of section 12.2 or paragraph 56(1)(d.1), if before the end of the year the taxpayer has attained the age of 65 years, unless the

Article 80, (1). — Texte des articles 110.2 et 110.3 :

«**110.2** (1) Aux fins du calcul du revenu imposable pour une année d'imposition d'un particulier qui, avant la fin de l'année, a atteint l'âge de 65 ans, il peut être déduit un montant égal au moins élevé des montants suivants :

a) 1 000 \$, ou

b) son revenu de pensions reçu au cours de l'année.

(2) Aux fins du calcul du revenu imposable pour une année d'imposition d'un particulier (autre qu'une fiducie ou un particulier visé au paragraphe (1)) qui, avant la fin de l'année,

a) avait atteint l'âge de 60 ans,

b) avait reçu une pension d'invalidité ou de survivant en vertu du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions, tel que défini à l'article 3 de cette loi, ou

c) n'avait pas atteint l'âge de 60 ans et n'a pas déduit dans le calcul de son revenu pour l'année une somme en vertu de l'alinéa 60j) (sauf à l'égard d'une somme incluse dans le calcul de son revenu conformément au paragraphe 147(10), laquelle somme a été reçue en compensation de tous ses droits et prétentions en vertu d'un régime de participation différée aux bénéfices),

il peut être déduit une somme égale au moins élevé des montants suivants :

d) 1 000 \$, et

e) son revenu de pensions admissible reçu dans l'année.

(3) Aux fins du présent article, sous réserve du paragraphe (4),

a) «revenu de pensions» reçu par un contribuable au cours d'une année d'imposition désigne le total du

(i) total de toutes les sommes dont chacune représente un montant reçu par lui dans l'année

(A) à titre de paiement à l'égard d'une rente viagère reçu d'une caisse ou d'un régime de retraite ou d'autres pensions, ou en vertu d'une telle caisse ou d'un tel régime,

(B) qui est un paiement de rente en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un régime appelé au paragraphe 146(12) un «régime modifié» ou d'une rente à l'égard de laquelle un montant est inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu de l'alinéa 56(1)d.2),

(C) qui est un paiement provenant ou fait en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite,

(D) qui est

(I) un paiement de rente en vertu d'un régime à participation différée aux bénéficiaires ou en vertu d'un régime appelé au paragraphe 147(15) un «régime dont l'enregistrement est annulé», ou

(II) un paiement visé au sous-alinéa 147(2)k)(v), ou

(E) qui est l'excédent du paiement de rente inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en vertu de l'alinéa 56(1)d) sur l'élément représentant le capital de ce paiement, tel que déterminé ou établi en vertu de l'alinéa 60a), si, avant la fin de l'année, le contribuable a atteint l'âge de 65 ans, à moins qu'il n'ait choisi, dans sa déclaration de revenu pour l'année en vertu de la présente Partie, d'inclure aux fins du paragraphe 110.1(1), tous ces montants à titre d'intérêts dans le calcul de son revenu pour l'année, et

other than the individual or a person or partnership related to the individual, and

(c) throughout that part of the 24 months immediately preceding the determination time while it was owned by the individual or a person or partnership related to the individual, was a share of the capital stock of a Canadian-controlled private corporation more than 50% of the fair market value of the assets of which was attributable to

(i) assets used in an active business carried on primarily in Canada by the corporation or by a corporation related to it,

(ii) shares of the capital stock of or a bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued by one or more corporations that were connected with the corporation (within the meaning of subsection 186(4) on the assumption that such corporation was at that time a "payer corporation" within the meaning of that subsection) where

(A) throughout that part of the 24 months immediately preceding the determination time that ends at the time the corporation acquired such shares or obligations, such shares or obligations were not owned by anyone other than the corporation or a person or partnership related to it, and

(B) throughout that part of the 24 months immediately preceding the determination time such shares or obligations were owned by the corporation or a person or partnership related to it, they were shares or obligations of Canadian-controlled private corporations more than 50% of the fair market value of the assets of which was attributable to assets described in subparagraph (iii), or

(iii) assets described in either of subparagraph (i) or (ii)

ment pour l'année en application des alinéas b), c) ou e);

b) le total des montants déduits en application des alinéas 20(1)c), d), e), f), k) et bb) dans le calcul du revenu du particulier pour l'année provenant d'une société dont il est un associé déterminé dans l'exercice financier de la société se terminant au cours de l'année;

c) le total

(i) des montants déduits dans le calcul du revenu du particulier pour l'année comme sa part des pertes subies par une société dont il est un associé déterminé dans l'exercice financier de celle-ci se terminant au cours de l'année,

(ii) des montants déduits en application de l'alinéa 111(1)e) dans le calcul du revenu imposable du particulier pour l'année;

d) 50 % du total des montants déduits en application des paragraphes 66(4), 66.1(3), 66.2(2) et 66.4(2), dans le calcul du revenu du particulier pour l'année, au titre des frais qu'une corporation a engagés et auxquels elle a renoncé en application du paragraphe 66(12.6), (12.62) ou (12.64) ou des frais engagés par une société dont il est un associé déterminé dans l'exercice financier de la société au cours duquel les frais ont été engagés;

e) le total des pertes subies par le particulier pour l'année résultant de biens ou de la location de biens locatifs — au sens du paragraphe 1100(14) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* — ou de biens visés à la catégorie 31 ou 32 de l'annexe II du même règlement, appartenant au particulier ou à une société dont le particulier est un associé, dans la mesure où ces pertes ne sont pas incluses dans le calcul de ses frais de placement pour l'année en application de l'alinéa c).

«participation dans une société agricole familiale» Participation dans une société agricole familiale
 «interest in a family farm partnership»

taxpayer has elected in his return of income under this Part for the year for the purpose of subsection 110.1(1) to include all such amounts as interest in computing his income for the year; and

(b) "qualified pension income" received by a taxpayer in a taxation year means any amount described in clause (a)(i)(A) and amounts described in clauses (a)(i)(B) to (E) and subparagraph (a)(ii) (if clause (a)(i)(E) and subparagraph (a)(ii) were read without reference to the words "if before the end of the year the taxpayer has attained the age of 65 years,") received by the taxpayer as a consequence of the death of his spouse.

(4) For the purposes of this section, "pension income" and "qualified pension income" do not include any amount that is

(a) the amount of any pension or supplement under the *Old Age Security Act* or of any similar payment under a law of a province;

(b) the amount of any benefit under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act;

(c) a retiring allowance;

(d) a death benefit;

(e) exempt income;

(f) the amount, if any, by which

(i) an amount required to be included in computing the taxpayer's income for the year

exceeds

(ii) the amount, if any, by which the amount referred to in subparagraph (i) exceeds the aggregate of all deductions taken by the taxpayer in the year in respect of that amount;

(g) a payment received out of or under a salary deferral arrangement in respect of a taxpayer, an employee benefit plan or an employee trust; or

(h) a payment out of or under a prescribed provincial pension plan.

(5) (Repealed by 1976-77, c.4, S.45(1).)

110.3 For the purpose of computing the taxable income for a taxation year of an individual who, during the year was a married person, there may be deducted the amount, if any, by which

(a) the aggregate of

(i) an amount equal to the lesser of

(A) the aggregate of all amounts each of which is an amount his spouse may claim as a deduction for the year under section 110.1 or 110.2, and

(B) the amount, if any, by which the maximum deduction allowable under subparagraph 109(1)(a)(ii) for the year exceeds the amount deducted by him for the year under that subparagraph, and

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount his spouse may claim as a deduction for the year under paragraph 109(1)(h) or 110(1)(e) or (g),

exceeds

(b) the amount, if any, by which the aggregate of his spouse's income for the year and the amount included under subsection 110.4(2) in computing his spouse's taxable income for the year exceeds the amount allowable as a deduction under paragraph 109(1)(c)."

Clause 81: (1) Subsection 110.4(1) reads as follows:

(ii) le total de toutes les sommes dont chacune représente une somme incluse dans le calcul du revenu pour l'année du contribuable en vertu de l'article 12.2 ou de l'alinéa 56(1)d.1), si, avant la fin de l'année, le contribuable a atteint l'âge de 65 ans, à moins que le contribuable n'ait choisi, dans sa déclaration de revenu pour l'année en vertu de la présente Partie, d'inclure aux fins du paragraphe 110.1(1), tous ces montants à titre d'intérêts dans le calcul de son revenu pour l'année; et

b) «revenu de pensions admissible» reçu par un contribuable au cours d'une année d'imposition désigne tout montant visé à la disposition a)(i)(A) et les montants visés aux dispositions a)(i)(B) à (E) et au sous-alinéa a)(ii) (la disposition a)(i)(E) et le sous-alinéa a)(ii) devant alors être interprétés comme s'il n'y était pas fait mention des mots «si, avant la fin de l'année, le contribuable a atteint l'âge de 65 ans.» reçus par un contribuable à la suite du décès de son conjoint.

(4) Aux fins du présent article, «revenu de pensions» et «revenu de pensions admissible» ne comprennent pas

a) le montant de la retraite ou du supplément reçu en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* ou de tout paiement analogue fait en vertu d'une loi d'une province;

b) le montant de toute pension reçue en vertu du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de retraite tel qu'il est défini à l'article 3 de ladite loi;

c) une allocation de retraite;

d) une prestation consécutive au décès;

e) tout revenu exonéré d'impôt;

f) la fraction, s'il en est,

(i) du montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année

qui est en sus

(ii) de la fraction, s'il en est, du montant visé au sous-alinéa (i) qui est en sus du total de toutes les déductions réclamées par le contribuable dans l'année à l'égard de ce montant;

g) un paiement reçu dans le cadre d'une entente d'échelonnement du traitement applicable à un contribuable ou dans le cadre d'un régime de prestations aux employés ou d'une fiducie d'employés; ou

h) un paiement provenant d'un régime provincial de pensions visé par règlement.

(5) (Abrogé par 1976-77, chap. 4, art. 45(1).)

110.3 Aux fins du calcul du revenu imposable pour une année d'imposition d'un particulier qui, pendant l'année, était une personne mariée, il peut être déduit la fraction, s'il y a lieu,

a) du total

(i) d'un montant égal au moindre des montants suivants :

(A) le total de tous les montants dont chacun représente un montant que son conjoint peut déduire pour l'année en vertu de l'article 110.1 ou 110.2, et

(B) l'excédent, si excédent il y a, du montant maximal déductible en vertu du sous-alinéa 109(1)a)(ii) pour l'année sur le montant qu'il a déduit pour l'année en vertu de ce sous-alinéa, et

(ii) du total de tous les montants dont chacun représente un montant que son conjoint peut déduire pour l'année en vertu de l'alinéa 109(1)h) ou 110(1)e) ou g),

qui est en sus

b) de la fraction éventuelle de la somme du revenu de son conjoint pour l'année et du montant inclus, en vertu du paragraphe 110.4(2), dans le calcul du revenu imposable de son conjoint pour l'année qui est en sus du montant déductible en vertu de l'alinéa 109(1)c).»

Article 81, (1). — Texte du paragraphe 110.4(1) :

except that

(d) where, for any period of time in the 24 month period ending at the determination time, all or substantially all of the fair market value of the assets of a corporation cannot be attributed to assets described in subparagraph (c)(i) or shares or obligations of corporations described in clause (c)(ii)(B), the reference in clause (c)(ii)(B) to "more than 50%" shall, for that period of time, be read as a reference to "all or substantially all" in respect of other corporations connected with the corporation (within the meaning of subsection 186(4) on the assumption that such other corporation was at that time a "payer corporation" within the meaning of that subsection),

(e) where, at any time in the 24 month period ending at the determination time, the share was substituted for another share, the share shall be considered to have met the requirements of this definition only where the other share

(i) was not owned by any person or partnership other than a person or partnership described in paragraph (b), and

(ii) was a share of the capital stock of a corporation described in paragraph (c),

throughout that part of that 24 month period ending at the determination time that ends at the time of substitution, and

(f) where, at any time in the 24 month period ending at the determination time, a share referred to in subparagraph (c)(ii) was substituted for another share, that share shall be considered to have met the requirements of subparagraph (c)(ii) only where the other share

(i) was not owned by any person or partnership other than a person or partnership described in clause (c)(ii)(A), and

dont un particulier, à l'exception d'une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, est propriétaire à un moment donné, si la totalité, ou presque, des biens de la société sont, à ce moment, des biens utilisés tout au long de la période de 24 mois précédant ce moment :

- a) soit par la société,
- b) soit par le particulier,
- c) soit, si le particulier est une fiducie personnelle, par un bénéficiaire de celle-ci,
- d) soit par le conjoint, un enfant, le père ou la mère d'une personne visée à l'alinéa b) ou c),
- e) soit par une corporation dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale d'un particulier visé aux alinéas b) à d),

dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada dans laquelle une personne visée à l'alinéa b), c), ou d) prend une part active de façon régulière et continue.

«perte nette cumulative sur placements»
L'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) applicable à un particulier à la fin d'une année d'imposition :

«perte nette cumulative sur placements»
"cumulative net investment loss"

a) le total des montants dont chacun représente les frais de placement du particulier pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure se terminant après 1987;

b) le total des montants dont chacun représente le revenu de placements du particulier pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure se terminant après 1987.

«revenu de placements» Le total des montants suivants applicable à un particulier pour une année d'imposition :

«revenu de placements»
"investment income"

a) le total des montants inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année tiré de biens, y compris tout montant inclus en application du paragraphe 13(1) au titre de biens

“110.4 (1) Where an individual (other than a trust) who was resident in Canada throughout a taxation year (in this section referred to as the “year of averaging”) and the two immediately preceding taxation years files with his return of income for the year of averaging under this Part an election in prescribed form with the Minister on or before the day on or before which he was required to file the return, there may be deducted in computing his taxable income for the year of averaging an amount (in this section referred to as the “averaging amount”) that is not less than \$1,000 nor more than the lesser of

(a) the amount that would, but for this subsection, be his taxable income for the year of averaging; and

(b) the greater of

(i) the aggregate of

(A) 1/2 of the amount, if any, by which

(I) the aggregate of all amounts each of which is an amount included by him under subparagraph 40(1)(e)(ii) or 44(1)(e)(ii) in computing his gain for the year of averaging from the disposition of a property

exceeds

(II) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by him under subparagraph 40(1)(a)(iii) or 44(1)(e)(iii) in computing his gain for the year of averaging from the disposition of a property, and

(B) the aggregate of all amounts each of which is the amount of

(I) his income for the year of averaging from the production of a literary, dramatic, musical or artistic work, or

(II) his income for the year of averaging from his activities as an athlete, a musician or a public entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artist, and

(ii) the amount, if any, by which

(A) his income for the year of averaging

exceeds the aggregate of

(B) 110% of the quotient obtained when

(I) the aggregate of all amounts each of which is his adjusted income for a taxation year in the period of such of the three years immediately preceding the year of averaging as were years throughout which he was resident in Canada

is divided by

(II) the number of years in the period mentioned in subclause (I), and

(C) the amount deducted under section 110.6 in computing his taxable income for the year of averaging.”

(2) The relevant portion of subsection 110.4(2) at present reads as follows:

“(2) Where an individual who was resident in Canada throughout a taxation year files with his return for the year under this Part an election in prescribed form with the Minister on or before the day on or before which he was, or would have been if tax had been payable under this Part by him for the year, required to file a return of income under this Part for the year, there shall be added in computing his taxable income for the year the amount, if any, by which”

«110.4 (1) Lorsqu'un particulier (autre qu'une fiducie) a résidé au Canada tout au long d'une année d'imposition (appelée dans le présent article l'«année d'étalement») et des deux années d'imposition précédentes et produit, avec sa déclaration de revenu pour l'année d'étalement en vertu de la présente Partie auprès du Ministre, au plus tard à la date à laquelle il était tenu de produire la déclaration, un choix selon le formulaire prescrit, il peut être déduit dans le calcul de son revenu imposable pour l'année d'étalement un montant (appelé dans le présent article le «montant d'étalement») qui n'est pas inférieur à 1 000 \$ ni supérieur au moins élevé des montants suivants :

a) le montant qui, sans le présent paragraphe, serait son revenu imposable pour l'année d'étalement; et

b) le plus élevé des montants suivants :

(i) le total

(A) de la moitié de l'excédent, si excédent il y a,

(I) du total de tous les montants dont chacun représente un montant qu'il a inclus en vertu du sous-alinéa 40(1)a(ii) ou 44(1)e(ii) dans le calcul de son gain provenant de la disposition d'un bien pour l'année d'étalement

sur

(II) le total de tous les montants dont chacun représente un montant qu'il a déduit en vertu du sous-alinéa 40(1)a(iii) ou 44(1)e(iii) dans le calcul de son gain provenant de la disposition d'un bien pour l'année d'étalement, et

(B) du total de tous les montants dont chacun représente

(I) son revenu tiré de la production d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique pour l'année d'étalement et d'établissement de la moyenne, et

(II) son revenu tiré de ses activités de professionnel du sport, de musicien ou de professionnel du spectacle (notamment comme artiste de théâtre, de cinéma, de radio ou de télévision) pour l'année d'établissement de la moyenne, et

(ii) l'excédent éventuel

(A) du revenu du particulier pour l'année d'étalement sur le total des montants suivants :

(B) 110 % du quotient obtenu en divisant :

(I) le total des montants dont chacun représente le revenu rajusté du particulier pour une année d'imposition dans la période correspondant à celles des trois années précédant l'année d'étalement tout au long desquelles il résidait au Canada

par

(II) le nombre d'années dans la période visée à la subdivision (I),

(C) le montant déduit selon l'article 110.6 dans le calcul du revenu imposable du particulier pour l'année d'étalement.»

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 110.4(2) :

«(2) Lorsqu'un particulier qui a résidé au Canada tout au long d'une année d'imposition produit auprès du Ministre, avec sa déclaration pour l'année en vertu de la présente Partie, un choix selon le formulaire prescrit, au plus tard à la date à laquelle il était tenu, ou serait tenu, si un impôt était payable par lui en vertu de la présente Partie pour l'année, de produire une déclaration de revenu en vertu de la présente Partie pour l'année, il doit être ajouté dans le calcul de son revenu imposable pour l'année l'excédent éventuel de»

(ii) was a share of the capital stock of a corporation described in paragraph (c),
 throughout that part of that 24 month period ending at the determination time that ends at the time of substitution,

“share of the capital stock of a family farm corporation”
 «action du capital-actions d'une corporation agricole familiale»

“share of the capital stock of a family farm corporation” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a share of the capital stock of a corporation owned by the individual at that time where, at that time, all or substantially all of the property owned by the corporation was

- (a) property used by
 - (i) the corporation,
 - (ii) the individual,
 - (iii) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust,
 - (iv) a spouse, child or parent of an individual referred to in subparagraph (ii) or (iii), or
 - (v) a partnership, an interest in which was an interest in a family farm partnership of an individual referred to in subparagraph (ii), (iii) or (iv)

throughout a period of at least 24 months before that time in the course of carrying on the business of farming in Canada in which any individual referred to in subparagraph (ii), (iii) or (iv) was actively engaged on a regular and continuous basis,

(b) shares of the capital stock of one or more corporations all or substantially all of the property of which was property described in paragraph (a) or a bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued by such a corporation, or

(c) properties described in either of paragraph (a) or (b).”

(5) All that portion of subsection 110.6(2) of the said Act preceding paragraph (b)

dont le revenu constituerait un revenu de biens, dans la mesure où ces montants ne sont pas inclus dans le calcul de son revenu de placements pour l'année en application des alinéas b) ou d);

b) le total des montants inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année comme sa part du revenu d'une société dont il est un associé déterminé dans l'exercice financier de la société se terminant au cours de l'année, y compris sa part des montants inclus, en application du paragraphe 13(1), dans le calcul du revenu de la société;

c) 50 % du total des montants inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année en application du paragraphe 59(3.2);

d) le total des montants inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année tiré de biens ou de la location de biens locatifs — au sens du paragraphe 1100(14) du Règlement de l'impôt sur le revenu — ou de biens visés à la catégorie 31 ou 32 de l'annexe II du même règlement, appartenant au particulier ou à une société dont le particulier est un associé, dans la mesure où ces montants ne sont pas inclus dans le calcul de son revenu de placements pour l'année en application de l'alinéa b), y compris tout montant inclus, en application du paragraphe 13(1), dans le calcul du revenu du particulier pour l'année au titre de biens locatifs ou de biens dont le revenu constituerait un revenu de biens.»

(5) Le passage du paragraphe 110.6(2) de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Subsection 110.4(3) reads as follows:

“(3) Subsection (1) does not apply in computing the taxable income of an individual for a taxation year that ended in a calendar year during which he was a bankrupt (within the meaning assigned by section 128).”

(4) Subsections 110.4(4) to (6) at present read as follows:

“(4) For the purposes of subsections (1) and (2), where an individual was resident in Canada throughout the period beginning on the first day of the taxation year in which he died and ending at the time of his death, he shall be deemed to have been resident in Canada throughout the taxation year in which he died.

(5) Subsections (1) and (2) do not apply with respect to a return of income filed under subsection 70(2) or 150(4) or paragraph 104(23)(d).

(6) An election filed by an individual under subsection (1) for a year of averaging is not valid unless on or before the day on or before which the election is required to be filed, the individual

(a) has filed a return of income for each taxation year referred to in subclause (1)(b)(ii)(B)(I) for which tax was payable by him under this Part; and

(b) has filed, with his return of income for the year of averaging, a prescribed form for each taxation year referred to in subclause (1)(b)(ii)(B)(I) for which no tax was payable by him under this Part and for which no return has been filed.”

(5) The relevant portion of subsection 110.4(6.1) at present reads as follows:

“(6.1) An election filed by an individual under subsection (1) or (2) for a taxation year may be revoked”

(6) Subsection 110.4(8) at present reads as follows:

“(8) In this section and in section 120.1,

(a) “accumulated averaging amount” of an individual at the end of any taxation year means the product obtained when

(i) the amount, if any, by which the aggregate of

(A) the individual's accumulated averaging amount at the end of the immediately preceding taxation year, and

(B) the amount deducted under subsection (1) by the individual in computing his taxable income for the year

exceeds

(C) the amount specified by the individual in his election for the year under subsection (2)

is multiplied by

(ii) the ratio (adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth or, where the ratio is equidistant for two one-thousandths, to the larger thereof) that the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September of that year bears to the Consumer Price

(3). — Texte du paragraphe 110.4(3) :

«(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition qui s'est terminée dans une année civile dans laquelle le particulier était en faillite (au sens de l'article 128).»

(4). — Texte actuel des paragraphes 110.4(4) à (6) :

«(4) Aux fins des paragraphes (1) et (2), lorsqu'un particulier a résidé au Canada tout au long de la période commençant le premier jour de l'année d'imposition dans laquelle survint son décès et se terminant à la date de son décès, il est réputé avoir résidé au Canada tout au long de l'année d'imposition dans laquelle survint son décès.

(5) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à une déclaration de revenu produite en vertu du paragraphe 70(2) ou 150(4) ou de l'alinéa 104(23)d.

(6) Un choix produit par un particulier en vertu du paragraphe (1) pour une année d'étalement n'est valide que si le particulier, au plus tard à la date où il doit, au plus tard, produire le choix,

a) a produit une déclaration de revenu pour chaque année d'imposition visée à la subdivision (1)b)(ii)(B)(I), pour laquelle un impôt était payable par lui en vertu de la présente partie;

b) a produit, avec sa déclaration de revenu pour l'année d'étalement, un formulaire prescrit pour chaque année d'imposition visée à la subdivision (1)b)(ii)(B)(I), pour laquelle aucun impôt n'était payable par lui en vertu de la présente partie et pour laquelle aucune déclaration n'a été produite.»

(5). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 110.4(6.1) :

«(6.1) Un choix produit par un particulier en vertu du paragraphe (1) ou (2) pour une année d'imposition peut être révoqué»

(6). — Texte actuel du paragraphe 110.4(8) :

«(8) Dans le présent article et l'article 120.1,

a) «montant d'étalement accumulé» d'un particulier à la fin d'une année d'imposition quelconque désigne le produit obtenu en multipliant

(i) l'excédent, si excédent il y a, du total

(A) du montant d'étalement accumulé du particulier à la fin de l'année d'imposition précédente, et

(B) du montant déduit par le particulier en vertu du paragraphe (1) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année

sur

(C) le montant désigné par le particulier dans son choix exercé en vertu du paragraphe (2) pour l'année

par

(ii) le rapport (rajusté de la manière prescrite et arrondi au millième le plus proche ou, lorsque le rapport est équidistant de deux millièmes, au millième supérieur) existant entre l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre de cette année et l'indice des prix à la

thereof is repealed and the following substituted therefor:

Capital gains deduction — qualified farm property

“(2) In computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust) who was resident in Canada throughout the year and who disposed of qualified farm property in the year or a preceding taxation year ending after 1984, there may be deducted such amount as he may claim not exceeding the least of

(a) the amount, if any, by which \$375,000 exceeds the total of

(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under this section in computing his taxable income for a preceding taxation year,

(ii) where the taxation year ended after 1987, 1/3 of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under this section in computing his taxable income for a taxation year ending before 1988, and

(iii) where the taxation year ended after 1989, 1/8 of the total of

(A) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under this section in computing his taxable income for a taxation year ending before 1990, and

(B) the amount determined under subparagraph (ii) in respect of the individual for the year;”

(6) Section 110.6 is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

Capital gains deduction — qualified small business corporation shares

“(2.1) In computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust) who was resident in Canada throughout the year and who disposed of a share of a corporation in the year or a preceding taxation year and after June 17, 1987 that, at the time of disposition, was a qualified small business corporation share of the individual, there may be deducted such amount as he may claim not exceeding the least of

“(2) Le particulier — à l’exception d’une fiducie — qui réside au Canada tout au long d’une année d’imposition donnée et qui dispose de biens agricoles admissibles au cours de cette année donnée ou d’une année d’imposition antérieure se terminant après 1984 peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour l’année donnée, le montant qu’il peut demander et qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :

Déduction pour gains en capital — biens agricoles admissibles

a) l’excédent éventuel de 375 000 \$ sur le total

(i) des montants déduits en application du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour les années d’imposition antérieures,

(ii) si l’année donnée se termine après 1987, du tiers du total des montants déduits en application du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour les années d’imposition se terminant avant 1988, et

(iii) si l’année donnée se termine après 1989, du huitième du total

(A) des montants déduits en application du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour les années d’imposition se terminant avant 1990, et

(B) du montant calculé selon le sous-alinéa (ii) en ce qui concerne le particulier pour l’année donnée;»

(6) L’article 110.6 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

“(2.1) Le particulier — à l’exception d’une fiducie — qui réside au Canada tout au long d’une année d’imposition donnée et qui dispose au cours de cette année donnée ou d’une année d’imposition antérieure et après le 17 juin 1987 d’actions qui sont alors des actions admissibles de petite entreprise peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour l’année donnée, le montant qu’il peut demander et qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :

Déduction pour gains en capital — actions admissibles de petite entreprise

Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September of the immediately preceding year,

except that, where the individual dies in a taxation year, his accumulated averaging amount at the end of that year means

(iii) nil, where the individual's tax payable under this Part for that year is computed under section 119, or

(iv) the amount determined under subparagraph (i) for that year, in any other case; and

(b) "adjusted income" of an individual for a taxation year means the product obtained when

(i) the amount, if any, by which his income for the year exceeds the amount deducted in computing his taxable income for the year under section 110.6

is multiplied by

(ii) the ratio, adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth or, where the ratio is equidistant from two one-thousandths, to the higher thereof, that the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September next before the year of averaging bears to the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September next before the taxation year."

Clause 82: (1) Paragraph (a) of the definition "annual gains limit" in subsection 110.6(1) at present reads as follows:

"(a) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the properties referred to in that paragraph were

(i) in the case of properties other than qualified farm properties, only such properties disposed of by him in the year, and

(ii) in the case of qualified farm properties, only such properties disposed of by him after 1984,"

(2) New.

(3) The definition "qualified farm property" in subsection 110.6(1) at present reads as follows:

"qualified farm property" of an individual means a property owned by him or his spouse that was

(a) real property used by

(i) the individual, his spouse or any of his children,

(ii) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family farm corporation (within the meaning assigned by paragraph 70(10)(b)) of the individual, his spouse or any of his children, or

(iii) a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership (within the meaning assigned by paragraph 70(10)(c)) of the individual, his spouse or any of his children

in the course of carrying on the business of farming in Canada and for the purposes of this definition property will be considered to have been used by the individual in the course of carrying on the business of farming in Canada if the property or property for

consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre de l'année précédente,

sauf que, lorsque le particulier décède au cours d'une année d'imposition, son montant d'étalement accumulé à la fin de cette année est

(iii) nul, dans le cas où l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour cette année-là est calculé conformément à l'article 119,

(iv) égal au montant déterminé en vertu du sous-alinéa (i) pour cette année, dans les autres cas; et

b) «revenue rajusté» d'un particulier pour une année d'imposition s'entend du produit obtenu en multipliant :

(i) l'excédent éventuel de son revenu pour l'année sur le montant déduit dans le calcul de son revenu imposable pour l'année selon l'article 110.6,

par

(ii) le rapport, rajusté de la manière prescrite et arrêté à la troisième décimale, les résultants qui ont au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure, entre l'indice des prix à la consommation pour la période de douze mois qui s'est terminée le 30 septembre précédant l'année d'étalement et l'indice des prix à la consommation pour la période de douze mois qui s'est terminée le 30 septembre précédant l'année d'imposition.»

Article 82, (1). — Texte actuel de l'alinéa a) de la définition de «plafond annuel des gains» au paragraphe 110.6(1) :

«a) du montant qui serait obtenu selon l'alinéa 3b) à l'égard de ce particulier pour l'année au titre des gains en capital et des pertes en capital, si les biens visés à cet alinéa étaient :

(i) uniquement des biens dont ce particulier disposait dans l'année, dans le cas de biens qui ne sont pas des biens agricoles admissibles,

(ii) uniquement des biens dont ce particulier disposait après 1984, dans le cas de biens agricoles admissibles.»

(2). — Nouveau.

(3). — Texte actuel de la définition de «bien agricole admissible» au paragraphe 110.6(1) :

«(1) «bien agricole admissible» L'un des biens suivant appartenant à un particulier ou à son conjoint :

a) un bien immeuble utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada :

(i) soit par le particulier, son conjoint ou un de ses enfants,

(ii) soit par une corporation dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale (au sens de l'alinéa 70(10)b)) du particulier, de son conjoint ou d'un de ses enfants,

(iii) soit par une société dont une participation est une participation dans une société agricole familiale (au sens de l'alinéa 70(10)c)) du particulier, de son conjoint ou d'une de ses enfants;

pour l'application de la présente définition, un bien est considéré comme utilisé par le particulier dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada, si le bien ou un bien y substitué est

(a) the amount, if any, by which \$375,000 exceeds the total of

- (i) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under this section in computing his taxable income for a preceding taxation year,
- (ii) where the taxation year ended after 1987, the amount determined under subparagraph (2)(a)(ii) in respect of the individual for the year, and
- (iii) where the taxation year ended after 1989, the amount determined under subparagraph (2)(a)(iii) in respect of the individual for the year;

(b) the amount, if any, by which his cumulative gains limit at the end of the year exceeds the amount deducted under subsection (2) in computing his taxable income for the year;

(c) the amount, if any, by which his annual gains limit for the year exceeds the amount deducted under subsection (2) in computing his taxable income for the year; and

(d) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) (other than an amount included in determining the amount in respect of the individual under paragraph (2)(d)) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified small business corporation shares disposed of by him after June 17, 1987."

(7) Subsections 110.6(3) and (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(3) In computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust) who was resident in Canada throughout the year and who disposed of property (other than a disposition of property to which subsection (2) or (2.1) applies) there may be deducted such amount as he may claim not exceeding the least of

a) l'excédent éventuel de 375 000 \$ sur le total

- (i) des montants déduits en application du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour les années d'imposition antérieures,
- (ii) si l'année donnée se termine après 1987, du montant calculé selon le sous-alinéa (2)a)(ii) en ce qui concerne le particulier pour l'année donnée,
- (iii) si l'année donnée se termine après 1989, du montant calculé selon le sous-alinéa (2)a)(iii) en ce qui concerne le particulier pour l'année donnée;

b) l'excédent éventuel de son plafond des gains cumulatifs à la fin de l'année donnée sur le montant déduit en application du paragraphe (2) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année donnée;

c) l'excédent éventuel de son plafond annuel des gains pour l'année donnée sur le montant déduit en application du paragraphe (2) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année donnée;

d) l'excédent qui serait calculé à l'égard du particulier pour l'année donnée en application de l'alinéa 3b) — à l'exception d'un montant inclus dans le calcul du montant visé à l'alinéa (2)d) concernant le particulier — en ce qui concerne les gains en capital et les pertes en capital, si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des actions admissibles de petite entreprise dont le particulier aurait disposé après le 17 juin 1987.»

(7) Les paragraphes 110.6(3) et (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(3) Le particulier — à l'exception d'une fiducie — qui réside au Canada tout au long d'une année d'imposition et qui dispose au cours de cette année de biens auxquels les paragraphes (2) et (2.1) ne s'appliquent pas peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour cette année, le montant qu'il peut demander et

Déduction pour gains en capital — autres biens

Capital gains deduction — other property

which that real property was substituted was used by a person or partnership, as the case may be, referred to in subparagraphs (i) to (iii) in the course of carrying on a business of farming in Canada

- (iv) in the year the property was disposed of by the individual, or
- (v) in at least five years during which the property was owned by the individual, his spouse or his children,
- (b) a share of the capital stock of a family farm corporation (within the meaning assigned by paragraph 70(10)(b)) of the individual or his spouse, or
- (c) an interest in a family farm partnership (within the meaning assigned by paragraph 70(10)(c)) of the individual or his spouse."

(4) New.

(5) The relevant portion of subsection 110.6(2) at present reads as follows:

"(2) In computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust) ending before 1990 who was resident in Canada throughout the year and who disposed of qualified farm property in the year or a preceding taxation year ending after 1984, there may be deducted such amount as he may claim not exceeding the least of

- (a) the amount, if any, by which \$250,000 exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under this subsection in computing his taxable income for a preceding taxation year;"

(6) New.

(7) Subsections 110.6(3) and (4) at present reads as follows:

"(3) In computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust) who was resident in Canada throughout the year, there may be deducted such amount as he may claim not exceeding the least of

- (a) the amount, if any, by which \$250,000 exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under this section in computing his taxable income for a preceding taxation year;
- (b) the amount, if any, by which his cumulative gains limit at the end of the year exceeds the amount deducted under subsection (2) in computing his taxable income for the year; and

utilisé dans ce cadre par une personne ou société, selon le cas, visée aux sous-alinéas (i) à (iii) :

- (iv) soit dans l'année où le particulier a disposé du bien,
- (v) soit pendant au moins cinq années, pendant lesquelles le bien a appartenu au particulier, à son conjoint ou à un de ses enfants;
- b) une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale (au sens de l'alinéa 70(10)b)) du particulier ou de son conjoint;
- c) une participation dans une société agricole familiale (au sens de l'alinéa 70(10)c)) du particulier ou de son conjoint.»

(4). — Nouveau.

(5). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 110.6(2) :

«(2) Le particulier (à l'exception d'une fiducie) qui réside au Canada tout au long d'une année d'imposition se terminant avant 1990 et qui dispose de biens agricoles admissibles dans cette année ou dans une année d'imposition antérieure se terminant après 1984, peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour cette année, un montant qui ne dépasse pas le moindre des montants suivants :

- a) l'excédent éventuel de 250 000 \$ sur le total des montants dont chacun représente un montant que le particulier a déduit selon le présent paragraphe dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure;»

(6). — Nouveau.

(7). — Texte actuel des paragraphes 110.6(3) et (4) :

«(3) Le particulier (à l'exception d'une fiducie) qui réside au Canada tout au long d'une année d'imposition peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour cette année, un montant qui ne dépasse pas le moindre des montants suivants :

- a) l'excédent éventuel de 250 000 \$ sur le total des montants dont chacun représente un montant que le particulier a déduit selon le présent article dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure;
- b) l'excédent éventuel de son plafond des gains cumulatifs à la fin de l'année sur le montant qu'il déduit selon le paragraphe (2) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année;
- c) l'excédent éventuel de son plafond annuel des gains pour l'année sur le montant qu'il déduit selon le paragraphe (2) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année.

(a) the amount, if any, by which \$75,000 exceeds the total of

- (i) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under this subsection in computing his taxable income for a preceding taxation year, 5
- (ii) where the taxation year ended after 1987, 1/3 of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under this subsection in computing his taxable income for a taxation year ending before 1988, and 10
- (iii) where the taxation year ended after 1989, 1/8 of the total of 15
 - (A) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under this subsection in computing his taxable income for a taxation year ending before 1990, and 20
 - (B) the amount determined under subparagraph (ii) in respect of the individual for the year;

(b) the amount, if any, by which his cumulative gains limit at the end of the year exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under subsection (2) or (2.1) in computing his taxable income for the year; and 30

(c) the amount, if any, by which his annual gains limit for the year exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under subsection (2) or (2.1) in computing his taxable income for the year. 35

qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :

a) l'excédent éventuel de 75 000 \$ sur le total 5

- (i) des montants déduits en application du présent paragraphe dans le calcul de son revenu imposable pour les années d'imposition antérieures, 5
- (ii) si l'année d'imposition se termine après 1987, du tiers du total des montants déduits en application du présent paragraphe dans le calcul de son revenu imposable pour les années d'imposition se terminant avant 1988, et 10
- (iii) si l'année d'imposition se termine après 1989, du huitième du total 15
 - (A) des montants déduits en application du présent paragraphe dans le calcul de son revenu imposable pour les années d'imposition se terminant avant 1990, et 20
 - (B) du montant calculé selon le sous-alinéa (ii) en ce qui concerne le particulier pour l'année; 25

b) l'excédent éventuel de son plafond des gains cumulatifs à la fin de l'année sur le total des montants déduits en application des paragraphes (2) et (2.1) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année; 30

c) l'excédent éventuel de son plafond annuel des gains pour l'année sur le total des montants déduits en application des paragraphes (2) et (2.1) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année. 35

Maximum capital gains deduction

(4) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (3), the total amount that may be deducted under this section in computing the taxable income of an individual for a taxation year shall not exceed the amount, if any, by which \$375,000 exceeds the total of

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under this section in computing his taxable income for a preceding taxation year; 45

(4) Par dérogation aux paragraphes (2), (2.1) et (3), le montant total qu'un particulier peut déduire en application du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition ne peut dépasser l'excédent éventuel de 375 000 \$ sur le total des montants suivants : 40

a) le total des montants déduits en application du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour les années d'imposition antérieures; 45

Déduction maximale pour gains en capital

(c) the amount, if any, by which his annual gains limit for the year exceeds the amount deducted under subsection (2) in computing his taxable income for the year.

(4) Notwithstanding subsections (2) and (3), the total amount that may be deducted under this section in computing the taxable income of an individual for a taxation year shall not exceed the amount, if any, by which \$250,000 exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under this section in computing his taxable income for a preceding taxation year."

(4) Par dérogation aux paragraphes (2) et (3), le montant total qu'un particulier peut déduire selon le présent article dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition ne peut dépasser l'excédent éventuel de 250 000 \$ sur le total des montants dont chacun représente un montant que le particulier a déduit selon le présent article dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure.»

(5) For the purposes of subsections (2) and (3), an individual shall be deemed to have deducted an amount in a taxation year if the amount is deducted in a taxation year in Canada and the following conditions are satisfied:

(5) Pour les purposes of subsections (2) and (3), an individual shall be deemed to have deducted an amount in a taxation year if the amount is deducted in a taxation year in Canada and the following conditions are satisfied:

(a) the amount is an amount that is deductible under subsection (2) or (3) in computing the individual's taxable income for the year;

(a) the amount is an amount that is deductible under subsection (2) or (3) in computing the individual's taxable income for the year;

(b) the amount is an amount that is deductible under subsection (2) or (3) in computing the individual's taxable income for the year;

(b) the amount is an amount that is deductible under subsection (2) or (3) in computing the individual's taxable income for the year;

(6) For the purposes of subsection (5), an individual shall be deemed to have deducted an amount in a taxation year if the amount is deducted in a taxation year in Canada and the following conditions are satisfied:

(6) For the purposes of subsection (5), an individual shall be deemed to have deducted an amount in a taxation year if the amount is deducted in a taxation year in Canada and the following conditions are satisfied:

(a) the amount is an amount that is deductible under subsection (2) or (3) in computing the individual's taxable income for the year;

(a) the amount is an amount that is deductible under subsection (2) or (3) in computing the individual's taxable income for the year;

(b) the amount is an amount that is deductible under subsection (2) or (3) in computing the individual's taxable income for the year;

(b) the amount is an amount that is deductible under subsection (2) or (3) in computing the individual's taxable income for the year;

(b) where the taxation year ended after 1987, the amount determined under subparagraph (2)(a)(ii) in respect of the individual for the year; and

(c) where the taxation year ended after 1989, the amount determined under subparagraph (2)(a)(iii) in respect of the individual for the year.”

(8) All that portion of subsection 110.6(5) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“for the purposes of subsections (2), (2.1) and (3) he shall be deemed to have been resident in Canada throughout the particular year.”

(9) All that portion of subsection 110.6(6) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(6) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (3), where an individual has a capital gain for a taxation year from the disposition of a capital property and knowingly or under circumstances amounting to gross negligence”

(10) All that portion of subsection 110.6(7) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(7) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (3), where an individual has a capital gain for a taxation year from the disposition of property as part of a series of transactions or events each of which is effected or to be effected after November 21, 1985”

b) si l'année d'imposition se termine après 1987, le montant calculé selon le sous-alinéa (2)a(ii) en ce qui concerne le particulier pour l'année;

c) si l'année d'imposition se termine après 1989, le montant calculé selon le sous-alinéa (2)a(iii) en ce qui concerne le particulier pour l'année.»

(8) Le passage du paragraphe 110.6(5) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5) Pour l'application des paragraphes (2), (2.1) et (3), un particulier est réputé résider au Canada tout au long d'une année d'imposition donnée s'il y réside à 15 une date quelconque de cette année donnée et :»

Résidence
réputée

(9) Le passage du paragraphe 110.6(6) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(6) Par dérogation aux paragraphes (2), (2.1) et (3), aucun montant n'est déductible en vertu du présent article au titre d'un gain en capital réalisé par un particulier pour une année d'imposition sur la disposition d'un bien en immobilisation, dans le calcul du revenu imposable de ce particulier pour cette année ou pour une année d'imposition ultérieure, si, sciemment ou dans des circonstances équivalant 30 à faute lourde, ce particulier :»

Gain en capital
non déclaré

(10) Le passage du paragraphe 110.6(7) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(7) Par dérogation aux paragraphes (2), (2.1) et (3), aucun montant n'est déductible en vertu du présent article au titre d'un gain en capital réalisé par un particulier pour une année d'imposition sur la disposition d'un bien, dans le calcul du revenu imposable de ce particulier pour cette année, si cette disposition fait partie d'une série d'événements ou d'opérations qui ont lieu ou doivent avoir lieu, chacun, après le 21 novembre 1985 et si cette série 45 en est une :»

Déduction
exclue

Failure to
report capital
gain

Where
deduction not
permitted

(8) This amendment would substitute a reference to subsections 110.6(2), (2.1) and (3) for the reference to section 110.6.

(8). — Remplacement du renvoi à l'article 110.6 par un renvoi aux paragraphes 110.6(2), (2.1) et (3).

(9) and (10) These amendments would add a reference to subsection 110.6(2.1).

(9) et (10). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 110.6(2.1).

(13) Subsection 110.6(10) of the Act

110.6(10) Subsection 110.6(10) of the Act

110.6(10) Subsection 110.6(10) of the Act

(11) Paragraph 110.6(7)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) in which any property is acquired by a corporation or partnership for consideration that is significantly less than the fair market value of the property at the time of acquisition (other than an acquisition as the result of an amalgamation or merger of corporations or the winding-up of a corporation or partnership or a distribution of property of a trust in satisfaction of all or part of a corporation’s capital interest in the trust),”

(12) Subsection 110.6(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(8) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (3), where an individual has a capital gain for a taxation year from the disposition, after November 21, 1985, of a property and it may reasonably be concluded, having regard to all the circumstances, that a significant part of the capital gain is attributable to the fact that dividends were not paid on a share (other than a prescribed share) of a corporation or that dividends paid on such a share in the year or in any preceding taxation year were less than 90% of the average annual rate of return thereon for that year, no amount in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.”

(13) Subsection 110.6(10) of the said Act is repealed.

(14) All that portion of subsection 110.6(11) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(11) Where it is reasonable to consider that one of the main reasons for an individual acquiring, holding or having an interest in a partnership or trust (other than an interest in a personal trust) or a

(11) L’alinéa 110.6(7)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) soit dans laquelle une corporation ou une société acquiert un bien pour une contrepartie bien moins élevée que sa juste valeur marchande à la date de l’acquisition (sauf si l’acquisition résulte d’une fusion ou d’une unification de corporations, de la liquidation d’une corporation ou d’une société ou d’une distribution de biens d’une fiducie contre tout ou partie d’une participation d’une corporation au capital de la fiducie).»

(12) Le paragraphe 110.6(8) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(8) Par dérogation aux paragraphes (2), (2.1) et (3), aucun montant n’est déductible en vertu du présent article au titre d’un gain en capital réalisé par un particulier pour une année d’imposition sur la disposition, après le 21 novembre 1985, d’un bien, dans le calcul du revenu imposable de ce particulier pour cette année, s’il est raisonnable de conclure, étant donné les circonstances, qu’une partie importante du gain en capital est attribuable au fait que des dividendes n’ont pas été versés sur une action d’une corporation — à l’exclusion d’une action prescrite — ou que des dividendes versés sur une telle action dans l’année ou dans une année d’imposition antérieure étaient inférieurs au montant correspondant à 90 % du taux de rendement annuel moyen sur l’action pour cette année.»

(13) Le paragraphe 110.6(10) de la même loi est abrogé.

(14) Le passage du paragraphe 110.6(11) de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(11) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, lorsqu’il est raisonnable de considérer que l’un des principaux motifs pour lesquels un particulier acquiert, détient ou a une participation

Idem

Idem

Where deduction not permitted

Dédution non admise

(11) This amendment would substitute the underlined words for "that does not approximate its".

(11). — Remplacement de «éloignée de» par «biens moins élevé que» et adjonction des mots soulignés.

(12) This amendment would add a reference to subsection 110.6(2.1).

(12). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 110.6(2.1).

(13) Subsection 110.6(10) reads as follows:

"(10) Notwithstanding subsections (2) and (3), where an individual has a capital gain for a taxation year arising as a result of his granting, after November 21, 1985, an extension or renewal of an option to acquire property, no amount in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year."

(13). — Texte du paragraphe 110.6(10) :

«(10) Par dérogation aux paragraphes (2) et (3), aucun montant n'est déductible en vertu du présent article au titre d'un gain en capital que réalise un particulier pour une année d'imposition en consentant, après le 21 novembre 1985, un prolongement ou renouvellement d'une option portant sur l'acquisition d'un bien, dans le calcul du revenu imposable de ce particulier pour cette année.»

(14) This amendment would substitute the underlined words for "testamentary trust or an interest in a trust no beneficial interest in which was acquired for consideration payable directly or indirectly to the trust or to any person who has made a contribution to the trust by way of a transfer, assignment or other disposition of property".

(14). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 110.6(11) :

«(11) Lorsqu'il est raisonnable de considérer que l'une des principaux motifs pour lesquels un particulier acquiert, détient ou a une participation dans une société ou dans une fiducie — à l'exclusion d'une participation dans un fiducie testamentaire et d'une participation dans une fiducie dans laquelle aucun droit de bénéficiaire n'est acquis pour

share of an investment corporation, mortgage investment corporation or mutual fund corporation, or for the existence of any terms, conditions, rights or other attributes of the interest or share, is to enable the individual to receive or have allocated to him a percentage of any capital gain or taxable capital gain of the partnership, trust or corporation that is larger than his percentage of the income of the partnership, trust or corporation, as the case may be, notwithstanding any other provision of this Act,"

(15) Subsection 110.6(12) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(12) Notwithstanding any other provision of this Act, a trust described in paragraph 104(4)(a) may, in computing its taxable income for its taxation year in which the taxpayer's spouse referred to in that paragraph died, deduct under this section an amount equal to the least of

(a) the amount, if any, by which the eligible taxable capital gains (within the meaning assigned by paragraph 108(1)(d.2)) of the trust for that year exceeds the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts each of which is the amount, if any, determined under paragraph (b) or (d) of the definition "cumulative gains limit" in subsection (1) in respect of the taxpayer's spouse at the end of the taxation year in which the spouse died

exceeds

(ii) the amount if any, determined under paragraph (a) of the definition "cumulative gains limit" in subsection (1) in respect of the taxpayer's spouse at the end of the taxation year in which the spouse died;

(b) the aggregate of

(i) the lesser of

(A) the amount, if any, that would be determined in respect of the

dans une société ou fiducie — à l'exclusion d'une participation dans une fiducie personnelle — ou une action d'une corporation de placement, d'une corporation de placements hypothécaires ou d'une corporation de fonds mutuels, ou que l'un des principaux motifs de l'existence de certaines conditions, de certains droits ou d'autres caractéristiques de la participation ou de l'action, consiste à permettre au participant de recevoir ou de se voir attribuer une quote-part d'un gain en capital ou d'un gain en capital imposable de la société, de la fiducie ou de la corporation, supérieure à sa quote-part du revenu de la société, de la fiducie ou de la corporation, selon le cas,»

(15) Le paragraphe 110.6(12) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(12) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, une fiducie visée à l'alinéa 104(4)a) peut déduire en vertu du présent article le moins élevé des montants suivants dans le calcul de son revenu imposable pour l'année d'imposition de la fiducie au cours de laquelle le conjoint du contribuable, mentionné à cet alinéa, est décédé :

a) l'excédent éventuel des gains en capital imposables admissibles — au sens de 30 l'alinéa 108(1)d.2) — de la fiducie pour cette année sur l'excédent éventuel

(i) du total des montants éventuels calculés selon les alinéas b) et d) de la définition de «plafond des gains cumulatifs», au paragraphe (1), à l'égard du conjoint du contribuable à la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle ce conjoint est décédé

sur

40

(ii) le montant éventuel calculé selon l'alinéa a) de la définition de «plafond des gains cumulatifs», au paragraphe (1), à l'égard du conjoint du contribuable à la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle ce conjoint est décédé;

b) le total

(i) du moins élevé

Spousal trust deduction

Déduction dans le calcul du revenu imposable d'une fiducie au profit exclusif du conjoint

(15) Subsection 110.6(12) at present reads as follows:

“(12) Notwithstanding any other provision of this Act, a trust described in paragraph 104(4)(a) may, in computing its taxable income for its taxation year in which the taxpayer's spouse referred to in that paragraph died, deduct under this section an amount equal to the lesser of

(a) the amount, if any, by which the eligible taxable capital gains (within the meaning assigned by paragraph 108(1)(d.2) of the trust for that year exceeds the amount, if any, by which

(i) the amount, if any, determined under paragraph (b) of the definition “cumulative gains limit” in subsection (1) in respect of the taxpayer's spouse at the end of the taxation year in which the spouse died

exceeds

(ii) the amount, if any, determined under paragraph (a) of the definition “cumulative gains limit” in subsection (1) in respect of the taxpayer's spouse at the end of the taxation year in which the spouse died; and

(b) the amount, if any, by which \$250,000 exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the taxpayer's spouse under this section for the taxation year in which the spouse died or a preceding taxation year.”

une contrepartie payable directement ou indirectement à la fiducie ou à une personne qui verse une contribution à la fiducie sous forme de transfert, cession ou autre disposition de biens — ou une action d'une corporation de placement, d'une corporation de placements hypothécaires ou d'une corporation de fonds mutuels, ou que l'un des principaux motifs de l'existence de certaines conditions, de certains droits ou d'autres caractéristiques de la participation ou de l'action, consiste à permettre au particulier de recevoir ou de se voir attribuer un pourcentage d'un gain en capital ou gain en capital imposable de la société, de la fiducie ou de la corporation, pourcentage qui est supérieur à celui qui correspond à sa part du revenu de la société, de la fiducie ou de la corporation, selon le cas, nonobstant les autres dispositions de la présente loi.»

(15). — Texte actuel du paragraphe 110.6(12) :

«(12) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, une fiducie visée à l'alinéa 104(4)a peut déduire en vertu du présent article le moindre des montants suivants dans le calcul de son revenu imposable pour l'année d'imposition de la fiducie au cours de laquelle est décédé le conjoint du contribuable mentionné à cet alinéa :

a) l'excédent éventuel des gains en capital imposables admissibles (au sens de l'alinéa 108(1)d.2) de la fiducie pour cette année sur l'excédent éventuel

(i) du montant éventuel calculé selon l'alinéa b) de la définition de «plafond des gains cumulatifs» au paragraphe (1) à l'égard du conjoint du contribuable à la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle ce conjoint est décédé

sur

(ii) le montant éventuel calculé selon l'alinéa a) de la définition de «plafond des gains cumulatifs» au paragraphe (1) à l'égard du conjoint du contribuable à la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle ce conjoint est décédé;

b) l'excédent éventuel de 250 000 \$ sur le total des montants dont chacun représente un montant déduit par le conjoint du contribuable en vertu du présent article pour l'année d'imposition au cours de laquelle ce conjoint est décédé ou pour une année d'imposition antérieure.»

trust for that year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were properties disposed of by it after 1984, other than properties referred to in subparagraph (ii), and

(B) the amount, if any, by which \$75,000 exceeds the total of

(I) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the taxpayer's spouse under subsection (3) for the taxation year in which the spouse died or a preceding taxation year, and

(II) the aggregate of all amounts each of which is an amount determined under subparagraph (3)(a)(ii) or (iii) in respect of the taxpayer's spouse for the taxation year in which the spouse died, and

(ii) the amount, if any, that would be determined in respect of the trust that year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified farm properties disposed of by it after 1984 and qualified small business corporation shares disposed of by it after June 17, 1987; and

(c) the amount, if any, by which \$375,000 exceeds the total of

(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the taxpayer's spouse under this section for the taxation year in which the spouse died or a preceding taxation year, and

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount determined under subparagraph (2)(a)(ii) or (iii) in respect of the taxpayer's spouse for the taxation year in which the spouse died."

(A) de l'excédent éventuel qui serait calculé à l'égard de la fiducie pour cette année en application de l'alinéa 3b) en ce qui concerne les gains en capital et les pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens dont elle aurait disposé après 1984 — à l'exclusion des biens visés au sous-alinéa (ii) —,

(B) de l'excédent éventuel de 75 000 \$ sur le total

(I) des montants déduits par le conjoint du contribuable en application du paragraphe (3) pour l'année d'imposition au cours de laquelle ce conjoint est décédé et pour les années d'imposition antérieures,

(II) des montants calculés en application des sous-alinéas (3)a)(ii) et (iii) en ce qui concerne le conjoint du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle ce conjoint est décédé, et

(ii) de l'excédent éventuel qui serait calculé à l'égard de la fiducie pour cette année en application de l'alinéa 3b) en ce qui concerne les gains en capital et les pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles dont elle aurait disposé après 1984 et des actions admissibles de petite entreprise dont elle aurait disposé après le 17 juin 1987;

c) l'excédent éventuel de 375 000 \$ sur le total

(i) des montants déduits par le conjoint du contribuable en application du présent article pour l'année d'imposition au cours de laquelle ce conjoint est décédé et pour les années d'imposition antérieures,

(ii) des montants calculés selon les sous-alinéas (2)a)(ii) et (iii) en ce qui concerne le conjoint du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle ce conjoint est décédé.»

(16) Section 110.6 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

“(14) For the purposes of the definition “qualified small business corporation share” in subsection (1),

(a) a taxpayer shall be deemed to have disposed of shares that are identical properties in the order in which he acquired them;

(b) in determining whether a corporation is a small business corporation or a Canadian-controlled private corporation at any time, a right referred to in paragraph 251(5)(b) shall not include a right under a purchase and sale agreement relating to a share of the capital stock of a corporation;

(c) a personal trust shall be deemed to be related to a person or partnership for any period throughout which the person or partnership was a beneficiary of the trust;

(d) a partnership shall be deemed to be related to a person for any period throughout which the person was a member of the partnership;

(e) where a corporation acquires shares of a class of the capital stock of another corporation from any person, it shall be deemed in respect of those shares to be related to the person where all or substantially all of the consideration received by that person from the corporation in respect of those shares was common shares of the capital stock of the corporation; and

(f) shares issued by a corporation to a particular person or partnership shall be deemed to have been owned immediately before their issue by a person who was not related to the particular person or partnership unless the shares were issued

(i) as consideration for other shares, or

(ii) as part of a transaction or series of transactions in which the person or partnership disposed of property to the corporation that consisted of

(16) L'article 110.6 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(14) Pour l'application de la définition d'«action admissible de petite entreprise» au paragraphe (1) :

a) un contribuable est réputé disposer des actions qui sont des biens identiques dans l'ordre où il les a acquises;

b) pour déterminer si une corporation est une corporation exploitant une petite entreprise ou une entreprise privée dont le contrôle est canadien, à un moment donné, le droit visé à l'alinéa 251(5)b) ne comprend pas un droit prévu par convention d'achat-vente portant sur une action du capital-actions d'une corporation;

c) une fiducie personnelle est réputée liée à une personne ou société pendant chaque période tout au long de laquelle cette personne ou société est bénéficiaire de la fiducie;

d) une société est réputée liée à une personne pendant chaque période tout au long de laquelle cette personne est un associé de la société;

e) la corporation qui acquiert d'une personne des actions d'une catégorie du capital-actions d'une autre corporation est réputée, quant à ces actions, liée à cette personne si la totalité, ou presque, de la contrepartie que cette personne reçoit de la corporation pour ces actions consiste en actions ordinaires du capital-actions de la corporation;

f) les actions émises par une corporation en faveur d'une personne ou société donnée sont réputées avoir été la propriété, immédiatement avant leur émission, d'une personne qui n'était pas liée à la personne ou société donnée, sauf si les actions ont été émises :

(i) soit en contrepartie d'autres actions,

(ii) soit dans le cadre d'une opération ou d'une série d'opérations dans laquelle la personne ou société donnée a disposé, en faveur de la corporation, de biens qui représentent :

Précisions sur les actions admissibles de petite entreprise

Related persons, etc.

(A) all or substantially all of the assets used in an active business carried on by that person or the members of that partnership, or
 (B) an interest in a partnership all or substantially all of the assets of which were used in an active business carried on by the members of the partnership.”

(A) la totalité, ou presque, des éléments d'actif utilisés dans une entreprise exploitée activement par cette personne ou par les associés de cette société, ou
 (B) une participation dans une société dont la totalité, ou presque, des éléments d'actif sont utilisés dans une entreprise exploitée activement par les associés de la société.»

(17) Subsections (1) to (10), (12), (13), (15) and (16) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years except that

(17) Les paragraphes (1) à (10), (12), (13), (15) et (16) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois :

(a) paragraphs (a), (c) and (e) of the definition “investment expense”, as enacted by subsection (4), are not applicable before 1989 with respect to amounts deducted under paragraph 20(1)(a) of the said Act in respect of a certified production (within the meaning assigned by subsection 1104(2) of the *Income Tax Regulations*) of a taxpayer or a partnership that is property included in paragraph (n) of Class 12 of Schedule II of the *Income Tax Regulations*;

a) les alinéas a), c) et e) de la définition 15 de «frais de placement», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, édictés par le paragraphe (4), ne s'appliquent pas avant 1989 aux montants déduits par application de l'alinéa 20(1)a) de la même loi au titre 20 d'une «production portant visa» — au sens du paragraphe 1104(2) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* — d'un contribuable ou d'une société, qui est un bien visé à l'alinéa n) de la catégorie 12 de l'annexe II 25 de ce règlement;

(b) the definition “qualified small business corporation share” in subsection 110.6(1) of the said Act, as enacted by subsection (4), and subsection 110.6(14) of the said Act, as enacted by subsection (16), are applicable with respect to dispositions of shares after June 17, 1987;

b) la définition d'«action admissible de petite entreprise», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (4), ainsi que le paragraphe 110.6(14) de 30 la même loi, édicté par le paragraphe (16), s'appliquent aux dispositions d'actions effectuées après le 17 juin 1987;

(c) for the 1988 and 1989 taxation years the references to “\$375,000” in paragraphs 110.6(2)(a) and (2.1)(a) and subsections 110.6(4) and (12) of the said Act, 35 as enacted by subsections (5), (6), (7) and (15), shall be read as references to “\$333,333”;

c) pour les années d'imposition 1988 et 1989, la mention de «375 000 \$» aux ali- 35 néas 110.6(2)a) et (2.1)a) et aux paragraphes 110.6(4) et (12) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (5), (6), (7) et (15), est remplacée par la mention de «333 333 \$»;

(d) for the 1988 and 1989 taxation years the references to “\$75,000” in paragraphs 110.6(3)(a) and (12)(b) of the said Act, as enacted by subsections (7) and (15), shall be read as references to “\$66,667”; and

d) pour les années d'imposition 1988 et 1989, la mention de «75 000 \$» aux alinéas 110.6(3)a) et (12)b) de la même loi, édic- 45 tés respectivement par les paragraphes (7) et (15), est remplacée par la mention de «66 667 \$»;

(e) in applying subsection 110.6(10) of the said Act for taxation years ending after 1984 and before 1988 it shall be read as follows:

e) pour son application aux années d'im- 50 position se terminant après 1984 et avant 1988, le paragraphe 110.6(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10 L'acquisition d'un bien...
 11 L'acquisition d'un bien...
 12 L'acquisition d'un bien...
 13 L'acquisition d'un bien...
 14 L'acquisition d'un bien...
 15 L'acquisition d'un bien...
 16 L'acquisition d'un bien...
 17 L'acquisition d'un bien...
 18 L'acquisition d'un bien...
 19 L'acquisition d'un bien...
 20 L'acquisition d'un bien...

(1) Notwithstanding subsection (2) and (3), where an individual has a capital gain for a taxation year arising as a result of his transfer after December 31, 1982, of his property, other than a capital asset, to an estate or trust of an estate or trust, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

18 Les paragraphes 115 et 114 s'appliquent aux années d'imposition 1982 et suivantes.

(18) Subsections (1) and (2) do not apply to the 1982 and subsequent taxation years.

19 L'acquisition d'un bien...
 20 L'acquisition d'un bien...
 21 L'acquisition d'un bien...
 22 L'acquisition d'un bien...
 23 L'acquisition d'un bien...
 24 L'acquisition d'un bien...
 25 L'acquisition d'un bien...
 26 L'acquisition d'un bien...
 27 L'acquisition d'un bien...
 28 L'acquisition d'un bien...
 29 L'acquisition d'un bien...

(19) Notwithstanding subsection (1), if the taxpayer is a resident of Canada in the taxation year, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

30 L'acquisition d'un bien...
 31 L'acquisition d'un bien...
 32 L'acquisition d'un bien...
 33 L'acquisition d'un bien...
 34 L'acquisition d'un bien...
 35 L'acquisition d'un bien...
 36 L'acquisition d'un bien...
 37 L'acquisition d'un bien...
 38 L'acquisition d'un bien...
 39 L'acquisition d'un bien...
 40 L'acquisition d'un bien...

(30) Notwithstanding subsection (1), if the taxpayer is a resident of Canada in the taxation year, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

41 L'acquisition d'un bien...
 42 L'acquisition d'un bien...
 43 L'acquisition d'un bien...
 44 L'acquisition d'un bien...
 45 L'acquisition d'un bien...
 46 L'acquisition d'un bien...
 47 L'acquisition d'un bien...
 48 L'acquisition d'un bien...
 49 L'acquisition d'un bien...
 50 L'acquisition d'un bien...

(41) Notwithstanding subsection (1), if the taxpayer is a resident of Canada in the taxation year, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

51 L'acquisition d'un bien...
 52 L'acquisition d'un bien...
 53 L'acquisition d'un bien...
 54 L'acquisition d'un bien...
 55 L'acquisition d'un bien...
 56 L'acquisition d'un bien...
 57 L'acquisition d'un bien...
 58 L'acquisition d'un bien...
 59 L'acquisition d'un bien...
 60 L'acquisition d'un bien...

(51) Notwithstanding subsection (1), if the taxpayer is a resident of Canada in the taxation year, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

61 L'acquisition d'un bien...
 62 L'acquisition d'un bien...
 63 L'acquisition d'un bien...
 64 L'acquisition d'un bien...
 65 L'acquisition d'un bien...
 66 L'acquisition d'un bien...
 67 L'acquisition d'un bien...
 68 L'acquisition d'un bien...
 69 L'acquisition d'un bien...
 70 L'acquisition d'un bien...

(61) Notwithstanding subsection (1), if the taxpayer is a resident of Canada in the taxation year, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

71 L'acquisition d'un bien...
 72 L'acquisition d'un bien...
 73 L'acquisition d'un bien...
 74 L'acquisition d'un bien...
 75 L'acquisition d'un bien...
 76 L'acquisition d'un bien...
 77 L'acquisition d'un bien...
 78 L'acquisition d'un bien...
 79 L'acquisition d'un bien...
 80 L'acquisition d'un bien...

(71) Notwithstanding subsection (1), if the taxpayer is a resident of Canada in the taxation year, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

81 L'acquisition d'un bien...
 82 L'acquisition d'un bien...
 83 L'acquisition d'un bien...
 84 L'acquisition d'un bien...
 85 L'acquisition d'un bien...
 86 L'acquisition d'un bien...
 87 L'acquisition d'un bien...
 88 L'acquisition d'un bien...
 89 L'acquisition d'un bien...
 90 L'acquisition d'un bien...

(81) Notwithstanding subsection (1), if the taxpayer is a resident of Canada in the taxation year, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

91 L'acquisition d'un bien...
 92 L'acquisition d'un bien...
 93 L'acquisition d'un bien...
 94 L'acquisition d'un bien...
 95 L'acquisition d'un bien...
 96 L'acquisition d'un bien...
 97 L'acquisition d'un bien...
 98 L'acquisition d'un bien...
 99 L'acquisition d'un bien...
 100 L'acquisition d'un bien...

(91) Notwithstanding subsection (1), if the taxpayer is a resident of Canada in the taxation year, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

91 L'acquisition d'un bien...
 92 L'acquisition d'un bien...
 93 L'acquisition d'un bien...
 94 L'acquisition d'un bien...
 95 L'acquisition d'un bien...
 96 L'acquisition d'un bien...
 97 L'acquisition d'un bien...
 98 L'acquisition d'un bien...
 99 L'acquisition d'un bien...
 100 L'acquisition d'un bien...

(91) Notwithstanding subsection (1), if the taxpayer is a resident of Canada in the taxation year, the amount of the gain that is included in the taxpayer's income for the year in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.

100

“(10) Notwithstanding subsections (2) and (3), where an individual has a capital gain for a taxation year arising as a result of his granting, after November 21, 1985, an extension or renewal of an option to acquire property, other than qualified farm property, no amount in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing his taxable income for the year.”

(18) Subsections (11) and (14) are applicable to the 1985 and subsequent taxation years.

83. (1) Clause 110.7(1)(d)(i)(C) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(C) is not included in determining an amount deducted under subsection 118.2(1) for the year or any other taxation year, and”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

84. (1) Paragraph 111(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) his net capital losses for taxation years preceding and the three taxation years immediately following the year;”

(2) Section 111 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

“(1.1) Notwithstanding paragraph (1)(b), where a taxpayer has claimed an amount under that paragraph for a particular taxation year in respect of his net capital losses, the amount that may be deducted under that paragraph in respect of those losses for that year is the lesser of

- (a) the aggregate of
- (i) the amount, if any, determined under paragraph 3(b) in respect of the taxpayer for the particular year, and

“(10) Par dérogation aux paragraphes (2) et (3), aucun montant n'est déductible en application du présent article, dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, au titre d'un gain en capital que le particulier réalise pour l'année en consentant, après le 21 novembre 1985, un prolongement ou un renouvellement d'une option portant sur l'acquisition d'un bien — à l'exclusion d'un bien agricole admissible —.”

(18) Les paragraphes (11) et (14) s'appliquent aux années d'imposition 1985 et suivantes.

83. (1) La division 110.7(1)a)(i)(C) de la 15 même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(C) n'est pas inclus dans le calcul d'une déduction en application du paragraphe 118.2(1) pour l'année ou pour une autre année d'imposition, et»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

84. (1) L'alinéa 111(1)b) de la même loi 25 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) les pertes en capital nettes que le contribuable subit pour les années d'imposition qui précèdent et pour les trois années d'imposition qui suivent l'année;» 30

(2) L'article 111 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

“(1.1) Par dérogation à l'alinéa (1)b), le contribuable qui a demandé la déduction d'un montant selon cet alinéa pour une année d'imposition donnée au titre de ses pertes en capital nettes ne peut déduire selon cet alinéa au titre de ces pertes pour l'année donnée que le moins élevé des montants suivants :

- a) le total
- (i) de l'excédent éventuel calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard du contribuable pour l'année donnée,

Net capital losses

Pertes en capital nettes

Net capital losses

Pertes en capital nettes

Clause 83: (1) This amendment would substitute a reference to subsection 118.2(1) for the reference to paragraph 110(1)(c) and substitute "determining" for "computing".

Clause 84: (1) Paragraph 111(1)(b) at present reads as follows:

"(b) his net capital losses for taxation years preceding and the three taxation years immediately following the year, but no amount is deductible for the year in respect of new capital losses except to the extent of the aggregate of

- (i) the amount, if any, determined under paragraph 3(b) in respect of the taxpayer for the year, and
- (ii) where the taxpayer is an individual, the lesser of
 - (A) \$2,000, and
 - (B) his pre-1986 capital loss balance for the year;"

(2) New.

Article 83, (1). — Remplacement du renvoi à l'alinéa 110(1)c) par un renvoi au paragraphe 118.2(1).

Article 84, (1). — Texte actuel de l'alinéa 111(1)b) :

«b) les pertes en capital nettes que le contribuable subit pour les années d'imposition précédentes et pour les trois années d'imposition qui suivent l'année; toutefois, la somme déductible pour l'année au titre des pertes en capital nettes ne l'est que jusqu'à concurrence du total :

- (i) du montant éventuel calculé selon l'alinéa b) à l'égard du contribuable pour l'année, et
- (ii) si le contribuable est un particulier, du moindre :
 - (A) de 2 000 \$,
 - (B) du solde pour l'année des pertes en capital subies avant 1986 par le contribuable;»

(2). — Nouveau.

(ii) where the taxpayer is an individual, the lesser of
 (A) \$2,000, and
 (B) his pre-1986 capital loss balance for the particular year; and
 (b) the aggregate of all amounts each of which is an amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C}$$

where

- A is the amount of a net capital loss for a taxation year (in this paragraph referred to as a "loss year") claimed under paragraph (1)(b),
- B is the fraction that would be used for the particular year under section 38 in respect of the taxpayer if he had a capital loss for that year, and
- C is the fraction required to be used under section 38 in respect of the taxpayer for the loss year."

(ii) si le contribuable est un particulier, du moins élevé de 2 000 \$ ou du solde, pour l'année donnée, de ses pertes en capital subies avant 1986;
 b) le total des montants dont chacun représente un montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

où

- A représente le montant d'une perte en capital nette pour une année d'imposition — appelée «année de la perte» au présent alinéa — dont le contribuable a demandé la déduction selon l'alinéa (1)b),
- B la fraction qui serait utilisée pour l'année donnée pour l'application de l'article 38 en ce qui concerne le contribuable s'il avait subi une perte en capital pour l'année donnée,
- C la fraction à utiliser pour l'application de l'article 38 en ce qui concerne le contribuable pour l'année de la perte.»

(3) Subsection 111(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 111(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Year of death

"(2) Where a taxpayer dies in a taxation year, for the purposes of computing his taxable income for that year and the immediately preceding taxation year, subsection (1.1) shall be read as follows:

«(2) En cas de décès d'un contribuable, le paragraphe (1.1) est remplacé par ce qui suit aux fins du calcul du revenu imposable du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est décédé et pour l'année d'imposition précédente :

"(1.1) Notwithstanding paragraph (1)(b), where a taxpayer has claimed an amount under that paragraph for a particular year in respect of his net capital losses, the amount that may be deducted under that paragraph in respect of those losses (to the extent they are not deducted in computing his income for any other taxation year) for that year is the aggregate of

«(1.1) Par dérogation à l'alinéa (1)b), dans le cas où un contribuable a demandé la déduction d'un montant pour une année d'imposition donnée selon cet alinéa au titre de ses pertes en capital nettes, le montant déductible selon cet alinéa au titre de ces pertes pour l'année donnée — dans la mesure où elles n'ont pas déjà été déduites dans le calcul de son revenu pour une autre année d'imposition — est le total des montants suivants :

(a) an amount not exceeding the amount, if any, determined under para-

(3) Subsection 111(2) at present reads as follows:

“(2) Where a taxpayer dies in a taxation year, for the purposes of computing his taxable income for that year and the immediately preceding taxation year, paragraph (1)(b) shall be read as follows:

“(b) his net capital losses for all taxation years not deducted by him in computing his taxable income for any other taxation year to the extent of the aggregate of

- (i) the amount, if any, determined under paragraph 3(b) in respect of the taxpayer for the year, and
- (ii) the amount, if any, by which the aggregate of such net capital losses exceeds the aggregate of the amount, if any, determined under subparagraph (i) in respect of the taxpayer for the year and the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the taxpayer under section 110.6 in computing his taxable income for a taxation year.”

(3). — Texte actuel du paragraphe 111(2) :

«(2) En cas de décès d'un contribuable dans une année d'imposition, l'alinéa (1)(b) est remplacé par ce qui suit aux fins du calcul du revenu imposable de ce contribuable pour cette année et pour l'année d'imposition précédente :

«b) les pertes en capital nettes que le contribuable subit pour toutes les années d'imposition et qu'il n'a pas déduites dans le calcul de son revenu imposable pour une autre année d'imposition, jusqu'à concurrence du total :

- (i) du montant éventuel calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard du contribuable pour l'année, et
- (ii) de l'excédent éventuel du total de ces pertes en capital nettes sur le total du montant éventuel calculé selon le sous-alinéa (i) à l'égard du contribuable pour l'année et du total des montants dont chacun représente un montant déduit par le contribuable selon l'article 110.6 dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition;»

graph 3(b) in respect of the taxpayer for the particular year, equal to the aggregate of all amounts each of which is an amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C}$$

where

A is the net capital losses for a taxation year (in this paragraph referred to as a "loss year") claimed under paragraph (1)(b),

B is the fraction that would be used for the particular year under section 38 in respect of the taxpayer if he had a capital loss for that year, and

C is the fraction required to be used under section 38 in respect of the taxpayer for the loss year; and

(b) the amount, if any, by which (i) his net capital losses claimed under paragraph (1)(b) for the particular year

exceeds the aggregate of (ii) the amount of his net capital losses claimed under paragraph (1)(b) that was determined under paragraph (a) for the particular year, and

(iii) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the taxpayer under section 110.6 in computing his taxable income for a taxation year."

(4) Subparagraph 111(3)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) amounts deducted under this section in respect of that non-capital loss, restricted farm loss, farm loss or limited partnership loss in computing

a) le total — ne dépassant pas l'excédent éventuel calculé selon l'alinéa (3)b) en ce qui concerne le contribuable pour l'année donnée — des montants dont chacun représente un montant calculé 5 selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

où

A représente une perte en capital nette pour une année d'imposition — appelée «année de la perte» au présent alinéa — dont le contribuable a 15 demandé la déduction selon l'alinéa (1)b),

B la fraction qui serait utilisée pour l'année donnée pour l'application de l'article 38 en ce qui concerne le con- 20 tribuable s'il avait subi une perte en capital pour l'année donnée,

C la fraction à utiliser pour l'application de l'article 38 en ce qui concerne le contribuable pour l'année de la 25 perte;

b) l'excédent éventuel

(i) de ses pertes en capital nettes dont le contribuable a demandé la déduction pour l'année donnée selon l'alinéa 30 (1)b)

sur le total

(ii) du montant, visé à l'alinéa a), des pertes en capital nettes dont il a demandé la déduction selon l'alinéa 35 (1)b) pour l'année donnée,

(iii) du total des montants dont chacun représente un montant déduit par le contribuable selon l'article 110.6 dans le calcul de son revenu 40 imposable pour une année d'imposition.»

(4) Le sous-alinéa 111(3)a)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) des sommes déduites selon le pré- 45 sent article, au titre de cette perte autre qu'une perte en capital, perte agricole restreinte, perte agricole ou

perce comme commanditaire ou associé, dans le calcul du revenu imposable pour les années d'imposition antérieures à l'année donnée.

(1.1) du montant demandé en début de l'année selon l'alinéa (1) au titre de cette perte en capital versée pour les années d'imposition antérieures à l'année donnée.

taxable income for taxation years preceding the particular taxation year.

(1.1) the amount that was claimed under paragraph (1) in respect of that net capital loss for taxation years preceding the particular taxation year and

(2) Le passage de l'alinéa 111(3) de la 10^e même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

the amount of the non-capital loss in respect of the particular taxation year.

(2) The passage of paragraph 111(3) of the 10th Act that precedes sub-paragraph (i) is repealed and replaced by the following:

(a) la fraction de la perte en capital qui est en capital au de la perte en capital selon le cas, selon par la corporation 15 pour une année d'imposition, telle que l'année donnée, qu'il est permis de considérer comme telle, en l'application d'une corporation, de la 20 corporation exploitant une entreprise au cours de cette année, la fraction de la perte en capital qui est en capital au cours de cette année, de considérer comme telle, en l'application de l'alinéa 110(1.1) dans la 25 l'année, sont déductibles par la corporation pour une année d'imposition donnée, en tenant compte de cette date.

the fraction of the non-capital loss in respect of the corporation that may be for a taxation year ending before that year as may reasonably be expected as its loss from carrying on a business and where a business was carried on by the corporation in that year.

(19) The fraction of the non-capital loss in respect of the corporation that may be for a taxation year ending before that year as may reasonably be expected as its loss from carrying on a business and where a business was carried on by the corporation in that year.

(b) La phrase de l'alinéa 111(3) de la 10^e même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

such portion of the non-capital loss in respect of the corporation that may be for a taxation year ending before that year as may reasonably be expected as its loss from carrying on a business and where a business was carried on by the corporation in that year.

(20) The portion of the non-capital loss in respect of the corporation that may be for a taxation year ending before that year as may reasonably be expected as its loss from carrying on a business and where a business was carried on by the corporation in that year.

(c) la fraction de la perte en capital, telle que l'année donnée, selon le cas, selon par la corporation 22 pour une année d'imposition, telle que l'année donnée, de la 25 l'année, sont déductibles par la corporation pour une année d'imposition donnée, en tenant compte de cette date.

such portion of the non-capital loss in respect of the corporation that may be for a taxation year ending before that year as may reasonably be expected as its loss from carrying on a business and where a business was carried on by the corporation in that year.

(21) The portion of the non-capital loss in respect of the corporation that may be for a taxation year ending before that year as may reasonably be expected as its loss from carrying on a business and where a business was carried on by the corporation in that year.

(4) to (6) These amendments would add the underlined and sidelined words.

(4). — Texte actuel du sous-alinéa 111(3)a(i) :
 «(i) des sommes déduites en vertu du présent article relativement à cette perte dans le calcul du revenu imposable pour des années d'imposition qui précèdent l'année d'imposition donnée, et»

taxable income for taxation years preceding the particular taxation year,

(i.1) the amount that was claimed under paragraph (1)(b) in respect of that net capital loss for taxation years preceding the particular taxation year, and”

perte comme commanditaire ou assimilé, dans le calcul du revenu imposable pour les années d'imposition antérieures à l'année donnée,

(i.1) du montant demandé en déduction selon l'alinéa (1)b) au titre de cette perte en capital nette pour les années d'imposition antérieures à l'année donnée, et»

(5) All that portion of paragraph 111(5)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(a) such portion of the corporation's non-capital loss or farm loss, as the case may be, for a taxation year ending before that time as may reasonably be regarded as its loss from carrying on a business and, where a business was carried on by the corporation in that year, such portion of the non-capital loss as may reasonably be regarded as being in respect of an amount deductible under paragraph 110(1)(k) in computing its taxable income for the year is deductible by the corporation for a particular taxation year ending after that time”

(5) Le passage de l'alinéa 111(5)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) la fraction de la perte autre qu'une perte en capital ou de la perte agricole, selon le cas, subie par la corporation pour une année d'imposition se terminant avant cette date, qu'il est raisonnable de considérer comme résultant de l'exploitation d'une entreprise et, si la corporation exploitait une entreprise au cours de cette année, la fraction de la perte autre qu'une perte en capital qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à un montant déductible en application de l'alinéa 110(1)k) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, sont déductibles par la corporation pour une année d'imposition donnée se terminant après cette date.»

(6) All that portion of paragraph 111(5)(b) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) such portion of the corporation's non-capital loss or farm loss, as the case may be, for a taxation year ending after that time as may reasonably be regarded as its loss from carrying on a business and, where a business was carried on by the corporation in that year, such portion of the non-capital loss as may reasonably be regarded as being in respect of an amount deductible under paragraph 110(1)(k) in computing its taxable income for the year is deductible by the corporation for a particular year ending before that time”

(6) Le passage de l'alinéa 111(5)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) la fraction de la perte autre qu'une perte en capital ou de la perte agricole, selon le cas, subie par la corporation pour une année d'imposition se terminant après cette date, qu'il est raisonnable de considérer comme résultant de l'exploitation d'une entreprise et, si la corporation exploitait une entreprise au cours de cette année, la fraction de la perte autre qu'une perte en capital qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à un montant déductible en application de l'alinéa 110(1)k) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, sont déductibles par la corporation pour une année d'imposition donnée

(5). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 111(5)a) :

«a) la fraction de la perte autre qu'une perte en capital ou de la perte agricole, selon le cas, subie par la corporation pour une année d'imposition se terminant avant cette date, et qui peut raisonnablement être considérée comme étant la perte qu'elle a subie dans l'exploitation d'une entreprise, est déductible par la corporation pour une année d'imposition donnée se terminant après cette date,»

(6). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 111(5)b) :

«b) la fraction de la perte autre qu'une perte en capital ou de la perte agricole, selon le cas, subie par la corporation pour une année d'imposition se terminant après cette date et qui peut raisonnablement être considérée comme une perte résultant de l'exploitation d'une entreprise, est déductible par la corporation pour une année d'imposition donnée se terminant avant cette date, seulement»

(7) Paragraph 111(5.2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) $\frac{3}{4}$ of the fair market value of the eligible capital property in respect of the business, and”

(8) Clause 111(8)(b)(i)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(A) the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer’s loss for the year from an office, employment, business or property, his allowable business investment loss for the year, an amount deducted under section 110.6 or an amount deductible under paragraph 110(1)(d), (d.1), (d.2), (d.3), (f), (j) or (k), section 112 or subsection 113(1) or 138(6) in computing his taxable income for the year”

(9) All that portion of paragraph 111(8)(b.2) of the said Act following clause (ii)(C) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“exceeds the total of
(iii) the aggregate of amounts deducted under section 110.6 in computing his taxable income for taxation years preceding 1988,
(iv) $\frac{3}{4}$ of the aggregate of amounts deducted under section 110.6 in computing his taxable income for taxation years preceding the particular year and ending after 1987 and before 1990, and
(v) $\frac{2}{3}$ of the aggregate of amounts deducted under section 110.6 in computing his taxable income for taxation years preceding the particular year and ending after 1989; and”

se terminant avant cette date, seulement»

(7) L’alinéa 111(5.2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) les $\frac{3}{4}$ de la juste valeur marchande des biens en immobilisation admissibles relatifs à cette entreprise; et»

(8) La division 111(8)b)(i)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(A) du total des sommes dont chacune représente la perte que le contribuable a subie pour l’année relativement à une charge, un emploi, une entreprise ou un bien, sa perte déductible au titre d’un placement d’entreprise pour l’année, une somme déduite en application de l’article 110.6 ou encore une somme déductible en application de l’alinéa 110(1)d), d.1), d.2), d.3), f), j) ou k), de l’article 112 ou du paragraphe 113(1) ou 138(6) dans le calcul de son revenu imposable pour l’année»

(9) Le passage de l’alinéa 111(8)b.2) de la même loi qui suit la division (ii)(C) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«sur le total
(iii) de l’ensemble des montants déduits en application de l’article 110.6 dans le calcul de son revenu imposable pour les années d’imposition antérieures à 1988,
(iv) des $\frac{3}{4}$ du total des montants déduits en application de l’article 110.6 dans le calcul de son revenu imposable pour les années d’imposition antérieures à l’année donnée et se terminant après 1987 et avant 1990, et
(v) des $\frac{2}{3}$ du total des montants déduits en application de l’article 110.6 dans le calcul de son revenu imposable pour les années d’imposition antérieures à l’année donnée et se terminant après 1989;»

(7) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

(7). — Remplacement de «la moitié» par «les 3/4».

(8) This amendment would add the underlined words and a reference to paragraph 110(1)(k).

(8). — Adjonction du passage souligné et marqué d'un trait vertical, et adjonction d'un renvoi à l'alinéa 110(1)k.

(9) The relevant portion of paragraph 111(8)(b.2) at present reads as follows:

"exceeds the aggregate of amounts deducted under section 110.6 in computing his taxable income for taxation years preceding the particular taxation year; and"

(9). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 111(8)b.2) :

«sur le total des montants déduits selon l'article 110.6 dans le calcul de son revenu imposable pour les années d'imposition précédant l'année d'imposition donnée;»

(10) Subsections (1) to (4) are applicable with respect to computations of taxable incomes for the 1985 and subsequent taxation years.

(11) Subsections (5) and (6) are applicable with respect to non-capital losses and farm losses for the 1988 and subsequent taxation years.

(12) Subsection (7) is applicable with respect to acquisitions of control of a corporation occurring after the commencement of the corporation's first taxation year commencing after June, 1988.

(13) Subsections (8) and (9) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years except that

(a) for the purpose of computing a corporation's taxable income for a taxation year ending before July, 1988 the amount of the corporation's non-capital loss for another taxation year ending after June, 1988 shall be deemed to be the amount, if any, by which

(i) the amount that would, but for this paragraph, be the non-capital loss for the other year,

exceeds

(ii) 1/5 of the lesser of

(A) the amount deductible under paragraph 110(1)(k) of the said Act, as enacted by subsection 78(7) of this Act, in computing the corporation's taxable income for the other year, and
(B) the amount that would, but for this paragraph, be the non-capital loss for the other year;

(b) for the purpose of computing a corporation's taxable income for a taxation year ending after June, 1988 the amount of the corporation's non-capital loss for another taxation year ending before July, 1988 shall be deemed to be the aggregate of

(i) the amount that would, but for this paragraph, be the non-capital loss for the other year, and

(ii) 1/4 of the lesser of

(A) the amount deductible under paragraph 110(1)(k) of the said Act, as enacted by subsection 74(7) of this

(10) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent au calcul du revenu imposable pour les années d'imposition 1985 et suivantes.

(11) Les paragraphes (5) et (6) s'appliquent aux pertes autres que les pertes en capital et aux pertes agricoles pour les années d'imposition 1988 et suivantes.

(12) Le paragraphe (7) s'applique aux acquisitions de contrôle d'une corporation postérieures au début de la première année d'imposition de la corporation commençant après juin 1988.

(13) Les paragraphes (8) et (9) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois :

a) dans le calcul du revenu imposable d'une corporation pour une année d'imposition se terminant avant juillet 1988, la perte autre que la perte en capital de la corporation pour une autre année d'imposition se terminant après juin 1988 est réputée être l'excédent éventuel de ce que serait la perte autre que la perte en capital pour cette autre année sans le présent alinéa sur 1/5 du moins élevé

(i) du montant déductible en application de l'alinéa 110(1)k de la même loi, édicté par le paragraphe 78(7) de la présente loi, dans le calcul du revenu imposable de la corporation pour cette autre année,

(ii) de ce que serait la perte autre que la perte en capital pour cette autre année sans le présent alinéa;

b) dans le calcul du revenu imposable d'une corporation pour une année d'imposition se terminant après juin 1988, la perte autre que la perte en capital de la corporation pour une autre année d'imposition se terminant avant juillet 1988 est réputée être augmentée du 1/4 du moins élevé

(i) du montant déductible en application de l'alinéa 110(1)k de la même loi, édicté par le paragraphe 74(7) de la présente loi, dans le calcul du revenu imposable de la corporation pour cette autre année,

Act, in computing the corporation's taxable income for the other year, and (B) the amount that would, but for this paragraph, be the non-capital loss for the other year; and

(c) for the purpose of subsection 111(3) of the said Act the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted in computing a corporation's taxable income or an amount claimed under Part IV of the said Act for a taxation year ending before July, 1988 in respect of a non-capital loss for another taxation year ending after June, 1988 shall be deemed to be the aggregate of

(i) all amounts so deducted or so claimed, and

(ii) 1/4 of the amount, if any, by which (A) all the amounts so deducted or so claimed exceeds (B) the amount, if any, by which the amount deductible for the year in respect of the non-capital loss exceeds 4/5 of the amount deductible under paragraph 110(1)(k) of the said Act, as enacted by subsection 74(7) of this Act, in computing the corporation's taxable income for the other year.

(ii) de ce que serait la perte autre que la perte en capital pour cette autre année sans le présent alinéa;

c) pour l'application du paragraphe 111(3) de la même loi, le total des montants dont chacun représente un montant déduit dans le calcul du revenu imposable d'une corporation ou un montant demandé en application de la partie IV de la même loi, pour une année d'imposition se terminant avant juillet 1988 au titre d'une perte autre qu'une perte en capital pour une autre année d'imposition se terminant après juin 1988 est réputé être augmenté du 1/4 de l'excédent éventuel

(i) du total des montants ainsi déduits ou demandés

(ii) sur l'excédent éventuel du montant déductible pour l'année au titre la perte autre que la perte en capital sur 4/5 du montant déductible en application de l'alinéa 110(1)k de la même loi, édicté par le paragraphe 74(7) de la présente loi, dans le calcul du revenu imposable de la corporation pour l'autre année.

85. (1) Section 111.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

85. (1) L'article 111.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Order of applying provisions

"111.1 In computing the taxable income of an individual for a taxation year, the provisions of this division shall be applied in the following order: subsection 110.4(2) and sections 110, 111, 110.6 and 110.7."

"111.1 Le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition s'effectue en appliquant les dispositions de la présente section dans l'ordre suivant : paragraphe 110.4(2) et articles 110, 111, 110.6 et 110.7."

Ordre d'application

(2) Subsection (1) is applicable to the 1987 and subsequent taxation years, except that for the 1987 taxation year the reference in section 111.1 of the said act, as enacted by subsection (1), to "subsection 110.4(2) and sections 110, 111, 110.6 and 110.7" shall be read as "subsection 110.4(2), sections 109, 110.1, 110.2, 110, 110.3, 111, 110.6 and 110.7 and subsection 110.4(1)".

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1987 et suivantes. Toutefois, pour l'année d'imposition 1987, le renvoi au paragraphe 110.4(2) et aux articles 110, 111, 110.6 et 110.7, dans l'article 111.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par un renvoi au paragraphe 110.4(2), aux articles 109, 110.1, 110.2, 110, 110.3, 111, 110.6 et 110.7 et au paragraphe 110.4(1).

Clause 85: (1) Section 111.1 at present reads as follows:

"111.1 In computing the taxable income of an individual for a taxation year, the provisions of this division shall be applied in the following order: subsection 110.4(2), sections 109, 110.1, 110.2, 110, 110.3, 111 and 110.6 and subsection 110.4(1)."

Article 85, (1). — Texte actuel de l'article 111.1 :

«111.1 Dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, les dispositions de la présente section s'appliquent dans l'ordre suivant : paragraphe 110.4(2), articles 109, 110.1, 110.2, 110, 110.3, 111 et 110.6 et paragraphe 110.4(1).»

86. (1) Subsection 112(2.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

86. (1) Le paragraphe 112(2.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Where no deduction permitted

“(2.1) No deduction may be made under subsection (1) or (2) in computing the taxable income of a specified financial institution in respect of a dividend received by it on a share that was, at the time the dividend was paid, a term preferred share, other than a dividend paid on a share of the capital stock of a corporation that was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the institution, and for the purposes of this subsection, where a restricted financial institution received the dividend on a share of the capital stock of a mutual fund corporation or an investment corporation at any time after that mutual fund corporation or investment corporation has elected pursuant to subsection 131(10) not to be a restricted financial institution, the share shall be deemed to be a term preferred share acquired in the ordinary course of business.”

«(2.1) Aucune déduction ne peut être faite en application des paragraphes (1) ou (2) dans le calcul du revenu imposable d'une institution financière désignée relativement à un dividende que celle-ci a reçu sur une action qui était, au moment du versement du dividende, une action privilégiée à terme, à l'exception d'un dividende versé sur une action du capital-actions d'une corporation qui n'a pas été acquise dans le cours normal de l'entreprise exploitée par l'institution. Pour l'application du présent paragraphe, si une institution financière véritable a reçu le dividende sur une action du capital-actions d'une corporation de fonds mutuels ou d'une corporation de placement après que cette corporation de fonds mutuels ou de placement a choisi, conformément au paragraphe 131(10), de ne pas être une institution financière véritable, l'action est réputée être une action privilégiée à terme acquise dans le cours normal des affaires.»

Cas où aucune déduction n'est permise

(2) Subsection 112(2.2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 112(2.2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

“(2.2) No deduction may be made under subsection (1), (2) or 138(6) in computing the taxable income of a particular corporation in respect of a dividend received on a share of the capital stock of a corporation that was issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 where a person or partnership (other than the issuer of the share or an individual other than a trust) that is a specified financial institution or a specified person in relation to any such institution was, at or immediately before the time the dividend was paid, obligated, either absolutely or contingently and either immediately or in the future, to effect any undertaking (in this subsection referred to as a “guarantee agreement”), including any guarantee, covenant or agreement to purchase or repurchase the share and including the lending of funds to or the placing

«(2.2) Aucune déduction ne peut être faite en application des paragraphes (1) ou (2) ou 138(6) dans le calcul du revenu imposable d'une corporation donnée relativement à un dividende que la corporation a reçu sur une action émise par une corporation après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987, si, au moment du versement du dividende ou juste avant, une personne ou société — autre que la corporation émettrice ou qu'un particulier qui n'est pas une fiducie — qui est une institution financière désignée ou une personne apparentée à celle-ci a l'obligation, conditionnelle ou non, immédiate ou future, d'exécuter un engagement — notamment une garantie, promesse ou convention d'achat ou de rachat de l'action, y compris le dépôt de montants ou le prêt de fonds à la corporation donnée ou à une personne apparentée à celle-ci, ou pour le compte de

Idem

Clause 86: (1) Subsection 112(2.1) at present reads as follows:

“(2.1) No deduction may be made under subsection (1) or (2) in computing the taxable income of a particular corporation (in this section and sections 248 and 258 referred to as a “specified financial institution”) that is

- (a) a corporation described in any of paragraphs 39(5)(b) to (f),
- (b) a corporation that is controlled by one of more corporations described in paragraph (a), or
- (c) a corporation associated with a corporation described in paragraph (a) or (b),

in respect of a dividend received by the specified financial institution on a share that was, at the time the dividend was paid, a term preferred share, other than a dividend paid on a share of the capital stock of a corporation that was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the institution.”

(2) Subsection 112(2.2) at present reads as follows:

“(2.2) No deduction may be made under subsection (1) or (2) in computing the taxable income of a particular corporation in respect of a dividend received on a share of the capital stock of a corporation that was acquired after October 23, 1979, if a person (other than the issuer of the share) that is a specified financial institution or a person related thereto or a partnership or trust of which any such institution or a person related thereto is a member or beneficiary was obligated, either absolutely or contingently and either at or after the time the dividend was paid, to effect any undertaking (in this subsection referred to as a “guarantee agreement”), including any guarantee, covenant or agreement to purchase or repurchase the share, given to ensure that

- (a) any loss that the particular corporation or any partnership or trust of which the particular corporation is a member or a beneficiary may sustain by virtue of the ownership, holding or disposition of the share is limited in any respect, or
- (b) the particular corporation or any partnership or trust of which it is a member or a beneficiary will derive earnings by virtue of the ownership, holding or disposition of the share,

except that this subsection does not apply to a dividend received on

- (c) a share described in paragraph (e) of the definition “term preferred share” in subsection 248(1),
- (d) a share listed on a prescribed stock exchange in Canada that was issued after April 21, 1980 by
 - (i) a corporation described in paragraph (2.1)(a), or
 - (ii) a corporation that would be associated with a corporation referred to in subparagraph (i) of this Act were read without reference to paragraph 251(5)(b),

Article 86, (1). — Texte actuel du paragraphe 112(2.1) :

«(2.1) Aucune déduction ne peut être faite en vertu des paragraphes (1) ou (2) dans le calcul du revenu imposable d'une corporation donnée (appelée dans le présent article et dans les articles 248 et 258 une «institution financière désignée») qui est

- a) une corporation visée à l'un des alinéas 39(5)b) à f),
- b) une corporation contrôlée par une ou plusieurs corporations visées à l'alinéa a), ou
- c) une corporation associée à une corporation visée à l'alinéa a) ou b)

relativement à un dividende que l'institution financière désignée a reçu sur une action qui était, à la date où le dividende a été payé, une action privilégiée à terme, à l'exception d'un dividende versé sur une action du capital-actions d'une corporation qui n'a pas été acquise dans le cours normal de l'entreprise exploitée par l'institution.»

(2). — Texte actuel du paragraphe 112(2.2) :

«(2.2) Aucune déduction ne peut être faite en vertu des paragraphes (1) et (2) dans le calcul du revenu imposable d'une corporation donnée relativement à un dividende que la corporation a reçu sur une action du capital-actions d'une corporation qui a été acquise après le 23 octobre 1979 si une personne (autre que l'émetteur de l'action) qui est une institution financière désignée ou une personne qui lui est liée, ou une société ou une fiducie dont fait partie ou est bénéficiaire, selon le cas, cette institution ou une personne qui lui est liée, était tenue avec ou sans réserve et soit à la date où le dividende a été payé ou après, de prendre un engagement quelconque (appelé dans le présent paragraphe un «engagement de garantie»), y compris toute garantie, entente ou tout engagement d'achat ou de rachat de l'action, pour faire en sorte que

- a) toute perte que subir la corporation donnée ou toute société ou toute fiducie dont la corporation donnée est membre ou bénéficiaire résultant de la propriété, de la détention ou de la disposition de l'action soit limitée à tous égards, ou
- b) la corporation donnée ou toute société ou toute fiducie dont la corporation donnée est membre ou bénéficiaire tire des gains de la propriété, de la détention ou de la disposition de l'action,

sauf que le présent paragraphe ne s'applique pas à un dividende reçu sur

- c) une action visée à l'alinéa e) de la définition d'«action privilégiée à terme» du paragraphe 248(1),
- d) une action admise à une bourse prescrite au Canada qui a été émise après le 21 avril 1980 par
 - (i) une corporation visée à l'alinéa (2.1)a), ou

of amounts on deposit with, or on behalf of, the particular corporation or any specified person in relation to the particular corporation given to ensure that

(a) any loss that the particular corporation or a specified person in relation to the particular corporation may sustain by reason of the ownership, holding or disposition of the share or any other property is limited in any respect, or

(b) the particular corporation or a specified person in relation to the particular corporation will derive earnings by reason of the ownership, holding or disposition of the share or any other property,

and the guarantee agreement was given as part of a transaction or event or a series of transactions or events that included the issuance of the share, except that this subsection does not apply to a dividend received on

(c) a share that was at the time the dividend was received a share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) during the applicable time period referred to in that paragraph,

(d) a grandfathered share, a taxable preferred share issued before December 16, 1987 or a prescribed share, or

(e) a taxable preferred share issued after December 15, 1987 and of a class of the capital stock of a corporation that is listed on a prescribed stock exchange where all guarantee agreements in respect of the share were given by the issuer of the share, by one or more persons that would be related to the issuer if this Act were read without reference to paragraph 251(5)(b) or by the issuer and one or more such persons unless at the time the dividend is received the shareholder or the shareholder and specified persons in relation to the shareholder receive dividends in respect of more than 10 per cent of the issued and outstanding shares to which the guarantee agreement applies,

and for the purposes of this subsection

l'une ou de l'autre — donné dans le cadre d'une opération, d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements qui comprend l'émission de l'action, pour faire en sorte :

a) que soit limitée d'une façon quelconque toute perte que la corporation donnée ou une personne apparentée à celle-ci peut subir parce qu'elle détient l'action ou un autre bien, en est propriétaire ou en dispose; ou

b) que la corporation donnée ou une personne apparentée à celle-ci obtienne des gains parce qu'elle détient l'action ou un autre bien, en est propriétaire ou en dispose.

Le présent paragraphe ne s'applique pas toutefois aux dividendes reçus :

c) sur une action qui était, au moment de la réception du dividende, une action visée à l'alinéa e) de la définition d'«action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1), pour la durée applicable qui y est mentionnée;

d) sur une action privilégiée imposable émise avant le 16 décembre 1987, sur une action de régime transitoire ou sur une action visée par règlement;

e) sur une action privilégiée imposable d'une catégorie du capital-actions de la corporation émettrice, émise après le 15 décembre 1987 et cotée à une bourse de valeurs visée par règlement, si tous les engagements concernant l'action ont été donnés par la corporation émettrice ou par une ou plusieurs personnes qui lui seraient liées s'il était fait abstraction de l'alinéa 251(5)b) ou encore par la corporation émettrice et une ou plusieurs de ces personnes, sauf si, au moment de la réception du dividende, soit l'actionnaire, soit l'actionnaire et les personnes qui lui sont apparentées reçoivent des dividendes sur plus de 10 % des actions émises et en circulation auxquelles l'engagement s'applique.

Pour l'application du présent paragraphe, si l'engagement concernant une action est donné à un moment donné après heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin

where all guarantee agreements in respect of the share were given by the issuer of the share, by one of more persons that would be associated with the issuer if this Act were read without reference to paragraph 251(5)(b) or by the issuer and one or more such persons,

(e) a share that is listed on a prescribed stock exchange in Canada and was issued before April 22, 1980 by a corporation described in any of paragraphs 39(5)(b) to (f) or by a corporation associated with any such corporation, or

(f) (Repealed by 1986, c.6, S. 61(1).)

(g) a share that is a prescribed share."

(ii) une corporation qui serait associée à une corporation visée au sous-alinéa (i), si la présente loi était interprétée sans égard à l'alinéa 251(5)b),

si tous les engagements de garantie relatifs à cette action ont été donnés par l'émetteur de l'action, par une ou plusieurs personnes qui seraient associées à l'émetteur si la présente loi était interprétée sans égard à l'alinéa 251(5)b) ou par l'émetteur et une ou plusieurs de ces personnes,

e) une action admise à une bourse prescrite au Canada qui a été émise avant le 22 avril 1980 par une corporation visée à l'un quelconque des alinéas 39(5)b) à f) ou par une corporation associée à une telle corporation, ou

f) (Abrogé par 1986, chap. 6, art. 61(1).)

g) une action qui est une action prescrite.»

(f) where a guarantee agreement in respect of a share is given at any particular time after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987, otherwise than pursuant to a written arrangement to do so entered into before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987, the share shall be deemed to have been issued at the particular time and the guarantee agreement shall be deemed to have been given as part of a series of transactions that included the issuance of the share; and
 (g) "specified person" has the meaning assigned by paragraph (h) of the definition "taxable preferred share" in subsection 248(1)."

(3) Subsection 112(2.3) of the said Act is repealed.

(4) Subsection 112(2.9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(2.9) For the purposes of subparagraph (2.4)(b)(i), where it may reasonably be considered having regard to all the circumstances that a corporation has become related to any other corporation for the purpose of avoiding any limitation upon the deduction of a dividend under subsection (1), (2) or 138(6), the corporation shall be deemed not to be related to the other corporation."

(5) Subsection (1) is applicable with respect to dividends received after June 18, 1987.

(6) Subsection (2) is applicable with respect to dividends received on shares (other than grandfathered shares) issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 and on shares deemed by paragraph 112(2.2)(f) of the said Act, as enacted by subsection (2), to have been issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987.

(7) Subsection (3) is applicable with respect to dividends received on short-term preferred shares (other than grandfathered shares) issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987.

1987, autrement que par accord écrit conclu avant 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987, l'action est réputée avoir été émise à ce moment donné et l'engagement est réputé donné dans le cadre d'une série d'opérations qui comprend l'émission de l'action; de plus, une personne apparentée s'entend au sens de l'alinéa h) de la définition d'«action privilégiée imposable», au paragraphe 248(1).»

(3) Le paragraphe 112(2.3) de la même loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 112(2.9) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2.9) Pour l'application du sous-alinéa (2.4)b(i), la corporation qu'il est raisonnable de considérer dans les circonstances comme devenue liée à une autre corporation en vue de se soustraire à une restriction à la déduction d'un dividende en application du paragraphe (1) ou (2) ou 138(6) est réputée ne pas être liée à cette autre corporation.»

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes reçus après le 18 juin 1987.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux dividendes reçus sur des actions émises après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 — qui ne sont pas des actions de régime transitoire — et sur des actions réputées par le paragraphe 112(2.2) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), émises après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987.

(7) Le paragraphe (3) s'applique aux dividendes reçus sur des actions privilégiées à court terme émises après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 — qui ne sont pas des actions de régime transitoire —.

Related corporations

Corporations réputées non liées

(3) Subsection 112(2.3) reads as follows:

“(2.3) No deduction may be made under subsection (1) or (2) in computing the taxable income of a particular corporation in respect of a dividend received by it on a share that was, at the time the dividend was paid, a short-term preferred share of a corporation unless, at the time the dividend was paid, the corporation was not dealing at arm's length with the particular corporation (otherwise than by virtue of a right referred to in paragraph 251(5)(b)).”

(4) Subsection 112(2.9) at present reads as follows:

“(2.9) For the purposes of subparagraph (2.4)(b)(i), where a corporation may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, to have become related to any other corporation in an attempt to avoid any limitation that would, but for this subsection, apply with respect to the deduction of a dividend under subsection (1), (2) or 138(6), the corporation shall be deemed not to be related to the other corporation.”

(3). — Texte du paragraphe 112(2.3) :

«(2.3) Aucune déduction ne peut être faite en vertu du paragraphe (1) ou (2) dans le calcul du revenu imposable d'une corporation donnée à l'égard d'un dividende que la corporation a reçu sur une action qui était, à la date où le dividende a été payé, une action privilégiée à court terme d'une corporation, à moins que, à la date où le dividende a été versé, la corporation n'ait eu un lien de dépendance avec la corporation donnée (autrement qu'en vertu d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b)).»

(4). — Remplacement de «en contexte» par les mots soulignés.

(8) Subsection (4) is applicable after 5.00 p.m. Eastern Standard Time, November 27, 1986.

(8) Le paragraphe (4) s'applique après 17 heures, heure normale de l'Est, le 27 novembre 1986.

87. (1) Paragraph 114(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

87. (1) L'alinéa 114a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) his income for the period or periods in the year throughout which he was resident in Canada, was employed in Canada or was carrying on business in 10 Canada, computed as though such period or periods were the whole taxation year and as though any disposition of property deemed by subsection 48(1) to have been made by reason of the 15 taxpayer having ceased to be resident in Canada were made in such period or periods, and”

«a) de son revenu pour la période ou les périodes de l'année tout au long desquelles il résidait au Canada, y occupait un emploi ou y exploitait une entreprise, calculé comme si cette période ou ces 10 périodes constituaient l'année d'imposition entière et comme si une disposition de bien, réputée en vertu du paragraphe 48(1) avoir été effectuée parce que le contribuable a cessé de résider au 15 Canada, avait été effectuée au cours de cette période ou de ces périodes, et»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 20 années d'imposition 1988 et suivantes.

88. (1) Section 114.2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

88. (1) L'article 114.2 de la même loi est 20 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“114.2 Where a separate return of income with respect to a taxpayer is filed 25 under subsection 70(2), 104(23) or 150(4) for a particular period and another return of income under this Part with respect to the taxpayer is filed for a period ending in the calendar year in which the particular 30 period ends, for the purpose of computing the taxable income under this Part of the taxpayer in such returns, the aggregate of all deductions claimed in all such returns under section 110 shall not exceed the 35 aggregate that could be deducted under that section for the year with respect to the taxpayer if no separate returns were filed under subsections 70(2), 104(23) and 150(4).”

«114.2 Lorsqu'une déclaration de revenu distincte est produite à l'égard d'un contribuable en application du paragraphe 70(2), 104(23) ou 150(4) pour une période 25 donnée et qu'une autre déclaration de revenu à l'égard du contribuable est produite en vertu de la présente partie pour une période se terminant dans l'année civile où la période donnée se termine, aux 30 fins du calcul du revenu imposable du contribuable en vertu de la présente partie dans ces déclarations, le total des déductions demandées dans ces déclarations en application de l'article 110 ne peut dépasser 35 le total qui pourrait être déduit en application de cet article pour l'année à l'égard du contribuable si aucune déclaration distincte n'était produite en application des paragraphes 70(2), 104(23) et 40 150(4).»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

89. (1) All that portion of subsection 115(1) of the said Act preceding paragraph

89. (1) Le passage du paragraphe 115(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est 45 abrogé et remplacé par ce qui suit:

Deductions in separate returns

Déductions dans des déclarations distinctes

Clause 87: (1) This amendment would substitute “throughout” for “during” and “reason” for “virtue”.

Article 87, (1). — Remplacement de «où» par les mots soulignés.

Clause 88: (1) Section 114.2 at present reads as follows:

“**114.2** Where a separate return of income with respect to a taxpayer is filed under subsection 70(2), 104(23) or 150(4) for a particular period and another return of income under this Part with respect to the taxpayer is filed for a period ending in the calendar year in which the particular period ends, for the purpose of computing the taxable income under this Part of the taxpayer in such returns, the aggregate of all deductions claimed in all such returns under any of sections 110, 110.1 and 110.2 shall not exceed the aggregate that could be deducted under such section for the year with respect to the taxpayer if a separate return were not filed under any of subsections 70(2), 104(23) and 150(4).”

Article 88, (1). — Texte actuel de l'article 114.2 :

«**114.2** Lorsqu'une déclaration de revenu distincte est produite à l'égard d'un contribuable en vertu du paragraphe 70(2), 104(23) ou 150(4) pour une période donnée et qu'une autre déclaration de revenu à l'égard du contribuable est produite en vertu de la présente partie pour une période se terminant dans l'année civile où la période donnée se termine, aux fins du calcul du revenu imposable du contribuable en vertu de la présente partie dans ces déclarations, le total des déductions demandées dans ces déclarations en vertu d'un des articles 110, 110.1 et 110.2, ne doit pas dépasser le total qui pourrait être déduit en vertu d'un de ces articles pour l'année à l'égard du contribuable si une déclaration distincte n'était pas produite en vertu d'un des paragraphes 70(2), 104(23) et 150(4).»

Clause 89: (1) The relevant portion of subsection 115(1) at present reads as follows:

“**115.** (1) For the purposes of this Act, a non-resident person's taxable income earned in Canada for a taxation year is the amount of his income for the year that would be determined under section 3 if”

Article 89, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 115(1) :

«**115.** (1) Aux fins de la présente loi, le revenu imposable, pour une année d'imposition, gagné au Canada, par une personne non résidente, est la fraction de son revenu pour l'année, qui serait déterminée en vertu de l'article 3»

(a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Non-resident's
taxable income
in Canada

“115. (1) For the purposes of this Act, the taxable income earned in Canada for a taxation year of a person who at no time in the year is resident in Canada is the amount of his income for the year that would be determined under section 3 if”

(2) Paragraph 115(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) the deductions permitted by paragraphs 110(d), (d.1), (d.2), (f) and (i) and subsection 110.1(1),”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

90. (1) Paragraph 116(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) paid to the Receiver General, as or on account of tax under this Part payable by him for the year, $33\frac{1}{3}\%$ of the amount, if any, by which the estimated amount set forth in the notice in accordance with paragraph (1)(c) exceeds the amount set forth in the notice in accordance with paragraph (1)(d), or”

(2) Paragraph 116(4)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) paid to the Receiver General, as or on account of tax under this Part payable by him for the year, $33\frac{1}{3}\%$ of the amount, if any, by which the proceeds of disposition of the property exceed the adjusted cost base to him of the property immediately before the disposition, or”

(3) Clause 116(5)(a)(ii)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(B) $33\frac{1}{3}\%$ of the amount, if any, by which the cost to the purchaser of the property so acquired exceeds the certificate limit fixed by the certificate issued under subsection

«115. (1) Pour l'application de la présente loi, le revenu imposable gagné au Canada pour une année d'imposition d'une personne qui ne réside au Canada à aucun moment de l'année est le revenu pour l'année qui serait déterminé en application de l'article 3»

(2) L'alinéa 115(1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) des déductions permises par les alinéas 110(1)d), d.1), d.2), f) et i) et par le paragraphe 110.1(1),»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

90. (1) L'alinéa 116(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) payé au receveur général, au titre de l'impôt payable par cette personne pour l'année en vertu de la présente partie, $33\frac{1}{3}\%$ de l'excédent éventuel du montant estimatif mentionné dans l'avis conformément à l'alinéa (1)c) sur le montant mentionné dans l'avis conformément à l'alinéa (1)d), ou»

(2) L'alinéa 116(4)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) payé au receveur général, au titre de l'impôt payable par cette personne pour l'année en vertu de la présente partie, $33\frac{1}{3}\%$ de l'excédent éventuel du produit de disposition du bien sur le prix de base rajusté du bien pour la personne immédiatement avant la disposition, ou»

(3) La division 116(5)a)(ii)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(B) $33\frac{1}{3}\%$ de l'excédent éventuel du coût, pour l'acheteur, du bien ainsi acquis sur la limite prévue par le certificat délivré en application du paragraphe (2) en ce

Revenu
imposable des
personnes ne
résidant pas au
Canada

(2) Paragraph 115(1)(d) at present reads as follows:

“(d) the deductions permitted by paragraphs 110(1)(a), (b), (b.1), (d), (d.1), (d.2), (e), (f) and (i),”

Clause 90: (1) to (3) This amendment would substitute “33 1/3%” for “25%”.

(2). — Texte actuel de l’alinéa 115(1)d) :

«d) des déduction permises en vertu des alinéas 110(1)a), b), b.1), d), d.1), d.2), e), f) et i),»

Article 90, (1). — Texte actuel de l’alinéa 116(2)a) :

«a) payé au receveur général, à valoir sur un impôt ou au titre d’un impôt dont elle est redevable pour l’année en vertu de la présente Partie, 25 % de la fraction, si fraction il y a, du montant estimatif mentionné dans l’avis, conformément à l’alinéa (1)c), qui est en sus du montant mentionné dans l’avis conformément à l’alinéa (1)d), ou»

(2). — Texte actuel de l’alinéa 116(4)a) :

«a) payé au receveur général, à valoir sur un impôt ou au titre d’un impôt dont elle est redevable pour l’année en vertu de la présente Partie, 25 % de la fraction, si fraction il y a, du produit de disposition du bien qui est en sus du prix de base rajusté du bien, pour elle, immédiatement avant la disposition, ou»

(3). — Texte actuel de la division 116(5)a)(ii)(B) :

«(B) 25 % de la fraction, si fraction il y a, du prix auquel lui revient le bien ainsi acquis qui est en sus de la limite prévue par le certificat délivré en vertu du paragraphe (2) en ce qui concerne la disposition du bien par la personne non résidente en faveur de l’acheteur.»

(2) in respect of the disposition of the property by the non-resident person to the purchaser,”

qui concerne la disposition du bien par la personne non résidente en faveur de l'acheteur.»

(4) Subsections (1) to (3) are applicable to disposition occurring after 1987, except that with respect to disposition occurring before 1990, the references to “33 1/3%” in paragraphs 116(2)(a) and 116(4)(a) and clause 116(5)(a)(ii)(B) of the said Act, as enacted by subsections (1), (2) and (3), shall be read as references to “30%”.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent 5 aux dispositions effectuées après 1987. Toutefois, pour les dispositions effectuées avant 1990, «33 1/3 %» est remplacé par «30 %» aux alinéas 116(2)a) et (4)a) et à la division 116(5)a)(ii)(B) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (1), (2) et 10 (3).

91. (1) Subsection 117(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

91. (1) Le paragraphe 117(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Tax payable under this Part

“117. (1) For the purposes of this Division, except section 120 (other than subparagraph (4)(c)(ii) thereof) and section 120.1 (other than subsection (2) thereof), tax payable under this Part, tax otherwise payable under this Part and tax under this Part shall be computed as if this Part were read without reference to Division E.1.”

Impôt payable en vertu de la présente partie

«117. (1) Pour l'application de la présente section, à l'exception de l'article 120 — sauf le sous-alinéa 120(4)c)(ii) — et de l'article 120.1 — sauf le paragraphe 120.1(2) —, l'impôt payable en vertu de la présente partie et l'impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie sont 20 calculés sans tenir compte de la section E.1 de la présente partie.»

(2) Section 117 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

(2) L'article 117 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

1988 and subsequent taxation years rates

“(2) The tax payable under this Part by an individual upon his taxable income or taxable income earned in Canada, as the case may be, (in this subdivision referred to as the “amount taxable”) for the 1988 and subsequent taxation years is

(a) 17% of the amount taxable if the amount taxable does not exceed \$27,500;

(b) \$4,675 plus 26% of the amount by which the amount taxable exceeds \$27,500 if the amount taxable exceeds \$27,500 and does not exceed \$55,000; and

(c) \$11,825 plus 29% of the amount by which the amount taxable exceeds \$55,000.”

Taux d'imposition des années 1988 et suivantes

«(2) L'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition 1988 et les années d'imposition suivantes est calculé comme suit :

a) au taux de 17 % sur, selon le cas, le revenu imposable ou le revenu imposable gagné au Canada du particulier pour l'année — appelé «montant imposable» dans la présente sous-section — si ce montant imposable n'excède pas 27 500 \$;

b) 4 675 \$ plus 26 % sur la partie du montant imposable qui excède 27 500 \$, si celui-ci excède 27 500 \$ sans excéder 55 000 \$;

c) 11 825 \$ plus 29 % sur la partie du montant imposable qui excède 55 000 \$, si celui-ci excède 55 000 \$.»

(3) Subsection 117(5.2) of the said Act is repealed.

(3) Le paragraphe 117(5.2) de la même loi est abrogé.

Clause 91: (1) Subsection 117(1) at present reads as follows:

"117. (1) For the purposes of this Division, except paragraph 119(1)(d), section 120 (other than subparagraph (4)(c)(ii) thereof) and section 120.1 (other than paragraph (2)(b) thereof), tax payable under this Part, tax otherwise payable under this Part and tax under this Part shall be computed as if this part were read without reference to Division E.1."

(2) New.

(3) Subsection 117(5.2) reads as follows:

"(5.2) The tax payable by an individual under this Part upon his taxable income or taxable income earned in Canada, as the case may

Article 91, (1). — Texte actuel du paragraphe 117(1) :

«117. (1) Dans la présente section — à l'exception de l'alinéa 119(1)d et des articles 120 (sauf le sous-alinéa 120(4)c(ii)) et 120.1 (sauf l'alinéa 120.1(2)b)) — l'impôt payable en vertu de la présente partie et l'impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie, quels que soient les mots exprimant ces notions, sont calculés sans tenir compte de la section E.1.»

(2). — Nouveau.

(3). — Texte du paragraphe 117(5.2) :

«(5.2) L'impôt payable par un particulier, en vertu de la présente Partie, sur son revenu imposable ou son revenu imposable gagné au

(4) Subsections 117(6) and (7) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(4) Les paragraphes 117(6) et (7) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Special table

“(6) An individual (other than an individual of a prescribed class) whose amount taxable for a taxation year does not exceed a prescribed amount may use a table prepared for that year in accordance with prescribed rules in computing the amount of his tax payable under Part I.1 and the amount that, but for prescribed provisions of this Act, would be his tax payable under this Part for the year.

«(6) Le particulier (qui n'est pas d'une catégorie prescrite) dont le montant imposable pour une année d'imposition ne dépasse pas un montant prescrit peut calculer, d'une part, le montant qui représenterait, en l'absence de dispositions de la présente loi qui sont visées par règlement, son impôt payable en vertu de la présente partie et, d'autre part, le montant de sa surtaxe payable en vertu de la partie I.1 en se servant d'une table établie pour cette année conformément aux règles prescrites.

Table spéciale

Notch provision

(7) Where the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by an individual is greater than the aggregate of

(7) L'impôt payable par ailleurs par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition peut être réduit au total des montants suivants dans le cas où il lui est supérieur :

Réduction

(a) the tax that would be so payable if, in computing his tax payable under this Part for the year, the individual could deduct under section 118.2 payments described in that section made in respect of a person who, had the person's income for the year been nil, would have been a dependant in respect of whom the individual could have deducted an amount under section 118 in computing the individual's tax payable under this Part for the year; and

a) l'impôt que le particulier aurait ainsi à payer si, dans le calcul de son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie, il pouvait déduire en application de l'article 118.2 les paiements visés à cet article faits à l'égard d'une personne qui, si elle n'avait eu aucun revenu pour l'année, aurait été une personne à charge pour laquelle le particulier aurait pu déduire un montant en application de l'article 118 dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année;

(b) 68% of the amount by which the income for the year of the person referred to in paragraph (a) exceeds \$6,000,

b) 68 % de l'excédent du revenu pour l'année de cette personne à charge sur 6 000 \$.

the tax otherwise payable under this Part for the year may be reduced to that aggregate.”

(5) Subsection (1) is applicable to the 1987 and subsequent taxation years.

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1987 et suivantes.

(6) Subsections (2) to (4) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(6) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

92. (1) Section 117.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

92. (1) L'article 117.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Annual adjustment

“117.1 (1) Each of
(a) the amounts of \$5,000 and \$6,000 referred to in paragraphs 118(1)(a) and (b) and in subsection (2), and

«117.1 (1) Chacune des sommes suivantes, à savoir :

Rajustement annuel

be, (in this subdivision referred to as the "amount taxable") for the 1982 and subsequent taxation years is

- (a) 6% of the amount taxable if the amount taxable does not exceed \$500,
- (b) \$30 plus 16% of the amount by which the amount taxable exceeds \$500 if the amount taxable exceeds \$500 and does not exceed \$1,000,
- (c) \$110 plus 17% of the amount by which the amount taxable exceeds \$1,000 if the amount taxable exceeds \$1,000 and does not exceed \$2,000,
- (d) \$280 plus 18% of the amount by which the amount taxable exceeds \$2,000 if the amount taxable exceeds \$2,000 and does not exceed \$3,000,
- (e) \$460 plus 19% of the amount by which the amount taxable exceeds \$3,000 if the amount taxable exceeds \$3,000 and does not exceed \$5,000,
- (f) \$840 plus 20% of the amount by which the amount taxable exceeds \$5,000 if the amount taxable exceeds \$5,000 and does not exceed \$7,000,
- (g) \$1,240 plus 23% of the amount by which the amount taxable exceeds \$7,000 if the amount taxable exceeds \$7,000 and does not exceed \$9,000,
- (h) \$1,700 plus 25% of the amount by which the amount taxable exceeds \$9,000 if the amount taxable exceeds \$9,000 and does not exceed \$14,000,
- (i) \$2,950 plus 30% of the amount by which the amount taxable exceeds \$14,000 if the amount taxable exceeds \$14,000 and does not exceed \$24,000, and
- (j) \$5,950 plus 34% of the amount by which the amount taxable exceeds \$24,000."

(4) Subsections 117(6) and (7) at present read as follows:

"(6) An individual (other than an individual of a prescribed class) whose amount taxable for a taxation year does not exceed a prescribed amount may use a table prepared in accordance with prescribed rules in computing the amount of his tax payable under Part I.1 and the amount that, but for sections 120.1, 120.2, 127 and 127.2 to 127.4, would be his tax payable under this Part for the year.

(7) Where the tax otherwise payable by a taxpayer for a taxation year under this Part is greater than the aggregate of

- (a) the tax that would be payable by the taxpayer if the taxpayer could deduct in computing his taxable income for the year a payment described in paragraph 110(1)(c) in respect of any person who would be a dependant (in respect of whom the taxpayer could make a deduction from his income for the year) if that person's income for the year were not in excess of \$1,600, and
- (b) 68% of the amount by which the income of the person described in paragraph (a) exceeds \$1,600,

the tax otherwise payable for the year under this Part may be reduced to that aggregate."

Clause 92: (1) Section 117.1 at present reads as follows:

"117.1 (1) Each of the following amounts, namely,

- (a) the amounts of \$1,400 and \$550 referred to in section 109 and the amount of \$1,600 referred to in that section and subsection 117(7),
- (b) the amount of \$1,000 referred to in paragraph 109(1)(h),
- (b.1) the amount of \$2,860 referred to in paragraphs 110(1)(e) and (e.1), and

Canada, selon le cas, (appelé dans la présente sous-section le «total imposable») pour les années d'imposition 1982 et suivantes, est

- a) pour un total imposable qui ne dépasse pas 500 \$, 6 % de ce total;
- b) pour un total imposable compris entre 500 \$ et 1 000 \$, 30 \$ plus 16 % de la tranche au-dessus de 500 \$;
- c) pour un total imposable compris entre 1 000 \$ et 2 000 \$, 110 \$ plus 17 % de la tranche au-dessus de 1 000 \$;
- d) pour un total imposable compris entre 2 000 \$ et 3 000 \$, 280 \$ plus 18 % de la tranche au-dessus de 2 000 \$;
- e) pour un total imposable compris entre 3 000 \$ et 5 000 \$, 460 \$ plus 19 % de la tranche au-dessus de 3 000 \$;
- f) pour un total imposable compris entre 5 000 \$ et 7 000 \$, 840 \$ plus 20 % de la tranche au-dessus de 5 000 \$;
- g) pour un total imposable compris entre 7 000 \$ et 9 000 \$, 1 240 \$ plus 23 % de la tranche au-dessus de 7 000 \$;
- h) pour un total imposable compris entre 9 000 \$ et 14 000 \$, 1 700 \$ plus 25 % de la tranche au-dessus de 9 000 \$;
- i) pour un total imposable compris entre 14 000 \$ et 24 000 \$, 2 950 \$ plus 30 % de la tranche au-dessus de 14 000 \$;
- j) pour un total imposable supérieur à 24 000 \$, 5 950 \$ plus 34 % de la tranche au-dessus de 24 000 \$.

(4). — Texte actuel des paragraphes 117(6) et (7) :

«(6) Le particulier (qui n'est pas d'une catégorie prescrite) dont le montant imposable pour une année d'imposition ne dépasse pas un montant prescrit peut calculer, d'une part, le montant qui représenterait, en l'absence des articles 120.1, 120.2, 127 et 127.2 à 127.4, son impôt payable en vertu de la présente partie et, d'autre part, le montant de sa surtaxe payable en vertu de la partie I.1, pour l'année, en servant d'une table établie conformément aux règles prescrites.

(7) Lorsque l'impôt, par ailleurs payable par un contribuable pour une année d'imposition en vertu de la présente Partie, est supérieur au total

- a) de l'impôt qui serait payable par le contribuable si celui-ci pouvait déduire dans le calcul de son revenu imposable pour l'année un paiement visé à l'alinéa 110(1)c) relativement à toute personne qui serait une personne à charge (à l'égard de laquelle le contribuable pourrait effectuer une déduction sur son revenu pour l'année) si le revenu de cette personne pour l'année ne dépassait pas 1 600 \$, et,
- b) du montant correspondant à 68 % de l'excédent du revenu de la personne visée à l'alinéa a) sur 1 600 \$,

l'impôt par ailleurs payable pour l'année, en vertu de la présente Partie, peut être réduit à ce total.»

Article 92, (1). — Texte actuel de l'article 117.1 :

«117.1 (1) Chacune des sommes suivantes, à savoir :

- a) les sommes de 1 400 \$ et 550 \$ visées à l'article 109 ainsi que la somme de 1 600 \$ visée à cet article et au paragraphe 117(7),
- b) la somme de 1 000 \$ visée à l'alinéa 109(1)h),
- b.1) la somme de 2 860 \$ visée aux alinéas 110(1)e) et e.1), et
- c) les sommes exprimées en dollars dont il est fait mention au paragraphe 117(5.2),

(b) the amounts expressed in dollars in subsections 117(2) and (7), paragraphs 118(1)(c) and (d), subsections 118(2), 118.2(1), 118.3(1), 122.2(1) and 164.1(1)

shall be adjusted for each taxation year after 1988 so that the amount to be used thereunder for the year is an amount equal to the aggregate of

(c) the amount that would, but for subsection (3), be the amount to be used thereunder for the immediately preceding taxation year; and

(d) the product obtained by multiplying (i) the amount referred to in paragraph (c)

by (ii) the amount, adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth, or, where the result obtained is equidistant from two consecutive one-thousandths, to the higher thereof, that is determined by the formula

$$\frac{A}{B} - 1.03$$

where

A is the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on September 30 next before that year, and

B is the Consumer Price Index for the 12 month period immediately preceding the period mentioned in the description of A.

(2) The amount of \$500 referred to in subparagraphs 118(1)(a)(ii) and (b)(iv) shall be adjusted for each taxation year after 1988 so that the amount to be used thereunder for the year is the amount determined by the formula

$$\frac{1}{2} \times (\$6,000 - \$5,000)$$

a) les sommes de 5 000 \$ et de 6 000 \$ visées aux alinéas 118(1)a) et b) et au paragraphe (2),

b) les sommes exprimées en dollars visées aux paragraphes 117(2) et (7), aux alinéas 118(1)c) et d), aux paragraphes 118(2), 118.2(1), 118.3(1), 122.2(1) et 164.1(1),

doit être rajustée pour chaque année d'imposition postérieure à 1988 de façon que la somme applicable à l'année soit égale au total de la somme applicable — abstraction faite du paragraphe (3) — pour l'année d'imposition précédente et du produit de cette dernière somme par le montant — rajusté de la manière prévue par règlement et arrêté à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure — calculé selon la formule suivante :

$$\frac{A}{B} - 1,03$$

où

A représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre précédant l'année,

B l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui précède la période visée en A.

(2) La somme de 500 \$ visée aux alinéas 118(1)a) et b) doit être rajustée pour chaque année d'imposition postérieure à 1988 de façon que la somme applicable pour l'année soit celle obtenue par la formule suivante :

$$\frac{1}{2} \times (6\ 000 \$ - 5\ 000 \$)$$

(c) each amount expressed in dollars referred to in subsection 117(5.2),

shall be adjusted for each taxation year so that the amount to be used for the year is an amount equal to the aggregate of

(d) the amount that would, but for subsection (6), be the amount to be used for the immediately preceding taxation year, and

(e) the product obtained by multiplying

(i) the amount referred to in paragraph (d)

by

(ii) the amount, adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth, that is determined by the formula

$$\frac{A}{B} - 1.03$$

where

A is the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on September 30 next before that year, and

B is the Consumer Price Index for the 12 month period immediately preceding the period mentioned in the description of A.

(1.1) The amounts of \$524 and \$23,500 referred to in subsection 122.2(1) shall be adjusted for each taxation year so that the amount to be used for the year is the aggregate of

(a) the amount that would, but for subsection (6), be the amount to be used for the immediately preceding taxation year; and

(b) the product obtained by multiplying

(i) the amount referred to in paragraph (a)

by

(ii) the amount, adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth, that is determined by the formula

$$\frac{A}{B} - 1.03$$

where

A is the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on September 30 next before that year, and

B is the Consumer Price Index for the 12 month period immediately preceding the period mentioned in the description of A.

(2) The amount of \$200 referred to in subparagraphs 109(1)(a)(ii) and (b)(iv) as applicable for a taxation year shall be adjusted for the year so that the amount to be used for the year is the amount by which

(a) \$1,600, as adjusted and rounded under this section for the year, exceeds

(b) \$1,400, as adjusted and rounded under this section for the year.

(3) The amount of \$1,050 referred to in paragraph 109(1)(d) as applicable for a taxation year shall be adjusted for the year so that the amount to be used for the year is the amount by which

(a) \$1,600, as adjusted and rounded under this section for the year, exceeds

(b) \$550, as adjusted and rounded under this section for the year.

(4) (Repealed by 1986, c.6, S.65(5).)

(5) (Repealed by 1986, c.6, S. 65(5).)

doit être rajustée pour chaque année d'imposition de façon que le somme à utiliser pour l'année soit égale au total :

d) de la somme qui, sans le paragraphe (6), serait la somme à utiliser pour l'année d'imposition précédente, et

e) du produit obtenu en multipliant

(i) la somme visée à l'alinéa d)

par

(ii) le montant déterminé par la formule suivante, rajusté de la manière prescrite et arrondi à la troisième décimale la plus proche :

$$\frac{A}{B} - 1,03$$

où

A représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre précédant l'année;

B représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui précède la période visée en A.

(1.1) Les sommes de 524 \$ et 23 500 \$ visées au paragraphe 122.2(1) doivent être rajustées pour chaque année d'imposition de façon que la somme à utiliser pour l'année soit égale au total :

a) de la somme qui, sans le paragraphe (6), serait la somme à utiliser pour l'année d'imposition précédente; et

b) du produit obtenu en multipliant

(i) la somme visée à l'alinéa a)

par

(ii) le montant déterminé par la formule suivante, rajusté de la manière prescrite et arrondi à la troisième décimale la plus proche :

$$\frac{A}{B} - 1,03$$

où

A représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre précédant l'année;

B représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui précède la période visée en A.

(2) La somme de 200 \$ visée aux sous-alinéas 109(1)(a)(ii) et b)(iv), applicable pour une année d'imposition, doit être rajustée pour l'année de façon que la somme à utiliser pour l'année soit l'excédent

a) de 1 600 \$, rajustés et arrondis conformément au présent article pour l'année,

sur

b) 1 400 \$, rajustés et arrondis conformément au présent article pour l'année.

(3) La somme de 1 050 \$ visée à l'alinéa 109(1)(d), applicable pour une année d'imposition, doit être rajustée pour l'année de façon que la somme à utiliser pour l'année soit l'excédent

a) de 1 600 \$, rajustés et arrondis conformément au présent article pour l'année,

sur

b) 550 \$, rajustés et arrondis conformément au présent article pour l'année.

(4) (Abrogé par 1986, chap. 6, art. 65(5).)

(5) (Abrogé par 1986, chap. 6, art. 65(5).)

(6) Dans le cas d'une somme visée à l'alinéa (1)c) ou de la somme de 524 \$ visée au paragraphe (1.1), rajustées conformément au présent article, les résultats sont arrêtés à l'unité, ceux qui ont au moins cinq en

Rounding

(3) Where an amount referred to in this section, when adjusted as provided in this section, is not a multiple of one dollar, it shall be rounded to the nearest multiple of one dollar or, where it is equidistant from two such consecutive multiples, to the higher thereof.

(3) Pour toute somme visée au présent article qui est à rajuster conformément au présent article, les résultats sont arrêtés à l'unité, ceux qui ont au moins cinq en première décimale étant arrondis à l'unité supérieure.

Arrondissement

Consumer Price Index

(4) In this section, the Consumer Price Index for any 12 month period is the result arrived at by

(4) Au présent article, l'indice des prix à la consommation pour une période de 12 mois est obtenu :

Indice des prix à la consommation pour 12 mois

(a) aggregating the Consumer Price Index, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, adjusted in such manner as may be prescribed, for each month in that period;

a) en totalisant l'indice des prix à la consommation de chaque mois de la période, publié par Statistique Canada en application de la *Loi sur la statistique*, rajusté de la manière prévue par règlement;

(b) dividing the aggregate obtained under paragraph (a) by twelve; and

b) en divisant ce total par 12;

(c) rounding the result obtained under paragraph (b) to the nearest one-thousandth or, where the result obtained is equidistant from two consecutive one-thousandths, to the higher thereof."

c) en arrêtant le quotient ainsi obtenu à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in applying section 117.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), to the 1989 taxation year the amount of \$200 in subparagraph 122.2(1)(a)(ii) of the said Act, as enacted by subsection 98(1) of this Act, shall not be adjusted.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application de l'article 117.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à l'année d'imposition 1989, le montant de 200 \$ au sous-alinéa 122.2(1)a)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe 98(1) de la présente loi, ne doit pas être rajusté.

93. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 117.1 thereof, the following sections:

93. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 117.1, de ce qui suit :

Personal credits

"118. (1) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted an amount determined by the formula

«118. (1) Le produit obtenu en multipliant le total des montants visés aux alinéas a) à d) par le taux de base pour l'année est déductible dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

Crédits d'impôt personnels

$$A \times B$$

where

A is the appropriate percentage for the year, and

B is the aggregate of,

a) si, au cours de l'année, le particulier est marié et subvient aux besoins de son conjoint, le total de 6 000 \$ et du montant calculé selon la formule suivante :

Crédit de personne mariée

$$5\ 000\ \$ - (C - 500\ \$)$$

(a) in the case of an individual who at any time in the year is a married person

Married status

45

(6) Where an amount referred to in paragraph (1)(c) or the amount of \$524 referred to in subsection (1.1) when adjusted as provided in this section is not a multiple of one dollar, it shall be rounded to the nearest multiple of one dollar or, if it is equidistant from two such multiples, to the higher thereof, and where any other amount referred to in this section is not a multiple of ten dollars when so adjusted, it shall be rounded to the nearest multiple of ten dollars or, if it is equidistant from two such multiples, to the higher thereof.

(7) In this section, the Consumer Price Index for any 12 month period is the result arrived at by

(a) aggregating the Consumer Price Index, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, adjusted in such manner as may be prescribed by regulation, for each month in that period;

(b) dividing the aggregate obtained under paragraph (a) by twelve; and

(c) rounding the result obtained under paragraph (b) to the nearest one-thousandth or, if the result obtained is equidistant from two one-thousandths, to the higher thereof.

(7.1) (Repealed by 1985, c.45, S. 63(3).)

(8) (Repealed by 1986, c.6, S.65(7).)"

première décimale étant arrondis à l'unité supérieure; dans le cas des autres sommes visées au présent article, les résultats sont arrêtés à la dizaine, ceux qui ont au moins cinq à l'unité arrondis à la dizaine supérieure.

(7) Dans le présent article, l'indice des prix à la consommation pour toute période de 12 mois s'obtient en

a) additionnant les indices des prix à la consommation, publiés par Statistique Canada en vertu de la *Loi sur la statistique* et ajustés de la manière prescrite par règlement, pour chaque mois de cette période;

b) divisant par douze le total obtenu en appliquant l'alinéa a); et

c) arrondissant le résultat obtenu en appliquant l'alinéa b) au millième le plus proche ou, si le résultat obtenu est équidistant de deux millièmes, au millième supérieur.

(7.1) (Abrogé par 1985, chap. 45, art. 63(3).)

(8) (Abrogé par 1986, chap. 6, art. 65(7).)"

Clause 93: (1) New.

Article 93, (1). — Nouveau.

who supports his spouse, an amount equal to the aggregate of

- (i) \$6,000, and
- (ii) an amount determined by the formula

$$5 \quad 5,000 - (C - \$500)$$

where

C is the greater of \$500 and the 10
income of the individual's spouse for the year or, where the individual and the individual's spouse are living separate and apart at the end of the year by reason of a 15
breakdown of their marriage, the spouse's income for the year while married and not so separated;

(b) in the case of an individual not entitled to a deduction by reason of para- 20
graph (a) who, at any time in the year,

- (i) is an unmarried person or a married person who neither supported nor lived with his spouse and is not supported by his spouse, and 25
- (ii) whether by himself or jointly with one or more other persons, maintains a self-contained domestic establishment (in which the individual lives) and actually supports therein a 30
person who, at that time, is

- (A) except in the case of a child of the individual, resident in Canada,
- (B) wholly dependent for support on the individual, or the individual 35
and such other person or persons, as the case may be,
- (C) related to the individual, and
- (D) except in the case of a parent or grandparent of the individual, 40
either under 18 years of age or so dependent by reason of mental or physical infirmity,

an amount equal to the aggregate of

- (iii) \$6,000, and 45
- (iv) an amount determined by the formula

où

C représente le plus élevé soit de 500 \$, soit du revenu du conjoint pour l'année ou, si le particulier et son conjoint vivent séparés à la fin de l'année 5
pour cause d'échec du mariage, du revenu du conjoint pour l'année pendant le mariage et alors qu'ils ne vivaient pas séparés;

b) le total de 6 000 \$ et du montant 10
calculé selon la formule suivante :

$$5 \ 000 \$ - (D - 500 \$)$$

Crédit
équivalent pour
personne
entièrement à
charge

où

D représente le plus élevé de 500 \$ ou du revenu d'une personne à charge pour l'année, 15

si le particulier n'a pas droit à la déduction prévue à l'alinéa a) et si, à un 20
moment de l'année :

- (i) il n'est pas marié ou, s'il l'est, ne vit pas avec son conjoint ni ne subvient aux besoins de celui-ci, pas plus que son conjoint ne subvient à ses 25
besoins, et
- (ii) il tient, seul ou avec une ou plusieurs autres personnes, et habite un établissement domestique autonome où il subvient réellement aux besoins 30
d'une personne qui, à ce moment :

- (A) réside au Canada, sauf s'il s'agit d'un enfant du particulier,
- (B) est entièrement à la charge soit du particulier, soit du particulier et 35
d'une ou plusieurs de ces autres personnes,
- (C) est liée au particulier, et
- (D) sauf s'il s'agit du père, de la mère, du grand-père ou de la 40
grand-mère du particulier, est soit âgée de moins de 18 ans, soit à charge en raison d'une infirmité mentale ou physique;

c) 6 000 \$, sauf si le particulier a droit à 45
une déduction en application de l'alinéa a) ou b);

$$\$5,000 - (D - \$500)$$

where

D is the greater of \$500 and the income for the year of the dependent person;

Single status

(c) except in the case of an individual entitled to a deduction by reason of paragraph (a) or (b), \$6,000; and

Dependants

(d) for each dependant of the individual for the year, an amount equal to

(i) if the dependant was under the age of 18 years at any time in the year, an amount determined by the formula

$$\$388 - (E - \$2,500)$$

where

E is the greater of \$2,500 and the income for the year of the dependant,

except that where the individual has more than 2 such dependants for the year, the reference to the amount "\$388" in the formula under this subparagraph shall, in respect of all but 2 of those dependants, be read as twice that amount, and

(ii) in the case of a person dependent on the individual by reason of mental or physical infirmity and to whom subparagraph (i) does not apply, an amount determined by the formula

$$\$1,471 - (F - \$2,500)$$

where

F is the greater of \$2,500 and the income for the year of the dependant.

Age credit

(2) For the purpose of computing the tax payable under this Part for a taxation year by an individual who, before the end of the year, has attained the age of 65 years, there may be deducted an amount determined by the formula

d) le montant suivant pour chaque personne à charge du particulier pour l'année :

Crédit pour personnes à charge

(i) pour chacune des deux premières personnes à charge âgée de moins de 18 ans à un moment de l'année, le montant calculé selon la formule suivante :

$$388 \$ - (E - 2\,500 \$)$$

où

E représente le plus élevé de 2 500 \$ ou du revenu de la personne à charge pour l'année, le montant de 388 \$ étant doublé pour la troisième personne ainsi à charge et chacune des suivantes,

(ii) si la personne est à charge en raison d'une infirmité mentale ou physique et que le sous-alinéa (i) ne s'applique pas à celle-ci, le montant calculé selon la formule suivante :

$$1\,471 \$ - (F - 2\,500 \$)$$

où

F représente le plus élevé de 2 500 \$ ou du revenu de la personne à charge pour l'année.

(2) Le montant de 3 236 \$ multiplié par le taux de base pour l'année est déductible dans le calcul de l'impôt payable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition par le particulier qui, avant la fin de l'année, a atteint l'âge de 65 ans.

Crédit de personne âgée

$A \times \$3,236$

where

A is the appropriate percentage for the year.

5

Pension credit

(3) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted,

(3) Est déductible dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

Crédit pour pension

(a) where the individual has attained the age of 65 years before the end of the year, an amount determined by the formula

a) le moins élevé, multiplié par le taux de base pour l'année, de 1 000 \$ ou du revenu de pension que le particulier a reçu au cours de l'année, si le particulier a atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année;

$A \times B$

15

where

A is the appropriate percentage for the year, and

B is the lesser of \$1,000 and the pension income received by the individual in the year; and

b) le moins élevé, multiplié par le taux de base pour l'année, de 1 000 \$ ou du revenu de pension admissible que le particulier — à l'exclusion du particulier visé à l'alinéa a) — a reçu au cours de l'année, si, avant la fin de l'année, celui-ci :

(b) where the individual (other than an individual referred to in paragraph (a)) has before the end of the year

25

(i) attained the age of 60 years,
(ii) received a disability pension or survivor's pension under the Canada Pension Plan or under a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act, or

(i) soit a atteint l'âge de 60 ans,
(ii) soit a reçu une pension d'invalidité ou une pension de survivant en application du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi,

(iii) not attained the age of 60 years, and has not deducted in computing his income for the year an amount under paragraph 60(j) (other than in respect of an amount included in computing his income pursuant to subsection 147(10), which amount was received in satisfaction of all his rights and entitlements under a deferred profit sharing plan),

(iii) soit n'a pas atteint l'âge de 60 ans et n'a pas déduit un montant en application de l'alinéa 60j) dans le calcul de son revenu pour l'année, sauf au titre d'un montant inclus dans le calcul de son revenu conformément au paragraphe 147(10) et reçu en règlement de tous ses droits dans le cadre d'un régime de participation différée aux bénéfices.

an amount determined by the formula

$A \times B$

45

where

A is the appropriate percentage for the year, and

Individuals in
the year

2 (4) For the purposes of subsection (1), the following rules apply:

3 (a) an amount may be deducted under

4 subsection (1) by reason of paragraph

5 (a) thereof by an individual in a

6 taxation year for more than one other

7 taxation year;

8 (b) an amount may be deducted in an-

9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100

It is the limit of \$1,000 and the death
final person income received by the
individual in the year.

(4) For the purposes of subsection (1),
the following rules apply:

(a) an amount may be deducted under
subsection (1) by reason of paragraph
(a) thereof by an individual in a
taxation year for more than one other
taxation year;

(b) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(c) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(d) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(e) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(f) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(g) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(h) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(i) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(j) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(k) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(l) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(m) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(n) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(o) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(p) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(q) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(r) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(s) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(t) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(u) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(v) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(w) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(x) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(y) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

(z) an amount may be deducted in an-
individual's taxation year in respect of the
same person or the same taxpayer in more
than one taxation year;

Limitations re
subsection (1)

B is the lesser of \$1,000 and the qualified pension income received by the individual in the year.

(4) For the purposes of subsection (1), the following rules apply:

(a) no amount may be deducted under subsection (1) by reason of paragraphs (a) and (b) thereof by an individual in a taxation year for more than one other person;

(b) not more than one individual is entitled to a deduction under subsection (1) by reason of paragraph (b) thereof for a taxation year in respect of the same person or the same domestic establishment and where two or more individuals otherwise entitled to such a deduction fail to agree as to the individual by whom the deduction may be made, no such deduction for the year shall be allowed to any of them;

(c) where an individual is entitled to a deduction under subsection (1) by reason of paragraph (b) thereof for any person described therein, neither the individual nor any other individual is entitled to a deduction under subsection (1) by reason of paragraph (d) thereof for that person;

(d) no amount may be deducted under subsection (1) by reason of paragraph (d) thereof by an individual for a taxation year for a person in respect of whom an allowance referred to in subsection 56(5) has been paid in the year, except to the extent of the proportion of the allowance paid in the year in respect of the person that has been included in computing the individual's income for the year; and

(e) where more than one individual is, in respect of a taxation year, entitled to deduct an amount under subsection (1) by reason of paragraph (d) thereof for the same dependant, the aggregate of all amounts so deductible for the year shall not exceed the maximum amount that would be deductible by reason of that paragraph for the year by any one of those individuals for that dependant if 50

(4) Les règles suivantes s'appliquent aux déductions prévues au paragraphe (1) :

a) un montant ne peut être déduit par un particulier pour une année d'imposition en application de l'alinéa (1)a) ou b) pour plus qu'une seule autre personne;

b) un seul particulier a droit pour une année d'imposition à une déduction prévue au paragraphe (1), par application de l'alinéa (1)b), pour la même personne ou pour le même établissement domestique autonome; au cas où deux ou plusieurs particuliers qui auraient droit autrement à cette déduction ne s'entendent pas sur celui d'entre eux qui la fait, elle n'est accordée à aucun d'eux pour l'année;

c) si un particulier a droit à une déduction prévue au paragraphe (1), par application de l'alinéa (1)b), pour une personne qui y est visée, ni lui ni un autre particulier n'a droit à une déduction prévue au paragraphe (1), par application de l'alinéa (1)d), pour cette personne;

d) un montant n'est déductible en vertu du paragraphe (1) par un particulier, par application de l'alinéa (1)d), pour une année d'imposition quant à une personne pour laquelle une allocation visée au paragraphe 56(5) a été versée au cours de l'année qu'à concurrence de la partie de cette allocation qui est incluse dans le calcul du revenu du particulier pour l'année;

e) dans le cas où plus d'un particulier a droit, pour une année d'imposition, à une déduction prévue au paragraphe (1), par application de l'alinéa (1)d), pour la même personne à charge, le total des montants ainsi déductibles pour l'année ne peut dépasser le maximum qu'un seul d'entre ces particuliers pourrait déduire pour l'année pour cette personne; si ces particuliers ne s'entendent pas sur la répartition de ce maximum

Restriction au
crédit pour
personne
entièrement à
charge

entre eux, le ministre peut faire cette répartition.

Consignes
d'écriture

(7) Lors de cas où un particulier a droit à une déduction prévue à l'article 60(4) ou (5) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en titre d'un particulier, le ministre peut, à son égard, attribuer une déduction de son revenu, le cas échéant, à un particulier ou à un particulier, pour l'application de l'article 60(4) ou (5) de la Loi. — Le ministre peut, à son égard, attribuer une déduction de son revenu, le cas échéant, à un particulier ou à un particulier, pour l'application de l'article 60(4) ou (5) de la Loi.

Part de
charge

(6) Pour l'application des articles (1) et (4) de la présente aux parties de la charge d'un particulier, le ministre peut, à son égard, attribuer une déduction de son revenu, le cas échéant, à un particulier ou à un particulier, pour l'application de l'article 60(4) ou (5) de la Loi.

(5) Les parties de la charge d'un particulier, le cas échéant, à un particulier ou à un particulier, pour l'application de l'article 60(4) ou (5) de la Loi.

Particulars

(7) Sous réserve du paragraphe (8), les déductions des revenus d'équipement au paragraphe (3).

Revenu de
particulier
à l'étranger

Revenu de particulier à l'étranger, le cas échéant, à un particulier ou à un particulier, pour l'application de l'article 60(4) ou (5) de la Loi.

(a) Le montant des revenus d'équipement, le cas échéant, à un particulier ou à un particulier, pour l'application de l'article 60(4) ou (5) de la Loi.

(1) À titre de remises de versements, le cas échéant, à un particulier ou à un particulier, pour l'application de l'article 60(4) ou (5) de la Loi.

(ii) À titre de versements de versements, le cas échéant, à un particulier ou à un particulier, pour l'application de l'article 60(4) ou (5) de la Loi.

that individual was the only individual entitled to claim an amount for the purpose of that paragraph for that year, and where the individual's income for that year was not more than the amount set out in the table, the amount may be the portion.

(5) Where an individual is entitled to a deduction under paragraph (4) or (5) in respect of a year, the portion of a year's income that the individual is entitled to claim for that year is the portion of the individual's income for that year that is not more than the amount set out in the table.

(6) For the purpose of paragraphs (1) and (4), "portion" of an individual for a taxation year means a portion of the individual's income for that year that is not more than the amount set out in the table.

(7) Subject to subsection (8), for the purpose of subsection (1), "portion" means "received by an individual" in a taxation year means the total of all the amounts included in the individual's income for the year that is

(a) a payment in respect of a life insurance policy or an annuity payment under a registered retirement savings plan under an "approved plan" as defined in section 146(1); or

(b) an amount included in the individual's income for the year that is

(i) a payment in respect of a life insurance policy or an annuity payment under a registered retirement savings plan under an "approved plan" as defined in section 146(1); or

(ii) an amount included in the individual's income for the year that is

Income Tax

Definition of "portion"

Definition

Income Tax

that individual were the only individual entitled to deduct an amount for the year by reason of that paragraph for that dependant and, where the individuals cannot agree as to what portion of the amount each can so deduct, the Minister may fix the portions. 5

(5) Where an individual in computing his income for a taxation year is entitled to a deduction under paragraph 60(b), (c) or 10 (c.1) in respect of a payment for the maintenance of a spouse or child, the spouse or child shall, for the purposes of this section (other than the definition "qualified pension income" in subsection (7)) be deemed 15 not to be the spouse or child of the individual.

(6) For the purposes of paragraphs (1)(d) and (4)(e), "dependant" of an individual for a taxation year means a 20 person who at any time in the year is dependent upon the individual for support and is

(a) the child or grandchild of the individual or of the individual's spouse; 25 or

(b) the parent, grandparent, brother, sister, uncle, aunt, niece or nephew, if resident in Canada at any time in the year, of the individual or of the individu- 30 al's spouse.

(7) Subject to subsection (8), for the purposes of subsection (3),

"pension income" received by an individual in a taxation year means the total of 35

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing his income for the year that is

(i) a payment in respect of a life 40 annuity out of or under a superannuation or pension plan,

(ii) an annuity payment under a registered retirement savings plan, under an "amended plan" as 45 referred to in subsection 146(12) or under an annuity in respect of which an amount is included in

entre eux, le ministre peut faire cette répartition.

(5) Dans le cas où un particulier a droit à une déduction prévue à l'alinéa 60b), c) ou c.1) dans le calcul de son revenu pour 5 une année d'imposition au titre d'un paiement effectué pour subvenir aux besoins de son conjoint ou de son enfant, le conjoint ou l'enfant sont réputés, pour l'application 10 du présent article — sauf pour l'applica- 10 tion de la définition de «revenu de pension admissible» au paragraphe (7) —, ne pas être le conjoint ou l'enfant du particulier.

(6) Pour l'application des alinéas (1)d) et (4)e), la personne aux besoins de 15 laquelle un particulier subvient au cours d'une année d'imposition est une personne à sa charge pour cette année si elle est, par rapport au particulier ou à son conjoint :

a) son enfant ou petit-enfant; 20

b) son père ou sa mère, son grand-père ou sa grand-mère, son oncle ou sa tante, son frère ou sa soeur, son neveu ou sa nièce, qui réside au Canada à un 25 moment de l'année.

(7) Sous réserve du paragraphe (8), les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (3).

«revenu de pension» S'agissant du revenu de pension qu'un particulier a reçu au 30 cours d'une année d'imposition, le total des montants suivants :

a) les montants que le particulier inclut dans le calcul de son revenu pour l'année : 35

(i) à titre de versement de rente viagère prévue par un régime de retraite ou d'autres pensions, ou en provenant,

(ii) à titre de versement de rente 40 dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un régime

Alimony and maintenance

Definition of "dependant"

Definitions

"pension income"
«revenu de pension»

Obligation alimentaire

Sens de personne à charge

Définitions

«revenu de pension»
"pension income"

computing the individual's income by reason of paragraph 56(1)(d.2), (iii) a payment out of or under a registered retirement income fund or under an "amended fund" as referred to in subsection 146.3(11), (iv) an annuity payment under a deferred profit sharing plan or under a "revoked plan" as referred to in subsection 147(15), (v) a payment described in subparagraph 147(2)(k)(v), or (vi) the amount by which an annuity payment included in computing the individual's income for the year exceeds the capital element of that payment as determined or established under paragraph 60(a), and (b) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing the individual's income for the year by reason of section 12.2 or paragraph 56(1)(d.1);

"qualified pension income" received by an individual in a taxation year means the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing his income for the year and described in (a) subparagraph (a)(i) of the definition "pension income", or (b) any of subparagraphs (a)(ii) to (vi) or paragraph (b) of the definition "pension income" received by the individual as a consequence of the death of the individual's spouse.

(8) For the purposes of subsection (3), "pension income" and "qualified pension income" received by an individual do not include any amount that is (a) the amount of a pension or supplement under the *Old Age Security Act* or of any similar payment under a law of a province;

modifié visé au paragraphe 146(12) ou d'une rente au titre de laquelle une somme est incluse dans le calcul du revenu du particulier par application de l'alinéa 56(1)d.2), (iii) à titre de paiement prévu par un fonds enregistré de revenu de retraite, ou en provenant, ou prévu par un fonds modifié visé au paragraphe 146.3(11), (iv) à titre de versement de rente d'un régime de participation différée aux bénéficiaires ou d'un régime dont l'enregistrement est annulé visé au paragraphe 147(15), (v) à titre de versement visé au sous-alinéa 147(2)k(v), (vi) à titre d'excédent d'un versement de rente inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année par application de l'alinéa 56(1)d sur la partie représentant le capital de ce versement visée à l'alinéa 60a);

b) les montants inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année par application de l'article 12.2 et de l'alinéa 56(1)d.1).

«revenu de pension admissible» S'agissant du revenu de pension admissible qu'un particulier a reçu au cours d'une année d'imposition, le total des montants suivants inclus dans le calcul de son revenu pour l'année :

- a) les montants visés au sous-alinéa 30 a)(i) de la définition de «revenu de pension»;
- b) les montants visés aux sous-alinéas a)(ii) à (vi) et à l'alinéa b) de la définition de «revenu de pension», reçus par le particulier par suite du décès de son conjoint.

(8) Pour l'application du paragraphe (3), ni le revenu de pension ni le revenu de pension admissible ne comprennent les montants reçus :

- a) à titre de pension ou supplément prévu par la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* ou de paiement analogue prévu par une loi provinciale;

"qualified pension income"
«revenu de pension admissible»

«revenu de pension admissible»
"qualified pension income"

Idem

Restriction au revenu de pension et au revenu de pension admissible

(b) the amount of a benefit under the *Canada Pension Plan* or under a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act;

(c) a death benefit;

(d) the amount, if any, by which (i) an amount required to be included in computing the individual's income for the year

exceeds (ii) the amount, if any, by which the amount referred to in subparagraph (i) exceeds the aggregate of all amounts deducted by the individual for the year in respect of that amount;

(e) a payment received out of or under a salary deferral arrangement, a retirement compensation arrangement, an employee benefit plan, an employee trust or a prescribed provincial pension plan.

b) à titre de prestation prévue par le *Régime de pensions du Canada* ou par un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi;

c) à titre de prestation consécutive au décès;

d) à titre d'excédent éventuel d'un montant à inclure dans le calcul du revenu du particulier pour l'année sur l'excédent éventuel de ce montant sur le total des montants déduits par le particulier pour l'année au titre de ce montant;

e) à titre de paiement reçu dans le cadre d'une convention de retraite, d'une entente d'échelonnement du traitement, d'un régime de prestations aux employés, d'une fiducie d'employés ou d'un régime provincial de pensions visé par règlement.

Definitions

118.1 (1) In this section

"total charitable gifts" of an individual for a taxation year means the aggregate of all amounts each of which is the amount of a gift made by the individual in the year or in one of the 5 immediately preceding taxation years to

(a) a registered charity,

(b) a registered Canadian amateur athletic association,

(c) a housing corporation resident in Canada and exempt from tax under this Part by paragraph 149(1)(i),

(d) a Canadian municipality,

(e) the United Nations or an agency thereof,

(f) a university outside Canada prescribed to be a university the student body of which ordinarily includes students from Canada, or

(g) a charitable organization outside Canada to which Her Majesty in right of Canada has made a gift during the individual's taxation year or the 12 months immediately preceding that taxation year,

"total charitable gifts"
«total des dons de charité»

118.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«total des dons» S'agissant du total des dons d'un particulier pour une année d'imposition, le total :

«total des dons»
"total gifts"

a) du moins élevé du total des dons de charité du particulier pour l'année ou du cinquième du revenu du particulier pour l'année calculé en faisant abstraction du paragraphe 137(2);

b) du total des dons à l'État du particulier pour l'année; et

c) du total des dons de biens culturels du particulier pour l'année.

«total des dons à l'État» S'agissant du total des dons à l'État d'un particulier pour une année d'imposition, total des dons que le particulier a faits à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province au cours d'une année d'imposition et au cours des cinq années d'imposition précédentes, dans la mesure où ces dons n'ont pas été déduits dans le calcul du revenu imposable du particulier pour une année d'imposition antérieure à 1988 ou n'ont pas servi à calculer un montant déduit en application du pré-

«total des dons à l'État»
"total Crown gifts"

pour lequel il est tenu de payer
une somme d'argent en vertu de la
présente partie de la Loi relative à l'imposi-
tion sur le revenu.

2. (1) Les dons de biens culturels
qui sont des biens culturels
au sens de la Loi relative à l'imposi-
tion sur le revenu sont admissibles à l'imposi-
tion sur le revenu.

3. (1) Les dons de biens culturels
qui sont des biens culturels
au sens de la Loi relative à l'imposi-
tion sur le revenu sont admissibles à l'imposi-
tion sur le revenu.

4. (1) Les dons de biens culturels
qui sont des biens culturels
au sens de la Loi relative à l'imposi-
tion sur le revenu sont admissibles à l'imposi-
tion sur le revenu.

5. (1) Les dons de biens culturels
qui sont des biens culturels
au sens de la Loi relative à l'imposi-
tion sur le revenu sont admissibles à l'imposi-
tion sur le revenu.

6. (1) Les dons de biens culturels
qui sont des biens culturels
au sens de la Loi relative à l'imposi-
tion sur le revenu sont admissibles à l'imposi-
tion sur le revenu.

7. (1) Les dons de biens culturels
qui sont des biens culturels
au sens de la Loi relative à l'imposi-
tion sur le revenu sont admissibles à l'imposi-
tion sur le revenu.

2000-01-01
de la Loi
relative à l'imposi-
tion sur le revenu

2000-01-01
de la Loi
relative à l'imposi-
tion sur le revenu

to the extent that the amount of such
amount is deductible under

10. (1) The amount of such
amount is deductible under

15. (1) The amount of such
amount is deductible under

20. (1) The amount of such
amount is deductible under

25. (1) The amount of such
amount is deductible under

30. (1) The amount of such
amount is deductible under

35. (1) The amount of such
amount is deductible under

40. (1) The amount of such
amount is deductible under

45. (1) The amount of such
amount is deductible under

50. (1) The amount of such
amount is deductible under

55. (1) The amount of such
amount is deductible under

60. (1) The amount of such
amount is deductible under

2000-01-01
de la Loi
relative à l'imposi-
tion sur le revenu

2000-01-01
de la Loi
relative à l'imposi-
tion sur le revenu

to the extent that the amounts of those gifts have been neither

(h) deducted in computing his taxable income for a taxation year preceding 1988, nor

(i) used in determining an amount that has been deducted under this section in computing his tax payable under this Part for a preceding taxation year,

but, where the individual has claimed a deduction under subsection 110(2) in computing his taxable income for a taxation year, does not include the amount of any gift made in that year;

“total Crown gifts” of an individual for a taxation year means the aggregate of all amounts each of which is the amount of a gift made by the individual in the year or in one of the 5 immediately preceding taxation years to Her Majesty in right of Canada or to Her Majesty in right of a province, to the extent that the amounts of those gifts have been neither

(a) deducted in computing his taxable income for a taxation year preceding 1988, nor

(b) used in determining an amount that has been deducted under this section in computing his tax payable under this Part for a preceding taxation year;

“total cultural gifts” of an individual for a taxation year means the aggregate of all values each of which is the value of a gift

(a) of an object that the Canadian Cultural Property Export Review Board has determined meets all of the criteria set out in paragraphs 23(3)(b) and (c) of the *Cultural Property Export and Import Act*,

(b) that is neither included in the total charitable gifts or the total Crown gifts of the individual for the year, nor would have been so included in a preceding taxation year had this section been applicable to that preceding year, and

(c) that was made by the individual in the year or in one of the 5 immedi-

sent article dans le calcul de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition antérieure.

«total des dons de biens culturels» S'agissant du total des dons de biens culturels d'un particulier pour une année d'imposition, valeur totale des dons d'objets :

a) qui, selon la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels, sont conformes aux critères énoncés aux alinéas 23(3)b) et c) de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*;

b) qui ne sont pas inclus dans le total des dons de charité ou dans le total des dons à l'État du particulier pour l'année ou qui ne seraient pas inclus ainsi pour une année d'imposition antérieure si le présent article s'était appliqué à cette année antérieure; et

c) que le particulier a faits au cours de l'année et au cours des cinq années d'imposition précédentes à des établissements ou des administrations au Canada qui étaient, au moment du don, désignés, en application du paragraphe 26(2) de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, à des fins générales ou à une fin particulière liée aux objets ainsi donnés;

dans la mesure où cette valeur n'a pas été déduite dans le calcul du revenu imposable du particulier pour une année d'imposition antérieure à 1988 ou n'a pas servi à calculer un montant déduit en application du présent article dans le calcul de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition antérieure.

«total des dons de charité» S'agissant du total des dons de charité d'un particulier pour une année d'imposition, total des dons que le particulier a faits au cours de l'année et au cours des cinq années d'imposition précédentes aux entités suivantes — dans la mesure où ces dons n'ont pas été déduits dans le calcul du revenu imposable du particulier pour une année d'imposition antérieure à

“total Crown gifts”
«total des dons à l'État»

“total cultural gifts”
«total des dons de biens culturels»

5 «total des dons de biens culturels»
“total cultural gifts”

5 «total des dons de charité»
“total charitable gifts”

1997 ce n'est pas prévu à calculer au moment d'être en application du présent article dans le cadre de l'impôt payé sur le particulier en vertu de la présente loi pour une année d'impôt.

41 déduction de charité éligible
42 déductions éligibles en vertu de la loi sur l'impôt

43 (1) L'impôt sur le revenu d'un particulier en vertu de la présente loi est calculé en vertu de la présente loi en tenant compte de la déduction de charité éligible.

44 (2) L'impôt sur le revenu d'un particulier en vertu de la présente loi est calculé en vertu de la présente loi en tenant compte de la déduction de charité éligible.

45 (3) L'impôt sur le revenu d'un particulier en vertu de la présente loi est calculé en vertu de la présente loi en tenant compte de la déduction de charité éligible.

46 (4) L'impôt sur le revenu d'un particulier en vertu de la présente loi est calculé en vertu de la présente loi en tenant compte de la déduction de charité éligible.

47 (5) L'impôt sur le revenu d'un particulier en vertu de la présente loi est calculé en vertu de la présente loi en tenant compte de la déduction de charité éligible.

48 (6) L'impôt sur le revenu d'un particulier en vertu de la présente loi est calculé en vertu de la présente loi en tenant compte de la déduction de charité éligible.

$$A = B + C - D - E$$

49 A represents the total amount payable

50 B represents the total amount payable

51 C represents the total amount payable

52 D represents the total amount payable

53 (1) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

54 (2) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

55 (3) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

56 (4) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

57 (5) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

58 (6) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

59 (7) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

60 (8) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

$$A = B + C - D - E$$

61 A is the appropriate percentage for the year

62 B is the appropriate percentage for the year

63 C is the appropriate percentage for the year

64 D is the appropriate percentage for the year

65 (1) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

66 (2) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

67 (3) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

68 (4) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

69 (5) The amount of the tax payable by an individual in respect of the year of taxation shall be calculated in accordance with the provisions of this Act and the regulations made thereunder, taking into account the amount of the eligible charitable deduction.

ately preceding taxation years to an institution or public authority in Canada that was, at the time the gift was made, designated under subsection 26(2) of the *Cultural Property Export and Import Act* either generally or for a purpose related to the object referred to in paragraph (a)

to the extent that the values of those gifts have been neither

- (a) deducted in computing his taxable income for a taxation year preceding 1988, nor
- (b) used in determining an amount that has been deducted under this section in computing his tax payable under this Part for a preceding taxation year;

“total gifts”
*total des dons

“total gifts” of an individual for a taxation year means the aggregate of

- (a) the lesser of
 - (i) his total charitable gifts for the year, and
 - (ii) 1/5 of his income for the year computed without reference to subsection 137(2),
- (b) his total Crown gifts for the year, and
- (c) his total cultural gifts for the year.

Proof of gift

(2) A gift shall not be included in the total charitable gifts, total Crown gifts or total cultural gifts of an individual unless the making of the gift is proven by filing with the Minister a receipt therefor that contains prescribed information.

Deduction by individuals for gifts

(3) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted such amount as the individual may claim not exceeding an amount determined by the formula

$$(A \times B) + C(D - B)$$

where

A is the appropriate percentage for the year;

1988 ou n'ont pas servi à calculer un montant déduit en application du présent article dans le calcul de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition antérieure — :

- a) organismes de charité enregistrés;
- b) associations canadiennes enregistrées de sport amateur;
- c) corporations d'habitation résidant au Canada et exonérées, par application de l'alinéa 149(1)i), de l'impôt payable en vertu de la présente partie;
- d) municipalités du Canada;
- e) Organisation des Nations Unies ou organisations qui lui sont reliées;
- f) universités situées à l'étranger, visées par règlement, qui comptent d'ordinaire, parmi leurs étudiants, des étudiants venant du Canada;
- g) œuvres de charité situées à l'étranger auxquelles Sa Majesté du Chef du Canada a fait un don au cours de l'année ou au cours des douze mois précédant l'année.

Toutefois, n'est pas compris dans le total des dons de charité du particulier pour l'année le don fait au cours d'une année d'imposition pour lequel le particulier a demandé une déduction en application du paragraphe 110(2) dans le calcul de son revenu imposable pour cette année.

(2) Aucun don ne peut être inclus dans le total des dons de charité, dans le total des dons à l'État ou dans le total des dons de biens culturels s'il n'est pas attesté par un reçu, contenant les renseignements prescrits, produit au ministre.

Attestation du don

(3) Un particulier peut déduire dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition un montant qui ne dépasse pas le montant calculé selon la formule suivante :

Crédits d'impôt pour dons

$$(A \times B) + [C \times (D - B)]$$

où

A représente le taux de base pour l'année;

Time of gift	<p>B is the lesser of \$250 and his total gifts for the year;</p> <p>C is the highest percentage referred to in subsection 117(2) that is applicable in determining tax that might be payable under this Part for the year; and</p> <p>D is the individual's total gifts for the year.</p>	<p>B le moins élevé de 250 \$ ou du total des dons du particulier pour l'année;</p> <p>C le taux le plus élevé, mentionné au paragraphe 117(2), applicable au calcul de l'impôt qui pourrait être payable en vertu de la présente partie pour l'année;</p> <p>D le total des dons du particulier pour l'année.</p>	
	<p>(4) For the purposes of this section, a gift made by an individual in the taxation year in which he dies shall be deemed to have been made by him in the immediately preceding taxation year to the extent that an amount in respect thereof is not deducted in computing his tax payable under this Part for the taxation year in which he dies.</p>	<p>(4) Pour l'application du présent article, le particulier qui a fait un don au cours de l'année d'imposition où il est décédé est réputé l'avoir fait au cours de l'année d'imposition précédente, dans la mesure où un montant au titre de ce don n'est pas déduit dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition où il est décédé.</p>	Don dans l'année du décès
Gift by will	<p>(5) Where an individual by his will makes a gift to a donee described in subsection (1), the gift shall, for the purposes of this section, be deemed to have been made by the individual in the taxation year in which he dies.</p>	<p>(5) Pour l'application du présent article, le particulier qui a fait un don par testament à un donataire visé au paragraphe (1) est réputé l'avoir fait au cours de l'année d'imposition où il est décédé.</p>	Don par testament
Gift of capital property	<p>(6) Where, at any time, whether by his will or otherwise, an individual makes a gift of</p> <p>(a) capital property to a donee described in the definition "total charitable gifts" or "total Crown gifts" in subsection (1), or</p> <p>(b) in the case of an individual who is a non-resident person, real property situated in Canada to a prescribed donee who provides an undertaking, in a form satisfactory to the Minister, to the effect that such property will be held for use in the public interest,</p> <p>and the fair market value of the property at that time exceeds its adjusted cost base to the taxpayer, such amount, not greater than the fair market value and not less than the adjusted cost base to the taxpayer of the property at that time, as is designated by the individual or his legal representative in the individual's return of income under section 150 for the year in which the gift is made shall, if the making of the gift is proven by filing with the Minister a receipt containing prescribed</p>	<p>(6) En cas de don par un particulier — par testament ou autrement — d'un bien dont la juste valeur marchande au moment du don dépasse le prix de base rajusté pour le particulier, le montant que le particulier ou son représentant légal indique dans la déclaration de revenu du particulier produite conformément à l'article 150 pour l'année d'imposition au cours de laquelle le don est fait et qui n'est, au moment du don, ni supérieur à la juste valeur marchande du bien ni inférieur à son prix de base rajusté pour le particulier est réputé être à la fois le produit de disposition du bien pour le particulier et le montant du don fait par le particulier, à condition que le don soit attesté par un reçu, contenant les renseignements prescrits, produit au ministre et que le bien soit :</p> <p>a) un bien en immobilisation donné à un donataire visé dans la définition de «total des dons de charité» ou de «total des dons à l'État», au paragraphe (1);</p> <p>b) si le particulier ne réside pas au Canada, un bien immeuble situé au Canada donné à un donataire visé par</p>	Don d'un bien en immobilisation

information, be deemed to be the individual's proceeds of disposition of the property and the amount of the gift made by the individual.

Gifts of art

(7) Where at any time after 1984, whether by his will or otherwise, an individual makes a gift of a work of art created by him that is property in his inventory to a donee described in the definition "total charitable gifts" or "total Crown gifts" in subsection (1), and the fair market value of the work of art at that time exceeds its cost amount to him, such amount, not greater than the fair market value and not less than the cost amount to the individual of the work of art at that time, as is designated by him or his legal representative in the individual's return of income under section 150 for the year in which the gift is made shall, if the making of the gift is proven by filing with the Minister a receipt containing prescribed information, be deemed to be the individual's proceeds of disposition of the work of art and the amount of the gift made by him.

Gifts made by partnership

(8) Where an individual is, at the end of a fiscal period of a partnership, a member of the partnership, his share of any amount that would, if the partnership were a person, be a gift made by the partnership to any donee shall, for the purposes of this section, be deemed to be a gift made by the individual to that donee in the individual's taxation year in which the fiscal period of the partnership ends.

Commuter's charitable donations

(9) Where throughout a taxation year an individual resided in Canada near the boundary between Canada and the United States, if

(a) he commuted to his principal place of employment or business in the United States, and

(b) his chief source of income for the year was that employment or business, a gift made by him in the year to a religious, charitable, scientific, literary or educational organization created or organ-

reglement qui prend l'engagement, sous une forme que le ministre juge acceptable, que le bien sera détenu pour l'utiliser dans l'intérêt public.

(7) En cas de don après 1984 — par testament ou autrement — à un donataire visé dans la définition de «total des dons de charité» ou de «total des dons à l'État», au paragraphe (1), par un particulier d'une œuvre d'art que celui-ci a créée, qui est un bien décrit à son inventaire et dont la juste valeur marchande au moment du don dépasse le coût indiqué pour le particulier, le montant que le particulier ou son représentant légal indique dans la déclaration de revenu du particulier produite conformément à l'article 150 pour l'année d'imposition au cours de laquelle le don est fait et qui, au moment du don, n'est ni supérieur à la juste valeur marchande de l'œuvre ni inférieur à son coût indiqué pour le particulier, est réputé être à la fois le produit de disposition de l'œuvre d'art pour le particulier et le montant du don fait par le particulier, à condition que le don soit attesté par un reçu, contenant les renseignements prescrits, produit au ministre.

5 Don d'une œuvre d'art

(8) Pour l'application du présent article, dans le cas où un particulier est un associé d'une société à la fin d'un exercice financier de celle-ci, sa part de tout montant qui, si la société était une personne, serait un don fait à un donataire par la société est réputée être un don fait à ce donataire par le particulier au cours de l'année d'imposition du particulier où l'exercice financier de la société se termine.

Don par une société de personnes

(9) Pour l'application de la définition de «total des dons de charité», au paragraphe (1), le don qu'un particulier — qui tout au long d'une année d'imposition réside au Canada près de la frontière entre le Canada et les États-Unis — fait au cours de l'année à une organisation religieuse, scientifique, littéraire ou à caractère éducatif ou à une œuvre de charité constituées aux États-Unis ou régies par la législation des États-Unis et dont la déduction serait permise par le *United States Internal*

Don de charité par un frontalier

ized in or under the laws of the United States that would be allowed as a deduction under the *United States Internal Revenue Code* shall, for the purpose of the definition "total charitable gifts" in subsection (1), be deemed to have been made to a registered charity. 5

118.2 (1) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may 10 be deducted an amount determined by the formula

$$A(B - C)$$

15

where

A is the appropriate percentage for the year;

B is the aggregate of the individual's medical expenses that are proven by 20 filing receipts therefor with the Minister, that were not included in determining a deduction for medical expenses for a preceding taxation year and that were paid by either the individual or his legal 25 representative,

(a) where the individual died in the year, within any period of 24 months that includes the day of death, and

(b) in any other case, within any period 30 of 12 months ending in the year; and

C is the lesser of \$1,500 and 3% of the individual's income for the year.

(2) For the purposes of subsection (1), a medical expense of an individual is an 35 amount paid

(a) to a medical practitioner, dentist or nurse or a public or licensed private hospital in respect of medical or dental services provided to a person (in this 40 subsection referred to as the "patient") who is the individual, the individual's spouse or any dependant in respect of whom the individual may deduct an amount under section 118 from tax pay- 45 able under this Part by the individual for the taxation year in which the expense was incurred;

Revenue Code est réputé fait à un organisme de charité enregistré, si ce particulier fait régulièrement la navette entre sa résidence et le lieu principal de son emploi ou de son entreprise aux États-Unis et que 5 sa source principale de revenu pour l'année soit cet emploi ou cette entreprise.

118.2 (1) Le montant calculé selon la formule suivante est déductible dans le calcul de l'impôt payable par un particu- 10 lier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

$$A \times (B - C)$$

15

où

A représente le taux de base pour l'année;

B le total des frais médicaux du particulier, attestés par des reçus produits au ministre, si ces frais n'ont pas déjà été 20 inclus dans le calcul d'une déduction pour frais médicaux pour une année d'imposition antérieure et s'ils ont été payés par le particulier ou par son représentant légal au cours d'une des 25 périodes suivantes :

a) une période de 24 mois comprenant le jour du décès, en cas de décès du particulier au cours de l'année,

b) une période de 12 mois se terminant 30 au cours de l'année, dans les autres cas;

C le moins élevé de 1 500 \$ ou de 3 % du revenu du particulier pour l'année.

(2) Pour l'application du paragraphe 35 (1), les frais médicaux d'un particulier sont les frais payés :

a) à un médecin, à un dentiste, à une infirmière ou un infirmier, à un hôpital public ou à un hôpital privé agréé, pour les services médicaux ou dentaires four- 40 nis au particulier, à son conjoint ou à une personne à charge pour laquelle le particulier peut déduire un montant, en application de l'article 118, dans le calcul de son impôt payable en vertu de 45 la présente partie pour l'année d'imposition au cours de laquelle les frais ont été engagés;

Medical
expense credit

Crédit d'impôt
pour frais
médicaux

Medical
expenses

Frais médicaux

18
19
20

21
22
23
24
25

26
27
28
29
30

31
32
33
34
35

36
37
38
39
40

41
42
43
44
45

46
47
48
49
50

51
52
53
54
55

56
57
58
59
60

61
62
63
64
65

66
67
68
69
70

71
72
73
74
75

76
77
78
79
80

81
82
83
84
85

86
87
88
89
90

91
92
93
94
95

96
97
98
99
100

101
102
103
104
105

106
107
108
109
110

111
112
113
114
115

(b) as remuneration for one full-time attendant upon, or for the full-time care in a nursing home of, the patient who has a severe and prolonged mental or physical impairment that has been certified as such in prescribed form by a medical doctor or, where the impairment is an impairment of sight, by a medical doctor or an optometrist; 5

(c) as remuneration for one full-time attendant upon the patient in a self-contained domestic establishment in which the patient lives, if 10

(i) the patient is, and has been certified by a medical practitioner to be, a person who, by reason of mental or physical infirmity, is and is likely to be for a long-continued period of indefinite duration dependent on others for his personal needs and care and who, as a result thereof, requires a full-time attendant, 20

(ii) the attendant is not

(A) a person in respect of whom the individual or the individual's spouse deducts an amount under section 118 from tax payable under this Part by the individual for the taxation year in which the remuneration is paid, or 30

(B) at the time the remuneration is paid, under 18 years of age and connected with the individual or the individual's spouse by blood relationship, marriage or adoption, and 35

(iii) each receipt filed with the Minister to prove payment of the remuneration contains the Social Insurance Number of the person who issued the receipt; 40

(d) for the full-time care in a nursing home of the patient, who has been certified by a medical practitioner to be a person who, by reason of lack of normal mental capacity, is and in the foreseeable future will continue to be dependent on others for his personal needs and care; 45

(e) for the care, or the care and training, at a school, institution or other place of the patient, who has been certi- 50

b) à titre de rémunération d'un préposé à plein temps aux soins du particulier, de son conjoint ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a) ou à titre de frais dans une maison de santé ou de repos pour le séjour à plein temps d'une de ces personnes, à condition qu'un médecin en titre ou, s'il s'agit d'une déficience visuelle, un médecin en titre ou un optométriste atteste, sur formulaire prescrit, que cette personne a une déficience mentale ou physique grave et prolongée; 5

c) à titre de rémunération d'un préposé à plein temps aux soins du particulier, de son conjoint ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a) dans un établissement domestique autonome où le particulier, le conjoint ou la personne à charge vit, si les conditions suivantes sont réunies : 10

(i) un médecin atteste que le particulier, le conjoint ou la personne à charge, en raison d'une infirmité mentale ou physique, dépend et dépendra vraisemblablement d'autrui, pour une période prolongée d'une durée indéterminée, pour ses besoins et soins personnels et a, par conséquent, besoin de la présence d'un préposé à plein temps, 20

(ii) le préposé :

(A) n'est pas quelqu'un pour qui le particulier ou son conjoint déduit un montant en application de l'article 118 dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition au cours de laquelle la rémunération est versée, ou 30

(B) n'est pas âgé de moins de 18 ans et n'est pas uni au particulier ou au conjoint de celui-ci par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, au moment où la rémunération est versée, 45

(iii) chacun des reçus produit au ministre comme attestation du paiement de la rémunération indique le numéro d'assurance sociale de la personne qui a délivré le reçu; 50

1) The first part of the document is a letter from the Secretary of the State to the Governor, dated 18th March 1868. It contains a report on the progress of the Public Works Commission, and mentions the completion of the new bridge over the River Thames.

2) The second part is a report from the same Commission, dated 25th March 1868. It details the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

3) The third part is a report from the same Commission, dated 1st April 1868. It contains a list of the names of the members of the Commission, and a statement of their duties.

4) The fourth part is a report from the same Commission, dated 8th April 1868. It contains a list of the names of the various committees appointed by the Commission, and a statement of their duties.

5) The fifth part is a report from the same Commission, dated 15th April 1868. It contains a list of the names of the various officers appointed by the Commission, and a statement of their duties.

6) The sixth part is a report from the same Commission, dated 22nd April 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

7) The seventh part is a report from the same Commission, dated 29th April 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

8) The eighth part is a report from the same Commission, dated 6th May 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

9) The ninth part is a report from the same Commission, dated 13th May 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

10) The tenth part is a report from the same Commission, dated 20th May 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

11) The eleventh part is a report from the same Commission, dated 27th May 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

12) The twelfth part is a report from the same Commission, dated 3rd June 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

13) The thirteenth part is a report from the same Commission, dated 10th June 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

14) The fourteenth part is a report from the same Commission, dated 17th June 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

15) The fifteenth part is a report from the same Commission, dated 24th June 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

16) The sixteenth part is a report from the same Commission, dated 1st July 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

17) The seventeenth part is a report from the same Commission, dated 8th July 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

18) The eighteenth part is a report from the same Commission, dated 15th July 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

19) The nineteenth part is a report from the same Commission, dated 22nd July 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

20) The twentieth part is a report from the same Commission, dated 29th July 1868. It contains a list of the names of the various works undertaken during the year, and the amount of money expended.

fied by an appropriately qualified person to be a person who, by reason of a physical or mental handicap, requires the equipment, facilities or personnel specially provided by that school, institution or other place for the care, or the care and training, of individuals suffering from the handicap suffered by the patient;

(f) for transportation by ambulance to or from a public or licensed private hospital for the patient;

(g) to a person engaged in the business of providing transportation services, to the extent that the payment is made for the transportation of

(i) the patient, and

(ii) one individual who accompanied the patient, where the patient was, and has been certified by a medical practitioner to be, incapable of travelling without the assistance of an attendant

from the locality where the patient dwells to a place, not less than 40 kilometres from that locality, where medical services are normally provided, or from that place to that locality, if

(iii) substantially equivalent medical services are not available in that locality,

(iv) the route travelled by the patient is, having regard to the circumstances, a reasonably direct route, and

(v) the patient travels to that place to obtain medical services for himself and it is reasonable, having regard to the circumstances, for the patient to travel to that place to obtain those services;

(h) for reasonable travelling expenses (other than expenses described in paragraph (g)) incurred in respect of the patient (who was, and has been certified by a medical practitioner to be, incapable of travelling without the assistance of an attendant) and one individual who accompanied the patient to obtain medical services in a place that is not less than 80 kilometres from the locality where the patient dwells if the circum-

d) à titre de frais dans une maison de santé ou de repos pour le séjour à plein temps du particulier, de son conjoint ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a), qu'un médecin atteste être quelqu'un qui, faute d'une capacité mentale normale, dépend d'autrui pour ses besoins et soins personnels et continuera d'en dépendre ainsi dans un avenir prévisible;

e) pour le soin dans une école, une institution ou un autre endroit — ou le soin et la formation — du particulier, de son conjoint ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a), qu'une personne habilitée à cette fin atteste être quelqu'un qui, en raison d'un handicap physique ou mental, a besoin d'équipement, d'installations ou de personnel spécialisés fournis par cette école ou institution ou à cet autre endroit pour le soin — ou le soin et la formation — de particuliers ayant un handicap semblable au sien;

f) pour le transport par ambulance du particulier, de son conjoint ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a), à destination ou en provenance d'un hôpital public ou d'un hôpital privé agréé;

g) à une personne dont l'activité est une entreprise de transport, dans la mesure où ce paiement se rapporte au transport, entre la localité où habitent le particulier, son conjoint ou une personne à charge visée à l'alinéa a), selon le cas, et le lieu — situé à 40 kilomètres au moins de cette localité — où des services médicaux sont habituellement dispensés, ou vice-versa, des personnes suivantes :

(i) le particulier, le conjoint ou la personne à charge, et

(ii) un seul particulier accompagnant le particulier, le conjoint ou la personne à charge, si ceux-ci sont, d'après le certificat d'un médecin, incapables de voyager sans l'aide d'un préposé à leurs soins,

si les conditions suivantes sont réunies :

(iii) il n'est pas possible d'obtenir dans cette localité des services médicaux sensiblement équivalents,

(iv) l'itinéraire emprunté par le particulier, le conjoint ou la personne à

1000
1001
1002
1003
1004
1005
1006
1007
1008
1009
1010
1011
1012
1013
1014
1015
1016
1017
1018
1019
1020
1021
1022
1023
1024
1025
1026
1027
1028
1029
1030
1031
1032
1033
1034
1035
1036
1037
1038
1039
1040
1041
1042
1043
1044
1045
1046
1047
1048
1049
1050
1051
1052
1053
1054
1055
1056
1057
1058
1059
1060
1061
1062
1063
1064
1065
1066
1067
1068
1069
1070
1071
1072
1073
1074
1075
1076
1077
1078
1079
1080
1081
1082
1083
1084
1085
1086
1087
1088
1089
1090
1091
1092
1093
1094
1095
1096
1097
1098
1099
1100
1101
1102
1103
1104
1105
1106
1107
1108
1109
1110
1111
1112
1113
1114
1115
1116
1117
1118
1119
1120
1121
1122
1123
1124
1125
1126
1127
1128
1129
1130
1131
1132
1133
1134
1135
1136
1137
1138
1139
1140
1141
1142
1143
1144
1145
1146
1147
1148
1149
1150
1151
1152
1153
1154
1155
1156
1157
1158
1159
1160
1161
1162
1163
1164
1165
1166
1167
1168
1169
1170
1171
1172
1173
1174
1175
1176
1177
1178
1179
1180
1181
1182
1183
1184
1185
1186
1187
1188
1189
1190
1191
1192
1193
1194
1195
1196
1197
1198
1199
1200

1000
1001
1002
1003
1004
1005
1006
1007
1008
1009
1010
1011
1012
1013
1014
1015
1016
1017
1018
1019
1020
1021
1022
1023
1024
1025
1026
1027
1028
1029
1030
1031
1032
1033
1034
1035
1036
1037
1038
1039
1040
1041
1042
1043
1044
1045
1046
1047
1048
1049
1050
1051
1052
1053
1054
1055
1056
1057
1058
1059
1060
1061
1062
1063
1064
1065
1066
1067
1068
1069
1070
1071
1072
1073
1074
1075
1076
1077
1078
1079
1080
1081
1082
1083
1084
1085
1086
1087
1088
1089
1090
1091
1092
1093
1094
1095
1096
1097
1098
1099
1100
1101
1102
1103
1104
1105
1106
1107
1108
1109
1110
1111
1112
1113
1114
1115
1116
1117
1118
1119
1120
1121
1122
1123
1124
1125
1126
1127
1128
1129
1130
1131
1132
1133
1134
1135
1136
1137
1138
1139
1140
1141
1142
1143
1144
1145
1146
1147
1148
1149
1150
1151
1152
1153
1154
1155
1156
1157
1158
1159
1160
1161
1162
1163
1164
1165
1166
1167
1168
1169
1170
1171
1172
1173
1174
1175
1176
1177
1178
1179
1180
1181
1182
1183
1184
1185
1186
1187
1188
1189
1190
1191
1192
1193
1194
1195
1196
1197
1198
1199
1200

stances described in subparagraphs (g)(iii), (iv) and (v) apply;

(i) for or in respect of an artificial limb, iron lung, rocking bed for poliomyelitis victims, wheel chair, crutches, spinal brace, brace for a limb, ileostomy or colostomy pad, cloth diapers or disposable briefs for use by persons who are incontinent by reason of illness, injury or affliction, truss for hernia, artificial eye, laryngeal speaking aid, aid to hearing or artificial kidney machine for the patient;

(j) for eye glasses or other devices for the treatment or correction of a defect of vision of the patient as prescribed by a medical practitioner or optometrist;

(k) for an oxygen tent or other equipment necessary to administer oxygen or for insulin, oxygen, liver extract injectible for pernicious anaemia or vitamin B₁₂ for pernicious anaemia, for use by the patient as prescribed by a medical practitioner;

(l) on behalf of the patient who is totally blind or profoundly deaf,

(i) for a dog trained to guide or assist a blind or deaf person and provided by a person or organization one of whose main purposes is the training of such dogs,

(ii) for the care and maintenance of such a dog, including food and veterinarian care,

(iii) for reasonable travelling expenses of the patient incurred in travelling to and from a school, institution or other place that trains blind or deaf persons in the handling of such dogs, and

(iv) for reasonable board and lodging expenses of the patient incurred while he is required to live away from his ordinary place of residence because he is in full-time attendance at a school, institution or other place that trains blind or deaf persons in the handling of such dogs;

(m) for any device or equipment, not described in any other paragraph of this 50

charge est, eu égard aux circonstances, un itinéraire raisonnablement direct,

(v) le particulier, le conjoint ou la personne à charge se rendent en ce lieu afin d'obtenir des services médicaux pour eux-mêmes et il est raisonnable, eu égard aux circonstances, qu'ils s'y rendent à cette fin;

h) pour les frais raisonnables de déplacement, à l'exclusion des frais visés à l'alinéa g), engagés à l'égard du particulier, du conjoint ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a) — si ceux-ci sont, d'après le certificat d'un médecin, incapables de voyager sans l'aide d'un préposé à leurs soins — et d'un seul particulier les accompagnant, afin d'obtenir des services médicaux dans un lieu situé à 80 kilomètres au moins de la localité où le particulier, le conjoint ou la personne à charge habitent, si les conditions visées aux sous-alinéas g)(iii) à (v) sont réunies;

i) pour ou concernant un membre artificiel, un poumon d'acier, un lit berceau pour les personnes atteintes de poliomyélite, un fauteuil roulant, des béquilles, un corset dorsal, un appareil orthopédique pour un membre, un tampon d'ileostomie ou de colostomie, des couches de tissu ou des sous-vêtements jetables à utiliser par des personnes incontinentes en raison d'une maladie, d'une blessure ou d'une infirmité, un bandage herniaire, un oeil artificiel, un appareil de prothèse vocale ou auditive ou un rein artificiel, pour le particulier, son conjoint ou une personne à charge visée à l'alinéa a);

j) pour des lunettes ou autres dispositifs de traitement ou de correction des troubles de la vue, destinés au particulier, à son conjoint ou à une personne à charge visée à l'alinéa a), sur ordonnance d'un médecin ou d'un optométriste;

k) pour une tente à oxygène ou tout autre équipement nécessaire à l'administration d'oxygène, pour de l'insuline, de l'oxygène, de l'extrait hépatique injectable pour le traitement de l'anémie perni-

- subsection, of a prescribed kind, for use by the patient as prescribed by a medical practitioner;
- (n) for drugs, medicaments or other preparations or substances (other than those described in paragraph (k)) manufactured, sold or represented for use in the diagnosis, treatment or prevention of a disease, disorder, abnormal physical state, or the symptoms thereof or in restoring, correcting or modifying an organic function, purchased for use by the patient as prescribed by a medical practitioner or dentist and as recorded by a pharmacist;
- (o) for laboratory, radiological or other diagnostic procedures or services together with necessary interpretations, for maintaining health, preventing disease or assisting in the diagnosis or treatment of any injury, illness or disability, for the patient as prescribed by a medical practitioner or dentist;
- (p) to a person authorized under the laws of a province to carry on the business of a dental mechanic, for the making or repairing of an upper or lower denture, or for the taking of impressions, bite registrations and insertions in respect of the making, producing, constructing and furnishing of an upper or lower denture, for the patient; or
- (q) as a premium, contribution or other consideration to a private health services plan in respect of one or more of the individual, the individual's spouse and any member of the individual's household with whom the individual is connected by blood relationship, marriage or adoption.
- cieuse ou des vitamines B₁₂ pour le traitement de l'anémie pernicieuse, destinés au particulier, à son conjoint ou à une personne à charge visée à l'alinéa a), sur ordonnance d'un médecin;
- l) au nom du particulier, de son conjoint ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a), qui est totalement aveugle ou complètement sourd,
- (i) pour un chien dressé pour guider ou aider une personne aveugle ou sourde, fourni par une personne ou une organisation dont l'un des buts principaux est le dressage de ces chiens,
- (ii) pour le soin et l'entretien d'un tel chien, y compris la nourriture et les soins de vétérinaire,
- (iii) pour les frais raisonnables de déplacement du particulier, du conjoint ou de la personne à charge, engagés en faisant l'aller-retour de l'école, de l'institution ou de l'autre endroit où les personnes aveugles ou sourdes sont initiées à la conduite de tels chiens,
- (iv) pour les frais raisonnables de pension et de logement du particulier, du conjoint ou de la personne à charge, engagés alors qu'ils doivent vivre loin de leur lieu habituel de résidence parce qu'ils reçoivent une formation à plein temps dans une école, une institution ou un autre endroit où les personnes aveugles ou sourdes sont initiées à la conduite de tels chiens;
- m) pour tout dispositif ou équipement — sauf s'ils sont déjà visés à un autre alinéa du présent paragraphe — d'un genre prescrit, qui est destiné à être utilisé par le particulier, par son conjoint ou par une personne à charge visée à l'alinéa a), sur ordonnance d'un médecin;
- n) pour les médicaments, les produits pharmaceutiques et les autres préparations ou substances — sauf s'ils sont déjà visés à l'alinéa k) — qui sont, d'une part, fabriqués, vendus ou offerts pour servir au diagnostic, au traitement ou à

Deemed
medical
expense

- (3) For the purposes of subsection (1),
 (a) any amount included in computing
 an individual's income for a taxation
 year from an office or employment in
 respect of a medical expense described
 in subsection (2) paid or provided by an
 employer at a particular time shall be
 deemed to be a medical expense paid by
 the individual at that time; and
 (b) there shall not be included as a
 medical expense of an individual any

la prévention d'une maladie, d'une
 affection, d'un état physique anormal ou
 de leurs symptômes ou en vue de réta-
 blir, de corriger ou de modifier une
 fonction organique et, d'autre part,
 achetés afin d'être utilisés par le parti-
 culier, par son conjoint ou par une per-
 sonne à charge visée à l'alinéa a), sur
 ordonnance d'un médecin ou d'un den-
 tiste, et enregistrés par un pharmacien;

o) pour les actes de laboratoires, de
 radiologie ou autres actes de diagnostic
 et les interprétations nécessaires, sur
 ordonnance d'un médecin ou d'un den-
 tiste, en vue de maintenir la santé, de
 prévenir les maladies et de diagnostiquer
 ou traiter une blessure, une maladie ou
 une invalidité du particulier, de son con-
 joint ou d'une personne à charge visée à
 l'alinéa a);

p) à une personne titulaire au Canada
 d'un permis d'exercice de la profession
 de prothésiste dentaire, pour la fabrica-
 tion ou réparation de dentiers ou pour la
 prise d'empreintes et la réalisation de
 mises en place en vue de la fabrication,
 production, construction et fourniture de
 dentiers, pour le particulier, son conjoint
 ou une personne à charge visée à l'alinéa
 a);

q) à un régime privé d'assurance-mala-
 die, à titre de prime, cotisation ou autre
 contrepartie à l'égard du particulier, de
 son conjoint ou d'une personne habitant
 chez le particulier et avec laquelle le
 particulier est uni par les liens du sang,
 du mariage ou de l'adoption ou à l'égard
 de plusieurs de ces personnes.

(3) Pour l'application du paragraphe
 (1):

- a) tout montant inclus dans le calcul du
 revenu d'un particulier provenant d'une
 charge ou d'un emploi pour une année
 d'imposition, au titre de frais médicaux
 visés au paragraphe (2) qui sont payés
 ou fournis par un employeur à une date
 donnée est considéré comme des frais
 médicaux payés par le particulier à cette
 date;

Frais médicaux
 réputés et frais
 médicaux non
 admis en
 déduction

(3) In the case of an individual or his legal representative who has or is entitled to be retained, except to the extent that the amount thereof is included in computing the individual's income under this Part...

(4) In the case of an individual or his legal representative who has or is entitled to be retained, except to the extent that the amount thereof is included in computing the individual's income under this Part...

118.3 (1) The amount of 23.33 per cent shall be the rate at which the amount of the individual's income for the year is to be included in computing the individual's income under this Part...

(2) The individual shall be a tax-exempt individual for the year if the individual is a medical doctor or a dentist...

(3) An individual shall be a tax-exempt individual for the year if the individual is a medical doctor or a dentist...

(4) An individual shall be a tax-exempt individual for the year if the individual is a medical doctor or a dentist...

(5) Where an individual or his legal representative has or is entitled to be retained, except to the extent that the amount thereof is included in computing the individual's income under this Part...

(6) Where an individual or his legal representative has or is entitled to be retained, except to the extent that the amount thereof is included in computing the individual's income under this Part...

118.3 (2) Where...

(a) an individual who is a medical doctor or a dentist...

(b) the individual has filed for a tax-exempt status with the relevant authority...

(c) an individual in respect of whom a physical impairment of the individual is included in calculating a deduction under subsection (11.2(1)) for the year...

(d) the individual or his legal representative is included in computing the individual's income under this Part by the individual for the year, there may be deducted an amount determined by the formula...

$$A \times 23.33\%$$

where
A is the appropriate percentage for the year.

Income tax law

Income tax law

expense for which the individual or his legal representative has been or is entitled to be reimbursed, except to the extent that the amount thereof is required to be included in computing the individual's income under this Part. 5

(4) Where, in circumstances in which a person engaged in the business of providing transportation services is not readily available, an individual makes use of a vehicle for a purpose described in paragraph (2)(g), the individual or his legal representative shall be deemed to have paid to a person engaged in the business of providing transportation services, in respect of the operation of the vehicle, such amount as is reasonable in the circumstances. 15

118.3 (1) Where

(a) an individual has a severe and prolonged mental or physical impairment that has been certified as such in prescribed form by a medical doctor or, where the impairment is an impairment of sight, by a medical doctor or an optometrist, 25

(b) the individual has filed for a taxation year with the Minister the certificate described in paragraph (a), and

(c) no amount in respect of remuneration for an attendant, or care in a nursing home, by reason of the mental or physical impairment of the individual is included in calculating a deduction under subsection 118.2(1) for the year by the individual or by any other person, 30

for the purposes of computing the tax payable under this Part by the individual for the year, there may be deducted an amount determined by the formula 40

$$A \times \$3,236$$

where

A is the appropriate percentage for the year.

b) les frais remboursés au particulier ou à son représentant légal ou les frais au remboursement desquels ils ont droit ne sont considérés comme des frais médicaux que dans la mesure où ils doivent être inclus dans le calcul du revenu du particulier en vertu de la présente partie. 5

(4) Dans la situation où une personne dont l'activité est une entreprise de transport n'est pas immédiatement disponible, le particulier qui utilise un véhicule à une fin décrite à l'alinéa (2)g) ou son représentant légal est réputé avoir payé à une telle personne la somme jugée raisonnable dans les circonstances pour le fonctionnement du véhicule. 15

Paiement
réputé de frais
médicaux

118.3 (1) Un montant de 3 236 \$ multiplié par le taux de base pour l'année est déductible dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, si les conditions suivantes sont réunies : 20

Crédit d'impôt
pour déficience
mentale ou
physique

a) un médecin en titre ou, s'il s'agit d'une déficience visuelle, un médecin en titre ou un optométriste atteste, sur formulaire prescrit, que le particulier a une déficience mentale ou physique grave et prolongée;

b) le particulier produit au ministre l'attestation visée à l'alinéa a) pour l'année; 30

c) aucun montant représentant soit une rémunération versée à un préposé aux soins du particulier, soit des frais de séjour du particulier dans une maison de santé ou de repos, en raison de cette déficience, n'est inclus par le particulier ou par une autre personne dans le calcul d'une déduction en application du paragraphe 118.2(1) pour l'année. 40

Deemed
payment of
medical
expenses

Credit for
mental or
physical
impairment

Dependant
having
impairment

(2) Where

(a) an individual has, in respect of a person who is resident in Canada at any time in a taxation year and who is entitled to deduct an amount under subsection (1) for the year, claimed for the year a deduction under subsection 118(1) by reason of

- (i) paragraph 118(1)(b), or
(ii) paragraph 118(1)(d) where that person is his child or grandchild,

or, where that person is the individual's parent, grandparent, child or grandchild, could have claimed such a deduction if the individual were not married and that person had no income for the year, and

(b) no amount in respect of remuneration for an attendant, or care in a nursing home, by reason of that person's mental or physical impairment, is included in calculating a deduction under subsection 118.2(1) for the year by the individual or by any other person, there may be deducted, for the purpose of computing the tax payable under this Part by the individual for the year, the amount, if any, by which

(c) the amount deductible under subsection (1) in computing that person's tax payable under this Part for the year exceeds

(d) the amount of that person's tax payable under this Part for the year computed before any deductions under this subdivision (other than sections 118 and 118.7).

(3) Where more than one individual is entitled to deduct an amount under subsection (2) for a taxation year in respect of the same person, the aggregate of all amounts so deductible for the year shall not exceed the maximum amount that would be deductible under that subsection for the year by an individual in respect of that person if that individual were the only individual entitled to deduct an amount under that subsection in respect of that person, and where the individuals cannot

Partial
dependency

(2) L'excédent éventuel du montant déductible en application du paragraphe (1) dans le calcul de l'impôt payable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition par une personne qui réside au Canada à un moment donné de l'année et qui a le droit de déduire un montant pour l'année en application du paragraphe (1) sur l'impôt payable par cette personne en vertu de la présente partie pour l'année calculé avant toute déduction en application de la présente sous-section — à l'exception des articles 118 et 118.7 — est déductible dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour l'année dans le cas où :

Personne
déficiente à
charge

a) le particulier demande pour l'année, pour cette personne, une déduction prévue au paragraphe 118(1), soit par application de l'alinéa 118(1)b), soit, si la personne est un enfant ou un petit-enfant du particulier, par application de l'alinéa 118(1)d), ou, dans le cas où cette personne est le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, un enfant ou un petit-enfant du particulier, aurait pu demander une telle déduction s'il n'avait pas été marié et si cette personne n'avait eu aucun revenu pour l'année; et

b) le particulier ou une autre personne n'inclut dans le calcul d'une déduction en application du paragraphe 118.2(1) pour l'année aucun montant représentant une rémunération versée à un préposé ou des frais de séjour dans une maison de santé ou de repos, en raison de la déficience mentale ou physique de cette personne.

(3) Dans le cas où plus d'un particulier a le droit de déduire un montant pour une année d'imposition en application du paragraphe (2) pour la même personne, le total des montants ainsi déductibles pour l'année ne peut dépasser le maximum qu'un seul d'entre ces particuliers aurait le droit de déduire pour l'année pour cette personne en application de ce paragraphe; si ces particuliers ne s'entendent pas sur la répartition de ce maximum entre eux, le ministre peut faire cette répartition.

Personne
déficiente à la
charge de
plusieurs
contribuables

agree as to what portion of the amount each can deduct, the Minister may fix the portions.

Nature of impairment

118.4 (1) For the purposes of sections 63, 118.2 and 118.3,

(a) a person shall be considered to have a severe and prolonged impairment only if by reason thereof he is markedly restricted in his activities of daily living and the impairment has lasted or can reasonably be expected to last for a continuous period of at least 12 months; and

(b) the Minister may obtain the advice of the Department of National Health and Welfare as to whether a person has a severe and prolonged impairment.

(2) For the purposes of sections 63, 118.2 and 118.3, a reference to a medical doctor, medical practitioner, dentist, pharmacist, nurse or optometrist is a reference to a person authorized to practice as such,

(a) where the reference is used in respect of a service rendered to a taxpayer, pursuant to the laws of the jurisdiction in which the service is rendered;

(b) where the reference is used in respect of a certificate issued by the person in respect of a taxpayer, pursuant to the laws of the jurisdiction in which the taxpayer resides or of a province; and

(c) where the reference is used in respect of a prescription issued by the person for property to be provided to or for the use of a taxpayer, pursuant to the laws of the jurisdiction in which the taxpayer resides, of a province or of the jurisdiction in which the property is provided.

References to medical practitioners etc.

118.5 (1) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted,

(a) where the individual was during the year a student enrolled at an educational institution in Canada that is

Tuition credit

118.4 (1) Pour l'application des articles 63, 118.2 et 118.3 :

a) une personne n'est considérée comme ayant une déficience grave et prolongée que si, en raison de celle-ci, elle se trouve manifestement limitée dans ses activités de vie quotidienne et que si cette déficience dure au moins 12 mois d'affilée ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elle dure au moins 12 mois d'affilée;

b) le ministre peut obtenir l'avis du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour établir si une personne a une déficience grave et prolongée.

(2) Tout médecin, médecin en titre, dentiste, pharmacien, infirmier, infirmière ou optométriste visés aux articles 63, 118.2 et 118.3 doit être autorisé à exercer sa profession :

a) par la législation applicable là où il rend ses services, s'il est question de services;

b) ou, s'il doit délivrer une attestation concernant un particulier, soit par la législation applicable là où le particulier réside, soit par la législation provinciale applicable;

c) ou encore, s'il doit délivrer une ordonnance pour des biens à fournir à un particulier ou destinés à être utilisés par un particulier, soit par la législation applicable là où le particulier réside, soit par la législation provinciale applicable, soit enfin par la législation applicable là où les biens sont fournis.

Déficience grave et prolongée

Professionnels de la santé titulaires d'un permis d'exercice

118.5 (1) Les montants suivants sont déductibles dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

a) si le particulier est inscrit dans l'année à l'un des établissements d'enseignement suivants situés au Canada :

Crédit d'impôt pour frais de scolarité

(i) a university, college or other educational institution providing courses at a post-secondary school level, or
 (ii) certified by the Minister of Employment and Immigration to be an educational institution providing courses, other than courses designed for university credit, that furnish a person with skills for, or improves a person's skills in, an occupation,

an amount equal to the product obtained when the appropriate percentage for the year is multiplied by the amount of any fees for his tuition paid in the year to the educational institution if the aggregate of such fees exceeds \$100 and, in the case of an educational institution described in subparagraph (ii), the student is enrolled therein to obtain skills for, or improve his skills in, an occupation, except to the extent that such fees

(iii) are paid on his behalf by his employer and are not included in computing his income, or

(iv) were included as part of an allowance received by his parent on his behalf from an employer and are not included in computing the income of his parent by reason of subparagraph 6(1)(b)(ix);

(b) where the individual was during the year a student in full-time attendance at a university outside Canada in a course leading to a degree, an amount equal to the product obtained when the appropriate percentage for the year is multiplied by the amount of any fees for his tuition paid in the year to the university, except any such fees

(i) paid in respect of a course of less than 13 consecutive weeks' duration,
 (ii) paid on his behalf by his employer to the extent that the amount thereof is not included in computing his income, or

(iii) paid on his behalf by the employer of his parent, to the extent that the amount thereof is not included in computing the income of the

(i) établissement d'enseignement — université, collège ou autre — offrant des cours de niveau postsecondaire,
 (ii) établissement d'enseignement reconnu par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration comme offrant des cours — sauf les cours permettant d'obtenir des crédits universitaires — qui visent à donner ou à augmenter la compétence nécessaire à l'exercice d'une activité professionnelle,

le montant obtenu en multipliant par le taux de base pour l'année les frais de scolarité payés à l'établissement au cours de l'année si le total de ces frais dépasse 100 \$ et si, dans le cas d'un établissement visé au sous-alinéa (ii), l'étudiant y est inscrit en vue d'acquérir ou d'améliorer sa compétence à exercer une activité professionnelle, à l'exception des frais :

(iii) soit qui ont été payés pour son compte par son employeur et ne sont pas inclus dans le calcul de son revenu,

(iv) soit qui font partie d'une allocation que son père ou sa mère a reçue pour son compte d'un employeur et ne sont pas inclus dans le calcul du revenu de son père ou de sa mère par application du sous-alinéa 6(1)(b)(ix);

b) si, dans l'année, le particulier fréquente comme étudiant à plein temps une université située à l'étranger, où il suit des cours conduisant à un diplôme, le montant obtenu en multipliant par le taux de base pour l'année le total des frais de scolarité payés à l'université au cours de l'année, à l'exception des frais qui ont été :

(i) soit payés pour des cours d'une durée inférieure à 13 semaines consécutives,

(ii) soit payés pour son compte par son employeur, dans la mesure où ils ne sont pas inclus dans le calcul de son revenu,

(iii) soit payés pour son compte par l'employeur de son père ou de sa mère, dans la mesure où ces frais ne

parent by reason of subparagraph 6(1)(b)(ix); and

(c) where the individual resided throughout the year in Canada near the boundary between Canada and the United States if

- (i) he was at any time in the year a student enrolled at an educational institution in the United States that is a university, college or other educational institution providing courses at a post-secondary school level, and
- (ii) he commuted to that educational institution in the United States,

an amount equal to the product obtained when the appropriate percentage for the year is multiplied by the amount of any fees for his tuition paid in the year to the educational institution if such fees exceed \$100, except to the extent that such fees

- (iii) are paid on his behalf by his employer and are not included in computing his income, or
- (iv) were included as part of an allowance received by his parent on his behalf from an employer and are not included in computing the income of the parent by reason of subparagraph 6(1)(b)(ix).

(2) Where an individual is deemed by section 250 to be resident in Canada throughout all or part of a taxation year, in applying subsection (1) in respect of him for the period when he is so deemed to be resident in Canada, paragraph (1)(a) shall be read without reference to the words "in Canada".

118.6 (1) For the purposes of this section,

"designated educational institution" means

- (a) an educational institution in Canada that is
 - (i) a university, college or other educational institution designated by the Lieutenant Governor in Council of a province as a specified educational institution under the

sont pas inclus dans le calcul du revenu de son père ou de sa mère par application du sous-alinéa 6(1)b)(ix);

c) si, tout au long de l'année, le particulier réside au Canada près de la frontière entre le Canada et les États-Unis et si :

- (i) d'une part, il est inscrit à un moment de l'année à un établissement d'enseignement situé aux États-Unis — université, collège ou autre — offrant des cours de niveau postsecondaire,
- (ii) d'autre part, il fait régulièrement la navette entre sa résidence et cet établissement,

le montant obtenu en multipliant par le taux de base pour l'année le total des frais de scolarité payés à l'établissement au cours de l'année si ces frais dépassent 100 \$ et à l'exception des frais :

- (iii) soit qui ont été payés pour son compte par son employeur et ne sont pas inclus dans le calcul de son revenu,
- (iv) soit qui font partie d'une allocation que son père ou sa mère a reçue pour son compte d'un employeur et ne sont pas inclus dans le calcul du revenu de son père ou de sa mère par application du sous-alinéa 6(1)b)(ix).

(2) Lorsque, en application de l'article 250, un particulier est réputé résider au Canada pendant tout ou partie d'une année d'imposition, le paragraphe (1) lui est applicable pour cette année ou partie d'année, selon le cas, en faisant abstraction des mots «situés au Canada» à l'alinéa (1)a).

118.6 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«établissement d'enseignement agréé»

a) Un des établissements d'enseignement suivants situés au Canada :

- (i) université, collège ou autre établissement d'enseignement, soit agréé par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province comme établissement d'enseignement agréé

Application to deemed residents

Definitions

"designated educational institution"
«établissement d'enseignement agréé»

Application aux particuliers réputés résider au Canada

Définitions applicables au crédit d'impôt pour études

«établissement d'enseignement agréé»
"designated educational institution"

1. The first part of the document is a list of names and titles, including "The Hon. Mr. Justice" and "The Hon. Mr. Justice". This list is followed by a section of text that appears to be a transcript of a speech or a report. The text is written in a formal, legalistic style and contains several paragraphs of text. The text is somewhat difficult to read due to the quality of the scan, but it seems to be a detailed account of a legal proceeding or a public statement.

2. The second part of the document is a list of names and titles, similar to the first part. This list is followed by another section of text, which also appears to be a transcript of a speech or a report. The text is written in a formal, legalistic style and contains several paragraphs of text. The text is somewhat difficult to read due to the quality of the scan, but it seems to be a detailed account of a legal proceeding or a public statement.

3. The third part of the document is a list of names and titles, similar to the first two parts. This list is followed by another section of text, which also appears to be a transcript of a speech or a report. The text is written in a formal, legalistic style and contains several paragraphs of text. The text is somewhat difficult to read due to the quality of the scan, but it seems to be a detailed account of a legal proceeding or a public statement.

4. The fourth part of the document is a list of names and titles, similar to the first three parts. This list is followed by another section of text, which also appears to be a transcript of a speech or a report. The text is written in a formal, legalistic style and contains several paragraphs of text. The text is somewhat difficult to read due to the quality of the scan, but it seems to be a detailed account of a legal proceeding or a public statement.

1. The first part of the document is a list of names and titles, including "The Hon. Mr. Justice" and "The Hon. Mr. Justice". This list is followed by a section of text that appears to be a transcript of a speech or a report. The text is written in a formal, legalistic style and contains several paragraphs of text. The text is somewhat difficult to read due to the quality of the scan, but it seems to be a detailed account of a legal proceeding or a public statement.

2. The second part of the document is a list of names and titles, similar to the first part. This list is followed by another section of text, which also appears to be a transcript of a speech or a report. The text is written in a formal, legalistic style and contains several paragraphs of text. The text is somewhat difficult to read due to the quality of the scan, but it seems to be a detailed account of a legal proceeding or a public statement.

3. The third part of the document is a list of names and titles, similar to the first two parts. This list is followed by another section of text, which also appears to be a transcript of a speech or a report. The text is written in a formal, legalistic style and contains several paragraphs of text. The text is somewhat difficult to read due to the quality of the scan, but it seems to be a detailed account of a legal proceeding or a public statement.

4. The fourth part of the document is a list of names and titles, similar to the first three parts. This list is followed by another section of text, which also appears to be a transcript of a speech or a report. The text is written in a formal, legalistic style and contains several paragraphs of text. The text is somewhat difficult to read due to the quality of the scan, but it seems to be a detailed account of a legal proceeding or a public statement.

This section contains a list of names and titles, possibly a table of contents or a list of participants in a meeting. The text is somewhat difficult to read due to the quality of the scan, but it appears to be a list of names and titles.

Canada Student Loans Act or recognized by the Minister of Education of the Province of Quebec for the purposes of the *Student Loans and Scholarships Act* of the Province of Quebec, or

(ii) certified by the Minister of Employment and Immigration to be an educational institution providing courses, other than courses designed for university credit, that furnish a person with skills for, or improve a person's skills in, an occupation,

(b) a university outside Canada at which the individual referred to in subsection (2) was enrolled in a course, of not less than 13 consecutive weeks duration, leading to a degree, or

(c) if the individual referred to in subsection (2) resided, throughout the year referred to therein, in Canada near the boundary between Canada and the United States, an educational institution in the United States to which he commuted that is a university, college or other educational institution providing courses at a post-secondary school level;

“qualifying educational program” means a program of not less than 3 consecutive weeks duration that provides that each student taking the program spend not less than 10 hours per week on courses or work in the program and, in respect of a program at an institution described in subparagraph (a)(i) of the definition “designated educational institution”, that is a program at a post-secondary school level but, in relation to any particular student, does not include any such program

(a) if the student receives, from a person with whom he is dealing at arm's length, any allowance, benefit, grant or reimbursement for expenses in respect of the program other than

(i) an amount received by the student as or on account of a scholarship, fellowship or bursary, or a

en application de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*, soit reconnu par le ministre de l'Éducation de la province de Québec aux fins de la *Loi sur les prêts et bourses aux étudiants* de cette province, (ii) établissement d'enseignement reconnu par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration comme offrant des cours — sauf les cours permettant d'obtenir des crédits universitaires — qui visent à donner ou augmenter la compétence nécessaire à l'exercice d'une activité professionnelle;

b) une université située à l'étranger, où le particulier mentionné au paragraphe (2) est inscrit à des cours d'une durée minimale de 13 semaines consécutives qui conduisent à un diplôme;

c) un établissement d'enseignement situé aux États-Unis — université, collège ou autre — offrant des cours de niveau postsecondaire si, tout au long de l'année mentionné au paragraphe (2), le particulier mentionné à ce paragraphe réside au Canada près de la frontière entre le Canada et les États-Unis et qu'il fasse régulièrement la navette entre sa résidence et cet établissement.

«programme de formation admissible» Programme d'une durée minimale de 3 semaines consécutives, aux cours ou travaux duquel l'étudiant doit consacrer 10 heures par semaine au moins et qui, s'il s'agit d'un programme d'un établissement visé au sous-alinéa a)(i) de la définition d'établissement d'enseignement agréé, est de niveau postsecondaire, à l'exclusion du programme :

a) soit au titre des frais duquel l'étudiant reçoit d'une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance une allocation, un avantage, une subvention ou un remboursement, qui n'est :

(i) ni une somme reçue au titre d'une bourse d'études, d'une bourse de perfectionnement (*fellowship*)

“qualifying educational program”
«programme de formation admissible»

«programme de formation admissible»
“qualifying educational program”

un d'une autre manière, notamment
 une autre, notamment, de la
 dans son caractère d'activité labo-

10) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

11) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

12) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

13) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

14) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

15) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

16) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

17) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

18) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

19) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

20) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

21) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

22) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

23) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

24) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

25) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

26) La présente section est destinée
 à ce que le fait de faire un
 pour le fait de faire un
 dans le fait de faire un
 dans le fait de faire un

1987-1988

1987-1988

1987-1988

1987-1988

prize for achievement in a field of endeavour ordinarily carried on by him, or

(ii) a benefit, if any, received by him by reason of a loan made to him in accordance with the requirements of the *Canada Student Loans Act* or the *Student Loans and Scholarships Act* of the Province of Quebec, or

(b) if the program is taken by the student

(i) during a period in respect of which he receives income from an office or employment, and

(ii) in connection with, or as part of the duties of, that office or employment.

(2) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted an amount determined by the formula

$$A \times \$60 \times B$$

where

A is the appropriate percentage for the year, and

B is the number of months in the year during which the individual is a student in full-time attendance at a designated educational institution and enrolled in a qualifying educational program at the institution,

if such enrolment is proven by filing with the Minister a certificate in prescribed form issued by the designated educational institution and containing prescribed information and, in respect of a designated educational institution described in subparagraph (a)(ii) of the definition "designated educational institution" in subsection (1), the student is enrolled in the program to obtain skills for, or improve his skills in, an occupation.

118.7 For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be

ou d'une récompense couronnant une œuvre remarquable réalisée dans son domaine d'activité habituel,

(ii) ni un avantage reçu, le cas échéant, en raison d'un prêt qui a été consenti à l'étudiant conformément à la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* ou à la *Loi sur les prêts et bourses aux étudiants* de la province de Québec;

b) soit que l'étudiant suit non seulement pendant une période pour laquelle il reçoit un revenu d'une charge ou d'un emploi, mais aussi en rapport avec cette charge ou cet emploi ou dans le cadre des fonctions y afférentes.

(2) Le produit obtenu en multipliant 60 \$ par le taux de base pour l'année puis par le nombre de mois d'une année d'imposition pendant lesquels un particulier fréquente un établissement d'enseignement agréé comme étudiant à temps plein et y est inscrit à un programme de formation admissible est déductible dans le calcul de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année, à condition que cette inscription soit attestée par un certificat délivré par cet établissement — sur formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits — et produit au ministre et à condition que, s'il s'agit d'un établissement d'enseignement agréé visé au sous-alinéa a)(ii) de la définition de cette expression, au paragraphe (1), le particulier soit inscrit au programme en vue d'acquérir ou d'améliorer sa compétence à exercer une activité professionnelle.

118.7 Le produit obtenu en multipliant par le taux de base pour l'année le total des montants suivants est déductible dans

Crédit d'impôt pour études

Crédit d'impôt pour cotisations à l'assurance-chômage et à un régime de pensions étatique

Education credit

Credit for UI premium and CPP contribution

... déduction en montant déductible par le contribuable

deducted in amount deductible by the taxpayer

... le total des montants qui doivent être payés

... the aggregate of all amounts which are to be paid

... le total des montants qui doivent être payés

... the aggregate of all amounts which are to be paid

... le total des montants qui doivent être payés

... the aggregate of all amounts which are to be paid

... total

... the aggregate of all amounts which are to be paid

... le total des montants qui doivent être payés

... the aggregate of all amounts which are to be paid

A + B = C

A + B = C

... total

... total

... total

deducted an amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is the appropriate percentage for the year; and

B is the total of

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount payable by him as an employee's premium for the year under the *Unemployment Insurance Act, 1971*, not exceeding the maximum amount of such premiums payable by him for the year under that Act,

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount payable by him for the year as an employee's contribution under the *Canada Pension Plan* or under a provincial pension plan defined in section 3 of the *Canada Pension Plan*, not exceeding the maximum amount of such contributions payable by him for the year under the plan, and

(c) the aggregate of all amounts each of which is an amount payable by him in respect of self-employed earnings for the year as a contribution under the *Canada Pension Plan* or under a provincial pension plan as defined in section 3 of the *Canada Pension Plan*, not exceeding the maximum amount of such contributions payable by him for the year under the plan.

118.8 For the purpose of computing the tax payable under this Part for a taxation year by an individual who, at any time in the year, is a married person (other than an individual who, by reason of a break-down of their marriage, is living separate and apart from the individual's spouse at the end of the year and for a period of 90 days commencing in the year), there may be deducted an amount determined by the formula

$$A + B - C$$

le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

a) le total des montants que le particulier doit payer pour l'année à titre de cotisation ouvrière en application de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*, à concurrence du maximum payable pour l'année en application de cette loi;

b) le total des montants qu'il doit payer pour l'année à titre de cotisation d'employé en application du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi, à concurrence du maximum payable pour l'année en application de ces régimes;

c) le total des montants qu'il doit payer pour l'année à titre de cotisation en application du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi, sur les gains provenant du travail qu'il exécute pour son propre compte, à concurrence du maximum payable pour l'année en application de ces régimes.

118.8 Le particulier qui, à un moment d'une année d'imposition, est marié peut déduire dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour cette année — sauf si, pour cause d'échec du mariage, il vit séparé de son conjoint à la fin de l'année et pendant une période de 90 jours commençant au cours de l'année —, le montant calculé selon la formule suivante :

$$A + B - C$$

où

Transfert au conjoint de certains crédits d'impôt inutilisés

Transfer of unused credits to spouse

Credits for unused CPP contributions

40

where

- A is the lesser of \$600 and the aggregate of all amounts each of which is an amount that the individual's spouse may deduct for the year under section 118.5 or 118.6; 5
- B is the aggregate of all amounts each of which is an amount that the individual's spouse may deduct for the year under subsection 118(2) or (3) or 118.3(1); 10 and
- C is the amount of the individual's spouse's tax payable under this Part for the year computed before any deductions under this subdivision (other than 15 subsection 118(1) and section 118.7).

118.9 (1) Where the parent or grandparent of an individual (other than an individual in respect of whom the individual's spouse deducts an amount under section 118 or 118.8 for the year) files with the Minister for a taxation year a prescribed form containing prescribed information, there may be deducted in computing the tax payable by the parent or 25 grandparent, as the case may be, under this Part for the year an amount determined by the formula

$$A - B \quad 30$$

where

- A is the lesser of \$600 and the aggregate of all amounts each of which is an amount the individual may deduct for 35 the year under section 118.5 or 118.6; and
- B is the amount of the individual's tax payable under this Part for the year computed before any deductions under 40 this subdivision (other than sections 118, 118.3 and 118.7).

(2) Where in computing his income for a taxation year a parent or grandparent of an individual has deducted an amount 45 under section 118 in respect of the individual, that parent or grandparent, as the case may be, is the only person entitled to deduct an amount for the year under

- A représente le moins élevé de 600 \$ ou du total des montants que le conjoint du particulier peut déduire pour l'année en application des paragraphes 118.5 et 118.6; 5
- B le total des montants que le conjoint du particulier peut déduire pour l'année en application des paragraphes 118(2) et (3) et 118.3(1);
- C le montant de l'impôt payable par le 10 conjoint du particulier en vertu de la présente partie pour l'année, calculé avant toute déduction en application de la présente sous-section — à l'exception du paragraphe 118(1) et de l'article 15 118.7 —;

118.9 (1) Le montant calculé selon la formule suivante est déductible dans le calcul de l'impôt payable par une personne qui est le père, la mère, le grand-père ou la 20 grand-mère, selon le cas, d'un particulier — à l'exception d'un particulier dont le conjoint déduit un montant à son égard pour l'année en application de l'article 118 ou 118.8 — si cette personne produit au 25 ministre, pour une année d'imposition, un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits :

$$A - B \quad 30$$

où

- A représente le moins élevé de 600 \$ ou du total des montants que le particulier peut déduire pour l'année en application des articles 118.5 et 118.6; 35
- B l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année, calculé avant toute déduction en application de la présente sous-section — à l'exception des articles 118, 118.3 et 40 118.7 —.

(2) Le père, la mère, le grand-père ou la grand-mère d'un particulier, qui a déduit un montant dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition à l'égard du 45 particulier en application de l'article 118 est la seule personne qui a le droit de déduire un montant pour l'année à l'égard

Transfert des crédits pour frais de scolarité et pour études inutilisés au débiteur alimentaire

Une seule demande de déduction par étudiant

Transfers to supporting person

Only one claim per student

subsection (1) in respect of the individual and in any other case only such one of the parents and grandparents of the individual as is designated for the year in writing by the individual is entitled to make such a deduction for the year. 5

118.10 Notwithstanding sections 118 to 118.9, where an individual is resident in Canada during part of a taxation year and during some other part of the year is not resident in Canada, is not employed in Canada and is not carrying on business in Canada, for the purpose of computing his tax payable under this Part for the year, no amounts may be deducted under those sections for the year except the aggregate of

(a) the deductions permitted under sections 118.1, 118.2, 118.5, 118.6 and 118.7 to taxpayers resident in Canada throughout the year for the purpose of computing tax payable under this Part for the year that may reasonably be considered wholly applicable to the individual for the period or periods in the year throughout which he is resident in Canada, employed in Canada or carrying on business in Canada; and

(b) such part of the deductions permitted under sections 118, 118.3, 118.8 and 118.9 to taxpayers resident in Canada throughout the year for the purpose of computing tax payable under this Part for the year as may reasonably be considered applicable to the individual for such period or periods. 20 25 30 35

118.11 In computing the tax payable under this Part by an individual the following provisions shall be applied in the following order: subsections 118(1) and (2), section 118.7, subsection 118(3) and sections 118.3, 118.5, 118.6, 118.9, 118.8, 118.2, 118.1 and 121. 40

118.12 Where a separate return of income with respect to a taxpayer is filed under subsection 70(2), 104(23) or 150(4) for a particular period and another return of income under this Part with respect to the taxpayer is filed for a period ending in

de ce particulier en application du paragraphe (1). Dans tout autre cas, seul celui d'entre eux que le particulier indique par écrit pour l'année a le droit de faire cette déduction pour l'année. 5

118.10 Par dérogation aux articles 118 à 118.9, dans le cas où un particulier réside au Canada pendant une partie d'une année d'imposition et, pendant une autre partie de l'année, n'y réside pas, n'y occupe pas d'emploi et n'y exploite pas une entreprise, n'est déductible en application de ces articles dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année que le total des montants suivants : 15

a) les déductions admises en application des articles 118.1, 118.2, 118.5, 118.6 et 118.7, pour les contribuables qui résident au Canada tout au long de l'année, dans le calcul de l'impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie, qu'il est raisonnable de considérer comme entièrement applicables au particulier pour la période ou les périodes de l'année tout au long desquelles il réside au Canada, y occupe un emploi ou y exploite une entreprise; 20

b) la partie des déductions admises en application des articles 118, 118.3, 118.8 et 118.9, pour les contribuables qui résident au Canada tout au long de l'année, dans le calcul de l'impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie, qu'il est raisonnable de considérer comme applicable au particulier pour cette période ou ces périodes. 25 30 35

118.11 Pour calculer l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie, les dispositions suivantes doivent être appliquées dans l'ordre suivant : paragraphes 118(1) et (2), article 118.7, paragraphe 118(3) et articles 118.3, 118.5, 118.6, 118.9, 118.8, 118.2, 118.1 et 121. 40

118.12 Lorsqu'une déclaration de revenu distincte est produite à l'égard d'un contribuable en application du paragraphe 70(2), 104(23) ou 150(4) pour une période donnée et qu'une autre déclaration de revenu à l'égard du contribuable est pro-

Individual resident in Canada for part of the year

Particulier ne résidant au Canada que pour une partie de l'année

Ordering of credits

Ordre d'application des crédits

Credits in separate returns

Crédits dans des déclarations distinctes

the calendar year in which the particular period ends, for the purpose of computing the tax payable under this Part by the taxpayer in such returns, the aggregate of all deductions claimed in all such returns under any of subsection 118(3) and sections 118.1 to 118.7 and 118.9 shall not exceed the aggregate that could be deducted thereunder for the year with respect to the taxpayer if no separate returns were filed under subsections 70(2), 104(23) and 150(4).

118.13 Sections 118 and 118.2, subsections 118.3(2) and (3) and sections 118.5 to 118.9 do not apply for the purpose of computing the tax payable under this Part for a taxation year by an individual who at no time in the year is resident in Canada, except that, where all or substantially all of the individual's income for the year is included in computing his taxable income earned in Canada for the year, for the purpose of computing his tax payable under this Part for the year there may be deducted the amounts that would have been deductible under those provisions for the purpose of computing his tax payable under this Part for the year had he been resident in Canada throughout the year."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(a) for the purpose of applying section 118.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), gifts made before 1984 shall not be included in an individual's "total charitable gifts", "total Crown gifts", or "total cultural gifts" where the individual deducted an amount for the 1983 taxation year under paragraph 110(1)(d) of the said Act as it read for the 1983 taxation year;

(b) for the 1988 taxation year, subparagraph 118(3)(b)(iii) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

duite en vertu de la présente partie pour une période se terminant au cours de l'année civile où la période donnée se termine, aux fins du calcul de l'impôt payable par le contribuable en vertu de la présente partie dans ces déclarations, le total des déductions demandées dans ces déclarations en application du paragraphe 118(3) et des articles 118.1 à 118.7 et 118.9 ne peut dépasser le total qui pourrait être déduit en application de ces dispositions pour l'année à l'égard du contribuable si aucune déclaration distincte n'était produite en application des paragraphes 70(2), 104(23) et 150(4).

118.13 Les articles 118 et 118.2, les paragraphes 118.3(2) et (3) et les articles 118.5 à 118.9 ne s'appliquent pas pour calculer l'impôt payable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition par un particulier qui ne réside au Canada à aucun moment de l'année. Toutefois, si la totalité, ou presque, de son revenu pour l'année est inclus dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année, le particulier peut déduire dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année les montants qui auraient été déductibles en application de ces dispositions dans ce calcul s'il avait résidé au Canada tout au long de l'année.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois :

a) pour l'application de l'article 118.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), les dons faits avant 1984 ne sont pas compris dans le total des dons de charité, dans le total des dons à l'État ou dans le total des dons de biens culturels d'un particulier si celui-ci a déduit un montant pour l'année d'imposition 1983 en application de l'alinéa 110(1)d) de la même loi dans sa version applicable à cette année;

b) pour l'année d'imposition 1988, le sous-alinéa 118(3)b)(iii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

Computing tax payable by a non-resident individual

Impôt payable par les non-résidents

...the ... of ...

“(iii) not attained the age of 60 years and, in computing his income for the year, has deducted no amount under paragraph 60(j) other than an amount

(A) in respect of an amount included in computing his income pursuant to subsection 147(10) and received in satisfaction of his rights and entitlements under a deferred profit sharing plan, or

(B) in respect of an amount received out of or under a registered pension plan where the amount so received may reasonably be considered to be

(I) the refund of all or part of such portion of the aggregate of all amounts each of which was an additional voluntary contribution made by him before October 9, 1986 to a registered pension plan for his benefit in respect of services rendered by him before the year in which the contributions were made, as were not deducted under any provision of this Act in computing his income for any taxation year, or

(II) interest on the refund,” and

(c) for the purposes of applying sections 118.5, 118.8 and 118.9 of the said Act, as enacted by subsection (1),

(i) any part of an amount paid in 1987 that relates to a course taken by an individual in 1988 shall, if the individual so elects, be deemed to have been paid in 1988 and not to have been paid in 1987, and

(ii) any part of an amount paid or deemed to have been paid in 1988 shall not be deductible in computing an individual's tax payable under Part I of the said Act for that year to the extent that it was deducted in computing his income for the 1987 taxation year.

94. (1) Paragraph 119(1)(h) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

«(iii) soit n'a pas atteint l'âge de 60 ans et n'a pas déduit un montant en application de l'alinéa 60j) dans le calcul de son revenu pour l'année, sauf au titre :

(A) d'un montant inclus dans le calcul de son revenu conformément au paragraphe 147(10) et reçu en règlement de tous ses droits dans le cadre d'un régime de participation différée aux bénéfices,

(B) d'un montant provenant d'un régime enregistré de pensions, dans le cas où le montant peut être raisonnablement tenu comme étant :

(I) soit le remboursement de tout ou partie de la partie des cotisations facultatives qu'il a versée à son profit avant le 9 octobre 1986 à un régime enregistré de pensions au titre de services qu'il a rendus avant l'année du versement des cotisations et qu'il n'a pas déduite en application de la présente loi dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition,

(II) soit des intérêts sur le remboursement.»; et

c) pour l'application des articles 118.5, 118.8 et 118.9 de la même loi, édictés par le paragraphe (1) :

(i) la partie des frais payés en 1987 qui se rapporte à des cours suivis par un particulier en 1988 est réputée payée en 1988, et non pas en 1987, si le particulier en fait le choix,

(ii) la partie des montants payés ou réputés payés en 1988 n'est pas déductible dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la partie I de la même loi pour l'année d'imposition 1988 dans la mesure où elle n'a pas été déduite dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition 1987.

94. (1) L'alinéa 119(1)h) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(h) deduct from the amount resulting from the application of paragraph (f) or (g), as the case may be, the aggregate of the taxes payable under this Part for the preceding years computed without refer- 5
ence to section 120.2;”

«h) déduire du montant déterminé conformément à l’alinéa f) ou g), selon le cas, le total des impôts payables en vertu de la présente partie pour les années précédentes, calculés sans tenir compte 5
de l’article 120.2;»

(2) Subsection 119(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 119(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Election

“(4) An election under subsection (1) is 10
a nullity unless the earliest of the “preced-
ing years” ended before 1988 and is one of
the 6 years immediately preceding the
year of averaging.”

“(4) Le choix prévu au paragraphe (1) 10
est nul sauf si la première des «années
précédentes» se termine avant 1988 et est
l’une des six années qui précèdent l’année
d’établissement de la moyenne.» Choix

(3) Subsection (1) is applicable to the 15
1987 and subsequent taxation years.

(3) Le paragraphe (1) s’applique aux 15
années d’imposition 1987 et suivantes.

(4) Subsection (2) is applicable to the
1988 and subsequent taxation years.

(4) Le paragraphe (2) s’applique aux
années d’imposition 1988 et suivantes.

95. (1) Subsections 120.1(1) to (3) of the
said Act are repealed and the following sub- 20
stituted therefor:

95. (1) Les paragraphes 120.1(1) à (3) de
la même loi sont abrogés et remplacés par ce
qui suit : 20

Forward
averaging credit

“120.1 (1) There may be deducted from
the amount that would, but for this sec-
tion, be the tax otherwise payable under
this Part (other than the tax payable with 25
respect to a return of income referred to in
subsection 110.4(5)) by an individual for a
taxation year an amount equal to the prod-
uct obtained when

«120.1 (1) Est déductible de ce que 25
serait, sans le présent article, l’impôt paya-
ble par ailleurs en vertu de la présente
partie par un particulier pour une année
d’imposition — sauf s’il s’agit de l’impôt 25
payable pour une déclaration de revenu
visée au paragraphe 110.4(5) —, le pro-
duit obtenu en multipliant :

Crédit relatif à
l’étalement du
revenu

(a) the amount specified in his election 30
for the year under subsection 110.4(2)
and, where his legal representative has
filed on his behalf an election under
subsection (2) for the year, his
accumulated averaging amount at the 35
end of the year
is multiplied by

a) le montant indiqué dans son choix 30
pour l’année en application du paragra-
phe 110.4(2) et, si le représentant légal
du particulier a produit au nom de ce
dernier un choix en application du para-
graphe (2) pour l’année, son montant 35
d’étalement accumulé à la fin de l’année
par

(b) the percentage referred to in para-
graph 117(2)(c).

b) le pourcentage visé à l’ali- 30
néa 117(2)c).

Year of death

(2) Where an individual dies in a taxa- 40
tion year before 1998 (and is resident in
Canada at the time of his death) and his
legal representative files with the individ-
ual’s return of income (other than a return
of income referred to in subsection 45
110.4(5)) for the year an election in pre-
scribed form on or before the day on or
before which the return is required to be

(2) En cas de décès au cours d’une 40
année d’imposition antérieure à 1998 d’un
particulier qui résidait alors au Canada, à
condition que son représentant légal pro-
duise avec la déclaration de revenu du
particulier — à l’exclusion de celle visée
au paragraphe 110.4(5) — pour l’année un 45
choix sur le formulaire prescrit au plus
tard le jour où la déclaration doit être
Année du décès

(2) This amendment would add “ended before 1988 and”, and substitute “preceding” for “prior to”.

Clause 95: (1) Subsections 120.1(1) to (3) at present read as follows:

“**120.1** (1) There may be deducted from the amount that would, but for this section, be the tax otherwise payable under this Part (other than the tax payable with respect to a return of income referred to in subsection 110.4(5)) by an individual for a taxation year an amount equal to the product obtained when

(a) the amount specified in his election for the year under subsection 110.4(2) and, where he died in the year and was resident in Canada at the time of his death, his accumulated averaging amount at the end of the year

is multiplied by

(b) the percentage referred to in paragraph 117(5.2)(j).

(2) There shall be added to the amount that would, but for this section, be the tax otherwise payable under this Part (other than the tax payable with respect to a return of income referred to in subsection 110.4(5)) by an individual for a taxation year an amount equal to

(a) the product obtained when the amount deducted under subsection 110.4(1) in computing his taxable income for the year is multiplied by the percentage referred to in paragraph 117(5.2)(j); and

(b) where he died in the year and was resident in Canada at the time of his death, the amount, if any, by which

(i) the aggregate of the taxes that would have been payable by him under this Part for the three immediately preceding taxation years if his taxable income otherwise determined for each of those years were increased by 1/3 of his accumulated averaging amount at the end of the year in which he died and if this Part were read without reference to sections 118 to 127.3

exceeds

(ii) the aggregate of the taxes that would have been payable by him under this Part for the three immediately preceding taxation years if this Part were read without reference to sections 118 to 127.3.

(3) Notwithstanding subsections (1) and (2),

(a) the amount deducted under subsection (1),

(2). — Texte actuel du paragraphe 119(4) :

«(4) Un choix aux termes du paragraphe (1) est nul à moins que la première des «années précédentes» ne soit l'une des 6 années qui précèdent l'année d'établissement de la moyenne.»

Article 95, (1). — Texte actuel des paragraphes 120.1(1) à (3) :

«**120.1** (1) Il peut être déduit du montant qui serait, si ce n'était du présent article, l'impôt par ailleurs payable en vertu de la présente Partie (autre que l'impôt payable relativement à une déclaration de revenu visée au paragraphe 110.4(5)) par un particulier pour une année d'imposition, un montant égal au produit obtenu en multipliant

a) le montant désigné dans son choix pour l'année effectué en vertu du paragraphe 110.4(2) et, s'il est décédé dans l'année et résidait au Canada au moment de son décès, son montant d'étalement accumulé établi à la fin de l'année

par

b) le pourcentage visé à l'alinéa 117(5.2)(j).

(2) Il doit être ajouté au montant qui serait, si ce n'était du présent article, l'impôt par ailleurs payable en vertu de la présente Partie (autre que l'impôt payable relativement à une déclaration de revenu visée au paragraphe 110.4(5)) par un particulier pour une année d'imposition un montant égal au total

a) du produit obtenu en multipliant le montant déduit dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu du paragraphe 110.4(1) par le pourcentage visé à l'alinéa 117(5.2)(j); et

b) s'il est décédé dans l'année et résidait au Canada au moment de son décès, d'un montant égal à l'excédent éventuel

(i) du total des impôts qu'il aurait, si la présente Partie était interprétée sans égard aux articles 118 à 127.3, dû payer en vertu de la présente Partie pour les trois années d'imposition précédentes si son revenu imposable déterminé par ailleurs pour chacune de ces années avait été augmenté de 1/3 de son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année au cours de laquelle il est décédé

sur

(ii) le total des impôts qu'il aurait dû payer en vertu de la présente Partie pour les trois années d'imposition précédentes si la présente Partie avait été interprétée sans égard aux articles 118 à 127.3.

(3) Nonobstant les paragraphes (1) et (2),

a) le montant déduit en vertu du paragraphe (1),

b) le produit déterminé en vertu de l'alinéa (2)a), et

filed, there shall be added to the amount that would, but for this section, be his tax payable for the year under this Part with respect to the return of income an amount equal to the amount, if any, by which

5

(a) the aggregate of the taxes that would have been payable by him under this Part for the three immediately preceding taxation years if his taxable income otherwise determined for each of those years were increased by 1/3 of his accumulated averaging amount at the end of the year in which he died and if this Part were read without reference to sections 119 to 127.3

15

exceeds

(b) the aggregate of the taxes that would have been payable by him under this Part for the three immediately preceding taxation years if this Part were read without reference to sections 119 to 127.3.

20

(3) Each amount deducted or added under subsection (1) or (2) in computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year shall, notwithstanding those subsections, be equal to the aggregate of

25

(a) the amount that would, but for this subsection, be determined for the year under subsection (1) or (2), as the case may be, and

30

(b) an amount equal to that proportion of 47% of the amount referred to in paragraph (a) that

35

(i) the individual's income for the year, other than his income earned in the year in a province,

is of

(ii) his income for the year."

40

(2) Subsection (1) is applicable with respect to elections filed for the 1988 and subsequent taxation years.

96. (1) Subsection 120.2(2) of the said Act is repealed.

(2) All that portion of subsection 120.2(3) of the said Act preceding paragraph (a)

produite, il doit être ajouté au montant qui, sans le présent article, serait dans cette déclaration l'impôt payable par le particulier pour l'année en vertu de la présente partie l'excédent éventuel

5

a) du total des impôts qui auraient été payables par le particulier en vertu de la présente partie pour les trois années d'imposition précédentes s'il était ajouté à son revenu imposable par ailleurs déterminé pour chacune de ces trois années le tiers de son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année au cours de laquelle il est décédé et s'il était fait abstraction des articles 119 à 127.3;

10

15

b) sur le total des impôts qui auraient été payables par le particulier en vertu de la présente partie pour les trois années d'imposition précédentes s'il était fait abstraction des articles 119 à 127.3.

20

(3) Tout montant déduit ou ajouté en application du paragraphe (1) ou (2) dans le calcul de l'impôt payable en vertu de la présente partie par un particulier pour une année d'imposition doit être, par dérogation à ces paragraphes, égal au total

Changement de province de résidence

25

a) du montant qui, sans le présent paragraphe, serait déterminé pour l'année en application du paragraphe (1) ou (2), selon le cas; et

30

b) du produit de 47 % du montant visé à l'alinéa a) par le rapport entre :

(i) d'une part, le revenu du particulier pour l'année, à l'exclusion de son revenu gagné au cours de l'année dans une province,

35

(ii) d'autre part, son revenu pour l'année.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux choix produits pour les années d'imposition 1988 et suivantes.

40

96. (1) Le paragraphe 120.2(2) de la même loi est abrogé.

(2) Le passage du paragraphe 120.2(3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

45

Deduction and additions

- (b) the product determined under paragraph (2)(a), and
- (c) the amount, if any, determined under paragraph (2)(b) for a taxation year shall be equal to the aggregate of
- (d) the amount that would, but for this subsection, be determined for the year under that subsection or that paragraph, as the case may be, and
- (e) an amount equal to that proportion of 47% of the amount referred to in paragraph (d) that
 - (i) the individual's income for the year, other than his income earned in the year in a province,
 - is of
 - (ii) his income for the year."

- c) le montant, s'il y a lieu, déterminé en vertu de l'alinéa (2)b) pour une année d'imposition est égal au total
- d) du montant qui, si ce n'était du présent paragraphe, serait déterminé pour l'année en vertu de ce paragraphe ou de cet alinéa, selon le cas, et
- e) du montant égal à la fraction de 47 % du montant visé à l'alinéa d) que représente
 - (i) son revenu pour l'année, à l'exclusion de son revenu gagné dans l'année dans une province,
 - par rapport à
 - (ii) son revenu pour l'année.»

Clause 96: (1) Subsection 120.2(2) reads as follows:

"(2) Notwithstanding subsection (1), where an individual dies in a taxation year (in this subsection referred to as the "year of death"), in computing for each of the 3 taxation years (in this subsection referred to as the "particular year") preceding the year of death the amount that, but for sections 120 and 120.1 and this section, would be the tax payable under this Part by him for the particular year, there may be

Article 96, (1). — Texte du paragraphe 120.2(2) :

«(2) Par dérogation au paragraphe (1), en cas de décès d'un particulier dans une année d'imposition — appelée «année du décès» au présent paragraphe —, outre le montant déductible selon le paragraphe (1), est déductible dans le calcul de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie, abstraction faite des articles 120 et 120.1 et du présent article, pour chacune des trois années d'imposition qui précè-

thereof is repealed and the following substituted therefor:

Additional tax determined

“(3) For the purposes of subsection (1), additional tax of an individual for a taxation year is the amount, if any, by which”

5

«(3) Pour l'application du paragraphe (1), le supplément d'impôt d'un particulier pour une année d'imposition est l'excédent éventuel»

Supplément d'impôt

(3) All that portion of subsection 120.2(4) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le passage du paragraphe 120.2(4) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

“(4) Subsection (1) does not apply in respect of”

“(4) Le paragraphe (1) ne s'applique :»

Report inapplicable

(4) Subsections (1) to (3) apply to the 1987 and subsequent taxation years.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 1987 et suivantes.

10

97. (1) Subsection 122(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

97. (1) Le paragraphe 122(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Tax payable by *inter vivos* trust

“122. (1) Notwithstanding section 117, the tax payable under this Part by an *inter vivos* trust upon its amount taxable for a taxation year shall be 29% of its amount taxable for the year.

“122. (1) Par dérogation à l'article 117, l'impôt payable en vertu de la présente partie par une fiducie non testamentaire sur son montant imposable pour une année d'imposition est fixé à 29 % de ce montant imposable pour l'année.

Impôt payable par une fiducie non testamentaire

Deductions not permitted

(1.1) No deduction may be made under section 118 in computing the tax payable by a trust for a taxation year.”

(1.1) Aucune déduction ne peut être faite en application de l'article 118 dans le calcul de l'impôt payable par une fiducie pour une année d'imposition.»

Crédits non admis

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

98. (1) Paragraph 122.2(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

98. (1) L'alinéa 122.2(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) the aggregate of”

30

(i) the product obtained when \$559 is multiplied by the number of eligible children of the individual for the year, and
(ii) the aggregate of all amounts each of which is, in respect of an eligible child of the individual for the year who is under 7 years of age at the end of the year, the amount, if any, by which \$200 exceeds 25% of such portion of all amounts deducted under section 63 for the year as may reasonably be considered to have been paid in respect of the child”

«a) du total

(i) du produit obtenu en multipliant 559 \$ par le nombre d'enfants admissibles du particulier pour l'année,
(ii) du total des montants dont chacun représente, pour chaque enfant admissible du particulier pour l'année qui est âgé de moins de 7 ans à la fin de l'année, l'excédent éventuel de 200 \$ sur 25 % de la partie des montants déduits en application de l'article 63 pour l'année qu'il est raisonnable de considérer comme payés pour l'année au titre de l'enfant»

30

40

deducted, in addition to any amount that may be deducted under subsection (1), such amount as may be claimed not exceeding the lesser of

(a) the portion of the aggregate of his additional taxes determined under subsection (3) for the 7 taxation years immediately preceding the particular year and any taxation year subsequent to the particular year that was not deducted in computing his tax payable under this Part for any other taxation year, and

(b) the amount, if any, by which

(i) the amount that, but for subsection 117(6), sections 120 and 120.1 and this section, would be his tax payable under this Part for the particular year if he were not entitled to any deduction under any of sections 126, 127 and 127.2 to 127.4

exceeds

(ii) his minimum amount for the particular year determined under section 127.51.”

(2) The relevant portion of subsection 120.2(3) at present reads as follows:

“(3) For the purposes of subsections (1) and (2), additional tax of an individual for a taxation year is the amount, if any, by which”

(3) The relevant portion of subsection 120.2(4) at present reads as follows:

“(4) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of”

Clause 97: (1) This amendment would substitute “29%” for “34%” and add the sidlined words.

Clause 98: (1) Paragraph 122.2(1)(a) at present reads as follows:

“(a) the product obtained when \$524 is multiplied by the number of children each of whom was an eligible child of the individual for the year”

dent l'année du décès — chacune de ces trois années étant appelée «année donnée» au présent paragraphe — un montant qui ne dépasse pas le moindre :

a) de la partie du total des suppléments d'impôt du particulier, calculés selon le paragraphe (3), pour les sept années d'imposition précédant l'année donnée et pour toute année d'imposition suivant l'année donnée, qui n'a pas déjà été déduite dans le calcul de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour ces années précédentes et suivantes;

b) l'excédent éventuel

(i) de ce que serait, sans le paragraphe 117(6), les articles 120 et 120.1 et le présent article, l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année donnée si celui-ci n'avait droit à aucune des déductions de l'impôt prévues aux articles 126, 127 et 127.2 à 127.4

sur

(ii) L'impôt minimum applicable au particulier pour l'année donnée, calculée selon l'article 127.51.»

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 120.2(3) :

«(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), le supplément d'impôt d'un particulier pour une année d'imposition correspond à l'excédent éventuel»

(3). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 120.2(4) :

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent :»

Article 97, (1). — Remplacement de «correspond à 34 %» par «est fixé à 29 %» et adjonction du mot souligné et du passage marqué d'un trait vertical.

Article 98, (1). — Texte actuel de l'alinéa 122.2(1)a) :

«a) du produit obtenu en multipliant 524 \$ par le nombre d'enfants admissibles du particulier pour l'année»

(2) Subparagraph 122.2(1)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) \$24,090”

(3) Paragraph 122.2(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) “eligible child” of an individual for a taxation year means a child in respect of whom the individual is entitled

(i) in January of the following taxation year, or

(ii) where the child died or attained 18 years of age during any month in the year, in that month,

to receive a family allowance under the *Family Allowances Act, 1973*;

(4) Subparagraph 122.2(2)(b)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) any taxpayer who deducted an amount under section 118 for the year in respect of an eligible child of the individual.”

(5) Subsections (1) to (4) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years except that, for the 1988 taxation year, the reference to “\$200” in subparagraph 122.2(1)(a)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to “\$100”.

99. (1) Subparagraph 122.3(1)(e)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under section 110.6 or paragraph 111(1)(b) or deductible by him under paragraph 110(1)(d.2), (d.3), (f) or (j) for the year or in respect of the period or periods referred to in subparagraph (ii), as the case may be.”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

100. (1) Paragraph (c) of the definition “eligible individual” in subsection 122.4(1)

(2) Le sous-alinéa 122.2(1)(b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) 24 090 \$»

(3) L'alinéa 122.2(2)(a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) «enfant admissible» d'un particulier pour une année d'imposition s'entend d'un enfant pour lequel le particulier a le droit en janvier de l'année d'imposition suivante ou, si l'enfant est décédé ou atteint l'âge de 18 ans au cours d'un mois de l'année, au cours de ce mois, de recevoir une allocation familiale en application de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales*;»

(4) Le sous-alinéa 122.2(2)(b)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) tout contribuable qui a déduit un montant en application de l'article 118 pour l'année pour un enfant admissible du particulier.»

(5) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'année d'imposition 1988, la somme de 200 \$ au sous-alinéa 122.2(1)(a)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacée par la somme de 100 \$.

99. (1) Le sous-alinéa 122.3(1)(e)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) le total des montants dont chacun représente une somme déduite par le particulier en application de l'article 110.6 ou de l'alinéa 111(1)(b) ou déductible par le particulier en application de l'alinéa 110(1)(d.2), (d.3), (f) ou (j) pour l'année ou pour la ou les périodes visées au sous-alinéa (ii), selon le cas.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

100. (1) La définition de «particulier admissible», au paragraphe 122.4(1) de la

“eligible child”
«enfant admissible»

«enfant admissible»
“eligible child”

(2) This amendment would substitute “\$24,090” for “\$23,500”.

(3) Paragraph 122.2(2)(a) at present reads as follows:

“(a) “eligible child” of an individual for a taxation year means a child in respect of whom the individual is entitled to receive or would, but for the death of the child in the year while he was resident in Canada, be entitled to receive in January of the following year a family allowance under the *Family Allowances Act, 1973*; and”

(4) This amendment would substitute a reference to section 118 for the reference to section 109.

Clause 99: (1) Subparagraph 122.3(1)(e)(iii) at present reads as follows:

“(iii) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under section 110.6 or paragraph 111(1)(b) or deductible by him under paragraph 110(1)(d.2), (d.3), (f) or (j) or section 110.1 for the year or in respect of the period or periods referred to in subparagraph (ii), as the case may be.”

Clause 100: (1) This amendment would substitute “19” for “18”.

(2). — Remplacement de «23 500 \$» par «24 090 \$».

(3). — Texte actuel de l’alinéa 122.2(2)a) :

«a) «enfant admissible» d’un particulier pour une année d’imposition s’entend d’un enfant pour lequel le particulier a droit de recevoir en janvier de l’année suivante une allocation familiale en application de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales* ou y aurait droit si l’enfant n’était pas décédé au cours de l’année alors qu’il résidait au Canada;»

(4). — Texte actuel du sous-alinéa 122.2(2)b)(iii) :

«(iii) tout autre contribuable qui a déduit un montant en vertu de l’article 109 pour l’année à l’égard d’un enfant admissible du particulier.»

Article 99, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 122.3(1)e)(iii) :

«(iii) le total des montants dont chacun représente une somme déduite par le particulier en vertu de l’article 110.6 ou l’alinéa 111(1)b) ou déductible par lui selon l’alinéa 110(1)d.2, d.3, f) ou j) ou de l’article 110.1 pour l’année ou pour une ou plusieurs périodes visées au sous-alinéa (ii), selon le cas.»

Article 100, (1). — Remplacement de «18» par «19».

of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) 19 years of age or over;”

(2) Subparagraph (b)(i) of the definition “qualified relation” in subsection 122.4(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) a person in respect of whom the individual, or the spouse referred to in paragraph (a), was the only person who deducted an amount under section 118 for the year, or”

(3) Paragraph 122.4(2)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) who at no time in the year was resident in Canada.”

(4) Subsection 122.4(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) Where an eligible individual for a taxation year files with his return of income (other than a return of income filed under subsection 70(2), paragraph 104(23)(d) or 128(2)(e) or subsection 150(4)) under this Part for the year a prescribed form, containing prescribed information, completed by the individual or, where the individual was married and was living with his spouse at the end of the 30 year, jointly by the individual and his spouse, the amount, if any, by which the aggregate of

(a) \$70 for the eligible individual himself,

(b) \$70 for a qualified relation of the individual for the year who was the individual's spouse, and

(c) the product obtained when \$35 is multiplied by the number of other qualified relations of the individual for the year

exceeds 5% of the amount, if any, by which

même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«particulier admissible» s'entend, pour une année d'imposition, du particulier — à l'exclusion d'une fiducie — qui, à la fin de l'année, est marié, est père ou mère d'un enfant ou a au moins 19 ans;»

«particulier admissible»
“eligible individual”

(2) Le sous-alinéa b)(i) de la définition de «proche admissible», au paragraphe 122.4(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) soit quelqu'un pour qui le particulier ou son conjoint visé à l'alinéa a) a seul demandé une déduction en application de l'article 118 pour l'année.»

(3) L'alinéa 122.4(2)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) ne réside au Canada à aucun moment de l'année.»

(4) Le paragraphe 122.4(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Tout particulier admissible pour une année d'imposition qui produit, avec sa déclaration de revenu — sauf une déclaration de revenu produite en application du paragraphe 70(2), de l'alinéa 104(23)d) ou 128(2)e) ou du paragraphe 150(4) — en vertu de la présente partie pour l'année, le formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits et rempli par lui-même ou, si celui-ci et son conjoint résident ensemble à la fin de l'année, par eux deux conjointement, est réputé avoir payé à la fin de l'année, au titre de son impôt en vertu de la présente partie pour l'année, l'excédent éventuel du total

Crédit remboursable pour taxe de vente

a) de 70 \$ pour lui-même,

b) de 70 \$ pour le conjoint qui est le proche admissible du particulier pour l'année,

c) du produit de 35 \$ par le nombre d'autres proches admissibles du particulier pour l'année,

Amount deemed paid on account of tax

15

20

35

40

45

20

45

(2) Subparagraph (b)(i) of the definition "qualified relation" in subsection 122.4(1) at present reads as follows:

"(i) a person in respect of whom the individual, or his spouse referred to in paragraph (a), was the only person who claimed a deduction under section 109 for the year, or"

(3) Paragraph 122.4(2)(c) at present reads as follows:

"(c) not resident in Canada at any time in the year."

(4) This amendment would substitute "\$70" for "\$50", "the individual's" for "his", "\$35" for "\$25", "\$16,000" for "\$15,000" and a reference to section 118 for the reference to section 109."

(2). — Remplacement de «vertu» par «application» et du renvoi à l'article 109 par un renvoi à l'article 118.

(3). — Texte actuel de l'alinéa 122.4(2)c :

«c) ne réside pas au Canada à un moment de l'année.»

(4). — Remplacement de «selon le» par «en application du», de «réglementaires» par «prescrits», de «50 \$» par «70 \$», de «25 \$» par «35 \$», de «15 000 \$» par «16 000 \$» et du renvoi à l'article 109 par un renvoi à l'article 118.

(d) the aggregate of all amounts each of which is the income for the year of

- (i) the individual,
- (ii) the individual's spouse, where the spouse is a qualified relation of the individual for the year,
- (iii) a parent (other than a person referred to in subparagraph (i) and (ii)) of a child where the child is a qualified relation of the individual for the year and the parent and the individual were living together at the end of the year, or
- (iv) a person (other than a person referred to in any of subparagraphs (i) to (iii)) who deducted an amount under section 118 for the year in respect of a qualified relation of the individual, other than in respect of the individual's spouse,

exceeds

(e) \$16,000

shall be deemed to be an amount paid by him at the end of the year on account of his tax under this Part for the year."

(5) Subsections (1) to (4) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

101. (1) Paragraph 123(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) 38% of its amount taxable for the year, and"

(2) Paragraphs 123(1)(c) and (d) of the said Act are repealed.

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to taxation years ending after June, 1987, except that in its application to taxation years ending after June, 1987 and commencing before July, 1988, paragraph 123(1)(a) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

"(a) the amount, if any, by which the aggregate of

- (i) that proportion of 46% of its amount taxable for the year that the number of days in the year that are before July, 1987 is of the number of days in the year,

sur 5% de l'excédent éventuel, sur 16 000 \$, du total des revenus respectifs pour l'année :

d) du particulier,

e) du conjoint du particulier, si le conjoint est un proche admissible de celui-ci pour l'année,

f) du père ou de la mère — à l'exception du particulier et du conjoint ci-dessus — d'un enfant, si l'enfant est un proche admissible du particulier pour l'année et si le père ou la mère vivait avec le particulier à la fin de l'année,

g) d'une personne — à l'exception du particulier, du conjoint ci-dessus et des père et mère ci-dessus — qui a déduit un montant en application de l'article 118 pour l'année à l'égard d'un proche admissible du particulier qui n'est pas son conjoint.»

(5) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

101. (1) L'alinéa 123(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) 38% de son montant imposable pour l'année;»

(2) Les alinéas 123(1)c) et d) de la même loi sont abrogés.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition qui se terminent après juin 1987. Toutefois, l'alinéa 123(1)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit pour les années d'imposition se terminant après juin 1987 et commençant avant juillet 1988 :

«a) de l'excédent éventuel du total :

- (i) du produit de 46% du montant imposable de la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1987 et le nombre total de jours de l'année,

Clause 101: (1) This amendment would substitute "38%" for "43%".

(2) Paragraphs 123(1)(c) and (d) read as follows:

"(c) in the case of a corporation that was throughout the year a Canadian-controlled private corporation, 3% of the lesser of

- (i) the amount, if any, by which
 - (A) its amount taxable for the year exceeds the aggregate of
 - (B) the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year, and
 - (C) 2 times the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) by the corporation from its tax for the year otherwise payable under this Part, and
 - (ii) the amount determined under clause 129(3)(a)(i)(B) in respect of the corporation for the year, and

(d) in the case of a corporation that was throughout the year an investment corporation or a mutual fund corporation, 3% of the lesser of its amount taxable for the year and its taxed capital gains (within the meaning assigned by subsection 130(3)) for the year."

Article 101, (1). — Remplacement de «43 %» par «38 %».

(2). — Texte des alinéas 123(1)c) et d) :

«c) dans le cas d'une corporation qui a été tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, 3 % du moins élevé,

- (i) de l'excédent éventuel
 - (A) de son montant imposable pour l'année sur le total
 - (B) du moindre des montants calculés selon les alinéas 125(1)a) à c) pour la corporation pour l'année, et
 - (C) de deux fois le total des montants déduits en vertu du paragraphe 126(2) par la corporation de son impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie,
- (ii) du montant déterminé en vertu de la division 129(3)a)(i)(B) pour la corporation pour l'année; et

d) dans le cas d'une corporation qui a été tout au long de l'année une corporation de placement ou une corporation de fonds mutuels, 3 % du moins élevé du montant imposable de la corporation pour l'année ou de ses gains en capital imposés, au sens du paragraphe 130(3), pour l'année.»

- (ii) that proportion of 45% of its amount taxable for the year that the number of days in the year that are after June, 1987 and before July, 1988 is of the number of days in the year, 5
- (iii) that proportion of 38% of its amount taxable for the year that the number of days in the year that are after June, 1988 is of the number of days in the year, 10
- (iv) in the case of a corporation that was throughout the year a Canadian-controlled private corporation, that proportion of 1% of the lesser of 15
- (A) the amount, if any, by which
- (I) its amount taxable for the year exceeds the aggregate of
- (II) the least of the amounts 20
- determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year, and
- (III) 2 times the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) by the corporation from its tax for the year otherwise payable under this Part, and 25
- (B) the amount determined under clause 129(3)(a)(i)(B) in respect of the corporation for the year, 30
- that the number of days in the year that are after June, 1987 and before 1988 is of the number of days in the year, and 35
- (v) in the case of a corporation that was throughout the year an investment corporation or a mutual fund corporation, that proportion of 1% of the lesser of 40
- (A) its amount taxable for the year, and
- (B) its taxed capital gains for the year (within the meaning assigned by subsection 130(3)) for the year 45
- that the number of days in the year that are after June, 1987 and before July 1988 is of the number of days in the year
- exceeds 50
- (ii) du produit de 45 % du montant imposable de la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1987 et antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année, 5
- (iii) du produit de 38 % du montant imposable de la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et le nombre total de jours de l'année, 10
- (iv) dans le cas d'une corporation qui est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, le produit de 1 % du moins élevé :
- (A) de l'excédent éventuel du montant imposable de la corporation pour l'année sur le total du moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année et de deux fois le total des montants déduits par la corporation, en application du paragraphe 126(2), de son impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie, 25
- (B) du montant déterminé à la division 129(3)a)(i)(B) en ce qui concerne la corporation pour l'année, par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1987 et antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année, 35
- (v) dans le cas d'une corporation qui est tout au long de l'année une corporation de placement ou une corporation de fonds mutuels, le produit de 1 % du moins élevé :
- (A) du montant imposable de la corporation pour l'année, 40
- (B) des gains en capital imposés de la corporation pour l'année, au sens du paragraphe 130(3), 45
- par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1987 et antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année, 50

(vi) in the case of a corporation that was throughout the year a Canadian-controlled private corporation, that proportion of 7% of the lesser of the amounts determined under clauses (iv) (A) and (B) in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are after 1987 and before July, 1988 is of the number of days in the year, and” 10

102. (1) Paragraphs 123.2(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(a) the tax payable under this Part by the corporation for the year determined without reference to paragraph 123(1)(b), section 123.1, this section, section 125.2, section 126 (except for the purposes of subsection 125(1) and sections 125.1 and 129) and subsections 127(3), (5) and (13), 127.2(1) and 127.3(1) and as if subsection 124(1) were read without reference to the words “in a province” therein

exceeds

(b) in the case of a corporation that was throughout the year a Canadian-controlled private corporation, 4/5 of the least of the amounts determined under subparagraphs 129(3)(a)(i) to (iii) in respect of the corporation for the year,”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in its application to a taxation year of a corporation commencing before 1988 and ending after 1987, there shall be added to the amount determined under paragraph 123.2(b) of the said Act, as enacted by subsection (1), in respect of the corporation for the year an amount equal to that proportion of 1/5 of the least of the amounts determined under subparagraphs 129(3)(a)(i) to (iii) of the said Act in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year.

sur, dans le cas d'une corporation qui est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, le produit de 7 % du moins élevé des montants déterminés aux divisions (iv)(A) et (B) en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année;» 10

102. (1) L'alinéa 123.2a) de la même loi et le passage du paragraphe 123.2 qui suit l'alinéa a) et qui précède l'alinéa c) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«a) de l'impôt payable en vertu de la 15 présente partie par la corporation pour l'année, calculé sans tenir compte de l'alinéa 123(1)b), de l'article 123.1, du présent article, de l'article 125.2, de l'article 126 — sauf pour l'application du 20 paragraphe 125(1) et des articles 125.1 et 129 —, des paragraphes 127(3), (5) et (13), 127.2(1) et 127.3(1), ni de la mention «dans une province» au paragraphe 124(1), 25

sur

b) dans le cas d'une corporation qui est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, les 4/5 du moins élevé des montants déterminés aux sous-alinéas 129(3)a)(i) à (iii) en ce qui concerne la corporation pour l'année.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application de l'alinéa 123.2b) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à une année d'imposition d'une corporation commençant avant 1988 et se terminant après 1987, le produit de 1/5 du moins élevé des montants déterminés aux sous-alinéas 129(3)a)(i) à (iii) de la même loi en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année doit être ajouté au montant déterminé à l'alinéa 123.2b) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), en ce qui concerne la corporation pour l'année.

123.1) of the said Act provided that the following amount shall be payable under the Part for a taxation year by a corporation that was throughout a taxation year a Canadian-controlled private corporation as defined in 123.1 of the Act of

Clause 102: (1) This amendment would add a reference to section 125.2 and add "4/5 of".

(1) La corporation qui est tout au long d'une année d'imposition une corporation canadienne contrôlée par un particulier peut déduire de son impôt payable par elle pour l'année en vertu de la présente partie la 4/5 de la somme des montants calculés selon les sous-alinéas 129(3)a(i) à (iii) pour la corporation pour l'année.

(2) Subsection 125.2(1) of the Act shall be amended to read as follows:

(1) La sous-section 125.2(1) de la Loi sera modifiée en conséquence pour lire :

(1) La sous-section 125.2(1) de la Loi sera modifiée en conséquence pour lire :

(1) For the purpose of this section, a corporation which is a member of a

the tax otherwise payable under the Part for a taxation year by a corporation that was throughout a taxation year a Canadian-controlled private corporation as defined in 123.1 of the Act of

Article 102, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 123.2 :

(a) de l'impôt payable en vertu de la présente partie par la corporation pour l'alinéa, calculé sans tenir compte de l'alinéa 123(1b), de l'article 123.1, du présent article, de l'article 126 (sauf pour l'application du paragraphe 125(1) et des articles 125.1 et 129), des paragraphes 127(3), (5) et (13), 127.2(1) et 127.3(1), ni de la mention «dans une province» au paragraphe 124(1),

sur

(b) dans le cas d'une corporation qui a été tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, le moindre des montants calculés selon les sous-alinéas 129(3)a(i) à (iii) pour la corporation pour l'année.»

(1) For the purpose of this section, a corporation which is a member of a

(1) Pour l'application de la présente section, une corporation qui est membre d'une

103. (1) All that portion of subsection 125(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Small business deduction

“125. (1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by a corporation that was, throughout a taxation year, a Canadian-controlled private corporation, an amount equal to 16% of the least of”

(2) Subparagraphs 125(1)(b)(i) and (ii) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(i) 10/3 of the aggregate of amounts deducted under subsection 126(1) from the tax for the year otherwise payable by it under this Part, and (ii) 10/4 of the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) from the tax for the year otherwise payable by it under this Part, and”

(3) Subsection 125(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Corporate partnerships

“(6) Where in a taxation year a corporation is a member of a particular partnership and in the year the corporation or a corporation with which it is associated in the year is a member of one or more other partnerships and it may reasonably be considered that one of the main reasons for the separate existence of the partnerships is to increase the amount of a deduction of any corporation under subsection (1), the specified partnership income of the corporation for the year shall, for the purposes of this section, be computed in respect of those partnerships as if all amounts each of which is the income of one of the partnerships for a fiscal period ending in the year from an active business carried on in Canada were nil except for the greatest of such amounts.

Corporation deemed member of partnership

(6.1) For the purposes of this section, a corporation which is a member, or is

103. (1) Le passage du paragraphe 125(1) de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«125. (1) La corporation qui est tout au long d’une année d’imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour l’année en vertu de la présente partie 16 % du moins élevé des montants suivants :»

(2) Les sous-alinéas 125(1)b)(i) et (ii) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(i) de 10/3 du total des sommes déduites en application du paragraphe 126(1) de l’impôt payable par ailleurs par la corporation pour l’année en vertu de la présente partie, et (ii) de 10/4 du total des sommes déduites en application du paragraphe 126(2) de l’impôt payable par ailleurs par la corporation pour l’année en vertu de la présente partie;»

(3) Le paragraphe 125(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(6) Pour l’application du présent article, dans le cas où, au cours d’une année d’imposition, une corporation est membre d’une société et cette corporation ou une corporation à laquelle elle est associée dans l’année sont membres d’une ou de plusieurs autres sociétés, s’il est raisonnable de considérer qu’un des principaux motifs de l’existence distincte de ces sociétés consiste à augmenter une déduction prévue au paragraphe (1) pour une corporation, le revenu de société désigné de la corporation pour l’année est calculé, quant à ces sociétés, comme si le revenu total que toutes ces sociétés tirent d’entreprises exploitées activement au Canada pour leurs exercices financiers se terminant au cours de l’année était le revenu le plus élevé qu’une de ces sociétés tire de telles entreprises pour un tel exercice.

Déduction accordée aux petites entreprises

Revenu de société désigné de la corporation membre d’une société

Corporation réputée membre d’une société

Clause 103: (1) This amendment would substitute "16%" for "20%".

(2) Subparagraph 125(1)(b)(i) and (ii) at present read as follows:

"(i) 10/4 of the aggregate of amounts that would be deductible under subsection 126(1) from the tax for the year otherwise payable by it under this Part if the amount determined under subparagraph 126(7)(d)(i) were determined without reference to paragraph 123(1)(c), and

(ii) 2 times the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) from the tax for the year otherwise payable by it under this Part, and"

(3) Subsection 125(6) at present reads as follows:

"(6) Notwithstanding any other provision of this section, where in a taxation year a corporation is a member of a particular partnership and in the year the corporation or a corporation with which it is associated in the year is a member of another partnership and it may reasonably be concluded that

(a) the separate existence of the partnerships is not solely for the purpose of carrying on the businesses of the partnerships in the most effective manner, and

(b) one of the main reasons for the separate existence of the partnerships is to increase the amount of a deduction of any corporation under subsection (1),

the specified partnership income of the corporation for the year shall, for the purposes of this section, be computed as if all amounts each of which is the income of one of the partnerships for a fiscal period ending in the year from an active business carried on in Canada were nil except for the greatest of such amounts."

Article 103, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 125(1) :

«(1) Une corporation, qui a été une corporation privée dont le contrôle est canadien, tout au long d'une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie 20 % du moindre des montants suivants :»

(2). — Texte actuel des sous-alinéas 125(1)b)(i) et (ii) :

«(i) de 10/4 du total des sommes qui seraient déductibles en vertu du paragraphe 126(1) de l'impôt pour l'année, payable par ailleurs par la corporation en vertu de la présente partie si l'excédent visé au sous-alinéa 126(7)d)(i) était calculé sans tenir compte de l'alinéa 123(1)c),

et

(ii) du double du total des sommes déduites en vertu du paragraphe 126(2) de l'impôt pour l'année, payable par ailleurs par celle-ci en vertu de la présente Partie;»

(3). — Texte actuel du paragraphe 125(6) :

«(6) Nonobstant toute autre disposition du présent article, lorsque, au cours d'une année d'imposition, une corporation est membre d'une société donnée et que, dans l'année, la corporation, ou une corporation avec laquelle elle est associée dans l'année, est membre d'une autre société et que l'on peut raisonnablement conclure :

a) que l'existence distincte des sociétés n'a pas pour seul but l'exploitation de leurs entreprises de la manière la plus efficace, et

b) que l'un des principaux motifs de cette existence distincte des sociétés est d'augmenter le montant de la déduction de toute corporation en vertu du paragraphe (1),

le revenu désigné de la corporation provenant d'une société pour l'année est calculé, pour l'application du présent article, comme si toutes les sommes dont chacune représente le revenu de l'une des sociétés tiré d'une entreprise exploitée activement au Canada, pour un exercice financier se terminant dans l'année, étaient nulles, à l'exception de la plus élevée de ces sommes.»

deemed by this subsection to be a member, of a partnership that is a member of another partnership shall be deemed to be a member of the other partnership and the corporation's share of the income of the other partnership for a fiscal period shall be deemed to be equal to the amount of such income to which the corporation was directly or indirectly entitled.

(6.2) Notwithstanding any other provision of this section, where a corporation is a member of a partnership that was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by one or more non-resident persons, by one or more public corporations (other than a prescribed venture capital corporation) or by any combination thereof at any time in its fiscal period ending in a taxation year of the corporation, the income of the partnership for that fiscal period from an active business carried on in Canada shall, for the purposes of computing the specified partnership income of a corporation for the year, be deemed to be nil.

(6.3) For the purposes of subsection (6.2), a partnership shall be deemed to be controlled by one or more persons at any time if the aggregate of the shares of such person or persons of the income of the partnership from any source for the fiscal period of the partnership that includes that time exceeds 1/2 of the income of the partnership from that source for that period."

(4) Subparagraph 125(7)(d)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) an individual who performs services on behalf of the corporation (in this paragraph and paragraph 18(1)(p) referred to as an "incorporated employee"), or"

(5) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after June, 1988, except that there shall be added to the amount otherwise determined under subsection 125(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), in

réputée membre en application du présent paragraphe, d'une société qui est elle-même membre d'une autre société est réputée membre de cette autre société et la part de la corporation sur le revenu de cette autre société pour un exercice financier est réputée égale à la fraction de ce revenu à laquelle la corporation a droit directement ou indirectement.

(6.2) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, dans le cas où, au cours d'une année d'imposition, une corporation est membre d'une société qui est contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, à un moment de son exercice financier se terminant au cours de l'année, par une ou plusieurs personnes non résidentes, par une ou plusieurs corporations publiques — sauf s'il s'agit de corporations à capital de risque visées par règlement — ou par ces deux sortes de personnes, le revenu que la société tire pour cet exercice d'une entreprise exploitée activement au Canada est réputé nul aux fins du calcul du revenu de société désigné de la corporation pour l'année.

(6.3) Pour l'application du paragraphe (6.2), une société est réputée contrôlée par une ou plusieurs personnes à un moment donné si la part de cette personne ou le total des parts de ces personnes, selon le cas, sur le revenu de la société provenant d'une source quelconque pour l'exercice financier qui comprend ce moment excède la moitié de ce revenu.»

(4) Le sous-alinéa 125(7)d)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) lorsqu'un particulier qui fournit des services pour le compte de la corporation — appelé «employé incorporé» au présent alinéa et à l'alinéa 18(1)p) —, ou»

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui se terminent après juin 1988. Toutefois, pour une année d'imposition d'une corporation commençant avant juillet 1988 et se terminant après juin 1988,

Specified partnership income deemed nil

Partnership deemed to be controlled

Revenu de société désigné réputé nul

Société réputée contrôlée

le paragraphe 8(3) de la même loi est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

10. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

11. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

12. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

13. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

14. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

15. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

16. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

(4) This amendment would delete the reference to paragraph 8(3)(a.1).

(4). — Suppression du renvoi à l'alinéa 8(3)(a.1).

17. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

17. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

18. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

18. Le paragraphe 8(3) est modifié en conséquence de la modification apportée au paragraphe 8(3) de la même loi par la Loi de 1988 pour l'année fiscale 1988 et par la Loi de 1989 pour l'année fiscale 1989.

respect of a taxation year of a corporation commencing before July, 1988 and ending after June, 1988, that proportion of 5% of the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) of the said Act in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year.

(6) Subsection (2) is applicable to taxation years ending after June, 1987, except that in its application to taxation years ending after June, 1987 and commencing before July, 1988, subparagraphs 125(1)(b)(i) and (ii) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read as follows:

“(i) 10/4 of the aggregate of amounts that would be deductible under subsection 126(1) from the tax for the year otherwise payable by it under this Part if the amount determined under subparagraph 126(7)(d)(i) were determined without reference to subparagraph 123(1)(a)(iv), and (ii) 2 times the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) from the tax for the year otherwise payable by it under this Part, and”

(7) Subsections 125(6) and (6.1) of the said Act, as enacted by subsection (3), are applicable to fiscal periods of partnerships commencing after February 10, 1988.

(8) Subsections 125(6.2) and (6.3) of the said Act, as enacted by subsection (3), are applicable to fiscal periods of partnerships commencing after 1988.

(9) Subsection (4) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

104. (1) Subsection 125.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**125.1** (1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by a corporation for a taxation year an amount equal to 5% of the lesser of

le produit de 5 % du moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) de la même loi en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année doit être ajouté au montant déterminé par ailleurs au paragraphe 125(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), en ce qui concerne la corporation pour l'année.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 1987. Toutefois, pour leur application aux années d'imposition se terminant après juin 1987 et commençant avant juillet 1988, les sous-alinéas 125(1)b)(i) et (ii) de la même loi, édictés par le paragraphe (2), sont remplacés par ce qui suit :

«(i) de 10/4 du total des sommes qui seraient déductibles en application du paragraphe 126(1) de l'impôt pour l'année, payable par ailleurs par la corporation en vertu de la présente partie si l'excédent visé au sous-alinéa 126(7)d)(i) était calculé sans tenir compte du sous-alinéa 123(1)a)(iv), et (ii) du double du total des sommes déduites en application du paragraphe 126(2) de l'impôt pour l'année, payable par ailleurs par celle-ci en vertu de la présente partie;»

(7) Les paragraphes 125(6) et (6.1) de la même loi, édictés par le paragraphe (3), s'appliquent aux exercices financiers de société commençant après le 10 février 1988.

(8) Les paragraphes 125(6.2) et (6.3) de la même loi, édictés par le paragraphe (3), s'appliquent aux exercices financiers de société commençant après 1988.

(9) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

104. (1) Le paragraphe 125.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**125.1** (1) Toute corporation peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour une année d'imposition en vertu de la

(a) the amount, if any, by which the corporation's Canadian manufacturing and processing profits for the year exceed, where the corporation was a Canadian-controlled private corporation throughout the year, the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year, and

(b) the amount, if any, by which the corporation's taxable income for the year exceeds the aggregate of

(i) where the corporation was a Canadian-controlled private corporation throughout the year, the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year,

(ii) 10/4 of the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) from the tax for the year otherwise payable under this Part by the corporation, and

(iii) where the corporation was a Canadian-controlled private corporation throughout the year, the amount determined under clause 129(3)(a)(i)(B) in respect of the corporation for the year."

(2) Subsection 125.1(2) of the said Act is repealed.

(3) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after June, 1988, except that in its application to taxation years ending after June, 1988 and commencing before July, 1991, subsection 125.1(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

"125.1 (1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by a corporation for a taxation year an amount equal to the aggregate of

(a) that proportion of 7% of the lesser of

(i) the amount, if any, by which the corporation's Canadian manufacturing and processing profits for the year exceed, where the corporation was a

présente partie 5% du moins élevé des montants suivants :

a) l'excédent éventuel des bénéfices de fabrication et de transformation au Canada réalisés par la corporation pour l'année sur, si la corporation est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, le moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année;

b) l'excédent éventuel du revenu imposable de la corporation pour l'année sur le total :

(i) du moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année, si la corporation est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien,

(ii) de 10/4 du total des sommes déduites, en application du paragraphe 126(2), de l'impôt payable par ailleurs par la corporation pour l'année en vertu de la présente partie, et

(iii) du montant déterminé à la division 129(3)a)(i)(B) en ce qui concerne la corporation pour l'année, si la corporation est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien."

(2) Le paragraphe 125.1(2) de la même loi est abrogé.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 1988. Toutefois, le paragraphe 125.1(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit pour les années d'imposition se terminant après juin 1988 et commençant avant juillet 1991 :

"125.1 (1) Une corporation peut déduire de l'impôt payable par ailleurs pour une année d'imposition, en vertu de la présente partie, un montant égal au total obtenu en additionnant :

a) le produit de 7% du moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel des bénéfices de fabrication et de transformation au Canada réalisés par la corporation

of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year, and

(ii) the amount, if any, by which the corporation's taxable income for the year exceeds the aggregate of

(A) (Repealed by 1976-77, c.4, s.50(1)).)

(B) the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year,

(C) 2 times the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) from the tax for the year otherwise payable under this Part by the corporation, and

(D) the amount, if any, by which the aggregate of the corporation's Canadian investment income for the year and its foreign investment income for the year (within the meanings assigned by subsection 129(4)) exceeds the amount, if any, deducted under paragraph 111(1)(b) from the corporation's income for the year; and

(b) 5% of the lesser of

(i) the corporation's Canadian manufacturing and processing profits for the year, and

(ii) the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year."

(2) Subsection 125.1(2) reads as follows:

"(2) Where a corporation has a taxation year (in this subsection referred to as the "particular taxation year"), part of which is before and part of which is after the commencement of any of the calendar years 1973, 1974, 1975 and 1976 (in this subsection referred to as the "particular calendar year"), the percentage referred to in paragraph (1)(a) for the particular taxation year, when the reference to that percentage is read as provided in subsection (1), is the percentage that is equal to the aggregate of

(a) that proportion of the percentage so referred to for the particular taxation year that the number of days in that portion of the particular taxation year that is in the particular calendar year, is of the number of days in the whole of the particular taxation year, and

(b) that proportion of the percentage, if any, so referred to for the taxation year immediately preceding the particular taxation year that the number of days in that portion of the particular taxation year that is the calendar year immediately preceding the particular calendar year, is of the number of days in the whole of the particular taxation year,

and where a corporation has a taxation year part of which is before and part of which is after the commencement of 1973, the percentage referred to in paragraph (1)(b) for that taxation year is that proportion of that percentage that the number of days in that portion of that taxation year that is in 1973 is of the number of days in the whole of that taxation year."

qui est en sus du moins élevé des montants déterminés en vertu des alinéas 125(1)a) à c), à l'égard de la corporation, pour l'année, ou

(ii) la fraction, si fraction il y a, du revenu imposable de la corporation pour l'année, qui est en sus du total obtenu en additionnant

(A) (Abrogé par 1976-77, chap. 4, art. 50(1).)

(B) le moins élevé des montants déterminés en vertu des alinéas 125(1)a) à c), à l'égard de la corporation, pour l'année,

(C) le double du total des sommes déduites, en vertu du paragraphe 126(2), de l'impôt pour l'année, par ailleurs payable par la corporation en vertu de la présente Partie, et

(D) la fraction, si fraction il y a, du total du revenu de placements au Canada de la corporation pour l'année et de son revenu de placements à l'étranger pour l'année (au sens du paragraphe 129(4)) qui est en sus de la somme, si somme il y a, déduite en vertu de l'alinéa 111(1)b), du revenu de la corporation pour l'année; et

b) 5 % du moins élevé des montants suivants :

(i) les bénéficiaires de fabrication et de transformation au Canada réalisés par la corporation pour l'année, ou

(ii) le moins élevé des montants déterminés en vertu des alinéas 125(1)a) à c), à l'égard de la corporation, pour l'année.»

(2). — Texte du paragraphe 125.1(2) :

«(2) Lorsqu'une corporation a une année d'imposition (appelée dans le présent paragraphe «année d'imposition donnée») dont une partie précède et l'autre suit le début de l'une des années civiles 1973, 1974, 1975 et 1976 (appelée dans le présent paragraphe «année civile donnée»), le pourcentage visé à l'alinéa (1)a) pour l'année d'imposition donnée, lorsque la mention de ce pourcentage est interprétée de la façon prévue au paragraphe (1), est le pourcentage qui est égal au total de

a) la fraction du pourcentage ainsi visé, pour l'année d'imposition donnée, représentée par le rapport entre le nombre de jours que comprend cette partie de l'année d'imposition donnée et le nombre de jours de toute l'année civile donnée et le nombre de jours de toute l'année d'imposition donnée, et

b) la fraction du pourcentage, si pourcentage il y a, ainsi visé, pour l'année d'imposition précédant l'année d'imposition donnée, représentée par le rapport entre le nombre de jours que comprend cette partie de l'année d'imposition donnée qui se trouve dans l'année civile précédant l'année civile donnée et le nombre de jours de toute l'année d'imposition donnée,

et lorsqu'une corporation a une année d'imposition dont une partie précède et l'autre suit le début de l'année 1973, le pourcentage visé à l'alinéa (1)b) pour cette année d'imposition est la fraction de ce pourcentage représentée par le rapport entre le nombre de jours que comprend la partie de ladite année d'imposition qui se trouve dans l'année 1973 et le nombre de jours de toute cette année d'imposition.»

Canadian-controlled private corporation throughout the year, the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year, and 5

(ii) the amount, if any, by which the corporation's taxable income for the year exceeds the aggregate of

(A) where the corporation was a Canadian-controlled private corporation throughout the year, the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year, 15

(B) where the year commenced before July, 1988, 2 times the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) from the tax for the year otherwise payable 20 under this Part by the corporation,

(C) where the year commenced after June, 1988, 10/4 of the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) from the tax for 25 the year otherwise payable under this Part by the corporation, and

(D) where the corporation was a Canadian-controlled private corporation throughout the year, the 30 amount determined under clause 129(3)(a)(i)(B) in respect of the corporation for the year

that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number 35 of days in the year,

(b) that proportion of 2% of the lesser of the amounts determined under subparagraphs (a)(i) and (ii) in respect of the corporation for the year that the 40 number of days in the year that are after June, 1988 and before July, 1989 is of the number of days in the year,

(c) that proportion of 3% of the lesser of the amounts determined under sub- 45 paragraphs (a)(i) and (ii) in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are after June, 1989 and before July, 1990 is of the number of days in the year, 50

pour l'année sur le moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année si la corporation est tout au long de l'année une 5 corporation privée dont le contrôle est canadien,

(ii) l'excédent éventuel du revenu imposable de la corporation pour l'année sur le total obtenu en addition- 10 nant :

(A) si la corporation est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, le moins élevé des montants déter- 15 minés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année,

(B) si l'année a commencé avant juillet 1988, le double du total des 20 sommes déduites, en application du paragraphe 126(2), de l'impôt payable par ailleurs pour l'année par la corporation en vertu de la présente partie, 25

(C) si l'année a commencé après juin 1988, 10/4 du total des sommes déduites, en application du paragraphe 126(2), de l'impôt payable par ailleurs pour l'année 30 par la corporation en vertu de la présente partie,

(D) si la corporation est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, 35 le montant déterminé à la division 129(3)a)(i)(B) en ce qui concerne la corporation pour l'année,

par le rapport entre le nombre de jours antérieurs à juillet 1988 et le nombre 40 total de jours de l'année;

b) le produit de 2 % du moins élevé des montants déterminés aux sous-alinéas a)(i) et (ii) en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport 45 entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à juillet 1989 et le nombre total de jours de l'année;

c) le produit de 3 % du moins élevé des 50 montants déterminés aux sous-

(d) that proportion of 4% of the lesser of the amounts determined under subparagraphs (a)(i) and (ii) in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are after June, 1990 and before July, 1991 is of the number of days in the year,

(e) that proportion of 5% of the lesser of the amounts determined under subparagraphs (a)(i) and (ii) in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are after June, 1991 is of the number of days in the year, and

(f) where the corporation was a Canadian-controlled private corporation throughout the year, that proportion of 5% of the lesser of

(i) the corporation's Canadian manufacturing and processing profits for the year, and

(ii) the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year

that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year."

(4) Subsection (2) is applicable to the 1987 and subsequent taxation years.

105. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 125.1 thereof, the following section:

"**125.2** (1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by a corporation that was throughout the year a financial institution (within the meaning assigned by section 190) an amount equal to the aggregate of

(a) its tax payable under Part VI for the year, and

alinéas a)(i) et (ii) en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1989 et antérieurs à juillet 1990 et le nombre total de jours de l'année;

d) le produit de 4 % du moins élevé des montants déterminés aux sous-alinéas a)(i) et (ii) en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1990 et antérieurs à juillet 1991 et le nombre total de jours de l'année;

e) le produit de 5 % du moins élevé des montants déterminés aux sous-alinéas a)(i) et (ii) en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1991 et le nombre total de jours de l'année;

f) si la corporation est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, le produit de 5 % du moins élevé des montants suivants :

(i) les bénéfices de fabrication et de transformation au Canada réalisés par la corporation pour l'année,

(ii) le moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année,

par le rapport entre le nombre de jours antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année.»

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1987 et suivantes.

105. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 125.1, de ce qui suit :

«**125.2** (1) Est déductible de l'impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie pour une année d'imposition par une corporation qui est, tout au long de l'année, une institution financière — au sens de l'article 190 — un montant égal au total :

a) de l'impôt payable par la corporation en vertu de la partie VI pour l'année; et

Crédit d'impôt de la partie VI applicable aux institutions financières

Deduction of Part VI tax

(b) such part of its unused Part VI tax credits for the seven taxation years immediately preceding and the three taxation years immediately following the year as the corporation may claim. 5

b) de la partie des crédits d'impôt de la partie VI inutilisés de la corporation pour les sept années d'imposition précédentes et les trois années d'imposition suivantes, déductible par la corporation. 5

Idem

(2) For the purposes of this section,
 (a) an amount may not be claimed under subsection (1) in computing a corporation's tax payable under this Part for a particular taxation year in 10 respect of its unused Part VI tax credit for another taxation year until its unused Part VI tax credits for taxation years preceding the other year that may be claimed for the particular year have 15 been claimed; and

(2) Pour l'application du présent article : Précisions

a) un montant n'est pas déductible en application du paragraphe (1) dans le calcul de l'impôt payable par une corpo- 10 ration en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, au titre de son crédit d'impôt de la partie VI inutilisé pour une autre année d'imposition, tant que ses crédits d'impôt de la partie 15 VI inutilisés pour les années d'imposition antérieures à cette autre année qui sont déductibles pour l'année n'ont pas été déduits;

(b) an amount in respect of a corporation's unused Part VI tax credit for a taxation year may be claimed under subsection (1) in computing its tax payable under this Part for another taxation year only to the extent that it exceeds the aggregate of all amounts each of which is the amount claimed in respect of that unused Part VI tax credit in 20 computing its tax payable under this Part for a taxation year preceding that other year. 25

b) un montant au titre du crédit d'im- 20 pôt de la partie VI inutilisé d'une corporation pour une année d'imposition n'est déductible en application du paragraphe (1) dans le calcul de l'impôt payable par la corporation en vertu de la pré- 25 sente partie pour une autre année d'imposition que dans la mesure où il excède le total des montants déduits au titre de ces crédits dans le calcul de l'impôt payable par la corporation en vertu de la 30 présente partie pour les années d'imposition antérieures à cette autre année.

"Unused Part VI tax credit" defined

(3) For the purposes of this section, "unused Part VI tax credit" of a corpora- 30 tion for a taxation year means the amount, if any, by which the corporation's tax payable under Part VI for the year exceeds the amount that would, but for this section, be its tax payable under this Part for 35 the year."

(3) Pour l'application du présent article, le crédit d'impôt de la partie VI inutilisé d'une corporation pour une année d'impo- 35 sition est l'excédent éventuel de l'impôt payable par la corporation pour l'année en vertu de la partie VI sur ce que serait, sans le présent article, l'impôt payable par la corporation pour l'année en vertu de la 40 présente partie.» Signification de «crédit d'impôt de la partie VI inutilisé»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years except that, for the purposes of section 125.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), the 40 unused Part VI tax credit of corporation for each taxation year ending before 1988 shall be deemed to be nil.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application de l'article 125.2 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), le 45 crédit d'impôt de la partie VI inutilisé d'une corporation pour une année d'imposition qui se termine avant 1988 est réputé nul.

106. (1) Subclause 126(1)(b)(ii)(A)(III) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(III) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the taxpayer under section 110.6 or paragraph 111(1)(b), or deductible by the taxpayer under paragraph 110(1)(d), (d.1), (d.2), (d.3), (f) or (j) or section 112 or 113, for the year or in respect of the period or periods referred to in subclause (II), as the case may be, and”

(2) Subclause 126(2.1)(a)(ii)(A)(III) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(III) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the taxpayer under section 110.6 or paragraph 111(1)(b), or deductible by the taxpayer under paragraph 110(1)(d), (d.1), (d.2), (d.3), (f) or (j) or section 112 or 113, for the year or in respect of the period or periods referred to in subclause (II), as the case may be, and”

(3) Subparagraph 126(3)(b)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under section 110.6 or paragraph 111(1)(b), or deductible by the individual under paragraph 110(1)(d) or (f), for the year or in respect of the period or periods referred to in subparagraph (ii), as the case may be,”

(4) Subparagraphs 126(7)(d)(i) to (iii) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(i) in paragraph (1)(b) and subsection (3), the amount, if any, by which (A) the amount that would be the tax payable under this Part for the

106. (1) La subdivision 126(1)(b)(ii)(A)(III) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(III) le total des montants dont chacun représente un montant déduit par le contribuable selon l'article 110.6 ou l'alinéa 111(1)b ou un montant déductible par le contribuable selon l'alinéa 110(1)d, d.1, d.2, d.3, f) ou j) ou l'article 112 ou 113, pour l'année ou pour la ou les périodes visées à la subdivision (II), selon le cas, et»

(2) La subdivision 126(2.1)a)(ii)(A)(III) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(III) le total des montants dont chacun représente un montant déduit par le contribuable selon l'article 110.6 ou l'alinéa 111(1)b ou un montant déductible par le contribuable selon l'alinéa 110(1)d, d.1, d.2, d.3, f) ou j) ou l'article 112 ou 113, pour l'année ou pour la ou les périodes visées à la subdivision (II), selon le cas, et»

(3) Le sous-alinéa 126(3)b)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) le total des sommes dont chacune représente une somme que le particulier déduit selon l'article 110.6 ou l'alinéa 111(1)b ou qu'il peut déduire selon l'alinéa 110(1)d) ou f) pour l'année ou pour la ou les périodes visées au sous-alinéa (ii), selon le cas;»

(4) L'alinéa 126(7)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) «impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie» s'entend :

Clause 106: (1) to (3) These amendments would delete the reference to section 110.1.

Article 106, (1) et (2). — Adjonction des mots soulignés et suppression du renvoi à l'article 110.1.

(4) Subparagraphs 126(7)(d)(i) to (iii) at present read as follows:

“(i) in paragraph (1)(b) and subsection (3), the amount, if any, by which

(A) the amount that would be the tax payable under this Part for the year if that tax were determined without reference to section 120.1 and paragraph 123(1)(b), before making any deduction under any of sections 121, 122.3, 125 to 127 and 127.2 to 127.4 and as if the lesser of the amounts determined under

(3). — Suppression du renvoi à l'article 110.1.

(4). — Texte actuel de l'alinéa 126(7)d) :

«d) «impôt pour l'année payable par ailleurs en vertu de la présente Partie» signifie

(i) à l'alinéa (1)b) et au paragraphe (3), l'excédent éventuel

(A) de l'impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année — calculé sans tenir compte de l'article 120.1 et de l'alinéa 123(1)b) et avant toute déduction visée à l'un des articles 121, 122.3, 125 à 127 et 127.2 à 127.4 et en considérant que le moindre des montants déterminés en application des

year if that tax were determined without reference to section 120.1 and paragraph 123(1)(b) and before making any deduction under any of sections 121, 122.3, 125 to 127 and 127.2 to 127.4

exceeds

(B) the amount, if any, deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of tax payable under this Part for the year,

(ii) in subparagraph (2)(c)(i) and paragraph (2.2)(b), the tax for the year payable under this Part (determined without reference to section 120.1 and paragraph 123(1)(b) and before making any deduction under any of sections 121, 122.3, 124 to 127 and 127.2 to 127.4), and

(iii) in subsection (2.1), the tax for 20 the year payable under this Part (determined without reference to subsection 120(1), section 120.1 and paragraph 123(1)(b) and before making any deduction under any of 25 sections 121, 122.3, 124 to 127 and 127.2 to 127.4); and”

(5) Subsections (1) to (3) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(6) Subsection (4) is applicable to the 30 1987 and subsequent taxation years, except that in their application to taxation years ending after 1986 and commencing before July, 1988, subparagraphs 126(7)(d)(i) to (iii) of the said Act, as enacted by subsection 35 (4), shall be read as follows:

“(i) in paragraph (1)(b) and subsection (3), the amount, if any, by which

(A) the amount that would be that tax payable under this Part for the 40 year if that tax were determined without reference to section 120.1 and paragraph 123(1)(b), before making any deduction under any of sections 121, 122.3, 125 to 127 and 45

(i) à l’alinéa (1)b) et au paragraphe (3), de l’excédent éventuel

(A) de l’impôt payable pour l’année en vertu de la présente partie calculé sans tenir compte de l’article 5 120.1 et de l’alinéa 123(1)b) et avant toute déduction visée à l’un des articles 121, 122.3, 125 à 127 et 127.2 à 127.4

sur 10

(B) la somme éventuelle réputée, en application du paragraphe 120(2), avoir été payée au titre de l’impôt payable pour l’année en vertu de la présente partie, 15

(ii) au sous-alinéa (2)c)(i) et à l’alinéa (2.2)b), de l’impôt payable pour l’année en vertu de la présente partie calculé sans tenir compte de l’article 120.1 et de l’alinéa 123(1)b) et avant 20 toute déduction visée à l’un des articles 121, 122.3, 124 à 127 et 127.2 à 127.4,

(iii) au paragraphe (2.1), de l’impôt payable pour l’année en vertu de la 25 présente partie calculé sans tenir compte du paragraphe 120(1), de l’article 120.1 et de l’alinéa 123(1)b) et avant toute déduction visée à l’un des articles 121, 122.3, 124 à 127 et 127.2 30 à 127.4;»

(5) Les paragraphes (1) à (3) s’appliquent aux années d’imposition 1988 et suivantes.

(6) Le paragraphe (4) s’applique aux années d’imposition 1987 et suivantes. 35 Toutefois, pour leur application aux années d’imposition se terminant après 1986 et commençant avant juillet 1988, les sous-alinéas 126(7)d)(i) à (iii) de la même loi, édictés par le paragraphe (4), sont remplacés par ce qui 40 suit :

«(i) à l’alinéa (1)b) et au paragraphe (3), de l’excédent éventuel

(A) de l’impôt payable pour l’année en vertu de la présente partie cal- 45 culé sans tenir compte de l’article 120.1 et de l’alinéa 123(1)b) et avant toute déduction visée à l’un des articles 121, 122.3, 125 à 127 et 127.2 à 127.4 et comme si le moins 50

subparagraphs 123(1)(c)(i) and (ii) were the amount taxable (within the meaning assigned by subsection 123(1)) for the year and subsection 124(1) were read without reference to the words "in a province" therein

exceeds

(B) the amount, if any, deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of tax payable under this Part for the year,

(ii) in subparagraph (2)(c)(i) and paragraph (2.2)(b), the tax for the taxation year payable under this Part (determined without reference to section 120.1 and paragraphs 123.1(b), (c) and (d) and before making any deduction under any of sections 121, 122.3, 124 to 127 and 127.2 to 127.4), and

(iii) in subsection (2.1), the tax for the taxation year payable under this Part (determined without reference to subsection 120(1), section 120.1 and paragraphs 123(1)(b), (c) and (d) and before making any deduction under any of sections 121, 122.3, 124 to 127 and 127.2 to 127.4); and"

sous-alinéas 123(1)c(i) et (ii) est le montant imposable, au sens du paragraphe 123(1), pour l'année et qu'il est fait abstraction des mots «dans une province» au paragraphe 124(1) —

sur

(B) la somme éventuelle réputée, en application du paragraphe 120(2), avoir été payée au titre de l'impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie,

(ii) au sous-alinéa (2)c(i) et à l'alinéa (2.2)b), l'impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année — calculé sans tenir compte de l'article 120.1 et des alinéas 123(1)b), c) et d) et avant toute déduction visée à l'un des articles 121, 122.3, 124 à 127 et 127.2 à 127.4 —, et

(iii) au paragraphe (2.1), l'impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année — calculé sans tenir compte du paragraphe 120(1), de l'article 120.1 et des alinéas 123(1)b), c) et d) et avant toute déduction visée à l'un des articles 121, 122.3, 124 à 127 et 127.4 —;

127.2 to 127.4 and as if the lesser of the amounts determined under clauses 123(1)(a)(iv)(A) and (B) were the amount taxable (within the meaning assigned by subsection 123(1)) for the year

exceeds

(B) the amount, if any, deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of tax payable under this Part for the year,

(ii) in subparagraph (2)(c)(i) and paragraph (2.2)(b), the tax for the year payable under this Part (determined without reference to section 120.1, subparagraphs 123(1)(a)(iv), (v) and (vi) and paragraph 123(1)(b) and before making any deduction under any of sections 121, 122.3, 124 to 127 and 127.2 to 127.4), and

(iii) in subsection (2.1) the tax for the year payable under this Part (determined without reference to subsection 120(1), section 120.1, subparagraphs 123(1)(a)(iv), (v) and (vi) and paragraph 123(1)(b) and before making any deduction under any of sections 121, 122.3, 124 to 127 and 127.2 to 127.4); and”

107. (1) Subsection 127(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(5) There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer under this Part for a taxation year an amount not exceeding the least of

(a) his annual investment tax credit limit for the year,

(b) the aggregate of

(i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, before the end of the year, and

(ii) the lesser of

(A) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, in a subsequent taxation year, to the extent that the investment tax credit was not deductible

élevé des montants déterminés aux divisions 123(1)a)(iv)(A) et (B) était le montant imposable au sens du paragraphe 123(1) pour l'année

sur

(B) la somme éventuelle réputée, en application du paragraphe 120(2), avoir été payée au titre de l'impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie,

(ii) au sous-alinéa (2)c)(i) et à l'alinéa (2.2)b), de l'impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie calculé sans tenir compte de l'article 120.1, du passage de l'alinéa 123(1)a) qui suit le sous-alinéa (iii) et de l'alinéa 123(1)b) et avant toute déduction visée à l'un des articles 121, 122.3, 124 à 127 et 127.2 à 127.4,

(iii) au paragraphe (2.1), de l'impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie calculé sans tenir compte du paragraphe 120(1), de l'article 120.1, du passage de l'alinéa 123(1)a) qui suit le sous-alinéa (iii) et de l'alinéa 123(1)b) et avant toute déduction visée à l'un des articles 121, 122.3, 124 à 127 et 127.2 à 127.4;».

107. (1) Le paragraphe 127(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5) Est déductible de l'impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition un montant qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :

a) le crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement du contribuable;

b) le total des montants suivants :

(i) le crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, avant la fin de l'année, et

(ii) le moins élevé :

(A) du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, au cours d'une année d'imposition ultérieure, dans

Investment tax credit

Crédit d'impôt à l'investissement

Clause 107: (1) Subsection 127(5) at present reads as follows:

“(5) There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer under this Part for a taxation year an amount equal to the aggregate of

- (a) an amount not exceeding the lesser of
 - (i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, before April 20, 1983, and
 - (ii) the aggregate of
 - (A) \$15,000, and
 - (B) 1/2 the amount, if any, by which the tax otherwise payable by him under this Part for the year exceeds \$15,000;
- (b) an amount not exceeding the lesser of
 - (i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, after April 19, 1983 and before the end of the year, and
 - (ii) the amount, if any, by which the tax otherwise payable by him under this Part for the year exceeds the amount, if any, determined under paragraph (a); and
- (c) an amount not exceeding the lesser of
 - (i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, in a subsequent taxation year and after April 19, 1983, to the extent that the investment tax credit was not deductible under this subsection in the

Article 107, (1). — Texte actuel du paragraphe 127(5) :

«(5) Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu de la présente Partie, pour une année d'imposition, un montant égal au total

- a) d'un montant ne dépassant pas le moindre des montants suivants :
 - (i) son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année à l'égard de biens acquis, ou de dépenses faites, avant le 20 avril 1983, ou
 - (ii) le total
 - (A) de 15 000 \$, et
 - (B) de 1/2 de l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs par ce contribuable en vertu de la présente Partie, pour l'année, sur 15 000 \$;
- b) d'un montant ne dépassant pas le moindre des montants suivants :
 - (i) son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, après le 19 avril 1983 et avant la fin de l'année, ou
 - (ii) l'excédent de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie, pour l'année, sur le montant déterminé par l'application de l'alinéa a); et
- c) d'un montant ne dépassant pas le moindre des montants suivants :
 - (i) son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, dans une année d'imposition subséquente et après le 19 avril 1983, dans la mesure où le crédit d'impôt à l'investissement n'était pas déductible en vertu du pré-

under this subsection or subsection 180.1(1.2) for the taxation year in which the property was acquired, or the expenditure was made, as the case may be, and
 (B) the amount, if any, by which his tax otherwise payable by him under this Part for the year exceeds the amount, if any, determined under subparagraph (i), and

(c) where Division E.1 is applicable to the taxpayer for the year, the amount, if any, by which the aggregate of
 (i) his tax otherwise payable under this Part for the year, and
 (ii) his tax payable under Part I.1 for the year before deducting any amount under subsection 180.1(1.2),
 exceeds his minimum amount for the year determined under section 127.51.”

(2) Subsection 127(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(8) Where, in a particular taxation year of a taxpayer who is a member of a partnership, an amount would, if the partnership were a person and its fiscal period were its taxation year, be determined in respect of the partnership, for its taxation year ending in that particular taxation year, under paragraph (a), (b) or (e.1) of the definition “investment tax credit” in subsection (9), if

- (a) paragraph (a) of that definition were read without reference to subparagraph (iii) thereof, and
- (b) in the case of a taxpayer who is a specified member of the partnership in the taxation year of the partnership,
 - (i) paragraph (a) of that definition were read without reference to subparagraph (ii) thereof, and
 - (ii) paragraph (e.1) of that definition were read without reference to the words “or that reduced the amount of an expenditure made by the taxpayer under paragraph (11.1)(c)”,

Investment tax credit of partnership

la mesure où ce crédit n'était pas déductible selon le présent paragraphe ou le paragraphe 180.1(1.2) pour l'année d'imposition au cours de laquelle les biens ont été acquis, ou les dépenses faites, selon le cas, (B) de l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année sur le montant éventuel calculé selon le sous-alinéa (i);

c) si la section E.1 s'applique au contribuable pour l'année, l'excédent éventuel du total de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année et de l'impôt payable par celui-ci en vertu de la partie I pour l'année avant toute déduction en application du paragraphe 180.1(1.2), sur l'impôt minimum qui lui est applicable pour l'année calculé selon l'article 127.51.»

(2) Le paragraphe 127(8) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(8) Lorsque, dans une année d'imposition donnée d'un contribuable associé d'une société, un montant serait déterminé à l'égard de la société — si celle-ci était une personne et si son exercice financier était son année d'imposition — pour l'année d'imposition de celle-ci se terminant au cours de l'année donnée, en vertu :

Crédit d'impôt à l'investissement d'un associé

- a) soit de l'alinéa a) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe (9) — abstraction faite du sous-alinéa a)(iii) de cette définition et, si le contribuable est un associé déterminé de la société dans l'année d'imposition de celle-ci, abstraction faite du sous-alinéa a)(ii) de cette définition —,
- b) soit de l'alinéa b) de cette définition,
- c) soit de l'alinéa e.1) de cette définition — abstraction faite de la mention «ou qui a réduit le montant d'une dépense faite par le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)c),» si le contribuable est un associé déterminé de la

taxation year in which the property was acquired, or the expenditure was made, as the case may be, and

(ii) the amount, if any, by which the tax otherwise payable by him under this Part for the year exceeds the aggregate of the amounts, if any, determined under paragraphs (a) and (b)."

sent paragraphe dans l'année d'imposition au cours de laquelle le bien a été acquis, ou les dépenses faites, selon le cas, ou

(ii) l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie pour l'année sur le total des montants, s'il y a lieu, déterminés en vertu des alinéas a) et b).»

(2) Subsection 127(8) at present reads as follows:

"(8) Where, in a particular taxation year of a taxpayer who is a member of a partnership, an amount would, if the partnership were a person and its fiscal period were its taxation year, be determined in respect of the partnership under paragraph (a), (b) or (e.1) of the definition "investment tax credit" in subsection (9), if paragraph (a) of that definition were read without reference to subparagraph (iii) thereof, for its taxation year ending in that particular taxation year, the portion of that amount that may reasonably be considered to be the taxpayer's share thereof shall be added in computing the investment tax credit of the taxpayer at the end of that particular taxation year."

(2). — Texte actuel du paragraphe 127(8) :

«(8) Lorsque, dans une année d'imposition donnée d'un contribuable associé d'une société, un montant serait déterminé à l'égard de la société, si celle-ci était une personne et si son exercice financier correspondait à son année d'imposition, en vertu de l'alinéa a) — abstraction faite du sous-alinéa a)(iii) — ou de l'alinéa b) ou e.1) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe (9), pour son année d'imposition se terminant dans l'année donnée, la partie de ce montant qu'il est raisonnable de considérer comme la part du contribuable doit être ajoutée dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année donnée.»

the portion of that amount that may reasonably be considered to be the taxpayer's share thereof shall be added in computing the investment tax credit of the taxpayer at the end of that particular taxation year."

(3) The definition "certified property" in subsection 127(9) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (a)(i) thereof and by repealing subparagraph (a)(ii) thereof and substituting the following therefor:

"(ii) after 1986 and before 1989, other than a property included in subparagraph (i), or
(iii) after 1988,"

(4) Subparagraph (c)(ii) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(ii) an amount determined under paragraph (a) or (b) in respect of the taxpayer for any of the 10 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year, where the property was acquired, or the qualified expenditure was made, after April 19, 1983 or the qualified Canadian exploration expenditure was for a taxation year ending after November 30, 1985,"

(5) Paragraphs (d), (e) and (e.1) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(d) the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection 119(9) to be added in computing his investment tax credit at the end of the year or at the end of any of the 10 taxation years immediately preceding the year,

(e) the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection (10.1) to be added in computing his investment tax credit at the end of the year or at the end of any of the 10

société dans l'année d'imposition de celle-ci —,

la partie de ce montant qu'il est raisonnable de considérer comme la part du contribuable doit être ajoutée dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année donnée.»

(3) La définition de «bien certifié», au paragraphe 127(9) de la même loi, est modifiée par suppression du mot «ou» à la fin du sous-alinéa a)(i) et par abrogation du sous-alinéa a)(ii) qui est remplacé par ce qui suit :

«(ii) après 1986 et avant 1989, sauf s'il s'agit d'un bien visé au sous-alinéa (i), ou
(iii) après 1988,»

(4) Le sous-alinéa c)(ii) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement», au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) un montant déterminé en vertu de l'alinéa a) ou b) à l'égard du contribuable pour une des 10 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition subséquentes, si le bien a été acquis, ou la dépense admissible faite, après le 19 avril 1983, ou si la dépense admissible d'exploration au Canada a été faite pour une année d'imposition se terminant après le 30 novembre 1985,»

(5) Les alinéas d), e) et e.1) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement», au paragraphe 127(9) de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«d) de l'ensemble des montants dont chacun représente un montant à ajouter, en vertu du paragraphe 119(9), dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année ou à la fin d'une des 10 années d'imposition précédentes,

e) de l'ensemble des montants dont chacun représente un montant à ajouter, en vertu du paragraphe (10.1), dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année ou d'une des

(3) This amendment would add the underlined words.

(3). — Adjonction des passages soulignés.

(4) to (6) These amendments would substitute "10" for "7".

(4). — Remplacement de «7» par «10» et de «lorsque» par «si».

(5) et (6). — Remplacement de «7» par «10».

taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year, and

(e.1) the aggregate of all amounts each of which is the specified percentage of that part of a repayment made by the taxpayer in the year or in any of the 10 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year that may reasonably be considered to be a repayment of government assistance, non-government assistance or a contract payment that reduced the capital cost to the taxpayer of a property under paragraph (11.1)(b) or that reduced the amount of an expenditure made by the taxpayer under paragraph (11.1)(c)”

(6) Subparagraph (f)(ii) of the definition “investment tax credit” in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) property acquired, or an expenditure made, in the year or in any of the 10 taxation years immediately preceding or the 2 taxation years immediately following the year, where the property was acquired, or the expenditure was made, after April 19, 1983,”

(7) Subparagraph (g)(iii) of the definition “investment tax credit” in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) in respect of property acquired, or an expenditure made, after April 19, 1983, at the end of any of the 9 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year,”

(8) Subparagraph (h)(iii) of the definition “investment tax credit” in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) in respect of property acquired, or an expenditure made, after April 19, 1983, at the end of any of the 10 taxation years immediately preceding

10 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition subséquentes, e.1) de l'ensemble des montants dont chacun représente le pourcentage déterminé de la partie d'un remboursement fait par le contribuable dans l'année ou dans une des 10 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition subséquentes, qu'il est raisonnable de considérer comme le remboursement d'une aide gouvernementale, d'une aide non gouvernementale ou d'un paiement contractuel, qui a réduit le coût en capital d'un bien pour le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)b) ou qui a réduit le montant d'une dépense faite par le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)c),»

(6) Le sous-alinéa f)(ii) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement», au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) à un bien acquis, ou à une dépense faite, au cours de l'année ou d'une des 10 années d'imposition précédentes ou des 2 années d'imposition subséquentes, si le bien a été acquis, ou la dépense faite, après le 19 avril 1983,»

(7) Le sous-alinéa g)(iii) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement», au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) relativement à un bien acquis, ou à une dépense faite, après le 19 avril 1983, à la fin d'une des 9 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition subséquentes,»

(8) Le sous-alinéa h)(iii) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement», au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) relativement à un bien acquis, ou à une dépense faite, après le 19 avril 1983, à la fin d'une des 10 années d'imposition précédentes ou

(9) L'ajout de la définition de «résident» dans le paragraphe 213(1) de la Loi est changé et remplacé par ce qui suit :

(9) Le terme «résident» signifie, en vertu du sous-paragraph 213(1)(a), pour l'année 1988 ou pour une année d'imposition antérieure, un individu qui a un bien acquis ou à acquiescance dans un pays de l'année ou au cours des 10 années d'imposition précédentes.

(10) L'ajout de la définition de «résident» dans le paragraphe 213(1) de la Loi est changé et remplacé par ce qui suit :

(10) Le terme «résident» signifie, en vertu du sous-paragraph 213(1)(a), pour l'année 1988 ou pour une année d'imposition antérieure, un individu qui a un bien acquis ou à acquiescance dans un pays de l'année ou au cours des 10 années d'imposition précédentes.

(7) This amendment would substitute "9" for "6".

(7) Cet amendement substituerait «9» par «6».

(8) and (9) These amendments would substitute "10" for "7".

(8) et (9) Ces amendements substitueraient «10» par «7».

of the 4 taxation years immediately following the year.

(9) Paragraph (i) of the definition "investor-earned credit" in subsection 127(9) of the Act is repealed and the following substituted:

"(9) The aggregate of all amounts each of which is an amount claimed under paragraph 127(9)(a)(ii) by the taxpayer for the year or a preceding tax year in respect of property acquired or an expenditure made in the year or the 10 taxation years immediately preceding the year."

(10) Paragraph (ii) of the definition "investor-earned credit" in subsection 127(9) of the Act is repealed and the following substituted:

"(ii) acquired, in the Province of Newfoundland, Prince Edward Island, New Brunswick or the Gaspé Peninsula, after November 18, 1978 and before 1982, 1987, and 1992, and

(8) after 1982, 1987, and 1992, and

(7). — Remplacement de «6» par «9».

(7) Cet amendement substituerait «9» par «6».

(8) et (9). — Remplacement de «7» par «10».

(8) et (9) Ces amendements substitueraient «10» par «7».

- or the 3 taxation years immediately following the year,”
- (9) Paragraph (i) of the definition “investment tax credit” in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:
- “(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount claimed under subparagraph 192(2)(a)(ii) by the taxpayer for the year or a preceding taxation year in respect of property acquired, or an expenditure made, in the year or the 10 taxation years immediately preceding the year,”
- (10) Subparagraph (a)(iii) of the definition “specified percentage” in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:
- “(iii) acquired primarily for use in the Province of Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia or New Brunswick or the Gaspé Peninsula,
 (A) after November 16, 1978 and before 1989, 20%, and
 (B) after 1988, 15%,”
- (11) Subparagraph (a)(v) of the definition “specified percentage” in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:
- “(v) acquired primarily for use in a prescribed offshore region and
 (A) after February 25, 1986 and before 1989, 20%, and
 (B) after 1988, 15%,”
- (12) The definition “specified percentage” in subsection 127(9) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (d)(i) thereof and by repealing subparagraph (d)(ii) thereof and substituting the following therefor:
- “(ii) included in subparagraph (a)(ii) of the definition “certified property”, 40%, and
 (iii) in any other case, 30%,”
- des 3 années d'imposition subséquentes.»
- (9) L'alinéa i) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement», au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- «i) de l'ensemble des montants dont chacun représente un montant que le contribuable a déduit, en vertu du sous-alinéa 192(2)a)(ii), pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, relativement à un bien acquis, ou à une dépense faite, au cours de l'année ou au cours des 10 années d'imposition précédentes.»
- (10) Le sous-alinéa a)(iii) de la définition de «pourcentage déterminé», au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- «(iii) acquis principalement pour être utilisé dans les provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick ou dans la péninsule de Gaspé,
 (A) après le 16 novembre 1978 et avant 1989, 20 %, et
 (B) après 1988, 15 %,»
- (11) Le sous-alinéa a)(v) de la définition de «pourcentage déterminé», au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- «(v) acquis principalement pour être utilisé dans une zone extracôtière visée par règlement,
 (A) après le 25 février 1986 et avant 1989, 20 %, et
 (B) après 1988, 15 %,»
- (12) Le sous-alinéa d)(ii) de la définition de «pourcentage déterminé», au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- «(ii) s'ils sont visés au sous-alinéa a)(ii) de la définition de «bien certifié», 40 %, et
 (iii) dans les autres cas, 30 %,»

(10) Subparagraph (a)(iii) of the definition "specified percentage" in subsection 127(9) at present reads as follows:

"(iii) acquired after November 16, 1978 primarily for use in the Province of Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia or New Brunswick or the Gaspé Peninsula, 20%,"

(11) Subparagraph (a)(v) of the definition "specified percentage" in subsection 127(9) at present reads as follows:

"(v) acquired after February 25, 1986 primarily for use in a prescribed offshore region, 20%,"

(12) Subparagraph (d)(ii) of the definition "specified percentage" in subsection 127(9) at present reads as follows:

"(ii) in any other case, 40%,"

(10). — Texte actuel du sous-alinéa a)(iii) de la définition de «pourcentage déterminé» au paragraphe 127(9) :

«(iii) acquis après le 16 novembre 1978 pour être utilisé principalement dans les provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick ou dans la péninsule de Gaspé, 20 %»

(11). — Texte actuel du sous-alinéa a)(v) de la définition de «pourcentage déterminé» au paragraphe 127(9) :

«(v) acquis après le 25 février 1986 pour être utilisé principalement dans une zone extracôtière visée par règlement, 20 %»

(12). — Texte actuel du sous-alinéa d)(ii) de la définition de «pourcentage déterminé» au paragraphe 127(9) :

«(ii) sinon, 40 %»

(13) Paragraph (g) of the definition "specified percentage" in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(g) in respect of an approved project 5
property acquired
(i) before 1989, 60%, and
(ii) after 1988, 45%, and"

(14) Subsection 127(9) of the said Act is further amended by adding thereto, in 10 alphabetical order within the subsection, the following definition:

"annual investment tax credit limit" "crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement"
"annual investment tax credit limit" of a taxpayer for a taxation year means
(a) in the case of a corporation, the 15 aggregate of
(i) 3/4 of the corporation's tax otherwise payable under this Part for the year, and
(ii) where the corporation is a 20 Canadian-controlled private corporation throughout the year, 3% of the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the 25 year, and
(b) in any other case, the aggregate of
(i) \$24,000, and
(ii) 3/4 of the amount, if any, by 30 which the taxpayer's tax otherwise payable under this Part for the year exceeds \$24,000;"

"annual investment tax credit limit"
"crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement"

(13) L'alinéa g) de la définition de «pourcentage déterminé», au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«g) dans le cas d'un bien d'un ouvrage 5
approuvé,
(i) s'il est acquis avant 1989, 60 %, ,
(ii) s'il est acquis après 1988, 45 %,»

(14) Le paragraphe 127(9) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre 10 alphabétique, de ce qui suit :

«crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement» S'agissant du crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement d'un contribuable pour une année d'imposition, 15
a) dans le cas d'une corporation, le total :
(i) des 3/4 de l'impôt payable par ailleurs par la corporation en vertu 20 de la présente partie pour l'année, et
(ii) s'il s'agit d'une corporation qui est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est 25 canadien, de 3 % du moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année;
b) dans les autres cas, le total : 30
(i) de 24 000 \$, et
(ii) des 3/4 de l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année sur 35 24 000 \$;»

«crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement»
"annual investment tax credit limit"

(15) Subsections 127(11.2) and (13) to (16) of the said Act are repealed.

(16) Subsection 127(17) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(17) In this section, "tax otherwise payable" by a taxpayer under this Part for 40 a taxation year means the amount that would, but for subsection (5) and sections 120.1 and 120.2, be the tax payable by the taxpayer under this Part for the year."

Tax otherwise payable

(15) Les paragraphes 127(11.2) et (13) 35 à (16) de la même loi sont abrogés.

(16) Le paragraphe 127(17) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 40

«(17) Au présent article, l'impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition est le montant d'impôt payable par le contribuable en vertu de la 45 présente partie pour l'année, abstraction faite des articles 120.1 et 120.2 et du paragraphe (5).»

Impôt payable par ailleurs

(13) Paragraph (g) of the definition "specified percentage" in subsection 127(9) at present reads as follows:

"(g) in respect of an approved project property, 60%, and"

(14) New.

(15) Subsections 127(11.2) and (13) to (16) read as follows:

"(11.2) For the purposes of the definition "investment tax credit" in subsection (9), where a taxpayer has acquired an approved project property in a taxation year, in computing his investment tax credit for a subsequent taxation year the reference to "7 taxation years immediately preceding" in that definition shall be read as "10 taxation years immediately preceding" in respect of that property.

(13) There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer under this Part for a taxation year an amount not exceeding his employment tax credit at the end of the year.

(14) Where at any particular time in a taxation year a taxpayer that is a cooperative corporation within the meaning assigned by subsection 136(2) has, as required by subsection 135(3), deducted or withheld an amount from a payment made by it to any person pursuant to an allocation in proportion to patronage, the taxpayer may deduct from the amount otherwise required by that subsection to be remitted to the

(13). — Texte actuel de l'alinéa g) de la définition de «pourcentage déterminé» au paragraphe 127(9) :

«g) dans le cas d'un bien d'un ouvrage approuvé, 60 %,»

(14). — Nouveau.

(15). — Texte des paragraphes 127(11.2) et (13) à (16) :

«(11.2) Pour l'application de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe (9), lorsqu'un contribuable a acquis un bien d'un ouvrage approuvé dans une année d'imposition, la mention «7 années d'imposition précédentes» à cette définition est remplacée à l'égard du bien par la mention «10 années d'imposition précédentes» dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement pour une année d'imposition subséquente.

(13) Il peut être déduit de l'impôt qu'un contribuable doit par ailleurs payer en vertu de la présente Partie, pour une année d'imposition, un montant ne dépassant pas son crédit d'impôt à l'emploi à la fin de l'année.

(14) Lorsque, à une date donnée dans une année d'imposition, un contribuable qui est une corporation coopérative, au sens que donne à cette expression le paragraphe 136(2), a déduit ou retenu un montant, comme l'exige le paragraphe 135(3), d'un paiement effectué par lui à une personne conformément à une répartition proportionnelle à l'apport

(17) Subsections (1), (3) to (13) and (16) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years, and for the 1986 and 1987 taxation years subsection 127(5) of the said Act shall be read as follows:

“(5) There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer under this Part for a taxation year an amount equal to the lesser of the aggregate of

(a) an amount not exceeding the lesser 10 of

- (i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, before April 20, 1983, and 15
- (ii) the aggregate of
 - (A) \$15,000, and
 - (B) 1/2 the amount, if any, by which the tax otherwise payable by him under this Part for the year 20 exceeds \$15,000,

(b) an amount not exceeding the lesser of

- (i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property 25 acquired, or an expenditure made, after April 19, 1983 and before the end of the year, and
- (ii) the amount, if any, by which the tax otherwise payable by him under 30 this Part for the year exceeds the amount, if any, determined under paragraph (a), and

(c) an amount not exceeding the lesser of 35

- (i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, in a subsequent taxation year and after April 19, 1983, to the extent that the 40 investment tax credit was not deductible under this subsection in the taxation year in which the property was acquired, or the expenditure was made, as the case may be, and 45
- (ii) the amount, if any, by which the tax otherwise payable by him under this Part for the year exceeds the aggregate of the amounts, if any,

(17) Les paragraphes (1), (3) à (13) et (16) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, le paragraphe 127(5) de la même loi, édicté par le paragra- 5 phe (1), est remplacé par ce qui suit pour les 5 années d'imposition 1986 et 1987 :

«(5) Est déductible de l'impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition un montant égal au moins élevé 10 du total :

a) d'un montant ne dépassant pas le moins élevé :

- (i) de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année au titre de 15 biens acquis, ou de dépenses faites, avant le 20 avril 1983,
- (ii) du total de 15 000 \$ et de la moitié de l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs par lui en 20 vertu de la présente partie pour l'année sur 15 000 \$;

b) d'un montant ne dépassant pas le moins élevé :

- (i) de son crédit d'impôt à l'investis- 25 sement à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, après le 19 avril 1983 et avant la fin de l'année,
- (ii) de l'excédent de l'impôt payable 30 par ailleurs par lui en vertu de la présente partie pour l'année sur le montant éventuel calculé selon l'alinéa a);

c) d'un montant ne dépassant pas le 35 moins élevé :

- (i) de son crédit d'impôt à l'investis- 40 sement à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, dans une année d'imposition subsé- 40 quente et après le 19 avril 1983, dans la mesure où ce crédit n'était pas déductible en application du présent paragraphe dans l'année d'imposition au cours de laquelle le bien a été 45 acquis, ou les dépenses faites, selon le cas,
- (ii) de l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs par lui en vertu de la présente partie pour l'année sur 50

Receiver General an amount not exceeding the amount, if any, by which

(a) its employment tax credit at the end of the immediately preceding taxation year, exceeds the aggregate of

(b) the amount deducted under subsection (13) from its tax otherwise payable under this part for the immediately preceding taxation year, and

(c) the aggregate of all amounts deducted by virtue of this subsection from any amount otherwise required to be remitted by subsection 135(3) in respect of payments made by it before the particular time and in the taxation year,

and the amount, if any, so deducted from the amount otherwise required to be remitted by subsection 135(3)

(d) shall be deducted in computing the taxpayer's employment tax credit at the end of the taxation year, and

(e) shall be deemed to have been remitted by the taxpayer to the Receiver General on account of tax under this Part of the person to whom that payment was made.

(15) Where a taxpayer is a beneficiary under a trust and an amount is determined in respect of the trust under subsection (16) at the end of a taxation year of the trust, the trust may, in its return of income for that taxation year, designate such portion of that amount as may, having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust, reasonably be considered to be attributable to the taxpayer and as was not designated by the trust in respect of any other beneficiary of the trust, and that portion shall be added to the employment tax credit of the taxpayer at the end of the taxation year of the taxpayer in which the taxation year of the trust ends and shall be deducted by the trust from its employment tax credit at the end of its taxation year.

(16) For the purposes of subsections (13) to (15) and subsections 87(2) and 88(1), "employment tax credit" of a taxpayer at the end of a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of

(a) his taxpayer employment credits, determined in prescribed manner, for that taxation year and any of the five immediately preceding taxation years, and

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount required to be added in computing his employment tax credit at the end of that taxation year or at the end of any of the five immediately preceding taxation years by virtue of subsection (15)

exceeds the aggregate of

(c) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by him under subsection (13) in any of the five immediately preceding taxation years in respect of

(i) his taxpayer employment credits as so determined, and

(ii) amounts added to his employment tax credit by virtue of subsection (15), for each of those taxation years, and

(d) the aggregate of all amounts each of which is an amount required to be deducted in computing his employment tax credit at the end of that taxation year or at the end of any of the five immediately preceding taxation years by virtue of subsection (14) or (15)."

(16) Subsection 127(17) at present reads as follows:

"(17) In this section, "tax otherwise payable" by a taxpayer under this Part means the amount that would, but for section 120.1, be the tax otherwise payable by the taxpayer under this Part."

commercial, il peut déduire du montant qu'il serait par ailleurs tenu, aux termes dudit paragraphe, de remettre au receveur général, un montant ne dépassant pas la fraction, si fraction il y a,

a) de son crédit d'impôt à l'emploi à la fin de l'année d'imposition précédente

qui est en sus du total

b) du montant déduit en vertu du paragraphe (13) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie pour l'année d'imposition précédente, et

c) de l'ensemble de tous les montants dont chacun est un montant déduit conformément au présent paragraphe d'un montant dont le paragraphe 135(3) exige par ailleurs la remise à l'égard de paiements effectués par lui au cours de l'année d'imposition et avant la date donnée,

et le montant, s'il en est, ainsi déduit du montant qui devrait autrement être remis aux termes du paragraphe 135(3)

d) doit être déduit dans le calcul du crédit d'impôt à l'emploi du contribuable à la fin de l'année d'imposition, et

e) est réputé avoir été remis par le contribuable au receveur général au titre de l'impôt, en vertu de la présente Partie, de la personne à qui ce paiement a été effectuée.»

(15) Lorsqu'un contribuable est bénéficiaire d'une fiducie et qu'un montant est déterminé à l'égard de la fiducie en vertu du paragraphe (16) à la fin d'une année d'imposition de la fiducie, la fiducie peut, dans sa déclaration de revenu pour cette année d'imposition, désigner la fraction de ce montant qui peut raisonnablement être considérée, eu égard à toutes les circonstances, y compris les modalités de la fiducie, comme étant attribuable au contribuable et qui n'a pas été désignée par la fiducie à l'égard de tout autre bénéficiaire de celle-ci; cette fraction doit être ajoutée au crédit d'impôt à l'emploi du contribuable à la fin de l'année d'imposition du contribuable au cours de laquelle l'année d'imposition de la fiducie se termine et elle doit être déduite par la fiducie de son crédit d'impôt à l'emploi à la fin de son année d'imposition.

(16) Pour l'application des paragraphes (13) à (15), 87(2) et 88(1), «crédit d'impôt à l'emploi» d'un contribuable à la fin d'une année d'imposition s'entend de la fraction éventuelle du total

a) de ses crédits d'impôt à l'emploi, déterminés en la manière prescrite, pour cette année d'imposition et l'une quelconque des cinq années d'imposition précédentes, et

b) du total de tous les montants dont chacun est un montant qui doit être ajouté dans le calcul de son crédit d'impôt à l'emploi à la fin de cette année d'imposition ou à la fin de l'une quelconque des cinq années d'imposition précédentes en conformité du paragraphe (15)

qui est en sus du total

c) du total de tous les montants dont chacun est un montant qu'il a déduit en vertu du paragraphe (13) pour l'une quelconque des cinq années d'imposition précédentes à l'égard

(i) de ses crédits d'impôt à l'emploi ainsi déterminés, et

(ii) les montants ajoutés à son crédit d'impôt à l'emploi en conformité du paragraphe (15)

pour chaque de ces années d'imposition, et

d) du total de tous les montants dont chacun est un montant qui doit être déduit dans le calcul de son crédit d'impôt à l'emploi à la fin de cette année d'imposition ou à la fin de l'une quelconque des cinq années d'imposition précédentes en conformité des paragraphes (14) ou (15).»

(16). — Texte actuel du paragraphe 127(17) :

«(17) Dans le présent article, «impôt payable par ailleurs» par un contribuable en vertu de la présente Partie désigne le montant qui, sans l'article 120.1, constituerait l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente Partie.»

determined under paragraphs (a) and (b)

and, where Division E.1 is applicable to the taxpayer for the year, the amount, if any, by which his tax otherwise payable under this Part for the year exceeds his minimum amount for the year determined under section 127.51.”.

(18) Subsection (2) is applicable in respect of expenditures made after December 15, 1987 except that, where a taxpayer acquired a partnership interest before December 16, 1987, or after December 15, 1987

(a) pursuant to an obligation in writing entered into before December 16, 1987,

(b) and before June, 1988 pursuant to the terms of a prospectus, preliminary prospectus, registration statement or offering memorandum filed before December 16, 1987 with a public authority in Canada pursuant to and in accordance with the securities legislation of any province, or

(c) and before June, 1988 as part of an offering of securities where

(i) the offering was made pursuant to the terms of an offering memorandum that contained a complete or substantially complete description of the securities contemplated in the offering as well as the terms and conditions of the offering of the securities,

(ii) the offering memorandum was distributed before December 16, 1987,

(iii) solicitations in respect of the sale of the securities contemplated by the offering memorandum were made before December 16, 1987, and

(iv) the sale of the securities was substantially in accordance with the offering memorandum,

subsection (2) shall not apply in respect of the taxpayer to expenditures made by the partnership after December 15, 1987 and before 1989 pursuant to

(d) an obligation in writing entered into by the partnership before December 16, 1987,

(e) the terms of a prospectus, preliminary prospectus, registration statement or offer-

le total des montants éventuels calculés selon les alinéas a) et b),

et, si la section E.1 s'applique au contribuable pour l'année, de l'excédent éventuel de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie pour l'année sur l'impôt minimum qui lui est applicable pour l'année calculé selon l'article 127.51.»

(18) Le paragraphe (2) s'applique aux dépenses faites après le 15 décembre 1987. Toutefois, il ne s'applique pas dans le cas où un contribuable a acquis un intérêt dans une société :

a) soit avant le 16 décembre 1987;

b) soit après le 15 décembre 1987 conformément à une obligation écrite contractée avant le 16 décembre 1987;

c) soit après le 15 décembre 1987 et avant juin 1988 conformément à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une déclaration d'enregistrement ou à une notice d'offre, produits avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada selon la législation provinciale sur les valeurs mobilières applicable;

d) soit après le 15 décembre 1987 et avant juin 1988 dans le cadre d'une offre de titres si :

(i) l'offre est faite conformément à une notice d'offre où figure une description complète, ou presque, des titres envisagés par l'offre ainsi que les conditions de l'offre,

(ii) la notice d'offre a été distribuée avant le 16 décembre 1987,

(iii) des sollicitations de vente des titres envisagés par l'offre ont été faites avant le 16 décembre 1987, et

(iv) la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre,

pour ce qui est des dépenses faites par la société après le 15 décembre 1987 et avant 1989 conformément à une obligation écrite contractée par la société avant le 16 décembre 1987 ou conformément à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une déclaration d'enregistrement ou à une notice d'offre produits avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada selon la législa-

λοι οι εργαζόμενοι της εταιρείας
(c) οι εργαζόμενοι της εταιρείας που
παραβίασαν τις διατάξεις της
(d) οι εργαζόμενοι της εταιρείας που
(e) οι εργαζόμενοι της εταιρείας που
... (g) ...

... (h) ...
... (i) ...
... (j) ...
... (k) ...
... (l) ...
... (m) ...
... (n) ...
... (o) ...
... (p) ...
... (q) ...
... (r) ...
... (s) ...
... (t) ...
... (u) ...
... (v) ...
... (w) ...
... (x) ...
... (y) ...
... (z) ...

... (a) ...
... (b) ...
... (c) ...
... (d) ...
... (e) ...
... (f) ...
... (g) ...
... (h) ...
... (i) ...
... (j) ...
... (k) ...
... (l) ...
... (m) ...
... (n) ...
... (o) ...
... (p) ...
... (q) ...
... (r) ...
... (s) ...
... (t) ...
... (u) ...
... (v) ...
... (w) ...
... (x) ...
... (y) ...
... (z) ...

... (a) ...
... (b) ...
... (c) ...
... (d) ...
... (e) ...
... (f) ...
... (g) ...
... (h) ...
... (i) ...
... (j) ...
... (k) ...
... (l) ...
... (m) ...
... (n) ...
... (o) ...
... (p) ...
... (q) ...
... (r) ...
... (s) ...
... (t) ...
... (u) ...
... (v) ...
... (w) ...
... (x) ...
... (y) ...
... (z) ...

... (a) ...
... (b) ...
... (c) ...
... (d) ...
... (e) ...
... (f) ...
... (g) ...
... (h) ...
... (i) ...
... (j) ...
... (k) ...
... (l) ...
... (m) ...
... (n) ...
... (o) ...
... (p) ...
... (q) ...
... (r) ...
... (s) ...
... (t) ...
... (u) ...
... (v) ...
... (w) ...
... (x) ...
... (y) ...
... (z) ...

... (a) ...
... (b) ...
... (c) ...
... (d) ...
... (e) ...
... (f) ...
... (g) ...
... (h) ...
... (i) ...
... (j) ...
... (k) ...
... (l) ...
... (m) ...
... (n) ...
... (o) ...
... (p) ...
... (q) ...
... (r) ...
... (s) ...
... (t) ...
... (u) ...
... (v) ...
... (w) ...
... (x) ...
... (y) ...
... (z) ...

ing memorandum filed before December 16, 1987 with a public authority in Canada pursuant to and in accordance with the securities legislation of any province, or

(f) the terms of an offering memorandum described in paragraph (c) and pursuant to which securities were distributed.

(19) Subsection (14) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(a) in the case of any such taxation year commencing before 1988, the annual investment tax credit limit of a taxpayer shall be the aggregate of

(i) that proportion of the amount of the taxpayer's tax otherwise payable, as defined in subsection 127(17) of the said Act, as enacted by subsection (16), for the year that the number of days in the year that are before 1988 is of the number of days in the year, and

(ii) that proportion of the amount that would be the taxpayer's annual investment tax credit limit for the year pursuant to the definition "annual investment tax credit limit" in subsection 127(9) of the said Act, as enacted by subsection (14), if that subsection were applicable for the year, that the number of days in the year that are after 1987 is of the number of days in the year; and

(b) in the case of any such taxation year commencing before July, 1988, subparagraph (a)(ii) of the definition "annual investment tax credit limit" in subsection 127(9) of the said Act, as enacted by subsection (14), shall be read as follows:

"(ii) where the corporation is a Canadian-controlled private corporation throughout the year, 1/4 of the amount, if any, by which

(A) the aggregate of

(I) that proportion of 15% of the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year that the number of

tion provinciale sur les valeurs mobilières applicable ou encore conformément à la notice d'offre visée à l'alinéa d) conformément à laquelle les titres ont été placés.

5

(19) Le paragraphe (14) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

Toutefois :

a) pour l'année d'imposition qui commence avant 1988, le crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement du contribuable est le total des montants suivants :

(i) le produit de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable pour l'année, au sens du paragraphe 127(17) de la même loi, édicté par le paragraphe (16), par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) le produit du montant qui serait le crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement du contribuable pour l'année, au sens de la définition de «crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement», au paragraphe 127(9) de la même loi, édictée par le paragraphe (14), si ce paragraphe s'appliquait à cette année, par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et le nombre total de jours de l'année;

b) pour l'année d'imposition qui commence avant juillet 1988, le sous-alinéa a)(ii) de la définition de «crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement», au paragraphe 127(9) de la même loi, édictée par le paragraphe (14), est remplacé par ce qui suit :

«(ii) s'il s'agit d'une corporation qui est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, du quart de l'excédent éventuel

(A) du total :

(I) du produit de 15 % du moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour

days in the year that are before July, 1987 is of the number of days in the year,

(II) that proportion of 14% of the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are after June, 1987 and before July, 1988 is of the number of days in the year, and

(III) that proportion of 12% of the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are after June, 1988 is of the number of days in the year

exceeds the aggregate of

(B) in the case of any such taxation year ending before July, 1988, the amount, if any, determined under paragraph 125.1(1)(b) of the said Act in respect of the corporation for the year,

(C) in the case of any such taxation year commencing before July, 1988 and ending after June, 1988, the amount, if any, determined under paragraph 125.1(1)(f), as set out in subsection 104(3) of *An Act to amend the Income Tax Act, the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977 and Certain Related Acts*, enacted in 1988, in respect of the corporation for the year, and

(D) the amount, if any, determined in respect of the corporation for the taxation year under subsection 46(3) of *An Act to amend the Income Tax Act and a related Act*, being chapter 55 of the Statutes of Canada, 1986, as enacted by section 202 of *An Act to amend the Income Tax Act, the Canada Pen-*

l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1987 et le nombre total de jours de l'année,

(II) du produit de 14 % du moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1987 et antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(III) du produit de 12 % du moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et le nombre total de jours de l'année,

sur le total :

(B) pour l'année d'imposition qui se termine avant juillet 1988, du produit éventuel déterminé à l'alinéa 125.1(1)b) de la même loi en ce qui concerne la corporation pour l'année,

(C) pour l'année d'imposition qui commence avant juillet 1988 et se termine après juin 1988, du produit éventuel déterminé à l'alinéa 125.1(1)f), énoncé au paragraphe 104(3) de la *Loi visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et certaines lois connexes*, édictée en 1988, en ce qui concerne la corporation pour l'année,

(D) du produit éventuel déterminé en ce qui concerne la corporation pour l'année selon le paragraphe 46(3) de la *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et une loi connexe*, chapitre 55 des Statuts du

sion Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977 and Certain Related Acts, enacted in 1988, and”

(20) Subsection (15) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

108. (1) All that portion of subsection 127.1(1) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“a prescribed form containing prescribed information, he shall be deemed to have paid, on the day on which the return referred to in paragraph (a) or the form referred to in paragraph (b), as the case may be, is filed, an amount, on account of his tax under this Part for the year, equal to the lesser of

(c) his refundable investment tax credit for the year, and

(d) the amount designated by the taxpayer in the prescribed form.”

(2) Clauses (a)(iv)(A), (B) and (C) of the definition “refundable investment tax credit” in subsection 127.1(2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(A) in respect of property acquired, or an expenditure made (other than a qualified Canadian exploration expenditure or an expenditure in respect of which an amount is included under subparagraph (vi) or (b)(ii) in computing his refundable investment tax credit for the year), by him in the year and after April 19, 1983,

(B) pursuant to paragraph (b) of the definition “investment tax credit” in subsection 127(9) in respect of a property acquired, or an expen-

Canada de 1986, édicté par l'article 202 de la Loi visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé et certaines lois connexes, édictée en 1988;»

(20) Le paragraphe (15) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes.

108. (1) Le passage du paragraphe 127.1(1) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, il est réputé avoir payé, le jour où la déclaration visée à l'alinéa a) ou la formule visée à l'alinéa b), selon le cas, est produite, une somme, au titre de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année, égale au moins élevé de son crédit d'impôt à l'investissement remboursable pour l'année ou du montant indiqué par le contribuable sur le formulaire prescrit.»

(2) Les divisions a)(iv)(A), (B) et (C) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement remboursable», au paragraphe 127.1(2) de la même loi, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«(A) au titre d'un bien qu'il acquiert, ou d'une dépense qu'il fait (à l'exclusion de la dépense admissible d'exploration au Canada et d'une dépense à l'égard de laquelle un montant est inclus en vertu du sous-alinéa (vi) ou b)(ii) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement remboursable du contribuable pour l'année), dans l'année et après le 19 avril 1983,

(B) conformément à l'alinéa b) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe

Clause 108: (1) The relevant portion of subsection 127.1(1) at present reads as follows:

“a prescribed form containing prescribed information, he shall be deemed to have paid, on the day on which the return referred to in paragraph (a) or the form referred to in paragraph (b), as the case may be, is filed, an amount, on account of his tax under this Part for the year, equal to his refundable investment tax credit for the year.”

(2) Clauses (a)(iv)(A), (B) and (C) of the definition “refundable investment tax credit” in subsection 127.1(2) at present read as follows:

(A) in respect of property acquired, or an expenditure made (other than a qualified Canadian exploration expenditure or an expenditure in respect of which an amount is included under subparagraph (vi) or (b)(ii) in computing his refundable investment tax credit for the year, by him in the year and after April 19, 1983 and before 1989,

(B) pursuant to paragraph (b) of the definition “investment tax credit” in subsection 127(9) in respect of a property acquired, or an expenditure made (other than a qualified Canadian exploration expenditure or an expenditure in respect of which an amount is included under subparagraph (vi) or (b)(ii) in computing his refundable investment tax credit for the year), by him in the year and after April 19, 1983 and before 1989, or

(C) where the taxation year commences before 1989,

(I) in respect of his qualified Canadian exploration expenditure for the year, or

(II) pursuant to paragraph (b) of the definition “investment tax credit” in subsection 127(9) in respect of a qualified Canadian exploration expenditure for the year,

other than an amount included under subparagraph (b)(iii)”

Article 108, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 127.1(1) :

«une formule prescrite contenant des renseignements prescrits, il est réputé avoir payé, le jour où la déclaration visée à l'alinéa a) ou la formule visée à l'alinéa b), selon le cas, est produite, une somme, au titre de son impôt prévu par la présente Partie pour l'année, égale à son crédit d'impôt à l'investissement remboursable pour l'année.»

(2). — Texte actuel des divisions a)(iv)(A), (B) et (C) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement remboursable» au paragraphe 127.1(2) :

(A) au titre d'un bien qu'il acquiert, ou d'une dépense qu'il fait (à l'exclusion de la dépense admissible d'exploration au Canada et d'une dépense à l'égard de laquelle un montant est inclus en vertu du sous-alinéa (vi) ou b)(ii) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement remboursable du contribuable pour l'année), dans l'année, après le 19 avril 1983 et avant 1989,

(B) au titre d'un bien qu'il acquiert, ou d'une dépense qu'il fait (à l'exclusion de la dépense admissible d'exploration au Canada et d'une dépense à l'égard de laquelle un montant est inclus en vertu du sous-alinéa (vi) ou b)(ii) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement remboursable du contribuable pour l'année), dans l'année après le 19 avril 1983 et avant 1989, conformément à l'alinéa b) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe 127(9), ou

(C) lorsque l'année d'imposition commence avant 1989 et à l'exclusion des montants inclus en vertu du sous-alinéa b)(iii)

(I) au titre de la dépense admissible d'exploration au Canada que le contribuable a faite pour l'année, ou

(II) au titre de la dépense admissible d'exploration au Canada faite pour l'année, conformément à l'alinéa b) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe 127(9),»

diture made (other than a qualified Canadian exploration expenditure or an expenditure in respect of which an amount is included under subparagraph (vi) or (b)(ii) in computing his refundable investment tax credit for the year), after April 19, 1983, or

(C) in respect of his qualified Canadian exploration expenditure for the year, or pursuant to paragraph (b) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) in respect of a qualified Canadian exploration expenditure for the year, other than an amount included under subparagraph (b)(iii)"

(3) Subparagraph (b)(i) of the definition "refundable investment tax credit" in subsection 127.1(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) 20% of the amount, if any, calculated for the year in respect of that other taxpayer, by which the aggregate determined under subparagraph (a)(iv) in respect of property acquired or an expenditure made before 1988, exceeds the aggregate determined under subparagraph (a)(v) in respect of property acquired or an expenditure made before 1988,"

(4) Subclauses (b)(ii)(A)(I) and (II) of the definition "refundable investment tax credit" in subsection 127.1(2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(I) in respect of an approved project property acquired by him in the year and before 1988, or (II) pursuant to paragraph (b) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) in respect of an approved project property acquired before 1988"

127(9), au titre d'un bien acquis ou d'une dépense faite (à l'exclusion de la dépense admissible d'exploration au Canada et d'une dépense à l'égard de laquelle un montant est inclus en vertu du sous-alinéa (vi) ou b)(ii) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement remboursable du contribuable pour l'année), après le 19 avril 1983, ou

(C) au titre de la dépense admissible d'exploration au Canada que le contribuable a faite pour l'année, ou, conformément à l'alinéa b) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe 127(9), au titre de la dépense admissible d'exploration au Canada faite pour l'année, à l'exclusion d'un montant inclus en vertu du sous-alinéa b)(iii),»

(3) Le sous-alinéa b)(i) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement remboursable», au paragraphe 127.1(2) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) 20 % de l'excédent éventuel, calculé pour l'année à son égard, du total calculé selon le sous-alinéa a)(iv) au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, avant 1988, sur le total calculé selon le sous-alinéa a)(v) au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, avant 1988,»

(4) Les subdivisions b)(ii)(A)(I) et (II) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement remboursable», au paragraphe 127.1(2) de la même loi, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«(I) au titre d'un bien d'un ouvrage approuvé qu'il acquiert dans l'année et avant 1988, ou (II) conformément à l'alinéa b) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe 127(9), au titre d'un bien d'un ouvrage approuvé acquis avant 1988,»

(2) La phrase « en vertu de la présente partie pour l'année ou la fraction d'année pendant laquelle le paiement est dû » est ajoutée au paragraphe 127.21(1).

(3) Les mots « 1988 » sont ajoutés au paragraphe 127.21(1) de la Loi.

(4) Le paragraphe 127.21(1) est amendé par l'ajout des mots « 1988 » à la fin.

(5) Le paragraphe 127.21(1) est amendé par l'ajout des mots « 1988 » à la fin.

(3) This amendment would add the underlined words.

(4) and (5) These amendments would substitute "1988" for "1989".

(2) The words "in virtue of this part for the year or fraction of the year during which the payment is due" are added to paragraph 127.21(1).

(3) The words "1988" are added to paragraph 127.21(1) of the Act.

(4) Paragraph 127.21(1) is amended by adding the words "1988" at the end.

(5) Paragraph 127.21(1) is amended by adding the words "1988" at the end.

(3). — Adjonction des mots soulignés et du passage marqué d'un trait vertical.

(4) et (5). — Remplacement de «1989» par «1988».

(5) All that portion of subparagraph (b)(iii) of the definition "refundable investment tax credit" in subsection 127.1(2) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(iii) where the taxation year commences before 1988, 40% of the amount, if any, by which"

(6) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(7) Subsection (2) is applicable after May 23, 1985 except that, in its application before December, 1985, subparagraph (a)(iv) of the definition "refundable investment tax credit" in subsection 127.1(2) of the said Act, as amended by subsection (2), shall be read without reference to the words "a qualified Canadian exploration expenditure or" in clauses (A) and (B) thereof and without reference to clause (C) thereof.

(8) Subsections (3) to (5) are applicable after June 17, 1987.

109. (1) Subparagraph 127.2(6)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(ii) his tax otherwise payable under this Part for the year, the amount deemed by subsection (2) to have been paid on account of his tax payable under this Part for the year or, where Division E.1 is applicable to the taxpayer for the year, the amount, if any, by which his tax otherwise payable under this Part for the year exceeds his minimum amount for the year determined under section 127.51, as the case may be, and"

(2) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years.

110. (1) Subparagraph 127.3(2)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(ii) his tax otherwise payable under this Part for the year or, where Divi-

(5) Le passage du sous-alinéa b)(iii) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement remboursable», au paragraphe 127.1(2) de la même loi, qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) lorsque l'année d'imposition commence avant 1988, 40 % de l'excédent éventuel»

(6) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

(7) Le paragraphe (2) s'applique après le 23 mai 1985. Toutefois, pour l'application avant décembre 1985 du sous-alinéa a)(iv) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement remboursable», au paragraphe 127.1(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), il n'est pas tenu compte de la division a)(iv)(C) de cette définition ni du passage «de la dépense admissible d'exploration au Canada et» aux divisions a)(iv)(A) et (B) de cette définition.

(8) Les paragraphes (3) à (5) s'appliquent après le 17 juin 1987.

109. (1) Le sous-alinéa 127.2(6)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie pour l'année ou du montant réputé par le paragraphe (2) avoir été payé au titre de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année ou encore, si la section E.1 s'applique au contribuable pour l'année, de l'excédent éventuel de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie pour l'année sur l'impôt minimum pour l'année qui lui est applicable calculé selon l'article 127.51, selon le cas, et»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes.

110. (1) Le sous-alinéa 127.3(2)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie pour

l'année ou la section 117.21, selon
le cas, en

(1) Le paragraphe (1) s'applique aux
années d'imposition 1988 et suivantes.

Le paragraphe (1) s'applique aux
années d'imposition 1988 et suivantes.

Clause 109: (1) This amendment would add the side-lined words.

(1) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente
Partie pour l'année ou du montant réputé avoir été payé, en
application du paragraphe (2), au titre de son impôt payable en
vertu de la présente Partie pour l'année, selon le cas, et»

(1) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente
Partie pour l'année ou du montant réputé avoir été payé, en
application du paragraphe (2), au titre de son impôt payable en
vertu de la présente Partie pour l'année, selon le cas, et»

Clause 110: (1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

(1) Le paragraphe (1) s'applique aux
années d'imposition 1988 et suivantes.

l'année ou la section 117.21, selon
le cas, en

(1) Subsection (1) is applicable to the
1988 and subsequent taxation years.

Le paragraphe (1) s'applique aux
années d'imposition 1988 et suivantes.

Article 109, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 127.2(6)(b)(ii) :

«(ii) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente
Partie pour l'année ou du montant réputé avoir été payé, en
application du paragraphe (2), au titre de son impôt payable en
vertu de la présente Partie pour l'année, selon le cas, et»

(ii) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente
Partie pour l'année ou du montant réputé avoir été payé, en
application du paragraphe (2), au titre de son impôt payable en
vertu de la présente Partie pour l'année, selon le cas, et»

(ii) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente
Partie pour l'année ou du montant réputé avoir été payé, en
application du paragraphe (2), au titre de son impôt payable en
vertu de la présente Partie pour l'année, selon le cas, et»

Article 110, (1). — Adjonction du passage souligné et
marqué d'un trait vertical.

(1) Subsection (1) is applicable to the
1988 and subsequent taxation years.

sion E.1 is applicable to the taxpayer for the year, the amount, if any, by which his tax otherwise payable under this Part for the year exceeds his minimum amount for the year determined under section 127.51, as the case may be, and”

l'année ou, si la section E.1 s'applique au contribuable pour l'année, de l'excédent éventuel de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie pour l'année sur l'impôt minimum pour l'année qui lui est applicable calculé selon l'article 127.51, selon le cas, et»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes.

111. (1) Subsections 127.4(3) and (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

111. (1) Les paragraphes 127.4(3) et (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Computation of tax credit

“(3) The labour-sponsored funds tax credit of an individual for a taxation year is the aggregate of all amounts in respect of an approved share acquired by him in the year or within 60 days after the end of the year (to the extent it was not deducted in computing his tax payable under this Part for the immediately preceding taxation year), each of which is

Calcul du crédit

«(3) Le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs d'un particulier pour une année d'imposition correspond au total des montants relatifs à une action approuvée que le particulier acquiert au cours de l'année ou des 60 jours suivant la fin de l'année (dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition précédente), dont chacun représente

(a) where a tax credit is provided under the law of a province in respect of the acquisition of the share by the individual, the amount, if any, by which

a) dans le cas d'un crédit d'impôt prévu par la législation d'une province relativement à l'acquisition de l'action par le particulier, l'excédent éventuel

(i) 40% of the net cost to him of the share

(i) du montant correspondant à 40 % du coût net de l'action pour le particulier,

exceeds

(ii) the amount of the tax credit so provided, and

(ii) sur le crédit d'impôt ainsi prévu;

(b) in any other case, 20% of the net cost to him of the share.

b) dans les autres cas, le montant correspondant à 20 % du coût net de l'action pour le particulier.

Idem

(4) Notwithstanding subsection (3), where paragraph (3)(a) is applicable in computing an individual's labour-sponsored fund tax credit for a taxation year in respect of an approved share acquired by him and the amount of the tax credit referred to in that paragraph is less than 20% of the consideration for which the share was issued, the amount determined under that paragraph for the year in respect of the share shall be deemed to be nil.”

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le montant relatif à l'action, calculé selon l'alinéa (3)a) pour une année d'imposition, est réputé nul lorsque cet alinéa s'applique dans le calcul du crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs d'un particulier pour l'année relativement à une action approuvée qu'il acquiert et lorsque le crédit d'impôt visé à cet alinéa représente moins de 20 % du montant reçu en contrepartie de l'émission de l'action.»

Montant réputé nul

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

Clause 111: (1) Subsections 127.4(3) and (4) at present read as follows:

“(3) The labour-sponsored funds tax credit of an individual for a taxation year is the aggregate of all amounts in respect of an approved share acquired by him in the year or within 60 days after the end of the year (to the extent that it was not included in computing his tax payable for a previous taxation year) each of which is the amount, if any, by which

- (a) 40% of the net cost to him of the share exceeds
- (b) any tax credit provided under the law of a province in respect of the acquisition of the share by the individual.

(4) Notwithstanding subsection (3), where the tax credit referred to in paragraph (3)(b) is less than 20% of the consideration for which the share was issued, the amount determined under that subsection in respect of the share shall be deemed to be nil.”

Article 111, (1). — Texte actuel des paragraphes 127.4(3) et (4) :

«(3) Le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs d'un particulier pour une année d'imposition correspond au total des montants relatifs à une action approuvée que le particulier acquiert dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année (dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul de son impôt payable pour une année d'imposition antérieure), dont chacun représente l'excédent éventuel

- a) du montant correspondant à 40 % du coût net de l'action pour le particulier
- sur
- b) tout crédit d'impôt prévu par la législation d'une province relativement à l'acquisition de l'action par le particulier.

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le montant relatif à l'action, calculé selon ce paragraphe, est réputé nul lorsque le crédit d'impôt visé à l'alinéa (3)b) représente moins de 20 % du montant reçu en contrepartie de l'émission de l'action.»

112. (1) Section 127.51 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

112. (1) L'article 127.51 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Minimum amount determined

"**127.51** An individual's minimum amount for a taxation year is the amount determined by the formula

$$A(B - C) - D$$

where

- A is the appropriate percentage for the year;
 B is his adjusted taxable income for the year determined under section 127.52;
 C is his basic exemption for the year determined under section 127.53; and
 D is his basic minimum tax credit for the year determined under section 127.531."

«**127.51** L'impôt minimum applicable à un particulier pour une année d'imposition est le montant calculé selon la formule suivante :

$$A(B - C) - D$$

où

- A représente le taux de base pour l'année;
 B le revenu imposable modifié du particulier pour l'année, calculé selon l'article 127.52;
 C son exemption de base pour l'année, calculée selon l'article 127.53;
 D son crédit d'impôt minimum de base pour l'année, calculé selon l'article 127.531.»

Taux de l'impôt minimum

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

113. (1) Paragraph 127.52(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

113. (1) L'alinéa 127.52(1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(d) except in respect of dispositions of property occurring before 1986 or to which section 79 applies, sections 38 and 41 were read without the references to the fraction set out therein;"

«d) sauf pour les dispositions de biens effectuées avant 1986 ou auxquelles l'article 79 s'applique, toute référence à une fraction est supprimée aux articles 38 et 41;»

(2) All that portion of subparagraph 127.52(1)(g)(ii) of the said Act preceding subclause (B)(I) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du sous-alinéa 127.52(1)g)(ii) de la même loi qui précède la subdivision (B)(I) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(ii) the aggregate of all amounts each of which is 1/3 of (A) an amount designated by the trust under subsection 104(21) for the year, or (B) that portion of a net taxable capital gain of the trust that may reasonably be considered to"

«(ii) du total des montants dont chacun représente le tiers (A) d'un montant attribué par la fiducie en application du paragraphe 104(21) pour l'année, ou (B) de la partie d'un gain en capital imposable net de la fiducie qu'il est raisonnable de considérer»

(3) Paragraph 127.52(1)(h) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 127.52(1)h) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(h) the only amounts deductible under sections 110 to 110.7 in computing his

«h) les seuls montants déductibles selon les articles 110 à 110.7 dans le calcul,

Clause 112: (1) Section 127.51 at present reads as follows:

"127.51. An individual's minimum amount for a taxation year is 17% of the amount, if any, by which his adjusted taxable income for the year determined under section 127.52 exceeds his basic exemption for the year as determined under section 127.53."

Article 112, (1). — Texte actuel de l'article 127.51 :

«127.51. L'impôt minimum applicable à un particulier pour une année d'imposition est établi au taux de 17% sur l'excédent éventuel du revenu imposable modifié du particulier pour l'année, calculé selon l'article 127.52, sur son exemption de base pour l'année, calculée selon l'article 127.53.»

Clause 113: (1) Paragraph 127.52(1)(d) at present reads as follows:

"(d) sections 38 and 41 were read without the references therein to "1/2 of", in respect of dispositions of property occurring after 1985;"

Article 113, (1). — Texte actuel de l'alinéa 127.52(1)d) :

«d) toute référence à une moitié est supprimée aux articles 38 et 41 pour les dispositions de biens ayant lieu après 1985;»

(2) This amendment would add the underlined words.

(2). — Adjonction des mots soulignés.

(3) Paragraph 127.52(1)(h) at present reads as follows:

"(h) the only amounts deductible under sections 109 to 110.6 in computing his taxable income for the year or his taxable income earned in Canada for the year, as the case may be, were the amounts deducted under any of subsection 109(1), paragraphs 110(1)(a) to (c), (e), (f), (g) and (i) and subsections 110(2), 110.4(1) and 110.6(2), (3) and (12) computed without reference to this section;"

(3). — Texte actuel de l'alinéa 127.52(1)h) :

«h) les seuls montants déductibles selon les articles 109 à 110.6 dans le calcul, pour l'année, du revenu imposable ou du revenu imposable gagné au Canada, selon le cas, du particulier sont les montants déduits selon le paragraphe 109(1), les alinéas 110(1)a) à c), e), f), g) et i) et les paragraphes 110(2), 110.4(1) et 110.6(2), (3) et (12), calculés sans tenir compte du présent article;»

taxable income for the year or his taxable income earned in Canada for the year, as the case may be, were the amounts deducted under any of paragraphs 110(1)(f) and (i) and subsections 110(2), 110.4(1), 110.6(2), (2.1), (3) and (12) and 110.7(1) computed without reference to this section;”

pour l'année, du revenu imposable ou du revenu imposable gagné au Canada, selon le cas, du particulier sont les montants déduits selon les alinéas 110(1)f) et i) et les paragraphes 110(2), 110.4(1), 110.6(2), (2.1), (3) et (12) et 110.7(1), calculés sans tenir compte du présent article;»

(4) The definition “film property” in subsection 127.52(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) La définition de «production cinématographique», au paragraphe 127.52 (3) de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“film property”
«production
cinématogra-
phique»

““film property” means a property described in paragraph (n) of Class 12, or paragraph (w) of Class 10, of Schedule II to the *Income Tax Regulations*;”

««production cinématographique» s’entend d’un bien visé à l’alinéa n) de la catégorie 12 ou à l’alinéa w) de la catégorie 10 de l’annexe II du même règlement.»

«production
cinématogra-
phique»
“film property”

(5) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years.

(5) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1986 et suivantes.

(6) Subsection (2) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in its application to taxation years ending before 1990 the reference to “1/3” in subparagraph 127.52(1)(g)(ii) of the said Act, as amended by subsection (2), shall be read as a reference to “1/2”.

(6) Le paragraphe (2) s’applique aux années d’imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l’application du sous-alinéa 127.52(1)g)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), aux années d’imposition qui se terminent avant 1990, la mention «le tiers» est remplacée par la mention «la moitié».

(7) Subsection (3) is applicable to the 1987 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1987 taxation year, paragraph 127.52(1)(h) of the said Act, as enacted by subsection (3), shall be read as follows:

(7) Le paragraphe (3) s’applique aux années d’imposition 1987 et suivantes. Toutefois, pour son application à l’année d’imposition 1987, l’alinéa 127.52(1)h) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est remplacé par ce qui suit :

“(h) the only amounts deductible under sections 109 to 110.7 in computing his taxable income for the year or his taxable income earned in Canada for the year, as the case may be, were the amounts deducted under any of subsection 109(1), paragraphs 110(1)(a) to (c), (e), (f), (g) and (i) and subsections 110(2), 110.4(1), 110.6(2), (3) and (12) and 110.7(1) computed without reference to this section;”

«h) les seuls montants déductibles selon les articles 109 à 110.7 dans le calcul, pour l’année, du revenu imposable ou du revenu imposable gagné au Canada, selon le cas, du particulier sont les montants déduits selon le paragraphe 109(1), les alinéas 110(1)a) à c), e), f), g) et i) et les paragraphes 110(2), 110.4(1), 110.6(2), (3) et (12) et 110.7(1), calculés sans tenir compte du présent article;»

(8) Subsection (4) is applicable with respect to property acquired after 1987.

(8) Le paragraphe (4) s’applique aux biens acquis après 1987.

114. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 127.53 thereof, the following section:

114. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l’article 127.53, de ce qui suit :

Basic minimum
tax credit
determined

“**127.531** An individual’s basic minimum tax credit for a taxation year is the aggregate of amounts that may be deducted in computing his tax payable for the year under this Part under any of subsections 118(1) and (2), sections 118.1 and 118.2, subsection 118.3(1) and sections 118.5 to 118.7.”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

115. (1) Section 127.55 of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by repealing paragraph (c) thereof and substituting the following therefor:

“(c) an individual for the taxation year in which the individual dies; or

(d) an individual for the 1986 taxation year if the individual dies in 1987.”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years.

116. (1) Paragraph 128(2)(e) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (i) thereof, by adding the word “and” at the end of subparagraph (ii) thereof and by adding thereto, immediately after subparagraph (ii) thereof, the following subparagraph:

“(iii) in computing the tax payable under this Part by the individual, he was not entitled to deduct any amount under any of sections 118 to 118.3, 118.5, 118.6, 118.8 and 118.9,”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

117. (1) Subparagraph 129(1)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) 1/4 of all taxable dividends paid by it in the year on shares of its capital stock, and”

(2) Section 129 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately

«**127.531** Le crédit d’impôt minimum de base d’un particulier pour une année d’imposition est le total des montants déductibles, en application des paragraphes 118(1) et (2), des articles 118.1 et 118.2, du paragraphe 118.3(1) et des articles 118.5 à 118.7, dans le calcul de son impôt payable pour l’année en vertu de la présente partie.»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux 10 années d’imposition 1988 et suivantes.

115. (1) L’alinéa 127.55c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) ni à l’année d’imposition au cours de laquelle un particulier est décédé;»

d) ni à l’année d’imposition 1986 d’un particulier qui est décédé en 1987.»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1986 et suivantes.

116. (1) L’alinéa 128(2)e) de la même loi 20 est modifié par suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (i), par adjonction de ce mot à la fin du sous-alinéa (ii) et par adjonction de ce qui suit :

«(iii) comme si, dans le calcul de l’impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie, celui-ci n’avait pas le droit de déduire un montant en application des articles 118 à 118.3, 118.5, 118.6, 118.8 et 118.9,»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux 35 années d’imposition 1988 et suivantes.

117. (1) Le sous-alinéa 129(1)a)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) le quart du total des dividendes imposables versés par la corporation dans l’année sur des actions de son capital-actions,»

(2) L’article 129 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

Crédit d’impôt
minimum de
base

Clause 115: (1) Paragraph 127.55(c) at present reads as follows:
“(c) a return of income for the 1986 taxation year of an individual who dies in 1986.”

Clause 116: (1) New.

Clause 117: (1) This amendment would substitute “1/4” for “1/3”.

(2) New.

after subsection (1) thereof, the following

“(12) Where a dividend is paid on a share of the capital stock of a corporation and the share (or another share for which the share was substituted) was acquired by the holder thereof in a transaction or as part of a series of transactions one of the main purposes of which was to enable the corporation to obtain a dividend refund, the dividend shall, for the purpose of sub-

Article 115, (1). — Texte actuel de l'alinéa 127.55c :

«c) ni à une déclaration de revenu pour l'année d'imposition 1986 d'un particulier qui décède en 1986.»

Article 116, (1). — Nouveau.

Article 117, (1). — Remplacement de «le tiers» par «le quart».

(2). — Nouveau.

after subsection (1.1) thereof, the following subsection:

Dividends deemed not to be taxable dividends

“(1.2) Where a dividend is paid on a share of the capital stock of a corporation and the share (or another share for which the share was substituted) was acquired by the holder thereof in a transaction or as part of a series of transactions one of the main purposes of which was to enable the corporation to obtain a dividend refund, the dividend shall, for the purpose of subsection (1), be deemed not to be a taxable dividend.”

(3) All that portion of paragraph 129(3)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount in respect of a taxation year commencing after it last became a private corporation and ending not later than the end of the particular taxation year and, where the taxation year commences after November 12, 1981, throughout which the corporation was a Canadian-controlled private corporation, equal to, in respect of taxation years ending before 1978, the least of, in respect of taxation years ending after 1977 and commencing before 1987, 2/3 of the least of, in respect of taxation years commencing after 1986 and before 1988, the least of, and in respect of taxation years commencing after 1987, 4/5 of the least of”

(4) Clause 129(3)(a)(ii)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(B) the amount, if any, by which 30% of the corporation's foreign investment income for the year exceeds the aggregate of amounts deducted under subsection 126(1) from the tax for the year otherwise payable by it under this Part,”

“(1.2) Pour l'application du paragraphe (1), le dividende versé sur une action du capital-actions d'une corporation est réputé ne pas être un dividende imposable si l'actionnaire a acquis l'action — ou une action qui lui est substituée — par une opération, ou dans le cadre d'une série d'opérations, dont un des principaux objets consistait à permettre à la corporation d'obtenir un remboursement de dividende.»

(3) Le passage de l'alinéa 129(3)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) le total des sommes dont chacune représente, pour une année d'imposition commençant après que la corporation est devenue en dernier une corporation privée et se terminant au plus tard à la fin de l'année donnée et, lorsque l'année d'imposition commence après le 12 novembre 1981, tout au long de laquelle la corporation était une corporation privée dont le contrôle est canadien, une somme égale au moins élevé des montants suivants pour les années d'imposition se terminant avant 1978, aux deux tiers du moins élevé des montants suivants pour les années d'imposition se terminant après 1977 et commençant avant 1987, au moins élevé des montants suivants pour les années d'imposition commençant après 1986 et avant 1988 et aux 4/5 du moins élevé des montants suivants pour les années d'imposition commençant après 1987 :»

(4) La division 129(3)a)(ii)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(B) de l'excédent éventuel de 30 % du revenu de placements à l'étranger de la corporation pour l'année sur le total des sommes déduites, en application du paragraphe 126(1), de l'impôt payable par ailleurs par la corporation pour l'année en vertu de la présente partie,”

Dividendes réputés non imposables

(3) The relevant portion of paragraph 129(3)(a) at present reads as follows:

“(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount in respect of a taxation year commencing after it last became a private corporation and ending not later than the end of the particular taxation year and, where the taxation year commences after November 12, 1981, throughout which the corporation was a Canadian-controlled private corporation, equal to, in respect of taxation years ending before 1978 or commencing after 1986, the least of, and in respect of taxation years ending after 1977 and commencing before 1987, 2/3 of the least of”

(4) This amendment would substitute “30%” for “40%”.

(3). — Texte actuel du passage visé de l’alinéa 129(3)a :

«a) le total des sommes dont chacune est une somme — à l’égard d’une année d’imposition commençant après la date à laquelle la corporation est devenue en dernier une corporation privée et se terminant au plus tard à la fin de l’année d’imposition donnée et, lorsque l’année d’imposition commence après le 12 novembre 1981, tout au long de laquelle la corporation était une corporation privée dont le contrôle est canadien, — égale au moins élevé des montants suivants pour les années d’imposition se terminant avant 1978 ou commençant après 1986, ou aux deux tiers du moins élevé des montants suivants pour les années d’imposition se terminant après 1977 et commençant avant 1987 :»

(4). — Texte actuel de la division 129(3)a(ii)(B) :

«(B) de la fraction, si fraction il y a, d’un montant égal à 40 % du revenu de placements à l’étranger de la corporation pour l’année, qui est en sus du total des sommes déduites, en vertu du paragraphe 126(1), de l’impôt payable par ailleurs pour l’année par la corporation, en vertu de la présente Partie.»

(5) Subparagraph 129(3)(a)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) 25% of the amount, if any, by which the corporation’s taxable income for the year exceeds the aggregate of

(A) the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year,

(B) $\frac{10}{3}$ of the aggregate of amounts deducted under subsection 126(1) from its tax for the year otherwise payable under this Part, and

(C) $\frac{10}{4}$ of the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) from its tax for the year otherwise payable under this Part, and”

(6) Subparagraph 129(3)(a)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) $\frac{5}{4}$ of the amount of the corporation’s tax for the year payable under this Part determined without reference to section 123.2,”

(7) Subsection 129(3) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(e) the amount, if any, of the corporation’s reduction at December 31, 1987 of refundable dividend tax on hand.”

(8) Section 129 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3.4) thereof, the following subsection:

“(3.5) In subsection (3), “reduction at December 31, 1987 of refundable dividend tax on hand” of a corporation means the amount that is $\frac{1}{4}$ of the amount, if any, by which

“Reduction at December 31, 1987 of refundable dividend tax on hand” defined

(5) Le sous-alinéa 129(3)a(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) 25 % de l’excédent éventuel du revenu imposable de la corporation pour l’année sur le total

(A) du moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l’année,

(B) de $\frac{10}{3}$ du total des sommes déduites, en application du paragraphe 126(1), de l’impôt payable par ailleurs par la corporation pour l’année en vertu de la présente partie, et

(C) de $\frac{10}{4}$ du total des sommes déduites, en application du paragraphe 126(2), de l’impôt payable par ailleurs par la corporation pour l’année en vertu de la présente partie.»

(6) Le sous-alinéa 129(3)a(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) $\frac{5}{4}$ du montant de l’impôt payable par la corporation pour l’année en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte de l’article 123.2.»

(7) Le paragraphe 129(3) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l’alinéa c) et par adjonction de ce qui suit :

«e) l’excédent éventuel de la réduction au 31 décembre 1987 de l’impôt en main remboursable au titre de dividendes de la corporation.»

(8) L’article 129 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3.4), de ce qui suit :

«(3.5) Au paragraphe (3), la réduction au 31 décembre 1987 de l’impôt en main remboursable au titre de dividendes d’une corporation correspond au quart de l’excédent éventuel

Réduction au 31 décembre 1987 de l’impôt en main remboursable au titre de dividendes

(5) Subparagraph 129(3)(a)(iii) at present reads as follows:

- “(iii) 25% of the amount, if any, by which the corporation’s taxable income for the year exceeds the aggregate of
 - (A) 4 times the amount, if any, deductible under subsection 125(1),
 - (B) (Repealed by 1984, c.45, S. 47(2).)
 - (C) 10/4 of the aggregate of amounts deducted under subsection 126(1), and
 - (D) 2 times the aggregate of amounts deducted under subsection 126(2) from the tax for the year otherwise payable by it under this Part, and”

(6) This amendment would add “5/4 of”.

(7) and (8) New.

(5). — Texte actuel du sous-alinéa 129(3)a(iii) :

- «(iii) 25 % de la fraction, si fraction il y a, du revenu imposable de la corporation pour l’année qui est en sus du total de
 - (A) 4 fois la somme, si somme il y a, déductible en vertu du paragraphe 125(1),
 - (B) (Abrogé par 1984, chap. 45, art. 47(2).)
 - (C) 10/4 du total des sommes déduites en vertu du paragraphe 126(1), et
 - (D) 2 fois le total des sommes déduites en vertu du paragraphe 126(2) de l’impôt pour l’année qu’elle doit payer par ailleurs en vertu de la présente Partie, et»

(6). — Texte actuel du sous-alinéa 129(3)a(iv) :

- «(iv) le montant de l’impôt payable en vertu de la présente partie par la corporation pour l’année, calculé sans tenir compte de l’article 123.2.»

(7) et (8). — Nouveau.

(a) the amount, if any, of the corporation's refundable dividend tax on hand at the end of its last taxation year commencing before 1988, determined without reference to paragraph (3)(e), exceeds the aggregate of

(b) the amount, if any, of the tax payable under Part IV by the corporation for its last taxation year commencing before 1988 in respect of taxable dividends received by it in that year and after 1987,

(c) 1/3 of the taxable dividends, if any, paid by the corporation before 1988 in its last taxation year commencing before 1988,

(d) any amount added under paragraph 88(1)(e.5) in computing the corporation's refundable dividend tax on hand at the end of its last taxation year commencing before 1988 in respect of the refundable dividend tax on hand of a subsidiary (within the meaning assigned by subsection 88(1)) for a taxation year commencing after 1987, and

(e) an amount equal to that proportion of 1/5 of the least of the amounts determined under subparagraphs (3)(a)(i) to (iv) in respect of its last taxation year commencing before 1988 that the number of days in the year that are after 1987 is of the number of days in the year."

(9) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that, in its application to taxation years commencing before 1988 and ending after 1987, subparagraph 129(1)(a)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

"(i) the aggregate of 1/3 of all taxable dividends paid by it in the year and before 1988 and 1/4 of all taxable dividends paid by it in the year and after 1987 on shares of its capital stock, and"

a) du montant éventuel de l'impôt en main remboursable au titre de dividendes de la corporation à la fin de sa dernière année d'imposition commençant avant 1988 — calculé sans tenir compte de l'alinéa (3)e) —

sur le total des montants suivants :

b) le montant éventuel de l'impôt payable en vertu de la partie IV par la corporation pour sa dernière année d'imposition commençant avant 1988 sur les dividendes imposables reçus par la corporation au cours de cette année et après 1987;

c) le tiers des dividendes imposables éventuels versés par la corporation avant 1988 au cours de sa dernière année d'imposition commençant avant 1988;

d) tout montant ajouté en application de l'alinéa 88(1)e.5) dans le calcul de l'impôt en main remboursable au titre de dividendes de la corporation à la fin de sa dernière année d'imposition commençant avant 1988 concernant l'impôt en main remboursable au titre de dividendes d'une filiale au sens du paragraphe 88(1) pour une année d'imposition commençant après 1987;

e) le produit de 1/5 du moins élevé des montants déterminés aux sous-alinéas (3)a)(i) à (iv) pour sa dernière année d'imposition commençant avant 1988 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et le nombre total de jours de l'année.»

(9) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour son application aux années d'imposition commençant avant 1988 et se terminant après 1987, le sous-alinéa 129(1)a)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«(i) le total du tiers de tous les dividendes imposables versés par la corporation dans l'année et avant 1988 et du quart de tous les dividendes imposables versés par la corporation dans l'année et après 1987, sur des actions de son capital-actions.»

(10) Subsection (2) is applicable with respect to dividends paid after 4 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987 to a person who is exempt from tax under section 149 of the said Act or is a corporation other than a private corporation and to dividends paid after November 27, 1987.

(11) Subsection (3) is applicable with respect to taxation years commencing after 1987.

(12) Subsection (4) is applicable with respect to the determination of amounts under clause 129(3)(a)(ii)(B) of the said Act, as enacted by subsection (4), in respect of taxation years ending after 1987, except that, in its application to taxation years commencing before 1988 and ending after 1987, clause 129(3)(a)(ii)(B), as enacted by subsection (4), shall be read as follows:

“(B), the amount, if any, by which 20 the aggregate of

(I) that proportion of 40% of the corporation's foreign investment income for the year that the number of days in the year that 25 are before 1988 is of the number of days in the year, and

(II) that proportion of 30% of the corporation's foreign investment income for the year that 30 the number of days in the year that are after 1987 is of the number of days in the year

exceeds the aggregate of amounts deducted under subsection 126(1) 35 from the tax for the year otherwise payable by it under this Part.”

(13) Subsection (5) is applicable with respect to the determination of amounts under subparagraph 129(3)(a)(iii) of the said Act, as enacted by subsection (5), in respect of taxation years commencing after June, 1988.

(14) Subsection (6) is applicable with respect to the determination of amounts 45 under subparagraph 129(3)(a)(iv) of the

(10) Le paragraphe (2) s'applique aux dividendes versés après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987 à une personne exonérée de l'impôt, par application 5 de l'article 149 de la même loi, ou à une corporation qui n'est pas une corporation privée, ainsi qu'aux dividendes versés après le 27 novembre 1987.

(11) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition commençant après 1987. 10

(12) Le paragraphe (4) s'applique aux montants à déterminer en application de la division 129(3)a)(ii)(B) de la même loi, édictée par ce paragraphe, pour les années d'imposition se terminant après 1987. Toutefois, 15 pour son application aux années d'imposition commençant avant 1988 et se terminant après 1987, la division 129(3)a)(ii)(B), édictée par le paragraphe (4), est remplacée par ce qui suit : 20

«(B) de l'excédent éventuel du total :

(I) du produit de 40 % du revenu de placements à l'étranger de la corporation pour l'année par le 25 rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(II) du produit de 30 % du 30 revenu de placements à l'étranger de la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et le nombre total de jours de l'année, 35

sur le total des sommes déduites, en application du paragraphe 126(1), de l'impôt payable par ailleurs par la corporation pour l'année en vertu de la présente partie.» 40

(13) Le paragraphe (5) s'applique aux montants à déterminer en application du sous-alinéa 129(3)a)(iii) de la même loi, édicté par ce paragraphe, pour les années d'imposition commençant après juin 1988. 45

(14) Le paragraphe (6) s'applique aux montants à déterminer en application du sous-alinéa 129(3)a)(iv) de la même loi,

said Act, as enacted by subsection (6), in respect of taxation years commencing after 1987.

édicte par ce paragraphe, pour les années d'imposition commençant après 1987.

(15) Subsections (7) and (8) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(15) Les paragraphes (7) et (8) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

118. (1) Subsection 130(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

118. (1) Le paragraphe 130(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Deduction from tax

“**130.** (1) A corporation that was, throughout a taxation year, an investment corporation may deduct from the tax otherwise payable by it under this Part for the year an amount equal to 20% of the amount, if any, by which its taxable income for the year exceeds its taxed capital gains for the year.”

«**130.** (1) La corporation qui est tout au long d'une année d'imposition une corporation de placement peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie 20 % de l'excédent éventuel de son revenu imposable pour l'année sur ses gains en capital imposables pour l'année.»

Crédit d'impôt applicable aux corporations de placement

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after 1987, except that in its application to a taxation year of a corporation commencing before July, 1988, there shall be added to the amount determined under subsection 130(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), in respect of the corporation for the year the aggregate of

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui se terminent après 1987. Toutefois, pour l'application du paragraphe 130(1) de la même loi, édicte par le paragraphe (1), à une année d'imposition d'une corporation commençant avant juin 1988, le total des produits suivants doit être ajouté au montant déterminé en application du paragraphe 130(1) de la même loi en ce qui concerne la corporation pour l'année :

(a) that proportion of 5% of the excess determined under that subsection in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are before July, 1987 is of the number of days in the year,

a) le produit de 5 % de l'excédent déterminé en application du paragraphe 130(1) de la même loi en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1987 et le nombre total de jours de l'année;

(b) that proportion of 4% of the excess determined under that subsection in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are after June, 1987 and before 1988 is of the number of days in the year, and

b) le produit de 4 % de l'excédent déterminé en application du même paragraphe en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1987 et antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année;

(c) that proportion of 7% of the excess determined under that subsection in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are after 1987 and before July, 1988 is of the number of days in the year.

c) le produit de 7 % de l'excédent déterminé en application du même paragraphe en ce qui concerne la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année.

119. (1) Subparagraph 130.1(1)(a)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) $\frac{3}{4}$ of all capital gains dividends paid by the corporation during the period commencing 91 days after the commencement of the year and ending 90 days after the end of the year; and”

(2) Subparagraph 130.1(4)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) $\frac{4}{3}$ of the taxed capital gains of the corporation for the year”

(3) Paragraph 130.1(4)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) notwithstanding any other provision of this Act, any amount received by a taxpayer in a taxation year as or on account of the dividend shall not be included in computing his income for the year as income from a share of the capital stock of the corporation, but shall be deemed to be a capital gain of the taxpayer for the year from a disposition of capital property and, for the purposes of section 110.6, that property shall be deemed to have been disposed of by him in the year.”

(4) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after June, 1988, except that for taxation years ending after June, 1988 and commencing before 1990, the reference to “ $\frac{3}{4}$ ” in subparagraph 130.1(1)(a)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(a) that proportion of $\frac{1}{2}$ that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,

(b) that proportion of $\frac{2}{3}$ that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and

119. (1) Le sous-alinéa 130.1(1)a(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) $\frac{3}{4}$ de tous les dividendes sur les gains en capital versés par la corporation au cours de la période commençant 91 jours après le début de l'année et se terminant 90 jours après la fin de l'année; et»

(2) Le sous-alinéa 130.1(4)a(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) $\frac{4}{3}$ des gains en capital imposés de la corporation pour l'année»

(3) L'alinéa 130.1(4)b de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(b) nonobstant les autres dispositions de la présente loi, tout montant qu'un contribuable reçoit dans une année d'imposition au titre du dividende n'est pas inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu tiré d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année sur la disposition d'un bien en immobilisation, qu'il est réputé avoir effectuée au cours de l'année pour l'application de l'article 110.6.»

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui se terminent après juin 1988. Toutefois, pour les années d'imposition d'une corporation qui se terminent après juin 1988 et commencent avant 1990, la fraction « $\frac{3}{4}$ », au sous-alinéa 130.1(1)a(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

a) du produit de $\frac{1}{2}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année;

b) du produit de $\frac{2}{3}$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année;

Clause 119: (1) This amendment would substitute "3/4" for "1/2".

Article 119, (1). — Remplacement de «1/2» par «3/4».

(2) This amendment would substitute "4/3 of" for "2 times".

(2). — Remplacement de «au double» par «aux 4/3».

(3) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(3). — Adjonction du passage souligné et marqué d'un trait vertical.

(4) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(4). — Adjonction du passage souligné et marqué d'un trait vertical.

(5) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(5). — Adjonction du passage souligné et marqué d'un trait vertical.

(6) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(6). — Adjonction du passage souligné et marqué d'un trait vertical.

(c) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

(5) Subsection (2) is applicable to taxation years ending after June, 1988, except that for taxation years ending after June, 1988 and commencing before 1990, the reference to "4/3" in subparagraph 130.1(4)(a)(i) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the aggregate of

- (a) that proportion of 2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year, 15
- (b) that proportion of 3/2 that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and
- (c) that proportion of 4/3 that the number 20 of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

(6) Subsection (3) is applicable to the 1985 and subsequent taxation years.

120. (1) Paragraph 131(1)(b) of the said 25 Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) notwithstanding any other provision of this Act, any amount received by a taxpayer in a taxation year as, on 30 account or in lieu of payment of, or in satisfaction of the dividend shall not be included in computing his income for the year as income from a share of the capital stock of the corporation, but 35 shall be deemed to be a capital gain of the taxpayer for the year from a disposition of capital property and, for the purposes of section 110.6, that property shall be deemed to have been disposed 40 of by him in the year."

(2) All that portion of subparagraph 131(2)(a)(i) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

c) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année.

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux 5 années d'imposition qui se terminent après juin 1988. Toutefois, pour les années d'imposition d'une corporation qui se terminent après juin 1988 et commencent avant 1990, la fraction «4/3», au sous-alinéa 130.1(4)(a)(i) 10 de la même loi, édicté par le paragraphe (2), est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par le total :

- a) du produit de 2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 15 juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année;
- b) du produit de 3/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le 20 nombre total de jours de l'année;
- c) du produit de 4/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année. 25

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1985 et suivantes.

120. (1) L'alinéa 131(1)(b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(b) nonobstant les autres dispositions de 30 la présente loi, tout montant qu'un contribuable reçoit dans une année d'imposition au titre du dividende n'est pas inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu tiré d'une action 35 du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année sur la disposition d'un bien en immobilisation, qu'il est réputé avoir effectuée au cours 40 de l'année pour l'application de l'article 110.6.»

(2) Le passage du sous-alinéa 131(2)(a)(i) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 45

(1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

(2) This amendment would substitute "21%" for "18%".

(1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

(2) — Remplacement de «18 %» par «21 %».

Clause 120: (1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

Article 120, (1). — Adjonction du passage marqué d'un trait vertical.

(1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

(2) This amendment would substitute "21%" for "18%".

(1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

(2) — Remplacement de «18 %» par «21 %».

“(i) 21% of the aggregate of”

«(i) 21 % du total»

(3) Paragraph 131(5)(a) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (ii) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

(3) L’alinéa 131(5)a) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (ii) et par adjonction de ce qui suit :

“(iv) the amount, if any, of the corporation’s reduction at December 31, 1987 of refundable dividend tax on hand (within the meaning assigned by subsection 129(3.5)); and”

«(iv) le montant éventuel de la réduction au 31 décembre 1987 de l’impôt en main remboursable au titre de dividendes de la corporation, au sens du paragraphe 129(3.5); et»

(4) Clause 131(6)(a)(i)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) La division 131(6)a)(i)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(A) 100/21 of its refundable capital gains tax on hand at the end of 15 the year, and”

«(A) de 100/21 fois l’impôt en main remboursable au titre des gains en capital de la corporation à la fin de 15 l’année, et»

(5) Clause 131(6)(b)(ii)(C) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5) La division 131(6)b)(ii)(C) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(C) all amounts each of which is 20 an amount in respect of any taxation year ending more than 60 days before that time throughout which it was a mutual fund corporation, equal to 100/21 of its capital gains 25 refund for that year;”

«(C) toutes les sommes dont cha- 20 cune représente, pour une année d’imposition de la corporation se terminant plus de 60 jours avant cette date et tout au long de laquelle elle était une corporation 25 de fonds mutuels, une somme égale à 100/21 fois le remboursement au titre des gains en capital de la corporation pour cette année;»

(6) Clauses 131(6)(d)(i)(A) and (B) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(6) Les divisions 131(6)d)(i)(A) et (B) de 30 la même loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

“(A) 28% of its taxable income for 30 the year,
(B) 28% of its taxed capital gains for the year, and”

«(A) 28 % de son revenu imposable pour l’année,
(B) 28 % de ses gains en capital 35 imposés pour l’année,»

(7) Section 131 of the said Act is further amended by adding thereto the following 35 subsection:

(7) L’article 131 de la même loi est modi- fié par adjonction de ce qui suit :

“(10) Notwithstanding any other provision of this Act, a mutual fund corporation or an investment corporation that at any time would, but for this subsection, be a 40 restricted financial institution shall, if it has so elected in prescribed manner and prescribed form before that time, be

«(10) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, une corporation de fonds 40 mutuels ou une corporation de placement qui serait, à un moment donné, sans le présent paragraphe, une institution financière véritable est réputée ne pas en être une à ce moment si elle en fait le choix de 45

(3) New.

(3). — Nouveau.

(4) and (5) These amendments would substitute "100/21 of" for "50/9 times".

(4) et (5). — Remplacement de «50/9» par «100/21».

(6) This amendment would substitute "28%" for "36%".

(6). — Remplacement de «36 %» par «28 %».

(7) New.

(7). — Nouveau.

deemed not to be a restricted financial institution at that time.”

(8) Subsections (1) and (3) are applicable with respect to the 1988 and subsequent taxation years.

(9) Subsection (2) is applicable to taxation years ending after June, 1988, except that in its application to taxation years ending after June, 1988 and before 1990, the reference in subparagraph 131(2)(a)(i) of the said Act, as enacted by subsection (2), to “21%” shall be read as a reference to “18 2/3%”.

(10) Subsection (4) is applicable to taxation years ending after June, 1988, except that in its application to taxation years ending after June, 1988 and before 1990, the reference in clause 131(6)(a)(i)(A) of the said Act, as enacted by subsection (4), to “100/21” shall be read as a reference to “75/14”.

(11) Subsection (5) is applicable with respect to the determination of amounts under clause 131(6)(b)(ii)(C) of the said Act, as enacted by subsection (5), in respect of taxation years ending after June, 1988, except that in the application of clause 131(6)(b)(ii)(C) of the said Act, as enacted by subsection (5), with respect to the determination of amounts under that clause in respect of taxation years ending after June, 1988 and before 1990, the reference to “100/21” shall be read as a reference to “75/14”.

(12) Subsection (6) is applicable with respect to the determination of amounts under clauses 131(6)(d)(i)(A) and (B) of the said Act, as enacted by subsection (6), in respect of taxation years ending after June, 1988, except that in its application to a taxation year of a corporation commencing before July, 1988 and ending after June, 1988

(a) there shall be added to the amount determined under clause 131(6)(d)(i)(A) of the said Act, as enacted by subsection (6), in respect of the corporation for the year that proportion of 8% of its taxable income for the year that the number of

la manière prescrite et sur le formulaire prescrit.»

(8) Les paragraphes (1) et (3) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(9) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 1988. Toutefois, pour l'application du sous-alinéa 131(2)a(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), aux années d'imposition se terminant après juin 1988 et avant 1990, «21 %» est remplacé par «18 2/3 %».

(10) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 1988. Toutefois, pour l'application de la division 131(6)a(i)(A) de la même loi, édictée par le paragraphe (4), aux années d'imposition se terminant après juin 1988 et avant 1990, la fraction «100/21» est remplacée par la fraction «75/14».

(11) Le paragraphe (5) s'applique aux montants à déterminer en application de la division 131(6)b(ii)(C) de la même loi, édictée par ce paragraphe, pour les années d'imposition se terminant après juin 1988. Toutefois, pour l'application de cette division aux montants à déterminer pour les années d'imposition se terminant après juin 1988 et avant 1990, la fraction «100/21» est remplacée par la fraction «75/14».

(12) Le paragraphe (6) s'applique aux montants à déterminer en application des divisions 131(6)d(i)(A) et (B) de la même loi, édictées par ce paragraphe, pour les années d'imposition se terminant après juin 1988. Toutefois, pour l'année d'imposition d'une corporation commençant avant juillet 1988 et se terminant après juin 1988 :

a) le produit de 8 % du revenu imposable de la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année doit être ajouté au montant déterminé à la division 131(6)d(i)(A) de la même loi, édictée par le paragraphe (6);

5

10

15

20

25

30

35

40

45

45

days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year; and

(b) there shall be added to the amount determined under clause 131(6)(d)(i)(B) of the said Act, as enacted by subsection (6), in respect of the corporation for the year that proportion of 8% of its taxed capital gains for the year that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year. 10

(13) Subsection 131(10) of the said Act, as enacted by subsection (7), is applicable after December 15, 1987 except that the prescribed form referred to therein may be filed at any time on or before the day that is 15 6 months after the day on which this Act is assented to.

121. (1) Subparagraph 132(1)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) 21.75% of the trust’s capital gains redemptions for the year, and”

(2) Subsection 132(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) In its application in respect of a mutual fund trust, subsection 104(20) shall be read as if the reference therein to “a dividend (other than a taxable dividend)” were read as a reference to “a 30 capital dividend”.”

(3) Clause 132(4)(a)(i)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(A) 100/21.75 of its refundable 35 capital gains tax on hand at the end of the year, and”

(4) Clauses 132(4)(b)(i)(A) and (B) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(A) 29% of its taxable income for the year,
 (B) 29% of its taxed capital gains for the year, and”

b) le produit de 8 % des gains en capital imposés de la corporation pour l’année par le rapport entre le nombre de jours de l’année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l’année doit être 5 ajouté au montant déterminé à la division 131(6)(d)(i)(B) de la même loi, édictée par le paragraphe (6).

(13) Le paragraphe 131(10) de la même loi, édicté par le paragraphe (7), s’applique 10 après le 15 décembre 1987. Toutefois, le formulaire prescrit dont il est fait mention 15 doit, le cas échéant, être produit au plus tard le jour qui tombe six mois après la date de sanction de la présente loi. 15

121. (1) Le sous-alinéa 132(1)a(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui 20 suit :

«(i) 21,75 % des rachats au titre des gains en capital de la fiducie pour 20 l’année, et»

(2) Le paragraphe 132(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Pour son application à une fiducie de fonds mutuels, le paragraphe 104(20) 25 est interprété comme si la mention de «dividende autre qu’un dividende imposable» était remplacée par la mention de «dividende en capital.»»

(3) La division 132(4)a(i)(A) de la même 30 loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(A) de 100/21,75 fois son impôt en main remboursable au titre des gains en capital à la fin de l’année, 35 et»

(4) Les divisions 132(4)b(i)(A) et (B) de la même loi sont abrogées et remplacées par 40 ce qui suit :

«(A) 29 % de son revenu imposable pour l’année, 40
 (B) 29 % de ses gains en capital imposés pour l’année.»

Application of
 s. 104(20)

Application du
 paragraphe
 104(20)

Clause 121: (1) This amendment would substitute "21.75%" for "17%".

(2) Subsection 132(3) at present reads as follows:

- "(3) In its application in respect of a mutual fund trust, subsection 104(20) shall be read as if paragraph (a) thereof were read
 - (a) without the reference therein to "other than a taxable dividend", and
 - (b) as if the reference therein to "a dividend" were read as a reference to "a capital dividend"."

(3) This amendment would substitute "100/21.75 of" for "100/17 times".

(4) This amendment would substitute "29%" for "34%".

Article 121, (1). — Remplacement de «17%» par «21,75%».

(2). — Texte actuel du paragraphe 132(3) :

- «(3) Pour son application à une fiducie de fonds mutuels, le paragraphe 104(20) est interprété comme si son alinéa a) était interprété
 - a) sans la mention de «autre qu'un dividende imposable», et
 - b) comme si la mention de «un dividende» était remplacée par la mention de «un dividende en capital».

(3). — Texte actuel de la division 132(4)a)(i)(A) :

«(A) du montant obtenu en multipliant par 100/17 son impôt en main remboursable au titre des gains en capital à la fin de l'année, et»

(4). — Remplacement de «34 %» par «29 %».

(5) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in the application of subparagraph 132(1)(a)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), to taxation years ending after 1987 and before 1990 the reference therein to "21.75%" shall be read as a reference to "19 1/3%".

(6) Subsection (3) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in the application of clause 132(4)(a)(i)(A) of the said Act, as enacted by subsection (3), to taxation years ending after 1987 and before 1990 the reference therein to "100/21.75" shall be read as a reference to "100/19 1/3".

(7) Subsection (4) is applicable with respect to the determination of amounts under clauses 132(4)(b)(i)(A) and (B) of the said Act, as enacted by subsection (4), in respect of the 1988 and subsequent taxation years.

122. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 132 thereof, the following section:

"**132.1** (1) Where a trust in its return of income under this Part for a taxation year throughout which it was a mutual fund trust designates an amount in respect of a particular unit of the trust owned by a taxpayer at any time in the year equal to the aggregate of

(a) such amount as the trust may determine in respect of the particular unit for the year not exceeding the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts that were determined by the trust under subsection 104(16) for taxation years of the trust commencing before 1988 exceeds

(ii) the aggregate of all amounts determined by the trust under this paragraph for the year or a preceding taxation year in respect of all units of the trust, other than amounts determined in respect of the particular unit for the year under this paragraph, and

(5) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application du sous-alinéa 132(1)a(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux années d'imposition se terminant après 1987 et avant 1990, «21,75 %» est remplacé par «19 1/3 %».

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application de la division 132(4)a(i)(A) de la même loi, édictée par le paragraphe (3), aux années d'imposition se terminant après 1987 et avant 1990, la fraction «100/21,75» est remplacée par la fraction «100/19 1/3».

(7) Le paragraphe (4) s'applique aux montants à déterminer en application des divisions 132(4)b(i)(A) et (B) de la même loi, édictées par le paragraphe (4), pour les années d'imposition 1988 et suivantes.

122. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 132, de ce qui suit :

"**132.1** (1) Le montant qu'une fiducie qui est une fiducie de fonds mutuels tout au long d'une année d'imposition attribue dans sa déclaration de revenu pour l'année en vertu de la présente partie, au titre d'une unité donnée dans la fiducie dont un contribuable est propriétaire à un moment de l'année, et qui est égal au total des montants suivants :

a) le montant que la fiducie peut déterminer au titre de l'unité donnée pour l'année ne dépassant pas l'excédent éventuel :

(i) du total des montants que la fiducie a déterminés en application du paragraphe 104(16) pour ses années d'imposition commençant avant 1988,

(ii) sur le total des montants que la fiducie a déterminés en application du présent alinéa pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure au titre de toutes les unités dans la fiducie, à l'exception des montants qu'elle a ainsi déterminés pour l'année au titre de l'unité donnée;

Amounts designated by mutual fund trust

Montants attribués par une fiducie de fonds mutuels

(b) such amount as the trust may determine in respect of the particular unit for the year not exceeding the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts described in subparagraph 53(2)(h)(i.1) that became payable by the trust after 1987 and before the year

exceeds

(ii) the aggregate of all amounts determined by the trust under this paragraph for the year or a preceding taxation year in respect of all units of the trust, other than amounts determined in respect of the particular unit for the year under this paragraph,

the amount so designated shall

(c) subject to subsection (3), be deductible in computing the income of the trust for the year, and

(d) be included in computing the income of the taxpayer for his taxation year in which the year of the trust ends, except that where the particular unit was owned by two or more taxpayers during the year, such part of the amount so designated as the trust may determine shall be included in computing the income of each such taxpayer for his taxation year in which the year of the trust ends if the aggregate of the parts so determined is equal to the amount so designated.

(2) In computing, at any time in a taxation year of a taxpayer, the adjusted cost base to him of a unit in a mutual fund trust, there shall be added that part of the amount included under subsection (1) in computing his income that is reasonably attributable to the amount determined under paragraph (1)(b) by the trust for its taxation year ending in the year in respect of the unit owned by the taxpayer.

(3) The aggregate of amounts deductible by reason of paragraph (1)(c) in com-

b) le montant que la fiducie peut déterminer au titre de l'unité donnée pour l'année ne dépassant pas l'excédent éventuel :

(i) du total des montants visés au sous-alinéa 53(2)h(i.1) qui sont devenus payables par la fiducie après 1987 et avant l'année,

(ii) sur le total des montants que la fiducie a déterminés en application du présent alinéa pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure au titre de toutes les unités dans la fiducie, à l'exception des montants qu'elle a ainsi déterminés pour l'année au titre de l'unité donnée,

est :

c) sous réserve du paragraphe (3), d'une part, déductible dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année;

d) d'autre part, inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour son année d'imposition au cours de laquelle l'année de la fiducie se termine; toutefois, dans le cas où deux ou plusieurs contribuables sont propriétaires de l'unité donnée au cours de l'année, la partie du montant ainsi attribué que la fiducie peut déterminer doit être incluse dans le calcul du revenu de chaque contribuable pour son année d'imposition au cours de laquelle l'année de la fiducie se termine si le total des parties ainsi déterminées est égal au montant ainsi attribué.

(2) La partie du montant inclus en application du paragraphe (1) dans le calcul du revenu d'un contribuable, qu'il est raisonnable d'attribuer au montant qu'une fiducie de fonds mutuels peut déterminer, au titre d'une de ses unités dont le contribuable est propriétaire, en application de l'alinéa (1)b) pour son année d'imposition se terminant au cours d'une année d'imposition du contribuable doit être ajoutée dans le calcul, à un moment de cette dernière année, du prix de base rajusté de l'unité pour le contribuable.

(3) Le total des montants déductibles en application de l'alinéa (1)c) dans le calcul

Adjusted cost base of unit where designation made

Limitation on current year deduction

Prix de base rajusté d'une unité

Restriction

puting the income of a trust for a taxation year shall not exceed the amount that would be the income of the trust for the year if no deductions were made under subsection 104(6) and this section.

du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition ne peut dépasser le montant qui constituerait le revenu de la fiducie pour l'année si aucune déduction n'était faite selon le paragraphe 104(6) et le présent article.

Carryover of excess

(4) The amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is an amount designated for the year under subsection (1) exceeds the amount deductible under this section in computing the income of the trust for the year, shall, for the purposes of paragraph (1)(c) and subsection (3), be deemed designated under subsection (1) by the trust for its immediately following taxation year.

(4) Pour l'application de l'alinéa (1)c) et du paragraphe (3), l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente un montant qu'une fiducie attribue en application du paragraphe (1) pour une année d'imposition sur le montant déductible selon le présent article dans le calcul de son revenu pour l'année est réputé être un montant qu'elle attribue en application de ce paragraphe pour son année d'imposition suivant l'année en question.

Report de l'excédent

Where designation has no effect

(5) Where it is reasonable to conclude that an amount determined by a mutual fund trust

(5) S'il est raisonnable de considérer qu'un montant qu'une fiducie de fonds mutuels détermine — soit en application de l'alinéa (1)a) ou b) pour son année d'imposition au titre d'une unité dont est propriétaire à un moment de l'année un contribuable exonéré de l'impôt prévu à la présente partie par application du paragraphe 149(1), soit en application de l'alinéa (1)d) pour l'année, en ce qui concerne le montant attribué pour l'année en application du paragraphe (1) au titre de l'unité, — diffère du montant que la fiducie déterminerait ainsi pour l'année si le contribuable n'était pas exonéré, le montant attribué par la fiducie pour l'année en application du paragraphe (1) au titre de l'unité est sans effet pour l'application de l'alinéa (1)c).»

Attribution sans effet

(a) under paragraph (1)(a) or (b) for a taxation year of the trust in respect of a unit owned at any time in the year by a taxpayer who was a person exempt from tax under this Part by reason of subsection 149(1), or

(b) under paragraph (1)(d) for the year in respect of the amount designated under subsection (1) for the year in respect of the unit

differs from the amount that would have been so determined for the year in respect of the taxpayer had he not been a person exempt from tax under this Part by reason of subsection 149(1), the amount designated for the year in respect of the unit under subsection (1) shall have no effect for the purposes of paragraph (1)(c).»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

123. (1) Paragraph 133(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

123. (1) L'alinéa 133(1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(d) any taxable capital gain or allowable capital loss of the corporation were an amount equal to 4/3 of the amount thereof otherwise determined, and”

«(d) tout gain en capital imposable ou toute perte en capital déductible de la corporation représentait un montant égal aux 4/3 du montant de ce gain ou de cette perte déterminé par ailleurs, et comme si»

1. L'alinéa (1)c) de la section 149 est abrogé.

(3) The aggregate of all amounts designated by reason of subsection (1) in computing the income of a trust for a taxation year shall not exceed the amount that would be the income of the trust for the year if no deductions were made under subsection 104(6) and this section.

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after June, 1988, except that for taxation years ending after June, 1988 and commencing before 1990, the reference to "4/3" in paragraph 133(1)(d) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the aggregate of

(a) that proportion of 2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,

(b) that proportion of 3/2 that the number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and

(c) that proportion of 4/3 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year.

124. (1) Subsection 137(1) of the said Act is repealed.

(2) All that portion of subsection 137(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(3) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by a corporation that was, throughout the year, a credit union, an amount equal to 16% of the amount, if any, by which the lesser of"

(3) Paragraph 137(4.3)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the preferred-rate amount of a corporation at the end of a taxation year is an amount equal to the aggregate of its preferred-rate amount at the end of its immediately preceding taxation year and 25/4 of the amount deductible under section 125 from the tax for the year otherwise payable by it under this Part;"

(4) Subsection (1) is applicable to taxation years after the first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987, except that, in its application to the

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 1988. Toutefois, pour l'application de l'alinéa 133(1)d) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux années d'imposition d'une corporation se terminant après juin 1988 et commençant avant 1990, la fraction «4/3» est remplacée par le total :

a) du produit de 2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 10 juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année;

b) du produit de 3/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le 15 nombre total de jours de l'année;

c) du produit de 4/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année. 20

124. (1) Le paragraphe 137(1) de la même loi est abrogé. 20

(2) Le passage du paragraphe 137(3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

«(3) La corporation qui est tout au long d'une année d'imposition une caisse de crédit peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie 16 % de l'excédent éventuel du moindre» 30

(3) L'alinéa 137(4.3)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) le montant imposable à taux réduit d'une corporation à la fin d'une année d'imposition est le total de son montant imposable à taux réduit à la fin de l'année d'imposition précédente et de 25/4 du montant déductible, en application de l'article 125, de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie pour l'année;» 40

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition postérieures à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se termine après 1987. 45

Additional
deduction

Crédit
supplémentaire
pour caisses de
crédit

Clause 124: (1) Subsection 137(1) reads as follows:

“137(1) In computing the income for a taxation year of a credit union or a savings and credit union (in this Act referred to as a “credit union”),

- (a) there may be deducted as a reserve in respect of bonds, debentures, agreements of sale, mortgages or hypothecs, in lieu of any deduction in respect thereof under paragraph 20(1)(I), such amount as may be claimed by the credit union, not exceeding a prescribed amount;
- (b) there may be deducted as a reserve in respect of debts owing the credit union (other than any debt described in paragraph (a)), in lieu of any deduction in respect thereof under paragraph 20(1)(I), such amount as may be claimed by the credit union, not exceeding a prescribed amount;
- (c) there shall be included any amount deducted under paragraph (a) or (b) as a reserve in computing the credit union's income for the immediately preceding taxation year; and
- (d) no deduction may be made under section 33.”

(2) This amendment would substitute “16%” for “21%”.

(3) Paragraph 137(4.3)(a) at present reads as follows:

“(a) the preferred-rate amount of a corporation at the end of a taxation year is

- (i) where the taxation year ended in 1984, the amount determined under paragraph 190(2)(b), and
- (ii) for any other taxation year, the aggregate of its preferred-rate amount at the end of its immediately preceding taxation year and 4 times the amount deductible under section 125 from the tax otherwise payable by the corporation under this Part for the year;”

Article 124, (1). — Texte du paragraphe 137(1) :

«137(1) Lors du calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'une caisse de crédit ou d'une caisse d'épargne et de crédit (appelée dans la présente loi «caisse de crédit»),

- a) peut être déduite à titre de réserve pour obligations, contrats de vente, *mortgages* ou hypothèques, au lieu d'une déduction effectuée à cet égard en vertu de l'alinéa 20(1)I), la somme dont la déduction peut être réclamée par la caisse de crédit, laquelle ne doit pas dépasser une limite prescrite;
- b) peut être déduite à titre de réserve pour créances de la caisse de crédit (autres que toute créance visée à l'alinéa a)), au lieu d'une déduction effectuée à cet égard en vertu de l'alinéa 20(1)I), la somme dont la déduction peut être réclamée par la caisse de crédit, laquelle ne doit pas dépasser une limite prescrite;
- c) doit être incluse toute somme déduite en vertu de l'alinéa a) ou b) à titre de réserve, dans le calcul du revenu de la caisse de crédit pour l'année d'imposition précédente; et
- d) aucune déduction ne peut être faite en vertu de l'article 33.»

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 137(3) :

«(3) Une corporation qui a été une caisse de crédit toute l'année peut déduire de son impôt payable, par ailleurs, en vertu de la présente Partie, pour une année d'imposition, un montant égal à 21 % de l'excédent, s'il y a lieu, du moindre»

(3). — Texte actuel de l'alinéa 137(4.3)a) :

- «a) le montant imposable à taux réduit d'une corporation à la fin d'une année d'imposition est,
 - (i) lorsque l'année d'imposition s'est terminée en 1984, le montant déterminé en vertu de l'alinéa 190(2)b), et
 - (ii) pour toute autre année d'imposition, le total de son montant imposable à taux réduit à la fin de son année d'imposition précédente et 4 fois le montant déductible en vertu de l'article 125 de l'impôt payable, par ailleurs, par la corporation en vertu de la présente Partie pour l'année;»

first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987, subsection 137(1) of the said Act shall be read without reference to paragraphs (a), (b) and (d) thereof and paragraph 137(1)(c) of the said Act shall be read as follows:

- “(c) there shall be included the amount, if any, by which
- (i) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under 10 paragraph (a) or (b) as a reserve in computing the credit union’s income for the immediately preceding taxation year exceeds 15
 - (ii) the prescribed amount of the credit union’s 1971 reserve adjustment.”

(5) Subsection (2) is applicable to taxation years ending after June, 1988, except that in its application to a taxation year of a corporation commencing before July, 1988 and ending after June, 1988, there shall be added to the amount otherwise determined under subsection 137(3) of the said Act, as enacted 25 by subsection (2), in respect of the corporation for the year that proportion of 5% of the excess determined under subsection 137(3) of the said Act in respect of the corporation for the year that the number of days in the 30 year that are before July, 1988 is of the number of days in the year.

(6) Subsection (3) is applicable to taxation years commencing after June, 1988, except that in the application of paragraph 35 137(4.3)(a) of the said Act, as enacted by subsection (3), to the first taxation year of a corporation commencing after June, 1988, the preferred-rate amount of the corporation at the end of its immediately preceding taxation year (in this subsection referred to as “that year”) shall be deemed to be an amount equal to the aggregate of its preferred-rate amount at the end of the taxation year immediately preceding that year and 44 5 times the amount deductible under section 125 of the said Act from the tax otherwise

Toutefois, pour l’application du paragraphe 137(1) de la même loi à la première année d’imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se termine après 1987, les alinéas 5 137(1)a), b) et d) sont supprimés et l’alinéa 5 137(1)c) de la même loi se lit ainsi :

- «c) doit être inclus l’excédent éventuel :
- (i) du total des montants dont chacun représente un montant déduit en application de l’alinéa a) ou b) à titre 10 de réserve dans le calcul du revenu de la caisse de crédit pour l’année d’imposition précédente,
 - (ii) sur le montant prescrit de redressement pour provision de la caisse de 15 crédit pour 1971.»

(5) Le paragraphe (2) s’applique aux 20 années d’imposition se terminant après juin 1988. Toutefois, pour l’application du paragraphe 137(3) de la même loi, édicté par le 20 paragraphe (2), à une année d’imposition d’une corporation commençant avant juillet 1988 et se terminant après juin 1988, le produit de 5 % de l’excédent déterminé au paragraphe 137(3) de la même loi en ce qui 25 concerne la corporation pour l’année par le rapport entre le nombre de jours de l’année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l’année doit être ajouté au montant déterminé par ailleurs en application du 30 paragraphe 137(3) de la même loi en ce qui concerne la corporation pour l’année.

(6) Le paragraphe (3) s’applique aux années d’imposition commençant après juin 1988. Toutefois, pour l’application de l’alinéa 35 137(4.3)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), à la première année d’imposition d’une corporation commençant après juin 1988, le montant imposable à taux réduit de la corporation à la fin de l’année 40 d’imposition précédente donnée est réputé être le total de son montant imposable à taux réduit à la fin de l’année d’imposition qui précède cette année précédente donnée et de quatre fois le montant déductible, en applica- 45 tion de l’article 125 de la même loi, de l’impôt payable par ailleurs par la corpora-

payable by the corporation under Part I of the said Act for that year.

tion pour cette année précédente donnée en vertu de la partie I de la même loi.

125. (1) Paragraph 137.1(1)(b) of the said Act is amended by adding the word "and" at the end of subparagraph (i) thereof, by striking out the word "and" at the end of subparagraph (ii) thereof and by repealing subparagraph (iii) thereof.

125. (1) L'alinéa 137.1(1)b) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (ii) et par abrogation du sous-alinéa (iii).

(2) Paragraph 137.1(3)(c) of the said Act is repealed.

(2) L'alinéa 137.1(3)c) de la même loi est abrogé.

(3) Subsection 137.1(4) of the said Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (c) thereof and by repealing paragraph (d) thereof.

(3) L'alinéa 137.1(4)d) de la même loi est abrogé. 10

(4) Subparagraph 137.1(5)(c)(ii) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of clause (A) thereof, by adding the word "or" at the end of clause (B) thereof and by adding thereto the following clause: 20

(4) Le sous-alinéa 137.1(5)c)(ii) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de la division (A), par adjonction de ce mot à la fin de la division (B) et par adjonction de ce qui suit : 15

“(C) a credit union or central that is a member of the Canadian Payments Association or a credit union that is a shareholder or member of a central that is a member of the Canadian Payments Association,” 25

«(C) d'une caisse de crédit ou d'une centrale, qui est membre de l'Association canadienne des paiements, ou d'une caisse de crédit qui est actionnaire ou membre d'une centrale membre de cette association,» 20

(5) Subsection 137.1(5) of the said Act is further amended by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof, by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) thereof and by repealing paragraph (d) thereof. 30

(5) L'alinéa 137.1(5)d) de la même loi est abrogé.

(6) Subsection 137.1(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 35

(6) Le paragraphe 137.1(9) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

Special tax rate

“(9) The tax payable under this Part by a corporation for a taxation year throughout which it was a deposit insurance corporation (other than a corporation incorporated under the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*) is an amount equal to 22% of its taxable income for the year.” 40

«(9) L'impôt payable en vertu de la présente loi par une corporation pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle était une corporation d'assurance-dépôts — à l'exclusion d'une corporation constituée en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* — est un montant égal à 22 % de son revenu imposable pour l'année.» 30

Taux d'imposition spécial

(7) Subsection 137.1(11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 45

(7) Le paragraphe 137.1(11) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 35

Clause 125: (1) Subparagraph 137.1(1)(b)(iii) reads as follows:

“(iii) any amount deducted under paragraph (3)(c) as a reserve for the immediately preceding taxation year.”

(2) Paragraph 137.1(3)(c) reads as follows:

“(c) such amount as the taxpayer may claim for the year in respect of an investment reserve, not exceeding the lesser of

(i) 1 1/2% of the aggregate of the amortized cost to it at the end of the year of each bond, debenture, mortgage, hypothec, note or other similar obligation owned by it at that time (other than a bond or debenture that matures within one year after that time or a bond, debenture, mortgage, hypothec, note or other similar obligation issued by a member institution), and each amount due and unpaid at that time as or on account of interest payable thereunder to the taxpayer, and

(ii) the aggregate of 1/3 of the amount determined under subparagraph (i) and the amount, if any, deducted by the taxpayer under this paragraph in computing its income for the immediately preceding taxation year;”

(3) Paragraph 137.1(4)(d) reads as follows:

“(d) any amount that may otherwise be deductible under paragraph 20(1)(l) or section 33; or”

(4) New.

(5) Paragraph 137.1(5)(d) reads as follows:

“(d) “amortized cost” to a deposit insurance corporation of a bond, debenture, mortgage, hypothec, notes or other similar obligation at a particular time means the amount, if any, by which the aggregate of

(i) the lesser of

(A) the cost to the corporation of acquiring the bond, debenture, mortgage, hypothec, note or other similar obligation, and

(B) the fair market value thereof at the time it was acquired, and

(ii) any amount in respect of the bond, debenture, mortgage, hypothec, note or other similar obligation that has been included by virtue of subparagraph (1)(b)(ii) in computing the corporation's income for any taxation year ending before or concurrently with that time,

exceeds the aggregate of

(iii) any amount in respect of the bond, debenture, mortgage, hypothec, note or other similar obligation that was deductible under paragraph (3)(b) in computing the corporation's income for any taxation year ending before or concurrently with that time, and

(iv) the aggregate of all amounts that, before that time, the corporation was entitled to receive as, on account or in lieu of payment of, or in satisfaction of, the principal amount of the bond, debenture, mortgage, hypothec, note or other similar obligation.”

Article 125, (1). — Texte du sous-alinéa 137.1(1)(b)(iii) :

«(iii) toute somme déduite à titre de réserve en vertu de l'alinéa (3)(c) pour l'année d'imposition précédente.»

(2). — Texte de l'alinéa 137.1(3)(c) :

«c) la somme que peut réclamer le contribuable, pour l'année, à titre de réserve pour fins d'investissement, jusqu'à concurrence de la moins élevée des sommes suivantes :

(i) 1 1/2 % du total du coût amorti pour elle à la fin de l'année de chaque obligation, *mortgage*, hypothèque, billet ou autre titre semblable qu'elle possède à cette date (à l'exclusion d'une obligation échéant au cours de l'année qui suit cette date ou une obligation, *mortgage*, hypothèque, billet ou autre titre semblable émis par une institution membre), et de chaque somme due et impayée à cette date à titre ou au titre d'intérêts y afférents payables au contribuable, et

(ii) le total formé de 1/3 du montant déterminé en vertu du sous-alinéa (i) et du montant, si montant il y a, déduit par le contribuable en vertu du présent alinéa lors du calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente;»

(3). — Texte de l'alinéa 137.1(4)(d) :

«d) de tout montant qui peut autrement être déductible en vertu de l'alinéa 20(1)(l) ou de l'article 33; ou»

(4). — Nouveau.

(5). — Texte de l'alinéa 137.1(5)(d) :

«d) «coût amorti» désigne, relativement à une obligation, un *mortgage*, une hypothèque, un billet ou autre titre semblable à une date donnée, pour une corporation d'assurance-dépôts, la fraction, si fraction il y a, du total formé

(i) de la moins élevée des sommes suivantes :

(A) le coût, pour la corporation, de l'acquisition de l'obligation, d'un *mortgage*, de l'hypothèque, du billet ou autre titre semblable, ou

(B) la juste valeur marchande du titre à la date de l'acquisition, et

(ii) de toute somme qui a été incluse, à l'égard de l'obligation, du *mortgage*, de l'hypothèque, du billet ou autre titre semblable, en vertu du sous-alinéa (1)(b)(ii), lors du calcul du revenu de la corporation pour une année d'imposition se terminant au plus tard à cette date, qui est en sus du total formé

(iii) de toute somme qui pouvait être déduite relativement à l'obligation, au *mortgage*, à l'hypothèque, au billet, ou autre titre semblable en vertu de l'alinéa (3)(b), lors du calcul du revenu de la corporation pour une année d'imposition quelconque se terminant au plus tard à cette date, et

(vi) du total de toutes les sommes que la corporation avait le droit de recevoir, avant cette date, au titre ou en paiement intégral ou partiel du principal de l'obligation, du *mortgage*, de l'hypothèque, du billet ou autre titre semblable.»

Deduction by
member
institutions

“(11) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer that is a member institution such of the following amounts as are applicable:

(a) any amount paid or payable by the taxpayer in the year that is described in subsection (2) to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year; and

(b) any amount repaid by the taxpayer in the year to a deposit insurance corporation on account of an amount described in paragraph (10)(a) or (b) that was received in a preceding taxation year to the extent that it was not, by reason of subsection (12), excluded from the taxpayer's income for the preceding year.”

(8) Subsection (1) is applicable to taxation years after the first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987.

(9) Subsections (2), (3) and (5) are applicable to taxation years commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(10) Subsection (4) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(11) Subsection (6) is applicable to taxation years ending after June, 1988, except that in its application to a taxation year of a corporation commencing before July, 1988 and ending after June, 1988 there shall be added to the amount determined under subsection 137.1(9) of the said Act, as enacted by subsection (6), in respect of the corporation for the year an amount equal to that proportion of 3% of its taxable income for the year that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year.

(12) Subsection (7) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

«(11) Les montants applicables suivants sont déductibles dans le calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'un contribuable qui est une institution membre :

a) le montant visé au paragraphe (2) qui est payé ou payable par le contribuable au cours de l'année, dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure;

b) la somme remboursée à une corporation d'assurance-dépôts par le contribuable au cours de l'année au titre d'un montant visé à l'alinéa (10)a) ou b) et reçue au cours d'une année d'imposition antérieure, dans la mesure où elle n'a pas été exclue, à cause du paragraphe (12), de son revenu pour l'année antérieure.»

(8) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition postérieures à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se termine après 1987.

(9) Les paragraphes (2), (3) et (5) s'appliquent aux années d'imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

(10) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(11) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 1988. Toutefois, pour l'application du paragraphe 137.1(9) de la même loi, édicté par le paragraphe (6), à une année d'imposition d'une corporation commençant avant juillet 1988 et se terminant après juin 1988, le montant qui y est visé est majoré, en ce qui concerne une corporation pour l'année, d'un montant égal au produit obtenu en multipliant 3 % du revenu imposable de la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année.

(12) Le paragraphe (7) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

Montants
déductibles par
une institution
membre

(6) This amendment would substitute "throughout which" for "when" and "22%" for "25%".

(6). — Remplacement de «durant» par «tout au long de», de «autre qu'une» par «à l'exclusion d'une» et de «25 %» par «22 %».

(7) Subsection 137.1(11) at present reads as follows:

"(11) For the purposes of this Act, where a taxpayer is a member institution, any amount paid or payable by the taxpayer during the year that is described in subsection (2) may be deducted in computing the taxpayer's income for that year."

(7). — Texte actuel du paragraphe 137.1(11) :

«(11) Aux fins de la présente loi, lorsqu'un contribuable est une institution membre, toute somme visée au paragraphe (2) payée ou payable par le contribuable au cours de l'année peut être déduite lors du calcul du revenu du contribuable pour cette année.»

126. (1) Paragraph 138(3)(a) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subparagraph (i) thereof, the following subparagraph:

“(ii) such amount as is allowed by regulation as a reserve in respect of claims that were received by the insurer before the end of the year under life insurance policies and that are unpaid at the end of the year,”

(2) Subparagraph 138(3)(a)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) an amount as a reserve for policy dividends that will become payable by the insurer in the immediately following taxation year equal to the least of

(A) that portion of policy dividends that has accrued in the year or a preceding taxation year to or for the benefit of participating life insurance policyholders of the insurer, to the extent that an amount in respect thereof has not been included, either explicitly or implicitly, in the calculation of the amount deductible by the insurer for the year under subparagraph (i) and, for the purpose of this clause, a policy dividend in respect of a life insurance policy shall be deemed to accrue in equal daily amounts between anniversary dates of the policy,

(B) 110% of the amount paid or unconditionally credited in the taxation year immediately following the year in respect of the portion referred to in clause (A) of policy dividends that has accrued in the year or a preceding taxation year, and

(C) the amount, if any, by which the amount described in clause (iii)(B) for the year exceeds the amount described in clause (iii)(A) for the year, and”

126. (1) L'alinéa 138(3)a) de la même loi est modifié par insertion, après le sous-alinéa (i), de ce qui suit :

«(ii) la somme — prévue par règlement — à titre de réserve pour réclamations soumises à l'assureur avant la fin de l'année dans le cadre de polices d'assurance-vie et non réglées à la fin de l'année.»

(2) Le sous-alinéa 138(3)a)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) une somme, à titre de réserve pour les participations de police qui deviendront payables par l'assureur dans l'année d'imposition suivante, égale au moins élevé des montants suivants :

(A) la partie des participations de police qui s'est accumulée au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure en faveur des titulaires de police d'assurance-vie avec participation de l'assureur, dans la mesure où aucun montant au titre de cette partie n'a été explicitement ou implicitement inclus dans le calcul de la somme déductible par l'assureur pour l'année en application du sous-alinéa (i); pour l'application de la présente division, une participation de police au titre d'une police d'assurance-vie est réputée s'être accumulée en montants quotidiens égaux entre les dates d'anniversaire de la police,

(B) le montant correspondant à 110 % du montant payé, ou crédité inconditionnellement, au cours de l'année d'imposition qui suit l'année, au titre de la partie des participations de police, visée à la division (A), qui s'est accumulée au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure,

(C) l'excédent éventuel de la fraction pour l'année, visée à la division (iii)(B), sur la fraction pour l'année, visée à la division (iii)(A),»

Clause 126: (1) New.

(2) Subparagraph 138(3)(a)(iv) at present reads as follows:

“(iv) an amount as a reserve for policy dividends equal to the least of

(A) the amount of policy dividends that will, according to the financial statements of the insurer as of the end of the year, become payable by the insurer in the immediately following year under its participating life insurance policies,

(B) 110% of the aggregate of policy dividends that become payable by the insurer in the immediately following year under its participating life insurance policies, and

(C) the amount, if any, by which the amount for the year described in clause (iii)(B) exceeds the amount for the year described in clause (iii)(A), and”

Article 126, (1). — Nouveau.

(2). — Texte actuel du sous-alinéa 138(3)a(iv) :

«(iv) une somme, à titre de réserve pour participations de police, égale au moins élevé des montants suivants :

(A) le montant des participations de police qui, selon les états financiers de l'assureur à la fin de l'année, deviendront payables par l'assureur dans l'année suivante en vertu de ses polices d'assurance-vie avec participation,

(B) 110% du total des participations de police qui deviendront payables par l'assureur dans l'année suivante en vertu de ses polices d'assurance-vie avec participation, ou

(C) la fraction, si fraction il y a, du montant pour l'année visé à la disposition (iii)(B) qui est en sus du montant pour l'année visé à la disposition (iii)(A), et»

(3) Paragraph 138(3)(c) of the said Act is repealed.

(3) L'alinéa 138(3)c) de la même loi est abrogé.

(4) Subsection 138(3) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (f) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (f) thereof, the following paragraph:

(4) Le paragraphe 138(3) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa e) et par adjonction de ce qui suit :

"(g) the amount of tax under Part 10 XII.3 payable by the insurer in respect of its taxable Canadian life investment income for the year."

«g) l'impôt payable par l'assureur pour l'année en application de la partie XII.3 sur son revenu imposable de placements en assurance-vie au Canada pour l'année.»

(5) Paragraph 138(4)(a) of the said Act is repealed and the following substituted 15 therefor:

(5) L'alinéa 138(4)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(a) each amount deducted by the insurer under subparagraph (3)(a)(i), (ii) or (iv) in computing its income for the immediately preceding taxation 20 year;"

«a) chaque montant déduit par l'assureur en application des sous-alinéas 15 (3)a)(i), (ii) ou (iv) dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente;»

(6) Section 138 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4.3) thereof, the following subsections: 25

(6) L'article 138 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4.3), 20 de ce qui suit :

Idem

"(4.4) Where, for a period of time in a taxation year, a life insurer (a) owned land (other than land referred to in paragraph (c) or (d)) or an interest therein that was not held 30 primarily for the purpose of gaining or producing income from the land for the period, (b) had an interest in a building that was being constructed, renovated or 35 altered, (c) owned land subjacent to the building referred to in paragraph (b) or an interest therein, or (d) owned land immediately contiguous 40 to the land referred to in paragraph (c) or an interest therein that was used or was intended to be used for a parking area, driveway, yard, garden or other use necessary for the use or intended use 45 of the building referred to in paragraph (b),

«(4.4) L'assureur sur la vie qui, au cours d'une période d'une année d'imposition, Idem a) est propriétaire d'un fonds de terre 25 — sauf un fonds de terre visé à l'alinéa c) ou d) — ou d'un droit sur ce fonds de terre, qu'il ne détient pas principalement en vue de tirer un revenu du fonds de terre pour la période, 30 b) a un droit dans un bâtiment en construction, en rénovation ou en transformation, c) est propriétaire d'un fonds de terre sous-jacent au bâtiment visé à l'alinéa 35 b) ou a un droit sur ce fonds de terre, ou d) est propriétaire d'un fonds de terre adjacent à celui visé à l'alinéa c), ou a un droit sur ce fonds de terre, qui est utilisé, ou destiné à être utilisé, comme 40 terrain de stationnement, voie d'accès, cour ou jardin ou à un autre usage et qui

(3) Paragraph 138(3)(c) reads as follows:

“(c) such amount as the insurer may claim for the year in respect of an investment reserve, not exceeding the lesser of

(i) the aggregate of

(A) 1 1/2% of the lesser of

(I) the aggregate of the amortized cost to it at the end of the year of each Canada security owned by it at that time (other than a bond or debenture that matures within 1 year after that time) and each amount due and unpaid at that time as or on account of interest payable thereunder to the insurer, and

(II) \$2,000,000,000, and

(B) 1% of the amount, if any, by which the aggregate referred to in subclause (A)(I) exceeds the amount referred to in subclause (A)(II), and

(ii) the aggregate of 1/3 of the amount determined under subparagraph (i) and the amount, if any, by which the amount deducted by the insurer under this paragraph in computing its income for the immediately preceding taxation year exceeds the amount, if any, by which

(A) the amount deductible under paragraph (b) in computing its income for the year, exceeds

(B) the amount required by paragraph (4)(b) to be included in computing its income for the year;”

(4) New.

(5) This amendment would add a reference to subparagraph 138(3)(a)(ii) and delete the reference to paragraph 138(3)(c).

(6) New.

(3). — Texte de l'alinéa 138(3)c) :

«c) le montant que l'assureur peut déduire, pour l'année, à titre de réserve pour fluctuation des valeurs, ne dépassant pas le moins élevé des montants suivants :

(i) le total de

(A) 1 1/2 % du moindre des montants suivants :

(I) le total du coût amorti, à la fin de l'année, de chacun des titres du Canada qu'il possédait alors (autre qu'une obligation dont l'échéance tombe dans l'année qui suit cette date) et de chaque montant dû et impayé à cette date-là à titre ou au titre de l'intérêt payable à l'assureur en vertu de ces titres, ou

(II) 2 000 000 000 \$ et

(B) 1 % de l'excédent, si excédent il y a, du total visé à la sous-disposition (A)(I) sur le montant qui figure à la sous-disposition (A)(II), ou

(ii) le total égal à 1/3 du montant déterminé en vertu du sous-alinéa (i) plus la fraction, si fraction il y a, du montant déduit par l'assureur en vertu du présent alinéa lors du calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente, qui est en sus de la fraction, si fraction il y a,

(A) du montant déductible en vertu de l'alinéa b) lors du calcul de son revenu pour l'année

qui est en sus

(B) du montant dont l'alinéa (4)b) exige l'inclusion dans le calcul de son revenu pour l'année;»

(4). — Nouveau.

(5). — Texte actuel de l'alinéa 138(4)a) :

«a) chaque montant déduit par l'assureur en vertu des sous-alinéas (3)a)(i) ou (iv) ou en vertu de l'alinéa (3)c) lors du calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente;»

(6). — Nouveau.

the life insurer shall, where such land or building was property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on an insurance business in Canada, include a prescribed amount in computing its income for the year in respect of the cost or capital cost, as the case may be, of the land, building or interest therein to the insurer for the period, and the amount so included shall, at the end of the period, be included in computing

(e) where the land or interest therein is property described in paragraph (a), the cost to the insurer of the land or the interest therein, and

(f) where the land, building or interest therein is property described in paragraphs (b) to (d), the capital cost to the insurer of the interest in the building described in paragraph (b).

Application

(4.5) Where, after 1987, a life insurer has transferred or loaned property, directly or indirectly in any manner whatever, to a transferee that was a designated corporation of the insurer (within the meaning assigned by subsection 2405(3) of the *Income Tax Regulations*) or a person or partnership that does not deal at arm's length with the insurer and

(a) such property,

(b) property substituted for such property, or

(c) property the acquisition of which was assisted by the transfer or loan of such property

was property described in paragraph (4.4)(a), (b), (c) or (d) of the transferee for a period of time in a taxation year of the insurer, the following rules apply:

(d) subsection (4.4) shall apply to the insurer to include an amount in the insurer's income for the year on the assumption that such property was owned by the insurer for the period, was property described in paragraph (4.4)(a), (b), (c) or (d) of the insurer and was used by in the year in, or held by it in the year in the course of, carry-

est nécessaire à l'utilisation présente ou projetée du bâtiment visé à l'alinéa b), doit inclure, dans le calcul de son revenu pour l'année, un montant prescrit au titre du coût ou du coût en capital, selon le cas, du fonds de terre, du bâtiment ou du droit pour l'assureur pour la période si le fonds de terre ou le bâtiment est un bien qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada; le montant ainsi inclus doit être inclus, à la fin de la période, dans le calcul :

e) du coût du fonds de terre ou du droit pour l'assureur, si le fonds de terre ou le droit est un bien visé à l'alinéa a), et

f) du coût en capital, pour l'assureur, du droit dans le bâtiment visé à l'alinéa b), si le fonds de terre, le bâtiment ou le droit est un bien visé aux alinéas b) 20 à d).

Application

(4.5) Les règles suivantes s'appliquent à l'assureur sur la vie qui transfère ou prête des biens après 1987, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, à une corporation désignée de l'assureur — au sens du paragraphe 2405(3) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* — ou à une personne ou société avec laquelle l'assureur a un lien de dépendance — cette corporation, personne ou société étant appelée «cessionnaire» au présent paragraphe —, dans le cas où ces biens, des biens qui les remplacent ou des biens dont le transfert ou le prêt facilite l'acquisition sont des biens du cessionnaire, visés à l'alinéa (4.4)a), b), c) ou d), pour une période d'une année d'imposition de l'assureur :

a) le paragraphe (4.4) s'applique à l'assureur de manière à inclure un montant dans le calcul de son revenu pour l'année en supposant qu'il est propriétaire des biens pour la période et qu'il s'agit de biens visés à l'alinéa (4.4)a), b), c) ou d) qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada;

b) un montant inclus en application du paragraphe (4.4) dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année, par

ing on an insurance business in Canada, and

(e) an amount included in the insurer's income for the year under subsection (4.4) by reason of the application of this subsection shall

(i) where subparagraph (ii) does not apply, be added by the insurer in computing the cost to it of shares of the capital stock of or an interest in the transferee at the end of the year, or

(ii) where the insurer and the transferee have jointly elected in prescribed form on or before the day that is the earliest of the days on or before which any taxpayer making the election is required to file a return pursuant to section 150 for the taxation year that includes the period, be added in computing

(A) where the property is land or an interest therein of the transferee described in paragraph (4.4)(a), the cost to the transferee of the land or the interest therein, and

(B) where the property is land, a building or an interest therein described in paragraphs (4.4)(b) to (d), the capital cost to the transferee of the interest in the building described in paragraph (4.4)(b).

(4.6) For the purposes of subsection (4.4), the construction, renovation or alteration of a building is completed at the earlier of the day on which the construction, renovation or alteration is actually completed and the day on which all or substantially all of the building is used for the purpose for which it was constructed, renovated or altered."

(7) Paragraph 138(5)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) in the case of an insurer, no deduction may be made under paragraph 20(1)(l) in computing its income for a taxation year from an insurance business in Canada in respect of a premium

l'effet du présent paragraphe, doit être ajouté :

(i) si le sous-alinéa (ii) ne s'applique pas, dans le calcul du coût, pour l'assureur, d'actions du capital-actions du cessionnaire ou d'une participation dans le cessionnaire, à la fin de l'année,

(ii) si l'assureur et le cessionnaire en font le choix sur formulaire prescrit, au plus tard à la date où l'un d'eux doit, le premier, produire une déclaration de revenu conformément à l'article 150 pour l'année d'imposition qui comprend la période :

(A) si le bien est un fonds de terre ou un droit sur un fonds de terre du cessionnaire, visé à l'alinéa (4.4)a, dans le calcul du coût de ce bien pour le cessionnaire,

(B) si le bien est un fonds de terre, un bâtiment ou un droit sur un fonds de terre ou un bâtiment, visé aux alinéas (4.4)b) à d), dans le calcul du coût en capital, pour le cessionnaire, du droit dans le bâtiment visé à l'alinéa (4.4)b).

(4.6) Pour l'application du paragraphe (4.4), la construction, la rénovation ou la transformation d'un bâtiment est terminée au premier en date des jours suivants : celui auquel la construction, la rénovation ou la transformation est effectivement terminée ou celui auquel la totalité, ou presque, du bâtiment est utilisée aux fins auxquelles il a été construit, rénové ou transformé.»

(7) L'alinéa 138(5)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) dans le cas d'un assureur, aucun montant n'est déductible en application de l'alinéa 20(1)l) dans le calcul de son revenu, pour une année d'imposition, qui provient d'une entreprise d'assurance au

Completion

Achèvement de la construction

(7) Paragraphe 138(5)(a) at present reads as follows:

"(a) in the case of an insurer, other than a resident of Canada that does not carry on a life insurance business, no deduction may be made under paragraph 20(1)(I) or section 33 in computing its income for a taxation year from its life insurance business in Canada in respect of a premium or other consideration for a life insurance policy in Canada or a Canada security or interest thereon; and"

(7). — Texte actuel de l'alinéa 138(5)a :

«a) dans le cas d'un assureur, autre qu'un résident du Canada qui n'exploite pas une entreprise d'assurance-vie, aucune déduction ne peut être faite en vertu de l'alinéa 20(1)I) ou de l'article 33 dans le calcul de son revenu, pour une année d'imposition, qui provient de son entreprise d'assurance-vie au Canada, à l'égard d'une prime ou d'une autre contrepartie relative à une police d'assurance-vie au Canada ou à un titre canadien ou aux intérêts y afférents; et»

or other consideration for a life insurance policy in Canada or an interest therein; and”

(8) Section 138 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (5.1) thereof, the following subsection:

“(5.2) Notwithstanding paragraph (3)(b) and subsection (11.4), in computing an insurer’s income for a taxation year from carrying on an insurance business, no amount shall be deducted in respect of a loss sustained by the insurer on a disposition (other than a disposition occurring as a result of the application of subsection (11.3)) of property that is a share, bond, debenture, mortgage, note, hypothec, agreement of sale or any other form of indebtedness that was not a capital property of the insurer and was used by it the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on an insurance business in any case where

(a) during the period commencing 30 days before and ending 30 days after the disposition, the insurer or a person or partnership that does not deal at arm’s length with the insurer acquired or agreed to acquire the same or an identical property (in this subsection referred to as the “substituted property”), and

(b) at the end of the period referred to in paragraph (a), the insurer or the person or partnership, as the case may be, owned or had a right to acquire the substituted property,

and any such loss shall be added in computing the cost to the insurer or the person or partnership, as the case may be, of the substituted property.”

(9) Subsection 138(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(6) In computing the taxable income of a life insurer for a taxation year, no deduction from the income of the insurer for the year may be made under section 112 but, except as otherwise provided by

Canada, à l’égard d’une prime ou d’une autre contrepartie relative à une police d’assurance-vie au Canada ou à un intérêt y afférent;»

(8) L’article 138 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (5.1), de ce qui suit :

«(5.2) Par dérogation à l’alinéa (3)b) et au paragraphe (11.4), aucun montant n’est déductible dans le calcul du revenu qu’un assureur tire pour une année d’imposition de l’exploitation d’une entreprise d’assurance au titre d’une perte qu’il subit à la disposition — sauf s’il s’agit d’une disposition visée au paragraphe (11.3) — d’un bien qui est une action, une obligation, un *mortgage*, un billet, une hypothèque, un contrat de vente ou une autre dette mais qui n’est pas un bien en immobilisation de l’assureur et qu’il utilise ou détient dans l’année dans le cadre de l’exploitation d’une entreprise d’assurance si :

a) d’une part, au cours de la période commençant 30 jours avant et se terminant 30 jours après la disposition, l’assureur ou une personne ou société avec laquelle il a un lien de dépendance acquiert ou convient d’acquérir le même bien ou un bien identique — appelés «bien de remplacement» au présent paragraphe —;

b) d’autre part, à la fin de cette période, l’assureur ou la personne ou société, selon le cas, est propriétaire du bien de remplacement ou a le droit de l’acquérir.

Cette perte doit être ajoutée dans le calcul du coût du bien de remplacement pour l’assureur ou pour la personne ou société, selon le cas.»

(9) Le paragraphe 138(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(6) Dans le calcul du revenu imposable d’un assureur sur la vie pour une année d’imposition, aucune déduction ne peut être faite en application de l’article 112 sur le revenu de l’assureur pour l’année mais,

Déduction pour dividendes reçus de corporations imposables

Idem

Idem

Deduction for dividends from taxable corporations

(8) New.

(8). — Nouveau.

(9) This amendment would add the underlined words.

(9). — Texte actuel du paragraphe 138(6) :

«(6) Lors du calcul du revenu imposable d'un assureur sur la vie pour une année d'imposition, aucune déduction ne peut être faite sur le revenu de l'assureur pour l'année en vertu de l'article 112, mais il peut être déduit de ce revenu le total formé des dividendes imposables (autres que des dividendes sur des actions privilégiées à terme, acquises par l'assureur sur la vie dans le cours normal de l'exploitation de son entreprise) inclus dans le calcul du revenu de l'assureur, pour l'année, et reçus par l'assureur, dans l'année, de corporations canadiennes imposables.»

that section, there may be deducted from such income the aggregate of taxable dividends (other than dividends on term preferred shares that are acquired in the ordinary course of the business carried on by the life insurer) included in computing the insurer's income for the year and received by the insurer in the year from taxable Canadian corporations."

sauf disposition contraire à cet article, le total des dividendes imposables — autres que des dividendes sur des actions privilégiées à terme acquises par l'assureur dans le cours normal de l'exploitation de son entreprise — inclus dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année et reçus par celui-ci de corporations canadiennes imposables au cours de l'année, est déductible de ce revenu.»

(10) Subsection 138(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(10) Le paragraphe 138(9) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Computation of income

“(9) Where in a taxation year an insurer (other than a resident of Canada that does not carry on a life insurance business) carried on an insurance business in Canada and in a country other than Canada, there shall be included in computing its income for the year from carrying on its insurance businesses in Canada the aggregate of

«(9) L'assureur (sauf un résident du Canada qui n'exploite pas d'entreprise d'assurance-vie) qui, au cours d'une année d'imposition, exploite une entreprise d'assurance au Canada et à l'étranger doit inclure le total des montants suivants dans le calcul de son revenu pour l'année tiré de l'exploitation de ses entreprises d'assurance au Canada :

Calcul du revenu

(a) that part of its gross investment revenue for the year that is gross investment revenue from property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on those insurance businesses in Canada, and

a) la partie de ses revenus bruts de placements pour l'année tirés de biens qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation de ces entreprises d'assurance au Canada;

(b) such additional amount as is prescribed in respect of the insurer for the year by regulation.”

b) le montant supplémentaire prescrit au titre de l'assureur pour l'année.»

(11) Subsection 138(9.1) of the said Act is repealed.

(11) Le paragraphe 138(9.1) de la même loi est abrogé.

(12) All that portion of subsection 138(11.3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(12) Le passage du paragraphe 138(11.3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Deemed disposition

“(11.3) Except for the purposes of the definition “amortized cost” in subsection 248(1) as it applies to subparagraph 13(21)(f)(i), clause 13(21)(f)(iv)(B), paragraph 20(1)(l), paragraphs (3)(d) and (4)(c) and any regulations made for the purposes of paragraph (12)(l), where a life insurer resident in Canada, or a non-resident insurer, that carries on an insurance business in Canada and in a country other than Canada, at any time,”

«(11.3) Sauf pour l'application de la définition de «coût amorti» au paragraphe 248(1), telle qu'elle s'applique à l'alinéa 20(1)l, au sous-alinéa 13(21)f(i), à la division 13(21)f(iv)(B), aux alinéas (3)d) et (4)c) et aux règlements pris en application de l'alinéa (12)l, lorsqu'un assureur sur la vie résidant au Canada, ou un assureur non résidant, qui exploite une entreprise d'assurance au Canada et à l'étranger, à une date quelconque :»

Disposition présumée

(10) Subsection 138(9) at present reads as follows:

“(9) Where in a taxation year an insurer (other than a resident of Canada that does not carry on a life insurance business) carried on an insurance business in Canada and in a country other than Canada, there shall be included in computing its income for the year from carrying on that business in Canada, that portion of its gross investment revenue for the year that is gross investment revenue from property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on that business in Canada.”

(11) Subsection 138(9.1) reads as follows:

“(9.1) Where an insurer has made an election under subsection (9) in respect of a taxation year, such part of its gross investment revenue for the year as was, in its return of income required by subsection 150(1) to be filed for that year, included in computing its income for that year from carrying on an insurance business in Canada

(a) shall not be reduced except with the written consent of, and as directed by, the Minister; and

(b) shall be deemed to be its gross investment revenue from property designated by the insurer in that return to be, for the purposes of this Act, property used by it in, or held by it in the course of, carrying on an insurance business in Canada.”

(12) The relevant portion of subsection 138(11.3) at present reads as follows:

“(11.3) Except for the purposes of paragraph (12)(b) as it applies to paragraph (3)(c), subparagraph 13(21)(f)(i), clause 13(21)(f)(iv)(B), paragraphs (3)(d) and (4)(c) and any regulation made under paragraph (12)(f), where a life insurer resident in Canada, or a non-resident insurer, that carries on an insurance business in Canada and in a country other than Canada, at any time,”

(10). — Texte actuel du paragraphe 138(9) :

«(9) Lorsque, pendant une année d'imposition, un assureur (autre qu'un résident du Canada qui n'exploite pas une entreprise d'assurance-vie) a exploité une entreprise d'assurance au Canada et dans un autre pays que le Canada, il faut inclure dans le calcul du revenu qu'il tire, pour l'année, de l'exploitation de cette entreprise au Canada, la partie de son revenu brut de placements pour l'année qui provient de biens qu'il a utilisés dans l'année ou qu'il a détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation de cette entreprise au Canada.»

(11). — Texte du paragraphe 138(9.1) :

«(9.1) Lorsque, pour une année d'imposition, un assureur a exercé un choix en vertu du paragraphe (9), la partie de ses revenus bruts de placements qu'il a, dans sa déclaration de revenu qu'il était tenu de produire pour cette année en vertu du paragraphe 150(1), inclus dans le calcul de son revenu, pour cette année, tiré de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada

a) ne doit pas être diminuée sauf si le Ministre y consent par écrit et selon ses directives; et

b) est réputée être le montant de ses revenus bruts de placements qui provient de biens que l'assureur a désigné dans cette déclaration, aux fins de la présente loi, être des biens qu'il a utilisés ou détenus dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada.»

(12). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 138(11.3) :

«(11.3) Sauf pour l'application de l'alinéa (12)(b) aux fins de l'alinéa (3)(c), du sous-alinéa 13(21)(f)(i), de la disposition 13(f)(iv)(B), des alinéas (3)(d) et (4)(c) et de tout règlement établi sous le régime de l'alinéa (12)(f), lorsqu'un assureur sur la vie résidant au Canada, ou un assureur non résidant, qui exploite une entreprise d'assurance au Canada et dans un pays autre que le Canada, à une date quelconque,»

(13) Subsection 138(11.3) of the said Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraphs: 5

"(c) acquires property that is a bond, debenture, mortgage, hypothec, agreement of sale or any other form of indebtedness for use as property used by it in the year in, or held by it in the year 10 in the course of, carrying on a life insurance business in Canada and at a later time commences to use the property in, or hold it in the course of, carrying on a business other than a life insurance busi- 15 ness in Canada, or

(d) acquires property that is a bond, debenture, mortgage, hypothec, agreement of sale or any other form of indebtedness for use in, or to be held in 20 the course of, carrying on a business other than a life insurance business in Canada and at a later time commences to use the property as property used by it in the year in, or held by it in the year 25 in the course of, carrying on a life insurance business in Canada,"

(13) Le paragraphe 138(11.3) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa a) et par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

«c) acquiert des biens qui sont des obli- 5 gations, des *mortgages*, des hypothèques, des contrats de vente ou d'autres dettes pour les utiliser en qualité de biens utilisés par lui pendant l'année ou détenus par lui pendant l'année dans le 10 cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance-vie au Canada et, à une date ultérieure, commence à les utiliser ou à les détenir dans le cadre d'une autre entreprise qu'une entreprise d'as- 15 surance-vie au Canada, ou

d) acquiert des biens qui sont des obligations, des *mortgages*, des hypothèques, des contrats de vente ou d'autres dettes pour les utiliser ou les détenir 20 dans le cadre de l'exploitation d'une autre entreprise qu'une entreprise d'assurance-vie au Canada et, à une date ultérieure, commence à les utiliser en qualité de biens utilisés par lui pendant 25 l'année ou détenus par lui pendant l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance-vie au Canada,»

(14) Section 138 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (11.4) thereof, the following subsection:

"(11.41) Where, by reason of a change in use referred to in paragraph (11.3)(c) or (d) of a property that is a bond, debenture, mortgage, hypothec, agreement of 35 sale or any other form of indebtedness, an insurer would, by reason of subsection (11.3), have realized an otherwise taxable gain at any time in respect of such property, that gain shall be included in com- 40 puting the income of the insurer only in the taxation year in which the insurer disposes of or is deemed to have disposed of the property otherwise than by reason of a change in use of the property referred to 45 in paragraph (11.3)(c) or (d)."

(14) L'article 138 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (11.4), 30 de ce qui suit :

«(11.41) L'assureur qui, par suite d'un changement d'utilisation visé à l'alinéa (11.3)c) ou d) d'un bien qui est une obligation, un *mortgage*, une hypothèque, un 35 contrat de vente ou une autre dette, réalise, par application du paragraphe (11.3), un gain imposable par ailleurs à une date donnée au titre de ce bien, doit inclure ce gain dans le calcul de son revenu seule- 40 ment dans l'année d'imposition où il dispose ou est réputé avoir disposé du bien autrement que par suite d'un tel changement d'utilisation du bien.»

Inclusion of gain

Inclusion des gains

(15) Subsection 138(11.5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(15) Le paragraphe 138(11.5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Transfer of insurance business by non-resident insurer

“(11.5) Where

(a) a non-resident insurer (in this subsection referred to as the “transferor”) has, at any time in a taxation year, ceased to carry on all or substantially all of an insurance business carried on by it in Canada in that year,

(b) the transferor has, at that time or within 60 days thereafter, transferred all or substantially all of the property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on that insurance business in Canada in that year (in this subsection referred to as the “transferred property”) to a corporation (in this subsection referred to as the “transferee”) that is a qualified related corporation (within the meaning assigned by subsection 219(8)) of the transferor which, immediately after that time, commenced to carry on that insurance business in Canada and the consideration for the transfer includes shares of the capital stock of the transferee,

(c) the transferee has, at that time or within 60 days thereafter, assumed or reinsured all or substantially all of the obligations of the transferor that arose in the course of carrying on that insurance business in Canada, and

(d) the transferor and the transferee have jointly elected in prescribed form and in accordance with subsection (11.6),

the following rules apply:

(e) where the fair market value, at that time, of the consideration (other than shares of the capital stock of the transferee or a right to receive any such shares) received or receivable by the transferor for the transferred property does not exceed the aggregate of the cost amounts to the transferor, at that time, of the transferred property, the proceeds of disposition of the transferor and the cost to the transferee of the

«(11.5) Dans le cas où, à la fois :

a) un assureur non résidant — appelé «cédant» au présent paragraphe — cesse, à un moment donné d'une année d'imposition, d'exploiter la totalité, ou presque, d'une entreprise d'assurance au Canada qu'il exploite au cours de l'année,

b) le cédant transfère, à ce moment ou dans les 60 jours qui suivent, à une corporation — appelée «cessionnaire» au présent paragraphe — qui est pour lui une corporation liée admissible (au sens du paragraphe 219(8)) et qui, immédiatement après le transfert, commence à exploiter cette entreprise, la totalité, ou presque, des biens — appelés «biens transférés» au présent paragraphe — qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation de cette entreprise, et la contrepartie de ce transfert comprend des actions du capital-actions du cessionnaire,

c) le cessionnaire assume ou réassure, à ce moment ou dans les 60 jours qui suivent, la totalité, ou presque, des obligations du cédant qui découlent de l'exploitation de cette entreprise au Canada,

d) le cédant et le cessionnaire font le choix prévu au paragraphe (11.6) sur le formulaire prescrit,

les règles suivantes s'appliquent :

e) si la juste valeur marchande, au moment donné, de ce que le cédant reçoit ou peut recevoir en contrepartie des biens transférés — sauf la contrepartie qui consiste en actions du capital-actions du cessionnaire ou d'un droit de les recevoir — ne dépasse pas le total des coûts indiqués de ces biens pour le cédant, à ce moment, le produit de disposition de ces biens pour le cédant et leur coût pour le cessionnaire sont réputés être le coût indiqué de ces biens pour le cédant, à ce moment; dans les autres cas, le paragraphe 85(1) s'applique au transfert;

Transfert d'entreprise d'assurance par un assureur non résidant

(15) Subsection 138(11.5) at present reads as follows:

“(11.5) Where a non-resident insurer

(a) has ceased to carry on an insurance business in Canada in a taxation year or is entitled to make an election under subsection 219(4) in respect of a taxation year,

(b) has transferred all property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on an insurance business in Canada to a qualified related corporation of the insurer (within the meaning assigned by subsection 219(8)) or to a corporation resident in Canada that carries on an insurance business in Canada and is a subsidiary wholly-owned corporation of a qualified related corporation of the insurer, and

(c) has jointly so elected, in prescribed form and within the time determined under subsection (11.6), with the corporation to which the property was transferred,

subsection (11.3) shall not apply in respect of the transferred property and, where no election was made under subsection 85(1) in respect of the transferred property, the proceeds of disposition thereof to the non-resident insurer and the cost thereof to the corporation to which it was transferred shall be deemed to be the cost amount to the non-resident insurer of the transferred property.”

(15). — Texte actuel du paragraphe 138(11.5) :

«(11.5) Lorsqu'un assureur non résidant

a) a cessé d'exploiter son entreprise d'assurance au Canada dans une année d'imposition, ou qu'il a le droit de faire un choix en vertu du paragraphe 219(4) à l'égard d'une année d'imposition,

b) a transféré tous les biens quelconques utilisés par lui dans l'année ou détenus par lui dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada à une corporation liée admissible (au sens du paragraphe 219(8)) de l'assureur ou à une corporation résidant au Canada, qui y exploite une entreprise d'assurance et qui est une filiale possédée en propriété exclusive d'une corporation liée admissible de l'assureur, et

c) a fait, conjointement avec la corporation à laquelle les biens ont été transférés, un choix selon le formulaire prescrit et dans le délai déterminé en vertu du paragraphe (11.6),

le paragraphe (11.3) ne s'applique pas à l'égard des biens transférés et, lorsque aucun choix n'a été fait en vertu du paragraphe 85(1) à l'égard des biens transférés, le produit de disposition, pour l'assureur non résidant, et le coût, pour la corporation à laquelle les biens ont été transférés sont réputés être le coût indiqué, pour l'assureur non résidant, des biens transférés.»

transferred property shall be deemed to be the cost amount, at that time, to the transferor of the transferred property, and in any other case, the provisions of subsection 85(1) shall be applied in respect of the transfer,

(f) where the provisions of subsection 85(1) are not required to be applied in respect of the transfer, the cost to the transferor of any particular property (other than shares of the capital stock of the transferee or a right to receive any such shares) received or receivable by it as consideration for the transferred property shall be deemed to be the fair market value, at that time, of the particular property,

(g) where the provisions of subsection 85(1) are not required to be applied in respect of the transfer, the cost to the transferor of any shares of the capital stock of the transferee received or receivable by the transferor as consideration for the transferred property shall be deemed to be

(i) where the shares are preferred shares of any class of the capital stock of the transferee, the lesser of

(A) the fair market value of those shares immediately after the transfer of the transferred property, and

(B) the amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C}$$

where

A is the amount, if any, by which the proceeds of disposition of the transferor of the transferred property determined under paragraph (e) exceed the fair market value, at that time, of the consideration (other than shares of the capital stock of the transferee or a right to receive any such shares) received or receivable by the transferor for the transferred property,

f) s'il n'est pas nécessaire d'appliquer le paragraphe 85(1) au transfert, le coût, pour le cédant, de biens donnés — à l'exception d'actions du capital-actions du cessionnaire et d'un droit de les recevoir — qu'il reçoit ou peut recevoir en contrepartie des biens transférés est réputé être la juste valeur marchande des biens donnés, à ce moment;

g) s'il n'est pas nécessaire d'appliquer le paragraphe 85(1) au transfert, le coût, pour le cédant, d'actions du capital-actions du cessionnaire qu'il reçoit ou peut recevoir en contrepartie des biens transférés est réputé être le montant suivant :

(i) s'il s'agit d'actions privilégiées d'une catégorie du capital-actions du cessionnaire, le moins élevé :

(A) de la juste valeur marchande de ces actions immédiatement après le transfert,

(B) du montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

où

A représente l'excédent éventuel du produit de disposition des biens transférés, calculé pour le cédant selon l'alinéa e), sur la juste valeur marchande, au moment donné, de ce que le cédant reçoit ou peut recevoir en contrepartie des biens transférés — sauf la contrepartie qui consiste en actions du capital-actions du cessionnaire ou d'un droit de les recevoir —,

B la juste valeur marchande, immédiatement après le transfert, de ces actions privilégiées,

C la juste valeur marchande, immédiatement après le transfert, de toutes les actions privilégiées du capital-actions du cessionnaire que le cédant peut

B is the fair market value, immediately after the transfer of the transferred property, of those preferred shares of that class, and 5

C is the fair market value, immediately after the transfer of the transferred property, of all preferred shares of the capital stock of the transferee receivable by the transferor as consideration for the transferred property, and 10

(ii) where the shares are common shares of any class of the capital stock of the transferee, the amount determined by the formula 15

$$A \times \frac{B}{C}$$

where 20

A is the amount, if any, by which the proceeds of disposition of the transferor of the transferred property determined under paragraph 25 (e) exceed the aggregate of the fair market value, at that time, of the consideration (other than shares of the capital stock of the transferee or a right to receive any such 30 shares) received or receivable by the transferor for the transferred property and the cost to the transferor of all preferred shares of the capital stock of the transferee 35 receivable by the transferor as consideration for the transferred property,

B is the fair market value, immediately after the transfer of the transferred property, of those shares of that class, and 40

C is the fair market value, immediately after the transfer of the transferred property, of all 45 common shares of the capital stock of the transferee receivable by the transferor as consideration for the transferred property,

recevoir en contrepartie des biens transférés,

(ii) s'il s'agit d'actions ordinaires d'une catégorie du capital-actions du cédant, le montant calculé selon la 5 formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

où 10

A représente l'excédent éventuel du produit de disposition des biens transférés, calculé pour le cédant selon l'alinéa e), sur le total de la 15 juste valeur marchande, au moment donné, de ce que le cédant reçoit ou peut recevoir en contrepartie des biens transférés — sauf la contrepartie qui consiste en 20 actions du capital-actions du cessionnaire ou d'un droit de les recevoir — et du coût, pour le cédant, de toutes les actions privilégiées du capital-actions du cessionnaire 25 qu'il peut recevoir en contrepartie des biens transférés,

B la juste valeur marchande, immédiatement après le transfert, de ces actions ordinaires, 30

C la juste valeur marchande, immédiatement après le transfert, de toutes les actions ordinaires du capital-actions du cessionnaire que le cédant peut recevoir en contre- 35 partie des biens transférés;

h) pour l'application de la présente loi, le cédant et le cessionnaire sont réputés chacun avoir une année d'imposition se terminant immédiatement avant le 40 moment donné et, aux fins de l'établissement de leurs exercices financiers après ce moment, le cédant et le cessionnaire sont réputés ne pas avoir établi de tels exercices avant ce moment; 45

i) aux fins du calcul des revenus bruts de placements à inclure dans le calcul du revenu du cédant pour l'année en application du paragraphe (9) et de ses

(h) for the purposes of this Act, the transferor and the transferee shall be deemed to have had taxation years ending immediately before that time and, for the purposes of determining the fiscal periods of the transferor and transferee after that time, they shall be deemed not to have established fiscal periods before that time,

(i) for the purpose of determining the amount of gross investment revenue required to be included in computing the transferor's income for the year under subsection 138(9) and its gains and losses from property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on an insurance business in Canada for its taxation years following its year referred to in paragraph (h), the transferor shall be deemed to have transferred the business referred to in paragraph (a), the property referred to in paragraph (b) and the obligations referred to in paragraph (c) to the transferee on the last day of its taxation year referred to in paragraph (h),

(j) for the purpose of determining the income of the transferor and the transferee for their taxation years following their taxation years referred to in paragraph (h), amounts deducted by the transferor as reserves under paragraphs 20(1)(l) and (l.1) and 20(7)(c), section 33, subparagraphs (3)(a)(i), (ii) and (iv) and paragraph (3)(c) in its taxation year referred to in paragraph (h) in respect of the transferred property referred to in paragraph (b) or the obligations referred to in paragraph (c) shall be deemed to have been deducted by the transferee, and not the transferor, for its taxation year referred to in paragraph (h),

(k) for the purposes of this section and sections 12, 12.3, 12.4, 20, 33, 138.1, 140, 142 and 148, the transferee shall, in its taxation years following its taxation year referred to in paragraph (h), be deemed to be the same person as, and a continuation of, the transferor in

gains et pertes résultant de biens qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada pour ses années d'imposition postérieures à celle visée à l'alinéa h), le cédant est réputé transférer au cessionnaire l'entreprise visée à l'alinéa a), les biens visés à l'alinéa b) et les obligations visées à l'alinéa c) le dernier jour de son année d'imposition visée à l'alinéa h);

j) aux fins du calcul du revenu du cédant et du cessionnaire pour leurs années d'imposition postérieures à celles visées à l'alinéa h), les montants déduits par le cédant à titre de réserves en application des alinéas 20(1)l) et l.1), et 20(7)c), des sous-alinéas (3)a)(i), (ii) et (iv), de l'alinéa (3)c) et de l'article 33, pour son année d'imposition visée à l'alinéa h), quant aux biens transférés visés à l'alinéa b) ou aux obligations visées à l'alinéa c) sont réputés déduits par le cessionnaire, et non par le cédant, pour son année d'imposition visée à l'alinéa h);

k) pour l'application du présent article et des articles 12, 12.3, 12.4, 20, 33, 138.1, 140, 142 et 148, le cessionnaire est réputé, pour ses années d'imposition postérieures à celle visée à l'alinéa h), être la même personne que le cédant et en être la continuation quant à l'entreprise visée à l'alinéa a), aux biens transférés visés à l'alinéa b) et aux obligations visées à l'alinéa c);

l) pour l'application du présent paragraphe et des paragraphes (11.7) et (11.9), la juste valeur marchande de la contrepartie que le cédant a reçue du cessionnaire pour une obligation visée à l'alinéa c) qu'il assume ou pour la réassurance de celle-ci est réputée correspondre au total des montants déduits par le cédant à titre de réserve en application de l'alinéa 20(7)c) et des sous-alinéas (3)a)(i), (ii) et (iv), pour son année d'imposition visée à l'alinéa h), quant à cette obligation;

m) aux fins du calcul du revenu du cédant et du cessionnaire pour leurs

respect of the business referred to in paragraph (a), the transferred property referred to in paragraph (b) and the obligations referred to in paragraph (c), (l) for the purposes of this subsection and subsections (11.7) and (11.9), the fair market value of consideration received by the transferor from the transferee in respect of the assumption or reinsurance of a particular obligation referred to in paragraph (c) shall be deemed to be the aggregate of the amounts deducted by the transferor as a reserve under paragraph 20(7)(c) and subparagraphs (3)(a)(i), (ii) and (iv) in its taxation year referred to in paragraph (h) in respect of the particular obligation, and (m) for the purpose of computing the income of the transferor or the transferee for their taxation years following their taxation years referred to in paragraph (h),

- (i) an amount in respect of a reinsurance premium paid or payable by the transferor to the transferee in respect of the obligations referred to in paragraph (c), or
- (ii) an amount in respect of a reinsurance commission paid or payable by the transferee to the transferor in respect of the amount referred to in subparagraph (i)

under a reinsurance arrangement undertaken to effect the transfer of the insurance business to which this subsection applied shall be included or deducted, as the case may be, only to the extent that may be reasonably regarded as necessary to determine the appropriate amount of income of both the transferor and the transferee.”

(16) Section 138 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (11.6) thereof, the following subsections:

“(11.7) Where, after December 15, 1987, subsection (11.5) is applicable in respect of a transfer of property by a non-resident insurer to a qualified related

années d'imposition postérieures à celles visées à l'alinéa h), les montants suivants doivent être inclus ou déduits, selon le cas, uniquement dans la mesure où ils peuvent être raisonnablement tenus comme nécessaires au calcul du revenu du cédant et du cessionnaire :

- (i) la prime de réassurance payée ou payable par le cédant au cessionnaire, au titre des obligations visées à l'alinéa c), dans le cadre d'une convention de réassurance conclue pour effectuer le transfert de l'entreprise d'assurance à laquelle le présent paragraphe s'applique,
- (ii) la commission de réassurance payée ou payable par le cessionnaire au cédant, au titre de la prime de réassurance visée au sous-alinéa (i), dans le cadre de la convention de réassurance visée à ce sous-alinéa.»

(16) L'article 138 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (11.6), de ce qui suit :

«(11.7) Les règles suivantes s'appliquent si, après le 15 décembre 1987, le paragraphe (11.5) s'applique à un transfert de biens par un assureur non résident

Computation of paid-up capital

Calcul du capital versé

10. Le montant des montants admissibles... (A) du total des montants dont...

11. Le montant des montants admissibles... (A) du total des montants dont...

$$C = \frac{A - B}{A} \times \frac{C}{A}$$

12. Le montant des montants admissibles... (A) du total des montants dont...

13. Le montant des montants admissibles... (A) du total des montants dont...

14. Le montant des montants admissibles... (A) du total des montants dont...

15. Le montant des montants admissibles... (A) du total des montants dont...

16. Le montant des montants admissibles... (A) du total des montants dont...

(16) New.

10. The amount of the amounts eligible... (A) the total of the amounts...

11. The amount of the amounts eligible... (A) the total of the amounts...

$$C = \frac{A - B}{A} \times \frac{C}{A}$$

12. The amount of the amounts eligible... (A) the total of the amounts...

13. The amount of the amounts eligible... (A) the total of the amounts...

14. The amount of the amounts eligible... (A) the total of the amounts...

15. The amount of the amounts eligible... (A) the total of the amounts...

16. The amount of the amounts eligible... (A) the total of the amounts...

(16). — Nouveau.

corporation of the insurer and the provisions of subsection 85(1) were not required to be applied in respect of the transfer, the following rules apply:

(a) in computing the paid-up capital, at any time after the transfer, in respect of any particular class of shares of the capital stock of the qualified related corporation, there shall be deducted an amount determined by the formula

$$(A - B) \times \frac{C}{A}$$

where

A is the increase, if any, determined without reference to this subsection as it applies to the transfer, in the paid-up capital in respect of all the shares of the capital stock of the corporation as a result of the transfer,

B is the amount, if any, by which the cost of the transferred property to the corporation, immediately after the transfer, exceeds the fair market value, immediately after the transfer, of any consideration (other than shares of the capital stock of the corporation) received or receivable by the insurer from the corporation for the property, and

C is the increase, if any, determined without reference to this subsection as it applies to the transfer, in the paid-up capital in respect of the particular class of shares as a result of the acquisition by the corporation of the transferred property; and

(b) in computing the paid-up capital, at any time after December 15, 1987, in respect of any particular class of shares of the capital stock of the qualified related corporation, there shall be added an amount equal to the lesser of

(i) the amount, if any, by which
(A) the aggregate of all amounts each of which is an amount deemed by subsection 84(3), (4) or (4.1) to

en faveur d'une corporation liée admissible de l'assureur et s'il n'est pas nécessaire d'appliquer le paragraphe 85(1) au transfert :

a) le montant calculé selon la formule suivante est déduit dans le calcul du capital versé, à un moment donné après le transfert, au titre d'une catégorie donnée d'actions du capital-actions de la corporation liée admissible :

$$(A - B) \times \frac{C}{A}$$

où

A représente l'augmentation éventuelle — conséquence du transfert — du capital versé au titre de toutes les actions du capital-actions de la corporation, calculée sans appliquer le présent paragraphe au transfert,

B l'excédent éventuel du coût des biens transférés pour la corporation immédiatement après le transfert sur la juste valeur marchande, immédiatement après le transfert, de toute contrepartie (à l'exclusion des actions du capital-actions de la corporation) que l'assureur a reçue ou peut recevoir de la corporation pour les biens,

C l'augmentation éventuelle — conséquence de l'acquisition des biens transférés par la corporation — du capital versé au titre de la catégorie donnée d'actions, calculée sans appliquer le présent paragraphe au transfert;

b) le moindre des montants suivants est ajouté dans le calcul du capital versé, à une date quelconque postérieure au 15 décembre 1987, au titre d'une catégorie donnée d'actions du capital-actions de la corporation liée admissible :

(i) l'excédent éventuel
(A) du total des montants dont chacun représente un montant réputé, selon le paragraphe 84(3), (4) ou (4.1), être un dividende sur des actions de cette catégorie que la

be a dividend on shares of that class paid after December 15, 1987 and before that time by the corporation exceeds
 (B) the aggregate of such dividends that would have been determined under clause (A) if this Act were read without reference to paragraph (a), and
 (ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount required by paragraph (a) to be deducted in computing the paid-up capital in respect of that class of shares after December 15, 1987 and before that time.

corporation a versé après le 15 décembre 1987 et avant cette date, (B) sur le total de ces dividendes calculé selon la division (A) et en faisant abstraction de l'alinéa a),
 (ii) le total des montants dont chacun représente un montant à déduire selon l'alinéa a) dans le calcul du capital versé au titre de cette catégorie d'actions après le 15 décembre 1987 et avant cette date.

Rules on transfers of depreciable property

(11.8) Where
 (a) subsection (11.5) is applicable in respect of a transfer of depreciable property by a non-resident insurer to a qualified related corporation,
 (b) the provisions of subsection 85(1) were not required to be applied in respect of the transfer, and
 (c) the capital cost to the insurer of the depreciable property exceeds its proceeds of disposition therefor,
 for the purposes of sections 13 and 20 and any regulations made under paragraph 20(1)(a), the following rules apply:
 (d) the capital cost of the depreciable property to the corporation shall be deemed to be the amount that was the capital cost thereof to the insurer, and
 (e) the excess shall be deemed to have been allowed to the corporation in respect of the property under regulations made under paragraph 20(1)(a) in computing its income for taxation years ending before the transfer.

(11.8) Pour l'application des articles 13 et 20 et des règlements pris en application de l'alinéa 20(1)a), si le paragraphe (11.5) s'applique à un transfert de biens amortissables par un assureur non résidant en faveur d'une corporation liée admissible, s'il n'est pas nécessaire d'appliquer le paragraphe 85(1) au transfert et si le coût en capital de ces biens pour l'assureur excède leur produit de disposition, les règles suivantes s'appliquent :
 a) le coût en capital des biens amortissables pour la corporation est réputé être le coût en capital de ces biens pour l'assureur;
 b) cet excédent est réputé avoir été déduit par la corporation au titre des biens selon les règlements pris en application de l'alinéa 20(1)a) dans le calcul du revenu de la corporation pour les années d'imposition se terminant avant le transfert.

Règles sur les transferts de biens amortissables

Computation of contributed surplus

(11.9) Where, after December 15, 1987, subsection (11.5) or 85(1) is applicable in respect of a transfer of property by a person or partnership to an insurance corporation resident in Canada and
 (a) the aggregate of
 (i) the fair market value, immediately after the transfer, of any consideration (other than shares of the capital

(11.9) Pour l'application de l'alinéa 84(1)c.1) et des paragraphes 219(5.2) et 35(5.3), si, après le 15 décembre 1987, le paragraphe (11.5) ou 85(1) s'applique à un transfert de biens par une personne ou société en faveur d'une corporation d'assurance résidant au Canada, le surplus d'apport de la corporation découlant du transfert est réputé être l'excédent éventuel du

Calcul du surplus d'apport

stock of the corporation) received or receivable by the person or partnership from the corporation for the transferred property,
 (ii) the increase, if any, in the paid-up capital of all the shares of the capital stock of the corporation (determined without reference to subsection (11.7) or 85(2.1) as it applies in respect of the transfer) arising on the transfer, and
 (iii) the increase, if any, in the contributed surplus of the corporation (determined without reference to this subsection as it applies in respect of the transfer) arising on the transfer

exceeds

(b) the total of

- (i) the aggregate of all amounts each of which is an amount required to be deducted in computing the paid-up capital of a class of shares of the capital stock of the corporation under subsection (11.7) or 85(2.1), as the case may be, as it applies in respect of the transfer, and
- (ii) the cost to the corporation of the transferred property,

for the purposes of paragraph 84(1)(c.1) and subsections 219(5.2) and (5.3), the contributed surplus of the corporation arising on the transfer shall be deemed to be the amount, if any, by which the amount of such contributed surplus otherwise determined exceeds the amount, if any, by which the aggregate determined under paragraph (a) exceeds the total determined under paragraph (b).

(11.91) Where, at any time in a particular taxation year,

- (a) a non-resident insurer carries on an insurance business in Canada, and
- (b) immediately before that time, the insurer was not carrying on an insurance business in Canada or ceased to be exempt from tax under this Part on any income from such business by reason of any Act of Parliament or anything approved, made or declared to have the force of law thereunder,

surplus d'apport calculé par ailleurs sur l'excédent éventuel

a) du total des montants suivants :

- (i) la juste valeur marchande, immédiatement après le transfert, de toute contrepartie (à l'exclusion d'actions du capital-actions de la corporation) que la personne ou société a reçue ou peut recevoir de la corporation pour les biens transférés,
- (ii) l'augmentation éventuelle — conséquence du transfert — du capital versé au titre de toutes les actions du capital-actions de la corporation, calculée sans appliquer le paragraphe (11.7) ou 85(2.1) au transfert,
- (iii) l'augmentation éventuelle — conséquence du transfert — du surplus d'apport de la corporation, calculée sans appliquer le présent paragraphe au transfert

b) sur le total des montants suivants :

- (i) l'ensemble des montants dont chacun représente un montant à déduire dans le calcul du capital versé au titre d'une catégorie d'actions du capital-actions de la corporation en vertu du paragraphe (11.7) ou 85(2.1), selon le cas, tel qu'il s'applique au transfert,
- (ii) le coût des biens transférés pour la corporation.

(11.91) Si, à une date quelconque d'une année d'imposition donnée, un assureur non résidant commence à exploiter une entreprise d'assurance au Canada et si, immédiatement avant cette date, l'assureur n'exploitait pas une telle entreprise ou a cessé, en application d'une loi fédérale ou de tout texte pris ou approuvé en vertu d'une telle loi et ayant force de loi, d'être exonéré de l'impôt prévu à la présente partie sur tout revenu tiré d'une telle entreprise, les règles suivantes s'appliquent

Calcul du revenu d'un assureur non résidant

Computation of income of non-resident insurer

for the purpose of computing the income of the insurer for the particular taxation year,

(c) the insurer shall be deemed to have had a taxation year ending immediately before the commencement of the particular taxation year, 5

(d) for the purposes of paragraph (4)(a), subsection (9), paragraphs 12(1)(d) and (e) and any regulations made under paragraph (12)(l), the insurer shall be deemed to have carried on the business referred to in paragraph (a) in Canada in the immediately preceding taxation year referred to in paragraph (c) and to have claimed the maximum amounts to which it would have been entitled under paragraphs 20(1)(l) and (l.1) and 20(7)(c), section 33, subparagraphs (3)(a)(i), (ii) and (iv) and paragraph (3)(c) for that year, 10 15 20

(e) the insurer shall, immediately before the commencement of the particular taxation year, be deemed to have disposed of each property that was owned by it at that time and used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on the business referred to in paragraph (a) for proceeds of disposition equal to the fair market value of the property at that time and to have reacquired the property at that time at a cost equal to that fair market value, and 25 30

(f) where paragraph (e) applies in respect of depreciable property of the insurer and the cost thereof to the insurer immediately before the commencement of the particular taxation year exceeds the fair market value thereof at that time, for the purposes of sections 13 and 20 and any regulations made under paragraph 20(1)(a), 35 40

(i) the capital cost of the property to the insurer at that time shall be deemed to be the cost thereof to the insurer at that time, and 45

(ii) the excess shall be deemed to have been allowed to the insurer in respect of the property under regulations made under paragraph 20(1)(a) 50

aux fins du calcul de son revenu pour l'année donnée :

a) l'assureur est réputé avoir une année d'imposition se terminant immédiatement avant le début de l'année donnée; 5

b) pour l'application des alinéas 12(1)d) et e), de l'alinéa (4)a), du paragraphe (9) et des règlements pris en application de l'alinéa (12)l), l'assureur est réputé avoir exploité l'entreprise d'assurance au Canada au cours de l'année d'imposition précédente visée à l'alinéa a) et avoir déduit le montant maximal auquel il aurait eu droit en application des alinéas 20(1)l) et l.1) et 20(7)c), des sous-alinéas (3)a)(i), (ii) et (iv), de l'alinéa (3)c) et de l'article 33 pour cette année; 10 15 20

c) l'assureur est réputé, immédiatement avant le début de l'année donnée, avoir disposé de chaque bien qui lui appartient à cette date et qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise d'assurance au Canada, pour un produit de disposition égal à la juste valeur marchande du bien à la date quelconque et l'avoir acquis de nouveau à cette date à un coût égal à cette juste valeur marchande; 25 30

d) si l'alinéa c) s'applique aux biens amortissables de l'assureur et si le coût de ces biens pour l'assureur immédiatement avant le début de l'année donnée excède leur juste valeur marchande à la date quelconque, les règles suivantes s'appliquent aux fins des articles 13 et 20 et des règlements pris en application de l'alinéa 20(1)a) : 35 40

(i) le coût en capital de ces biens pour l'assureur, à cette date, est réputé égal au coût de ces biens pour l'assureur, à cette date, 40

(ii) cet excédent est réputé avoir été déduit par l'assureur au titre des biens selon les règlements pris en application de l'alinéa 20(1)a) dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition se terminant avant le début de l'année donnée. 45 50

Computation of
income where
insurance
business is
transferred

in computing its income for taxation years ending before the commencement of the particular taxation year.

(11.92) Where, at any time in a taxation year, an insurer (in this subsection referred to as the "vendor") has disposed of

(a) all or substantially all of an insurance business carried on by it in Canada, or

(b) all or substantially all of a line of business of an insurance business carried on by it in Canada

to a person (in this subsection referred to as the "purchaser") and obligations in respect of the business or line of business, as the case may be, in respect of which a reserve may be claimed under paragraph 20(7)(c) or subparagraph 138(3)(a)(i) or (ii) (in this subsection referred to as the "obligations") were assumed by the purchaser, the following rules apply:

(c) for the purpose of determining the amount of the gross investment revenue required to be included in the income of the vendor and the purchaser under subsection 138(9) and the amount of the gains and losses of the vendor and the purchaser from property used by it in the year in or held by it in the year in the course of carrying on an insurance business in Canada

(i) the vendor and the purchaser shall, in addition to their normal taxation years, be deemed to have had a taxation year ending immediately before that time, and

(ii) for the taxation years of the vendor and the purchaser following that time, the business or line of business, as the case may be, disposed of to, and the obligations assumed by, the purchaser shall be deemed to have been disposed of or assumed, as the case may be, on the last day of the taxation year referred to in subparagraph (i),

(d) for the purpose of computing the income of the vendor and the purchaser

(11.92) Dans le cas où un assureur — appelé «vendeur» au présent paragraphe — dispose, à une date quelconque d'une année d'imposition, de la totalité, ou presque, soit d'une entreprise d'assurance qu'il exploite au Canada, soit d'une branche d'activité d'une entreprise d'assurance qu'il exploite au Canada, en faveur d'une personne — appelée «acheteur» au présent paragraphe — et où l'acheteur assume des obligations relatives à l'entreprise ou à la branche d'activité, selon le cas, au titre desquelles une réserve est déductible en application de l'alinéa 20(7)c) ou du sous-alinéa 138(3)a)(i) ou (ii), les règles suivantes s'appliquent :

a) aux fins du calcul des revenus bruts de placements à inclure en application du paragraphe 138(9) dans le revenu du vendeur et de l'acheteur et des gains et pertes du vendeur et de l'acheteur résultant de biens qu'ils utilisent ou détiennent dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada :

(i) d'une part, le vendeur et l'acheteur sont réputés avoir, outre leur année d'imposition normale, une année d'imposition se terminant immédiatement avant cette date,

(ii) d'autre part, pour les années d'imposition du vendeur et de l'assureur suivant cette date, l'entreprise ou la branche d'activité, selon le cas, dont le vendeur dispose en faveur de l'acheteur et les obligations que celui-ci assume sont réputées faire l'objet d'une disposition ou être assumées, selon le cas, le dernier jour de l'année d'imposition visée au sous-alinéa (i);

b) aux fins du calcul du revenu du vendeur et de l'acheteur pour les années d'imposition se terminant après cette date, les montants suivants sont réputés être payés ou payables ou reçus ou à recevoir, selon le cas, par le vendeur ou

Calcul du
revenu en cas
de transfert
d'une entreprise
d'assurance

20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30

31
32
33
34
35
36
37
38
39
40

41
42
43
44
45
46
47
48
49
50

51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200

201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300

301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400

401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500

501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600

601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700

701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800

Small text in the left margin, possibly a page number or reference.

Small text in the right margin, possibly a page number or reference.

for taxation years ending after that time,

(i) an amount paid or payable by the vendor to the purchaser in respect of the obligations, or

(ii) an amount in respect of a commission paid or payable by the purchaser to the vendor in respect of the amount referred to in subparagraph (i)

shall be deemed to have been paid or payable or received or receivable, as the case may be, by the vendor or the purchaser, as the case may be, in the course of carrying on the business or line of business, as the case may be, and

(e) where the vendor has disposed of all or substantially all of an insurance business referred to in paragraph (a), the vendor shall, for the purposes of section 219, be deemed to have ceased to carry on that business at that time.

(11.93) Notwithstanding section 79, where, at any time in a taxation year, an insurer has acquired or reacquired the beneficial ownership of property in consequence of another person's failure to pay all or any part of an amount (in this subsection referred to as the "insurer's claim") owing by him to the insurer in respect of a bond, debenture, mortgage, hypothec, agreement of sale or any other form of indebtedness owned by the insurer, the following rules apply:

(a) in computing the other person's proceeds of disposition of the property, there shall be included the amount of the insurer's claim;

(b) any amount paid by the other person after the acquisition or reacquisition, as the case may be, of the property on account of or in satisfaction of the insurer's claim shall be deemed to be a loss of that person from the disposition of the property for his taxation year in which payment of that amount was made;

(c) the insurer shall be deemed to have acquired or reacquired, as the case may be, the property at an amount equal to

l'acheteur dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise ou de la branche d'activité :

(i) le montant payé ou payable par le vendeur à l'acheteur au titre des obligations,

(ii) la commission payée ou payable par l'acheteur au vendeur au titre du montant visé au sous-alinéa (i);

c) le vendeur qui dispose de la totalité, ou presque, d'une entreprise d'assurance au Canada est réputé, pour l'application de l'article 219, cesser d'exploiter cette entreprise à cette date.

(11.93) Par dérogation à l'article 79, si à une date quelconque d'une année d'imposition, un assureur acquiert ou acquiert de nouveau le *beneficial ownership* dans un bien du fait qu'une autre personne n'a pas payé tout ou partie d'un montant — appelé «réclamation de l'assureur» au présent paragraphe — qu'elle doit à l'assureur au titre d'une obligation, d'un *mortgage*, d'une hypothèque, d'un contrat de vente ou d'une autre dette de l'assureur, les règles suivantes s'appliquent :

a) la réclamation de l'assureur doit être incluse dans le calcul du produit de disposition du bien pour la personne;

b) tout montant que la personne paie après l'acquisition ou la nouvelle acquisition au titre ou en règlement de la réclamation de l'assureur est réputé être une perte de cette personne résultant de la disposition du bien, pour son année d'imposition où elle paie le montant;

c) l'assureur est réputé acquérir le bien ou l'acquérir de nouveau pour un montant égal à sa juste valeur marchande immédiatement avant cette date et disposer de l'obligation, du *mortgage*, de l'hypothèque, du contrat de vente ou

Bien acquis en cas de défaut de paiement

Property acquired on default in payment

the fair market value of the property, immediately before that time, and to have disposed of the bond, debenture, mortgage, hypothec, agreement of sale or other form of indebtedness, as the case may be, for proceeds of disposition equal to that fair market value;

(d) the cost amount to the insurer of the insurer's claim shall be deemed to be nil and the insurer's claim shall be deemed to be a bond, debenture, mortgage, hypothec, agreement of sale or other form of indebtedness, as the case may be; and

(e) in computing the insurer's income for the year or a subsequent year, no amount is deductible in respect of the insurer's claim by reason of paragraph 20(1)(l).

(11.94) Where

(a) an insurer resident in Canada (in this subsection referred to as the "transferor") has, at any time in a taxation year, ceased to carry on all or substantially all of an insurance business carried on by it in Canada in that year,

(b) the transferor has, at that time or within 60 days thereafter, transferred all or substantially all of the property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on that insurance business in Canada in that year to a corporation resident in Canada (in this subsection referred to as the "transferee") that is a subsidiary wholly-owned corporation of the transferor which, immediately after that time, commenced to carry on that insurance business in Canada and the consideration for the transfer includes shares of the capital stock of the transferee,

(c) the transferee has, at that time or within 60 days thereafter, assumed or reinsured all or substantially all of the obligations of the transferor that arose in the course of carrying on that insurance business in Canada, and

(d) the transferor and the transferee have jointly elected in prescribed form

d'une autre dette, selon le cas, pour un produit égal à cette juste valeur marchande;

d) le coût indiqué pour l'assureur de la réclamation de l'assureur est réputé nul, et la réclamation de l'assureur est réputée être une obligation, un *mortgage*, une hypothèque, un contrat de vente ou une autre dette, selon le cas;

e) aucun montant n'est déductible au titre de la réclamation de l'assureur en application de l'alinéa 20(1)l) dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année ou pour une année d'imposition postérieure.

(11.94) Les alinéas (11.5)e) à m) et les paragraphes (11.7) à (11.9) s'appliquent dans le cas où, à la fois :

a) un assureur résidant au Canada — appelé «cédant» au présent paragraphe — cesse, à un moment donné d'une année d'imposition, d'exploiter la totalité, ou presque, d'une entreprise d'assurance qu'il exploitait au Canada au cours de cette année;

b) le cédant transfère, à ce moment ou dans les 60 jours qui suivent, à une corporation résidant au Canada — appelée «cessionnaire» au présent paragraphe — qui est pour lui une filiale possédée en propriété exclusive et qui, immédiatement après ce moment, commence à exploiter cette entreprise, la totalité, ou presque, des biens qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation de cette entreprise, et la contrepartie comprend des actions du capital-actions du cessionnaire;

c) le cessionnaire assume ou réassure, à ce moment ou dans les 60 jours qui suivent, la totalité, ou presque, des obligations du cédant qui découlent de l'exploitation de cette entreprise;

d) le cédant et le cessionnaire font le choix prévu au paragraphe (11.6) sur le formulaire prescrit.»

Transfer of
insurance
business by
resident insurer

Transfert
d'entreprise
d'assurance par
un assureur
résidant

and in accordance with subsection (11.6), paragraphs (11.5)(e) to (m) and subsections (11.7) to (11.9) apply in respect of the transfer.”

5

(17) Paragraph 138(12)(b) of the said Act is repealed.

(17) L'alinéa 138(12)b) de la même loi est abrogé.

(18) Paragraph 138(12)(k.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

10

(18) L'alinéa 138(12)k.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“Policy loan”
«prêt sur police»

“(k.1) “policy loan” means an amount advanced at a particular time by an insurer to a policyholder in accordance with the terms and conditions of a life insurance policy in Canada;”

15

«k.1) «prêt sur police» s'entend d'une avance qu'un assureur consent, à un moment donné, à un titulaire de police conformément aux modalités d'une police d'assurance-vie au Canada;»

5 «prêt sur police»
“policy loan”

(19) Subsection 138(12) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (l) thereof, the following paragraph:

(19) Le paragraphe 138(12) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa l), de ce qui suit :

“Qualified related corporation”
«corporation liée admissible»

“(l.1) “qualified related corporation” of a non-resident insurer has the meaning assigned by subsection 219(8);”

20

«l.1) «corporation liée admissible» d'un assureur non résidant s'entend au sens du paragraphe 219(8);»

«corporation liée admissible»
“qualified related corporation”
15

(20) Subparagraph 138(12)(o)(vi) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

25

(20) Le sous-alinéa 138(12)o)(vi) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui

“(vi) all gifts made in the period by the insurer to a person or organization described in paragraph 110.1(1)(a) or (b), and”

«(vi) des dons que l'assureur a faits au cours de la période considérée à une personne ou à un organisme visés à l'alinéa 110.1(1)a) ou b), et»

(21) Subsection 138(13) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(21) Le paragraphe 138(13) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Where meaning of amortized cost varied

“(13) For the purposes of the definition “amortized cost” in subsection 248(1), where in a taxation year ending after 1968 and before the particular time referred to in that definition an insurer carried on a life insurance business in Canada and an insurance business in a country other than Canada and has not made an election under subsection (9) as it read in its application to the 1977 taxation year in respect of that year, each of the amounts referred to in paragraph (c), (d), (f) or (h) in that definition shall, in respect of that year, be deemed to be the greater of

35

«(13) Pour l'application de la définition de «coût amorti», au paragraphe 248(1), si, au cours d'une année d'imposition se terminant après 1968 et avant un moment donné visé à cette définition, un assureur exploite une entreprise d'assurance-vie au Canada et une entreprise d'assurance à l'étranger et s'il ne fait pas pour l'année le choix prévu au paragraphe (9) dans sa version applicable à l'année d'imposition 1977, chacune des sommes visées à l'alinéa c), d), f), ou h) de cette définition est réputée, pour l'année, être la plus élevée des sommes suivantes :

25 Sens de coût amorti

(a) each such amount, and

a) la somme visée;

(17) Paragraph 138(12)(b) reads as follows:

“(b) “amortized cost” of a Canada security at a particular time to an insurer means the amount, if any, by which

(i) the aggregate of

(A) the cost to the insurer of acquiring the security, and

(B) any amount in respect of the security that

(I) has been included by virtue of paragraph (4)(c) in computing the insurer's income for, or

(II) has been deemed by virtue of paragraph 142(3)(a) as it read in its application to the 1977 taxation year to be a gain for,

any taxation year ending before or concurrently with that time, exceeds

(ii) the aggregate of

(A) the aggregate of all amounts that, before that time, the insurer became entitled to receive as, on account or in lieu of payment of, or in satisfaction of the principal amount of the security, and

(B) any amount in respect of the security that

(I) was deductible under paragraph (3)(d) in computing the insurer's income for, or

(II) has been deemed by virtue of paragraph 142(3)(b) as it read in its application to the 1977 taxation year to be a loss for, any such taxation year;”

(18) Paragraph 138(12)(k.1) at present reads as follows:

“(k.1) “policy loan” means an amount advanced at a particular time by an insurer to a policyholder in accordance with the terms and conditions of a life insurance policy in Canada but not exceeding the lesser of

(i) the amount so advanced, and

(ii) the amount, if any, by which

(A) the cash surrender value of the policy immediately before that time

exceeds

(B) the aggregate of all amounts each of which is a balance outstanding immediately before that time in respect of an amount so advanced;”

(19) New.

(20) This amendment would substitute a reference to paragraph 110.1(1)(a) and (b) for the reference to paragraph 110(1)(a) and (b).

(21) Subsection 138(13) at present reads as follows:

“(13) For the purposes of paragraph (12)(b), where in a taxation year ending after 1968 and before the particular time referred to in that paragraph an insurer carried on a life insurance business in Canada and an insurance business in a country other than Canada and has not made an election under subsection (9) as it read in its application to the 1977

(17). — Texte de l'alinéa 138(12)b) :

«b) «coût amorti», dans le cas d'un assureur, d'un titre du Canada à une date donnée, signifie la fraction, si fraction il y a,

(i) du total

(A) du coût d'acquisition du titre, pour l'assureur, et

(B) de toute somme afférente à ce titre qui

(I) a été incluse en vertu de l'alinéa (4)c) dans le calcul du revenu de l'assureur pour, ou

(II) a été réputée, en vertu de l'alinéa 142(3)a) tel qu'il s'applique à l'année d'imposition 1977, être un gain pour toute année d'imposition se terminant au plus tard à cette date,

qui est en sus

(ii) du total formé

(A) du total des sommes que l'assureur était, avant cette date, en droit de recevoir au titre ou en paiement intégral ou partiel du principal du titre, et

(B) de toute somme afférente à ce titre qui

(I) était déductible en vertu de l'alinéa (3)d) lors du calcul du revenu de l'assureur pour, ou

(II) a été réputée, en vertu de l'alinéa 142(3)b) tel qu'il s'applique à l'année d'imposition 1977, être une perte pour toute année d'imposition susvisée;»

(18). — Texte actuel de l'alinéa 138(12)k.1) :

«k.1) «prêt sur police» désigne une avance consentie à une date donnée par un assureur à un détenteur de police en conformité des modalités de la police d'assurance-vie au Canada mais ne dépassant pas le moindre des montants suivants :

(i) le montant de l'avance ainsi consentie, ou

(ii) le montant de l'excédent éventuel

(A) de la valeur de rachat de la police immédiatement avant cette date sur

(B) le total de tous les montants dont chacun représente un solde impayé, immédiatement avant cette date, relativement à une avance ainsi consentie;»

(19). — Nouveau.

(20). — Texte actuel du sous-alinéa 138(12)o)(vi) :

«(vi) des dons que l'assureur a faits au cours de la période considérée à toute personne ou à toute oeuvre ou organisation visée à l'alinéa 110(1)a) ou b), et

(21). — Texte actuel du paragraphe 138(13) :

«(13) Aux fins de l'alinéa (12)b), lorsque, pendant une année d'imposition se terminant après 1968 et avant une date donnée visée à cet alinéa, un assureur a exploité une entreprise d'assurance-vie au Canada et une entreprise d'assurance dans un autre pays que le Canada et qu'il n'a pas fait un choix relativement à cette année en vertu du paragraphe

(b) that proportion of the amount referred to in paragraph (a) that the value for the taxation year of the insurer's specified Canadian assets is of its Canadian investment fund for the taxation year." 5

(22) Subsections (1) to (8), (10) to (14), (17) to (19) and (21) and subsections 138(11.91) and (11.93) of the said Act, as enacted by subsection (16), are applicable to taxation years commencing after June 17, 1987 that end after 1987, except that, in applying paragraph 138(4)(a) of the said Act, as enacted by subsection (5), for the first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987, that paragraph shall be read as follows: 15

"(a) the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the insurer under subparagraph (3)(a)(i), (ii) or (iv) or paragraph (3)(c) in computing its income for the immediately preceding taxation year exceeds the prescribed amount of the insurer's 1968 reserve adjustment;" 20 25

(23) Subsection (9) is applicable with respect to dividends received after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987. 30

(24) Subsection (15) is applicable to transfers of an insurance business after December 15, 1987 and, where the transferor has, before December 16, 1987 and with the approval of the Minister of Finance, entered into an agreement to transfer, after December 15, 1987 and before 1988, an insurance business to the transferee and the transferor and the transferee subsequently amend the agreement or enter into another agreement in 1988 in respect of the transfer of the insurance business and the transfer of the insurance business is made before 1989, then, if the amended or subsequent agreement so provides and the transferor and the transferee jointly so elect in accordance with subsection 138(11.6) of the said Act, the 35 40 45

b) le produit de la somme visée à l'alinéa a) par le rapport entre, d'une part, la valeur pour l'année d'imposition des actifs canadiens déterminés de l'assureur et, d'autre part, son fonds de placement canadien pour l'année d'imposition.» 5

(22) Les paragraphes (1) à (8), (10) à (14), (17) à (19) et (21), ainsi que les paragraphes 138(11.91) et (11.93) de la même loi, édictés par le paragraphe (16), s'appliquent aux années d'imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987. Toutefois, pour son application à la première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se termine après 1987, l'alinéa 138(4)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (5), est remplacé par ce qui suit : 15

«a) l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente un montant déduit par l'assureur en application des sous-alinéas (3)a)(i), (ii) ou (iv) ou de l'alinéa (3)c) dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente sur le montant prescrit de redressement pour réserve de l'assureur pour 1968;» 20 25

(23) Le paragraphe (9) s'applique aux dividendes reçus après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987. 30

(24) Le paragraphe (15) s'applique aux transferts d'entreprises d'assurance effectués après le 15 décembre 1987. Toutefois, lorsque le cédant a conclu avant le 16 décembre 1987 une convention, approuvée par le ministre des Finances, visant à transférer, après le 15 décembre 1987 et avant 1988, une entreprise d'assurance au cessionnaire et que, par la suite, d'une part, le cédant et le cessionnaire ont modifié la convention ou en ont conclu une autre en 1988 et, d'autre part, l'entreprise a été transférée avant 1989, le transfert est réputé effectué le 1^{er} janvier 1988 si la convention modifiée ou l'autre convention le prévoit et si le cédant et le cessionnaire en font le choix conformément au paragraphe 138(11.6) de la même loi. 35 40 45

taxation year in respect of that year, each of the amounts referred to in clause (12)(b)(i)(B) or (b)(ii)(B) shall, in respect of that year, be deemed to be the greater of

- (a) each such amount, and
- (b) that proportion of the amount referred to in paragraph (a) that the value for the taxation year of the insurer's specified Canadian assets is of its Canadian investment fund for the taxation year."

(9) tel qu'il s'applique à l'année d'imposition 1977, chacune des sommes visées à la disposition (12)b(i)(B) ou b(ii)(B) est réputée, relativement à cette année, être la plus élevée des sommes suivantes :

- a) la somme visée, ou
- b) la fraction de la somme visée à l'alinéa a) que représente la valeur pour l'année d'imposition des actifs canadiens déterminés de l'assureur par rapport à son fonds de placement canadien pour l'année d'imposition.»

transfer shall be deemed to have occurred on January 1, 1988.

(25) Subsection 138(11.7) of the said Act, as enacted by subsection (16), is applicable after December 15, 1987.

(26) Subsections 138(11.8) and (11.9) of the said Act, as enacted by subsection (16), are applicable to transfers of property occurring after December 15, 1987.

(27) Subsection 138(11.92) of the said Act, as enacted by subsection (16), is applicable to dispositions of an insurance business or a line of business of an insurance business occurring after December 15, 1987.

(28) Subsection 138(11.94) of the said Act, as enacted by subsection (16), is applicable to transfers of an insurance business after December 15, 1987.

(29) Subsection (20) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

127. (1) Paragraph 138.1(1)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(f) the income of the related segregated fund trust is deemed for the purposes of subsections 104(6), (13) and (24) to be an amount that has become payable in the year to the beneficiaries under the segregated fund trust and the amount therefor in respect of any particular beneficiary is equal to the amount determined by reference to the terms and conditions of the segregated fund policy;”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

128. (1) Section 140 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**140.** (1) In computing the income for a taxation year of an insurance corporation, whether a mutual corporation or a joint stock company, from carrying on an insurance business other than a life insurance business, there may be deducted every amount credited in respect of that

(25) Le paragraphe 138(11.7) de la même loi, édicté par le paragraphe (16), s'applique 5 après le 15 décembre 1987.

(26) Les paragraphes 138(11.8) et (11.9) de la même loi, édictés par le paragraphe (16), s'appliquent aux transferts de biens effectués après le 15 décembre 1987.

(27) Le paragraphe 138(11.92) de la même loi, édicté par le paragraphe (16), s'applique aux dispositions d'entreprises d'assurance ou de branches d'activité d'entreprises d'assurance effectuées après le 15 décembre 1987.

(28) Le paragraphe 138(11.94) de la même loi, édicté par le paragraphe (16), s'applique aux transferts d'entreprises d'assurance effectués après le 15 décembre 1987.

(29) Le paragraphe (20) s'applique aux 20 années d'imposition 1988 et suivantes. 20

127. (1) L'alinéa 138.1(1)(f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«f) pour l'application des paragraphes 104(6), (13) et (24), le revenu de la fiducie créée à l'égard du fonds réservé est réputé être devenu payable aux bénéficiaires au cours de l'année, et le montant payable à chacun d'eux est égal au montant déterminé en conformité avec les modalités de la police à fonds réservé;»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

128. (1) L'article 140 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 35

«**140.** (1) Dans le calcul du revenu, pour une année d'imposition, que tire une corporation d'assurance, qu'il s'agisse d'une corporation mutuelle ou d'une compagnie par actions, de l'exploitation d'une entreprise d'assurance autre qu'une entreprise d'assurance-vie, il peut être déduit toute

business for the year or a preceding taxation year to a policyholder of the corporation by way of a dividend, refund of premiums or refund of premium deposits if the amount was, during the year or within 12 months thereafter,

(a) paid or unconditionally credited to the policyholder; or

(b) applied in discharge, in whole or in part, of a liability of the policyholder to pay premiums to the corporation.

(2) There shall be included in computing the income of an insurance corporation, whether a mutual corporation or a joint stock company, from carrying on an insurance business for its first taxation year that commences after June 17, 1987 and ends after 1987 (in this subsection referred to as its "1988 taxation year") the amount, if any, by which

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the corporation in computing its income for a taxation year ending before its 1988 taxation year pursuant to paragraph 140(c) or pursuant to that paragraph by reason of subparagraph 138(3)(a)(v) as it read in respect of those taxation years in respect of amounts credited to the account of the policyholder on terms that he is entitled to payment thereof on or before the expiry or termination of the policy exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount paid or unconditionally credited to a policyholder or applied in discharge, in whole or in part, of a liability of the policyholder to pay premiums to the corporation before the corporation's 1988 taxation year in respect of the amounts credited to the account of the policyholder referred to in paragraph (a)."

somme relative à cette entreprise, pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, qui a été portée au crédit d'un titulaire de police de la corporation, sous forme de dividende ou de remboursement de primes ou de dépôts de prime, si la somme a été, pendant l'année ou dans les 12 mois qui suivent :

a) soit payée au titulaire ou portée à son crédit inconditionnellement;

b) soit affectée à l'extinction, totale ou partielle, de l'obligation du titulaire de payer des primes à la corporation.

(2) L'excédent éventuel du total visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) doit être inclus dans le calcul du revenu que tire une corporation d'assurance, qu'il s'agisse d'une corporation mutuelle ou d'une compagnie par actions, de l'exploitation d'une entreprise d'assurance pour sa première année d'imposition commençant après le 17 juin 1987 et se terminant après 1987 — appelée «année d'imposition 1988» au présent paragraphe — :

a) le total des sommes dont chacune représente une somme que la corporation a déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition donnée se terminant avant son année d'imposition 1988 conformément à l'alinéa 140(c), ou conformément à ce même alinéa par l'effet du sous-alinéa 138(3)(a)(v), dans sa version applicable à l'année donnée, au titre de sommes portées au crédit du compte du titulaire de police à des conditions qui lui donnent droit au paiement de ces sommes au plus tard à l'expiration ou à la résiliation de la police;

b) le total des sommes dont chacune représente une somme payée au titulaire de police ou portée à son crédit inconditionnellement ou encore affectée à l'extinction totale ou partielle de son obligation de payer des primes à la corporation avant l'année d'imposition 1988 de la corporation au titre des sommes portées au crédit du compte du titulaire de police visé à l'alinéa a).»

Inclusion in computing income

Inclusion dans le calcul du revenu

(c) credited to the account of the policyholder on terms that he is entitled to payment thereof on or before expiry or termination of the policy."

c) portée au crédit du compte de l'assuré, à des conditions qui lui donnent droit au paiement de cette somme au plus tard à l'expiration ou à la résiliation de la police.»

(2) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(3) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(3) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(4) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(4) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(5) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(5) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(6) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(6) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(7) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(7) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(8) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(8) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(9) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(9) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(10) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(10) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(11) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(11) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(12) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(12) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(13) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(13) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(14) La présente section s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(14) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

129. (1) Paragraph 143(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

129. (1) L'alinéa 143(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 5

“(a) determine the amount that would be the taxable income of the trust for the year if no deductions were made in respect of expenses incurred for the support, maintenance and satisfaction or personal needs of its members,”

«a) déterminer le montant qui représenterait le revenu imposable de la fiducie pour l'année si aucun montant n'était déduit au titre des frais engagés pour subvenir aux besoins personnels de ses membres.» 10

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

130. (1) Paragraph 144(3)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

130. (1) L'alinéa 144(3)f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

“(f) interest received by the trust.”

«f) l'intérêt reçu par la fiducie.»

(2) All that portion of subsection 144(8.2) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 144(8.2) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(8.2) Where interest has been included in computing the income of a trust for a taxation year during which the trust was governed by an employees profit sharing plan, and there has been allocated by the trustee under the plan for the purposes of this subsection an amount for the year to one or more of the employees who are beneficiaries under the plan, which amount or the aggregate of which amounts does not exceed the amount of such interest so included, each of the employees who are beneficiaries under the plan shall be deemed to have received interest equal to the lesser of”

“(8.2) Lorsque des intérêts ont été inclus dans le calcul du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition pendant laquelle la fiducie était régie par un régime de participation des employés aux bénéfiques et qu'il a été attribué par le fiduciaire en vertu du régime, pour l'application du présent paragraphe, une somme pour l'année à un ou plusieurs des employés qui sont bénéficiaires du régime, laquelle somme ou lesquelles sommes n'ex-cèdent pas au total le montant des intérêts ainsi inclus, chacun des employés bénéficiaires du régime est réputé avoir reçu un montant d'intérêt égal au moins élevé des montants suivants :» 20 35

Répartition de la déduction au titre du revenu constitué par des intérêts

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

131. (1) Subparagraph 146(1)(c)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

131. (1) Le sous-alinéa 146(1)c)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 40

“(iv) amounts deductible under paragraph 8(1)(m) in computing the income of the taxpayer,” 45

«(iv) des sommes déductibles en vertu de l'alinéa 8(1)m) dans le calcul du revenu du contribuable.»

Allocation of interest income deduction

Clause 129: (1) Paragraph 143(2)(a) at present reads as follows:

“(a) determine the amount that would be the taxable income of the trust for the year if no deductions were made in respect of expenses incurred for the support, maintenance and satisfaction of the personal needs of its members, and if no deductions were made under sections 110.1, and 110.2,”

Clause 130: (1) Paragraph 114(3)(f) at present reads as follows:

“(f) interest, other than any amount referred to in subsection 110.1(2), received by the trust.”

(2) The relevant portion of subsection 144(8.2) at present reads as follows:

“(8.2) Where there has been included in computing the income of a trust for a taxation year during which the trust was governed by an employees profit sharing plan, interest, other than any amount referred to in subsection 110.1(2), and there has been allocated by the trustee under the plan for the purposes of this subsection an amount for the year to one or more of the employees who are beneficiaries under the plan, which amount or the aggregate of which amounts does not exceed the amount of such interest so included, each of the employees who are beneficiaries under the plan shall be deemed to have received interest equal to the lesser of”

Clause 131: (1) This amendment would delete the reference to paragraph 8(1)(l).

Article 129, (1). — Texte actuel de l’alinéa 143(2)a) :

«a) déterminer le montant qui représenterait le revenu imposable de la fiducie pour l’année si aucune déduction n’était faite au titre des frais engagés pour subvenir aux besoins personnels de ses membres et si aucune déduction n’était faite en vertu des articles 110.1 et 110.2.»

Article 130, (1). — Texte actuel de l’alinéa 144(3)f) :

«f) l’intérêt, autre qu’un montant visé au paragraphe 110.1(2), reçu par la fiducie.»

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 144(8.2) :

«(8.2) Lorsque des intérêts autres qu’un montant visé au paragraphe 110.1(2) ont été inclus dans le calcul du revenu d’une fiducie pour une année d’imposition pendant laquelle la fiducie était régie par un régime de participation des employés aux bénéfices et qu’il a été attribué par le fiduciaire en vertu du régime, aux fins du présent paragraphe, une somme pour l’année à un ou plusieurs des employés qui sont bénéficiaires en vertu du régime, laquelle somme ou lesquelles sommes n’excèdent pas au total le montant des intérêts ainsi inclus, chacun des employés qui est bénéficiaire en vertu du régime est réputé avoir reçu un montant d’intérêt égal au moins élevé des deux montants suivants :»

Article 131, (1). — Suppression du renvoi à l’alinéa 8(1)l) et remplacement de «lors du» par «dans le».

(2) Subparagraph 146(1)(h)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) any person other than the annuitant was permitted a deduction under paragraph 118(1)(d) in respect of the dependant in computing his tax payable under this Part for the taxation year immediately preceding the taxation year in which the annuitant died, or”

(3) Subparagraph 146(10.1)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) paragraphs 38(a) and (b) shall be read without reference to the fractions set out therein.”

(4) Subsections (1) to (3) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

132. (1) Subparagraph 146.1(1)(h)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) the payment to, or to a trust in favour of, designated educational institutions in Canada referred to subparagraph (a)(i) of the definition of that expression in subsection 118.6(1), or”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

133. (1) Subparagraph 146.3(9)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) paragraphs 38(a) and (b) shall be read without reference to the fractions set out therein.”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

134. (1) Clauses 149(1)(j)(ii)(A) and (B) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(A) an expenditure on scientific research and experimental development (within the meaning that would be assigned by subsection

(2) Le sous-alinéa 146(1)(h)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) une personne autre que le rentier a déduit un montant en application de l'alinéa 118(1)d) à l'égard de la personne à charge dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition qui précède l'année d'imposition au cours de laquelle le rentier est décédé, ou»

(3) Le sous-alinéa 146(10.1)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) toute référence à une fraction est supprimée aux alinéas 38a) et b).»

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

132. (1) Le sous-alinéa 146.1(1)(h)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) le paiement fait à des institutions d'enseignement agréées au Canada visées au sous-alinéa a)(i) de la définition de cette expression, au paragraphe 118.6(1), ou à une fiducie en faveur de telles institutions, ou»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

133. (1) Le sous-alinéa 146.3(9)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) toute référence à une fraction est supprimée aux alinéas 38a) et b).»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

134. (1) Les divisions 149(1)(j)(ii)(A) et (B) de la même loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«(A) une dépense pour recherches scientifiques et développement expérimental — au sens du paragraphe 37(7), abstraction faite de

(2) Subparagraph 146(1)(h)(iii) at present reads as follows:

“(iii) any person other than the annuitant was permitted a deduction under paragraph 109(1)(d) in respect of the dependant in computing his taxable income for the year immediately preceding the year in which the annuitant died, or”

(3) Subparagraph 146(10.1)(b)(ii) at present reads as follows:

“(ii) paragraphs 38(a) and (b) shall be read without reference to the words “1/2 of” where they appear therein.”

Clause 132: (1) This amendment would substitute the underlined and sidelined words for the reference to clause 110(9)(a)(i)(A).

Clause 133: (1) Subparagraph 146.3(9)(b)(ii) at present reads as follows:

“(ii) paragraphs 38(a) and (b) shall be read without references to the words “1/2 of” where they appear therein.”

Clause 134: (1) This amendment would add the underlined and sidelined words, and substitute a reference to clauses 37(1)(a)(ii) (A) and (B) for the reference to subparagraphs 37(1)(a)(ii) and (iii).

(2). — Texte actuel du sous-alinéa 146(1)(h)(iii) :

«(iii) une personne autre que le rentier s'est vue accorder une déduction en vertu de l'alinéa 109(1)(d) à l'égard de la personne à charge lors du calcul de son revenu imposable pour l'année qui précède immédiatement l'année où le rentier est décédé, ou»

(3). — Texte actuel du sous-alinéa 146(10.1)(b)(ii) :

«(ii) il n'est pas tenu compte de la mention «la moitié de» aux alinéas 38(a) et (b).»

Article 132, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 146.1(1)(h)(iv) :

«(iv) le paiement fait à des institutions d'enseignement désignées au Canada visées à la disposition 110(9)(a)(i)(A), ou à une fiducie en faveur d'institutions de ce genre, ou»

Article 133, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 146.3(9)(b)(ii) :

«(ii) les alinéas 38(a) et (b) s'interprètent sans égard aux mots «1/2 de» qui s'y trouvent.»

Article 134, (1). — Texte actuel des divisions 149(1)(j)(ii)(A) et (B) :

«(A) une dépense relative à la recherche scientifique ou au développement expérimental directement entrepris par la corporation ou pour son compte, ou

(B) un versement fait à une association, université, collège ou établissement de recherche visés au sous-alinéa 37(1)(a)(ii) ou (iii) et devant servir à la recherche scientifique et au développement expérimental, et»

37(7) if that subsection were read without reference to paragraph (f) thereof) directly undertaken by or on behalf of the corporation, or (B) a payment to an association, university, college or research institute or other similar institution, described in clause 37(1)(a)(ii)(A) or (B) to be used for scientific research and experimental development, and”

(2) Paragraph 149(1)(t) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(t) an insurer, who was engaged during the period in no business other than insurance, if, in the opinion of the Minister, on the advice of the Superintendent of Financial Institutions or of the Superintendent of Insurance of the province under whose laws the insurer is incorporated, not less than 25% of the gross premium income (net of reinsurance ceded) of the insurer and all other insurers that were specified shareholders of the insurer or were related to the insurer or, where the insurer is a mutual corporation, all other insurers that were part of a group that controlled or were controlled by the insurer for the period was in respect of the insurance of farm property, property used in fishing or residences of farmers or fishermen;”

(3) Subsection 149(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) Subsection (1) does not apply in respect of the taxable income of a benevolent or fraternal society or order from carrying on a life insurance business or for greater certainty, from the sale of property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of, carrying on a life insurance business.”

(4) Section 149 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately

l’alinéa f) — directement effectués par la corporation ou pour son compte, ou

(B) un paiement fait à une entité visée aux divisions 37(1)a)(ii)(A) ou (B) et devant servir à des recherches scientifiques et à du développement expérimental, et»

(2) L’alinéa 149(1)t) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«t) un assureur qui, au cours de cette période, n’exploitait aucune autre entreprise qu’une entreprise d’assurance, si le ministre, se fondant sur l’avis du surintendant des institutions financières ou du surintendant des assurances de la province qui a constitué l’assureur en corporation en vertu de ses lois, estime qu’au moins 25 % du revenu brut tiré des primes (moins les risques cédés à un réassureur) — que perçoivent pour cette période l’assureur et tous les autres assureurs qui sont des actionnaires désignés de celui-ci ou qui lui sont liés, ou, s’il s’agit d’une corporation mutuelle, tous les autres assureurs qui font partie d’un groupe contrôlant l’assureur ou contrôlé par celui-ci — se rapporte à des polices d’assurance portant sur des biens agricoles, des biens servant à la pêche ou des résidences d’agriculteurs ou de pêcheurs;»

(3) Le paragraphe 149(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Le paragraphe (1) ne s’applique pas au revenu imposable qu’une société ou association de bienfaisance ou de secours mutuels tire de l’exploitation d’une entreprise d’assurance-vie ou de la vente de biens qu’elle utilise ou détient dans l’année dans le cadre de l’exploitation d’une entreprise d’assurance-vie.»

(4) L’article 149 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Farmers' and fishermen's insurers

Assureurs d'agriculteurs et de pêcheurs

Application of subsection (1)

Non-application du paragraphe (1)

(2) Paragraph 149(1)(t) at present reads as follows:

"(t) an insurer, who was engaged during the period in no business other than insurance, if, in the opinion of the Minister on the advice of the Superintendent of Financial Institutions, 50% of its gross premium income for the period was in respect of the insurance of farm property, property used in fishing or residences of farmers or fishermen;"

(3) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(4) New.

(2). — Texte actuel de l'alinéa 149(1)t :

«t) un assureur qui, durant cette période, n'exploitait aucune autre entreprise qu'une entreprise d'assurance, si le Ministre, se fondant sur l'avis du surintendant des institutions financières, estime que 50 % de son revenu brut, tiré de primes perçues pour cette période, se rapportaient à des contrats d'assurance portant sur des biens agricoles ou des biens servant à la pêche, ou des résidences d'agriculteurs ou de pêcheurs.»

(3). — Adjonction du passage souligné et marqué d'un trait vertical.

(4). — Nouveau.

after subsection (4) thereof, the following subsections:

Idem

“(4.1) Subject to subsection (4.2), subsection (1) shall apply in respect of an insurer described in paragraph (1)(t) only in respect of that proportion of the insurer’s taxable income for a taxation year that

(a) the insurer’s gross premium income (net of reinsurance ceded) for the year that in the opinion of the Minister, on the advice of the Superintendent of Financial Institutions or of the Superintendent of Insurance of the province under whose laws the insurer is incorporated, was in respect of the insurance of farm property, property used in fishing or residences of farmers or fishermen

is of

(b) its gross premium income (net of reinsurance ceded) for the year

and, in computing the taxable income of the insurer for the taxation year, the insurer shall be deemed to have claimed or deducted in each of the taxation years preceding the year the greater of such amount as it claimed or deducted or such amount as it may have been entitled to claim or deduct under paragraphs 20(1)(a), 20(7)(c) and 138(3)(a) and section 140 to the extent that that amount does not exceed its taxable income otherwise determined for such preceding taxation year.

Idem

(4.2) Subsection (4.1) shall not apply in respect of an insurer described in paragraph (1)(t) in respect of the taxable income of the insurer for a taxation year where more than 90% of the gross premium income (net of reinsurance ceded) of the insurer and all other insurers that were specified shareholders of the insurer or were related to the insurer or, where the insurer is a mutual corporation, all other insurers that were part of a group that controlled or were controlled by the insurer for the year was in respect of the insurance of farm property, property used in

«(4.1) Sous réserve du paragraphe (4.2), le paragraphe (1) ne s’applique à l’assureur visé à l’alinéa t) de ce paragraphe qu’au titre du produit obtenu en multipliant le revenu imposable de celui-ci pour une année d’imposition par le rapport entre :

Idem

a) d’une part, le revenu brut de l’assureur tiré des primes (moins les risques cédés à un réassureur) perçues pour l’année si le ministre, se fondant sur l’avis du surintendant des institutions financières ou du surintendant des assurances de la province qui a constitué l’assureur en corporation en vertu de ses lois, estime que ce revenu se rapporte à des polices d’assurance de l’assureur portant sur des biens agricoles, des biens servant à la pêche ou des résidences d’agriculteurs ou de pêcheurs;

b) d’autre part, son revenu brut tiré des primes (moins les risques cédés à un réassureur) perçues pour l’année.

L’assureur est réputé, aux fins du calcul de son revenu imposable pour l’année, avoir déduit pour chaque année d’imposition antérieure à l’année le plus élevé du montant qu’il a déduit ou du montant qu’il a pu avoir le droit de déduire en application des alinéas 20(1)a), 20(7)c) et 138(3)a) de l’article 140, dans la mesure où ce montant ne dépasse pas son revenu imposable calculé par ailleurs pour chacune de ces années antérieures.

(4.2) Le paragraphe (4.1) ne s’applique pas à l’assureur visé à l’alinéa (1)t) au titre de son revenu imposable pour une année d’imposition si plus de 90 % du revenu brut tiré des primes (moins les risques cédés à un réassureur) — que perçoivent pour l’année l’assureur et tous les autres assureurs qui sont des actionnaires désignés de celui-ci ou qui lui sont liés, ou, s’il s’agit d’une corporation mutuelle, tous les autres assureurs qui font partie d’un groupe contrôlant l’assureur ou contrôlé par celui-ci — se rapporte à des polices d’assurance portant sur des biens agricoles,

fishing or residences of farmers or fishermen.”

(5) Subparagraph 149(5)(f)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) no deduction shall be made under section 112 or 113; and”

(6) All that portion of subsection 149(10) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(10) Where, at any time (in this subsection referred to as “that time”), a corporation becomes or ceases to be exempt from tax under this Part on its taxable income otherwise than by reason of paragraph (1)(t), the following rules apply:”

(7) Subsection (1) is applicable after December 15, 1987.

(8) Subsections (2), (4) and (6) are applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

(9) Subsection (3) is applicable to taxation years commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(10) Subsection (5) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

135. (1) Subparagraph 149.1(1)(b)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) where it has been designated as a private foundation or public foundation pursuant to subsection (6.3) or 110(8.1) or (8.2) or has applied after February 15, 1984 for registration under paragraph 110(8)(c) or under the definition “registered charity” in subsection 248(1), not more than 50% of the capital of which has been contributed or otherwise paid into the organization by one person or members of a group of persons who do not deal with each other at arm’s length and, for the purpose of this subparagraph, a reference to any person or to members of a group does not include

des biens servant à la pêche ou des résidences d’agriculteurs ou de pêcheurs.»

(5) Le sous-alinéa 149(5)(f)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) aucune déduction n’est faite en vertu de l’article 112 ou 113; et»

(6) Le passage du paragraphe 149(10) de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(10) Dans le cas où, à une date quelconque, une corporation devient exonérée de l’impôt payable en vertu de la présente partie sur son revenu imposable ou cesse de l’être, autrement que par application de l’alinéa (1)t), les règles suivantes s’appliquent :»

(7) Le paragraphe (1) s’applique après le 15 décembre 1987.

(8) Les paragraphes (2), (4) et (6) s’appliquent aux années d’imposition 1989 et 20 suivantes.

(9) Le paragraphe (3) s’applique aux années d’imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

(10) Le paragraphe (5) s’applique aux années d’imposition 1988 et suivantes.

135. (1) Le sous-alinéa 149.1(1)b)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) dont, lorsqu’elle a demandé l’enregistrement après le 15 février 1984 en application de l’alinéa 110(8)c) ou de la définition d’«organisme de charité enregistré», au paragraphe 248(1), ou a été désignée comme fondation privée ou fondation publique, en application des paragraphes (6.3) ou 110(8.1) ou (8.2), au plus 50 % des capitaux qui lui ont été fournis ou versés de quelque façon l’ont été par une personne ou par les membres d’un groupe de personnes ayant entre elles un lien de dépendance; pour l’application du présent sous-alinéa, ne sont pas assimilés à une personne ou aux

Exempt corporations

Corporations exonérées

(5) This amendment would delete the reference to section 109.

(5). — Suppression du renvoi à l'article 109.

(6) This amendment would add the underlined words.

(6). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 149(10) :

«(10) Dans le cas où, à une date quelconque après le 12 novembre 1981, une corporation devient exonérée de l'impôt payable en vertu de la présente partie sur son revenu imposable ou cesse de l'être, les règles suivantes s'appliquent : »

Clause 135: (1) This amendment would add the underlined words.

Article 135, (1). — Adjonction des mots soulignés et remplacement de «organisme» par «association».

(1) Le ministre — par avis écrit en recommandé à un organisme de charité enregistré — peut, à l'égard de tout organisme enregistré, prescrire, dans son règlement, les conditions auxquelles l'organisme enregistré ou l'organisme public enregistré peut être déclaré en faillite par le ministre et l'organisme enregistré ou l'organisme public enregistré peut être déclaré en faillite par le ministre.

(1) Le ministre peut, par avis écrit en recommandé adressé à un organisme de charité enregistré, prescrire, dans son règlement, les conditions auxquelles l'organisme enregistré ou l'organisme public enregistré peut être déclaré en faillite par le ministre et l'organisme enregistré ou l'organisme public enregistré peut être déclaré en faillite par le ministre.

a reference to Her Majesty in right of Canada or a province, a municipality, another registered charity that is not a private foundation, or any club, society or association described in paragraph 149(1)(l);”

membres d'un groupe, Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, une municipalité, un autre organisme de charité enregistré qui n'est pas une fondation privée, ou tout cercle, toute société ou toute association visés à l'alinéa 149(1)l);»

(2) All that portion of subparagraph 149.1(1)(e)(i) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du sous-alinéa 149.1(1)e(i) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(i) 80% of the aggregate of all amounts each of which is the amount of a gift for which the foundation issued a receipt described in paragraph 110.1(1)(a) or 118.1(1)(a) in its immediately preceding taxation year, other than”

«(i) 80 % du total des montants dont chacun représente le montant d'un don pour lequel elle a délivré un reçu visé à l'alinéa 110.1(1)a) ou 118.1(1)a) au cours de l'année d'imposition précédente, à l'exclusion de tout montant qui est :»

(3) All that portion of subparagraph 149.1(1)(g)(i) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le passage du sous-alinéa 149.1(1)g(i) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(i) where the foundation has been registered after February 15, 1984 or designated as a private foundation or charitable organization pursuant to subsection (6.3) or 110(8.1) or (8.2),”

«(i) dont, lorsqu'elle a été enregistrée après le 15 février 1984 ou désignée comme fondation privée ou œuvre de charité conformément au paragraphe (6.3) ou 110(8.1) ou (8.2),»

(4) Paragraph 149.1(1)(h) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'alinéa 149.1(1)h) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“qualified donee” «donataire reconnu»

“(h) “qualified donee” means a donee described in any of paragraphs 110.1(1)(a) and (b) and the definitions “total charitable gifts” and “total Crown gifts” in subsection 118.1(1);”

“(h) «donataire reconnu» désigne un donataire visé aux alinéas 110.1(1)a) et b) et dans les définitions de «total des dons de charité» et «total des dons à l'État», au paragraphe 118.1(1);»

«donataire reconnu» «qualified donee»

(5) Section 149.1 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (6.2) thereof, the following subsection:

(5) L'article 149.1 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (6.2), de ce qui suit :

Designation as public foundation, etc.

“(6.3) The Minister may, by notice sent by registered mail to a registered charity, on his own initiative or on application made to him in prescribed form, designate the charity to be a charitable organization, private foundation or public foundation and the charity shall be deemed to be registered as a charitable organization, private foundation or public foundation, as

“(6.3) Le ministre — par avis posté en recommandé à un organisme de charité enregistré — peut, d'office ou sur demande selon le formulaire prescrit, désigner cet organisme comme œuvre de charité, fondation privée ou fondation publique, selon le cas, et l'organisme est réputé être ainsi enregistré pour les années d'imposition commençant après la date de la

Désignation comme œuvre de charité, fondation privée ou fondation publique

(2) This amendment would substitute a reference to paragraphs 110.1(1)(a) and 118.1(1)(a) for the reference to paragraph 110(1)(a).

(3) This amendment would add a reference to subsection 149.1(6.3).

(4) Paragraph 149.1(1)(h) at present reads as follows:
“(h) “qualified donee” means a donee described in any of subparagraphs 110(1)(a)(i) to (vii) or paragraph 110(1)(b);”

(5) New.

(2). — Texte actuel du passage visé du sous-alinéa 149.1(1)e(i) :

«(i) 80 % du total de tous les montants dont chacun représente un montant d'un don pour lequel elle a délivré un reçu visé par l'alinéa 110(1)a au cours de son année d'imposition précédente, à l'exclusion de tout montant qui est :»

(3). — Texte actuel du passage visé du sous-alinéa 149.1(1)g(i) :

«(i) dont, lorsqu'elle a été enregistrée après le 15 février 1984 ou désignée comme fondation privée ou organisme de charité au titre des paragraphes 110(8.1) ou (8.2).»

(4). — Texte actuel de l'alinéa 149.1(1)h) :

«h) «donataire reconnu» désigne un donataire visé à l'un ou l'autre des sous-alinéas 110(1)a)(i) à (vii) ou à l'alinéa 110(1)b);»

(5). — Nouveau.

the case may be, for taxation years commencing after the day of mailing of the notice unless and until it is otherwise designated under this subsection or its registration is revoked under subsection (2), (3), (4), (4.1) or 168(2).”

mise à la poste de l’avis sauf et jusqu’à désignation par ailleurs en application du présent paragraphe ou annulation d’enregistrement en application des paragraphes (2), (3), (4), (4.1) ou 168(2).»

(6) All that portion of subsection 149.1(9) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(6) Le passage du paragraphe 149.1(9) de la même loi qui suit l’alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“shall, notwithstanding subsection (8), be deemed to be income of the charity and the amount of a gift for which it issued a receipt described in paragraph 110.1(1)(a) or subsection 118.1(2) in its taxation year in which the period referred to in paragraph (a) expires if that paragraph is applicable or in which the earlier time referred to in paragraph (b) occurs if that paragraph is applicable.”

«sont réputés, nonobstant le paragraphe (8), constituer un revenu de l’organisme de charité et le montant d’un don pour lequel l’organisme a délivré un reçu visé à l’alinéa 110.1(1)a) ou au paragraphe 118.1(2) dans son année d’imposition au cours de laquelle expire la période visée à l’alinéa a), si cet alinéa s’applique, ou dans laquelle est prise la décision visée à l’alinéa b), si cet alinéa s’applique.»

(7) Clause 149.1(12)(b)(ii)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(7) La division 149.1(12)b)(ii)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(A) has not been allowed a deduction under paragraph 110.1(1)(a) in computing his taxable income or under subsection 118.1(3) in computing his tax payable under this Part, or”

«(A) qu’aucune déduction ne lui a été accordée en application de l’alinéa 110.1(1)a) dans le calcul de son revenu imposable ou en application du paragraphe 118.1(3) dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie, ou»

(8) Subsections (1) to (5) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years except that in its application to the 1988 taxation year the reference to “paragraph 110.1(1)(a) or 118.1(1)(a)” in subparagraph 149.1(1)(e)(i) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read as a reference to “paragraph 110(1)(a), 110.1(1)(a) or 118.1(1)(a)”.

(8) Les paragraphes (1) à (5) s’appliquent aux années d’imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l’application du sous-alinéa 149.1(1)e)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), à l’année d’imposition 1988, le renvoi à «l’alinéa 110.1(1)a) ou 118.1(1)a)» est remplacé par un renvoi à «l’alinéa 110(1)a), 110.1(1)a) ou 118.1(1)a)».

(9) Subsections (6) and (7) are applicable in respect of gifts made by donors in the 1988 or subsequent taxation years of the donors.

(9) Les paragraphes (6) et (7) s’appliquent aux dons faits par des donateurs au cours des années d’imposition 1988 et suivantes.

136. (1) Paragraph 150(4)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

136. (1) L’alinéa 150(4)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(d) subject to sections 114.2 and 118.12, that other person were entitled

«d) que, sous réserve des articles 114.2 et 118.12, cette autre personne eût droit

(6) This amendment would substitute a reference to paragraph 110.1(1)(a) and subsection 118.1(2) for the reference to paragraph 110(1)(a).

(6). — Remplacement du renvoi à l'alinéa 110(1)a par un renvoi à l'alinéa 110.1(1)a et au paragraphe 118.1(2).

(7) This amendment would substitute a reference to paragraph 110.1(1)(a) for the reference to paragraph 110(1)(a) and add the underlined words.

(7). — Texte actuel de la division 149.1(12)b(ii)(A) :
«(A) qu'aucune déduction ne lui a été accordée en vertu de l'alinéa 110(1)a dans le calcul de son revenu imposable, ou»

Clause 136: (1) Paragraph 150(4)(d) at present reads as follows:

“(d) subject to section 114.2, that other person were entitled to the deductions to which the taxpayer was entitled under sections 109 to 110.2 for the period in computing his taxable income for the period.”

Article 136, (1). — Texte actuel de l'alinéa 150(4)d :

«d) que cette autre personne eût droit, sous réserve de l'article 114.2, aux déductions auxquelles le contribuable avait droit pour cette période en vertu des articles 109 à 110.2 dans le calcul de son revenu imposable pour cette période.»

to the deductions to which the taxpayer was entitled under sections 110, 118 to 118.7 and 118.9 for the period in computing his taxable income or tax payable under this Part, as the case may be, for the period.”

aux déductions auxquelles le contribuable avait droit pour cette période en application des articles 110, 118 à 118.7 et 118.9 dans le calcul de son revenu imposable ou de son impôt payable en vertu de la présente partie, selon le cas, pour cette période.»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

137. (1) Paragraph 152(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

137. (1) L'alinéa 152(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) the amount of tax, if any, deemed by subsection 119(2), 120(2), 120.1(4), 122.2(1), 127.1(1), 127.2(2), 144(9), 210.2(3) or (4) to have been paid on account of his tax under this Part for the year.”

«b) le montant d'impôt éventuel réputé en application du paragraphe 119(2), 120(2), 120.1(4), 122.2(1), 127.1(1), 127.2(2), 144(9) ou 210.2(3) ou (4) avoir été versé au titre de l'impôt en vertu de la présente partie pour l'année.»

(2) Section 152 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1.1) thereof, the following subsections:

(2) L'article 152 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

Determination pursuant to section 245

“(1.11) Where at any time the Minister ascertains the tax consequences to a taxpayer by reason of subsection 245(2) with respect to a transaction

“(1.11) Lorsque, par application du paragraphe 245(2), le ministre établit, à un moment, les attributs fiscaux d'un contribuable en ce qui concerne une opération, il doit, en cas de montant à déterminer conformément à l'alinéa 245(8)a), ou peut, dans les autres cas, déterminer tout montant à prendre en compte pour calculer, en application de la présente loi, le revenu, le revenu imposable ou le revenu imposable gagné au Canada de ce contribuable ou l'impôt ou un autre montant payable par ce contribuable ou un montant qui lui est remboursable. Une fois le montant déterminé, le ministre doit dès que possible envoyer au contribuable un avis lui indiquant ce montant.

Détermination selon le paragraphe 245(2)

(a) in the case of a determination pursuant to paragraph 245(8)(a), he shall, or (b) in any other case, he may determine any amount that is relevant for the purposes of computing the income, taxable income or taxable income earned in Canada of, tax or other amount payable by, or amount refundable to, the taxpayer under this Act and, where such a determination is made, he shall send to the taxpayer, with all due dispatch, a notice of determination stating the amount so determined.

Idem

(1.12) A determination of an amount shall not be made with respect to a taxpayer under subsection (1.11) at a time where that amount is relevant only for the purposes of computing the income, taxable income or taxable income earned in Canada of, tax or other amount payable by, or amount refundable to, the person

Idem

(1.12) Le ministre ne peut déterminer un montant en application du paragraphe (1.11) en ce qui concerne un contribuable à un moment où ce montant n'est pris en compte que pour calculer, en application de la présente loi, le revenu, le revenu imposable ou le revenu imposable gagné au Canada du contribuable ou l'impôt ou

Clause 137: (1) This amendment would substitute a reference to subsections 210.2(3) and (4) for the reference to subsection 164(6).

(2) New.

Article 137, (1). — Texte actuel de l'alinéa 152(1)b :

«b) le montant d'impôt, s'il en est, réputé en vertu du paragraphe 119(2), 120(2), 120.1(4), 122.2(1), 127.1(1), 127.2(2), 144(9) ou 164(6) avoir été versé au titre de l'impôt en vertu de la présente partie pour l'année.»

(2). — Nouveau.

under this Act for a taxation year ending before that time.”

un autre montant payable par le contribuable ou un montant qui lui est remboursable, pour une année d'imposition se terminant avant ce moment.»

(3) Subsections 152(1.2) and (1.3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(3) Les paragraphes 152(1.2) et (1.3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Provisions applicable

“(1.2) Paragraphs 56(1)(l) and 60(o), this Division and Division J, as they relate to an assessment or a reassessment and to assessing or reassessing tax, are applicable, with such modifications as the circumstances require, to a determination or a redetermination and to determining or redetermining amounts under this Division, except that subsections (1) and (2) are not applicable to determinations made under subsections (1.1) and (1.11) and, for greater certainty, an original determination of a taxpayer's non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss, farm loss or limited partnership loss for a taxation year may be made by the Minister only at the request of the taxpayer.”

«(1.2) Les alinéas 56(1)l) et 60o), la présente section et la section J, dans la mesure où ces dispositions portent sur une cotisation ou sur une nouvelle cotisation ou sur l'établissement d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux montants déterminés ou déterminés de nouveau en application de la présente section, sauf que les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux montants déterminés en application des paragraphes (1.1) et (1.11), étant entendu que le montant d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte en capital nette, d'une perte agricole restreinte, d'une perte agricole ou d'une perte comme commanditaire ou assimilé subie par un contribuable pour une année d'imposition ne peut être initialement déterminé par le ministre qu'à la demande du contribuable.”

Dispositions applicables

Determination binding

(1.3) For greater certainty, where the Minister makes a determination of the amount of a taxpayer's non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss, farm loss or limited partnership loss for a taxation year or makes a determination under subsection (1.11) with respect to a taxpayer, the determination is (subject to the taxpayer's rights of objection and appeal in respect of the determination and to any redetermination by the Minister) binding on both the Minister and the taxpayer for the purpose of calculating the income, taxable income or taxable income earned in Canada of, tax or other amount payable by, or amount refundable to, the taxpayer, as the case may be, for any taxation year.”

(1.3) Il est entendu que lorsque le ministre détermine le montant d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte en capital nette, d'une perte agricole restreinte, d'une perte agricole ou d'une perte comme commanditaire ou assimilé subie par un contribuable pour une année d'imposition ou détermine un montant en application du paragraphe (1.11) en ce qui concerne un contribuable, le montant ainsi déterminé lie à la fois le ministre et le contribuable en vue du calcul, pour toute année d'imposition, du revenu, du revenu imposable ou du revenu imposable gagné au Canada du contribuable ou de l'impôt ou d'un autre montant payable par le contribuable ou d'un montant qui lui est remboursable, sous réserve des droits d'opposition et d'appel du contribuable à l'égard du montant déterminé et sous réserve de tout montant déterminé de nouveau par le ministre.»

Ministre et contribuable liés

(3) Subsections 152(1.2) and (1.3) at present read as follows:

“(1.2) The provisions of paragraphs 56(1)(l) and 60(o), this Division and Division J, as they relate to an assessment or a reassessment and to assessing and reassessing tax, are applicable, with such modifications as the circumstances require, to a determination or redetermination and to determining and redetermining amounts under this Division, except that subsections (1) and (2) are not applicable to determinations made under subsection (1.1) and, for greater certainty, an original determination of a taxpayer's non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss, farm loss or limited partnership loss for a taxation year may be made by the Minister only at the request of the taxpayer.

(1.3) For greater certainty, where the Minister makes a determination of the amount of a taxpayer's non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss, farm loss or limited partnership loss for a taxation year, the determination is (subject to the taxpayer's rights of objection and appeal in respect of the determination and to any redetermination by the Minister) binding on both the Minister and the taxpayer for the purposes of calculating the taxable income of the taxpayer in any other year.”

(3). — Texte actuel des paragraphes 152(1.2) et (1.3) :

«(1.2) Les alinéas 56(1)l) et 60o), la présente section et la section J, dans la mesure où y est visé une cotisation ou une nouvelle cotisation ou l'établissement d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une détermination ou nouvelle détermination de montants en vertu de la présente section, sauf que les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux déterminations faites selon le paragraphe (1.1). Notamment, le montant d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte en capital nette, d'une perte agricole restreinte, d'une perte agricole ou d'une perte comme commanditaire ou assimilé subie par un contribuable pour une année d'imposition ne peut être initialement déterminé par le ministre qu'à la demande du contribuable.

(1.3) Lorsque le ministre détermine le montant d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte en capital nette, d'une perte agricole restreinte, d'une perte agricole ou d'une perte comme commanditaire ou assimilé subie par un contribuable pour une année d'imposition, sous réserve des droits d'opposition et d'appel du contribuable à l'égard de la détermination et sous réserve de toute nouvelle détermination par le ministre, le montant déterminé lie à la fois le ministre et le contribuable aux fins du calcul du revenu imposable du contribuable pour toute autre année.»

(4) Subsection 152(4) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (b)(i) thereof and the word "and" at the end of subparagraph (b)(ii) thereof and by repealing all that portion following subparagraph (b)(ii) thereof and substituting the following therefor:

"(iii) there is reason, as a consequence of a transaction involving the taxpayer and a non-resident person 10 with whom he was not dealing at arm's length, to assess or reassess the taxpayer's tax for any relevant taxation year, or

(iv) there is reason, as a consequence 15 of an additional payment or reimbursement of any income or profits tax to or by the government of a country other than Canada, to assess or reassess the taxpayer's tax for any 20 relevant taxation year, and

(c) within 3 years after the day referred to in subparagraph (a)(ii), in any other case,

reassess or make additional assessments, 25 or assess tax, interest or penalties under this Part, as the circumstances require, except that a reassessment, an additional assessment or assessment may be made under paragraph (b) after 3 years from the 30 day referred to in subparagraph (a)(ii) only to the extent that it may reasonably be regarded as relating to

(d) the assessment or reassessment referred to in subparagraph (b)(i) or 35 (ii);

(e) the transaction referred to in subparagraph (b)(iii); or

(f) the additional payment or reimbursement referred to in subparagraph 40 (b)(iv)."

(5) Paragraph 152(6)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(c) a deduction under section 118.1 in 45 respect of a gift made in a subsequent taxation year or under section 111 in

(4) L'alinéa 152(4)b) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin du sous-alinéa (i) et du mot «et» à la fin du sous-alinéa (ii), et le passage du paragraphe 5 152(4) de la même loi qui suit le sous-alinéa 5 b)(ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) il y a lieu, par suite d'une opération à laquelle le contribuable et une personne non résidante avec laquelle il a un lien de dépendance sont par- 10 ties, d'établir une cotisation ou une nouvelle cotisation de l'impôt du contribuable pour toute année d'imposition pertinente, ou

(iv) il y a lieu, par suite d'un paie- 15 ment supplémentaire d'impôt sur le revenu ou sur les bénéficiaires au gouvernement d'un autre pays que le Canada ou par suite d'un remboursement d'un tel impôt par ce gouverne- 20 ment, d'établir une cotisation ou une nouvelle cotisation de l'impôt du contribuable pour toute année d'imposition pertinente, et

c) dans un délai de 3 ans à compter du 25 jour visé au sous-alinéa a)(ii), dans les autres cas,

établir de nouvelles cotisations, des cotisations supplémentaires ou des cotisations concernant l'impôt, des intérêts ou des 30 pénalités en vertu de la présente partie, selon les circonstances; mais une nouvelle cotisation, une cotisation supplémentaire ou une cotisation peut être établie en application de l'alinéa b) plus de 3 ans 35 après la date visée au sous-alinéa a)(ii) dans la mesure seulement où il est raisonnable de la considérer comme se rapportant à la cotisation ou nouvelle cotisation visée au sous-alinéa b)(i) ou (ii), à l'opéra- 40 tion visée au sous-alinéa b)(iii) ou au paiement supplémentaire ou remboursement visé au sous-alinéa b)(iv), selon le cas.»

(5) L'alinéa 152(6)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 45

«c) déduction, en application de l'article 118.1, relativement à un don fait au cours d'une année d'imposition subsé-

(4) The relevant portion of subsection 152(4) at present reads as follows:

“(c) within 3 years from the day referred to in subparagraph (a)(ii), in any other case,

reassess or make additional assessments, or assess tax, interest or penalties under this Part, as the circumstances require, except that a reassessment, an additional assessment or assessment may be made under paragraph (b) after 3 years from the day referred to in subparagraph (a)(ii) only to the extent that it may reasonably be regarded as relating to the assessment or reassessment referred to in that paragraph.”

(4). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 152(4) :

«c) dans un délai de 3 ans à compter du jour visé au sous-alinéa a)(ii), dans tous les autres cas,

procéder à de nouvelles cotisations ou en établir de supplémentaires, ou fixer des impôts, intérêts ou pénalités en vertu de la présente Partie, selon que les circonstances l'exigent, sauf qu'une nouvelle cotisation, une cotisation supplémentaire ou une cotisation peuvent être établies en vertu de l'alinéa b) plus de 3 ans après la date visée au sous-alinéa a)(ii) seulement si cette mesure peut être raisonnablement considérée comme se rapportant à la cotisation ou à la nouvelle cotisation visée à cet alinéa.»

(5) This amendment would substitute a reference to section 118.1 for the reference to section 110.

(5). — Remplacement du renvoi à l'article 110 par un renvoi à l'article 118.1.

respect of a loss for a subsequent taxation year,”

(6) Paragraphs 152(6)(e), (f) and (g) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(e) a deduction under section 125.2 in respect of an unused Part VI tax credit (within the meaning assigned by subsection 125.2(3)) for a subsequent taxation year, or”

(7) Subsections (1), (5) and (6) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(8) Subsection (4) is applicable to assessments relating to transactions entered into, payments made and reimbursements received after 1987.

138. (1) All that portion of paragraph 156(1)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(a) on or before March 15, June 15, September 15 and December 15 in each taxation year, an amount equal to 1/4 of”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1990 and subsequent taxation years.

139. (1) Subparagraph 157(1)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) on or before the last day of each month in the year, the aggregate of an amount equal to 1/12 of the amount estimated by it to be the tax payable under this Part by it for the year computed without reference to section 123.1, paragraph 125.2(1)(a), sections 127.2 and 127.3 and an amount equal to 1/12 of the amount estimated by it to be the tax payable under Part VI.1 by it for the year,”

(2) All that portion of paragraph 157(1)(b) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

quente ou, en application de l'article 111, relativement à une perte subie pour une année d'imposition subséquente,»

(6) Les alinéas 152(6)e), f) et g) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«e) déduction, en application de l'article 125.2, au titre d'un crédit d'impôt de la partie VI inutilisé — au sens du paragraphe 125.2(3) — pour une année d'imposition ultérieure,»

(7) Les paragraphes (1), (5) et (6) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(8) Le paragraphe (4) s'applique aux cotisations relatives à des opérations conclues, des paiements effectués et des remboursements reçus après 1987.

138. (1) Le passage de l'alinéa 156(1)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) au plus tard le 15 mars, le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre, respectivement, de chaque année d'imposition, une somme égale à 1/4»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1990 et suivantes.

139. (1) Le sous-alinéa 157(1)a)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) le total du montant égal à 1/12 du montant qu'elle estime être son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte de l'article 123.1, de l'alinéa 125.2(1)a), des articles 127.2 et 127.3, et du montant égal à 1/12 du montant qu'elle estime être son impôt payable pour l'année en vertu de la partie VI.1, au plus tard le dernier jour de chaque mois de l'année,»

(2) Le passage de l'alinéa 157(1)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) Paragraphs 152(6)(e), (f) and (g) at present read as follows:

- “(e) a deduction under subsection 127.2(1) in respect of his unused share-purchase tax credit for a subsequent taxation year,
- (f) a deduction under subsection 127.3(1) in respect of his unused scientific research and experimental development tax credit for a subsequent taxation year,
- (g) a deduction under subsection 120.2(2) in respect of his minimum tax for a subsequent taxation year, or”

Clause 138: (1) This amendment would substitute “15” for “30” and “31”.

Clause 139: (1) This amendment would add the underlined and sidlined words.

(2) This amendment would substitute “taxes” for “tax” and add a reference to Part VI.1.

(6). — Texte actuel des alinéas 152(6)e, f) et g) :

- «e) déduction en application du paragraphe 127.2(1) à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour une année d'imposition subséquente,
- f) déduction en application du paragraphe 127.3(1) à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental pour une année d'imposition subséquente,
- g) déduction en application du paragraphe 120.2(2) à l'égard de l'impôt minimum du contribuable pour une année d'imposition subséquente, ou»

Article 138, (1). — Remplacement de «30» et de «31» par «15».

Article 139, (1). — Adjonction des mots soulignés et du passage marqué d'un trait vertical.

(2). — Remplacement de «son impôt payable» par «ses impôts payables» et adjonction d'un renvoi à la partie VI.1.

“(b) the remainder of the taxes payable by it under this Part and Part VI.1 for the year”

(3) All that portion of subsection 157(2) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“and for the year or the immediately preceding taxation year

(c) its taxable income was not more than \$10,000, and

(d) no tax was payable by it under Part VI.1,

it may, instead of paying the instalments required by subsection (1), pay to the Receiver General at the end of the third month following the end of the year the aggregate of the taxes payable by it under this Part and Part VI.1 for the year.”

(4) Subsection 157(2.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(2.1) Where

(a) the aggregate of the tax payable under this Part (computed without reference to sections 127.2 and 127.3) and the tax payable under Part VI.1 by a corporation for a taxation year, or

(b) the corporation's first instalment base for the year

is not more than \$1,000, the corporation may, instead of paying the instalments required by paragraph (1)(a) for the year, pay to the Receiver General, pursuant to paragraph (1)(b), the aggregate of the taxes payable by it under this Part and Part VI.1 for the year.”

(5) Subsections (1) to (4) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years except that, in applying subparagraph 157(1)(a)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), to the 1988 taxation year it shall be read without reference to the words “paragraph 125.2(1)(a)”.

140. (1) All that portion of subsection 160.1(1) of the said Act preceding paragraph

«b) le solde de ses impôts payables pour l'année en vertu de la présente partie et de la partie VI.1.»

(3) Le passage du paragraphe 157(2) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et 5 remplacé par ce qui suit :

«et que, pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente, d'une part, son revenu imposable n'est pas supérieur à 10 000 \$ et, d'autre part, aucun impôt n'est payable 10 par elle en vertu de la partie VI.1, elle peut, au lieu de verser les acomptes provisionnels prévus au paragraphe (1), verser au receveur général, à la fin du troisième mois suivant la fin de l'année, le total de 15 ses impôts payables pour l'année en vertu de la présente partie et de la partie VI.1.»

(4) Le paragraphe 157(2.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2.1) Lorsque soit le total de l'impôt 20 payable par une corporation pour une année d'imposition en vertu de la présente partie — calculé sans tenir compte des articles 127.2 et 127.3 — et de l'impôt payable par la corporation pour l'année en 25 vertu de la partie VI.1, soit la première base des acomptes provisionnels de cette corporation pour l'année ne dépasse pas 30 1 000 \$, la corporation peut, au lieu de verser les acomptes provisionnels prévus à l'alinéa (1)(a) pour l'année, verser au receveur général, conformément à l'alinéa (1)(b), le total de ses impôts payables pour l'année en vertu de la présente partie et de la partie VI.1.» 35

(5) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application du sous-alinéa 157(1)(a)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à l'année d'imposition 1988, 40 il est fait abstraction du passage «de l'alinéa 125.2(1)(a)».

140. (1) Le passage du paragraphe 160.1(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 45

Idem

(3) The relevant portion of subsection 157(2) at present reads as follows:

"and its taxable income for the year or the immediately preceding taxation year is not more than \$10,000, it may, instead of paying the instalments required by subsection (1), pay to the Receiver General at the end of the third month following the end of the year the whole of the tax payable by it under this Part for the year."

(3). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 157(2) :

«et que son revenu imposable pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente n'est pas supérieur à \$10,000, elle peut, au lieu de verser les acomptes provisionnels prévus au paragraphe (1), verser au receveur général, à la fin du troisième mois suivant la fin de l'année, la totalité de l'impôt payable par elle en vertu de la présente partie pour l'année.»

(4) Subsection 157(2.1) at present reads as follows:

"(2.1) Where the tax payable under this Part (computed without reference to sections 127.2 and 127.3) by a corporation for a taxation year or its first instalment base for the year is not more than \$1,000, the corporation may, instead of paying the instalments required by paragraph (1)(a) for the year, pay to the Receiver General, pursuant to paragraph (1)(b), all of its tax as estimated by it under section 151 for the year."

(4). — Texte actuel du paragraphe 157(2.1) :

«(2.1) Lorsque l'impôt à payer en vertu de la présente Partie (calculé sans tenir compte des articles 127.2 et 127.3) par une corporation pour une année d'imposition ou que le premier acompte provisionnel de base de cette corporation est égal ou inférieur à \$1,000, la corporation peut, au lieu de payer des acomptes provisionnels exigés en vertu de l'alinéa (1)a) pour l'année, payer au receveur général, en vertu de l'alinéa (1)b), le total de l'impôt qu'elle a estimé en vertu de l'article 151 pour l'année d'imposition.»

Clause 140: (1) The relevant portion of subsection 160.1(1) at present reads as follows:

Article 140, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 160.1(1) :

(a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Where excess refunded

“160.1 (1) Where at any time the Minister determines that an amount has been refunded to a taxpayer for a taxation year in excess of the amount to which he was entitled as a refund under this Act, the following rules apply:”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to refunds for the 1988 and subsequent taxation years.

141. (1) All that portion of subsection 161(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

General

“161. (1) Where at any time after the day on or before which a taxpayer is required to pay the remainder of his tax payable under this Part for a taxation year,”

(2) Subsection 161(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Special case

“(3) In addition to the interest payable under subsection (1), where a corporation that paid tax for a taxation year under subsection 157(2) had a taxable income for the year of more than \$10,000 or had a tax payable for the year under Part VI.1, it shall, forthwith after assessment, pay to the Receiver General an amount of interest equal to 3% of the aggregate of the taxes payable by it under this Part and Part VI.1 for the year.”

(3) Paragraph 161(4.1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) the aggregate of
(i) the tax payable under this Part by it for the year computed without reference to section 123.1, paragraph 125.2(1)(a) and sections 127.2 and 127.3, and
(ii) the tax payable under Part VI.1 by it for the year,”

«160.1 (1) Lorsque, à une date quelconque, le ministre détermine qu'un contribuable a été remboursé pour une année d'imposition d'un montant supérieur à celui dont il avait le droit de l'être en application de la présente loi, les règles suivantes s'appliquent :»

Remboursement en trop

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux remboursements visant les années d'imposition 1988 et suivantes.

141. (1) Le passage du paragraphe 161(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«161. (1) Dans le cas où, à une date quelconque postérieure à la date à laquelle le contribuable est au plus tard tenu de payer le solde de son impôt payable pour une année d'imposition en vertu de la présente partie :»

Disposition générale

(2) Le paragraphe 161(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Outre les intérêts payables en vertu du paragraphe (1), une corporation qui a acquitté un impôt pour une année d'imposition en vertu du paragraphe 157(2) doit, lorsqu'elle avait pour l'année un revenu imposable supérieur à 10 000 \$ ou un impôt payable en application de la partie VI.1, payer au receveur général, aussitôt après la cotisation, des intérêts correspondant à 3 % du total des impôts payables en vertu de la présente partie et de la partie VI.1 pour l'année.»

Cas spécial

(3) L'alinéa 161(4.1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) le total de son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie — calculé sans tenir compte de l'article 123.1, de l'alinéa 125.2(1)a) et des articles 127.2 et 127.3 — et de son impôt payable pour l'année en vertu de la partie VI.1.»

“160.1 (1) Where at any time the Minister determines that as a consequence of the operation of subsection 119(2), 120(2), section 122.2, subsection 127.1(1), 127.2(2), 129(1), 131(2), 132(1), 133(6), or 144(9), section 164.1 or subsection 192(5) or 194(5) an amount has been refunded to a taxpayer for a taxation year in excess of the amount to which he was entitled as a refund, the following rules apply:”

Clause 141: (1) The relevant portion of subsection 161(1) at present reads as follows:

“161. (1) Where at any time after the day on or before which a return of a taxpayer's income was required under this Part to be filed for a taxation year,”

(2) Subsection 161(3) at present reads as follows:

“(3) In addition to the interest payable under subsection (1), where a corporation that paid tax under subsection 157(2) had a taxable income for the taxation year of more than \$10,000, it shall, forthwith after assessment, pay an amount equal to 3% of the tax payable under this Part for the taxation year.”

(3) Paragraph 161(4.1)(a) at present reads as follows:

“(a) the tax payable under this Part by it for the year computed without reference to sections 123.1, 127.2 and 127.3”

«160.1 (1) Lorsque, à une date quelconque, le ministre détermine que, par application du paragraphe 119(2) ou 120(2), de l'article 122.2, du paragraphe 127.1(1), 127.2(2), 129(1), 131(2), 132(1), 133(6) ou 144(9), de l'article 164.1 ou du paragraphe 192(5) ou 194(5), un contribuable a été remboursé pour une année d'imposition d'un montant supérieur à celui dont il avait le droit de l'être, les règles suivantes s'appliquent :»

Article 141, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 161(1) :

«161. (1) Lorsque, à une date quelconque postérieure à la date où le contribuable était, au plus tard, tenu en vertu de la présente partie de produire sa déclaration de revenu pour une année d'imposition,»

(2). — Texte actuel du paragraphe 161(3) :

«(3) Outre les intérêts payables en vertu du paragraphe (1), une corporation qui a acquitté un impôt en vertu du paragraphe 157(2) doit, lorsqu'elle avait, pour l'année d'imposition, un revenu imposable supérieur à 10 000 \$, payer, aussitôt après la cotisation, une somme égale à 3 % de l'impôt payable en vertu de la présente Partie au titre de l'année d'imposition.»

(3). — Adjonction d'un renvoi à l'alinéa 125.2(1)a) et des mots soulignés.

(4) Subparagraph 161(7)(a)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) any amount deducted under section 118.1 in respect of a gift made in a subsequent taxation year or under section 111 in respect of a loss for a subsequent taxation year,”

(5) Paragraph 161(7)(a) of the said Act is further amended by adding the word “or” at the end of subparagraph (v) thereof and by repealing subparagraphs (vi), (vi.1) and (vii) thereof and substituting the following therefor:

“(vi) any amount deducted under section 125.2 in respect of an unused Part VI tax credit (within the meaning assigned by subsection 125.2(3)) for a subsequent taxation year,”

(6) Subsection 161(11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(11) Where a taxpayer is required to pay a penalty, the taxpayer shall pay the penalty to the Receiver General together with interest thereon at the prescribed rate computed,

(a) in the case of a penalty payable by reason of section 162 or 163, from the day on or before which

(i) the taxpayer's return of income for a taxation year in respect of which the penalty is payable was required to be filed, or would have been required to be filed if tax under this Part were payable by him for the year, or

(ii) the information return, return, ownership certificate or other document in respect of which the penalty is payable was required to be made,

as the case may be, to the day of payment;

(b) in the case of a penalty payable for a taxation year by reason of section 163.1, from the day on or before which the taxpayer is required to pay the

(4) Le sous-alinéa 161(7)a)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) un montant déduit, en application de l'article 118.1, à l'égard d'un don fait au cours d'une année d'imposition ultérieure ou, en application de l'article 111, à l'égard d'une perte subie pour une année d'imposition ultérieure.»

(5) Les sous-alinéas 161(7)a)(vi), (vi.1) et (vii) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(vi) un montant déduit, en application de l'article 125.2, au titre d'un crédit d'impôt de la partie VI inutilisé — au sens du paragraphe 125.2(3) — pour une année d'imposition ultérieure;»

(6) Le paragraphe 161(11) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(11) Tout contribuable tenu de payer une pénalité doit la verser au receveur général avec intérêts calculés au taux prescrit :

a) s'il s'agit d'une pénalité visée à l'article 162 ou 163, pour la période allant du jour ci-après jusqu'à la date du paiement :

(i) le jour où la déclaration de revenu du contribuable pour l'année d'imposition à l'égard de laquelle la pénalité est payable doit au plus tard être produite ou le devrait si le contribuable devait payer un impôt en vertu de la présente partie pour l'année,

(ii) le jour où tout autre document — déclaration de renseignements, déclaration, certificat de propriété ou autre — à l'égard duquel la pénalité est payable doit au plus tard être produit;

b) s'il s'agit d'une pénalité visée à l'article 163.1 relative à une année d'imposition, pour la période allant du jour où le

Interest on penalties

Intérêts sur les pénalités

(4) This amendment would substitute a reference to section 118.1 for the reference to section 110.

(4). — Remplacement du renvoi à l'article 110 par un renvoi à l'article 118.1.

(5) Subparagraphs 161(7)(a)(vi), (vi.1) and (vii) at present read as follows:

(5). — Texte actuel des sous-alinéas 161(7)a(vi), (vi.1) et (vii) :

“(vi) any amount deducted under subsection 127.2(1) in respect of his unused share-purchase tax credit for a subsequent taxation year,

«(vi) un montant déduit en application du paragraphe 127.2(1), à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour une année d'imposition ultérieure,

(vi.1) any amount deducted under subsection 120.2(2) in respect of his minimum tax for a subsequent taxation year, or

(vi.1) un montant déduit en application du paragraphe 120.2(2) à l'égard de l'impôt minimum du contribuable pour une année d'imposition ultérieure, ou

(vii) any amount deducted under subsection 127.3(1) in respect of his unused scientific research and experimental development tax credit for a subsequent taxation year.”

(vii) un montant déduit en application du paragraphe 127.3(1) à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental pour une année d'imposition ultérieure; et»

(6) Subsection 161(11) at present reads as follows:

(6). — Texte actuel du paragraphe 161(11) :

“(11) Where a taxpayer is required by this Part to pay a penalty and fails to pay all or any part thereof as required, he shall pay to the Receiver General interest at the prescribed rate on the amount he failed to pay computed,

«(11) Un contribuable tenu par la présente partie de payer une pénalité, qui ne la paie pas ou qui ne paie pas la partie qu'il doit payer, doit payer au receveur général des intérêts sur le montant impayé, calculés au taux prescrit

(a) in the case of a penalty payable by virtue of subsection 162(1), (2) or (3) or 163(1) or (2), from the day on or before which the taxpayer's return of income for the taxation year in respect of which the penalty is payable was, or would have been if tax under this Part were payable by him for the year, required to be filed to the day of payment; and

a) pour la période allant de la date où le contribuable doit, au plus tard, produire sa déclaration de revenu pour l'année d'imposition à l'égard de laquelle la pénalité est payable, ou de la date où il aurait à produire une telle déclaration s'il était redevable d'un impôt en vertu de la présente partie pour l'année, jusqu'à la date du paiement, en cas de pénalité payable en vertu du paragraphe 162(1), (2) ou (3) ou 163(1) ou (2);

(b) in the case of a penalty payable by virtue of any other provision of this Act, from the day of mailing of the notice of original assessment of the penalty to the day of payment.”

b) pour la période allant de la date de mise à la poste du premier avis de cotisation concernant la pénalité jusqu'à la date du paiement, en cas de pénalité payable en vertu d'une autre disposition.»

remainder of his tax payable under this Part for the year to the day of payment of the penalty; and

(c) in the case of a penalty payable by reason of any other provision of this Act, from the day of mailing of the notice of original assessment of the penalty to the day of payment.”

(7) Subsection (1) is applicable for the purpose of calculating interest with respect to tax payable for the 1989 and subsequent taxation years.

(8) Subsections (2), (4) and (5) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(9) Subsection (3) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(a) for the purposes of computing interest on instalments payable for a corporation's 1988 taxation year that commenced in 1987,

(i) the tax for the year payable under Part VI.1 of the said Act by the corporation shall, for the purpose of paragraph 161(4.1)(a) of the said Act, as enacted by subsection (3), be deemed to be nil, and

(ii) the tax for the year payable under Part I of the said Act by the corporation shall, for the purpose of paragraph 161(4.1)(a) of the said Act, as enacted by subsection (3), be determined as if the said Act were read without reference to paragraph 110(1)(k) thereof, as enacted by subsection 78(7) of this Act; and

(b) in applying subparagraph 161(4.1)(a)(i) of the said Act, as enacted by subsection (3), to the 1988 taxation year it shall be read without reference to the words “paragraph 125.2(1)(a) and”.

142. (1) Section 162 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

contribuable est au plus tard tenu de payer le solde de son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie jusqu'à la date du paiement de la pénalité;

c) s'il s'agit d'une pénalité visée à une autre disposition de la présente loi, pour la période allant du jour de mise à la poste de l'avis de cotisation initial concernant la pénalité jusqu'à la date du paiement.»

(7) Le paragraphe (1) s'applique au calcul des intérêts sur l'impôt payable pour les années d'imposition 1989 et suivantes.

(8) Les paragraphes (2), (4) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(9) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois,

a) aux fins du calcul des intérêts sur les acomptes provisionnels payables par une corporation pour l'année d'imposition 1988 qui a commencé en 1987 :

(i) l'impôt payable par la corporation pour l'année en vertu de la partie VI.1 de la même loi est réputé nul, pour l'application de l'alinéa 161(4.1)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (3),

(ii) l'impôt payable par la corporation pour l'année en vertu de la partie I de la même loi est calculé sans tenir compte de l'alinéa 110(1)k) de la même loi, édicté par le paragraphe 78(7) de la présente loi, pour l'application de l'alinéa 161(4.1)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (3);

b) pour l'application de l'alinéa 161(4.1)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), à l'année d'imposition 1988, il est fait abstraction du passage «de l'alinéa 125.2(1)a) et».

142. (1) L'article 162 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Every person who has failed to file a return as and when required by subsection 150(1) is liable to a penalty equal to the aggregate of

- (a) an amount equal to 1% of the tax for the year that was omitted to be filed, and
- (b) the penalty obtained when the year for the year that was omitted to be filed when the return was required to be filed, multiplied by the number of complete months not exceeding 24 from the date on which the return was required to be filed to the date on which the return was filed.

(2) Every person who has failed to file a return as required by subsection 150(2) is liable to a penalty of \$10 for each day of default but not exceeding \$50.

Clause 142: (1) Section 162 at present reads as follows:
 "162. (1) Every person who has failed to file a return as and when required by subsection 150(1) is liable to a penalty equal to the aggregate of

(1) Toute personne qui n'a pas produit de déclaration de revenu dans les formes et à la date prévues au paragraphe 150(1) est passible d'une pénalité égale au total

- (a) un montant égal à 1% du montant de l'impôt pour l'année qui a été omise de déclarer, et
- (b) la pénalité obtenue lorsque l'année pour l'année qui a été omise de déclarer a été déclarée, multipliée par le nombre de mois complets n'excédant pas 24 à compter de la date à laquelle le contribuable était tenu de déclarer l'année jusqu'à la date à laquelle il a déclaré l'année.

(2) Toute personne qui n'a pas produit de déclaration de revenu dans les formes et à la date prévues au paragraphe 150(2) est passible d'une pénalité de dix dollars par jour de défaut, mais n'excédant pas cinquante dollars.

Article 142, (1). — Texte actuel de l'article 162 :
 «162. (1) Toute personne qui n'a pas produit de déclaration de revenu dans les formes et à la date prévues au paragraphe 150(1) est passible d'une pénalité, égale au total

Penalties

“162. (1) Every person who has failed to file a return of income for a taxation year as and when required by subsection 150(1) is liable to a penalty equal to the aggregate of

(a) an amount equal to 5% of his tax for the year that was unpaid when the return was required to be filed, and

(b) the product obtained when 1% of his tax for the year that was unpaid when the return was required to be filed is multiplied by the number of complete months, not exceeding 12, from the date on which the return was required to be filed to the date on which the return was filed.

(2) Every person

(a) who has failed to file a return of income for a taxation year as and when required by subsection 150(1),

(b) on whom a demand for a return for the year has been made under subsection 150(2), and

(c) who, at the time of failure, had been assessed for a penalty under subsection (1) or this subsection in respect of a return of income for any of the three preceding taxation years,

is liable to a penalty equal to the aggregate of

(d) an amount equal to 10% of his tax for the year that was unpaid when the return was required to be filed, and

(e) the product obtained when 2% of the tax for the year that was unpaid when the return was required to be filed is multiplied by the number of complete months, not exceeding 20, from the date on which the return was required to be filed to the date on which the return was filed.

Penalties

(3) Every person who has failed to file a return as required by subsection 150(3) is liable to a penalty of \$10 for each day of default but not exceeding \$50.

Idem

(4) Every person who

«162. (1) Toute personne qui ne produit pas de déclaration de revenu pour une année d'imposition de la manière et dans le délai prévus au paragraphe 150(1) est passible d'une pénalité égale au total des montants suivants :

a) 5 % de l'impôt pour l'année qui était impayé à la date où, au plus tard, la déclaration devait être produite;

b) le produit de 1 % de cet impôt impayé par le nombre de mois entiers, jusqu'à concurrence de 12, compris dans la période commençant à la date où, au plus tard, la déclaration devait être produite et se terminant le jour où la déclaration est effectivement produite.

(2) La personne qui ne produit pas de déclaration de revenu pour une année d'imposition de la manière et dans le délai prévus au paragraphe 150(1) après avoir été mise en demeure de le faire conformément au paragraphe 150(2) et à l'égard de laquelle, au moment du défaut, une cotisation pour pénalité a déjà été établie en application du paragraphe (1) ou du précédent paragraphe pour défaut de production d'une déclaration de revenu pour une des trois années d'imposition précédentes est passible d'une pénalité égale au total des montants suivants :

a) 10 % de l'impôt pour l'année qui était impayé à la date où, au plus tard, la déclaration devait être produite;

b) le produit de 2 % de cet impôt impayé par le nombre de mois entiers, jusqu'à concurrence de 20, compris dans la période commençant à la date où, au plus tard, la déclaration devait être produite et se terminant le jour où la déclaration est effectivement produite.

(3) Toute personne qui ne produit pas de déclaration conformément au paragraphe 150(3) est passible d'une pénalité de 10 \$ par jour de retard, jusqu'à concurrence de 50 \$.

(4) Est passible d'une pénalité de 50 \$:

Défaut de déclaration de revenu

Récidive

Défaut de déclaration de revenu par l'administrateur des biens

Défaut de certificat de propriété

(a) an amount equal to 5% of the tax that was unpaid when the return was required to be filed; and

(b) the product obtained when 1% of the tax that was unpaid when the return was required to be filed is multiplied by the number of complete months, not exceeding twelve, in the period between the date on which the return was required to be filed and the date on which the return was filed.

(2) Every person who has failed to file a return as required by subsection 150(3) is liable to a penalty of \$10 for each day of default by not exceeding \$50.

(3) Every person who has failed to complete the information on a prescribed form as required by or pursuant to section 150 is, unless in the case of an individual the Minister has waived it, liable to a penalty

(a) of 1% of the amount by which the tax payable under this Part exceeds the amount deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of tax under this Part for the year but, whether he is taxable or not, not less than \$25 or more than \$100, or

(b) in the case of an individual, of such lesser amount as the Minister may have fixed in respect of the specific failure."

a) d'un montant égal à 5 % de l'impôt non payé au jour où la déclaration devait être envoyée; et

b) du produit obtenu lorsque 1 % de l'impôt non payé à la date où la déclaration devait être produite est multiplié par le nombre de mois complets, jusqu'à concurrence de douze, compris dans la période commençant à la date où la déclaration devait être produite et se terminant le jour où la déclaration a été produite.

(2) Toute personne qui n'a pas envoyé de déclaration de revenu dans les formes prévues au paragraphe 150(3) est passible d'une pénalité de 10 \$ pour chaque jour de retard jusqu'à concurrence d'un montant de 50 \$.

(3) Toute personne, qui a négligé de faire figurer sur une formule prescrite les renseignements requis par l'article 150 ou en vertu de cet article, est, sauf renonciation par le Ministre dans le cas d'un particulier, passible d'une pénalité qui est égale

a) à 1 % de l'excédent de l'impôt payable en vertu de la présente Partie sur la somme qui est réputée par le paragraphe 120(2) avoir été payée au titre de l'impôt pour l'année en vertu de la présente Partie sans toutefois pouvoir, que la personne soit imposable ou non, être inférieure à 25 \$ ou supérieure à 100 \$, ou

b) en ce qui concerne un particulier, à toute somme inférieure que le Ministre peut fixer dans le cas d'une omission particulière.»

(4) Every individual who has failed to provide a Social Insurance Number on a return of income, the person had applied for the assignment of such Number and had not received it at the time the return was filed.

(5) Every individual who has failed to provide a Social Insurance Number in respect of a return of income, the person had applied for the assignment of such Number and had not received it at the time the return was filed.

(6) Every individual who has failed to provide a Social Insurance Number in respect of a return of income, the person had applied for the assignment of such Number and had not received it at the time the return was filed.

(7) Every person who fails to make an information return as and when required by this Act or by a regulation or

(4) Every individual who has failed to provide a Social Insurance Number on a return of income, the person had applied for the assignment of such Number and had not received it at the time the return was filed.

(5) Every individual who has failed to provide a Social Insurance Number in respect of a return of income, the person had applied for the assignment of such Number and had not received it at the time the return was filed.

(6) Every individual who has failed to provide a Social Insurance Number in respect of a return of income, the person had applied for the assignment of such Number and had not received it at the time the return was filed.

(7) Every person who fails to make an information return as and when required by this Act or by a regulation or

(8) Every person who fails to make an information return as and when required by this Act or by a regulation or

(9) Every person who fails to make an information return as and when required by this Act or by a regulation or

(10) Every person who fails to make an information return as and when required by this Act or by a regulation or

(a) has failed to complete an ownership certificate as required by section 234,
 (b) has failed to deliver an ownership certificate in the manner prescribed at the time prescribed and at the place prescribed by regulations made under that section, or
 (c) has cashed a coupon or warrant for which an ownership certificate has not been completed pursuant to that section, 10
 is liable to a penalty of \$50.

Failure to provide information on form

(5) Every person who has failed to provide any information required on a prescribed form made pursuant to this Act or a regulation is, except where, in the case of 15 an individual, the Minister has waived the penalty, liable to a penalty of \$100 for every failure unless

(a) in the case of information required in respect of another person, a reasonable effort was made by the person to obtain the information from the other person; or

(b) in the case of a failure to provide a Social Insurance Number on a return of 25 income, the person had applied for the assignment of such Number and had not received it at the time the return was filed.

Failure to provide Social Insurance Number

(6) Every individual who has failed to 30 provide on request his Social Insurance Number to a person required under this Act or a regulation to make an information return requiring the individual's Social Insurance Number is, except where 35 the Minister has waived the penalty, liable to a penalty of \$100 for every failure, unless

(a) an application by the individual for the assignment of a Social Insurance 40 Number was made no later than 15 days following the request by the person; and

(b) such Number was provided to the person within 15 days after receiving it.

Failure to comply with regulation

(7) Every person 45
 (a) who fails to make an information return, as and when required by this Act or by a regulation, or

a) la personne qui ne fournit pas de certificat de propriété conformément à l'article 234;
 b) la personne qui ne délivre pas ce certificat de la manière, dans le délai et 5 à l'endroit prévus par règlement pris en application de cet article;
 c) la personne qui, contrairement à cet article, encaisse un coupon ou titre sans qu'aucun certificat de propriété n'ait été 10 fourni.

(5) Toute personne qui ne fournit pas les renseignements voulus sur un formulaire prescrit rempli conformément à la présente loi ou à un règlement d'application est 15 passible, sauf renonciation du ministre à la pénalité dans le cas d'un particulier, d'une pénalité de 100 \$ pour chaque défaut à moins que :

Défaut de fournir des renseignements sur un formulaire

a) s'il s'agit de renseignements à fournir 20 sur une autre personne, la personne se soit raisonnablement appliquée à les obtenir de cette autre personne;

b) s'il s'agit d'un numéro d'assurance sociale à fournir dans une déclaration de 25 revenu, la personne ait demandé qu'un numéro lui soit attribué et ne l'ait pas reçu au moment de la production de la déclaration.

(6) Tout particulier qui ne fournit pas 30 son numéro d'assurance sociale à la personne — tenue par la présente loi ou par un règlement d'application de remplir une déclaration de renseignements devant comporter ce numéro — qui lui enjoint de le 35 fournir est passible, sauf renonciation du ministre à la pénalité, d'une pénalité de 100 \$ pour chaque défaut, à moins que, dans les 15 jours après avoir été enjoint de fournir ce numéro, il ait demandé qu'un 40 numéro d'assurance sociale lui soit attribué et qu'il l'ait fourni à cette personne dans les 15 jours après qu'il l'a reçu.

Défaut de fournir son numéro d'assurance sociale

(7) Toute personne qui ne remplit pas une déclaration de renseignements de la 45 manière et dans le délai prévus par la présente loi ou par règlement ou qui ne se conforme pas à une obligation imposée par

Inobservance d'un règlement

le présent loi en par règlement est passé-
 les pour chaque débet — and si l'impôt
 tant les pour les autres débetés pour le
 débet — d'une pénalité égale sans être
 inférieure à 100 \$, au profit de 112 par 2
 le nombre de jours à compter de 100,
 ou le débet persiste.

(8) La section qui ne rempli pas de
 déclaration de renseignements pour un
 exercice finissant le 31 décembre ou l'équivalent
 des pour l'année est tenue en applica-
 tion du paragraphe (7) pour ce qui est de
 débet de l'impôt et de l'impôt en
 application de l'article 233 et à l'égard de
 laquelle une copie est présentée à 8811 12
 fin simple en application du paragraphe
 (7) pour débet de production d'une décla-
 ration de renseignements pour un exercice
 précédent terminé précédant un finan-
 cial cette pénalité d'une pénalité 30
 égale à 100 \$ par année et par mois ou
 partie de mois, à compter de 24, ou la
 débet persiste.

(9) Tout programme qui fournit des ren-
 seignements pour un programme de finan-
 ce en descendant, complètement au par-
 graphe 237(13), un numéro d'identification
 d'un fiscal ou qui a été le principal ag-
 ent de mandataire, émet ou vend une copie
 dans un état fiscal, ou accepte un rapport 30
 en vue de l'émission d'une telle copie,
 avant que le ministre n'ait été avisé au
 numéro d'identification à cet état fiscal ou
 pénalité d'une pénalité égale sans être
 inférieure à 500 \$ à 3 \$ de 2001 des par 33
 dans cet état fiscal, pour les personnes qui
 les ont copier et avant que les rensei-
 gnements fournis aient été fournis au ministre
 ou avant que le numéro d'identification
 ait été attribué à l'état fiscal, selon le cas. 40

de

(6) who fails to comply with a duty or
 obligation imposed by this Act or by a
 regulation
 is liable in respect of each such failure,
 except where another provision of this Act
 sets out a penalty for the failure, to a
 penalty equal to the greater of \$100 and
 the product obtained when \$15 is multi-
 plied by the number of days not exceeding
 100 during which the failure continues. 10

(7) Where
 (a) a person, under subsection (7) is
 required in respect of a failure by a
 program to make an information
 return for a fiscal period,
 (b) a demand for a return for the period
 has been made under section 233, and
 (c) a penalty under subsection (7) for
 failure to make an information return
 has been assessed in respect of the per-
 son for any of the 3 preceding fiscal
 periods,

the amount of a liability is added to that
 liability, for a penalty of \$100 per month
 or part of a month, for each month or part
 of a month not exceeding 24, during
 which the failure continues.

(9) Every person who
 fails to file a return or misleading information
 with the Minister in an application
 under subsection 237(13) for an iden-
 tification number for a tax sheet, or
 (b) whether as a principal or as an
 agent sells, issues or accepts a contribu-
 tion for the redemption of an interest in 32
 a tax sheet before the Minister has
 issued an identification number there-
 for,

is liable to a penalty equal to the greater of
 (c) \$500, and
 (d) 3% of the aggregate of all amounts
 each of which is the cost to such person
 who acquired an interest in the tax sheet
 for which the current information is
 filed with the Minister or the identification
 number is issued, as the case may
 be.

10

30
 40

10

30
 40

(b) who fails to comply with a duty or obligation imposed by this Act or by a regulation

is liable in respect of each such failure, except where another provision of this Act sets out a penalty for the failure, to a penalty equal to the greater of \$100 and the product obtained when \$25 is multiplied by the number of days, not exceeding 100, during which the failure continues.

Failure to make partnership information return

(8) Where

(a) a penalty under subsection (7) is assessed in respect of a failure by a partnership to make an information return for a fiscal period,

(b) a demand for a return for the period has been made under section 233, and

(c) a penalty under subsection (7) for failure to make an information return has been assessed in respect of the partnership for any of the 3 preceding fiscal periods,

the partnership is liable, in addition to that penalty, to a penalty of \$100 per member of the partnership for each month or part of a month, not exceeding 24, during which the failure continues.

Tax shelter identification number

(9) Every person who

(a) files false or misleading information with the Minister in an application under subsection 237.1(3) for an identification number for a tax shelter, or

(b) whether as a principal or as an agent, sells, issues or accepts a contribution for the acquisition of an interest in a tax shelter before the Minister has issued an identification number therefor,

is liable to a penalty equal to the greater of

(c) \$500, and

(d) 3% of the aggregate of all amounts each of which is the cost to each person who acquired an interest in the tax shelter before the correct information is filed with the Minister or the identification number is issued, as the case may be.

la présente loi ou par règlement est passible, pour chaque défaut — sauf si la présente loi prévoit une autre pénalité pour le défaut — d'une pénalité égale, sans être inférieure à 100 \$, au produit de 25 \$ par le nombre de jours, à concurrence de 100, où le défaut persiste.

(8) La société qui ne remplit pas de déclaration de renseignements pour un exercice financier, ce pourquoi une cotisation pour pénalité est établie en application du paragraphe (7), qui a été mise en demeure de produire cette déclaration en application de l'article 233 et à l'égard de laquelle une cotisation pour pénalité a déjà été établie en application du paragraphe (7) pour défaut de production d'une déclaration de renseignements pour un des trois exercices financiers précédents est passible, outre cette pénalité, d'une pénalité égale à 100 \$ par associé et par mois ou partie de mois, à concurrence de 24, où le défaut persiste.

Défaut de déclaration de renseignements par les sociétés

(9) Toute personne qui fournit des renseignements faux ou trompeurs au ministre en demandant, conformément au paragraphe 237.1(3), un numéro d'inscription d'abri fiscal ou qui, à titre de principal ou de mandataire, émet ou vend une part dans un abri fiscal, ou accepte un apport en vue de l'acquisition d'une telle part, avant que le ministre n'ait attribué un numéro d'inscription à cet abri fiscal est passible d'une pénalité égale, sans être inférieure à 500 \$, à 3 % du coût des parts dans cet abri fiscal, pour les personnes qui les ont acquises avant que les renseignements corrigés aient été fournis au ministre ou avant que le numéro d'inscription ait été attribué à l'abri fiscal, selon le cas.

Renseignements omis sur les abris fiscaux

Failure to furnish foreign based information

(10) Every corporation
 (a) that fails to file an information return required by section 233.1,
 (b) on which a demand under section 233 has been served for the return, and
 (c) that does not comply with the demand within 90 days after the day the demand was served on it,
 is liable in respect of each such failure, in addition to the penalty under subsection (7), to a penalty of \$1,000 for each month or part of a month, not exceeding 24, during which such failure continues.

Dishonoured cheques

(11) Every person who issues a cheque in payment of an amount under this Act that is not honoured when duly presented for payment is liable to a penalty of \$10."

(2) Subsections 162(9) and (11) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

143. Subsections 163(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Repeated failures

"163. (1) Every person who
 (a) fails to report an amount required to be included in computing his income in a return filed under section 150 for a taxation year, and
 (b) had failed to report an amount required to be so included in any return filed under section 150 for any of the three preceding taxation years
 is liable to a penalty equal to 10% of the amount described in paragraph (a), except where he is liable for a penalty under subsection (2) in respect of that amount.

False statements or omissions

(2) Every person who, knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obligation imposed by or under this Act, has made or has participated in, assented to or acquiesced in the making of, a false statement or omission in a return, form, certificate, statement or answer (in this section referred to as a "return") filed or made in respect of a taxation year as

(10) Toute corporation qui ne produit pas une déclaration de renseignements prévue à l'article 233.1, qui a été mise en demeure de produire cette déclaration en application de l'article 233 et qui ne se conforme pas à la mise en demeure dans les 90 jours suivant sa signification est passible, pour chaque défaut, outre toute pénalité prévue au paragraphe (7), d'une pénalité de 1 000 \$ par mois ou partie de mois, à concurrence de 24, où le défaut persiste.

Renseignements omis sur des non-résidents

(11) Toute personne qui émet, en paiement d'un montant en application de la présente loi, un chèque dont l'acceptation est refusée alors qu'il est dûment présenté au tiré est passible d'une pénalité de 10 \$."

Chèques sans provision

(2) Les paragraphes 162(9) et (11) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

143. Les paragraphes 163(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"163. (1) Toute personne qui ne déclare pas un montant à inclure dans le calcul de son revenu dans une déclaration produite conformément à l'article 150 pour une année d'imposition donnée et qui a déjà omis de déclarer un tel montant dans une telle déclaration pour une des trois années d'imposition précédentes est passible d'une pénalité égale à 10 % du montant à inclure dans le calcul de son revenu dans une telle déclaration, sauf si elle est passible d'une pénalité en application du paragraphe (2) sur ce montant.

Omission répétée de déclarer un revenu

(2) Toute personne qui, sciemment ou dans des circonstances équivalant à faute lourde dans l'exercice d'une obligation prévue à la présente loi ou à un règlement d'application, fait un faux énoncé ou une omission dans une déclaration, un formulaire, un certificat, un état ou une réponse — appelé «déclaration» au présent article — rempli ou produit pour une année d'imposition conformément à la présente

Faux énoncés ou omissions

Clause 143: Subsections 163(1) and (2) at present read as follows:

"163. (1) Every person who wilfully attempts to evade payment of the tax payable by him under this Part by failing to file a return of income as and when required by subsection 150(1) is liable to a penalty of 50% of the amount by which

(a) the tax sought to be evaded exceeds

(b) that portion of the amount deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of his tax under this Part that is reasonably attributable to the amount referred to in paragraph (a).

(2) Every person who, knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obligation imposed by or under this Act, has made or has participated in, assented to or acquiesced in the making of, a false statement or omission in a return, form, certificate, statement or answer (in this section referred to as a "return") filed or made in respect of a taxation year as required by or under this Act or a regulation, is liable to a penalty of

(a) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount, if any, by which

(A) the tax for the year that would be payable by him under this Act

exceeds

(B) the amount that would be deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of his tax for the year

if his taxable income for the year were computed by adding to the taxable income reported by him in his return for the year that portion of his understatement of income for the year that is reasonably attributable to the false statement or omission

exceeds

Article 143, (1). — Texte actuel des paragraphes 163(1) et (2) :

«163. (1) Toute personne qui tente volontairement de se soustraire à l'impôt qu'elle doit payer, en vertu de la présente Partie, en ne produisant pas de déclaration de revenu dans la forme et les délais requis par le paragraphe 150(1), est passible d'une pénalité à 50 % de l'excédent

a) du montant de l'impôt auquel elle a cherché à se soustraire sur

b) la fraction, qui peut raisonnablement être attribuée au montant visé à l'alinéa a), de la somme qui serait réputée, aux termes du paragraphe 120(2), avoir été payée au titre de son impôt pour l'année en vertu de la présente Partie.

(2) Toute personne qui, dans l'exécution d'une fonction ou d'une obligation imposée par la présente loi ou en vertu de celle-ci, a fait sciemment ou dans des circonstances qui justifient l'imputation d'une faute lourde, un faux énoncé ou une omission dans une déclaration, une formule, un certificat, un relevé ou une réponse (appelé dans le présent article une «déclaration») faits à l'égard d'une année d'imposition en vertu de la présente loi ou d'un règlement, ou a participé, consenti, acquiescé à ce faux énoncé ou cette omission, encourt une pénalité,

a) de 25 % de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du montant éventuel par lequel

(A) l'impôt qu'elle devrait payer pour l'année en vertu de la présente loi est en sus

(B) du montant qui serait réputé en vertu du paragraphe 120(2) avoir été payé au titre de son impôt pour l'année

si son revenu imposable pour l'année était calculé en ajoutant au revenu imposable qu'elle a déclaré dans sa déclaration pour l'année la partie de son revenu déclaré en moins et qui peut raisonnablement être attribué à un faux énoncé ou à une omission

sur

required by or under this Act or a regulation, is liable to a penalty of the greater of \$100 and 50% of the aggregate of

- (a) the amount, if any, by which
- (i) the amount, if any, by which 5
 (A) the tax for the year that would be payable by him under this Act exceeds
 (B) the amount that would be deemed by subsection 120(2) to 10
 have been paid on account of his tax for the year
 if his taxable income for the year were computed by adding to the taxable income reported by him in his 15
 return for the year that portion of his understatement of income for the year that is reasonably attributable to the false statement or omission and if his 20
 tax payable for the year were computed by subtracting from the deductions from the tax otherwise payable by him for the year such portion of any such deduction as may reasonably be attributable to the false statement or 25
 omission exceeds
- (ii) the amount, if any, by which
 (A) the tax for the year that would have been payable by him under 30
 this Act exceeds
 (B) the amount that would have been deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of his 35
 tax for the year
 had his tax payable for the year been assessed on the basis of the information provided in his return for the 40
 year,
- (b) the amount, if any, by which
 (i) the amount that would be deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or, where he is a supporting person of an eligible child 45
 of an individual for the year (within the meaning assigned by subsection 122.2(2)) and resided with the individual at the end of the year, by that individual, as the case may be, if 50

loi ou à un règlement d'application, ou y participe, y consent ou y acquiesce est passible d'une pénalité égale, sans être inférieure à 100 \$, à 50 % du total :

- a) de l'excédent éventuel 5
 (i) de la fraction éventuelle de l'impôt qui serait payable par cette personne pour l'année en vertu de la présente loi qui est en sus du montant qui serait réputé par le paragraphe 10
 120(2) payé au titre de cet impôt pour l'année, s'il était ajouté au revenu imposable déclaré par cette personne dans la déclaration pour l'année la partie de son revenu déclaré en moins 15
 pour l'année qu'il est raisonnable d'attribuer au faux énoncé ou à l'omission et si son impôt payable pour l'année était calculé en soustrayant des déductions de l'impôt payable par ail- 20
 leurs par cette personne pour l'année, la partie de ces déductions qu'il est raisonnable d'attribuer au faux énoncé ou à l'omission
- sur 25
- (ii) la fraction éventuelle de l'impôt qui aurait été payable par cette personne pour l'année en vertu de la présente loi qui est en sus du montant qui aurait été réputé par le paragra- 30
 phe 120(2) payé au titre de cet impôt pour l'année, si l'impôt payable pour l'année avait fait l'objet d'une cotisation établie d'après les renseignements indiqués dans la déclaration pour 35
 l'année;
- b) de l'excédent éventuel
 (i) du montant qui, s'il était calculé d'après les renseignements indiqués dans la déclaration produite pour l'an- 40
 née en application du paragraphe 122.2(1), serait réputé par ce paragraphe payé pour l'année par cette personne ou par le particulier qui habite avec cette personne à la fin de 45
 l'année si celle-ci assume les frais d'entretien d'un enfant admissible du particulier pour l'année — au sens du paragraphe 122.2(2) —
- sur 50

(ii) the amount, if any, by which

(A) the tax for the year that would have been payable by him under this Act

exceeds

(B) the amount that would have been deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of his tax for the year

had his tax payable for the year been assessed on the basis of the information provided in his return for the year,

(b) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or, where he is a supporting person of an eligible child of an individual for the year (within the meaning assigned by subsection 122.2(2)) and resided with the individual at the end of the year, by that individual, as the case may be, if that amount were calculated by reference to the information provided in the return filed for the year pursuant to that subsection

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or the individual referred to in subparagraph (i), as the case may be,

(b.1) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 122.4(3) to be paid for the year by him or, where he is the spouse and a qualified relation of an eligible individual for the year (within the meanings assigned by subsection 122.4(1)), by that individual, as the case may be, if that amount were calculated by reference to the information provided in the prescribed form filed for the year pursuant to subsection 122.4(3)

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 122.4(3) to be paid for the year by him or the eligible individual of whom he is the spouse, as the case may be,

(c) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 127.1(1) to be paid for the year by him if that amount were calculated by reference to the information provided in the return filed for the year pursuant to that subsection

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 127.1(1) to be paid for the year by him, and

(d) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 127.2(2) to be paid for the year by him if that amount were calculated by reference to the information provided in the return filed for the year pursuant to that subsection

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 127.2(2) to be paid for the year by him."

(ii) le montant éventuel par lequel

(A) l'impôt qu'elle aurait dû payer pour l'année en vertu de la présente loi

est en sus

(B) du montant qui serait réputé, en vertu du paragraphe 120(2), avoir été payé au titre de son impôt pour l'année

si son impôt payable pour l'année avait été établi d'après les renseignements fournis dans sa déclaration pour l'année,

b) 25 % de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du montant qui serait réputé être versé en vertu du paragraphe 122.2(1) pour l'année par lui ou, dans le cas où il est la personne assumant les frais d'entretien d'un enfant admissible d'un particulier pour l'année (au sens du paragraphe 122.2(2)) et résidait avec le particulier à la fin de l'année, par ce particulier, selon le cas, si ce montant était calculé en utilisant les renseignements fournis dans la déclaration produite pour l'année conformément à ce paragraphe

sur

(ii) le montant qui est réputé être versé en vertu du paragraphe 122.2(1) pour l'année par lui ou par le particulier visé au sous-alinéa (i), selon le cas,

b.1) de 25 % de l'excédent éventuel

(i) du montant qui serait réputé, en vertu du paragraphe 122.4(3), versé pour l'année soit par cette personne, soit, si celle-ci est le conjoint proche admissible d'un particulier admissible — au sens du paragraphe 122.4(1) — pour l'année, par ce particulier, s'il était calculé à partir des renseignements fournis dans le formulaire réglementaire produit pour l'année conformément au paragraphe 122.4(3),

sur

(ii) le montant réputé, en vertu du paragraphe 122.4(3), versé pour l'année soit par cette personne, soit par le particulier admissible dont elle est le conjoint,

c) 25 % de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du montant qui serait réputé être versé en application du paragraphe 127.1(1) pour l'année par lui, si ce montant était calculé en utilisant les renseignements fournis dans la déclaration produite pour l'année conformément à ce paragraphe

sur

(ii) le montant qui est réputé être versé en vertu du paragraphe 127.1(1) pour l'année par lui, et

d) 25 % de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du montant qui serait réputé être versé en vertu du paragraphe 127.2(2) pour l'année par lui, si ce montant était calculé en utilisant les renseignements fournis dans la déclaration produite pour l'année conformément à ce paragraphe

sur

(ii) le montant qui est réputé être versé en vertu du paragraphe 127.2(2) pour l'année par lui.»

that amount were calculated by reference to the information provided in the return filed for the year pursuant to that subsection

exceeds 5

(ii) the amount that is deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or the individual referred to in subparagraph (i), as the case may be, 10

(c) the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 122.4(3) to be paid for the year by him or, where he is the spouse and a qualified relation of an eligible individual for the year (within the meanings assigned by subsection 122.4(1)), by that individual, as the case may be, if that amount were calculated by reference to the information provided in the prescribed form filed for the year pursuant to subsection 122.4(3) 15 20

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 122.4(3) to be paid for the year by him or the eligible individual of whom he is the spouse, as the case may be, and 25

(d) the amount, if any, by which 30

(i) the amount that would be deemed by subsection 127.1(1) to be paid for the year by him if that amount were calculated by reference to the information provided in the return or form filed for the year pursuant to that subsection 35

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 127.1(1) to be paid for the year by him.” 40

144. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 163 thereof, the following section:

“**163.1** Every person who fails to pay all or any part of an instalment of tax for a taxation year on or before the day on or before which the instalment is required by this Part to be paid is liable to a penalty 45

Penalty for late or deficient instalments

(ii) le montant réputé par le paragraphe 122.2(1) payé pour l'année par cette personne ou par ce particulier, selon le cas;

c) de l'excédent éventuel 5

(i) du montant qui, s'il était calculé d'après les renseignements indiqués dans la déclaration produite pour l'année en application du paragraphe 122.4(3), serait réputé par ce paragraphe payé pour l'année par cette personne ou par le particulier admissible dont cette personne est le conjoint et un proche admissible pour l'année — au sens du paragraphe 122.4(1) — 10 15

sur

(ii) le montant réputé par le paragraphe 122.4(3) payé pour l'année par cette personne ou par ce particulier, 20 selon le cas;

d) de l'excédent éventuel

(i) du montant qui, s'il était calculé d'après les renseignements indiqués dans la déclaration ou formule produite conformément au paragraphe 127.1(1), serait réputé par ce paragraphe payé pour l'année par cette personne 25

sur 30

(ii) le montant réputé par ce paragraphe payé pour l'année par cette personne.»

144. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 163, de ce qui suit : 35

«**163.1** Toute personne qui ne paye pas tout ou partie d'un acompte provisionnel pour une année d'imposition au plus tard le jour où elle en est tenue par la présente partie est passible d'une pénalité égale à 40

Acomptes provisionnels en retard ou insuffisants

30 de la Loi sur l'impôt sur le revenu, les intérêts payés par une personne assujettie de l'impôt sur le revenu au cours de l'année 1961 au titre de l'année 1960, qui sont payés pour l'année 1961 plus d'un an après la date de l'impôt.

41 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

42 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

43 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

44 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

45 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

46 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

47 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

48 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

49 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

50 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

51 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

52 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

53 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

54 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

55 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

56 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

57 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

58 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

59 de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

Clause 144: (1) New.

equal to 20% of the amount of any by which

(a) the interest payable by him under section 161 in respect of all investments for the year

exceeds the product of

(4) \$1,000, and

(5) 25% of the interest that would have been payable by him under section 161 in respect of all investments for the year if no investment had been made for that year.

(2) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(3) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(4) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(5) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(6) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(7) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(8) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(9) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(10) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(11) Subsection (1) is applicable with respect to investments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Article 144, (1). — Nouveau.

equal to 50% of the amount, if any, by which

(a) the interest payable by him under section 161 in respect of all instalments for the year

exceeds the greater of

(b) \$1,000, and

(c) 25% of the interest that would have been payable by him under section 161 in respect of all instalments for the year if no instalment had been made for that year."

(2) Subsection (1) is applicable with respect to instalments of tax payable for taxation years commencing after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

145. (1) Subsection 164(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"**164.** (1) If the return of a taxpayer's income for a taxation year has been made within 3 years from the end of the year, the Minister

(a) may,

(i) before mailing the notice of assessment for the year, where the taxpayer is a qualifying corporation (within the meaning assigned by subsection 127.1(2)) and claims in his return of income under this Part for the year to have paid an amount on account of his tax under this Part for the year by reason of subsection 127.1(1) in respect of his refundable investment tax credit for the year (within the meaning assigned by subsection 127.1(2)), refund without application therefor, all or any part of any amount claimed in the return as an overpayment for the year, not exceeding the amount by which the aggregate determined under subparagraph (a)(vi) of the definition "refundable investment tax credit" in subsection 127.1(2) in respect of the taxpayer for the year exceeds the aggregate determined under subparagraph (a)(vii) of that definition in

50 % de l'excédent éventuel des intérêts payables par cette personne en application de l'article 161 sur tous les acomptes provisionnels payables pour l'année, sur le plus élevé :

a) de 1 000 \$;

b) de 25 % des intérêts qui auraient été payables par elle en application de cet article sur tous ces acomptes si aucun acompte n'avait été payé pour l'année.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux acomptes provisionnels payables pour les années d'imposition commençant après la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

145. (1) Le paragraphe 164(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"**164.** (1) Si la déclaration de revenu d'un contribuable pour une année d'imposition est produite dans les trois ans suivant la fin de l'année, le ministre :

a) peut :

(i) d'une part, avant de mettre à la poste l'avis de cotisation pour l'année — si le contribuable est une corporation admissible, au sens du paragraphe 127.1(2), qui, en application du paragraphe 127.1(1), est réputée avoir payé, au titre de l'impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année, un montant égal à son crédit d'impôt à l'investissement remboursable pour l'année, au sens du paragraphe 127.1(2) — rembourser d'office tout ou partie du montant demandé par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année en vertu de la présente partie à titre de paiement en trop pour l'année, sans dépasser l'excédent du total visé au sous-alinéa a)(vi) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement remboursable», au paragraphe 127.1(2), sur le total visé au sous-alinéa a)(vii) de cette définition, quant au contribuable pour l'année,

Refunds

Remboursement

Clause 145: (1) Subsection 164(1) at present reads as follows:

- "164. (1) If the return of a taxpayer's income for a taxation year has been made within 3 years from the end of the year, the Minister
- (a) may, on or after mailing the notice of assessment for the year, refund without application therefor, any overpayment for the year; and
 - (b) shall, with all due dispatch, make such a refund after mailing the notice of assessment if application therefor has been made in writing by the taxpayer within
 - (i) the 6 year period referred to in paragraph 152(4)(b), where that paragraph applies, and
 - (ii) the 3 year period referred to in paragraph 152(4)(c), in any other case."

Article 145, (1). — Texte actuel du paragraphe 164(1) :

- «164. (1) Si la déclaration de revenu d'un contribuable pour une année d'imposition a été produite dans les 3 ans de la fin de l'année, le Ministre
- a) peut, à la date de mise à la poste de l'avis de cotisation pour l'année ou à une date ultérieure, rembourser tout paiement en trop pour l'année, sans que demande en soit faite; et
 - b) doit effectuer un tel remboursement avec toute la diligence possible après avoir posté l'avis de cotisation, si le contribuable en fait la demande par écrit
 - (i) dans le délai de 6 ans visé à l'alinéa 152(4)b), dans le cas où celui-ci s'applique,
 - (ii) dans le délai de 3 ans visé à l'alinéa 152(4)c), dans les autres cas.»

respect of the taxpayer for the year, and

(ii) on or after mailing the notice of assessment for the year, refund without application therefor, any overpayment for the year, to the extent that such overpayment was not refunded pursuant to subparagraph (i); and

(b) shall, with all due dispatch, make such a refund referred to in subparagraph (a)(ii) after mailing the notice of assessment if application therefor has been made in writing by the taxpayer within

(i) the 6 year period referred to in paragraph 152(4)(b), where that paragraph applies, and

(ii) the 3 year period referred to in paragraph 152(4)(c), in any other case.”

(2) Subsections 164(1.1) to (1.3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(1.1) Subject to subsection (1.2), where a taxpayer

(a) has under section 165 served a notice of objection to an assessment and the Minister has not within 120 days after the day of service confirmed or varied the assessment or made a reassessment in respect thereof, or

(b) has appealed from an assessment to the Tax Court of Canada or to the Federal Court — Trial Division, otherwise than pursuant to subsection 172(1),

and has applied in writing to the Minister for a payment or surrender of security, the Minister shall, where no authorization has been granted under subsection 225.2(2) in respect of the amount assessed, with all due dispatch repay all amounts paid on account of that amount or surrender security accepted therefor to the extent that

(c) the lesser of

(i) the aggregate of the amounts paid and the value of the security, and

(ii) the amount so assessed

exceeds

(ii) d'autre part, à la date de mise à la poste de l'avis de cotisation pour l'année ou après cette date, rembourser d'office tout paiement en trop pour l'année, dans la mesure où ce paiement en trop n'est pas remboursé en application du sous-alinéa (i); et

b) doit faire le remboursement visé au sous-alinéa a)(ii) dès que possible après la mise à la poste de l'avis de cotisation si le contribuable en a fait la demande par écrit :

(i) dans le délai de six ans visé à l'alinéa 152(4)b), dans le cas où celui-ci s'applique,

(ii) dans le délai de trois ans visé à l'alinéa 152(4)c), dans les autres cas.»

(2) Les paragraphes 164(1.1) à (1.3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(1.1) Sous réserve du paragraphe (1.2), lorsqu'un contribuable demande au ministre, par écrit, un remboursement ou la remise d'une garantie, alors qu'il a

a) soit signifié, conformément à l'article 165, un avis d'opposition à une cotisation, si le ministre, dans les 120 jours suivant la date de signification, n'a pas confirmé ou modifié la cotisation ni établi une nouvelle cotisation à cet égard,

b) soit appelé d'une cotisation devant la Cour canadienne de l'impôt ou la Division de première instance de la Cour fédérale, autrement qu'en vertu du paragraphe 172(1),

le ministre doit, si aucune autorisation n'a été accordée en application du paragraphe 225.2(2) à l'égard du montant de la cotisation, avec toute la diligence possible, rembourser les sommes versées sur ce montant ou remettre la garantie acceptée pour ce montant, jusqu'à concurrence de l'excédent

c) du moins élevé

(i) du total des sommes ainsi versées et de la valeur de la garantie,

Repayment on objections and appeals

Remboursement sur opposition ou appel

(2) Subsections 164(1.1) to (1.3) at present read as follows:

“(1.1) Subject to subsection (1.2), where a taxpayer

(a) has under section 165 served a notice of objection to an assessment and the Minister has not within 120 days after the day of service confirmed or varied the assessment or made a reassessment in respect thereof, or

(b) has appealed from an assessment to the Tax Court of Canada or to the Federal Court — Trial Division, otherwise than pursuant to subsection 172(1),

and has applied in writing to the Minister for a payment or surrender of security, the Minister shall with all due dispatch repay all amounts paid on account of the amount assessed or surrender security accepted therefor to the extent that

(c) the lesser of

(i) the aggregate of the amounts so paid and the value of the security, and

(ii) the amount so assessed

exceeds

(d) the amount, if any, so assessed that is not in controversy.

(1.2) Where it may reasonably be considered that collection of all or any part of an amount assessed in respect of a taxpayer would be jeopardized by a repayment of an amount or surrender of security to the taxpayer under subsection (1.1), the Minister may direct that the repayment of the amount or a part thereof not be made or that the security or part thereof not be surrendered and shall give notice of the direction to the taxpayer by personal service or by registered letter addressed to the taxpayer at his latest known address.

(1.3) Where, pursuant to subsection (1.2), the Minister has given notice to the taxpayer of a direction, subsections 225.2(2) to (8) are applicable in respect of the direction with such modifications as the circumstances require.”

(2). — Texte actuel des paragraphes 164(1.1) à (1.3) :

«(1.1) Sous réserve du paragraphe (1.2), lorsqu'un contribuable demande au ministre, par écrit, un remboursement ou la remise d'une garantie, alors qu'il a

a) soit signifié, conformément à l'article 165, un avis d'opposition à une cotisation, si le ministre, dans les 120 jours suivant la date de signification, n'a pas confirmé ou modifié la cotisation ni établi une nouvelle cotisation à cet égard,

b) soit appelé d'une cotisation devant la Cour canadienne de l'impôt ou la Division de première instance de la Cour fédérale, autrement qu'en vertu du paragraphe 172(1),

le ministre doit, avec toute la diligence possible, rembourser les sommes versées sur le montant de la cotisation ou remettre la garantie acceptée pour ce montant, jusqu'à concurrence de l'excédent

c) du moindre

(i) du total des sommes ainsi versées et de la valeur de la garantie,

(ii) du montant de cette cotisation

sur

d) la partie, s'il en est, du montant de cette cotisation, qui n'est pas en litige.

(1.2) Lorsqu'il est raisonnable de croire que le fait, conformément au paragraphe (1.1), de rembourser au contribuable une somme ou de lui remettre une garantie compromettrait le recouvrement de tout ou partie du montant d'une cotisation établie à l'égard du contribuable, le ministre peut ordonner que tout ou partie de la somme ne soit pas remboursée ou que tout ou partie de la garantie ne soit pas remise; il doit alors en donner avis au contribuable par signification à personne ou par lettre recommandée à la dernière adresse connue de celui-ci.

(1.3) Dans le cas où le ministre donne avis d'un ordre conformément au paragraphe (1.2), les paragraphes 225.2(2) à (8) s'appliquent à cet ordre, avec les adaptations nécessaires.»

(d) the amount, if any, so assessed that is not in controversy.

(ii) du montant de cette cotisation sur

d) la partie, s'il en est, du montant de cette cotisation, qui n'est pas en litige.

Collection in jeopardy

(1.2) Notwithstanding subsection (1.1), where, on application by the Minister made within 45 days after the receipt by him of a written request by a taxpayer for repayment of an amount or surrender of a security, a judge is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the collection of all or any part of an amount assessed in respect of the taxpayer would be jeopardized by the repayment of the amount or the surrender of the security to the taxpayer under subsection (1.1), he shall order that the repayment of the amount or a part thereof not be made or that the security or part thereof not be surrendered or make such other order as he considers reasonable in the circumstances.

(1.2) Par dérogation au paragraphe (1.1), le juge saisi peut, sur requête du ministre faite dans les 45 jours de la date où celui-ci reçoit la demande écrite d'un contribuable visant le remboursement d'une somme ou la remise d'une garantie, soit ordonner que tout ou partie de la somme ne soit pas remboursée au contribuable ou que tout ou partie de la garantie ne lui soit pas remise, soit rendre toute ordonnance qu'il estime justifiée dans les circonstances, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que le fait de lui rembourser la somme ou de lui remettre la garantie conformément au paragraphe (1.1) compromettrait le recouvrement de tout ou partie du montant d'une cotisation établie à son égard.

5 Recouvrement compromis

Notice of application

(1.3) The Minister shall give 6 clear days notice of an application under subsection (1.2) to the taxpayer in respect of whom the application is made.

(1.3) Le ministre doit donner au contribuable intéressé un avis de six jours francs d'une requête visée au paragraphe (1.2).

Avis de requête

Application of subsections 225.2(4), (10), (12) and (13)

(1.31) Where an application under subsection (1.2) is made by the Minister, subsections 225.2(4), (10), (12) and (13) are applicable in respect of the application with such modifications as the circumstances require."

(1.31) Dans le cas où le ministre fait la requête visée au paragraphe (1.2), les paragraphes 225.2(4), (10), (12) et (13) s'appliquent à la requête, avec les adaptations nécessaires.»

Application des paragraphes 225.2(4), (10), (12) et (13)

(3) Paragraph 164(5)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 164(5)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(d) the deduction of an amount under section 118.1 in respect of a gift made in a subsequent taxation year or under section 111 in respect of a loss for a subsequent taxation year,”

«d) la déduction d'un montant, en application de l'article 118.1, à l'égard d'un don fait au cours d'une année d'imposition ultérieure ou, en application de l'article 111, à l'égard d'une perte subie pour une année d'imposition ultérieure,»

(4) Paragraphs 164(5)(g) and (h) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(4) Les alinéas 164(5)g) et h) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(g) the deduction of an amount under section 125.2 in respect of an unused Part VI tax credit (within the meaning

«g) la déduction d'un montant, en application de l'article 125.2, au titre d'un crédit d'impôt de la partie VI inuti-

(3) This amendment would substitute a reference to section 118.1 for the reference to section 110 and add the underlined word.

(4) Paragraphs 164(5)(g) and (h) at present read as follows:

“(g) the deduction of an amount under subsection 127.2(1) in respect of his unused share-purchase tax credit for a subsequent taxation year,

(h) the deduction of an amount under subsection 127.3(1) in respect of his unused scientific research and experimental development tax credit for a subsequent taxation year,”

(3). — Remplacement du renvoi à l'article 110 par un renvoi à l'article 118.1.

(4). — Texte actuel des alinéas 164(5)g) et h) :

«g) la déduction d'un montant, en application du paragraphe 127.2(1), à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour une année d'imposition ultérieure,

h) la déduction d'un montant, en application du paragraphe 127.3(1), à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental pour une année d'imposition ultérieure.»

assigned by subsection 125.2(3)) for a subsequent taxation year, or”

lisé — au sens du paragraphe 125.2(3) — pour une année d'imposition ultérieure,»

(5) Subsection 164(5) of the said Act is further amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (h.1) thereof and by repealing paragraph (h.2) thereof.

(5) L'alinéa 164(5)h.2) de la même loi est abrogé.

(6) Paragraph 164(5.1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) L'alinéa 164(5.1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(d) the deduction of an amount under section 118.1 in respect of a gift made in a subsequent taxation year or under section 111 in respect of a loss for a subsequent taxation year,”

«d) la déduction d'un montant, en application de l'article 118.1, à l'égard d'un don fait au cours d'une année d'imposition ultérieure, ou, en application de l'article 111, à l'égard d'une perte subie pour une année d'imposition ultérieure,»

(7) Paragraphs 164(5.1)(g) and (h) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(7) Les alinéas 164(5.1)g) et h) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(g) the deduction of an amount under section 125.2 in respect of an unused Part VI tax credit (within the meaning assigned by subsection 125.2(3)) for a subsequent taxation year, or”

«g) la déduction d'un montant, en application de l'article 125.2, au titre d'un crédit d'impôt de la partie VI inutilisé — au sens du paragraphe 125.2(3) — pour une année d'imposition ultérieure,»

(8) Subsection 164(5.1) of the said Act is further amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (h.1) thereof and by repealing paragraph (h.2) thereof.

(8) L'alinéa 164(5.1)h.2) de la même loi est abrogé.

(9) Subsections (3) to (8) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(9) Les paragraphes (3) à (8) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

146. (1) Subsection 164.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

146. (1) Le paragraphe 164.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**164.1** (1) Notwithstanding any other provision of this Act, the Minister may, after the beginning of a taxation year and without application therefor, pay to an individual for the year in respect of each eligible child (within the meaning assigned by paragraph 122.2(2)(a)) of the individual for the year, one or more amounts, the aggregate of which does not exceed 2/3 of,

«**164.1** (1) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, après le début d'une année d'imposition et sans que demande lui en soit faite, verser pour l'année à un particulier pour chaque enfant admissible de celui-ci — au sens de l'alinéa 122.2(2)a) — pour l'année, un ou plusieurs montants dont le total ne dépasse pas les 2/3 :

(a) where the child was under 6 years of age at the end of the preceding taxation year and no amount was deducted for that year under section 63 in respect

a) du total des sommes de 559 \$ et de 200 \$ mentionnées à l'alinéa 122.2(1)a), si l'enfant est âgé de moins de six ans à la fin de l'année d'imposition précédente

Prepayment of child tax credit

Versement anticipé du crédit d'impôt pour enfants

(5) Paragraph 164(5)(h.2) reads as follows:

“(h.2) the deduction of an amount under subsection 120.2(2) in respect of his minimum tax for a subsequent taxation year,”

(6) This amendment would substitute a reference to section 118.1 for the reference to section 110.

(7) Paragraphs 164(5.1)(g) and (h) at present read as follows:

“(g) the deduction of an amount under subsection 127.2(1) in respect of his unused share-purchase tax credit for a subsequent taxation year,

(h) the deduction of an amount under subsection 127.3(1) in respect of his unused scientific research and experimental development tax credit for a subsequent taxation year,”

(8) Subsection 164(5.1)(h.2) reads as follows:

“(h.2) the deduction of an amount under subsection 120.2(2) in respect of his minimum tax for a subsequent taxation year,”

Clause 146: (1) Subsection 164.1(1) at present reads as follows:

“164.1 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, the Minister may, after the beginning of a taxation year and without application therefor, pay to an individual for the year one or more amounts, the aggregate of which does not exceed \$300 or such greater amount as may be prescribed for the year, in respect of an eligible child (within the meaning assigned by paragraph 122.2(2)(a)) of the individual for the year where, for the preceding taxation year,

(a) an amount was deemed under subsection 122.2(1) to have been paid by the individual with respect to the child; and

(b) the aggregate determined under subparagraph 122.2(1)(b)(i) in respect of the individual did not exceed \$15,000.”

(5). — Texte de l'alinéa 164(5)h.2) :

«h.2) la déduction d'un montant, en application du paragraphe 120.2(2), à l'égard de l'impôt minimum du contribuable pour une année d'imposition ultérieure.»

(6). — Remplacement du renvoi à l'article 110 par un renvoi à l'article 118.1.

(7). — Texte actuel des alinéas 164(5.1)g) et h) :

«g) la déduction d'un montant, en application du paragraphe 127.2(1), à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour une année d'imposition ultérieure,

h) la déduction d'un montant, en application du paragraphe 127.3(1), à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental pour une année d'imposition ultérieure.»

(8). — Texte de l'alinéa 164(5.1)h.2) :

«h.2) la déduction d'un montant, en application du paragraphe 120.2(2), à l'égard de l'impôt minimum du contribuable pour une année d'imposition ultérieure.»

Article 146, (1). — Texte actuel du paragraphe 164.1(1) :

«164.1 (1) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, après le début d'une année d'imposition et sans que demande lui en soit faite, verser pour l'année un ou plusieurs montants dont le total ne dépasse pas 300 \$ ou le montant supérieur qui peut être prévu par règlement pour l'année, à un particulier pour chaque enfant admissible de celui-ci — au sens de l'alinéa 122.2(2)a) — pour l'année si, pour l'année d'imposition précédente, à la fois :

a) un montant est réputé, en vertu du paragraphe 122.2(1), versé par le particulier pour cet enfant;

b) le total calculé selon le sous-alinéa 122.2(1)b)(i) à l'égard du particulier ne dépasse pas 15 000 \$.»

of the child, the aggregate of the amounts of \$559 and \$200 referred to in paragraph 122.2(1)(a), and

(b) in any other case, \$559, if, for the preceding taxation year,

(c) an amount was deemed under subsection 122.2(1) to have been paid by the individual in respect of the child, and

(d) the aggregate determined under 10 subparagraph 122.2(1)(b)(i) in respect of the individual did not exceed 2/3 of the amount of \$24,090."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years except 15 that, in its application to the 1988 taxation year, paragraph 164.1(1)(a) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

"(a) where the child was under 6 years 20 of age at the end of the preceding taxation year and no amount has been deducted for that year under section 63 in respect of any eligible child (within the meaning assigned by paragraph 25 122.2(2)(a)) of the individual for the year, \$709, and"

147. (1) Subsections 167(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"**167.** (1) Where no objection to an assessment under section 165, appeal to the Tax Court of Canada under section 169 or request under subsection 245(6) has been made or instituted within the 35 time limited by that provision for doing so, an application may be made to the Tax Court of Canada for an order extending the time within which a notice of objection may be served, an appeal instituted or a 40 request made, and the Court may, if in its opinion the circumstances of the case are such that it would be just and equitable to do so, make an order extending the time of objecting, appealing or making a request 45 and may impose such terms as it deems just.

et si aucun montant n'a été déduit à son égard pour cette année en application de l'article 63;

b) de la somme de 559 \$, dans les 5 autres cas, 5 si, à la fois :

c) pour l'année d'imposition précédente, un montant est réputé versé par le particulier pour cet enfant selon le paragraphe 122.2(1); 10

d) le total calculé selon le sous-alinéa 122.2(1)(b)(i) pour le particulier pour l'année d'imposition précédente ne dépasse pas les 2/3 de 24 090 \$."

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 15 années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 1988, l'alinéa 164.1(1)(a) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit : 20

"a) de la somme de 709 \$, si l'enfant est âgé de moins de six ans à la fin de l'année d'imposition précédente et si aucun montant n'a été déduit pour cette année en application de l'article 63 pour 25 un enfant admissible du particulier pour l'année;"

147. (1) Les paragraphes 167(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 30 qui suit : 30

"**167.** (1) Lorsqu'aucune opposition à une cotisation en application de l'article 165, aucun appel à la Cour canadienne de l'impôt en application de l'article 169 ou aucune demande en application du para- 35 graphe 245(6) n'a été fait dans le délai imparti par ces dispositions, une demande peut être présentée à la Cour canadienne de l'impôt en vue d'obtenir une ordonnance qui prolonge le délai dans lequel 40 l'avis d'opposition peut être signifié, l'appel interjeté ou la demande visée au paragraphe 245(6) faite. Si, à son avis, les circonstances du cas font qu'il serait juste et équitable de rendre cette ordonnance, la 45 Cour canadienne de l'impôt peut la rendre aux conditions qu'elle estime justes.

Application to
Tax Court of
Canada for
time extension

Demande de
prolongation de
délai à la Cour
canadienne de
l'impôt

(2) L'avis d'opposition en vertu de l'article 165 ou 169 doit être signifié à la Cour canadienne de l'impôt en vertu de l'article 169 dans le délai imparti à cette fin par l'article 165 ou 169, selon le cas, une demande peut être faite à la Cour canadienne de l'impôt en vue d'obtenir une ordonnance prolongeant le délai dans lequel un avis d'opposition peut être signifié ou un appel interjeté, et la Cour canadienne de l'impôt peut, si, à son avis, les circonstances du cas sont telles qu'il serait juste et équitable de le faire, rendre une ordonnance prolongeant le délai d'opposition ou d'appel et imposer les conditions qu'elle estime justes.

(1) Lorsque aucune opposition à une cotisation n'a été faite en vertu de l'article 165 ni aucun appel à la Cour canadienne de l'impôt n'a été interjeté en vertu de l'article 169 dans le délai imparti à cette fin par l'article 165 ou 169, selon le cas, une demande peut être faite à la Cour canadienne de l'impôt en vue d'obtenir une ordonnance prolongeant le délai dans lequel un avis d'opposition peut être signifié ou un appel interjeté, et la Cour canadienne de l'impôt peut, si, à son avis, les circonstances du cas sont telles qu'il serait juste et équitable de le faire, rendre une ordonnance prolongeant le délai d'opposition ou d'appel et imposer les conditions qu'elle estime justes.

(2) La demande mentionnée au paragraphe (1) doit indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de signifier l'avis d'opposition à la Cour canadienne de l'impôt ou d'interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt dans le délai par ailleurs imparti à cette fin par la présente loi.

(1) Where no objection to an assessment under section 165 or appeal to the Tax Court of Canada under section 169 has been made or instituted within the time limited by section 165 or 169, as the case may be, for doing so, an application may be made to the Tax Court of Canada for an order extending the time within which a notice of objection may be served or an appeal instituted and the Court may, if in its opinion the circumstances of the case are such that it would be just and equitable to do so, make an order extending the time for objecting or appealing and may impose such terms as it deems just.

(2) The application referred to in subsection (1) shall set forth the reasons why it was not possible to serve the notice of objection or institute the appeal to the Court within the time otherwise limited by this Act for so doing.

(1) Lorsque aucune opposition à une cotisation n'a été faite en vertu de l'article 165 ni aucun appel à la Cour canadienne de l'impôt n'a été interjeté en vertu de l'article 169 dans le délai imparti à cette fin par l'article 165 ou 169, selon le cas, une demande peut être faite à la Cour canadienne de l'impôt en vue d'obtenir une ordonnance prolongeant le délai dans lequel un avis d'opposition peut être signifié ou un appel interjeté, et la Cour canadienne de l'impôt peut, si, à son avis, les circonstances du cas sont telles qu'il serait juste et équitable de le faire, rendre une ordonnance prolongeant le délai d'opposition ou d'appel et imposer les conditions qu'elle estime justes.

(2) La demande mentionnée au paragraphe (1) doit indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de signifier l'avis d'opposition à la Cour canadienne de l'impôt ou d'interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt dans le délai par ailleurs imparti à cette fin par la présente loi.

Clause 147: (1) Subsections 167(1) and (2) at present read as follows:

(2) The application referred to in subsection (1) shall set forth the reasons why it was not possible to serve the notice of objection, institute the appeal to the Court of Appeals, or make the request under subsection 165(1), as the case may be, within the time otherwise limited by this Act for so doing.

(1) Where no objection to an assessment under section 165 or appeal to the Tax Court of Canada under section 169 has been made or instituted within the time limited by section 165 or 169, as the case may be, for doing so, an application may be made to the Tax Court of Canada for an order extending the time within which a notice of objection may be served or an appeal instituted and the Court may, if in its opinion the circumstances of the case are such that it would be just and equitable to do so, make an order extending the time for objecting or appealing and may impose such terms as it deems just.

(2) The application referred to in subsection (1) shall set forth the reasons why it was not possible to serve the notice of objection or institute the appeal to the Court within the time otherwise limited by this Act for so doing.

(1) Lorsque aucune opposition à une cotisation n'a été faite en vertu de l'article 165 ni aucun appel à la Cour canadienne de l'impôt n'a été interjeté en vertu de l'article 169 dans le délai imparti à cette fin par l'article 165 ou 169, selon le cas, une demande peut être faite à la Cour canadienne de l'impôt en vue d'obtenir une ordonnance prolongeant le délai dans lequel un avis d'opposition peut être signifié ou un appel interjeté, et la Cour canadienne de l'impôt peut, si, à son avis, les circonstances du cas sont telles qu'il serait juste et équitable de le faire, rendre une ordonnance prolongeant le délai d'opposition ou d'appel et imposer les conditions qu'elle estime justes.

(2) La demande mentionnée au paragraphe (1) doit indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de signifier l'avis d'opposition à la Cour canadienne de l'impôt ou d'interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt dans le délai par ailleurs imparti à cette fin par la présente loi.

(1) Where no objection to an assessment under section 165 or appeal to the Tax Court of Canada under section 169 has been made or instituted within the time limited by section 165 or 169, as the case may be, for doing so, an application may be made to the Tax Court of Canada for an order extending the time within which a notice of objection may be served or an appeal instituted and the Court may, if in its opinion the circumstances of the case are such that it would be just and equitable to do so, make an order extending the time for objecting or appealing and may impose such terms as it deems just.

(2) The application referred to in subsection (1) shall set forth the reasons why it was not possible to serve the notice of objection or institute the appeal to the Court within the time otherwise limited by this Act for so doing.

Article 147, (1). — Texte actuel des paragraphes 167(1) et (2) :

«167. (1) Lorsque aucune opposition à une cotisation n'a été faite en vertu de l'article 165 ni aucun appel à la Cour canadienne de l'impôt n'a été interjeté en vertu de l'article 169 dans le délai imparti à cette fin par l'article 165 ou 169, selon le cas, une demande peut être faite à la Cour canadienne de l'impôt en vue d'obtenir une ordonnance prolongeant le délai dans lequel un avis d'opposition peut être signifié ou un appel interjeté, et la Cour canadienne de l'impôt peut, si, à son avis, les circonstances du cas sont telles qu'il serait juste et équitable de le faire, rendre une ordonnance prolongeant le délai d'opposition ou d'appel et imposer les conditions qu'elle estime justes.

(2) La demande mentionnée au paragraphe (1) doit indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de signifier l'avis d'opposition à la Cour canadienne de l'impôt ou d'interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt dans le délai par ailleurs imparti à cette fin par la présente loi.»

(2) The application referred to in subsection (1) shall set forth the reasons why it was not possible to serve the notice of objection or institute the appeal to the Court within the time otherwise limited by this Act for so doing.

(1) Where no objection to an assessment under section 165 or appeal to the Tax Court of Canada under section 169 has been made or instituted within the time limited by section 165 or 169, as the case may be, for doing so, an application may be made to the Tax Court of Canada for an order extending the time within which a notice of objection may be served or an appeal instituted and the Court may, if in its opinion the circumstances of the case are such that it would be just and equitable to do so, make an order extending the time for objecting or appealing and may impose such terms as it deems just.

(2) The application referred to in subsection (1) shall set forth the reasons why it was not possible to serve the notice of objection or institute the appeal to the Court within the time otherwise limited by this Act for so doing.

Idem	<p>(2) The application referred to in subsection (1) shall set out the reasons why it was not possible to serve the notice of objection, institute the appeal to the Court or <u>make the request under subsection 245(6), as the case may be, within the time otherwise limited by this Act for so doing.</u> 5</p> <p>(2) Subsection 167(5) of the said Act is repealed and the following substituted 10 therefor:</p>	<p>(2) La demande mentionnée au paragraphe (1) doit indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de signifier l'avis d'opposition, d'interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt ou de faire la <u>demande visée au paragraphe 245(6), selon le cas, dans le délai par ailleurs imparti par la présente loi.</u> 5</p> <p>(2) Le paragraphe 167(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10</p>	Demande motivée
When order to be made	<p>“(5) No order shall be made under subsection (1) or (4)</p> <p>(a) unless the application to extend the time for objecting, appealing or <u>making the request, as the case may be, is made within one year after the expiration of the time otherwise limited by this Act for objecting to or appealing from the assessment in respect of which the application is made or for making the request under subsection 245(6), as the case may be;</u> 15</p> <p>(b) if the Tax Court of Canada or Federal Court has previously made an order 25 extending the time for objecting to or appealing from the assessment or <u>making the request, as the case may be;</u> and</p> <p>(c) unless the Tax Court of Canada or 30 Federal Court is satisfied that</p> <p>(i) but for the circumstances mentioned in subsection (1) or (4), as the case may be, an objection, appeal or <u>request would have been made or 35 instituted within the time otherwise limited by this Act for doing so,</u></p> <p>(ii) the application was brought as soon as circumstances permitted it to be brought, and 40</p> <p>(iii) there are reasonable grounds for objecting to or appealing from the assessment <u>or making the request.</u> 40</p>	<p>«(5) Une ordonnance ne peut être rendue en application du paragraphe (1) ou (4) que si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) la demande de prolongation de délai 15 pour faire opposition, pour interjeter appel ou pour faire la demande visée au <u>paragraphe 245(6) doit être faite dans l'année qui suit l'expiration du délai par ailleurs imparti par la présente loi;</u> 20</p> <p>b) la Cour canadienne de l'impôt ou la Cour fédérale, selon le cas, n'a pas déjà rendu une ordonnance qui a prolongé le délai pour faire opposition, pour interjeter appel ou pour faire la demande visée 25 au <u>paragraphe 245(6);</u></p> <p>c) la Cour canadienne de l'impôt ou la Cour fédérale, selon le cas, est convaincue de ce qui suit :</p> <p>(i) sans les circonstances mentionnées 30 au paragraphe (1) ou (4), une opposition aurait été faite, un appel interjeté ou une demande visée au <u>paragraphe 245(6) faite dans le délai par ailleurs imparti par la présente loi,</u> 35</p> <p>(ii) la demande a été présentée aussitôt que les circonstances l'ont permis,</p> <p>(iii) il existe des motifs raisonnables de faire opposition à la cotisation, d'interjeter appel de celle-ci ou de 40 faire la <u>demande visée au paragraphe 245(6).</u>»</p>	Conditions pour rendre l'ordonnance
	<p>148. (1) Paragraph 172(3)(a.1) of the said Act is repealed and the following sub- 45 stituted therefor:</p> <p>“(a.1) designates or refuses to designate a registered charity pursuant to subsection 110(8.1) or (8.2) <u>or 149.1(6.3).</u>”</p>	<p>148. (1) L'alinéa 172(3)a.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>«a.1) désigne ou refuse de désigner un 45 organisme de charité enregistré en vertu</p>	

(2) Subsection 167(5) at present reads as follows:

- “(5) No order shall be made under subsection (1) or (4)
 - (a) unless the application to extend the time for objecting or appealing is made within one year after the expiration of the time otherwise limited by this Act for objecting to or appealing from the assessment in respect of which the application is made;
 - (b) if the Tax Court of Canada or Federal Court has previously made an order extending the time for objecting to or appealing from the assessment; and
 - (c) unless the Tax Court of Canada or Federal Court is satisfied that,
 - (i) but for the circumstances mentioned in subsection (1) or (4), as the case may be, an objection or appeal would have been made or taken within the time otherwise limited by this Act for so doing,
 - (ii) the application was brought as soon as circumstances permitted it to be brought, and
 - (iii) there are reasonable grounds for objecting to or appealing from the assessment.”

(2). — Texte actuel du paragraphe 167(5) :

- «(5) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (1) ou (4)
 - a) à moins que la demande de prolongation du délai d'opposition ou d'appel ne soit faite dans l'année qui suit l'expiration du délai par ailleurs imparti par la présente loi pour faire opposition ou interjeter appel en ce qui concerne la cotisation qui fait l'objet de la demande;
 - b) si la Cour canadienne de l'impôt ou la Cour fédérale a antérieurement rendu une ordonnance prolongeant le délai d'opposition ou d'appel en ce qui concerne la cotisation; et
 - c) à moins que la Cour canadienne de l'impôt ou la Cour fédérale ne soit convaincue que,
 - (i) sans les circonstances mentionnées au paragraphe (1) ou (4), selon le cas, une opposition aurait été faite ou un appel aurait été interjeté dans le délai par ailleurs imparti à cette fin par la présente loi,
 - (ii) la demande a été présentée aussitôt que les circonstances l'ont permis, et
 - (iii) des motifs raisonnables de faire opposition ou d'interjeter appel existent en ce qui concerne la cotisation.»

Clause 148: (1) and (2) These amendments would add a reference to subsection 149.1(6.3).

Article 148, (1) et (2). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 149.1(6.3).

(2) Paragraph 172(4)(a.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a.1) to designate a registered charity pursuant to an application under subsection 110(8.2) or 149.1(6.3),”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

149. (1) Section 180.1 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1.1) thereof, the following subsections:

“(1.2) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by an individual an amount not exceeding the lesser of

(a) 3/4 of the amount that would be his tax otherwise payable under this Part for the year if he deducted the amount, if any, allowed to be deducted under subsection (1.1) for the year, and

(b) the amount, if any, by which the amount determined under paragraph 127(5)(b) in respect of the individual for the year exceeds the amount, if any, deducted by him under subsection 127(5) for the year.

(1.3) For the purposes of this Act, other than for the purpose of determining the amount under paragraph (1.2)(b) for the year, the amount deducted under subsection (1.2) for a taxation year shall be deemed to be an amount deducted under subsection 127(5) for the year.”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

150. (1) Section 183.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**183.1** (1) This Part applies to a corporation (other than a mutual fund corpora-

des paragraphes 110(8.1) ou (8.2) ou 149.1(6.3);»

(2) L'alinéa 172(4)a.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a.1) de désigner un organisme de charité enregistré par suite d'une demande présentée en vertu du paragraphe 110(8.2) ou 149.1(6.3),»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

149. (1) L'article 180.1 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

«(1.2) Un montant qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants est déductible de la surtaxe payable par ailleurs par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

a) les 3/4 du montant qui serait la surtaxe payable par ailleurs par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année s'il déduisait le montant éventuel admis en déduction en application du paragraphe (1.1) pour l'année;

b) l'excédent éventuel du montant déterminé à l'alinéa 127(5)b) pour l'année en ce qui concerne le particulier sur le montant éventuel déduit par le particulier pour l'année en application du paragraphe 127(5).

(1.3) Pour l'application de la présente loi, mais non pour déterminer le montant visé à l'alinéa (1.2)b) pour une année d'imposition, le montant déduit en application du paragraphe (1.2) pour l'année est réputé être un montant déduit en application du paragraphe 127(5) pour l'année.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

150. (1) L'article 183.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**183.1** (1) La présente partie s'applique à une corporation, à l'exclusion d'une cor-

Deduction from tax

Déduction sur la surtaxe

Idem

Montant réputé déduit selon le paragraphe 127(5)

Application of Part

Application

Clause 149: (1) New.

Article 149, (1). — Nouveau.

Clause 150: (1) Section 183.1 at present reads as follows:

“183.1 (1) Where, as part of a transaction or series of transactions or events, shares of the capital stock of a corporation (other than a mutual fund corporation as defined in subsection 131(8)) resident in Canada (in this section referred to as the “acquiring corporation”) have, in a

Article 150, (1). — Texte actuel de l'article 183.1 :

«183.1 (1) La corporation résidant au Canada — à l'exclusion d'une corporation de fonds mutuels au sens du paragraphe 131(8) — dont elle-même, une autre personne ou une société acquiert, dans le cadre d'une opération ou d'une série d'opérations ou d'événements, des actions de son capital-actions au cours d'une année d'imposition de la corporation est redevable, au plus tard à la date où elle est tenue de produire

tion) for a taxation year in which the corporation, at any time in the year,

(a) was a public corporation; or

(b) was resident in Canada and had a class of shares outstanding that were purchased and sold in the manner in which such shares normally are purchased and sold by any member of the public in the open market.

Tax payable

(2) Where, as a part of a transaction or series of transactions or events,

(a) a corporation, or any person with whom the corporation was not dealing at arm's length, has, at any time, paid an amount, directly or indirectly, to any person as proceeds of disposition of any property, and

(b) all or any portion of the amount may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, to have been paid as a substitute for dividends that would otherwise have been paid in the normal course by the corporation,

the corporation shall, on or before the day on or before which it is required to file its return of income under Part I for its taxation year that includes that time, pay a tax of 45% of that amount or portion thereof, as the case may be.

Stock dividend

(3) Where, as a part of a transaction or series of transactions or events,

(a) a share was issued by a corporation as a stock dividend, and

(b) the share or any other share of the capital stock of the corporation was purchased, directly or indirectly, by the corporation, or a person with whom the corporation was not dealing at arm's length, for an amount in excess of its paid-up capital,

that excess shall, for the purposes of subsection (2), be deemed to have been paid as a substitute for dividends that would otherwise have been paid in the normal course by the corporation.

poration de fonds mutuels, qui, à un moment d'une année d'imposition :

a) soit est une corporation publique;

b) soit réside au Canada et a une catégorie d'actions en circulation qui ont été achetées et vendues de la façon que des actions semblables seraient normalement achetées et vendues par le public sur le marché libre.

(2) Si, à un moment donné, dans le cadre d'une opération ou d'une série d'opérations ou d'événements :

a) d'une part, une corporation ou une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance paie un montant, directement ou indirectement, à une personne à titre de produit de disposition d'un bien,

b) d'autre part, il est raisonnable de considérer, compte tenu de toutes les circonstances, que tout ou partie de ce montant a été payé en remplacement de dividendes que la corporation aurait versés par ailleurs dans le cours normal des affaires,

la corporation est redevable, au plus tard à la date où elle est tenue de produire une déclaration de revenu en vertu de la partie I pour son année d'imposition qui comprend le moment donné, d'un impôt au taux de 45 % de tout ou partie de ce montant, selon le cas.

(3) Si, dans le cadre d'une opération ou d'une série d'opérations ou d'événements :

a) d'une part, une corporation émet une action à titre de dividende en actions,

b) d'autre part, l'action ou toute autre action du capital-actions de la corporation a été achetée, directement ou indirectement, par la corporation ou par une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, pour un montant dépassant le capital versé au titre de l'action,

l'excédent est réputé, pour l'application du paragraphe (2), payé en remplacement des dividendes que la corporation aurait versés par ailleurs dans le cours normal des affaires.

Dividende en actions

Impôt payable

taxation year of the acquiring corporation, been acquired by the corporation or any other person or a partnership and

(a) subsection 84(2) or (3) was not applicable in respect of the acquisition of the shares,

(b) the consideration for the acquisition of the shares exceeded the paid-up capital of the shares immediately before the acquisition, and

(c) one of the main purposes of the transaction or series of transactions or events can reasonably be considered to have been to enable shareholders of the acquiring corporation who are individuals to realize, either directly or indirectly, a distribution of corporate surplus by the acquiring corporation as proceeds of disposition of a share,

the acquiring corporation shall, on or before the day on or before which it is required to file its return of income under Part I for its taxation year in which the shares were acquired, pay a tax of 50% of the amount by which the consideration for the acquisition of the shares exceeded their paid-up capital immediately before the acquisition.

(2) For the purposes of subsection (1),

(a) where a person or partnership has acquired property that can reasonably be considered to have been substituted for a share of the capital stock of a corporation, the person or partnership shall be deemed to have acquired the share for which the property was substituted for consideration equal to the purchase price of the property; and

(b) a distribution of corporate surplus by an acquiring corporation shall be deemed to have occurred where the consideration for the acquisition of a share is provided or is to be provided, directly or indirectly in any manner whatever,

by the acquiring corporation and that consideration exceeded the paid-up capital of the share immediately before the acquisition.

(3) Subsection (1) does not apply with respect to an acquisition, at any time, of a share of the capital stock of an acquiring corporation as a part of a series of transactions or events to the extent that the subsection has been applied with respect to any acquisition, before that time, of that share as part of the series.

(4) For greater certainty, subsection (1) does not apply with respect to an acquisition of a share of the capital stock of an acquiring corporation where the acquisition was part of a series of transactions or events the principal purpose of which was to effect

(a) an acquisition of control of the acquiring corporation or a predecessor corporation (within the meaning assigned by section 87) of the acquiring corporation, as the case may be, by one or more persons or partnerships (which persons or partnerships are referred to in this paragraph as the "purchaser") unless the purchaser was not dealing at arm's length with the person or partnership that controlled or all of the persons or partnerships that were part of a group that controlled the acquiring corporation or the predecessor corporation, as the case may be, immediately before the commencement of the series;

(b) the acquisition of all of the shares of the acquiring corporation owned by a person or partnership that was dealing at arm's length with the acquiring corporation in order to increase the degree of control of the acquiring corporation or a predecessor corporation (within the meaning assigned by section 87) of the acquiring corporation, as the case may be, by those shareholders that controlled the acquiring corporation or the predecessor corporation, as the case may be, immediately before the commencement of the series; or

(c) the acquisition of a prescribed share of the capital stock of the acquiring corporation owned by an employee of the acquiring corporation or a corporation with which it did not deal at arm's length

une déclaration de revenu en vertu de la partie I pour cette année, d'un impôt au taux de 50 % sur l'excédent de la contrepartie de l'acquisition des actions sur le capital versé au titre de celles-ci immédiatement avant leur acquisition, si, à la fois :

a) les paragraphes 84(2) ou (3) ne s'appliquent pas à cette acquisition;

b) il y a un tel excédent;

c) il est raisonnable de considérer que l'un des principaux objets de l'opération ou de la série d'opérations ou d'événements est de permettre aux particuliers actionnaires de la corporation de libérer, directement ou indirectement, un surplus de la corporation pour le traiter en produit de disposition d'actions.

(2) Pour l'application du paragraphe (1),

a) une personne ou société qui acquiert un bien qu'il est raisonnable de considérer comme substitué à une action du capital-actions d'une corporation est réputée acquérir l'action en contrepartie d'un montant égal au prix d'achat du bien;

b) un surplus est réputé libéré par la corporation visée au paragraphe (1) quand la contrepartie de l'acquisition d'une action, d'une part, est fournie, ou doit l'être, par cette corporation directement ou indirectement de quelque façon que ce soit et, d'autre part, dépasse le capital versé au titre de cette action immédiatement avant l'acquisition.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une acquisition d'actions du capital-actions de la corporation visée dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements dans la mesure où il s'applique déjà à une acquisition antérieure de ces actions dans le cadre de cette série.

(4) Il est entendu que le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'acquisition d'actions du capital-actions de la corporation visée dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements qui a pour principal objet de permettre :

a) soit l'acquisition du contrôle de la corporation visée ou d'une corporation remplacée de celle-ci, au sens de l'article 87, par une ou plusieurs personnes ou sociétés sauf si ces personnes ou sociétés avaient un lien de dépendance avec la personne ou société qui, immédiatement avant le début de la série, contrôlait la corporation visée ou la corporation remplacée ou avec toutes les personnes ou sociétés qui faisaient partie d'un groupe qui, immédiatement avant le début de la série, contrôlaient l'une ou l'autre corporation;

b) soit l'acquisition de toutes les actions de la corporation visée, qui appartiennent à une personne ou société avec laquelle la corporation visée n'a aucun lien de dépendance, de façon à accroître le contrôle de la corporation visée ou d'une corporation remplacée de celle-ci, au sens de l'article 87, par les actionnaires qui contrôlaient l'une ou l'autre immédiatement avant le début de la série;

c) soit l'acquisition d'actions, prévues par règlement, du capital-actions de la corporation, qui appartiennent à un employé de celle-ci ou d'une corporation avec laquelle celle-ci a un lien de dépendance, si l'employé n'avait de lien de dépendance ni avec l'une ni avec l'autre immédiatement avant le début de la série et si, selon le cas :

(i) la contrepartie de l'acquisition des actions ne dépasse pas le moins élevé de leur coût ou de leur prix de base rajusté pour l'employé immédiatement avant l'acquisition et l'acquisition est prévue dans une convention d'actionariat — par laquelle l'employé a lui-même acquis les actions — en vue de garantir l'employé contre les pertes pouvant résulter de ces actions,

(ii) la contrepartie de l'acquisition des actions ne dépasse pas leur juste valeur marchande immédiatement avant l'acquisition et l'acquisition est prévue dans une convention d'actionariat — par laquelle l'employé a lui-même acquis les actions — en vue de donner un marché aux actions.

Purchase of shares	<p>(4) Where, as a part of a transaction or series of transactions or events,</p> <p>(a) a share of the capital stock of a corporation was purchased, directly or indirectly, by the corporation, or any person with whom the corporation was not dealing at arm's length, and</p> <p>(b) any portion of the amount paid for the share may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, as consideration for a dividend that had been declared, but not yet paid, on the share,</p> <p>that portion of the amount shall, for the purposes of subsection (2), be deemed to have been paid as a substitute for dividends that would otherwise have been paid in the normal course by the corporation notwithstanding that the dividend was actually paid thereafter.</p>	<p>(4) Si, dans le cadre d'une opération ou d'une série d'opérations ou d'événements :</p> <p>a) d'une part, une action du capital-actions d'une corporation est achetée, directement ou indirectement, par la corporation ou par une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance,</p> <p>b) d'autre part, il est raisonnable de considérer, compte tenu de toutes les circonstances, une partie du montant payé pour l'action comme la contrepartie d'un dividende déclaré, mais non encore versé, sur l'action,</p> <p>cette partie est réputée, pour l'application du paragraphe (2), payée en remplacement des dividendes que la corporation aurait versés par ailleurs dans le cours normal des affaires, même si les dividendes sont effectivement versés par la suite.</p>	Achat d'actions
Indirect payment	<p>(5) Where, as a part of a transaction or series of transactions or events, a person received a payment from a corporation, or any person with whom the corporation was not dealing at arm's length, in consideration, in whole or in part, for paying an amount to any other person as proceeds of disposition of any property, the corporation shall, for the purposes of subsection (2), be deemed to have paid the amount indirectly to the other person.</p>	<p>(5) Si, dans le cadre d'une opération ou d'une série d'opérations ou d'événements, une personne reçoit un paiement d'une corporation ou d'une personne avec laquelle celle-ci a un lien de dépendance, en contrepartie totale ou partielle du paiement d'un montant à une autre personne à titre de produit de disposition d'un bien, la corporation est réputée, pour l'application du paragraphe (2), payer le montant indirectement à cette autre personne.</p>	Paiement indirect
Application of subsection (2)	<p>(6) Subsection (2) does not apply if none of the purposes of the transaction or series of transactions or events referred to therein may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, to have been to enable shareholders of a corporation who are individuals or non-resident persons to receive an amount, directly or indirectly, as proceeds of disposition of property rather than as a dividend on a share that was of a class that was listed on a stock exchange or that was purchased and sold in the manner in which shares are normally purchased and sold by any member of the public in the open market.</p>	<p>(6) Le paragraphe (2) ne s'applique pas s'il est raisonnable de considérer, compte tenu de toutes les circonstances, qu'aucun des objets de l'opération ou de la série d'opérations ou d'événements en question ne consiste à permettre aux actionnaires d'une corporation qui sont des particuliers ou des personnes non résidentes de recevoir un montant, directement ou indirectement, comme produit de disposition d'un bien plutôt que comme dividende sur une action d'une catégorie cotée en bourse ou sur une action achetée et vendue de la façon qu'une action semblable serait normalement achetée et vendue par le public sur le marché libre.</p>	Non-application du paragraphe (2)
Application of subsection 110.6(8)	<p>(7) Where this section has been applied in respect of an amount, subsection 110.6(8) does not apply to the capital gain</p>	<p>(7) Dans le cas où le présent article s'applique à un montant, le paragraphe 110.6(8) ne s'applique pas au gain en capi-</p>	Non-application du paragraphe 110.6(8)

where the employee was dealing at arm's length with each such corporation immediately before the commencement of the series, and

- (i) the consideration for the acquisition of the share did not exceed the lesser of the cost or adjusted cost base of the share to the employee immediately before the acquisition and the acquisition of the share was provided for in an employee share purchase agreement, under which the employee acquired the share, in order to protect the employee against any loss in respect of the share, or
- (ii) the consideration for the acquisition of the share did not exceed its fair market value, immediately before the acquisition, and the acquisition of the share was provided for in an employee share purchase agreement, under which the employee acquired the share, in order to provide a market for the share.

(5) Where an acquiring corporation has been formed as a result of an amalgamation (within the meaning assigned by section 87) of two or more predecessor corporations,

(a) for the purposes of paragraph (4)(a), where the one or more persons or partnerships that controlled or were part of a group that controlled the acquiring corporation immediately after the amalgamation did not control a predecessor corporation immediately before the amalgamation, that person or partnership or group of persons or partnerships that controlled the acquiring corporation immediately after the amalgamation shall be deemed to have acquired control of that predecessor corporation; and

(b) for the purposes of paragraph (4)(b), where the shareholders that controlled the acquiring corporation immediately after the amalgamation controlled a predecessor corporation immediately before the amalgamation and their degree of control of the acquiring corporation immediately after the amalgamation exceeded their degree of control of the predecessor corporation immediately before the amalgamation, those shareholders shall be deemed to have increased their degree of control of the predecessor corporation.

(6) Subsection (1) does not apply to an acquisition of a share of the capital stock of an acquiring corporation to the extent that subsection 84(8) or section 84.1 or 212.1 applied or subsection 110.6(8), 245(1.1) or 247(1) has been applied in respect of the acquisition or the transaction or series of transactions or events of which the acquisition was a part."

(5) Dans le cas où la corporation visée au paragraphe (1) est issue de la fusion, au sens de l'article 87, de deux ou plusieurs corporations remplacées :

a) pour l'application de l'alinéa (4)a), si la ou les personnes ou sociétés qui, immédiatement après la fusion, contrôlaient la corporation visée ou faisaient partie d'un groupe qui la contrôlait ne contrôlaient pas une corporation remplacée immédiatement avant la fusion, la personne ou société ou le groupe de personnes ou sociétés qui contrôlaient la corporation visée immédiatement après la fusion est réputé avoir acquis le contrôle de cette corporation remplacée;

b) pour l'application de l'alinéa (4)b), les actionnaires qui contrôlent la corporation visée immédiatement après la fusion et contrôlaient une corporation remplacée immédiatement avant la fusion et dont le contrôle qu'ils ont de la corporation visée immédiatement après la fusion s'est accru par rapport à celui qu'ils avaient de la corporation remplacée immédiatement avant la fusion sont réputés avoir accru le contrôle qu'ils avaient de la corporation remplacée.

(6) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'acquisition d'actions du capital-actions de la corporation visée dans la mesure où le paragraphe 84(8) ou l'article 84.1 ou 212.1 s'applique ou le paragraphe 110.6(8), 245(1.1) ou 247(1) a été appliqué à cette acquisition ou à l'opération ou à la série d'opérations ou d'événements dans le cadre de laquelle l'acquisition a été faite.»

in respect of which the amount formed all or a part of the proceeds of disposition.”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to transactions entered into on or after the date on which this Act is assented to other than transactions that are part of a series of transactions, determined without reference to subsection 248(10) of the said Act, commencing before the date on which this Act is assented to and completed before 1989.

151. Section 184 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

“(2.1) Notwithstanding subsection (2), where a corporation has elected in accordance with subsection 83(2) in respect of the full amount of a dividend that became payable by it at a particular time in its 1988 taxation year and before June 18, 1987, the amount of the excess referred to in subsection (2) in respect of the dividend shall be deemed, for the purposes of subsection (2), to be the amount of the excess that would have been determined under subsection (2) in respect of the dividend if the corporation’s taxation year had ended on December 31, 1987.”

152. (1) All that portion of subsection 186(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“**186.** (1) Every corporation (in this section referred to as the “particular corporation”) that was, at any time in a taxation year, a corporation (other than a private corporation) resident in Canada and controlled, whether by reason of a beneficial interest in one or more trusts or otherwise, by or for the benefit of an individual (other than a trust) or a related group of individuals (other than trusts) (in this Part referred to as a “subject corporation”) or a private corporation shall, on or before the last day of the third month after the end of the year, pay a tax under this Part for the year equal to $\frac{1}{4}$ of the amount, if any, by which the aggregate of”

tal au titre duquel le montant représente tout ou partie du produit de disposition.»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux opérations conclues à la date de sanction de la présente loi ou après cette date, à l’exclusion de celles qui font partie d’une série d’opérations — abstraction faite du paragraphe 248(10) de la même loi — commençant avant cette date et terminée avant 1989.

151. L’article 184 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(2.1) Par dérogation au paragraphe (2), dans le cas où une corporation fait un choix conformément au paragraphe 83(2) relativement au montant total d’un dividende devenu payable par celle-ci au cours de l’année d’imposition 1988 et avant le 18 juin 1987, l’excédent mentionné au paragraphe (2) quant à ce dividende est réputé, pour l’application de ce paragraphe, être l’excédent qui serait déterminé à ce paragraphe quant à ce dividende si l’année d’imposition de la corporation se terminait le 31 décembre 1987.»

152. (1) Le passage du paragraphe 186(1) de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**186.** (1) Toute corporation (appelée «corporation donnée» au présent article) qui, à une date quelconque d’une année d’imposition, était soit une corporation privée, soit une corporation — autre qu’une corporation privée — dite «assujettie» dans la présente partie, résidant au Canada et contrôlée au moyen d’une participation dans une ou plusieurs fiducies ou autrement par un particulier (autre qu’une fiducie) ou par un groupe lié de particuliers (autres que des fiducies) ou à leur profit, est redevable, au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la fin de l’année, d’un impôt pour l’année en vertu de la présente partie égal au quart de la fraction éventuelle du total :»

Reduction of excess

Restriction

Tax on certain taxable dividends

Impôt payable sur certains dividendes imposables

Clause 151: New.

Article 151 - Nouveau.

Clause 152: (1) This amendment would substitute "1/4" for "1/3".

Article 152, (1). — Adjonction des mots soulignés et remplacement de «tiers» par «quart».

... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...
... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...

... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...
... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...

... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...
... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...

... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...
... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...

... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...
... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...

... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...
... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...

... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...
... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...

... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...
... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...

... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...
... de la somme des dividendes...
... en vertu de la présente loi...

... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...
... of the amount of the dividend...
... under the provisions of this Act...

(2) All that portion of paragraph 186(1)(b) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) all amounts, each of which is an amount in respect of a taxable dividend, in respect of which an amount is deductible under subsection 112(1) from its income for the year, received by the particular corporation in the year from a corporation (in this section referred to as the “payer corporation”) connected with the particular corporation equal to that proportion of”

(3) Subparagraph 186(1)(b)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) 4 times the dividend refund of the payer corporation for its taxation year in which it paid the dividend”

(4) Section 186 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

“(1.1) Notwithstanding subsection (1), where a taxable dividend referred to in paragraph (1)(a) or (b) was received by a corporation in a taxation year and was included in an amount in respect of which tax under Part IV.1 was payable by the corporation for the year, the tax otherwise payable under this Part by the corporation for the year shall be reduced

(a) where the dividend is a taxable dividend referred to in paragraph (1)(a), by 10% of the amount determined in respect of that dividend under that paragraph; and

(b) where the dividend is a taxable dividend referred to in paragraph (1)(b), by 10% of the amount determined in respect of that dividend under that paragraph.”

(5) All that portion of subsection 186(5) of the said Act following paragraph (a.1) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage de l'alinéa 186(1)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) de toutes les sommes dont chacune se rapporte à un dividende imposable, au titre duquel un montant est déductible de son revenu pour l'année en application du paragraphe 112(1), qu'elle a reçu dans l'année d'une corporation — appelée «corporation payante» au présent article — à laquelle elle est rattachée, et qui sont égales à la fraction»

(3) Le sous-alinéa 186(1)b)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) de quatre fois le montant du remboursement au titre de dividendes de la corporation payante pour son année d'imposition où elle a versé le dividende.»

(4) L'article 186 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) Par dérogation au paragraphe (1), si une corporation reçoit au cours d'une année d'imposition un dividende imposable visé à l'alinéa (1)a) ou b) qui est inclus dans un montant sur lequel l'impôt prévu à la partie IV.1 est payable par la corporation pour l'année, l'impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie par la corporation pour l'année doit être réduit :

a) s'il s'agit d'un dividende imposable visé à l'alinéa (1)a), de 10 % du montant au titre de ce dividende déterminé à cet alinéa;

b) s'il s'agit d'un dividende imposable visé à l'alinéa (1)b), de 10 % du montant au titre de ce dividende déterminé à cet alinéa.»

(5) Le passage du paragraphe 186(5) de la même loi qui suit l'alinéa a.1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Reduction in tax

Réduction d'impôt

(2) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(2). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 186(1)b) : «b) de toutes les sommes dont chacune se rapporte à un dividende imposable que la corporation donnée a reçu, dans l'année, d'une corporation (appelée dans le présent article la «corporation payante») à laquelle elle est rattachée, et qui sont égales à la fraction»

(3) This amendment would substitute "4" for "3".

(3). — Remplacement de «trois» par «quatre».

(4) New.

(4). — Nouveau.

(5) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(5). — Remplacement de «la date à laquelle» par «que» et adjonction des mots soulignés et du passage marqué d'un trait vertical.

“exceeds the total of

(b) the aggregate of the corporation’s dividend refunds for taxation years ending after it last became a subject corporation and before the year, and

(c) the amount, if any, of the corporation’s reduction at December 31, 1987 of refundable dividend tax on hand (within the meaning assigned by subsection 129(3.5)).”

«sur le total :

b) du total des remboursements au titre de dividendes de la corporation pour les années d’imposition se terminant après que la corporation est devenue pour la dernière fois une corporation assujettie et avant l’année; et

c) du montant éventuel de la réduction au 31 décembre 1987 de l’impôt en main remboursable au titre de dividendes de la corporation, au sens du paragraphe 129(3.5).»

(6) Section 186 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(6) L’article 186 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Partnerships

“(6) For the purposes of this Part,

(a) all amounts received in a fiscal period by a partnership as, on account or in lieu of payment of, or in satisfaction of, taxable dividends shall be deemed to have been received by each member of the partnership in the member’s fiscal period or taxation year in which the partnership’s fiscal period ends, to the extent of that member’s share thereof; and

(b) each member of a partnership shall be deemed to own at any time that proportion of the number of the shares of each class of the capital stock of a corporation that are property of the partnership at that time that the member’s share of all dividends received on such shares by the partnership in its fiscal period that includes that time is of the total of all such dividends.”

“(6) Pour l’application de la présente partie : Sociétés de personnes

a) tous les montants qu’une société reçoit au cours d’un exercice financier au titre de dividendes imposables sont réputés reçus par chaque associé de la société, à concurrence de sa part, au cours de l’exercice financier ou année d’imposition de l’associé au cours desquels l’exercice financier de la société se termine;

b) chaque associé est réputé propriétaire à la date considérée des actions de chaque catégorie du capital-actions d’une corporation qui sont des biens de la société à cette date proportionnellement à sa part du total des dividendes reçus par la société sur ces actions au cours de l’exercice financier de celle-ci qui comprend cette date.»

(7) Subsections (1) and (3) are applicable with respect to taxable dividends received in the 1988 and subsequent taxation years, except that in the application of subsection 186(1) of the said Act, as amended by subsections (1) and (3), to a taxation year of a corporation commencing before 1988 and ending after 1987, the following rules apply:

(7) Les paragraphes (1) et (3) s’appliquent aux dividendes imposables reçus au cours des années d’imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l’application du paragraphe 186(1) de la même loi, édicté par les paragraphes (1) et (3), à une année d’imposition d’une corporation commençant avant 1988 et se terminant après 1987 :

(a) in their application to amounts described in paragraphs 186(1)(a) and (b) of the said Act that are received by the corporation in the year and before 1988, the reference in subsection 186(1) of the

a) pour ce qui est des sommes visées aux alinéas 186(1)a) et b) de la même loi qui sont reçues par la corporation au cours de l’année et avant 1988, «quart», au paragraphe 186(1) de la même loi, et «quatre», au

187-1 Dans la présente partie, «dividendes privilégiés» signifie, selon le cas :

(a) les dividendes qu'une corporation a payés à son actionnaire privilégié ;

(b) les dividendes déduits par la corporation pour l'année en application de l'article 186(1) ou de la même loi, y compris les dividendes versés aux actionnaires privilégiés en vertu de la même loi.

(6) New.

(1) La loi en vigueur le 18 juin 1987, l'article 187, de ce chapitre, est abrogée.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux exercices financiers se terminant après le 18 juin 1987.

(4) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent aux dividendes reçus après le 18 juin 1987.

187-1 In this Part, "preferred dividend" means a dividend:

(a) received by a corporation on a share of the capital stock of a foreign affiliate of the corporation where the share was not acquired by the corporation in the ordinary course of the business carried on by the corporation;

(b) received by a corporation from another corporation (other than another corporation described in any of paragraphs (a) through (c)) excepted dividend.

(6). — Nouveau.

(1) The word "preferred dividend" in section 187 thereof, the following Part:

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(3) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(4) Subsections (2) and (3) are applicable to dividends received after June 18, 1987.

PARTIE IV.1

IMPATATION DES DIVIDENDES REÇUS PAR UNE CORPORATION SUR CERTAINES ACTIONS PRIVILÉGIÉES

187-1 Dans la présente partie, «dividendes privilégiés» signifie, selon le cas :

(a) les dividendes qu'une corporation a payés à son actionnaire privilégié ;

(b) les dividendes déduits par la corporation pour l'année en application de l'article 186(1) ou de la même loi, y compris les dividendes versés aux actionnaires privilégiés en vertu de la même loi.

PART IV.1

TAXES ON DIVIDENDS ON CERTAIN PREFERRED SHARES RECEIVED BY CORPORATIONS

187-1 In this Part, "excepted dividend" means a dividend:

(a) received by a corporation on a share of the capital stock of a foreign affiliate of the corporation where the share was not acquired by the corporation in the ordinary course of the business carried on by the corporation;

(b) received by a corporation from another corporation (other than another corporation described in any of paragraphs (a) through (c)) excepted dividend.

said Act to "1/4" and the reference in subparagraph 186(1)(b)(i) thereof to "4" shall be read as references to "1/3" and "3" respectively; and

(b) amounts deducted for the year by the corporation under paragraph 186(1)(c) or (d) of the said Act shall

(i) be deemed to have been deducted in respect of amounts described in paragraphs 186(1)(a) and (b) thereof that were received by the corporation in the year and before 1988, and

(ii) to the extent that the amounts so deducted exceed the amounts referred to in subparagraph (i), be deemed to have been deducted in respect of amounts described in paragraphs 186(1)(a) and (b) of the said Act that were received by the corporation in the year and after 1987.

(8) Subsections (2) and (4) are applicable to dividends received after June 18, 1987.

(9) Subsection (5) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(10) Subsection (6) is applicable with respect to fiscal periods ending after June 18, 1987.

153. (1) The said Act is amended by adding thereto, immediately after section 187 thereof, the following Part:

"PART IV.1

TAXES ON DIVIDENDS ON CERTAIN PREFERRED SHARES RECEIVED BY CORPORATIONS

187.1 In this Part, "excepted dividend" means a dividend

(a) received by a corporation on a share of the capital stock of a foreign affiliate of the corporation where the share was not acquired by the corporation in the ordinary course of the business carried on by the corporation;

(b) received by a corporation from another corporation (other than a corporation described in any of paragraphs

sous-alinéa 186(1)(b)(i) de la même loi, sont respectivement remplacés par «tiers» et «trois»;

b) les montants déduits par la corporation pour l'année en application de l'alinéa 186(1)(c) ou d) de la même loi sont réputés déduits au titre de sommes, visées aux alinéas 186(1)(a) et b) de la même loi, reçues par la corporation :

(i) soit au cours de l'année et avant 1988,

(ii) soit au cours de l'année et après 1987, dans la mesure où les montants ainsi déduits dépassent les sommes, visées aux alinéas 186(1)(a) et b) de la même loi, reçues par la corporation au cours de l'année et après 1987.

(8) Les paragraphes (2) et (4) s'appliquent aux dividendes reçus après le 18 juin 1987.

(9) Le paragraphe (5) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(10) Le paragraphe (6) s'applique aux exercices financiers se terminant après le 18 juin 1987.

153. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 187, de ce qui suit :

«PARTIE IV.1

IMPOSITION DES DIVIDENDES REÇUS PAR UNE CORPORATION SUR CERTAINES ACTIONS PRIVILÉGIÉES

187.1 Dans la présente partie, «dividende exclu» s'entend, selon le cas :

a) d'un dividende qu'une corporation reçoit sur une action du capital-actions d'une corporation étrangère affiliée à la corporation et que la corporation n'a pas acquise dans le cours normal de l'exploitation de son entreprise;

b) d'un dividende qu'une corporation reçoit d'une autre corporation — sauf s'il s'agit d'une corporation visée à l'un

Definitions

Définition

1873. (1) Toute institution financière établie au Canada, au jour tel que déterminé par le règlement, au cours de la première partie de l'année, au jour de la fin de la période d'attente, doit déposer un rapport annuel de son état financier, lequel rapport doit être déposé au bureau du directeur de la Régie des institutions financières, au plus tard le premier jour du deuxième mois suivant la fin de chaque année d'imposition. Ce rapport doit être déposé en deux exemplaires, l'un en français et l'autre en anglais, et doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Clause 153: (1) New.

1873. (1) Toute institution financière établie au Canada, au jour tel que déterminé par le règlement, au cours de la première partie de l'année, au jour de la fin de la période d'attente, doit déposer un rapport annuel de son état financier, lequel rapport doit être déposé au bureau du directeur de la Régie des institutions financières, au plus tard le premier jour du deuxième mois suivant la fin de chaque année d'imposition. Ce rapport doit être déposé en deux exemplaires, l'un en français et l'autre en anglais, et doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

1873. (1) Toute institution financière établie au Canada, au jour tel que déterminé par le règlement, au cours de la première partie de l'année, au jour de la fin de la période d'attente, doit déposer un rapport annuel de son état financier, lequel rapport doit être déposé au bureau du directeur de la Régie des institutions financières, au plus tard le premier jour du deuxième mois suivant la fin de chaque année d'imposition. Ce rapport doit être déposé en deux exemplaires, l'un en français et l'autre en anglais, et doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

(a) to (e) of the definition "financial institution" in subsection 191(1) in which it has or would have if the other corporation were a taxable Canadian corporation, a substantial interest (as determined under section 191) as if the dividend was paid; (b) received by a corporation that was, at the time the dividend was received, a private corporation or a financial institution (within the meaning assigned by subsection 191(1)); (c) received by a corporation in a short-term preferred share of the capital stock of a taxable Canadian corporation other than a dividend described in paragraph (a) or (b) of the definition "ordinary dividend" in subsection 191(1); (d) received by a corporation on a share (other than a share that would be a taxable preferred share if the definition "taxable preferred share" in subsection 191(1) were read without reference to paragraph (a) thereof) of the capital stock of a mutual fund corporation.

Article 153, (1). — Nouveau.

1873. (1) Toute institution financière établie au Canada, au jour tel que déterminé par le règlement, au cours de la première partie de l'année, au jour de la fin de la période d'attente, doit déposer un rapport annuel de son état financier, lequel rapport doit être déposé au bureau du directeur de la Régie des institutions financières, au plus tard le premier jour du deuxième mois suivant la fin de chaque année d'imposition. Ce rapport doit être déposé en deux exemplaires, l'un en français et l'autre en anglais, et doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

1873. (1) Toute institution financière établie au Canada, au jour tel que déterminé par le règlement, au cours de la première partie de l'année, au jour de la fin de la période d'attente, doit déposer un rapport annuel de son état financier, lequel rapport doit être déposé au bureau du directeur de la Régie des institutions financières, au plus tard le premier jour du deuxième mois suivant la fin de chaque année d'imposition. Ce rapport doit être déposé en deux exemplaires, l'un en français et l'autre en anglais, et doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le rapport doit être accompagné d'un état financier en français et en anglais, lequel état doit être préparé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

(a) to (f) of the definition "financial intermediary corporation" in subsection 191(1) in which it has or would have, if the other corporation were a taxable Canadian corporation, a substantial interest (as determined under section 191) at the time the dividend was paid;

(c) received by a corporation that was, at the time the dividend was received, a private corporation or a financial intermediary corporation (within the meaning assigned by subsection 191(1));

(d) received by a corporation on a short-term preferred share of the capital stock of a taxable Canadian corporation other than a dividend described in paragraph (b) or (c) of the definition "excluded dividend" in subsection 191(1); or

(e) received by a corporation on a share (other than a share that would be a taxable preferred share if the definition "taxable preferred share" in subsection 248(1) were read without reference to paragraph (a) thereof) of the capital stock of a mutual fund corporation.

Tax on dividends on taxable preferred shares

187.2 Every corporation shall, on or before the last day of the second month after the end of each taxation year, pay a tax under this Part for the year equal to 10% of the aggregate of all amounts each of which is a dividend, other than an excepted dividend, received by the corporation in the year on a taxable preferred share (other than a share of a class in respect of which an election under subsection 191.2(1) has been made) to the extent that an amount in respect of the dividend was deductible under section 112 or 113 or subsection 138(6) in computing its taxable income for the year or under subsection 115(1) in computing its taxable income earned in Canada for the year.

Tax on dividends on taxable RFI shares

187.3 (1) Every restricted financial institution shall, on or before the last day of the second month after the end of each

des alinéas a) à f) de la définition d'«intermédiaire financier constitué en société» au paragraphe 191(1) — dans laquelle elle a un intérêt important, au sens de l'article 191, au moment du versement du dividende ou en aurait alors un si l'autre corporation était une corporation canadienne imposable;

c) d'un dividende que reçoit une corporation qui est alors soit une corporation privée, soit un intermédiaire financier constitué en société au sens du paragraphe 191(1);

d) d'un dividende qu'une corporation reçoit sur une action privilégiée à court terme du capital-actions d'une corporation canadienne imposable, sauf s'il s'agit d'un dividende visé à l'alinéa b) ou c) de la définition de «dividende exclu» au paragraphe 191(1);

e) d'un dividende qu'une corporation reçoit sur une action du capital-actions d'une corporation de fonds mutuels, à l'exception d'une action qui serait une action privilégiée imposable s'il n'était pas tenu compte de l'alinéa a) de la définition d'«action privilégiée imposable» au paragraphe 248(1).

187.2 Toute corporation est redevable, au plus tard le dernier jour du deuxième mois suivant la fin de chaque année d'imposition, d'un impôt en vertu de la présente partie pour l'année, au taux de 10 %, sur le total des montants dont chacun représente un dividende, sauf un dividende exclu qu'elle reçoit au cours de l'année sur une action privilégiée imposable — sauf s'il s'agit d'une action d'une catégorie choisie en application du paragraphe 191.2(1) — dans la mesure où un montant au titre de ce dividende est déductible dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en application de l'article 112 ou 113 ou du paragraphe 138(6) ou dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année en application du paragraphe 115(1).

Impôt sur les dividendes des actions privilégiées imposables

187.3 (1) Toute institution financière véritable est redevable, au plus tard le dernier jour du deuxième mois suivant la

Impôt sur les dividendes des actions particulières aux institutions financières

taxation year, pay a tax under this Part for the year equal to 10% of the aggregate of all amounts each of which is a dividend, other than an excepted dividend, received by the institution at any time in the year on a share acquired by any person before that time and after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 that was, at the time the dividend was paid, a taxable RFI share to the extent that an amount in respect of the dividend was deductible under section 112 or 113 or subsection 138(6) in computing its taxable income for the year or under subsection 115(1) in computing its taxable income earned in Canada for the year.

fin de chaque année d'imposition, d'un impôt en vertu de la présente partie pour l'année, au taux de 10 %, sur le total des montants dont chacun représente un dividende, sauf un dividende exclu, qu'elle reçoit à un moment de l'année sur une action qu'une personne a acquise avant ce moment et après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 et qui est, au moment du versement du dividende, une action particulière à une institution financière, dans la mesure où un montant au titre de ce dividende est déductible dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en application de l'article 112 ou 113 15 ou du paragraphe 138(6) ou dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année en application du paragraphe 115(1).

Time of acquisition of share

- (2) For the purposes of subsection (1),
 - (a) a share of the capital stock of a corporation acquired by a person after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 pursuant to an agreement in writing entered into before that time shall be deemed to have been acquired by that person before that time;
 - (b) a share of the capital stock of a corporation acquired by a person after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 and before 1988 as part of a distribution to the public made in accordance with the terms of a prospectus, preliminary prospectus, registration statement, offering memorandum or notice filed before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 with a public authority pursuant to and in accordance with the securities legislation of the jurisdiction in which the shares are distributed shall be deemed to have been acquired by that person before that time;
 - (c) a share (in this paragraph referred to as the "new share") of the capital stock of a corporation that is acquired by a person after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 in exchange for

- (2) Pour l'application du paragraphe (1) :
 - a) la personne qui a acquis une action après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 conformément à une convention écrite conclue avant ce moment est réputée l'avoir acquise avant ce moment;
 - b) la personne qui a acquis une action après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 et avant 1988 dans le cadre d'un appel public à l'épargne conformément à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une déclaration d'enregistrement, à une notice d'offre ou à un avis, produit avant ce moment auprès d'un organisme public selon la législation sur les valeurs mobilières applicable là où les actions sont placées, est réputée l'avoir acquise avant ce moment;
 - c) la personne qui a acquis une action après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987, en échange d'une autre action émise avant ce moment ou d'une action de régime transitoire ou encore d'un titre de créance d'une corporation soit émis avant ce moment, soit émis après ce moment conformément à une convention écrite conclue avant ce moment, est réputée l'avoir acquise

Moment réputé d'acquisition des actions

(i) a share of a corporation which was issued before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 or is a grandfathered share, or

(ii) a debt obligation of a corporation which was issued before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987, or issued after that time pursuant to an agreement in writing entered into before that time,

where the right to the exchange for the new share and all or substantially all the terms and conditions of the new share were established in writing before that time shall be deemed to have been acquired by that person before that time;

(d) a share of a class of the capital stock of a Canadian corporation listed on a prescribed stock exchange in Canada that is acquired by a person after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 on the exercise of a right

(i) that was issued before that time and listed on a prescribed stock exchange in Canada, and

(ii) the terms of which at that time included the right to acquire the share,

where all or substantially all the terms and conditions of the share were established in writing before that time shall be deemed to have been acquired by that person before that time;

(e) where a share that was owned by a particular restricted financial institution at 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 has, by one or more transactions between related restricted financial institutions, been transferred to another restricted financial institution, the share shall be deemed to have been acquired by the other restricted financial institution before that time unless at any particular time after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 and before the share was transferred to the other restricted financial institution the share

avant ce moment, si le droit d'échange et la totalité, ou presque, des caractéristiques de l'action ainsi acquise ont été établis par écrit avant ce moment;

d) la personne qui a acquis après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation canadienne cotée à une bourse de valeurs canadienne visée par règlement en exerçant un droit émis avant ce moment, coté à une bourse de valeurs canadienne visée par règlement et dont les caractéristiques à ce moment comprennent le droit d'acquérir l'action, est réputée avoir acquis l'action avant ce moment, si les caractéristiques de l'action ont été établies par écrit avant ce moment;

e) l'institution financière véritable à qui une action dont une autre institution financière véritable était propriétaire à 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 est transférée par suite d'une ou de plusieurs opérations entre institutions financières véritables liées est réputée l'avoir acquise avant ce moment, sauf si, à un moment donné après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 et avant le transfert, un actionnaire qui, à ce moment donné, était une personne autre qu'une institution financière véritable liée à l'autre institution financière véritable en était propriétaire;

f) en cas de fusion, au sens de l'article 87, à un moment donné, si chacune des corporations remplacées — liées les unes aux autres tout au long de la période allant de 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 jusqu'au moment donné — est une institution financière véritable tout au long de cette période ou si chacune d'elles et la nouvelle corporation sont des corporations visées aux alinéas a) à d) de la définition d'«institution financière véritable» au paragraphe 248(1), la nouvelle corporation qui a acquis une action particulière à une institution financière d'une corporation remplacée lors de la fusion est réputée

was owned by a shareholder who, at that particular time, was a person other than a restricted financial institution related to the other restricted financial institution; and

5

(f) where, at any particular time, there has been an amalgamation within the meaning assigned by section 87, and

(i) each of the predecessor corporations was a restricted financial institution throughout the period from 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 to the particular time and the predecessor corporations were related to each other throughout that period, or

10

(ii) each of the predecessor corporations and the new corporation is a corporation described in any of paragraphs (a) to (d) of the definition "restricted financial institution" in subsection 248(1),

20

a taxable RFI share acquired by the new corporation from a predecessor corporation on the amalgamation shall be deemed to have been acquired by the new corporation at the time it was acquired by the predecessor corporation.

25

Partnerships

187.4 For the purposes of this Part,

30

(a) all amounts received in a fiscal period by a partnership as, on account or in lieu of payment of, or in satisfaction of, dividends shall be deemed to have been received by each member of the partnership in the member's fiscal period or taxation year in which the partnership's fiscal period ends, to the extent of that member's share thereof;

35

(b) each member of a partnership shall be deemed to own at any time that proportion of the number of the shares of each class of the capital stock of a corporation that are property of the partnership at that time that the member's share of all dividends received on such shares by the partnership in its fiscal period that includes that time is of the total of all such dividends; and

40

(c) a reference to a person includes a partnership.

50

l'avoir acquise au moment où la corporation remplacée l'avait acquise.

187.4 Pour l'application de la présente partie :

Sociétés de personnes

a) tous les montants qu'une société reçoit au cours d'un exercice financier au titre de dividendes sont réputés reçus par chaque associé de la société, à concurrence de sa part, au cours de l'exercice financier ou de l'année d'imposition de l'associé au cours desquels l'exercice financier de la société se termine;

b) chaque associé est réputé propriétaire au moment considéré des actions de chaque catégorie du capital-actions d'une corporation qui sont des biens de la société à ce moment proportionnellement à sa part du total des dividendes reçus par la société sur ces actions au cours de l'exercice financier de celle-ci qui comprend ce moment;

c) une personne comprend une société.

Information
return

187.5 Every corporation liable to pay tax under this Part for a taxation year shall file with the Minister, not later than the day on or before which it is required by section 150 to file its return of income for the year under Part I, a return for the year under this Part in prescribed form containing an estimate of the taxes payable by it under sections 187.2 and 187.3 for the year.

Provisions
applicable to
Part

187.6 Sections 152, 158 and 159, subsections 161(1), (2) and (11), sections 162 to 167 and Division J of Part I are applicable to this Part with such modifications as the circumstances require.”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to dividends received after 1987 (and for this purpose where a dividend is received at any time after December 15, 1987 and before 1988 on a share, and it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances including the amount of any dividends that may be paid or declared on the share after 1987, that the dividend was paid at that time to avoid or limit the application of Part IV.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), the dividend shall be deemed for the purposes of that Part to have been received on January 1, 1988 and the reference in section 187.2 and subsection 187.3(1) of the said Act to “in computing its taxable income for the year or under subsection 115(1) in computing its taxable income earned in Canada for the year” shall be read as a reference to “in computing its taxable income or under subsection 115(1) in computing its taxable income earned in Canada”), except that in the application of section 187.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), to a dividend received on a share issued

- (a) before April 22, 1988, or
- (b) after April 21, 1988 and before 1989
 - (i) pursuant to an agreement in writing entered into before April 22, 1988, or
 - (ii) as part of a distribution to the public made in accordance with the terms of a prospectus, preliminary prospectus, registration statement, offering

187.5 Toute corporation redevable d'un impôt en application de la présente partie pour une année d'imposition doit produire au ministre, au plus tard à la date où elle est tenue par l'article 150 de produire sa déclaration de revenu en vertu de la partie I pour l'année, une déclaration concernant la présente partie pour l'année, sur formulaire prescrit contenant une estimation des impôts à payer pour l'année en application des articles 187.2 et 187.3.

Déclaration

187.6 Les articles 152, 158 et 159, les paragraphes 161(1), (2) et (11), les articles 162 à 167 ainsi que la section J de la partie I s'appliquent à la présente partie, avec les adaptations nécessaires.»

Dispositions
applicables

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes reçus après 1987. (À cette fin, le dividende qui est reçu sur une action à un moment donné après le 15 décembre 1987 et avant 1988 et que, compte tenu de toutes les circonstances, notamment le montant des dividendes qui peuvent être déclarés ou versés sur l'action après 1987, il est raisonnable de considérer comme versé à ce moment donné en vue de se soustraire à l'application de la partie IV.1 de la même loi, édictée par le paragraphe (1), ou en vue d'en restreindre l'application est réputé, pour l'application de cette partie, reçu le 1^{er} janvier 1988 et les mentions, à l'article 187.2 et au paragraphe 187.3(1), «dans le calcul de son revenu imposable pour l'année» et «dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année» doivent être remplacées par les mentions «dans le calcul de son revenu imposable» et «dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada» respectivement.) Toutefois, pour l'application de l'article 187.2 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à un dividende reçu sur une action émise :

- a) soit avant le 22 avril 1988,
- b) soit après le 21 avril 1988 et avant 1989 :
 - (i) conformément à un accord écrit conclu avant le 22 avril 1988, ou
 - (ii) dans le cadre d'un appel public à l'épargne fait conformément à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une

memorandum or notice filed before April 22, 1988 with a public authority pursuant to and in accordance with the securities legislation of the jurisdiction in which the shares are distributed,

the reference therein to "(other than a share of a class in respect of which an election under subsection 191.2(1) has been made)" shall be read as a reference to "(other than a short-term preferred share, a share that would be a short-term preferred share if the references to "December 15, 1987" and "December 16, 1987" in the definition "short-term preferred share" in subsection 248(1) were read as references to "8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987" or a share of a class in respect of which an election under subsection 191.2(1) has been made)".

154. (1) Paragraph 188(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount of a gift for which it issued a receipt described in paragraph 110.1(1)(a) or subsection 118.1(2) after the day referred to in paragraph (a) or an amount received after that date from a registered charity,"

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in its application to the 1988 taxation year the reference to "paragraph 110.1(1)(a)" in paragraph 188(1)(b) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to "paragraph 110(1)(a) or 110.1(1)(a)".

155. (1) Subsection 190.1(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(2) The tax payable under this Part by a corporation for a taxation year is the amount determined by the formula

$$.0125 \times A \times \frac{B}{365}$$

déclaration d'enregistrement, à une notice d'offre ou à un avis, produit avant le 22 avril 1988 auprès d'un organisme public selon la législation sur les valeurs mobilières applicable là où les actions sont placées,

le passage «sauf s'il s'agit d'une action d'une catégorie choisie en application du paragraphe 191.2(1)» est remplacé par le passage «sauf s'il s'agit d'une action privilégiée à court terme, d'une action qui serait une action privilégiée à court terme si les mentions «le 15 décembre 1987» et «le 16 décembre 1987» dans la définition de cette expression, au paragraphe 248(1) de la même loi, étaient remplacées par le passage «20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1988», ou encore d'une action d'une catégorie choisie en application du paragraphe 191.2(1)».

154. (1) L'alinéa 188(1)(b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) le total des montants dont chacun représente, soit le montant d'un don pour lequel il a délivré un reçu visé à l'alinéa 110.1(1)a) ou au paragraphe 118.1(2) après la date visée à l'alinéa a), soit un montant reçu après cette date d'un organisme de charité enregistré»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application de l'alinéa 188(1)(b) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à l'année d'imposition 1988, le renvoi à «110.1(1)(a)» est remplacé par un renvoi à «110(1)(a) ou 110.1(1)(a)».

155. (1) Le paragraphe 190.1(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) L'impôt payable en vertu de la présente partie par une corporation pour une année d'imposition est calculé selon la formule suivante :

$$0,0125 \times A \times \frac{B}{365}$$

Tax calculated

Calcul de l'impôt (N)

Clause 154: (1) This amendment would substitute a reference to paragraph 110.1(1)(a) for the reference to paragraph 110(1)(a) and add a reference to subsection 118.1(2).

Clause 155: (1) Subsection 190.1(2) at present reads as follows:

“(2) The capital tax payable under this Part by a corporation for a taxation year is the amount determined by the formula

$$0.01 \times A \times \frac{B}{365}$$

where

A is its taxable capital for the year determined under section 190.11; and

Article 154, (1). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 118.1(2), et remplacement du renvoi à l'alinéa 110(1)a par un renvoi à l'alinéa 110.1(1)a et de «émis» par «délivré».

Article 155, (1). — Texte actuel du paragraphe 190.1(2) :

«(2) L'impôt sur le capital payable en vertu de la présente partie par une corporation pour une année d'imposition est calculé selon la formule suivante :

$$0,01 \times A \times \frac{B}{365}$$

où

A représente le capital imposable de la corporation pour cette année, calculé selon l'article 190.11;

where

A is its taxable capital for the year determined under section 190.11; and

B is the number of days in the year on which it is a financial institution.”

où

A représente le capital imposable de la corporation pour cette année, calculé selon l'article 190.11;

B le nombre de jours de l'année où la corporation est une institution financière.»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

156. (1) Section 190.14 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

156. (1) L'article 190.14 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Canadian assets of corporation (E)

«190.14 The Canadian assets of a corporation for a taxation year is the amount determined by the formula

«190.14 L'actif canadien d'une corporation pour une année d'imposition est calculé selon la formule suivante :

Actif canadien d'une corporation (E)

$$I - (D + P)$$

$$I - (D + P)$$

where

I is the total of the amounts at which the assets of the corporation (which are required or, if the corporation were a bank to which the *Bank Act* applied, would be required to be reported under subsection 223(1) and Schedule Q of the *Bank Act* if Schedule Q thereof were prepared on a non-consolidated basis) would be shown on its balance sheet at the end of its immediately preceding taxation year if its balance sheet were prepared on a non-consolidated basis;

D is the total of the corporation's investments for the year in financial institutions related to it determined under section 190.13; and

P is the total of amounts outstanding at the end of the immediately preceding taxation year on account of deposits made by the corporation that are described in paragraph (c) of the definition "eligible loan" in subsection 33.1(1).”

où

I représente le total des montants correspondant aux éléments de l'actif de la corporation — que celle-ci est tenue de déclarer conformément au paragraphe 223(1) et à l'annexe Q de la *Loi sur les banques* ou en serait tenue si elle était une banque à laquelle cette loi s'appliquait, selon l'hypothèse que l'annexe soit sur une base non consolidée — qui figureraient à son bilan à la fin de l'année d'imposition précédente si celui-ci était dressé sur une base non consolidée;

D le total des placements de la corporation, pour l'année d'imposition, dans des institutions financières liées, calculés selon l'article 190.13;

P le total des montants impayés à la fin de l'année d'imposition précédente sur les dépôts faits par la corporation qui sont visés à l'alinéa c) de la définition de «prêt admissible» au paragraphe 33.1(1).»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

B is the number of days in the year that are after 1985 and before 1988 on which it is a financial institution."

B représente le nombre de jours de cette année qui tombent après 1985 et avant 1988 et pendant lesquels la corporation est une institution financière»

Clause 156: (1) Section 190.14 at present reads as follows:

"190.14. The Canadian assets of a corporation for a taxation year is the amount determined by the formula

I - D

where

I is the total of the amounts at which the assets of the corporation (which are required or, if the corporation were a bank to which the Bank Act applied, would be required to be reported under subsection 223(1) and Schedule Q to the Bank Act if Schedule Q thereof were prepared on a non-consolidated basis) would be shown on its balance sheet at the end of its immediately preceding taxation year if its balance sheet were prepared on a non-consolidated basis;

and

D is the total of its investments for the year in financial institutions related to it determined under section 190.13."

Article 156, (1). — Texte actuel de l'article 190.14 :

«190.14. L'actif canadien d'une corporation pour une année d'imposition est calculé selon la formule suivante :

I - D

où

I représente le total des montants correspondant aux éléments de l'actif de la corporation — que celle-ci est tenue de déclarer conformément au paragraphe 223(1) et à l'annexe Q de la Loi sur les banques ou en serait tenue si elle était une banque à laquelle cette loi s'appliquait, selon l'hypothèse que l'annexe soit sur une base non consolidée — qui figureraient à son bilan à la fin de l'année d'imposition précédente si celui-ci était dressé sur une base non consolidée;

D représente le total des placements de la corporation, pour l'année d'imposition, dans des institutions financières liées, calculés selon l'article 190.13.»

157. (1) Subsections 190.17(1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Capital deduction (H)

“190.17 (1) Subject to subsection (4), the capital deduction of a corporation for a taxation year during which it was at any time a financial institution is the aggregate of \$200,000,000 and the lesser of

(a) \$20,000,000, and

(b) 1/5 of the amount, if any, by which the amount that would be the corporation's taxable capital for the year if its capital deduction for the year were nil exceeds \$200,000,000,

unless the corporation was related to another financial institution at the end of the immediately preceding taxation year.

Capital deduction (H) of related group

(2) A corporation that is a financial institution at any time during a taxation year and that was related to another financial institution at the end of the immediately preceding taxation year may file with the Minister in prescribed form an agreement on behalf of the related group of which the corporation is a member under which an amount that does not exceed the aggregate of \$200,000,000 and the lesser of

(a) \$20,000,000, and

(b) 1/5 of the amount, if any, by which the aggregate of all amounts, each of which is the amount that would be the taxable capital of a financial institution that is a member of the related group if its capital deduction for the year were nil, exceeds \$200,000,000

is allocated among the members of the related group for the taxation year.

Allocation by Minister

(3) The Minister may request a corporation that is a financial institution at any time during a taxation year and that was related to any other financial institution at the end of the immediately preceding taxation year to file with him an agreement referred to in subsection (2) and if the corporation does not file such an agreement within 30 days after receiving the

157. (1) Les paragraphes 190.17(1) à (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Abattement de capital (H)

«190.17 (1) Sous réserve du paragraphe (4), l'abattement de capital d'une corporation pour toute année d'imposition au cours de laquelle la corporation est, à une date quelconque, une institution financière est, sauf si la corporation était liée à une autre institution financière à la fin de l'année d'imposition précédente, le total de 200 000 000 \$ et du moins élevé des montants suivants :

a) 20 000 000 \$;

b) 1/5 de l'excédent éventuel, sur 200 000 000 \$, de ce que serait le capital imposable de la corporation pour l'année si son abattement de capital pour l'année était nul.

(2) La corporation qui est une institution financière à une date quelconque d'une année d'imposition et qui, à la fin de l'année d'imposition précédente, était liée à une autre institution financière peut produire au ministre, sur le formulaire prescrit, un accord au nom du groupe lié dont la corporation est membre, qui prévoit la répartition, pour l'année, entre les membres du groupe lié d'un montant qui ne dépasse pas le total de 200 000 000 \$ et du moins élevé des montants suivants :

a) 20 000 000 \$;

b) 1/5 de l'excédent éventuel, sur 200 000 000 \$, du total des montants dont chacun représente le montant qui serait le capital imposable d'une institution financière membre du groupe lié si son abattement de capital pour l'année était nul.

(3) Le ministre peut demander à la corporation qui est une institution financière à une date quelconque d'une année d'imposition et qui est liée à une autre institution financière à la fin de l'année d'imposition précédente de lui produire l'accord visé au paragraphe (2); si la corporation n'en produit pas un dans les 30 jours suivant la réception de cette

Répartition de l'abattement de capital par le ministre

Clause 157: (1) Subsections 190.17(1) to (3) at present read as follows:

"190.17(1) Subject to subsection (4), the capital deduction of a corporation for a taxation year during which it was at any time a financial institution is \$300,000,000, unless the corporation was related to another financial institution at the end of the immediately preceding taxation year.

(2) A corporation that is a financial institution at any time during a taxation year and that was related to another financial institution at the end of the immediately preceding taxation year may file with the Minister in prescribed form an agreement on behalf of the related group of which it is a member under which an amount that does not exceed \$300,000,000 is allocated among the members of the related group for the taxation year.

(3) The Minister may request a corporation that is a financial institution at any time during a taxation year and that was related to any other financial institution at the end of the immediately preceding taxation year to file with him an agreement referred to subsection (2) and if the corporation does not file such an agreement within 30 days after receiving the request, the Minister shall allocate an amount not exceeding \$300,000,000 among the members of the related group for the taxation year."

Article 157, (1). — Texte actuel des paragraphes 190.17(1) à (3) :

«190.17(1) Sous réserve du paragraphe (4), l'abattement de capital d'une corporation est de 300 000 000 \$ pour toute année d'imposition au cours de laquelle la corporation est, à une date quelconque, une institution financière, sauf si la corporation est liée à une ou plusieurs autres institutions financières à la fin de l'année d'imposition précédente.

(2) La corporation qui est une institution financière à une date quelconque d'une année d'imposition et qui, à la fin de l'année d'imposition précédente, est liée à une ou plusieurs autres institutions financières peut produire auprès du ministre, selon le formulaire prescrit, un accord au nom du groupe lié dont elle est membre, qui prévoit la répartition, pour l'année d'imposition, d'un montant maximal de 300 000 000 \$ entre les membres du groupe lié.

(3) Le ministre peut demander à la corporation qui est une institution financière à une date quelconque d'une année d'imposition et qui est liée à une ou plusieurs autres institutions financières à la fin de l'année d'imposition précédente de lui produire l'accord visé au paragraphe (2); si la corporation n'en produit pas un dans les 30 jours suivant la réception de cette demande, le ministre doit répartir, pour l'année d'imposition, le montant maximal de 300 000 000 \$ entre les membres du groupe lié.»

(3) Dans le cas où, en application de l'art. 190.17(1), le ministre a alloué par le 30 paragraphes (1) de l'abattement de capital d'une corporation pour une année d'imposition, les membres de ce groupe lié et les sommes qui leur sont allouées, il faut ajouter le produit obtenu au calcul de l'impôt.

(2) Si ce que décrit dans le présent paragraphe le capital imposable de la corporation pour l'année.

(1) Si le montant qui serait, par l'art. 190.17(1), le capital déductible de la corporation pour l'année d'imposition est supérieur à 300 000 000 \$, le ministre peut demander à la corporation de lui produire l'accord visé au paragraphe (2); si la corporation n'en produit pas un dans les 30 jours suivant la réception de cette demande, le ministre doit répartir, pour l'année d'imposition, le montant maximal de 300 000 000 \$ entre les membres du groupe lié.

(1) The amount that would, but for this subsection, be the taxable capital of the corporation for the year.

(2) If the amount that would, but for this subsection, be the taxable capital of the corporation for the year is more than \$300,000,000, the Minister may request the corporation to file with him the agreement referred to in paragraph (2); if the corporation does not file such an agreement within 30 days after receiving the request, the Minister shall allocate an amount not exceeding \$300,000,000 among the members of the related group for the taxation year.

(3) In any other case, that proportion of the amount that would, but for this subsection, be the capital deduction for the year of the corporation for the year.

(4) The aggregate of all amounts each of which is the amount that would, but for the subsection, be the capital deduction for the year of the corporation or another financial institution.

request, the Minister shall allocate an amount among the members of the related group of which the corporation is a member for the year not exceeding the aggregate of \$200,000,000 and the lesser of

(a) \$20,000,000, and

(b) 1/5 of the amount, if any, by which the aggregate of all amounts, each of which is the amount that would be the taxable capital of a financial institution that is a member of the related group if its capital deduction for the year were nil, exceeds \$200,000,000.”

(2) Subject to subsection (3), subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(3) There shall be added in determining a corporation's capital deduction under section 190.17 of the said Act, as amended by subsection (1), for a taxation year commencing before 1988 and ending after 1987 that proportion of the amount, if any, by which

(a) the amount that would, but for this subsection, be the taxable capital of the corporation for the year exceeds

(b) 80% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be the taxable capital of the corporation for the year if its capital deduction for the year were nil

exceeds

(ii) where the corporation was not related to another financial institution at the end of the immediately preceding taxation year, \$300,000,000, and

(iii) in any other case, that proportion of \$300,000,000 that

(A) the amount that would, but for this subsection, be the capital deduction of the corporation for the year

is of

(B) the aggregate of all amounts each of which is the amount that would, but for this subsection, be the capital deduction for the year of the corporation or another financial insti-

demande, le ministre doit répartir, pour l'année, entre les membres du groupe lié dont la corporation est membre, un montant qui ne dépasse pas le total de 200 000 000 \$ et du moins élevé des montants suivants :

a) 20 000 000 \$;

b) 1/5 de l'excédent éventuel, sur 200 000 000 \$, du total des montants dont chacun représente le montant qui serait le capital imposable d'une institution financière membre du groupe lié si son abattement de capital pour l'année était nul.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes, sous réserve du paragraphe (3).

(3) Dans le calcul, en application de l'article 190.17 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), de l'abattement de capital d'une corporation pour une année d'imposition commençant avant 1988 et se terminant après 1987, il faut ajouter le produit obtenu en multipliant :

a) l'excédent éventuel

(i) de ce que serait, sans le présent paragraphe, le capital imposable de la corporation pour l'année

sur

(ii) 80 % de l'excédent éventuel
(A) de ce que serait le capital imposable de la corporation pour l'année si son abattement de capital pour l'année était nul,

sur

(B) 300 000 000 \$ si la corporation n'était pas liée à une autre institution financière à la fin de l'année d'imposition précédente ou, dans les autres cas, le produit de 300 000 000 \$ par le rapport entre, d'une part, ce que serait, sans le présent paragraphe, l'abattement de capital de la corporation pour l'année et, d'autre part, le total des montants dont chacun représente ce que serait, sans le présent paragraphe, l'abattement de capital pour l'année de la corporation ou d'une autre institution financière à

tution to which the corporation was related at the end of the immediately preceding taxation year

laquelle la corporation était liée à la fin de l'année d'imposition précédente,

that

(c) the number of days in the year that are before 1988

b) par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année.

is of

(d) the number of days in the year.

158. (1) Section 190.19 of the said Act is repealed.

158. (1) L'article 190.19 de la même loi est abrogé.

(2) Subsection (1) is applicable with respect to transactions entered into on or after the day on which this Act is assented to other than

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux opérations conclues à la date de sanction de la présente loi ou après cette date, à l'exclusion :

(a) transactions that are part of a series of transactions, determined without reference to subsection 248(10) of the said Act, commencing before the day on which this Act is assented to and completed before 1989; or

a) de celles qui font partie d'une série d'opérations — abstraction faite du paragraphe 248(10) de la même loi — commençant avant cette date et terminée avant 1989;

(b) any one or more transactions, one of which was entered into before April 13, 1988, that were entered into by a taxpayer in the course of an arrangement and in respect of which the taxpayer received from the Department of National Revenue, before April 13, 1988, a confirmation or opinion in writing with respect to the tax consequences thereof.

b) d'une ou plusieurs opérations — dont au moins une a été conclue avant le 13 avril 1988 — conclues par un contribuable dans le cadre d'un mécanisme et au titre desquelles il a reçu, par écrit, du ministère du Revenu national avant le 13 avril 1988 une confirmation ou un avis concernant ses attributs fiscaux à cet égard.

159. (1) Section 190.21 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

159. (1) L'article 190.21 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Instalments

«190.21 A corporation liable to pay tax under this Part for a taxation year shall pay to the Receiver General on or before the last day of each three month period, if any, in the year an instalment determined by the formula

«190.21 La corporation qui est redevable de l'impôt prévu à la présente partie pour une année d'imposition doit payer au receveur général, au plus tard le dernier jour de chaque période de trois mois, le cas échéant, de l'année, un acompte provisionnel calculé selon la formule suivante :

Acomptes provisionnels

$$\left(\frac{3}{L} \times M\right) - N$$

$$\left(\frac{3}{L} \times M\right) - N$$

where

L is the number of months in the taxation year;

où

M is the tax payable under this Part by the corporation for the year; and

L représente le nombre de mois de l'année;

Clause 158: (1) Section 190.19 reads as follows:

“**190.19.** Where it may reasonably be considered that one of the main purposes of a transaction or series of transactions is to reduce unduly or artificially the capital tax payable under this Part by a corporation, the tax payable under this Part by the corporation shall be calculated without reference to that transaction or series of transactions.”

Article 158, (1). — Texte de l'article 190.19 :

«**190.19.** L'impôt sur le capital payable en vertu de la présente partie par une corporation doit être calculé sans tenir compte de toute opération ou série d'opérations dont il est raisonnable de considérer qu'un des principaux objets consiste à réduire cet impôt de manière indue ou factice.»

Clause 159: (1) Section 190.21 at present reads as follows:

“**190.21.** A corporation liable to pay capital tax under this Part for a taxation year shall pay to the Receiver General on or before the last day of each three month period, if any, in the year an instalment determined by the formula

$$\frac{L \times N}{M}$$

where

- L is the number of months in the taxation year that end after 1985, before 1988 and within the three month period;
- M is the number of months in the taxation year that end after 1985 and before 1988; and
- N is the capital tax payable under this Part by it for the year.”

Article 159, (1). — Texte actuel de l'article 190.21 :

«**190.21.** La corporation qui est redevable de l'impôt sur le capital prévu par la présente partie pour une année d'imposition doit payer au receveur général, au plus tard le dernier jour de chaque trimestre que peut avoir l'année d'imposition, un acompte provisionnel calculé selon la formule suivante :

$$\frac{L \times N}{M}$$

où

- L représente le nombre de mois de l'année d'imposition qui se terminent au cours du trimestre, après 1985 et avant 1988;
- M représente le nombre de mois de l'année d'imposition qui se terminent après 1985 et avant 1988;
- N représente l'impôt sur le capital payable en vertu de la présente partie par la corporation pour l'année.»

N is the aggregate of all amounts each of which is the amount that would by reason of subsection 157(1) be required to be paid by the corporation as an instalment of tax payable under Part I for the year on or before the last day of a month in the three month period, if such instalment were computed by reference to the method described in subsection 161(4.1) that is applicable in respect of the corporation for the year.”

M l'impôt payable en vertu de la présente partie par la corporation pour l'année;
 N le total des montants dont chacun représenterait un acompte provisionnel à payer, en application du paragraphe 157(1), par la corporation en vertu de la partie I pour l'année, au plus tard le dernier jour d'un mois de la période de trois mois si cet acompte était calculé en se fondant sur la méthode visée au paragraphe 161(4.1) applicable à la corporation pour l'année.»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that the amount determined under “N” in section 190.21 of the said Act, as enacted by subsection (1), in respect of a corporation for the 1988 taxation year shall be deemed to be nil.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, le montant représenté par N, au paragraphe 190.21 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est réputé nul, quant à une corporation, pour l'année d'imposition 1988.

160. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 190.24 thereof, the following Part:

160. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 190.24, de ce qui suit :

“PART VI.1

TAX ON CORPORATION PAYING DIVIDENDS ON TAXABLE PREFERRED SHARES

191. (1) In this Part, “excluded dividend” means a dividend (a) paid by a corporation to a shareholder that had a substantial interest in the corporation at the time the dividend was paid, (b) paid by a corporation that was a financial intermediary corporation or a private holding corporation at the time the dividend was paid, (c) paid by a particular corporation that would, but for paragraphs (h) and (i) of the definition “financial intermediary corporation”, have been a financial intermediary corporation at the time the dividend was paid, except where the dividend was paid to a controlling corporation in respect of the particular corporation or to a specified person (within the meaning

Definitions
 “excluded dividend”
 «dividende exclu»

«PARTIE VI.1

IMPOSITION DES CORPORATIONS VERSANT DES DIVIDENDES SUR DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES IMPOSABLES

191. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.
 «dividende exclu» S'entend, selon le cas :
 a) d'un dividende qu'une corporation verse à un actionnaire qui a alors un intérêt important dans la corporation;
 b) d'un dividende que verse une corporation qui est alors un intermédiaire financier constitué en société ou une société de portefeuille privée;
 c) d'un dividende que verse une corporation qui serait alors un intermédiaire financier constitué en société si elle n'était pas exclue de la définition d'intermédiaire financier constitué en société en application des alinéas h) et i) de cette définition, sauf si elle le verse à une corporation dominante à son égard ou à une personne apparentée à

Définitions
 «dividende exclu»
 “excluded dividend”

“financial intermediary corporation”
«intermédiaire financier constitué en société»

assigned by paragraph (h) of the definition “taxable preferred share” in subsection 248(1)) in relation to such a controlling corporation,
 (d) paid by a mortgage investment corporation, or
 (e) that is a capital gains dividend within the meaning assigned by subsection 131(1);

“financial intermediary corporation” means a corporation that is
 (a) a corporation described in clause 146 (1)(j)(ii)(B),
 (b) an investment corporation,
 (c) a mortgage investment corporation,
 (d) a mutual fund corporation,
 (e) a prescribed venture capital corporation, or
 (f) a prescribed labour-sponsored venture capital corporation,

but does not include
 (g) a prescribed corporation,
 (h) a corporation that is controlled by or for the benefit of one or more corporations (each of which is referred to in this subsection as a “controlling corporation”) other than financial intermediary corporations or private holding corporations unless the controlling corporations and specified persons (within the meaning assigned by paragraph (h) of the definition “taxable preferred share” in subsection 248(1)) in relation to the controlling corporations do not own in aggregate shares of the capital stock of the corporation having a fair market value of more than 10% of the fair market value of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the corporation (such fair market values being determined without regard to any voting rights attaching to such shares), or
 (i) any particular corporation in which another corporation (other than a financial intermediary corporation or a private holding corporation) has a substantial interest unless the other corporation and specified

celle-ci au sens de l’alinéa h) de la définition d’«action privilégiée imposable», au paragraphe 248(1);

d) d’un dividende que verse une corporation de placements hypothécaires;

e) d’un dividende sur gains en capital, au sens du paragraphe 131(1).

«intermédiaire financier constitué en société» L’une des corporations suivantes :

a) corporation visée à la division 146(1)j(ii)(B),

b) corporation de placement,

c) corporation de placements hypothécaires,

d) corporation de fonds mutuels,

e) corporation à capital de risque prescrite,

f) corporation à capital de risque prescrite de travailleurs;

sont toutefois exclues de la présente définition :

g) les corporations visées par règlement;

h) la corporation contrôlée par une ou par plusieurs corporations — appelées «corporations dominantes» au présent paragraphe — qui ne sont ni des intermédiaires financiers constitués en société ni des sociétés de portefeuille privées, ou pour le compte d’une ou de plusieurs de ces corporations dominantes, sauf si la juste valeur marchande des actions du capital-actions de la corporation dont sont propriétaires les corporations dominantes et les personnes qui leur sont apparentées, au sens de l’alinéa h) de la définition d’«action privilégiée imposable» au paragraphe 248(1), ne correspond pas à plus de 10 % de la juste valeur marchande de toutes les actions émises et en circulation de la corporation, la juste valeur marchande étant fixée sans tenir compte des droits de vote attachés aux actions;

i) la corporation dans laquelle une autre corporation — qui n’est pas elle-même un intermédiaire financier constitué en société ou une société de portefeuille privée — a un intérêt

«intermédiaire financier constitué en société»
“financial intermediary corporation”

persons (within the meaning assigned by paragraph (h) of the definition "taxable preferred share" in subsection 248(1)) in relation to the other corporation do not own in aggregate 5
 shares of the capital stock of the particular corporation having a fair market value of more than 10% of the fair market value of all of the issued and outstanding shares of the capital 10
 stock of the particular corporation (such fair market values being determined without regard to any voting rights attaching to such shares);

"private holding corporation" means a private corporation 15

(a) that does not own shares of another corporation (other than shares of another private holding corporation or a financial intermediary 20
 corporation) in which it has a substantial interest, and
 (b) the only undertaking of which is the investing of its funds,

but does not include 25

(c) a specified financial institution,
 (d) any particular corporation that is controlled by or for the benefit of one or more corporations (other than corporations that would, but for such 30
 control of the particular corporation, be private holding corporations), or
 (e) any particular corporation in which another corporation owns shares and has a substantial interest, 35
 except where the other corporation would, but for its substantial interest in the particular corporation, be a private holding corporation.

(2) For the purposes of this Part, a 40
 shareholder has a substantial interest in a corporation at any time if the corporation is a taxable Canadian corporation and

important, sauf si cette autre corporation et les personnes apparentées à celle-ci — au sens de l'alinéa h) de la définition d'«action privilégiée imposable» au paragraphe 248(1) — ne 5
 sont pas propriétaires au total d'actions du capital-actions de la corporation ayant une juste valeur marchande correspondant à plus de 10 % de la juste valeur marchande de 10
 toutes les actions émises et en circulation de la corporation, ces justes valeurs marchandes étant déterminées sans égard aux droits de vote attachés aux actions. 15

«société de portefeuille privée» Corporation privée qui remplit les conditions suivantes :

a) elle n'est pas propriétaire d'actions d'une autre corporation dans laquelle 20
 elle a un intérêt important — si ce n'est celles d'une autre société de portefeuille privée ou d'un intermédiaire financier constitué en société —,
 b) sa seule activité consiste à investir 25
 les fonds qu'elle a;

sont toutefois exclues de la présente définition :

c) les institutions financières désignées; 30
 d) la corporation contrôlée par une ou par plusieurs autres corporations ou pour le compte d'une ou de plusieurs autres corporations, sauf dans le cas où ces autres corporations 35
 seraient des sociétés de portefeuille privées si elles ne contrôlaient pas la corporation;
 e) la corporation dont des actions sont la propriété d'une autre corpora- 40
 tion et dans laquelle l'autre corporation a un intérêt important, sauf dans le cas où cette autre corporation serait une société de portefeuille privée si elle n'avait pas un intérêt important 45
 dans la corporation.

(2) Pour l'application de la présente partie, un actionnaire a un intérêt important dans une corporation à un moment donné si cette corporation est une corpora- 50
 tion canadienne imposable et si, à ce

"private holding corporation"
 «société de portefeuille privée»

«société de portefeuille privée»
 "private holding corporation"

Substantial interest

Intérêt important

(a) the shareholder is related (otherwise than by reason of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) to the corporation at that time; or

(b) the shareholder owned, at that time, 5

- (i) shares of the capital stock of the corporation that would give the shareholder 25% or more of the votes that could be cast under all circumstances at an annual meeting of shareholders 10 of the corporation,
- (ii) shares of the capital stock of the corporation having a fair market value of 25% or more of the fair market value of all the issued shares 15 of the capital stock of the corporation,

and either

- (iii) shares (other than shares that would be taxable preferred shares if the definition "taxable preferred 20 share" in subsection 248(1) were read without reference to subparagraph (b)(iv) thereof and if they were issued after June 18, 1987 and were not grandfathered shares) of the capital 25 stock of the corporation having a fair market value of 25% or more of the fair market value of all of such shares of the capital stock of the corporation, 30
- (iv) in respect of each class of shares of the capital stock of the corporation, shares of that class having a fair market value of 25% or more of the fair market value of all the issued 35 shares of that class,

and for the purposes of this paragraph, a shareholder shall be deemed to own at any time each share of the capital stock of a corporation that is owned, otherwise 40 than by reason of this paragraph, at that time by a person to whom the shareholder is related (otherwise than by reason of a right referred to in paragraph 251(5)(b)). 45

(3) Notwithstanding subsection (2),

moment, l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie :

- a) il est lié à la corporation, autrement qu'à cause d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b); 5
 - b) il est propriétaire à la fois :
 - (i) d'actions du capital-actions de la corporation qui lui confèrent 25 % ou plus des voix pouvant dans tous les cas être exprimées à l'assemblée 10 annuelle des actionnaires de la corporation,
 - (ii) d'actions du capital-actions de la corporation dont la juste valeur marchande correspond à 25 % ou plus de 15 la juste valeur marchande de toutes les actions émises du capital-actions de la corporation,
- et
- (iii) soit d'actions du capital-actions 20 de la corporation — à l'exclusion des actions qui seraient des actions privilégiées imposables s'il était fait abstraction du sous-alinéa b)(iv) de la définition d'«action privilégiée imposable», au paragraphe 248(1), et si elles étaient émises après le 18 juin 1987 et n'étaient pas des actions de régime transitoire — dont la juste valeur marchande correspond à 25 % 30 ou plus de la juste valeur marchande de toutes ces actions du capital-actions de la corporation,
 - (iv) soit d'actions de chaque catégorie du capital-actions de la corporation 35 dont la juste valeur marchande correspond à au moins 25 % de la juste valeur marchande de toutes les actions émises de cette catégorie;

pour l'application du présent alinéa, un 40 actionnaire est réputé propriétaire à un moment donné d'une action du capital-actions d'une corporation dont une personne liée à l'actionnaire — autrement qu'à cause d'un droit visé à l'alinéa 45 251(5)b) — est propriétaire à ce moment autrement qu'à cause du présent alinéa.

(3) Par dérogation au paragraphe (2) :

Restrictions

(a) where it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, that the principal purpose for a person acquiring an interest that would, but for this subsection, be a substantial interest in a corporation is to avoid or limit the application of Part IV.1 or this Part, the person shall be deemed not to have a substantial interest in the corporation;

(b) where it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, that the principal purpose for an acquisition of a share of the capital stock of a corporation (in this paragraph referred to as the "issuer") by any person (in this paragraph referred to as the "acquiror") that had, immediately after the time of the acquisition, a substantial interest in the issuer from another person that did not, immediately before that time, have a substantial interest in the issuer, was to avoid or limit the application of this Part or Part IV.1 with respect to a dividend on the share, the acquiror and specified persons (within the meaning assigned by paragraph (h) of the definition "taxable preferred share" in subsection 248(1)) in relation to the acquiror shall be deemed not to have a substantial interest in the issuer with respect to any dividend paid on the share;

(c) a corporation described in paragraphs (a) to (f) of the definition "financial intermediary corporation" in subsection (1) shall be deemed not to have a substantial interest in another corporation unless it is related (otherwise than by reason of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) to the other corporation;

(d) any partnership or trust, other than
 (i) a partnership all the members of which are related to each other otherwise than by reason of a right referred to in paragraph 251(5)(b),
 (ii) a trust in which all persons who are beneficially interested, within the meaning assigned by subsection 94(7), are related to each other

a) la personne dont il est raisonnable de considérer, compte tenu de toutes les circonstances, que l'acquisition d'un intérêt important dans une corporation a pour principal objet de la soustraire à l'application de la partie IV.1 ou de la présente partie ou d'en restreindre l'application à son égard est réputée ne pas avoir un intérêt important dans cette corporation;

b) s'il est raisonnable de considérer, compte tenu de toutes les circonstances, que l'acquisition d'une action du capital-actions d'une corporation par une personne — appelée «acquéreur» au présent alinéa — qui, juste après l'acquisition, a un intérêt important dans la corporation, d'une autre personne qui n'avait pas un intérêt important dans la corporation juste avant ce moment, a pour principal objet de soustraire l'acquéreur à l'application de la partie IV.1 ou de la présente partie ou d'en restreindre l'application à l'égard de l'acquéreur quant à tout dividende sur l'action, l'acquéreur ainsi que les personnes qui lui sont apparentées — au sens de l'alinéa h) de la définition d'«action privilégiée imposable» au paragraphe 248(1) — sont réputés ne pas avoir un intérêt important dans la corporation quant à tout dividende versé sur l'action;

c) les corporations visées aux alinéas a) à f) de la définition d'«intermédiaire financier constitué en société», au paragraphe (1), sont réputées n'avoir un intérêt important dans une autre corporation que si elles sont liées à cette autre corporation autrement qu'à cause d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b);

d) les sociétés et les fiducies sont réputées ne pas avoir un intérêt important dans une corporation, sauf s'il s'agit :

- (i) de sociétés dont tous les associés sont liés les uns aux autres autrement qu'à cause d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b),
- (ii) de fiducies dans lesquelles toutes les personnes qui ont un droit de bénéficiaire — au sens de l'expression «droit de jouissance» au paragraphe

(otherwise than by reason of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) and, for the purposes of this subparagraph, where a particular person who is so beneficially interested in the trust is an aunt, uncle, niece or nephew of another person, the particular person and any person who is a child or descendant of the particular person shall be deemed to be related to the other person and any person who is a child or descendant of the other person, or

(iii) a trust in which only one person is beneficially interested, within the meaning assigned by subsection 94(7),

shall be deemed not to have a substantial interest in a corporation; and

(e) where at any time a shareholder holds a share of the capital stock of a corporation to which paragraph (g) of the definition "taxable preferred share" in subsection 248(1) or paragraph (e) of the definition "taxable RFI share" in subsection 248(1) applies to deem the share to be a taxable preferred share or a taxable RFI share, the shareholder shall be deemed not to have a substantial interest in the corporation at that time.

(4) Where at any particular time

(a) a share of the capital stock of a corporation is issued,

(b) the terms or conditions of a share of the capital stock of a corporation are changed, or

(c) an agreement in respect of a share of the capital stock of a corporation is changed or entered into,

and the terms or conditions of the share or the agreement in respect of the share provide that the share is to be redeemed, acquired or cancelled for a specified amount together with, where so provided, any accrued and unpaid dividends thereon, and where paragraph (a) applies, the specified amount does not exceed the fair market value of the consideration for which the share was issued, and where

94(7) — sont liées les unes aux autres autrement qu'à cause d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b), auquel cas, pour l'application du présent sous-alinéa, toute personne ayant ce droit de bénéficiaire qui est la tante, l'oncle, la nièce ou le neveu d'une autre personne est réputée, ainsi que leurs enfants et autres descendants, être liée à cette autre personne et aux enfants et autres descendants de cette autre personne,

(iii) de fiducies dans lesquelles une seule personne a un droit de bénéficiaire — au sens de l'expression «droit de jouissance» au paragraphe 94(7);

e) l'actionnaire qui, à un moment donné, détient une action du capital-actions d'une corporation, qui est réputée, par application de l'alinéa g) de la définition d'«action privilégiée imposable» ou de l'alinéa e) de la définition d'«action particulière à une institution financière», au paragraphe 248(1), être une action privilégiée imposable ou une action particulière à une institution financière, est réputé ne pas avoir un intérêt important dans la corporation à ce moment.

(4) Si, à un moment donné :

a) une action du capital-actions d'une corporation est émise,

b) les caractéristiques d'une telle action sont modifiées, ou

c) une convention concernant une telle action est modifiée ou conclue,

et si les caractéristiques de l'action ou cette convention prévoient le rachat, l'acquisition ou l'annulation de l'action contre un montant indiqué, y compris, le cas échéant, les dividendes accumulés et non versés sur l'action et si, en cas d'application de l'alinéa a), le montant indiqué ne dépasse pas la juste valeur marchande de la contrepartie pour laquelle l'action a été émise et, en cas d'application de l'alinéa b) ou c), le montant indiqué ne dépasse pas la juste valeur marchande de l'action immé-

Deemed
dividends

30 Dividendes
réputés exclus

paragraph (b) or (c) applies, the specified amount does not exceed the fair market value of the share immediately before the particular time, the amount of any dividend deemed to have been paid on a redemption, acquisition or cancellation of the share to which subsection 84(2) or (3) applies shall

(d) for the purposes of this Part and section 187.2, be deemed to be an excluded dividend and an excepted dividend, respectively, unless

(i) where paragraph (a) applies, the share was issued for consideration that included a taxable preferred share, or

(ii) where paragraph (b) or (c) applies, the share was, immediately before the particular time, a taxable preferred share, and

(e) be deemed not to be a dividend to which subsection 112(2.1) or 138(6) applies to deny a deduction with respect to the dividend in computing the taxable income of a corporation under subsection 112(1) or (2) or 138(6), unless

(i) where paragraph (a) applies, the share was issued for consideration that included a term preferred share or for the purpose of raising capital or as part of a series of transactions or events the purpose of which was to raise capital, and

(ii) where paragraph (b) or (c) applies, the share was, immediately before the particular time, a term preferred share, or the terms or conditions of the share were changed, or the agreement in respect of the share was changed or entered into for the purpose of raising capital or as part of a series of transactions or events the purpose of which was to raise capital.

(5) Subsection (4) does not apply to the extent that the aggregate of

(a) the amount paid on the redemption, acquisition or cancellation of the share, and

(b) all amounts each of which is an amount (other than an amount deemed

diatement avant le moment donné, tout dividende réputé versé au rachat, à l'acquisition ou à l'annulation d'une action à laquelle le paragraphe 84(2) ou (3) s'applique :

d) est réputé être un dividende exclu pour l'application de la présente partie et de l'article 187.2, sauf si :

(i) en cas d'application de l'alinéa a), l'action a été émise pour une contrepartie qui comprend une action privilégiée imposable,

(ii) en cas d'application de l'alinéa b) ou c), l'action était une action privilégiée imposable immédiatement avant le moment donné;

e) est réputé ne pas être un dividende au titre duquel le paragraphe 112(2.1) ou 138(6) ne permet pas de déduction dans le calcul du revenu imposable d'une corporation en application du paragraphe 112(1) ou (2) ou 138(6), sauf si :

(i) en cas d'application de l'alinéa a), l'action a été émise pour une contrepartie qui comprend une action privilégiée à terme ou afin de réunir du capital ou comme partie d'une série d'opérations ou d'événements visant à réunir du capital,

(ii) en cas d'application de l'alinéa b) ou c), l'action était une action privilégiée à terme immédiatement avant le moment donné ou les caractéristiques de l'action ont été modifiées, ou la convention concernant l'action a été modifiée ou conclue, afin de réunir du capital ou comme partie d'une série d'opérations ou d'événements visant à réunir du capital.

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas dans la mesure où le total des montants suivants dépasse le montant indiqué au paragraphe (4) :

a) le montant versé au rachat, à l'acquisition ou à l'annulation de l'action;

Application of subsection (4)

Application du paragraphe (4)

by subsection 84(4) to be a dividend paid, after the particular time and before the redemption, acquisition or cancellation of the share, upon a reduction of the paid-up capital of the corporation in respect of the share

exceeds the specified amount referred to in subsection (4).

Tax on taxable dividends

191.1 (1) Every taxable Canadian corporation shall pay a tax under this Part for 10 each taxation year equal to the amount, if any, by which

(a) the aggregate of

(i) 66 2/3% of the amount, if any, by which the aggregate of all taxable 15 dividends (other than excluded dividends) paid by the corporation in the year and after 1987 on short-term preferred shares exceeds the corporation's dividend allowance for the year, 20

(ii) 40% of the amount, if any, by which the aggregate of all taxable dividends (other than excluded dividends) paid by the corporation in the year and after 1987 on taxable preferred shares (other than short-term preferred shares) of all classes in respect of which an election under subsection 191.2(1) has been made exceeds the amount, if any, by which 30 the corporation's dividend allowance for the year exceeds the aggregate of the dividends referred to in subparagraph (i),

(iii) 25% of the amount, if any, by 35 which the aggregate of all taxable dividends (other than excluded dividends) paid by the corporation in the year and after 1987 on taxable preferred shares (other than short-term 40 preferred shares) of all classes in respect of which an election under subsection 191.2(1) has not been made exceeds the amount, if any, by which the corporation's dividend 45 allowance for the year exceeds the aggregate of the dividends referred to in subparagraphs (i) and (ii), and

(iv) the aggregate of all amounts each of which is an amount deter- 50 mined for the year in respect of the

b) les montants (à l'exception des montants réputés par le paragraphe 84(4) être des dividendes) versés — après le moment donné et avant le rachat, l'acquisition ou l'annulation de l'action — à 5 la réduction du capital versé au titre de l'action.

191.1 (1) Toute corporation canadienne imposable est redevable, pour chaque année d'imposition, d'un impôt en application de la présente partie égal à l'excédent éventuel : 10

Impôt sur les dividendes d'actions privilégiées imposables

a) du total des montants suivants :

(i) 66 2/3 % de l'excédent éventuel du total des dividendes imposables, sauf 15 des dividendes exclus, que la corporation verse au cours de l'année et après 1987 sur des actions privilégiées à court terme sur l'exemption pour dividendes applicable à la corporation 20 pour l'année,

(ii) 40 % de l'excédent éventuel du total des dividendes imposables, sauf des dividendes exclus, que la corporation verse au cours de l'année et après 25 1987 sur des actions privilégiées imposables — qui ne sont pas des actions privilégiées à court terme — de chaque catégorie choisie en application du paragraphe 191.2(1), sur 30 l'excédent éventuel de l'exemption pour dividendes applicable à la corporation pour l'année sur le total des dividendes visés au sous-alinéa (i),

(iii) 25 % de l'excédent éventuel du 35 total des dividendes imposables, sauf des dividendes exclus, que la corporation verse au cours de l'année et après 1987 sur des actions privilégiées imposables — qui ne sont pas des 40 actions privilégiées à court terme — de chaque catégorie qui n'a pas été choisie en application du paragraphe 191.2(1), sur l'excédent éventuel de l'exemption pour dividendes applica- 45 ble à la corporation pour l'année sur le total des dividendes visés aux sous-alinéas (i) et (ii),

(iv) le total des montants dont chacun représente pour la corporation 50

ne s'applique pas pour l'année en question de l'article 191(1)(a).
 11) Pour les dividendes émis par une corporation pour l'année en question, le montant de l'impôt payable est le montant de l'impôt payable pour l'année en question en vertu de l'article 191(1)(a).

12) Pour l'application du présent article, l'impôt payable par un particulier applicable à une année en question est le montant de l'impôt payable en vertu de l'article 191(1)(a) sur l'ensemble des dividendes émis par la corporation au cours de l'année en question, moins le montant de l'impôt payable en vertu de l'article 191(1)(a) sur l'ensemble des dividendes émis par la corporation au cours de l'année en question précédente.
 13) L'impôt payable en vertu de l'article 191(1)(a) sur l'ensemble des dividendes émis par la corporation au cours de l'année en question est le montant de l'impôt payable en vertu de l'article 191(1)(a) sur l'ensemble des dividendes émis par la corporation au cours de l'année en question précédente, augmenté du montant de l'impôt payable en vertu de l'article 191(1)(a) sur l'ensemble des dividendes émis par la corporation au cours de l'année en question.
 14) L'impôt payable en vertu de l'article 191(1)(a) sur l'ensemble des dividendes émis par la corporation au cours de l'année en question est le montant de l'impôt payable en vertu de l'article 191(1)(a) sur l'ensemble des dividendes émis par la corporation au cours de l'année en question précédente, augmenté du montant de l'impôt payable en vertu de l'article 191(1)(a) sur l'ensemble des dividendes émis par la corporation au cours de l'année en question.

15) Si deux ou plusieurs corporations canadiennes sont associées, les dividendes émis par une de ces corporations au cours de l'année en question sont traités comme s'ils étaient émis par toutes les corporations associées.
 16) Si deux ou plusieurs corporations canadiennes sont associées, les dividendes émis par une de ces corporations au cours de l'année en question sont traités comme s'ils étaient émis par toutes les corporations associées.
 17) Si deux ou plusieurs corporations canadiennes sont associées, les dividendes émis par une de ces corporations au cours de l'année en question sont traités comme s'ils étaient émis par toutes les corporations associées.
 18) Si deux ou plusieurs corporations canadiennes sont associées, les dividendes émis par une de ces corporations au cours de l'année en question sont traités comme s'ils étaient émis par toutes les corporations associées.
 19) Si deux ou plusieurs corporations canadiennes sont associées, les dividendes émis par une de ces corporations au cours de l'année en question sont traités comme s'ils étaient émis par toutes les corporations associées.
 20) Si deux ou plusieurs corporations canadiennes sont associées, les dividendes émis par une de ces corporations au cours de l'année en question sont traités comme s'ils étaient émis par toutes les corporations associées.

191(1)(a) paragraph
 (b) the aggregate of all amounts each of which is an amount determined for the year in respect of the corporation under paragraph 191(1)(a).

(1) For the purpose of this section, a taxable Canadian corporation's "dividend allowance" for a taxation year is the amount it may, by which
 (a) 2500,000
 (b) the amount of tax, by which the aggregate of taxable dividends (other than taxable dividends paid by it on taxable preferred shares or shares that would be taxable preferred shares if they were issued after June 18, 1954, and were not grandfathered) is tax for the calendar year immediately preceding the calendar year in which the tax on year ended exceeds \$1,000,000, unless the corporation is included in the taxation year with one or more other taxable Canadian corporations, in which case, except as otherwise provided in the section, the dividend allowance for the year is nil.

(1) If all of the taxable Canadian corporations that are associated with each other in a taxation year and that have paid taxable dividends (other than excluded dividends) on taxable preferred shares in the year have filed with the Minister a prescribed form an agreement whereby, for the purpose of this section, they allocate an amount to one or more of their tax for the purposes of the amount allocated or the aggregate of the amounts allocated, as the case may be, is equal to the total dividend allowance for the year to those corporations and all other taxable Canadian corporations with which each such corporation is associated in the year, the dividend allowance for the year for each of the corporations is the amount so allocated to it.

corporation under paragraph 191.3(1)(d)
exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount determined for the year in respect of the corporation under paragraph 191.3(1)(c). 5

Dividend allowance

(2) For the purposes of this section, a taxable Canadian corporation's "dividend allowance" for a taxation year is the amount, if any, by which 10

(a) \$500,000

exceeds

(b) the amount, if any, by which the aggregate of taxable dividends (other than excluded dividends) paid by it on taxable preferred shares, or shares that would be taxable preferred shares if they were issued after June 18, 1987 and were not grandfathered shares, in the calendar year immediately preceding the calendar year in which the taxation year ended exceeds \$1,000,000, unless the corporation is associated in the taxation year with one or more other taxable Canadian corporations, in which case, except as otherwise provided in this section, its dividend allowance for the year is nil. 15 20 25

Associated corporations

(3) If all of the taxable Canadian corporations that are associated with each other in a taxation year and that have paid taxable dividends (other than excluded dividends) on taxable preferred shares in the year have filed with the Minister in prescribed form an agreement whereby, for the purposes of this section, they allocate an amount to one or more of them for the taxation year, and the amount so allocated or the aggregate of the amounts so allocated, as the case may be, is equal to the total dividend allowance for the year of those corporations and all other taxable Canadian corporations with which each such corporation is associated in the year, the dividend allowance for the year for each of the corporations is the amount so allocated to it. 30 35 40 45

un montant déterminé pour l'année en application de l'alinéa 191.3(1)b),

sur

b) le total des montants dont chacun représente pour la corporation un montant déterminé pour l'année en application de l'alinéa 191.3(1)a). 5

Exemption pour dividendes

(2) Pour l'application du présent article, l'exemption pour dividendes applicable à une corporation canadienne imposable pour une année d'imposition est l'excédent éventuel de 500 000 \$ sur l'excédent éventuel du total des dividendes imposables, sauf des dividendes exclus, versés par la corporation sur des actions privilégiées imposables ou sur des actions qui en seraient si elles étaient émises après le 18 juin 1987 et si elles n'étaient pas des actions de régime transitoire, au cours de l'année civile qui précède celle au cours de laquelle l'année d'imposition se termine, sur 1 000 000 \$. Toutefois, si au cours de l'année d'imposition la corporation est associée avec une ou plusieurs autres corporations canadiennes imposables, l'exemption pour dividendes qui lui est applicable pour l'année est nulle, sauf disposition contraire du présent article. 10 15 20 25

Corporations associées

(3) Si toutes les corporations canadiennes imposables qui sont associées entre elles dans une année d'imposition au cours de laquelle elles ont versé des dividendes imposables, sauf des dividendes exclus, sur des actions privilégiées imposables produisent au ministre, sur formulaire réglementaire, un accord qui prévoit, pour l'application du présent article, l'attribution à l'une d'elles ou la répartition entre plusieurs d'entre elles de l'exemption totale pour dividendes applicable pour l'année à celles-ci et à toutes les autres corporations canadiennes imposables avec qui chacune d'elles est associée dans l'année, l'exemption pour dividendes applicable à chaque corporation pour l'année est le montant qui lui est ainsi attribué. 30 35 40 45

Total dividend allowance

Dividend allowance

Dividend allowance for year

(4) For the payment of this section the "total dividend allowance" of a group of taxable Canadian corporations that are associated with each other in a taxation year is the amount, if any, by which

(a) the amount, if any, by which the aggregate of taxable dividends (other than excluded dividends) paid by those corporations on taxable preferred shares or shares that would be taxable preferred shares if they were issued after June 18, 1987 and were not grandfathered in the calendar year 1987 immediately preceding the calendar year in which the taxation year ended exceeds \$1,000,000.

(b) if any of the taxable Canadian corporations that are associated with each other in a taxation year and that have paid taxable dividends (other than excluded dividends) on taxable preferred shares in the year has failed to file with the Minister an agreement as contemplated by subsection (1) within 30 days after notice in writing by the Minister has been forwarded to any of them that such an agreement is required for the purpose of any assessment of tax under this Part, the Minister shall, for the purpose of this section, allow an amount to one or more of them for the taxation year, which amount or the aggregate of which amounts, as the case may be, shall equal the total dividend allowance for the year for those corporations and all other taxable Canadian corporations with which such corporations are associated in the year, and the dividend allowance for the year of each of the corporations is the amount so allowed to it.

(5) Notwithstanding any other provision of this section, (a) where a corporation has a taxation year that is less than 21 weeks in duration the dividend allowance for the year is that portion of its dividend allowance for the year determined without reference to

(4) Pour l'application de présent article, l'ensemble des "montants totaux de dividendes admissibles" d'un groupe de sociétés canadiennes admissibles qui sont associées avec chacune d'elles dans une année d'imposition est l'excédent, s'il y a lieu, du montant, s'il y a lieu, par lequel le total des dividendes imposables, autres que des dividendes exclusifs, payés par ces sociétés (autres que des sociétés privilégiées) sur des actions privilégiées admissibles (autres que des actions privilégiées exclues) pendant l'année d'imposition par rapport à 1 000 000 \$.

(5) Si l'une des sociétés canadiennes admissibles qui sont associées entre elles dans une année d'imposition au cours de laquelle elles ont payé des dividendes admissibles, autres que des dividendes exclusifs, sur des actions privilégiées admissibles de préférence n'a pas déposé avec le ministre, dans les 30 jours suivant l'avertissement écrit envoyé à l'une d'elles par écrit par le ministre, un accord en vertu duquel l'une d'elles consent à l'établissement de la présente partie, le ministre doit, pour l'application de présent article, attribuer à l'une d'elles un montant pour l'année d'imposition d'une somme ou d'un montant qui est égal à la somme ou au montant par lequel l'excédent, dans l'année d'imposition par rapport à 1 000 000 \$, des dividendes imposables, autres que des dividendes exclusifs, payés par ces sociétés et par toutes les autres sociétés avec lesquelles elles sont associées dans l'année d'imposition par rapport à 1 000 000 \$, excède ce montant par rapport à elle.

(6) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, (a) l'excédent par dividendes admissibles d'une corporation pour une année d'imposition qui compte moins de 21 semaines est réduit en proportion du nombre de jours de l'année par rapport à 212.

1 page sur 2

1 page sur 2

1 page sur 2

Total dividend allowance

(4) For the purposes of this section, the "total dividend allowance" of a group of taxable Canadian corporations that are associated with each other in a taxation year is the amount, if any, by which

(a) \$500,000 exceeds

(b) the amount, if any, by which the aggregate of taxable dividends (other than excluded dividends) paid by those corporations on taxable preferred shares, or shares that would be taxable preferred shares if they were issued after June 18, 1987 and were not grandfathered shares, in the calendar year immediately preceding the calendar year in which the taxation year ended exceeds \$1,000,000.

Failure to file agreement

(5) If any of the taxable Canadian corporations that are associated with each other in a taxation year and that have paid taxable dividends (other than excluded dividends) on taxable preferred shares in the year has failed to file with the Minister an agreement as contemplated by subsection (3) within 30 days after notice in writing by the Minister has been forwarded to any of them that such an agreement is required for the purpose of any assessment of tax under this Part, the Minister shall, for the purpose of this section, allocate an amount to one or more of them for the taxation year, which amount or the aggregate of which amounts, as the case may be, shall equal the total dividend allowance for the year for those corporations and all other taxable Canadian corporations with which each such corporation is associated in the year, and the dividend allowance for the year of each of the corporations is the amount so allocated to it.

Dividend allowance in short years

(6) Notwithstanding any other provision of this section,

(a) where a corporation has a taxation year that is less than 51 weeks, its dividend allowance for the year is that proportion of its dividend allowance for the year determined without reference to

(4) Pour l'application du présent article, l'exemption totale pour dividendes applicable à un groupe de corporations canadiennes imposables associées entre elles dans une année d'imposition est l'excédent éventuel de 500 000 \$ sur l'excédent éventuel du total des dividendes imposables, sauf des dividendes exclus, que ces corporations ont versés sur des actions privilégiées imposables ou sur des actions qui en seraient si elles étaient émises après le 18 juin 1987 et si elles n'étaient pas des actions de régime transitoire, au cours de l'année civile qui précède celle au cours de laquelle l'année d'imposition se termine, sur 1 000 000 \$.

Exemption totale pour dividendes

(5) Si l'une des corporations canadiennes imposables qui sont associées entre elles dans une année d'imposition au cours de laquelle elles ont versé des dividendes imposables, sauf des dividendes exclus, sur des actions privilégiées imposables ne produit pas l'accord visé au paragraphe (3) dans les 30 jours suivant l'avis écrit du ministre envoyé à l'une d'elles portant qu'un tel accord est nécessaire à l'établissement d'une cotisation d'impôt en vertu de la présente partie, le ministre doit, pour l'application du présent article, attribuer à l'une d'elles ou répartir entre plusieurs d'entre elles pour l'année l'exemption totale pour dividendes applicable pour l'année à celles-ci et à toutes les autres corporations avec qui chacune d'elles est associée dans l'année. L'exemption pour dividendes applicable à chaque corporation pour l'année est alors le montant qui lui est ainsi attribué.

Répartition par le ministre

(6) Par dérogation aux autres dispositions du présent article :

a) l'exemption pour dividendes applicable à une corporation pour une année d'imposition qui compte moins de 51 semaines est réduite en proportion du nombre de jours de l'année par rapport à 365;

Exemption pour dividendes pour une année d'imposition de courte durée

this paragraph that the number of days in the year is of 365; and

(b) where a taxable Canadian corporation (in this paragraph referred to as the "first corporation") has more than one taxation year ending in a calendar year and is associated in two or more of those taxation years with another taxable Canadian corporation that has a taxation year ending in that calendar year, the dividend allowance of the first corporation for each taxation year in which it is associated with the other corporation ending in that calendar year is, subject to the application of paragraph (a), an amount equal to the amount that would be its dividend allowance for the first such taxation year if such allowance were determined without reference to paragraph (a).

b) dans le cas où une corporation canadienne imposable compte plus d'une année d'imposition se terminant au cours d'une même année civile et où elle est associée dans au moins deux de ces années d'imposition à une autre corporation canadienne imposable dont l'année d'imposition se termine au cours de cette année civile, l'exemption pour dividendes applicable à la corporation pour chaque année d'imposition dans laquelle elle est associée à l'autre corporation et qui se termine au cours de cette année civile est, sous réserve de l'application de l'alinéa a), égale à l'exemption pour dividendes qui lui serait applicable pour la première de ces années d'imposition si cette exemption était calculée en faisant abstraction de l'alinéa a).

Election

191.2 (1) For the purposes of determining the tax payable by reason of subparagraphs 191.1(1)(a)(ii) and (iii), a taxable Canadian corporation (other than a financial intermediary corporation or a private holding corporation) may make an election with respect to a class of its taxable preferred shares the terms and conditions of which require an election to be made under this subsection by filing a prescribed form with the Minister

(a) not later than the day on or before which its return of income under Part I is required by section 150 to be filed for the taxation year in which shares of that class are first issued or first become taxable preferred shares; or

(b) within the 6 month period commencing on any of the following days, namely,

(i) the day of mailing of any notice of assessment of tax payable under Part I or this Part by the corporation for that year,

(ii) where the corporation has served a notice of objection to an assessment described in subparagraph (i), the day of mailing of a notice that the Minister has confirmed or varied the assessment,

191.2 (1) Une corporation canadienne imposable — sauf s'il s'agit d'un intermédiaire financier constitué en société ou d'une société de portefeuille privée — peut choisir qu'une catégorie d'actions privilégiées imposables de son capital-actions, dont les caractéristiques prévoient qu'un choix doit être fait en application du présent paragraphe, soit visée aux fins du calcul du montant d'impôt visé aux sous-alinéas 191.1(1)a)(ii) et (iii). Le choix est fait par production au ministre d'un formulaire prescrit :

a) soit au plus tard à la date où la corporation est tenue par l'article 150 de produire sa déclaration de revenu en vertu de la partie I pour l'année d'imposition au cours de laquelle des actions de la catégorie ont été émises en premier ou sont devenues en premier des actions privilégiées imposables;

b) soit dans les six mois commençant l'un des jours suivants :

(i) le jour de mise à la poste d'un avis de cotisation pour l'impôt payable par la corporation pour l'année en vertu de la partie I ou de la présente partie,

(ii) si la corporation a signifié un avis d'opposition à une cotisation visée au sous-alinéa (i), le jour de mise à la

	<p>(iii) where the corporation has instituted an appeal in respect of an assessment described in subparagraph (i) to the Tax Court of Canada, the day of mailing of a copy of the decision of the Court to the taxpayer, and (iv) where the corporation has instituted an appeal in respect of an assessment described in subparagraph (i) to the Federal Court of Canada or the Supreme Court of Canada, the day on which the judgment of the Court is pronounced or delivered or the day on which the corporation discontinues the appeal.</p>	<p>poste d'un avis portant que le ministre a confirmé ou modifié la cotisation, (iii) si la corporation a interjeté appel d'une cotisation visée au sous-alinéa (i) à la Cour canadienne de l'impôt, le jour de mise à la poste d'une copie de la décision de la cour, adressée au contribuable, (iv) si la corporation a interjeté appel d'une cotisation visée au sous-alinéa (i) à la Cour fédérale du Canada ou à la Cour suprême du Canada, le jour où le jugement ou l'arrêt de la cour est rendu ou le jour où la corporation retire l'appel.</p>
<p>Time of election</p>	<p>(2) An election with respect to a class of taxable preferred shares filed in accordance with subsection (1) shall be deemed to have been filed before any dividend on a share of that class is paid.</p>	<p>(2) Le choix concernant une catégorie d'actions privilégiées imposables qui est produit conformément au paragraphe (1) est réputé l'être avant qu'un dividende soit versé sur une action de cette catégorie.</p>
<p>Assessment</p>	<p>(3) Where an election has been filed under subsection (1), the Minister shall, notwithstanding subsections 152(4) and (5), assess or reassess the tax, interest or penalties payable under this Act by any corporation for any relevant taxation year in order to take into account the election.</p>	<p>(3) En cas de choix produit conformément au paragraphe (1), le ministre doit, par dérogation aux paragraphes 152(4) et (5), établir une cotisation ou une nouvelle cotisation, qui tient compte de ce choix, pour l'impôt, les intérêts ou les pénalités payables en application de la présente loi par toute corporation pour toute année d'imposition pertinente.</p>
<p>Agreement respecting liability for tax</p>	<p>191.3 (1) Where a corporation (in this section referred to as the "transferor corporation") and a taxable Canadian corporation (in this section referred to as the "transferee corporation") which was related (otherwise than by reason of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) to the transferor corporation</p> <p>(a) throughout a taxation year of the transferor corporation, and</p> <p>(b) throughout the last taxation year of the transferee corporation ending at or before the end of that taxation year of the transferor corporation,</p> <p>file as provided in subsection (2) an agreement or amended agreement with the Minister under which the transferee corporation agrees to pay all or any portion, as is specified in the agreement, of the tax for that taxation year of the transferor corporation that would, but for the agreement,</p>	<p>191.3 (1) Les règles suivantes s'appliquent dans le cas où une corporation — «corporation cédante» au présent article — et une corporation canadienne imposable liée à celle-ci autrement qu'à cause d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b) — «corporation cessionnaire» au présent article — tout au long d'une année d'imposition de la corporation cédante et tout au long de la dernière année d'imposition de la corporation cessionnaire se terminant à la fin de cette année d'imposition de la corporation cédante ou avant produisent au ministre, conformément au paragraphe (2), un accord ou un accord modifié par lequel la corporation cessionnaire convient de payer tout ou partie, selon ce que prévoit l'accord, de l'impôt pour cette année d'imposition de la corporation cédante dont, sans cet accord, la corporation cédante serait redevable en vertu de la présente partie —</p>

be payable under this Part by the transferor corporation (other than any tax payable by the transferor corporation by reason of another agreement made under this section), the following rules apply, namely, 5

(c) the amount of tax specified in the agreement is an amount determined for that taxation year of the transferor corporation in respect of the transferor corporation for the purpose of paragraph 10 191.1(1)(b),

(d) the amount of tax specified in the agreement is an amount determined in respect of the transferee corporation for its last taxation year ending at or before 15 the end of that taxation year of the transferor corporation for the purpose of subparagraph 191.1(1)(a)(iv), and

(e) the transferor corporation and the transferee corporation are jointly and 20 severally liable to pay the amount of tax specified in the agreement and any interest or penalty in respect thereof.

(2) An agreement or amended agreement referred to in subsection (1) between 25 a transferor corporation and a transferee corporation shall be deemed not to have been filed with the Minister unless

(a) it is in prescribed form;

(b) it is filed on or before the day on or 30 before which the transferor corporation's return for the year in respect of which the agreement is filed is required to be filed under this Part or within the 90 day period commencing on the day of 35 mailing of a notice of assessment of tax payable under Part I or this Part by the transferor corporation for the year or by the transferee corporation for its taxation year ending in the calendar year in 40 which the taxation year of the transferor corporation ends or the mailing of a notification that no tax is payable under Part I or this Part for such taxation year; 45

(c) it is accompanied by,

(i) where the directors of the transferor corporation are legally entitled to administer its affairs, a certified

à l'exception de tout impôt dont la corporation cédante est redevable à cause d'un autre accord fait en application du présent article — :

a) le montant d'impôt indiqué dans l'accord est, pour la corporation cédante, le 5 montant déterminé pour cette année d'imposition de la corporation cédante, pour l'application de l'alinéa 191.1(1)b);

b) le montant d'impôt indiqué dans l'accord est, pour la corporation cessionnaire, le montant déterminé pour la dernière année d'imposition de celle-ci se terminant à la fin de cette année d'imposition de la corporation cédante ou 15 avant, pour l'application du sous-alinéa 191.1(1)a)(iv);

c) la corporation cédante et la corporation cessionnaire sont solidairement débitrices du montant d'impôt indiqué 20 dans l'accord et de tout intérêt et de toute pénalité pouvant s'y rattacher.

(2) L'accord ou l'accord modifié entre 25 une corporation cédante et une corporation cessionnaire, prévu au paragraphe (1), n'est considéré comme produit au ministre que :

a) s'il l'est sur formulaire prescrit;

b) s'il l'est au plus tard à la date à laquelle la corporation cédante est tenue 30 de produire sa déclaration concernant la présente partie pour l'année ou dans la période de 90 jours commençant le jour de mise à la poste :

(i) soit d'un avis de cotisation concernant l'impôt payable en vertu de la 35 présente partie ou de la partie I par la corporation cédante pour l'année ou par la corporation cessionnaire pour l'année d'imposition se terminant 40 dans l'année civile au cours de laquelle l'année d'imposition de la corporation cédante se termine,

(ii) soit d'un avis comme quoi aucun impôt n'est payable en vertu de la 45 présente partie ou de la partie I pour une telle année d'imposition;

c) s'il est accompagné des documents suivants :

Manner of
filing agree-
ment

Production de
l'accord

copy of their resolution authorizing the agreement to be made,

(ii) where the directors of the transferor corporation are not legally entitled to administer its affairs, a certified copy of the document by which the person legally entitled to administer the corporation's affairs authorized the agreement to be made,

(iii) where the directors of the transferee corporation are legally entitled to administer its affairs, a certified copy of their resolution authorizing the agreement to be made, and

(iv) where the directors of the transferee corporation are not legally entitled to administer its affairs, a certified copy of the document by which the person legally entitled to administer the corporation's affairs authorized the agreement to be made;

(d) where the agreement is not an agreement to which subsection (4) applies, an agreement amending the agreement has not been filed in accordance with this section; and

(e) no tax is payable under Part I by the transferor corporation for its taxation year in respect of which the agreement is filed.

(i) si les administrateurs de la corporation cédante ont légalement le droit de gérer les affaires de celle-ci, une copie certifiée conforme de la résolution autorisant la conclusion de l'accord,

(ii) si les administrateurs de la corporation cédante n'ont pas ce droit, une copie certifiée conforme du document dans lequel la personne qui a ce droit autorise la conclusion de l'accord,

(iii) si les administrateurs de la corporation cessionnaire ont légalement le droit de gérer les affaires de celle-ci, une copie certifiée conforme de la résolution autorisant la conclusion de l'accord,

(iv) si les administrateurs de la corporation cessionnaire n'ont pas ce droit, une copie certifiée conforme du document dans lequel la personne qui a ce droit autorise la conclusion de l'accord;

d) dans le cas où l'accord n'est pas visé par le paragraphe (4), si un accord qui le modifie n'a pas été produit conformément au présent article; et

e) si la corporation cédante n'a aucun impôt à payer en vertu de la partie I pour l'année d'imposition pour laquelle l'accord est produit.

Assessment

(3) Where an agreement or amended agreement between a transferor corporation and a transferee corporation has been filed under this section with the Minister, the Minister shall, notwithstanding subsections 152(4) and (5), assess or reassess the tax, interest and penalties payable under this Act by the transferor corporation and the transferee corporation for any relevant taxation year in order to take into account the agreement or amended agreement.

(3) En cas de production au ministre d'un accord ou d'un accord modifié entre une corporation cédante et une corporation cessionnaire conformément au présent article, le ministre doit, par dérogation aux paragraphes 152(4) et (5), établir une cotisation ou une nouvelle cotisation concernant l'impôt, les intérêts et les pénalités payables par ces corporations en vertu de la présente loi pour l'année d'imposition en cause, qui prenne en compte cet accord.

Cotisation

Related corporations

(4) Where, at any time, a corporation has become related to another corporation and it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, that the main purpose of the corporation becoming related to the other corporation was to transfer, by filing an agreement or an amended agreement under this section,

(4) Pour l'application de l'alinéa (1)a), le montant d'impôt indiqué dans l'accord ou dans un accord modifié est réputé nul dans le cas où une corporation devient, à un moment donné, liée à une autre corporation et où il est raisonnable de considérer, dans les circonstances, que le principal objet pour que la corporation devienne

Corporations liées

the benefit of a deduction under paragraph 110(1)(k) to a transferee corporation, the amount of the tax specified in such agreement shall, for the purposes of paragraph (1)(c), be deemed to be nil.

5

ainsi liée consiste à transférer à une corporation cessionnaire l'avantage d'une déduction visée à l'alinéa 110(1)k) par la production de l'accord ou de l'accord modifié.

Assessment of transferor corporation

(5) The Minister may at any time assess a transferor corporation in respect of any amount for which it is jointly and severally liable by reason of paragraph (1)(e) and the provisions of Division I of Part I are applicable in respect of the assessment as though it had been made under section 152.

10

(5) Le ministre peut, à tout moment, établir une cotisation pour tout montant dont la corporation cédante est solidairement débitrice en application de l'alinéa (1)c). La section I de la partie I s'applique à cette cotisation comme si elle était établie en application de l'article 152.

5 Cotisation applicable à la corporation cédante

Payment by transferor corporation

(6) Where a transferor corporation and a transferee corporation are by reason of paragraph (1)(e) jointly and severally liable in respect of tax payable by the transferee corporation under subparagraph 191.1(1)(a)(iv) and any interest or penalty in respect thereof, the following rules apply:

15

(6) Dans le cas où la corporation cédante et la corporation cessionnaire sont, en application de l'alinéa (1)c), solidairement débitrices du montant d'impôt visé 15 au sous-alinéa 191.1(1)a)(iv), et de tout intérêt et toute pénalité pouvant s'y rattacher, les règles suivantes s'appliquent :

Paiement par la corporation cédante

(a) a payment by the transferor corporation on account of the liability shall, to the extent thereof, discharge the joint liability; and

25

a) tout paiement par la corporation cédante au titre de ce montant éteint 20 d'autant la solidarité;

(b) a payment by the transferee corporation on account of its liability discharges the transferor corporation's liability only to the extent that the payment operates to reduce the transferee corporation's liability under this Act to an amount less than the amount in respect of which the transferor corporation was, by paragraph (1)(e), made jointly and severally liable.

30

b) tout paiement fait par la corporation cessionnaire au titre de ce montant n'éteint l'obligation de la corporation cédante que dans la mesure où le paiement sert à réduire le montant payable par la corporation cessionnaire en vertu de la présente loi à un montant inférieur à celui dont la corporation cédante est débitrice solidaire en application de 30 l'alinéa (1)c).

Information return

191.4 (1) Every corporation that is or would, but for section 191.3, be liable to pay tax under this Part for a taxation year shall, not later than the day on or before which it is required by section 150 to file its return of income for the year under Part I, file with the Minister a return for the year under this Part in prescribed form containing an estimate of the tax payable by it under this Part for the year.

40

191.4 (1) Toute corporation qui est redevable d'un impôt en application de la présente partie pour une année d'imposition ou le serait sans l'article 191.3 doit, au plus tard à la date où elle est tenue par l'article 150 de produire sa déclaration de revenu en vertu de la partie I pour l'année, produire au ministre une déclaration concernant la présente partie, sur formulaire 40 prescrit, contenant une estimation de l'impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année.

Déclaration

Provisions applicable to Part

(2) Sections 152, 158 and 159, subsections 161(1), (2) and (11), sections 162 to

(2) Les articles 152, 158 et 159, les paragraphes 161(1), (2) et (11), les arti- 45

Dispositions applicables

167 and Division J of Part I are applicable to this Part with such modifications as the circumstances require.”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years except that in the application of subsection 191.1(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), to shares issued before December 16, 1987 (other than shares deemed by the said Act, as amended by this Act, to have been issued after December 15, 1987) the references therein to “short-term preferred shares” shall be read as references to “short-term preferred shares issued after December 15, 1987”.

(3) Where a dividend is paid at any time after December 15, 1987 and before 1988 on a share, and it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances including the amount of any dividends that may be paid or declared on the share after 1987, that the dividend was paid at that time to avoid or limit the application of Part VI.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), the dividend shall be deemed for the purposes of that Part to have been paid on January 1, 1988.

(4) Where a prescribed form referred to in subsection 191.2(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is filed on or before the day that is 6 months after the day on which this Act is assented to, it shall be deemed to have been filed on the day on or before which it is required by the said subsection 191.2(1) to be filed.

161. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 209 thereof, the following Parts:

“PART XII.2

TAX ON DESIGNATED INCOME OF CERTAIN TRUSTS

210. In this Part, a “designated beneficiary” under a trust at any time means a beneficiary under the trust that was, at that time,

cles 162 à 167 ainsi que la section J de la partie I s’appliquent à la présente partie, avec les adaptations nécessaires.»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux 5 années d’imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l’application du paragraphe 191.1(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux actions émises avant le 16 décembre 1987 — à l’exclusion des actions réputées par la même loi, modifiée par la présente loi, émises après le 15 décembre 1987 —, les mots «actions privilégiées à court terme» sont remplacés par les mots «actions privilégiées à court terme émises après le 15 décembre 1987».

(3) Le dividende qui est versé sur une action à un moment donné après le 15 décembre 1987 et avant 1988 et que, compte tenu de toutes les circonstances, notamment le montant des dividendes qui peuvent être déclarés ou versés sur l’action après 1987, il est raisonnable de considérer comme versé à ce moment donné en vue de se soustraire à l’application de la partie VI.1 de la même loi, édictée par le paragraphe (1), ou en vue d’en restreindre l’application est réputé, pour l’application de cette partie, versé le 1^{er} janvier 1988.

(4) Le formulaire prescrit mentionné au paragraphe 191.2(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), qui est produit au plus tard le jour qui tombe 6 mois après la date de sanction de la présente loi est réputé avoir été produit le jour où il doit au plus tard être produit selon ce paragraphe.

161. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l’article 209, de ce qui suit :

«PARTIE XII.2

IMPÔT SUR LE REVENU DISTRIBUÉ DE CERTAINES FIDUCIES

210. Pour l’application de la présente partie, un bénéficiaire étranger ou assimilé est un bénéficiaire d’une fiducie qui est, au moment considéré :

Signification de «bénéficiaire étranger ou assimilé»

Designated beneficiary

Clause 161: (1) New.

Article 161, (1). — Nouveau.

161. The Part does not apply in a trust that was brought into existence on or after the day that time a master trust was created by a person described in paragraph (a) or (b) of section 149(1) of the Act or in a trust that was brought into existence on or after the day that time a master trust was created by a person described in paragraph (a) or (b) of section 149(1) of the Act.

(a) a trust created by a person described in paragraph (a) or (b) of section 149(1) of the Act or in a trust that was brought into existence on or after the day that time a master trust was created by a person described in paragraph (a) or (b) of section 149(1) of the Act;

(b) a trust created by a person described in paragraph (a) or (b) of section 149(1) of the Act or in a trust that was brought into existence on or after the day that time a master trust was created by a person described in paragraph (a) or (b) of section 149(1) of the Act.

161. La partie ne s'applique pas dans un régime de fiducie qui a été institué le jour ou après le jour où un régime de fiducie maître a été institué par une personne décrite au paragraphe (a) ou (b) de l'article 149(1) de la Loi ou dans un régime de fiducie qui a été institué le jour ou après le jour où un régime de fiducie maître a été institué par une personne décrite au paragraphe (a) ou (b) de l'article 149(1) de la Loi.

(a) un régime de fiducie institué par une personne décrite au paragraphe (a) ou (b) de l'article 149(1) de la Loi ou dans un régime de fiducie qui a été institué le jour ou après le jour où un régime de fiducie maître a été institué par une personne décrite au paragraphe (a) ou (b) de l'article 149(1) de la Loi;

(b) un régime de fiducie institué par une personne décrite au paragraphe (a) ou (b) de l'article 149(1) de la Loi ou dans un régime de fiducie qui a été institué le jour ou après le jour où un régime de fiducie maître a été institué par une personne décrite au paragraphe (a) ou (b) de l'article 149(1) de la Loi.

161. La présente partie ne s'applique pas dans un régime de fiducie qui a été institué le jour ou après le jour où un régime de fiducie maître a été institué par une personne décrite au paragraphe (a) ou (b) de l'article 149(1) de la Loi ou dans un régime de fiducie qui a été institué le jour ou après le jour où un régime de fiducie maître a été institué par une personne décrite au paragraphe (a) ou (b) de l'article 149(1) de la Loi.

- (a) a non-resident person,
- (b) a non-resident-owned investment corporation,
- (c) a person exempt from tax under Part I by reason of subsection 149(1), where such person acquired an interest in the trust after October 1, 1987 directly or indirectly from a beneficiary under the trust except
- (i) where the interest was owned continuously since October 1, 1987 or the date on which the interest was created, whichever is later, by persons exempt from tax under Part I by reason of subsection 149(1), or
- (ii) where such person was a trust governed by
- (A) a registered retirement savings plan, or
- (B) a registered retirement income fund,
- and acquired the interest, directly or indirectly, from an individual or the spouse or former spouse of the individual who was, immediately after the interest was acquired, a beneficiary under the trust governed by the fund or plan,
- (d) a trust resident in Canada (other than a testamentary trust or a trust exempt from tax under Part I by reason of subsection 149(1)), if
- (i) a person described in paragraph (a), (b) or (c),
- (ii) a partnership described in paragraph (e) or
- (iii) a trust (other than a trust resident in Canada that is a testamentary trust)
- is, at that time, a beneficiary thereunder, or
- (e) a partnership, if a person described in paragraph (a), (b) or (d), a partnership or a person exempt from tax under Part I by reason of subsection 149(1) is, at that time, a member thereof.

210.1 This Part does not apply in a taxation year to a trust that was throughout the year

- (a) a testamentary trust;

- a) soit une personne non résidente;
- b) soit une corporation de placement appartenant à des non-résidents;
- c) soit une personne qui, par application du paragraphe 149(1), est exonérée de l'impôt prévu à la partie I, dans le cas où cette personne a acquis après le 1^{er} octobre 1987 une participation dans la fiducie directement ou indirectement d'un bénéficiaire de la fiducie, sauf :
- (i) si la participation a été sans interruption, depuis le dernier en date du 1^{er} octobre 1987 ou du jour où elle a été émise, la propriété de personnes exonérées de l'impôt en vertu de la partie I à cause du paragraphe 149(1), ou
- (ii) si cette personne était une fiducie prévue par un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite et a acquis, directement ou indirectement, la participation d'un particulier, ou du conjoint ou ancien conjoint de celui-ci, qui était, juste après l'acquisition, bénéficiaire de la fiducie;
- d) soit une fiducie résidant au Canada — à l'exclusion d'une fiducie testamentaire et d'une fiducie exonérée, par application du paragraphe 149(1), de l'impôt prévu à la partie I — dont est bénéficiaire au moment considéré :
- (i) une personne visée à l'alinéa a), b) ou c),
- (ii) une société visée à l'alinéa e), ou
- (iii) une fiducie — à l'exclusion d'une fiducie testamentaire qui réside au Canada;
- e) soit une société, si une personne visée à l'alinéa a), b) ou d), une société ou une personne exonérée, par application du paragraphe 149(1), de l'impôt prévu à la partie I en est membre au moment considéré.

210.1 La présente partie ne s'applique pas aux fiducies qui sont tout au long d'une année d'imposition :

- a) des fiducies testamentaires;

Tax on income
of trust

- (b) a mutual fund trust;
- (c) a trust that was exempt from tax under Part I by reason of subsection 149(1);
- (d) a trust described in subparagraph 108(1)(j)(ii) or (iv); or
- (e) a non-resident trust.

210.2 (1) Subject to section 210.3, where an amount in respect of the income of a trust for a taxation year is or would, if 10 all beneficiaries under the trust were persons resident in Canada to whom Part I was applicable, be included in computing the income under Part I of a person by reason of subsection 104(13) or 105(2), 15 the trust shall pay a tax under this Part in respect of the year equal to 36% of the least of

- (a) the designated income of the trust for the year; 20
- (b) the amount that, but for subsections 104(6) and (30), would be the income of the trust for the year; and
- (c) 100/64 of the amount deducted under paragraph 104(6)(b) in computing the trust's income under Part I for the year. 25

Designated
Income

(2) For the purposes of subsection (1), the designated income of a trust for a taxation year means the amount that, but 30 for subsections 104(6), (12) and (30), would be the income of the trust for the year determined under section 3 if

- (a) it had no income other than taxable capital gains from dispositions described 35 in paragraph (b) and incomes from
 - (i) real properties in Canada (other than Canadian resource properties),
 - (ii) timber resource properties,
 - (iii) Canadian resource properties 40 (other than properties acquired by the trust before 1972), and
 - (iv) businesses carried on in Canada;
- (b) the only taxable capital gains and allowable capital losses referred to in 45 paragraph 3(b) were from dispositions of property that would have been tax-

- b) des fiducies de fonds mutuels;
- c) des fiducies exonérées, par application du paragraphe 149(1), de l'impôt prévu à la partie I;
- d) des fiducies visées aux sous-alinéas 5 108(1)(j)(ii) ou (iv);
- e) des fiducies non résidentes.

210.2 (1) Sous réserve de l'article 210.3, dans le cas où un montant au titre du revenu d'une fiducie pour une année 10 d'imposition est inclus en application du paragraphe 104(13) ou 105(2) dans le calcul du revenu d'une personne en vertu de la partie I ou serait ainsi inclus si tous les bénéficiaires de la fiducie résidaient au 15 Canada et étaient des personnes auxquelles la partie I s'appliquait, la fiducie est redevable en application de la présente partie d'un impôt pour l'année égal à 36 % du moins élevé : 20

- a) du revenu de distribution de la fiducie pour l'année;
- b) du revenu de la fiducie pour l'année calculé sans tenir compte des paragraphes 104(6) et (30); 25
- c) de 100/64 du montant déduit en application de l'alinéa 104(6)b) dans le calcul du revenu de la fiducie en vertu de la partie I pour l'année.

Impôt payable
par les fiducies

(2) Pour l'application du para- 30 gre (1), le revenu de distribution d'une fiducie pour une année d'imposition est le revenu de la fiducie pour l'année calculé sans tenir compte des paragraphes 104(6), (12) et (30) et en considérant dans l'appli- 35 cation de l'article 3 que la fiducie :

- a) n'a pas d'autre revenu que, d'une part, des gains en capital imposables provenant de la disposition de biens visés à l'alinéa b) et, d'autre part, des revenus 40 tirés de biens immeubles situés au Canada — autres que des avoirs miniers canadiens —, d'avoirs forestiers, d'avoirs miniers canadiens — à l'exception de ceux que la fiducie a acquis avant 1972 45 — et d'entreprises exploitées au Canada;
- b) n'a comme gains en capital imposables et pertes en capital déductibles visés

Revenu de
distribution

1. The first part of the document is a list of items, numbered 1 through 5. Each item is followed by a description in a foreign language.

$$V = \frac{C}{R}$$

2. The second part of the document is a list of items, numbered 1 through 5. Each item is followed by a description in a foreign language.

3. The third part of the document is a list of items, numbered 1 through 5. Each item is followed by a description in a foreign language.

4. The fourth part of the document is a list of items, numbered 1 through 5. Each item is followed by a description in a foreign language.

5. The fifth part of the document is a list of items, numbered 1 through 5. Each item is followed by a description in a foreign language.

6. The sixth part of the document is a list of items, numbered 1 through 5. Each item is followed by a description in a foreign language.

$$V = \frac{C}{R}$$

7. The seventh part of the document is a list of items, numbered 1 through 5. Each item is followed by a description in a foreign language.

8. The eighth part of the document is a list of items, numbered 1 through 5. Each item is followed by a description in a foreign language.

9. The ninth part of the document is a list of items, numbered 1 through 5. Each item is followed by a description in a foreign language.

10. A small note or reference at the bottom left of the page.

11. A small note or reference at the bottom right of the page.

able Canadian property if, at no time in the year, the trust had been resident in Canada; and

(c) the only losses referred to in paragraph 3(d) were losses from sources described in subparagraphs (a)(i) to (iv).

(3) Where an amount (in this subsection and subsection 210.3(2) referred to as the "income amount") in respect of the income of a trust for a taxation year is, by reason of subsection 104(13) or 105(2), included in computing

(a) the income under Part I of a person who was not at any time in the year a designated beneficiary under the trust, or

(b) the income of a non-resident person (other than a person who, at any time in the year, would be a designated beneficiary under the trust if section 210 were read without reference to paragraph (a) thereof) that is subject to tax under Part I by reason of subsection 2(3) and is not exempt from tax under Part I by reason of a provision contained in a tax convention or agreement with another country that has the force of law in Canada,

an amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C}$$

where

A is the tax paid under this Part by the trust for the year,

B is the income amount in respect of the person, and

C is the aggregate of all amounts each of which is an amount that is or would be, if all beneficiaries under the trust were

à l'alinéa 3b) que ceux qui proviennent de la disposition de biens qui seraient des biens canadiens imposables si la fiducie n'avait à aucun moment de l'année résidé au Canada; et

c) n'a comme pertes visées à l'alinéa 3d) que celles qui proviennent de biens immeubles situés au Canada — autres que des avoirs miniers canadiens —, d'avoirs forestiers, d'avoirs miniers canadiens — à l'exception de ceux que la fiducie a acquis avant 1972 — et d'entreprises exploitées au Canada.

(3) Dans le cas où une partie du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition est incluse, en application du paragraphe 104(13) ou 105(2), dans le calcul du revenu en vertu de la partie I d'une personne qui n'a été bénéficiaire étranger ou assimilé de la fiducie à aucun moment de l'année ou dans la partie du revenu d'une personne non résidente qui est soumise, par application du paragraphe 2(3), à l'impôt payable en vertu de la partie I et n'est pas exemptée par accord ou entente ayant force de loi au Canada entre le gouvernement du Canada et le gouvernement d'un autre pays — sauf s'il s'agit d'une personne qui, à un moment de l'année, serait un bénéficiaire étranger ou assimilé de la fiducie en faisant abstraction de l'alinéa 210a) —, le montant, calculé selon la formule suivante, attribué à la personne par la fiducie dans sa déclaration pour l'année en vertu de la présente partie est réputé payé le 90^e jour suivant la fin de l'année d'imposition de la fiducie au titre de l'impôt payable en vertu de la partie I par cette personne pour l'année d'imposition de celle-ci au cours de laquelle l'année d'imposition de la fiducie se termine :

$$A \times \frac{B}{C}$$

où
A représente l'impôt payé par la fiducie pour l'année en vertu de la présente partie,

Tax deemed paid by beneficiary

Crédit d'impôt remboursable aux bénéficiaires résidant au Canada

B le payer de l'impôt de la période pour l'année fiscale terminée au 31 mars 1971.

C le total des montants des dividendes reçus au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971.

(4) Si un contribuable a un revenu d'une société à laquelle il a participé pendant un montant en application de la section 129(2) pour une année déterminée, il est considéré comme ayant un revenu de cette société pour l'année fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971.

b) d'autre part, le montant de l'impôt à payer est déterminé en vertu de la formule suivante:

$$A \times \frac{B}{C}$$

A représente le montant versé au contribuable à la fin de l'année fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971.

B le montant payé au contribuable à la fin de l'année fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971.

C le revenu de distribution que le contribuable a reçu de la société au cours de l'année fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971.

personnel mentionné à l'article 104(1) de la Loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971.

2) Le montant de l'impôt à payer est déterminé en vertu de la formule suivante:

$$A \times \frac{B}{C}$$

A le montant versé au contribuable à la fin de l'année fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971.

B le montant payé au contribuable à la fin de l'année fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971.

C le revenu de distribution que le contribuable a reçu de la société au cours de l'année fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971, en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu de la période fiscale terminée au 31 mars 1971.

17-10-33 Exam 1

106

persons resident in Canada to whom Part I was applicable, included in computing the income under Part I of a beneficiary under the trust by reason of subsection 104(13) or 105(2) in respect of the year,

shall, if designated by the trust in respect of the person in its return for the year under this Part, be deemed to be an amount paid on account of the person's tax payable under Part I for his taxation year in which the taxation year of the trust ends, on the day that is 90 days after the end of the taxation year of the trust.

Designations in respect of partnerships

(4) Where a taxpayer is a member of a partnership in respect of which an amount is designated by a trust for a taxation year of the trust (in this subsection referred to as the "particular year") under subsection (3),

(a) no amount shall be deemed to be paid on account of the partnership's tax payable under Part I by reason of subsection (3) except in the application of subsection (3) for the purposes of subsection 104(31), and

(b) an amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C}$$

where

A is the amount so designated,

B is the amount that may reasonably be regarded as the share of the taxpayer in the designated income of the trust received by the partnership in the fiscal period of the partnership in which the particular year ends (such as the "partnership's period"), and

C is the designated income received by the partnership from the trust in the partnership's period,

shall be deemed to be an amount paid on account of the taxpayer's tax payable

B la partie du revenu de la fiducie pour l'année ainsi incluse concernant cette personne,

C le total des montants dont chacun représente, ou représenterait si tous les bénéficiaires de la fiducie résidaient au Canada et étaient des personnes auxquelles la partie I s'appliquait, un montant inclus en application du paragraphe 104(13) ou 105(2) dans le calcul du revenu en vertu de la partie I d'un bénéficiaire de la fiducie.

(4) Si un contribuable est un associé d'une société à laquelle une fiducie attribue un montant en application du paragraphe (3) pour une année d'imposition de celle-ci :

Crédit d'impôt remboursable aux associés

a) d'une part, aucun montant n'est réputé payé en application du paragraphe (3) au titre de l'impôt payable par la société en vertu de la partie I, sauf si le paragraphe (3) s'applique au paragraphe 104(31);

b) d'autre part, le montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

où

A représente le montant ainsi attribué,

B le montant qu'il est raisonnable de considérer comme la part du contribuable sur le revenu de distribution de la fiducie, que la société a reçue au cours de son exercice financier — appelé «exercice donné» au présent paragraphe — pendant lequel l'année de la fiducie se termine,

C le revenu de distribution que la société a reçu de la fiducie au cours de son exercice donné,

est réputé payé le dernier jour de l'année d'imposition du contribuable au cours de laquelle l'exercice donné de la société se termine, au titre de l'impôt payable par

Returns	<p>under Part I for his taxation year in which the partnership's period ends, on the last day of that year.</p> <p>(5) A trust shall, within 90 days after the end of each taxation year, 5</p> <p>(a) file with the Minister a return for the year under this Part in prescribed form and containing prescribed information, without notice or demand therefor;</p> <p>(b) estimate in the return the amount of 10 tax, if any, payable by him under this Part for the year; and</p> <p>(c) pay to the Receiver General the tax, if any, payable by him under this Part for the year. 15</p>	<p>le contribuable en vertu de la partie I pour cette année.</p> <p>(5) Toute fiducie doit, dans les 90 jours suivant la fin de chaque année d'imposition, à la fois : 5</p> <p>a) produire au ministre, sans avis ni mise en demeure de celui-ci, une déclaration pour l'année en vertu de la présente partie, sur un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits; 10</p> <p>b) estimer dans cette déclaration l'impôt éventuel dont elle est redevable en vertu de la présente partie pour l'année;</p> <p>c) verser cet impôt éventuel au receveur général. 15</p>	Déclaration et paiement
Liability of trustee	<p>(6) A trustee of a trust is personally liable to pay to the Receiver General on behalf of the trust the full amount of any tax payable by the trust under this Part to the extent such amount is not paid to the 20 Receiver General within the time specified in subsection (5), and the trustee is entitled to recover from the trust any such amount paid by him.</p>	<p>(6) Dans le cas où un montant d'impôt dont une fiducie est redevable en application de la présente partie n'est pas versé au receveur général dans le délai précisé au paragraphe (5), les fiduciaires sont personnellement tenus de verser ce montant au receveur général au nom de la fiducie et sont en droit de recouvrer de la fiducie le montant qu'ils ont ainsi versé. 20</p>	Responsabilité personnelle des fiduciaires
Provisions applicable to Part	<p>(7) Subsections 150(2) and (3), sections 25 152 and 158, subsections 161(1) and (11), sections 162 to 167 and Division J of Part I are applicable to this Part with such modifications as the circumstances require. 30</p>	<p>(7) Les paragraphes 150(2) et (3), les 25 articles 152 et 158, les paragraphes 161(1) et (11), les articles 162 à 167, ainsi que la section J de la partie I, s'appliquent à la présente partie, avec les adaptations nécessaires. 30</p>	Autres dispositions applicables
Where no designated beneficiaries	<p>210.3 (1) No tax is payable under this Part by a trust for a taxation year in respect of which the trustee has certified in the trust's return under this Part for the year that no beneficiary under the trust 35 was a designated beneficiary in the year.</p>	<p>210.3 (1) Sur attestation des fiduciaires dans la déclaration de la fiducie en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, la fiducie n'est redevable d'aucun impôt en vertu de la présente partie pour 35 l'année si aucun bénéficiaire de la fiducie en est bénéficiaire étranger ou assimilé au cours de l'année.</p>	Exemption sur attestation
	<p>(2) Where a trust would, if the trust paid tax under this Part for a taxation year, be entitled to designate an amount under subsection 210.2(3) in respect of a 40 non-resident beneficiary and the income amount in respect of the beneficiary is included in computing the income of the beneficiary which is subject to tax under Part I by reason of subsection 2(3) and is 45 not exempt from tax under Part I by</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), dans le cas où la fiducie, si elle 40 payait de l'impôt en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, aurait droit d'attribuer un montant en application du paragraphe 210.2(3) à un bénéficiaire non résidant et où une partie du 45 revenu de la fiducie est incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire qui est soumis, par application du paragraphe</p>	Restriction

reason of a provision contained in a tax convention or agreement with another country that has the force of law in Canada, for the purposes of subsection (1), the beneficiary shall be deemed not to be a designated beneficiary of the trust at any time in the year.

2(3), à l'impôt payable en vertu de la partie I et n'en est pas exempté par accord ou entente ayant force de loi au Canada entre le gouvernement du Canada et le gouvernement d'un autre pays, le bénéficiaire est réputé n'être à aucun moment de l'année un bénéficiaire étranger ou assimilé de la fiducie.

PART XII.3

PARTIE XII.3

TAX ON INVESTMENT INCOME OF LIFE INSURERS

IMPÔT SUR LE REVENU DE PLACEMENT DES ASSUREURS SUR LA VIE

Definitions

“Canada security”, etc. «*avance sur police*»

“life insurance policy”, etc. «*police d'assurance-vie*»

“property used in the year in, or held in the year in the course of” «*bien utilisé ou détenu dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada*»

“registered life insurance policy” «*police d'assurance-vie agréée*»

211. For the purposes of this Part, “Canada security,” “gross investment revenue”, “non-segregated property”, “policy loan” and “segregated fund” have the meanings assigned by subsection 138(12);

“life insurance policy” and “life insurance policy in Canada” do not include any part of the policy in respect of which the policyholder is deemed by paragraph 138.1(1)(e) to have an interest in a related segregated fund trust;

“property used in the year in, or held in the year in the course of” carrying on a life insurance business in Canada, in the case of an insurer (other than a resident of Canada that does not carry on a life insurance business) that carried on an insurance business in Canada and in a country other than Canada, has the meaning assigned by subsection 138(12);

“registered life insurance policy” means a life insurance policy (other than an annuity contract) issued or effected as a registered retirement savings plan or pursuant to such a plan, a deferred profit sharing plan or a registered pension fund or plan.

Définitions

«*avance sur police*» “*policy loan*”

«*biens non réservés*» “*non-segregated property*”

«*bien utilisé ou détenu dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada*» “*property used in the year in, or held in the year in the course of*”

«*fonds réservé*» “*segregated fund*”

«*police d'assurance-vie*» et «*police d'assurance-vie au Canada*» “*life insurance policy*” and “*life insurance policy in Canada*”

«*police d'assurance-vie agréée*» “*registered life insurance policy*”

211. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«*avance sur police*» S'entend d'un «*prêt sur police*» au sens du paragraphe 138(12).

«*biens non réservés*» S'entend au sens du paragraphe 138(12).

«*bien utilisé ou détenu dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada*» Bien visé par règlement pris en application de l'alinéa 138(12)l) dans le cas de l'assureur visé à cet alinéa.

«*fonds réservé*» S'entend au sens du paragraphe 138(12).

«*police d'assurance-vie*» et «*police d'assurance-vie au Canada*» En est exclue la partie de ces polices dans le cadre de laquelle le titulaire est réputé par l'alinéa 138.1(1)e) avoir une participation dans une fiducie créée à l'égard d'un fonds réservé.

«*police d'assurance-vie agréée*» Police d'assurance-vie — à l'exception d'un contrat de rente — établie à titre de régime enregistré d'épargne-retraite ou conformément à un régime enregistré d'épargne-retraite, à un régime de participation différée aux bénéfices ou à une

Tax payable

211.1 (1) Every life insurer shall pay a tax under this Part for each taxation year equal to 15% of its taxable Canadian life investment income for the year.

Taxable Canadian life investment income

(2) For the purposes of this Part, the taxable Canadian life investment income of a life insurer for a taxation year is the amount, if any, by which its Canadian life investment income for the year exceeds the aggregate of its Canadian life investment losses for such of the 7 taxation years immediately preceding the year that commence after June 17, 1987 and end after 1987, to the extent that such losses have not been deducted in computing its taxable Canadian life investment income for any preceding taxation year.

Canadian life investment income

(3) For the purposes of this Part, the Canadian life investment income or loss, as the case may be, of a life insurer for a taxation year is the positive or negative amount, respectively, determined by the formula

$$A - B - C - D + E - F - G$$

where

A is the positive or negative amount, as the case may be, determined by aggregating the following amounts in respect of the insurer for the year:

(a) the aggregate of all amounts included under subsection 138(9) in computing the insurer's income for the year

caisse ou un fonds enregistré de pensions.

«revenus bruts de placements» S'entend au sens du paragraphe 138(12).

«revenus bruts de placements» "gross investment revenue"

«titre du Canada» S'entend au sens du paragraphe 138(12).

«titre du Canada» "Canada security"

Impôt payable

211.1 (1) Tout assureur sur la vie est redevable pour chaque année d'imposition d'un impôt, au taux de 15 %, sur son revenu imposable de placements en assurance-vie au Canada pour l'année.

Revenu imposable de placements en assurance-vie au Canada

(2) Pour l'application de la présente partie, le revenu imposable de placements en assurance-vie au Canada d'un assureur sur la vie pour une année d'imposition est l'excédent éventuel de son revenu de placements en assurance-vie au Canada pour l'année sur le total de ses pertes de placements en assurance-vie au Canada pour celles des sept années d'imposition précédentes qui commencent après le 17 juin 1987 et se terminent après 1987, dans la mesure où ces pertes n'ont pas déjà été déduites dans le calcul du revenu imposable de placements en assurance-vie au Canada de l'assureur pour une année d'imposition antérieure.

Revenu de placements en assurance-vie au Canada

(3) Pour l'application de la présente partie, le revenu de placements en assurance-vie au Canada et la perte de placements en assurance-vie au Canada d'un assureur sur la vie pour une année d'imposition sont respectivement le montant positif et le montant négatif obtenus par la formule suivante :

$$A - B - C - D + E - F - G$$

où

A représente la différence, positive ou négative, selon le cas, entre, d'une part, le total des montants visés aux alinéas a) à g), applicables à l'assureur pour l'année :

a) le total des montants inclus en application du paragraphe 138(9)

from carrying on a life insurance business in Canada,

(b) where subsection 138(9) does not apply to the insurer, its gross investment revenue for the year from such of its non-segregated property as was property used in the year in, or held in the year in the course of, carrying on a life insurance business in Canada,

(c) the amount included under paragraph 138(4)(b) in computing the insurer's income for the year,

(d) the amount included under paragraph 138(4)(c) in computing the insurer's income for the year,

(e) the aggregate of all amounts that accrued to, or became receivable or were received by, the insurer in the year as, on account of or in lieu of payment of, interest in respect of policy loans made under the terms of its life insurance policies in Canada, to the extent not included in computing its Canadian life investment income for a preceding taxation year,

(f) the aggregate of all gains made by the insurer in the year from dispositions of such of its non-segregated property (other than property that is a Canada security or capital property) as was property used in the year in, or held in the year in the course of, carrying on a life insurance business in Canada, and

(g) the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all taxable capital gains of the insurer for the year from dispositions of such of its non-segregated property as was property used in the year in, or held in the year in the course of, carrying on a life insurance business in Canada

exceeds

(ii) the aggregate of all allowable capital losses of the insurer for the year and all preceding taxation years commencing after June 17, 1987 and ending after 1987 from dispositions of such of its non-segregated property as was property used in the year in, or held in the year in the course of,

dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année provenant de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada,

b) si le paragraphe 138(9) ne s'applique pas à l'assureur, les revenus bruts de placements de celui-ci pour l'année provenant de ceux de ses biens non réservés qui sont des biens utilisés ou détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada,

c) le montant inclus en application de l'alinéa 138(4)b) dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année,

d) le montant inclus en application de l'alinéa 138(4)c) dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année,

e) le total des intérêts, et montants au titre d'intérêts, accumulés en faveur de l'assureur, ou reçus ou devenus à recevoir par l'assureur, dans l'année, sur les avances sur police consenties conformément aux modalités des polices d'assurance-vie au Canada de l'assureur, dans la mesure où ils ne sont pas inclus dans le calcul de son revenu de placements en assurance-vie au Canada pour une année d'imposition antérieure,

f) le total des gains que l'assureur réalise au cours de l'année à la disposition de ceux de ses biens non réservés — à l'exception des biens qui sont des titres du Canada ou des biens en immobilisation — qui sont des biens utilisés ou détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada,

g) l'excédent éventuel :

(i) du total des gains en capital imposables de l'assureur pour l'année provenant de la disposition de ceux de ses biens non réservés qui sont des biens utilisés ou détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada,

(ii) sur le total de ses pertes en capital déductibles pour l'année et pour les années d'imposition antérieures qui commencent après le 17

carrying on a life insurance business in Canada to the extent that such losses have not reduced an amount determined under this paragraph in determining the Canadian life investment income for a preceding taxation year, 5

and deducting from such aggregate the total of the following amounts in respect of the insurer for the year: 10

(h) the amount deductible under paragraph 138(3)(b) in computing the insurer's income for the year, 10

(i) the amount deductible under paragraph 138(3)(d) in computing the insurer's income for the year, 15

(j) the aggregate of all losses sustained by the insurer in the year from dispositions of such of its non-segregated property (other than property that is a Canada security or capital property) as was property used in the year in, or held in the year in the course of, carrying on a life insurance business in Canada, 20

(k) the aggregate of all expenses deducted in computing the insurer's income under Part I for the year to the extent that such expenses were incurred for the purposes of managing its non-segregated property and may reasonably be regarded as having been incurred for the purposes of earning any amount included under paragraphs (a) to (f) for the year, 30

(l) the aggregate of all amounts that became payable by the insurer in respect of the year as, on account of or in lieu of payment of, interest on amounts on deposit with the insurer in accordance with the terms of its life insurance policies in Canada, and 40

(m) the aggregate of amounts (other than amounts included under paragraph (k) or (l)) deducted in computing the insurer's income for the year under paragraphs 20(1)(a), (c) (d) and (p), to the extent that each such amount may reasonably be regarded as relating to any amount included under paragraphs (a) to (f) for the year; 50

juin 1987 et se terminent après 1987, provenant de la disposition de ceux de ses biens non réservés qui sont des biens utilisés ou détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada, dans la mesure où ces pertes ne sont pas appliquées en réduction d'un montant déterminé selon le présent alinéa dans le calcul de son revenu de placements en assurance-vie au Canada pour une année d'imposition antérieure, 5 10

et, d'autre part, le total des montants visés aux alinéas h) à m), applicables à l'assureur pour l'année : 15

h) le montant déductible en application de l'alinéa 138(3)b) dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année, 20

i) le montant déductible en application de l'alinéa 138(3)d) dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année,

j) le total des pertes que l'assureur subit au cours de l'année à la disposition de ceux de ses biens non réservés — à l'exception des biens qui sont des titres du Canada ou des biens en immobilisation — qui sont des biens utilisés ou détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada, 30

k) le total des dépenses déduites dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année en vertu de la partie I, dans la mesure où ces dépenses sont engagées afin de gérer ses biens non réservés et où il est raisonnable de les considérer comme engagées en vue de gagner les montants inclus en application des alinéas a) à f) pour l'année, 40

l) le total des intérêts, ou montants au titre d'intérêts, devenus payables par l'assureur pour l'année sur les dépôts qui lui sont confiés conformément aux modalités des polices d'assurance-vie au Canada de l'assureur, 45

m) le total des montants — à l'exception des montants inclus en application des alinéas k) et l) — déduits en 50

B is the aggregate of all amounts deducted in computing the insurer's income for the year under Part I from carrying on a life insurance business in Canada (net of expense allowances under reinsurance arrangements included in computing such income) except to the extent that any such amount

(a) is included in an amount determined in respect of the insurer for the 10 year under any of paragraphs (j) to (m) of the description of A under this subsection,

(b) was paid or payable by the insurer in respect of benefits payable under a 15 life insurance policy,

(c) is deductible under paragraph 20(1)(l) or (l.1) or subsection 20(26) or 138(3) in computing its income from carrying on a life insurance business in 20 Canada, or

(d) may reasonably be considered to relate to segregated funds of the insurer;

C is the positive or negative amount, as the case may be, that would be determined to be the insurer's income or loss, respectively, for the year under Part I from carrying on a life insurance business in Canada, if

(a) no amount were included in such 30 determination in respect of segregated funds of the insurer,

(b) no amount were included in such determination under paragraph 12(1)(d) or (d.1), section 12.3, paragraph or 20(1)(l) or (l.1) or subsection 20(26), or under paragraph 138(4)(a) in respect of the amount deducted under paragraph 138(3)(c) in computing its income for the immediately preceding 40 taxation year,

(c) the amount, if any, determined under paragraph (g) of the description of A under this subsection in respect of the insurer for the year were included in 45 such determination, and

(d) the maximum amounts deductible under subparagraphs 138(3)(a)(i), (ii) and (iv) in computing the insurer's

application des alinéas 20(1)a), c), d) et p) dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année, dans la mesure où il est raisonnable de les considérer comme se rapportant, 5 chacun, à un montant inclus en application des alinéas a) à f) pour l'année;

B le total des montants déduits dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année, en vertu de la partie I, qui provient 10 de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada (après déduction des allocations pour frais prévues par des mécanismes de réassurance, qui sont incluses dans le calcul de ce 15 revenu), sauf dans la mesure où ces montants :

a) sont inclus dans un montant visé aux alinéas j) à m) de la description du montant représenté par A, 20

b) sont payés ou payables par l'assureur au titre de prestations payables dans le cadre de polices d'assurance-vie,

c) sont déductibles en application du 25 paragraphe 20(26) ou 138(3) ou de l'alinéa 20(1)l) ou l.1) dans le calcul du revenu de l'assureur qui provient de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada, ou 30

d) peuvent raisonnablement être considérés comme se rapportant aux fonds réservés de l'assureur;

C le revenu ou la perte, selon le cas, de l'assureur pour l'année, en vertu de la 35 partie I, qui proviendrait de l'exploitation d'entreprises d'assurance-vie au Canada si, à la fois :

a) aucun montant n'était inclus dans le calcul de ce revenu ou de cette 40 perte, selon le cas, au titre des fonds réservés de l'assureur,

b) aucun montant n'était inclus dans le calcul de ce revenu ou de cette perte, selon le cas, en application de 45 l'article 12.3, du paragraphe 20(26) ou de l'alinéa 12(1)d) ou d.1) ou 20(1)l) ou l.1), ni en application de l'alinéa 138(4)a) au titre du montant déduit en application de l'alinéa 50 138(3)c) dans le calcul du revenu de

income for the year were deducted in such determination and on the assumption that the maximum amounts so deductible in computing its income for the immediately preceding year had been deducted; 5

D is the positive or negative amount, as the case may be, attributable to registered life insurance policies, registered pension funds or plans, annuity contracts and prescribed arrangements, determined in accordance with prescribed rules, in respect of the insurer for the year; 10

E is the positive or negative amount, as the case may be, determined by aggregating the term insurance component and the amortization adjustment amount, determined in accordance with prescribed rules, in respect of the insurer for the year; 20

F is the amount of guaranteed interest, determined in accordance with prescribed rules, in respect of the insurer for the year; and 25

G is the prescribed portion of amounts that would, but for subsection 12(8), be included in computing the income of policyholders under section 12.2, paragraph 56(1)(j) or subparagraph 115(1)(a)(vi), for taxation years ending in the year, if all taxation years were calendar years, in respect of life insurance policies in Canada (other than annuity contracts and prescribed arrangements) of the insurer. 35

l'assureur pour l'année d'imposition précédente,

c) l'excédent éventuel visé à l'alinéa g) de la description du montant représenté par A quant à l'assureur pour l'année était inclus dans le calcul de ce revenu ou de cette perte, selon le cas, 5

d) les sommes maximales déductibles en application des sous-alinéas 138(3)a)(i), (ii) et (iv) dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année étaient déduites dans le calcul de ce revenu ou de cette perte, selon le cas, en supposant que les sommes maximales ainsi déductibles dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année d'imposition précédente ont été déduites; 15

D le montant prescrit positif ou négatif, selon le cas, qui est attribuable à des polices d'assurance-vie agréées, des caisses ou régimes enregistrés de pensions, des contrats de rente et des mécanismes visés par règlement, au titre de l'assureur pour l'année; 20

E le résultat positif ou négatif, selon le cas, du total des éléments liés à l'assurance temporaire et du montant du redressement pour amortissement, prescrits, quant à l'assureur pour l'année; 30

F les intérêts garantis, calculés selon les dispositions réglementaires, quant à l'assureur pour l'année;

G la partie prescrite des montants qui, sans le paragraphe 12(8), seraient inclus en application de l'article 12.2, de l'alinéa 56(1)(j) ou du sous-alinéa 115(1)(a)(vi) dans le calcul du revenu de titulaires de polices d'assurance-vie au Canada de l'assureur pour les années d'imposition se terminant dans l'année, si toutes les années d'imposition constituaient l'année civile — sauf s'il s'agit de contrats de rente ou de mécanismes visés par règlement. 45

211.2 Every life insurer shall file with the Minister, not later than the day on or before which it is required by section 150 to file its return of income for a taxation 40

211.2 Tout assureur sur la vie doit produire au ministre une déclaration sur son revenu imposable de placements en assurance-vie au Canada pour une année d'im- 50

Déclaration

...the ... of the ...

...the ... of the ...

...

...the ... of the ...

...

...the ... of the ...

...

...

...

...

...

...

year under Part I, a return of taxable Canadian life investment income for that year in prescribed form containing an estimate of the tax payable by it under this Part for the year.

Instalments

211.3 Every life insurer shall pay to the Receiver General on or before the last day of each three month period, if any, in a taxation year an instalment determined by the formula

$$\frac{A}{B} \times C$$

where

A is the number of months in the year within the three month period;

B is the number of months in the year; and

C is the lesser of

(a) the tax payable under this Part by the insurer for the year, and

(b) the tax payable under this Part by the insurer for the immediately preceding taxation year.

Payment of remainder of tax

211.4 Every life insurer shall pay, on or before the last day of the second month ending after the end of a taxation year, the remainder, if any, of the tax payable under this Part by the insurer for the year.

Interest

211.5 Where a life insurer has failed to pay all or any instalment of tax under this Part on or before the day on or before which the tax or instalment, as the case may be, was required to be paid, it shall pay to the Receiver General interest at the rate prescribed for the purposes of section 161 on the amount that it failed to pay computed from the day on or before which the amount was required to be paid to the day of payment.

Provisions applicable to Part

211.6 Sections 152, 158 and 159, subsection 161(1), sections 162 to 167 and Division J of Part I are applicable to this

position, sur le formulaire prescrit qui doit contenir une estimation de l'impôt dont l'assureur est redevable en vertu de la présente partie pour l'année, au plus tard le jour où l'article 150 prévoit qu'il doit, au plus tard, produire sa déclaration de revenu pour l'année en vertu de la partie I.

Acomptes provisionnels

211.3 Tout assureur sur la vie doit payer au receveur général, au plus tard le dernier jour de chaque période de trois mois, le cas échéant, d'une année d'imposition, un acompte provisionnel calculé selon la formule suivante :

$$\frac{A}{B} \times C$$

où

A représente le nombre de mois de l'année dans cette période de trois mois;

B le nombre de mois de l'année;

C le moins élevé de l'impôt dont l'assureur est redevable en vertu de la présente partie pour l'année ou de l'impôt dont il est redevable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition précédente.

Paiement du solde

211.4 Tout assureur sur la vie doit payer, au plus tard le dernier jour du deuxième mois se terminant après la fin d'une année d'imposition, le solde éventuel de l'impôt dont il est redevable pour l'année en vertu de la présente partie.

Intérêts

211.5 L'assureur sur la vie qui ne paie pas tout ou partie d'un acompte provisionnel ou d'un autre montant d'impôt en vertu de la présente partie au plus tard le jour où il en est tenu doit payer au receveur général, sur le montant impayé, des intérêts calculés au taux prescrit, en application de l'article 161, pour la période allant de la date où il était, au plus tard, tenu de payer ce montant jusqu'à la date du paiement.

Dispositions applicables

211.6 Les articles 152, 158 et 159, le paragraphe 161(1), les articles 162 à 167 et la section J de la partie I s'appliquent à

in paragraph 104(1) shall be deemed to be a resident of Canada for the purposes of this Act.

(2) For the purposes of paragraph 104(1), a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return.

(3) For the purposes of paragraph 104(1), a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return, and he or she is a resident of Canada for the purposes of this Act.

Part with the following amendments:

(5) Part XII of the Act shall be amended by inserting at the end of section 104 the following subsection and subsection:

(1) Part XII of the Act shall be amended by subsection (1) is amended to read as follows:

104(1) For the purposes of this Act, a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return, and he or she is a resident of Canada for the purposes of this Act.

enacted on April 1, 1987.

(2) Section 104(1) of the Act shall be amended by inserting at the end of the section the following subsection and subsection:

104(1) For the purposes of this Act, a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return, and he or she is a resident of Canada for the purposes of this Act.

104(1) For the purposes of this Act, a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return, and he or she is a resident of Canada for the purposes of this Act.

(4) Paragraph 104(1) of the Act shall be amended by inserting at the end of the paragraph the following subsection and subsection:

(1) For the purposes of this Act, a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return, and he or she is a resident of Canada for the purposes of this Act.

(7) Section 104(1) of the Act shall be amended by subsection (1) is amended to read as follows:

104(1) For the purposes of this Act, a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return, and he or she is a resident of Canada for the purposes of this Act.

104(1) For the purposes of this Act, a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return, and he or she is a resident of Canada for the purposes of this Act.

104(1) For the purposes of this Act, a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return, and he or she is a resident of Canada for the purposes of this Act.

(4) Paragraph 104(1) of the Act shall be amended by inserting at the end of the paragraph the following subsection and subsection:

(1) For the purposes of this Act, a person shall be deemed to be a resident of Canada if, at the end of the year, he or she has in Canada a permanent home to which he or she intends to return, and he or she is a resident of Canada for the purposes of this Act.

(7) Section 104(1) of the Act shall be amended by subsection (1) is amended to read as follows:

Part with such modifications as the circumstances require.”

(2) Part XII.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(3) Part XII.3 of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable with respect to taxation years commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

162. (1) All that portion of clause 212(1)(b)(ii)(C) of the said Act immediately following subclause (V) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“issued after April 15, 1966,”

(2) Subparagraph 212(1)(b)(vi) of the 15 said Act is repealed.

(3) All that portion of subparagraph 212(1)(b)(vii) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(vii) interest payable by a corporation resident in Canada to a person with whom that corporation is dealing at arm’s length on any obligation where the evidence of indebtedness 25 was issued by that corporation after June 23, 1975 if under the terms of the obligation or any agreement relating thereto the corporation may not under any circumstances be obliged to 30 pay more than 25% of”

(4) Paragraph 212(1)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) income of or from an estate or 35 trust to the extent that such amount would, if the non-resident person were a person resident in Canada to whom Part I was applicable, be included in computing the income of the non-resident 40 person by reason of subsection 104(13), except to the extent that such amount is deemed by subsection 104(21) to be a taxable capital gain of the non-resident person;” 45

la présente partie avec les adaptations nécessaires.»

(2) La partie XII.2 de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s’applique aux années 5 d’imposition 1988 et suivantes.

(3) La partie XII.3 de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s’applique aux années d’imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

162. (1) Le passage de la division 10 212(1)b(ii)(C) de la même loi qui suit la subdivision (V) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«émis après le 15 avril 1966,»

(2) Le sous-alinéa 212(1)b(vi) de la 15 même loi est abrogé.

(3) Le passage du sous-alinéa 212(1)b(vii) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce 20 qui suit :

«(vii) les intérêts payables sur un titre par une corporation résidant au Canada à une personne avec laquelle cette corporation n’a aucun lien de dépendance, lorsque le titre de 25 créance a été émis par cette corporation après le 23 juin 1975, si, selon les modalités du titre ou d’un accord s’y rapportant, la corporation ne peut, en aucun cas, être tenue de verser plus de 30 25 %,»

(4) L’alinéa 212(1)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) du revenu d’une fiducie ou d’une 35 succession ou en provenant, dans la mesure où cette somme serait incluse en application du paragraphe 104(13) dans le calcul du revenu de la personne non résidante si celle-ci était une personne résidant au Canada à laquelle la partie I 40 s’appliquait, mais sauf dans la mesure où cette somme est réputée par le paragraphe 104(21) être un gain en capital imposable de la personne non résidante;»

Revenu d’une succession ou d’une fiducie

Clause 162: (1) The relevant portion of clause 212(1)(b)(ii)(C) at present reads as follows:

“issued after April 15, 1966 and before 1989.”

(2) Subparagraph 212(1)(b)(vi) reads as follows:

“(vi) interest payable on bonds, debentures, notes, mortgages, hypothecs or similar obligations referred to in subclauses (ii)(C)(I) to (V) issued after 1988, the interest on which is payable to a person who is resident in a prescribed country,”

(3) The relevant portion of subparagraph 212(1)(b)(vii) at present reads as follows:

“(vii) interest payable by a corporation resident in Canada to a person with whom that corporation is dealing at arm’s length on any obligation where the evidence of indebtedness was issued by that corporation after June 23, 1975 and before 1989 if, under the terms of the obligation or any agreement relating thereto, the corporation may not, under any circumstances, be obliged to pay more than 25% of,”

(4) Paragraph 212(1)(c) at present reads as follows:

“(c) income of or from an estate or trust, except to the extent that such income is deemed by subsection 104(21) to be a taxable capital gain of a non-resident person from the disposition of capital property;”

Article 162, (1). — Suppression de «et avant 1989».

(2). — Texte du sous-alinéa 212(1)(b)(vi) :

«(vi) les intérêts payables sur les obligations, hypothèques, *mortgages* ou titres semblables mentionnés aux subdivisions (ii)(C)(I) à (V) et émis après 1988, dont les intérêts sont payables à une personne qui réside dans un pays prescrit,»

(3). — Suppression de «et avant 1989».

(4). — Texte actuel de l’alinéa 212(1)(c) :

«c) du revenu d’une succession ou d’une fiducie ou en provenant, sauf dans la mesure où ce revenu est réputé, aux termes du paragraphe 104(21), constituer un gain en capital imposable d’une personne non résidente tiré de la disposition d’un bien en immobilisation;»

(5) Paragraph 212(5)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) a film, video tape or other means of reproduction for use in connection with television (other than solely in connection with and as part of a news program produced in Canada),”

(6) Subsections 212(11.1) and (11.2) of the said Act are repealed.

(7) Subsection 212(12) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(12) Where by virtue of subsection 56(4) or (4.1) or sections 74 to 75 there is included in computing a taxpayer's income under Part I for a taxation year an amount paid or credited to a non-resident person in the year, no tax is payable under this section on that amount.”

(8) Subsections (1) to (3) are applicable with respect to amounts paid or credited after February 10, 1988.

(9) Subsections (4) and (6) are applicable to distributions by a trust in its 1988 and subsequent taxation years.

(10) Subsection (5) is applicable with respect to amounts paid or credited after 1985, except that in its application with respect to amounts paid or credited after 1985 and before 1989, paragraph 212(5)(b) of the said Act, as enacted by subsection (5), shall be read as follows:

“(b) a film or video tape for use in connection with television (other than solely in connection with and as part of a news program produced in Canada),”

(11) Subsection (7) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

163. (1) All that portion of subsection 212.1(1) of the said Act preceding paragraph

(5) L'alinéa 212(5)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) un film, une bande magnétoscopique ou d'autres procédés de reproduction en vue d'utilisation pour la télévision — sauf ceux utilisés uniquement pour une émission d'information produite au Canada —,»

(6) Les paragraphes 212(11.1) et (11.2) de la même loi sont abrogés.

(7) Le paragraphe 212(12) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(12) Aucun impôt n'est payable en application du présent article sur une somme incluse, en application du paragraphe 56(4) ou (4.1) ou de l'un des articles 74 à 75, dans le calcul du revenu d'un contribuable en vertu de la partie I pour une année d'imposition, qui a été payée à une personne non résidente ou portée à son crédit au cours de l'année.»

(8) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux montants payés ou crédités après le 10 février 1988.

(9) Les paragraphes (4) et (6) s'appliquent aux distributions effectuées par une fiducie au cours de ses années d'imposition 1988 et suivantes.

(10) Le paragraphe (5) s'applique aux montants payés ou crédités après 1985. Toutefois, pour son application aux montants payés ou crédités après 1985 et avant 1989, l'alinéa 212(5)b) de la même loi, édicté par le paragraphe (5), est remplacé par ce qui suit :

«b) un film ou une bande magnétoscopique en vue d'utilisation pour la télévision — sauf ceux utilisés uniquement pour une émission d'information produite au Canada —,»

(11) Le paragraphe (7) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes.

163. (1) Le passage du paragraphe 212.1(1) de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 45

Deemed payments to spouse, etc.

Paiements réputés au conjoint

(5) This amendment would add the underlined words.

(5). — Adjonction des mots soulignés et du passage marqué d'un trait vertical.

(6) Subsections 212(11.1) and (11.2) read as follows:

“(11.1) Such portion of,

(a) where subsection 104(8) is applicable with respect to a particular trust, the amount, if any, referred to in paragraph (e) thereof, or

(b) where subsection 104(8) is not applicable with respect to a particular trust, the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is in an amount described in subsection 104(13) exceeds the amount deductible pursuant to subsection 104(6)

as

(c) may reasonably be considered to be part of the amount that was paid or credited to a particular beneficiary under the trust as income of or from the trust for a taxation year, and

(d) was not designed by the trust in respect of any other beneficiary of the trust shall, if so designated by the trust in respect of the particular beneficiary in the trust's return of income for the year under Part I, be deemed, for the purposes of paragraph (1)(c), not to have been paid or credited in the year to the particular beneficiary.

(11.2) Such portion of the amount referred to in paragraph 104(8)(f)

(a) as may reasonably be considered to be part of the amount that was paid or credited to a particular designated beneficiary under the trust as income of or from the trust for a taxation year, and

(b) as was not designated by the trust in respect of any other designated beneficiary of the trust

shall, if so designated by the trust in respect of the particular designated beneficiary in the trust's return of income for the year under Part I, be deemed, for the purposes of paragraph (1)(c), not to have been paid or credited in the year to the particular designated beneficiary.”

(7) This amendment would add a reference to subsection 56(4.1).

(6). — Texte des paragraphes 212(11.1) et (11.2) :

«(11.1) La fraction,

a) lorsque le paragraphe 104(8) s'applique à une fiducie donnée, du montant, si montant il y a, visé à l'alinéa e) de ce paragraphe, ou

b) lorsque le paragraphe 104(8) ne s'applique pas à une fiducie donnée, de l'excédent, si excédent il y a, du total de tous les montants dont chacun représente un montant visé au paragraphe 104(13) sur le montant déductible en vertu du paragraphe 104(6)

qui

c) peut raisonnablement être considérée comme faisant partie du montant payé ou crédité à un bénéficiaire donné de la fiducie à titre de revenu de la fiducie ou provenant de la fiducie pour une année d'imposition, et

d) n'a pas été attribuée par la fiducie à l'égard de tout autre bénéficiaire de la fiducie,

est réputée, aux fins de l'alinéa (1)c), si elle est ainsi attribuée par la fiducie à l'égard du bénéficiaire donné dans la déclaration de revenu de la fiducie pour l'année en vertu de la Partie I, ne pas avoir été payée ou créditée dans l'année au bénéficiaire donné.

(11.2) La fraction du montant visé à l'alinéa 104(8)f)

a) qui peut raisonnablement être considérée comme faisant partie du montant payé ou crédité à un bénéficiaire désigné donné de la fiducie à titre de revenu de la fiducie ou provenant de la fiducie pour une année d'imposition, et

b) qui n'a pas été attribuée par la fiducie à l'égard de tout autre bénéficiaire désigné de la fiducie,

est réputée, aux fins de l'alinéa (1)c), si elle est ainsi attribuée par la fiducie à l'égard du bénéficiaire désigné donné dans la déclaration de revenu de la fiducie pour l'année en vertu de la Partie I, ne pas avoir été payée ou créditée dans l'année au bénéficiaire désigné donné.»

(7). — Texte actuel du paragraphe 212(12) :

«(12) Lorsque, en vertu du paragraphe 56(4) ou des articles 74 à 75, une somme versée à une personne non résidente ou portée à son crédit dans une année d'imposition est incluse dans le calcul du revenu d'un contribuable en vertu de la partie I pour l'année, aucun impôt n'est payable sur cette somme en vertu du présent article.»

Clause 163: (1) The relevant portion of subsection 212.1(1) at present reads as follows:

Article 163, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 212.1(1) :

(b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Non-arm's
length sales of
shares by
non-residents

“212.1 (1) Where a non-resident person or a non-resident-owned investment corporation (in this section referred to as the “non-resident person”) disposes of shares (in this section referred to as the “subject shares”) of any class of the capital stock of a Canadian corporation (in this section referred to as the “subject corporation”) to another Canadian corporation (in this section referred to as the “purchaser corporation”) with which the non-resident person does not (otherwise than by reason of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) deal at arm's length and, immediately after the disposition, the subject corporation is connected (within the meaning of subsection 186(4), on the assumption that the references therein to “payer corporation” and “particular corporation” were read as “subject corporation” and “purchaser corporation”, respectively) with the purchaser corporation

(a) the amount, if any, by which the fair market value of any consideration (other than any share of the capital stock of the purchaser corporation) received by the non-resident person from the purchaser corporation for the subject shares exceeds the paid-up capital in respect of the subject shares immediately before the disposition shall, for the purposes of this Act, be deemed to be a dividend paid at the time of the disposition by the purchaser corporation to the non-resident person and received at that time by the non-resident person from the purchaser corporation; and”

(2) Subparagraph 212.1(2)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount deemed by subsection 84(3), (4) or (4.1) to be a dividend on shares of the particular class paid after March 31, 1977 and before the particular time by the corporation and received by a non-resident-owned investment corporation or

«212.1 (1) Dans le cas où un non-résident ou une corporation de placement appartenant à des non-résidents (appelée «non-résident» au présent article) dispose d'actions (appelées «lesdites actions» au présent article) d'une catégorie du capital-actions d'une corporation canadienne (appelée «ladite corporation» au présent article) en faveur d'une autre corporation canadienne (appelée «acheteur» au présent article) avec laquelle il a un lien de dépendance — autrement qu'en vertu d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b) — et où, immédiatement après la disposition, ladite corporation devient rattachée (au sens du paragraphe 186(4), en y remplaçant les expressions «corporation payante» et «corporation donnée» par les mots «ladite corporation» et «l'acheteur» respectivement) à l'acheteur, les règles suivantes s'appliquent :

a) l'excédent éventuel de la juste valeur marchande de la contrepartie — sauf la contrepartie qui consiste en actions du capital-actions de l'acheteur — que le non-résident reçoit de l'acheteur pour lesdites actions, sur le capital versé au titre desdites actions immédiatement avant la disposition, est réputé être, pour l'application de la présente loi, un dividende versé au moment de la disposition par l'acheteur au non-résident et reçu, à ce moment, par le non-résident de l'acheteur;»

(2) Le sous-alinéa 212.1(2)a)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) du total des montants dont chacun est réputé être, selon les paragraphes 84(3), (4) ou (4.1), un dividende sur des actions de la catégorie donnée, payé après le 31 mars 1977 et avant la date donnée par la corporation et reçu par une corporation de placement appartenant à des non-résidents

Vente d'actions
avec lien de
dépendance par
des non-résidents

"212.1(1) Where, after April 10, 1978, a non-resident person disposes of shares (in this section referred to as the "subject shares") of any class of the capital stock of a Canadian corporation (in this section referred to as the "subject corporation") to another Canadian corporation (in this section referred to as the "purchaser corporation") with which the non-resident person does not (otherwise than by virtue of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) deal at arm's length and, immediately after the disposition, the subject corporation is connected (within the meaning of subsection 186(4), on the assumption that the references therein to "payer corporation" and to "particular corporation" were read as "subject corporation" and "purchaser corporation" respectively), with the purchaser corporation,

(a) the amount, if any, by which the fair market value of any consideration (other than any share of the capital stock of the purchaser corporation) received by the non-resident person from the purchaser corporation for the subject shares, exceeds the paid-up capital in respect of the subject shares immediately before the disposition shall, for the purposes of this Act, be deemed to be a dividend paid at the time of the disposition by the purchaser corporation to the non-resident person; and"

212.1(1) Lorsque, après le 10 avril 1978, un non-résident dispose d'actions (appelées dans le présent article «lesdites actions») d'une catégorie du capital-actions d'une corporation canadienne (appelée dans le présent article «ladite corporation») en faveur d'une autre corporation canadienne (appelée dans le présent article «l'acheteur») avec laquelle il a un lien de dépendance (autrement qu'en vertu d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b) et que, immédiatement après la disposition, ladite corporation devient rattachée (au sens du paragraphe 186(4) en supposant que les mentions dans ce paragraphe de «corporation payante» et «corporation donnée» étaient interprétées comme des mentions de «ladite corporation» et de «l'acheteur» respectivement) à l'acheteur,

a) la fraction, si fraction il y a, de la juste valeur marchande de toute contrepartie (autre que toute action du capital-actions de l'acheteur) reçue de l'acheteur par le non-résident à l'égard desdites actions, qui est en sus du capital versé afférent auxdites actions immédiatement avant la disposition, est réputée être, aux fins de la présente loi, un dividende versé à la date de la disposition par l'acheteur un non-résident; et»

(2) This amendment would add the underlined words and substitute "who is not" for "other than".

(2). — Texte actuel du sous-alinéa 212.1(2)a(i) :

«(i) du total de tous les montants dont chacun est réputé être, en vertu des paragraphes 84(3), (4) ou (4.1), un dividende sur des actions de la catégorie donnée, payé après le 31 mars 1977 et avant la date donnée par la corporation et reçu par une personne autre qu'une corporation résidant au Canada.»

by a person who is not a corporation resident in Canada”

(3) Subsection (1) is applicable with respect to dispositions occurring after February 9, 1988.

(4) Subsection (2) is applicable after February 9, 1988.

164. (1) Subsection 214(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(2) Where paragraph 16(1)(b) would, if Part I were applicable, result in a part of an amount being included in computing the income of a non-resident person, that part of the amount shall, for the purposes of this Part, be deemed to have been paid or credited to the non-resident person in respect of property, services or otherwise, depending on the nature of that part of the amount.”

(2) Subsection 214(3) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (f) thereof, the following paragraph:

“(f.1) where paragraph 132.1(1)(d) would, if Part I were applicable, require an amount to be included in computing a taxpayer’s income for a taxation year by reason of a designation by a mutual fund trust under subsection 132.1(1), that amount shall be deemed to be an amount paid or credited to that person as income of or from the trust on the day of the designation;”

(3) Paragraph 214(3)(h) of the said Act is repealed.

(4) Subsection (1) is applicable with respect to amounts paid or payable after June, 1988.

(5) Subsection (2) is applicable after 1988.

(6) Subsection (3) is applicable with respect to transactions entered into on or after the day on which this Act is assented to other than

dents ou par une personne qui n’est pas une corporation résidant au Canada.»

(3) Le paragraphe (1) s’applique aux dispositions effectuées après le 9 février 1988.

(4) Le paragraphe (2) s’applique après le 9 février 1988.

164. (1) Le paragraphe 214(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Pour l’application de la présente partie, la partie d’un montant qui devrait être incluse dans le calcul du revenu d’une personne non résidante en application de l’alinéa 16(1)b) si la partie I s’appliquait doit être considérée comme payée à la personne non résidante ou portée à son crédit au titre de biens ou de services ou à un autre titre, selon la nature de cette partie de montant.»

(2) Le paragraphe 214(3) de la même loi est modifié par insertion, après l’alinéa f), de ce qui suit :

«f.1) le montant qui serait inclus dans le calcul du revenu d’un contribuable pour une année d’imposition selon l’alinéa 132.1(1)d) en raison d’une attribution effectuée par une fiducie de fonds mutuels en application du paragraphe 132.1(1), si la partie I s’appliquait, est réputé avoir été payé au contribuable, ou crédité à son compte, à la date de l’attribution à titre de revenu de la fiducie ou de revenu en provenant;»

(3) L’alinéa 214(3)h) de la même loi est abrogé.

(4) Le paragraphe (1) s’applique aux montants payés ou payables après juin 1988.

(5) Le paragraphe (2) s’applique après 1988.

(6) Le paragraphe (3) s’applique aux opérations conclues à la date de sanction de la présente loi ou après cette date, à l’exclusion:

Clause 164: (1) Subsection 214(2) at present reads as follows:

“(2) Where subsection 16(1) would, if Part I were applicable, require a part of a payment to be included in computing the recipient’s income because it can reasonably be regarded as a payment of interest, that part of the payment shall, for the purpose of this Part, be deemed to have been a payment of interest.”

(2) New.

(3) Paragraph 214(3)(h) reads as follows:

“(h) where subsection 247(1) would, if Part I were applicable, require an amount to be included in computing a taxpayer’s income for a taxation year, that amount shall be deemed to have been paid at the end of that taxation year to the taxpayer as a dividend from a corporation resident in Canada;”

Article 164, (1). — Texte actuel du paragraphe 214(2) :

«(2) Dans les cas où le paragraphe 16(1) exigerait, si la Partie I s’appliquait, qu’une fraction d’un paiement fût incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire parce qu’elle peut raisonnablement être considérée comme un versement d’intérêts, cette fraction de ce paiement est réputée, aux fins de la présente Partie, être un versement d’intérêts.»

(2). — Nouveau.

(3). — Texte de l’alinéa 214(3)h) :

«h) lorsque le paragraphe 247(1) exigerait, si la Partie I s’appliquait, l’inclusion d’un montant dans le calcul du revenu d’un contribuable, pour une année d’imposition, ce montant est réputé avoir été payé à ce contribuable à la fin de cette année d’imposition à titre de dividende d’une corporation résidant au Canada;»

(a) transactions that are part of a series of transactions, determined without reference to subsection 248(10) of the said Act, commencing before the day on which this Act is assented to and completed before 1989; or

(b) any one or more transactions, one of which was entered into before April 13, 1988, that were entered into by a taxpayer in the course of an arrangement and in respect of which the taxpayer received from the Department of National Revenue, before April 13, 1988, a confirmation or opinion in writing with respect to the tax consequences thereof.

165. (1) Subsection 216(1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by repealing paragraph (c) thereof and substituting the following therefor:

"(c) he were entitled to no deductions from income for the purpose of computing his taxable income; and

(d) he were entitled to no deductions under sections 118 to 118.9 in computing his tax payable under Part I for the year."

(2) Subsection 216(5) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by repealing paragraph (c) thereof and substituting the following therefor:

"(c) he were entitled to no deductions from income for the purpose of computing his taxable income; and

(d) he were entitled to no deductions under sections 118 to 118.9 in computing his tax payable under Part I for the year."

(3) Section 216 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

"(8) For greater certainty, in determining the amount of tax payable by a non-resident person under Part I for a taxation year by reason of subsection (1) or (5), no deduction in computing his income or tax payable under Part I for the year shall be

a) de celles qui font partie d'une série d'opérations — abstraction faite du paragraphe 248(10) de la même loi — commençant avant cette date et terminée avant 1989;

b) d'une ou plusieurs opérations — dont au moins une a été conclue avant le 13 avril 1988 — conclues par un contribuable dans le cadre d'un mécanisme et au titre desquelles il a reçu, par écrit, du ministre du Revenu national avant le 13 avril 1988 une confirmation ou un avis concernant ses attributs fiscaux à cet égard.

165. (1) Le paragraphe 216(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa b), par adjonction de ce mot à la fin d'alinéa c) et par adjonction de ce qui suit :

«d) elle n'avait droit à aucune déduction en application des articles 118 à 118.9 dans le calcul de son impôt payable pour l'année en vertu de la partie I.»

(2) Le paragraphe 216(5) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa b), par adjonction de ce mot à la fin de l'alinéa c) et par adjonction de ce qui suit :

«d) elle n'avait droit à aucune déduction en application des articles 118 à 118.9 dans le calcul de son impôt payable pour l'année en vertu de la partie I.»

(3) L'article 216 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(8) Il est entendu que, dans le calcul de l'impôt payable par une personne non résidente en vertu de la partie I pour une année d'imposition en application du paragraphe (1) ou (5), aucune déduction dans le calcul de son revenu ou impôt payable

made to the extent that such deduction by non-resident persons is not permitted under Part I.”

en vertu de cette partie pour l'année ne peut être faite dans la mesure où cette partie prévoit que cette déduction n'est pas admise dans le cas d'une personne non résidente.»

5

(4) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent 5 aux années d'imposition 1988 et suivantes.

166. (1) Section 217 of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word “and” at the end of subparagraph (b)(i) thereof and by repealing all that portion thereof following subparagraph (b)(i) thereof and substituting the following therefor:

166. (1) L'article 217 de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa a) et le passage de cet article qui 10 suit le sous-alinéa b)(i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(ii) all that portion of subsection 115(1) following paragraph (c) there- 15 of shall be read as follows:

«(ii) le passage du paragraphe 115(1) qui suit l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit : 15

“minus the aggregate of such of the deductions from income permitted for the purpose of computing taxable income as may reasonably be 20 considered wholly applicable”;

«moins le total des déductions du revenu admisses dans le calcul du revenu imposable, qu'il est raisonnable de considérer comme entière- 20 ment applicables»;

and

(c) notwithstanding section 118.13, where the non-resident person is an individual, that section shall be read as 25 follows:

c) par dérogation à l'article 118.13, dans le cas où la personne non résidente est un particulier, ce sont les articles 118 à 118.9 qui ne s'appliquent pas pour calculer l'impôt payable par celle-ci en 25 vertu de la présente partie pour une année d'imposition; toutefois, la personne non résidente peut déduire dans ce calcul :

“**118.13** Sections 118 to 118.9 do not apply for the purpose of computing the tax payable under this Part for a taxation year by a non-resident individual 30 except that for the purpose of computing his tax payable under this Part for the year there may be deducted

(i) ceux des montants qui auraient 30 été déductibles dans ce calcul en application des articles 118.1 et 118.2, des paragraphes 118.3(2) et (3) et des articles 118.5 à 118.9 si le particulier avait résidé au Canada tout au long 35 de l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme entièrement applicables, et

(a) such of the amounts that would have been deductible under any of 35 sections 118.1 and 118.2, subsections 118.3(2) and (3) and sections 118.5 to 118.9 for the purpose of computing his tax payable under this Part for the year had the individual been resident 40 in Canada throughout the year, as may reasonably be considered wholly applicable; and

(ii) les montants qui auraient été déductibles dans ce calcul en applica- 40 tion de l'article 118 et du paragraphe 118.3(1) si le particulier avait résidé au Canada tout au long de l'année.»

(b) the amounts that would have been deductible under section 118 and 45 subsection 118.3(1) for the purpose of computing his tax payable under this

Clause 166: (1) The relevant portion of section 217 at present reads as follows:

“(ii) there may be deducted such of the amounts permitted by section 109 as would, if he had been resident in Canada throughout the year, have been deductible from his income for the year for the purpose of computing taxable income, and

(iii) all that portion of subsection 115(1) following paragraph (c) thereof shall be read as follows:

“minus the aggregate of such of the deductions from income (other than under section 109) permitted for the purpose of computing taxable income as may reasonably be considered wholly applicable and of such part of any other of those deductions as may be reasonably be considered applicable.”

Article 166, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 217 :

«(ii) il peut être déduit des montants permis par l'article 109 qui, si la personne avait résidé au Canada pendant toute l'année, auraient été déductibles de son revenu pour l'année aux fins du calcul de son revenu imposable, et

(iii) le passage du paragraphe 115(1) qui suit l'alinéa c) est interprété selon le libellé suivant :

«moins le total des déductions du revenu (autres que celles visées à l'article 109) permises aux fins du calcul du revenu imposable, qui peuvent raisonnablement être considérées comme entièrement applicables, et de la fraction de toute autre de ces déductions qui peut raisonnablement être considérée comme applicable.»

Part for the year had he been resident in Canada throughout the year.” ”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

167. (1) Subparagraph 219(4)(a)(i.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i.1) where, in any taxation year commencing before the end of the year, the insurer transferred to a taxable Canadian corporation with which it did not deal at arm’s length any property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of (within the meaning assigned by paragraph 138(12)(l)), carrying on an insurance business in Canada, and

(A) the property was transferred before December 16, 1987 and subsection 138(11.5) applied in respect of the transfer, or

(B) the property was transferred before November 22, 1985 and subsection 85(1) applied in respect of the transfer,

the amount, if any, by which (C) the aggregate of the fair market value, at the time of the transfer, of all such property exceeds

(D) the aggregate of the insurer’s proceeds of disposition of all such property,”

(2) Subsections 219(5.1) to (5.3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(5.1) Where, in a particular taxation year, a non-resident insurer has ceased to carry on all or substantially all of an insurance business in Canada, it shall, on or before the day on or before which it is required to file a return of income under Part I for the particular year, pay a tax for the year equal to 25% of the amount, if any, by which

(a) that portion of the amount determined under paragraph (4)(a) for the particular year in respect of the non-resident insurer that can reasonably be

Additional tax on insurer

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1988 et suivante.

167. (1) Le sous-alinéa 219(4)a)(i.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i.1) si, au cours d’une année d’imposition commençant avant la fin de l’année, l’assureur a transféré à une corporation canadienne imposable avec laquelle il avait un lien de dépendance des biens utilisés par lui pendant l’année ou détenus par lui pendant l’année dans le cadre de (au sens de l’alinéa 138(12)l)) l’exploitation d’une entreprise d’assurance au Canada et si, selon le cas :

(A) les biens ont été transférés avant le 16 décembre 1987 et que le paragraphe 138(11.5) s’applique au transfert,

(B) les biens ont été transférés avant le 22 novembre 1985 et que le paragraphe 85(1) s’applique au transfert,

de l’excédent éventuel : (C) de la juste valeur marchande, au moment du transfert, de tous les biens transférés,

(D) sur le produit de disposition de tous les biens transférés pour l’assureur»

(2) Les paragraphes 219(5.1) à (5.3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(5.1) L’assureur non résidant qui, au cours d’une année d’imposition donnée, cesse d’exploiter la totalité, ou presque, d’une entreprise d’assurance au Canada est redevable, au plus tard le jour où il est tenu de produire une déclaration de revenu en vertu de la partie I pour cette année, d’un impôt pour l’année au taux de 25 % sur l’excédent éventuel :

a) de la partie du montant calculé à l’alinéa (4)a) pour l’année donnée à l’égard de l’assureur, raisonnablement tenue comme attribuable à l’entreprise,

5

10

15

20

25

30

35

45

10

15

20

25

30

35

40

45

Impôt supplémentaire de l’assureur

Clause 167: (1) Subparagraph 219(4)(a)(i.1) at present reads as follows:

“(i.1) where, in any taxation year commencing before the end of the year, the insurer transferred to its qualified related corporation or to a subsidiary wholly-owned corporation of such a corporation any property used by it in the year in, or held by it in the year in the course of (within the meaning assigned by paragraph 138(12)(l)), carrying on an insurance business in Canada, the aggregate of all amounts each of which is the amount, if any, by which

(A) the fair market value of the property at the time of the transfer

exceeds

(B) the insurer's proceeds of disposition of the property,”

(2) Subsections 219(5.1), (5.2) and (5.3) at present read as follows:

“(5.1) Where in a taxation year a non-resident insurer has ceased to carry on its insurance businesses in Canada, no tax is payable by it under subsection (4) for the year and it shall, on or before the day on or before which it is required to file a return under Part I for the year, pay a tax for the year equal to 25% of the amount, if any, by which

(a) the amount determined under paragraph (4)(a) for the year exceeds

(b) the amount in respect of which it filed an election under subsection (5.2) for the year in accordance with that subsection.

(5.2) Where a non-resident insurer

(a) has ceased to carry on its insurance businesses in Canada in a taxation year, or

(b) is entitled to make an election in a taxation year under subsection (4),

a qualified related corporation of the non-resident insurer may make an election jointly with the non-resident insurer in prescribed manner and within prescribed time,

Article 167, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 219(4)a(i.1) :

«(i.1) lorsque, au cours d'une année d'imposition commençant avant la fin de l'année d'imposition donnée, l'assureur a transféré à sa corporation liée admissible ou à une corporation filiale possédée en propriété exclusive d'une telle corporation un bien qu'il a utilisé ou détenu pendant l'année dans le cadre de l'exploitation (au sens de l'alinéa 138(12)l), d'une entreprise d'assurance au Canada, du total des montants dont chacun est la fraction éventuelle

(A) de la juste valeur marchande du bien à la date du transfert qui est en sus

(B) du produit de disposition du bien reçu par l'assureur»

(2). — Texte actuel des paragraphes 219(5.1) à (5.3) :

«(5.1) Lorsque, au cours d'une année d'imposition, un assureur non résidant cesse d'exploiter son entreprise d'assurance au Canada, aucun impôt n'est payable en vertu du paragraphe (4) pour l'année et il doit, au plus tard le jour où il est tenu, en vertu de la Partie I, de produire une déclaration au titre d'une année d'imposition, payer pour l'année un impôt égal à 25 % de la fraction, si fraction il y a,

a) du montant déterminé en vertu de l'alinéa (4)a pour l'année qui est en sus

b) du montant relativement auquel il a produit un choix en vertu du paragraphe (5.2) pour l'année conformément à ce paragraphe.

(5.2) Lorsqu'un assureur non résidant

a) a cessé d'exploiter des entreprises d'assurance au Canada dans une année d'imposition, ou

b) a droit de faire un choix dans une année d'imposition en vertu du paragraphe (4),

une corporation liée admissible de l'assureur non résidant peut choisir conjointement avec celui-ci, de la manière et dans le délai prescrits,

attributed to the business including the disposition by it of property that was, at the time of the disposition, used by it in the year in, or held by it in the year in the course of (within the meaning assigned by paragraph 138(12)(I)), carrying on the business

exceeds

(b) the amount in respect of which the non-resident insurer and a qualified related corporation of the insurer have jointly elected in accordance with subsection (5.2) for the particular year in respect of the business.

(5.2) Where

(a) a non-resident insurer has ceased to carry on all or substantially all of an insurance business in Canada in a taxation year, and

(b) the insurer has transferred the business to a qualified related corporation of the insurer and the insurer and the corporation have elected to have subsection 138(11.5) apply in respect of the transfer,

the insurer and the corporation may elect, in prescribed manner and within prescribed time, to reduce the amount in respect of which the insurer would otherwise be liable to pay tax under subsection (5.1) by an amount not exceeding the lesser of

(c) the amount determined under paragraph (5.1)(a) in respect of the insurer in respect of the business, and

(d) the aggregate of the paid-up capital of the shares of the capital stock of the corporation received by the insurer as consideration for the transfer of the business and any contributed surplus arising on the issue of those shares.

(5.3) Where, at any time in a taxation year,

(a) a qualified related corporation of a non-resident insurer ceases to be a qualified related corporation of that insurer, or

(b) the tax deferred account of a qualified related corporation of a non-resi-

y compris à la disposition d'un bien utilisé par lui pendant l'année ou détenu par lui pendant l'année dans le cadre de (au sens de l'alinéa 138(12)I) l'exploitation de l'entreprise, au moment de la disposition;

b) sur le montant au titre duquel l'assureur et une corporation liée admissible de l'assureur ont fait le choix prévu au paragraphe (5.2) pour l'année donnée à l'égard de l'entreprise.

(5.2) Si, à la fois :

a) un assureur non résidant cesse d'exploiter la totalité, ou presque, d'une entreprise d'assurance au Canada au cours d'une année d'imposition,

b) l'assureur transfère l'entreprise à une corporation liée admissible de celui-ci et fait un choix avec cette corporation pour que le paragraphe 138(11.5) s'applique au transfert,

l'assureur et la corporation peuvent, de la manière et dans le délai prévus par règlement, faire le choix de réduire le montant sur lequel l'assureur serait par ailleurs redevable d'impôt en application du paragraphe (5.1) d'un montant ne dépassant pas le moins élevé :

c) du montant calculé à l'alinéa (5.1)a) à l'égard de l'assureur;

d) du total du capital versé au titre des actions du capital-actions de la corporation que l'assureur a reçues en contrepartie du transfert de l'entreprise, et du surplus d'apport découlant de l'émission de ces actions.

(5.3) La corporation qui cesse d'être une corporation liée admissible d'un assureur non résidant à un moment donné d'une année d'imposition ou dont le compte d'impôt différé excède, à ce moment, le total du capital versé au titre de toutes les actions de son capital-actions et de son surplus d'apport est réputée avoir versé à

Election by non-resident insurer

Choix de l'assureur non résidant

Deemed payment of dividend

Dividende réputé

(c) where paragraph (a) is applicable, to reduce the amount in respect of which the non-resident insurer would otherwise be liable to pay tax under subsection (5.1), or

(d) where the non-resident insurer has made an election under subsection (4), to reduce the amount on which it would otherwise be liable to pay tax under that subsection,

by an amount not exceeding the amount, if any, by which

(e) where the qualified related corporation is one described in subparagraph (8)(a)(ii) or (8)(b)(ii), the paid-up capital of the corporation at the time of making the election, or

(f) in any other case, the aggregate of the paid-up capital and the contributed surplus of the corporation at the time of making the election

exceeds the aggregate of

(g) the aggregate of all amounts in respect of which the non-resident insurer and the corporation have, before the time of making the election, made an election jointly for the purposes of paragraph (d), and

(h) the amount, if any, by which the amount determined, at the time of making the election, in paragraph (e) or (f), as the case may be, exceeds the fair market value at that time of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the corporation.

(5.3) Where, at any time in a taxation year,

(a) the tax deferred account of a qualified related corporation described in subparagraph (8)(a)(ii) or (8)(b)(ii) exceeds its paid-up capital at that time,

(b) the tax deferred account of a qualified related corporation described in subparagraph (8)(a)(i) or (8)(b)(i) exceeds the aggregate of its paid-up capital and contributed surplus at that time, or

(c) a qualified related corporation ceases to be such a corporation, the corporation shall be deemed to have paid immediately before that time to the non-resident person who was a shareholder, immediately before that time, of the corporation a dividend equal to

(d) where paragraph (a) or (b) is applicable, the amount of the excess determined in paragraph (a) or (b), as the case may be, or

(e) where paragraph (c) is applicable, the balance of its tax deferred account at that time."

c) lorsque l'alinéa a) s'applique, de réduire le montant à l'égard duquel l'assureur non résidant serait autrement tenu de payer de l'impôt en vertu du paragraphe (5.1), ou

d) lorsque l'assureur non résidant a fait, en vertu du paragraphe (4), un choix de réduire le montant sur lequel il serait autrement tenu de payer de l'impôt en vertu de ce paragraphe,

d'un montant n'excédant pas la fraction éventuelle,

e) lorsqu'une corporation liée admissible est visée aux sous-alinéas (8)a)(ii) ou (8)b)(ii), du capital versé de la corporation à la date du choix, ou

f) dans tous les autres cas, du total du capital versé et du surplus d'apport de la corporation à la date du choix

qui est en sus

g) du total de tous les montants à l'égard desquels l'assureur non résidant et la corporation ont, avant la date du choix, choisi conjointement aux fins de l'alinéa d), et

h) de la fraction éventuelle, du montant établi, à la date du choix, aux alinéas e) ou f), selon le cas, qui est en sus de la juste valeur marchande, à cette date, de toutes les actions émises et en circulation du capital-actions de la corporation.

(5.3) Lorsque, à une date quelconque pendant une année d'imposition,

a) le compte d'impôt différé d'une corporation liée admissible visée aux sous-alinéas (8)a)(ii) ou (8)b)(ii) est supérieur à son capital versé à cette date,

b) le compte d'impôt différé d'une corporation liée admissible visée aux sous-alinéas (8)a)(i) ou 9b)(i) est supérieur au total de son capital versé et de son surplus d'apport à cette date, ou

c) une corporation liée admissible cesse d'être une telle corporation, la corporation est réputée avoir payé, immédiatement avant cette date, à la personne non résidente qui était un actionnaire de la corporation, immédiatement avant cette date, un dividende égal

d) au montant de l'excédent établi à l'alinéa a) ou b), selon le cas, lorsque l'alinéa a) ou b) s'applique, ou

e) au solde de son compte d'impôt différé à cette date, lorsque l'alinéa c) s'applique.»

dent insurer exceeds the aggregate of the paid-up capital in respect of all the shares of the capital stock of the corporation and its contributed surplus, the corporation shall be deemed to have paid, immediately before that time, a dividend to the insurer in an amount equal to

(c) where paragraph (a) is applicable, the balance of the tax deferred account of the corporation at that time, or

(d) where paragraph (b) is applicable, the amount of the excess referred to in that paragraph at that time.”

(3) Subsection 219(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(8) For the purposes of this Part, a corporation is a “qualified related corporation” of a non-resident insurer if it is resident in Canada and all of the issued and outstanding shares (other than directors’ qualifying shares) of the capital stock of the corporation (having full voting rights under all circumstances) are owned by

(a) the insurer,

(b) a subsidiary wholly-owned corporation of the insurer,

(c) a corporation of which the insurer is a subsidiary wholly-owned corporation,

(d) a subsidiary wholly-owned corporation of a corporation of which the insurer is also a subsidiary wholly-owned corporation, or

(e) any combination of corporations each of which is a corporation described in paragraph (a), (b), (c) or (d),

and, for the purpose of this subsection, a subsidiary wholly-owned corporation of a particular corporation includes any subsidiary wholly-owned corporation of a corporation which is a subsidiary wholly-owned corporation of the particular corporation.”

(4) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after June 17, 1987 that end after 1987, except that, where a business was transferred by a non-resident insurer

l’assureur, immédiatement avant ce moment, un dividende égal :

- a) au solde de son compte d’impôt différé à ce moment, dans le cas où elle cesse d’être une corporation liée admissible;
- b) à l’excédent à ce moment, dans le cas où le compte d’impôt différé excède le total du capital versé au titre de toutes les actions de son capital-actions et de son surplus d’apport.»

(3) Le paragraphe 219(8) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(8) Pour l’application de la présente partie, est une corporation liée admissible d’un assureur non résidant la corporation qui réside au Canada et dont toutes les actions émises et en circulation — à l’exception des actions conférant l’admissibilité aux postes d’administrateurs — du capital-actions (avec plein droit de vote en toutes circonstances) appartiennent :

- a) soit à l’assureur;
- b) soit à une filiale possédée en propriété exclusive de l’assureur;
- c) soit à une corporation dont l’assureur est une filiale possédée en propriété exclusive;
- d) soit à une filiale possédée en propriété exclusive d’une corporation dont l’assureur est aussi une filiale possédée en propriété exclusive;
- e) soit à plusieurs corporations visées à l’alinéa a), b), c) ou d.

Pour l’application du présent paragraphe, est assimilée à une filiale possédée en propriété exclusive d’une corporation donnée la filiale possédée en propriété exclusive d’une corporation qui est elle-même une filiale possédée en propriété exclusive de la corporation donnée.»

(4) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987. Toutefois, en cas de transfert d’une entreprise

Meaning of “qualified related corporation”

Corporation liée admissible

(3) Subsection 219(8) at present reads as follows:

“(8) For the purposes of this Part, a corporation is a “qualified related corporation” of a non-resident insurer if

(a) it is a subsidiary wholly-owned corporation of the non-resident insurer, is resident in Canada and

- (i) carries on an insurance business in Canada, or
- (ii) owns all the issued and outstanding shares (except directors' qualifying shares) of another corporation that is resident in Canada and carries on an insurance business in Canada; or

(b) it is a subsidiary wholly-owned corporation of a non-resident corporation that is a subsidiary wholly-owned corporation of another non-resident corporation of which the non-resident insurer is a subsidiary wholly-owned corporation, is resident in Canada and

- (i) carries on an insurance business in Canada, or
- (ii) owns all the issued and outstanding shares (except directors' qualifying shares) of another corporation that is resident in Canada and carries on an insurance business in Canada.”

(3). — Texte actuel du paragraphe 219(8) :

«(8) Aux fins de la présente Partie, une corporation est une «corporation liée admissible» d'un assureur non résidant si

a) elle est une corporation filiale possédée en propriété exclusive de l'assureur non résidant, réside au Canada et

- (i) exploite une entreprise d'assurance au Canada, ou
- (ii) possède toutes les actions émises et en circulation (à l'exception des actions conférant l'admissibilité aux postes d'administrateurs) d'une autre corporation qui réside et exploite une entreprise d'assurance au Canada; ou

b) est une corporation filiale possédée en propriété exclusive d'une corporation non résidente qui est une corporation filiale possédée en propriété exclusive d'une autre corporation non résidente dont l'assureur non résidant est une corporation filiale possédée en propriété exclusive, réside au Canada et

- (i) exploite une entreprise d'assurance au Canada, ou
- (ii) possède toutes les actions émises et en circulation (à l'exception des actions conférant l'admissibilité aux postes d'administrateurs) d'une autre corporation qui réside et exploite une entreprise d'assurance au Canada.»

after December 15, 1987 and before 1988, subparagraph 219(4)(a)(i.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable to taxation years of the insurer that end after December 15, 1987.

(5) Subsections 219(5.1) and (5.2) of the said Act, as enacted by subsection (2), are applicable to cessations of a business after December 15, 1987.

(6) Subsection 219(5.3) of the said Act, as enacted by subsection (2), and subsection (3) are applicable after December 15, 1987.

168. Paragraphs 221(1)(d.1) and (e) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(d.1) requiring any person to provide any information including his name, address and Social Insurance Number to any class of persons required to make an information return containing such information,

(e) requiring a person who is, by a regulation made under paragraph (d), required to make an information return to supply a copy of the information return or of a prescribed part thereof to the person to whom the information return or part thereof relates,”

169. (1) Section 223 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**223.** (1) For the purposes of subsection (2), “an amount payable” by a person means any or all of

(a) an amount payable under this Act by the person;

(b) an amount payable under the *Unemployment Insurance Act, 1971* by the person;

(c) an amount payable under the *Canada Pension Plan* by the person; and

par un assureur non résidant après le 15 décembre 1987 et avant 1988, le sous-alinéa 219(4)a)i.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition de l'assureur se terminant après le 15 décembre 1987.

(5) Les paragraphes 219(5.1) et (5.2) de la même loi, édictés par le paragraphe (2), s'appliquent aux cessations d'exploitation d'entreprises postérieures au 15 décembre 1987.

(6) Le paragraphe 219(5.3) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), ainsi que le paragraphe (3) s'appliquent après le 15 décembre 1987.

168. Les alinéas 221(1)d.1) et e) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«d.1) enjoignant à toute personne de fournir des renseignements, notamment ses nom, adresse et, s'il s'agit d'un particulier, son numéro d'assurance sociale, à une catégorie de personnes tenues de remplir une déclaration de renseignements avec des renseignements de ce type;

e) enjoignant à toute personne tenue par règlement pris en application de l'alinéa d) de remplir une déclaration de renseignements, d'en fournir copie ou copie d'un extrait visé par règlement à la personne que la déclaration ou l'extrait concerne;»

169. (1) L'article 223 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**223.** (1) Pour l'application du paragraphe (2), le montant payable par une personne peut être constitué d'un ou plusieurs des montants suivants :

a) un montant payable par elle en application de la présente loi;

b) un montant payable par elle en application de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage;*

c) un montant payable par elle en application du *Régime de pensions du Canada;*

Meaning of
“amount
payable”

Signification de
«montant
payable»

Clause 168: Paragraphs 221(1) (d.1) and (e) at present read as follows:

“(d.1) requiring any person who has acquired a debt obligation in bearer form to provide information respecting his name, address and Social Insurance Number to any other person who is required to make an information return in respect thereof,

(e) requiring a person who is, by a regulation made under paragraph (d), required to make an information return to supply a copy of the information return or of a prescribed portion thereof to the person or persons in respect of whose income the information return or portion thereof relates.”

Clause 169: (1) Section 223 at present reads as follows:

“223. (1) An amount payable under this Act that has not been paid or such part of an amount payable under this Act as has not been paid may be certified by the Minister.

(2) On production to the Federal Court of Canada, a certificate made under this section shall be registered in the Court and when registered has the same force and effect, and all proceedings may be taken thereon, as if the certificate were a judgment obtained in the said Court for a debt of the amount specified in the certificate plus interest to the day of payment as provided for in this Act.

(3) All reasonable costs and charges attendant upon the registration of the certificate are recoverable in like manner as if they had been certified and the certificate had been registered under this section.”

Article 168 - Texte actuel des alinéas 221(1)d.1) et e) :

«d.1) enjoignant à toute personne qui a acquis un titre de créance au porteur de fournir comme renseignements son nom, son adresse et son numéro d'assurance sociale à toute autre personne tenue de remplir une déclaration de renseignements sur cette acquisition,

e) enjoignant à une personne, astreinte par un règlement établi en vertu de l'alinéa d) à faire une déclaration renfermant des renseignements, de fournir une copie de cette déclaration, ou d'une partie prescrite de cette déclaration, à la personne ou aux personnes sur le revenu de laquelle ou desquelles porte la déclaration renfermant des renseignements ou sa partie.»

Article 169, (1). — Texte actuel de l'article 223 :

«223. (1) Le ministre peut, par certificat, attester qu'un montant payable en vertu de la présente loi ou une partie d'un tel montant est impayé.

(2) Sur production à la Cour fédérale du Canada, un certificat fait sous le régime du présent article doit être enregistré à cette cour et, lorsqu'il est enregistré, il a la même force et le même effet, et toutes les procédures peuvent être engagées à la faveur de ce certificat comme s'il était un jugement obtenu de cette cour pour une dette du montant spécifié dans le certificat, plus l'intérêt couru jusqu'à la date du paiement ainsi qu'il est prescrit dans la présente loi.

(3) Tous les frais et dépens raisonnables se rattachant à l'enregistrement du certificat sont recouvrables de la même manière que s'ils avaient été certifiés et que le certificat eût été enregistré sous le régime du présent article.»

(d) an amount payable by the person under an Act of a province with which the Minister of Finance has entered into an agreement for the collection of taxes payable to the province under that Act. 5

d) un montant payable par elle en application d'une loi provinciale, que le ministre doit recouvrer aux termes d'un accord conclu par le ministre des Finances pour le recouvrement des impôts payables à la province en vertu de cette loi. 5

Certificates

(2) An amount payable by a person (in this section referred to as a "debtor") that has not been paid or any part of an amount payable by the debtor that has not been paid may be certified by the Minister 10 as an amount payable by the debtor.

(2) Le ministre peut, par certificat, attester qu'un montant ou une partie de montant payable par une personne — 10 appelée «débiteur» au présent article — mais qui est impayé est un montant payable par elle.

Certificat

Registration in court

(3) On production to the Federal Court of Canada, a certificate made under subsection (2) in respect of a debtor shall be registered in the Court and when so registered 15 has the same effect, and all proceedings may be taken thereon, as if the certificate were a judgment obtained in the Court against the debtor for a debt in the amount certified plus interest thereon to 20 the day of payment as provided by law and, for the purposes of any such proceedings, the certificate shall be deemed to be a judgment of the Court against the debtor 25 for a debt due to Her Majesty enforceable in the amount certified plus interest thereon to the day of payment as provided by law.

(3) Sur production à la Cour fédérale du Canada, un certificat fait en application 15 du paragraphe (2) à l'égard d'un débiteur est enregistré à cette cour. Il a alors le même effet que s'il s'agissait d'un jugement rendu par cette cour contre le débiteur pour une dette du montant attesté 20 dans le certificat, augmenté des intérêts courus jusqu'à la date du paiement comme le prévoit la loi, et toutes les procédures peuvent être engagées à la faveur du certificat comme s'il s'agissait d'un tel juge- 25 ment. Aux fins de ces procédures, le certificat est réputé être un jugement exécutoire rendu par cette cour contre le débiteur pour une dette de celui-ci à Sa Majesté du montant attesté dans le certifi- 30 cat, augmenté des intérêts courus jusqu'à la date du paiement comme le prévoit la loi.

Enregistrement à la cour

Costs

(4) All reasonable costs and charges incurred or paid in respect of the registra- 30 tion in the Court of a certificate made under subsection (2) or in respect of any proceedings taken to collect the amount certified are recoverable in like manner as if they had been included in the amount 35 certified in the certificate when it was registered.

(4) Tous les frais et dépens raisonnables engagés ou payés en vue de l'enregistre- 35 ment à la Cour fédérale du Canada d'un certificat fait en application du paragraphe (2) ou de l'exécution des procédures de recouvrement du montant attesté dans le certificat sont recouvrables de la même 40 manière que s'ils avaient été inclus dans ce montant au moment de l'enregistrement du certificat.

Frais

Charge on land

(5) A document (in this section referred to as a "memorial") issued by the Federal Court of Canada evidencing a certificate 40 in respect of a debtor registered under subsection (3) may be filed, registered or otherwise recorded for the purpose of creating a charge or lien on or otherwise

(5) Un document — appelé «*extrait*» au 45 présent article — délivré par la Cour fédérale du Canada et faisant preuve du contenu d'un certificat enregistré à l'égard d'un débiteur en application du paragraphe (3) peut être produit, enregistré ou autrement inscrit en vue de grever d'une 50

Charge sur un bien-fonds

binding land in a province, or any interest therein, held by the debtor in the same manner as a document evidencing a judgment of the superior court of the province against a person for a debt owing by the person may be filed, registered or otherwise recorded in accordance with the law of the province to create a charge or lien on or otherwise bind land, or any interest therein, held by the person. 5 10

Idem

(6) Where a memorial has been filed, registered or otherwise recorded under subsection (5), a charge or lien is created on land in the province, or any interest therein, held by the debtor, or such land or interest is otherwise bound, in the same manner and to the same extent as if the memorial were a document evidencing a judgment of the superior court of the province. 15 20

Proceedings in respect of memorial

(7) Where a memorial of a certificate in respect of a debtor registered under subsection (3) is filed, registered or otherwise recorded as permitted under subsection (5), proceedings may be taken in respect thereof, including proceedings 25

(a) to enforce payment of the amount certified in the certificate, interest thereon and all costs and charges paid or incurred in respect of 30

- (i) the filing, registration or other recording of the memorial, and
- (ii) proceedings taken to collect the amount,

(b) to renew or otherwise prolong the effectiveness of the filing, registration or other recording of the memorial, 35

(c) to cancel or withdraw the memorial wholly or in respect of one or more parcels of land or interests in land affected by the memorial, or 40

(d) to postpone the effectiveness of the filing, registration or other recording of the memorial in favour of any right, charge or lien that has been or is intended to be filed, registered or otherwise recorded in respect of any land or interest in land affected by the memorial, 45

in the same manner and subject to the same restrictions and limitations as though 50

sûreté, d'un privilège ou d'une autre charge un bien-fonds du débiteur situé dans une province, ou un droit sur un tel bien-fonds, de la même manière que peut l'être, en application de la loi provinciale, un document faisant preuve du contenu d'un jugement rendu par la cour supérieure de la province contre une personne pour une dette de celle-ci. 5

(6) Une fois l'extrait produit, enregistré ou autrement inscrit en application du paragraphe (5), une sûreté, un privilège ou une autre charge grève un bien-fonds du débiteur situé dans la province, ou un droit sur un tel bien-fonds, de la même manière et dans la même mesure que si l'extrait était un document faisant preuve du contenu d'un jugement de la cour supérieure de la province. 10 Idem 15

(7) L'extrait d'un certificat enregistré à l'égard d'un débiteur en application du paragraphe (3) et produit, enregistré ou autrement inscrit comme le permet le paragraphe (5), peut, de la même manière et sous réserve des mêmes restrictions que s'il s'agissait d'un document faisant preuve du contenu d'un jugement de la cour supérieure d'une province, faire l'objet de procédures visant notamment : 20 Procédures engagées à la faveur d'un extrait

a) à exiger le paiement du montant attesté dans le certificat, des intérêts y afférents et des frais et dépens payés ou engagés en vue de la production, de l'enregistrement ou autre inscription de l'extrait ou en vue de l'exécution des procédures de recouvrement du montant; 35

b) à renouveler ou autrement prolonger l'effet de la production, de l'enregistrement ou autre inscription de l'extrait; 40

c) à annuler ou à retirer l'extrait dans son ensemble ou les parties de l'extrait visant une ou plusieurs parcelles d'un bien-fonds ou un ou plusieurs droits immobiliers, sur lesquels l'extrait a une incidence; 45

d) à différer l'effet de la production, de l'enregistrement ou autre inscription de l'extrait en faveur d'un droit, d'une

the memorial were a document evidencing a judgment of the superior court of the province except that, where in any such proceeding or as a condition precedent to any such proceeding any order, consent or ruling is required under the law of the province to be made or given by the superior court of the province or a judge or official thereof, a like order, consent or ruling may be made or given by the Federal Court of Canada or a judge or official thereof and, when so made or given, has the same effect for the purposes of the proceeding as though made or given by the superior court of the province or a judge or official thereof.

Presentation of documents

(8) Where a memorial of a certificate registered under subsection (3) is presented for filing, registration or other recording as permitted under subsection (5), or any document relating to the memorial is presented for filing, registration or other recording for the purpose of any proceeding described in subsection (7), to any officer of a superior court of a province or to any official in the land registry system of a province, it shall be accepted for filing, registration or other recording as though it were a like document issued from the superior court of the province or prepared in respect of a document evidencing a judgment of the superior court of the province for the purpose of a like proceeding, as the case may be, except that, where the memorial or document is issued by the Federal Court of Canada or signed or certified by a judge or officer thereof, any affidavit, declaration or other evidence required under the law of the province to be provided with or to accompany the memorial or document in such proceedings shall be deemed to have been provided with or to have accompanied the memorial or document as so required.

Sale, etc.

(9) Notwithstanding any law of Canada or of a province, a sheriff or other person

sûreté ou d'un privilège qui a été ou qui sera produit, enregistré ou autrement inscrit à l'égard d'un bien-fonds, ou d'un droit immobilier, sur lequel l'extrait a une incidence.

Toutefois, dans le cas où la loi provinciale exige — soit dans le cadre de ces procédures, soit préalablement à leur exécution — l'obtention d'une ordonnance, d'une décision ou d'un consentement de la cour supérieure de la province ou d'un juge ou d'un officier de celle-ci, la Cour fédérale du Canada ou un juge ou un officier de celle-ci peut rendre une telle ordonnance ou décision ou donner un tel consentement. Cette ordonnance, cette décision ou ce consentement a alors le même effet aux fins des procédures que s'il était rendu ou donné par la cour supérieure de la province ou par un juge ou un officier de celle-ci.

(8) L'extrait d'un certificat enregistré en application du paragraphe (3) qui est présenté pour production, enregistrement ou autre inscription, comme le permet le paragraphe (5), ou un document concernant l'extrait qui est présenté pour production, enregistrement ou autre inscription aux fins des procédures visées au paragraphe (7), à un officier de la cour supérieure d'une province ou à un agent du régime d'enregistrement foncier d'une province, est accepté pour production, enregistrement ou autre inscription comme s'il s'agissait d'un document semblable délivré par la cour supérieure de la province ou établi à l'égard d'un document faisant preuve du contenu d'un jugement de cette cour aux fins de procédures semblables. Toutefois, lorsque l'extrait ou le document est délivré par la Cour fédérale du Canada ou porte la signature ou fait l'objet d'un certificat d'un juge ou d'un officier de cette cour, tout affidavit, toute déclaration ou toute autre preuve qui doit, selon la loi provinciale, être fourni avec l'extrait ou le document ou l'accompagner dans le cadre des procédures est réputé être ainsi fourni ou accompagner ainsi l'extrait ou le document.

Présentation des documents

(9) Nonobstant les lois fédérales et provinciales, ni le shérif ni une autre personne

Interdiction de vendre

shall not, without the written consent of the Minister, sell or otherwise dispose of any property, or publish any notice or otherwise advertise in respect of any sale or other disposition of any property pursuant to any process issued or charge or lien created in any proceeding to collect an amount certified in a certificate made under subsection (2), interest thereon and costs but any property that would have been affected by such a process, charge or lien had such consent been given at the time the process was issued or the charge or lien was created, as the case may be, shall be bound, seized, attached, charged or otherwise affected as it would be had such consent been given at the time the process was issued or the charge or lien was created, as the case may be.

Completion of notices, etc.

(10) Where information required to be set out by any sheriff or other person in a minute, notice or document required to be completed for any purpose cannot, by reason of subsection (9), be so set out, the sheriff or other person shall complete the minute, notice or document to the extent possible without such information and, when the consent of the Minister is given for the purpose of subsection (9), a further minute, notice or document setting out all the information shall be completed for the same purpose, and if the sheriff or other person complies with this subsection, he shall be deemed to have complied with the Act, regulation or rule requiring the information to be set out in the minute, notice or document.

Application for an order

(11) Where a sheriff or other person is unable, by reason of subsection (9) or (10) to comply with any law or rule of court, he shall be bound by such order as may be made by a judge of the Federal Court, on an *ex parte* application by the Minister, for the purpose of giving effect to the proceeding, charge or lien.

Details in certificates and memorials

(12) Notwithstanding any law of Canada or of a province, in any certificate made under subsection (2) in respect of a debtor, in any memorial evidencing the

ne peut, sans le consentement écrit du ministre, vendre un bien ou autrement en disposer ou publier un avis concernant la vente ou la disposition d'un bien ou autrement l'annoncer, par suite de l'émission d'un bref ou de la création d'une sûreté ou d'un privilège dans le cadre de procédures de recouvrement d'un montant attesté dans un certificat fait en application du paragraphe (2), des intérêts y afférents et des frais. Toutefois, tout bien sur lequel un tel bref, une telle sûreté ou un tel privilège aurait une incidence si ce consentement avait été obtenu au moment de l'émission du bref ou de la création de la sûreté ou du privilège, selon le cas, est saisi ou autrement grevé comme si le consentement avait été obtenu à ce moment.

(10) Dans le cas où des renseignements qu'un shérif ou une autre personne doit indiquer dans un procès-verbal, un avis ou un document à établir à une fin quelconque ne peuvent, en raison du paragraphe (9), être ainsi indiqués, le shérif ou l'autre personne doit établir le procès-verbal, l'avis ou le document en omettant les renseignements en question. Une fois le consentement du ministre obtenu pour l'application du paragraphe (9), un autre procès-verbal, avis ou document indiquant tous les renseignements doit être établi à la même fin. S'il se conforme au présent paragraphe, le shérif ou l'autre personne est réputé se conformer à la loi, au règlement ou à la règle qui exige que les renseignements soient indiqués dans le procès-verbal, l'avis ou le document.

Établissement des avis

(11) S'il ne peut se conformer à une loi ou à une règle de pratique en raison du paragraphe (9) ou (10), le shérif ou l'autre personne est lié par toute ordonnance rendue, sur requête *ex parte* du ministre, par un juge de la Cour fédérale du Canada aux fins de mettre à effet des procédures, une sûreté ou un privilège.

Demande d'ordonnance

(12) Nonobstant les lois fédérales et provinciales, dans le certificat fait à l'égard d'un débiteur en application du paragraphe (2), dans l'extrait faisant

Contenu des certificats et extraits

provision to continue to be in effect as if the date of the amendment were the date of the original enactment.

2. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

(2) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

10. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

12. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

enacted or in any way or document for the purpose of collecting an amount, it is sufficient for all purposes.

10. (1) In relation to the rate of interest payable by the debtor, the aggregate of amounts payable by the debtor, with or without the separate amounts payable up to the aggregate and

(2) to refer to the rate of interest payable on the separate amounts payable by the debtor, the aggregate of amounts payable by the debtor, with or without the separate amounts payable up to the aggregate and

12. (1) In relation to the rate of interest payable on the separate amounts payable by the debtor, the aggregate of amounts payable by the debtor, with or without the separate amounts payable up to the aggregate and

13. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

15. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

17. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

19. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

15. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

17. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

19. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

21. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

23. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

25. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

23. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

25. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

27. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

27. (1) The amendments made by this section shall be deemed to have come into force on the day on which this Act receives the royal assent.

certificate or in any writ or document issued for the purpose of collecting an amount certified, it is sufficient for all purposes

(a) to set out, as the amount payable by the debtor, the aggregate of amounts payable by the debtor without setting out the separate amounts making up that aggregate; and

(b) to refer to the rate of interest to be charged on the separate amounts making up the amount payable in general terms as interest at the rate prescribed under this Act applicable from time to time without indicating the specific rates of interest to be charged on each of the separate amounts or to be charged for any particular period of time."

(2) Subsections 223(1) to (8) and (12) of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable with respect to certificates made under section 223 of the said Act after 1971 and documents evidencing such certificates that were issued by the Federal Court of Canada and that were filed, registered or otherwise recorded after 1977 under the laws of a province, except that, where any such certificate or document was the subject of an action pending in a court on February 10, 1988 or the subject of a court decision given on or before that date, section 223 of the said Act shall be read, for the purposes of applying it with respect to that certificate or document, as it was at the time the certificate was registered or the document was issued, as the case may be.

(3) Subsections 223(9), (10) and (11) of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable with respect to certificates made under section 223 of the said Act after the day this Act is assented to.

170. (1) Paragraph 225.1(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) certify the unpaid amount under section 223,"

preuve du contenu d'un tel certificat ou encore dans le bref ou document délivré en vue du recouvrement d'un montant attesté dans un tel certificat, il suffit, à toutes fins utiles :

a) d'une part, d'indiquer, comme montant payable par le débiteur, le total des montants payables par celui-ci et non les montants distincts qui forment ce total;

b) d'autre part, d'indiquer de façon générale le taux d'intérêt prescrit en application de la présente loi comme étant le taux applicable aux montants distincts qui forment le montant payable, sans détailler les taux applicables à chaque montant distinct ou pour une période donnée.»

(2) Les paragraphes 223(1) à (8) et (12) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux certificats faits en application de l'article 223 de la même loi après 1971 ainsi qu'aux documents faisant preuve du contenu de ces certificats délivrés par la Cour fédérale du Canada, qui sont produits, enregistrés ou autrement inscrits après 1977 en application de la législation d'une province. Toutefois, si le certificat ou le document a fait l'objet d'une cause en instance le 10 février 1988 ou d'une décision judiciaire rendue avant le 11 février 1988, l'article 223 de la même loi s'applique au certificat ou document dans sa version applicable à la date d'enregistrement du certificat ou de délivrance du document.

(3) Les paragraphes 223(9), (10) et (11) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux certificats faits en application de l'article 223 de la même loi après la sanction de la présente loi.

170. (1) L'alinéa 225.1(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) attester le montant impayé, conformément à l'article 223»

(3) The reference in subsection 223(1) to section 223 shall be replaced by a reference to subsection 223(1).

(3) The reference in subsection 223(1) to section 223 shall be replaced by a reference to subsection 223(1).

Amendment 170: (1) This amendment would substitute a reference to section 223 for the reference to subsection 223(1).

(4) Subsection 223(1) is amended to read as follows: (1) The reference in subsection 223(1) to section 223 shall be replaced by a reference to subsection 223(1).

Clause 170: (1) This amendment would substitute a reference to section 223 for the reference to subsection 223(1).

Article 170, (1). — Remplacement du renvoi au paragraphe 223(1) par un renvoi à l'article 223.

Section in respect of a taxpayer shall be referred to by the Minister as the taxpayer's return after it is received, except where the [blank] orders the otherwise.

(2) Subsection (1) is applicable with respect to notices of assessment mailed after 1984.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux avis de cotisation postés après 1984.

171. Section 225.2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

171. L'article 225.2 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definition of judge

"225.2 (1) In this section, "judge" means a judge or a local judge of a superior court of a province or a judge of the Federal Court of Canada.

«225.2 (1) Au présent article, un juge s'entend d'un juge ou d'un juge local d'une cour supérieure d'une province ou d'un juge de la Cour fédérale du Canada.

5 Signification de «juge»

Authorization to proceed forthwith

(2) Notwithstanding section 225.1, where, on *ex parte* application by the Minister, a judge is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the collection of all or any part of an amount assessed in respect of a taxpayer would be jeopardized by a delay in the collection thereof, he shall, on such terms as he considers reasonable in the circumstances, authorize the Minister to take forthwith any of the actions described in paragraphs 225.1(1)(a) to (g) with respect to the amount.

(2) Par dérogation à l'article 225.1, sur requête *ex parte* du ministre, le juge saisi autorise le ministre à prendre immédiatement des mesures visées aux alinéas 225.1(1)a) à g) à l'égard du montant d'une cotisation établie relativement à un contribuable, aux conditions qu'il estime indiquées dans les circonstances, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'octroi à ce contribuable d'un délai pour payer le montant compromettrait le recouvrement de tout ou partie de ce montant.

10 Recouvrement compromis

Notice of assessment not sent

(3) An authorization under subsection (2) in respect of an amount assessed in respect of a taxpayer may be granted by a judge notwithstanding that a notice of assessment in respect of that amount has not been sent to the taxpayer at or before the time the application is made where the judge is satisfied that the receipt of the notice of assessment by the taxpayer would likely further jeopardize the collection of the amount, and for the purposes of sections 222, 223, 224, 224.1, 224.3 and 225, the amount in respect of which an authorization is so granted shall be deemed to be an amount payable under this Act.

(3) Le juge saisi peut accorder l'autorisation visée au paragraphe (2), même si un avis de cotisation pour le montant de la cotisation établie à l'égard du contribuable n'a pas été envoyé à ce dernier au plus tard à la date de la présentation de la requête, s'il est convaincu que la réception de cet avis par ce dernier compromettrait davantage, selon toute vraisemblance, le recouvrement du montant. Pour l'application des articles 222, 223, 224, 224.1, 224.3 et 225, le montant visé par l'autorisation est réputé être un montant payable en vertu de la présente loi.

25 Recouvrement compromis par la réception d'un avis de cotisation

Affidavits

(4) Statements contained in an affidavit filed in the context of an application under this section may be based on belief with the grounds therefor.

(4) Les déclarations contenues dans un affidavit produit dans le cadre de la requête visée au présent article peuvent être fondées sur une opinion si des motifs à l'appui de celle-ci y sont indiqués.

40 Affidavits

Service of authorization and of notice of assessment

(5) An authorization granted under this section in respect of a taxpayer shall be served by the Minister on the taxpayer within 72 hours after it is granted, except where the judge orders the authorization

(5) Le ministre signifie au contribuable intéressé l'autorisation visée au présent article dans les 72 heures suivant le moment où elle est accordée, sauf si le juge ordonne qu'elle soit signifiée dans un autre 45

Signification de l'autorisation et de l'avis de cotisation

Clause 171: Section 225.2 at present reads as follows:

“225.2 (1) Notwithstanding section 225.1, where it may reasonably be considered that collection of an amount assessed in respect of a taxpayer would be jeopardized by a delay in the collection thereof, and the Minister has, by notice served personally or by registered letter addressed to the taxpayer at his latest known address, so advised the taxpayer and directed the taxpayer to pay forthwith the amount assessed or any part thereof, the Minister may forthwith take any of the actions described in paragraphs 225.1(1)(a) to (g) with respect to that amount or that part thereof.

(2) Where the Minister has under subsection (1) directed a taxpayer to pay an amount forthwith, the taxpayer may

(a) upon 3 days notice of motion to the Deputy Attorney General of Canada, apply to a judge of a superior court having jurisdiction in the province in which the taxpayer resides or to a judge of the Federal Court of Canada for an order fixing a day (not earlier than 14 days nor later than 28 days after the date of the order) and place for the determination of the question whether the direction was justified in the circumstances;

(b) serve a copy of the order on the Deputy Attorney General of Canada within 6 days after the day on which it was made; and

(c) if he has proceeded as authorized by paragraph (b), apply at the appointed time and place for an order determining the question.

(3) An application to a judge under paragraph (2)(a) shall be made

(a) within 30 days after the day on which the notice under subsection (1) was served or mailed; or

(b) within such further time as the judge, upon being satisfied that the application was made as soon as circumstances permitted, may allow.

(4) An application under paragraph (2)(c) may, on the application of the taxpayer, be heard *in camera*, if the taxpayer establishes to the satisfaction of the judge that the circumstances of the case justify *in camera* proceedings.

(5) On the hearing of an application under paragraph (2)(c) the burden of justifying the direction is on the Minister.

(6) On an application under paragraph (2)(c), the judge shall determine the question summarily and may confirm, vacate or vary the direction and make such other order as he considers appropriate.

(7) Where the judge to whom an application has been made under paragraph (2)(a) cannot for any reason act or continue to act in the application under paragraph (2)(c), the application under paragraph (2)(c) may be made to another judge.

(8) Costs shall not be awarded upon the disposition of an application under subsection (2).”

Article 171 - Texte actuel de l'article 225.2 :

«225.2 (1) Par dérogation à l'article 225.1, lorsqu'il est raisonnable de croire que l'octroi à un contribuable d'un délai pour payer le montant d'une cotisation établie à son égard compromettrait le recouvrement de ce montant, et que le ministre, pas avis signifié à personne ou envoyé en recommandé à la dernière adresse connue du contribuable, en a avisé celui-ci et lui a ordonné de verser immédiatement tout ou partie de ce montant, le ministre peut prendre immédiatement des mesures visées aux alinéas 225.1(1)a) à g) à l'égard de tout ou partie de ce montant.

(2) Lorsque le ministre a ordonné au contribuable de verser immédiatement un montant conformément au paragraphe (1), le contribuable peut

a) après avis au sous-procureur général du Canada au moins trois jours avant qu'il soit procédé à cette requête, demander à un juge d'une cour supérieure compétente de la province où le contribuable réside ou à un juge de la Cour fédérale du Canada de rendre une ordonnance fixant la date (tombant au moins 14 jours et au plus 28 jours après la date de l'ordonnance) et le lieu où il statuera sur la question de savoir si l'ordre était justifié en l'espèce;

b) signifier une copie de l'ordonnance au sous-procureur général du Canada dans les 6 jours suivant la date où elle a été rendue; et

c) après avoir ainsi signifié une copie de l'ordonnance, demander, à la date et au lieu fixés, une ordonnance où il soit statué sur la question.

(3) La requête à un juge visée à l'alinéa (2)a) doit être présentée

a) dans les 30 jours suivant la date où l'avis prévu au paragraphe (1) a été signifié ou posté;

b) dans le délai supplémentaire que le juge peut accorder s'il est convaincu que le contribuable a présenté la requête aussitôt que possible.

(4) Une requête visée à l'alinéa (2)c) peut, à la demande du contribuable, être entendue à huis clos si le contribuable démontre, à la satisfaction du juge, que les circonstances le justifient.

(5) À l'audition d'une requête visée à l'alinéa (2)c), il incombe au ministre de justifier l'ordre.

(6) Dans le cas d'une requête visée à l'alinéa (2)c), le juge statue sur la question de façon sommaire et peut confirmer, annuler ou modifier l'ordre et rendre toute autre ordonnance qu'il juge indiquée.

(7) Lorsque, pour quelque motif, le juge saisi d'une requête visée à l'alinéa (2)a) ne peut instruire ou continuer d'instruire la requête visée à l'alinéa (2)c), un autre juge peut être saisi de cette dernière.

(8) Il n'est accordé de dépens sur aucune décision rendue à la suite d'une requête visée au paragraphe (2).»

	to be served at some other time specified in the authorization, and, where a notice of assessment has not been sent to the taxpayer at or before the time of the application, the notice of assessment shall be served together with the authorization.	5	délat qui y est précisé. L'avis de cotisation est signifié en même temps que l'autorisation s'il n'a pas été envoyé au contribuable au plus tard à la date de la présentation de la requête.	5
Idem	(6) For the purposes of subsection (5), service on a taxpayer shall be effected by		(6) Pour l'application du paragraphe (5), l'autorisation est signifiée au contribuable soit par voie de signification à personne, soit par tout autre mode prescrit par le juge, le cas échéant.	Idem
	(a) personal service on the taxpayer; or			
	(b) service in accordance with directions, if any, of a judge.	10		10
Idem	(7) Where service on a taxpayer cannot reasonably otherwise be effected as and when required under this section, the Minister may, as soon as practicable, apply to a judge for further direction.	15	(7) Lorsque la signification au contribuable ne peut par ailleurs être raisonnablement effectuée conformément au présent article, le ministre peut, dès que matériellement possible, demander d'autres directives au juge.	Idem
Review of authorization	(8) Where a judge of a court has granted an authorization under this section in respect of a taxpayer, the taxpayer may, upon 6 clear days notice to the Deputy Attorney General of Canada, apply to a judge of the court to review the authorization.	20	(8) Dans le cas où le juge saisi accorde l'autorisation visée au présent article à l'égard d'un contribuable, celui-ci peut, après avis de six jours francs au sous-procureur général du Canada, demander à un juge de la cour de réviser l'autorisation.	Révision de l'autorisation
Time for review application	(9) An application under subsection (8) shall be made	25	(9) La requête visée au paragraphe (8) doit être présentée :	Délat de présentation de la requête
	(a) within 30 days from the day on which the authorization was served on the taxpayer in accordance with this section; or		a) dans les 30 jours suivant la date où l'autorisation a été signifiée au contribuable en application du présent article;	
	(b) within such further time as a judge may allow, upon being satisfied that the application was made as soon as practicable.	30	b) dans le délai supplémentaire que le juge peut accorder s'il est convaincu que le contribuable a présenté la requête dès que matériellement possible.	
Hearing in camera	(10) An application under subsection (8) may, on the application of the taxpayer, be heard <i>in camera</i> , if the taxpayer establishes to the satisfaction of the judge that the circumstances of the case justify <i>in camera</i> proceedings.	35	(10) Une requête visée au paragraphe (8) peut, à la demande du contribuable, être entendue à huis clos si le contribuable démontre, à la satisfaction du juge, que les circonstances le justifient.	Huis clos
Disposition of application	(11) On an application under subsection (8), the judge shall determine the question summarily and may confirm, set aside or vary the authorization and make such other order as he considers appropriate.	40	(11) Dans le cas d'une requête visée au paragraphe (8), le juge statue sur la question de façon sommaire et peut confirmer, annuler ou modifier l'autorisation et rendre toute autre ordonnance qu'il juge indiquée.	Ordonnance
Directions	(12) Where any question arises as to the course to be followed in connection with	45	(12) Si aucune mesure n'est prévue au présent article sur une question à résoudre	Mesures non prévues

anything done or being done under this section and there is no direction in this section with respect thereto, a judge may give such direction with regard thereto as, in his opinion, is appropriate.

No appeal from review order

(13) No appeal lies from an order of a judge made pursuant to subsection (11).”

172. (1) Subsection 227(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Amount in trust not part of estate

“(5) Notwithstanding any provision of the *Bankruptcy Act*, in the event of any liquidation, assignment, receivership or bankruptcy of or by a person, an amount equal to any amount

(a) deemed by subsection (4) to be held in trust for Her Majesty, or

(b) deducted or withheld under an Act of a province with which the Minister of Finance has entered into an agreement for the collection of taxes payable to the province under that Act that is deemed under that Act to be held in trust for Her Majesty in right of the province

shall be deemed to be separate from and form no part of the estate in liquidation, assignment, receivership or bankruptcy, whether or not that amount has in fact been kept separate and apart from the person's own moneys or from the assets of the estate.”

(2) Subsections 227(8) and (8.1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Penalty

“(8) Every person who in a calendar year has failed to deduct or withhold any amount as required by subsection 153(1) or section 215 is liable to a penalty of

(a) 10% of the amount that should have been deducted or withheld; or

(b) where the person had at the time of the failure been assessed a penalty under this subsection in respect of an amount that should have been deducted or withheld during the year, 20% of the

en rapport avec une chose accomplie ou en voie d'accomplissement selon le présent article, un juge peut décider des mesures qu'il estime les plus aptes à atteindre le but du présent article.

(13) L'ordonnance rendue par un juge en application du paragraphe (11) est sans appel.»

172. (1) Le paragraphe 227(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5) Nonobstant les dispositions de la *Loi sur la faillite*, en cas de liquidation, cession, mise sous séquestre ou faillite d'une personne, un montant égal à l'un ou l'autre des montants suivants est considéré comme tenu séparé et ne formant pas partie du patrimoine visé par la liquidation, cession, mise sous séquestre ou faillite, que ce montant ait été ou non, en fait, tenu séparé des propres fonds de la personne ou des éléments du patrimoine :

a) le montant réputé, selon le paragraphe (4), être détenu en fiducie pour Sa Majesté;

b) le montant déduit ou retenu en application d'une loi provinciale qui est réputé, selon cette loi, être détenu en fiducie pour Sa Majesté du chef de la province, si la province concernée a conclu avec le ministre des Finances un accord pour le recouvrement des impôts payables à celle-ci en vertu de cette loi.»

(2) Les paragraphes 227(8) et (8.1) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(8) Toute personne qui ne déduit pas ou ne retient pas un montant au cours d'une année civile conformément au paragraphe 153(1) ou à l'article 215 est passible d'une pénalité :

a) soit de 10 % du montant qui aurait dû être déduit ou retenu;

b) soit de 20 % du montant qui aurait dû être déduit ou retenu si la personne a, au moment du défaut, déjà eu une cotisation pour pénalité en application du

Ordonnance sans appel

Montant en fiducie exclu de la masse

Défaut de retenue à la source

Clause 172: (1) Subsection 227(5) at present reads as follows:

“(5) Notwithstanding any provision of the *Bankruptcy Act*, in the event of any liquidation, assignment, receivership or bankruptcy of or by a person, an amount equal to the amount deemed by subsection (4) to be held in trust for Her Majesty shall be deemed to be separate from and form no part of the estate in liquidation, assignment, receivership or bankruptcy, whether or not that amount has in fact been kept separate and apart from the person's own moneys or from the assets of the estate.”

(2) Subsections 227(8) and (8.1) at present read as follows:

“(8) Any person who has failed to deduct or withhold any amount as required by this Act or a regulation is liable to pay Her Majesty

(a) if the amount should have been deducted or withheld under subsection 153(1) from an amount that has been paid to a person resident in Canada, or should have been deducted or withheld under section 215 from an amount that has been paid to a person not resident in Canada, 10% of the amount that should have been deducted or withheld, and

(b) in any other case, the whole amount that should have been deducted or withheld,

together with interest on the amount that should have been deducted or withheld, at the prescribed rate per annum, for the period commencing on the later of

(c) February 16, 1984, and

Article 172, (1). — Texte actuel du paragraphe 227(5) :

«(5) Nonobstant les dispositions de la *Loi sur la faillite*, en cas de liquidation, cession, mise sous séquestre ou faillite d'une personne, un montant égal au montant réputé, selon le paragraphe (4), être détenu en fiducie pour Sa Majesté est considéré comme tenu séparé et ne formant pas partie du patrimoine visé par la liquidation, cession, mise sous séquestre ou faillite, que ce montant ait été ou non, en fait, tenu séparé des propres fonds de la personne ou des éléments du patrimoine.»

(2). — Texte actuel des paragraphes 227(8) et (8.1) :

«(8) Toute personne qui n'a pas déduit ou retenu un montant quelconque, en conformité de la présente loi ou d'un règlement, est tenue de payer à Sa Majesté,

a) si le montant devait être déduit ou retenu, en vertu du paragraphe 153(1), sur un montant qui a été payé à une personne résidant au Canada, ou devait être déduit ou retenu en vertu de l'article 215 sur un montant qui a été payé à une personne ne résidant pas au Canada, 10 % du montant qui aurait dû être déduit ou retenu,

b) dans tout autre cas, le montant intégral qui aurait dû être déduit ou retenu,

avec l'intérêt sur le montant qui aurait dû être déduit ou retenu au taux annuel prescrit pour la période commençant à la plus tardive des deux dates suivantes :

c) le 16 février 1984; et

d) le quinzième jour du mois qui suit le mois au cours duquel un tel montant aurait dû être déduit ou retenu ou toute date antérieure qui

amount that should have been deducted or withheld.

présent paragraphe sur un montant qui aurait dû être déduit ou retenu au cours de l'année.

Joint and several liability

(8.1) Where a particular person has failed to deduct or withhold an amount as required under subsection 153(1) or section 215 in respect of an amount that has been paid to a non-resident person, the non-resident person is jointly and severally liable with the particular person to pay any interest payable by the particular person pursuant to subsection (8.3) in respect thereof.”

(8.1) Dans le cas où une personne ne déduit pas ou ne retient pas un montant conformément au paragraphe 153(1) ou à l'article 215 sur un montant payé à une personne qui ne réside pas au Canada, ces deux personnes sont solidairement tenues au paiement des intérêts payables par la première sur ce montant conformément au paragraphe (8.3).»

Solidarité

(3) Section 227 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (8.2) thereof, the following subsections:

(3) L'article 227 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (8.2), de ce qui suit :

Interest on amounts not deducted or withheld

“(8.3) Where a person has failed to deduct or withhold any amount as required by subsection 153(1) or section 215, he shall pay to the Receiver General interest on the amount at the prescribed rate computed

«(8.3) La personne qui ne déduit pas ou ne retient pas un montant conformément au paragraphe 153(1) ou à l'article 215 doit payer au receveur général des intérêts sur ce montant calculés au taux prescrit :

Intérêts sur les montants non déduits ou non retenus

(a) in the case of an amount required by subsection 153(1) to be deducted or withheld from a payment to another person, from the fifteenth day of the month immediately following the month in which the amount was required to be deducted or withheld, or from such earlier day as may be prescribed for the purposes of subsection 153(1), to,

a) s'il s'agit d'un montant à déduire ou à retenir sur un paiement à une autre personne en application du paragraphe 153(1), pour la période commençant le quinzième jour du mois qui suit le mois au cours duquel le montant aurait dû être déduit ou retenu ou à toute date antérieure qui peut être fixée par règlement pour l'application de ce paragraphe, et se terminant :

(i) where that other person is not resident in Canada, the day of payment of the amount to the Receiver General, and

(i) le jour du paiement du montant au receveur général, si cette autre personne ne réside pas au Canada,

(ii) where that other person is resident in Canada, the earlier of the day of payment of the amount to the Receiver General and April 30 of the year immediately following the year in which the amount was required to be deducted or withheld; and

(ii) au premier en date du jour du paiement du montant au receveur général ou du 30 avril de l'année qui suit l'année au cours de laquelle le montant aurait dû être déduit ou retenu, si cette autre personne réside au Canada;

(b) in the case of an amount required by section 215 to be deducted or withheld, from the day on which the amount was required to be deducted or withheld to the day of payment of the amount to the Receiver General.

b) s'il s'agit d'un montant visé à l'article 215, pour la période commençant le jour où le montant aurait dû être déduit ou retenu et se terminant le jour de son paiement au receveur général.

(d) the fifteenth day of the month immediately following the month in which such amount should have been so deducted or withheld or such earlier time as may be prescribed for the purposes of subsection 153(1).

(8.1) Where a taxpayer has failed to deduct or withhold any amount, as required under section 215, in respect of an amount that has been paid to a person not resident in Canada, that non-resident person is jointly and severally liable with the taxpayer to pay any interest payable by the taxpayer pursuant to subsection (8) in respect thereof."

(3) New.

peut être fixée par règlement pour l'application du paragraphe 153(1).

(8.1) Lorsqu'un contribuable a omis de déduire ou de retenir un montant, comme l'exige l'article 215, sur un montant qui a été payé à une personne qui n'est pas résidente du Canada, cette personne non résidente est conjointement et solidairement responsable, avec le contribuable, du paiement des intérêts payables par le contribuable en vertu du paragraphe (8) relativement à ce montant."

(3). — Nouveau.

Liability to pay amount not deducted or withheld

(8.4) A person who has failed to deduct or withhold any amount as required under subsection 153(1) in respect of an amount paid to another person who is not resident in Canada, or who is resident in Canada only by reason of paragraph 250(1)(a), is liable to pay as tax under this Act on behalf of the other person the whole of the amount that should have been deducted or withheld, and is entitled to deduct or withhold from any amount paid or credited by him to the other person or otherwise recover from the other person any amount paid by him as tax under this Part on behalf of the other person.”

(8.4) La personne qui ne déduit pas ou ne retient pas un montant conformément au paragraphe 153(1) sur un montant payé à une autre personne qui ne réside pas au Canada ou qui réside au Canada uniquement par application de l'alinéa 250(1)a) doit payer, au nom de cette autre personne, à titre d'impôt en vertu de la présente loi, la totalité du montant qui aurait dû être déduit ou retenu et a le droit de déduire ou de retenir ce montant sur tout montant payé à cette autre personne ou porté à son crédit, ou de le recouvrer autrement de cette autre personne.»

Obligation de payer un montant non déduit ou non retenu

(4) Subsection 227(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le paragraphe 227(9) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Penalty

“(9) Every person who in a calendar year has failed to remit or pay as and when required by this Act or a regulation an amount deducted or withheld as required by this Act or a regulation or an amount of tax that he is, by section 116 or by a regulation made under subsection 215(4), required to pay is liable to a penalty of

«(9) Toute personne qui ne remet pas ou ne paye pas au cours d'une année civile, de la manière et dans le délai prévus à la présente loi ou à un règlement d'application, un montant déduit ou retenu conformément à la présente loi ou à un règlement d'application ou un montant d'impôt qu'elle doit payer conformément à l'article 116 ou à un règlement pris en application du paragraphe 215(4) est passible d'une pénalité :

Défaut de remettre une retenue à la source

(a) 10% of that amount; or

(b) 20% of that amount, where the person had at the time of the failure been assessed a penalty under this subsection in respect of a previous failure during the year.”

a) soit de 10 % sur ce montant;
b) soit de 20 % sur ce montant si, au moment du défaut, la personne a déjà eu une cotisation pour pénalité en application du présent paragraphe concernant un défaut antérieur au cours de l'année.»

(5) Section 227 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (9.1) thereof, the following subsections:

(5) L'article 227 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (9.1), de ce qui suit :

Interest on amounts deducted or withheld but not remitted

“(9.2) Where a person has failed to remit as and when required by this Act or a regulation an amount deducted or withheld as required by this Act or a regulation, he shall pay to the Receiver General interest on the amount at the prescribed rate computed from the day on which he was so required to remit the amount to the day of remittance of the amount to the Receiver General.

«(9.2) La personne qui ne remet pas, de la manière et dans le délai prévus à la présente loi ou à un règlement d'application, un montant déduit ou retenu conformément à la présente loi ou à un règlement d'application doit payer au receveur général des intérêts sur ce montant calculés au taux prescrit pour la période commençant le jour où elle était tenue de remettre ce montant et se terminant le

Intérêts sur les montants déduits ou retenus mais non remis

(4) Subsection 227(9) at present reads as follows:

“(9) Every person who has failed to remit or pay as and when required by this Act or a regulation made under this Act

(a) an amount deducted or withheld as required by this Act or a regulation made under this Act, or

(b) an amount of tax that he is, by section 116 or by a regulation made under subsection 215(4), required to pay

is liable to a penalty of 10% of that amount or \$10, whichever is the greater, in addition to the amount itself, together with interest on the amount at the prescribed rate per annum,

(c) in the case of an amount deducted or withheld, for the period commencing on the fifteenth day of the month immediately following the month in which such amount was deducted or withheld or such earlier time as may be prescribed for the purposes of subsection 153(1), and

(d) in any other case, for the period commencing on the date on or before which such amount was required to be paid.”

(5) New.

(4). — Texte actuel du paragraphe 227(9) :

«(9) Toute personne qui, comme et quant l'exige la présente loi ou un règlement d'application, n'a pas remis ou payé :

a) un montant déduit ou retenu comme l'exige la présente loi ou un règlement d'application, ou

b) un montant d'impôt qu'elle est tenue de payer en vertu de l'article 116 ou d'un règlement pris en application du paragraphe 215(4),

est passible d'une pénalité correspondant au plus élevé de 10 % de ce montant ou de 10 \$, en sus du montant lui-même, avec l'intérêt de ce montant calculé au taux annuel fixé par règlement pour la période commençant :

c) le 15^e jour du mois suivant le mois au cours duquel ce montant a été déduit ou retenu ou à toute date antérieure qui peut être fixée par règlement pour l'application du paragraphe 153(1), dans le cas d'un montant déduit ou retenu;

d) le jour où, au plus tard, le montant était à payer, dans le cas d'un montant d'impôt.»

(5). — Nouveau.

Interest on certain tax not paid

(9.3) Where a person has failed to pay an amount of tax that he is, by section 116 or a regulation made under subsection 215(4), required to pay, as and when he was so required to pay it, he shall pay to the Receiver General interest on the amount at the prescribed rate computed from the day on or before which the amount was required to be paid to the day of payment of the amount to the Receiver General.

jour où le montant est remis au receveur général.

(9.3) La personne qui ne paye pas, de la manière et dans le délai prévus, un montant d'impôt qu'elle devait payer conformément à l'article 116 ou à un règlement pris en application du paragraphe 215(4) doit payer au receveur général des intérêts sur ce montant calculés au taux prescrit pour la période commençant le jour où elle était tenue de payer ce montant et se terminant le jour du paiement du montant au receveur général.

Intérêts sur l'impôt impayé

Liability to pay amount not remitted

(9.4) A person who has failed to remit as and when required by this Act or a regulation an amount deducted or withheld from a payment to another person as required by this Act or a regulation is liable to pay as tax under this Act on behalf of the other person the amount so deducted or withheld."

(9.4) La personne qui ne remet pas, de la manière et dans le délai prévus à la présente loi ou à un règlement d'application, un montant déduit ou retenu d'un paiement fait à une autre personne conformément à la présente loi ou à un règlement d'application doit payer, à titre d'impôt en vertu de la présente loi au nom de cette autre personne, le montant ainsi déduit ou retenu.»

Obligation de payer un montant non remis

(6) Paragraph 227(10)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) L'alinéa 227(10)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) any person for any amount payable by that person under subsection (8), (8.1), (8.2), (8.3), (8.4) or 224(4) or (4.1) or section 227.1, and”

«a) toute personne pour un montant payable par elle en vertu du paragraphe (8), (8.1), (8.2), (8.3) ou (8.4) ou 224(4) ou (4.1) ou de l'article 227.1;»

(7) Paragraph 227(10.1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(7) L'alinéa 227(10.1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(a) any person for any amount payable by that person under subsection (9), (9.2), (9.3) or (9.4), and”

«a) toute personne pour un montant payable par elle en vertu du paragraphe (9), (9.2), (9.3) ou (9.4);»

(8) Subsection 227(14) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(8) Le paragraphe 227(14) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(14) Parts III, IV, IV.1, VI and VI.1 are not applicable to any corporation for any period throughout which it is exempt from tax under section 149.”

«(14) Les parties III, IV, IV.1, VI et VI.1 ne s'appliquent pas à une corporation pour une période tout au long de laquelle elle est exonérée d'impôt en application de l'article 149.»

Non-application des parties III, IV, IV.1, VI et VI.1

(9) Subsection (8) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(9) Le paragraphe (8) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

Application of Parts III, IV, IV.1, VI and VI.1

(6) This amendment would add a reference to subsections 227(8.1) to (8.4) and delete the reference to section 235.

(7) This amendment would add a reference to subsections 227(9.2) to (9.4).

(8) Subsection 227(14) at present reads as follows:

“(14) Parts III, IV and VI are not applicable to any corporation that was, at any time or for any period that is relevant for the purposes of any of those Parts, a corporation exempt from tax under section 149.”

(6) — Adjonction d'un renvoi aux paragraphes 227(8.1) à (8.4) et suppression du renvoi à l'article 235.

(7) — Adjonction d'un renvoi aux paragraphes 227(9.2), (9.3) et (9.4).

(8) — Texte actuel du paragraphe 227(14) :

«(14) Les Parties III, IV et VI ne s'appliquent pas à une corporation qui était, à une date quelconque ou pour toute période qui est pertinente aux fins de l'une de ces Parties, une corporation exonérée de l'impôt en vertu de l'article 149.»

173. (1) Paragraph 227.1(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) a certificate for the amount of the corporation’s liability referred to in that subsection has been registered in the Federal Court of Canada under section 223 and execution for such amount has been returned unsatisfied in whole or in part;”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to certificates registered under section 223 of the said Act after November 12, 1981.

174. All that portion of section 231 of the said Act preceding the definition “authorized person” therein is repealed and the following substituted therefor:

“231. In sections 231.1 to 231.6,”

175. Subsection 231.2(7) of the said Act is repealed.

176. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 231.5 thereof, the following section:

“231.6 (1) For the purposes of this section, “foreign-based information or document” means any information or document which is available or located outside Canada and which may be relevant to the administration or enforcement of this Act.

(2) Notwithstanding any other provision of this Act, the Minister may, by notice served personally or by registered or certified mail, require that a person resident in Canada or a non-resident person carrying on business in Canada provide any foreign-based information or document.

(3) The notice referred to in subsection (2) shall set forth

(a) a reasonable period of time of not less than 90 days for the production of the information or document;

(b) a description of the information or document being sought; and

173. (1) L’alinéa 227.1(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(a) un certificat précisant la somme pour laquelle la corporation est responsable selon ce paragraphe n’ait été enregistré à la Cour fédérale du Canada en application de l’article 223 et qu’il n’y ait eu défaut d’exécution totale ou partielle à l’égard de cette somme;»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux certificats enregistrés en application de l’article 223 de la présente loi après le 12 novembre 1981.

174. Le passage de l’article 231 de la même loi qui précède la définition de «documents» est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«231. Les définitions qui suivent s’appliquent aux articles 231.1 à 231.6.»

175. Le paragraphe 231.2(7) de la même loi est abrogé.

176. La même loi est modifiée par insertion, après l’article 231.5, de ce qui suit :

«231.6 (1) Pour l’application du présent article, un renseignement ou document étranger s’entend d’un renseignement accessible, ou d’un document situé, en dehors du Canada, qui peut être pris en compte pour l’application ou l’exécution de la présente loi.

(2) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, par avis signifié à personne ou envoyé par courrier recommandé ou certifié, mettre en demeure une personne résidant au Canada ou une personne n’y résidant pas mais y exploitant une entreprise de fournir des renseignements ou documents étrangers.

(3) L’avis doit à la fois :

a) indiquer le délai raisonnable, d’au moins 90 jours, dans lequel les renseignements ou documents étrangers doivent être fournis;

b) décrire les renseignements ou documents étrangers recherchés;

Interpretation

Définitions

“Foreign-based information or document” defined

Signification de «étrangers»

Requirement to provide foreign-based information

Obligation de fournir des renseignements et documents étrangers

Notice

Contenu de l’avis

Clause 173: (1) This amendment would substitute a reference to section 223 for the reference to subsection 223(2).

Clause 174: This amendment would add a reference to section 231.6.

Clause 175: Subsection 231.2(7) reads as follows:

"(7) Where a person is found guilty of an offence under subsection 238(2) for failing to comply with a requirement under subsection (1), the court may make such order as it deems proper in order to enforce compliance with the requirement."

Clause 176: New.

Article 173, (1). — Texte actuel de l'alinéa 227.1(2)a) :

«a) un certificat spécifiant la somme à l'égard de laquelle la corporation encourt la responsabilité en vertu de ce paragraphe n'ait été enregistré, en vertu du paragraphe 223(2), à la Cour fédérale du Canada et qu'il n'y ait eu défaut d'exécution totale ou partielle à l'égard de cette somme;»

Article 174. — Adjonction d'un renvoi à l'article 231.6.

Article 175. — Texte du paragraphe 231.2(7) :

«(7) Le tribunal peut rendre l'ordonnance qu'il estime indiquée pour faire respecter l'exigence de fourniture ou production prévue au paragraphe (1), lorsqu'une personne est déclarée coupable d'infraction au paragraphe 238(2) pour n'avoir pas obtempéré à cette exigence.»

Article 176. — Nouveau.

	<p>(c) the consequences under subsection (8) to the person of the failure to provide the information or documents being sought within the period of time set out in the notice. 5</p>	<p>c) préciser les conséquences prévues au paragraphe (8) du défaut de fournir les renseignements ou documents étrangers recherchés dans le délai ci-dessus.</p>	
<p>Review of foreign information requirement</p>	<p>(4) The person on whom a notice of a requirement is served under subsection (2) may, within 90 days after the service of the notice, apply to a judge for a review of the requirement. 10</p>	<p>(4) La personne à qui l'avis est signifié ou envoyé peut, dans les 90 jours suivant la date de signification ou d'envoi, contester, par requête à un juge, la mise en demeure du ministre.</p>	<p>5 Révision par un juge</p>
<p>Powers on review</p>	<p>(5) On hearing an application under subsection (4) in respect of a requirement, a judge may (a) confirm the requirement; (b) vary the requirement as he considers appropriate in the circumstances; or (c) set aside the requirement if he is satisfied that the requirement is unreasonable. 15</p>	<p>(5) À l'audition de la requête, le juge peut : a) soit confirmer la mise en demeure; b) soit modifier la mise en demeure de la façon qu'il estime indiquée dans les circonstances; c) soit déclarer sans effet la mise en demeure s'il est convaincu que celle-ci est déraisonnable. 15</p>	<p>10 Pouvoirs de révision</p>
<p>Idem</p>	<p>(6) For the purposes of paragraph (5)(c), the requirement to provide the information or document shall not be considered to be unreasonable because the information or document is under the control of or available to a non-resident person that is not controlled by the person served with the notice of the requirement under subsection (2) if that person is related to the non-resident person. 20</p>	<p>(6) Pour l'application de l'alinéa (5)c), le fait que des renseignements ou documents étrangers soient accessibles ou situés chez une personne non résidente qui n'est pas contrôlée par la personne à qui l'avis est signifié ou envoyé, ou soient sous la garde de cette personne non résidente, ne rend pas déraisonnable la mise en demeure de fournir ces renseignements ou documents, si ces deux personnes sont liées. 25</p>	<p>Précision</p>
<p>Time during consideration not to count</p>	<p>(7) The period of time between the day on which an application for review of a requirement is made pursuant to subsection (4) and the day on which the review is decided shall not be counted in the computation of (a) the period of time set forth in the notice of the requirement; and (b) the period of time within which an assessment may be made pursuant to subsection 152(4). 35</p>	<p>(7) Le délai qui court entre le jour où une requête est présentée conformément au paragraphe (4) et le jour où il est décidé de la requête ne compte pas dans le calcul : a) du délai indiqué dans l'avis correspondant à la mise en demeure qui a donné lieu à la requête; b) du délai dans lequel une cotisation peut être établie conformément au paragraphe 152(4). 35</p>	<p>30 Suspension du délai</p>
<p>Consequence of failure</p>	<p>(8) If a person fails to comply substantially with a notice served under subsection (2) and if the notice is not set aside by a judge pursuant to subsection (5), any court having jurisdiction in a civil proceeding relating to the administration or enforcement of this Act shall, upon motion 45</p>	<p>(8) Si une personne ne fournit pas la totalité, ou presque, des renseignements et documents étrangers visés par la mise en demeure signifiée conformément au paragraphe (2) et si la mise en demeure n'est pas déclarée sans effet par un juge en application du paragraphe (5), tout tribu- 45</p>	<p>Conséquences du défaut</p>

of the Minister, prohibit the introduction by that person of any foreign-based information or document covered by that notice.”

nal saisi d'une affaire civile portant sur l'application ou l'exécution de la présente loi doit, sur requête du ministre, refuser le dépôt en preuve par cette personne de tout renseignement ou document étranger visé 5 par la mise en demeure.»

177. (1) Section 233 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

177. (1) L'article 233 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Information return

“233. Whether or not he has filed an information return as required by a regulation made under paragraph 221(1)(d), 10 every person shall, on demand from the Minister, served personally or by registered mail, file with the Minister, within such reasonable time as may be stipulated in the demand, such information as is designated therein. 15

«233. Toute personne doit produire au ministre, sur demande de celui-ci signifiée 10 à personne ou envoyée en recommandé et dans le délai raisonnable qui peut y être fixé, les renseignements exigés dans la demande, que cette personne ait produit ou non une déclaration de renseignements 15 requise par un règlement pris en application de l'alinéa 221(1)d).

Déclaration de renseignements

Information return with respect to certain non-resident persons

233.1 Every corporation that, at any time in a taxation year, was resident in Canada or carried on business in Canada shall, in respect of each non-resident 20 person with whom it was not dealing at arm's length at any time in the year, file with the Minister, within 6 months from the end of the year, an annual information return for the year in prescribed form and 25 containing prescribed information in respect of transactions with that person.”

233.1 Toute corporation qui, au cours d'une année d'imposition, réside au Canada ou, n'y résidant pas, y exploite une 20 entreprise doit, au titre de chaque personne non résidante avec laquelle elle a un lien de dépendance au cours de l'année, produire au ministre, dans les six mois suivant la fin de l'année, une déclaration 25 de renseignements pour l'année, sur le formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, sur ses opérations avec cette personne.»

Déclaration de renseignements concernant certaines personnes étrangères

(2) Subsection 233.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable to taxation years ending after the day on which 30 this Act is assented to.

(2) L'article 233.1 de la même loi, édicté 30 par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition se terminant après la date de sanction de la présente loi.

178. (1) Subsection 234(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

178. (1) Le paragraphe 234(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui 35 suit :

Idem

“(2) An ownership certificate completed pursuant to subsection (1) shall be delivered in such manner, at such time and at such place as may be prescribed.” 35

«(2) Tout certificat de propriété fourni conformément au paragraphe (1) doit être délivré de la manière, dans le délai et à l'endroit prévus par règlement.» 40

Délivrance

(2) Subsection 234(4) of the said Act is repealed. 40

(2) Le paragraphe 234(4) de la même loi est abrogé.

179. Section 235 of the said Act is repealed.

179. L'article 235 de la même loi est abrogé.

Clause 177: Section 233 at present reads as follows:

"233. Whether or not he has filed an information return as required by a regulation made under paragraph 221(1)(d), every person shall, on demand from the Minister, served personally or by registered mail, file with the Minister, within such reasonable time as may be stipulated in the demand, such prescribed information return as is designated therein."

Article 177. — Texte actuel de l'article 233 :

«233. Qu'elle ait produit ou non une déclaration renfermant des renseignements requis par un règlement établi selon l'alinéa 221(1)d), toute personne doit, sur demande émanant du Ministre faite par signification à personne ou par poste recommandée, produire auprès du Ministre la déclaration prescrite renfermant les renseignements qu'indique la demande, dans le délai raisonnable que celle-ci peut fixer.»

Clause 178: (1) Subsection 234(2) at present reads as follows:

"(2) An ownership certificate completed pursuant to subsection (1) shall be delivered in such manner, at such time and at such place as may be prescribed and a person who has failed to do so is liable on summary conviction to a fine of not less than \$10 and not exceeding \$100."

(2) Subsection 234(4) reads as follows:

"(4) A person who has failed to complete an ownership certificate as required by or under this Act and a debtor or other person who has cashed a coupon or warrant for which an ownership certificate has not been completed, is liable on summary conviction to a fine of not less than \$10 and not exceeding \$100."

Article 178, (1). — Texte actuel du paragraphe 234(2) :

«(2) Un certificat de propriété fourni en conformité du paragraphe (1) doit être délivré de la manière, à l'époque et à l'endroit prescrits et toute personne qui omet de le faire est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au moins 10 \$ et d'au plus 100 \$.»

(2). — Texte du paragraphe 234(4) :

«(4) Une personne qui n'a pas fourni de certificat de propriété en vertu de la présente loi et un débiteur ou une autre personne qui a encaissé un coupon ou titre pour lequel aucun certificat de propriété n'a été fourni, est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au moins 10 \$ et d'au plus 100 \$.»

180. (1) Section 237 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

180. (1) L'article 237 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Social Insurance Number

"237. (1) Every individual (other than a trust) who was resident or employed in Canada at any time in a taxation year and who files a return of income under Part I for the year, or in respect of whom an information return is to be made by a person pursuant to a regulation made under paragraph 221(1)(d), shall,

«237. (1) Tout particulier, à l'exclusion d'une fiducie, qui réside ou est employé au Canada à une date donnée d'une année d'imposition et qui remplit une déclaration de revenu en vertu de la partie I pour l'année ou concernant lequel une personne est tenue par un règlement pris en application de l'alinéa 221(1)d) de remplir une déclaration de renseignements doit demander, sur le formulaire prescrit et de la manière prescrite, au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social de lui attribuer un numéro d'assurance sociale, s'il n'en a pas déjà un ou s'il n'en a pas déjà fait la demande. Cette demande doit être faite au plus tard le premier février de l'année suivant l'année pour laquelle la déclaration de revenu doit être produite ou dans les 15 jours après que la personne a enjoint au particulier de fournir son numéro d'assurance sociale. Le particulier doit indiquer ce numéro dans toute déclaration produite en application de la présente loi et, le cas échéant, le fournir sur demande à toute personne tenue par la présente loi ou par un règlement d'application de remplir une déclaration de renseignements qui doit comporter ce numéro.

Numéro d'assurance sociale

(a) on or before the first day of February of the year immediately following the year for which the return of income is filed, or

(b) within 15 days after the individual is requested by the person to provide his Social Insurance Number,

apply to the Minister of National Health and Welfare in prescribed form and manner for the assignment to the individual of a Social Insurance Number unless he has previously been assigned, or made application to be assigned, a Social Insurance Number and shall provide that number in any return filed under this Act or, at the request of any person required to make an information return pursuant to this Act or the regulations requiring the individual's Social Insurance Number, to that person.

(2) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements d'application, toute personne tenue de remplir une déclaration de renseignements qui doit comporter le numéro d'assurance sociale d'un particulier :

Divulgence du numéro d'assurance sociale

Idem

(2) For the purposes of this Act and the regulations, a person required to make an information return requiring an individual's Social Insurance Number

(a) shall make a reasonable effort to obtain from the individual the individual's Social Insurance Number; and

(b) shall not knowingly use, communicate or allow to be communicated, otherwise than as required under this Act or a regulation, the individual's Social Insurance Number without the individual's written consent."

a) doit s'appliquer raisonnablement à obtenir du particulier qu'il lui fournisse ce numéro; b) ne peut sciemment, sans le consentement écrit du particulier, utiliser ou communiquer ce numéro ou permettre qu'il soit communiqué, autrement que conformément à la présente loi et à ses règlements d'application.»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years and, with respect to returns of income filed in

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes et à l'année d'imposition 1987 d'un particulier en

Clause 179: Section 235 reads as follows:

"235. (1) Every person who has failed to make a return as and when required by regulation under subsection 215(4), by regulation under section 221 or by subsection 227(2) is liable to a penalty of \$10 a day for each day of default but not exceeding in all \$2,500.

(2) Every person who fails to comply with a regulation made under paragraph 221(1)(e) is liable to a penalty of \$10 a day for each day of default but not exceeding in all \$2,500."

Clause 180: Section 237 at present reads as follows:

"237. (1) Every individual who is required by paragraph 150(1)(d) to file a return of his income for a taxation year after 1966 shall, on or before the first day of February of the year after the year for which the return is required, unless he has previously been assigned or made application to be assigned a Social Insurance Number, apply to the Minister of National Health and Welfare in prescribed form and manner for the assignment to him of a Social Insurance Number.

(2) Every person who has filed a return of his income for a taxation year after 1966 and has failed to show therein the Social Insurance Number that has been assigned to him or for which he is required by this section to apply shall be deemed to have failed to complete the information on a prescribed form as required by or pursuant to section 150."

Article 179. — Texte de l'article 235 :

"235. (1) Quiconque a omis de faire une déclaration de la manière et à l'époque requises par règlement sous le régime du paragraphe 215(4), par règlement en vertu de l'article 221 ou par le paragraphe 227(2), est passible d'une pénalité de 10 \$ par jour chaque jour de manquement, mais jusqu'à concurrence de 2 500 \$.

(2) Quiconque omet de se conformer à un règlement établi sous le régime de l'alinéa 221(1)e) encourt une pénalité de 10 \$ pour chaque jour que dure l'omission, mais jusqu'à concurrence de 2 500 \$."

Article 180, (1). — Texte actuel de l'article 237 :

"237. (1) Tout particulier qui est requis par l'alinéa 150(1)d) de produire une déclaration de son revenu pour une année d'imposition après 1966 doit, au plus tard le premier jour de février de l'année qui suit l'année pour laquelle la déclaration est requise, à moins qu'il ne lui ait été attribué un numéro d'assurance sociale, ou que le particulier n'en ait fait la demande, demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social selon la forme et de la manière prescrites qu'une attribution lui soit faite d'un numéro d'assurance sociale.

(2) Toute personne qui a produit une déclaration de son revenu pour une année d'imposition postérieure à 1966 et a omis d'indiquer le numéro d'assurance sociale qui lui a été attribué ou pour lequel, en vertu du présent article, elle est requise de faire la demande, est réputée avoir omis de compléter les renseignements selon la forme prescrite comme l'exige l'article 150 ou conformément à ses dispositions."

conjunction with the prescribed form filed pursuant to section 122.2 or 122.4 of the said Act, to the 1987 taxation year of an individual.

181. (1) The said Act is amended by adding thereto, immediately after section 237 thereof, the following section:

ce qui concerne les déclarations de revenu produites avec le formulaire prescrit produit conformément à l'article 122.2 ou 122.4 de la même loi.

181. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 237, de ce qui suit :

Definitions

“promoter”
«promoteur»

“237.1 (1) In this section,
“promoter” in respect of a tax shelter means a person who in the course of a business

(a) sells, issues or promotes the sale, issuance or acquisition of an interest in the tax shelter; or

(b) acts as an agent or advisor in respect of the sale or issuance, or the promotion of the sale, issuance or acquisition, of an interest in the tax shelter,

and more than one person may be a tax shelter promoter in respect of the same tax shelter;

“tax shelter”
«abri fiscal»

“tax shelter” means any property in respect of which it may reasonably be considered having regard to statements or representations made or proposed to be made in connection with the property that, if a person were to acquire an interest in the property, at the end of any particular taxation year ending within 4 years after the day on which the interest is acquired,

(a) the aggregate of all amounts each of which is

(i) a loss represented to be deductible in computing income in respect of the interest in the property and expected to be incurred by or allocated to the person for the particular year or any preceding taxation year, or

(ii) any other amount represented to be deductible in computing income or taxable income in respect of the interest in the property and expected to be incurred by or allocated to the person for the particular year, other than any amount included in computing a loss described in subparagraph (i),

Définitions

«237.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article :

«abri fiscal» Bien pour lequel il est raisonnable de considérer, à la lumière de déclarations ou annonces faites ou envisagées en rapport avec ce bien, que, si une personne acquérait une part dans ce bien, le montant visé à l'alinéa a) excéderait le montant visé à l'alinéa b) à la fin d'une année d'imposition donnée se terminant dans les quatre ans après cette acquisition :

a) le total des montants dont chacun représenterait :

(i) une perte qui est annoncée comme étant déductible dans le calcul du revenu, au titre de cette part, et qui pourrait être subie par la personne ou attribuée à celle-ci

pour l'année donnée ou pour une année d'imposition antérieure, ou
(ii) un montant qui est annoncé comme étant déductible dans le calcul du revenu ou du revenu imposable, au titre de cette part, et qui pourrait être engagé par la personne ou attribué à celle-ci pour l'année donnée ou pour une année d'imposition antérieure, à l'exclusion d'un montant inclus dans le calcul d'une perte visée au sous-alinéa (i);

b) l'excédent éventuel du coût de cette part pour la personne à la fin de l'année donnée sur la valeur totale des avantages visés par règlement que la personne ou toute personne avec laquelle elle a un lien de dépendance pourrait recevoir, directement ou indirectement, au titre de cette part.

Les actions accréditives et les biens visés par règlement ne sont toutefois pas considérés comme des abris fiscaux.

«particuliers l'assurent par écrit à un seul
 (b) et dans un nombre d'années
 (c) soit écrit au verso des pages dans
 les autres livres ou dans la promotion de
 leur entreprise, de leur vente ou de leur
 acquisition.

Clause 181: (1) New.

«(1) Tout promoteur qui, dans le
 délai prescrit, demande en vertu de la
 présente partie, d'identifier un
 particulier à cet effet, doit
 fournir en a déjà été
 (2) Sur demande faite en application de
 l'article (1), le particulier dont il s'agit
 ne peut, sans justification, refuser de
 fournir les renseignements requis.
 (3) Le particulier dont il s'agit doit
 fournir les renseignements requis dans
 un délai raisonnable, et dans tous les
 cas, dans un délai de trente jours
 après la date de la demande.

«(4) Tout promoteur qui, dans le
 délai prescrit, demande en vertu de la
 présente partie, d'identifier un
 particulier à cet effet, doit
 fournir en a déjà été

«(5) Sur demande faite en application de
 l'article (4), le particulier dont il s'agit
 ne peut, sans justification, refuser de
 fournir les renseignements requis.
 (6) Le particulier dont il s'agit doit
 fournir les renseignements requis dans
 un délai raisonnable, et dans tous les
 cas, dans un délai de trente jours
 après la date de la demande.

«(7) Tout promoteur doit, quant à un
 particulier, s'appuyer raisonnablement
 sur des renseignements qui lui sont
 fournis par le particulier ou par
 un tiers, et ne peut, sans justification,
 refuser de fournir les renseignements
 requis.

«(8) Un particulier ne peut demander
 en vertu de la présente partie, d'identifier
 un autre particulier, à moins que
 celui-ci ne soit un particulier qui a
 été identifié par le particulier
 demandeur.

«(b) the amount, if any, by which
 (c) the cost to the person of the
 interest in the property at the end
 of the period of years

Article 181, (1). — Nouveau.

«(1) The promoter of all business
 each of which is the subject of any
 prescribed period that is required
 to be recorded in a prescribed book
 in the period, by the person or a
 person with whom the person has
 a deal or dealings.

«(2) The promoter of all business
 each of which is the subject of any
 prescribed period that is required
 to be recorded in a prescribed book
 in the period, by the person or a
 person with whom the person has
 a deal or dealings.

«(3) The promoter of all business
 each of which is the subject of any
 prescribed period that is required
 to be recorded in a prescribed book
 in the period, by the person or a
 person with whom the person has
 a deal or dealings.

«(4) The promoter of all business
 each of which is the subject of any
 prescribed period that is required
 to be recorded in a prescribed book
 in the period, by the person or a
 person with whom the person has
 a deal or dealings.

«(5) The promoter of all business
 each of which is the subject of any
 prescribed period that is required
 to be recorded in a prescribed book
 in the period, by the person or a
 person with whom the person has
 a deal or dealings.

«(6) The promoter of all business
 each of which is the subject of any
 prescribed period that is required
 to be recorded in a prescribed book
 in the period, by the person or a
 person with whom the person has
 a deal or dealings.

Income tax

Identification

Income tax

Income tax

Income tax

would exceed
 (b) the amount, if any, by which
 (i) the cost to the person of the interest in the property at the end of the particular year, 5
 would exceed
 (ii) the aggregate of all amounts each of which is the amount of any prescribed benefit that is expected to be received or enjoyed directly or indirectly in respect of the interest in the property, by the person or a person with whom the person does not deal at arm's length 10
 but does not include property that is a flow-through share or a prescribed property. 15

Application

(2) A promoter in respect of a tax shelter shall apply to the Minister in prescribed form for an identification number for the tax shelter unless an identification number therefor has previously been applied for. 20

Identification

(3) Upon receipt of an application under subsection (2) for an identification number for a tax shelter, together with prescribed information and an undertaking satisfactory to the Minister that books and records in respect of the tax shelter will be kept and retained at a place in Canada that is satisfactory to the Minister, the Minister shall issue an identification number for the tax shelter. 25 30

Sales prohibited

(4) No person shall, whether as a principal or an agent, sell, issue or accept a contribution towards the acquisition of, an interest in a tax shelter before the Minister has issued an identification number for the tax shelter. 35

Providing identification number

(5) Every promoter in respect of a tax shelter shall make reasonable efforts to ensure that all persons who acquire an interest in the tax shelter are provided with the identification number issued by the Minister for the tax shelter. 40 45

Deduction disallowed

(6) In computing the amount of income, taxable income, taxable income earned in Canada, tax or other amount payable by,

«promoteur» Personne qui, quant à un abri fiscal et dans un cadre d'affaires :
 «promoteur»
 "promoter"
 a) soit émet ou vend des parts dans cet abri fiscal ou fait la promotion de leur émission, de leur vente ou de leur acquisition; 5
 b) soit agit, à titre de mandataire ou de conseiller, en ce qui concerne l'émission ou la vente de parts dans cet abri fiscal ou la promotion de leur émission, de leur vente ou de leur acquisition. 10

Au même abri fiscal peuvent correspondre plus d'un promoteur d'abris fiscaux.

(2) Tout promoteur doit, quant à un abri fiscal, demander au ministre, sur le formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, d'attribuer un numéro d'inscription à cet abri fiscal, sauf si demande en a déjà été faite. 15 20

Demande de numéro d'inscription

(3) Sur demande faite en application du paragraphe (2), à laquelle doit être joint un engagement, que le ministre juge acceptable, selon lequel les livres et registres concernant un abri fiscal seront gardés et tenus en un lieu, au Canada, que le ministre juge aussi acceptable, celui-ci doit attribuer un numéro d'inscription à l'abri fiscal. 25

Renseignements à fournir

(4) Nul ne peut, que ce soit à titre de principal ou de mandataire, émettre ou vendre une part dans un abri fiscal, ou accepter un apport en vue de l'acquisition d'une telle part, avant que le ministre n'ait attribué à cet abri fiscal un numéro d'inscription. 30 35

Numéro obligatoire pour vendre des parts dans un abri fiscal

(5) Tout promoteur doit, quant à un abri fiscal, s'appliquer raisonnablement à ce que toutes les personnes qui acquièrent des parts dans cet abri fiscal soient informées du numéro d'inscription de l'abri fiscal attribué par le ministre. 40

Indication du numéro par le promoteur à l'acquéreur

(6) Un contribuable ne peut demander ou déduire de montant au titre d'une part dans un abri fiscal dans le calcul, en appli- 45

Indication du numéro par l'acquéreur

cas de la présente loi, de son revenu ou son revenu imposable ou de son revenu imposable gagné au Canada ou de l'impôt ou d'un autre montant payable par celui-ci ou d'un montant qui lui est remboursable pour une année d'imposition ou de tout montant à payer en compte dans le calcul des intérêts au chapitre 12, le numéro d'inscription attribué à l'individu.

(7) Tout promoteur d'un tel fonds de qui des parts d'actions ont été acquises par un acquéreur au titre de l'acquisition de telles parts ou qui a été le titulaire de telles parts au cours d'une année civile, doit remettre, de la manière prévue par règlement, une déclaration de renseignements pour cette année — et une déclaration pour chaque année subséquente — au formulaire prescrit.

30 (a) le nom, l'adresse et le cas échéant, le numéro d'assurance sociale de toutes les personnes qui ont acquis ces parts au cours de l'année;

35 (b) le montant payé par chacune d'elles;

40 (c) tout autre renseignement que peut comporter le formulaire.

(8) En cas de demande d'attributions d'un numéro d'inscription à un tel fonds conformément au paragraphe (7), les articles 211.4, 211.5 et 211.6 s'appliquent avec les adaptations nécessaires en vue de permettre au ministre de vérifier les renseignements fournis sur un tel fonds — même si une déclaration de revenu n'a pas été déposée conformément à l'article 120 par un contribuable pour l'année d'imposition de celui-ci au cours de laquelle un montant est demandé en déduction au titre de l'impôt.

(9) Le paragraphe (1) s'applique aux parts acquises après la date fixée par décret du gouvernement en conseil.

or deductible in a taxpayer's tax return under this Act for a taxation year or any other amount that is treated for the purposes of computing that amount, no amount may be claimed or deducted by the taxpayer in respect of an interest in a tax shelter unless the taxpayer provides to the Minister the identification number for the shelter.

(7) Every promoter in respect of a tax shelter, from whom an interest in the shelter was acquired, who acquired a contribution in respect of an acquisition of an interest in the shelter or who acted as an agent in respect of an acquisition of an interest in the tax shelter in a calendar year shall, in the prescribed form and manner, make an information return for that year containing:

- (a) the name, address and Social Insurance Number of each person who is reported as interest in the tax shelter in the year;
 - (b) the amount paid by each such person for the interest; and
 - (c) such other information as may be required by the prescribed form.
- Where an information return in respect of the shelter has previously been made

(8) Without restricting the generality of sections 211 to 211.7, where an application under subsection (7) with respect to a tax shelter has been made notwithstanding that a return of income has not been filed by any taxpayer under section 150 for the taxation year in the taxpayer in which an amount is claimed as a deduction in respect of the tax shelter, sections 211 to 211.7 apply with such modifications as the government requires for the purpose of permitting the Minister to verify or ascertain any information in respect of the tax shelter.

(9) Subsection (1) is applicable with respect to interests acquired after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

or refundable to a taxpayer under this Act for a taxation year, or any other amount that is relevant for the purposes of computing that amount, no amount may be claimed or deducted by the taxpayer in respect of an interest in a tax shelter unless the taxpayer provides to the Minister the identification number for the shelter.

Information return

(7) Every promoter in respect of a tax shelter, from whom an interest in the tax shelter was acquired, who accepted a contribution in respect of an acquisition of an interest in the tax shelter or who acted as an agent in respect of an acquisition of an interest in the tax shelter in a calendar year, shall, in the prescribed form and manner, make an information return for that year containing

(a) the name, address and Social Insurance Number of each person who so acquired an interest in the tax shelter in the year,

(b) the amount paid by each such person for the interest, and

(c) such other information as may be required by the prescribed form,

unless an information return in respect of the acquisition has previously been made.

Application of sections 231 to 231.3

(8) Without restricting the generality of sections 231 to 231.3, where an application under subsection (2) with respect to a tax shelter has been made, notwithstanding that a return of income has not been filed by any taxpayer under section 150 for the taxation year of the taxpayer in which an amount is claimed as a deduction in respect of the tax shelter, sections 231 to 231.3 apply, with such modifications as the circumstances require, for the purpose of permitting the Minister to verify or ascertain any information in respect of the tax shelter."

(2) Subsection (1) is applicable with respect to interests acquired after a day to be fixed by order of the Governor in Council.

cation de la présente loi, de son revenu, de son revenu imposable ou de son revenu imposable gagné au Canada ou de l'impôt ou d'un autre montant payable par celui-ci ou d'un montant qui lui est remboursable, pour une année d'imposition, ou de tout montant à prendre en compte dans ce calcul, que s'il indique au ministre le numéro d'inscription attribué à l'abri fiscal.

Déclaration de renseignements annuelle

(7) Tout promoteur d'un abri fiscal de qui des parts dans l'abri fiscal sont acquises, qui a accepté un apport au titre de l'acquisition de telles parts ou qui a agi à titre de mandataire en vue de l'acquisition de telles parts, au cours d'une année civile, doit remplir, de la manière prévue par règlement, une déclaration de renseignements pour cette année — si une déclaration n'a pas déjà été produite sur ces acquisitions — sur formulaire prescrit où figurent :

a) le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro d'assurance sociale de toutes les personnes qui ont acquis ces parts au cours de l'année;

b) le montant payé par chacune de ces personnes;

c) tout autre renseignement que peut comporter le formulaire.

Application des articles 231 à 231.3

(8) En cas de demande d'attribution d'un numéro d'inscription à un abri fiscal conformément au paragraphe (2), les articles 231 à 231.3 s'appliquent avec les adaptations nécessaires en vue de permettre au ministre de vérifier les renseignements fournis sur un abri fiscal — même si une déclaration de revenu n'a pas été produite conformément à l'article 150 par un contribuable pour l'année d'imposition de celui-ci au cours de laquelle un montant est demandé en déduction au titre de l'abri fiscal.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux parts acquises après la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

1987, Section 237 of the Act, which provides that the amount of the tax payable by a taxpayer in respect of a dividend shall be determined by reference to the amount of the dividend as it is received by the taxpayer, and not by reference to the amount of the dividend as it is received by the corporation.

1987, Section 238 of the Act, which provides that the amount of the tax payable by a taxpayer in respect of a dividend shall be determined by reference to the amount of the dividend as it is received by the taxpayer, and not by reference to the amount of the dividend as it is received by the corporation.

1987, Section 239 of the Act, which provides that the amount of the tax payable by a taxpayer in respect of a dividend shall be determined by reference to the amount of the dividend as it is received by the taxpayer, and not by reference to the amount of the dividend as it is received by the corporation.

(2) For the purposes of this section, a person is deemed to have received a dividend if he is entitled to receive it, whether or not he has actually received it.

(3) Where a person has been convicted under this section of failing to comply with a provision of this Act or a regulation, the court may make such order as it deems proper in order to enforce compliance with the provision.

(4) Where a person has been convicted under this section of failing to comply with a provision of this Act or a regulation, he shall be liable to pay a penalty imposed under sections 163 or 237 for the same offence as if he had failed to comply with the provision.

(1) The amount of the tax payable by a taxpayer in respect of a dividend shall be determined by reference to the amount of the dividend as it is received by the taxpayer, and not by reference to the amount of the dividend as it is received by the corporation.

(2) For the purposes of this section, a person is deemed to have received a dividend if he is entitled to receive it, whether or not he has actually received it.

1987, Section 237 of the Act, which provides that the amount of the tax payable by a taxpayer in respect of a dividend shall be determined by reference to the amount of the dividend as it is received by the taxpayer, and not by reference to the amount of the dividend as it is received by the corporation.

1987, Section 238 of the Act, which provides that the amount of the tax payable by a taxpayer in respect of a dividend shall be determined by reference to the amount of the dividend as it is received by the taxpayer, and not by reference to the amount of the dividend as it is received by the corporation.

1987, Section 239 of the Act, which provides that the amount of the tax payable by a taxpayer in respect of a dividend shall be determined by reference to the amount of the dividend as it is received by the taxpayer, and not by reference to the amount of the dividend as it is received by the corporation.

(2) For the purposes of this section, a person is deemed to have received a dividend if he is entitled to receive it, whether or not he has actually received it.

(3) Where a person has been convicted under this section of failing to comply with a provision of this Act or a regulation, the court may make such order as it deems proper in order to enforce compliance with the provision.

(4) Where a person has been convicted under this section of failing to comply with a provision of this Act or a regulation, he shall be liable to pay a penalty imposed under sections 163 or 237 for the same offence as if he had failed to comply with the provision.

(1) The amount of the tax payable by a taxpayer in respect of a dividend shall be determined by reference to the amount of the dividend as it is received by the taxpayer, and not by reference to the amount of the dividend as it is received by the corporation.

(2) For the purposes of this section, a person is deemed to have received a dividend if he is entitled to receive it, whether or not he has actually received it.

182. Section 238 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

182. L'article 238 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Offences

"238. (1) Every person who has failed to file or make a return as and when required by or under this Act or a regulation or who has failed to comply with subsection 116(3), 127(3.1) or (3.2), 153(1) or 227(5), or any of sections 230 to 232 or with an order made under subsection (2) is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable on summary conviction to

"238. (1) La personne qui ne produit pas ou ne remplit pas une déclaration de la manière et dans le délai prévus à la présente loi ou à un règlement d'application ou qui contrevient au paragraphe 116(3), 127(3.1) ou (3.2), 153(1) ou 227(5) ou à l'un des articles 230 à 232 ou encore qui contrevient à une ordonnance rendue en application du paragraphe (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et outre toute pénalité prévue par ailleurs :

Défaut de déclaration ou de respect de la loi

- (a) a fine of not less than \$1,000 and not exceeding \$25,000; or
- (b) such a fine and imprisonment for a term not exceeding 12 months.

- a) soit une amende minimale de 1 000 \$ 15 et maximale de 25 000 \$;
- b) soit une telle amende et un emprisonnement maximal de 12 mois.

Compliance orders

(2) Where a person has been convicted by a court of an offence under subsection (1) for a failure to comply with a provision of this Act or a regulation, the court may make such order as it deems proper in order to enforce compliance with the provision.

(2) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue au paragraphe (1) peut rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée pour qu'il soit remédié au défaut visé par l'infraction.

Ordonnance d'exécution

Saving

(3) Where a person has been convicted under this section of failing to comply with a provision of this Act or a regulation, he is not liable to pay a penalty imposed under section 162 or 227 for the same failure unless he was assessed for that penalty before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made."

(3) La personne déclarée coupable, par application du présent article, d'avoir contrevenu à une disposition de la présente loi ou d'un règlement d'application n'est passible d'une pénalité prévue à l'article 162 ou 227 pour la même contravention que si une cotisation pour cette pénalité a été établie à son égard avant que la dénonciation ou la plainte qui a donné lieu à la déclaration de culpabilité ait été déposée ou faite.»

Réserve

183. (1) Paragraph 239(1)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

183. (1) L'alinéa 239(1)f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(f) a fine of not less than 50%, and not more than 200%, of the amount of the tax that was sought to be evaded, or"

«f) d'une amende minimale de 50 % de l'impôt que cette personne a tenté d'élu- der et maximale de 200 % de cet impôt, ou»

(2) Subsections 239(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 239(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Clause 182: Section 238 at present reads as follows:

“238. (1) Every person who has failed to file a return or to provide the information described in paragraph 221(1)(d.1) as and when required by or under this Act or a regulation is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, liable on summary conviction to a fine of not less than \$25 for each day of default.

(2) Every person who has failed to comply with or contravened subsection 116(3), 127(3.1) or (3.2), 153(1) or 227(5), or any of sections 230 to 232 is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable on summary conviction to

- (a) a fine of not less than \$200 and not exceeding \$10,000, or
- (b) both the fine described in paragraph (a) and imprisonment for a term not exceeding 6 months.

(3) Where a person has been convicted under this section of failing to comply with a provision of this Act or a regulation, he is not liable to pay a penalty imposed under section 162, 227 or 235 for the same failure unless he was assessed for that penalty or that penalty was demanded from him before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made.”

Article 182. — Texte actuel de l'article 238 :

«238. (1) Quiconque omet de produire une déclaration ou de fournir les renseignements visés à l'alinéa 22(1)d.1), de la manière et à la date que prévoit la présente loi ou un règlement d'application, est coupable d'une infraction et, en plus de toute autre peine prévue par ailleurs, est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au moins 25 \$ par jour de manquement.

(2) Quiconque a omis d'observer ou a enfreint le paragraphe 116(3), 127(3.1) ou (3.2), 153(1), 227(5) ou les articles 230 à 232 est coupable d'une infraction et, en plus de toute autre peine prévue par ailleurs, est passible sur déclaration sommaire de culpabilité

- a) d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 10 000 \$, ou
- b) à la fois de l'amende prescrite par l'alinéa a) et d'un emprisonnement d'au plus 6 mois.

(3) Lorsqu'une personne a été déclarée coupable, en vertu du présent article, de l'inobservation d'une disposition de la présente loi ou d'un règlement, elle n'encourt pas une pénalité prévue par l'article 162, l'article 227 ou l'article 235 pour la même inobservation, à moins qu'il ne lui soit imposé cette pénalité ou que le paiement n'en ait été exigé d'elle, avant qu'ait été déposée ou faite la dénonciation ou la plainte donnant lieu à la déclaration de culpabilité.»

Clause 183: (1) This amendment would substitute “50%” for “25%” and “200%” for “double”.

Article 183, (1). — Texte actuel de l'alinéa 239(1)f) :

«f) d'une amende d'au moins 25 % et d'au plus le double du montant de l'impôt que cette personne a tenté d'éluider, ou»

(2) Subsections 239(2) and (3) at present read as follows:

“(2) Every person who is charged with an offence described by subsection (1) may, at the election of the Attorney General of Canada,

(2). — Texte actuel des paragraphes 239(2) et (3) :

«(2) Toute personne accusée d'une infraction désignée au paragraphe (1) peut, au choix du procureur général du Canada, être poursuivie par voie de mise en accusation et, si elle est déclarée coupable, en plus

Prosecution upon indictment

“(2) Every person who is charged with an offence described in subsection (1) may, at the election of the Attorney General of Canada, be prosecuted upon indictment and, if convicted, is, in addition to 5 any penalty otherwise provided, liable to

- (a) a fine of not less than 100%, and not more than 200%, of the amount of the tax that was sought to be evaded; and 10
- (b) imprisonment for a term not exceeding 5 years.

«(2) Toute personne accusée d'une infraction visée au paragraphe (1) peut, au choix du procureur général du Canada, être poursuivie par voie de mise en accusation et, si elle est déclarée coupable, 5 encourt, outre toute pénalité prévue par ailleurs :

- a) une amende minimale de 100 % de l'impôt que cette personne a tenté d'élu- der et maximale de 200 % de cet impôt; 10 et
- b) un emprisonnement maximal de cinq ans.

Poursuite par voie de mise en accusation

Providing incorrect tax shelter identification number

(2.1) Every person who wilfully provides to another person an incorrect identifica- 15 tion number for a tax shelter is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable on summary conviction to

- (a) a fine of not less than 100%, and not more than 200%, of the cost to the 20 other person of his interest in the shelter;
- (b) imprisonment for a term not exceeding 2 years; or
- (c) both such fine and imprisonment. 25

(2.1) Toute personne qui donne volon- tairement un faux numéro d'inscription 15 d'abri fiscal à une autre personne commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et outre toute pénalité prévue par ailleurs :

- a) une amende minimale de 100 % du 20 coût, pour cette autre personne, de sa part dans cet abri fiscal, et maximale de 200 % de ce coût;
- b) un emprisonnement maximal de 25 deux ans;
- c) ou l'une de ces peines.

Faux numéro d'identification d'un abri fiscal

Offence with respect to confidential information

(2.2) Every person
(a) who contravenes subsection 241(1), or
(b) to whom information has been pro- 30 vided pursuant to subsection 241(4) and who knowingly uses, communicates or allows to be communicated such information for any purpose other than that for which it was provided,
is guilty of an offence and is liable on 35 summary conviction to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months or to both such fine and imprisonment.

(2.2) Toute personne,
a) qui contrevient au paragraphe 241(1), ou
b) à qui un renseignement est fourni 30 conformément au paragraphe 241(4) et qui, sciemment, utilise ce renseigne- ment, le communique ou permet qu'il soit communiqué à une autre fin que celle pour laquelle le renseignement est 35 fourni,
commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de 40 12 mois, ou l'une de ces peines.

Communication non autorisée de renseignements par un fonctionnaire

Offence with respect to Social Insurance Number

(2.3) Every person to whom the Social 40 Insurance Number of an individual has been provided pursuant to this Act or a regulation who knowingly uses, communi- cates, or allows to be communicated, the number for any purpose other than that 45 for which it was so provided or for which

(2.3) Toute personne à qui le numéro d'assurance sociale d'un particulier est fourni en application de la présente loi ou d'un règlement d'application et qui, sciem- 45 ment, l'utilise, le communique ou permet qu'il soit communiqué à une autre fin que celle pour laquelle le numéro est fourni ou

Communication non autorisée d'un numéro d'assurance sociale

be prosecuted upon indictment and, if convicted, is, in addition to any penalty otherwise provided, liable to imprisonment for a term not exceeding 5 years and not less than 2 months.

(3) Where a person has been convicted under this section of wilfully, in any manner, evading or attempting to evade payment of taxes imposed by Part I, he is not liable to pay a penalty imposed under section 163 for the same evasion or attempt unless he was assessed for that penalty before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made."

de toute autre peine prévue par ailleurs, elle est passible d'un emprisonnement d'au plus 5 ans et d'au moins 2 mois.

(3) Lorsqu'une personne a été, en vertu du présent article, déclarée coupable d'avoir volontairement éludé ou tenté d'éluder de quelque manière le paiement d'impôts établis par la Partie I, elle n'encourt pas une pénalité prévue par l'article 163 pour la même évasion fiscale ou tentative d'évasion fiscale, à moins que cette pénalité ne lui ait été imposée avant qu'ait été déposée ou faite la dénonciation ou la plainte donnant lieu à la déclaration de culpabilité."

(2) Where a person is convicted under this section of wilfully, in any manner, evading or attempting to evade payment of taxes imposed by Part I, he is not liable to pay a penalty imposed under section 163 for the same evasion or attempt unless he was assessed for that penalty before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made."

(2) Where a person is convicted under this section of wilfully, in any manner, evading or attempting to evade payment of taxes imposed by Part I, he is not liable to pay a penalty imposed under section 163 for the same evasion or attempt unless he was assessed for that penalty before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made."

(3) Where a person has been convicted under this section of wilfully, in any manner, evading or attempting to evade payment of taxes imposed by Part I, he is not liable to pay a penalty imposed under section 163 for the same evasion or attempt unless he was assessed for that penalty before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made."

(3) Where a person has been convicted under this section of wilfully, in any manner, evading or attempting to evade payment of taxes imposed by Part I, he is not liable to pay a penalty imposed under section 163 for the same evasion or attempt unless he was assessed for that penalty before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made."

(4) Where a person is convicted under this section of wilfully, in any manner, evading or attempting to evade payment of taxes imposed by Part I, he is not liable to pay a penalty imposed under section 163 for the same evasion or attempt unless he was assessed for that penalty before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made."

(4) Where a person is convicted under this section of wilfully, in any manner, evading or attempting to evade payment of taxes imposed by Part I, he is not liable to pay a penalty imposed under section 163 for the same evasion or attempt unless he was assessed for that penalty before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made."

the person has been authorized in writing by the individual is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months or to both such fine and imprisonment.

que celle pour laquelle le particulier lui a donné son accord par écrit commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de 12 mois, ou l'une de ces peines.

Penalty upon conviction

(3) Where a person has been convicted under this section of willfully, in any manner, evading or attempting to evade payment of taxes imposed by Part I, he is not liable to pay a penalty imposed under section 162 or 163 for the same evasion or attempt unless he was assessed for that penalty before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made."

(3) La personne déclarée coupable d'infraction au présent article pour avoir volontairement, de quelque manière, éludé ou tenté d'éluder le paiement d'un impôt prévu à la partie I, n'est passible d'une pénalité prévue à l'article 162 ou 163 pour la même évasion ou la même tentative d'évasion que si une cotisation pour cette pénalité a été établie à son égard avant que la dénonciation ou la plainte qui a donné lieu à la déclaration de culpabilité ait été déposée ou faite.»

Pénalité sur déclaration de culpabilité

(3) Subsection 239(2.1) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(3) Le paragraphe 239(2.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

184. (1) Paragraph 241(4)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

184. (1) L'alinéa 241(4)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(d) communicate or allow to be communicated to a taxpayer information obtained under this Act or the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* that may reasonably be regarded as necessary for the purposes of determining any tax, interest, penalty or other amount payable by the taxpayer or any refund or tax credit to which he is entitled under this Act or the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act*;”

«d) communiquer ou permettre que soit communiqué à un contribuable un renseignement obtenu en vertu de la présente loi ou de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*, qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire pour déterminer tout impôt, tout intérêt, toute pénalité ou tout autre montant payable par le contribuable ou tout crédit d'impôt ou remboursement auquel il a droit en vertu de la présente loi ou de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*;»

(2) Subsection 241(4) of the said Act is further amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (g) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

(2) Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa g) et par adjonction de ce qui suit :

“(h.1) communicate or allow to be communicated to a taxpayer information obtained under this Act, regarding expenses in respect of which a deduction is denied under subsection 18(2) or 18(3.1) to any other taxpayer, that is

«h.1) communiquer ou permettre que soit communiqué à un contribuable un renseignement obtenu en vertu de la présente loi qui se rapporte aux dépenses au titre desquelles un autre contribuable ne peut, en application du paragraphe

184(1) ou (2), déduire de montant et qui est nécessaire pour déterminer le coût ou le prix de base rajusté, selon le cas d'un bien pour le contribuable.

184(2) communiquer ou permettre que soit communiqué à un contribuable un renseignement obtenu en vertu de la présente loi d'une corporation qui détient précédemment un bien du contribuable ou qui avait un droit sur un tel bien concernant le contrôle de la corporation était exercé de l'impôt payé à la partie I sur son revenu imposable et ce renseignement est nécessaire pour déterminer, en rajustant de la présente loi, le gain ou la perte nette d'une disposition du bien s'est produite lors que le bien appartenait à une corporation contrôlée directement ou indirectement de quelque façon que ce soit par une ou plusieurs personnes résidentes ou une corporation résidente de l'impôt prévu à la partie I sur son

necessary for the purpose of determining the cost or adjusted cost base, as the case may be, to the taxpayer of any property;

(2) communicate or allow to be communicated to a taxpayer information obtained under the Act from a corporation that previously owned or had an interest in property of the taxpayer that relates to the control of the corporation or the question whether the corporation was exempt from tax under Part I on its taxable income if it is necessary for the purpose of determining under this Act whether a gain from a disposition of the property accrued while the property was a property of a corporation controlled directly or indirectly in any manner whatever by one or more non-resident persons or of a corporation exempt from tax under Part I on its taxable income.

Clause 184: (1) Paragraph 241(4)(d) at present reads as follows:

“(d) communicate or allow to be communicated to a taxpayer information obtained under this Act or the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* regarding the income of his spouse or of any other person that is necessary for the purposes of determining any tax, interest, penalty or other amount payable by the taxpayer or any refund to which he is entitled under this Act or the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act*;

Article 184, (1). — Texte actuel de l'alinéa 241(4)d :

«d) communiquer ou permettre que soit communiqué à un contribuable un renseignement obtenu en vertu de la présente loi ou de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* qui se rapporte au revenu de son conjoint ou de toute autre personne et qui est nécessaire aux fins de la détermination de tout impôt, intérêt, pénalité ou autre montant payable par le contribuable ou aux fins de la détermination de tout remboursement auquel il a droit en vertu de la présente loi ou le la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*»

(2) New.

(2). — Nouveau.

necessary for the purpose of determining the cost or adjusted cost base, as the case may be, to the taxpayer of any property; or

(h.2) communicate or allow to be communicated to a taxpayer information obtained under this Act from a corporation that previously owned or had an interest in property of the taxpayer that relates to the control of the corporation or the question whether the corporation was exempt from tax under Part I on its taxable income if it is necessary for the purposes of determining under this Act whether a gain from a disposition of the property accrued while the property was a property of a corporation controlled directly or indirectly in any manner whatever by one or more non-resident persons or of a corporation exempt from tax under Part I on its taxable income.”

(3) Subsection 241(9) of the said Act is repealed.

(4) Paragraph 241(4)(h.1) of the said Act, as enacted by subsection (2), is applicable after 1987.

(5) Paragraph 241(4)(h.2) of the said Act, as enacted by subsection (2), is applicable after 4 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987.

185. (1) Subsection 244(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(4) An information or complaint under the provisions of the *Criminal Code* relating to summary convictions, in respect of an offence under this Act, may be laid or made on or before the day that is 8 years after the day on which the matter of the information or complaint arose.”

(2) Subsection 244(14) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

18(2) ou (3.1), déduire de montant et qui est nécessaire pour déterminer le coût ou le prix de base rajusté, selon le cas, d'un bien pour le contribuable;

h.2) communiquer ou permettre que soit communiqué à un contribuable un renseignement, obtenu en vertu de la présente loi d'une corporation qui détenait précédemment un bien du contribuable ou qui avait un droit sur un tel bien, concernant le contrôle de la corporation ou la question de savoir si la corporation était exonérée de l'impôt prévu à la partie I sur son revenu imposable, si ce renseignement est nécessaire pour déterminer, en application de la présente loi, jusqu'à quel point un gain tiré d'une disposition du bien s'est accumulé alors que le bien appartenait à une corporation contrôlée, directement ou indirectement, de quelque façon que ce soit, par une ou plusieurs personnes non résidentes ou à une corporation exonérée de l'impôt prévu à la partie I sur son revenu imposable.»

(3) Le paragraphe 241(9) de la même loi est abrogé.

(4) L'alinéa 241(4)h.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique après 1987.

(5) L'alinéa 241(4)h.2) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987.

185. (1) Le paragraphe 244(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) Une dénonciation ou une plainte peut être déposée ou faite en application des dispositions du *Code criminel* sur les déclarations de culpabilité par procédure sommaire, à l'égard d'une infraction à la présente loi, au plus tard le jour qui tombe huit ans après le jour où l'objet de la dénonciation ou de la plainte a pris naissance.»

(2) Le paragraphe 244(14) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Limitation of prosecutions

Prescription des poursuites

(14) For the purpose of this Act, the day of mailing of any notice or notification described in subsection 149.1(6.3), 152(4), 192(8) or 194(7) or of any notice of assessment shall be presumed to be the date of such notice or notification.

(3) Subsection (2) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in applying subsection 244(4) of the Act as amended by subsection (2), to that part of the 1988 taxation year that is before the day on which this Act is enacted for the reference therein to "subsection 149.1(6.3), 152(4), 192(8) or 194(7)", shall be read as a reference to "subsection 149.1(6.3), 152(4), 192(8), 194(7) or 225.2(1)".

(14) Pour le présent de la Loi, le jour de date de mise à la poste d'un avis ou d'une notification prévue au paragraphe 149.1(6.3), 152(4), 192(8) ou 194(7) ou de tout avis de réajustement sera présumé être la date de cette notification.

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes, l'exception étant faite pour l'application du paragraphe 10(1) de la Loi en ce qui concerne la partie de l'année d'imposition 1988 qui est antérieure à la date de l'entrée en vigueur de la Loi, pour la référence faite au paragraphe 149.1(6.3), 152(4), 192(8) ou 194(7) de la Loi, qui est remplacé par le paragraphe 149.1(6.3), 152(4), 192(8), 194(7) ou 225.2(1).

(3) Subsection 241(9) reads as follows:

“(9) Every person
(a) who, being an official or authorized person, contravenes subsection (1), or
(b) to whom information has been provided pursuant to subsection (4) who uses, communicates or allows to be communicated such information for any purpose other than that for which it was provided,
is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$1,000 or to imprisonment for a term not exceeding 2 months or to both such fine and imprisonment.”

Clause 185: (1) Subsection 244(4) at present reads as follows:

“(4) An information or complaint under the provisions of the Criminal Code relating to summary convictions, in respect of an offence under this Act, may be laid or made on or before a day 5 years from the time when the matter of the information or complaint arose or within one year from the day on which evidence, sufficient in the opinion of the Minister to justify a prosecution for the offence, came to his knowledge, and the Minister's certificate as to the day on which such evidence came to his knowledge is conclusive evidence thereof.”

(2) This amendment would add a reference to subsection 149.1(6.3) and delete the reference to subsections 110(8.1), 110(8.2), 164(1.2) and 225.2(1).

(3). — Texte du paragraphe 241(9) :

«(9) Quiconque,
a) étant un fonctionnaire ou une personne autorisée, contrevient aux dispositions du paragraphe (1), ou
b) à qui un renseignement a été fourni en conformité du paragraphe (4), qui utilise ce renseignement, le communique ou permet qu'il soit communiqué à toute fin autre que celle pour laquelle il a été fourni,
est coupable d'une infraction et passible sur déclaration sommaire de culpabilité d'une amende d'au plus 1 000 \$ ou d'un emprisonnement d'au plus 2 mois, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.»

Article 185, (1). — Texte actuel du paragraphe 244(4) :

«(4) Une dénonciation ou une plainte en vertu des dispositions du Code criminel relative aux déclarations sommaires de culpabilité à l'égard d'une infraction à la présente loi peut être déposée ou faite au plus tard 5 ans après la date où le sujet qui a donné lieu à la dénonciation ou à la plainte a pris naissance, ou dans l'année qui suit le jour où une preuve suffisante, de l'avis du Ministre, pour justifier une poursuite relative à l'infraction, est venue à sa connaissance, et le certificat du Ministre quant au jour où cette preuve est venue à sa connaissance en est une preuve concluante.»

(2). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 149.1(6.3) et suppression du renvoi aux paragraphes 110(8.1), 110(8.2), 164(1.2) et 225.2(1).

Mailing date

“(14) For the purposes of this Act, the day of mailing of any notice or notification described in subsection 149.1(6.3), 152(4), 192(8) or 194(7) or of any notice of assessment shall be presumed to be the date of such notice or notification.”

«(14) Pour l'application de la présente loi, la date de mise à la poste d'un avis ou d'une notification, prévus au paragraphe 149.1(6.3), 152(4), 192(8) ou 194(7), ou d'un avis de cotisation, est présumée être la date apparaissant sur cet avis ou sur cette notification.»

Date de mise à la poste

(3) Subsection (2) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that in applying subsection 244(14) of the said Act, as enacted by subsection (2), to that part of the 1988 taxation year that is before the day on which this Act is assented to, the reference therein to “subsection 149.1(6.3), 152(4), 192(8) or 194(7)” shall be read as a reference to “subsection 149.1(6.3), 152(4), 164(1.2), 192(8), 194(7) or 225.2(1)”.

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois, pour l'application du paragraphe 244(14) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), à la partie de l'année d'imposition 1988 qui est antérieure à la date de sanction de la présente loi, le passage «paragraphe 149.1(6.3), 152(4), 192(8) ou 194(7)» est remplacé par le passage «paragraphe 149.1(6.3), 152(4), 164(1.2), 192(8), 194(7) ou 225.2(1)».

186. (1) Section 245 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

186. (1) L'article 245 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definitions

“245. (1) In this section and in subsection 152(1.11),

“245. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et au paragraphe 152(1.11).

Définitions

“tax benefit”
«avantage fiscal»

“tax benefit” means a reduction, avoidance or deferral of tax or other amount payable under this Act or an increase in a refund of tax or other amount under this Act;

«attribut fiscal» S'agissant des attributs fiscaux d'une personne, revenu, revenu imposable ou revenu imposable gagné au Canada de cette personne, impôt ou autre montant payable par cette personne, ou montant qui lui est remboursable, en application de la présente loi, ainsi que tout montant à prendre en compte pour calculer, en application de la présente loi, le revenu, le revenu imposable, le revenu imposable gagné au Canada de cette personne ou l'impôt ou l'autre montant payable par cette personne ou le montant qui lui est remboursable.

«attribut fiscal»
“tax consequences”

“tax consequences”
«attribut fiscal»

“tax consequences” to a person means the amount of income, taxable income, or tax or other amount payable by, or refundable to the person under this Act, or any other amount that is relevant for the purposes of computing that amount;

«avantage fiscal» Réduction, évitement ou report d'impôt ou d'un autre montant payable en application de la présente loi ou augmentation d'un remboursement d'impôt ou d'un autre montant visé par la présente loi.

«avantage fiscal»
“tax benefit”

“transaction”
«opération»

“transaction” includes an arrangement or event.

«opération» Une convention, un mécanisme ou un événement sont assimilés à une opération.

«opération»
“transaction”

Clause 186: (1) Section 245 at present reads as follows:

“245. (1) In computing income for the purposes of this Act, no deduction may be made in respect of a disbursement or expense made or incurred in respect of a transaction or operation that, if allowed, would unduly or artificially reduce the income.

(1.1) Where it may reasonably be considered that one of the purposes of a series of transactions or events is that an individual convert into a capital gain from the disposition of property an amount that would

- (a) but for one or more of such transactions or events in the series, or
- (b) on a disposition by him of property in respect of which the property is a substituted property

otherwise have been received by the individual and included in computing his income under paragraph 3(a), no amount shall be deducted by the individual under section 110.6 in respect of that capital gain.

(2) Where the result of one or more sales, exchanges, declarations of trust, or other transactions of any kind whatever is that a person confers a benefit on a taxpayer, that person shall be deemed to have made a payment to the taxpayer equal to the amount of the benefit conferred notwithstanding the form or legal effect of the transactions or that one or more other persons were also parties thereto; and, whether or not there was an intention to avoid or evade taxes under this Act, the payment shall, depending upon the circumstances, be

- (a) included in computing the taxpayer's income for the purpose of Part I,
- (b) deemed to be a payment to a non-resident person to which Part XIII applies, or
- (c) deemed to be a disposition by way of gift.

(3) Where it is established that a sale, or other transaction was entered into by persons dealing at arm's length, *bona fide* and not pursuant to, or as part of, any other transaction and not to effect payment, in whole or in part, of an existing or future obligation, no party thereto shall be regarded, for the purpose of this section, as having conferred a benefit on a party with whom he was so dealing.”

Article 186, (1). — Texte actuel de l'article 245 :

«245. (1) Dans le calcul du revenu aux fins de la présente loi, aucune déduction ne peut être faite à l'égard d'un débours fait ou d'une dépense faite ou engagée, relativement à une affaire ou opération qui, si elle était permise, réduirait indûment ou de façon factice le revenu.

(1.1) Un particulier ne peut déduire aucun montant en vertu de l'article 110.6 au titre d'un gain en capital sur la disposition d'un bien s'il est raisonnable de considérer qu'un des objets d'une série d'opérations ou d'événements a consisté à permettre à ce particulier de convertir en un tel gain en capital un montant qui aurait été reçu par le particulier et inclus dans le calcul de son revenu en vertu de l'alinéa 3a)

- a) n'eût été une ou plusieurs opérations ou événements de la série; ou
- b) sur une disposition par ce particulier d'un bien à l'égard duquel le bien est un bien substitué.

(2) Lorsqu'une ou plusieurs ventes, échanges, déclarations de fiducie ou autres opérations de quelque nature que ce soit ont pour résultat qu'une personne confère un avantage à un contribuable, cette personne est réputée avoir fait au contribuable un paiement égal au montant de l'avantage conféré, nonobstant la forme ou les effets juridiques des opérations ou le fait qu'une ou plusieurs autres personnes y aient été également parties; et, qu'il y ait eu ou non une intention d'éviter ou d'éluder des impôts prévus par la présente loi, le paiement doit, selon les circonstances, être

- a) inclus dans le calcul du revenu du contribuable aux fins de la Partie I,
- b) réputé constituer un paiement à une personne non résidente à qui s'applique la Partie XIII, ou
- c) réputé être une disposition à titre gratuit.

(3) Lorsqu'il est établi qu'une vente, un échange, ou autre opération ont été conclus par des personnes sans aucun lien de dépendance, de bonne foi et non en conformité ou comme partie de quelque autre opération, non plus que pour effectuer le paiement, en totalité ou en partie, de quelque obligation existante ou future, aucune partie à ces opérations n'est réputée, aux fins du présent article, avoir conféré un avantage à la partie avec laquelle elle a ainsi traité.»

General
anti-avoidance
provision

(2) Where a transaction is an avoidance transaction, the tax consequences to a person shall be determined as is reasonable in the circumstances in order to deny a tax benefit that, but for this section, would result, directly or indirectly, from that transaction or from a series of transactions that includes that transaction. 5

(2) En cas d'opération d'évitement, les attributs fiscaux d'une personne doivent être déterminés de façon raisonnable dans les circonstances de sorte à supprimer un avantage fiscal qui, sans le présent article, découlerait, directement ou indirectement, de cette opération ou d'une série d'opérations dont cette opération fait partie. 5

Disposition
générale
anti-évitement

Avoidance
transaction

(3) An avoidance transaction means any transaction 10

(3) L'opération d'évitement s'entend :

Opération
d'évitement

(a) that, but for this section, would result, directly or indirectly, in a tax benefit, unless the transaction may reasonably be considered to have been undertaken or arranged primarily for bona fide purposes other than to obtain the tax benefit; or 15

a) soit de l'opération dont, sans le présent article, découlerait, directement ou indirectement, un avantage fiscal, sauf s'il est raisonnable de considérer que l'opération est principalement effectuée pour des objets véritables — l'obtention de l'avantage fiscal n'étant pas considérée comme un objet véritable; 15

(b) that is part of a series of transactions, which series, but for this section, would result, directly or indirectly, in a tax benefit, unless the transaction may reasonably be considered to have been undertaken or arranged primarily for bona fide purposes other than to obtain the tax benefit. 20 25

b) soit de l'opération qui fait partie d'une série d'opérations dont, sans le présent article, découlerait, directement ou indirectement, un avantage fiscal, sauf s'il est raisonnable de considérer que l'opération est principalement effectuée pour des objets véritables — l'obtention de l'avantage fiscal n'étant pas considérée comme un objet véritable. 20 25

Provision not
applicable

(4) For greater certainty, subsection (2) does not apply to a transaction where it may reasonably be considered that the transaction would not result directly or indirectly in a misuse of the provisions of this Act or an abuse having regard to the provisions of this Act, other than this section, read as a whole. 30

(4) Il est entendu que l'opération dont il est raisonnable de considérer qu'elle n'entraîne pas, directement ou indirectement, d'abus dans l'application des dispositions de la présente loi lue dans son ensemble — abstraction faite du présent article — n'est pas visée par le paragraphe (2). 30

Champ
d'application
précisé

Determination
of tax
consequences

(5) Without restricting the generality of subsection (2), 35

(5) Sans restreindre la généralité du paragraphe (2), en vue de déterminer les attributs fiscaux d'une personne de façon raisonnable dans les circonstances de sorte à supprimer l'avantage fiscal qui, sans le présent article, découlerait, directement ou indirectement, d'une opération d'évitement : 40

Attributs
fiscaux à
déterminer

(a) any deduction in computing income, taxable income, taxable income earned in Canada or tax payable or any part thereof may be allowed or disallowed in whole or in part, 40

a) toute déduction dans le calcul de tout ou partie du revenu, du revenu imposable, du revenu imposable gagné au Canada ou de l'impôt payable peut être en totalité ou en partie admise ou refusée; 45

(b) any such deduction, any income, loss or other amount or part thereof may be allocated to any person, 40

(c) the nature of any payment or other amount may be recharacterized, and 45

(d) the tax effects that would otherwise result from the application of other provisions of this Act may be ignored,

in determining the tax consequences to a person as is reasonable in the circumstances in order to deny a tax benefit that would, but for this section, result, directly or indirectly, from an avoidance transaction. 5

b) tout ou partie de cette déduction ainsi que tout ou partie d'un revenu, d'une perte ou d'un autre montant peuvent être attribués à une personne;

c) la nature d'un paiement ou d'un autre montant peut être qualifiée autrement;

d) les effets fiscaux qui découleraient par ailleurs de l'application des autres dispositions de la présente loi peuvent ne pas être pris en compte. 10

Request for adjustments

(6) Where with respect to a transaction (a) a notice of assessment, reassessment or additional assessment involving the application of subsection (2) with respect to the transaction has been sent to a person, or

(b) a notice of determination pursuant to subsection 152(1.11) has been sent to a person with respect to the transaction any person (other than a person referred to in paragraph (a) or (b)) shall be entitled, within 180 days after the day of mailing of the notice, to request the Minister to make an assessment, reassessment or additional assessment applying subsection (2) or to make a determination applying subsection 152(1.11) with respect to that transaction. 15

(6) Dans les 180 jours suivant la mise à la poste d'un avis de cotisation, de nouvelle cotisation ou de cotisation supplémentaire, envoyé à une personne, qui tient compte du paragraphe (2) en ce qui concerne une opération, ou d'un avis concernant un montant déterminé en application du paragraphe 152(1.11) envoyé à une personne en ce qui concerne une opération, toute autre personne qu'une personne à laquelle un de ces avis a été envoyé a le droit de demander au ministre d'établir à son égard une cotisation, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire en application du paragraphe (2) ou encore de déterminer un montant en application du paragraphe 152(1.11) en ce qui concerne l'opération. 20

Demande en vue de déterminer les attributs fiscaux

Exception

(7) Notwithstanding any other provision of this Act, the tax consequences to any person, following the application of this section, shall only be determined through a notice of assessment, reassessment, additional assessment or determination pursuant to subsection 152(1.11) involving the application of this section. 25

(7) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, les attributs fiscaux d'une personne, par suite de l'application du présent article, ne peuvent être déterminés que par avis de cotisation, de nouvelle cotisation ou de cotisation supplémentaire ou que par avis d'un montant déterminé en application du paragraphe 152(1.11), en tenant compte du présent article. 30

Exception

Duties of Minister

(8) Upon receipt of a request by a person under subsection (6), the Minister shall, with all due dispatch, consider the request, and

(a) on the basis of that request and notwithstanding subsection 152(4), assess, reassess or make an additional assessment or determination pursuant to subsection 152(1.11) with respect to that person, or

(8) Sur réception d'une demande présentée par une personne conformément au paragraphe (6), le ministre doit, dès que possible, après avoir examiné la demande :

Obligations du ministre

a) soit, par dérogation au paragraphe 152(4), établir une cotisation, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire ou déterminer un montant en application du paragraphe 152(1.11), en se fondant sur la demande; 40

Provisions
applicable

(b) reject the request and thereupon notify the person of his rejection by registered mail.

(9) Paragraphs 56(1)(l) and 60(o) and Divisions I and J, as they relate to an assessment or a reassessment and to assessing or reassessing tax, are applicable, with such modifications as the circumstances require, to the rejection of a request made pursuant to subsection (6) as if it were an assessment.”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to transactions entered into on or after the day on which this Act is assented to other than

(a) transactions that are part of a series of transactions, determined without reference to subsection 248(10) of the said Act, commencing before the day on which this Act is assented to and completed before 1989; or

(b) any one or more transactions, one of which was entered into before April 13, 1988, that were entered into by a taxpayer in the course of an arrangement and in respect of which the taxpayer received from the Department of National Revenue, before April 13, 1988, a confirmation or opinion in writing with respect to the tax consequences thereof.

187. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 245 thereof, the following section:

Benefit
conferred on a
person

“246. (1) Where at any time a person confers a benefit, either directly or indirectly, by any means whatever, on a taxpayer, the amount of the benefit shall, to the extent that it is not otherwise included in the taxpayer’s income or taxable income earned in Canada under Part I and would be included in his income if the amount of the benefit were a payment made directly by the person to the taxpayer and if the taxpayer were resident in Canada, be

(a) included in computing the taxpayer’s income or taxable income earned in

b) soit rejeter la demande et en aviser la personne par courrier recommandé.

(9) Les alinéas 56(1)l) et 60o) ainsi que les sections I et J, dans la mesure où ces dispositions portent sur une cotisation ou sur une nouvelle cotisation ou sur l’établissement d’une cotisation ou d’une nouvelle cotisation, s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, au rejet d’une demande présentée conformément au paragraphe (6) comme s’il s’agissait d’une cotisation.»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux opérations conclues à la date de sanction de la présente loi ou après cette date, à l’exclusion:

a) de celles qui font partie d’une série d’opérations — abstraction faite du paragraphe 248(10) de la même loi — commençant avant cette date et terminée avant 1989;

b) d’une ou plusieurs opérations — dont 20 au moins une a été conclue avant le 13 avril 1988 — conclues par un contribuable dans le cadre d’un mécanisme et au titre desquelles il a reçu, par écrit, du ministère du Revenu national avant le 13 avril 1988 une confirmation ou un avis concernant ses attributs fiscaux à cet égard.

187. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l’article 245, de ce qui suit :

«246. (1) La valeur de l’avantage qu’une personne confère à un moment donné, directement ou indirectement, de quelque façon que ce soit à un contribuable doit, dans la mesure où elle n’est pas par ailleurs incluse dans le calcul du revenu ou du revenu imposable gagné au Canada du contribuable en vertu de la partie I et dans la mesure où elle y serait incluse s’il s’agissait d’un paiement que cette personne avait fait directement au contribuable et si le contribuable résidait au Canada, être :

a) soit incluse dans le calcul du revenu ou du revenu imposable gagné au

Dispositions
applicablesAvantage
conféré à un
contribuable

Canada under Part I for the taxation year that includes that time; or

(b) where the taxpayer is a non-resident person, deemed for the purposes of Part XIII to be a payment made at that time to the taxpayer in respect of property, services or otherwise, depending on the nature of the benefit.

Arm's length

(2) Where it is established that a transaction was entered into by persons dealing at arm's length, bona fide and not pursuant to, or as part of, any other transaction and not to effect payment, in whole or in part, of an existing or future obligation, no party thereto shall be regarded, for the purpose of this section, as having conferred a benefit on a party with whom he was so dealing"

(2) Subsection (1) is applicable with respect to benefits conferred on or after the day on which this Act is assented to other than benefits conferred through

(a) transactions that are part of a series of transactions, determined without reference to subsection 248(10) of the said Act, commencing before the day on which this Act is assented to and completed before 1989; or

(b) any one or more transactions, one of which was entered into before April 13, 1988, that were entered into by a taxpayer in the course of an arrangement and in respect of which the taxpayer received from the Department of National Revenue, before April 13, 1988, a confirmation or opinion in writing with respect to the tax consequences thereof.

188. (1) Subsection 247(1) of the said Act is repealed.

(2) Subsections 247(2) and (3) of the said Act are repealed.

(3) Subsection (1) is applicable with respect to transactions entered into on or after the day on which this Act is assented to other than

Canada, selon le cas, du contribuable en vertu de la partie I pour l'année d'imposition qui comprend ce moment;

b) soit, si le contribuable ne réside pas au Canada, considérée, pour l'application de la partie XIII, comme un paiement fait à celui-ci à ce moment au titre de bien ou de services ou à un autre titre, selon la nature de l'avantage.

(2) Lorsqu'il est établi qu'une opération conclue par des personnes sans aucun lien de dépendance est une opération véritable et non une opération conclue en conformité ou comme partie de quelque autre opération, non plus que pour effectuer le paiement, en totalité ou en partie, de quelque obligation existante ou future, aucune partie à l'opération n'est considérée, pour l'application du présent article, conférer un avantage à une autre partie avec laquelle elle n'a aucun lien de dépendance.»

Opération sans lien de dépendance

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux avantages conférés à la date de sanction de la présente loi ou après cette date, à l'exclusion de ceux conférés par:

a) des opérations qui font partie d'une série d'opérations — abstraction faite du paragraphe 248(10) de la même loi — commençant avant cette date et terminée avant 1989;

b) une ou plusieurs opérations — dont au moins une a été conclue avant le 13 avril 1988 — conclues par un contribuable dans le cadre d'un mécanisme et au titre desquelles il a reçu, par écrit, du ministère du Revenu national avant le 13 avril 1988 une confirmation ou un avis concernant ses attributs fiscaux à cet égard.

188. (1) Le paragraphe 247(1) de la même loi est abrogé.

(2) Les paragraphes 247(2) et (3) de la même loi sont abrogés.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux opérations conclues à la date de sanction de la présente loi ou après cette date, à l'exclusion:

Clause 188: (1) Subsection 247(1) reads as follows:

“247. (1) Where an amount is received or an amount becomes receivable by a taxpayer in a taxation year

- (a) as a consequence of the disposition or exchange of any property,
- (b) as a consequence of a corporation having
 - (i) redeemed, cancelled or acquired any shares of any class of its capital stock,
 - (ii) reduced the paid-up capital of shares of any class of its capital stock, or

Article 188, (1). — Texte du paragraphe 247(1) :

«247. (1) Lorsqu'un montant est reçu ou devient à recevoir par un contribuable dans une année d'imposition

- a) soit en conséquence de la disposition ou de l'échange d'un bien,
- b) soit en conséquence :
 - (i) du rachat, de l'annulation ou de l'acquisition, par une corporation, d'actions d'une catégorie de son capital-actions,
 - (ii) de la réduction par une corporation du capital versé au titre des actions d'une catégorie de son capital-actions, ou

(a) transactions that are part of a series of transactions, determined without reference to subsection 248(10) of the said Act, commencing before the day on which this Act is assented to and completed before 1989; or 5

(b) any one or more transactions, one of which was entered into before April 13, 1988, that were entered into by a taxpayer in the course of an arrangement and in respect of which the taxpayer received from the Department of National Revenue, before April 13, 1988, a confirmation or opinion in writing with respect to the tax consequences thereof. 15

(4) Subsection (2) is applicable, for the purposes of determining whether two or more corporations are associated with each other,

(a) to the 1989 and subsequent taxation years where 20

(i) the taxation years of all such corporations commenced after 1988,

(ii) at least one of such corporations was incorporated, or was formed as a result of an amalgamation, after February 10, 1988,

(iii) at least one of such corporations acquired after February 10, 1988 from a person with whom it did not deal at arm's length all or substantially all of the assets used by it in its business, or 30

(iv) the 1989 taxation year of at least one of such corporations did not end on approximately the same calendar date in 1989 as the calendar date in 1987 on which a 1987 taxation year, if any, of that corporation ended; and 35

(b) in any other case, to the 1990 and subsequent taxation years. 40

189. (1) The definitions "amount", "business", "capital dividend", "exempt income", "group term life insurance policy", "private health services plan", "registered Canadian amateur athletic association", "registered charity" and "short-term preferred share" in subsection 248(1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor: 45

a) de celles qui font partie d'une série d'opérations — abstraction faite du paragraphe 248(10) de la même loi — commençant avant cette date et terminée avant 1989; 5

b) d'une ou plusieurs opérations — dont au moins une a été conclue avant le 13 avril 1988 — conclues par un contribuable dans le cadre d'un mécanisme et au titre desquelles il a reçu, par écrit, du ministère du Revenu national avant le 13 avril 1988 une confirmation ou un avis concernant ses attributs fiscaux à cet égard.

(4) Le paragraphe (2) s'applique, afin de déterminer si deux corporations ou plus sont associées les unes aux autres, 15

a) aux années d'imposition 1989 et suivantes si, selon le cas :

(i) les années d'imposition de toutes ces corporations commencent après 1988, 20

(ii) au moins une de ces corporations est constituée, ou issue d'une fusion, après le 10 février 1988,

(iii) au moins une de ces corporations acquiert, après le 10 février 1988, d'une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance la totalité, ou presque, des éléments d'actif qu'elle utilise dans son entreprise, 30

(iv) la date approximative, en 1989, marquant la fin de l'année d'imposition 1989 d'au moins une de ces corporations diffère de la date, en 1987, de la fin, le cas échéant, d'une année d'imposition 1987 de la corporation; 35

b) dans les autres cas, aux années d'imposition 1990 et suivantes.

189. (1) Les définitions de «action privilégiée à court terme», «association canadienne enregistrée de sport amateur», «dividende en capital», «entreprise» ou «affaires», «montant» ou «somme», «organisme de charité enregistré», «police collective d'assurance temporaire sur la vie», «régime privé de services de santé» et «revenu exonéré», au paragraphe 248(1) de 45

(iii) converted any shares of any class of its capital stock into shares of another class of its capital stock or into an obligation of the corporation, or

(c) otherwise, as an amount that would, but for this section, be exempt income as part of a transaction or event effected or to be effected after May 23, 1985 or as part of a series of transactions or events each of which is effected or to be effected after that day and it can reasonably be considered that one of the purposes thereof was to effect a significant reduction of, or disappearance of, assets of a corporation at any time in a manner such that the whole or any part of any tax that might otherwise have been or have become payable under this Act in consequence of any distribution of property of a corporation has been or will be avoided, such part of the amount so received or receivable by the taxpayer as is reasonable in the circumstances, having regard to the amount of tax that, but for this section, would have been or would be avoided, shall

(d) in the case of a taxpayer who is an individual or a non-resident person, be included in computing his income for the year as a taxable dividend received by him in the year; and

(e) in the case of any other taxpayer, be included in computing his income for the year as income, other than a taxable dividend, from property."

(2) Subsections 247(2) and (3) read as follows:

"(2) Where, in the case of two or more corporations, the Minister is satisfied

(a) that the separate existence of those corporations in a taxation year is not solely for the purpose of carrying out the business of those corporations in the most effective manner, and

(b) that one of the main reasons for such separate existence in the year is to reduce the amount of taxes that would otherwise be payable under this Act or to increase the refundable investment tax credit under section 127.1

the two or more corporations shall, if the Minister so directs, be deemed to be associated with each other in the year.

(3) On an appeal from an assessment made pursuant to a direction under subsection (2), the Tax Court of Canada or the Federal Court may

(a) confirm the direction;

(b) vacate the direction if it determines that none of the main reasons for the separate existence of the two or more corporations is to reduce the amount of tax that would otherwise be payable under this Act; or

(c) vary the direction and refer the matter back to the Minister for reassessment."

Clause 189: (1) The definitions "amount", "business", "capital dividend", "exempt income", "group term life insurance policy", "private health services plan", "registered Canadian amateur athletic association", "registered charity" and "short-term preferred share" in subsection 248(1) at present read as follows:

"amount" means money, rights or things expressed in terms of the amount of money or the value in terms of money of the right or thing, except that the "amount" of any stock dividend paid by a corporation is

(iii) de la conversion par une corporation d'actions d'une catégorie de son capital-actions en actions d'une autre catégorie de son capital-actions ou en un titre de créance de la corporation,

c) soit par ailleurs, comme montant qui, sans le présent article, serait un revenu exonéré,

dans le cadre de quelque opération ou événement effectué ou à effectuer après le 23 mai 1985 ou dans le cadre d'une série d'opérations ou événements dont chacun est effectué ou à effectuer après cette date et qu'il est raisonnable de considérer qu'un des objets de cette opération, de cet événement ou de cette série consiste à réduire de façon sensible ou à supprimer l'actif d'une corporation à une date quelconque, de façon que tout ou partie d'un impôt qui, par suite d'une répartition de biens d'une corporation, aurait été payable par ailleurs en vertu de la présente loi ou le serait devenu a été évité ou le sera, la partie du montant ainsi reçu ou à recevoir par le contribuable qui est raisonnable en l'espèce compte tenu du montant d'impôt qui, n'eût été le présent article, aurait été évité ou le serait, doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année :

d) à titre de dividende imposable que celui-ci a reçu dans l'année dans le cas où le contribuable est un particulier ou une personne non résidente;

e) pour tout autre contribuable, à titre de revenu, à l'exclusion d'un dividende imposable, tiré d'un bien."

(2). — Texte des paragraphes 247(2) et (3) :

"(2) Lorsque, dans le cas de deux corporations ou plus, le Ministre est convaincu

a) que l'existence distincte de ces corporations dans une année d'imposition n'a pas pour seul objet la poursuite des affaires de ces corporations de la manière la plus efficace, et

b) que l'un des principaux motifs de cette existence distincte dans l'année consiste à réduire le montant des impôts qui seraient payables par ailleurs en vertu de la présente loi ou à augmenter le crédit d'impôt à l'investissement remboursable prévu à l'article 127.1

les corporations, au nombre de deux ou plus, doivent, si le Ministre l'ordonne, être considérées comme associées entre elles dans l'année.

(3) Sur appel d'une cotisation établie conformément à un ordre visé au paragraphe (2), la Cour canadienne de l'impôt ou la Cour fédérale peut :

a) soit confirmer l'ordre;

b) soit l'annuler si elle établit qu'aucun des principaux motifs de l'existence distincte des deux corporations ou plus ne consiste à réduire le montant de l'impôt qui serait payable par ailleurs en vertu de la présente loi;

c) soit modifier l'ordre et renvoyer l'affaire au ministre pour établissement d'une nouvelle cotisation."

Article 189, (1). — Texte actuel des définitions de «action privilégiée à court terme», «association canadienne enregistrée de sport amateur», «dividende en capital», «entreprise» ou «affaires», «montant» ou «somme», «organisme de charité enregistré», «police collective d'assurance temporaire sur la vie», «régime privé de services de santé» et «revenu exonéré» au paragraphe 248(1) :

«action privilégiée à court terme» d'une corporation (appelée dans la présente définition la «corporation émettrice») désigne

“amount”
«montant ou
somme»

“amount” means money, rights or things expressed in terms of the amount of money or the value in terms of money of the right or thing, except that,

(a) notwithstanding paragraph (b), in any case where subsection 112(2.1), (2.2) or (2.4), or section 187.2 or 187.3 or subsection 258(3) or (5) applies to a stock dividend, the “amount” of the stock dividend is the greater of

(i) the amount by which the paid-up capital of the corporation that paid the dividend is increased by reason of the payment of the dividend, and

(ii) the fair market value of the share or shares paid as a stock dividend at the time of payment,

(b) in any case where section 191.1 applies to a stock dividend, the “amount” of the stock dividend for the purposes of Part VI.1 is the greater of

(i) the amount by which the paid-up capital of the corporation that paid the dividend is increased by reason of the payment of the dividend, and

(ii) the fair market value of the share or shares paid as a stock dividend at the time of payment,

and for any other purpose the amount referred to in subparagraph (i), and

(c) in any other case, the “amount” of any stock dividend is the amount by which the paid-up capital of the corporation that paid the dividend is increased by reason of the payment of the dividend;

“business”
«entreprise» ou
«affaires»

“business” includes a profession, calling, trade, manufacture or undertaking of any kind whatever and, except for the purposes of paragraph 18(2)(c), section 54.2 and paragraph 110.6(14)(f), an adventure or concern in the nature of trade but does not include an office or employment;

“capital dividend”
«dividende en
capital»

“capital dividend” has the meaning assigned by section 83;

la même loi, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

«action privilégiée à court terme» désigne une action émise après le 15 décembre 1987 — à l'exclusion d'une action de régime transitoire — qui est au moment considéré :

«action
privilégiée à
court terme»
5 «short-term
preferred
share”

a) soit une action dont les caractéristiques, une convention ou une modification à ces caractéristiques ou à cette convention prévoient que la corporation émettrice ou une personne apparentée à celle-ci a l'obligation ou peut avoir l'obligation, à tout moment dans les cinq ans suivant la date d'émission de l'action, de racheter, d'acquérir ou d'annuler l'action en tout ou en partie — sauf si l'obligation ne survient qu'en cas de décès de l'actionnaire ou qu'à cause seulement d'un droit de conversion ou d'échange de l'action — ou de réduire le capital versé au titre de l'action; pour l'application du présent alinéa :

(i) dans une convention concernant une action, il n'est pas tenu compte de la stipulation par laquelle une personne convient d'acquérir l'action soit contre un montant qui ne dépasse pas sa juste valeur marchande au moment de l'acquisition — déterminée sans égard à la convention — ou contre un montant déterminé en fonction de l'actif ou des gains de la corporation émettrice qu'il est raisonnable de considérer comme servant à déterminer — sans égard à la convention — un montant qui ne dépasse pas la juste valeur marchande de l'action au moment de l'acquisition,

(ii) un actionnaire comprend un actionnaire d'un actionnaire,

b) soit une action convertible ou échangeable à tout moment dans les cinq ans suivant la date de son émission, sauf si :

(i) d'une part, elle est convertible ou échangeable contre une autre action de la corporation émettrice ou d'une personne liée à celle-ci

(a) in the case of a dividend described in subsection 112(2.1), (2.2) or (2.3), the greater of

- (i) the amount of the increase in the paid-up capital of the corporation by virtue of the payment of the dividend, and
- (ii) the fair market value of the share or shares paid as a stock dividend at the time of payment, and

(b) in any other case, the amount of the increase in the paid-up capital of the corporation by virtue of the payment of the dividend;

“business” includes a profession, calling, trade, manufacture or undertaking of any kind whatever and, except for the purposes of paragraph 18(2)(c), an adventure or concern in the nature of trade but does not include an office or employment;

“capital dividend” has the meaning assigned by subsection 83(2);

“exempt income” means money or property received or acquired by a person in such circumstances that it is, by reason of any provision in Part I, not included in computing his income, but for greater certainty does not include a dividend on a share, except that, for the purposes of paragraph 247(1)(c), “exempt income” includes a dividend received by him the amount of which may be deducted by him from his income by virtue of subsection 112(1);

“group term life insurance policy”, with respect to a taxpayer, means a group life insurance policy under which no amount is payable as a result of the contributions made to or under the policy by the employer of the taxpayer except in the event of the death or disability of the taxpayer;

“private health services plan” has the meaning assigned by subsection 110(8);

“registered Canadian amateur athletic association” has the meaning assigned by subsection 110(8);

“registered charity” has the meaning assigned by subsection 110(8);

“short-term preferred share” of a corporation (in this definition referred to as the “issuing corporation”) means

(a) a share of the capital stock of the issuing corporation issued after November 12, 1981 if

(i) the issuing corporation, any person related to the issuing corporation or any partnership or trust of which the issuing corporation or a person related thereto is a member or beneficiary (each of which is referred to in this definition as “a member of the related issuing group”) is or may be required to redeem, acquire or cancel, in whole or in part, the share or to reduce its paid-up capital at any time within 18 months from the date of its issue, and

(ii) the share was issued in order to obtain funds for a member of the related issuing group and the share may reasonably be regarded as having been issued by a member of the related issuing group in lieu of commercial paper or a similar short-term debt instrument that would otherwise have been issued or sold on the money market by a member of the related issuing group had a member of the related issuing group borrowed the funds, or

(b) a share described in subparagraph (a)(ii) that is convertible, directly or indirectly, within 18 months from the date of its issue into debt or into a share that, if issued, would be a share described in subparagraph (a)(i),

but does not include a share of the capital stock of a corporation

(c) that was issued after November 12, 1981 and before 1983 pursuant to an agreement in writing to do so made before November 13, 1981,

(d) that is a share described in paragraph (e) of the definition “term preferred share” in this subsection, or

(e) that is a prescribed share

a) une action du capital-actions de la corporation émettrice émise après le 12 novembre 1981 si

(i) la corporation émettrice, toute personne liée à la corporation émettrice ou toute société ou fiducie dont la corporation émettrice ou une personne liée à celle-ci est un membre ou un bénéficiaire (chacune étant appelée dans la présente définition un «membre du groupe émetteur lié») est ou peut être tenue de racheter, d'acquérir ou d'annuler, en tout ou en partie, l'action ou de réduire son capital versé en tout temps dans les 18 mois suivant la date de son émission, et

(ii) l'action a été émise afin d'obtenir des fonds pour un membre du groupe émetteur lié et l'action peut raisonnablement être considérée comme ayant été émise ou vendue par un membre du groupe émetteur lié à la place d'un effet de commerce ou d'un acte d'endettement à court terme semblable qui aurait par ailleurs été émis ou vendu sur le marché par un membre du groupe émetteur lié si un membre du groupe émetteur lié avait emprunté les fonds, ou

b) une action visée au sous-alinéa a)(ii) qui est convertible, directement ou indirectement, dans les 18 mois suivant la date de son émission, en une créance ou en une action qui, une fois émise, serait une action visée au sous-alinéa a)(i),

mais ne comprend pas une action du capital-actions d'une corporation

c) qui a été émise après le 12 novembre 1981 et avant 1983 conformément à une entente écrite à cet effet conclue avant le 13 novembre 1981,

d) qui est une action visée à l'alinéa e) de la définition d'«action privilégiée à terme» au présent paragraphe, ou

e) qui est une action prescrite

et, aux fins de la présente définition,

f) lorsque, à une date donnée quelconque après le 12 novembre 1981, dans le cas d'une action émise avant le 13 novembre 1981 ou d'une action visée à l'alinéa c), sa date de rachat a été modifiée ou que les modalités relatives à

(i) son rachat, son acquisition, son annulation, sa conversion ou la réduction de son capital versé par la corporation émettrice, ou

(ii) son acquisition par un membre du groupe émetteur lié

ont été modifiées, l'action est, aux fins de la détermination à une date ultérieure de sa qualité d'action privilégiée à court terme, réputée avoir été émise à la date donnée,

g) lorsqu'une personne a une participation dans une fiducie, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une participation dans une autre fiducie ou de toute autre manière, la personne est réputée être un bénéficiaire de la fiducie,

h) lorsqu'une action donnée du capital-actions d'une corporation a été émise ou ses modalités modifiées, et qu'il peut raisonnablement être considéré, compte tenu de toutes les circonstances (y compris le taux d'intérêts sur une créance ou le dividende prévu sur une action privilégiée à court terme) que

(i) si ce n'était l'existence, à une date quelconque, de la créance ou de l'action privilégiée à court terme, l'action donnée n'aurait pas été émise ou ses modalités, modifiées, et

(ii) l'un des principaux motifs de l'émission de l'action donnée ou de la modification de ses modalités était d'éviter ou de restreindre l'application du paragraphe 112(2.3),

l'action donnée est réputée, après le 31 décembre 1982, être une action privilégiée à court terme de la corporation,

“exempt income” means money or property received or acquired by a person in such circumstances that it is, by reason of any provision in Part I, not included in computing his income, but for greater certainty does not include a dividend on a share;

“group term life insurance policy” means a group life insurance policy under which no amount is payable to a person other than the employer of the taxpayer as a result of contributions made to or under the policy by the employer before the death or disability of the taxpayer;

“private health services plan” means (a) a contract of insurance in respect of hospital expenses, medical expenses or any combination of such expenses, or (b) a medical care insurance plan or hospital care insurance plan or any combination of such plans,

except any such contract or plan established by or pursuant to

(c) a law of a province that establishes a health care insurance plan in respect of which the province receives contributions from Canada for insured health services provided under the plan pursuant to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977*, or

(d) an Act of the Parliament of Canada or a regulation made thereunder that authorizes the provision of a medical care insurance plan or hospital care insurance plan for employees of Canada and their dependants and for dependants of members of the Royal Canadian Mounted Police and the regular force where such employees or members were appointed in Canada and are serving outside Canada;

“registered Canadian amateur athletic association” means an association that was created under any law in force in

qui, si elle était émise, ne serait pas une action privilégiée à court terme ou contre un droit ou bon de souscription qui, s’il était exercé, permettrait à la personne qui l’exercerait d’acquérir une action de la corporation émettrice ou d’une personne liée à celle-ci qui, si elle était émise, ne serait pas une action privilégiée à court terme, ou encore contre à la fois une telle autre action et un tel droit ou bon de souscription,

(ii) d’autre part, la contrepartie totale de l’action à recevoir à la conversion ou à l’échange est cette autre action ou ce droit ou bon de souscription, ou les deux, selon le cas; pour l’application du présent sous-alinéa, dans le cas où un contribuable peut devenir en droit de recevoir, à la conversion ou à l’échange d’une action, une contrepartie donnée (à l’exception d’une contrepartie visée au sous-alinéa

(i) en remplacement d’une fraction d’action, la contrepartie donnée n’est réputée être une contrepartie que si elle était à recevoir dans le cadre d’une série d’opérations ou d’événements dont l’un des principaux objets consistait à se soustraire à l’application de la partie IV.1 ou VI.1 ou à en restreindre l’application,

pour l’application de la présente définition :

c) dans le cas où, à un moment donné après le 15 décembre 1987 et autrement que par accord écrit conclu avant le 16 décembre 1987, les caractéristiques d’une action du capital-actions d’une corporation concernant ce qui est mentionné à l’un des alinéas a), b), f) ou h) sont établies ou modifiées ou une convention concernant ce qui est mentionné à l’un de ces alinéas et à laquelle la corporation ou une personne apparentée à celle-ci est partie est modifiée ou conclue, l’ac-

“exempt income”
«revenu exonéré»

“group term life insurance policy”
«police collective d’assurance temporaire sur la vie»

“private health services plan”
«régime privé d’assurance-maladie»

“registered Canadian amateur athletic association”
«association canadienne enregistrée de sport amateur»

5
10
15
20
25
30
35
40
45
50

5
10
15
20
25
30
35
40
45
50

and for the purposes of this definition,

(f) where, at any particular time after November 12, 1981, in the case of a share issued before November 13, 1981 or a share described in paragraph (c), its redemption date was changed or the terms or conditions relating to

(i) its redemption, acquisition, cancellation, conversion or reduction of its paid-up capital by the issuing corporation, or

(ii) its acquisition by a member of the related issuing group were changed, the share shall, for the purpose of determining at a subsequent time whether it is a short-term preferred share, be deemed to have been issued at the particular time,

(g) where a person has an interest in a trust, whether directly or indirectly, through an interest in any other trust or in any other manner whatever, the person shall be deemed to be a beneficiary of the trust,

(h) where a particular share of the capital stock of a corporation has been issued or its terms or conditions have been modified and it may reasonably be considered, having regard to all circumstances (including the rate of interest on any debt or the dividend provided on any short-term preferred share), that

(i) but for the existence at any time of the debt or the short-term preferred share, the particular share would not have been issued or its terms or conditions modified, and

(ii) one of the main purposes for the issue of the particular share or the modification of its terms or conditions was to avoid or limit the application of subsection 112(2.3),

the particular share shall, after December 31, 1982, be deemed to be a short-term preferred share of the corporation,

(i) where a share is substituted or exchanged for a short-term preferred share, the share shall be deemed to be a short-term preferred share,

(j) where the terms or conditions of a share of the capital stock of the issuing corporation are modified or established after June 28, 1982 and as a consequence thereof any member of the related issuing groups may reasonably be expected to redeem, acquire or cancel, in whole or in part, the share, or to reduce its paid-up capital, within 18 months from the date of its issue, the share shall be deemed as from the date of the modification or as from the date of the establishment, as the case may be, to be a share described in subparagraph (a)(i),

(k) where a share of the capital stock of the issuing corporation was issued after June 28, 1982 and at the time the share was issued the existence of the issuing corporation was, or there was an arrangement under which it could be, limited to a period that was within 18 months from the date of its issue, the share shall be deemed to be a share described in subparagraph (a)(i), and

(l) where a share is issued after November 12, 1981 by a member of the related issuing group to another member of that related issuing group to another member of that related issuing group and the share is subsequently sold by any member of the related issuing group to a person with whom such member was, but for paragraph 251(5)(b), dealing at arm's length, the share shall be deemed to have been issued at the time the share was sold by such member;"

i) lorsqu'une action est substituée à une action privilégiée à court terme ou est échangée contre une telle action, l'action est réputée être une action privilégiée à court terme, et

j) lorsque les modalités d'une action du capital-actions de la corporation émettrice sont modifiées ou établies après le 28 juin 1982 et que, de ce fait, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'un membre du groupe émetteur lié rachète, acquière ou annule, en tout ou en partie, l'action, ou qu'il réduise son capital versé dans les 18 mois suivant la date de son émission, l'action est réputée, à compter de la date de la modification ou de l'établissement, selon le cas, être une action visée au sous-alinéa a)(i);

k) lorsqu'une action du capital-actions de la corporation émettrice a été émise après le 28 juin 1982 et que, à la date où l'action a été émise, l'existence de la corporation émettrice était limitée (ou un arrangement avait été pris en vertu duquel elle pourrait être limitée) à une période en-deçà de 18 mois de la date de son émission, l'action est réputée être une action visée au sous-alinéa a)(i), et

l) lorsqu'une action a été émise après le 12 novembre 1981 par un membre du groupe émetteur lié à un autre membre de ce groupe et l'action est vendue par la suite par un membre de ce groupe à une personne avec laquelle ce membre n'a, si ce n'est de l'alinéa 251(5)b), aucun lien de dépendance, l'action est réputée avoir été émise à la date où l'action a été vendue par un tel membre;

«association canadienne enregistrée de sport amateur» a le sens que lui donne le paragraphe 110(8);

«dividende en capital» a le sens que lui donne le paragraphe 83(2);

«entreprise ou affaire» comprend une profession, un métier, un commerce, une manufacture ou une activité de quelque genre que ce soit et, sauf aux fins de l'alinéa 18(2)c), comprend un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial mais ne comprend pas une charge ni un emploi;

«montant» ou «somme» s'entend de l'argent, des droits ou des choses exprimés sous forme d'un montant d'argent, ou leur valeur exprimée en argent, sauf que le «montant» de tout dividende en actions payé par une corporation est,

a) lorsqu'il s'agit d'un dividende visé au paragraphe 112(2.1), (2.2) ou (2.3), le plus élevé des montants suivants :

(i) le montant de l'augmentation du capital versé de la corporation découlant du paiement du dividende, ou

(ii) la juste valeur marchande de l'action ou des actions versées à titre de dividende en actions au moment du paiement, et

b) dans tous les autres cas, le montant de l'augmentation du capital versé de la corporation découlant du paiement du dividende;

«organisme de charité enregistré» a le sens que lui attribue le paragraphe 110(8);

«police collective d'assurance temporaire sur la vie», relativement à un contribuable, signifie une police collective d'assurance sur la vie, en vertu de laquelle aucune somme n'est payable par suite des contributions faites à la police ou en vertu de la police par l'employeur du contribuable sauf en cas de décès ou d'invalidité du contribuable;

«régime privé de services de santé» a le sens que lui donne le paragraphe 110(8);

«revenu exonéré» signifie de l'argent ou des biens reçus ou acquis par une personne dans des circonstances telles qu'ils ne sont pas, en raison d'une disposition quelconque de la Partie I, inclus dans le calcul de son revenu, mais, pour plus de précision, ne comprend pas un dividende afférent à une action, sauf que, aux fins de l'alinéa 247(1)c), le «revenu exonéré» comprend un dividende reçu par elle dont le montant peut être déduit par elle de son revenu en vertu du paragraphe 112(1);»

Canada, that is resident in Canada, and that

(a) is a person described in paragraph 149(1)(I), and

(b) has, as its primary purpose and its primary function, the promotion of amateur athletics in Canada on a nation-wide basis,

that has applied to the Minister in prescribed form for registration, that has been registered and whose registration has not been revoked under subsection 168(2);

“registered charity”
«organisme de charité enregistré»

“registered charity” at any time means

(a) a charitable organization, private foundation or public foundation, within the meanings assigned by subsection 149.1(1), that is resident in Canada and was either created or established in Canada, or

(b) a branch, section, parish, congregation or other division of an organization or foundation described in paragraph (a), that is resident in Canada and was either created or established in Canada and that receives donations on its own behalf,

that has applied to the Minister in prescribed form for registration and that is at that time registered as a charitable organization, private foundation or public foundation;

“short-term preferred share”
«action privilégiée à court terme»

“short-term preferred share” of a corporation at any particular time means a share, other than a grandfathered share, of the capital stock of the corporation issued after December 15, 1987 that at that particular time

(a) is a share where, under the terms and conditions of the share, any agreement relating to the share or any modification of such terms, conditions or agreement, the corporation or a specified person in relation to the corporation is or may, at any time within 5 years from the date of its issue, be required to redeem, acquire or cancel, in whole or in part, the share (unless the requirement to redeem, acquire or cancel the share arises only in the event of the death of the shareholder

tion est réputée, après ce moment donné, avoir été émise à ce moment donné,

d) l'action qui a été émise à un moment donné après le 15 décembre 1987 ou dont, à un tel moment donné, les caractéristiques sont modifiées ou encore concernant laquelle, à un tel moment donné, une convention est conclue ou modifiée est réputée, après ce moment donné, avoir été émise à ce moment donné et être une action privilégiée à court terme de la corporation émettrice, s'il est raisonnable de considérer, compte tenu de toutes les circonstances, notamment du taux d'intérêt d'un titre de créance ou du dividende attaché à une action privilégiée à court terme, que :

(i) d'une part, l'action n'aurait pas été émise, ses caractéristiques modifiées ou la convention conclue ou modifiée, sans l'existence, à un moment, d'un tel titre de créance ou d'une telle action privilégiée à court terme,

(ii) d'autre part, l'un des principaux objets de l'émission de l'action, de la modification de ses caractéristiques ou de la conclusion ou modification de la convention consiste à se soustraire à l'impôt payable en application du paragraphe 191.1(1) ou à en limiter le montant,

e) l'action dont, à un moment donné après le 15 décembre 1987 et autrement que par accord écrit conclu avant le 16 décembre 1987, les caractéristiques sont établies ou modifiées ou concernant laquelle, à un tel moment donné et autrement que par un tel accord, une convention est conclue ou modifiée est réputée avoir été émise à ce moment donné et être une action privilégiée à court terme de la corporation émettrice du moment donné au moment où il est raisonnable de ne plus s'attendre à ce que, en conséquence des caractéristiques ainsi établies ou modifiées ou de la convention ainsi conclue ou modifiée, la cor-

or by reason only of a right to convert or exchange the share) or to reduce the paid-up capital of the share and for the purposes of this paragraph

(i) an agreement in respect of a share of the capital stock of a corporation shall be read without reference to that part of the agreement under which a person agrees to acquire the share for an amount that does not exceed its fair market value at the time of the acquisition, determined without regard to the agreement, or for an amount determined by reference to the assets or earnings of the corporation where such determination may reasonably be considered to be used to determine an amount that does not exceed the fair market value of the share at the time of the acquisition, determined without regard to the agreement, and

(ii) "shareholder" includes a shareholder of a shareholder, or

(b) is a share that is convertible or exchangeable at any time within 5 years from the date of its issue, unless

(i) it is convertible into or exchangeable for

(A) another share of the corporation or a corporation related to the corporation that, if issued, would not be a short-term preferred share,

(B) a right or warrant that, if exercised, would allow the person exercising it to acquire a share of the corporation or a corporation related to the corporation that, if issued, would not be a short-term preferred share, or

(C) both a share described in clause (A) and a right or warrant described in clause (B), and

(ii) all the consideration receivable for the share on the conversion or exchange is the share described in clause (i)(A) or the right or warrant described in clause (i)(B) or both, as the case may be, and for the purposes of this subparagraph,

poration émettrice ou une personne apparentée à celle-ci rachète, acquière ou annule — autrement qu'en cas de décès de l'actionnaire ou qu'à cause seulement d'un droit de conversion ou d'échange de l'action qui ne ferait pas de l'action une action privilégiée à court terme par l'effet de l'alinéa b) — l'action en tout ou en partie, ou réduise le capital versé au titre de l'action, dans les cinq ans suivant le moment donné; pour l'application du présent alinéa :

(i) dans une convention concernant une action, il n'est pas tenu compte de la stipulation par laquelle une personne convient d'acquérir l'action contre un montant qui ne dépasse pas sa juste valeur marchande au moment de l'acquisition — déterminée sans égard à la convention — ou contre un montant déterminé en fonction de l'actif ou des gains de la corporation émettrice qu'il est raisonnable de considérer comme servant à déterminer — sans égard à la convention — un montant qui ne dépasse pas la juste valeur marchande de l'action au moment de l'acquisition,

(ii) un actionnaire comprend un actionnaire d'un actionnaire,

f) l'action qui est émise à un moment donné après le 15 décembre 1987, alors que l'existence de la corporation émettrice est limitée — ou un arrangement a été pris par lequel elle pourrait l'être — à une période de cinq ans ou moins suivant la date de l'émission est réputée être une action privilégiée à court terme de la corporation émettrice, sauf si l'action est une action de régime transitoire et que l'arrangement a été pris par écrit avant le 16 décembre 1987,

g) l'action que la corporation émettrice ou une personne apparentée à celle-ci a acquise à un moment donné après le 16 décembre 1987 et qu'une personne avec laquelle la corporation émettrice ou une personne apparentée à celle-ci n'a pas de lien de dépen-

where a taxpayer may become entitled upon the conversion or exchange of a share to receive any particular consideration (other than consideration described in any of clauses (i)(A) to (C)) in lieu of a fraction of a share, the particular consideration shall be deemed not to be consideration unless it may reasonably be considered that the particular consideration was receivable as part of a series of transactions or events one of the main purposes of which was to avoid or limit the application of Part IV.1 or VI.1,

and for the purposes of this definition,

(c) where at any particular time after December 15, 1987, otherwise than pursuant to a written arrangement to do so entered into before December 16, 1987, the terms or conditions of a share of the capital stock of a corporation that are relevant to any matter referred to in any of paragraphs (a), (b), (f) and (h) are established or modified, or any agreement in respect of any such matter to which the corporation or a specified person in relation to the corporation is a party, is changed or entered into, the share shall be deemed after that particular time to have been issued at that particular time,

(d) where at any particular time after December 15, 1987, a particular share of the capital stock of a corporation has been issued or its terms or conditions have been modified or an agreement in respect of the share is modified or entered into, and it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, including the rate of interest on any debt obligation or the dividend provided on any short-term preferred share, that

(i) but for the existence at any time of such a debt obligation or such a short-term preferred share, the par-

dance, abstraction faite de l'alinéa 251(5)b), a acquise après ce moment donné de la corporation émettrice ou d'une personne apparentée à celle-ci est réputée, après ce moment donné, avoir été émise à ce moment donné, h) dans le cas où, à un moment donné après le 15 décembre 1987 et autrement que par accord écrit conclu avant le 16 décembre 1987, les caractéristiques d'une action ou une convention concernant l'action conclue par la corporation émettrice ou par une personne apparentée à celle-ci prévoient qu'une personne — à l'exception de la corporation émettrice et d'un particulier qui n'est pas une fiducie — a l'obligation, conditionnelle ou non, immédiate ou future, d'exécuter un engagement dans les cinq ans suivant le jour de l'émission de l'action — notamment une garantie, promesse ou convention d'achat ou de rachat de l'action et y compris le dépôt de montants ou le prêt de fonds à l'actionnaire ou à une personne apparentée à celui-ci, ou pour le compte de l'un ou de l'autre — donné dans le cadre d'une opération, d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements qui comprend l'émission ou l'acquisition de l'action, pour faire en sorte que soit limitée d'une façon quelconque toute perte que l'actionnaire ou une personne apparentée à celui-ci peut subir parce qu'il est propriétaire de l'action ou d'un autre bien, le détient ou en dispose, l'action est réputée, après ce moment donné, avoir été émise à ce moment donné et être, au moment donné et juste après, une action privilégiée à court terme; pour l'application du présent alinéa, si l'engagement est donné à un moment donné après le 15 décembre 1987, autrement que par accord écrit conclu avant le 16 décembre 1987, l'action est réputée avoir été émise à ce moment donné et l'engagement est réputé avoir été donné dans le cadre d'une série d'opérations qui compre-

particular share would not have been issued or its terms or conditions modified or the agreement in respect of the share would not have been modified or entered into, and 5
 (ii) one of the main purposes for the issue of the particular share or the modification of its terms or conditions or the modification or entering into the agreement in respect of 10
 the share was to avoid or limit the tax payable under subsection 191.1(1),

the particular share shall be deemed after that particular time to have been 15
 issued at that particular time and to be a short-term preferred share of the corporation,

(e) where at any particular time after December 15, 1987, otherwise than 20
 pursuant to a written arrangement to do so entered into before December 16, 1987, the terms or conditions of a share of the capital stock of a corporation are modified or established or 25
 any agreement in respect of the share has been changed or entered into, and as a consequence thereof the corporation or a specified person in relation to the corporation may reasonably be 30
 expected to redeem, acquire or cancel (otherwise than by reason of the death of the shareholder or by reason only of a right to convert or exchange the share that would not cause the 35
 share to be a short-term preferred share by reason of paragraph (b)), in whole or in part, the share, or to reduce its paid-up capital, within 5
 years from the particular time, the 40
 share shall be deemed to have been issued at that particular time and to be a short-term preferred share of the corporation from the particular time until the time that such reasonable 45
 expectation ceases to exist and for the purposes of this paragraph

(i) an agreement in respect of a share of the capital stock of a corporation shall be read without ref- 50
 erence to that part of the agreement under which a person agrees

nait l'émission ou l'acquisition de l'action,

i) l'action qui, au moment du versement d'un dividende sur celle-ci, est visée à l'alinéa e) de la définition 5
 d'«action privilégiée à terme», au présent paragraphe, pour la durée applicable qui y est mentionnée, ou est visée par règlement n'est pas considérée comme une action privilégiée à 10
 court terme à ce moment, par dérogation aux autres dispositions de la présente définition,

j) une personne apparentée s'entend au sens de l'alinéa h) de la définition 15
 d'«action privilégiée imposable» au présent paragraphe;

«association canadienne enregistrée de sport amateur» désigne une association, résidant au Canada, qui est constituée 20
 en vertu d'une loi en vigueur au Canada et qui présente les caractéristiques suivantes :

«association canadienne enregistrée de sport amateur»
 "registered Canadian amateur athletic association"

a) il s'agit d'une personne visée à l'alinéa 149(1)l), 25

b) son but premier et sa mission principale consistent à promouvoir le sport amateur au Canada à l'échelle nationale,

c) elle a produit au ministre, sur formulaire prescrit, une demande d'enregistrement, elle a été enregistrée et son enregistrement n'a pas été annulé par application du paragraphe 168(2); 35

«dividende en capital» s'entend au sens de l'article 83;

«dividende en capital»
 "capital dividend"

«entreprise» ou «affaires» comprend une profession, un métier, un commerce, une industrie ou une activité de quelque 40
 genre que ce soit et, sauf pour l'application de l'alinéa 18(2)c), de l'article 54.2 et de l'alinéa 110.6(14)f), un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial, mais ne com- 45
 prend pas une charge ou un emploi;

«entreprise» ou «affaires»
 "business"

«montant» ou «somme» s'entend de l'argent, du droit ou de la chose exprimés sous forme d'un montant d'argent, ou

«montant» ou «somme»
 "amount"

laquelle les dividendes en argent sont

payés.

(b) par règlement à l'égard de, dans

les cas de la paragrafe 10(2.1),

10(2.2) ou 10(2.3), les articles 187.2 ou

187.3 de la paragrafe 258(1) ou

10(2.4) s'appliquent à un dividende en

argent le dividende en actions pour

lequel le dividende en argent est

payé.

10 (c) le montant correspondant à 10

l'augmentation, le montant du verse-

ment de dividendes du capital versé

de la corporation qui a versé le

dividende ou

10 (d) la part valeur marchande de 10

l'action ou des actions payées

comme dividendes en actions au

moment du versement.

(e) dans le cas de l'article 187.1 s'ap-

pliquant à un dividende en actions le 20

dividende en actions à pour amou-

vement, l'application de la partie

VI.1 de plus tard des montants versés

aux investisseurs (f) et (g) de pour

amouvement (f) et (g) de pour

to obtain the share for an amount

paid to or for the benefit of the shareholder

of the corporation. The time of the payment

of the dividend or for an amount being

paid by reference to the amount being

1981
English and French

to acquire the share for an amount that does not exceed its fair market value at the time of the acquisition, determined without regard to the agreement, or for an amount determined by reference to the assets or earnings of the corporation where such determination may reasonably be considered to be used to determine an amount that does not exceed the fair market value of the share at the time of the acquisition, determined without regard to the agreement, and

(ii) "shareholder" includes a shareholder of a shareholder,

(f) where a share of the capital stock of a corporation was issued after December 15, 1987 and at the time the share was issued the existence of the corporation was, or there was an arrangement under which it could be, limited to a period that was within 5 years from the date of its issue, the share shall be deemed to be a short-term preferred share of the corporation unless the share is a grandfathered share and the arrangement is a written arrangement entered into before December 16, 1987,

(g) where a share of the capital stock of a corporation is acquired at any time after December 15, 1987 by the corporation or a specified person in relation to the corporation and the share is at any particular time after that time acquired by a person with whom the corporation or a specified person in relation to the corporation was dealing at arm's length if this Act were read without reference to paragraph 251(5)(b), from the corporation or a specified person in relation to the corporation the share shall be deemed after that particular time to have been issued at that particular time,

(h) where at any particular time after December 15, 1987, otherwise than pursuant to a written arrangement to do so entered into before December 16, 1987, as a result of the

leur valeur exprimée en argent; toute-fois :

a) par dérogation à l'alinéa b), dans les cas où les paragraphes 112(2.1), (2.2) ou (2.4), les articles 187.2 ou 187.3 ou les paragraphes 258(3) ou (5) s'appliquent à un dividende en actions, le dividende en actions a pour «montant» le plus élevé :

(i) du montant correspondant à l'augmentation, découlant du versement du dividende, du capital versé de la corporation qui a versé le dividende, ou

(ii) de la juste valeur marchande de l'action ou des actions payées comme dividendes en actions au moment du versement;

b) dans le cas où l'article 191.1 s'applique à un dividende en actions, le dividende en actions a pour «montant», pour l'application de la partie VI.1, le plus élevé des montants visés aux sous-alinéas (i) et (ii) et, pour toute autre fin, le montant visé au sous-alinéa (i) :

(i) le montant correspondant à l'augmentation, découlant du versement du dividende, du capital versé de la corporation qui a versé le dividende, ou

(ii) la juste valeur marchande de l'action ou des actions payées comme dividende en actions au moment du versement;

c) dans les autres cas, un dividende en actions versé par une corporation a pour «montant» le montant correspondant à l'augmentation du capital versé de la corporation découlant du versement du dividende;

«organisme de charité enregistré» désigne l'organisme suivant, qui a produit au ministre une demande d'enregistrement sur formulaire prescrit et qui est enregistré, à la date considérée, comme œuvre de charité, comme fondation privée ou comme fondation publique :

a) œuvre de charité, fondation privée ou fondation publique, au sens du paragraphe 149.1(1), qui réside au

«organisme de charité enregistré»
"registered charity"

terms or conditions of a share of the capital stock of a corporation or any agreement entered into by the corporation or a specified person in relation to the corporation, any person (other than the corporation or an individual other than a trust) was obligated, either absolutely or contingently and either immediately or in the future, to effect any undertaking within 5 years after the day on which the share was issued (in this paragraph referred to as a "guarantee agreement") including any guarantee, covenant or agreement to purchase or repurchase the share, and including the lending of funds or the placing of amounts on deposit with, or on behalf of the shareholder or a specified person in relation to the shareholder given

(i) to ensure that any loss that the shareholder or a specified person in relation to the shareholder may sustain, by reason of the ownership, holding or disposition of the share or any other property is limited in any respect, and

(ii) as part of a transaction or event or series of transactions or events that included the issuance or acquisition of the share,

the share shall be deemed after that particular time to have been issued at the particular time and to be at and immediately after the particular time a short-term preferred share, and for the purposes of this paragraph, where a guarantee agreement in respect of a share is given at any particular time after December 15, 1987, otherwise than pursuant to a written arrangement to do so entered into before December 16, 1987, the share shall be deemed to have been issued at the particular time and the guarantee agreement shall be deemed to have been given as part of a series of transactions that included the issuance or acquisition of the share,

(i) a share that is, at the time a dividend is paid thereon, a share described in paragraph (e) of the defi-

Canada et qui y a été constituée ou y est établie,

b) division — annexe, section, paroisse, congrégation ou autre — d'une œuvre de charité, fondation privée ou fondation publique au sens du paragraphe 149.1(1), qui réside au Canada, qui y a été constituée ou y est établie et qui reçoit des dons en son nom propre;

«*police collective d'assurance temporaire sur la vie*» s'entend, relativement à un contribuable, d'une police collective d'assurance sur la vie, en vertu de laquelle aucune somme n'est payable à une personne, à l'exception de l'employeur du contribuable, par suite de cotisations versées dans le cadre de la police par l'employeur avant la date où le contribuable décède ou devient invalide;

«*police collective d'assurance temporaire sur la vie*»
 "group term life insurance policy"

«*régime privé d'assurance-maladie*» s'entend d'un contrat d'assurance pour frais d'hospitalisation, frais médicaux ou les deux, d'un régime d'assurance-maladie, d'un régime d'assurance-hospitalisation ou d'un régime combiné d'assurance-maladie et hospitalisation, qui ne sont établis ou prévus :

«*régime privé d'assurance-maladie*»
 "private health services plan"

a) ni par une loi provinciale établissant un régime d'assurance-santé à l'égard duquel la province reçoit du Canada des contributions, pour les services de santé assurés fournis dans le cadre de ce régime, conformément à la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé,

b) ni par un texte législatif fédéral, autorisant l'établissement d'un régime d'assurance-maladie ou d'un régime d'assurance-hospitalisation au profit des employés du fédéral et des personnes à leur charge ainsi que des personnes à la charge des membres de la Gendarmerie royale du Canada et de la force régulière, dans le cas où ces employés ou membres, nommés au Canada, servent à l'étranger;

5 nition "term preferred share" in this subsection during the applicable time period referred to in that paragraph or a prescribed share shall, notwithstanding any other provision of this definition, be deemed not to be a short-term preferred share at that time, and

(j) "specified person" has the meaning assigned by paragraph (h) of the 10 definition "taxable preferred share" in this subsection;"

(2) Paragraph (e) of the definition "cost amount" in subsection 248(1) of the said Act is repealed and the following substituted 15 therefor:

"(e) where the property was a debt owing to the taxpayer (other than the amount in respect of such property that was deducted under paragraph 20(1)(p) 20 in computing the taxpayer's income for a taxation year ending before that time) or any other right of the taxpayer to receive an amount, the amortized cost of the property to the taxpayer at that time 25 or, where the property does not have an amortized cost to the taxpayer, the amount of the debt or right that was outstanding at that time,

(e.1) where the property was a policy 30 loan (within the meaning assigned by paragraph 138(12)(k.1)) of an insurer, nil, and"

(3) Subparagraph (c)(iii) of the definition "income bond" in subsection 248(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(iii) at a time when, by reason of financial difficulty, the issuing corporation or another corporation resident 40 in Canada with which it does not deal at arm's length was in default, or could reasonably be expected to default, on a debt obligation held by a person with whom the issuing corpo- 45 ration or the other corporation was dealing at arm's length and the bond or debenture was issued either wholly or in substantial part and either

«revenu exonéré» s'entend de l'argent ou biens des reçus ou acquis par une personne dans des circonstances faisant qu'ils ne sont pas inclus, par application d'une disposition de la partie I, dans le calcul de son revenu, mais, pour plus de précision, ne comprend pas un dividende sur une action; 5

«revenu exonéré»
"exempt income"

(2) L'alinéa e) de la définition de «coût indiqué», au paragraphe 248(1) de la même 15 loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) lorsque le bien consistait en une créance du contribuable — à l'exception du montant d'un bien déduit en application de l'alinéa 20(1)p) dans le calcul du 15 revenu du contribuable pour une année d'imposition se terminant avant cette date — ou consiste en tout autre droit qu'avait le contribuable de recevoir un montant, soit le coût amorti du bien 20 pour le contribuable à cette date, soit, dans le cas où le bien ne comporte pas de coût amorti pour le contribuable, le montant de la créance ou la valeur d'un autre droit qui était en souffrance à 25 cette date,

e.1) lorsque le bien était un prêt sur police (au sens de l'alinéa 138(12)k.1)) d'un assureur, zéro,»

(3) Le sous-alinéa c)(iii) de la définition 30 d'«obligation à intérêt conditionnel», au paragraphe 248(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) à un moment où, en raison de difficultés financières, la corporation 35 émettrice ou une autre corporation qui réside au Canada et avec laquelle elle a un lien de dépendance manquait, ou on pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle manquât, à un 40 engagement résultant d'un titre de créance détenu par une personne avec laquelle la corporation émettrice ou l'autre corporation n'avait aucun lien de dépendance, si l'obligation était en 45

totalité ou presque, en échange ou
 ment ou indirectement, en échange ou
 en remplacement de tout ou partie du
 titre de créance.

directly or indirectly in exchange or
 substitution for that obligation or a
 part thereof.

(2) The relevant portion of the definition "cost amount" in subsection 248(1) at present reads as follows:

"(e) where the property was a debt owing to the taxpayer (other than a debt the amount of which was deducted under paragraph 20(1)(p) in computing the taxpayer's income for a taxation year ending before that time) or any other right of the taxpayer to receive an amount, the amount of the debt or other right that was outstanding at that time, and"

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «coût indiqué» au paragraphe 248(1) :

«e) lorsque le bien consistait en une créance du contribuable (autre qu'une créance dont le montant a été déduit en vertu de l'alinéa 20(1)p), lors du calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition terminée avant cette date) ou tout autre droit qu'avait le contribuable de toucher une somme, le montant de la créance ou la valeur de tout autre droit qui était en souffrance à cette date.»

(3) Subparagraph (c)(iii) of the definition "income bond" in subsection 248(1) at present reads as follows:

"(iii) at a time when, by reason of financial difficulty, the issuing corporation or a corporation resident in Canada with which it does not deal at arm's length was in default, or could reasonably be expected to default, on a debt obligation held by a person with whom the issuing corporation was dealing at arm's length and the bond or debenture was issued, in whole or in part, directly or indirectly in exchange or substitution for that obligation,"

(3). — Texte actuel du sous-alinéa c)(iii) de la définition de «obligation à intérêt conditionnel» au paragraphe 248(1) :

«(iii) à un moment où en raison de difficultés financières, la corporation émettrice ou une corporation qui réside au Canada et avec laquelle elle a un lien de dépendance manquait, ou qu'on pouvait raisonnablement croire qu'elle manquerait, aux engagements résultant d'une dette obligataire détenue par une personne avec laquelle la corporation émettrice n'avait aucun lien de dépendance et l'obligation a été émise, en tout ou en partie directement ou indirectement, en échange ou en remplacement de cette dette.»

directly or indirectly in exchange or substitution for that obligation or a part thereof.”

(4) Subparagraphs (e)(iv) and (v) of the definition “income bond” in subsection 248(1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(iv) at any particular time after October 23, 1979, a bond or debenture issued before November 17, 1978 or a bond or debenture issued pursuant to an established agreement (other than a bond or debenture issued to a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of the definition “specified financial institution” in this subsection) is acquired (otherwise than pursuant to an agreement in writing made before October 24, 1979) from a person (other than a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of the definition “specified financial institution” in this subsection) by a specified financial institution or by a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related thereto is a member or beneficiary, or
 (v) at any particular time after November 12, 1981, a bond or debenture (other than a bond or debenture referred to in paragraph (c)) is acquired by a specified financial institution or by a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related thereto is a member or beneficiary from a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of the definition “specified financial institution” in this subsection and the acquisition is subject to or conditional upon a guarantee agreement (within the meaning that would be assigned by subsection 112(2.2) if the reference therein to a “share” were read as a reference to an “income bond” or “income debenture”) that was entered into after November 12, 1981,”

totalité, ou presque, émise, directement ou indirectement, en échange ou en remplacement de tout ou partie du titre de créance,»

(4) Les sous-alinéas e)(iv) et (v) de la définition d’«obligation à intérêt conditionnel», au paragraphe 248(1) de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(iv) à une date donnée après le 23 octobre 1979, une obligation émise 10 avant le 17 novembre 1978 ou une obligation émise conformément à une entente établie — à l’exception d’une obligation émise en faveur d’une corporation visée à l’un des alinéas a) à 15 f) de la définition d’«institution financière désignée» — est acquise, autrement que conformément à une convention écrite conclue avant le 24 octobre 1979, d’une personne — à l’ex- 20 ception d’une corporation visée à l’un des alinéas a) à f) de la définition d’«institution financière désignée» — par une institution financière désignée ou par une société ou une fiducie dont 25 une institution financière désignée ou une personne qui lui est liée est associée ou bénéficiaire,
 (v) à une date donnée après le 12 novembre 1981, une obligation, à l’ex- 30 ception d’une obligation visée à l’alinéa c), est acquise par une institution financière désignée ou par une société ou une fiducie dont une institution financière désignée ou une personne 35 qui lui est liée est associée ou bénéficiaire, d’une corporation visée à l’un des alinéas a) à f) de la définition d’«institution financière désignée», et l’acquisition est assujettie à un enga- 40 gement — au sens du paragraphe 112(2.2) en y remplaçant le mot «action» par l’expression «obligation à intérêt conditionnel» — donné après le 12 novembre 1981.» 45

(4) This amendment would substitute references to paragraphs 248(1)(a) to (f) of the definition "specified financial institution" for the references to paragraphs 112(2.1)(a) and (b).

(4). — Texte actuel des sous-alinéas e)(iv) et (v) de la définition de «obligation à intérêt conditionnel» au paragraphe 248(1) :

«(iv) à une date donnée après le 23 octobre 1979, une obligation émise avant le 17 novembre 1978 ou une obligation émise conformément à une entente est établie (autre qu'une obligation émise à une corporation visée à l'alinéa 112(2.1)a) ou b)) est acquise (autrement qu'en vertu d'une entente écrite conclue avant le 24 octobre 1979) d'une personne (autre qu'une corporation visée à l'alinéa 112(2.1)a) ou b)) par une institution financière désignée dont une institution financière désignée ou une personne qui y est liée est membre ou bénéficiaire, ou

(v) à une date donnée après le 12 novembre 1981, une obligation (autre qu'une obligation visée à l'alinéa c)) est acquise pas une institution financière désignée ou par une société ou une fiducie dont l'institution financière désignée, ou une personne qui lui est liée, est un membre ou un bénéficiaire, d'une corporation visée à l'alinéa 112(2.1)a) ou b) et l'acquisition est assujettie à une entente de garantie (au sens du paragraphe 112(2.2) si, à ce paragraphe, la mention d'«action» était interprétée comme étant la mention d'«obligation à intérêt conditionnel») conclue après le 12 novembre 1981.»

(5) Subparagraph (d)(ii) of the definition of "mineral resource" in subsection 248(1) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

"(ii) the principal mineral extracted is sylvite, halite, gypsum or kaolin, or"

(6) All that portion of the definition "small business corporation" in subsection 248(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

" "small business corporation" at any particular time means a particular corporation that is a Canadian-controlled private corporation all or substantially all of the fair market value of the assets of which at that time was attributable to assets that were"

(7) Paragraph (a) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) under the terms or conditions of the share, any agreement relating to the share or any modification of such terms, conditions or agreement,

(i) the owner thereof may cause the share to be redeemed, acquired or cancelled (unless the owner of the share may cause the share to be redeemed, acquired or cancelled by reason only of a right to convert or exchange the share) or cause its paid-up capital to be reduced,

(ii) the issuing corporation or any other person or partnership is or may be required to redeem, acquire or cancel, in whole or in part, the share (unless the requirement to redeem, acquire or cancel the share arises by reason only of a right to convert or exchange the share) or to reduce its paid-up capital,

(iii) the issuing corporation or any other person or partnership provides or may be required to provide any form of guarantee, security or similar indemnity or covenant (including the lending of funds to or the placing of

(5) Le sous-alinéa d)(ii) de la définition de «matières minérales» ou «ressource minérale», au paragraphe 248(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) le principal minéral extrait est la sylvine, l'halite, le gypse ou le kaolin, ou»

(6) Le passage de la définition de «corporation exploitant une petite entreprise», au paragraphe 248(1) de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«corporation exploitant une petite entreprise» s'entend d'une corporation privée dont le contrôle est canadien et dont la totalité, ou presque, de la juste valeur marchande des éléments d'actif est attribuable, à la date donnée, à des éléments qui sont:»

(7) L'alinéa a) de la définition d'«action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) en vertu des caractéristiques de l'action, de toute convention concernant l'action ou de toute modification de ces caractéristiques ou d'une telle convention:

(i) le propriétaire de l'action peut faire en sorte que l'action soit rachetée, acquise ou annulée (sauf si cette possibilité existe uniquement à cause d'un droit de convertir ou d'échanger l'action) ou que le capital versé au titre de l'action soit réduit,

(ii) la corporation émettrice ou toute autre personne ou société est ou peut être tenue de racheter, d'acquérir ou d'annuler, en tout ou en partie, l'action (sauf si cette obligation découle uniquement d'un droit de convertir ou d'échanger l'action) ou de réduire le capital versé au titre de l'action,

(iii) la corporation émettrice ou toute autre personne ou société fournit ou peut être tenue de fournir toute forme de garantie, d'indemnité ou d'engagement semblable (y compris le prêt d'argent ou le placement des sommes en dépôt auprès du détenteur de l'ac-

"small business corporation"
«corporation exploitant une petite entreprise»

«corporation exploitant une petite entreprise»
"small business corporation"

(5) This amendment would add the underlined word.

(6) The relevant portion of the definition "small business corporation" in subsection 248(1) at present reads as follows:

"small business corporation" at any particular time means a particular corporation that is a Canadian-controlled private corporation all or substantially all of the assets of which were at that time"

(7) Paragraph (a) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) at present reads as follows:

"(a) under the terms or conditions of the share, any agreement relating to the share or any modification of such terms, conditions or agreement,

- (i) the owner thereof may cause the share to be redeemed, acquired or cancelled or cause its paid-up capital to be reduced,
- (ii) the issuing corporation or any other person or partnership is or may be required to redeem, acquire or cancel, in whole or in part, the share or to reduce its paid-up capital,
- (iii) the issuing corporation or any other person or partnership provides or may be required to provide any form of guarantee, security or similar indemnity or covenant (including the lending of funds to or the placing of amounts on deposit with, or on behalf of, the holder thereof or any person related thereto) with respect to the share, or
- (iv) the share is convertible, directly or indirectly, into debt or into a share that, if issued, would be a term preferred share, or"

(5). — Adjonction des mots soulignés.

(6). — Texte actuel du passage visé de la définition de «corporation exploitant une petite entreprise» au paragraphe 248(1) :

«corporation exploitant une petite entreprise» s'entend d'une corporation qui, à une date donnée, est une corporation privée dont le contrôle est canadien et dont la totalité ou presque des éléments d'actif sont, à la date donnée,»

(7). — Texte actuel de l'alinéa a) de la définition de «action privilégiée à terme» au paragraphe 248(1) :

«a) en vertu des modalités de l'action, de toute entente relative à l'action ou de toute modification de telles modalités ou d'une telle entente

- (i) son propriétaire peut faire en sorte que l'action soit rachetée, acquise ou annulée ou faire en sorte que son capital versé soit réduit,
- (ii) la corporation émettrice ou toute autre personne ou société est ou peut être tenue de racheter, d'acquiescer ou d'annuler, en tout ou en partie, l'action ou de réduire son capital versé,
- (iii) la corporation émettrice ou toute autre personne ou société fournit ou peut être tenue de fournir toute forme de garantie, d'indemnité ou d'engagement semblable (y compris le prêt d'argent ou le placement des sommes en dépôt auprès de son détenteur ou de toute personne liée à ce dernier, ou pour son compte) relative à l'action, ou
- (iv) l'action est convertible, directement ou indirectement, en une dette ou en une action qui, si elle était émise, serait une action privilégiée à terme, ou»

amounts on deposit with, or on behalf of, the holder thereof or any person related thereto) with respect to the share, or

(iv) the share is convertible or exchangeable unless

(A) it is convertible into or exchangeable for

(I) another share of the issuing corporation or a corporation related to the issuing corporation that, if issued, would not be a term preferred share,

(II) a right or warrant that, if exercised, would allow the person exercising it to acquire a share of the issuing corporation or a corporation related to the issuing corporation that, if issued, would not be a term preferred share, or

(III) both a share described in subclause (I) and a right or warrant described in subclause (II), and

(B) all the consideration receivable for the share on the conversion or exchange is the share described in subclause (A)(I) or the right or warrant described in subclause (A)(II) or both, as the case may be, and, for the purposes of this clause, where a taxpayer may become entitled upon the conversion or exchange of a share to receive any particular consideration (other than consideration described in any of subclauses (A)(I) to (III)) in lieu of a fraction of a share, the particular consideration shall be deemed not to be consideration unless it may reasonably be considered that the particular consideration was receivable as part of a series of transactions or events one of the main purposes of which was to avoid or limit the application of subsection 112(2.1) or 258(3),”

(8) Paragraph (b) of the definition “term preferred share” in subsection 248(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

tion ou de toute personne liée à ce dernier, ou pour son compte) relativement à l'action, ou

(iv) l'action est convertible ou échangeable, sauf si :

(A) d'une part, elle est convertible

ou échangeable contre une autre action de la corporation émettrice

ou d'une personne liée à celle-ci qui, si elle était émise, ne serait pas

une action privilégiée à terme ou contre un droit ou bon de souscription

qui, s'il était exercé, permettrait à la personne qui l'exercerait

d'acquérir une action de la corporation émettrice ou d'une personne

liée à celle-ci qui, si elle était émise, ne serait pas une action privilégiée

à terme, ou encore contre à la fois une telle autre action ou un tel

droit ou bon de souscription,

(B) d'autre part, la contrepartie totale de l'action à recevoir à la

conversion ou à l'échange est cette autre action ou ce droit ou bon de

souscription, ou les deux, selon le cas, et, pour l'application de la présente

division, dans le cas où un contribuable peut devenir en droit de recevoir,

à la conversion ou à l'échange d'une action, une contrepartie donnée

(à l'exception d'une contrepartie visée à la division (A)) en remplacement

d'une fraction d'action, la contrepartie donnée n'est réputée être une

contrepartie que s'il est raisonnable de considérer qu'elle était à recevoir

dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements dont l'un des

principaux objets consistait à se soustraire à l'application du paragraphe

112(2.1) ou 258(3) ou à en restreindre l'application; »

(8) L'alinéa b) de la définition d'«action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(10) La définition d'action privilégiée à terme au paragraphe 248(1) de la Loi sur les sociétés par actions est modifiée de la façon suivante :

(8) Paragraphe (b) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) at present reads as follows:

"(b) the owner thereof acquired the share after October 23, 1979 and is

(i) a corporation described in paragraph 112(2.1)(a),

(b) l'acquéreur de la part privilégiée à terme est une personne physique ou morale qui a acquis la part après le 23 octobre 1979 et est

(i) une personne physique ou morale décrite au paragraphe 112(2.1)a),

(9) La définition d'action privilégiée à terme au paragraphe 248(1) de la Loi sur les sociétés par actions est modifiée de la façon suivante :

(8) Paragraphe (b) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) at present reads as follows:

"(b) the owner thereof acquired the share after October 23, 1979 and is

(i) a corporation described in paragraph 112(2.1)(a),

(b) l'acquéreur de la part privilégiée à terme est une personne physique ou morale qui a acquis la part après le 23 octobre 1979 et est

(i) une personne physique ou morale décrite au paragraphe 112(2.1)a),

(8) Paragraphe (b) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) at present reads as follows:

"(b) the owner thereof acquired the share after October 23, 1979 and is

(i) a corporation described in paragraph 112(2.1)(a),

(8). — Texte actuel du passage visé de la définition de «action privilégiée à terme» au paragraphe 248(1) :

«b) son propriétaire a acquis l'action après le 23 octobre 1979 et est

(i) une corporation visée à l'alinéa 112(2.1)a),

“(b) the owner thereof acquired the share after October 23, 1979 and is

(i) a corporation described in any of paragraphs (a) to (e) of the definition “specified financial institution” in this subsection,

(ii) a corporation that is controlled by one or more corporations described in subparagraph (i),

(iii) a corporation that acquired the share after December 11, 1979 and is related to a corporation referred to in subparagraph (i) or (ii), or

(iv) a partnership or trust of which a corporation referred to in subparagraph (i) or (ii) or a person related thereto is a member or a beneficiary,

that (either alone or together with any of such corporations, partnerships or trusts) controls or has an absolute or contingent right to control or to acquire control of the issuing corporation,”

(9) Subparagraph (e)(iii) of the definition “term preferred share” in subsection 248(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) at a time when, by reason of financial difficulty, the issuing corporation or another corporation resident in Canada with which it does not deal at arm’s length was in default, or could reasonably be expected to default, on a debt obligation held by a person with whom the issuing corporation or the other corporation was dealing at arm’s length and the share was issued either wholly or in substantial part and either directly or indirectly in exchange or substitution for that obligation or a part thereof,”

(10) The definition “term preferred share” in subsection 248(1) of the said Act is further amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (e) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (f) thereof and by adding thereto,

«b) son propriétaire a acquis l’action après le 23 octobre 1979 et est :

(i) une corporation visée à l’un des alinéas a) à e) de la définition d’institution financière désignée,

(ii) une corporation contrôlée par une ou par plusieurs corporations visées au sous-alinéa (i),

(iii) une corporation qui a acquis l’action après le 11 décembre 1979 et 10 qui est liée à une corporation visée au sous-alinéa (i) ou (ii), ou

(iv) une société ou fiducie dont une corporation visée au sous-alinéa (i) ou (ii) ou une personne qui lui est liée est respectivement associée ou bénéficiaire,

et qui, seule ou avec une ou plusieurs de ces corporations, sociétés ou fiducies, contrôle ou a le droit absolu ou conditionnel de contrôler la corporation émettrice ou d’acquérir le contrôle de celle-ci.»

(9) Le sous-alinéa e)(iii) de la définition de «action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) à un moment où, en raison de difficultés financières, la corporation émettrice ou une autre corporation qui réside au Canada et avec laquelle elle a un lien de dépendance manquant, ou on pouvait raisonnablement s’attendre à ce qu’elle manquât, à un engagement résultant d’un titre de créance détenu par une personne avec laquelle la corporation émettrice ou l’autre corporation n’avait aucun lien de dépendance, si, à ce moment, l’action était en totalité, ou presque, émise, directement ou indirectement, en échange ou en remplacement de tout ou partie du titre de créance.»

(10) La définition d’«action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1) de la même loi, est modifiée par suppression du mot «ou» à la fin de l’alinéa e), par adjonction de ce mot à la fin de l’alinéa f) et par insertion, après l’alinéa f), de ce qui suit :

- (ii) a corporation that is controlled directly or indirectly by one or more corporations described in paragraph 112(2.1)(a),
- (iii) a corporation that acquired the share after December 11, 1979 and is associated with a corporation referred to in subparagraph (i) or (ii), or
- (iv) a partnership or trust of which a corporation referred to in subparagraph (i) or (ii) or a person related thereto is a member or a beneficiary,

that (either alone or together with any of such corporations, partnerships or trusts) controls directly or indirectly or has an absolute or contingent right to control directly or indirectly or to acquire direct or indirect control of the issuing corporation,"

(9) This amendment would substitute "either wholly or in substantial part and either" for "in whole or in part", and add "or a part thereof".

(10) New.

- (ii) une corporation qui est contrôlée directement ou indirectement par une ou plusieurs corporations visées à l'alinéa 112(2.1)a),
- (iii) une corporation qui a acquis l'action après le 11 décembre 1979 et qui est associée à une corporation visée au sous-alinéa (i) ou (ii), ou
- (iv) une société ou une fiducie dont une corporation visée au sous-alinéa (i) ou (ii) ou une personne qui y est liée est un membre ou un bénéficiaire,

et qui (soit seul ou avec une ou plusieurs de ces corporations, sociétés ou fiducies) contrôle directement ou indirectement ou a le droit avec ou sans réserve de contrôler directement ou indirectement ou d'acquiescer le contrôle direct ou indirect de la corporation émettrice,"

(9). — Texte actuel du passage visé de la définition de «action privilégiée à terme» au paragraphe 248(1) :

«(iii) à une date où, en raison de difficultés financières, la corporation émettrice ou une autre corporation qui réside au Canada et avec laquelle elle a un lien de dépendance manquait, ou qu'on pouvait raisonnablement croire qu'elle manquerait, aux engagements résultant d'une créance détenue par une personne avec laquelle la corporation émettrice ou l'autre corporation n'avait aucun lien de dépendance et l'action a été émise, en tout ou en partie, directement ou indirectement, en échange ou en remplacement de cette dette»

(10). — Nouveau.

immediately after paragraph (f) thereof, the following paragraph:

“(f.1) that is a taxable preferred share held by a specified financial institution that acquired the share 5
 (i) before December 16, 1987, or
 (ii) before 1989 pursuant to an agreement in writing entered into before December 16, 1987,
 other than a share deemed by paragraph 10
 (c) of the definition “short-term preferred share” or by paragraph (i.2) to have been issued after December 15, 1987 or a share that would be deemed by paragraph (e) of the definition “taxable preferred share” to have been issued after December 15, 1987 if the references therein to “8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987” were read as references to “December 20 15, 1987”,”

(11) Subparagraphs (h)(iv), (v) and (vi) of the definition “term preferred share” in subsection 248(1) are repealed and the following substituted therefor:

“(iv) a share issued before November 17, 1978 or a share issued pursuant to an established agreement (other than a share issued to a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of the definition “specified financial institution” in this subsection), is, at any particular time after October 23, 1979 and before November 13, 1981 acquired (otherwise than pursuant to an agreement in writing made before October 24, 1979) from a person (other than a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of the definition “specified financial institution” in this subsection) by a specified financial institution or by a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related thereto is a member or 45 a beneficiary,
 (v) at any particular time after November 12, 1981
 (A) in respect of

«f.1) qui est une action privilégiée impossible détenue par une institution financière désignée qui a acquis l'action soit avant le 16 décembre 1987, soit avant 5 1989 conformément à une convention écrite conclue avant le 16 décembre 1987, à l'exception d'une action réputée, par l'alinéa c) de la définition d'«action privilégiée à court terme» ou par l'alinéa i.2), émise après le 15 décembre 1987 ou 10 1987, à l'exception d'une action réputée, par l'alinéa e) de la définition d'«action privilégiée imposable», émise après cette date si le passage «20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987», à cet alinéa, était remplacé 15 par les mots «le 15 décembre 1987»,»

(11) Les sous-alinéas h)(iv) à (vi) de la définition d'«action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1) de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 20

«(iv) une action émise avant le 17 novembre 1978 ou une action émise conformément à une entente établie — à l'exception d'une action émise en faveur d'une corporation visée à l'un 25 des alinéas a) à f) de la définition d'«institution financière désignée» — est acquise, à une date donnée après le 23 octobre 1979 et avant le 13 novembre 1981, autrement que conformément à une convention écrite conclue avant le 24 octobre 1979, d'une personne — à l'exception d'une corporation visée à l'un des alinéas a) à f) de la définition d'«institution 35 financière désignée» — par une institution financière désignée ou par une société ou une fiducie dont une institution financière désignée ou une personne qui lui est liée est associée ou 40 bénéficiaire,
 (v) à une date donnée après le 12 novembre 1981,
 (A) au titre d'une action — à l'exception d'une action visée à l'ali- 45

(10). — Nouveau.

(11) This amendment would substitute the references to paragraphs 248(1)(a) to (f) of the definition "specified financial institution" for the references to paragraphs 112(2.1)(a) and (b).

(11). — Texte actuel des sous-alinéas h)(iv) à (vi) de la définition de «action privilégiée à terme» au paragraphe 248(1) :

«(iv) une action émise avant le 17 novembre 1978 ou une action émise conformément à une entente établie (autre qu'une action émise à une corporation visée à l'alinéa 112(2.1)a) ou b) est, à une date donnée après le 23 octobre 1979 et avant le 13 novembre 1981, acquise (autrement qu'en vertu d'une entente écrite conclue avant le 24 octobre 1979) d'une personne (autre qu'une corporation visée à l'alinéa 112(2.1)a) ou b) par une institution financière désignée ou par une société ou une fiducie dont une institution financière désignée ou une personne qui y est liée, est un membre ou un bénéficiaire, selon le cas,

(v) à une date donnée après le 12 novembre 1981,

(A) à l'égard

(I) d'une action (autre qu'une action visée à l'alinéa e) ou qu'une action admise à une bourse prescrite au Canada au 13 novembre 1981) émise après le 16 novembre 1978 et avant le 13 novembre 1981, ou

(II) d'une action émise, après le 12 novembre 1981 et avant 1983, conformément à une entente écrite conclue en ce sens avant le 13 novembre 1981 (appelée «entente déterminée» dans la présente définition),

le propriétaire de l'action pouvait exiger, seul ou avec un ou plusieurs contribuables, le rachat, l'acquisition, l'annulation, la conversion ou la réduction du capital versé de l'action autrement qu'en raison de l'inobservation des modalités de l'action ou de toute entente y afférente conclue à la date de l'émission de l'action, ou

(B) la date de rachat

(I) d'une action émise après le 16 novembre 1978 et avant le 13 novembre 1981, ou

(II) d'une action émise conformément à une entente déterminée

(I) a share (other than a share referred to in paragraph (e) or a share listed on November 13, 1981 on a prescribed stock exchange in Canada) issued after 5 November 16, 1978 and before November 13, 1981, or

(II) a share issued after November 12, 1981 and before 1983 pursuant to an agreement in 10 writing to do so made before November 13, 1981 (in this definition referred to as a "specified agreement")

the owner thereof could require 15 either alone or together with one or more taxpayers, the redemption, acquisition, cancellation, conversion or reduction of the paid-up capital of the share otherwise than by 20 reason of a failure or default under the terms or conditions of the share or any agreement that related to, and was entered into at the time of, the issuance of the share, or 25

(B) the redemption date of

(I) a share issued after November 16, 1978 and before November 13, 1981 or

(II) a share issued pursuant to a 30 specified agreement

was extended or the terms or conditions relating to its redemption, acquisition, cancellation, conversion or reduction of its paid-up capital 35 were changed, or

(vi) a share (other than a share referred to in paragraph (e)) issued before November 13, 1981 or a share issued pursuant to a specified agree- 40 ment is, at any particular time after November 12, 1981, acquired (otherwise than pursuant to an agreement in writing made before October 24, 1979 or otherwise than pursuant to a speci- 45 fied agreement) from a partnership or person (other than an acquisition from a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of the definition "specified financial institution" 50 in this subsection where such acquisition is neither subject to or condition-

néa e) et d'une action cotée le 13 novembre 1981 à une bourse canadienne visée par règlement — émise après le 16 novembre 1978 et avant le 13 novembre 1981 ou 5 d'une action émise après le 12 novembre 1981 et avant 1983 conformément à une convention écrite conclue en ce sens avant le 13 novembre 1981 — appelée «entente 10 déterminée» dans la présente définition —, le propriétaire de l'action pouvait exiger, seul ou avec un ou plusieurs contribuables, le rachat, l'acquisition, l'annulation ou la con- 15 version de l'action ou la réduction du capital versé au titre de l'action autrement qu'en raison de l'inobservation des modalités de l'action ou de toute entente y afférente con- 20 clue à la date de l'émission de l'action, ou

(B) la date de rachat d'une action émise après le 16 novembre 1978 et avant le 13 novembre 1981 ou 25 d'une action émise conformément à une entente déterminée a été prorogée ou les modalités relatives à son rachat, à son acquisition, à son annulation ou à sa conversion ou à 30 la réduction du capital versé au titre de l'action sont modifiées, ou

(vi) une action — à l'exception d'une action visée à l'alinéa e) — émise avant le 13 novembre 1981 ou une 35 action émise conformément à une entente déterminée est acquise à une date donnée après le 12 novembre 1981 — autrement que conformément à une convention écrite conclue avant 40 le 24 octobre 1979 ou à une entente déterminée — d'une société ou d'une personne — à l'exception d'une acquisition d'une corporation visée à l'un des alinéas a) à f) de la définition 45 d'"institution financière désignée", lorsqu'une telle acquisition n'est pas assujettie à un engagement, au sens du paragraphe 112(2.2), donné après le 12 novembre 1981 — par une insti- 50 tution financière désignée ou par une société ou une fiducie dont une insti-

a été prorogée ou les modalités relatives à son rachat, à son acquisition, à son annulation, à sa conversion ou à la réduction de son capital versé ont été modifiées, ou

(vi) une action (autre qu'une action visée à l'alinéa e)) émise avant le 13 novembre 1981 ou une action émise conformément à une entente déterminée est, à une date donnée après le 12 novembre 1981, acquise (autrement qu'en vertu d'une entente écrite conclue avant le 24 octobre 1979 et d'une entente déterminée) d'une société ou d'une personne (à l'exception d'une acquisition d'une corporation visée à l'alinéa 112(2.1)a) ou b), lorsqu'une telle acquisition n'est pas assujettie à un entente de garantie (au sens du paragraphe 112(2.2)), conclue après le 12 novembre 1981) par une institution financière désignée ou par une société ou une fiducie dont une institution financière désignée ou une personne qui lui est liée, est un membre ou un bénéficiaire.»

l'entente relative au rachat ou à la réduction du capital versé

la date du 13 novembre 1981

40) sous-alinéa a) (i) à (iv) sont abrogés en ce qui concerne les actions privilégiées émises avant le 13 novembre 1981 et les actions privilégiées émises après le 13 novembre 1981 et qui ont été émises en vertu d'une entente déterminée conclue avant le 24 octobre 1979 et d'une entente déterminée conclue après le 12 novembre 1981.

(12) where a particular time after December 12, 1981, otherwise than pursuant to a written arrangement to do so entered into before December 12, 1981, the terms or conditions of a stable preferred share of the capital stock of a corporation relating to any matter referred to in subparagraph (vi) or (v) have been modified or established, or any agreement in respect of the share relating to any such matter has been entered into after December 12, 1981 or acquired from dividends received on non-preferred shares of the capital stock of another corporation, and (ii) it was necessarily be considered that the share was issued or acquired as part of a transaction or event or series of transactions or events one of the main purposes of which was to avoid or nullify the application of sub-section 112(1) or 112(e), the share shall be deemed at that time to be a term preferred share acquired in the ordinary course of business.

al upon a guarantee agreement, within the meaning assigned by subsection 112(2.2), entered into after November 12, 1981) by a specified financial institution or by a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related thereto is a member or a beneficiary,”

(12) The definition “term preferred share” in subsection 248(1) of the Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (i) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (i) thereof, the following paragraphs:

“(i.1) where

- (i) it may reasonably be considered that the dividends that may be declared or paid at any time on a share (other than a prescribed share or a share described in paragraph (e) during the applicable time period referred to in that paragraph) of the capital stock of a corporation issued after December 15, 1987 or acquired after June 15, 1988 are derived primarily from dividends received on term preferred shares of the capital stock of another corporation, and
- (ii) it may reasonably be considered that the share was issued or acquired as part of a transaction or event or series of transactions or events one of the main purposes of which was to avoid or limit the application of subsection 112(2.1) or 138(6),

the share shall be deemed at that time to be a term preferred share acquired in the ordinary course of business,

(i.2) where at any particular time after December 15, 1987, otherwise than pursuant to a written arrangement to do so entered into before December 16, 1987, the terms or conditions of a taxable preferred share of the capital stock of a corporation relating to any matter referred to in subparagraphs (a)(i) to (iv) have been modified or established, or any agreement in respect of the share relating to any such matter has been

tution financière désignée ou une personne qui lui est liée est associée ou bénéficiaire,

(12) La définition d’«action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1) de la même loi, est modifiée par suppression du mot «et» à la fin de l’alinéa i) et par insertion, après cet alinéa, de ce qui suit :

«i.1) s’il est raisonnable de considérer que les dividendes qui peuvent être déclarés ou versés à un moment donné sur une action d’une corporation — à l’exclusion d’une action visée par règlement et d’une action visée à l’alinéa e) pour la durée applicable qui y est mentionnée — émise après le 15 décembre 1987 ou acquise après le 15 juin 1988 proviennent principalement de dividendes reçus sur des actions privilégiées à terme du capital-actions d’une autre corporation et s’il est raisonnable de considérer que l’action a été émise ou acquise dans le cadre d’une opération, d’un événement ou d’une série d’opérations ou d’événements dont l’un des principaux objets consistait à se soustraire à l’application du paragraphe 112(2.1) ou à en restreindre l’application, l’action est réputée à ce moment donné être une action privilégiée à terme acquise dans le cours normal des affaires,

i.2) dans le cas où, à un moment donné après le 15 décembre 1987 et autrement que par accord écrit conclu avant le 16 décembre 1987, les caractéristiques d’une action privilégiée imposable du capital-actions d’une corporation concernant ce qui est mentionné à l’un des sous-alinéas a)(i) à (iv) sont établies ou modifiées ou une convention concernant ce qui est mentionné à l’un de ces sous-alinéas et à laquelle la corporation ou une personne apparentée à celle-ci, au

changed or entered into by the corporation or a specified person (within the meaning assigned by paragraph (h) of the definition "taxable preferred share" in this subsection) in relation to the corporation, the share shall be deemed after that particular time to have been issued at that particular time, and,"

sens de l'alinéa h) de la définition d'«action privilégiée imposable», est partie est conclue ou modifiée, l'action est réputée, après ce moment donné, avoir été émise à ce moment donné, et»

(13) All that portion of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) of the said Act following paragraph (j) thereof is repealed.

(13) Le passage de la définition d'«action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1) de la même loi, qui suit l'alinéa j) est abrogé.

(14) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definitions:

(14) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"adjustment time" «moment du rajustement»

"adjustment time" has the meaning assigned by paragraph 14(5)(c);

«abri fiscal» s'entend au sens du paragraphe 237.1(1);

«abri fiscal»
"tax shelter"

"amortized cost" «coût amorti»

"amortized cost" of a loan or lending asset at any time to a taxpayer means the amount, if any, by which the aggregate of

«action de régime transitoire» désigne l'une des actions suivantes :

«action de régime transitoire»
"grandfathered share"

(a) in the case of a loan made by the taxpayer, the aggregate of all amounts advanced in respect of the loan at or before that time,

a) action du capital-actions d'une corporation émise après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 conformément à une convention écrite conclue avant ce moment,

(b) in the case of a loan or lending asset acquired by the taxpayer, the cost of the loan or lending asset to the taxpayer,

b) action du capital-actions d'une corporation émise après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 et avant 1988 dans le cadre d'un appel public à l'épargne fait conformément à un prospectus, à un prospectus provisoire, à une déclaration d'enregistrement, à une notice d'offre ou à un avis, produits avant 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 auprès d'un organisme public selon la législation sur les valeurs mobilières applicable là où les actions sont placées,

(c) in the case of a loan or lending asset acquired by the taxpayer, the part of the amount, if any, by which

(i) the principal amount of the loan or lending asset at the time it was so acquired

c) action du capital-actions d'une corporation émise après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 — nouvelle action — en échange d'une autre action de régime transitoire, d'une action émise avant 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 ou d'un titre de créance soit émis avant ce moment, soit émis après ce moment conformément à une convention écrite conclue avant ce moment, si le droit d'échange et

exceeds (ii) the cost to the taxpayer of the loan or lending asset

that was included in computing the taxpayer's income for any taxation year ending at or before that time,

(d) where the taxpayer is an insurer, any amount in respect of the loan or lending asset that was deemed by reason of paragraph 142(3)(a), as it read in its application to the 1977 taxation year, to be a gain for any taxation year ending at or before that time, and

(13) The relevant portion of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) reads as follows:

"and where after November 12, 1981 a person has an interest in a trust, whether directly or indirectly through an interest in any other trust or in any other manner whatever, the person shall, for the purposes of this definition, the definition "income bond" or "income debenture" in this subsection, subsection 112(2.2) and section 258, be deemed to be a beneficiary of the trust;"

(14) New.

(13). — Texte du passage visé de la définition de «action privilégiée à terme» au paragraphe 248(1) :

«et lorsqu'une personne a, après le 12 novembre 1981, une participation dans une fiducie, directement ou indirectement, à l'aide d'une participation dans une autre fiducie ou de toute autre manière, la personne désignée est réputée, aux fins de la présente définition, de la définition d'«obligation à intérêt conditionnel» au présent paragraphe, du paragraphe 112(2.2) et de l'article 258, être un bénéficiaire de la fiducie;»

(14). — Nouveau.

Vertical text on the right margin, possibly bleed-through or a reference list.

(e) the total of all amounts each of which is an amount in respect of the loan or lending asset that was included under paragraph 12(1)(i) in computing the taxpayer's income for any taxation year ending at or before that time

exceeds the aggregate of

(f) the part of the amount, if any, by which

(i) the amount referred to in subparagraph (c)(i) exceeds

(ii) the amount referred to in subparagraph (c)(ii)

that was deducted in computing the taxpayer's income for any taxation year ending at or before that time,

(g) the total of all amounts that, at or before that time, the taxpayer had received as or on account or in lieu of payment of or in satisfaction of the principal amount of the loan or lending asset,

(h) where the taxpayer is an insurer, any amount in respect of the loan or lending asset that was deemed by reason of paragraph 142(3)(b), as it read in its application to the 1977 taxation year, to be a loss for any taxation year ending at or before that time, and

(i) the total of all amounts each of which is an amount in respect of the loan or lending asset deducted under paragraph 20(1)(p) in computing the taxpayer's income for any taxation year ending at or before that time;

“appropriate percentage” for a taxation year means the lowest percentage referred to in subsection 117(2) that is applicable in determining tax payable under Part I for the year;

“automobile” means

(a) a motor vehicle that is designed or adapted primarily to carry individuals and their personal luggage and that has a seating capacity for not more than the driver and 8 passengers, and

(b) a motor vehicle that is

toutes les caractéristiques, ou presque, de la nouvelle action sont établis par écrit avant ce moment,

d) action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation canadienne, cotée à une bourse canadienne visée par règlement, émise après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 sur exercice d'un droit émis avant ce moment, coté à une bourse canadienne visée par règlement et dont les caractéristiques à ce moment comprennent le droit d'acquérir l'action, si toutes les caractéristiques de l'action, ou presque, sont établies par écrit avant ce moment;

toutefois, l'action réputée émise à un moment donné en application du paragraphe 112(2.2) ou des définitions d'«action privilégiée à court terme», d'«action privilégiée à terme» ou d'«action privilégiée imposable» est réputée, après ce moment donné, ne pas être une action de régime transitoire pour l'application de ces dispositions;

«action particulière à une institution financière» désigne une action émise avant 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 ou une action de régime transitoire, dont les caractéristiques ou une convention font au moment considéré qu'il est raisonnable de considérer, eu égard aux circonstances :

a) soit que le montant des dividendes — appelé «part des bénéfices» dans la présente définition — qui peut être déclaré ou versé sur l'action est, par une formule ou autrement, soit fixe, soit plafonné, soit assujetti à un plancher,

b) soit que le montant — appelé «part de liquidation» dans la présente définition — que l'actionnaire a le droit de recevoir sur l'action à la dissolution ou à la liquidation de la corporation émettrice est, par une formule ou autrement, soit fixe, soit plafonné, soit assujetti à un plancher;

sont toutefois exclues de la présente définition les actions qui, au moment considéré, sont des actions visées par

«action particulière à une institution financière»
“taxable R.F.I. share”

“appropriate percentage”
«taux de base»

“automobile”
«automobile»

(i) of a type commonly called a station wagon or van or a similar vehicle if it is equipped in a reasonably permanent way to carry more than the driver and 2 passengers but not more than the driver and 8 passengers, or

(ii) of a type commonly called a van or pick-up truck or a similar vehicle unless it is designed or adapted to carry not more than the driver and 2 passengers and is used primarily for the transportation of goods or equipment in the course of a business or for the purpose of earning income,

but does not include

(c) an ambulance,

(d) a motor vehicle acquired primarily for use as a taxi or in connection with funerals, or

(e) except for the purposes of paragraph 6(1)(e), a motor vehicle acquired to be sold, rented or leased in the course of carrying on a business of selling, renting or leasing motor vehicles;

“eligible capital amount” has the meaning assigned by subsection 14(1);

“grandfathered share” means

(a) a share of the capital stock of a corporation issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 pursuant to an agreement in writing entered into before that time,

(b) a share of the capital stock of a corporation issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 and before 1988 as part of a distribution to the public made in accordance with the terms of a prospectus, preliminary prospectus, registration statement, offering memorandum or notice filed before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 with a public authority pursuant to and in accordance with the securities legislation of the jurisdic-

règlement, des actions privilégiées à terme, des actions visées à l’alinéa e) de la définition d’«action privilégiée à terme» pour la durée applicable qui y est mentionnée ou des actions privilégiées imposables;

pour l’application de la présente définition :

c) la part des bénéfices d’une action est réputée ne pas être fixe, plafonnée ou assujettie à un plancher, si tous les dividendes sur l’action sont déterminés uniquement en fonction de la part des bénéfices d’une autre action du capital-actions de la corporation émettrice ou d’une autre corporation qui la contrôle, qui ne serait pas une action privilégiée imposable s’il était fait abstraction de l’alinéa f) de la définition d’«action privilégiée imposable», si elle était émise après le 18 juin 1987 et s’il ne s’agissait pas d’une action de régime transitoire, d’une action visée par règlement ou d’une action visée à l’alinéa e) de la définition d’«action privilégiée à terme»,

d) la part de liquidation d’une action est réputée ne pas être fixe, plafonnée ou assujettie à un plancher si la totalité de cette part peut être déterminée uniquement en fonction de la part de liquidation d’une autre action du capital-actions de la corporation émettrice ou d’une autre corporation qui la contrôle, qui ne serait pas une action privilégiée imposable s’il était fait abstraction de l’alinéa f) de la définition d’«action privilégiée imposable», si elle était émise après le 18 juin 1987 et s’il ne s’agissait pas d’une action de régime transitoire, d’une action visée par règlement ou d’une action visée à l’alinéa e) de la définition d’«action privilégiée à terme»,

e) s’il est raisonnable de considérer que les dividendes qui peuvent être déclarés ou versés à un actionnaire à un moment donné sur une action d’une corporation — à l’exclusion d’une action visée par règlement et

“eligible capital amount”
«montant en immobilisations admissible»

“grandfathered share”
«action de régime transitoire»

tion in which the shares are distributed,

(c) a share (in this paragraph referred to as the "new share") of the capital stock of a corporation that is issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 in exchange for

(i) a share of a corporation that was issued before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 or is a grandfathered share, or

(ii) a debt obligation of a corporation which was issued before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987, or issued after that time pursuant to an agreement in writing entered into before that time

where the right to the exchange and all or substantially all the terms and conditions of the new share were established in writing before that time, and

(d) a share of a class of the capital stock of a Canadian corporation listed on a prescribed stock exchange that is issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 upon the exercise of a right

(i) that was issued before that time and listed on a prescribed stock exchange in Canada, and

(ii) the terms of which at that time included the right to acquire the share,

where all or substantially all the terms and conditions of the share were established in writing before that time,

except that a share that is deemed under subsection 112(2.2) or the definition "short-term preferred share", "taxable preferred share" or "term preferred share" to have been issued at any time shall be deemed after that time not to be a grandfathered share for the purposes of that provision;

"lending asset" means a bond, debenture, mortgage, note, hypothec, agreement of sale or any other indebtedness or a pre-

d'une action visée à l'alinéa e) de la définition d'«action privilégiée à terme» pour la durée applicable qui y est mentionnée — émise après le 15 décembre 1987 ou acquise après le 15 juin 1988 proviennent principalement de dividendes reçus sur des actions particulières à une institution financière du capital-actions d'une autre corporation et s'il est raisonnable de considérer que l'action a été émise ou acquise dans le cadre d'une opération, d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements dont l'un des principaux objets consistait à se soustraire à l'application de la partie IV.1 ou à en restreindre l'application, l'action est réputée, au moment donné, être une action particulière à une institution financière;

«action privilégiée imposable» désigne l'une des actions suivantes :

a) action émise après le 15 décembre 1987 qui est, au moment considéré, une action privilégiée à court terme,

b) action émise après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 — à l'exception d'une action de régime transitoire — dont, au moment considéré, les caractéristiques ou une convention à laquelle la corporation émettrice ou une personne apparentée à celle-ci est partie font :

(i) soit qu'il est raisonnable de considérer, eu égard aux circonstances, que le montant des dividendes — appelé «part des bénéfices» dans la présente définition — qui peut être déclaré ou versé sur l'action est, par une formule ou autrement, soit fixe, soit plafonné, soit, si le dividende qui peut être déclaré ou versé sur l'action a rang préférentiel sur un autre dividende qui peut être déclaré ou versé sur une autre action du capital-actions de la corporation émettrice, assujetti à un plancher (y compris un montant déterminé sur une base cumulative),

«action privilégiée imposable» "taxable preferred share"

"lending asset"
«titre de crédit»

"motor vehicle" «véhicule à moteur»	scribed share, but does not include a prescribed security; "motor vehicle" means an automotive vehicle designed or adapted to be used on highways and streets but does not include (a) a trolley bus, or (b) a vehicle designed or adapted to be operated exclusively on rails;	(ii) soit qu'il est raisonnable de considérer, eu égard aux circonstances, que le montant — appelé «part de liquidation» dans la présente définition — que l'actionnaire a le droit de recevoir sur l'action à la dissolution ou à la liquidation de la corporation émettrice ou au rachat, à l'acquisition ou à l'annulation de l'action ou à la réduction du capital versé au titre de l'action, par la corporation émettrice ou par une personne apparentée à celle-ci — sauf si l'obligation de rachat, d'acquisition ou d'annulation ne survient qu'en cas de décès de l'actionnaire ou à cause seulement d'un droit de conversion ou d'échange de l'action — est, par une formule ou autrement, soit fixe, soit plafonné, soit assujéti à un plancher, un actionnaire comprenant, pour l'application du présent sous-alinéa, un actionnaire d'un actionnaire,
"passenger vehicle" «voiture de tourisme»	"passenger vehicle" means an automobile acquired after June 17, 1987 (other than an automobile acquired after that date pursuant to an obligation in writing entered into before June 18, 1987) and an automobile leased under a lease entered into, extended or renewed in writing after June 17, 1987;	10 15 20
"personal services business" «entreprise de prestation de services personnels»	"personal services business" has the meaning assigned by paragraph 125(7)(d);	20
"personal trust" «fiducie personnelle»	"personal trust" means (a) a testamentary trust, or (b) an inter vivos trust, no beneficial interest in which was acquired for consideration payable directly or indirectly to (i) the trust, or (ii) any person who has made a contribution to the trust by way of transfer, assignment or other disposition of property, and, for the purposes of this paragraph and paragraph 53(2)(h), where an inter vivos trust is created by way of the transfer, assignment or other disposition of property by an individual (or two or more individuals each of whom was, at the time the trust was created, related to each of the other individuals) any beneficial interest in the trust acquired by such individual (or individuals) at the time the trust was created, shall be deemed to have been acquired for no consideration;	25 30 35 40 45
"restricted financial institution" «institution financière véritable»	"restricted financial institution" means (a) a bank to which the <i>Bank Act</i> or the <i>Quebec Savings Banks Act</i> applies,	50 55

- (b) a corporation licensed or otherwise authorized under the laws of Canada or a province to carry on in Canada the business of offering to the public its services as trustee, 5
 (c) a credit union,
 (d) an insurance corporation,
 (e) a corporation whose principal business is the lending of money to persons with whom the corporation is dealing at arm's length or the purchasing of debt obligations issued by such persons or a combination thereof, or 10
 (f) a corporation that is controlled by one or more corporations described in any of paragraphs (a) to (e); 15

"specified financial institution" means

- (a) a bank to which the *Bank Act* or the *Quebec Savings Banks Act* 20 applies,
 (b) a corporation licensed or otherwise authorized under the laws of Canada or a province to carry on in Canada the business of offering to the public its services as trustee, 25
 (c) a credit union,
 (d) an insurance corporation,
 (e) a corporation whose principal business is the lending of money to persons with whom the corporation is dealing at arm's length or the purchasing of debt obligations issued by such persons or a combination thereof, 35
 (f) a corporation that is controlled by one or more corporations described in any of paragraphs (a) to (e) and for the purposes of this paragraph, one corporation is controlled by another 40 corporation if more than 50% of its issued share capital (having full voting rights under all circumstances) belongs to the other corporation, to persons with whom the other corporation does not deal at arm's length, or 45 to the other corporation and persons with whom the other corporation does not deal at arm's length, or

"specified financial institution" «institution financière désignée»

cas où un contribuable peut devenir en droit de recevoir, à la conversion ou à l'échange d'une action, une contrepartie donnée (à l'exception d'une contrepartie visée à la division (A)) en remplacement d'une fraction d'action, la contrepartie donnée n'est réputée être une contrepartie que s'il est raisonnable de considérer qu'elle était à recevoir dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements dont l'un des principaux objets consistait à se soustraire à l'application de la partie IV.1 ou VI.1 ou à en restreindre l'application,

(iv) soit qu'au moment considéré ou juste avant, une personne qui n'est pas une corporation a l'obligation, 20 conditionnelle ou non, immédiate ou future, d'exécuter un engagement — notamment une garantie, promesse ou convention d'achat ou de rachat de l'action et y compris le dépôt de montants ou le prêt de fonds à l'actionnaire ou à une personne apparentée à celui-ci ou pour le compte de l'un ou de l'autre — donné dans le cadre d'une opération, d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements qui comprend l'émission de l'action pour faire en sorte :

(A) que soit limitée d'une façon quelconque toute perte que l'actionnaire ou une personne apparentée à celui-ci peut subir parce qu'il est propriétaire de l'action ou d'un autre bien, le détient ou en dispose, ou 40

(B) que l'actionnaire ou une personne apparentée à celui-ci obtienne des gains parce qu'il est propriétaire de l'action ou d'un autre bien, le détient ou en dispose;

pour l'application du présent alinéa, si l'engagement est donné à un moment donné après 20 heures, heure avancée 50

“specified investment business”
«entreprise de placement désignée»

“specified member”
«associé déterminé»

“taxable preferred share”
«action privilégiée imposable»

(g) a corporation related to a corporation described in any of paragraphs (a) to (f);

“specified investment business” has the meaning assigned by paragraph 125(7)(e);”

“specified member” of a partnership in a fiscal period or taxation year of the partnership, as the case may be, means

(a) any member of the partnership who is a limited partner (within the meaning assigned by subsection 96(2.4)) of the partnership at any time in the period or year, and

(b) any member of the partnership other than a member who is

(i) actively engaged in those activities of the partnership business which are other than the financing of the partnership business, or

(ii) carrying on a similar business as that carried on by the partnership in its taxation year, otherwise than as a member of a partnership,

on a regular, continuous and substantial basis throughout that part of the period or year during which the business of the partnership is ordinarily carried on and during which he is a member of the partnership;

“taxable preferred share” at any particular time means

(a) a share issued after December 15, 1987 that is a short-term preferred share at that particular time, or

(b) a share (other than a grandfathered share) of the capital stock of a corporation issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 where, at that particular time by reason of the terms or conditions of the share or any agreement in respect of the share or its issue to which the corporation, or a specified person in relation to the corporation, is a party,

(i) it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, that the amount of the

de l'Est, le 18 juin 1987, autrement que par accord écrit conclu avant 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987, l'action est réputée avoir été émise à ce moment donné et l'engagement est réputé avoir été donné dans le cadre d'une série d'opérations qui comprenait l'émission de l'action;

sont toutefois exclues de la présente définition les actions qui, au moment considéré, sont visées par règlement ou visées à l'alinéa e) de la définition d'«action privilégiée à terme» au présent paragraphe pour la durée applicable qui y est mentionnée;

pour l'application de la présente définition :

c) la part des bénéfices d'une action du capital-actions d'une corporation est réputée ne pas être fixe, plafonnée ou assujettie à un plancher, si tous les dividendes sur l'action sont déterminés uniquement en fonction de la part des bénéfices d'une autre action de capital-actions de la corporation ou d'une autre corporation qui la contrôle, qui ne serait pas une action privilégiée imposable s'il était fait abstraction de l'alinéa f) de la présente définition, si elle était émise après le 18 juin 1987 et s'il ne s'agissait pas d'une action de régime transitoire, d'une action visée par règlement ou d'une action visée à l'alinéa e) de la définition d'action privilégiée à terme»,

d) la part de liquidation d'une action du capital-actions d'une corporation est réputée ne pas être fixe, plafonnée ou assujettie à un plancher, si la totalité de cette part peut être déterminée uniquement en fonction de la part de liquidation d'une autre action de capital-actions de la corporation ou d'une autre corporation qui la contrôle, qui ne serait pas une action privilégiée imposable s'il était fait abstraction de l'alinéa f) de la présente définition, si elle était émise après le 18 juin 1987 et s'il ne s'agissait pas d'une action de

dividends that may be declared or paid on the share (in this definition referred to as the "dividend entitlement") is, by way of a formula or otherwise

(A) fixed,

(B) limited to a maximum, or

(C) established to be not less than a minimum (including any amount determined on a cumulative basis) and with respect to the dividend that may be declared or paid on the share there is a preference over any other dividend that may be declared or paid on any other share of the capital stock of the corporation,

(ii) it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, that the amount that the shareholder is entitled to receive in respect of the share on the dissolution, liquidation or winding-up of the corporation or on the redemption, acquisition or cancellation of the share (unless the requirement to redeem, acquire or cancel the share arises only in the event of the death of the shareholder or by reason only of a right to convert or exchange the share) or on a reduction of the paid-up capital of the share by the corporation or by a specified person in relation to the corporation (in this definition referred to as the "liquidation entitlement") is, by way of a formula or otherwise

(A) fixed,

(B) limited to a maximum, or

(C) established to be not less than a minimum,

and for the purposes of this subparagraph "shareholder" includes a shareholder of a shareholder,

(iii) the share is convertible or exchangeable at any time, unless

(A) it is convertible into or exchangeable for

(I) another share of the corporation or a corporation related to the corporation that, if

régime transitoire, d'une action visée par règlement ou d'une action visée à l'alinéa e) de la définition d'«action privilégiée à terme»,

e) dans le cas où, à un moment donné après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 et autrement que par accord écrit conclu avant 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987, les caractéristiques d'une action du capital-actions d'une corporation concernant ce qui est mentionné à l'un des sous-alinéas b)(i) à (iv) sont établies ou modifiées ou une convention concernant ce qui est mentionné à l'un de ces sous-alinéas et à laquelle la corporation ou une personne apparentée à celle-ci est partie est conclue ou modifiée, l'action est réputée, pour déterminer après ce moment donné s'il s'agit d'une action privilégiée imposable, avoir été émise à ce moment donné, sauf s'il s'agit d'une action visée à l'alinéa b) de la définition d'«action de régime transitoire» et si le moment donné se situe avant le 16 décembre 1987 et avant le moment où l'action a initialement été émise,

f) dans une convention concernant une action, il n'est pas tenu compte de la stipulation par laquelle une personne convient d'acquérir l'action contre un montant qui ne dépasse pas sa juste valeur marchande au moment de l'acquisition — déterminée sans égard à la convention — ou contre un montant déterminé en fonction de l'actif ou des gains de la corporation émettrice qu'il est raisonnable de considérer comme servant à déterminer — sans égard à la convention — un montant qui ne dépasse pas la juste valeur marchande de l'action au moment de l'acquisition,

g) s'il est raisonnable de considérer que les dividendes qui peuvent être déclarés ou versés à un actionnaire à un moment donné sur une action émise après le 15 décembre 1987 ou acquise après le 15 juin 1988 — qui n'est ni une action visée par règle-

issued, would not be a taxable preferred share,

(II) a right or warrant that, if exercised, would allow the person exercising it to acquire a share of the corporation or a corporation related to the corporation that, if issued, would not be a taxable preferred share, or

(III) both a share described in subclause (I) and a right or warrant described in subclause (II), and

(B) all the consideration receivable for the share on the conversion or exchange is the share described in subclause (A)(I) or the right or warrant described in subclause (A)(II) or both, as the case may be, and, for the purposes of this clause, where a taxpayer may become entitled upon the conversion or exchange of a share to receive any particular consideration (other than consideration described in any of subclauses (A)(I) to (III)) in lieu of a fraction of a share, the particular consideration shall be deemed not to be consideration unless it may reasonably be considered that the particular consideration was receivable as part of a series of transactions or events one of the main purposes of which was to avoid or limit the application of Part IV.1 or VI.1, or

(iv) any person (other than the corporation) was, at or immediately before that particular time, obligated, either absolutely or contingently, and either immediately or in the future, to effect any undertaking (in this subparagraph referred to as a "guarantee agreement), including any guarantee, covenant or agreement to purchase or repurchase the share, and including the lending of funds to or the placing of amounts on deposit with, or on behalf of, the

ment, ni une action visée à l'alinéa e) de la définition d'«action privilégiée à terme» pour la durée applicable qui y est mentionnée — proviennent principalement de dividendes reçus sur des actions privilégiées imposables du capital-actions d'une autre corporation et s'il est raisonnable de considérer que l'action a été émise ou acquise dans le cadre d'une opération, d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements dont l'un des principaux objets consistait à se soustraire à l'application de la partie IV.1 ou VI.1 ou à en restreindre l'application, l'action est réputée, au moment donné, être une action privilégiée imposable,

h) une personne est apparentée à une autre personne si elle a un lien de dépendance avec cette autre personne ou avec une société ou fiducie dont cette autre personne ou cette personne est respectivement un associé ou un bénéficiaire;

«associé déterminé» s'entend, dans un exercice financier ou une année d'imposition, selon le cas, d'une société, de tout associé qui :

«associé déterminé»
"specified member"

a) soit est commanditaire ou assimilé de la société, au sens du paragraphe 96(2.4), à un moment de l'exercice ou de l'année,

b) soit, de façon régulière, continue et importante tout au long de la partie de l'exercice ou de l'année où la société exploite habituellement son entreprise :

(i) ne prend pas une part active dans les activités de la société, sauf dans celles qui ont trait au financement de l'entreprise de la société, ou

(ii) n'exploite pas une entreprise semblable à celle que la société exploitait au cours de l'exercice ou de l'année, sauf à titre d'associé d'une société;

«automobile» désigne :

«automobile»
"automobile"

a) un véhicule à moteur principalement conçu ou aménagé pour transporter des particuliers et leurs бага-

shareholder or any specified person in relation to the shareholder given (A) to ensure that any loss that the shareholder or a specified person in relation to the shareholder may sustain by reason of the ownership, holding or disposition of the share or any other property is limited in any respect, or (B) to ensure that the shareholder or a specified person in relation to the shareholder will derive earnings by reason of the ownership, holding or disposition of the share or any other property, and the guarantee agreement was given as part of a transaction or event or a series of transactions or events that included the issuance of the share and for the purposes of this paragraph, where a guarantee agreement in respect of a share is given at any particular time after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987, otherwise than pursuant to a written arrangement to do so entered into before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987, the share shall be deemed to have been issued at the particular time and the guarantee agreement shall be deemed to have been given as part of a series of transactions that included the issuance of the share,

but does not include a share that is at the particular time a prescribed share or a share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share" in this subsection during the applicable time period referred to in that paragraph and, for the purposes of this definition,

(c) the dividend entitlement of a share of the capital stock of a corporation shall be deemed not to be fixed, limited to a maximum or established to be not less than a minimum where all dividends on the share are determined solely by reference to the divi-

ges et comptant au maximum neuf places assises — y compris celle du conducteur —,

b) un véhicule à moteur :

- (i) soit de type familiale ou fourgonnette ou d'un type analogue, s'il est équipé, de façon raisonnablement permanente, de manière à transporter quatre personnes au minimum et neuf personnes au maximum, conducteur compris,
- (ii) soit de type *pick-up* ou fourgonnette ou d'un type analogue, sauf s'il est conçu ou aménagé de manière à transporter trois personnes au maximum, conducteur compris, et qu'il sert principalement au transport de marchandises et de matériel dans le cadre d'une entreprise ou en vue de gagner un revenu,

à l'exclusion des ambulances, des véhicules à moteur acquis principalement pour servir de taxi ou pour des funérailles et, sauf pour l'application de l'alinéa 6(1)e), des véhicules à moteur acquis pour être vendus ou loués dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de vente ou de location de véhicules à moteur;

«coût amorti» d'un prêt ou d'un titre de crédit à un moment donné pour un contribuable s'entend de l'excédent éventuel du total des montants suivants :

- a) dans le cas d'un prêt consenti par le contribuable, le total des avances quant au prêt effectuées au plus tard à ce moment,
- b) dans le cas d'un prêt ou d'un titre de crédit acquis par le contribuable, le coût du prêt ou du titre pour le contribuable,
- c) dans le cas d'un prêt ou d'un titre de crédit acquis par le contribuable, la partie de l'excédent éventuel du principal du prêt ou du titre au moment de son acquisition sur son coût pour le contribuable qui est incluse dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant au plus tard au moment donné,

«coût amorti»
"amortized
cost"

dend entitlement of another share of the capital stock of the corporation or of another corporation that controls the corporation that would not be a taxable preferred share if

- (i) this definition were read without reference to paragraph (f),
- (ii) the other share were issued after June 18, 1987, and
- (iii) the other share were not a grandfathered share, a prescribed share or a share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share",

(d) the liquidation entitlement of a share of the capital stock of a corporation shall be deemed not to be fixed, limited to a maximum or established to be not less than a minimum where all the liquidation entitlement is determinable solely by reference to the liquidation entitlement of another share of the capital stock of the corporation or of another corporation that controls the corporation that would not be a taxable preferred share if

- (i) this definition were read without reference to paragraph (f),
- (ii) the other share were issued after June 18, 1987, and
- (iii) the other share were not a grandfathered share, a prescribed share or a share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share",

(e) where at any particular time after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987, otherwise than pursuant to a written arrangement do so entered into before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987, the terms or conditions of a share of the capital stock of a corporation that are relevant to any matter referred to in any of subparagraphs (b)(i) to (iv) are established or modified or any agreement in respect of any such matter, to which the corporation or a specified person in relation to the corporation is a party, is changed or entered into, the share

d) dans le cas où le contribuable est un assureur, le montant, quant au prêt ou au titre de crédit, réputé, par l'effet de l'alinéa 142(3)a) dans sa version applicable à l'année d'imposition 1977, être un gain pour une année d'imposition se terminant au plus tard au moment donné,

e) le total des montants dont chacun représente un montant, quant au prêt ou au titre de crédit, inclus en application de l'alinéa 12(1)i) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition se terminant au plus tard au moment donné,

sur le total des montants suivants :

f) la partie de l'excédent éventuel du coût du prêt ou du titre de crédit pour le contribuable sur le principal du prêt ou du titre au moment de son acquisition par le contribuable qui est déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant au plus tard au moment donné;

g) le total des montants que le contribuable a reçus au plus tard à ce moment au titre du principal du prêt ou du titre de crédit,

h) dans le cas où le contribuable est un assureur, le montant, quant au prêt ou au titre de crédit, réputé, par l'effet de l'alinéa 142(3)b) dans sa version applicable à l'année d'imposition 1977, être une perte pour une année d'imposition se terminant au plus tard au moment donné,

i) le total des montants dont chacun représente un montant, quant au prêt ou au titre de crédit, déduit en application de l'alinéa 20(1)p) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition se terminant au plus tard au moment donné;

«entreprise de placement désignée» s'entend au sens de l'alinéa 125(7)e);

«entreprise de placement désignée»
"specified investment business"

«entreprise de prestation de services personnels» s'entend au sens de l'alinéa 125(7)d);

«entreprise de prestation de services personnels»
"personal services business"

shall, for the purpose of determining after the particular time whether it is a taxable preferred share, be deemed to have been issued at that particular time, unless

(i) the share is a share described in paragraph (b) of the definition "grandfathered share", and

(ii) the particular time is before December 16, 1987 and before the time at which the share is first issued,

(f) an agreement in respect of a share of the capital stock of a corporation shall be read without reference to that part of the agreement under which a person agrees to acquire the share for an amount that does not exceed its fair market value at the time of the acquisition, determined without regard to the agreement or for an amount determined by reference to the assets or earnings of the corporation where such determination may reasonably be considered to be used to determine an amount that does not exceed the fair market value of the share at the time of the acquisition, determined without regard to the agreement,

(g) where

(i) it may reasonably be considered that the dividends that may be declared or paid to a shareholder at any time on a share (other than a prescribed share or a share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share" in this subsection during the applicable time period referred to in that paragraph) of the capital stock of a corporation issued after December 15, 1987 or acquired after June 15, 1988 are derived primarily from dividends received on taxable preferred shares of the capital stock of another corporation, and

(ii) it may reasonably be considered that the share was issued or acquired as part of a transaction or event or series of transactions or events one of the main purposes of

«fiducie personnelle» désigne, selon le cas :

a) une fiducie testamentaire,

b) une fiducie non testamentaire dans laquelle aucune participation n'est acquise pour une contrepartie payable directement ou indirectement à la fiducie ou à une personne qui effectue un apport à la fiducie sous forme de transfert, cession ou autre disposition de biens; pour l'application du présent alinéa et de l'alinéa 53(2)h), dans le cas où une fiducie non testamentaire est constituée par suite de ce transfert, cette cession ou autre disposition de biens par un particulier, ou par deux ou plusieurs particuliers liés entre eux à la date où la fiducie est constituée, toute participation dans la fiducie acquise à cette date par ce ou ces particuliers est réputée acquise à titre gratuit;

«institution financière désignée» s'entend :

a) d'une banque à laquelle la *Loi sur les banques* ou la *Loi sur les banques d'épargne de Québec* s'applique,

b) d'une corporation autorisée selon la législation fédérale ou provinciale — par permis ou autrement — à exploiter au Canada une entreprise d'offre au public de services de fiduciaire,

c) d'une caisse de crédit,

d) d'une corporation d'assurance,

e) d'une corporation dont l'entreprise principale consiste à prêter de l'argent à des personnes avec lesquelles la corporation n'a aucun lien de dépendance ou à acheter des titres de créance émis par ces personnes ou à faire les deux,

f) d'une corporation contrôlée par une ou par plusieurs corporations visées aux alinéas a) à e), une corporation étant contrôlée par une autre si plus de 50 % des actions émises de son capital-actions comportant plein droit de vote en toutes circonstances appartiennent à l'autre corporation, à des personnes avec lesquelles l'autre corporation a un lien de dépendance, ou à la fois à l'autre corporation et à des

«fiducie
personnelle»
"personal
trust"

«institution
financière
désignée»
"specified
financial
institution"

which was to avoid or limit the application of Part IV.1 or VI.1, the share shall be deemed at that time to be a taxable preferred share, and (h) "specified person", in relation to any particular person means another person with whom the particular person does not deal at arm's length or any partnership or trust of which the particular person or the other person is a member or beneficiary, respectively;

"taxable RFI share"
«action particulière à une institution financière»

"taxable RFI share" at any particular time means a share of the capital stock of a corporation issued before 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 or a grandfathered share of the capital stock of a corporation, where at the particular time under the terms or conditions of the share or any agreement in respect of the share,

(a) it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, that the amount of the dividends that may be declared or paid on the share (in this definition referred to as the "dividend entitlement") is, by way of a formula or otherwise

- (i) fixed,
- (ii) limited to a maximum, or
- (iii) established to be not less than a minimum, or

(b) it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, that the amount that the shareholder is entitled to receive in respect of the share on the dissolution, liquidation or winding-up of the corporation (in this definition referred to as the "liquidation entitlement") is, by way of formula or otherwise

- (i) fixed,
- (ii) limited to a maximum, or
- (iii) established to be not less than a minimum,

but does not include a share that is at the particular time a prescribed share, a term preferred share, a share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share" in this subsection during the applicable time period

personnes avec lesquelles l'autre corporation a un lien de dépendance, g) d'une corporation liée à une corporation visée à l'un des alinéas a) à f);

«institution financière véritable» désigne :

- a) une banque à laquelle la *Loi sur les banques* ou la *Loi sur les banques d'épargne de Québec* s'applique,
- b) une corporation autorisée selon la législation fédérale ou provinciale — par permis ou autrement — à exploiter au Canada une entreprise d'offre au public de services de fiduciaire,
- c) une caisse de crédit,
- d) une corporation d'assurance,
- e) une corporation dont l'entreprise principale consiste à prêter de l'argent à des personnes avec lesquelles la corporation n'a aucun lien de dépendance ou à acheter des titres de créance émis par ces personnes ou à faire les deux,
- f) une corporation contrôlée par une ou par plusieurs corporations visées aux alinéas a) à e);

«institution financière véritable»
"restricted financial institution"

«moment du rajustement» s'entend au sens de l'alinéa 14(5)c);

«moment du rajustement»
"adjustment time"

«montant en immobilisations admissible» s'entend au sens du paragraphe 14(1);

«montant en immobilisations admissible»
"eligible capital amount"

«taux de base pour l'année» désigne le taux le plus bas mentionné au paragraphe 117(2), qui est applicable pour déterminer l'impôt payable en vertu de la partie I pour une année d'imposition;

«taux de base pour l'année»
"appropriate percentage"

«titre de crédit» s'entend d'une obligation d'un *mortgage*, d'un billet, d'une hypothèque, d'un contrat de vente ou d'une autre dette ou d'une action visée par règlement, à l'exclusion d'un titre visé par règlement;

«titre de crédit»
"lending asset"

«véhicule à moteur» désigne un véhicule mû par un moteur, conçu ou aménagé pour circuler sur les voies publiques et dans les rues, à l'exclusion des trolleybus et des véhicules conçus ou aménagés pour fonctionner exclusivement sur rails;

«véhicule à moteur»
"motor vehicle"

Section 17
Section 18
Section 19

2
1987
1987
1987

related to in that paragraph or a non-
able preferred share and for the pur-
pose of the definition
(v) the dividend entitlement of a
share of the capital stock of a corpo-
ration shall be deemed not to be fixed,
limited to a maximum or established
to be not less than a minimum where
all dividends on the share are deter-
mined solely by reference to the divi-
dend entitlement of another share of
the capital stock of the corporation or
of another corporation that controls
the corporation that would not be a
taxable preferred share if
(i) the definition "taxable preferred
share" were read without reference
to paragraph (v) thereof,
(ii) the other share were issued
after June 15, 1987, and
(iii) the other share were not a
grandfathered share, a prescribed
share or a share described in para-
graph (s) of the definition "taxable
preferred share".
(v) where
(i) it may reasonably be considered
that the dividends that may be
declared or paid to a shareholder at

referred to in that paragraph or a taxable preferred share and for the purposes of this definition

(c) the dividend entitlement of a share of the capital stock of a corporation shall be deemed not to be fixed, limited to a maximum or established to be not less than a minimum where all dividends on the share are determined solely by reference to the dividend entitlement of another share of the capital stock of the corporation or of another corporation that controls the corporation that would not be a taxable preferred share if

(i) the definition "taxable preferred share" were read without reference to paragraph (f) thereof,

(ii) the other share were issued after June 18, 1987, and

(iii) the other share were not a grandfathered share, a prescribed share or a share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share",

(d) the liquidation entitlement of a share of the capital stock of a corporation shall be deemed not to be fixed, limited to a maximum or established to be not less than a minimum where all the liquidation entitlement is determinable solely by reference to the liquidation entitlement of another share of the capital stock of the corporation or of another corporation that controls the corporation that would not be a taxable preferred share if

(i) the definition "taxable preferred share" were read without reference to paragraph (f) thereof,

(ii) the other share were issued after June 18, 1987, and

(iii) the other share were not a grandfathered share, a prescribed share or a share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share", and

(e) where

(i) it may reasonably be considered that the dividends that may be declared or paid to a shareholder at

«voiture de tourisme» désigne une automobile acquise après le 17 juin 1987 — à l'exclusion d'une automobile acquise après cette date conformément à une obligation écrite contractée avant le 18 juin 1987 — ou une automobile louée par contrat de location conclu, prolongé ou renouvelé par écrit après le 17 juin 1987;»

«voiture de tourisme»
"passenger vehicle"

new issue on a date earlier than a specified date or a date described in paragraph (b) of the definition "accumulated deficit" in the definition of the applicable date term determined to be the date of the original issue of a security issued after December 31, 1987, or repurchased after June 15, 1987, as determined primarily from the records received on taxable NFI shares of the capital stock of the corporation, and the NFI shares may be considered as if they were issued on the date the share was issued or repurchased as part of a transaction or series of transactions or events one of the main purposes of which was to avoid or limit the application of Part V.1.

10 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

11 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

12 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

13 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

14 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

15 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

16 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

17 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

18 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

19 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

20 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

21 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

22 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

23 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

24 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

25 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

26 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

27 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

28 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

29 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

30 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

31 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

32 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

33 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

34 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

35 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

36 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

37 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

38 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

39 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

40 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

41 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

42 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

43 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

44 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

45 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

46 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

47 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

48 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

49 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

50 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

51 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

52 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

53 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

54 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

55 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

56 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

57 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

58 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

59 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

60 The shares shall be treated as if they were NFI shares.

any time on a share (other than a prescribed share or a share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share" in this subsection during the applicable time period referred to in that paragraph) of the capital stock of a corporation issued after December 15, 1987 or acquired after June 15, 1988 are derived primarily from dividends received on taxable RFI shares of the capital stock of another corporation, and

(ii) it may reasonably be considered that the share was issued or acquired as part of a transaction or event or series of transactions or events one of the main purposes of which was to avoid or limit the application of Part IV.1,

the share shall be deemed at that time to be a taxable RFI share;

"tax shelter"
«abri fiscal»

"tax shelter" has the meaning assigned by subsection 237.1(1);"

(15) Subsection 248(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Series of Shares

"(6) In its application in relation to a corporation that has issued shares of a class of its capital stock in one or more series, a reference in this Act to the "class" shall be read, with such modifications as the circumstances require, as a reference to a "series of the class."

(16) Subsection 248(11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Compound interest

"(11) Interest computed at a prescribed rate under any of subsections 159(7), 160.1(1), 161(1), (2) or (11), 164(3) to (4), 182(2), 185(2), 187(2) or 189(7), section 190.23 or subsections 191(2), 193(3), 195(3), 202(5), or 227(8.3), (9.2) or (9.3) shall be compounded daily, and, where interest is computed on an amount under any of those provisions and is unpaid on the day it would, but for this subsection, have ceased to be computed under that provision, interest at the prescribed rate shall be computed and compounded daily

(15) Le paragraphe 248(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(6) Dans la présente loi, la mention de «catégorie» en rapport avec une corporation qui émet des actions d'une catégorie de son capital-actions en une ou plusieurs séries comprend, avec les adaptations nécessaires, la mention «série de la catégorie.»»

Séries d'une catégorie d'actions

(16) Le paragraphe 248(11) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(11) Les intérêts calculés au taux prescrit, en application des paragraphes 159(7), 160.1(1), 161(1), (2) ou (11), 164(3) à (4), 182(2), 185(2), 187(2) ou 189(7), de l'article 190.23 ou des paragraphes 191(2), 193(3), 195(3), 202(5) ou 227(8.3), (9.2) ou (9.3), sont composés quotidiennement. Dans le cas où des intérêts calculés sur une somme en application d'une de ces dispositions sont impayés le jour où, sans le présent paragraphe, ils cesseraient d'être ainsi calculés, des intérêts au taux prescrit doivent être calculés

Intérêts composés

et les intérêts déductibles pour la période allant de ce jour au jour où les paiements sont payés.

on the unpaid interest from that day to the day it is paid.

177 L'article 248 de la même loi est modifié de la façon suivante :

(17) Section 248 of the said Act is amended to read as follows:

10 Pour l'application de la présente loi, la référence faite par le sous-paragraph 10 de l'article 248 de la même loi aux obligations qui sont exigibles à la date de l'émission de la dette est remplacée par la référence faite par le sous-paragraph 10 de l'article 248 de la même loi aux obligations qui sont exigibles à la date de l'émission de la dette ou à une date ultérieure, à moins que la dette ne soit remboursée avant la date de l'émission de la dette.

(15) For the purposes of this Act, one bond, debenture, bill, note or similar obligation issued by a debtor is identical to another such obligation issued by that debtor if both are identical in respect of all rights (in equity or otherwise) either immediately or in the future and either absolutely or contingently attaching thereto, except as regards the principal amount thereof.

12 La référence faite par le sous-paragraph 12 de l'article 248 de la même loi aux obligations qui sont exigibles à la date de l'émission de la dette est remplacée par la référence faite par le sous-paragraph 12 de l'article 248 de la même loi aux obligations qui sont exigibles à la date de l'émission de la dette ou à une date ultérieure, à moins que la dette ne soit remboursée avant la date de l'émission de la dette.

(13) Where after November 13, 1981 a person has an interest in a trust or partnership, whether directly or indirectly through an interest in any other trust or partnership or in any manner whatsoever, the person shall, for the purposes of the

(15) This amendment would substitute "one" for "two".

(15). — Texte actuel du paragraphe 248(6) :

(6) Dans la mesure où elle s'applique à une corporation qui a émis des actions d'une catégorie de son capital-actions en deux ou plusieurs séries, toute mention dans la présente loi de la «catégorie» doit être interprétée, compte tenu des adaptations de circonstance, comme étant la mention d'une «série de la catégorie».

(16) This amendment would substitute a reference to subsections 227(8.3), (9.2) and (9.3) for the reference to subsections 227(8) and (9).

(16). — Remplacement du renvoi aux paragraphes 227(8) et (9) par un renvoi aux paragraphes 227(8.3), (9.2) et (9.3).

18 La définition de «montant au moment de l'émission de la dette» contenue dans le sous-paragraph 18 de l'article 248(1) de la même loi est remplacée par la définition de «montant au moment de l'émission de la dette» contenue dans le sous-paragraph 18 de l'article 248(1) de la même loi.

(17) The definition "amount" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is replaced with respect to

19 La définition de «montant au moment de l'émission de la dette» contenue dans le sous-paragraph 19 de l'article 248(1) de la même loi est remplacée par la définition de «montant au moment de l'émission de la dette» contenue dans le sous-paragraph 19 de l'article 248(1) de la même loi.

(18) The definition "amount" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by

on the unpaid interest from that day to the day it is paid.”

et composés quotidiennement sur les intérêts impayés pour la période allant de ce jour au jour où ces derniers sont payés.»

(17) Section 248 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

(17) L'article 248 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

5

5

Identical properties

“(12) For the purposes of this Act, one bond, debenture, bill, note or similar obligation issued by a debtor is identical to another such obligation issued by that debtor if both are identical in respect of all rights (in equity or otherwise, either immediately or in the future and either absolutely or contingently) attaching thereto, except as regards the principal amount thereof.”

15

«(12) Pour l'application de la présente loi, une obligation, un effet, un billet ou un titre semblable émis par un débiteur est identique à un autre titre du même genre émis par ce débiteur si les deux sont identiques quant aux droits — en *equity* ou autrement, immédiats ou futurs, conditionnels ou non — qui y sont rattachés, sauf en ce qui concerne le principal.”

Bien identiques

Interests in trusts and partnerships

(13) Where after November 12, 1981 a person has an interest in a trust or partnership, whether directly or indirectly through an interest in any other trust or partnership or in any manner whatever, the person shall, for the purposes of the definitions “income bond”, “income debenture” and “term preferred share” in subsection (1), paragraph (h) of the definition “taxable preferred share” in subsection (1), subsections 84(4.2) and (4.3) and 112(2.6) and section 258 be deemed to be a beneficiary of the trust or a member of the partnership, as the case may be.

25

(13) La personne qui, après le 12 novembre 1981, a une participation dans une fiducie ou dans une société, directement ou indirectement, par le biais d'une participation dans une autre fiducie ou société ou autrement, est réputée être bénéficiaire de la fiducie ou associée de la société, selon le cas, pour l'application des paragraphes 84(4.2) et (4.3) et 112(2.6), de l'article 258, des définitions d'«action privilégiée à terme» et d'«obligation à intérêt conditionnel», au paragraphe (1), ainsi que de l'alinéa h) de la définition d'«action privilégiée imposable», au paragraphe (1).

Participation dans une fiducie ou société

Related Corporations

(14) For the purposes of paragraph (g) of the definition “specified financial institution” in subsection (1), where, in the case of two or more corporations, it may reasonably be considered, having regard to all the circumstances, that one of the main reasons for the separate existence of those corporations in a taxation year is to limit or avoid the application of subsection 112(2.1) or (2.2) or 138(6), the two or more corporations shall be deemed to be related to each other.”

40

(14) Pour l'application de l'alinéa g) de la définition d'«institution financière désignée» au paragraphe (1), deux ou plusieurs corporations sont réputées liées les unes aux autres s'il est raisonnable de considérer, compte tenu de toutes les circonstances, que l'un des principaux motifs de leur existence distincte au cours d'une année d'imposition consiste à les soustraire à l'application du paragraphe 112(2.1) ou (2.2) ou 138(6) ou d'en restreindre l'application à leur égard.»

Corporations liées

(18) The definition “amount” in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable with respect to dividends paid after June 18, 1987.

45

(18) La définition de «montant» ou «somme», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique aux dividendes versés après le 18 juin 1987.

(19) The definition “business” in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by

(19) La définition de «entreprise» ou «affaires», au paragraphe 248(1) de la même

40

45

dispositions en vigueur après 1987. (1) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987.

(17) New.

(17). — Nouveau.

1987. (1) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987. (1) La définition "police d'assurance-vie à terme en groupe" dans le paragraphe 248(1) de la Loi est applicable aux dispositions en vigueur après 1987.

(2) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987. (2) La définition "police d'assurance-vie à terme en groupe" dans le paragraphe 248(1) de la Loi est applicable aux dispositions en vigueur après 1987.

(3) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987. (3) La définition "police d'assurance-vie à terme en groupe" dans le paragraphe 248(1) de la Loi est applicable aux dispositions en vigueur après 1987.

(4) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987. (4) La définition "police d'assurance-vie à terme en groupe" dans le paragraphe 248(1) de la Loi est applicable aux dispositions en vigueur après 1987.

(5) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987. (5) La définition "police d'assurance-vie à terme en groupe" dans le paragraphe 248(1) de la Loi est applicable aux dispositions en vigueur après 1987.

(6) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987. (6) La définition "police d'assurance-vie à terme en groupe" dans le paragraphe 248(1) de la Loi est applicable aux dispositions en vigueur après 1987.

(7) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987. (7) La définition "police d'assurance-vie à terme en groupe" dans le paragraphe 248(1) de la Loi est applicable aux dispositions en vigueur après 1987.

(8) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987. (8) La définition "police d'assurance-vie à terme en groupe" dans le paragraphe 248(1) de la Loi est applicable aux dispositions en vigueur après 1987.

(9) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the Act is applicable with respect to the Act as amended after 1987. (9) La définition "police d'assurance-vie à terme en groupe" dans le paragraphe 248(1) de la Loi est applicable aux dispositions en vigueur après 1987.

subsection (1), is applicable with respect to dispositions occurring after 1987.

(20) The definition "capital dividend" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable with respect to dividends paid after 4 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987.

(21) The definition "exempt income" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable with respect to transactions entered into on or after the day on which this Act is assented to other than

(a) transactions that are part of a series of transactions, determined without reference to subsection 248(10) of the said Act, commencing before the day on which this Act is assented to and completed before 1989; or

(b) any one or more transactions, one of which was entered into before April 13, 1988, that were entered into by a taxpayer in the course of an arrangement and in respect of which the taxpayer received from the Department of National Revenue, before April 13, 1988, a confirmation or opinion in writing with respect to the tax consequences thereof.

(22) The definition "group term life insurance policy" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), and the definitions "adjustment time" and "eligible capital amount" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (14), are applicable after 1987.

(23) The definitions "private health services plan", "registered Canadian amateur athletic association" and "registered charity" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), subsection (5) and the definitions "appropriate percentage", "personal services business" and "specified investment business" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (14), are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique aux dispositions effectuées après 1987.

(20) La définition de «dividende en capital», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique aux dividendes versés après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987.

(21) La définition de «revenu exonéré», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique aux opérations conclues à la date de sanction de la présente loi ou après cette date, à l'exclusion :

a) de celles qui font partie d'une série d'opérations — abstraction faite du paragraphe 248(10) de la même loi — commençant avant cette date et terminée avant 1989;

b) d'une ou plusieurs opérations — dont au moins une a été conclue avant le 13 avril 1988 — conclues par un contribuable dans le cadre d'un mécanisme et au titre desquelles il a reçu, par écrit, du ministère du Revenu national avant le 13 avril 1988 une confirmation ou un avis concernant ses attributs fiscaux à cet égard.

(22) La définition de «police collective d'assurance temporaire sur la vie», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), et les définitions de «moment du rajustement» et de «montant en immobilisations admissibles», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (14), s'appliquent après 1987.

(23) Les définitions de «association canadienne enregistrée de sport amateur», «organisme de charité enregistré» et «régime privé d'assurance-maladie», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (1), et le paragraphe (5) et les définitions de «entreprise de placement désignée», «entreprise de prestation de services personnels» et «taux de base pour l'année», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (14), s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(24) The definition "short-term preferred share" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable with respect to shares issued after December 15, 1987 and shares deemed by the said Act, as amended by this Act, to have been issued after that date.

(25) Subsection (2) is applicable after 1986.

(26) Subsections (3), (4), (7), (8), (10) and (11), the definitions "restricted financial institution", "specified financial institution" and "taxable RFI share" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (14), and subsections 248(13) and (14) of the said Act, as enacted by subsection (17), are applicable after June 18, 1987, except that in the application of the definition "specified financial institution" to paragraph 112(2.2)(f) of the said Act, as it read on May 22, 1985, paragraph (e) of the definition shall be read as follows:

"(e) a corporation whose principal business is the lending of money or the purchasing of debt obligations or a combination thereof,"

(27) Subsections (9), (13) and (15) and the definitions "grandfathered share" and "taxable preferred share" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (14), are applicable with respect to shares issued after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 and shares deemed by the said Act, as amended by this Act, to have been issued after that date.

(28) Subsection (12) is applicable with respect to shares issued after December 15, 1987 and shares deemed to have been issued after that date by paragraph (i.2) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (12).

(29) The definitions "amortized cost", "automobile", "lending asset", "motor vehicle" and "passenger vehicle" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (14), and subsection 248(12) of the said Act, as enacted by subsection (17), are appli-

(24) La définition d'«action privilégiée à court terme», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique aux actions émises après le 15 décembre 1987 et aux actions réputées par la même loi, modifiée par la présente loi, émises après cette date.

(25) Le paragraphe (2) s'applique après 1986.

(26) Les paragraphes (3), (4), (7), (8) (10) et (11), les définitions de «action particulière à une institution financière», «institution financière désignée» et «institution financière véritable» au paragraphe 248(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (14), 15 ainsi que les paragraphes 248(13) et (14) de la même loi, édictés par le paragraphe (17), s'appliquent après le 18 juin 1987. Toutefois, pour l'application de la définition d'«institution financière désignée» à l'alinéa 112(2.2)f) 20 de la même loi, dans sa version applicable le 22 mai 1985, l'alinéa e) de cette définition est remplacé par ce qui suit :

«e) corporation dont l'entreprise principale consiste à prêter de l'argent ou à acheter des titres de créance ou à faire les deux;»

(27) Les paragraphes (9), (13) et (15) ainsi que les définitions de «action de régime transitoire» et «action privilégiée imposable», 30 au paragraphe 248(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (14), s'appliquent aux actions émises après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 et aux actions réputées par la même loi, modifiée par la 35 présente loi, émises après ce moment.

(28) Le paragraphe (12) s'applique aux actions émises après le 15 décembre 1987 ou réputées émises après cette date, selon l'alinéa i.2) de la définition d'«action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (12).

(29) Les définitions de «automobile», «coût amorti», «titre de crédit», «véhicule à moteur» et «voiture de tourisme» au paragraphe 248(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (14), et le paragraphe 248(12) de la même loi, édicté par le paragraphe (17),

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

cable to taxation years and fiscal periods commencing after June 17, 1987 that end after 1987.

(30) The definition "personal trust" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (14), is applicable after 1984.

(31) The definition "specified member" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (14), is applicable after December 15, 1987.

190. (1) Paragraph 250(1)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(f) he was at any time in the year a child of a person described in paragraph 15 (b), (c), (d) or (d.1) and a dependant, as described in paragraph 118(1)(d), of that person."

(2) Subsection 250(2) of the said Act is repealed and the following substituted 20 therefor:

Idem
 "(2) Where at any time in a taxation year a person described in paragraph 15 (1)(b), (c) or (d) ceases to be a person so described, or a person described in paragraph 15 (1)(d.1) ceases to be a member of the overseas Canadian Forces school staff, he shall be deemed to have been resident in Canada throughout the part of the year preceding that time and his spouse and 30 child who by reason of paragraph 15 (1)(e) or (f) would, but for this subsection, be deemed to have been resident in Canada throughout the year, shall be deemed to have been resident in Canada throughout 35 that part of the year."

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

191. (1) All that portion of subsection 251(5) of the said Act preceding paragraph 40 (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(5) For the purposes of paragraph 125(7)(b) and subsection (2),

Control by related groups, options, etc.

s'appliquent aux années d'imposition et aux exercices financiers commençant après le 17 juin 1987 qui se terminent après 1987.

(30) La définition de «fiducie personnelle», 5 au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (14), s'applique après 1984.

(31) La définition d'«associé déterminé», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (14), s'applique après le 10 15 décembre 1987.

190. (1) L'alinéa 250(1)f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«f) elle a été, à une date quelconque de l'année, un enfant visé à l'alinéa 15 118(1)d) d'une personne elle-même visée à l'alinéa b), c), d), ou d.1).»

(2) Le paragraphe 250(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) La personne visée à l'alinéa (1)b), 20 Idem c) ou d) qui, à un moment d'une année d'imposition, cesse d'être ainsi visée ou la personne visée à l'alinéa (1)d.1) qui, à un moment d'une année d'imposition, cesse d'être membre du personnel scolaire des 25 Forces canadiennes d'outre-mer est réputée avoir résidé au Canada tout au long de la partie de l'année qui a précédé ce moment et ses conjoint et enfants qui, en application de l'alinéa (1)e) ou f), auraient 30 été réputés, sans le présent paragraphe, avoir résidé au Canada tout au long de l'année sont réputés avoir résidé au Canada tout au long de cette partie d'année.» 35

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1988 et suivantes.

191. (1) Le passage du paragraphe 251(5) de la même loi qui précède l'alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 40

«(5) Pour l'application de l'alinéa 125(7)b) et du paragraphe (2) :

Groupe lié, droit d'achat ou de rachat et personne liée à elle-même

Clause 190: (1) Paragraph 250(1)(f) at present reads as follows:

“(f) he was, at any time in the year, a child described in paragraph 109(1)(d) of a person described in paragraph (b), (c), (d) or (d.1).”

(2) This amendment would substitute “throughout” for “during” and “reason” for “virtue”.

Clause 191: (1) The relevant portion of subsection 215(5) at present reads as follows:

“(5) For the purposes of paragraph 125(7)(b), subsection (2) and section 256,

(a) where a related group is in a position to control a corporation, it shall be deemed to be a related group that controls the corporation whether or not it is part of a larger group by whom the corporation is in fact controlled;

Article 190, (1). — Remplacement du renvoi à l’alinéa 109(1)d) par un renvoi à l’alinéa 118(1)d).

(2). — Texte actuel du paragraphe 250(2) :

«(2) Lorsque, à une date quelconque d’une année d’imposition, une personne visée à l’alinéa (1)b), c) ou d) cesse d’être une personne ainsi visée, ou une personne visée à l’alinéa (1)d.1) cesse d’être un membre du personnel scolaire des Forces canadiennes d’outre-mer, elle est réputée avoir été un résident du Canada durant la partie de l’année ayant précédé cette date, et son conjoint ainsi que son enfant qui, en vertu de l’alinéa (1)e) ou f), auraient été, sans le présent paragraphe, réputés avoir été résidents du Canada durant toute l’année, sont réputés avoir résidé au Canada durant cette partie de l’année.»

Article 191, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 251(5) :

«(5) Pour l’application de l’alinéa 125(7)b), du paragraphe (2) et de l’article 256,

a) lorsqu’un groupe lié est en mesure de contrôler une corporation, il est réputé être un groupe lié qui contrôle la corporation, qu’il fasse ou non partie d’un groupe plus nombreux par lequel la corporation est en fait contrôlée;

(a) where a related group is in a position to control a corporation, it shall be deemed to be a related group that controls the corporation whether or not it is part of a larger group by whom the corporation is in fact controlled;

(b) a person who has a right under a contract, in equity or otherwise, either immediately or in the future and either absolutely or contingently

(i) to, or to acquire, shares in a corporation, or to control the voting rights of shares in a corporation, shall, except where the contract provides that the right is not exercisable until the death, bankruptcy or permanent disability of an individual designated therein, be deemed to have the same position in relation to the control of the corporation as if he owned the shares, or

(ii) to cause a corporation to redeem, acquire or cancel any shares of its capital stock owned by other shareholders of the corporation shall, except where the contract provides that the right is not exercisable until the death, bankruptcy or permanent disability of an individual designated therein, be deemed to have the same position in relation to the control of the corporation as if the shares were redeemed, acquired or cancelled by the corporation; and”

(2) All that portion of subsection 251(6) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(6) For the purposes of this Act,”

(3) Subsection (1) is applicable

(a) for taxation years commencing after 1988, and

(b) to the 1989 taxation year commencing in 1988 of a corporation

(i) that was incorporated, or formed as a result of an amalgamation, after February 10, 1988,

a) le groupe lié qui est en mesure de contrôler une corporation est réputé être un groupe lié qui contrôle la corporation, qu’il fasse ou non partie d’un groupe plus nombreux qui contrôle en fait la corporation;

b) la personne qui, en vertu d’un contrat, en *equity* ou autrement, a un droit, immédiat ou futur, conditionnel ou non,

(i) à des actions d’une corporation, ou de les acquérir ou d’en contrôler les droits de vote, est réputée occuper la même position relativement au contrôle de la corporation que si elle était propriétaire des actions, sauf si le contrat stipule que le droit ne peut être exercé que lorsqu’un particulier désigné au contrat est décédé, est en faillite ou a une invalidité permanente,

(ii) d’obliger une corporation à racheter, acquérir ou annuler des actions de son capital-actions dont d’autres actionnaires de la corporation sont propriétaires, est réputée occuper la même position relativement au contrôle de la corporation que si celle-ci rachetait, acquerrait ou annulait les actions, sauf si le contrat stipule que le droit ne peut être exercé que lorsqu’un particulier désigné au contrat est décédé, est en faillite ou a une invalidité permanente;»

(2) Le passage du paragraphe 251(6) de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(6) Pour l’application de la présente loi :»

(3) Le paragraphe (1) s’applique, d’une part, aux années d’imposition commençant après 1988 et, d’autre part, à l’année d’imposition 1989 commençant en 1988 d’une corporation si, selon le cas :

a) celle-ci est constituée, ou issue d’une fusion, après le 10 février 1988;

b) celle-ci acquiert après le 10 février 1988 d’une personne avec laquelle elle a

Blood relationship etc.

Personnes liées par les liens du sang

(b) a person who had a right under a contract, in equity or otherwise, either immediately or in the future and either absolutely or contingently, to, or to acquire, shares in a corporation, or to control the voting rights of shares in a corporation, shall, except where the contract provided that the right is not exercisable until the death of an individual designated therein, be deemed to have had the same position in relation to the control of the corporation as if he owned the shares; and"

b) une personne qui avait, en vertu d'un contrat, en equity ou autrement, un droit, immédiat ou éventuel et avec ou sans réserve, à des actions d'une corporation, ou un droit de les acquérir de la sorte, ou d'en contrôler les droits de vote, est réputée, sauf lorsque le contrat stipule que le droit ne peut être exercé qu'au décès d'un particulier y désigné, avoir occupé la même position relativement au contrôle de la corporation que si les actions lui appartenaient; et»

Clause 107
for "21" 1987

à une personne qui est autorisée à
la charge de contrôler et de
celui-ci à la poursuite de son intérêt en 12
dans ou de fait, en vertu d'un contrat
par cette personne au moment où il y a eu

(4) Subsection (2) is applicable to the
1988 and subsequent taxation years.

Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) a person who is wholly dependent on the taxpayer for support and of whom the taxpayer has or immediately before the person attained the age of 18 years had in law or in fact the custody and control."

(2) For the purposes of paragraphs 251(1)(a) and (b), 251(1)(c) and 251(1)(d), 251(1)(e) and 251(1)(f), 251(1)(g) and 251(1)(h), 251(1)(i) and 251(1)(j), 251(1)(k) and 251(1)(l), 251(1)(m) and 251(1)(n), 251(1)(o) and 251(1)(p), 251(1)(q) and 251(1)(r), 251(1)(s) and 251(1)(t), 251(1)(u) and 251(1)(v), 251(1)(w) and 251(1)(x), 251(1)(y) and 251(1)(z), 251(2) and 251(3), 251(4) and 251(5), 251(6) and 251(7), 251(8) and 251(9), 251(10) and 251(11), 251(12) and 251(13), 251(14) and 251(15), 251(16) and 251(17), 251(18) and 251(19), 251(20) and 251(21), 251(22) and 251(23), 251(24) and 251(25), 251(26) and 251(27), 251(28) and 251(29), 251(30) and 251(31), 251(32) and 251(33), 251(34) and 251(35), 251(36) and 251(37), 251(38) and 251(39), 251(40) and 251(41), 251(42) and 251(43), 251(44) and 251(45), 251(46) and 251(47), 251(48) and 251(49), 251(50) and 251(51), 251(52) and 251(53), 251(54) and 251(55), 251(56) and 251(57), 251(58) and 251(59), 251(60) and 251(61), 251(62) and 251(63), 251(64) and 251(65), 251(66) and 251(67), 251(68) and 251(69), 251(70) and 251(71), 251(72) and 251(73), 251(74) and 251(75), 251(76) and 251(77), 251(78) and 251(79), 251(80) and 251(81), 251(82) and 251(83), 251(84) and 251(85), 251(86) and 251(87), 251(88) and 251(89), 251(90) and 251(91), 251(92) and 251(93), 251(94) and 251(95), 251(96) and 251(97), 251(98) and 251(99), 251(100) and 251(101), 251(102) and 251(103), 251(104) and 251(105), 251(106) and 251(107), 251(108) and 251(109), 251(110) and 251(111), 251(112) and 251(113), 251(114) and 251(115), 251(116) and 251(117), 251(118) and 251(119), 251(120) and 251(121), 251(122) and 251(123), 251(124) and 251(125), 251(126) and 251(127), 251(128) and 251(129), 251(130) and 251(131), 251(132) and 251(133), 251(134) and 251(135), 251(136) and 251(137), 251(138) and 251(139), 251(140) and 251(141), 251(142) and 251(143), 251(144) and 251(145), 251(146) and 251(147), 251(148) and 251(149), 251(150) and 251(151), 251(152) and 251(153), 251(154) and 251(155), 251(156) and 251(157), 251(158) and 251(159), 251(160) and 251(161), 251(162) and 251(163), 251(164) and 251(165), 251(166) and 251(167), 251(168) and 251(169), 251(170) and 251(171), 251(172) and 251(173), 251(174) and 251(175), 251(176) and 251(177), 251(178) and 251(179), 251(180) and 251(181), 251(182) and 251(183), 251(184) and 251(185), 251(186) and 251(187), 251(188) and 251(189), 251(190) and 251(191), 251(192) and 251(193), 251(194) and 251(195), 251(196) and 251(197), 251(198) and 251(199), 251(200) and 251(201), 251(202) and 251(203), 251(204) and 251(205), 251(206) and 251(207), 251(208) and 251(209), 251(210) and 251(211), 251(212) and 251(213), 251(214) and 251(215), 251(216) and 251(217), 251(218) and 251(219), 251(220) and 251(221), 251(222) and 251(223), 251(224) and 251(225), 251(226) and 251(227), 251(228) and 251(229), 251(230) and 251(231), 251(232) and 251(233), 251(234) and 251(235), 251(236) and 251(237), 251(238) and 251(239), 251(240) and 251(241), 251(242) and 251(243), 251(244) and 251(245), 251(246) and 251(247), 251(248) and 251(249), 251(250) and 251(251), 251(252) and 251(253), 251(254) and 251(255), 251(256) and 251(257), 251(258) and 251(259), 251(260) and 251(261), 251(262) and 251(263), 251(264) and 251(265), 251(266) and 251(267), 251(268) and 251(269), 251(270) and 251(271), 251(272) and 251(273), 251(274) and 251(275), 251(276) and 251(277), 251(278) and 251(279), 251(280) and 251(281), 251(282) and 251(283), 251(284) and 251(285), 251(286) and 251(287), 251(288) and 251(289), 251(290) and 251(291), 251(292) and 251(293), 251(294) and 251(295), 251(296) and 251(297), 251(298) and 251(299), 251(300) and 251(301), 251(302) and 251(303), 251(304) and 251(305), 251(306) and 251(307), 251(308) and 251(309), 251(310) and 251(311), 251(312) and 251(313), 251(314) and 251(315), 251(316) and 251(317), 251(318) and 251(319), 251(320) and 251(321), 251(322) and 251(323), 251(324) and 251(325), 251(326) and 251(327), 251(328) and 251(329), 251(330) and 251(331), 251(332) and 251(333), 251(334) and 251(335), 251(336) and 251(337), 251(338) and 251(339), 251(340) and 251(341), 251(342) and 251(343), 251(344) and 251(345), 251(346) and 251(347), 251(348) and 251(349), 251(350) and 251(351), 251(352) and 251(353), 251(354) and 251(355), 251(356) and 251(357), 251(358) and 251(359), 251(360) and 251(361), 251(362) and 251(363), 251(364) and 251(365), 251(366) and 251(367), 251(368) and 251(369), 251(370) and 251(371), 251(372) and 251(373), 251(374) and 251(375), 251(376) and 251(377), 251(378) and 251(379), 251(380) and 251(381), 251(382) and 251(383), 251(384) and 251(385), 251(386) and 251(387), 251(388) and 251(389), 251(390) and 251(391), 251(392) and 251(393), 251(394) and 251(395), 251(396) and 251(397), 251(398) and 251(399), 251(400) and 251(401), 251(402) and 251(403), 251(404) and 251(405), 251(406) and 251(407), 251(408) and 251(409), 251(410) and 251(411), 251(412) and 251(413), 251(414) and 251(415), 251(416) and 251(417), 251(418) and 251(419), 251(420) and 251(421), 251(422) and 251(423), 251(424) and 251(425), 251(426) and 251(427), 251(428) and 251(429), 251(430) and 251(431), 251(432) and 251(433), 251(434) and 251(435), 251(436) and 251(437), 251(438) and 251(439), 251(440) and 251(441), 251(442) and 251(443), 251(444) and 251(445), 251(446) and 251(447), 251(448) and 251(449), 251(450) and 251(451), 251(452) and 251(453), 251(454) and 251(455), 251(456) and 251(457), 251(458) and 251(459), 251(460) and 251(461), 251(462) and 251(463), 251(464) and 251(465), 251(466) and 251(467), 251(468) and 251(469), 251(470) and 251(471), 251(472) and 251(473), 251(474) and 251(475), 251(476) and 251(477), 251(478) and 251(479), 251(480) and 251(481), 251(482) and 251(483), 251(484) and 251(485), 251(486) and 251(487), 251(488) and 251(489), 251(490) and 251(491), 251(492) and 251(493), 251(494) and 251(495), 251(496) and 251(497), 251(498) and 251(499), 251(500) and 251(501), 251(502) and 251(503), 251(504) and 251(505), 251(506) and 251(507), 251(508) and 251(509), 251(510) and 251(511), 251(512) and 251(513), 251(514) and 251(515), 251(516) and 251(517), 251(518) and 251(519), 251(520) and 251(521), 251(522) and 251(523), 251(524) and 251(525), 251(526) and 251(527), 251(528) and 251(529), 251(530) and 251(531), 251(532) and 251(533), 251(534) and 251(535), 251(536) and 251(537), 251(538) and 251(539), 251(540) and 251(541), 251(542) and 251(543), 251(544) and 251(545), 251(546) and 251(547), 251(548) and 251(549), 251(550) and 251(551), 251(552) and 251(553), 251(554) and 251(555), 251(556) and 251(557), 251(558) and 251(559), 251(560) and 251(561), 251(562) and 251(563), 251(564) and 251(565), 251(566) and 251(567), 251(568) and 251(569), 251(570) and 251(571), 251(572) and 251(573), 251(574) and 251(575), 251(576) and 251(577), 251(578) and 251(579), 251(580) and 251(581), 251(582) and 251(583), 251(584) and 251(585), 251(586) and 251(587), 251(588) and 251(589), 251(590) and 251(591), 251(592) and 251(593), 251(594) and 251(595), 251(596) and 251(597), 251(598) and 251(599), 251(600) and 251(601), 251(602) and 251(603), 251(604) and 251(605), 251(606) and 251(607), 251(608) and 251(609), 251(610) and 251(611), 251(612) and 251(613), 251(614) and 251(615), 251(616) and 251(617), 251(618) and 251(619), 251(620) and 251(621), 251(622) and 251(623), 251(624) and 251(625), 251(626) and 251(627), 251(628) and 251(629), 251(630) and 251(631), 251(632) and 251(633), 251(634) and 251(635), 251(636) and 251(637), 251(638) and 251(639), 251(640) and 251(641), 251(642) and 251(643), 251(644) and 251(645), 251(646) and 251(647), 251(648) and 251(649), 251(650) and 251(651), 251(652) and 251(653), 251(654) and 251(655), 251(656) and 251(657), 251(658) and 251(659), 251(660) and 251(661), 251(662) and 251(663), 251(664) and 251(665), 251(666) and 251(667), 251(668) and 251(669), 251(670) and 251(671), 251(672) and 251(673), 251(674) and 251(675), 251(676) and 251(677), 251(678) and 251(679), 251(680) and 251(681), 251(682) and 251(683), 251(684) and 251(685), 251(686) and 251(687), 251(688) and 251(689), 251(690) and 251(691), 251(692) and 251(693), 251(694) and 251(695), 251(696) and 251(697), 251(698) and 251(699), 251(700) and 251(701), 251(702) and 251(703), 251(704) and 251(705), 251(706) and 251(707), 251(708) and 251(709), 251(710) and 251(711), 251(712) and 251(713), 251(714) and 251(715), 251(716) and 251(717), 251(718) and 251(719), 251(720) and 251(721), 251(722) and 251(723), 251(724) and 251(725), 251(726) and 251(727), 251(728) and 251(729), 251(730) and 251(731), 251(732) and 251(733), 251(734) and 251(735), 251(736) and 251(737), 251(738) and 251(739), 251(740) and 251(741), 251(742) and 251(743), 251(744) and 251(745), 251(746) and 251(747), 251(748) and 251(749), 251(750) and 251(751), 251(752) and 251(753), 251(754) and 251(755), 251(756) and 251(757), 251(758) and 251(759), 251(760) and 251(761), 251(762) and 251(763), 251(764) and 251(765), 251(766) and 251(767), 251(768) and 251(769), 251(770) and 251(771), 251(772) and 251(773), 251(774) and 251(775), 251(776) and 251(777), 251(778) and 251(779), 251(780) and 251(781), 251(782) and 251(783), 251(784) and 251(785), 251(786) and 251(787), 251(788) and 251(789), 251(790) and 251(791), 251(792) and 251(793), 251(794) and 251(795), 251(796) and 251(797), 251(798) and 251(799), 251(800) and 251(801), 251(802) and 251(803), 251(804) and 251(805), 251(806) and 251(807), 251(808) and 251(809), 251(810) and 251(811), 251(812) and 251(813), 251(814) and 251(815), 251(816) and 251(817), 251(818) and 251(819), 251(820) and 251(821), 251(822) and 251(823), 251(824) and 251(825), 251(826) and 251(827), 251(828) and 251(829), 251(830) and 251(831), 251(832) and 251(833), 251(834) and 251(835), 251(836) and 251(837), 251(838) and 251(839), 251(840) and 251(841), 251(842) and 251(843), 251(844) and 251(845), 251(846) and 251(847), 251(848) and 251(849), 251(850) and 251(851), 251(852) and 251(853), 251(854) and 251(855), 251(856) and 251(857), 251(858) and 251(859), 251(860) and 251(861), 251(862) and 251(863), 251(864) and 251(865), 251(866) and 251(867), 251(868) and 251(869), 251(870) and 251(871), 251(872) and 251(873), 251(874) and 251(875), 251(876) and 251(877), 251(878) and 251(879), 251(880) and 251(881), 251(882) and 251(883), 251(884) and 251(885), 251(886) and 251(887), 251(888) and 251(889), 251(890) and 251(891), 251(892) and 251(893), 251(894) and 251(895), 251(896) and 251(897), 251(898) and 251(899), 251(900) and 251(901), 251(902) and 251(903), 251(904) and 251(905), 251(906) and 251(907), 251(908) and 251(909), 251(910) and 251(911), 251(912) and 251(913), 251(914) and 251(915), 251(916) and 251(917), 251(918) and 251(919), 251(920) and 251(921), 251(922) and 251(923), 251(924) and 251(925), 251(926) and 251(927), 251(928) and 251(929), 251(930) and 251(931), 251(932) and 251(933), 251(934) and 251(935), 251(936) and 251(937), 251(938) and 251(939), 251(940) and 251(941), 251(942) and 251(943), 251(944) and 251(945), 251(946) and 251(947), 251(948) and 251(949), 251(950) and 251(951), 251(952) and 251(953), 251(954) and 251(955), 251(956) and 251(957), 251(958) and 251(959), 251(960) and 251(961), 251(962) and 251(963), 251(964) and 251(965), 251(966) and 251(967), 251(968) and 251(969), 251(970) and 251(971), 251(972) and 251(973), 251(974) and 251(975), 251(976) and 251(977), 251(978) and 251(979), 251(980) and 251(981), 251(982) and 251(983), 251(984) and 251(985), 251(986) and 251(987), 251(988) and 251(989), 251(990) and 251(991), 251(992) and 251(993), 251(994) and 251(995), 251(996) and 251(997), 251(998) and 251(999), 251(1000) and 251(1001), 251(1002) and 251(1003), 251(1004) and 251(1005), 251(1006) and 251(1007), 251(1008) and 251(1009), 251(1010) and 251(1011), 251(1012) and 251(1013), 251(1014) and 251(1015), 251(1016) and 251(1017), 251(1018) and 251(1019), 251(1020) and 251(1021), 251(1022) and 251(1023), 251(1024) and 251(1025), 251(1026) and 251(1027), 251(1028) and 251(1029), 251(1030) and 251(1031), 251(1032) and 251(1033), 251(1034) and 251(1035), 251(1036) and 251(1037), 251(1038) and 251(1039), 251(1040) and 251(1041), 251(1042) and 251(1043), 251(1044) and 251(1045), 251(1046) and 251(1047), 251(1048) and 251(1049), 251(1050) and 251(1051), 251(1052) and 251(1053), 251(1054) and 251(1055), 251(1056) and 251(1057), 251(1058) and 251(1059), 251(1060) and 251(1061), 251(1062) and 251(1063), 251(1064) and 251(1065), 251(1066) and 251(1067), 251(1068) and 251(1069), 251(1070) and 251(1071), 251(1072) and 251(1073), 251(1074) and 251(1075), 251(1076) and 251(1077), 251(1078) and 251(1079), 251(1080) and 251(1081), 251(1082) and 251(1083), 251(1084) and 251(1085), 251(1086) and 251(1087), 251(1088) and 251(1089), 251(1090) and 251(1091), 251(1092) and 251(1093), 251(1094) and 251(1095), 251(1096) and 251(1097), 251(1098) and 251(1099), 251(1100) and 251(1101), 251(1102) and 251(1103), 251(1104) and 251(1105), 251(1106) and 251(1107), 251(1108) and 251(1109), 251(1110) and 251(1111), 251(1112) and 251(1113), 251(1114) and 251(1115), 251(1116) and 251(1117), 251(1118) and 251(1119), 251(1120) and 251(1121), 251(1122) and 251(1123), 251(1124) and 251(1125), 251(1126) and 251(1127), 251(1128) and 251(1129), 251(1130) and 251(1131), 251(1132) and 251(1133), 251(1134) and 251(1135), 251(1136) and 251(1137), 251(1138) and 251(1139), 251(1140) and 251(1141), 251(1142) and 251(1143), 251(1144) and 251(1145), 251(1146) and 251(1147), 251(1148) and 251(1149), 251(1150) and 251(1151), 251(1152) and 251(1153), 251(1154) and 251(1155), 251(1156) and 251(1157), 251(1158) and 251(1159), 251(1160) and 251(1161), 251(1162) and 251(1163), 251(1164) and 251(1165), 251(1166) and 251(1167), 251(1168) and 251(1169), 251(1170) and 251(1171), 251(1172) and 251(1173), 251(1174) and 251(1175), 251(1176) and 251(1177), 251(1178) and 251(1179), 251(1180) and 251(1181), 251(1182) and 251(1183), 251(1184) and 251(1185), 251(1186) and 251(1187), 251(1188) and 251(1189), 251(1190) and 251(1191), 251(1192) and 251(1193), 251(1194) and 251(1195), 251(1196) and 251(1197), 251(1198) and 251(1199),

(ii) that acquired after February 10, 1988 from a person with whom the corporation did not deal at arm's length all or substantially all of the assets used by it in its business, or

(iii) where that taxation year did not end on approximately the same calendar date in 1989 as the calendar date in 1987 on which a 1987 taxation year, if any, of the corporation ended.

(4) Subsection (2) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

192. (1) Paragraph 252(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) a person who is wholly dependent on the taxpayer for support and of whom the taxpayer has, or immediately before the person attained the age of 19 years had, in law or in fact, the custody and control;”

(2) Subsection 252(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) For the purposes of paragraphs 56(1)(b) and (c), 60(b) and (c) and 146(16)(a), sections 56.1 and 60.1, subsections 73(1) and 148(8), and subparagraph 210(c)(ii), “spouse” and “former spouse” include a party to a voidable or void marriage, as the case may be.”

(3) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(4) Subsection (2) is applicable after 1987.

193. (1) Subsections 256(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“**256.** (1) For the purposes of this Act, one corporation is associated with another in a taxation year if at any time in the year,

(a) one of the corporations controlled, directly or indirectly in any manner whatever, the other;

un lien de dépendance la totalité, ou presque, des éléments d'actif qu'elle utilise dans son entreprise;

c) la date approximative, en 1989, marquant la fin de cette année diffère de la date, en 1987, de la fin, le cas échéant, d'une année d'imposition 1987 de la corporation.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

192. (1) L'alinéa 252(1)(b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(b) une personne qui est entièrement à la charge du contribuable et dont celui-ci a la garde et la surveillance, en droit ou de fait, ou les avait juste avant que cette personne ait atteint l'âge de 19 ans;»

(2) Le paragraphe 252(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Pour l'application des alinéas 56(1)(b) et (c), 60(b) et (c) et 146(16)(a), des articles 56.1 et 60.1, des paragraphes 73(1) et 148(8) et du sous-alinéa 210(c)(ii), est assimilée au conjoint, à l'ex-conjoint ou à l'ancien conjoint toute personne qui, selon le cas, est partie à un mariage nul ou annulable.»

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

(4) Le paragraphe (2) s'applique après 1987.

193. (1) Les paragraphes 256(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“**256.** (1) Pour l'application de la présente loi, deux corporations sont associées l'une à l'autre au cours d'une année d'imposition si à un moment de l'année :

a) l'une contrôle l'autre, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit;

Extended meaning of “spouse” and “former spouse”

Sens large de conjoint et ex-conjoint

Associated corporations

Corporations associées

Clause 192: (1) This amendment would substitute "19" for "21" and "had" for "did have".

(2) This amendment would add a reference to subparagraph 210(c)(ii).

Clause 193: (1) Subsections 256(1) and (2) at present read as follows:

"(1) For the purposes of this Act one corporation is associated with another in a taxation year if at any time in the year,

- (a) one of the corporations controlled the other,
- (b) both of the corporations were controlled by the same person or group of persons,
- (c) each of the corporations was controlled by one person and the person who controlled one of the corporations was related to the person who controlled the other, and one of those persons owned directly or indirectly, in respect of each corporation, not less than 10% of the issued shares of any class of the capital stock thereof,

Article 192, (1). — Remplacement de «immédiatement» par «juste» et de «21» par «19».

(2). — Texte actuel du paragraphe 252(3) :

«(3) Pour l'application des alinéas 56(1)b) et c), 60b) et c) et 146(16)a), des articles 56.1 et 60.1 et des paragraphes 73(1) et 148(8), «conjoint» et «ancien conjoint» comprennent, selon le cas, une partie à un mariage susceptible d'être annulé ou celle à un mariage nul.»

Article 193, (1). — Texte actuel des paragraphes 256(1) et (2) :

«(1) Aux fins de la présente loi, une corporation est associée à une autre dans une année d'imposition si, à une date quelconque de l'année,

- a) une des corporations contrôlait l'autre,
- b) les deux corporations étaient contrôlées pas la même personne ou par le même groupe de personnes,
- c) chacune des corporations était contrôlée par une personne et la personne qui contrôlait l'une des corporations était liée à la personne qui contrôlait l'autre, et si une de ces personnes était propriétaire, directement ou indirectement, à l'égard de chaque corporation, d'au moins 10 % des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de chaque corporation,

(b) both of the corporations were controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by the same person or group of persons;

(c) each of the corporations was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by a person and the person who so controlled one of the corporations was related to the person who so controlled the other, and either of those persons owned, in respect of each corporation, not less than 25% of the issued shares of any class, other than a specified class, of the capital stock thereof;

(d) one of the corporations was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by a person and that person was related to each member of a group of persons that so controlled the other corporation, and that person owned, in respect of the other corporation, not less than 25% of the issued shares of any class, other than a specified class, of the capital stock thereof; or

(e) each of the corporations was controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by a related group and each of the members of one of the related groups was related to all of the members of the other related group, and one or more persons who were members of both related groups, either alone or together, owned, in respect of each corporation, not less than 25% of the issued shares of any class, other than a specified class, of the capital stock thereof.

"Specified class" defined

(1.1) For the purposes of subsection (1), "specified class" means a class of shares of the capital stock of a corporation where, under the terms or conditions of the shares or any agreement in respect thereof,

(a) the shares are not convertible or exchangeable;

(b) the shares are non-voting;

(c) the amount of each dividend payable on the shares is calculated as a fixed amount or by reference to a fixed percentage of an amount equal to the

b) la même personne ou le même groupe de personnes contrôle les deux corporations, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit;

c) la personne qui contrôle l'une des deux corporations, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, est liée à la personne qui contrôle l'autre corporation, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, et l'une de ces personnes est propriétaire d'au moins 25 % des actions émises d'une catégorie, non exclue, du capital-actions de chaque corporation;

d) la personne qui contrôle l'une des deux corporations, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, est liée à chaque membre du groupe de personnes qui contrôle l'autre corporation, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, et cette personne est propriétaire d'au moins 25 % des actions émises d'une catégorie, non exclue, du capital-actions de l'autre corporation; ou

e) chaque membre du groupe lié qui contrôle l'une des deux corporations, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, est lié à tous les membres du groupe lié qui contrôle l'autre corporation, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, et une ou plusieurs des personnes membres des deux groupes liés sont propriétaires, seuls ou ensemble, d'au moins 25 % des actions émises d'une catégorie, non exclue, du capital-actions de chaque corporation.

(1.1) Une catégorie d'actions du capital-actions d'une corporation est exclue pour l'application du paragraphe (1) si, à la fois, selon les caractéristiques des actions de cette catégorie ou selon une convention y relative :

a) les actions ne sont ni convertibles ni échangeables;

b) les actions ne confèrent pas de droit de vote;

c) le montant de chaque dividende payable sur les actions est un montant

Signification de «catégorie exclue»

(d) one of the corporations was controlled by one person and that person was related to each member of a group of persons that controlled the other corporation, and that person or that group of persons owned directly or indirectly, in respect of each corporation, not less than 10% of the issued shares of any class of the capital stock thereof, or

(e) each of the corporations was controlled by a related group and each of the members of one of the related groups was related to all of the members of the other related group, and either of the related groups owned directly or indirectly, in respect of each corporation, not less than 10% of the issued shares of any class of the capital stock thereof.

(2) When two corporations are associated, or are deemed by this subsection to be associated, with the same corporation at the same time, they shall, for the purpose of this Act, be deemed to be associated with each other."

d) une des corporations était contrôlée par une personne et cette personne était liée à chaque membre d'un groupe de personnes qui contrôlait l'autre corporation, et si cette personne ou ce groupe de personnes était propriétaire, directement ou indirectement, à l'égard de chaque corporation, d'au moins 10 % des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de chaque corporation, ou

e) chacune des corporations était contrôlée par un groupe lié et chaque membre de l'un des groupes liés était lié à tous les membres de l'autre groupe lié, et si l'un des deux groupes liés était propriétaire, directement ou indirectement, à l'égard de chaque corporation, d'au moins 10 % des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de chaque corporation.

(2) Lorsque deux corporations sont associées ou sont réputées, en vertu du présent paragraphe, associées en même temps à la même corporation, elles sont, aux fins de la présente loi, réputées associées l'une à l'autre.»

fair market value of the consideration for which the shares were issued;

(d) the annual rate of the dividend on the shares, expressed as a percentage of an amount equal to the fair market value of the consideration for which the shares were issued, cannot in any event exceed the prescribed rate of interest at the time the shares were issued; and

(e) the amount that any holder of the shares is entitled to receive on the redemption, cancellation or acquisition of the shares by the corporation or by any person with whom the corporation does not deal at arm's length cannot exceed the aggregate of an amount equal to the fair market value of the consideration for which the shares were issued and the amount of any unpaid dividends thereon.

20

Control etc.

(1.2) For the purposes of subsections (1) to (5.1),

(a) a group of persons in respect of a corporation means any two or more persons each of whom owns shares of the capital stock of the corporation;

(b) for greater certainty,

(i) a corporation that is controlled by one or more members of a particular group of persons in respect of that corporation shall be considered to be controlled by that group of persons, and

(ii) a corporation may be controlled by a person or a particular group of persons notwithstanding that the corporation is also controlled or deemed to be controlled by another person or group of persons;

(c) a corporation shall be deemed to be controlled by another corporation, a person or a group of persons at any time where

(i) shares of the capital stock of the corporation having a fair market value of more than 50% of the fair market value of all the issued and outstanding shares of the capital stock of the corporation, or

fixe ou un montant déterminé en fonction d'un pourcentage fixe de la juste valeur marchande de la contrepartie de l'émission des actions;

d) le taux de dividende annuel sur les actions, exprimé en pourcentage de la juste valeur marchande de la contrepartie de l'émission des actions, ne peut en aucun cas excéder le taux d'intérêt prescrit à la date de l'émission des actions;

e) le montant que l'actionnaire a le droit de recevoir au rachat, à l'acquisition ou à l'annulation des actions par la corporation ou par une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance ne peut dépasser le total de la juste valeur marchande de la contrepartie de l'émission des actions et du montant des dividendes impayés sur les actions.

(1.2) Pour l'application des paragraphes (1) à (5.1) :

a) un groupe de personnes s'entend de deux personnes ou plus dont chacune est propriétaire d'actions du capital-actions de la même corporation;

b) il est entendu :

(i) d'une part, qu'une corporation qui est contrôlée par un ou plusieurs membres d'un groupe donné de personnes est réputée être contrôlée par ce groupe de personnes,

(ii) d'autre part, qu'une personne ou un groupe donné de personnes peut contrôler une corporation même si une autre personne ou un autre groupe de personnes contrôle aussi ou est réputé contrôler aussi la corporation;

c) la corporation, la personne ou le groupe de personnes qui est propriétaire, à un moment donné, d'actions du capital-actions d'une autre corporation dont la juste valeur marchande correspond à plus de 50 % de la juste valeur marchande de toutes les actions émises et en circulation du capital-actions de cette autre corporation, ou qui est propriétaire, à ce moment, d'actions ordinaires

Précisions sur les notions de contrôle et de propriété des actions

25

35

40

45

45

45

(ii) common shares of the capital stock of the corporation having a fair market value of more than 50% of the fair market value of all the issued and outstanding common shares of the capital stock of the corporation

are owned at that time by the other corporation, the person or the group of persons, as the case may be;

(d) where shares of the capital stock of a corporation are owned, or deemed by this subsection to be owned, at any time by another corporation (in this paragraph referred to as the "holding corporation"), such shares shall be deemed to be owned at that time by any shareholder of the holding corporation in a proportion equal to the proportion of all such shares that

(i) the fair market value of the shares of the capital stock of the holding corporation owned at that time by the shareholder

is of

(ii) the fair market value of all the issued shares of the capital stock of the holding corporation outstanding at that time;

(e) where, at any time, shares of the capital stock of a corporation are property of a partnership, or are deemed by this subsection to be owned by the partnership, such shares shall be deemed to be owned at that time by each member of the partnership in a proportion equal to the proportion of all such shares that

(i) the member's share of the income or loss of the partnership for its fiscal period that includes that time

is of

(ii) the income or loss of the partnership for its fiscal period that includes that time

and for this purpose, where the income and loss of the partnership for its fiscal period that includes that time are nil, such proportion shall be computed as if the partnership had had income for that period in the amount of \$1,000,000;

du capital-actions de cette autre corporation dont la juste valeur marchande correspond à plus de 50 % de la juste valeur marchande de toutes les actions ordinaires émises et en circulation du capital-actions de cette autre corporation, est réputé contrôler cette autre corporation à ce moment;

d) les actions du capital-actions d'une corporation dont une autre corporation est, à un moment donné, propriétaire ou réputée propriétaire en application du présent paragraphe sont réputées être la propriété à ce moment de chaque actionnaire de cette autre corporation dans la proportion obtenue en multipliant le nombre de ces actions par le rapport entre :

(i) d'une part, la juste valeur marchande des actions du capital-actions de l'autre corporation dont l'actionnaire est à ce moment propriétaire,

(ii) d'autre part, la juste valeur marchande de toutes les actions émises du capital-actions de l'autre corporation en circulation à ce moment;

e) les actions du capital-actions d'une corporation qui sont des biens d'une société à un moment donné ou qui sont réputées être la propriété de la société à ce moment en application du présent paragraphe sont réputées être la propriété à ce moment de chaque membre de la société dans la proportion obtenue en multipliant le nombre de ces actions par le rapport entre :

(i) d'une part, la part du membre sur le revenu ou la perte de la société pour l'exercice financier de la société qui comprend ce moment,

(ii) d'autre part, le revenu ou la perte de la société pour cet exercice;

à cette fin, dans le cas où le revenu et la perte de la société pour son exercice financier qui comprend ce moment sont nuls, ce produit est calculé comme si le revenu de la société pour cet exercice s'élevait à 1 000 000 \$;

f) les actions du capital-actions d'une corporation dont une fiducie est à un

(f) where shares of the capital stock of a corporation are owned, or deemed by this subsection to be owned, at any time by a trust,

(i) in the case of a testamentary trust under which one or more beneficiaries were entitled to receive all of the income of the trust that arose before the date of death of one or the last surviving of such beneficiaries (hereinafter in this paragraph referred to as the "distribution date") and no other person could, before the distribution date, receive or otherwise obtain the use of any of the income or capital of the trust,

(A) where any such beneficiary's share of the income or capital therefrom depends upon the exercise by any person of, or the failure by any person to exercise, any discretionary power, such shares shall be deemed to be owned at any time before the distribution date by the beneficiary, and

(B) where clause (A) does not apply, such shares shall be deemed to be owned at any time before the distribution date by any such beneficiary in a proportion equal to the proportion of all such shares that the fair market value of the beneficial interest in the trust of the beneficiary is of the fair market value of the beneficial interests in the trust of all such beneficiaries,

(ii) where a beneficiary's share of the accumulating income or capital therefrom depends upon the exercise by any person of, or the failure by any person to exercise, any discretionary power, such shares shall be deemed to be owned at that time by the beneficiary, except where subparagraph (i) applies and that time is before the distribution date,

(iii) in any case where subparagraph (ii) does not apply, a beneficiary shall be deemed at that time to own the proportion of such shares that the fair market value of the beneficial interest in the trust of the beneficiary is of the

moment donné propriétaire ou réputée propriétaire en application du présent paragraphe :

(i) sont réputées, s'il s'agit d'une fiducie testamentaire dont l'acte prévoit qu'un ou plusieurs bénéficiaires ont le droit de recevoir la totalité du revenu provenant de la fiducie avant la date du décès du bénéficiaire ou, s'il y en a plusieurs, du dernier bénéficiaire survivant et que personne d'autre ne peut avant cette date recevoir de revenu ou de capital de la fiducie ou en avoir autrement l'usage,

(A) être la propriété, avant cette date, de chaque bénéficiaire dont la part sur ce revenu ou ce capital est conditionnelle au fait qu'une personne exerce ou n'exerce pas un pouvoir discrétionnaire,

(B) dans tous les cas où la division (A) ne s'applique pas, être la propriété, avant cette date, de chaque bénéficiaire, dans la proportion obtenue en multipliant le nombre de ces actions par le rapport entre la juste valeur marchande de la participation du bénéficiaire dans la fiducie et la juste valeur marchande des participations de tous les bénéficiaires dans la fiducie,

(ii) sont réputées, sauf si le sous-alinéa (i) s'applique et que le moment donné soit antérieur à la date de décès visée à ce sous-alinéa, être la propriété à ce moment de chaque bénéficiaire dont la part sur le revenu ou le capital accumulés de la fiducie est conditionnelle au fait qu'une personne exerce ou n'exerce pas un pouvoir discrétionnaire,

(iii) sont réputées, dans tous les cas où le sous-alinéa (ii) ne s'applique pas et sauf si le sous-alinéa (i) s'applique et que le moment donné soit antérieur à la date de décès visée à ce sous-alinéa, être la propriété à ce moment de chaque bénéficiaire dans la proportion obtenue en multipliant le nombre de ces actions par le rapport entre la juste valeur marchande de la partici-

personne de l'entreprise dans le but de...

2 (1) tout individu qui la propriété de...

10 (1) pour déterminer le juste valeur par...

12 (1) Les actions du capital-actions...

30 (1) Les actions du capital-actions...

32 (1) Pour déterminer si une corporation...

40 (1) Pour déterminer si une corporation...

42 (1) Les actions de la corporation...

Form 1001
Schedule
Partnership
Income Tax

Form 1001
Schedule
Partnership
Income Tax

the value of all property in-
cluded in the estate except where the
property is exempt and that time is
before the distribution date and

(1) in the case of a trust referred to
in section 72(2), the person
entitled to receive from whom prop-
erty is distributed or property for which
a non-subsistent was directly or in-
directly received shall be deemed to be
the owner of that trust and

(2) in determining the fair market value
of a share of the capital stock of a
corporation, all owned and outstanding
shares of the capital stock of the corpo-
ration shall be deemed to be non-voting.

(1) (2) Where there are two or more
equal shares of a corporation are owned
by a child who is under 18 years of age, for
the purpose of determining if the corpo-
ration is associated at that time with any
other corporation that is controlled, directly
or indirectly, in any manner whatever,
by a person or by a group of persons of
which the parent is a member,

32 (1) For the purpose of determining if
a corporation is associated at any time
with any other corporation that is con-
trolled, directly or indirectly, in any
manner whatever by a person or by a
group of persons of which the person is a
member, where the person or any person
of which the person has an interest,
has a right at any time under contract, in
equity or otherwise, either immediately or
in the future and either absolutely or
contingently,

40 (1) For the purpose of determining if
a corporation is associated at any time
with any other corporation that is con-
trolled, directly or indirectly, in any
manner whatever by a person or by a
group of persons of which the person is a
member, where the person or any person
of which the person has an interest,
has a right at any time under contract, in
equity or otherwise, either immediately or
in the future and either absolutely or
contingently,

42 (1) For the purpose of determining if
a corporation is associated at any time
with any other corporation that is con-
trolled, directly or indirectly, in any
manner whatever by a person or by a
group of persons of which the person is a
member, where the person or any person
of which the person has an interest,
has a right at any time under contract, in
equity or otherwise, either immediately or
in the future and either absolutely or
contingently,

Form 1001
Schedule
Partnership
Income Tax

Form 1001
Schedule
Partnership
Income Tax

fair market value of all beneficial interests in the trust, except where subparagraph (i) applies and that time is before the distribution date, and
 (iv) in the case of a trust referred to in subsection 75(2), the person referred to therein from whom property of the trust or property for which it was substituted was directly or indirectly received shall be deemed to own such shares at that time; and

(g) in determining the fair market value of a share of the capital stock of a corporation, all issued and outstanding shares of the capital stock of the corporation shall be deemed to be non-voting.

(1.3) Where, at any time, shares of the capital stock of a corporation are owned by a child who is under 18 years of age, for the purposes of determining if the corporation is associated at that time with any other corporation that is controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by a parent of the child or by a group of persons of which the parent is a member, such shares shall be deemed to be owned at that time by the parent or the group, as the case may be, unless, having regard to all the circumstances, it may reasonably be considered that the child manages the business and affairs of the corporation and does so without a significant degree of influence by the parent.

(1.4) For the purposes of determining if a corporation is associated at any time with any other corporation that is controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by a person, or by a group of persons of which the person is a member, where the person, or any partnership in which the person has an interest, has a right at any time under contract, in equity or otherwise, either immediately or in the future and either absolutely or contingently,

(a) to, or to acquire, shares of the capital stock of the corporation, or to control the voting rights of shares of the capital stock of the corporation, the person or partnership shall, except where the con-

pation du bénéficiaire dans la fiducie et la juste valeur marchande des participations de tous les bénéficiaires dans la fiducie,

(iv) sont réputées être la propriété à ce moment de la personne de qui des biens ou des biens qui leur sont substitués ont été reçus, directement ou indirectement, s'il s'agit d'une fiducie visée au paragraphe 75(2);

g) pour déterminer la juste valeur marchande d'actions du capital-actions d'une corporation, toutes les actions émises et en circulation de ce capital-actions sont réputées ne pas conférer de droit de vote.

(1.3) Les actions du capital-actions d'une corporation dont un enfant de moins de 18 ans est propriétaire à un moment donné sont réputées être la propriété à ce moment du père ou de la mère de l'enfant ou d'un groupe de personnes dont le père ou la mère est membre pour déterminer si la corporation est associée à ce moment à une autre corporation dont le père ou la mère ou le groupe, selon le cas, a le contrôle, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, sauf si, compte tenu de toutes les circonstances, il est raisonnable de considérer que l'enfant gère les affaires de la corporation sans subir, dans une large mesure, l'influence de son père ou de sa mère.

(1.4) Pour déterminer si une corporation donnée est associée à un moment donné à une autre corporation qui est contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une personne ou un groupe de personnes dont cette personne est membre, si cette personne, ou une société dans laquelle elle a un intérêt, a à ce moment, en vertu d'un contrat, en *equity* ou autrement, un droit, immédiat ou futur, conditionnel ou non :

a) à des actions de la corporation donnée, ou de les acquérir ou d'en contrôler les droits de vote, cette personne ou société est réputée propriétaire de ces actions à ce moment et ces actions sont réputées émises et en circulation à ce

Parent deemed to own shares

Options and rights

Parents présumés propriétaires des actions des enfants

Propriété présumée des actions en cas de droit d'achat ou de rachat

gouverner dans le respect de la loi et de l'équité, et de veiller à ce que les intérêts des actionnaires soient protégés.

Il est interdit à un administrateur d'acquiescer, d'adhérer ou d'acquiescer à une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la société qui n'est pas en conformité avec la loi ou qui n'est pas dans l'intérêt de la société.

and provide that the right is not exercised in violation of the law or in violation of the interests of the shareholders.

It is prohibited for a director to acquiesce, to adhere to, or to acquiesce to a resolution of the general meeting of shareholders of the corporation which is not in conformity with the law or which is not in the interest of the corporation.

Article 104

(1.2) Pour l'application des paragraphes (1) à (1.1), la personne qui est propriétaire d'actions de la société est tenue de déclarer, comme exigé par la loi, les actions qu'elle possède.

(1.2) For the purpose of subsection (1), the person who owns shares in the corporation shall declare, as required by law, the shares that he or she owns.

Article 105

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1.2) et par référence au paragraphe (1.1), les actions visées à l'article 104 sont des actions privilégiées à moins que le paragraphe 248(1) pour la durée qui y est prescrite ou les actions d'une catégorie d'actions visées au paragraphe (1.1) sont réputées ne pas être visées et en conséquence de nature à produire d'autres actions.

(1.1) For the purpose of subsection (1.2) and notwithstanding subsection (1.2), any share that is (a) described in paragraph (c) of the definition "restricted share" in section 248(1) and the applicable class referred to in that paragraph, or (b) a share of a specified class within the meaning of subsection (1.1), shall be deemed not to have been issued by and outstanding and not to be owned by any shareholder and an amount equal to the greater of the paid-up capital of the share and the amount, if any, that any holder of the share is entitled to receive on the redemption, cancellation or acquisition of the share by the corporation shall be deemed to be a liability of the corporation.

Article 106

(1) Pour l'application de la section 104, deux copropriétaires qui, au moment d'

(1) When two coproprietors

Section 104

Section 105

Section 106

tract provides that the right is not exercisable until the death, bankruptcy or permanent disability of an individual designated therein, be deemed to own the shares at that time and the shares shall be deemed to be issued and outstanding at that time, or

(b) to cause the corporation to redeem, acquire or cancel any shares of its capital stock owned by other shareholders of the corporation, the person or partnership shall, except where the contract provides that the right is not exercisable until the death, bankruptcy or permanent disability of an individual designated therein, be deemed at that time to have had the same position in relation to control of the corporation and ownership of shares of its capital stock as if the shares were redeemed, acquired or cancelled by the corporation.

(1.5) For the purposes of subsections (1) to (5.1), where a person owns shares in two or more corporations, he shall as shareholder of one of the corporations be deemed to be related to himself as shareholder of each of the other corporations.

(1.6) For the purposes of subsection (1.2) and notwithstanding subsection (1.4), any share that is

(a) described in paragraph (e) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) during the applicable time referred to in that paragraph, or

(b) a share of a specified class within the meaning of subsection (1.1) shall be deemed not to have been issued and outstanding and not to be owned by any shareholder and an amount equal to the greater of the paid-up capital of the share and the amount, if any, that any holder of the share is entitled to receive on the redemption, cancellation or acquisition of the share by the corporation shall be deemed to be a liability of the corporation.

(2) Where two corporations

moment, sauf si le contrat stipule que le droit ne peut être exercé que lorsqu'un particulier désigné au contrat est décédé, est en faillite ou a une invalidité permanente;

b) d'obliger la corporation donnée à racheter, acquérir ou annuler des actions de son capital-actions dont d'autres actionnaires de cette corporation sont propriétaires, cette personne ou société est réputée à ce moment occuper la même position relativement au contrôle de la corporation donnée et relativement à la propriété des actions que si cette corporation rachetait, acquérait ou annulait les actions, sauf si le contrat stipule que le droit ne peut être exercé que lorsqu'un particulier désigné au contrat est décédé, est en faillite ou a une invalidité permanente.

(1.5) Pour l'application des paragraphes (1) à (5.1), la personne qui est propriétaire d'actions de deux corporations ou plus est réputée, comme actionnaire d'une des corporations, être liée à elle-même, comme actionnaire de chacune des autres corporations.

(1.6) Pour l'application du paragraphe (1.2) et par dérogation au paragraphe (1.4), les actions visées à l'alinéa e) de la définition d'«action privilégiée à terme», au paragraphe 248(1), pour la durée qui y est précisée, et les actions d'une catégorie exclue au sens du paragraphe (1.1) sont réputées ne pas être émises et en circulation et n'être la propriété d'aucun actionnaire, et le montant égal au plus élevé du capital versé au titre de ces actions ou du montant éventuel qu'un détenteur de celles-ci a le droit de recevoir au rachat, à l'annulation ou à l'acquisition de ces actions par la corporation est réputé être un élément du passif de la corporation.

(2) Pour l'application de la présente loi, deux corporations qui, à un moment

Person related to himself

Exception

Association with third corporation

Personne liée à elle-même

Exception

Association à une tierce corporation

(a) would, but for this subsection, not be associated with each other at any time, and

(b) are associated, or are deemed by this subsection to be associated, with the same corporation (hereinafter in this subsection referred to as the "third corporation") at that time,

they shall, for the purposes of this Act, be deemed to be associated with each other at that time except that, for the purposes of section 125, where the third corporation is not a Canadian-controlled private corporation at that time or elects, in prescribed form, for its taxation year that includes that time not to be associated with either of the other two corporations, the third corporation shall be deemed not to be associated with either of the other two corporations in that taxation year and its business limit for that taxation year shall be deemed to be nil.

Anti-avoidance

(2.1) For the purposes of this Act, where, in the case of two or more corporations, it may reasonably be considered that one of the main reasons for the separate existence of those corporations in a taxation year is to reduce the amount of taxes that would otherwise be payable under this Act or to increase the amount of refundable investment tax credit under section 127.1, the two or more corporations shall be deemed to be associated with each other in the year."

(2) All that portion of paragraph 256(3)(b) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(b) the purpose for which the controlled corporation was at the particular time so controlled was the safeguarding of rights or interests of the controller in respect of

(i) any indebtedness owing to the controller the whole or any part of the principal amount of which was outstanding at the particular time, or"

(3) Section 256 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately

donné, ne seraient pas associées l'une à l'autre si ce n'était le présent paragraphe et sont associées à une même tierce corporation ou réputées l'être en application du présent paragraphe sont réputées être associées l'une à l'autre à ce moment, sauf si, pour l'application de l'article 125, la tierce corporation n'est pas une corporation privée dont le contrôle est canadien à ce moment ou choisit, sur le formulaire prescrit, pour l'année d'imposition qui comprend ce moment, de ne pas être associée à l'une ou à l'autre des deux corporations, auquel cas la tierce corporation est réputée ne pas être associée à l'une ou à l'autre des deux corporations dans cette année et avoir un plafond des affaires nul pour cette année.

(2.1) Pour l'application de la présente loi, s'il est raisonnable de considérer qu'un des principaux motifs de l'existence distincte de deux corporations ou plus dans une année d'imposition consiste à réduire les impôts qui seraient payables par ailleurs en vertu de la présente loi ou à augmenter le crédit d'impôt à l'investissement remboursable prévu à l'article 127.1, ces corporations sont réputées être associées les unes aux autres dans l'année."

Présomption
d'association en
cas d'évitement

(2) Le passage de l'alinéa 256(3)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) que la raison pour laquelle la corporation contrôlée était ainsi contrôlée à la date donnée était la sauvegarde des droits de l'entité dominante afférents à

(i) tout titre de créance dont l'entité dominante est créancière et dont tout ou partie du principal était impayé à la date donnée, ou»

(3) L'article 256 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

after subsection (2) shall be the following:

"(2) For the purposes of this section, a corporation shall be deemed to be controlled directly or indirectly in any manner whatever by another corporation, person or group of persons (in this section referred to as the "controller") at any time where at that time, the controller or any direct or indirect interest that, if exercised, would result in control in fact of the corporation, except that where the controller and the controller or group of persons with which control is derived from a director, officer, stock distributor, supply or management agreement or other similar agreement or arrangement, the main purpose of which is to govern the relationship between the corporation and the controller, regarding the manner in which a business is carried on by the corporation is to be regarded, the corporation shall not be deemed to be controlled, directly or indirectly, by any person whatever, by the controller or arrangement."

(2). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 256(3)b :

- «b) que la raison principale pour laquelle la corporation contrôlée était à la date donnée ainsi contrôlée était de sauvegarder les droits ou les intérêts de la partie qui contrôle, relatifs à
 - (i) tout prêt effectué par la partie qui contrôle, dont le principal n'était pas, en totalité ou en partie, encore remboursé à la date donnée, ou à»

(3). — Nouveau.

486a-21
1887
English version
after subsection (2) shall be the following:
"(2) For the purposes of this section, a corporation shall be deemed to be controlled directly or indirectly in any manner whatever by another corporation, person or group of persons (in this section referred to as the "controller") at any time where at that time, the controller or any direct or indirect interest that, if exercised, would result in control in fact of the corporation, except that where the controller and the controller or group of persons with which control is derived from a director, officer, stock distributor, supply or management agreement or other similar agreement or arrangement, the main purpose of which is to govern the relationship between the corporation and the controller, regarding the manner in which a business is carried on by the corporation is to be regarded, the corporation shall not be deemed to be controlled, directly or indirectly, by any person whatever, by the controller or arrangement."

(2) The relevant portion of paragraph 256(3)(b) at present reads as follows:

- "(b) the chief purpose for which the controlled corporation was at the particular time so controlled was the safeguarding of rights or interests of the controller in respect of
 - (i) any loan made by the controller the whole or any part of the principal amount of which was outstanding at the particular time, or"

(3) New.

after subsection (5) thereof, the following subsection:

Control in fact

“(5.1) For the purposes of this Act, a corporation shall be considered to be controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by another corporation, person or group of persons (in this subsection referred to as the “controller”) at any time where, at that time, the controller has any direct or indirect influence that, if exercised, would result in control in fact of the corporation, except that, where the corporation and the controller are dealing with each other at arm’s length and such influence is derived from a franchise, licence, lease, distribution, supply or management agreement or other similar agreement or arrangement, the main purpose of which is to govern the relationship between the corporation and the controller regarding the manner in which a business carried on by the corporation is to be conducted, the corporation shall not be considered to be controlled, directly or indirectly in any manner whatever, by the controller by reason only of such agreement or arrangement.”

(4) Subparagraph 256(6)(b)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) any indebtedness owing to the controller the whole or any part of the principal amount of which was outstanding at the particular time, or”

(5) All that portion of subsection 256(7) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(7) For the purposes of subsection 13(24), section 37, subsections 66(11), (11.4) and (11.5), 66.5(3), 66.7(10) and (11), 87(2.1), 88(1.1) and (1.2), 89(1.1), sections 111 and 127 and subsection 249(4)”

(6) Subsection (1) is applicable, for the purposes of determining whether two or more corporations are associated with each other,

Control deemed not to be acquired

Contrôle de fait

«(5.1) Pour l'application de la présente loi, une corporation est considérée comme contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une autre corporation, une personne ou un groupe de personnes — appelé «entité dominante» au présent paragraphe — à un moment donné si, à ce moment, l'entité dominante a une influence directe ou indirecte dont l'exercice entraînerait le contrôle de fait de la corporation. Toutefois, si cette influence découle d'un contrat de concession, d'une licence, d'un bail, d'un contrat de commercialisation, d'approvisionnement ou de gestion ou d'une convention semblable — la corporation et l'entité dominante n'ayant entre elles aucun lien de dépendance — dont l'objet principal consiste à déterminer les liens qui unissent la corporation et l'entité dominante en ce qui concerne la façon de mener une entreprise exploitée par la corporation, celle-ci n'est pas considérée comme contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par l'entité dominante au seul fait qu'une telle convention existe.»

(4) Le sous-alinéa 256(6)b(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) afférents à tout titre de créance dont l'entité dominante est créancière et dont tout ou partie du principal était impayé à la date donnée, ou»

(5) Le passage du paragraphe 256(7) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(7) Pour l'application du paragraphe 13(24), de l'article 37, des paragraphes 66(11), (11.4) et (11.5), 66.5(3), 66.7(10) et (11), 87(2.1), 88(1.1) et (1.2) et 89(1.1), des articles 111 et 127 et du paragraphe 249(4) ;»

(6) Le paragraphe (1) s'applique, afin de déterminer si deux corporations ou plus sont associées les unes aux autres,

Contrôle réputé non acquis

(a) to the 1989 and subsequent taxation years where

- (i) the taxation years of all such corporations commenced after 1988,
- (ii) at least one of such corporations 5 was incorporated, or was formed as a result of an amalgamation, after February 10, 1988,
- (iii) at least one of such corporations acquired after February 10, 1988 from a 10 person with whom it did not deal at arm's length all or substantially all of the assets used by it in its business, or
- (iv) the 1989 taxation year of at least one of such corporations did not end on 15 approximately the same calendar date in 1989 as the calendar date in 1987 on which a 1987 taxation year, if any, of that corporation ended, and

(b) in any other case, to the 1990 and 20 subsequent taxation years.

(7) Subsections (2), (3) and (4) are applicable to taxation years commencing after 1988.

(8) Subsection (5) is applicable after 4 25 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987.

194. (1) Subsection 258(1) of the said Act is repealed.

(2) Subsection 258(3) of the said Act is 30 repealed and the following substituted therefor:

“(3) Subject to subsection (4), for the purposes of paragraphs 12(1)(c) and (k) and sections 113 and 126, each amount 35 that is a dividend received in a taxation year on

(a) a term preferred share by a specified financial institution resident in Canada from a corporation not resident 40 in Canada, or

(b) any other share by a corporation from a corporation not resident in Canada, if the dividend would have been a dividend in respect of which no deduc- 45 tion could have been made under subsection 112(1) or (2) or 138(6) by reason of subsection 112(2.2), as it read

a) aux années d'imposition 1989 et suivantes si :

- (i) les années d'imposition de toutes ces corporations commencent après 1988,
- (ii) au moins une de ces corporations 5 est constituée, ou issue d'une fusion, après le 10 février 1988,
- (iii) au moins une de ces corporations acquiert après le 10 février 1988 d'une personne avec laquelle elle a un lien de 10 dépendance la totalité, ou presque, des éléments d'actif qu'elle utilise dans son entreprise, ou
- (iv) la date approximative, en 1989, marquant la fin de l'année d'imposition 15 1989 d'au moins une de ces corporations diffère de la date, en 1987, de la fin, le cas échéant, d'une année d'imposition 1987 de la corporation;

b) dans les autres cas, aux années d'impo- 20 sition 1990 et suivantes.

(7) Les paragraphes (2), (3) et (5) s'appliquent aux années d'imposition commençant après 1988.

(8) Le paragraphe (4) s'applique après 25 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987.

194. (1) Le paragraphe 258(1) de la même loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 258(3) de la même loi 30 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Sous réserve du paragraphe (4) et pour l'application des alinéas 12(1)c) et k) et des articles 113 et 126, chacun des dividendes suivants reçus au cours d'une 35 année d'imposition sont réputés être non pas des dividendes reçus au cours de l'année mais des intérêts reçus au cours de l'année :

a) tout dividende sur une action privilégiée à terme qu'une institution financière désignée qui réside au Canada a reçu d'une corporation qui ne réside pas au Canada;

b) tout dividende sur une autre action 45 qu'une corporation a reçu d'une corporation qui ne réside pas au Canada, s'il

Deemed interest on preferred shares

Intérêts réputés sur actions privilégiées

Clause 194: (1) Subsection 258(1) reads as follows:

“258. (1) For the purposes of this Act, where at any time after November 16, 1978 the paid-up capital of a term preferred share owned by

- (a) a specified financial institution, or
- (b) a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related thereto was a member or a beneficiary,

was reduced otherwise than by way of redemption, acquisition or cancellation of the share or of a transaction described in subsection 84(2) or 84(4.1), a dividend shall be deemed to have been received by the shareholder at that time equal to the amount received by him on the reduction of the paid-up capital of the share, unless the share was not acquired in the ordinary course of the business carried on by the shareholder.”

(2) Subsection 258(3) at present reads as follows:

“(3) For the purposes of paragraphs 12(1)(c) and (k) and sections 113 and 126 and subject to subsection (4), each amount that is

- (a) a dividend received on a term preferred share by a specified financial institution from a corporation not resident in Canada, or
- (b) a dividend received on a share of the capital stock of a corporation not resident in Canada by any corporation (in this subsection referred to as the “recipient corporation”), if at the time the dividend was paid, a specified financial institution or a person related thereto or a partnership or trust of which any such institution or person related thereto is a member or a beneficiary was obligated pursuant to any agreement made after October 23, 1979, either absolutely or

Article 194, (1). — Texte du paragraphe 258(1) :

«258. (1) Aux fins de la présente loi, lorsque, à une date quelconque après le 16 novembre 1978, le capital versé d'une action privilégiée à terme possédée par

- a) une institution financière désignée, ou
- b) une société ou une fiducie dont une institution financière désignée ou une personne liée à celle-ci était membre ou bénéficiaire,

a été réduit autrement que par un rachat, une acquisition ou une annulation de l'action ou par une opération visée au paragraphe 84(2) ou (4.1), un dividende est réputé avoir été reçu par l'actionnaire à cette date, égal au montant reçu par lui lors de la réduction du capital versé de l'action, à moins que l'action n'ait pas été acquise dans le cours habituel de l'entreprise exploitée par l'actionnaire.»

(2). — Texte actuel du paragraphe 258(3) :

«(3) Aux fins des articles 113 et 126 et des alinéas 12(1)(c) et (k) et sous réserve du paragraphe (4), tout montant qui est

- a) un dividende reçu sur une action privilégiée à terme par une institution financière désignée d'une corporation ne résidant pas au Canada, ou
- b) un dividende reçu sur une action du capital-actions d'une corporation ne résidant pas au Canada par une corporation (appelée dans le présent paragraphe la «corporation bénéficiaire»), si, à la date où le dividende est payé, une institution financière désignée ou une personne liée à celle-ci ou une société ou une fiducie dont une telle institution ou une telle personne liée à celle-ci est membre ou

on June 17, 1987 if the corporation that paid the dividend were a taxable Canadian corporation shall be deemed to be interest received in the year and not a dividend received on a share of the capital stock of a corporation.”

(3) Section 258 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

“(5) For the purposes of paragraphs 12(1)(c) and (k) and sections 113 and 126, a dividend received after June 18, 1987 and in a taxation year from a corporation not resident in Canada, other than a corporation in which the recipient had or would have, if the corporation were a taxable Canadian corporation, a substantial interest (within the meaning assigned by section 191), on a share, if the dividend would have been a dividend in respect of which no deduction could have been made under subsection 112(1) or (2) or 138(6) by reason of subsection 112(2.2) or (2.4) if the corporation that paid the dividend were a taxable Canadian corporation, shall be deemed to be interest received in the year and not a dividend received on a share of the capital stock of the payer corporation.”

(4) Subsection (1) is applicable with respect to reductions of paid-up capital occurring after 1987.

(5) Subsection (2) is applicable with respect to dividends received or deemed by the said Act, as amended by this Act, to be received on shares acquired after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987.

(6) Subsection (3) is applicable after June 18, 1987.

195. Notwithstanding subsection 249(1) of the said Act,

(a) where a corporation that was, throughout the period commencing at the beginning of its last taxation year commencing before 1988 and ending at the

s’était agi d’un dividende au titre duquel aucune déduction n’aurait pu être faite en application du paragraphe 112(1) ou (2) ou 138(6), par l’effet du paragraphe 112(2.2) dans sa version applicable au 17 juin 1987, si la corporation qui l’a versé avait été une corporation canadienne imposable.»

(3) L’article 258 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(5) Pour l’application des alinéas 12(1)c) et k) et des articles 113 et 126, tout dividende qui a été reçu sur une action, au cours d’une année d’imposition et après le 18 juin 1987, d’une corporation qui ne réside pas au Canada — à l’exclusion d’une corporation dans laquelle celui qui a reçu le dividende a un intérêt important au sens de l’article 191 ou en aurait un si la corporation était une corporation canadienne imposable — s’il s’était agi d’un dividende au titre duquel aucune déduction n’aurait pu être faite en application du paragraphe 112(1) ou (2) ou 138(6), par l’effet du paragraphe 112(2.2) ou (2.4), si la corporation qui l’a versé avait été une corporation canadienne imposable est réputé être non pas un dividende reçu sur une action du capital-actions de la corporation qui l’a versé mais des intérêts reçus au cours de l’année.»

(4) Le paragraphe (1) s’applique aux réductions du capital versé effectuées après 1987.

(5) Le paragraphe (2) s’applique aux dividendes reçus, ou réputés reçus par la même loi, modifiée par la présente loi, sur les actions acquises après 20 heures, heure avancée de l’Est, le 18 juin 1987.

(6) Le paragraphe (3) s’applique après le 18 juin 1987.

195. Par dérogation au paragraphe 249(1) de la même loi :

a) dans le cas où une corporation qui est, tout au long de la période allant du début de sa dernière année d’imposition commençant avant 1988 jusqu’à la fin de

Deemed interest on certain shares

Intérêts réputés sur certaines actions

Private corporation year-end election

contingently and either at or after the time the dividend was paid to effect any undertaking with respect to the share on which the dividend was paid including any guarantee, covenant or agreement to purchase or repurchase the share, given to ensure that

(i) any loss that the recipient corporation or any partnership or trust of which the recipient corporation is a member or a beneficiary may sustain by virtue of the ownership, holding or disposition of the share is limited in any respect, or

(ii) the recipient corporation or any partnership or trust of which it is a member or beneficiary will derive earnings by virtue of the ownership, holding or disposition of the share,

shall be deemed to be interest received and not a dividend on a share of the capital stock of the corporation.”

(3) New.

bénéficiaire était tenue, en vertu d'une entente conclue après le 23 octobre 1979, avec ou sans réserve, lors du paiement du dividende ou après, d'exécuter un engagement quelconque à l'égard de l'action sur laquelle le dividende a été payé comprenant toute garantie, engagement ou entente d'acheter ou de racheter l'action, donnée pour s'assurer que

(i) toute perte que la corporation bénéficiaire ou toute société ou fiducie dont la corporation bénéficiaire est membre ou bénéficiaire peut subir en vertu de la propriété, la détention ou la disposition de l'action, ou

(ii) la corporation bénéficiaire ou toute société ou fiducie dont elle est membre ou bénéficiaire tirera des revenus en vertu de la propriété, la détention ou la disposition de l'action,

est réputé être reçu à titre d'intérêt et non comme dividende sur une action du capital-actions de la corporation.»

(3). — Nouveau.

Clause 195: Subsection 249(1) reads as follows:

“249. (1) For the purpose of this Act, a “taxation year” is

(a) in the case of a corporation, a fiscal period, and

(b) in the case of an individual, a calendar year,

and when a taxation year is referred to by reference to a calendar year the reference is to the taxation year or years coinciding with, or ending in, that year.”

Article 195. — Texte du paragraphe 249(1) :

«249. (1) Aux fins de la présente loi, une «année d'imposition» est

a) dans le cas d'une corporation, un exercice financier, et

b) dans le cas d'un particulier, une année civile, et

lorsqu'il est fait mention d'une année d'imposition par rapport à une année civile, le renvoi vise l'année ou les années d'imposition qui coïncident avec cette année civile ou se terminent dans cette année.»

end of 1987, a Canadian-controlled private corporation, so elects in its return of income under Part I of the said Act for its taxation year that commenced before 1988 and would, but for this paragraph, have ended after 1987, that taxation year shall be deemed to have ended on December 31, 1987 and a new taxation year of the corporation shall be deemed to have commenced immediately after that date;

(b) where a corporation that was, throughout the period commencing at the beginning of its last taxation year commencing before July, 1988 and ending at the end of June, 1988, a private corporation other than a Canadian-controlled private corporation, so elects in its return of income under Part I of the said Act for its taxation year that commenced before July, 1988 and would, but for this paragraph, have ended after June, 1988, that taxation year shall be deemed to have ended on June 30, 1988 and a new taxation year of the corporation shall be deemed to have commenced immediately after that date;

(c) where paragraph (a) or (b) applies in respect of a corporation, it shall be deemed not to have established a fiscal period on or before the date referred to in paragraph (a) or (b), as the case may be, for the purposes of determining the corporation's fiscal period after that date.

196. (1) The said Act is further amended in the manner and to the extent set out in the schedule.

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

PART II

INCOME TAX APPLICATION RULES, 1971

197. (1) All that portion of subsection 21(1) of the *Income Tax Application Rules*, 1971 preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1987, une corporation privée dont le contrôle est canadien en fait le choix dans sa déclaration de revenu en vertu de la partie I de la même loi pour une année d'imposition qui commence avant 1988 et qui, sans le présent alinéa, se serait terminée après 1987, cette année d'imposition est réputée s'être terminée le 31 décembre 1987 et une nouvelle année d'imposition est réputée commencer le 1^{er} janvier 1988;

b) dans le cas où une corporation qui est, tout au long de la période allant du début de sa dernière année d'imposition commençant avant juillet 1988 jusqu'à la fin de juin 1988, une corporation privée, sans être une corporation privée dont le contrôle est canadien, en fait le choix dans sa déclaration de revenu en vertu de la partie I de la même loi pour une année d'imposition qui commence avant juillet 1988 et qui, sans le présent alinéa, se serait terminée après juin 1988, cette année d'imposition est réputée s'être terminée le 30 juin 1988 et une nouvelle année d'imposition est réputée commencer le 1^{er} juillet 1988;

c) dans l'un et l'autre cas, la corporation est réputée ne pas avoir eu d'exercice financier avant le 1^{er} janvier 1988 ou le 1^{er} juillet 1988, selon le cas, aux fins de déterminer quel est son exercice financier après le 31 décembre 1987 ou après le 30 juin 1988, selon le cas.

196. (1) La même loi est modifiée conformément à l'annexe.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'impositions 1988 et suivantes.

PARTIE II

RÈGLES DE 1971 CONCERNANT L'APPLICATION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

197. (1) Le passage du paragraphe 21(1) des *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Goodwill and other "nothings"

Achalandage et autres éléments incorporels

"21. (1) Where as a result of a disposition occurring after 1971 a taxpayer has or may become entitled to receive an amount (in this section referred to as the "actual amount") in respect of a business carried on by him throughout the period commencing January 1, 1972 and ending immediately after the disposition occurred, for the purposes of section 14 of the amended Act the amount which the taxpayer has or may become entitled to receive shall be deemed to be the aggregate of"

«21. (1) Lorsque, par suite d'une disposition effectuée après 1971, un contribuable est devenu ou peut devenir en droit de recevoir une somme (appelée «somme effective» au présent article) relativement à une entreprise qu'il a exploitée tout au long de la période commençant le 1^{er} janvier 1972 et se terminant immédiatement après que la disposition a été effectuée, la somme que le contribuable est devenu ou peut devenir en droit de recevoir est réputée, aux fins de l'article 14 de la loi modifiée, être le total formé»

(2) Subsection (1) is applicable with respect to dispositions of property occurring after June 17, 1987 otherwise than pursuant to the terms of an obligation entered into in writing before June 18, 1987.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions de biens effectuées après le 17 juin 1987 autrement que conformément à une obligation écrite contractée avant le 18 juin 1987.

198. Subsection 62(3) of the said Rules is repealed.

198. Le paragraphe 62(3) des mêmes 20 règles est abrogé. 20

PART III

PARTIE III

AN ACT TO AMEND THE INCOME TAX ACT AND RELATED STATUTES AND TO AMEND THE CANADA PENSION PLAN, THE UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT, 1971, THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT AND THE PETROLEUM AND GAS REVENUE TAX ACT

LOI MODIFIANT LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET LA LÉGISLATION CONNEXE ET MODIFIANT LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA, LA LOI DE 1971 SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE, LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET LA LOI DE L'IMPÔT SUR LES REVENUS PÉTROLIERS

199. Subsection 33(7) of *An Act to Amend the Income Tax Act and related statutes and to amend the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Financial Administration Act and the Petroleum and Gas Revenue Tax Act*, being chapter 6 of the Statutes of Canada, 1986 is repealed and the following substituted therefor:

199. Le paragraphe 33(7) de la *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la législation connexe et modifiant le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi sur l'administration financière et la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*, chapitre 6 des Statuts du Canada de 1986, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(7) Subsections (3) to (5) are applicable with respect to deaths of taxpayers occurring after 1987 except that the repeal of subsection 70(9.5) of the said Act, as enacted by subsection (3), is applicable with respect to deaths of taxpayers' spouses occurring after 1987 and the repeal of paragraph 70(11)(c) of the said

«(7) Les paragraphes (3) et (5) s'appliquent aux décès de contribuables qui sont survenus après 1987; toutefois, l'abrogation du paragraphe 70(9.5) de la même loi, effectuée par le paragraphe (3), s'applique aux décès de conjoints de contribuables survenus après 1987 et l'abrogation de l'alinéa 70(11)c) de la même loi, effectuée

immediately after the transaction occurred, for the purposes of section 14 of the amended Act the amount that has become so payable to him shall be deemed to be the aggregate of”

terminant immédiatement après que l'opération a été effectuée, la somme qui lui est devenue ainsi payable est réputée, aux fins de l'article 14 de la loi modifiée, être le total formé»

Clause 198: Subsection 62(3) reads as follows:

“(3) Subsection 163(1) of the amended Act is applicable in respect of any return of income required to be filed after 1971 and subsection 163(3) thereof is applicable in respect of any appeal instituted after the coming into force of this Act.”

PART III

An Act to amend the Income Tax Act and related statutes and to amend the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Financial Administration Act and the Petroleum and Gas Revenue Tax Act

Clause 199: Subsection 33(7) at present reads as follows:

“(7) Subsections (3) to (5) are applicable with respect to transfers and dispositions made after 1987 except that the repeal of paragraph 70(11)(c) of the said Act, as enacted by subsection (5), is applicable to the 1985 and subsequent taxation years.”

Article 198. — Texte du paragraphe 62(3) :

«(3) Le paragraphe 163(1) de la loi modifiée s'applique à toute déclaration du revenu qui doit être produite après 1971 et le paragraphe 163(3) de ladite loi s'applique à tout appel interjeté après l'entrée en vigueur de la présente loi.»

PARTIE III

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la législation connexe et modifiant le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi sur l'administration financière et la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers

Article 199. — Texte actuel du paragraphe 33(7) :

«(7) Les paragraphes (3) à (5) s'appliquent aux transferts et dispositions effectués après 1987 : toutefois, l'abrogation de l'alinéa 70(11)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (5), s'applique aux années d'imposition 1985 et suivantes.»

Act, as enacted by subsection (5), is applicable with respect to the 1985 and subsequent taxation years.”

par le paragraphe (5), s'applique aux années d'imposition 1985 et suivantes.»

PART IV

AN ACT TO AMEND THE INCOME TAX ACT AND A RELATED ACT

200. Subsection 26(5) of an *Act to amend the Income Tax Act and a related Act*, being Chapter 55 of the Statutes of Canada, 1986, is repealed and the following substituted therefor:

“(5) Subsections (1) to (4) are applicable with respect to property received by 10 a member of a partnership where

(a) the property was acquired by the partnership after December 4, 1985, otherwise than pursuant to an agreement in writing entered into before that 15 date;

(b) the property is received in satisfaction of an interest in the partnership acquired by the member after 20 December 4, 1985, otherwise than

(i) pursuant to an agreement in writing entered into on or before that date, or

(ii) from a person with whom the member was not dealing at arm's 25 length, where the interest in the partnership has not been acquired in an arm's length transaction after December 4, 1985, otherwise than pursuant to an agreement in writing entered 30 into on or before that date; or

(c) the property is received in satisfaction of an interest in the partnership that was owned by a corporation at a time when control thereof was acquired 35 (otherwise than by virtue of an acquisition described in paragraph 256(7)(a) of the said Act) after December 4, 1985, otherwise than pursuant to an agreement in writing entered into on or 40 before that date,

and, for the purposes of subparagraph (b)(ii), the references to “arm's length”

PARTIE IV

LOI MODIFIANT LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET UNE LOI CONNEXE

200. Le passage du paragraphe 26(5) de 5 la *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et une loi connexe*, chapitre 55 des 5 Statuts du Canada de 1986, qui suit l'alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«Pour l'application du sous-alinéa b)(ii), le sens de l'expression «lien de dépendance» est déterminé sans égard à l'alinéa 10 251(5)b).

Toutefois, en ce qui concerne les biens auxquels le paragraphe (2) ne s'applique pas, le sous-alinéa 98(3)d)(iii) de la même loi est remplacé, pour les années d'imposi- 15 tion et les exercices financiers se terminant après 1987, par ce qui suit :

«(iii) en aucun cas le total des montants ainsi désignés relativement à ses participations indivises dans tous ces 20 biens en immobilisation (autres que les biens amortissables) ne doit être supérieur à 3/4 du montant déterminé au sous-alinéa (i) en ce qui le concerne;» 25

mais :

d) si la personne est un particulier, pour l'application du sous-alinéa 98(3)d)(iii) de la même loi, aux années d'imposition 30 et aux exercices financiers se terminant après 1987 et avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée par la fraction «2/3»;

e) si la personne est tout au long de son année d'imposition une corporation 35 privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même sous-alinéa aux années d'imposition se terminant après 1987 et commençant avant 1990, la fraction «3/4» est remplacée, en ce qui 40 concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

PART IV

An Act to amend the Income Tax Act and a related Act

Clause 200: This amendment would add the underlined and sidelined words.

PARTIE IV

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et une loi connexe

Article 200. — Adjonction du passage marqué d'un trait vertical.

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1987 et le nombre total de jours de l'année.

(ii) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre de jours de l'année.

(iii) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année.

(iv) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à juin 1988 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année.

(v) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1987 et le nombre total de jours de l'année.

(b) where the person is an individual for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990 the reference in paragraph 98(3)(v) of the Act to "3/4" shall be read as a reference to "1/2".

(c) where the person is a Canadian-controlled private corporation throughout the taxation year for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990 the reference to "3/4" in paragraph 98(3)(ii) of the Act shall, in respect of the determination of the fraction determined as the aggregate of the number of days in the year that are before 1987 is of the number of days in the year.

(d) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the number of days in the year and

(e) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1987 is of the number of days in the year; and

(f) where the person is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the 3/4

shall be interpreted as though the said Act were read without reference to paragraph 251(5)(b) thereof, except that

(d) in respect of properties to which subsection (2) does not apply, subparagraph 98(3)(d)(iii) of the said Act shall, in its application to taxation years and fiscal periods ending after 1987, be read as follows:

“(iii) in no case shall the aggregate of 10 amounts so designated in respect of his undivided interests in all such properties that are depreciable property or properties other than capital properties, exceed 3/4 of the amount 15 determined under subparagraph (i) in respect of him;”,

(e) where the person is an individual, for taxation years and fiscal periods ending after 1987 and before 1990, the 20 reference in subparagraph 98(3)(d)(iii) of the said Act to “3/4” shall be read as a reference to “2/3”,

(f) where the person is a Canadian-controlled private corporation throughout 25 its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990 the reference to “3/4” in subparagraph 98(3)(d)(iii) of the said Act shall, in respect of the corporation 30 for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

(i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are 35 before 1988 is of the number of days in the year,

(ii) that proportion of 2/3 that the number of days in the year that are after 1987 and before 1990 is of the 40 number of days in the year, and

(iii) that proportion of 3/4 that the number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in 45 the year; and

(g) where the person is a corporation that was not a Canadian-controlled private corporation throughout its taxation year, for taxation years ending after 1987 and commencing before 1990, the 50

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 2/3 par le rapport 5 entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1987 et antérieurs à 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de 3/4 par le rapport 10 entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total de jours de l'année;

f) si la personne est une corporation qui n'est pas tout au long de son année 15 d'imposition une corporation privée dont le contrôle est canadien, pour l'application du même sous-alinéa aux années d'imposition se terminant après 1987 et commençant avant 1990, la fraction 20 «3/4» est remplacée, en ce qui concerne la corporation pour l'année, par la fraction représentée par le total :

(i) du produit de 1/2 par le rapport entre le nombre de jours de l'année 25 antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) du produit de 2/3 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1988 et antérieurs à 30 1990 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) du produit de 3/4 par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à 1989 et le nombre total 35 de jours de l'année.»

reference to "3/4" in subparagraph 98(3)(d)(iii) of the said Act shall, in respect of the corporation for the year, be read as a reference to the fraction determined as the aggregate of

- 5
- (i) that proportion of 1/2 that the number of days in the year that are before July, 1988 is of the number of days in the year,
 - (ii) that proportion of 2/3 that the 10 number of days in the year that are after June, 1988 and before 1990 is of the number of days in the year, and
 - (iii) that proportion of 3/4 that the 15 number of days in the year that are after 1989 is of the number of days in the year."

201. (1) Subsections 45(1) and (3) of the said Act are repealed.

(2) Subsection (1) is applicable to taxation 20 years ending after June, 1987.

202. Subsection 46(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3) There shall be added to the 25 amount otherwise determined in respect of a corporation for a taxation year under subsection 125.1(1) of the said Act that proportion of 1% of the lesser of

(a) the corporation's Canadian manu- 30 facturing and processing profits for the year, and

(b) the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) of the said Act in respect of the corpora- 35 tion for the year

that the number of days in the year that are after June, 1987 and before July, 1988 is of the number of days in the year."

203. (1) Paragraph 52(2)(b) of the said 40 Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) taxation years ending after 1986 and before 1988, there shall be added to the amount otherwise determined under 45

201. (1) Les paragraphes 45(1) et (3) de la même loi sont abrogés.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui se terminent après 5 juin 1987.

202. Le paragraphe 46(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Doit être ajouté au montant calculé par ailleurs selon le paragraphe 125.1(1) de la même loi pour une corporation pour 10 une année d'imposition le produit de 1% du moins élevé du montant des bénéfices de fabrication et de transformation au Canada de la corporation pour l'année ou du moindre des montants calculés selon les 15 alinéas 125(1)a) à c) de la même loi pour la corporation pour l'année, par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs à juin 1987 et antérieurs à juillet 1988 et le nombre total de jours de 20 l'année.»

203. (1) L'alinéa 52(2)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(b) aux années d'imposition se terminant après 1986 et avant 1988, doit être 25 ajouté au montant déterminé par ail-

Clause 201: (1) Subsections 45(1) and (3) read as follows:

“45. (1) All that portion of subsection 125(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“125. (1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by a corporation that was, throughout the year, a Canadian-controlled private corporation, an amount equal to 20% of the least of”

(3) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after June, 1989, except that there shall be added to the amount otherwise determined under subsection 125(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), in respect of a taxation year of a corporation commencing before July, 1989 and ending after June, 1989, that proportion of 1% of the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) of the said Act in respect of the corporation for the year that

(a) the number of days in the year that are before July, 1989 is of

(b) the number of days in the year.”

Clause 202: Subsection 46(3) at present reads as follows:

“(3) There shall be added to the amount otherwise determined in respect of a corporation for a taxation year under paragraph 125.1(1)(b) of the said Act that proportion of 1% of the lesser of the amounts determined under subparagraphs 125.1(1)(b)(i) and (ii) of the said Act in respect of the corporation for the year that the number of days in the year that are after June, 1987 and before July, 1988 is of the number of days in the year.”

Clause 203: (1) Paragraph 52(2)(b) at present reads as follows:

“(b) taxation years ending after 1986 and commencing before July, 1989, there shall be added to the amount otherwise determined under that subsection in respect of a corporation for a taxation year the aggregate of

Article 201, (1). — Texte des paragraphes 45(1) et (3) :

«45. (1) Le passage du paragraphe 125(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«125. (1) Une corporation qui a été une corporation privée dont le contrôle est canadien tout au long d'une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie 20 % du moindre des montants suivants :»

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après le 30 juin 1989. Toutefois, doit être ajouté au montant calculé par ailleurs selon le paragraphe 125(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), pour une année d'imposition d'une corporation commençant avant le 1^{er} juillet 1989 et se terminant après le 30 juin 1989, le produit de 1 % du moindre des montants calculés selon les alinéas 125(1)a) à c) de la même loi pour la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs au 1^{er} juillet 1989 et le nombre total de jours de l'année.»

Article 202. — Texte actuel du paragraphe 46(3) :

«(3) Doit être ajouté au montant calculé par ailleurs selon l'alinéa 125.1(1)b) de la même loi pour une corporation pour une année d'imposition le produit de 1 % du moindre des montants calculés selon les sous-alinéas 125.1(1)b)(i) et (ii) de la même loi pour la corporation pour l'année par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs au 30 juin 1987 et antérieurs au 1^{er} juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année.»

Article 203, (1). — Texte actuel de l'alinéa 52(2)b) :

«b) aux années d'imposition se terminant après 1986 et commençant avant le 1^{er} juillet 1989, doit être ajouté au montant déterminé par ailleurs en vertu du paragraphe 130(1) de la même loi pour une corporation pour une année d'imposition le total des produits suivants :

that subsection in respect of a corporation for a taxation year the aggregate of
 (i) that proportion of 3% of the excess determined under that subsection that the number of days in the year that are before July, 1987 is of the number of days in the year, and
 (ii) that proportion of 2% of the excess determined under that subsection that the number of days in the year that are after June, 1987 and before 1988 is of the number of days in the year.”

leurs pour une corporation en vertu du paragraphe 130(1) de la même loi pour une année d'imposition le total des produits suivants :

- (i) le produit de 3 % de l'excédent déterminé en vertu de ce paragraphe par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs au 1^{er} juillet 1987 et le nombre total de jours de l'année,
- (ii) le produit de 2 % du même excédent par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs au 30 juin 1987 et antérieurs à 1988 et le nombre total de jours de l'année.»

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 19, 1986.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 19 décembre 1986.

204. (1) Section 76 of the said Act is repealed.

204. (1) L'article 76 de la même loi est abrogé.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 19, 1986.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 19 décembre 1986.

PART V

PARTIE V

CANADA PENSION PLAN

RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

205. Subsection 22(6) of the *Canada Pension Plan* is repealed and the following substituted therefor:

205. Le paragraphe 22(6) du *Régime de pensions du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(6) Where an employer has failed to remit to the Receiver General an amount that he was required to remit at the time when he was required to do so, he shall pay to the Receiver General interest on that amount at the prescribed rate computed from the day on which he was so required to remit the amount to the Receiver General.

“(6) Tout employeur qui ne remet pas au receveur général un montant qu'il est tenu de lui remettre, à la date où il en est tenu, doit payer au receveur général des intérêts sur ce montant calculés au taux prescrit pour la période allant du jour où il devait remettre le montant jusqu'au jour où il le remet au receveur général.

(7) Every employer who in a calendar year fails to remit to the Receiver General an amount that he is required to remit at the time when he is required to do so is liable to a penalty of

(7) Tout employeur qui, au cours d'une année civile, ne remet pas au receveur général un montant qu'il est tenu de lui remettre, à la date où il en est tenu, est passible d'une pénalité égale à, selon le cas :

- (a) 10% of the amount, or
- (b) 20% of the amount, where the employer has at the time of the failure been assessed a penalty under this sub-

- a) 10 % de ce montant;
- b) 20 % de ce montant, si une cotisation pour pénalité a déjà été établie à l'égard

Interest on amounts not remitted

Penalty for failure to remit

Intérêts sur les montants non remis

Pénalité pour ne pas avoir remis un montant

(i) that proportion of 3% of the excess determined under that subsection that the number of days in the year that are before July, 1987 is of the number of days in the year,

(ii) the proportion of 2% of the excess determined under that subsection that the number of days in the year that are after June, 1987 and before July, 1988 is of the number of days in the year, and

(iii) the proportion of 1% of the excess determined under that subsection that the number of days in the year that are after June, 1988 and before July, 1989 is of the number of days in the year.”

Clause 204: (1) Section 76 reads as follows:

“76. (1) Subsection 238(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“238. (1) Every person who has failed to file a return or to provide the information described in paragraph 221(1)(d.1) as and when required by or under this Act or a regulation is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, liable on summary conviction to a fine of not less than \$25 for each day of default.”

(2) Subsection (1) shall come into force on a day to be fixed by proclamation.”

PART V

Canada Pension Plan

Clause 205: Subsection 22(6) at present reads as follows:

“(6) Every employer who fails to remit to the Receiver General the total amount that he was required to remit at the time when he was required to do so is liable to a penalty of 10% of the amount that he failed so to remit or \$10, whichever is the greater, and to pay interest at a prescribed rate per annum on the amount he failed so to remit from the time when he was required to remit that amount until it is remitted.”

(i) le produit de 3 % de l'excédent déterminé en vertu de ce paragraphe par le rapport entre le nombre de jours de l'année antérieurs au 1^{er} juillet 1987 et le nombre total de jours de l'année,

(ii) le produit de 2 % du même excédent par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs au 30 juin 1987 et antérieurs au 1^{er} juillet 1988 et le nombre total de jours de l'année,

(iii) le produit de 1 % du même excédent par le rapport entre le nombre de jours de l'année postérieurs au 30 juin 1988 et antérieurs au 1^{er} juillet 1989 et le nombre total de jours de l'année.»

Article 204, (1). — Texte actuel de l'article 76 :

«76. (1) Le paragraphe 238(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«238. (1) Quiconque omet de produire une déclaration ou de fournir les renseignements visés à l'alinéa 221(1)d.1), de la manière et à la date que prévoit la présente loi ou un règlement d'application, est coupable d'une infraction et, en plus de toute autre peine prévue par ailleurs, est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au moins 25 \$ par jour de manquement.»

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur à la date fixée par proclamation.»

PARTIE V

Régime de pensions du Canada

Article 205. — Texte actuel du paragraphe 22(6) :

«(6) Tout employeur qui omet de verser au receveur général le montant global qu'il était tenu de lui remettre à la date où il était enjoint de faire la remise encourt une pénalité de 10 % du montant qu'il a omis de remettre ainsi ou de \$10, en prenant celui des deux montants qui est supérieur à l'autre, et est passible de payer un intérêt au taux annuel prescrit sur le montant qu'il a ainsi omis de remettre à compter de la date où il était tenu de le remettre jusqu'à sa remise effective.»

section in respect of an amount that he was required to remit during the year.”

de l'employeur en application du présent paragraphe pour un montant qu'il était tenu de remettre au cours de l'année.»

PART VI

PARTIE VI

UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT,
1971

LOI DE 1971 SUR
L'ASSURANCE-CHÔMAGE

206. Subsection 68(6) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

206. Le paragraphe 68(6) de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage* est abrogé et 5
5 remplacé par ce qui suit :

Interest on
amounts not
remitted

“(6) Where an employer has failed to remit to the Receiver General an amount that he was required to remit at the time when he was required to do so, he shall pay to the Receiver General interest on that amount at the prescribed rate computed from the day on which he was so required to remit the amount to the day of remittance of the amount to the Receiver General.” 15

«(6) Tout employeur qui ne remet pas au receveur général un montant qu'il est tenu de lui remettre, à la date où il en est tenu, doit payer au receveur général des 10
10 intérêts sur ce montant calculés au taux prescrit pour la période allant du jour où il devait remettre le montant jusqu'au jour où il le remet au receveur général.

Intérêts sur les
montants non
remis

Penalty for
failure to remit

(7) Every employer who in a calendar year fails to remit to the Receiver General an amount that he is required to remit at the time when he is required to do so is liable to a penalty of 20

(7) Tout employeur qui, au cours d'une 15
15 année civile, ne remet pas au receveur général un montant qu'il est tenu de lui remettre, à la date où il en est tenu, est passible d'une pénalité égale à, selon le 20
20 cas :

Pénalité pour
ne pas avoir
remis un
montant

- (a) 10% of the amount, or
- (b) 20% of the amount, where the employer has at the time of the failure been assessed a penalty under this subsection in respect of an amount that he 25
25 was required to remit during the year.”

- a) 10 % de ce montant;
- b) 20 % de ce montant, si une cotisation pour pénalité a déjà été établie à l'égard de l'employeur en application du présent paragraphe pour un montant qu'il était 25
25 tenu de remettre au cours de l'année.»

207. (1) Section 79 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

207. (1) L'article 79 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application of
section 223 of
the *Income Tax
Act*

“79. Section 223 of the *Income Tax Act* 30
30 applies with such modifications as the circumstances require in relation to amounts payable under this Part that have not been paid and to any parts of amounts payable under this Part that have not been paid.” 35

“79. L'article 223 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'applique, avec les adapta- 30
30 tions nécessaires, aux montants et parties de montants payables en application de la présente partie qui demeurent impayés.»

Application de
l'article 223 de
la *Loi de
l'impôt sur le
revenu*

(2) Subsection (1) is applicable with respect to certificates made by the Minister of National Revenue under section 79 of the said Act after January 1, 1972 and documents evidencing such certificates that were 40

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux cer-
35
35 tificats faits par le ministre du Revenu national en application de l'article 79 de la même loi après le 1^{er} janvier 1972 et ainsi qu'aux documents faisant preuve du contenu de ces

PART VI

Unemployment Insurance Act, 1971

Clause 206: Subsection 68(6) at present reads as follows:

"(6) Every employer who fails to remit to the Receiver General the total amount that he was required to remit at the time when he was required to do so is liable to a penalty of ten per cent of the amount that he failed so to remit or ten dollars, whichever is the greater, and to pay interest at a prescribed rate per annum on the amount he failed so to remit from the time when he was required to remit that amount until it is remitted."

PARTIE VI

Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

Article 206. — Texte actuel du paragraphe 68(6) :

«(6) Tout employeur qui n'a pas versé en temps voulu au receveur général l'intégralité des sommes qu'il devait verser est passible d'une pénalité égale, soit à dix dollars, soit à dix pour cent du total non versé s'il dépasse cent dollars. Il est en outre tenu de payer pour le retard, sur le total non versé, un intérêt à un taux annuel prescrit jusqu'à la date du versement.»

Clause 207: (1) Section 79 at present reads as follows:

"79. (1) An amount payable under this Part that has not been paid or such part of an amount payable under this Part as has not been paid may be certified by the Minister

(a) forthwith, when in the opinion of the Minister an employer assessed under this Part is attempting to avoid payment of premiums, and

(b) otherwise, upon the expiration of thirty days after the default.

(2) On production to the Federal Court of Canada, a certificate made under this section shall be registered in the Court and when registered has the same force and effect, and all proceedings may be taken thereon, as if the certificate were a judgment obtained in the said Court for a debt of the amount specified in the certificate plus interest to the day of payment as provided for in this Act.

(3) All reasonable costs and charges attendant upon the registration of the certificate are recoverable in like manner as if they had been certified and the certificate had been registered under this section."

Article 207, (1). — Texte actuel de l'article 79 :

«(1) Une somme ou fraction de somme payable en vertu de la présente Partie et qui n'a pas été payée peut être certifiée par le Ministre

a) immédiatement, lorsque le Ministre est d'avis qu'un employeur pour lequel une évaluation a été établie en vertu de la présente Partie tente d'éviter le paiement de cotisations, et

b) sinon, trente jours francs après le défaut de paiement.

(2) Un certificat établi en vertu du présent article doit être enregistré à la Cour fédérale du Canada sur production à cette Cour et il a dès lors la même force et le même effet et il permet d'intenter les mêmes procédures que s'il s'agissait d'un jugement obtenu devant ladite Cour pour une dette du montant y spécifié majoré des intérêts prévus par la présente loi jusqu'à la date du paiement.

(3) Tous les frais et dépens raisonnables afférents à l'enregistrement du certificat sont recouvrables de la même manière que s'ils avaient été constatés par certificat enregistré en vertu du présent article.»

issued by the Federal Court of Canada and that were filed, registered or otherwise recorded after 1977 under the laws of a province, except that, where any such certificate or document was the subject of an action pending in a court on February 10, 1988 or the subject of a court decision given on or before that date, section 79 of the said Act shall be read, for the purposes of applying it with respect to that certificate or document, as it was before the enactment of subsection (1).

certificats délivrés par la Cour fédérale du Canada, qui sont produits, enregistrés ou autrement inscrits après 1977 en application de la législation d'une province. Toutefois, si le certificat ou le document a fait l'objet d'une cause en instance le 10 février 1988 ou d'une décision judiciaire rendue avant le 11 février 1988, l'article 79 de la même loi s'applique au certificat ou document dans sa version applicable avant l'adoption du paragraphe (1).

208. Subsection 145.2(2) of the Said Act is repealed and the following substituted therefor:

208. Le paragraphe 145.2(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

“(2) In relation to any information obtained pursuant to subsection (1), an official or authorized person of the Commission shall be deemed to be an official or authorized person within the meaning of paragraphs 241(10)(a) and (b) of the *Income Tax Act* and shall be subject to subsections 241(1) and (2) and 239(2.2) of that Act.”

«(2) À l'égard des renseignements obtenus en vertu du paragraphe (1), un fonctionnaire ou une personne autorisée de la Commission sont réputés être un fonctionnaire ou une personne autorisée au sens des alinéas 241(10)a) et b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* qui sont soumis aux paragraphes 239(2.2) et 241(1) et (2) de cette loi.»

Idem

PART VII

PARTIE VII

FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS AND FEDERAL POST-SECONDARY EDUCATION AND HEALTH CONTRIBUTIONS ACT, 1977

LOI DE 1977 SUR LES ACCORDS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES ET SUR LES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET DE SANTÉ

209. (1) The *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977* is amended by adding thereto, immediately after section 9 thereof, the following section:

209. (1) La *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé* est modifiée par insertion, après l'article 9, de ce qui suit :

When amendments introduced

“**9.1** For the purpose of section 9, an amendment made to the *Income Tax Act* that gives effect in whole or in part to a measure referred to in a Notice of Ways and Means Motion tabled in the House of Commons shall be deemed to have been introduced in the House of Commons when the first Notice of Ways and Means Motion in which the measure was referred to was tabled in the House of Commons.”

Précisions

«**9.1** Pour l'application de l'article 9, une modification à la *Loi de l'impôt sur le revenu* est réputée avoir été présentée à la Chambre des communes quand le premier avis de motion des voies et moyens dans lequel il est fait mention de la mesure que la modification met en œuvre, en totalité ou en partie, a été déposé à la Chambre des communes.»

Clause 208: This amendment would substitute a reference to subsection 239(2.2) for the reference to subsection 241(9) and add the underlined word.

PART VII

Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977

Clause 209: (1) New.

Article 208. — Remplacement de «présomés» par «réputés», de «et» par «qui» et du renvoi au paragraphe 241(9) par un renvoi au paragraphe 239(2.2).

PARTIE VII

Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

Article 209, (1). — Nouveau.

(2) Subsection (1) is applicable to fiscal years ending after 1987.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux exercices financiers se terminant après 1987.

210. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 12 thereof, the following Part:

210. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 12, de ce qui suit :

“PART V

TRANSFER PAYMENTS WITH
RESPECT TO PREFERRED SHARE
DIVIDEND TAXES UNDER PARTS IV.1
AND VI.1 OF THE INCOME TAX ACT

13. (1) Subject to this Act, the Minister may, in respect of taxes payable under Parts IV.1 and VI.1 of the *Income Tax Act* by a corporation for a taxation year of the corporation ending in a fiscal year, pay 10 to a province out of the Consolidated Revenue Fund, at such time as he may determine, an amount for the fiscal year equal to 35% of that proportion of the taxes so payable that

(a) the amount of taxable income of the 15 corporation earned in that taxation year in that province determined in accordance with the provisions of regulations made under the *Income Tax Act*,

is of 20
(b) the corporation's taxable income for that taxation year.

(2) For the purposes of subsection (1), where a corporation's taxable income for a taxation year would, but for this subsection, be nil, the corporation shall be deemed to have taxable income for the taxation year equal to \$100.

14. (1) No payment may be made under this Part to a province for a fiscal 30 year unless

(a) pursuant to a tax collection agreement, Canada has undertaken for the calendar year ending in the fiscal year to collect taxes imposed by the province 35

«PARTIE V

PAIEMENTS DE TRANSFERT
RELATIFS AUX IMPÔTS SUR LES
DIVIDENDES D' ACTIONS
PRIVILÉGIÉES PRÉVUS AUX PARTIES
IV.1 ET VI.1 DE LA LOI DE L'IMPÔT
SUR LE REVENU

13. (1) Sous réserve de la présente loi, 5 le ministre peut verser à une province sur le Fonds du revenu consolidé, aux dates qu'il fixe, un montant pour une année financière au titre des impôts payables, en application des parties IV.1 et VI.1 de la 10 *Loi de l'impôt sur le revenu*, par une corporation pour son année d'imposition se terminant au cours de cette année financière, égal à 35 % du produit des impôts ainsi payables par le rapport entre : 15

a) d'une part, le revenu imposable 20 gagné dans la province par la corporation dans cette année d'imposition, calculé selon les règlements pris en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) d'autre part, le revenu imposable de la corporation pour cette année d'imposition.

(2) Pour l'application du paragraphe 25 (1), lorsque, n'eût été le présent paragraphe, le revenu imposable d'une corporation pour une année d'imposition est nul, la corporation est réputée avoir pour cette année un revenu imposable de 100 \$.

14. (1) Aucun paiement prévu par la 30 présente partie ne peut être fait à une province pour une année financière à moins que, selon le cas :

a) en application d'un accord de perception fiscale, le Canada ne se soit 35 engagé à percevoir les impôts établis par

5 Paiements de transfert relatifs aux impôts sur les dividendes d'actions privilégiées prévus aux parties IV.1 et VI.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*

Cas où le revenu d'une corporation est nul

30 Conditions de paiement

Transfer payments in respect of preferred share dividend taxes under Parts IV.1 and VI.1 of the *Income Tax Act*

Where income of corporation is nil

Eligibility for payments

Clause 210: (1) New.

11. (1) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

12. (2) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

13. (3) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

14. (4) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

15. (5) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

16. (6) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

17. (7) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

18. (8) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

19. (9) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

20. (10) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

21. (1) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

22. (2) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

23. (3) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

24. (4) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

25. (5) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

26. (6) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

27. (7) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

28. (8) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

29. (9) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

30. (10) The Minister may, by order, make such amendments to the provisions of the Act as appear to him to be necessary or expedient for giving effect to the purposes of this Act.

Article 210, (1). — Nouveau.

SCHEDULE (Zimbabwe 1987)

1. The word "tax" as substituted for the words "excise tax" wherever they occur in the following provisions:

(a) subsection (1) of section 100(1);

(b) subsection 100(1)(1);

(c) subsection 100(1)(2);

2. The word "tax" as substituted for the words "excise tax" wherever they occur in the following provisions:

(a) subsection (1) of section 100(1);

(b) subsection 100(1)(1);

(c) subsection 100(1)(2);

under an Act of the legislature of the province imposing a tax on the income of corporations; or

(b) the Act of the legislature of the province imposing a tax on the income of corporations provides, in the opinion of the Minister, for a deduction in computing taxable income of a corporation for taxation years ending in the fiscal year of at least 5/2 of the tax payable for those taxation years by the corporation under Part VI.1 of the *Income Tax Act*.

Idem

(2) No payment may be made under this Part to a province for a fiscal year where, in the opinion of the Minister, the province imposes or purports to impose a tax payable by corporations for taxation years ending in the fiscal year that is identical or similar to the taxes imposed under Parts IV.1 or VI.1 of the *Income Tax Act*.

Information

15. A corporation shall furnish to the Minister of National Revenue any information he may require for the purpose of determining the amount payable to a province under this Part in respect of the taxes payable by the corporation under Parts IV.1 or VI.1 of the *Income Tax Act*."

(2) Subsection (1) is applicable to fiscal years ending after 1987, except that in the application of paragraph 14(1)(b) of the said Act, as enacted by subsection (1), to taxation years that end before July, 1988, the reference therein to "5/2 of" shall be read as a reference to "2 times".

SCHEDULE (Subsection 196(1))

1. The word "tax" is substituted for the words "capital tax" wherever they occur in the following provisions:

- (a) subsection 190.1(1);
- (b) subsection 190.18(1);
- (c) subsection 190.18(2);

la province sur le revenu des corporations en application d'une loi de la législature de la province pour l'année civile se terminant au cours de l'année financière;

b) de l'avis du ministre, la loi en question ne prévoit une déduction, sur le revenu imposable des corporations pour les années d'imposition se terminant au cours de l'année financière, d'au moins 5/2 de leur impôt payable pour ces années d'imposition en application de la partie VI.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

(2) Aucun paiement ne peut être fait à une province pour une année financière en application de la présente partie si, de l'avis du ministre, la province établit ou est réputée établir des impôts identiques ou analogues à ceux visés par les parties IV.1 et VI.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

15. Les corporations doivent fournir au ministre du Revenu national tout renseignement dont il a besoin pour déterminer le montant payable à une province selon la présente partie au titre des impôts payables par les corporations en application des parties VI.1 et VI.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*."

Renseignements à fournir au ministre du Revenu national

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années financières se terminant après 1987. Toutefois, pour l'application de l'alinéa 14(1)(b) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux années d'imposition se terminant avant juillet 1988, la fraction «5/2» est remplacée par la mention «le double».

ANNEXE (paragraphe 196(1))

1. Dans les dispositions suivantes, «impôt sur le capital» est remplacé par «impôt» :

- a) titre de la partie VI;
- b) intertitre qui précède l'article 190.1;
- c) paragraphe 190.1(1);
- d) paragraphe 190.18(1);

- (a) section 190.19;
- (b) section 190.2;
- (c) section 190.22;
- (d) section 190.23.

- (e) paragraph 190.18(2);
- (f) article 190.19;
- (g) article 190.2;
- (h) article 190.22;
- (i) article 190.23.

2

Printed on a new world standard GPO stock - 100% recycled paper
 Printed in the United States of America
 Copyright © 1997 by the Government Printing Office
 All rights reserved. No part of this publication may be reproduced
 without permission in writing from the Government Printing Office.

Published under authority of the Director of the Bureau of Economic
 Analysis, U.S. Department of Commerce
 Washington, D.C. 20540-6001
 GPO: 1997-0-450-000

- (d) section 190.19;
- (e) section 190.2;
- (f) section 190.22;
- (g) section 190.23.

- e) paragraphe 190.18(2);
- f) article 190.19;
- g) article 190.2;
- h) article 190.22;
- i) article 190.23.

5







